CODUL CIVIL
ADNOTAT

CU TEXTUL ART. CORESPUNZĂTOR FRANCEZ, ITALIAN ŞI BELGIAN

CU TRIMITERI LA DOCTRINA FRANCEZĂ ȘI ROMÂNĂ

ŞI

JURISPRUDENŢA COMPLECTĂ DE LA 1868-1926

DE

C. HAMANGIU

CONSILIER LA INALTA CURTE DE CASAŢIE ŞI JUSTIŢIE

Cu colaborarea, în ceeace priveşte Doctrina şi Jurisprudenţa mai recentă,
a D-lui N. GEORGEAN, Judecător de şedinţă la Tribunalul Ilfov.

VOLUMUL IV

(Art. 1532—1914)

BUCUREȘTI

EDITURA LIBRARIEI „UNIVERSALA" ALCALAY & Co.
Calea Victoriei, 37
1926

BIBLIOGRAFIA

OPERELOR LA CARE S'AU FĂCUT TRIMITERI

ALAUZET. Commentaire du Code de Commerce et de la législation commerciale.
ALEXANDRESCO (DIMITRIE). Explicaţiunea teoretică şi practică a Dreptului civil Român. (Ed. I şi II-a).
— Droit ancien et moderne de la Roumanie.
ARNTZ. Cours de droit civil français.
AUBRY ET RAU. Cours de droit civil français d'après la métode de C. Zachariae, (Ed. IV şi V-a).
BAUDRY LACANTINERIE. Précis de droit civil.
— Commentaire théorique et pratique de la loi sur le divorce.
— Traité théorique et pratique de droit civil avec la collaboration de: Houques-Fourcade, Ph. Bonnecarrère, G. Chéneaux, M. Chauveau, Albert Wahl, Maurice Colin, L. Barde, J. Le Courtois, F. Surville, Léo Saignat, P. de Loynes, Alb. Tissier (Ed. II şi III-a).
BÉDARRIDE. Commentaire du Code de Commerce, Des sociétés.
— „ „ „ „ „ Traité des faillites et banqueroutes.
— „ „ „ „ „ De la lettre de change, des billets à ordre et de la prescription.
BÉDARRIDE ET RIVIÈRE. Traité du dol et de la fraude en matière civile et commerciale.
BERTAULT. Questions pratiques et doctrinales de Code Napoléon.
BEUDANT. Cours de droit civil français.
BIOCHE. Dictionnaire de procédure civile et commerciale.
BOILEUX. Commentaire sur le code civil.
BOISTEL. Cours de droit commercial.
BOITARD ET COLMET-DAAGE. Leçons de procédure civile.
BONFILS. Manuel de droit international public.
BONNIER. Traité theorique et pratique des preuves en droit civil et en droit criminel.
BOTEZ (CORNELIU). Noul codice de şedinţă al judecătorului de ocol. (Ed. 1908).
BUFNOIR. Propriété et Contrat. (Ed. II-a).
CANTACUZINO (MATEI). Elementele dreptului civil.
— Despre libertatea individuală şi persoanele juridice.
CAPITANT. De la cause des obligations.
CARPENTIER. Divorce et séparation de corps. Doctrine et jurisprudence.
CARRÉ ET CHAUVEAU. Lois de la procédure civile et commerciale.
CHABOT. Commentaire sur la loi des successions, édition revue et augmentée par Belost Jolimont, 1848.
— Commentaire sur la loi des successions, édition revue et augmentée par Mazerat, 1839.
CHARDON. Traité du dol et de la fraude en matières civiles et commerciales.
CHAUVEAU ADOLPHE ET FAUSTIN HÉLIE. Théorie du code pénal.
COLIN ET CAPITANT. Cours élémentaire de droit civil français (Ed. I şi II-a).
CONSTANTINESCU (N. JAC.). Asupra contractului de locaţiune. (Ed. II-a).
CRÉPON. Du pourvoi en cassation en matière civile.
CRISTODORESCU (CONST.) şi ŞTEFĂNESCU-PRIBOI (DEM.) Codul legislaţiunei de expropriere pentru utilitate naţională.
DALLOZ, Jurisprudence générale, Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence.
— Supplément.
DEGRÉ (ALEXANDRU). Scrieri juridice.
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE. Cours analyt. du Code civil.
DEMOGUE (RENÉ). Traité des obligations en général, I. Sources des Obligations. Tomes I-V.
DEMOLOMBE. Cours de Code Napoléon.

DESPAGNET. Précis de droit international privé.
DOCAN (GEORGE P.). Minoritatea. Legislaţia ungară din Transilvania în comparaţie cu legislaţia română.
DUBREUIL, TARDIF ET COHEN. Analyse de la législation des eaux.
DUFOURMANTELLE (ROGER). La force majeure dans les contrats civils et commerciaux et dans les marchés administratifs.
DUMITRESCU (M. A.). Codul de comerciu comentat.
DURANTON. Cours de droit civil français suivant le code civil.
DUTRUC. Traité de la séparation de biens judiciaire.
DUVERGIER. Droit civil français. Suite à l'ouvrage de Toullier.
FAUSTIN-HÉLIE. Traité de l'instruction criminelle.
FLANDIN. De la transcription en matière hypothécaire, ou explication de la loi du 23 Mars 1855 et des dispositions du code Napoléon relatives à la transcription des domaines et des substitutions.
FOLLEVILLE (D. de). Traité du contrat pécuniaire de mariage.
FRÉMONT. Traité pratique du divorce et de la séparation de corps.
GÂNŢOIU (AL.). Lucrari judecătoreşti.
GARNIER. Régime ou traité des rivières et cours d'eau.
GARRAUD. Précis de droit criminel.
GARSONNET. Traité théorique et pratique de procédure.
GERBAULT ET DUBOURG. Code des droits successoraux des époux, comprenant le Commentaire de la loi du 9 Mars 1891.
GIDE. Etude sur la condition privée de la femme dans le droit ancien et moderne.
GLASSON ET COLMET-DAAGE. Précis théorique et pratique de procédure civile. Ed. II-ème par A. Tissier.
GRENIER. Traité des donations, des testaments, etc.
GRIOLET. De l'autorité de la chose jugée.
GUILLOUARD. Traité du contrat de louage.
— Traité du contrat de mariage.
Traité de la vente et de l'échange.
— Traité du prêt, du dépôt et du séquestre.
— Traité des contrats aléatoires et du mandat.
— Traité du cautionnement et des transactions.
— Traité du nantissement et du droit de rétention.
— Traité des privilèges et hypothèques.
— Traité de la prescription.
— Traité du contrat de société.
HAMANGIU (C.). Proprietatea literară şi artistică în legislaţia românească.
— Noua lege asupra proprietăţii literare şi artistice din 28 Iunie 1923 cu note explicative şi prefaţa (Ed. „Adevărul", 1924).
HEROVANU (EUGEN). Tratat teoretic şi practic de procedură civilă.
HOUPIN. Traité général théorique et pratique des sociétés civiles et commerciales.
HOZOC (D.). Pactul comisor expres.
HUC. Commentaire théorique et pratique du code civil.
— Traité théorique et pratique de la cession et de la transmission des créances.
IONAŞCU (TRAIAN). L'évolution de la notion de cause dans les conventions à titre onéreux.
IONESCU (IOAN I.). Dota sub raportul înstrăinării.
LACOSTE. De la chose jugée.
LAROMBIÈRE. Théorie et pratique des obligations.
LASCAROV-MOLDOVANU (A). Legea autentificării actelor adnotată şi comentată.
LAURENT. Principes de droit civil français.
— Supplément.
— Le droit civil international.
LĂZĂRESCU (ALEX. EM.). Despre ideea de subrogaţiune. Studiu juridic.
— Regula de drept şi jurisprudenţa actuală.
— Des droits du conjoint survivant.
LEROUX DE BRETAGNE. Nouveau traité de la prescription en matière civile.
LE SELLYER. Commentaire historique et pratique sur le titre des successions.
— Etudes historiques et pratiques sur le droit criminel.
LEVASSEUR. Traité de la portion de biens dont on peut disposer.
LUCA (NICULAE). Execuţia silită asupra bunurilor nemişcătoare.
LYON-CAEN ET RENAULT. Traité de droit commercial.
MARINESCU (N. G.). Codul consolidărilor petrolifere.
MARCADÉ ET PONT. Explication théorique et pratique du Code Napoléon.
— Commentaire-traité des petits contrats.
MARTON. Privilèges et hypophèques.
MERLIN. Recueil alphabétique des questions de droit.
MICHAUX. Traité pratique des testaments notariés, olographes, mystiques et autres et des actes qui en sont la conséquence (Ed. II-a).

MICHAUX. Traité pratique des liquidations et partages de communauté, de succession et de société (Ed. IV-a).
MIRONESCU (GEORGE G.). Analiza noului Cod de procedură civilă. (Ed. II-a).
MOURLON. Répétitions écrites sur le premier, le deuxième et le troisième examen du Code Napoléon. (Ed. VII-a).
MOURLON. Traité théorique et pratique de la transcription.
NACU (C.). Dreptul civil Român.
NEGULESCU (DEMETRU). Execuţiunea silită Vol. II. Teoria Poprirei (Ed. IV-a).
NEMETESCU (GEORGE P.). Călăuza divorţului.
PANDECTES FRANÇAISES. Nouveau Répertoire de doctrine, de législation et de jurisprudence.
PLANIOL. Traité élémentaire de droit civil (Ed. II şi III-a).
PONT. Commentaire des sociétés civiles et commerciales.
— Commentaire-traité théorique et pratique des privilèges et hypothèques et de l'expropriation forcée.
PONT ET MARCADÉ. Commentaire-traité des petits contrats.
POPESCU (PETRE). Jurisprudenţa Inaltei Curţi de Casaţie pe anii 1917-1918, Iaşi şi Buc.
POTHIER. Oeuvres annotées et mises en corrélation avec le Code civil par M. Bugnet.
POUILLET. Traité théorique et pratique des brevets d'invention et de la contrefaçon.
— Traité des marques de fabrique et de la concurrence déloyale en tous genres.
— Traité théorique et pratique de la propriété littéraire et artistique et du droit de représentation.
RĂDULESCU (ANDREI). Studii de drept civil (2 volume).
— Publicitatea drepturilor reale imobiliare şi registrele de proprietate.
RODIÈRE ET PONT. Traité du contrat de mariage et des droits respectifs des époux.
ROGUIN. Le mariage. Droit civil comparé.
ROUSSEAU. Traité théorique et pratique de la correspondance par lettres missives et télégrammes.
SALEILLES. Etude sur la théorie générale de l'obligation d'après le premier projet de code civil pour l'empire allemand. (Ed. III-a).
SESCIOREANU (G). Des conventions relatives à la preuve de la libération du débiteur.
SIREY, Répertoire du Recueil Sirey.
ŞTEFĂNESCU-PRIBOI (D. C.). L'idée de faute et la responsabilité des choses inanimées.
STOEANOVICI (N. A.). La validité des actes de l'héritier apparent en droit français et en droit roumain.
SOURDAT. Traité général de la responsabilité ou de l'action en dommages-intérêts en dehors des contrats.
TATARU (V. GH.), Prezidentul Tribunalului în legislaţia română (Ed. II-a).
TESSIER. Traité sur la dot.
THALLER. Traité général de droit commercial. Sociétés commerciales.
— Traité élémentaire de droit commercial.
THIRY. Cours de droit civil professé à Liège.
TITULESCU N. Impărţeala moştenirilor.
TOCILESCU (GH. GH.). Curs de procedură civila.
TROPLONG. Le droit civil expliqué suivant l'ordre des articles du Code.
VAREILLES-SOMMIÈRES. Des lois d'ordre public et de la dérogation aux lois.
VAVASSEUR. Traité des sociétés civiles et commerciales avec formules.
VAZEILLE. Résumé et conférence des commentaires du code civil sur les successions, donations et testaments.
VERDIER. Transcription hypothécaire. Explication de la loi du 23 Mars 1855.
VERNET. De la quotité disponible.
VINCENT ET PÉNAUD. Dictionnaire de droit international privé.
VRAYE ET GODE. Le divorce et la séparation de corps.
WAHL. Traité théorique et pratique de droit international privé.
WEISS. Traité théorique et pratique de droit international privé.
— Manuel de droit international privé (Traité élémentaire).

PRESCURTĂRI

al.	Alineat.
Apel.	Curtea de Apel.
Art.	Articolul.
Botoşanii Juridic	Revista de drept „Botoşanii Juridic".
B., Bul.	Buletinul Curţii de Casaţie.
Bul. C. Apel.	Revista de drept „Buletinul Curţilor de Apel".
Bul. Trib. Muscel	Revista de drept „Buletinul Tribunalului Muscel".
C. Apel.	Curtea de Apel.
C. B.	Curtea de Apel Bucureşti.
C. civ.	Codul civil Român.
C. J., C. Jud., Curier Jud.	Revista de drept „Curierul Judiciar".
C. p., C. pen.	Codul penal Român.
Cas.	Inalta Curte de Casaţie Română.
Cas. Fr.	Inalta Curte de Casaţie franceză.
Cas. S. U.	Inalta Curte de Casaţie Română Secţii Unite.
Civ.	Codul civil.
Civ. Fr.	Codul civil francez.
Civ. Ital.	Codul civil Italian.
Com.	Codul comercial Român.
Const.	Constituţia Română.
Contr. de mar.	Contrat de mariage.
Conv. Jur., Convorbiri Juridice.	Revista de drept „Convorbiri Juridice".
D., Dr., Drept.	Revista de drept „Dreptul".
Dr. civ. int.	Droit civil international.
Don. et test.	Donations et testaments.
Ed.	Ediţia.
Gaz. Trib., Gazeta Tribunalului	Revista de drept „Gazeta Tribunalului".
Instr. crim.	Instruction criminelle.
J., Jud., Judec.	Judecătoria.
Jurisprudenţă	Revista de drept „Jurisprudenţa".
Jur. Gen. Jurispr. Gen.	Revista de drept „Jurisprudenţa Generală".
Jur. Rom., Jurispr. Rom.	Revista de drept „Jurisprudenţa Română".
Justiţia Dobrogei	Revista de drept „Justiţia Dobrogei".
Justiţia (Craiova)	Revista de drept „Justiţia" din Craiova.
Justiţia (Iaşi)	Revista de drept „Justiţia" din Iaşi.
Justiţia Olteniei	Revista de drept „Justiţia Olteniei".
L., Leg.	Legea.
L. aut. act.	Legea autentificării actelor.
L. Jud. oc.	Legea judecătoriilor de ocoale.
L. Timbr.	Legea timbrului.
Mon. of.	Monitorul oficial.
n.	Nota.
No.	Numărul.
p. pg.	Pagina.
Pag. Jur., Pagini Juridice	Revista de drept „Pagini Juridice".
Pand. Rom.	Revista de drept „Pandectele Române".
Pand. Săpt.	Revista de drept „Pandectele Săptămânale".
part.	Partea.
Pen.	Codul penal Român.
Prescr.	Prescription.
Pr. civ.	Codul de procedură civilă Română.

Pr. pen.	Codul de procedură penală Română.
Reg., Regul.	Regulamentul.
Reg. act. st. civ.	Regulamentul actelor de stare civila.
Rep.	Répertoire.
Req.	Casaţia Franceză, Chambre des requêtes.
Rev. crit.. Revista critică.	Revista de drept „Revista critică".
Rev. de drept., Revista de drept	Revista de drept „Revista de drept".
Rev. Jud., Revista Judiciară	Revista de drept „Revista Judiciară".
Revista Juridică	Revista de drept „Revista Juridică".
S.	Secţia.
Săptămâna Juridică.	Revista de drept „Săptămâna Juridică".
Sentinţa.	Revista de drept „Sentinţa".
Succes. Succ.	Successions.
Suppl.	Supplément.
t.	Text.
T. Trib.,	Tribunalul.
Text belg.	Textul codului civil belgian.
Text fr.	Textul codului civil francez.
Text ital.	Textul codului civil italian.
Tr.	Traité.
Trib. Jur.	Revista de drept „Tribuna Juridică".
Urm. ur.	Următoarele.
V.	A se vedeà.

CODUL CIVIL

VOLUMUL IV.

TITLUL IX.

Despre mandat.

CAPITOLUL I.

Despre natura mandatului.

Art. 1532. — Mandatul este un contract în puterea cărui o persoană se obligă, fără plată, de a face ceva pe seama unei alte persoane dela care a primit însărcinarea. (Civ. 942, 944, 948 urm., 987 urm., 991, 1294, 1533 urm., 1539, 1549 urm.; Pr. civ. 74; C. com. 122, 162, 374—404; L. jud. oc. 73 urm.; L. Timbr. 18 § 34, 19 § 24, 20 § 27, 42 § 3; Civ. Fr. 1984; Civ. Ital. 1737).

Text. fr. Art. 1984. — Le mandat ou procuration est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom.

Le contrat ne se forme que par l'acceptation du mandataire.

Text. Ital. Art. 1737. — Il mandato è un contratto, in forza del quale una persona si obbliga gratuitamente o mediante un compenso a compiere un affare per conto di un'altra persona, da cui ne ha avuto l'incarico.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 635, 639;
BAUDRY ET WAHL, *Des Contrats aléatoires, mandat*, etc., 370, 378 urm., 382, 384, 385, 387, 398, 405, 411 urm., 419 urm., 421, 443 urm., 461, 462;
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 207;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 704 urm., 707;
DALLOZ, *Rép.* Mandat, 1 urm., 179 urm.; *Suppl.* Mandat, 1 urm., 72;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 204 bis; 204 bis, X;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 218;
GUILLOUARD, *Tr. du Prêt*, etc., 15, 17, 36, 39, 55, 60, 135; *Depôt* nº 18;
LAURENT, XXVII, 105, 333, 391, 395, 396;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 425;
PONT, *Pet. contr.*, I, 819, 961;
TROPLONG, *Tr. du Prêt*, etc., 103.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 555 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 437 n. 1, 438, 869 n. 2; IV, part. I, ed. 2-a, p. 227 n. 3); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 184, 185, 292 nota 2; *Observaţie* sub. Trib. Neamţ 403 din 6 Nov. 901. Curier Jud. 5/1902; *Observaţie* sub. Judec. Ocol. I Urban Ploeşti, 16 Mai 1916. Tribuna Juridică 12-13 1920;

CERBAN ALEX., *Notă* sub. Trib. Teleorman s. I. 289 din 4 Nov. 920. Curier Jud. 1/921;
DEGREA AL. (ALEXANDER), *Notă* sub. Cas. I, 36 din 28 Ian. 1900. Dreptul 19/1900;
GEORGEAN N., *Notă* sub. Trib. Dorohoi, 92 din 14 Febr. 1924. Jurispr. Gen. 23/1924 No. 1343;
NACU, III, p. 406 urm.;
RAPAPORT M., *„Natura juridică a contractului de mijlocire în raport cu dreptul de onorar al mijlocitorului“*, Curier Jud. 20/1925;
TEODORESCU C., *Notă* sub. Trib. Râmnicul-Sărat, 801 din 30 Ian. 1925, Curier Jud. 15/1925;
VIDRAȘCU L. AUREL, *Notă* sub. Trib. R.-Sărat, 801 din 30 Ian. 1925. Justiția Olteniei 7-8/1925.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudență.

1. Nu este de esența mandatului ca numai de cât mandatarul să lucreze în mod văzut în numele mandantelui ci poate să lucreze și ocult pentru mandant, destul ca aceasta să reese din convențiunea părților. In acest din urmă caz, dacă mandatarul lucrează în numele său propriu, și cumpără pentru mandant un imobil urmează că o nouă mutațiune de proprietate de la mandatar către mandant a avut loc, mutațiune care atrage și plata unei noui taxe de timbru și înregistrare. (Trib. Suceava, 120. Sept. 7 89. *Dr.* 63/89).

2. Convențiunea prin care un client însărcinează pe un advocat a face toate diligințele posibile spre a ajunge pe cale de judecată la realizarea drepturilor sale, în schimbul unui onorariu, care i se va plăti chiar când clientul s'ar împăcà cu adversarul, fie chiar înainte de începerea procesului, constitue un contract nenumit de natură aleatorie, care să aseamănă întru cât-va cu mandatul, și care stabilește *a priori* emolumentele cuvenite advocatului drept preț al muncei sale și a cheltuelilor ce va face până la terminarea procesului la o sumă determinată, care prin natura afacerii și prin înfățișerile la care ar da naștere judecata și executarea hotarîrei ar puteà fi sau mai mari sau mai mici de cât cea fixată de părți, prin urmare și o parte și alta dacă au șanse de câștig au și de pagubă. Și o asemenea convențiune, care stabilește drepturi pentru ambele părți contractante, nu poate fi nimicită numai prin faptul uneia din părți. (Apel Craiova, II Oct. 12/90, *Dr.* 76/90).

3. Din sensul art. 94 pr. civ., rezultă că numai actele judecătorești și pledările la judecată nu pot să fie îndeplinite de cât ori de către părți personal, ori de către advocații declarați la audiență sau cu procură; dar faptul de a declarà la audiență pe un advocat, ca reprezentant a unei părți, sau de a da procură unui advocat din partea unei părți, se poate negreșit îndeplinì și de către un mandatar care să nu aibă calitatea de advocat, pe câtă vreme nu există în această privire nici o derogațiune la principiile generale, relative la drepturile mandatarilor de a lucrà în numele mandanților. art. 1532 urm.). (Cas. I, 182, Dec. 16/91, B. p. 1363).

4. Odată ce una din părți a fost reprezentată în justiție printr'un mandatar cu procură, având nume deschis, nu se poate ca la înfățișările ulterioare să se prezinte un alt avocat în numele acelei părți, în virtutea aceluiaș mandat. (Cas. I. 207/94 B. p. 647).

5. Cel ce pretinde că nu s'a obligat pentru sine ci numai în calitate de prepus pentru comitenții săi trebue când este chemat în judecată, să cheme pe comitenții săi în garanție și să discute față cu aceștia, natura obligațiunei sale. (Cas. 220/901, B. p. 1110).

6. In privința mandatului, legiuitorul român a păstrat, în parte, tradițiunea, dreptul roman unde mandatul nu avea un caracter reprezentativ, iar gratuitatea era de esența lui. In dreptul român, spre deosebire de cel francez de asemenea, mandatul n'are caracter reprezentativ, dar gratuitatea e numai de natura, nu de esența aces-

tui contract. Aşa fiind, ideea de reprezentare, posibilitatea îndeplinirei unui fapt juridic pentru altul, nu mai distinge mandatul de locaţiunea serviciilor; singurul criteriu, după care putem deosebi aceste două contracte, fiind caracterul plăţii, prezenţa sau lipsa onorariului la mandat: existenta imperioasă a salarului la locaţiunea serviciilor. (Trib. Neamţu C. Jud. 5/902).

7. Actul făcut de un avocat prin care se angajează să scoată zestrea unei femei, este un adevărat contract de mandat, iar nu o închiriere de serviciu, de oarece avocatul în această calitate lucrează nu numai pe comptul, dar chiar în numele clientei sale, pe care o reprezintă în toate afacerile relative la acea zestre. (Cas. I 116/904 B. p. 351).

8. Nu se poate susţine că s'a violat prescripţiile art. 1532 cod. civ., când instanţa de fond constată în fapt şi deci în mod suveran că mandatul, în baza căruia o persoană a lucrat ca mandatară i-a fost dat după ce i-a încetat calitatea de sequestru judiciar şi în care calitate contractase cu persoana, în numele căreia a lucrat mai târziu. (Cas. I, 559/904, B. p. 1789).

9. Stipulaţia făcută în profitul unei terţe persoane fără mandat din partea acesteia, constitue o gestiune de afaceri. (Cas. I, 385/904, B. p. 1227).

10. Spre a se face un apel valabil prin mandatar nu se cere ca mandatarul să aibă o procură legalizată ci numai o procură după care să depună copie la dosar; de unde rezultă că procura poate fi dată chiar prin telegramă sub rezerva dovedirei că semnătura este a mandantului. (Cas. I, 160 şi 163 din 4 Martie 1911. Jurispr. 17/1911).

11. Contractul de mandat propriu zis, cât şi mandatul sui generis, cunoscut sub numele de prête-nom şi care mandat este permis nefiind interzis prin nici o dispoziţiune legală afară de dol şi fraudă, se dovedesc, ca orice contract consensual după dreptul comun, atât între părţile contractante, cât şi faţă de cei de al treilea, regulele de probaţiune fiind generale. (Cas. II, 18/912 Curier Jud. 37/912).

12. a). Raportul juridic ce se stabileşte între un client şi avocatul său, când acesta din urmă este însărcinat cu reprezintarea şi susţinerea intereselor clientului, nu constitue o locaţie de servicii, ci un adevărat mandat care se poate revocà.

b). In deosebire de locaţiunea de servicii, unde locatarul de servicii, deşi lucrează pe comptul patronului, însă nu lucrează în numele lui şi nici nu-l reprezintă, avocatul în îndeplinirea însărcinărei date din partea clientului său, lucrează în numele şi pe comptul acestuia şi îl reprezintă pe acesta cât timp îşi păstrează mandatul.

c). Când mandatul este dat atât în interesul mandantului cât şi al mandatarului, adică când acesta din urmă este un *procurator in rem suam*, mandatul nu poate fi revocat de către mandant fără consimţimântul mandatarului, pe când atunci când mandatul este dat numai în interesul mandantului, mandatul poate fi oricând revocat exclusiv de mandant, fără a puteà ridicà vreo pretenţiune mandatarul, decât numai dacă mandatul i-a fost retras în mod intempestiv şi ofensător pentru dânsul. (Apel Buc. I, No. 123, 1913; Dreptul 1914, p. 29).

13. Caracterul esenţial al contractului de mandat este că el poartă asupra obligaţiei mandatarului de a îndeplinì un act juridic, iar nu o simpla prestaţie de servicii materiale, implicând astfel reprezentaţia juridică a mandantului de către mandatar cu opozabilitatea tuturor actelor făcute de acesta în limitele puterilor primite. (Trib. Teleorman s. I, 289 din 4 Nov. 1920, Curier Jud. 1/921).

14. Contractul de prête-nom e un contract deghizat sui generis în care elementul simulaţiei poartă în prim loc asupra persoanei care contractează şi numai în mod cu totul secundar asupra naturii intrinseci a actului juridic şi care nu este în ultimă analiză de cât o variantă a contractului de mandat, de care nu se deosebeşte de cât prin împrejurarea interpoziţiunei de persoane care creează raporturi juridice directe între interpus şi terţ. (Trib. Teleorman s. I, 289 din 4 Nov. 1920. Curier Jud. 1 921).

15. Pentru ca să poată fi vorba de un contract de prête-nom se cere ca interpoziţiunea de persoane să fie determinată de un interes al comitentului. Acest interes este un element esenţial pentru caracterizarea juridică a convenţiei.

Când simulaţia prin interpunere de persoane, este determinată printr'un interes al prepusului mandatar, în acest caz contractul este o simulaţie ordinară ce ascunde o altă convenţie şi care nu poate constituì în nici un caz un contract de prête-nom. (Trib. Teleorman s. I, 289 din 4 Nov. 1920. Curier Jud. 1/921).

16. Ideea de mandat poate intervenì în situaţia juridică a creditorului gagist fără ca prin aceasta să se opereze o schimbare a caracterului convenţiei de gaj, ori de câte ori creditorul gagist primeşte în gaj o creanţă contra unui terţ, devenită exigibilă înaintea propriei sale creanţe pe care o încasează deşi nu are în principiu acest drept,

în temeiul unei clauze exprese în care se poate vedeà fie conceptul unui mandat revocabil, fie al unei delegațiuni. (Trib. Teleorman s. I. 289 din 4 Nov. 1920. Curier Jud. 1/921).

17. Când pentru validitatea unui act legea cere în termeni pur și simpli semnătura unei persoane urmează a se aplicà principiul general în virtutea căruia orice persoană capabilă poate semnà actele juridice cu caracter patrimonial, atât personal cât și prin mandatar sau — fiind vorba de o persoană juridică — prin reprezentantul ei legal sau autorizat, care la rândul său și întru cât o dispozițiune expres contrarie nu există, poate da unei alte persoane procură sau delegație în acest scop. (Cas. III, 1384 din 14 Dec. 1921. Jur. Rom. 2-3/922. Pand. Rom. 1922, III, 139).

17 bis. Chestiunea de a se ști dacă persoana semnatară a avut sau nu mandat sau delegație din partea reprezentantului unei persoane morale de a semnà în locul său și în numele mandantului principal este o chestiune de fapt care se rezolvă în mod suveran de instanțele de fond. (Cas. III. 1384 din 14 Dec. 1921. Jur. Rom. 2-3/922, Pand. Rom. 1922, III. 139).

18. Existența unui mandat în alb (blanc seigne) poate să rezulte: 1) din declarațiile făcute la interogator de mandatar, declarații prin cari se recunoaște validitatea contractului încheiat de mandatar și a primirilor de chirii făcute de acesta; 2) din condițiile materiale în cari se prezintă contractul încheiat de mandatar și cari lasă a se vedeà că semnătura mandantului a fost pusă anticipat pe o coală de hârtie albă, pe care apoi mandatarul cu propria lui scriere a complectat-o stabilind clauzele și condițiile convenției împreună cu terțul cu care a tratat; 3) din faptul că mandatarul mai înainte de a încheià contractul, a înfațișat terților o coală de hârtie purtând numai semnătura în alb a mandantului. (Trib. Ilfov s. IV 189 din 12 Martie 1921. Curier Jud. 16/922).

19. Nimic nu împiedică pe un mandatar ca în exercitarea mandatului său, să se comporte fața de un terț ca misit, rămânând totuși mandatar față cu mandantul său și în consecință misitia primită nu poate influențà asupra obligațiilor ce mandantul contractează față de terți pentru convențiunile încheiate de mandatar în limitele puterilor conferite. (Trib. Dorohoi 4 din 25 Febr. 1921. Jur. Gen. 1924. No. 541).

20. In virtutea dreptului recunoscut prin art. 27 din Constituție, se pot asocià mai multe persoane într'un anumit scop și să deà mandat uneia sau mai multora din ele, pentru a face diferite acte în interesul scopului urmărit de asociațiune.

Mandatul însă conferit în astfel de condițiuni nu îndrituește pe mandatar să ceară ulterior în numele său personal îndeplinirea obligațiunilor contractate de el, în numele acelora ce i-au dat mandat. (Cas. S. U. 180 din 14 Sept. 1922. Dreptul 5/923).

21. a). Dacă e adevărat că potrivit art. 36 legea nouă a advocaților, advocații pot reprezentà în justiție pe clienții lor și apărà interesele acestora, chiar pe baza unei procuri sub semnătură privată și certificată de dânșii, nu este mai puțin adevărat că legea corpului de advocați nederogând dela dispozițiile dreptului comun cu privire la condițiunile pe care trebue să le îndeplinească un act pentru a aveà caracterul unei procuri, urmează că o asemenea împuternicire pe care legea permite a o da chiar printr'o scrisoare adresată advocatului trebue să cuprindă numele și pronumele părților, domiciliul lor, obiectul mandatului, drepturile conferite advocatului, pentru că numai în acest mod partea potrivnică poate să cunoască și ea întinderea și limitele puterii mandatarului, evitându-se abuzurile ce se pot face și care o pot prejudicià.

b). Chestiunea de a se ști dacă scrisoarea dată unui advocat cuprinde sau nu aceste date singurele care pot conferì caracterul sus arătat, este o chestie de apreciere care scapă controlului Inaltei Curți de casație. (Cas. I. dec. civ. 1101 din 7 Noembrie 1923. Jur. Rom. 5 924. Pand. Rom. 1924, III, 26, Pand. Rom. 1924. III, 34. Dreptul 7 924).

22. Art. 36 din legea avocaților prevede că avocatul poate atunci când este autorizat prin o procură sub semnătură privată, certificată de el să ia orice măsuri cu caracter judiciar și procedural chiar dacă nu se specifică toate drepturile în procură, iar în privința neștiutorilor de carte acest articol dă drept avocatului să facă chiar fără procură scrisă numai actele de procedură ce le-ar fi folositoare.

Intinderea drepturilor derivând din acest mandat peste conținutul sau expres în cazul știutorilor de carte poate fi verificată de partea adversă și exercițiul ei controlat de mandant.

Pentru cei neștiutori de carte legiuitorul în protecțiunea acordată, restrângând dreptul avocatului fără procură de a face numai acte de procedură, a înțeles prin aceasta să facă loc unor garanții de mai mult control, în scopul ca acel ce nu se poate apăra să nu fie expus vreunei neașteptate sancțiuni juridice, a unui contract judiciar de care este cu totul strein.

Deci, pentru reprezentarea în instanță, neștiutorii de carte nu pot da

decât procuri autentice. (Trib. Botoșani Jurnalul No. 2413 din 13 Martie 1924. Jur. Gen. 1924 No. 702).

23. Mandatul fiind un contract consensual, poate fi dat prin orice formă proprie de a se manifestà consimțimântul cum ar fi printr'un act autentic, printr'o scrisoare sub semnătură privată sau chiar verbal.

Deși este constant admis că mandatul poate fi dat și prin telegramă totuș dacă partea adversă contestă în instanță că originalul telegramei ar fi semnat de către mandant, mandatarul care se prezintă cu telegrama este dator să dovedească că ea emană de la mandant, chiar dacă mandatarul ar fi advocat, deoarece el nu poate să certifice semnătura de pe o asemenea telegramă întrucât originalul ei se află la biuroul telegrafic de transmitere. (Trib. Dorohoi, sent. No. 92 din 14 Februarie 1924, Jur. Gen. 1924, No. 1343).

24. Potrivit art. 36 din legea pentru organizarea corpului de avocați, procura dată în scris unui avocat chiar fiind sub semnătura privată și certificată de el, îi acordă dreptul de a îndeplini orice acte cu caracter procedural, chiar dacă nu s'ar indicà în mod special un anume act, iar pentru cei neștiutori de carte, avocatul are capacitatea a face chiar și fară procură scrisă, orice act util de procedură.

Din această din urmă dispozițiune rezultă lămurit că legea nu admite putința de a reprezentà în justiție pe baza unui mandat verbal decât persoanele analfabete și prin urmare numai față de acestea, dispozițiunile dreptului comun din art. 316 pr. c. se găsesc abrogate în această privință.

In cauză constant fiind că recurentul nu erà analfabet și ca nu s'a făcut dovadă că avocatul care a contrasemnat apelul aveà un mandat scris la acea dată din partea recurentului, urmeaza că în conformitate cu legea. Tribunalul refuză a considerà contrasemnarea avocatului făcută pentru satisfacerea cerințelor din art. 40 din lege, ca o dovadă a existenței unui mandat de a face și introduce apelul în numele recurentului. (Cas. I, dec. 845 din 19 Mai 1924. Jur. Gen. 1924, No. 1456).

25. Contractul care prevede obligația pentru una din părți de a încheià tranzacțiuni de vânzări și cumpărări de cereale, în comptul celeilalte părți, întrunește caracterul unui contract de mandat, cu drepturi și obligații bine definite de la mandant la mandatar.

Prin urmare, când instanța de fond, interpretează acest contract, în sensul că el conține tranzacțiuni sau operațiuni de vindere-cumpărare, denaturează convenția. (Cas. III. 1645 din 1 Oct. 1924, Jur. Rom. 19 924).

26. Dacă mandatul este dat la mai mulți fără să fie cumulativ, fie care din mandatari este împuternicit să semneze apelul. (C. Apel Buc. s. I, 338 din 26 Noembrie 1924, Bul. C. Apel 6/925).

27. După art. 35 din legea corpului de advocați din 1923, numai advocații înscriși în tablou au dreptul de a reprezentà pe altul la autorități, iar art. 45 din aceiași lege, consideră ca intermediari de procese, pe acela care fără a aveà calitatea de advocat, obține procuri de reprezentare în justiție. Art. 45 nu face nici o distincție, dacă acesta obține o singură procură sau mai multe în scopul de a trage profit, plasând procesele acceptate.

Actuala lege a corpului de advocați deci a abrogat dispozițiunile art. 1532-1559 din codul civil privitoare la procuratori sau mandatari și aceasta rezultă clar și din desbaterile de la Senat unde autorul legii a dat relații în sensul acestei interpretări.

Prin urmare, în specie, procuratorul neavând calitatea de advocat și nefăcând parte din corpul de advocați, el nu se poate prezentà în instanță ca procurator din partea creditorului reclamant. (Trib. R.-Sărat 801 din 30 Ian. 1925. Curier Jud. 15 1925).

28. Potrivit art. 406 C. com. comisionarul este direct obligat către persoana cu care a contractat ca și cum afacerea ar fi fost a sa proprie.

Această responsabilitate a comisionarului încetează însă din momentul ce dânsul contractează nu în numele său personal ca comisionar, ci în calitate de mandatar făcând cunoscut numele mandantelui pe socoteala căruia a lucrat.

Prin urmare, în specie intimatul care este comisionar al Societații „Manufactura Tossy“ făcând cunoscut recurentului în nota de comandă că, mărfurile le vinde fără angajament și numai în așteptarea confirmării de către Societate, mandatara sa, urmează că cu această ocaziune dânsul a lucrat ca mandatar pe seama acelei case, iar nici decum în calitate de comisionar pur și simplu al ei și de aceea bine a fost apărat de instanța de fond de orice responsabilitate personal. (Cas. III Dec. 379 din 23 Febr. 1915 Jur. Gen. 1925 No. 1609).

29. A se vedeà: art. 368, nota 2; art. 401, nota 20; art. 1108 notele 3, 4; art. 1182 notele 33, 36; art. 1252, nota 4; art. 1470 nota 2; art. 1491 nota 6; art. 1534 cu notele respective; art. 1537, notele 9, 12; art. 1546 nota 31.

Art. 1533. — Mandatul poate fi expres sau tacit.

Și primirea mandatului poate să fie tacită și să rezulte din executarea lui din partea mandatarului. (Civ. 944, 987 urm., 991, 1190, 1191 urm., 1197, 1203, 1206, 1532, 1539, 1540; C. com. 374, 384, 402; Civ. Fr. 1985; Civ. Ital. 1738).

Text. fr. Art. 1985. — Le mandat peut être donné ou par acte public ou par écrit sous seing privé, même par lettre. Il peut aussi être donné verbalement; mais la preuve testimoniale n'en est reçue que conformément au titre *des Contrats ou des Obligations conventionnelles en général.*

L'acceptation du mandat peut n'être que tacite, et résulter de l'exécution qui lui a été donnée par le mandataire.

Text. Ital. Art. 1738. — Il mandato può essere espresso o tacito.

Anche l'accettazione può essere tacita, e risultare dall'esecuzione che vi ha dato il mandatario.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 636, 638; VI, p. 399, 411;
BAUDRY ET WAHL, *Des Contrats aléatoires, mandat,* etc., 466 urm., 469, 471, 472, 476, 477, 480, 481 urm., 490, 497, 509 urm.;
BUFNOIR, *Propriété et contrat,* ed. 2-a, p. 465, 475;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 66; II, p. 273, 704, 708; ed. 1-a, III, p. 898;
DALLOZ, *Rép.* Mandat, 144 urm.; *Suppl.* Mandat, 56 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 349 bis, III;
DEMOGUE I, *Sources des Obligations,* I, p. 299; II, p. 216, 218;
DEMOLOMBE, XIV, 356; XV, 14;
GUILLOUARD, *Tr. du Prêt,* etc., 10, 36, 38, 39, 40, 41, 44 urm., 66;
LAURENT, XXVII, 378 urm., 446, 447, 453;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 426 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2241, 2243;
PONT, *Pet. contr.,* I, 845, 863, 867, 876;
TROPLONG, *Tr. du Prêt.,* etc., 114 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 550, 559 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 227 n. 3; IV, part. II, ed. 2-a, p. 349, 354; V, p. 42, 43, 318; VI, p. 458 t. și n. 3; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 623 n. 2); *Droit ancien et moderne de la Roumanie,* p. 84, 420 nota 6; *Observație* sub. Cas. III, 164 din 18 Sept. 1906, Dreptul 80/1906; *Observație* sub. Cas. III, 25 din 2 Febr. 1909. Dreptul 24/1909; *Observație* sub. C. Apel Buc. s. I. 32 din 8 Mai 1901, Curier Jud. 62/903; *Observație* sub. Judec. ocol. I Urban Ploești, 527 din 16 Mai 1916. Tribuna Juridică 12-13/1920; *Observație* sub. Trib. Civil Anvers (Belgia), 22 Mai 1921. Tribuna Juridică24-27/1922; *Notă* sub. Tribun. Reims (Marne), 9 Sept. 1921. Jurispr. Gen. 17/1924, No. 995;
CERBAN AL., *Notă* sub. Trib. Olt, 224 din 13 Iulie 1923. Curier Jud. 10/1924;
CODREANU S. ION (ISCOD), *Observație* sub. Cas. Fr. 1 Iulie 908. Curier Jud. 26/909; *Observație* sub. Cas. III, 248 din 8 Iunie 1911, Curier Jud. 53 911;
DEGREA AL. (ALEXANDER), *Notă* sub. Cas. I, 36 din 28 Ian. 1900. Dreptul 19/1900 și *Scrieri Juridice,* vol. I, p. 491 urm.;
GEORGEAN N., *Notă* sub. Trib. Dorohoi 92 din 14 Febr. 1924. Jurispr. Gen. 23/1924, No. 1343;
MIULESCU D. G., *Notă* sub. Trib. Dolj s. III, 60 din 21 Mart. 1911. Pagini Juridice 87/1912;
NACU, III, p. 412;
PERIEȚEANU GR. I. (IPER), *Notă* sub. Trib. Ilfov s. IV, 189 din 12 Mart. 1921. Curier Jud. 16 922;
PLASTARA GEORGE, *„Teoria jurisprudențială a probei mandatului"*. Curier Jud. 75/913;
RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. C. Apel Rouen, 20 Dec. 913. Dreptul 65/914;
SESCIOREANU G., *Observație* sub. C. Apel Liège, 16 Febr. 1923. Pand. Rom. 1924-III-46;
STOENESCU D. DEM., *Notă* sub. Judec. I Craiova, 1784 din 27 Sept. 906. Curier Jud. 78/1906;
VERMEULEN H. JEAN, *„Puterea probatorie a scrisorilor misive în civil"*. Curier Jud. 37/924

INDEX ALFABETIC

Jurisprudenţă.

1. Persoana care face apel în numele alteia cată să aibă o procură specială din parte-i, mandatul tacit în interjectarea apelului ne fiind admisibil, afară numai dacă partea n'a notificat înăuntrul termenului apelului, apelul făcut de o persoană autorizată tacit, şi aceasta pentru că altfel s'ar eludà dispoziţiunile legii în privinţa duratei termenului apelului. Şi în privinţa a tot ce concerne intentarea de acţiuni şi continuarea lor, regulele de procedură urmează a fi strict observate ca atâtea stavili puse la judecăţi, care nu trebuesc să aibă loc de cât matur chibzuite; or, interjectarea unui apel aducând, străgăniri şi cheltueli părţii adverse, nu trebue ca apelantul să-l poată ratifica după bunul plac şi ori când fără nici o imputare din parte-i, şi tocmai de aceea s'a admis ca ratificarea să se facă înăuntrul termenului apelului. (Apel. Buc. II, 265. Nov. 1/79, *Dr*. 2/80).

2. Ratificaţiunea unui apel trebue să fie dată înăuntrul termenului de apel, căci o ratificaţiune peste acest termen echivalează unui apel tardiv, şi ratificaţiunea are efect retroactiv numai între o parte şi advocatul său, neputând vătămà dreptul câştigat al celui de al treilea. (Cas. I, 420/Nov. 29/72. B. p. 334).

3. Ori de câte ori legiuitorul a avut intenţia a cere procură autentică a arătat aceasta anume în lege, cum este de exemplu art. 1781, relativ la modul înscrierii unei ipoteci. Deci este valabilă procura legalizată de un comisar de poliţie, când este vorba de a reprezintà pe cine-va în justiţie într'o chestiune pentru care legea nu cere expres procură autentică, şi instanţa care o respinge comite un exces de putere. (Cas. II, 137/Nov. 3/82, B. p. 1091).

4. Deşi advocatul n'a avut procură de a face apel, totuşi din faptul că apelantul a doua zi s'a prezintat la portărei şi a plătit taxele pentru citaţiuni, rezultă că el a ratificat apelul făcut, şi această ratificare, facută înăuntrul termenului de apel, echivalează cu un mandat expres dat în acest scop. (Apel Iaşi. II, 1631, Dec. 17/81. *Dr*. 12 82.

5. Un terţiu nu poate să facă opoziţiune fără mandat din partea celui condamnat în lipsă. Şi opoziţiunea făcută de o persoană fără putere, nu poate să fie ratificată după expirarea termenului de opoziţiune, căci se admite în general, ca un principiu constant, că ratificarea nu poate să atingă drepturile câştigate în interval de alte persoane, al căreia drept de a opune neadmisibilitatea opoziţiunei nu se puteà micşorà prin o ratificare tardivă. Restricţiunea ce se caută a se deduce din art. 94 pr. civ., nu e întemeiată pe nimic; scopul acestei legi, care hotărăşte că părţile se vor înfăţişà sau însile sau prin advocaţi declaraţi la audienţă, ori având procură legalizată, este de a înlăturà deficultăţile ce ar puteà să aducă cu sine o procură nelegalizată, şi acest scop nu s'ar puteà atinge complect dacă cerinţa unui mandat legalizat nu s'ar întinde şi la facerea de opoziţiune sau apel; acest scop general ce-l urmăreşte legiuitorul, în materie de mandat *ad litem*, pune în evidenţă adevărul că art. 94 citat cuprinde nu o normă restrânsă la cazul înfăţişerei sau al pledărei, ci o aplicare specială a unei regule generale în materie de mandat *ad litem*. (Cas. I. 289/Sept. 17/84, B. p. 684).

6. In ce priveşte formele relative la modul cum are a se face recursul în casaţie, are a se observà principiile relative la petiţiuni, după care principii, arătate anume în art. 69 pr. civ., petiţiunea trebue să cuprindă, între enunciaţiuni, şi aceea a numelui şi pronumelui reclamantului, formalitate prescrisă sub pedeapsă de nulitate a petiţiunei; şi chiar din cuprinderea art. 41 legea organică a curţii de casaţie, care cere ca declaraţia de recurs să fie făcută în scris, reese că în ce priveşte recursurile în casaţie, trebuesc scrise şi subscrise de recurent, singurul mijloc din care se poate constatà persoana care a făcut recurs; şi iscălitura petiţiunei de recurs, fiind o formalitate substanţială, căci prin ea se arată persoana care a făcut recurs, spre a i se putea da curs, omisiunea ei atrage nulitatea recursului, afară de cazul când recurentul înăuntrul termenului de recurs ar venì să iscălească sau ar face o declaraţiune că acel recurs, care a omis a-l iscălì, este al său şi că şi-l în-

sușește. (Cas. I, 114/Mart. 19/84, B. p. 253).

7. Chiar de s'ar admite că facerea apelului e un act de conservațiune și e suficient ca persoana care a făcut apelul să aibă un mandat tacit ca el să fie valabil, pentru ca aceasta să fie exact, urmează ca apelul săvârșit în asemenea condițiuni, să fi fost ratificat în termenul util, termenul de apel. (Cas. I, 301/Sept. 21/85, B. p. 657).

8. Legea nu cere în materie de vânzare publică, precum cere în materie de judecată pentru ca părțile să fie considerate ca bine reprezentate, o procură autentică; o procură legalizată fiind suficientă pentru ca cineva să se prezinte cu ocaziunea unei vânzări în numele fie al creditorului urmăritor, fie al debitorului urmăritor, fie al ori cărei persoane ce are un interes la vânzarea ce se face, nu este nici un motiv legal a se cere o procură autentificată pentru ca cineva să poată fi admis a concură în numele și pe comptul altei persoane. (Cas. II, 69/Iun. 17/86, B. p. 558).

9. Mandatul de a se presintà în instanță, e un mandat deosebit de acela care trebue să-l aibă o persoană ca să facă apel. Astfel, dacă apelul a fost făcut de advocat, fară procură și ratificarea s'a urmat după expirarea termenului de apel, tribunalul declarând valabil apelul, nesocotește principiul că dreptul de apel nu-l poate aveà de cât însăși partea, sau un anume împuternicit. (Cas. I, 188/Iun. 4/86, B. p. 481).

10. Codul de procedură civilă nu regulează formele sub cari trebue facută petițiunea de opozițiune în contra unei sentințe judecătorești, și dacă în această privință ne raportăm la formele prescrise pentru petițiunea introductivă de instanță (art. 68 și urm. pr. civ.), vedem că nu se cere, ca condițiune esențială a validității sale, ca petițiunea prin care se intentă o acțiune să fie subscrisă de reclamantul care știe să scrie cu propria lui mână. Prin urmare, o petițiune prin care o persoană face opozițiune în contra unei sentințe judecătorești, este valabilă deși oponentul, care știe să scrie, n'a subscris-o cu propria lui mână. Dacă subscrierea în petițiune cu propria mână a oponentului care știe să scrie s'ar cere ca probă că dânsul a făcut opozițiunea în termen, și dacă de câte ori oponentul care știe să scrie este subscris în petițiune de o altă persoană, ar trebuì să se considere această opozițiune ca făcută de un mandatar, pentru validitatea căreia ar trebuì să existe un mandat cu dată certă, apoi, în această teorie, se ajunge inevitabil la principiul că persoanele cari nu știu să scrie nu pot să intenteze acțiuni sau să facă opozițiuni de cât prin petițiuni autentificate de un tribunal competinte, și că acțiunile, opozițiunile, apelurile, cererile de recurs și revisuire făcute de persoane cari nu știu să scrie, prin petițiuni în cari sunt iscălite prin punere de deget, ar trebuì declarate inadmisibile de către instanțele judecătorești, pe când din contra asemenea cereri făcute instanțelor judecătorești prin petițiuni iscălite prin punere de deget, sunt considerate ca valabile. (Apel Buc. III, 236/Nov. 4/86, *Dr.* 36/87).

11. După lege, ori ce declarațiune de apel în contra unei sentințe corecționale urmează a fi subscrisă de către partea care a făcut apel în contră-i sau de un anume împuternicit pentru aceasta. Este dar nul apelul făcut de către advocatul inculpaților care știu carte, dacă nu a avut un mandat special pentru a face declarațiunea de apel. (Apel Buc. III, Dos. 76/87).

12. Apelul, ca orice act sub semnătură privată, trebue, pentru a puteà fi valabil, să fie semnat de însăși persoana nemulțumită pe sentința atacată cu apel sau de un mandatar al său având o procură pentru aceasta. Singura derogațiune ce prin forța lucrurilor trebue a se aduce la obligațiunea ca însăși partea să semneze actul de apel, este în favoarea celor ce nu știu semna sau când o cauză de forță majoră a împiedicat pe parte a puteà însă-și semna petițiunea de apel. Și art. 318 și 320 pr. civ., fixând un termen în întrul căruia numai partea nemulțumită pe sentința tribunalului poate face apel, urmează neapărat că și procura data unui mandatar precum și ratificarea părții a unui apel neregulat făcut trebue să fie dată în întrul termenului prevăzut pentru apel. Ast-fel fiind, când curtea de apel admite un apel de și nu semnat de parte chiar și se întemeiază pe declarațiunea făcută de apelant, de și ea e făcută în urma expirării termenului de apel, violează sus citatele articole de procedură. (Cas. I, 377/Dec. 18/87, B. p. 992).

13. Dacă partea cere să se cheme ca martor chiar persoana care a subscris-o în apelul făcut, pentru a dovedì că ea i-a dat ordin de a-i iscăli numele, fiind în neputință de a face această operațiune, în specie nu poate fi vorba de dovedirea unui contract de mandat, de oarece nu resultă pentru persoana care a subscris pe apelant nici drepturi nici îndatoriri; ceea ce voește numitul să dovedească cu martori, e faptul material al subscrierii, pentru care legea permite dovada cu martori. (Cas. I, 93/Mart. 8/87, B. p. 183).

14. De și legiuitorul, prin art. 1532 și 1533, vorbește și de mandatele tacite, dar aceste mandate nu pot fi primite de cât în casuri de materie ordinară, iar nu și

la vânzările silite, unde importanța și gravitatea lor în fața ordinei publice și a creditului general, mandatul trebue să fie expres, neîndoelnic, îngrădit cu toate formele cerute de lege pentru asemenea autorizațiuni, ca să nu se fraudeze cei interesați și să nu se zădărnicească îndeplinirea atâtor grele și costisitoare formalități. (Cas. II, 153/Nov. 15 89, B. p. 975).

15. Legiuitorul român, admițând un sistem mai larg de cât legiuitorul francez, prin art. 1533 dispune, în mod clar și explicit, că mandatul poate fi expres și tacit, dispozițiune care diferă de legea franceză, care nu prevede de cât mandatul expres. O dată admis mandatul tacit în legislațiunea noastră, nu rămâne îndoială că probațiunea unui asemenea mandat se face în ori-ce mod fie prin acte, prin fapte sau prezumpțiuni concludente în cauză și care-l indică în mod neîndoios. Și e neexact a se susține că dovada unui asemenea mandat, care ar trece peste 150 lei, trebue să se facă în scris, căci din momentul ce s'ar cere un înscris, nu ar mai putea fi vorba de un mandat tacit, ci de un mandat expres adică în mod explicit în înscrisul ce s'ar cere. (Apel. Buc. II, 20/Ian. 24/91. *Dr.* 18 91.

16. Dreptul de a reprezentà și a stà în justiție pentru cineva cuprinde atât dreptul de a pleda, cât și acela de a face toate actele de *procedură* pentru a aduce procesul în justiție și a-l pune în stare de a fi judecat; și de nicăeri nu rezultă că legiuitorul, prin art. 3. alin. *D*, din legea autentificărei actelor a voit să facă distincțiunea că judecătorii de ocol au dreptul de a legaliza procuri, pentru a reprezenta și sta în judecată, iar nu și de a face apel, dând un înțeles așa de restrâns expresiunei *„a reprezenta în justiție“*. (Cas. I, 283/Iun. 19 91, B. p. 739).

17. In principiu apelul pentru a fi valabil, trebue să fie semnat de partea nemulțumită pe sentința atacată cu apel, sau de un mandatar al său, având mandat special în această privință. Prin forța lucrurilor însă, în cazul când există o cauză de forță majoră, trebue a se aduce o derogațiune la obligațiunea ca însăși partea să semneze actul de apel. Deci, nu e valabil apelul făcut de altă persoană, când partea știa semna și nu alegă nici o cauză de forță majoră, care l-ar fi împiedicat de a semnà apelul; și e neîntemeiată pretențiunea apelantului că persoana ce a făcut apelul, i-a semnat numele în virtutea mandatului verbal ce-i dăduse și în ori ce caz, făcându-i o gestiune de afaceri, de oarece în primul caz, pentru ca apelul să poată fi oposabil adversarului, trebue în timp util să intervină o ratificațiune și de oarece în secundul caz, fată cu dispozițiunile art. 987, care presupune necunoștința apelantului, nu poate fi vorba de o gestiune de afaceri, când apelantul mărturisește că el a pus pe acea persoană de a făcut apelul. (Apel Buc. III, 33 Febr. 24 93. *Dr.* 19 93).

18. Dacă curtea de apel, respingând cererea făcută de advocatul apelantului de a se amâna procesul pentru ca mandantul său să se poată prezinta în persoană înaintea curții de apel, spre a ratifica apelul făcut de advocatul său își motivează deciziunea pe considerentul că ratificarea trebue făcută înăuntrul termenului de apel, termen expirat în momentul când se cere amânarea, prin aceasta motivează în destul pentru ce respinge cererea de amânare. (Cas. I, 291/Oct. 16 93, B. p. 735).

19. Petițiunea de apel, ca și orice alt act, spre a puteà fi valabilă, cată să emane de la însăși persoana care voește a uza de acest drept, sau de la un împuternicit al său special; de unde urmeaza că semnătura ei constitue o formalitate substanțială a actului, a cărei lipsă atrage nulitatea lui; și daca este adevărat că această nulitate poate fi acoperită prin ratificare, o atare ratificare însă nu poate fi valabilă decât dacă ea a fost făcută în mod expres și în lăuntrul termenului în care se puteà interjecta apelul. (Cas. II, 111/Apr. 17/93, B. p. 417).

20. Proba mandatului tacit poate să rezulte din diferite acte, fapte sau prezumpțiuni care să-l indice în mod nechivoc și pe care instanțele de fond au să le aprecieze. (Cas. I, 291 96 B. p. 1212.

21. Proba testimonială nu este admisibila pentru dovedirea unui mandat verbal expres, fără un început de dovadă scrisă, când valoarea este mai mare de 150 lei. (Cas. I, 11 97 B. p. 20).

22. Mandatul tacit se poate dovedì cu martori și prezumpții și când este vorba de un lucru de o valoare mai mare de 150 lei, dacă existența lui poate rezulta din fapte și împrejurări care să o învedereze. Mandatul e după natura lucrurilor chiar, cu plata, afară de o anume convențiune contrarie, iar plata este presupusă tacit stipulată și promisă în însărcinările relative la lucrări ce intră în profesiunea aceluia ce le-a făcut, când de exemplu un inginer, ca mandatar, face lucrări de specialitatea sa. (Cas. I, 36 900 B. p. 36).

23. După art. 1533 din codul civil mandatul putând fi expres sau tacit, existența acestui din urmă se poate dovedì prin orice acte de executare voluntară. (Cas. I, 263/901, B. p. 957).

24. Mandatul poate fi dat în mod tacit, și dovada existenței unui asemenea mandat poate fi făcută prin martori și presumpțiuni, chiar în cazul când obi-

ectul depăşeşte suma de 150 lei şi început de dovadă scrisă nu există. (Cas. III, 18 Sept. 1906, B. p. 1478).

25. Potrivit art. 1533 codul civil, mandatul putând fi şi tacit, fără nici o restricţiune, proba existentei acestui mandat, atât în ce priveşte conferirea cât şi acceptarea lui, poate să se facă prin martori şi presumpţiuni, chiar când suma trece peste 150 lei, căci nu s'ar mai înţelege ce ar însemnă un mandat tacit, dacă pentru constatarea lui s'ar cere o probă scrisă. (Apel, Craiova. I, Dr. 32 908 p. 259).

26. După art. 1533 din codul civil, mandatul poate fi nu numai expres, dar şi tacit, atât în privinţa acceptării cât şi a conferirei lui. Mandatul tacit poate să rezulte din fapte sau acte cari îl dovedesc într'un mod neîndoelnic.

Aprecierea întinderii unui atare mandat este o chestiune de fapt, lăsată la suverana apreciere a instanţelor de fond. (Cas. III, 2 Febr. 1909, B. p. 203).

27. In principiu mandatul poate fi dat sub orice formă chiar tacită, partea care il învoacă fiind obligată numai să dovedească existenta mandatului prin mijloacele permise de lege, principiu dela care nu se poate deroga, decât numai în cazurile anume prevăzute de lege. (Cas. I, 160 şi 163 din 4 Martie 1911 B. p. 289. Jurisprudenţa 17/1911).

28. Este în afară de orice îndoială că, legiuitorul nostru, spre a evită controversa din dreptul francez a prevăzut categoric prin art. 1533 din codul civil că mandatul poate fi şi tacit.

Prin urmare, din chiar faptul că legiuitorul a admis existenţa mandatului tacit, rezultă că a înţeles să permită ca dovada unui asemenea mandat să se poată face prin martori chiar pentru o sumă mai mare de 150 lei, de oarece, dacă s'ar admite că dovada nu se poate face de cât printr'un act scris, atunci nu se poate înţelege pentru ce legiuitorul a admis şi mandatul tacit pe lângă acel expres. (Cas. I, 827 din 28 Noembrie 1911, B. p. 1407, Curier Jud. 18 1912).

29. Mandatul pentru a scoate citaţiuni şi a cere fixare de termen trebue să fie autentic. Deci un mandat tacit nu poate aveà această putere.

Dreptul civil român recunoaşte existenţa mandatului tacit. Totuşi pe baza unui mandat tacit, cine-va nu poate scoate citaţii nici a primi termine în cunoştinţă căci aceste sunt acte ce depăşesc o simplă administraţie, fiind acte grave şi de natură intimă fiecărei persoane. De aceea mandatul în aceste cazuri trebue să fie expres şi constatat printr'un act scris.

Prin urmare proba testimonială este inadmisibilă spre a stabilì că cineva a avut un mandat tacit pe baza căruia s'au scos citaţii. (Trib. Dorohoi 442/911 Curier Jud. 15/1912).

30. Din moment ce legiuitorul a admis prin art. 1533 cod civil că mandatul poate fi şi tacit, existenţa acestui mandat poate să fie dovedită prin martori şi presumpţiuni, chiar dacă valoarea lui trece peste suma de 150 lei. (Apel. Buc. I, Dr. 54/912 p. 426).

31. Din moment ce legiuitorul român a admis în art. 1533 din codul civil alături, dar distinct de mandatul expres, şi pe cel tacit, rezultă că dovada mandatului tacit se poate face prin toate mijloacele de probaţiune şi în special prin martori, întrucât mandatul supus unei probe scrise nu mai poate fi tacit, ci expres.

Prin urmare, regulele de probaţiune stabilite de art. 1191 din codul civil şi următorii, pentru dovedirea contractelor şi obligaţiunilor în genere nu sunt aplicabile mandatului tacit. (Cas. I, 446 din 29 Mai 1912, B. p. 938 şi Curier Jud. 56/912. In acelaş sens: Cas. II, 121 din 7 Mai 1912. Curier Jud. 44/913; Trib. com. Ilfov, 7358/912. Curier Jud. 68/912).

32. După art. 394 c. com. şi art. 1533 c. civ., mandatul putând fi expres sau tacit, atât pentru conferirea lui cât şi pentru acceptarea lui, el poate să rezulte din acte sau fapte care îl indică în mod neîndoios.

Prin urmare, dacă instanţa de fond se întemeiază pe interogatorul părţilor pe scrisorile dintre ele şi pe prestări de martori şi stabileşte în fapt şi deci în mod suveran că o persoană erà prepusul şi omul de afaceri al altei persoane spre a-l reprezentà şi încheià pentru şi în numele lui cumpărături de cereale, prin aceasta instanţa de fond nu violează art. 396 şi 405 c. com. (Cas. III, 485 din 10 Dec. 1913, B. p. 2382 Jur. Rom. 1914, p. 171).

33. După art. 1533 c. civ., mandatul putând fi şi tacit şi deci rezultând din diferite împrejurări de fapt lăsate la suverana apreciere a instanţei de fond, stabilirea unui asemenea mandat, întru cât este suficient motivată, scapă controlului Inaltei Curţi de Casaţie, iar instanţa de fond stabilind astfel valabilitatea mandatelor în virtutea cărora anumite persoane au luat parte la deliberările concordatului nu a violat nici un text de lege şi nu a comis un exces de putere. ((Cas. III. dec. No. 262 din 19 Sept. 1914. Jurisprudenţa Rom. 1914, p. 502).

34. Mandatul sau procuraţiunea putând rezultà — cu excepţiunea cazurilor în care legea cere anume procuri autentice — chiar şi din consimţământul tacit al părţilor, potrivit art. 1533 c. civ., rezultă de aci că chestiunea de a se şti dacă mandatarul a avut sau nu împuternicire de a lucrà în numele persoanei pe care o reprezintă, e o ches-

țiune de fapt, care fiind suficient motivată de instanța de fond, scapă de controlul Curții de Casație. (Cas. III, No. 42, 1915; Jurisprudența Rom. 1915, p. 150).

35. Când prin procură s'a dat procuratorului dreptul de a primì citațiuni, implicit i s'a conferit și dreptul de a luà cunoștință de termen, căci scopul pe care a voit legiuitorul să-l atingă când a cerut ca partea să fie citată în instanță este tocmai ca ea să fie încunoștiințată de ziua care s'a fixat pentru judecarea pricinei sale. (Apel Constanța, 1915; „Dreptul" 1915; p. 430).

36. Intr'o acțiune prin care moștenitorii de sânge ai soțului cer ca soția defunctului să fie obligată a aduce la masa succesorală o sumă de bani, consemnată la Casa de depuneri și pe care soția a ridicat'o după moartea soțului sau, instanța de fond este în drept sa examineze termenii în care s'au facut diferitele declarațiuni de depunere și, constatând că acele depuneri au fost facute de soț pe contul și la dispoziția soție sale, să deducă că soțul erà un mandatar al soției sale, pentru a depune, schimba și ridica efectele ce apartineau acesteia.

O asemenea interpretare a declarațiunilor de depunere, spre a stabilì existența unui mandat tacit, nu poate fi supusă controlului Inaltei Curți de casație, dacă prin acea interpretare nu s'a denaturat vointa părților. (Cas. s I, 543/915. Curier Jud. 20/916).

37. Mandatul nefăcând parte integrantă din cambie și el putând fi expres sau tacit, în ipoteza semnării cambiei printr'un mandatar, dovada mandatului urmează a se face după regulele dreptului comun. (C. Apel Buc. s. IV, 59 din 5 Oct. 921. Dreptul 41/921).

38. Mandatul tacit prevăzut de art. 1533 C. civ. fără nici o distincție, atât în privința acceptării cât și în privința conferirei lui poate fi probat de către terți prin orice dovezi, admise de lege, chiar prin martori și prezumpțiuni, de oarece ei sunt în imposibilitate de a-și procurà act scris. (Trib. Dorohoi 4 din 25 Febr. 1921. Jur. Gen. 1924 No. 541).

39. Pentru a exista mandatul tacit, nu se cere un act scris; el poate rezulta și din diferitele împrejurări ale cauzei; a pretinde un act scris este a nu recunoaște existența lui prevăzută de art. 1533 din Codul civil. (Trib. Prahova s. I, 598 din 15 Nov. 1922. Curier Jud. 33 1923).

40. Este de principiu ca femeea măritată, neseparată de bunuri, nu are dreptul de a închiria un apartament pentru locuința comună; dar bărbatul poate să-i dea mandat, fie expres, fie tacit, de a închiria un imobil în acest scop; în caz de lipsă a bărbatului de la domiciliu, femeia este chiar presupusă a aveà pentru aceasta un mandat tacit dela dânsul.

Prin urmare, în speță, din moment ce instanța de fond arată că soția, închiriind în lipsa soțului său, un imobil pentru locuința comună, a lucrat în numele acestuia în baza mandatului tacit dat, și că astfel ea nu se poate prevala de titlul de chiriașă, n'a violat legea și n'a comis exces de putere. (Cas. II, dec. civ. No. 2598 din 24 Dec. 1923. Jur. Gen. 1924 No. 521).

41. Mandatul poate fi epres sau tacit. Madatul este tacit când rezultă din fapte, acte și prezumpțiuni preexistente și concomitente actului cum este în specie că soțul a avut cunoștință de actul făcut și nu a ridicat nici o obiecțiune timp de cinci ani, deci în mod implicit l-a ratificat. (Trib Olt. 224 din 13 Iulie 1923. Curier Jud. 10 924, Dreptul 23 924).

42. Bărbatul este dator să plătească furniturile cumpărate de soție pe datorie de la un comerciant în proporția necesităților casnice, având-se în vedere condiția socială a soților cum și buna credință a comerciantului.

Obligația aceasta naște din împrejurarea că femeea măritată este presupusă că are un mandat tacit din partea bărbatului său pentru a cumpăra cele necesare pentru copii săi și susținerea menajului. (Trib. Buzău s. II 39 din 12 Dec. 1923. Dreptul 14/924.

43. După codul nostru civil, care urmând părerea lui Marcadé, a modificat art. 1372 din Codul civil francez, pentru ca să existe gestiune de afaceri, trebue să fi avut loc fără cunoștința proprietarului. (Art. 987 C. civ. român).

In consecință quasi-contractul gestiunei de afaceri, nu există acolo unde e o convențiune un consimțământ al proprietarului al celeilalte parți, căci dacă proprietarul cunoaște gestiunea, există mandat tacit. (C. Apel Constanța, 576 din 16 Octombrie 1924, Justiția Dobrogei 9-10 924).

44. A se vedeà: art. 196 nota 15; art. 199, Index alfabetic și notele respective; art. 390 nota 8; art. 1171, Index alfabetic „Mandat", „Procură" și notele respective.

Art. 1534. — Mandatul este fără plată când nu s'a stipulat contrariul. (Civ. 1412, 1540; C. com. 374; L. Timbr. 42 § 3; Civ. Fr. 1986).

Text. fr. Art. 1986. — Le mandat est gratuit, s'il n'y a convention contraire.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 323, 635, 649;
BAUDRY ET WAHL, *Des Contrats aléatoires, mandat,* etc., 727-731, 737, 738, 742, 743, 745, 750, 753;
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 201;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 705; ed. 1-a, III, p. 897;
DALLOZ, *Rép.* Mandat, 66 urm., 269; *Suppl.* Mandat, 38 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 282, 292;
GARSONNET, I, p. 411, 412, § 103, nº 30, 31;
GUILLOUARD, *Tr. du Prêt*, etc., 11-13, 146, 163, 164, 166, 168;
LAURENT, XXIV, 60; XXVII, 311; XXVIII, 27;
LYON-CAEN ET RENAULT, *Tr. de dr. comm.*, II, 412;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 431 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2233;
PONT, *Pet. contr.*, I. 885, 1106, 1109;
TROPLONG, *Tr. du Prêt*, etc., 229, 632, 641 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 549, 558, 559; (III, part. II, ed. 2-a, p. 438; IV, part. I, ed. 2-a, p. 227 n. 3; IV, part. II, ed. 2-a, p. 352; V, p. 350); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 185; *Observaţie*, sub. C. Apel Gand, 17 Ian. 1907. Dreptul 29 1909;
DEGREA AL. (ALEXANDER), *Notă* sub. Cas. I, 36 din 28 Ian. 1900. Dreptul 19/1900;
NACU, III, p. 407 urm.

Jurisprudenţă.

1. In principiu, mandatul este gratuit, conform art. 1534. Gratuitatea este de natura contractului de mandat, ast-fel că o remunerare nu poate fi cerută de către mandatar de cât dacă anume s'ar fi stipulat. Nu tot aceasta se poate zice când e vorba de un mandat conferit unei persoane a cărei profesiune e de a face acte de acelea ce au format obiectul mandatului, cum ar fi casul când un advocat s'ar însărcina a pleda vreun proces sau a face acte relative la profesiunea sa. In asemenea cas se poate zice că plata unui onorariu e tacit stipulată de către părţile contractante, căci nu e de admis că cine-va ar fi putut să însărcineze pe un advocat de profesiune şi că acesta ar fi primit a pleda fără a presupune că voinţa părţilor contractante, a mandantelui şi a mandatarului, a fost de a da şi de a primi un remunerariu. Prin urmare, nu se poate susţine că mandatul conferit unei persoane care face profesiune din îndeplinirea acelui fel de mandat, ar fi gratuit, de cât numai dacă gratuitatea ar fi fost stipulată într'un mod expres. (Cas. I, 296 Oct. 11/93, B. p. 257; Cas. I. 10/Ian. 12 77. B. p. 12; Cas. I, 25/Feb. 3/76, B. p. 18; Trib. Brăila Martie 28/83, *Dr.* 46 83).

2. Gratuitatea este de natura iar nu de esenţa mandatului; şi stipulaţiunea de onorariu este sub-înteleasă în cazul când se dă mandat unei persoane în cercul şi limitele profesiunei sale. Prin urmare chiar dacă părţile nu au fixat cuantumul onorariului, instanţele de fond sunt în drept să'l determine, având în vedere atât natura serviciilor prestate cât şi poziţiunea părţilor contractante. (Cas. I, 110 11/Mart. 1890 B. p. 295; Cas. I, 441/Dec. 20/78, B. p. 415).

3. Mandatarul are acţiunea de mandat pentru plata onorariului în contra mandantelui, dacă el, executând mandatul, a isbutit să întocmească actul dorit de mandant şi de care acesta se foloseşte; împrejurarea că actul a fost întocmit abia după trecerea termenului stipulat, este absolut nerelevantă atunci când mandantul îşi însuşeşte printr'o executiune voluntară actul târziu şi peste termen făcut, nu reclamă daune-interese rezultând din neexecutarea la timp a mandatului (art. 1539), şi renunţă ast-fel implicit la termenul stipulat. Când dar statuează că mandantul, care profită de actul întocmit de mandatar, poate totuşi să opună acestuia că el n'a executat mandatul în termenul tocmit şi să refuze onorariul reclamat, curtea violează principiul că execuţiunea voluntară ţine loc de renunţare în privinţa excepţiunilor ce pot fi opuse (art. 1167): (Cas. I. 332/Oct. 13/84, B. p. 780).

4. Fiind dovedit că cine-va a lucrat şi pledat în calitate de advocat al părţii, clientul care pretinde că a plătit onorariul cuvenit trebue să probeze pretenţiunea sa. (Cas. I, 296/Oct. 11/93, B. p. 873).

5. A se vedeà: art. 966, notele 4, 8; art. 1309. Index alfabetic „Pactul de quota litis"; art. 1547 nota 7.

Art. 1535. — Mandatul este special pentru o afacere, sau pentru oarecari anume afaceri, ori este general pentru toate afacerile mandantului. (Civ. 1536 urm.; Pr. civ. 70, 94, 316; C. com. 118, 162, 375, 395, 404, 523, 692; Lege pentru organizarea și unificarea corpului de advocați (Mon. ofic. 251/923), Art. 36; Civ. Fr. 1987).

Text. fr. Art. 1987. — Il est ou spécial et pour une affaire ou certaines affaires seulement, ou général et pour toutes les affaires du mandant.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 641;
BAUDRY ET WAHL, *Des Contrats aléatoires, mandat*, etc., 515 urm.;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 710;
DALLOZ, *Rép.* Mandat, 76 urm.; *Suppl.* Mandat, 45 urm.;
GUILLOUARD, *Tr. du Prêt*, etc., 77;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 434;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2237, 2238;
PONT, *Pet. Contr.* I, 903.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 550, 571 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 227 n. 3); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 420; *„Mandatul general și special“*. Dreptul 57/1909;
DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri Juridice*. vol. I, p. 487 urm. „Procurațiunea sub semnatura privată sau legalizată numai în aceea ce privește identitatea iscaliturei, indritueşte ea pe mandatar de a face actele cari trebue sa fie facute în formă autentică?“;
NACU, III, p. 413;
RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Cas. I, 92 din 11 Febr. 1914. Dreptul 24/914;
TAZLĂUANU G. D., *„Câteva cuvinte asupra art. 1535 și 1536 cod. civil“*. Dreptul 56/1901.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudență.

1. Mandatul autentic dat de soție soțului prin care îl împuternicește să ipoteceze orice avere a sa, putând contracta în orice condiții, pe orice termen, cu orice procente și să facă tot ce va fi necesar pentru a puteà ipotecà averea ei parafernală, întocmai ca și dânsa, este un mandat special în sensul art. 1535, pentrucă prin el se acordă dreptul la o anumită afacere, care depășește limita unei administrații ordinare și anume se dà mandatarului dreptul de a se împrumutà în numele mandantei, ipotecând imobilele ei parafernale pentru garantarea împrumutului. Mandatul prin care mandatarul este însărcinat să contracteze un împrumut în numele și pentru mandant, nu încetează de a fi un mandat special, chiar dacă în el nu se specifică numele creditorului și cifra împrumutului, căci legea necerând asemenea condiții, pentru existența mandatului special, este suficient indicarea actului de dispoziție, pe care mandatarul poate să-l facă. (Cas. I, 28/903 B. p. 42).

2. Pentru a puteà participà la licitație ca mandatar trebue o procură specială. Mandatul general în care se dă și dreptul de a luà parte la licitație, nu învestește pe mandatar cu acest drept. (Cas. II, 286/903, B. p. 924).

3. Interpretarea dată de instanțele de fond conținutului unei procuri, cum că mandatarii erau împuterniciți de a se judecà până la sfârșit în proces, de a face apel, și orice ar crede necesar, fără nici o rezervă, astfel că aveau dreptul de a face și opoziție, fiind o interpretare a intențiunii și voinței părților, de suveranul atribut al judecătorilor, de fond, scapă controlului Inaltei Curți de Casație. (Cas. I, 20 Febr. 1908, B. p. 254).

4. Interpretarea întinderei puterilor conferite mandatarului este o chestiune de fapt, de atributul suveran al instanței de fond, întrucât nu se constată că s'a denaturat actul.

Prin urmare, dacă instanța de fond, examinând termenii și cuprinsul unei procuri dată unui avocat, constată că el nu aveà alte drepturi decât de a reprezentà pe parte în instanță și a propune orice mijloc de probă în susținerea acțiunei iar nu și de a semnà o cerere de redeschidere a procesului, cu drept cuvânt decide că o asemenea cerere de redeschidere făcută de acel avocat nu a putut aveà de efect să întrerupă cursul perimărei acțiunei, și în consecință declara perimata acțiunea. (Cas. s. III, 177/912, Curier Jud. 37/1912).

5. Decretul-lege din 14 Aug. 1916 referitor la masurile de luat față de cei mobilizați, prevede în art. 6 că dacă cei mobilizați nu au lăsat un procurator, justiția poate sa-i numească un administrator provizoriu, fie pe soția lui, fie o altă persoană cu atribuții generale sau speciale.

Tribunalul încuviințând intimatei să vândă fondul comercial al soțului său nu a comis o violare a art. 6 din Decretul-lege sus menționat, care să întârzie anularea vânzării.

In specie intimata având această autorizare de la tribunal, vânzarea e valabil făcută. (C. Apel Buc. s. I, 23 din 29 Mai 1920. Curier Jud. 2/921 Pand. Rom 1922, III, 23).

6. Soția unui mobilizat care pleacă la războiu și care este numită administratoare provizorie asupra averei soțului său în baza legii, autorizând luarea de măsuri în vederea stării de războiu, cu privire la familia și averea celor mobilizați, publicată în Monitorul Oficial No. 221 din 23 Decembrie 1916, nu are nevoe de autorizația consiliului de familie pentru a intenta în virtutea art. 6 din acea lege, acțiune în revendicarea unui imobil aparținând soțului său, de oarece acest drept îi este conferit de lege, fără a cere formalitatea avizului consiliului de familie. (Trib. Dorohoi, jurnal 7766 din 26 Oct. 1920, Jur. Gen. 1923 No. 1750).

7. Mandatul conceput în următorii termeni: ... cu puteri de reprezentare nelimitate pentru apărarea drepturilor (mandantului) în toate chestiunile procesuale, legale și judecătorești, fără nici o rezervă", cuprinde, în mod natural și dreptul de a face recurs în Casație de oarece pe această cale, mandatarul nu face de cât să-și exercite delegația nelimitată de a apăra drepturile mandantului în chestiunile procesuale, delegațiunile cari i s'au acordat expres fară nici o rezervă. (Cas. III, 226 din 30 Martie 1921. Pand. Rom. 1922, III, 59).

8. Dacă într'un mandat se prevede că mandatarul are drept să revendice un imobil determinat, „putând uzà de toate mijloacele legale pentru apărarea drepturilor mandantului, servindu-i această procură și chiar specială în cazurile neprevăzute de ea", urmează că mandatarul poate intentà în numele mandantului acțiune în perimare relativ la procesul de revendicare pentru care obținuse mandatul. (Trib. Dorohoi 103 din 19 Mai 1921. Jur. Gen. 1924 No. 378).

9. Avocatul mandatar al contestatorului puteà luà valabil cunoștință de termen, potrivit legii avocaților în vigoare, care prin art. 36 împuternicește pe avocat să ia, în numele clientului său și în baza procurii date de acesta, orice măsuri cu caracter judiciar sau procedural, chiar dacă nu se indică în mod special, în procură, toate drepturile de mai sus. (Cas. I, dec. 78 din 25 Ianuarie 1924. Pand. Rom. 1924. III, 54).

10. Când advocatul uneia din părțile litigante, prezintă înaintea unei instanțe, un act de tranzacție consimțit chiar de partea pe care o reprezintă printr'o procură generală și cere pronunțarea unei hotărîri de expedient, nu înstrăinează nimic, ci face un simplu act de administrație și prin urmare nu e necesar ca în acest scop să aibă o procură specială. (Cas. II, 4 din 9 Ianuarie 1925, Jur. Rom. 8 925, Dreptul 27/1925).

11. A se vedea: art 1536 cu notele respective; art. 1546 nota 8.

Art. 1536. — Mandatul conceput în termeni generali cuprinde numai actele de administrațiune.

Când e vorba de înstrăinare ipotecară[1]), sau de facerea unor acte ce trec peste administrațiunea ordinară, mandatul trebuie să fie special. (Civ. 362, 427, 1268 urm., 1533, 1535, 1537, 1546; C. com. 375; Lege pentru organizarea și unificarea corpului de Advocați, (Mon. of. 251/923), Art. 36; Civ. Fr. 1988; Civ. Ital. 1741).

1) Din eroare se zice aci *„înstrăinare ipotecară"*, în loc de *„înstrăinare, ipotecare"*, adică despărțite prin virgulă amândouă cuvintele, după cum este și sensul din textul francez, care zice: *„S'il s'agit d'alié ou d'hypothéquer..."*.

Text. fr. Art. 1988. — Le mandat conçu en termes généraux n'embrasse que les actes d'administration.

S'il s'agit d'aliéner ou hypothéquer, ou de quelque autre acte de propriété, le mandat doit être exprès.

Text. Ital. Art. 1741. — Il maudato concepito in termini generali non comprende che gli atti di amministrazione.

Quando si tratti di alienare, ipotecare o fare altri atti che eccedono la ordinaria amministrazione, il mandato debb'essere espresso.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 640, 642, 659;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat* etc., 521-524 urm., 527, 529, 531-538;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 710; ed. 1-a, III, p. 135;
DALLOZ, *Rép.* Mandat, 77 urm.; *Suppl.* Mandat. 46;
GUILLOUARD, *Tr. du Prêt, etc.*, 37, 76, 79 urm., 82 urm., 85, 87-91, 93, 94;
LAURENT, XXVII, 419 urm., 427, 429, 431;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 434;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2237, 2238;
PONT, *Pet. contr.*, I, 912, 914, 917, 920, 927, 932, 933;
TROPLONG, *Tr. du Prêt,* etc., 288.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 550, 571 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 869 n. 2, 870 nota; IV, part. I, ed. 2-a, p. 211 n. 1, 228 nota; VI, p. 458 nota; VII, p. 53, 382; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 22 n. 1, 58, 89 n. 2, 527 n. 3, 629; X, p. 202, 341, 590, 650; XI, p. 59); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 177, 420; *Observație* sub. C. Apel Buc. s. III, 31 din 25 Ian. 1907. Dreptul 28/1907; *„Mandatul general și special"*. Dreptul 57 1909;
IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 267;
NACU, III, p. 413;
TAZLĂUANU G. D., *„Câteva cuvinte asupra art. 1535 și 1536 cod. civil"*. Dreptul 56 1901;
TONEANU N. C., *Notă* sub. Trib. Prahova s. II, 49 din 18 Iunie 1919. Pand. Rom. 1923-II-164.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudență.

1. Mandatarul ne putând eși din limitele mandatului său, chiar dacă ar fi făcut o promisiune debitorului urmărit pentru amânarea vânzărei, nu poate obliga pe mandante care singur e în drept a cere amânarea vânzărei dacă voește. Deci jurământul asupra acestui punct dat unui mandatar cu puteri limitate, iar nu însuș creditorului e un jurământ care, de și personal, însă nu poate aveà nici un efect juridic. (Cas. II. 57/Mai 11/82. B. p. 588).

2. Judecătorul care, cumpănind termenii unei procuri, declară că opoziţiunea făcută de procurator trece peste limitele mandatului său, departe de a comite o abatere, din contră își îndeplinește datoria sa, căci misiunea de capetenie a judecătorului este de a interpreta legile și contractele. (Cas. II, 119, Nov. 27/85, B. p. 875).

3. In virtutea art. 1536, procura generală nu dă drept mandatarului de a face de cât acte de administrațiune, și de câte ori este vorba de acte care trec peste administrațiunea ordinară acest articol cere un mandat special. Or, prezentarea transacțiunei în instanță și cererea hotărîrei de expedient având de efect autentificarea acelei transacțiuni și stingerea judecăței ce mijlocea între părți nu este un simplu act de administrațiune, pentru ca un mandatar, căruia nu i se dă de cât acest din urmă drept, să o poată face. (Cas. I, 376, Dec. 2 87, B. p. 962).

4. Legea distinge între actele de administrație și actele de proprietar, precum sunt actele de vânzare, de ipotecare și în genere de înstrăinare. Art. 1536 cere procură specială advocatului

numai când e vorba de înstrăinare sau de facerea unor acte de proprietar cari trec peste administraţiunea ordinară, iar nu şi pentru producerea înaintea instantelor judecătoreşti a actelor de dispoziţie făcute de chiar mandantele său; a admite că mandatul trebue să fie special şi în acest din urmă caz este a adaoga la cerinţele legiuitorului. Deci dar advocatul care, în puterea unei procuri generale, presintă înaintea judecăţei un act de transacţie, consimţit de partea chiar care o reprezintă, iar nu de dânsul, şi cere pronunţarea unei hotărîri de expedient nu înstrăinează nimic ci face un simplu act de administraţie care intră în limitele procuraţiunei cu care erà învestit de a recunoaşte actele emanate de la clientul său. (Cas. I, 44, Febr. 22 88, B. p. 127).

5. Cererea de perimare a unei judecăţi este un act util de administrare şi deci, poate să fie făcută de un mandatar cu o procură generală; nu e nevoie în acest caz de o procură specială. (Cas. I, 396 94, B. p. 1198).

6. Mandatul dat de cineva procuratorului său, ca să-l reprezinte în urmărirea debitorilor săi, nu poate să serve şi pentru urmărirea îndreptată de alţi creditori în contra mandantului. (Cas. II, 81/96, B. p. 722).

7. a). Dreptul de administraţie al conservatorului imobilului urmărit nu cuprinde, ca acela al uzufructuarului legal, dreptul de a consimţi la închirieri pe termen de cinci ani (art. 534 şi 1268 C. civ.) deoarece nu există nici o analogie între conservatorul şi uzufructuar; cel dintâi conservă veniturile pentru un altul şi este îndatorat să dea socoteli, pe când cel de al doilea încasează veniturile în profitul sau fără să fie ţinut de nici o socoteală. Asemenea nu se poate susţine că mandatul conferit conservatorului prin art. 519 pr. civ., cuprinde un mandat general de a administrà, deci şi dreptul de a închiria până la cinci ani, căci dispoziţiile art. 1536 C. civ., sunt aplicabile numai mandantului convenţional, iar nu şi mandatului legal, care nu poate cuprinde alte puteri decât cele limitativ arătate de lege.

Prin urmare, Curtea de apel n'a interpretat greşit art. 519 pr. civ. şi n'a comis nici o violare de lege, când a decis că conservatorul a depăşit limitele mandatului său, când a închiriat via urmărită pe termen de 4 ani şi a redus acest termen numai la un singur an.

b). Conservatorul imobilului urmărit capitalizând veniturile atât în interesul debitorului cât şi, mai ales, al creditorilor, este considerat ca mandatarul tuturor şi deci satisfacerea din partea debitorului urmărit a contractului de închiriere pe termen de 5 ani nu poate fi opusă creditorului, care a cerut anularea acelui contract, ca excedând puterile conservatorului. (Cas. I, No. 335, 1915; „Jurisprudenţa Rom.". 1915, p. 467).

8. a). Când prin procură s'a dat procuratorului dreptul de a primi citaţiuni, implicit i s'a conferit şi dreptul de a luà cunoştinţă de termen, căci scopul pe care a voit legiuitorul să-l atingă când a cerut ca partea să fie citată în instanţă este tocmai ca ea să fie încunoştiinţată de ziua care s'a fixat pentru judecarea pricinei sale.

b). Intinderea prin echipolenţi a puterilor unui mandat este permisă, când nu ne găsim în faţa unei dispoziţiuni în forma specifică, precisă, clară şi imperativă adică când mandantul nu a avut grija ca odată cu operaţia ce prescrie în mandatul său, să arate şi modul de executare

c). Mandantul care nu a luminat în deajuns pe terţele persoane asupra înţelesului întinderei mandatului său făcându-le să creadă, după aparenţa, că măsura ce s'a luat de mandatar este în limitele mandatului, rămâne răspunzător faţă de ele, când acesta, a excedat puterile ce i s'au dat şi în totdeauna îndoiala se interpretă contra mandantului. (Apel Constanţa, 1915; „Dreptul", 1915, p. 430).

9. Delegaţiunea administratorului numit de tribunal pentru a conservà, administrà şi încasà veniturile averii mobilizatului aflat pe front, echivalează în drepturi şi obligaţiuni cu mandatul conceput în termeni generali şi prin urmare nu îmbrăţişează decât actele de administraţune iar nu şi pe cele de dispoziţiune, cum e acela de a înstreinà sau renunţà la drepturile mandantului. Prin urmare, un asemenea administrator nu poate rezilià un contract de închiriere şi nici de a reduce chiria constatată prin el ca drept al mandantului. (Cas. I, decizia No, 4 din 16 Ian. 1919. Jurispr. Rom. 8—9/1919 p. 572).

10. Delegaţia dată de Primăria Capitalei unuia din ajutorii săi, să facă şi să semneze actele întocmite la Direcţia Contenciosului, privitoare la orice înstrăinări şi achiziţiuni de imobile se referă la toate lucrările contenciosului, aşà că deşi acest mandat are caracterul de special, pentru că priveşte numai o ramură din atribuţiunile primarului, cu toate aceste se referă nu numai la actele arătate în mod emunciativ în mandat, ci la toate cari sunt în resortul Direcţiei Contenciosului şi cum cererea de spor de chirie făcută de un proprietar al unui imobil închiriat Primăriei face parte, din lucrările Direcţiunii Contenciosului, mandatul

dat ajutorului de Primar delegat. îi conferă acestuia și calitatea să rezolve cererea de spor. (C. Apel Buc. s. I. 344 din 26 Nov. 1924, Bul. C. Apel 9 925).

11. Când advocatul uneia din părțile litigante, prezintă înaintea unei instanțe, un act de transacție consimțit chiar de partea pe care o reprezintă printr'o procură generală și cere pronunțarea unei hotărîri de expedient, nu înstrăinează nimic, ci face un simplu act de administrație și prin urmare nu este necesar ca în acest scop să aibă o procură specială. (Cas. II. 4 din 9 Ianuarie 1925. Jur. Rom. 8/925, Pand. Săpt. 6 925).

12. A se vedeà: art. 1533 cu notele respective; art. 1535 cu notele respective; art. 1546 nota 31.

Art. 1537. — Mandatarul nu poate face nimic afară din limitele mandatului său; facultatea de a face o transacțiune [1]) cuprinde pe aceea de a face un compromis. (Civ. 987, 1533, 1545, 1546, 1704 urm.; Pr. civ. 339; C. com. 123, 187, 207, 375 urm., 381, 405; Civ. Fr. 1989).

Text. fr. Art. 1989. — Le mandataire ne peut rien faire au-delà de ce qui est porté dans son mandat: le pouvoir de transiger ne renferme pas celui de compromettre.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 642;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat etc.*, 545-547, 553-558;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 711;
DALLOZ, *Rép.* Mandat, 102 urm.; *Suppl.* Mandat, 47 urm.;
GUILLOUARD, *Tr. du Prêt*, etc., 96, 97;
LAURENT, XXVII, 438;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 434;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2237, 2238, 2305;
PONT, *Pet. contr.*, I, 941, 950;
TROPLONG, *Tr. du Prêt*, etc., 322.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 550, 571 urm.; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 527 n. 3, 625, 640); *„Mandatul general și special"*. Dreptul 57/1909; *Observație* sub. C. Apel Iași s. II, 20 Dec. 1922. Pand. Rom. 1923-II-273;
NACU, III, p. 413.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudență.

1. In regulă generală, toate tocmelele în numele Statului trebuesc să fie făcute prin concurență și publicitate, conform art. 45 legea comptabilității, și numai prin excepțiune se permit tocmeli prin bună învoire în oare cari cazuri anume determinate prin art. 46 citata lege, în care intră și tocmeala pentru lucrările acelea ce în caz de urgență evidentă, provocată de împrejurari neprevăzute, nu pot suferì adestarea termenilor de licitațiune. Intr'un asemenea caz, pentru ca tocmeala făcută de ministru prin bună învoire să poată obliga pe Stat, urmează ca urgența, în modul prescris de lege, să fie constatat că a existat în realitate. Iar când se contestă existența ei, tribunalele sunt chemate a aprecia circumstanțele în cari s'a făcut tocmeala și să constate dacă a existat sau nu urgență, ca în orice caz când se contestă puterea unui mandat dat în oare-cari condițiuni. (Cas. I, 270 Oct. 5/70, B. p. 288).

2. Deși, conform primei părți a art. 1537, mandatarul nu poate face nimic

1) In textul art. francez corespunzător 1989, se găsește pus înaintea cuvântului *„cuprinde"*, negațiunea: *„nu"*, care nu există în nici unul din textele oficiale ale Codului Civil Român. Această omisiune, schimbă cu desăvârșire senzul art. 1537, Cod. Civ. Român, după care *„transacțiunea"* implică *„compromisul"*, pe când la francezi este contrariul.

afară din limitele mandatului său totuşi legiuitorul, voind a întinde oare cum acest principiu, a adăogat în partea a doua a acestui articol că facultatea de a transige conţine pe aceea de a face compromis, de unde dar urmează că mandatarul, care are puterea de a transige, poate face şi un compromis. Iar cauza diferenţei ce există între art. 1537 român cu art. 1989 francez, nu se poate atribui de cât voinţei legiuitorului nostru de a introduce o inovaţiune. Deci consiliul comunal care în virtutea art. 71 al. 14 din legea comunală are dreptul de a transige, are şi dreptul de a face un compromis. (Trib. Ilfov, IV, 227, Sept. 2 83, *Dr.* 65/83).

3. Deşi după legislaţiunea noastră facultatea de a face o transacţie cuprinde pe aceea de a face un compromis (art. 1537), totuşi raţiunea refuză a admite o asimilaţiune perfectă între ambele aceste acte, căci prin tranzacţiune se poate cunoaşte mai dinainte ce sacrificii îşi impune cineva pe când supunându-se unui arbitragiu se referă la o deciziune necunoscută şi fără a'şi puteà da seamă exact de întinderea sacrificiilor ce-şi impune. (Apel Buc. I, 45, Febr. 22/84, *Dr.* 28/84).

4. Dreptul de a face compromis fiind incontestabil, unul din cele mai importante în ordinea civilă de oarece prin el părţile înlocuesc pe judecătorii de drept comun daţi de lege prin judecători de echitate aleşi de ele, scurtează sau suprimă formalităţile protectoare, renunţa la garanţia celor două jurisdicţiuni şi de multe ori chiar la orice recurs în contra sentinţei, de aceea legiuitorul a avut precauţiunea de a dispune prin art. 339 pr. civ. că numai acele persoane pot valabil compromite, care au libera dispoziţiune a drepturilor lor, fiindcă compromisul derivă din dreptul de a înstrăina. Or, capacitatea juridică a comunei se află restrânsă în privinţa drepturilor şi a obligaţiunilor care se referă la patrimoniul ei. Această restricţiune, bazată pe consideraţiuni de interes public, se găseşte înscrisă chiar în legea ei organică; de unde rezultă că ea nu poate să reguleze prin arbitri judecata contestaţiunilor sale, fără o violare flagrantă a art. 339 pr. civ. Şi nu se poate deduce din acea că art. 950 c. civ. nemenţionând printre incapabili şi comunele, ele au plenitudinea dreptului lor, şi aceasta pe motiv că acel articol trebue complectat şi cu dispoziţiunile legei comunale, după care o comună nu poate contractà obligaţiuni sau a face înstrăinări de cât în limitele acestei legi şi numai cu îndeplinirea formalităţilor intrinsece şi extrinsece cerute de dânsa. Şi deşi art. 1537 dispune că facultatea de a transige, cuprinde şi pe acea de a face compromis, totuşi rezultatul cert şi prevăzut al transacţiunei pune mare distanţă între acest act şi compromisul al carui rezultat incert, ca în toate hotărârile, ar puteà angajà foarte grav, interese care au trebuinţă de o protecţiune specială. Apoi art. 1537 nu face decât să indice printr'o presupusă interpretare a voinţei părţilor, care este întinderea mandatului, independent de condiţiunile generale de capacitate cerute de art. 339 pr. civ. Astfel, în virtutea acestui principiu, legiuitorul prin art. 413 acordă tutorului dreptul de a transige pe când îi refuză pe acela de a face compromis. (Apel, Focşani, II, 164, Noembrie 15/84, *Dr.* 10/85).

5. Chestiunea întinderii mandatului unei părţi de a concurà la o licitaţiune publică nu poate formà obiectul unei contestaţiuni care să poată fi judecată de Tribunalul de urmărire, ci aceasta formează obiectul unei acţiuni principale ce aveà a fi judecată cu două grade de jurisdicţie. (Cas. II, 19 Apr. 1906, B. p. 755).

6. Interpretarea termenilor dintr'o procură pe temeiul unor acte este o chestiune de fapt de atributul suveran al instanţelor de fond, şi deciziunea pronunţată în această privinţă, nu poate cădeà sub cenzura Curţii de Casaţie, sub cuvânt de violarea art. 1537 din codul civil sau de denaturarea aceleî procuri. (Cas. II 6 Mart. 1907. B. p. 443).

7. Conform art. 1537 din codul civil, mandatarul nu poate face nimic peste limitele mandatului său.

Prin urmare, când instanţa de fond ia în consideraţie o declaraţiune a avocatului Statului, făcută fără mandat special şi în afară de drepturile ce-i conferă legea, violează art. 14 şi următorii din legea pentru administrarea Domeniilor Statului şi art. 1537 din codul civil. (Cas. III, 13 Ianuarie 1909, B. p. 90).

8. După art. 1537 combinat cu art. 1546 codul civil, mandatarul nu poate obligà pe mandant în afară de limitele mandatului său, afară numaî dacă mandantul. nu a ratificat expres sau tacit;

Astfel, din momentul ce se constată că un mandat a fost dat limitat numai la cumpărarea şi administrarea unei moşii, vânzarea unei case şi unui alt teren făcută de mandatar, nu era valabilă pe temeiul acelui mandat special. (Cas. I, 3 Dec. 1913, B. p. 2255).

9. Dreptul mandatarului de a puteà fi substituit prin altcineva trebue să fie prevăzut în mod formal de oarece în principiu mandatul fiind dat în vederea persoanei mandatarului, trebue ca voinţa mandantului de a fi reprezentat şi prin altcineva de cât persoana aleasă de dânsul ca mandatar şi anume prin aceea pe care o va alege

mandatarul să fie manifestată în mod formal. (Cas. I, 52 din 21 Ian. 1913, Jur. Rom. 10/913 și Curier Jud. 22/913).

10. In baza unei procuri prin care se conferă mandatarului drepturi nelimitate și nu se oprește dreptul de a-și substitui pe alt cineva, mandatorul poate substitui pe altul în drepturile sale. (Trib. Dorohoi, Jurnal 3949 din 5 Mai 914, Curier Jud. 44/914; In acelaș sens: C. Apel Galați 30/914, Curier Jud. 3/915).

11. Conform art. 1537 c. civil mandatarul nu poate face nimic afară din limitele mandatului său. Procura prin care cineva e autorizat de a reprezentà în justiție pe mandante și care conține clauza că terminarea procesului „fie pe orice cale" conferă mandatarului drept la onorariu, nu cuprinde și dreptul de a transige. (C. Ap. Buc. I, 159/915, Curier Jud. 14/1916).

12. Legea nu cere ca procura prin care un avocat substitue în drepturile ce-i sunt conferite de diferiții săi clienți pe un alt avocat, cu care colaborează, să fie specială procesului sau clientului pentru care l-a substituit.

Prin urmare dacă procura de substituire dată de un avocat altuia este generală și nelimitată, pentru a face orice acte și a-l reprezentà în justiție în toate drepturile clienților săi, în baza unei asemenea procuri avocatul substituit are dreptul și calitatea de a face apel în numele clienților avocatului ce i-a substituit, chiar dacă procura dată acestuia de către client este posterioară aceleia de substituire, însă anterioară introducerei apelului. (Cas. I, decizia No. 615, din 15 Decembrie 1914, Jurispr. Rom. 15/1915, p. 227, Curier Jud. 22/1915).

13. Delegațiunea administratorului numit de tribunal pentru a conservà, administrà și incasà veniturile averii mobilizatului aflat pe front, echivalează în drepturi și obligațiuni cu mandatul conceput în termeni generali și prin urmare nu îmbrățișează decât actele de administrațiune iar nu și pe cele de dispozițiune, cum e acela de a înstreinà sau renunțà la drepturile mandantului. Prin urmare un asemenea administrator nu poate reziliá un contract de închiriere și nici de a reduce chiria constatată prin el ca drept al mandantului. (Cas. I, decizia No. 4 din 16 Ian. 1919; Jurispr. Rom. 1919, p. 572).

14. Spre deosebire de codul francez unde dreptul de a face o tranzacție nu implică pe acela de a face un compromis, după art. 1537 c. civ. român, dreptul de a face o tranzacție implică din contră pe acela de a face un compromis și această deosebire de redacție între ambele texte, nu se datorește unei greșeli sau unei inadvertențe a legiuitorului, după cum susțin unii, ci unei modificări intenționate a legei române. (C. Apel Iași s. II, 20 Dec. 1922, Pand. Rom. 1923, II, 273; In acelaș sens: Cas. III 398 din 23 Mart. 1923, Jur. Gen. 1923, No. 848).

15. A se vedea: art. 1535 cu notele respective; art. 1536 cu notele respective; art. 1542, notele 1, 2, 3; art. 1546 cu notele respective.

Art. 1538. — Femeile și minorii emancipați pot fi aleși mandatari; mandantul însă nu are o acțiune contra mandatarului minor decât după regulele generale relative la obligațiunile minorilor; iar în contra femeei măritate care a primit mandatul fără autorizațiunea bărbatului, decât după regulele stabilite la titlul despre contractul de căsătorie și drepturile respective ale soților. (Civ. 199, 201, 427 urm., 950 urm., 959 urm., 1157 urm., 1164, 1223 urm.; Civ. Fr. 1990).

Text. fr. Art. 1990. — Les femmes et les mineurs émancipés peuvent être choisis pour mandataires; mais le mandant n'a d'action contre le mandataire mineur que d'après les règles générales relatives aux obligations des mineurs, et contre la femme mariée et qui a accepté le mandat sans autorisation de son mari, que d'après les règles établies au titre *du Contrat de mariage et des Droits respectifs des Epoux.*

Doctrină străină.

Aubry et Rau, IV, p. 639;
Baudry et Wahl, *Des contrats aléatoires, mandat,* etc., 417;
Colin et Capitant, ed. 2-a, I, p. 90, 439; II, p. 710; ed. 1-a, III, p. 659, 898;
Dalloz, *Rép.* Mandat, 57 urm.; *Suppl.* Mandat, 33 urm.;
Demogue, I, *Sources des Obligations,* I, p. 182; II, p. 437; III, p. 122;

GUILLOUARD, *Tr. du Prêt.* etc., 56;
LAURENT, XXVII, 397;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 430, 431;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2240.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 569 urm., 595 n. 3; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 355, 357; VI, p. 456; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 527 n. 3, 632); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 53, 57, 219;
CERBAN ALEX., *Notă* sub. C. Apel Buc. s. IV, 52 din 24 Mart. 1920. Curier Jud. 38-39/1920; *Notă* sub. Trib. Olt, 224 din 13 Iulie 1923. Curier Jud. 10/1924;
NACU, III, p. 407 urm.

CAPITOLUL II.

Despre îndatoririle mandatarului.

Art. 1539. — Mandatarul este îndatorit a executà mandatul atât timp cât este însărcinat, și este răspunzător de daune-interese ce ar puteà derivà din cauza neîndeplinirei lui.

Este asemenea îndatorit a terminà afacerea începută la moartea mandantului, dacă din întârziere ar puteà urmà pericol. (Civ. 970, 987 urm., 1075, 1084, 1532 urm., 1552, 1556, 1559; C. com. 376, 379, 381, 405, 508; Civ. Fr. 1991).

Text. fr. Art. 1991. — Le mandataire est tenu d'accomplir le mandat tant qu'il en demeure chargé, et répond des dommages-intérêts qui pourraient résulter de sou inexécution.

Il est tenu de même d'achever la chose commencée au décès du mandant, s'il y a péril en la demeure.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 124;
BAUDRY ET WAHL, *De contrats aléatoires, mandat*, etc., 564, 854, 855;
COLIN ET CAPITANT, ed. II-a, p. 711, 717, 722;
DALLOZ, *Rép.* Mandat, 187 urm.; *Suppl.* Mandat, 73 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, I, p. 204; III, p. 71;
DEMOLOMBE, XXV, 60;
GUILLOUARD, *Tr. du Prêt*, etc. 223;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 435;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2245;
TROPLONG, *Tr. du Prêt*, etc. 408.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 582 urm., 632; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 354, 385; V, p. 325, 326, 348; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 527 n. 3, 624);
NACU, III, p. 416.

Jurisprudență.

1. Proprietarul, e în drept, pentru a'și apăra proprietatea sa, de a exercita acțiunea fie în contra mandatarului, fie în contra acelora cari au sustras lucrul de la mandatar, de oare ce prin faptul că a dat un mandat, nu se poate zice că s'a desezisat de dreptul său de proprietar. (Cas. I, 154, Mai 6/87 B. p. 404).

2. Mandatarul rămâne răspunzător către mandantele său, întru cât nu dovedește îndeplinirea sarcinei ce-și luase. (Cas. I, 71, Mart. 19 88, B. p. 216).

3. Dacă prin mărturisirea mandatarului, cu privire la actele făcute în limitele mandatului, se obligă mandantele față de terții, tot astfel și jurământul este deferit valabil mandatarului când este dat asupra unor fapte personale săvârșite de el în marginile puterilor ce i-au fost încredințate. (Tribunalul Ilfov I, 1914; Dreptul 1914 p. 494).

4. Legea nu cere ca procura prin care un advocat substitue în drepturile, ce-i sunt conferite de diferiții săi clienți pe un alt advocat, cu care colaborează, să fie specială procesului sau clientului pentru care l-a substituit.

Prin urmare, dacă procura de sub-

stituire dată de un avocat altuia este generală şi nelimitată, pentru a face orice acte şi a-l reprezentà în justiţie în toate drepturile clienţilor săi, în baza unui asemenea procuri avocatul substituit are dreptul şi calitatea de a face apel în numele clienţilor avocatului ce l-a substituit, chiar dacă procura dată acestuia de către client este posterioară aceleia de substituire, însă anterioară introducerii apelului. (Cas. I, No. 615, 1914; Jurisp. Rom. 1915 p. 227).

5. Actul juridic prin care o persoană însărcinează pe cineva să-i găsească bani cu împrumut şi să negocieze cu cei dispuşi a împrumutà, până când părţile cad de acord, este un mandat salariat.

Obligaţiunea unui asemenea mandatar constă în a găsì pe cel dispus să împrumute, a pune în legătură părţile doritoare de a contractà, a mijlocì pentru înlăturarea dificultăţilor, a stăruì, în fine spre a se ajunge la încheerea convenţiunei. El, îndeplinindu-şi obligaţiunea, are dreptul la plata cuvenită, afară de rea credinţă şi fraudă; altminteri, el ar fi lăsat la bunul plac al mandantului, care l-ar puteà priva de plata muncei sale, ceeace este contra echităţei. (Trib. Ilfov I No. 176, 1915; „Dreptul" 1915, p. 356).

6. A se vedeà art. 1534 nota 3.

Art. 1540. — Mandatarul este răspunzător nu numai de dol, dar încă şi de culpa comisă în executarea mandatului.

Pentru culpă, când mandatul este fără plată, răspunderea se aplică cu mai puţină rigurozitate decât în caz contrariu. (Civ. 989, 998, 1308, 1508, 1534, 1539; Pr. civ. 145; C. pen. 323; C. com. 381, 506; Civ. Fr. 1992).

Text. fr. Art. 1992. — Le mandataire répond non-seulement du dol, mais encore des fautes qu'il commet dans sa gestion.

Néanmoins la responsabilité relative aux fautes est appliquée moins rigoureusement à celui dont le mandat est gratuit qu'à celui qui reçoit un salaire.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 756;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat*, etc., 595, 596, 598, 601-603, 604 urm., 606, 608, 609, 611, 612, 616-618 urm., 634, 636, 638, 641, 643 urm., 666, 668;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 459;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 8, 262, 711; ed. 1-a, III, p. 455, 903;
DALLOZ, *Rép.* Mandat 213 urm.; *Suppl.* Mandat 77 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, V, p. 529;
DEMOLOMBE, XXXI, 539 urm.;
GUILLOUARD, *Tr. du Prêt*, etc., 104, 105-107, 109, 110, 169, 192 bis, 202;
LAURENT, XX, 516; XXVII, 479; XXVIII, 24, 61, 62;
LYON-CAEN ET RENAULT, III, 457;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 435;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2245;
PONT, *Pet. contr.*, I, 995, 998.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 585 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 243; IV, part. II, ed. 2-a, p. 384, 385; V, p. 326, 327, 349, 350; VI, p. 320; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 625); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 52, 191;
CANTACUZINO MATEI, p. 441;
NACU, III, p. 416.

Jurisprudenţă.

1. Art. 1540 consacră principiul că mandatarul este răspunzător de culpa comisă în executarea mandatului; şi simplul fapt al remiterei efectelor cumpărate de mandatar în mâinile mandantului, nu constitue o ratificare şi nu descarcă pe mandatar de răspundere când în urmă mandantul descopere că prin executarea mandatului i s'a cauzat un prejudiţiu. (Cas. I, 287/Nov. 21/88, B. p. 925).

2. Dolul şi culpa de care, după art. 1540, răspunde un mandatar în executarea mandatului său, chiar pe cale civilă, sunt delicte şi quasi-delicte, pentru a căror probare mandantele este autorizat de art. 1198 a produce martori. (Cas. I, 13 Ian. 14/81, B. p. 13).

3. Este de principiu că mandatarul nu este răspunzător de daune către

mandantul său, decât în caz când se dovedește cel puțin o greșală din partea sa, în îndeplinirea mandatului cu care a fost însărcinat. Așa dar mandatarul nu răspunde de daunele ce au rezultat pentru mandant din cauza constituirii unei ipoteci ineficace, dacă judecătorul fondului stabilește prin decizia sa, în mod suveran, cum că nu găsește în persoana mandatarului nici o greșeală în executarea mandatului. (Cas. I, 228/94 B. p. 672).

4. Mandatarii unui județ, în specie membrii comitetului permanent, sunt răspunzători către mandantul lor nu numai de dol, ci și dacă, prin culpa și neglijența lor, au făcut ca mandantul să fie condamnat la repararea daunelor provenite din această culpă sau neglijență. (Cas. I, 16/95 B. p. 13).

5. Expeditorul autorizat a scoate marfa de la vamă și a o expedià destinatarului, este responsabil de daune către mandant, dacă, printr'o greșită declarație ce face la vamă asupra mărfurilor ce conțin coletele, dă loc la confiscarea lor. (Cas. II, 54/96, B. p. 608).

6. Din combinațiunea art. 1514, 1540 și 1508 din codul civil rezultă că asociatul însărcinat cu administrarea respunde față de coasociații săi nu numai de dol, dar încă și de culpa sa, deoarece dispozițiile speciale relative la societăți nu conțin nici o derogație la principiile generale în materie de răspundere. (Cas. I, 728 din 4 Noembrie 1911, B. p. 1362, Curier Judiciar 12 1912).

Art. 1541. — Mandatarul este dator, ori când i se va cere, a da seama mandantului de lucrările sale, și de a-i remite tot aceea ce ar fi primit în puterea mandatului, chiar când ceeace ar fi primit nu s'ar fi cuvenit mandantului. (Civ. 992, 1540, 1544, 1619; C. com. 378, 380; Civ. Fr. 1993).

Text. fr. Art. 1993. — Tout mandataire est tenu de rendre compte de sa gestion, et de faire raison au mandant de tout ce qu'il a reçu en vertu de sa procuration, quand même ce qu'il aurait reçu n'eût point été dû au mandant.

Doctrină străină.

Baudry et Wahl, *Des contrats aléatoires, mandat,* etc.. 670, 672, 673 urm., 676 urm., 679, 693, 695;
Colin et Capitant, ed. 2-a, II, p. 713;
Dalloz, *Rép.* Mandat, 234 urm., 248; *Suppl.* Mandat, 86 urm.;
Demogue, I, *Sources des Obligations,* III, p. 73, 74, 166;
Guillouard, *Tr. du Prêt.* etc., 132, 133 urm., 141, 148;
Laurent, XXVII, 496, 498, 509, 524;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 435;
Planiol, II, ed. 3-a, No. 2247;
Pont, *Pet. contr.* I, 1003, 1008, 1014;
Troplong, *Tr. du Prêt,* etc., 420.

Doctrină românească.

Alexandresco, IX, p. 587 urm.; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 501; n. 1, 624 n. 1, 625); *Droit ancien et moderne de la Roumanie,* p. 85;
Nacu, III, p. 417.

Jurisprudență.

1. Mandatarul însărcinat cu administrarea unei averi succesorale este dator să dea socoteală de lucrările sale și să remită succesiunei, ceeace a primit în puterea mandatului său (Cas. I, 13 Iunie 1907, B. p. 1079).

Art. 1542. — Mandatarul este răspunzător pentru acela pe care a substituit în gestiunea sa:

1. Când nu i s'a conces facultatea de a-și substitui pe cineva;

2. Când i s'a conces o atare facultate fără arătarea persoanei, și cea aleasă de dânsul erà cunoscută de necapabilă și nesolvabilă.

In toate cazurile mandantul poate să intenteze direct acţiunea contra persoanei ce mandatarul şi-a substituit. (Civ. 1000, 1488; Pr. civ. 611; C. com. 381; Civ. Fr. 1994).

Text. fr. Art. 1994. — Le mandataire répond de celui qu'il s'est substitué dans la gestion, 1° quand il n'a pas reçu le pouvoir de se substituer quelqu'un; 2° quand ce pouvoir lui a été conféré sans désignation d'une personne, et que celle dont il a fait choix était notoirement incapable ou insolvable.

Dans tous les cas, le mandant peut agir directement contre la personne que le mandataire s'est substituée.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 645, 647;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat*, etc., 569-571, 574-581 urm., 587, 592;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p, 712;
DALLOZ, *Rép.* Mandat, 280 urm., 799; *Suppl.* Mandat, 106 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 237; II, p. 794; III, p. 61, 295;
GARSONNET, I, p. 408;
GUILLOUARD, *Traité du prêt*, etc., 120, 121-124, 126 urm., 128-130, 149;
LAURENT, XXVII, 482 urm., 487-489, 494; XXVIII, 1 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 435;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2246;
PONT, *Pet. contr.*, I, 1016, 1020-1023, 1082, 1110;
TROPLONG, *Traité du prêt*, etc., 446, 447, 465 urm., 640.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 596 urm.; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 253 n. 3; V, p. 214, 328, 329, 536; VI, p. 464);
LĂZĂRESCU EM. ALEXANDRU, *Despre ideea de subrogaţiune*, p. 66;
NACU, III, p. 418, 419;
SCRIBAN ŞTEFAN, *Nota* sub. Trib. Dorohoi, 3949 din 5 Mai 1914. Curier Jud. 44/1914;
STOEANOVICI C., „*Despre contractul cumulativ de transport*". Curier. Jud. 38/924.

Jurisprudenţă.

1. Art. 1542 declară că mandatarul este responsabil pentru substituitul său când nu i s'a acordat expres facultatea de a'şi substitui pe cineva, de unde rezultă în mod virtual că mandatarul poate să-şi substitue pe altul în locul său. Că această substituţiune este valabilă, mai rezultă şi din faptul că legea prin acel articol face pe mandatar răspunzător pentru substituitul său şi chiar acordă mandantului o acţiune directă contra substituitului, ceea ce înseamnează că substitutul obligă pe mandant, deci că substituţiunea e valabilă. (Apel Iaşi, I, Dec. 4/85, *Dr.* 31/86).

2. Când mandantul acordă mandatarului său dreptul de substituire fără a-l limita şi fără nici o rezervă sau restricţiune în alegerea persoanelor, este cert că mandatarul va puteà autoriză pe substituitul său să-şi substitue şi el un altul, căci acesta din urmă odată ales, reprezintă pe mandatarul prim ca şi când ar fi fost deadreptul substituitul lui; tot ce va urmà de aci va fi că mandatarul va puteà fi declarat responsabil de alegerea făcută, fie în persoana primului substituit, fie în persoana celui de al doilea, dar nu se poate susţine că substituirea n'a fost valabilă şi că actele substituiţilor vor puteà fi declarate nule. (Apel Iaşi II, No. 128, 1913; „Dreptul" 1914, p. 301).

3. Dacă după principiile generale consfinţite prin art. 1096 c. civ. plata ca să fie operantă, trebuie să se facă creditorului sau împuternicitului său, nimic nu împiedică însă pe acesta din urmă ca în lipsă de stipulaţiuni contrarii, prin care s'ar interzice substituirile cu sau fără arătare de nume, să substitue în locul său pentru primirea sumelor o altă persoană de care — potrivit art. 1542 c. civ. — rămâne răspunzător faţă de mandant şi în contra căruia mandantul însuşi poate exercità acţiune în daune, fără ca terţiul-debitor, care s'a liberat în acest mod de obligaţiunea sa să sufere consecinţele neglijenţei sau neprevederii creditorului sau mandatarului acestuia în alegerea persoanelor autorizate să lucreze în numele sau în locul lor.

Prin urmare, când instanţa de fond constată în fapt că mandatul dat unei persoane de a primi — pentru mandant, sume de bani dela debitori, nu conţine nici o restricţiune cu privire la substituiri, cu drept cuvânt decide ca

suma primită de mandatar, pentru mandant, și printr'o persoană substituită este valabil primită și liberează pe debitor. (Cas. III. No. 100, 1915; „Jurispr. Rom." 1915 p. 170. Curier Jud. 3/916).

4. A se vedeà: art. 1537, notele 9, 10, 12; art. 1546 nota 12.

Art. 1543. — Când prin un act s'au constituit mai mulți mandatari sau procuratori, nu există solidaritate între dânșii, afară numai când anume s'a stipulat. (Civ. 918, 998, 1039, 1041, 1062, 1515, 1555; C. com. 42, 389; Civ. Fr. 1995).

Text fr. Art. 1995. — Quand il y a plusieurs fondés de pouvoir ou mandataires établis par le même acte, il n'y a de solidarité entre eux qu'autant qu'elle est exprimée.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 644, 645;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat,* etc., 651, 653, 657, 659;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 713;
DALLOZ, *Rép.* Mandat, 293 urm.; *Suppl.* Mandat, 115;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 70;
GUILLOUARD, *Traité du prêt*, etc., 112, 116-118;
LAURENT, XXVII, 467, 469, 473;
LYON-CAEN ET RENAULT, III, 38;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 436;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2245;
PONT, *Pet. contr.*, I, 1036, 1038.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 550, 592 urm.; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 386 n. 5; V, p. 329);
NACU, III, p. 420.

Jurisprudență.

1. Mandatul fiind indivizibil atunci când printr'un act s'au constituit mai mulți mandatari sau procuratori și nu s'a specificat că fiecare din mandatari poate lucrà și singur în numele tuturor, mandantele nu poate fi bine reprezintat înaintea instanței judecătorești pentru actul pentru care a numit procuratori de cât prin toți mandatarii săi. (Cas. I, 115, Mart. 23 92, B. p. 232; In acelaș sens: Cas. III, 371/915, Curier Jud. 66 915).

2. Chiar dacă s'ar admite că mandatul dat de cineva mai multor persoane, pentru a'l reprezentà în justiție, este după obiectul său, un mandat indivizibil, așa că mandatarii nu pot lucrà de cât în mod conjunctiv, apoi cu atât mai mult consecința logică și naturală este că împedicarea în care s'ar găsì unii din ei de a se prezintà la înfățișare, justifică necesarmente și împedicarea celorlalți, odată ce aceștia nu aveau capacitatea de a reprezentà singuri pe mandante în instanță. (Cas. I. 112/Mart. 22/94. B. p. 742).

3. Când mandatul este dat la mai mulți, fără să fie cumulativ, fie care din mandatari este împuternicit să semneze apelul. (C. Apel Buc. s. I. 338 din 26 Nov. 1924. Buc. C. Apel 6/925).

4. A se vedeà art. 1516 nota 2.

Art. 1544. — Mandatarul e dator a plătì dobânzi pentru sumele întrebuințate în folosul său, din ziua întrebuințărei lor; iar dobânzile sumelor rămase, din ziua când i s'au cerut acele sume. (Civ. 1079, 1088 urm., 1550, 1586 urm.; C. com. 380, 383; C. pen. 323; Civ. Fr. 1996).

Text. fr. Art. 1996. — Le mandataire doit l'intérêt des sommes qu'il a employées à son usage, à dater de cet emploi; et de celles dont il est reliquataire, à compter du jour qu'il est mis en demeure.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 644;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat,* etc., 648, 685, 688, 690;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 518; II, p. 713;

DALLOZ, *Rép.* Mandat, 266 urm.; *Suppl.* Mandat, 96 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*. III, p. 70;
GUILLOUARD, *Traité du prêt*, etc. 140, 142, 144, 145;
LAURENT, XXVII, 510, 512, 515, 516;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 437;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2247;
PONT, *Pet. contr.*, I, 1045, 1048, 1049, 1052;
TROPLONG, *Traité du prêt*, etc. 499, 504.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 590 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 391; V, p. 332, 334; X, p. 27; XI, p. 497, 531 nota);
CANTACUZINO MATEI, p. 447;
NACU, I, p. 657; II, p. 490, 631; III, 417.

Jurisprudență.

1. Reținerile făcute funcționarului de primărie, fiind proprietatea a funcționarului întru cât el dovedește că acele rețineri au fost administrate de Primărie în folosul său, prin acest fapt Primăria nu poate fi considerată de cât o mandatară, și în această calitate, conform art. 1544, e datoare de a plăti dobânzi pentru sumele întrebuințate în folosul ei, din ziua întrebuințării lor. (Cas. I, 236, Sept. 5/86, B. p. 663).

Art. 1545. — Mandatarul care a dat părței cu care a contractat în asemenea calitate, o îndestulă notiță de puterile primite, nu e ținut a garantà aceea ce s'a făcut afară din marginile mandatului, afară numai când s'a obligat pe sine însuși în numele său. (Civ. 1537, 1538, 1546; C. com. 384; Civ. Fr. 1997).

Text. fr. Art. 1997. — Le mandataire qui a donné à la partie avec laquelle il contracte en cette qualité, une suffisante connaissance de ses pouvoirs, n'est tenu d'aucune garantie pour ce qui a été fait au-delà, s'il ne s'y est personnellement soumis.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 651;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat*, etc. 804-806;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 716; ed. 1-a, III, p. 157;
DALLOZ, *Rép.* Mandat, 303 urm.; *Suppl.* Mandat, 116 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 193, 197;
GUILLOUARD, *Traité du prêt*, etc., 209;
LAURENT, XXVIII, 47;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 437;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2256;
PONT, *Pet. contr.*, I, 1057.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO. IX, p. 611 urm.;
NACU, III, p. 420, 421.

Jurisprudență.

1. Dacă mandatarul nu a făcut cunoscut terțiului care a fost puterea întinderei mandatului său și dacă într'o asemenea situațiune terțiul acordându-i credința pentru o calitate ce mandatarul și-o însușise peste mandatul său, aceasta nu poate fi imputată celui de al treilea, ci mandatarului care a usurpat o asemenea calitate peste limitele întinderei mandatului și care deci devine responsabil de daunele ce a cauzat terțiului prin aceasta. (Cas. I, 212, Iun. 12 81, B. p. 493).

2. Nu incumbă terțiului sarcina de a probà necunoașterea întinderei mandatului ce aveà mandatarul, de oare ce mandatarul e obligat a nu lucrà peste limitele mandatului ce are. (Cas. I, 212, Iun. 12 81, B. p. 494).

3. Mandatarul, după art. 1545 nu e obligat față cu cei de al treilea de cât în limitele mandatului, și nu le datorește personal nimic de cât dacă se obliga în numele său personal. (Cas. I, 66, Febr. 21 89, B. p. 180).

4. a) Potrivit art. 1545 c. civ., mandatarul care a dat părței cu care a contractat în asemenea calitate o îndestulă

arătare de puterile primite, nu mai poate fi ţinut a garantă ceeace s'a făcut afară din marginile mandatului.

b). Dacă printr'un act al Statului ca autoritate tutelară se împedică în urmă consecinţele unei vânzări, făcute de o autoritate supusă lui, nu poate fi declarat răspunzător pentru aceasta nici reprezentantul legal al acestei autorităţi, nici autoritatea însăşi. (Trib. Ilfov I, 1914; „Dreptul" 1915, p. 6).

5. Deşi comisionarul este direct obligat către persoana cu care a lucrat, ca şi cum afacerea ar fi fost a sa proprie, totuşi această responsabilitate încetează când se constată în fapt că el a contractat în calitate de mandatar, făcând cunoscut numele mandantului pe socoteala căruia a lucrat. (Cas. III, 379 din 23 Febr. 1925. Pand. Săpt. 11/1925).

6. A se vedeà: art. 1532 nota 1.

CAPITOLUL III.

Despre obligaţiunile mandantului.

Art. 1546. — Mandantul este îndatorat a îndeplinì obligaţiunile contractate de către mandatar în limitele puterilor date.

Nu este îndatorat pentru tot aceeace mandatarul ar fi făcut afară din limitele puterilor sale, afară numai când a ratificat expres sau tacit. (Civ. 991, 1167, 1190, 1532, 1537, 1542 urm.; C. com. 381 urm., 393, 402, 405 urm.; Civ. Fr. 1998).

Text. fr. Art. 1998. — Le mandant est tenu d'exécuter les engagements contractés par le mandataire, conformément au pouvoir qui lui a été donné.

Il n'est tenu de ce qui a pu être fait au-delà, qu'autant qu'il l'a ratifié expressément ou tacitement.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 261, 650, 651, 655; VIII, p. 221, 259;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat*, etc., 772-774, 776, 780, 782, 784, 789 urm., 793, 793 bis, 800, 801, 803;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 715;
DALLOZ, *Rép.* Mandat, 383 urm.; *Suppl.* Mandat, 136 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 189, 205 urm.; III, p. 88;
DEMOLOMBE, XXIX, 362, 516;
GARSONNET, I, p. 369 § 93;
GUILLOUARD, *Traité du prêt*, etc., 184, 185 urm., 189, 191-192 bis, 196-201, 206 urm., 213;
LAURENT, XIX, 301; XXVIII, 43, 52, 56, 59, 63, 65;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 437 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2251, 2254 urm.;
PONT, *Pet. contr.*, I, 1064, 1071, 1075.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 604 urm., 611; (V, p. 333, 343 n. 2, 344 n. 2); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 191; *„Teoria mandatului restrâns sau a reprezentaţiei imperfecte în materie de lucru judecat"*. Curier Jud. 73/1902; *Notă* sub. Cas. Fr. 7 Mart. 1920. Jurispr. Gen. 15/1924, No. 838;
NACU, III, p. 423, 424;
TONEANU N. C., *Nota* sub. Trib. Prahova s. II, 49 din 18 Iunie 1919. Pand. Rom. 1923-II-164.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudenţă.

1. Precum, după art. 1546, mandantele nu se obligă pentru tot ceea ce mandatarul său a făcut peste limitele puterilor sale, şi precum şi pe minore nu-l obligă toate actele făcute de tutorele său peste puterile acordate de lege şi formele prescrise la secţiunea VII, titlu X., cartea I, asemenea şi toate actele făcute de guvern, administratorele bunurilor publice, care ar trece peste limita unor acte de simplă administraţiune, nu obligă naţiunea şi averea ei. (Cas. I. 139, Apr. 14/71. B. p. 69).

2. Sub raportul efectelor civile ale actelor săvârşite de funcţionarii publici, aceştia nu sunt de cât mandatari ai statului; de unde rezultă că în general, raportul dintre stat cu cei d'al treilea pentru actele încheiate cu funcţionarii publici în numele statului şi răspunderea statului trebue a se determină după regulele comune ale mandatului. Astfel, o tocmeală făcută de un ministru în numele statului, obligă direct pe stat faţă cu cei d'al treilea când s'a încheiat cu observarea formelor prescrise de art. 45 al legei comptabilităţii, căci tocmeala numai astfel făcută, se poate zice că e făcută în limitele puterilor date; din contra de s'a facut o convenţiune în numele statului, fără observarea formelor legale a publicităţii şi a concurenţei prescrisă de art. 45, convenţiunea va avea a se consideră ca făcută afară de limitele puterilor ce avea acel funcţionar public. Aşà fiind, nu s'ar puteà zice că, precum un minor n'are, în cât priveşte actele făcute de tutore fără observarea condiţiunilor şi formelor prescrise de lege, de cât acţiunea de nulitate, asemenea şi statul n'ar aveà altă facultate de cât aceea de a exercità acţiunea de nulitate spre a obţine anularea concesiunii încheiată fără observarea formelor speciale prescrise de lege, căci dacă actele încheiate de un tutor în numele minorelui se consideră ca făcute de acesta, şi dacă această regulă se aplică chiar la actele încheiate fără îndeplinirea condiţiunilor şi formalităţilor special cerute pentru validitatea lor, în acel sens cel puţin că minorele nu poate să nu le recunoască pur şi simplu ca unele ce ar fi săvârşit de un al treilea lipsit de un mandat (argument tras din art. 390) putând numai să exercite acţiunea de nulitate pentru aceasta, în virtutea principiului art. 952: aceste regule excepţionale ale codului civil, nu se pot aplică prin natura lor de cât numai la minori şi nu pot fi aplicate prin analogie la stat. Fiind aşa, regulele mandatului trebuesc a servì exclusiv spre a regulà raporturile dintre stat faţă cu cei de al treilea. în cât priveşte actele făcute cu aceştia de către funcţionarii publici în numele statului. Statul ca mandante nici nu are trebuinţă a cere mai întâiu anularea actelor, făcute afară de limitele mandatului, căci ele fiind *res inter alios acta*, faţă cu statul n'au nici o existenţă şi de aceea nici nu poate fi vorba de exerciţiul acţiunei de anulare. Asemenea nu s'ar puteà invocà că formele publicităţii şi ale concurenţii n'ar fi prescrise sub pedeapsă de nulitate, căci precum toate dispoziţiunile din legea comptabilităţii, mai cu seamă aceste formalităţi, au de scop a protege fiscul, statul, contra abuzurilor, ele sunt de aceea de ordine publică, încât din neobservarea lor rezultă virtual, o nulitate a actului respectiv, fără ca să fie trebuinţă ca această nulitate să se enunţe într'un mod formal prin dispoziţiunea legii. Tot atât de puţin se poate susţine că art. 45 al legei de comptabilitate şi-ar aveà sancţiunea numai în responsabilitatea ministerială, iar tocmelile făcute în numele statului, fără îndeplinirea formelor legale prescrise, ar obligà totuşi pe stat, căci dacă se poate zice că, sub raportul juridic, miniştrii sunt răspunzători de câte ori violează constituţiunea sau legea, această responsabilitate juridică a miniştrilor poate da loc la o plângere din partea corpurilor legiuitoare şi în consecinţă la schimbarea lor precum şi la darea lor în judecată, dar aceasta nu poate exrcità vre-o influenţă asupra efectelor civile ale unor acte făcute cu violarea formelor prescrise de lege, care faţă cu statul se consideră a nu fi avut vre-o dată o existenţă juridică. (Cas. I, 360. Sept. 25/73, B. p. 155).

3. După art. 1546 alin. I, actele juridice făcute de un mandatar în limitele puterilor date şi în numele mandantelui, au a se consideră ca fiind făcute de mandante personal, în care caz e personal obligat faţă cu terţii. Din contra după art. 1546 alin. II, actele juridice făcute în numele mandantelui afară din limitele mandatului au a se consideră ca fără nici o existenţă faţă cu acesta. (Cas. I. 360, Sept. 25/73, B. p. 165).

4. După dispoziţiunile legii comptabilităţei generale a statului, de câte ori este vorba de încheierea unui contract prin un delegat al ministerului, un atare contract e supus la aprobarea ministerului care a dat delegaţiunea şi este în drept, după lege, de a refuză aprobarea acelui contract, când crede că nu corespunde cu interesul statului. (Cas. I, 408. Dec. 18/81 B. p. 938).

5. Nu este şi nu poate fi nimic de comun între ratificaţiunea art. 1190 şi ratificaţiunea articolului 1546, cu

toată identitatea de expresiuni, căci e suficient a se citi art. 1190 pentru a se convinge că el nu se aplică la ratificațiunea art. 1546, ne fiind vorba în specie de o convențiune anulabilă în contra căreia legea admite acțiunea în nulitate (art. 1190), ci de niște acte afectate de exces, în aceea că acel de la care emană n'avea destule puteri pentru a consimți. Deci pentru ca vițiul să fie reparat, este suficient ca acela a cărui voință a fost necunoscută să vie a recunoaște actul, a și-l apropià, precum ar fi fost făcut de el însuși; și această ratificare nu are necesitate pentru a produce efectul său de a fi însoțită de mențiuni și enunțări la cari numai ratificarea obligațiunilor este supusă prin art. 1190. Ratificațiunea de care e vorba în art. 1546 al. II este regulată numai prin acest articol, care nu o supune la nici o formă specială. Deci minorul ratificând astfel faptul tutorului care escede puterile sale, atunci faptul tutorului este faptul minorului. (Apel Iași. I, 165. Dec 8 82 *Dr.* 41/83, p. 337).

6. Actele juridice făcute de mandatar în limitele mandatului său trebuesc considerate ca facute de insuși mandantul și prin urmare, creanțele și datoriile contractate de mandatar iau naștere direct și se sting asemenea în patrimoniul mandantului. (Apel Buc. I, 174, Oct. 15/83, *Dr.* 85/83).

7. Art. 1546 prevede în mod clar că mandantul nu răspunde de faptele mandatarului său, cari ar fi făcute afară din limitele puterilor ce i s'au acordat prin mandat. Astfel, curtea nu se poate întemeià pe o declarațiune din partea advocatului statului, făcută la tribunal, prin care recunoaște de bună hotărnicia prin care se prevede că autorul intimaților avea drept asupra unor stânjeni de moșie ce pretind, caci advocații statului nu au mandat de a face asemenea recunoașteri. (Cas. I, 93, Martie 7/84, B. p. 231).

8. Față cu expresiunile clare și precise ale mandatului dat de soție soțului pentru afaceri anume determinate, cumpărătoarea unui imobil cu bani dotali sau darea lor împrumut cu asigurare de ipotecă într'un imobil, mandatul este special, conform art. 1535. In cazul unui asemenea mandat, mandatarul nu poate face nimic afară din limitele mandatului, și mandantul nu este îndatorit pentru ceea ce mandatarul ar fi făcut peste aceste limite (art. 1537 și 1546). Astfel, mandatul fiind special, nu poate să oblige pe mandant la convențiunea făcută de mandatar afară din limitele mandatului, convențiune care aveà de scop a transformà o vânzare publică prin licitație într'o vânzare simulată. (Cas. I, 400, Nov. 30 84. B. p. 935).

9. Din momentul ce se stabilește că intimatul era mandatar al guvernului, după principiile generale ale mandatului prevăzute de art. 1537 și 1546, mandantele (Statul) e răspunzător pentru toate cheltuelile necesare și utile făcute de mandatar cu consimțimântul său și în limitele puterilor ce îi acordase. Deci, e de datoria ministerului care a însărcinat pe mandatar cu organizarea secțiunei române la expoziția universală și a încuviințat facerea cheltuelilor ocazionate cu îndeplinirea ei, să se pună în regulă cu legea comptabilității și să ceară deschidere de credite; nevointa sau negligența Statului nu se poate resfrânge asupra mandatarului, care nu a făcut de cât să execute ordinele guvernului. (Cas. I, 65, Febr. 21/89, B. p. 172).

10. Contractul de mandat se poate exercità în două moduri: 1) mandatarul poate să lucreze în numele mandantelui, și atunci trebue să încunoștiințeze pe terțile persoane că tratează cu ele în numele mandantelui pe care-l reprezintă; în acest caz, tot ceea ce mandatarul zice, face, semnează, în limitele puterilor sale, e presupus că mandantul le zice, face sau semnează; în fapt terțiul tratează cu mandatarul, în drept cu mandantul contractează, așà că îndată ce contractul este încheiat, mandatarul dispare și toate efectele legale active sau pasive ale contractului se realizează în persoana mandantelui, ca și cum el însuși ar fi contractat; 2) mandatarul poate încă sa lucreze pe socoteala mandantelui, dar fără a-l face cunoscut, tratează în uumele său propriu; în acest caz terțiul nu cunoaște pe mandant ci numai pe mandatar, care singur este creditor sau debitor; fără îndoială, în virtutea contractului de mandat, rămas secret pentru terțiu, mandatarul rămâne răspunzător către mandant, dar între terțiu și mandant nu este nici o legăura juridică; cu toate acestea mandantul poate să silească pe mandatar ca să-i cedeze drepturile și acțiunile ce a contractat cu terțile persoane. (Apel Galați, I, Febr. 8/90, *Dr.* 23/90).

11. Mandatarul ne fiind responsabil de obligațiunile ce rezultă din acțiunile executate de dânsul în puterea mandatului, urmează că pentru ori ce raport juridic ce rezultă din acele acțiuni, poate să fie urmărit și acționat numai mandantul, iar nu mandatarul personal (art. 1545 și 1546). Și acest principiu, este aplicabil și pentru turburările de posesie ce s'ar comite de un mandatar, căci legea nu face nici o excepție în această privire. (Cas. I, 109 Mart. 1 91, B. p. 285).

12. In general, mandantele poate să fie obligat atât către mandatar cât și către cei de al treilea cu cari a intrat

mandatarul în relaţii, întru cât relaţiile contractate rezultă din cuprinsul mandatului, ceea ce art. 1546 prescrie că dacă cei de al treilea substituiţi de mandatar pentru executarea mandatului sunt sau de rea credinţă în executarea mandatului, sau comit o greşeală care le este imputabilă, pe mandantele nu pot privì consecinţele prejudiţiabile şi actele săvârşite de substituitul mandatar, în aparenţă cu ocazia executărei mandatului, dar în realitate în contra puterilor conferite prin mandat sau în contra cuprinsului formal şi precis al mandatului nu pot fi opuse mandantelui, şi nu pot privì pe mandante. In aceste împrejurări mandantele nu poate să răspundă, în virtutea art. 1546, pentru că numai actele săvârşite în limitele mandatului, fie de mandatar, fie de substituitul mandatar, pot obligà pe mandante. Această soluţie nu constitue nici o violare a art. 1542, fiindcă acest articol, aflător sub titlul de „îndatoririle mandatarului", are de obiect a indicà dacă şi în ce grad mandatarul este răspunzător pentru a-şi fi substituit pe alt cineva, nu rezolvă însă chestiunea efectelor greşelei imputabilă substitutului, care are şi trebue a se rezolvì, nu prin art. 1542, ci prin art. 1546. (Cas. II, 209, Dec. 15/92, B. p. 1156).

13. După art. 1537 combinat cu art. 1546, mandatarul nu poate face nimic afară din limitele mandatului său; prin urmare mandantele nu este îndatorat pentru tot aceea ce mandatarul ar fi făcut afară din limitele puterilor sale, afară numai când a ratificat expres sau tacit. (Apel Buc. III, 141, Mai 30/94, *Dr.* 48 94).

14. Când într'o acţiune în revendicare se cere dela o persoană delăsarea imobilului stăpânit pe nedrept şi dela alte persoane daune interese pentru aceasta, trbunalul este în drept să constate că în această acţiune sunt două acţiuni distincte una de alta şi să le disjunge, judecând numai una din ele. In acest caz, dacă mandatarul reclamantului declară că voeşte a judeca una din cele două acţiuni, prin aceasta mandatarul nu a renunţat la drepturile mandantului asupra celeilalte acţiuni. (Cas. I 44/99 B. p. 113).

15. Ratificarea dată de soţie pentru primirea banilor de către bărbat, nu este relativă la o nulitate a ipotecei, spre a i se puteà aplicà art. 1255 Cod. civil, ci este relativă la mandatul dat soţului de a primi banii, primire pe care soţia este perfect capabilă să o facă ea însăşi, sau prin mandatar şi ca atare urmează să i se aplice dispoziţiile dela mandat din art. 1546 Codul civil. (Cas. I, 17/903 B. p. 27).

16. Numai dacă este dovedită existenţa mandatului, cei de al treilea pot avea acţiune în contra mandantului, pentru toate obligaţiunile luate de mandatar în limitele puterilor date. (Apel Buc. III *Dr.* 22/904).

17. Mandantele este îndatorat a îndeplini obligaţiunile contractate de către mandatar în limitele puterilor date; el este de asemenea obligat şi pentru tot ceeace mandatarul ar fi făcut afară din limitele puterilor sale, daca a ratificat expres sau tacit actele făcute peste acele limite. (Cas. I, 23 Mart. 1907. B. p. 415).

18. Deşi preşedintele unei corporaţiuni faţă cu statutele nu are putere generală de a angajà cu contract un avocat pentru corporaţie, totuşi întru cât este constatat că după angajamentul făcut de preşedintele corporaţiei peste limitele mandatului său atât avocatul cât şi corporaţia şi-au îndeplinit mai mult timp obligaţiile reciproce la care se angajaseră prin contract, prin aceasta corporaţia a ratificat tacitamente ceea ce preşedintele făcuse peste limitele mandatului, aşa că corporaţia nu mai putea nesocoti acel contract cu dela sine putere, ci era în drept numai de a cere rezilierea lui dacă dovedeà culpa avocatului. (Jud. Ocol. II Buc. 3143/911, Curier Jud. 9/1912).

19. Instanţa de fond este suverană să interpreteze actul scris care constată un mandat pentru a stabili cari sunt puterile conferite mandatarului prin acel act, fără ca hotarîrea sa în această privinţă să poată fi supusă controlului Inaltei Curţi. (Cas. I. 826/1911, Curier Jud. 3/912; In acelaş sens: Cas. III, 510/911, Curier Jud. 8/912).

20. Numai atunci o persoană ar depăşi limitele mandatului când actul făcut de dânsul ar fi contrar mandatului dat. Prin urmare dacă mandatarul a lucrat în limitele mandatului, mandantul este ţinut conform art. 1546 c. civil. să îndeplinească obligaţiunile contractate de el. (Trib. Roman 8 Mart. 1912. Curier Jud. 80/912).

21. După art. 1546 din codul civil, mandantul este obligat a aduce la îndeplinire toate obligaţiunile contractate de către mandatarul său în limitele puterilor conferite prin mandat. Instanţa de fond este suverană să constate, examinând şi interpretând o procură, că mandatarul n'a depăşit limitele mandatului dat, şi că, în consecinţă, obligaţiunile contractate de mandatar angajază pe mandant. (Cas. III, 70 din 7 Febr. 1912, B. p. 395, Curier Jud. 33/912).

22. După art. 1537 combinat cu art. 1546 codul civil, mandatarul nu poate obligà pe mandant în afară de limitele mandatului său, afara numai dacă

mandantul, nu a ratificat expres sau tacit.

Astfel, din momentul ce se constată că un mandat a fost dat limitat numai la cumpărarea și administrarea unei moșii, vânzarea unei case și unui alt teren făcută de mandatar, nu era valabilă pe temeiul acelui mandat special. (Cas. I, 3 Dec. 1913, B. p. 2255).

23. Ratificarea din partea mandantului a actelor făcute de către mandatar peste limitele mandatului este valabilă, chiar dacă nu ar întruni condițiunile cerute de art. 1190 cod. civil, fiind suficient să fi fost făcută în cunoștință de cauză. (Trib. Bacău, I, 246 915. Curier Jud. 16/1916).

24. Modificările ce mandatarul proprietarului ar fi adus planului peste limitele mandatului ce i s'a dat, nu obligă pe mandant față de antreprenor care a executat acele modificări, dacă nu există o ratificare în privința lor din partea mandantului iar tăcerea acestuia nu implică o confirmare a lucrărilor făcute în afară din planul statornicit, fără un act care să manifeste din parte-i în mod clar voința sa în această privință. (Cas. III, decizia No. 195, din 30 Maiu 1914; Jurisp. Rom. 1914, p. 598).

25. Pentru ratificarea prevăzută de art. 1546 c. civ. nu se cere observarea dispoz. art. 1167 și 1190 c. civ. Această ratificare poate rezulta din orice fapte și împrejurări din care să reiasă în mod sigur voința mandantelui de a aprobà actele făcute de mandatar peste limitele mandatului. (Trib. Ilfov I, No. 696, 1914; Curier Jud. 5/1915, p. 42).

26. Delegațiunea administratorului numit de tribunal pentru a conservà, administrà și încasà veniturile averii mobilizatului aflat pe front, echivalează în drepturi și obligațiuni cu mandatul conceput în termeni generali și prin urmare nu îmbrățișază decât actele de administrațiune iar nu și pe cele de dispozițiune, cum e acela de a înstreinà sau renuntà la drepturile mandantului. Prin urmare, un asemenea administrator nu poate rezilià un contract de închiriere și nici de a reduce chiria constatată prin el ca drept al mandantului. (Cas. I, No. 4, 1919; Jurispr. Rom. 1919, p. 572).

27. Când puterea ocupantă impune comunei obligația de a-i procurà prin rechizițiuni anume obiecte, în acest caz Primarul lucrează în virtutea unui adevărat mandat dat în interesul comunității atât pentru o mai dreaptă repartizare a rechizițiilor cât și pentru a sustrage comunitatea de la extorsiunile și violențele la cari ar fi supusă, dacă inamicul ar face direct rechizițiile.

Acest mandat care intră în cadrul art. 1546 și 1549 c. civ. dă naștere unei datorii civile în sarcina comunei, ca fiind ținută de obligațiunile luate de mandatarul ei, (Primarul) prin remiterea bonurilor de rechiziție. (Cas. I, 270 din 10 Nov. 1919, Pand. Rom. 1922, I, 170).

28. Potrivit art. 1546 c. civ., mandantul nu e îndatorat să respecte obligațiile contractate de mandatar, peste limita puterilor ce i s-au conferit, afară numai când l-a ratificat expres sau tacit. Ratificarea tacită rezultă din intenția părții dedusă din împrejurările cauzei apreciate de judecată în caz de contestație și negreșit mai ales din executarea voluntară în total sau în parte a obligației făcută cu bună știință de acela în contra căruia se invoacă convenția.

In specie apelantul deși a semnat primirea chiriei în josul contractului încheiat de mandatar, peste limitele date, însă nu se poate trage concluzia că a înțeles să ratifice întreaga convenție, căci tăcerea lui nu poate fi interpretată ca o voință de a ratifica și obligația ce depășeà puterile mandatului său că chiria ce o primea era datorită pentru timpul când convenția erà opozabilă și nu aveà motiv să o refuze prin faptul că nici nu' expirase termenul contractului cât i se dăduse puteri mandatarului să contracteze cu chiriașul. (C. Apel Buc. s. I, 201 din 13 Oct. 1920, Curier Jud. 21/921, Pand. Rom. 1922, III, 27).

29. Mandatul în alb nedând posibilitatea terților de a cunoaște puterile acordate mandatarului, lasă a se crede că aceste puteri sunt nelimitate și ca consecință, obligă pe mandant pentru actele încheiate în numele său, chiar când acesta ar fi depașit puterile ce-i fuseseră acordate. (Trib. Ilfov. s. IV. 189 din 12 Mart. 1921 Curier Jud. 16/922).

30. Chiar dacă mandatarii societății au depășit limitele mandatului dat, atunci când au lucrat în numele societății, aceasta poate ratificà, pe temeiul art. 1546. c. civ. actul lor; ratificarea poate să reiasă și din faptul că în procesul care pune în discuțiune validitatea acestui act, societatea n-a invocat vre-o depășire a mandatului; — aceasta cu atât mai mult în specie, de oare ce actul nu s'a încheiat cu partea care îl contestă. (C. Apel Buc. s. III, 144 din 15 Iunie 1921. Pand. Rom. 1924, II, 194).

31. După legea din 21 Decembrie 1916, privitoare la familia și averea celor chemați sub arme, Tribunalul, în lipsă unui mandatar lăsat de mobilizat, aveà dreptul de a numì un administrator, care să facă orice acte necesare privitoare la averea lui, putându-i conferì chiar și dreptul de a face acte de înstrăinare.

Prin urmare, atunci când Tribunalul

dă administratorului autorizațiunea, fără nici o rezervă, de a reprezentà pe mobilizat într'un proces de împărțeală cu un co-moștenitor, această autorizație cuprinde implicit și dreptul de a uzà sau de a renunțà la orice cale de atac contra hotărârilor date în acest proces, și când aceste hotărîri rămân definitive, prin vânzarea sau renunțarea lor la căile de atac, ele sunt opozabile, ca lucru judecat și moștenitorilor mobilizatului, de oarece și ei au fost reprezentați în proces prin administratorul numit de Tribunal. (Cas. I, 1119 din 27 Iunie 1924. Jur. Rom. 17/924).

32. In virtutea efectului reprezentării în actele juridice, contractul încheiat de mandatar, în limitele puterilor sale legale sau convenționale, obligă pe mandant pentru toată durata contractului încheiat de mandatar, iar nu numai pentru timpul cât durează mandatul, aceasta pentru siguranța celor de al treilea, cari tratează cu un mandatar.

Prin urmare, contractul de locațiune de servicii, încheiat de un administrator sechestru cu un funcționar al unei fabrici puse sub sechestru, trebue să dureze pe tot timpul convenit, chiar dacă fabrica a fost scoasă de sub sechestru înainte de expirarea contractului. (C. Apel Buc. s. IV, 100 din 29 Oct. 1924, Bul. C. Apel. 6/925).

33. A se vedeà: art. 199, Index alfabetic și notele respective; art. 390 nota 8; art. 401 nota 1; art. 415 nota 1; art. 1166 nota 3; art. 1190 cu notele respective; art. 1537 cu notele respective.

Art. 1547. — Mandantul trebuie să desdauneze pe mandatar de anticipațiunile și spesele făcute pentru îndeplinirea mandatului și să-i plătească onorarul, dacă i s'a promis. (Civ. 966, 968, 991, 1190, 1534, 1540, 1545, 1548, 1550 urm.; C. com. 385—387 urm.; Civ. Fr. 1999 § 1).

Text. fr. Art. 1999 § 1. — Le mandant doit rembourser au mandataire les avances et frais que celui-ci a faits pour l'exécution du mandat, et lui payer ses salaires lorsqu'il en a été promis.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 649, 651;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat*, etc., 705 urm., 707, 715 urm., 863 urm.;
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 51, 52, nota 3, 267;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 706, 714, 723;
DALLOZ, *Rép.* Mandat, 318 urm.; *Suppl.* Mandat, 122 urm.;
GUILLOUARD, *Traité du prêt*, etc. 153-156, 158, 159, 167;
LAURENT, XXVIII, 8, 10, 21 28;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 439;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2249 urm.;
PONT, *Pet. contr.*, 1087, 1100.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 558, 600 urm., 608, 699; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 380); *Notă* sub Cas Fr., 7 Mart. 1920. Jurispr. Gen. 15/1924, No. 838;
BOTEZ CORNELIU, *„Despre experți și onorariul lor“*. Curier Jud. 44/1903;
NACU, III, p. 421;
PLASTARA GEORGE, *„Reducțiunea salarului excesiv al mandatarului“*. Curier Jud. 10 914, 19/1914;
RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. C. Apel Alger, 31 Dec. 1908. Dreptul 50/1911.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudență.

1. Mandantele trebue să desdauneze pe mandatar de spezele făcute în îndeplinirea mandatului său. Curtea care nu uzează de dreptul său suveran de a aprecià cuantumul acestor desdaunări sub motiv că mandatarul nu a produs acte justificative, violează principiile de lege asupra mandatului. (Cas. I, 86, Febr. 16/73, B. p. 24).

2. Deşi după dispoziţiunile codului civil mandatul poate fi revocat, totuşi legiuitorul dintr'un sentiment de echitate a prevăzut prin art. 1547 şi 1548 cod civil, că mandantul trebue să despăgubească pe mandatarul său de anticipaţiunile şi spezele făcute pentru îndeplinirea mandatului şi să-i plătească onorariul dacă i s'a promis, şi de această desdaunare mandantul nu poate să se scutescă, chiar când afacerea nu a reuşit, dacă nu se poate imputà mandatarului nici o culpă. (Trib. Ilfov Com. *Dr.* 78/913 p. 619).

3. Legiuitorul român nu a voit să deà putere de lege uzurilor comerciale şi această intenţiune a sa reese în mod învederat atât din faptul că în redactarea art. 1 din codul comercial a suprimat alineatul corespunzător din art. 1 din codul comercial italian, cât şi din desbaterile ce au avut loc în parlamentul ţărei cu ocazia votărei acestui cod, din care rezultă că comerţul ţărei noastre fiind de dată recentă şi neavând uzuri constante, ar fi un adevărat pericol admiterea lor cu putere de lege.

Prin urmare, Curtea de apel violează art. 1 din codul comercial şi interpretă şi aplică greşit art. 1547 şi 1548 c. civ., dela mandat, când stabileşte că între părţi s'a încheiat un contract de misitie care conform uzului ar fi revocabil şi nu ar conferì dreptul de onorariu misitului decât numai când afacerea s'a făcut prin mijlocirea lui. (Cas. III, decizia No. 490, din 13 Decembrie 1913; „Jurispr. Rom." 1914, p. 10).

4. Legiuitorul român nevrând să dea putere de lege uzurilor comerciale, a suprimat din art. 1 din cod com. rom. alineatul corespunzător din art. 1 al. cod. com. italian, astfel ca contractul de misitie fiind un contract nenumit dar având natura unui contract asemănător cu al mandatului salariat, trebue să i se aplice regulele de la acest mandat; prin urmare conf. dispoziţiilor art. 1547 cod. civil, mandantul trebue să plătească onorariul stipulat atunci când misitul a făcut toate demersurile pentru îndeplinirea mandatului său, aducând pe părţi până la desăvârşirea juridică a unui contract. (C. Apel Buc. s. II, 173 din 13 Nov. 1914. Jur. Gen. An. I No. 396).

5. Desfiinţarea contractului de mandat de către mandante, fără să se poată imputà vreo culpă mandantului, care şi-a îndeplinit în totul însărcinarea dată, nu poate atrage pentru dânsul pierderea onorariului şi a spezelor ce a făcut. (Cas. III, 353 914, Curier Jud. 14 915).

6. Actul juridic prin care o persoană însărcinează pe cineva să-i găsească bani cu împrumut şi să negocieze cu cei dispuşi a împrumutà, până când părţile cad de acord, este un mandat salariat.

Obligaţiunea unui asemenea mandatar constă în a găsì pe cel dispus să împrumute, a pune în legătură părţile doritoare de a contractà, a mijlocì pentru înlăturarea dificultăţilor, a stăruì, în fine, spre a se ajunge la încheerea convenţiunei. El, îndeplinindu-şi obligaţiunea, are dreptul la plata convenită, afară de rea credinţă şi fraudă; altminteri, el ar fi lăsat la bunul plac al mandantului, care l-ar puteà privà de plata muncei sale, ceeace este contra echităţei.

Partea care nu mai vreà să se prezinte la autenficarea unui contract de împrumut ipotecar fiindcă nu i-ar mai convenì procentele, este în culpă şi trebue să plătească onorariul intermediatorului. (Trib. Ilfov s. I, 176 din 1915. Dreptul 1915, p. 356).

7. Atât jurisprudenţa franceză cât şi cea română recunosc unanim că mandatul dat unei persoane a cărei profesiune este de a face de acele acte cari formează obiectul mandatului — cum e avocatul — nu este gratuit, afară numai dacă gratuitatea a fost expres stipulată, cu alte cuvinte este o prezumpţie ca plata unui onorar a fost tacit stipulat între părţi.

Raţiunea care a determinat instanţele judecătoreşti să se pronunţe în acest sens, se explică foarte uşor prin aceea că nu e admis ca cineva ar fi primit să facă afaceri de advocat, fără a presupune că în intenţia părţilor contractante — a mandantului şi a mandatarului — a fost de a da şi a primì un onorar. (C. Apel Buc. s. III, 8 din 24 Ian. 1920, Curier Jud. 28-29 920).

8. Din moment ce un advocat a făcut dovada că şi-a îndeplinit mandatul, proba plăţii onorariului încumbă mandantului. (Judec. ocol. Târgovişte 364 din 1 Nov. 1921, Curier Jud. 12 922).

9. In fapt: Intimatul în calitate de avocat, a cerut obligarea recurentului la plată de onorar, pentru servicii prestate cu ocaziunea unui împrumut ipotecar. Deşi recurentul a contestat existenţa unei obligaţiuni din partea sa, pretinzând că intimatul a fost avocatul creditorului ipotecar, instanţa de fond a admis acţiunea motivând că, atunci când un debitor contratează un împrumut ipotecar este sigur că el trebue să suporte taxele, cheltuelile, onorariul de avocat, el iar nu creditorul având interesul să complecteze actele pe care acesta i le pretinde. Recurs pentru violarea art. 1169 şi 1203 c. civ. Admitere.

In drept: Intimatul reclamând prin acţiunea sa plata onorariului la care pretinde că recurentul s'ar fi obligat faţă de dânsul, pentru serviciile ce i le-a prestat ca avocat, stabileşte ast-

fel legătura juridică dintre el și recurent pe baza unui contract de locațiune de servicii, a cărui dovada urmà să o facă conform regulilor de drept comun, prin act scris, din moment ce onorariul depășià suma de 55 lei.

Prin urmare numai violând art. 1169, 1191 și 1203 c. civ. Tribunalul a putut stabilì obligațiunea recurentului la plata onorariului de 15.000 le, pe care acesta îl contestă, bazându-se numai pe o simplă prezumpțiune, de altfel nejustificată că, actul de împrumut ipotecar servește exclusiv numai interesele debitorului. (Cas. I, dec. 84 din 25 Ianuarie 1924, Jurisprudența Generală 1924, No. 823).

10. Comisionul este datorit din momentul ce acordul de voințe s'a stabilit, fără ca intermediarul să garanteze și executarea convenției. (C. Apel Craiova s. I, 195 din 23 Sept. 1924. Justiția (Craiova) 13-14 924, Bul. C. Apel 15/924).

11. In cazul când o persoană se adreseaza unui advocat pentru a-i conduce și susține un proces fară să se fi precizat onorarul advocatului, fiecare din aceste părți se poate adresà instanțelor judecătorești pentru ca ulterior sa se fixeze cuantumul. In lipsa unui tarif unitar pentru onorariile advocaților, instanțele fixează acest onorar, apreciind asupra sumei pe care advocatul a adus-o în patrimoniul clientului său, asupra naturei juridice a chestiunei susținută, cât și asupra diligențelor puse de advocat în executarea mandatului. (Trib. Fălticeni 46 1925, Jur. Gen. 1925 No. 896).

12. A se vedeà: art. 966 notele 4, 8; art. 991, nota 8; art. 1309 notele 11, 12, 19; art. 1534 cu notele respective; art. 1546 cu notele respective.

Art. 1548. — Când nu se poate imputà mandatarului nici o culpă, mandantul nu poate să se scutească de asemenea desdaunare și plată, chiar când afacerea n'a reușit, nici să reducă suma cheltuelilor sau a anticipațiunilor pe cuvânt că ar fi putut fi mai mică. (Civ. 991, 1190, 1534, 1540, 1547, 1550 urm.; Civ. Fr. 1999 § 2).

Text. fr. Art. 1999 § 2. — S'il n'y a aucune faute imputable au mandataire, le mandant ne peut se dispenser de faire ces remboursement et paiement, lors même que l'affaire n'aurait pas réussi, ni faire réduire le montant des frais et avances sous le prétexte qu'ils pouvaient être moindres.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat,* etc., 704 urm., 714 urm., 726 urm., 865;
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 51, 52, nota 3, 267;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 706, 714, 723;
DALLOZ, *Rép.* Mandat, 318 urm.; *Suppl.* Mandat, 122 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 439;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2249 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO. IX, p. 558, 600 urm., 608, 699; (V, p. 348);
NACU, III, p. 422.

Jurisprudență.

1. Dacă mandantele are dreptul a revocà mandatul, învederat că mandatarul are dreptul la salariul stipulat, pentru că salariul trebue să fie plătit când s'a promis, conform art. 1547 însă mandatarul n'are dreptul la salariu când i se poate imputà o culpa, precum declară art. 1548, adică atunci când nu face ceeace el s'a obligat a face sau când face rău; mandatarul nu poate reclamà salariul atunci mai cu seamă când i se imputà dol sau fraudă. (Cas. I, 37, Apr. 17/84, B. p. 365).

2. Chiar în caz când revocarea mandatului a avut loc prin culpa mandatarului, acesta însă are drept la despăgubiri pentru lucrările făcute, dacă aceste lucrări au profitat mandantului. (Cas. I, 504/95 B. p. 1425).

3. Legiuitorul român nu a voit să deà putere de lege uzurilor comerciale și această intențiune a sa reese în mod învederat atât din faptul că în redactarea art. 1 din codul comercial a suprimat aliniatul corespunzător din art. 1 din codul comercial italian cât și din desbaterile ce au avut loc în Parlamentul țărei cu ocazia votărei acestui cod, din care rezultă că comertul țărei noastre fiind de dată recentă și

neavând uzuri constante, ar fi un adevărat pericol admiterea lor cu putere de lege.

Prin urmare, Curtea de apel violează art. 1 din codul comercial și interpretă și aplică greșit art. 1547 și 1548 c. civ., dela mandat, când stabilește că între părți s'a încheiat un contract de misitie care conform uzului ar fi revocabil și nu ar conferi dreptul de onorariu misitului decât numai când afacerea s'a făcut prin mijlocirea lui. (Cas. III, No. 490, 1913; Jurispr. Rom. 1914, p. 10).

Art. 1549. — Mandantul trebuie asemenea să desdauneze pe mandatar de pierderile suferite cu ocaziunea îndeplinirei însărcinărilor sale, dacă nu i se poate imputa nici o culpă. (Civ. 991, 1540, 1618; C. com. 109; Civ. Fr. 2000).

Text. fr. Art. 2000. — Le mandant doit aussi indemniser le mandataire des pertes que celui-ci a essuyées à l'occasion de sa gestion, sans imprudence qui lui soit imputable.

Doctrină străină.

Baudry et Wahl, *Des contrats aléatoires, mandat*, etc., 720, 722, 723;
Colin et Capitant, ed. 2-a, II, p. 565, 715;
Dalloz, *Rép.* Mandat, 361 urm.; *Suppl.* Mandat, 131.
Demogue, I, *Sources des Obligations*, III, p. 77;
Guillouard, *Traité du prêt*, etc. 174;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 440;
Planiol, II, ed. 3-a, No. 2249 urm.;
Troplong, *Traité du prêt*, etc., 672.

Doctrină românească.

Alexandresco, IX, p. 558, 600 urm., 608, 699; (V, p. 339; X, p. 156);
Nacu, III, p. 422.

Art. 1550. — Mandantul trebuie să plătească mandatarului dobânda sumelor anticipate socotită din ziua plăților probate. (Civ. 1088, 1278, 1279, 1514, 1907; C. com 386 urm.; Civ. Fr. 2001).

Text. fr. 2001. — L'intérêt des avances faites par le mandataire lui est du par le mandant, à dater du jour des avances constatées.

Doctrină străină.

Baudry et Wahl, *Des contrats aléatoires, mandat*, etc., 709-711;
Colin et Capitant, ed 2-a, I, p. 520; II, p. 92 192 487, 649, 714, 722; ed. 1-a, III, p. 589;
Dalloz, *Rép.* Mandat, 349 urm.; *Suppl* Mandat, 129 urm.;
Demogue, I, *Sources des obligations*, III, p. 75;
Guillouard. *Du prêt*, etc., 156, 157, 160, 161;
Laurent, XXVIII, 12. 12 bis, 16, 17;
Planiol. II, ed. 3-a, No 2249 urm.;
Pont, *Pet contr.*, I, 1092, 1093, 1096;
Troplong, *Du prêt*, etc., 677, 684.

Doctrină românească.

Alexandresco, IX, p. 558, 600 urm., 608, 699; (III, part. II, ed. 2-a, p. 669; V, p. 332, 333, 340, 345 n. 2, 533, 534; VI, p 426 t. și n. 2, 443 n. 1; X, p. 156);
Cantacuzino Matei, p. 420, 447;
Nacu, II, p. 490, 581, 631; III, p 422.

Art. 1551. — Când mai multe persoane, pentru o afacere comună, au numit un mandatar, fiecare din ele este răspunzător solidar pentru toate efectele mandatului. (Civ. 1039 urm., 1062, 1543, 1547, 1548, 1671; C. com. 389, 393; Civ. Fr. 2002).

Text. fr. Art. 2002. — Lorsque le mandataire a été constitué par plusieurs personnes pour une affaire commune, chacune d'elles est tenue solidairement envers lui de tous les effets du mandat.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat*, etc., 756-760;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 181, 707, 715, 723;
DALLOZ, *Rép.* Mandat, 373 urm.; *Suppl.* Mandat, 132 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 79;
DEMOLOMBE, XXVI, 258;
GUILLOUARD, *Du prêt*, etc., 177, 178;
LAURENT, XXVIII, 35, 37 urm., 41;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 440;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2250;
PONT, *Pet. contr.*, I, 853, 1124-1126, 1129;
TROPLONG, *Du prêt*, etc., 688 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 594 urm., 596; (V, p. 349; X, p. 164;
CANTACUZINO MATEI, p. 530;
LĂZĂRESCU EM. ALEXANDRU, *Despre idea de subrogaţiune*, p. 69;
NACU, II, p. 490, 566; III, p. 423.

Jurisprudenţă.

1. Principiul solidarităţii consacrat în materie de mandat de art. 1551 Cod. civil nu este aplicabil şi în materie de sechestru judiciar, căci responsabilitatea regulamentată de dispoziţiile acestui articol prevede ipoteza unui mandat voluntar şi nu se poate aplicà prin analogie la mandatul judiciar, pentru care legea nu a decretat responsabilitatea solidară a mandanţilor. (Trib. Ilfov II, *Dr.* 9/900).

2. Convenţia făcută de un client cu un avocat ca să-i apere interesele într'un proces în schimbul unui onorariu, conţine un mandat dat acelui avocat. Prin urmare, când se constată că convenţia este făcută între mai mulţi clienţi, cari au interese comune de o parte şi avocatul de cealaltă parte, această comunitate de interese atrage, pentru plata onorariului avocatului, solidaritatea prevăzută de art. 1551 din codul civil. (Cas. I, 11 Iunie 1908, B. p. 1066).

CAPITOLUL IV.

Despre diferitele moduri după cari mandatul încetează.

Art. 1552. — Mandatul se stinge:

1. Prin revocaţia mandatarului;

2. Prin renunţarea mandatarului la mandat;

3. Prin moartea, interdicţiunea, nesolvabilitatea şi falimentul ori a mandantului, ori a mandatarului. (Civ. 447, 448, 988, 1514, 1539, 1553 urm., 1557, 1559; Pr. civ. 254; C. com. 390 urm.; Civ. Fr. 2003).

Text. fr. Art. 2003. — Le mandat finit:

Par la révocation du mandataire;

Par la renonciation de celui-ci au mandat;

Par la mort naturelle ou civile, l'interdiction ou la déconfiture, soit du mandant, soit du mandataire.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 654;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat*, etc., 834, 835, 837-841 urm., 846-850;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 76, 312, 350, nota 1, 718; ed. 1-a, III, p. 135, 898;
DALLOZ, *Rép.* Mandat, 418 urm.; *Suppl.* Mandat, 161 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 51;

GUILLOUARD, *Du prêt*, etc., 231, 232, 237, 240-243, 245-247;
LAURENT, XXVIII, 82, 88, 92;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 440, 441;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2261, 2263;
PONT, *Pet contr.*, I, 1137, 1138, 1153;
TROPLONG, *Du prêt*, etc., 741, 743, 759, 760, 765, 825.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 612 urm., 618, 624; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 349, 352, 388, 390; V, p. 326; VIII, part. I, ed. 2 a, p. 501, n. 1, 625); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 186, 219;
CANTACUZINO MATEI, p. 464;
NACU, III, p. 425.

Jurisprudență.

1. Principiul neretroactivității are de scop conservarea drepturilor dobândite. De aceea când legea nouă desființează o persoană morală creată de legea veche, încetează și mandatul celui ce o reprezinta, caci acì nu se vatămă nici un drept dobândit. (Cas. I, 198, Mai 18 71, B. p. 95).

2. Intre alte cazuri mandatul se desființează și prin consumarea afacerii de către mandatar, conform mandatului ce a avut de la mandantele său, și mandantele nu mai poate fi supus la vre-o răspundere pentru faptele posterioare ale fostului sau mandatar. (Cas. I, 347, Oct. 24 75, B. p. 280).

3. Mandatul încetează prin revocare din partea mandantelui, fie mandatul gratuit, fie mandatul salariat, pentru că în această pr vința legea nu distinge între mandatul gratuit și mandatul salariat, ceea ce rezulta din art. 1552 al. I și art. 1553. (Cas. II, 37/Apr. 17/84, B. p. 365).

4 Mandatarul nu este în drept a cere ca mandantul să-și execute pe viitor obligațiunea luată, când prin reaua sa credința a provocat revocațiunea mandatului. El este însă în drept a cere despăgubiri pentru cheltuelile și munca sa, dacă mandantul a realizat un beneficiu. Mandatarul poate dovedì cu martori acest drept, oricare ar fi suma, dacă mandantul prin faptul său l-a privat de actele necesare. (Apel Craiova II *Dr.* 36 95).

5. a) Raportul juridic ce se stabilește între un client și advocatul său când acesta din urmă este însarcinat cu reprezentarea și susținerea intereselor clientului, nu constitue o locație de servicii, ci un adevărat mandat care se poate revocà.

b) In deosebire de locațiune de servicii, unde locatarul de servicii deșì lucrează pe contul patronului, însă nu lucrează în numele lui și nici nu-l reprezintă, advocatul, în îndeplinirea însărcinărei date din partea clientului său, lucrează. în numele și pe contul acestuia și îl reprezintă pe acesta cât timp își păstrează mandatul.

c) Când mandatul este dat atât în interesul mandantului cât și al mandatarului, adică atunci când acesta din urmă este un *procurator in rem suam*, mandatul nu poate fi revocat de către mandant fără consimțământul mandatarului, pe când atunci când mandatul este dat numai în interesul mandantului, mandatul poate fi oricând revocat exclusiv de mandant, fără a puteà ridicà vreo pretențiune mandatarul, decât numai dacă mandatul i-a fost retras în mod intempestiv și ofensător pentru dânsul. (Apel Buc. I, No. 123, 1913, Dreptul 1914, p. 29).

6. Drepturile administratorului sequestru, numit conform legei referitoare la supușii statelor cu cari România se gasește în stare de război, nu sunt aceleași ca ale mandatarilor numiți de părți.

Astfel, nu se poate susține că hotărîrea de rezilierea contractului de închiriere, obținută de proprietar, în contra unui administrator-sequestru al averii unui supus strain, disparut din imobilul închiriat, ar fi nula, de oarece supusul strain se află încetat din viață la data intentarii acțiunei. și deci mandatul sechestrului încetase, conform art. 1552 c. civ. Chiar de s'ar admite în mod ipotetic că drepturile acestor două feluri de mandatari sunt aceleași, încă, în speță, nu s'a pretins cel puțin că administratorul-sechestru a avut cunoștință de încetarea din viață a supusului străin, pentru ca actele sechestrului să nu mai poată fi opozabile mandantelui sau moștenitorilor săi conform art. 1557 c. civ. (Cas. I, No. 58, 1920; Jurispr. Rom. 1920, p. 219).

7. Legea dispunând prin art. 1552 al. 3 cod civil, fără distincțiune că mandatul se stinge prin interdicția mandantului sau mandatarului, se înțelege prin aceasta atât interdicția legală cât și aceà judiciară, astfel că aceiași soluțiune trebuind să fie întinsă la orice schimbare a stărei și capacității mandantului, motivele fiind aceleași și într'un caz și într'altul, urmează că prin căsătoria femeiei mandante, ea fiind atrasă de o incapacitate legală și mandatul dat de dânsa se stinge prin

schimbarea stărei civile și a capacității sale. (Cas. II, 544 din 9 Dec. 1924. Jur. Rom. 6/925. Pand. Rom. 1925, III, 62).

8. A se vedeà: art. 991 nota 8; art. 1553 cu notele respective; art. 1557 cu notele respective.

Art. 1553. — Mandantul poate când voește, revocà mandatul, și constrânge, la caz, pe mandatar de a-i remite înscrisul de împuternicire. (Civ. 1514, 1555; Pr. civ. 74; C. com. 399. Civ. Fr. 2004).

Text. fr. Art. 2004. — Le mandant peut révoquer sa procuration quand bon lui semble, et contraindre, s'il y a lieu, le mandataire à lui remettre, soit l'écrit sous seing privé qui la contient, soit l'original de la procuration, si elle a été délivrée en brevet, soit l'expédition, s'il en a été gardé minute.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 649, 652, 653;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat*, etc., 810, 812, 818, 820 urm., 852;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 598, 716, 717;
DALLOZ, *Rép.* Mandat, 423 urm.; *Suppl.* Mandat, 163 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, IV, p. 349;
GUILLOUARD, *Du prêt*, etc., 167, 215, 216 urm., 222, 225, 228;
LAURENT, XXVIII, 86, 97, 104, 105;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 440;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2257;
PONT, *Pet. contr.*, I, 719, 1107, 1159, 1163;
TROPLONG, *Du prêt*, etc., 119, 718, 766.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 613 urm., 626; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 625);
ANTIM ST., *Notă* sub. Trib. Ilfov s. III, 612 din 4 Ian. 1924. Pand. Rom. 1924, II, 200;
ELIAS R., *Nota* sub. Cas. I, 656 din 13 Mart. 1925. Pand. Rom. 1925-I-175;
NACU, III, p. 425;
RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Cas. Belg., 26 Febr. 1909. Dreptul 79/909.

Jurisprudență.

1. Decretul de destituirea unui funcționar nu poate fi invocat de minister cu putere retroactivă în privința poprirei lefei unui funcționar pe timpul trecut cât dânsul a lucrat în aceà calitate. (Cas. I, 8, Ian. 14/76. B. p. 8).

2. Mandatul are de obiect principal interesul mandantului, și stipulațiunea unui salariu nu face ca mandatul să fie considerat legalmente și în interesul mandatarului. Prin urmare, mandatul salariat poate întocmai ca și mandatul gratuit să fie revocat după voința mandantului, și în acest caz mandantul nefăcând alt de cât a-și exercità un drept ce i se confere de lege, nu datorește mandatarului nici o indemnitate, de oare ce cine uzează de dreptul său nu se poate zice legalmente că vatămă pe altul. O asemenea indemnitate nu s'ar datorà mandatarului de cât în virtutea unei convențiuni exprese sau tacite, legea ne oprind ca părțile să stipuleze o indemnitate oarecare în caz de revocațiune intempestivă a mandatului. Numai în cazul când mandatul este dat în execuțiunea unei convențiuni în care amândouă părțile au interes identic, mandatul urmează a fi revocat prin comunul acord al părților (arg. din art. 1514). (Trib. Ilfov, com., Iun. 20/83, *Dr.* 59/83).

3. O bancă care angajează pe un reprezentant al său în condițiuni determinate și se obligă a nu-l revocà de cât în cazuri anume determinate, dacă îl revocă în afară din acele cazuri e responsabilă de daune, care daune conform art. 1084, cuprind perderile suferite și beneficiile de care a fost lipsit. Insă nu se poate susține că daunele ce a suferit și beneficiile de care a fost privat agentul se ridică la întreaga sumă ce dânsul aveà fixată ca salariu, ci la o sumă ce rămâne a se aprecià de instanța de judecată. (Apel Focșani, II, Noembr. 29/84, *Dr.* 3/84).

4. Revocațiunea mandatului poate să fie expresă, adică făcută direct de mandante și adresată mandatarului declarând că-i retrage puterile ce i-au fost conferite; poate să fie și tacită, adică manifestată prin acte sau fapte cari implică din partea mandantelui voința de a revocà; art. 206 dă un exemplu de revocațiune tacită. In ori ce ipoteză însă trebue ca schimbarea de voință să rezulte fără echivocitate din actul

de revocațiune, ceea ce va fi totdeauna recunoscut fără dificultate în actele de revocațiune expresă, dar nu va fi astfel când se va găsi în prezența unor acte susceptibile prin ele însăși a prezumă mandatul tacit. (Apel Iași, I, 54, Mart. 22 84, *Dr.* 68/84).

5. Faptul menționărei clauzei de irevocabilitatea în un mandat nu ridică acestui act caracterul de mandat, de oarece revocabilitatea mandatului e de natura, iar nu de esența acestui contract. (Cas. I, 372, Dec. 1/89, B. p. 1013).

6. Mandatul înserat într'un contract sinalagmatic de locațiune de servicii, în interesul mandatarului, tocmai în scopul executării acestui contract, face parte integrantă dintr'însul și prin urmare încetează de a fi revocabil prin voința numai a părții de la care emană, devenind irevocabil ca și convențiunea în care e înserat, ale cărei condițiuni le urmează în totul. (Trib. Ilfov s. III, 612 din 4 Ian. 1924. Jur. Gen. 1924 No. 200).

7. Mandatul prin esența lui este revocabil. Retragerea lui din partea mandantului, chiar arbitrară, nu îndreptățește pe mandatar de cât să ceară daune, iar nu să pretindă, fie și prin acțiune principală — cu atât mai puțin pe cale de référé — a fi reintegrat în situațiunea de mandatar. (Cas. I, 656 din 13 Martie 1925, Pandectele Săptămânale 7/1925, Pand. Rom. 1925, I, 175, Jur. Român, 13/925).

8. La baza ori cărui mandat existând faptul sufletesc al încrederei pe care mandantul o acordă mandatarului, de aci urmează că, mandatul chiar retribuit, este esențialmente revocabil, el neputând ființă de cât atât timp cât există, încrederea mandantelui, — iar mandatul retras pe nedrept, dă drept mandatarului numai la o acțiune în daune. (Cas. I, 187 din 27 Ianuarie 1925, Curier Jud. 28/1925).

9. A se vedeà: art. 1552, notele 3, 5.

Art. 1554. — Revocațiunea mandatului, notificată numai mandatarului, nu se poate opune unei alte persoane care în neștiință de aceasta, a contractat cu dânsul cu bună credință; în acest caz mandantul are recurs contra mandatarului său. (Civ. 973, 1539, 1546, 1553; Pr. civ. 70, 94; L. jud. oc. 74; Civ. Fr. 2005).

Text. fr. Art. 2005. — La révocation notifiée au seul mandataire ne peut être opposée aux tiers qui ont traité dans l'ignorance de cette révocation, sauf au mandant son recours contre le mandataire.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat*, etc., 869, 870;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 717;
DALLOZ, *Rép.* Mandat, 431, 432, 446 urm.; *Suppl.* Mandat, 176;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 260; II, p. 193.
GUILLOUARD, *Du prêt*, etc., 212 bis, 220;
LAURENT, XXVIII, 113;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2259.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO. XI, p. 616, 617 urm.; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 625 n. 3);
PETIT EUGEN, *Nota* sub. Cas. II, 544 din 9 Dec. 1924. Jur. Gen. 1925, No. 858;
STĂNESCU P. IOAN, *Notă* sub. Cas. II, 544 din 9 Dec. 1924. Jur. Gen. 1925, No. 588.

Jurisprudență.

1. Revocațiunea mandatului din partea mandantului nu se poate opune terțiilor persoane de bună credință, care au contractat cu mandatarul. Efectul revocațiunei, necunoscută de terții, se mărginește între mandant și mandatar. Mandatarul rămâne responsabil către mandant de lucrările făcute în urma revocațiunei mandatului său. (Cas. II, 219 98, B. p. 1084).

2. Revocațiunea unui mandat nu poate aveà nici un efect contra unui terțiu care, neavând cunoștiință de aceasta, a contractat de bună credință.

In acest caz, mandantului îi rămâne numai dreptul de recurs contra mandatarului care s'a folosit de un mandat revocat, potrivit art. 1554 c. civil. (Trib. Tutova 17 Mart. 1909. *Dr.* 15/910, p. 121).

3. a) Potrivit art. 1554 c. civ. revocarea mandatului notificată numai mandatarului nu se poate opune altor per-

soane cari în neştiinţa de această revocare au contractat cu un astfel de mandatar.

b) Publicarea revocărei mandatului prin Monitorul Ofic., nu creează o prezumpţie legală din care să se deducă cunoaşterea acestei revocări de către terţii contractanţi şi mandantul trebue să facă dovadă în fapt că acel ce a contractat cu fostul său mandatar a avut cunoştiinţă de revocarea mandatului. (C. Apel Buc. s. III, 212 din 1 Oct. 921. Dreptul 17/922).

4. A se vedeà: art. 1558 nota 2.

Art. 1555. — Numirea unui nou mandatar pentru aceeaşi afacere, cuprinde în sine revocaţiunea mandatului dat celui întâi, din ziua în care i s'a notificat. (Civ. 922, 1202, 1554 urm.; Civ. Fr. 2006).

Text. fr. Art. 2006. — La constitution d'un nouveau mandataire pour la même affaire, vaut révocation du premier, à compter du jour où elle a été notifiée à celui-ci.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 655.
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat*, etc., 823, 825, 826;
DALLOZ, *Rép.* Mandat, 435 urm.; *Suppl.* Mandat, 173;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 200;
GUILLOUARD, *Du prêt*, etc., 219, 220;
LAURENT, XXVIII, 102;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 440;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2258;
PONT, *Pet. contr.*, I, 1161, 1162;
TROPLONG, *Du prêt*, etc., 787, 788.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 616, 617 urm.;
NACU, III, p. 425.

Jurisprudenţă.

1. Dacă prin contract advocatul s'a obligat de a apărà nişte procese ce aveà clientul înaintea tuturor instanţelor, primind plata totală în sumă de, făra a îndeplinì această obligaţiune, de oarece fiind chemat de client de a apărà unul din acele procese înaintea curţii de apel în unire cu alt advocat, advocatul prin epistolă refuză într'un mod expres de a merge după angajament să apere procesul sub motiv că nu voeşte a pledà alăturea cu un alt advocat, susceptibilitatea pe care nu o pusese în vedere clientului la angajamentul ce luase, şi cum nici prin convenţiunea formată între părţi, nici prin lege clientul nu erà proibit de a luà atâţi advocaţi câţi găseà necesar în apărarea proceselor ce aveà dânsul, mai luând un alt advocat, prin aceasta n'a revocat mandatul ce aveà dat primului, de oarece l-a învitat a venì în apararea procesului, iar nu că-i notificà numai numirea unui alt mandatar în locu-i, caz când numai ar fi putut intrà sub previziunile art. 1555. (Cas. I, 26 Ian. 23/74, B. p. 25).

Art. 1556. — Mandatarul poate renunţà la mandat notificând mandantului renunţarea sa.

In aşa caz mandatarul rămâne către mandante răspunzător de daune, dacă renunţarea sa le căşunează, afară numai când el se aflà în neputinţă de a-şi continua mandatul fără o daună însemnătoare. (Civ. 978 urm., 987 urm., 998, 1081 urm., 1539, 1552; C. com. 391, 399; Civ. Fr. 2007).

Text. fr. Art. 2007. — Le mandataire peut renoncer au mandat, en notifiant au mandant sa renonciation.

Néanmoins, si cette renonciation préjudicie au mandant, il devra en être indemnisé par le mandataire, à moins que celui-ci ne se trouve dans l'impossibilité de continuer le mandat sans en éprouver lui-même un préjudice considérable.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 653;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat*, etc., 828-830;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 598, 716, 717, 722; ed. 1-a, III, p. 898, 903;
DALLOZ, *Rép.* Mandat, 480 urm.; *Suppl.* Mandat, 192 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 70;
GUILLOUARD, *Du prêt*, etc., 227-229;
LAURENT, XXVIII, 107;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 439, 440;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2260.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 618 urm.; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 351); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 186;
CANTACUZINO MATEI, p. 360;
NACU, III, p. 426.

Jurisprudenţă.

1. Simpla declaraţie a mandatarului unei părţi litigante, cum că nu mai este mandatarul acelei persoane, nu poate face să înceteze de a fi considerat ca atare faţă cu partea protivnică, pe cât timp dânsa n'a fost încunoştiinţată de această renunţare la mandat în timp util. Astfel, comunicarea unei còpii de hotărîre făcută în persoana mandatarului, care erà în drept a primì asemenea còpii, este bine făcută, dacă partea adversă, care a făcut această comunicare, n'a fost încunoştiinţată la timp, adică înainte de această comunicare, că s'a retras procura mandatarului sau că mandatarul a renunţat la acest mandat, şi, ca consecinţă, recursul făcut peste termen dela această comunicare a còpiei după hotărîrea atacată cu recurs este neadmisibil, fiind tardiv. (Cas. I, 319 900, B. p. 1025).

Art. 1557. — E valid aceeace face mandatarul în numele mandantului, atât timp cât nu cunoaşte moartea lui, sau existenţa unei din cauzele ce desfiinţează mandatul. (Civ. 1539, 1558; Civ. Fr. 2008).

Text. fr. Art. 2008. — Si le mandataire ignore la mort du mandant, ou l'une des autres causes qui font cesser le mandat, ce qu'il a fait dans cette ignorance est valide.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat*, etc. 496, 861;
DALLOZ, *Rép.* Mandat, 466 urm.; *Suppl.* Mandat, 178;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 200; II, p. 193;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 442;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2264.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 515 *nota*, 616, 627 urm.; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 626 n. 3);
DUMITRESCU A. M., II, 97;
NACU, III, p. 428;
PETIT EUGEN, *Nota* sub. Cas. II, 544 din 9 Dec. 1924, Jur. Gen. 1925 No. 858;
STĂNESCU P. IOAN, *Notă* sub. Cas. II. 544 din 9 Dec. 1924. Jur. Gen. 1925, No. 588.

Jurisprudenţă.

1. Din combinaţiunea şi apropierea art. 1557 şi 1558 rezultă evident că legiuitorul a înţeles a declară de valabile nu numai contractele, ci şi toate actele în genere petrecute între mandatar şi terţii de bună credinţă, când ei au ignorat moartea sau interdicţiunea mandantelui. (Apel Buc. II, 192, Aug. 25 81, *Dr.* 68/81).

2. Interdicţiunea, moartea, etc. a mandantelui fac în adevăr să înceteze mandatul, dar numai din momentul când cauzele care fac să se stingă acel mandat (moartea, interdicţiunea, etc.) au fost cunoscute de mandatar şi mai cu seamă de cei de al treilea contractanţi de bună credinţă. Prin urmare, sunt valide toate actele făcute de mandatar şi contractările lui cu cei de al treilea de bună credinţă, atât timp cât

ei au ignorat cauza desființărei acelui mandat (art. 1557 și 1558). (Apel Buc. II, 192, Aug. 25/81, *Dr*. 68/81).

3. Art. 1557 și 1558 recunosc validitatea mandatului și contractările facute de mandatar cu cei de al treilea în cazurile când nu s'a cunoscut încetarea mandatului. Astfel fiind, orice acte petrecute între mandatar și cei de al treilea fără osebire, prin urmare și actele de procedură sunt valabile în cazurile prevăzute de aceste articole. (Cas. I, 134/Apr. 24/82, B. p. 425).

4. Funcționarii, în exercițiul atribuțiunilor ce le conferă funcțiunea lor, sunt considerați ca niște mandatari ai Regelui și prin urmare li se aplică principiile generale ale mandatului. Și dacă funcțiunea, ca și mandatul, trebue să înceteze prin revocațiune, de oare ce ambele depind de voința constituantului, totuși este de principiu că revocațiunea nu face să înceteze mandatul de cât atunci când actul de revocațiune a parvenit la cunoștința mandatarului; până atunci revocațiunea este fără efect, și dar tot ce mandatarul a făcut în necunoștința revocațiunei puterilor sale este valabil. (Cas. I, 92/Apr. 5 88, B. p. 327).

5. Contractările făcute de un mandatar sunt valide, pe cât timp dânsul nu a avut cunoștință de moartea mandantului și când a fost încheiat cu un terțiu de bună credință. (Cas. I, 44/97, B. p. 137).

6. Potrivit dispozițiunilor art. 1557 din codul civil, e valid ceeace face mandatarul în numele mandantelui atât timp cât nu cunoaște moartea lui.

Prin urmare, hotărîrea obținută de o parte de bună credință contra mandatarului este opozabila moștenitorilor mandantelui. (Cas. I, 17 Martie 1906, B. p. 500).

7. Atât timp cât mandatarul nu cunoștea existența cauzei care desființă mandatul, toate actele făcute în numele mandatarului precum și contractările făcute cu cei de al treilea de bună credință sunt valabile. (Apel Iași II, 1914; Dreptul 1914, p. 388).

8. In principiu este cunoscut că mandatul încetează prin moartea mandantului, dar această încetare nu are loc de drept ci mandatul continuă atât în ce privește pe părți cât și pe terți conform art. 1557 c. civ., până ce se cunoaște moartea mandantului și chiar până la terminarea afacerei în curs. (Trib. Roman 13 Iulie 1920, Dreptul 31, 1921).

9. Drepturile administratorului sequestru, numit conform legii referitoare la supușii statelor cu care România se găsește în stare de răsboiu, nu sunt aceleași ca ale mandatarilor numiți de părți.

Astfel, nu se poate susține că hotărîrea de reziliere a contractului de închiriere, obținută de proprietar, în contra unui administrator-sequestru al averii unui supus străin, dispărut din imobilul închiriat, ar fi nulă, deoarece supusul străin, se află încetat din viață la data intentării acțiunii și deci mandatul sechestrului încetase, conform art. 1552 c. civ. Chiar de s'ar admite în mod ipotetic că drepturile acestor două feluri de mandatari sunt aceleași, încă, în speță, nu s'a pretins cel puțin că administratorul-sechestru a avut cunoștință de încetarea din viață a supusului străin, pentru ca actele sechestrului să nu mai poată fi opozabile mandantelui sau moștenitorilor săi, conform art. 1557 c. civ. (Cas. I, No. 58, 1920; Jurispr. Rom. 1920, p. 219).

10. A se vedeà: art. 1558 nota 2.

Art. 1558. — In cazurile arătate în articolul precedent, sunt valide contractările mandatarului cu al treilea persoane cari sunt de bună credință. (Civ. 1544, 1554, 1557, 1898; Civ. Fr. 2009).

Text. fr. Art. 2009. — Dans les cas ci-dessus, les engagements du mandataire sont exécutés à l'égard des tiers qui sont de bonne foi.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat*, etc., 869, 870;
DALLOZ, *Rép.* Mandat, 431, 432, 446 urm.; *Suppl.* Mandat, 176;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I. p. 232; II, p. 193;
GUILLOUARD, *Du prêt*, etc., 212 bis, 220;
LAURENT, XXVIII, 113;
MOURLON, ed. 7-a, p. 442;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2264.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 515 *nota*, 616, 627 urm.;
NACU, III, p. 428;
PETIT EUGEN, *Nota* sub. Cas. II, 544 din 9 Dec. 1924. Jur. Gen. 1925, No. 858;
STĂNESCU P. IOAN, *Notă* sub. Cas. II, 544 din 9 Dec. 1924. Jur. Gen. 1925, No. 588;

Jurisprudenţă.

1. Potrivit art. 1558 codul civil sunt valide contractările mandatarului cu cei de al treilea, cari sunt de bună credinţă şi n'au cunoscut încetarea mandatului.

Prin urmare, cel ce aleagă că cumpărătorul ştià că mandatul procuratorului vânzătorului încetase prin moartea mandantelui, este dator să dovedească aceasta înaintea instanţei de fond. (Cas. I, 5 Aprilie 1910, B. p. 588).

2. Deşi din faptul că art. 1558 se referă în această privinţă la art. 1557, care cere pentru validitatea actelor încheiate cu terţii de bună credinţă, ca mandatarul să fi contractat în necunoştinţa încetării mandatului, s'ar păreà că şi mandatarul trebue să fi fost de bună credinţă; totuşi din combinaţia art. 1558 cu 1554 codul civil, rezultă că contractele încheiate cu terţii de bună credinţă sunt valabile şi deci opozabile mandantului, chiar dacă mandatarul ar fi cunoscut cauza încetării mandatului, de oarece singur mandantul este vinovat de a fi încredinţat puterile sale unei persoane care a abuzat de ele, pe când terţii, de vreme ce n'au cunoscut cauza încetării mandatului, n'au nici o culpă şi nu pot fi prejudiciaţi în interesele lor, pentru culpa altora. (Cas. II, 544 din 9 Dec. 1924, Jur. Rom. 6/925, Pand. Rom. 1925, III, 62).

3. A se vedeà; art. 1557 cu notele respective.

Art. 1559. — In caz de moarte a mandatarului, erezii lui trebuie să înştiinţeze pe mandant, şi până atuncea să îngrijească de ceeace împrejurările reclamă pentru interesele acestuia. (Civ. 369, 653, 987, 988; C. com. 391; Civ. Fr. 2010).

Text. fr. Art. 2010. — En cas de mort du mandataire, ses héritiers doivent en donner avis au mandant, et pourvoir, en attendant, à ce que les circonstances exigent pour l'intérêt de celui-ci.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat*, etc., 836, 857;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 717; ed. 1-a, III, p. 897;
DALLOZ, *Rép.* Mandat, 488 urm.; *Suppl.* Mandat, 195;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 204;
GLASSON, II, p. 292;
GUILLOUARD, *Du prêt*, etc., 238, 239;
LAURENT, XXVIII, 85;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 441;
PLANIOL, II, ed. 3 a, No. 2262;
PONT, *Pet. contr.* I, 1185.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 623 urm.; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 389);
NACU, III, p. 427.

TITLUL X.

Despre comodat.

CAPITOLUL I.

Despre natura comodatului.

Art. 1560. — Comodatul este un contract prin care cineva împrumută altui un lucru spre a se servì de dânsul, cu îndatorire de a-l înapoià. (Civ. 1100 urm., 1561 urm., 1570; L. Timbr. 19 § 18; Civ. Fr. 1875).

Text. fr. Art. 1875. — Le prêt à usage ou commodat est un contrat par lequel l'une des parties livre une chose à l'autre pour s'en servir, à la charge par le preneur de la rendre après s'en être servi.

Doctrină străină.

Aubry et Rau, IV, p. 595, § 391, nº 6;
Baudry et Wahl, *De la société, du prêt*, etc., 615 urm., 618, 630 urm.;
Colin et Capitant, ed. 2-a, II, p. 261, 636;
Dalloz, *Rép.* Prêt, 10 urm.; *Suppl.* Prêt, 5;
Demogue, I, *Sources des Obligations*, II, p. 68;
Guillouard, *Du prêt* etc., 10, 12, 19, 20, 22;
Huc, XI, 154;
Laurent, XXVI, 458, 462;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 361, 364 urm.;
Pont, *Pet. contr.*, I, 30, 55, 56;
Troplong, *Du prêt*, etc., 55 urm., 58 urm.

Doctrină românească.

Alexandresco, IX, p. 637 urm., 663, 664 n. 3, 683; (VI, p. 491 nota); *„Obligația împrumutatului de a restituì lucrul împrumutat"*. Dreptul 79/1909; *Observație* sub. Cas. I, 633 din 10 Dec. 1920. Pand. Rom. 1923-I-270;
Nacu, III, p. 431, 432.

Art. 1561. — Comodatul este esențial gratuit. (Civ. 946, 1411, 1587; Civ. Fr. 1876).

Text. fr. Art. 1876. — Ce prêt est essentiellement gratuit.

Doctrină străină.

Baudry et Wahl, *De la société, du prêt*, etc., 606;
Colin et Capitant, ed. 2-a, II, p. 637;
Dalloz, *Rép.* Prêt, 22 urm.;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 364 urm.;
Planiol, II, ed. 3-a, No. 2054.

Doctrină românească.

Alexandresco, IX, p. 637 urm., 663, 664 n. 3, 683; (V, p. 330); *Observație* sub. Cas. I, 633 din 10 Dec. 1920. Pand. Rom. 1923-I-270;
Nacu, III, p. 317, 431, 432.

Art. 1562. — Imprumutătorul rămâne proprietar lucrului dat împrumut. (Civ. 1564 urm., 1567, 1577; Civ. Fr. 1877).

Text fr. Art. 1877. — Le prêteur demeure propriétaire de la chose prêtée.

Doctrină străină.

Baudry et Wahl, *De la société, du prêt*, etc., 620, 676 urm.;
Dalloz, *Rép.* Prêt, 25, 39 urm.;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 361, 364 urm.

Doctrină românească.

Alexandresco, IX, p. 637 urm., 663, 664 n. 3, 683; *Observație* sub. Cas. I, 633 din 10 Dec. 1920. Pand. Rom. 1923-I-270;
Nacu, III, p. 431, 432.

Art. 1563. — Obligațiunile ce se formează în puterea comodatului trec la erezii comodantului și ai comodatarului.

Dacă însă împrumutarea s'a făcut în privința numai a comodatarului și numai persoanei lui, erezii lui nu pot să continue a se folosì de lucrul împrumutat. (Civ. 1560; Civ. Fr. 1879).

Text fr. Art. 1879. — Les engagements qui se forment par le commodat, passent aux héritiers de celui qui prête, et aux héritiers de celui qui emprunte.
Mais si l'on n'a prêté qu'en considération de l'emprunteur, et à lui personnellement, alors ses héritiers ne peuvent continuer de jouir de la chose prêtée.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt*, etc., 678-680;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 756;
DALLOZ, *Rép.* Prêt, 31 urm.; *Suppl.* Prêt, 6;
GUILLOUARD, *Du prêt*, etc., 13. 23, 29;
HUC, XI. 156, 157;
LAURENT, XXVI, 455;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 364 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 637 urm., 663, 664 n. 3, 683; *Observație* sub. Cas. I, 633 din 10 Dec. 1920. Pand. Rom. 1923-I-270;
NACU, III, p. 433.

CAPITOLUL II.

Despre obligațiunile comodatarului.

Art. 1564. — Comodatarul este dator să îngrijească, ca un bun proprietar, de conservarea lucrului împrumutat, și nu poate să se servească decât la trebuința determinată prin natura lui, sau prin convențiune. sub pedeapsă de a plăti daune interese, de se cuvine. (Civ. 970, 1084, 1429, 1565 urm.; Civ. Fr. 1880).

Text. fr. Art. 1880. — L'emprunteur est tenu de veiller en bon père de famille à la garde et à la conservation de la chose prêtée. Il ne peut s'en servir qu'à l'usage déterminé par sa nature ou par la convention; le tout à peine de dommages-intérêts, s'il y a lieu.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt*, etc., 635 urm., 648, 649;
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 336;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 638;
DALLOZ, *Rép.* Prêt, 63 urm.; *Suppl.* Prêt, 12;
DEMOGUE, I. *Sources des Obligations*, I, p. 281;
GUILLOUARD, *Du prêt*, etc., 28, 32, 34;
HUC, XI, 159;
LAURENT, XXVI, 467;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 367, 370;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2055;
PONT, *Pet. contr.*, I, 70;
TROPLONG, *Du prêt*, etc., 98.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 647, 648, 653, 654; (VI, p. 322); *Observație* sub. Cas. I, 633 din 10 Dec. 1920. Pand. Rom. 1923-I-270;
CANTACUZINO MATEI, p. 441;
NACU, III, p. 434.

Art. 1565. — Dacă comodatarul se servește de lucru la o altă trebuință, ori pentru un timp mai îndelungat decât se cuvine, atunci rămâne răspunzător de pierderea cășunată chiar prin caz fortuit. (Civ. 1082, 1083, 1102, 1156, 1430, 1564; Civ. Fr. 1881).

Text. fr. Art 1881. — Si l'emprunteur emploie la chose à un autre usage, ou pour un temps plus long qu'il ne le devait, il sera tenu de la perte arrivée, même par cas fortuit.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 596;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt*, etc., 644, 646, 658;
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 336;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 638;
DALLOZ, *Rép.* Prêt, 74 urm.; *Suppl.* Prêt, 13 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 81 bis, II, III;
DUFOURMANTELLE ROGER, *Force majeure;*
GUILLOUARD, *Du prêt*, etc., 30, 31, 40, 49;
HUC XI, 115, 158, 159;
LAURENT, XXVI, 469, 470;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 371;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2056;
PONT, *Pet. contr.*, I, 73;
TROPLONG, *Du prêt*, etc., 101.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 651 urm.; (V, p. 417; VI, p. 353 n. 3); *Notă* sub. Trib. Nancy, 9 Aug. 1920. Jurispr. Gen. 22/1924 No. 1285;
CANTACUZINO MATEI, p. 441;
NACU, III, p. 434.

Art. 1566. — Dacă lucrul împrumutat piere prin un caz fortuit dela care comodatarul l-ar fi putut sustrage, subrogându-i un lucru al său [1]), dacă el neputând scăpà [2]), unul din două lucruri, a preferit [3]) pe al său, atunci este răspunzător de pierderea celuilalt. (Civ. 1082, 1083, 1156; Civ. Fr. 1882; Civ. Ital. 1810).

Text. fr. Art. 1882. — Si la chose prêtée périt par cas fortuit dont l'emprunteur aurait pu la garantir en employant la sienne propre, ou si, ne pouvant conserver que l'une des deux, il a préféré la sienne, il est tenu de la perte de l'autre.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt*, etc., 640, 642, 643;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 8, 262, 638;
DALLOZ, *Rép.* Prêt, 85 urm.; *Suppl.* Prêt, 14 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 82 bis, II, III;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 238;
DUFOURMANTELLE ROGER, *Force majeure*;
GUILLOUARD, *Du prêt*, etc., 37, 39;
HUC, XI, 160;
LAURENT, XXVI, 474;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 372;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2056;
PONT, *Pet. contr.*, I, 95;
TROPLONG, *Du prêt*, etc., 117.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 649 urm.; (I, ed. 2-a, p. 493 nota; V, p. 330; VI, p. 318, 322; X, p. 18); *Observaţie* sub. Camera de Comerţ din Berlin, 8 Aug. 1919. Tribuna Juridică 24-27/1922; *Observaţie* sub. Cas. I. 633 din 10 Dec. 1920. Pand. Rom. 1923-I-270;
NACU, II, p. 618, 621; III, p. 434.

1, 2, 3) Credem că din eroare de copist fraza s'a alcătuit altfel cum figurează în acest articol; ea ar fi trebuit să fie astfel: „*sau* dacă el neputând scăpà *decât* unul din două lucruri, *a preferit* pe al său", cum e în textul francez şi în acel italian corespunzător.

Art. 1567. — Dacă lucrul s'a prețuit când s'a împrumutat, atunci, pentru pierderea lui, cășunată chiar prin caz fortuit, rămâne răspunzător comodatarul, întrucât nu s'a stipulat contrariul. (Civ. 969, 1083, 1245, 1509, 1562; Civ. Fr. 1883).

Text. fr. Art. 1883. — Si la chose a été estimée en la prêtant, la perte qui arrive même par cas fortuit, est pour l'emprunteur, s'il n'y a convention contraire.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt*, etc., 639;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 13, 638;
DALLOZ, *Rép.* Prêt, 90 urm.; *Suppl.* Prêt, 16;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 371;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2056.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 91, 648, 649; *Observație* sub. Cas. I, 633 din 10 Dec. 1920. Pand. Rom. 1923-I-270;
NACU, III, p. 436.

Art. 1568. — Dacă lucrul se deteriorează cu ocaziunea întrebuințărei pentru care s'a dat cu împrumutare, și fără culpă din partea comodatarului, acesta nu e răspunzător. (Civ. 998 urm., 1102; Civ. Fr. 1884).

Text. fr. Art. 1884. — Si la chose se détériore par le seul effet de l'usage pour lequel elle a été emprunté, et sans aucune faute de la part de l'emprunteur, il n'est pas tenu de la détérioration.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt*, etc., 637 urm.;
DALLOZ, *Rép.* Prêt, 94 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 370;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2056.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 91, 648, 649; *Observație* sub. Cas. I, 633 din 10 Dec. 1920. Pand. Rom. 1923-I-273;
NACU,,III, p. 435.

Art. 1569. — Comodatarul făcând spese necesare la uzul lucrului împrumutat, nu poate să le repete [1]). (Civ. 1561, 1574; Civ. Fr. 1886).

Text. fr. Art. 1886. — Si, pour user de la chose, l'emprunteur a fait quelque dépense, il ne peut pas la répéter.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt*, etc., 667;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 639;
DALLOZ, *Rép.* Prêt, 133 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 660, 661; *Observație* sub. Cas. I, 633 din 10 Dec. 1920. Pand. Rom. 1923-I-270;
NACU, III, p. 434.

1) Cuvântul „*repete*" înseamnează „*a cere înapoi*", „*a cere îndărăt*".

Art. 1570. — Comodatarul nu[1]) poate să reţină lucrul sub cuvânt de compensaţiune pentru creanţa ce are asupra comodantului (Civ. 1145, 1147, 1574, 1619, 1730; Civ. Fr. 1885).

Text. fr. Art. 1885. — L'emprunteur ne peut pas retenir la chose par compensation de ce que le prêteur lui doit.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 596;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt*, etc., 669, 670;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 121, 640, 783 nota 1;
DALLOZ, *Rép.* Prêt, 117 urm.; *Suppl.* Prêt, 21;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 85 bis, I;
GUILLOUARD, *Du prêt*, etc., 52, 53, 61;
HUC, XI, 165;
LAURENT, XXVI, 480;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2059;
PONT, *Pet. contr.*, I, 98 urm.;
TROPLONG, *Du prêt*, etc., 128.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 661, 662; (V, p. 342, 343; VI, p. 735 t. şi n. 3; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 30 t. şi n. 1); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 211, 497; *Observaţie* sub. Cas. I, 633 din 10 Dec. 1920. Pand. Rom. 1923-I-270;
CANTACUZINO MATEI, p. 548;
NACU, III, p. 436;
RAICEA I. DEM., *Nota* sub. Judec. ocol rural Bârca-Dolj, 254 din 24 Iulie 1925. Jur. Gen. 1925, No. 1721.

Jurisprudenţă.

1. Conform art. 1570 codul civil, comodatarul nu poate reţine lucrul dat în comodat sub cuvânt de compensaţie, pentru vre-o creanţă ce ar aveà contra comodantului.

In adevăr, comodatul având de obiect un corp cert, un lucru nefungibil, compensaţia devine imposibilă, de oare ce art. 1145 codul civil, statuează că compensaţia nu operează de cât între două datorii, cari deopotrivă au de obiect o sumă de bani sau o cantitate de lucruri fungibile de aceiaşi specie.

Esenţa comodatului fiind restituţia aceluiaşi lucru care a fost dat ca atare, restituirea unui alt lucru de aceiaşi natura, ar exclude existenţa contractului de comodat însuşi şi ar da naştere unui mutuum. (Judec. ocol rur. Bârca-Dolj, 254 din 24 Iulie 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1721).

Art. 1571. — Dacă mai multe persoane au luat împreună cu împrumut tot acelaş lucru, ele sunt solidar obligate către comodant. (Civ. 1039, 1041, 1061, 1062, 1065; Civ. Fr. 1887).

Text. fr. Art. 1887. — Si plusieurs ont conjointement emprunté la même chose, ils en sont solidairement responsables envers le prêteur.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt*, etc., 662;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 181, 638;
DALLOZ, *Rép.* Prêt, 97 urm.;
GUILLOUARD, *Du prêt*, etc., 44;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 373, 374;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2055;
PONT, *Pet. contr.*, I, 106.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 657, 658;
CANTACUZINO MATEI, p. 530;
NACU, III, p. 436.

---

1) In colecţiile de legi: Boerescu şi Gheţu, acest „*nu*" lipseşte schimbând senzul art. 1570. El există însă atât în textul publicat în „Monitorul Oficial", cât şi în ediţia oficială, precum şi în colecţia Şerbescul; de altfel textul art. 1885 francez după care e luat, cuprinde aceasta particulă: „*L'emprunteur ne peut pas retenir la chose par compensation de ce que le prêteur lui doit*".

CAPITOLUL III.

Despre obligațiunile comodantului.

Art. 1572. — Comodantul nu poate să ia îndărăt lucrul împrumutat, înainte de trecerea termenului cuvenit,[1]) sau, în lipsă de convențiune, înainte de a fi servit la trebuința, pentru care s'a dat cu împrumut. (Civ. 969, 1022 urm., 1573, 1581; C. com. 713, 714; Civ. Fr. 1888).

Text. fr. Art. 1888. — Le prêteur ne peut retirer la chose prêtée qu'après le terme convenu, ou, à défaut de convention, qu'après qu'elle a servi à l'usage pour lequel elle a été empruntée.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 594;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt*, etc., 652-655;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 638;
DALLOZ, *Rép.* Prêt, 96, 99 urm., 123 urm., 131 urm.; *Suppl.* Prêt, 17;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 75 bis;
GUILLOUARD, *Du prêt*, etc., 21, 46, 55;
HUC, XI, 164;
LAURENT, XXVI, 456, 478;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 367;
PONT, *Pet. contr.*, I, 115;
TROPLONG, *Du prêt*, etc., 28.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 654, 655, 658; *Observație* sub. Cas. I, 633 din 10 Dec. 1920. Pand. Rom. 1923-I-270;
NACU, III, p. 437.

Art. 1573. — Dacă însă în curgerea termenului sau mai înainte de a se fi îndestulat trebuința comodatarului, comodantul însuși ar cădeà în o trebuință mare și neprevăzută de acel lucru, judecătorul poate, după împrejurări, să oblige pe comodatar la restituțiune. (Civ. 1023, 1572; Civ. Fr. 1889).

Text. fr. Art. 1889. — Néanmoins, si, pendant ce délai, ou avant que le besoin de l'emprunteur ait cessé, il survient au prêteur un besoin pressant et imprévu de sa chose, le juge peut, suivant les circonstances, obliger l'emprunteur à la lui rendre.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt*, etc., 657, 660;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 748;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 638, 641;
DALLOZ, *Rép.* Prêt, 105 urm.: *Suppl.* Prêt, 18;
GUILLOUARD, *Du prêt*, etc., 49, 50;
LAURENT, XXVI, 477;
MOURLON, ed 7-a, III, p. 367;
PLANIOL. II, ed. 3-a, No. 2058;
PONT, *Pet. contr.*, I, 111;
TROPLONG, *Du prêt*, etc., 148 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 655 urm., 658, 679; *Observație* sub. Cas. I, 633 din 10 Dec. 1920. Pand. Rom. 1923-I-270;
NACU, III, p. 437.

---

1) Din eroare se zice „*cuvenit*" în loc de „*convenit*" după cum este și în textul francez.

Art. 1574. — Dacă în curgerea termenului, împrumutatul a fost silit, pentru păstrarea lucrului, să facă oarecari spese extraordinare, necesare și așa de urgente încât să nu fi putut preveni pe comodant, acesta va fi dator a i le înapoia. (Civ. 1569, 1618, 1730; Civ. Fr. 1890).

Text. fr. Art. 1890. — Si, pendant la durée du prêt, l'emprunteur a été obligé, pour la conservation de la chose, à quelque dépense extraordinaire, nécessaire et tellement urgente qu'il n'ait pas pu en prévenir le prêteur, celui-ci sera tenu de la lui rembourser.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt,* etc., 666;
CAPITANT, *De la cause des obligations,* p. 51, 52 nota 3, 267;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 637, 639;
DALLOZ, *Rép.* Prêt, 135 urm.; *Suppl.* Prêt, 25;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations,* III, p. 122, 229;
GUILLOUARD, *Du prêt,* etc., 56;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 368;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2057.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 659; *Observație* sub. Cas. I, 633 din 10 Dec. 1920. Pand. Rom. 1923-I-270;
NACU, II, p. 566; III, p. 437.

Art. 1575. — Dacă lucrul împrumutat are așa defect în cât să poată dauna pe acel ce se servește de dânsul, comodantul rămâne răspunzător de daune, dacă cunoscând acele defecte nu a prevestit pe comodatar. (Civ. 998, 1352 urm., 1388 urm., 1580; Civ. Fr. 1891).

Text. fr. Art. 1891. — Lorsque la chose prêtée a des défauts tels, qu'elle puisse causer du préjudice à celui qui s'en sert, le prêteur est responsable, s'il connaissait les défauts et n'en a pas averti l'emprunteur.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 597;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt,* etc., 673, 674;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 637, 639;
DALLOZ, *Rép.* Prêt, 127 urm.; *Suppl.* Prêt, 23 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations,* V, p. 378, 379;
GUILLOUARD, *Du prêt,* etc., 59;
HUC, XI, 165;
LAURENT, XXVI, 483;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 369;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2057;
PONT, *Pet. contr.,* I, 130;
TROPLONG, *Du prêt,* etc, 68.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 662 urm.; *Observație* sub Cas. I, 633 din 10 Dec. 1923. Pand. Rom. 1923-I-270;
NACU, III, p. 438.

Jurisprudență.

1. Regula din art. 1575 c. civ., dela comodat, după care comodantul nu poate răspunde decât de vițiile care-i sunt cunoscute, nu este aplicabila în cazul când Statul dă particularilor armăsari de reproducție, căci prin acest fapt Statul urmărește și interesul său de a îmbunătăți rasa cailor în țară în scopul ca pe viitor să-și poată procura numai din țară, iar nu din străinătate, caii necesari serviciilor sale. (Cas. I, decizia No. 183, din 18 Martie 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 325).

TITLUL XI.

Despre împrumut.

CAPITOLUL I.

Despre natura împrumutului.

Art. 1576. — Imprumutul este un contract prin care una din părți dă celeilalte oarecare cătime de lucruri, cu îndatorire pentru dânsa de-a restitui tot atâtea lucruri de aceeași specie și calitate. (Civ. 526, 1103 urm., 1509, 1584 urm.; C. com. 601 urm.; L. Timbr. 33 § 2, 39 § 30; Civ. Fr. 1892; Civ. Ital. 1819).

Text. fr. Art. 1892. — Le prêt de consommation est un contrat par lequel l'une des parties livre à l'autre une certaine quantité de chosses qui se consomment par l'usage, à la charge, par cette dernière de lui en rendre autant de même espèce et qualité.

Text. Ital. Art. 1819. — Il mutuo o prestito di consumazione è un contratto, per cui una delle parti consegna all'altra una data quantita di cose, coll'obligo nell'ultima di restituire altrettanto della medesima specie e qualità di cose.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt*, etc., 688, 697, 698, 736, 737;
BOISTEL, *Dr. commercial*, 695;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 261, 636, 640;
DALLOZ, *Rép.* Prêt, 138 urm.; *Suppl.* Prêt, 26 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 68;
LYON-CAEN ET RENAULT, IV, 683, 702;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 361, 375, 378;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2048, 2060;
PONT, *Pet. contr.*, I, 183.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 665 urm., 670, 683, 689; (VI, p. 489 t. și n. 2);
COSTIN AL., *Notă* sub. C. Apel Chișinau s. I, 100 din 23 Sept. 1921. Pand. Rom. 1922-II-114;
NACU, III, p. 439, 440.

Jurisprudență.

1. Titlurile la înfățișător nu sunt admise de cod. civil român, și contractul de împrumut, astfel cum este prevăzut de codul civil, presupune neapărat, chiar în momentul contractării, existența a două persoane determinate: a împrumutatului și a împrumutatorului; astfel că obligația, în care persoana împrumutătorului este nedeterminată, fiind arătată sub denumirea generică de *înfățișător*, nu este admisibilă în drept. Codul comercial admite titlurile la înfațișător numai în două cazuri excepționale: cekul și polița de încărcare. Argumentul, ce se invoacă în sustinerea ideei ca legea civilă admite și astăzi titlurile la înfățișător și intemeiat pe oarecare dispoziții din codul Calimach, și anume dispozițiile relative la așà numitele *garanții volante*, nu e întemeiat. Mai întâi din garanțiile volante de sub legea veche nu se poate deduce nimic astăzi, căci acele garanții se faceau în modul următor: debitorul provocà prin tribunal o expertiză a averei sale imobiliare și, pe temeiurile raportului expertului, se dădeà proprietarului o însemnare scrisă d'n partea tribunalului, prin care se atestă ca petentul se bucură de o avere evaluata la suma de..... în imobile; cu această însemnare proprietarul se prezentă la oare care licitări și puneà garanție această însemnare pentru lucrari în anteprise. Cei de al treilea puteau să știe dacă un proprietar de imobil a recurs sau nu la așà numitele garanții volante, întru cât aceste garanții se treceau la tribunalul circumscripției imobilului, într'un registru special prevazut de anexa litera I a regulamentului organic. Garanțiile volante nu aveau loc nici odată asupra averei mobile, și ele au încetat odată cu punerea în aplicare a noului cod civil, care a făcut din ipotecă un contract

solemn, și jurisprudența constant desființează astăzi, în camera de consiliu, după cererea proprietarului, toate garanțiile volante care au rămas, pe ici pe colea, ca sarcine asupra imobilelor. (Trib. Iași II, C. Jud. 31 903).

2. A se vedeà: art. 1593 nota 1.

Art. 1577. — In puterea împrumutului, împrumutatul devine proprietarul lucrului primit care, pierind, fie în orice mod, piere în contul său. (Civ. 1095, 1562, 1578, 1610, 1909; Civ. Fr. 1893).

Text. fr. Art. 1893. — Par l'effet de ce prêt, l'emprunteur devient le propriétaire de la chose prêtée; et c'est pour lui qu'elle périt, de quelque manière que cette perte arrive.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 599, 600;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt*, etc., 708 urm., 726 urm., 730-732 urm.;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 636, 640;
DALLOZ, *Rép.* Prêt, 152 urm., 195 urm.; *Suppl.* Prêt, 31 urm., 41 urm.;
GUILLOUARD, *Du prêt*, etc., 71, 75, 76, 100, 101;
HUC, XI, 167, 169, 180;
LAURENT, XXVI, 488, 493, 501;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 361, 375 urm., 378 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2048, 2060;
PONT, *Pet. contr.*, I, 173.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 671 urm., 673, 674;
COSTIN AL., *Notă* sub. C. Apel Chișinau s. I, 100 din 23 Sept. 1921. Pand. Rom. 1922-II-114;
NACU, III, p. 439, 440.

Art. 1578. — Obligațiunea ce rezultă din un împrumut în bani este totdeauna pentru aceeași sumă numerică arătată în contract.

Intâmplându-se o sporire sau o scădere a prețului monetelor, înainte de a sosì epoca plăței, debitorul trebue să restituiască suma numerică împrumutată și nu este obligat a restituì această sumă decât în speciile aflătoare în curs în momentul plăței. (Civ. 1579; Com. 41; Civ. Fr. 1895).

Text. fr. Art. 1895. — L'obligation qui résulte d'un prêt en argent, n'est toujurs que de la somme numérique énoncée au contrat.

S'il y a eu augmentation ou diminution d'espèces avant l'époque du paiement, le débiteur doit rendre la somme numérique prêtée, et ne doit rendre que cette somme dans les espèces ayant cours au moment du paiement.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 158, 159;
BAUDRY ET WAHL. *De la Société, du prêt*, etc., 752 urm., 755, 756 urm., 760 urm., 762;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 640;
DALLOZ, *Rép.* Prêt, 201 urm.; *Suppl.* Prêt, 41 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 100, 100 bis, V;
GUILLOUARD, *Du prêt*, etc., 82;
LYON-CAEN ET RENAULT, VIII, 1170;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 378;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2067;
PONT, *Pet. contr.*, I, 212;
TROPLONG, *Du prêt*, etc., 243.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 687 urm., 689, 691-694; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 262 t. şi n. 3, 582); *„Obligaţie de restituire a împrumutatului în materie de împrumuturi băneşti"*, Dreptul 81/909;
ANTIM ŞT., *Notă* sub. Cas. III, 2078 din 12 Nov. 1924. Pand. Rom. 1925-I-24;
COSTIN AL., *Notă* sub. C. Apel Chişinău s. I, 100 din 23 Septembrie 1921. Pand. Rom. 1922-II-114;
DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri Juridice*, vol. I, p. 538 urm,; „Datoria unei sume de bani";
GĂLĂŞESCU-PYK D., *Notă* sub. C. Apel Genova 12 Septembrie 1922. Jurispr. Gen. 7/1923. No. 537;
NACU, III, p. 442;
SINGER S., *Observaţie* sub. Cas. Ital. 29 Mart. 1914. Pand. Rom. 1924-III-153.

Jurisprudenţă.

1. Când într'un contract de împrumut s'a stipulat că plata să se facă în aur, iar preţul realizat din vânzarea averei debitorului se află în altă monetă, creditorul este în drept a cere ca în tabloul de distribuţiune, osebit de capital, să i se aloce şi o sumă reprezentând valoarea agiului. Aceasta are a se calculà, nu după cursul din ziua efectuărei reale a plăţei, ci după cursul din ziua depunerei preţului la casa de consemnaţiuni. (Cas. I, 248 Iun. 26/89, B. p. 632).

2. In materie de împrumut, când obiectul este o suma de bani, restituirea trebue să se faca în monede având curs legal în momentul plăţii — debitorul putând, conform art. 1578 c. civ., să plătească suma numerică împrumutată cu monede mai rele decât cele primite, destul ca ele să aibă curs legal în momentul plaţii.

In ce priveşte datoriile cambiale, art. 315 c. com. prevede că plata trebue să se facă în moneda arătată în cambie, — consecinţa a principiilor din art. 969 şi 1100 c. civ. Dar textul art. 315 c. com., spre a curmà controversa ce există în Franţa, trimite la art. 41 acelaş cod, care precizează modul de plată în caz când moneda aratată nu are curs legal sau comercial în ţara şi nici cursul ei n'a fost determinat de părţi, iar contractul nu poarta clauza „efectiv" sau altă asemenea.

Prin curs legal se înţelege acela fixat odată pentru totdeauna prin o lege, şi prin curs comercial, acela pe care o monedă, considerată ca marfă, îl are la Bursă, deci putând varià după ofertă şi cerere dintr'o zi într'alta. Când părţile voesc să înţeleagă moneda ca marfă, o individualizează în actul lor prin menţiunea „efectiv".

Inainte de răsboi moneda legală erà la noi leul Băncii Naţionale şi monedele de aur române sau straine. Cursul monedelor de aur erà stabilit prin legea Ghermani, din 16 Mai 1889, care menţineà cursul din legea dela 16 Aprilie 1886 în ce priveşte monedele de aur engleze.

Legea nefiind abrogată până în prezent, ea este încă aplicabilă, astfel că plata datoriilor în lire sterlinge, ca în speţă, are a se face în valoarea schimbului în moneda ţării, după cursul stabilit de lege — lei 25 bani 22 echivalând o liră sterlingă. Mai ales că, în speţă, datoria este pentru marfuri, iar cambia a fost emisă şi scăzută înainte de răsboi, în 1914.

Această soluţiune echitabilă se impune cu atât mai mult cu cât a pretinde plata pe cursul comercial al pieţei de azi ar fi a se rupe, din cauza deprecierei monedei noastre după război, echilibrul între prestaţiunea creditorului şi cea a debitorului, prin creare de avantaje excesive de o parte şi pierderi ruinătoare de altă parte. (Trib. Dolj III, sent. com. 38 din 21 Febr. 1923, Jur. Gen. 1923, No. 638).

3. Legea din 21 Decembrie 1916 (art. 8) permiţând debitorilor ca pentru datorii stipulate „în aur" să se poată libera valabil, platind suma corespunzătoare în lei hârtie-monedă, n'a avut alt scop de cât acela de a protejà stocul metalic al Bancii Naţionale Române şi de a creeà în vederea acestui scop, un curs forţat pentru leul-hârtie. Ca atare, aceste dispoziţiuni nu pot fi aplicabile în cazurile când — cum este în specie — e vorba de datorii contractate în moneda străină-aur, a căror plată strict executata, nu pune Banca Naţională Română în situaţiune de a-şi micşorà stocul metalic. (Cas. III, 2078 din 12 Noembrie 1924, Jur. Rom. 1925. Dreptul 38 924; Pand. Rom. 1925, I, 24).

4. Când un contract prevede plata într'o moneda straină, instanţa de fond obligând pe debitor să plătească în acea moneda, nu face de cât sa interpreteze intenţiunea pe care au avut-o părţile la facerea contractului. Această interpretare fiind o chestiune de fapt, scapa controlului Curţii de Casaţie. (Cas. III, 2078 din 12 Nov. 1924. Pand. Rom. 1925, I, 24. Jur. Rom. 1/925, Dreptul 38/924).

5. A se vedeà: art. 977 nota 39; art. 1579 nota 2; art. 1584 notele 1, 3.

Art. 1579. — Regula cuprinsă în art. precedent nu se va aplicà la împrumuturi de vergi metalice sau producte [1]).

In acest caz debitorul nu trebuie să restituiască, decât aceeaşi calitate şi cantitate oricare ar fi suirea sau scăderea preţului lor.

Asemenea când s'a făcut împrumutul în monete de aur ori argint şi s'a stipulat o restituţiune în aceeaşi specie şi calitate, sau se va alterà valoarea intrinsecă a monetelor, sau nu se vor puteà găsì, sau vor fi scoase din curs, se va restituì echivalentele preţului intrinsec ce acele monede avuseseră în timpul în care au fost împrumutate [2]). (Civ. 1100, 1106, 1578; C. com. 41; Cod Calimach § 1328, 1329; Civ. Fr. 1896, 1897; Civ. Ital. 1822 § ultim).

Text fr. Art. 1896. — La règle portée en l'article précédent n'a pas lieu, si le prêt a été fait en lingots.

Text fr. Art. 1897. — Si ce sont des lingots ou des denrées qui ont été prêtés, quelle que soit l'augmentation ou la diminution de leur prix, le débiteur doit toujours rendre la même quantité et qualité, et ne doit rendre que cela.

Text. Ital. Art. 1822 § ultim. — Se viene alterato il valore intrinseco delle monete, o queste non si possono ritrovare, o sono messe fuori di corso, si rende l'equivalente al valore intrinseco che le monete avenano al tempo in cui furono mutuate.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la société, du prêt,* etc., 751 urm.;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 640;
DALLOZ, *Rép.* Prêt, 206 urm.; *Suppl.* Prêt, 42;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 378;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2067.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 687 urm., 689, 691-694; (VI, p. 489, 493); *„Obligaţia de restituire a împrumutatului în materie de împrumuturi băneşti"*. Dreptul 81/1909;
COSTIN AL., *Notă* sub. C. Apel Chişinau s. I 100 din 23 Sept. 1921. Pand. Rom. 1922-II-114;
DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri juridice,* vol. I, p. 538 urm. „Datoria unei sume de bani";
NACU, I, p. 817, 818; III, p. 442.

Jurisprudenţă.

1. Enunţarea cuprinsă, într'un act că s'a primit o sumă în o monedă oare care nu implică în sine şi obligaţiunea de a se restituì aceeaşi monetă. Tribunalul în drept să aprecieze, după circumstanţele cauzei, care a fost intenţiunea părţilor. Astfel, dacă soţul a primit ca dotă o sumă oare care de galbeni în aur, cum ei au fost daţi cu ocaziunea căsătoriei şi pentru susţinerea sarcinelor ce decurg dintr'însa, ei au devenit proprietatea bărbatului încă de atunci, şi el nu răspunde, în caz de restituţiune, de cât de valoarea lor. (Trib. Tutova, Dec. 12 85, *Dr.* 13 86).

2. a) Valoarea reală a sumei împrumutată nu poate fi alta de cât aceea din momentul contractării împrumutului, ca una care reprezintă echivalentul valorii primite iar nu aceea din momentul scadenţei, care ar puteà să nu reprezinte acel echivalent.

Astfel când a avut loc un împrumut de ruble, înainte de retragerea lor, debitorul are a restituì o sumă în lei, reprezentând valoarea rublei la data împrumutului, iar nu la acea a scadenţei.

b) Dispoziţiunile art. 1579 al. 3 c. civ. cari în lipsă de text contrar se aplică şi în Basarabia, deşi se referă numai la cazul când obiectul împrumutului este în monezi de aur sau argint, iar plata se stipulase în aceeaşi specie şi calitate, totuşi acest text are a se aplica ori de câte ori o monedă a fost scoasă

1) In textul art. francez lipsesc cuvintele: *„sau producte"*.
2) In textul art. francez lipseşte acest ultim aliniat. Cuprinsul acestui aliniat este luat din § 1328 şi 1329 din Codul Calimach.

din circulaţie în intervalul dela data contractului până la scadenţă. (C. Apel Chişinău 174 din 22 Dec. 1922. Dreptul 14 923; C. Apel Chişinău 116 din 9 Mai 1923. Dreptul 6/924; Cas. I, 34 din 4 Ian. 1924. Jur. Rom. 9-10/924; C. Apel Chişinău 100 din 23 Sept. 1921. Pand. Rom. 1922, II, 114; Cas. I, 922 din 27 Mai 1924. Jur. Gen. 1924, No. 1511; Cas. I. 752 din 12 Mai 1924. Jur. Gen. 1924, No. 2040).

3. A se vedeà: art. 977 nota 39; art. 1578 nota 2; art. 1584 nota 1; art. 1585 nota 1.

CAPITOLUL II.

Despre obligaţiunea împrumutătorului.

Art. 1580. — Imprumutătorul este supus la răspunderea prevăzută la articolul 1575 pentru comodat. (Civ. 1575; Civ. Fr. 1898).

Text. fr. Art. 1898. — Dans le prêt de consommation, le prêteur est tenu de la responsabilité établie par l'article 1891 pour le prêt à usage.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la société, du prêt*, etc., 744 urm.;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 640;
DALLOZ, *Rép.* Prêt, 178 urm.; *Suppl.* Prêt, 35 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2050, 2066.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 678;
NACU, III, p. 441.

Art. 1581. — Imprumutătorul nu poate mai înainte de termen, să ceară lucrul împrumutat. (Civ. 1023, 1025, 1572, 1573, 1584; Civ. Fr. 1899).

Text. fr. Art. 1899. — Le prêteur ne peut pas redemander les choses prêtées, avant le terme convenu.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la société, du prêt*, etc., 747;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 640, 641;
DALLOZ, *Rép.* Prêt, 184 urm.; *Suppl.* Prêt, 35 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 377;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2050, 2066.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 656, 678, 679, 683;
NACU, III, p. 441.

Jurisprudenţă.

1. Creditorul poate cere plata imediată a capitalului împrumutat mai înainte de termenul stipulat, când partea cealaltă nu-şi îndeplineşte angajamentul său de a urmà regulat cu plata dobânzilor. Şi judecătorul care admite o asemenea cerere, nu violează art. 1581 şi 1584, ci face o justă aplicaţiune a art. 1020. (Cas. I, 207/Mai 30/72, B. p. 168).

Art. 1582. — Ne fiind defipt termenul restituţiunei, judecătorul poate să dea împrumutatului un termen, potrivit cu împrejurările. (Civ. 1101, 1572, 1583; Pr. civ. 126, 128; Civ. Fr. 1900).

Text. fr. Art. 1900. — S'il n'a pas été fixé de terme pour la restitution, le juge peut accorder à l'emprunteur un délai suivant les circonstances.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la société, du prêt*, etc., 764, 765;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 640, 641;
DALLOZ, *Rép.* Prêt, 188 urm; *Suppl.* Prêt, 38;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 377;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2050, 2066.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 679 urm., 683;
CANTACUZINO MATEI, p. 513;
NACU, III, p. 441.

Jurisprudență.

1. Constituirea ca dotă a unui venit, ce trebue plătit pe un termen nelimitat de ani, fie că s'ar numì o rentă perpetuă, de care nu vorbește codul civil, fie că s'ar numì altfel, nu conține nimic ilicit și dacă într'un act dotal nu se fixează un termen pentru plata capitalului nu se poate zice că ne aflăm într'un caz analog cu împrumutul fără termen, căci pe cât timp la împrumut obligația de a restituì capitalul e esențială, la dotă, liber este înzestrătorul să dea ce vrea, un capital sau un venit pe un termen sau nelimitat. (Trib. Olt. C. Jud. 27/906).

Art. 1583. — Dacă însă s'a stipulat numai ca împrumutatul să plătească când va puteà sau când va aveà mezii, judecătorul va prescrie un termen de plată după împrejurări. (Civ. 1101; Pr. civ. 126, 128; Civ. Fr. 1901).

Text. fr. Art. 1901. — S'il a été seulement convenu que l'emprunteur paierait quand il le pourrait, ou quand il en aurait les moyens, le juge lui fixera un terme de paiement suivant les circonstances.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 87;
BAUDRY ET WAHL, *De la société, du prêt*, etc., 766 urm., 771, 772, 775;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 640, 641;
DALLOZ, *Rép.* Prêt, 191 urm.; *Suppl.* Prêt, 38 urm.;
DEMOLOMBE, XXV, 319;
GUILLOUARD, *Du prêt*, etc., 104, 106 urm.;
HUC, XI, 172;
LAURENT, XXVI, 502, 503 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2050, 2066;
PONT, *Pet. contr.*, I, 175;
TROPLONG, *Du prêt*, etc., 258.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 681 urm., 683; (III, part. II, ed. 2-a, p. 610; VI, p. 112); *Nota* sub. Trib. Epernay (Marne) 14 Aprilie 1921. Curier Jud. 27/1924;
NACU, III, p. 441.

CAPITOLUL III.

Despre obligațiunea împrumutatului.

Art. 1584. — Imprumutatul este dator să restituiască lucrurile împrumutate în aceeași cantitate și calitate, și la timpul stipulat. (Civ. 1023, 1101, 1104, 1576, 1578, 1579, 1585 urm.; Civ. Fr. 1902).

Text. fr. Art. 1902. — L'emprunteur est tenu de rendre les choses prêtées, en même quantité et qualité, et au terme convenu.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la société, du prêt*, etc., 748 urm.;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 640, 641;
DALLOZ, *Rép.* Prêt, 194 urm.; *Suppl.* Prêt, 44;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 379 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2067.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 682 urm., 689; (VI, p. 489); *„Obligația imprumutatului de a restitui lucrul imprumutat"*. Dreptul 79/909;
NACU, III, p. 442;
PETIT EUGEN, *Notă* sub. Cas. civ. Fr., 23 Ian. 1924. Jurispr. Gen. 17/1924. No. 974.

Jurisprudență.

1. Obligația ce rezultă dintr'un împrumut pe bani, fiind totdeauna pe aceiași sumă numerică arătată în contract împrumutatul este dator a restitui la timpul stipulat aceiași sumă numerică, indiferent dacă cursul monedei este la acea dată scăzut sub valoarea pe care o aveà la data împrumutului.

Astfel că dacă s'a efectuat un împrumut de mărci germane, împrumutatul este obligat ca la termenul stipulat să restitue numai aceiași sumă numerică de mărci germane, chiar dacă cursul mărcii nu mai reprezintă nici o valoare apreciabila. (Trib. Ilfov s. I, 445 d'n 19 Mai 1924. Dreptul 21/924).

2. Din referatul Ministerului de Finanțe cu data de 13 Ianuarie 1918, arătându-se că până la această dată cursul rublei a fost de 2 lei 66 bani în raporturile dintre stat și particulari și instanța de fond constatând că, ziua scadenței creului în ruble asupra Ministerului de război, pe care intimatul îl aveà, a fost la 12 Ianuarie 1918, bine această instanță a luat normă cursul de 2 lei 66 bani pentru rublă. (Cas. III, 799 din 15 Aprilie 1924. Jur. Gen. 1924, No. 1941).

3. Dispozițiunile art. 8 din legea de la 22 Decembrie 1916, potrivit cărora debitorii cari au stipulat înainte de 15 August 1916 plata unei datorii în aur, pot să se libereze valabil plătind în hârtie-moneda a Băncii Naționale, fiind edictată de legiuitor în scop de a protejà stocul metalic al acestei bănci și de a creà în vederea acestui scop, un curs forțat pentru leul monedă-hârtie, ca atare aceste dispozițiuni nu pot fi aplicabile de cât în cazul când e vorba de o datorie în monedă „aur" care strict executată ar pune Banca Națională în situațiune de a-și micșorà stocul ei metalic, iar nu și atunci când e vorba de o datorie contractată în monedă străină, caz care reeșind din cadrul legii excepționale, are a se regulà conform principiilor generale și intențiunei comune a părților. (Cas. III, 2978 din 12 Nov. 1924. Dreptul 38/924, Jur. Rom. 1/925).

4. A se vedeà: art. 977 nota 39; art. 1578 notele 1, 2, 3; art. 1579 nota 2; art. 1581 nota 1; art. 1587 nota 9.

Art. 1585. — Când este în neposibilitate de a îndeplinì datoria prescrisă prin art. precedent, va plătì valoarea lor, calculată după timpul și locul în care urmă a se face restituțiunea.

Dacă nu s'a determinat nici timpul nici locul plăței împrumutului, plata urmează a se face de către împrumutat după valoarea curentă din timpul în care și în locul unde s'a contractat. (Civ. 1104, 1586; Civ. Fr. 1903).

Text. fr Art. 1903. — S'il est dans l'impossibilité d'y satisfaire, il est tenu d'en payer la valeur eu égard au temps et au lieu où la chose devait être rendue d'après la convention.

Si ce temps et ce lieu n'ont pas été réglés, le paiement se fait au prix du temps et du lieu où l'emprunt a été fait.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 600;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt*, etc., 794-798;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 640;

DALLOZ, *Rép.* Prêt, 211 urm.; *Suppl.* Prêt, 45 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 110 bis;
GUILLOUARD, *Du prêt*, etc., 95, 96;
HUC, XI, 176;
LAURENT, XXVI, 506, 508;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 379 urm ;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2067;
PONT, *Pet. contr.*, I, 199, 200;
TROPLONG, *Du prêt*, 284 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 682 urm., 689; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 358; VI, p. 489, 521);
NACU, III, p. 442.

Jurisprudenţă.

1. Art. 1579 se referă la cazul când monedele ar fi eşit din curs sau ar fi suferit veri o depreciaţiune; iar art. 1585 prevede ipoteza când debitorul nu e în imposibilitate de a îndeplinì obligaţia sa de a restituì lucruri de aceiaşi cantitate şi calitate; ambele aceste texte de lege nu sunt aplicabile în cazul unde e vorba de o creanţa pe care debitorul se obligase de a o plătì în napoleoni de aur, monedă care se găseşte în mare cantitate şi în curs legal în ţară. (Cas. I, 248 Iun. 26/89, B. p. 632).

Art. 1586. — Dacă împrumutatul nu întoarce la timpul stipulat lucrurile împrumutate sau valoarea lor, trebuie să plătească şi dobânzi, dela ziua cererei prin judecată a împrumutului. (Civ. 1084, 1088, 1589; C. com. 43; Civ. Fr. 1904).

Text. fr. Art. 1904. — Si l'emprunteur ne rend pas les choses prêtées ou leur valeur au terme convenu, il en doit l'intérêt du jour de la demande en justice.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 600;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt*, etc. 799:
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 640;
DALLOZ, *Rép.* Prêt, 214 urm.; *Suppl.* Prêt, 94;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 110 bis;
DEMOLOMBE, XXIX, 624;
GUILLOUARD, *Du prêt*, etc., 98;
HUC, XI, 177;
LAURENT, XXVI, 511;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 379 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2067;
PONT, *Pet. contr.*, I, 219;
TROPLONG, *Du prêt*, etc., 301.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO. IX, p. 682 urm., 689; (VI, p. 401 n. 1);
NACU, III, p. 442.

Jurisprudenţă.

1. Dacă împrumutatul nu înapoiază la timpul încuviinţat, împrumutul său, el trebue să plătească dobânzi din ziua în care se va fi cerut prin judecată plata acelui împrumut, nu din ziua cererei de plata dobânzilor, întru cât debitorul a fost pus în întârziere din ziua cererei de plată a capitalului. (Cas. I, 365/97, B. p. 1173).

2. A se vedeà art. 1587 cu notele respective.

CAPITOLUL IV.

Despre împrumutul cu dobândă.

Art. 1587. — Se poate stipulà dobânzi pentru un împrumut de bani, de denariate (zaharele) sau de alte lucruri mobile.

(Civ. 472 urm., 1088, 1090, 1588 urm., 1907; C. com. 370; Civ. Fr. 1905).

Text fr. Art. 1905. — Il est permis de stipuler des intérêts pour simple prêt soit d'argent, soit de denrées, ou autres choses mobilières.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 601;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt*, etc., 902 urm., 905, 906;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 642, 644;
DALLOZ, *Rép.* Compte cour., 70 urm.; Prêt à intér., 1 urm, 16 urm., 124 urm., 164 urm., 214; *Suppl.* Compte cour, 42 urm.; Prêt à inter., 1 urm., 24 urm., 94 urm., 114 urm.;
DEMOGUE. I, *Sources des Obligations*, I, p 281;
GUILLOUARD, *Du prêt*, etc., 122-124, 126, 128;
HUC, XI, 180;
LAURENT, XXVI, 514;
MOURLON, ed. 7-a, III. p. 382;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2072;
PONT, *Pet. contr.*, I, 246 urm, 250, 251;
TROPLONG, *Du prêt*, etc., 409.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO. IX, p. 669, 694, 698 urm., 703 urm., 705 urm., 711;
NACU, III, p. 447.

Jurisprudenţă.

1. Când e vorba de un împrumut de bani, părţile pot să stipuleze ori ce dobânda ar voì, conform art. 1587. Şi nepunerea în întârziere a debitorului nu poate să atragă, ca consecinţă pentru creditor, pierderea întregei dobânzi stipulată în actul de împrumutare, ci pur şi simplu să facă să curgă dobânda stipulată numai de la cererea în judecată. Iar cererea în judecata este o punere în întârziere prin excelenţă, pe motiv că creditorul nu se mai adresează pur şi simplu la debitor, ca în punerea în întârziere, ci la justiţie dela care cere ca debitorul să fie condamnat la executarea obligaţiunei sale conform contractului. (Apel Buc. II, 214, Oct. 17 80. *Dr.* 24/81).

2. Pentru ca să poată fi aplicabil art. 1586 trebue ca în convenţiunea ce a intervenit între părţi să nu fie prevăzută clauza că dobânzile au să curgă din ziua expirărei termenului de plată, în care caz numai creditorul nu poate cere dobânzi de cât din ziua când a pus în întârziere pe debitor, sau când a făcut cererea în judecată. (Cas. I, 234, Iun. 19 84, B. p. 533).

3. Dobânzile convenţionale nu încetează prin faptul expirărei termenului de plată, căci, în lipsă de o stipulaţiune contrarie, nu se poate admite ca un împrumut făcut de la origină cu dobândă, când creditorul n'a consimţit să-şi dea capitalul de cât mijlocind un interes oare care, să se transforme după expirarea termenului de plată în mod tacit într'un împrumut gratuit; astfel nefiind vorba de interesele moratorii prevăzute de art. 1088, ci de nişte procente convenţionale pe cari părţile au putut să le stipuleze în virtutea art. 1587, aceste procente curg şi dupa expirarea termenului de plată, fără să fie necesitate de veri o punere în întârziere sau chemare în judecată, considerându-se vechiul contract prelungit, astfel cum se urmează la contractul de locaţiune (art. 1437). (Cas. I. 219 Iun. 9 92, B. p. 565; Cas. I, 397, Dec. 20 89, B. p. 1044; Cas. I, 150/Iun. 8 88, B. p. 548; Apel Buc. II, 58, Apr. 1/87, *Dr.* 41 87).

4. Ori cât ar puteà fi de exagerată pretenţiunea creditorilor, debitorii nu pot fi scutiţi de plata dobânzilor convenţionale după expirarea termenului, decât atunci când s'ar fi dovedit că ei au făcut în acel termen oferte reale, conform art. 1114. 1115 şi 1116, pentru tot ceeace ce se datorà ca capital şi dobânzi, căci în virtutea art. 1101, nimeni nu poate fi silit a primì parte din datorii. (Cas. I, 150/Iun. 3/88, B. p. 549).

5. Deşi în regulă generală daunele-interese la obligaţiunile cari au de obiect o sumă de bani, nu curg de cât din ziua punerei în întârziere (art. 1088), însă natura contractului de împrumut consistând în aceea a plăţii unei desdăunări pentru tot timpul cât cel ce a împrumutat a fost privat de beneficiile capitalului său, rezultă că plata unei dobânzi convenţionale nu se poate oprì la expirarea termenului împrumutului, deşi capitalul nu s'a plătit, termenul de altfel stipulându-se pentru fixarea epocei restituirei capitalului, iar nu pentru durata plăţii dobânzei. A decide contrariul e a admite că contractul de împrumut cu dobândă, care la început aveà un caracter

oneros, s'a transformat în urmă într'un contract gratuit, împrumut fară dobândă, ceea ce nu e rațional a se presupune că a fost intențiunea părților contractante. Așà fiind, existând o stipulațiune expresă de dobândă, la expirarea termenului împrumutului nu mai e necesitate de o punere în întârziere spre a puteà curge dobânda și de la această dată înainte. (Apel Buc. III, 171, Oct. 14 91, *Dr.* 82/91; Apel Buc. III, 109, Iun. 6 91, *Dr.* 49/91; Apel Buc. III, 29, 11/89, *Dr.* 17/89).

6. Intr'un împrumut, pentru care s'au stabilit dobânzi și un termen de plată, dobânzile convenționale nu încetează prin faptul expirării termenului fixat pentru plată. Instanțele de fond sunt suverane ca, interpretând un contract de împrumut, să aprecieze dacă dobânzile sunt stipulate și pentru timpul ce urmează după expirarea termenului de plată al împrumutului până la achitare. (Cas. I, 175/97, B. p. 650).

7. Dobânzile convenționale nu încetează prin faptul expirării termenului de plată a capitalului împrumutat, ci curg și după expirarea acestui termen, fără să fie necesitate pentru aceasta de vre-o punere în întârziere, sau chemare în judecată, considerându-se vechiul contract de împrumutare prelungit, după cum se urmează și la alte contracte cu titlu oneros. (Cas. I, 352, 903, B. p. 1058).

8. Operațiunea de bancă cunoscută sub numele de „depozit spre fructificare“ constitue un act juridic care are caracterul unui contract de împrumut, iar nu de depozit, de oarece în asemenea operații, depunătorul stipulând în favoarea sa plata unei dobânzi pentru suma depusă, contractul nu mai poate aveà caracterul unui depozit, care potrivit art. 1593 c. civil este esențialmente gratuit. (Trib. Ilfov s. I, 445 din 19 Mai 1924, Dreptul 21/924).

9. Expresiunea de „valuta ziua de....“ întrebuințată în contractele de împrumut pe bani, înseamnă că dobânda are a curge de la acea data, iar nu ca restituirea la termen a sumei împrumutată are a se face după valoarea cursului de la acea dată. (Trib. Ilfov s. I, 445 din 19 Mai 1924, Dreptul 21/924).

10. A se vedeà: art. 1589 nota 3.

Art. 1588. — Imprumutatul care a apucat de-a plătì dobânzi ce nu s'au stipulat, sau mai mari decât s'au stipulat, nu mai poate a le repetì, nici a le imputà [1]) asupra capitalului. (Civ. 992, 1092, 1111; Civ. Fr. 1906).

Text. fr. Art. 1906. — L'emprunteur qui a payé des intérêts qui n'étaient pas stipulés, ne peut ni les répéter ni les imputer sur le capital.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 602;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt*, etc., 913, 913 bis;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 69, 642;
DALLOZ, *Rép.* Prêt à intér., 200; *Suppl.* Prêt à intér., 137 urm.;
GUILLOUARD, *Du prêt, etc.*, 133, 134;
HUC, XI, 181;
LAURENT, XXVI, 522;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 384;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2073, în notă;
SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 453 nota 2.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 669, 694, 698 urm., 703 urm., 705 urm., 711; (VI, p. 6 urm., 10 t. și n. 1, 423 t. și n. 2, 424); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 344;
NACU, III, p. 447;
TONEANU N. C., *Observație* sub. C. Apel Napoli, 13 Iunie 1910. Pand. Rom. 1924-III-43.

Jurisprudență.

1. Cu drept cuvânt judecata condamnă pe creditor a plătì dobânda la o sumă dela data împlinirei ei, iar nu dela cerere, când se constată în fapt că din culpa lui s'a împlinit o sumă mai mare de cât trebuià. (Cas. I, 19/77, B. p. 182).

2. A se vedeà: art. 1092 nota 2.

1) „*A le imputà*“, adică: a le scădeà.

Art. 1589. — (Mod. L. 10 Decemvr. 1882 [1]). Se defige o dobândă de cinci la sută pe an pentru afacerile civile, și de șase la sută pe an pentru cele comerciale, în toate cazurile unde nu s'a hotărît de părți cuantumul ei.

Dobânzile legale începute, cerute, precum și cele consacrate prin hotărîri definitive, se vor calculà conform legei vechi, până în momentul promulgărei legei de față. (Civ. 1, 1066, 1089, 1587; Com. 43).

Acest articol este modificat prin art. 49 din „Legea privitoare la unificarea unor dispozițiuni din procedura civilă si comercială pentru înlesnirea și accelerarea judecăților înaintea Tribunalelor și Curților de Apel, precum și unificarea competenței judecătoriilor", publicată în Monitorul Oficial No. 108 din 19 Mai 1925, în cuprinderea următoare:

Art. 49. — Procentele legale se vor calculà după scontul Băncii Naționale augmentat cu 4 la sută în materie civilă și 6 la sută în materie comercială.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, ed. 4-a, § 396, p. 601, 606;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt*, etc., 711, 901-903, 905, 922;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 29, 644;
DALLOZ, *Rép.* Prêt à intér., 2 urm., 21 urm., 165, 178; *Suppl.* Prêt à intér., 2 urm., 24 urm., 114;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 345;
GUILLOUARD, *Prêt*, 73, 122-124, 126, 129;
LAURENT, XXVI, 489, 514;
MOURLON, ed 7-a, III, p. 382, 383;
PLANIOL. II. 2073;
PONT, *Prêt*, 146, 250;
THIRY, IV, 168, p. 157;
TROPLONG, *Prêt*, 349, 362.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 669, 694, 698 urm., 703 urm., 705 urm., 711; (VI, p. 390); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 340; *Observație* sub. Trib. civil Le Havre (Seine-Inférieure) 4 Oct. 920. Pand. Rom. 1923 III-139;
DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri juridice*, vol. IV, „Camatarìa este oprită?" p. 334, 335;
NACU, III, p. 447;
TONEANU N C., *Observație* sub. C. Apel Napoli, 13 Iunie 1910. Pand. Rom. 1924-III-43.

Jurisprudență.

1. Când părțile au determinat dobânda, judecatorii nu au dreptul a o modificà. (Apel Buc. II, 70, Mart. 4 82, *Dr.* 59 82).

2. După art. 22 din legea rurală, dobânda aferentă obligațiunilor rurale nu curge de cât în timp de 15 ani. Conform dar acestui articol și legei pentru prelungirea stingerei obligațiunilor rurale promulgată la 10 Aprilie 1877, Statul nu aveà îndatorire să plătească dobânda de 10 la sută pentru obligațiunile rurale, de cât până la 19 Aprilie 1880, când a intervenit legea pentru conversiunea obligațiunilor rurale și care prevede o dobândă de 6 la sută dela 19 Aprilie 1880, dobânda datorită erà de 6 la sută până la 10 Decembrie 1882, data promulgărei legei care fixează dobânda legală la 5 la sută; de la 10 Decembrie 1882 și până la achitare nu curge dobânda de cât 5 la sută. (Cas. I, 403, Dec. 19/86, B. p. 947).

3. Din art. 1587 rezultă că părțile contractante pot stipulà în contractele de împrumuturi de bani, ori ce dobânzi abandonând astfel dobânda convențională, liberilor stipulațiuni ale părților contractante. Și dacă legea fixează o dobândă de 5% în afacerile civile și 6% în cele comerciale, aceasta se referă la dobânzile moratorii, la

1) Textul vechiului art. 1589, erà: „*Se defige o dobândă de zece la sută, în toate cazurile unde nu s'a hotărît de părți quantumul ei*". A se vedeà asupra dobânzei Codul Calimach § 1332 și 1333, Codul Caragea, Partea III, Cap. 10, Art. 2. A se vedea în nota 4 dela pag. 93 și Legea din 20 Februarie 1879, asupra *clauzei penale*, precum și art. 1066 și 1089 Cod. Civ.

care justiția condamnă pe un debitor care este în întârziere, și la interesele legale cari curg de drept în virtutea legii, adică la acele cazuri în cari părțile n'au stipulat dobânzi. (Apel Buc. III, 109, Iun. 6 91, *Dr.* 49 91; Apel Buc. III, 171, Oct. 14 91, *Dr.* 82 91).

4. Prin tractatul de pace de la București din 28 Iulie 1913, cedându-se de statul bulgar României o parte din teritoriul său, prin această cedare statul român s'a substituit în toate drepturile și obligațiunile statului bulgar.

Prin urmare de la data sus menționată aplicându-se în acest teritoriu legile române, procentele legale în materie comercială au a fi cele prevăzute în aceste legi. (Trib. Durostor, Apr. 1914; Dreptul 1914, p. 399).

5. A se vedeà: art. 998 nota 172; art. 1066 notele 2, 7.

Art. 1590. — Adeverința dată pentru capital fără rezervă a dobânzilor este o presumpțiune de plata lor și scutește de dânsa. (Civ. 1111, 1173, 1174, 1200, 1202; Civ. Fr. 1908).

Text. fr. Art. 1908. — La quittance du capital donnée sans réserve des intérêts, en fait présumer le paiement, et en opère la libération.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 602;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt*, etc., 919-921;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II. p. 232. 233;
DALLOZ, *Rép.* Prêt à intér., 189 urm.; *Suppl.* Prêt à intér., 134 urm.;
GUILLOUARD, *Prêt*, etc., 138, 139:
HUC, XI, 199;
LAURENT, XXVI, 518, 519;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 384;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2074;
PONT, *Pet. contr.*,. I, 320;
TROPLONG, *Prêt*, etc., 414.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 669, 694, 698 urm., 703 urm.. 705 urm., 711; (VI, p. 119);
CANTACUZINO MATEI. p. 604;
NACU, III, p. 447, 448.

Jurisprudență.

1. Prezumpțiunea de plata dobânzii creată de art. 1590, numai atunci își poate aveà aplicațiunea când e îndoiala asupra chestiunei de fapt dacă s'a plătit sau nu dobânda, iar nu când neraspunderea dobânzii e un fapt netăgaduit de însuși debitorul ei. (Cas. I, 226 Sept. 3 79, B. p. 642).

2. Spre a fi invocată prezumpțiunea de plata dobânzilor prevăzută de art. 1590, trebue ca în adeverința dată să se afirme că este dată pentru primirea capitalului, în care caz cu drept cuvânt dacă nu se prevede vreo rezervă pentru procente se poate ca odată cu plata capitalului s'au socotit și plătit și procentele. Când însă e vorba de o chitanță dată de creditor pentru primirea de parte din sumele datorite, nu are aplicație art. 1590, acest caz fiind prevăzut de art. 1111. (Cas. I, 29/Ian. 24/83, B. p. 48).

3. Dacă în chitantele de descărcare se zice că plățile s'au făcut în comptul datoriei, și această datorie constă la epoca acelor vărsări atât din capital cât și din dobânda lui, în atare caz se aplică art. 1111, după care plata parțială a unei datorii pentru care se plătește dobânda se imputa mai întâi, asupra dobânzii. Numai dacă în chitante s'ar fi zis că sumele dintr'însele s'au dat pentru capitalul datorit fără vreo rezerva a dobânzilor, atunci acest fapt ar fi constituit o prezumpție legală de plata dobânzilor și în acest caz sumele răspunse s'ar fi imputat numai asupra capitalului. (Cas. I, 231/Iun. 10/85, B. p. 504).

4. Prezumpțiunea de plata dobânzilor prevăzută de art. 1590 nu admite, în general, proba contrarie. (Cas. I, 38 Febr. 1 91, B. p. 119).

5. Această prezumpție are loc numai atunci când nu s'a făcut nici o rezervă din partea aceluia care a dat adeverința pentru plata capitalului. (Cas. I, 184/Mai 3/91, B. p. 569).

6. Determinarea obiectului și întinderii convențiunilor, cât și stabilirea intențiunei părților, în lipsă de clauze exprese, constitue chestiune de fapt, ce intră în atributul suveran al instanțelor de fond. (Cas. III, 21 Martie 1906, B. p. 661).

7. Deși prin art. 1590 din codul civil legea prevede că adeverința dată pentru plata capitalului, fără rezerve în

ce priveşte dobânzile, este o prezumpţiune de plata lor şi scuteşte de dânsele pe debitor, totuş această prezumpţiune nu este o prezumpţie absolută, ci poate fi combătută prin proba contrarie. (Cas. III, 26 Martie 1907, B. p. 620).

TITLUL XII.

Despre depozit şi despre sequestru.

CAPITOLUL I.

Despre depozit în genere.

Art. 1591. — Depozitul în genere este un act prin care se primeşte lucrul altuia spre a-l păstrà şi a-l restituì în natură. (Civ. 1593, 1604; L. Timbr. 19 § 18; Civ. Fr. 1915).

Text. fr. Art. 1915. — Le dépôt, en général, est un acte par lequel on reçoit la chose d'autrui, à la charge de la garder et de la restituer en nature.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société*, etc., 1009, 1016;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 261, 650;
DALLOZ, *Rép.* Abus de conf., 101 urm.; Depôt, 8 urm.; *Suppl.* Abus de conf., 61 urm.; Depôt, 7 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 68;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 403;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2204.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 1 urm.; (VIII. part. I, ed. 2-a, p. 573);
CETĂŢEANU I. IOAN, *Adnotaţie* sub. C. Apel Tg. Mureş, 1 April. 1921. Dreptul 30/1921;
NACU, III, p. 449;
RAPAPORT M., *Nota* sub. Trib. Civ. Seine, 14 Febr. 1923. Jurisp. Gen. 22/1924, No. 1251.

Art. 1592. — Depozitul este de două feluri: depozitul propriu zis şi sequestru. (Civ. 1593 urm., 1626 urm.; Civ. Fr. 1916).

Text. fr. Art. 1916. — Il y a deux espèces de dépôts: le dépôt proprement dit, et le séquestre.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société*, etc. 1019;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 403;
POTHIER, *Dépôt* V, No. 1.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 4;
NACU, III, p. 449.

CAPITOLUL II.

Despre depozitul propriu zis.

Secţiunea I. — *Despre natura depozitului.*

Art. 1593. — Depozitul este un contract esenţial gratuit, care nu poate aveà de obiect decât lucruri mobile.

El nu este perfect decât când s'a făcut tradiţiunea lucrului [1]).

1) Art. francez corespunzător 1919 se exprimă astfel: *„la tradition réelle ou feinte de la chose déposée“*.

Tradițiunea se înlocuește prin singurul consimțământ, dacă lucrul ce este a se lăsă în depozit se află deja în mâna depozitarului sub orice alt titlu. (Civ. 472 urm., 946, 1314, 1316, 1591 urm., 1600, 1608, 1623, 1628, 1630; Civ. Fr. 1917-1919).

Text. fr. Art. 1917. — Le dépôt proprement dit est un contrat esentiellement gratuit.

Text. fr. Art. 1918. — Il ne peut avoir pour objet que des choses mobilières.

Text. fr. Art. 1919. — Il n'est parfait que par la tradition réelle ou feinte de la chose déposée.

La tradition feinte suffit, quand le dépositaire se trouve dejà nanti, à quelque autre titre, de la chose que l'on consent à lui laisser à titre de dépôt.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 618;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt,* 1012, 1023, 1024, 1168, 1170, 1171;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a. II, p. 261, 650, 651;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 129 bis, I, III;
GUILLOUARD, *Du dépôt,* etc. 16, 17, 19, 20, 55;
HUC, XI, 231;
LAURENT, XXVII, 77, 79;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 403;
PLANIOL, II, ed. 3 a, No. 2205, 2206;
PONT, *Pet contr.* I, 377, 382;
TROPLONG, *Du dépôt,* etc. 11 urm., 19.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 5 urm.; *Observație* sub. Cas. Fr., 12 Nov. 1905. Dreptul 36/1907; *„Avem sau nu în dreptul actual contracte reale?“*. Dreptul 75/1909;
NACU, III, p. 450;
XENI C., *Notă* sub. C. Apel Buc. s. III, 34 din 28 Mart. 1924. Pand. Rom. 1925-II-1.

Jurisprudență.

1. Operațiunea de bancă cunoscută sub numele de „depozit spre fructificare“ constitue un act juridic care are caracterul unui contract de împrumut, iar nu de depozit, de oarece în asemenea operațiuni, depunătorul stipulând în favoarea sa plata unei dobânzi pentru suma depusă, contractul nu mai poate avea caracterul unui depozit care, potrivit art. 1593 c. civ. este esențialmente gratuit. (Trib. Ilfov s. I, 445 din 19 Mai 1924, Dreptul 21/1924).

Art. 1594. — Depozitul este voluntar sau necesar. (Civ. 1593, 1595 urm., 1620 urm.; Civ. Fr. 1920).

Text. fr. Art. 1920. — Le dépôt est volontaire ou nécessaire.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société* etc, 1025:
DALLOZ, *Rép.* Dépôt, 8 urm.; *Suppl.* Dépôt, 7 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 403.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 4;
NACU, III, p. 452.

Secțiunea II. — *Despre depozitul voluntar.*

Art. 1595. — Depozitul voluntar se formează prin consimțimântul celui ce dă și celui ce primește lucrul în depozit. (Civ. 948, 953 urm., 1593, 1620; Civ. Fr. 1921).

Text. fr. Art. 1921. — Le dépôt volontaire se forme par le consentement réciproque de la personne qui fait le dépôt et de celle qui le reçoit.

Doctrină străină.

Baudry et Wahl, *De la Société*, etc. 1026;
Demogue, I, *Sources des Obligations*, II, p. 69;
Planiol, II, ed. 3-a, No. 2205;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 407;
Troplong, *Dépôt*, 36-38.

Doctrină românească.

Alexandresco, X, p. 9, 10;
Nacu, III, p. 452.

Art. 1596. — Depozitul voluntar se face în totdeauna numai de către proprietarul lucrului depozitat sau prin consimţimântul său expres ori tacit. (Civ. 1610; Civ. Fr. 1922).

Text. fr. Art. 1922. — Le dépôt volontaire ne peut régulièrement être fait que par le propriétaire de la chose déposée, ou de son consentement exprès ou tacite.

Doctrină străină.

Baudry et Wahl, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1034;
Demogue, I, *Sources des Obligations*, V, p. 456;
Guillouard, *Du dépôt*, etc. 31;
Huc, XI, 132;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 407;
Planiol, II, ed. 3-a, No. 2207.

Doctrină românească.

Alexandresco, X, p. 11, 12;
Nacu, III, p. 453.

Art. 1597. — Depozitul voluntar nu se poate face decât prin înscris [1]). (Civ. 1180, 1191, 1197, 1198, 1204 urm., 1208, 1220 urm., 1598, 1606, 1621; Civ. Fr. 1923).

Text. fr. Art. 1923. — Le dépôt volontaire doit être prouvé par écrit. La preuve testimoniale n'en est point reçue pour valeur excédant cent cinquante francs.

Doctrină străină.

Arntz, IV, 100;
Aubry et Rau, VIII, ed. 4-a, § 751, p. 176;
Baudry et Wahl, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1045-1047, 1051;
Colin et Capitant, ed. 2-a, II, p. 651;
Guillouard, *Dépôt*, etc. 40 urm.;
Huc, XI, 232-234;
Laurent, XXVII, 89, 92;
Mourlon, ed. 7 a, III, p. 409;
Planiol, II, ed. 3-a, No. 2207;
Pont, *Dépôt*, 402, 411;
Troplong, *Dépôt*, 46, 48.

Doctrină românească.

Alexandresco, X, p. 13-15; (VII, p. 247 n. 2); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 408, nota 2, *Observaţie* sub. C. Apel Buc., s. III, 121 din 26 Mai 1912. Curier Jud. 52/913; *Notă* sub. Trib. Toulouse, 19 Febr. 1920. Jur. Gen. 1925, No. 631;
Georgean N., *Nota* sub. Trib. Argeş, s. II, 8 April 1921. Pand. Rom. 1924, II, 121; *Notă* sub. Trib. Dorohoi, 364 din 6 Nov. 1923. Jur Gen. 1925, No. 99;
Nacu, III, p. 452.

---

1) Art. francez corespunzător 1923 adaugă: *„La preuve testimoniale n'en est point reçue pour valeur excédant cent cinquante francs"*.

Jurisprudenţă.

1. Pentru constatarea depozitului voluntar a carui valoare excede suma de 150 lei după art. 1597 combinat cu art. 1191, aplicabile şi în materie corecţională, proba testimonială nu este admisă de cât în cazul când exista un început de dovadă scrisă, conform art. 1197. (Cas. II, 562 Sept. 1 71, B. p. 203).

2. Art. 1597, diferind de codul francez în această privinţă, prescrie în mod formal că depozitul nu se poate constatà de cât prin înscris, ceea ce eludează cu desăvârşire proba cu martori, fie că ar fi în cauză o sumă mai mică de 150 lei, fie că ar existà un început de dovadă scrisă, întocmai ca şi când ar fi vorba de un contract de locaţiune sau de transacţiune. (Trib. Ilfov, I, Mart. 1/86, *Dr.* 31/86).

3. Dispoziţiunea cuprinsă în art. 1597, după care depozitul voluntar nu se poate face de cât prin înscris, nu este atât de absolută în cât să excludă ori ce alt mijloc de dovedire admis de legiuitor prin regulele de drept comun ce a stabilit precum ar fi dovada ce ar rezultà chiar din mărturisirea depozitarului sau aceea ce s'ar puteà face prin deferirea jurământului decizoriu, etc. De asemenea aceasta dispoziţiune nu se poate luà ca o derogaţiune la o regulă cuprinsă în art. 1191 şi 1203 cari deşi prohibă proba cu martori şi prezumpţiuni, când valoarea lucrului trece de 150 lei, primeşte însă excepţiuni în cazurile prevăzute prin art. 1197 şi 1198, admiţând o atare probă ori de câte ori există un început de dovadă scrisă, sau când partea s'a găsit în imposibilitate de a-şi procurà o dovadă scrisă, aşà ca aceste excepţiuni sunt aplicabile şi la depozitul voluntar, ca şi la ori ce alte convenţiuni. (Cas. I, 64/Febr. 22/94, B. p. 584).

4. Dispoziţia acestui articol nu este aşà de absolută încât să excludă orice alt mijloc de dovedire legal, cum ar fi mărturisirea depozitarului sau jurământul decizoriu. Acest articol nu se poate luà nici ca o derogaţie la regula din art. 1191 şi 1203 cod. civ., care deşi proibă proba cu martori şi prezumpţii, când valoarea trece de 150 lei, însă primeşte excepţii în cazurile din art. 1197 şi 1198, admiţând o astfel de probă, ori de câte ori exista un început de dovadă scrisă sau când parţii i-a fost imposibil să-şi procure o asemenea dovadă, aşà ca aceste excepţii sunt aplicabile şi la depozitul voluntar. (Cas. I, 64/94, B. p. 125).

5. După art. 1597 cod. civil, depozitul voluntar nu se poate dovedì decât cu înscris; reese însă din spiritul art. 1198 cod. civil, că proba testimonială şi prezumpţiile sunt admisibile, ori de câte ori părţei nu i-a fost cu putinţă a-şi procurà o dovadă scrisă. Impreju-rările de fapt, din care a rezultat imposibilitatea, sunt lăsate la aprecierea judecătorului. (Ap. Buc. II, *Dr.* 33/901).

6. Deşi potrivit dispoziţiilor art. 1191 şi 1597 c. civil, contractul de depozit voluntar nu se poate dovedì cu martori, când valoarea lui este mai mare de 150 lei vechi, totuşi această prohibiţiune nu este de ordine publică şi deci nu face parte dintre prohibiţiunile cuprinse în art. 5 codul civil, care prevede că nu se poate derogà prin convenţiuni sau dispoziţii particulare la legile cari interesează ordinea publică şi bunele moravuri, ci este de ordin privat şi cu caracter supletiv, deoarece dispoziţiile prevazute de art. 1191 codul civil, constituesc un mijloc de dovada al convenţiunilor încheiate între părţi şi la care ele sunt libere să recurgă sau nu, după cum le dictează interesul, în cazul când ele nu ar posedà un alt mijloc legal pentru dovedirea acelor convenţiuni şi bine înţeles dacă legea nu prevede „ad solemnitatem" îndeplinirea unor anumite formalitaţi, fară cari convenţiunea nu ar aveà existenţă legala. (Trib. Dorohoi 364 din 6 Nov. 923, Jur. Gen. 1925, No. 99).

7. A se vedeà: art. 1180 nota 1; art. 1191, nota 2; art. 1198 nota 45.

Art. 1598. — Dacă depozitul s'a făcut de către o persoană capabilă către una necapabilă, aceea ce a făcut depozitul are numai acţiune de revendicaţiunea lucrului depozit, pe cât timp se află în mâna depozitarului, sau acţiune de restituţiune pe cât acesta s'a folosit. (Civ. 949 urm., 1164, 1597; Civ. Fr. 1926).

Text. fr. Art. 1926. — Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, la personne qui a fait le dépôt n'a que l'action en revendication de la chose déposée, tant qu'elle existe dans la main du dépositaire, ou une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qui a tourné au profit de ce dernier.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 620;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1035, 1037;
BUFNOIR, *Propriété et Contrat*, ed. 2-a, p. 361;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 651;
DALLOZ, *Rép.* Depôt, 29 urm., 126 urm.; *Suppl.* Dépôt, 15 urm., 53 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 122;
GUILLOUARD, *Du dépôt*, etc. 34, 37;
MOURLON, ed. 7-a, p. 407;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2208;
TROPLONG, *Du dépôt*, etc. 58.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 13; (III, part. I. ed. 2-a, p. 264 n. 2; VII, p. 35 n. 2); *Notă*, sub. Trib. Lons-le-Saulnier, Jura, 9 Aug. 1921. Jur. Gen. 1924, No. 2145;
NACU, III, p. 451.

Secţiunea III. — *Despre îndatoririle depozitarului.*

Art. 1599. — Depozitarul trebuie să îngrijească de paza lucrului depozit, întocmai precum îngrijeşte de paza lucrului său. (Civ. 1564, 1566, 1600 urm.; Civ. Fr. 1927).

Text. fr. Art. 1927. — Le dépositaire doit apporter, dans la garde de la chose déposée, les mêmes soins qu'il apporte dans la garde des choses qui lui appartiennent.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*; 1055, 1056, 1058;
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 51;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 8, 262, 517, 652, 656;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 139 bis, II;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*. V, p. 456, 554;
GUILLOUARD, *Du dépôt*, etc. 22, 48, 50, 51;
HUC, XI, 237;
LAURENT, XXVII, 96;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 404, 409;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2211;
PONT, *Pet. contr.*, I, 426;
TROPLONG, *Du dépôt*, etc., 65, 69.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 16 urm., 39, 258: (V, p. 326, 327; VI, p. 317, 318 n. 1); *Observaţie* sub. C. Apel Buc., s. I, 12 Mart. 902. Dreptul 30/1910; *Observaţie* sub. Camera de Comerţ din Berlin, 8 Aug. 1919. Tribuna Juridica 24-27/1922;
CANTACUZINO MATEI, p. 441;
NACU, II, p. 621; III, p. 453.

Jurisprudenţă.

1. Depozitarul care păstrează lucrul depozitat, în specie nişte juvaere, în acelaş loc în care el îşi conservă averea sa, în specie într'o ladă de fier, nu comite nici o culpă şi deci nu răspunde de pierderea lucrului depozitat survenită dintr'un caz fortuit sau de forţă majoră. Spargerea prăvăliei şi a casei de fier de către nişte făcători de rele, se consideră în genere ca un caz fortuit sau de forţă majoră. (C. Apel Buc. s. I, 12 Mart. 1902, Dreptul 30, 1910).

2. Depozitarul este obligat să îngrijească de paza lucrului depozitat întocmai cum îngrijeşte de paza lucrului sau, fiind obligat a restituì conform art. 1604 c. civ., însuşi lucrul ce a primit.

Prin urmare, depozitarul răspunde chiar de culpa cea mai uşoară, în caz de pierderea lucrului depozitat, dar nu răspunde de pierderea sau stricăciunile aduse obiectului din cauză de forţă majoră. (C. Apel Constanţa, 95 din 21 Iunie 1923. Justiţia Dobrogei 3/924).

Art. 1600. — Dispoziţiunea articolului precedent trebuie să se aplice cu mai mare rigoare:

1. Când depozitarul s'ar fi oferit a primi un depozit;
2. Când s'ar fi stipulat vre-o plată pentru paza depozitului;
3. Când depozitul s'a făcut numai în folosul depozitarului;
4. Când s'ar fi alcătuit expres ca depozitarul să fie răspunzător de ori și ce culpă. (Civ. 1593; Civ. Fr. 1928).

Text. fr. Art. 1928. — La disposition de l'article précédent doit être appliquée avec plus de rigueur, 1° si le dépositaire s'est offert lui-même pour recevoir le dépôt; 2° s'il a stipulé un salaire pour la garde du dépôt; 3° si le dépôt a été fait uniquement pour l'intérêt du dépositaire; 4° s'il a été convenu expressément que le dépositaire répondrait de toute espèce de faute.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1060, 1062, 1064, 1068, 1069;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 650, 652, 656;
DALLOZ, *Suppl.* Dépôt, 25;
GUILLOUARD, *Du dépôt*, etc., 53, 55, 57, 63;
HUC, XI, 232, 239;
LAURENT, XXVII, 97;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 405, 409;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2211;
PONT, *Pet. contr.*, I, 427;
TROPLONG, *Du dépôt*, etc., 79.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 16 urm., 39, 258; (XI, p. 319);
NACU, II, p. 621; III, p. 453;
XENI C., *Notă* sub. C. Apel Buc. s. III, 34 din 28 Mart. 1924. Pand. Rom. 1925-II-1.

Art. 1601. — Depozitarul nu răspunde nici odată de stricăciunile provenite din forță majoră; afară de cazul când a fost pus în întârziere pentru restituțiunea lucrului depozit. (Civ. 1079, 1082, 1083, 1156, 1604 urm., 1608; Civ. Fr. 1929).

Text. fr. Art. 1929. — Le dépositaire n'est tenu, en aucun cas, des accidents de force majeure, à moins qu'il n'ait été mis en demeure de restituer la chose déposée.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 625;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1071-1075;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 518;
DALLOZ, *Rép.* Dépôt, 60;
DUFOURMANTELLE ROGER, *Force majeure*;
GUILLOUARD, *Du dépôt*, etc., 60-62, 77;
HUC, XI, 237, 239;
LAURENT, XXVII, 100;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 409, 410;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2211;
TROPLONG, *Du dépôt*, etc., 95.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 16 urm., 39, 258; (V, p. 186, 377); *Observație* sub. C. Apel Buc. s. I, 12 Mart. 1902. Dreptul 30/1910;
CETĂȚEANU I. IOAN, *Adnotație* sub. C. Apel Tg.-Mureș, 1 April. 1921. Dreptul 30/1921;
NACU, III, p. 454;
XENI C., *Notă* sub. C. Apel Buc. s. III, 34 din 28 Martie 1924. Pand. Rom. 1925-II-1.

Jurisprudență.

1. Depozitarul care păstrează lucrul depozitat, în specie niște juvaere, în acelaş loc în care el își conservă averea sa, în specie într'o lada de fier, nu comite nici o culpă și deci nu răspunde de pierderea lucrului depozitat, survenită dintr'un caz fortuit sau de forță majoră.

Spargerea prăvăliei și a casei de fier de către niște făcători de rele, se consideră în genere, ca un caz fortuit sau de forță majoră. (C. Apel Buc. s. I, 12 Martie 1902. Dreptul 30 910).

2. Depozitarul este obligat să îngrijească de paza lucrului depozitat, întocmai cum îngrijește de paza lucrului său fiind obligat a restitui conform art. 1604 c. civil însuși lucrul ce a primit.

Prin urmare, depozitarul răspunde chiar de culpa cea mai ușoară, în caz de pierderea lucrului depozitat, dar nu raspunde de pierderea sau stricăciunile aduse obiectului din cauză de forță majoră. (C. Apel Constanța 95 din 21 Iunie 1923, Justiția Dobrogei 3/924).

Art. 1602. — El nu poate să se servească de lucrul depus fără permisiunea expresă sau tacită a deponentului. (Civ. 1081, 1088, 1156, 1504, 1565 urm., 1591; Civ. Fr. 1930).

Text. fr. Art. 1930. — Il ne peut se servir de la chose déposée, sans la permission expresse ou présumée du déposant.

Doctrină străină.

Baudry et Wahl, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1080, 1082, 1083;
Colin et Capitant, ed. 2-a, II, p. 652;
Guillouard, *Du dépôt*, etc., 66, 68;
Laurent, XXVII, 103;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 404, 409;
Planiol. II, ed. 3-a, No. 2212;
Pont, *Pet. contr.*, I, 446.

Doctrină românească.

Alexandresco, X, p. 16 urm., 39, 258; (VI, p. 119);
Nacu, III, p. 455, 456.

Jurisprudență.

1. Dispozițiile art. 1602 și 1608 din codul civil potrivit carora creditorul gagist nu se poate servi de lucrul amanetat nu pot fi o piedică la admiterea ideei de gaj de oarece părțile pot deroga prin convenția lor la această regulă iar în unele cazuri, întrebuințarea lucrului amanetat poate rezultà și din o clauză virtuală a contractului, atunci când conservarea lucrului se confundă cu punerea lui în valoare sau cu anumite lucrări de exploatare, fară executarea cărora însăși obiectul amanetului s'ar distruge. (Trib. Teleorman s. I, 289 din 4 Nov. 1920, Curier Jud. 1/921).

Art. 1603. — Nu poate de fel să caute a vedeà lucrurile ce i s'au depozitat, dacă i s'au încredințat în o ladă închisă sau sub o copertă sigilată. (Civ. Fr. 1931).

Text. fr. Art. 1931. — Il ne doit point chercher à connaître quelles sont les choses qui lui ont été déposées, si elles lui ont été confiées dans un coffre fermé ou sous une enveloppe cachetée.

Doctrină străină.

Baudry et Wahl, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1086, 1087;
Colin et Capitant, ed. 2-a, II, p. 652;
Guillouard, *Du dépôt*, etc., 67, 68;
Huc, XI, 241;
Laurent, XXVII, 104;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 409, 410;
Planiol, II, ed. 3-a, No. 2212;
Pont, *Pet. contr.*, I, 450.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO. X, p. 16 urm., 39, 258;
NACU, III, p. 455, 456.

Art. 1604. — Depozitarul trebuie să înapoeze tot acel lucru ce a primit.

Un depozit de bani, când depozitarul, conform art. 1602, făcuse întrebuinţare de dânsul[1]), trebuie să se restituească în acele monete în care s'a făcut, atât în cazul de sporire cât şi în acela de scădere a valoarei lor. (Civ. 1147, 1578 urm., 1591, 1605 urm., 1611; Civ. Fr. 1932; Civ. Ital. 1848).

Text. fr. Art. 1932. — Le dépositaire doit rendre identiquement la chose même qu'il a reçue.

Ainsi, le dépôt des sommes monnayées doit être rendu dans les mêmes espèces qu'il a été fait, soit dans le cas d'augmentation, soit dans le cas de diminution de leur valeur.

Text. Ital. Art. 1848. — Il depositario deve restituire l'identica cosa che ha ricevuto.

Un deposito di denaro, quando in conformità dell'articolo 1846 il depositario ne avesse fatto uso, deve restituirsi nelle medesime specie in cui fu fatto, nel caso tanto d'augmento quando di diminuzione del loro valore.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1091-1094 urm., 1102;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 653;
LAURENT, XXVII, 75;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 406, 409, 410;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No 2209;
PONT, *Pet. contr.*, I, 390.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO. X, p. 24 urm.; (VI, p. 491 nota, 775 n. 2); *Observaţie* sub. Trib. Paris, 26 Mai 1909. Dreptul 30/1910;
NACU, III, p. 456.

Jurisprudenţă.

1. Privileg'ile sunt de drept strict în acest sens că numai creanţele acelea pe cari legea le învesteşte anume cu un drept de precădere sunt privilegiate; or, creanţa deponentului contra depozitarului pentru o sumă de bani legea nu o declară privilegiată. (Cas. II, 57/Mai 28 85, B. p. 465).

2. Potrivit dispoziţiilor art. 1604 şi 1610 c. civ., depozitarul trebue să înnapoeze tot acel lucru ce a primit şi poate să-l oprească până la plata integrală ce i se cuvine din cauza depozitului.

Prin urmare, când în speţă se constată că acţiunile societăţei anon. rom. de navigaţiune „România", gajate de intimaţi apelantului, există, fiind chiar depuse Curţei, intimaţii nu puteau să pretindă decât restituirea lor cu daune, iar nici de cum plata valorii lor după cursul zilei; că deci urmează a se dispune numai restituirea ziselor acţiuni în natură. (C. Apel Buc. IV, dec. com. 32 din 18 Aprilie 1923, Jur. Gen. 1923, No. 198).

3. Depozitarul este obligat să îngrijească de paza lucrului depozitat, întocmai cum îngrijeşte de paza lucrului său, fiind obligat a restitui conform art. 1604 c. civ., însuşi obiectul ce a primit.

Prin urmare depozitarul răspunde chiar de culpa cea mai uşoară, în caz de pierderea lucrului depozitat, dar nu răspunde de pierderea sau stricăciunile aduse obiectului din cauză de forţă majoră. (C. Apel Constanţa 95 din 21 Iunie 1923. Justiţia Dobrogei 3/924.

4. A se vedeà: art. 1890, nota 27.

---

1) In textul art. francez, lipsesc din art. 1604, cuvintele: *„...Când depozitarul conform art. 1602 făcuse întrebuinţare de dânsul".*

Art. 1605. — Depozitarul nu este dator de a restitui lucrul depozitat decât în starea în care se află la timpul înapoerei. Stricăciunile survenite fără faptul său, rămân în sarcina deponentului. (Civ. 1102, 1156, 1601; Civ. Fr. 1933).

Text. fr. Art. 1933. — Le dépositaire n'est tenu de rendre la chose déposée que dans l'état où elle se trouve au moment de la restitution. Les détériorations qui ne sont pas survenues par son fait, sont à la charge du déposant.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société*, etc., 1118;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 9, 653, 654;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, V, p. 132;
GUILLOUARD, *Louage*, I, 278; *Dépôt*, 77;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 409;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2209

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 28;
NACU, II, p. 618; III, p. 456.

Art. 1606. — Depozitarul căruia s'a luat prin forță majoră lucrul depozitat, și care a primit în locu-i o sumă de bani, sau orice alt lucru, trebuie să restituească aceea ce a primit. (Civ. 1156, 1601, 1607; Civ. Fr. 1934).

Text. fr. Art. 1934. — Le dépositaire auquel la chose a été enlevée par une force majeure, et qui a reçu un prix ou quelque chose à la place, doit restituer ce qu'il a reçu en échange.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1119, 1120;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 653, 654;
DUFOURMANTELLE ROGER, *Force majeure*;
GUILLOUARD, *Dépôt*, 79;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 409, 410;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2209.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 29;
NACU, III, p. 457.

Art. 1607. — Eredele depozitarului care a vândut în bună credință lucrul ce n'a știut că este depozitat, este dator numai să restituească prețul primit, sau să cedeze acțiunea sa contra cumpărătorului, dacă prețul nu ar fi fost plătit. (Civ. 972, 996, 1604, 1606, 1898, 1909; Civ. Fr. 1935).

Text. fr. Art. 1935. — L'héritier du dépositaire, qui a vendu de bonne foi la chose dont il ignorait le dépôt, n'est tenu que de rendre le prix qu'il a reçu, ou de céder son action contre l'acheteur, s'il n'a pas touché le prix.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1121, 1124, 1125;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 9, 654;
GUILLOUARD, *Du dépôt*, etc., 72, 97;
HUC, XI, 242, 247;
LAURENT, XXVII, 109;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 409, 410;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2209.

Doctrină românească.

Alexandresco, X, p. 24, 29, 30; (III, part. II, ed. 2-a, p. 912; V, p. 378 n. 1 ;
Dumitrescu A. M., II, 97;
Nacu, III, p. 457.

Art. 1608. — Depozitarul trebuie să restituească fructele produse de lucrul depozitat și culese de dânsul.

El nu e dator de a plătì nici o dobândă pentru banii ce i s'au depozitat, afară numai din ziua de când a fost pus în întârziere de a-i restituì. (Civ. 484, 1079, 1088, 1593, 1602, 1604; Civ. Fr. 1936).

Text. fr. Art. 1936. — Si la chose déposée a produit des fruits qui aient été perçus par le dépositaire, il est obligé de les restituer. Il ne doit aucun intérêt de l'argent déposé, si ce n'est du jour où il a été mis en demeure de faire la restitution.

Doctrină străină.

Aubry et Rau, IV, p. 623;
Baudry et Wahl, *De la Société, du prêt, du dépôt,* 1103, 1104, 1106, 1109, 1111 urm.;
Demante et Colmet de Santerre, VIII, 148;
Guillouard. *Du dépôt,* etc., 74, 78, 80, 81, 84;
Huc, XI, 141, 243;
Laurent, XXVII, 110-112;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 409, 410;
Planiol, II, ed. 3-a, No. 2209;
Pont, *Pet. contr.*, I, 467, 468;
Troplong, *Du dépôt,* etc., 104.

Doctrină românească.

Alexandresco, X, p. 28 urm.;
Cantacuzino Matei, p. 447;
Nacu, III, p. 456.

Jurisprudență.

1. După art. 1608 depozitarul e dator a plătì dobânda numai din ziua de când a fost pus în întârziere de a restituì suma depozitată. (Cas. I, 400, Nov. 27 78, B. p. 381).

2. A se vedeà: art. 1602, nota 1; art. 1688 nota 8.

Art. 1609. — Depozitarul nu trebuie să restituească lucrul depozitat decât acelui ce i l-a încredințat, sau acelui în al cărui nume s'a făcut depozitul, sau persoanei arătate spre a-l primì. (Civ. 1096, 1607, 1610, 1611, 1612; Civ. Fr. 1937).

Text fr. Art. 1937. — Le dépositaire ne doit restituer la chose déposée, qu'à celui qui la lui a confiée, ou à celui au nom duquel le dépôt a été fait, ou à celui qui a été indiqué pour le recevoir.

Doctrină străină.

Aubry et Rau, IV, p. 623;
Baudry et Wahl, *De la Société, du prêt, du dépôt,* 1126, 1139 urm.;
Bufnoir, *Propriété et contrat,* ed. 2-a, p. 494, 501;
Guillouard, *Du dépôt,* etc., 85 urm.;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 410;
Planiol, II, ed. 3-a, No. 2208, 2210.

Doctrină românească.

Alexandresco, X, p. 30, 31;
Nacu, III, p. 458.
Xeni C., *Notă* sub. C. Apel Buc. s. III, 34 din 28 Martie 1924. Pand. Rom. 1925-II-1.

Jurisprudență.

1. Din momentul ce este constant că o instituție, pe numele căreia s'a depus o sumă de bani la Casa de depuneri, nu erà persoană juridică la data depunerii, legătura de drept, cu privire la acest fapt și la consecințele lui, nu poate fi decât între depunător personal și Casa care a primit depozitul. Prin urmare, instanța de fond violează art. 1609 cod. civil când, independent de chestiunea de a vedeà dacă cererea de restituire în fond este sau nu fundată, refuză dela început ca inadmisibilă cererea de restituire a depozitului facută în justiție, de oarece nu se poate concepe ca o persoană morala să fie declarată inexistentă pentru a intentà o acțiune și, în acelaș timp, ca existentă pentru a fi proprietara sumei depuse. (Cas. I, 194 902, B. p. 621).

2. a). In virtutea principiului că o persoană morala nu are existență juridică decât în virtutea unei legi și numai dela promulgarea ei, Cercul Militar din București neavând, înaintea legii din 1896, o personalitate juridică nu poate fi vorba de drepturi și obligațiuni ale cercului, așà că depozitele făcute la Casa de Depuneri în acel timp de un fost contabil al cercului nu pot fi considerate ca făcute decât personal, iar nu pentru și în numele cercului.

b) Din art. 1609 și 1610 c. civ., rezultă că atunci când acela pe numele căruia s'au depus efectele la Cassa de Depuneri, în speță vechiul Cerc Militar, nu are existență juridică, legătura de drept cu privire la acest fapt și la consecințele lui nu mai rămâne și nu poate fi decât între deponent personal, în speță contabilul cercului și Cassa de Depuneri, așà că numai acel contabil este în drept să ceară restituirea depozitului.

Prin urmare, Curtea de apel judecând contrariul, violeaza precitatele texte de lege. (Cas. I, decizia No. 354, din 17 Iunie 1914. In acelaș sens sunt și deciziile 354 bis și 355 din aceiaș zi. Jurispr. Rom. 1914, p. 465. Curier Jud. 1914, p. 588).

3. Faptul unei bănci de a achità o sumă dată în depozit, fără a fi uzat de toate precauțiunile necesare și a verificà în fapt dacă persoana ce se prezintă la plată cu o scrisoare din partea deponentului, este în adevăr autorizată de acesta să primească banii, constitue o lipsă de diligență care atrage responsabilitatea sa și deci obligația de a plătì a doua oară, în caz când scrisoarea deponentului ar fi fost falsificată de un terțiu. (C. Apel Buc. s. III, 34 din 28 Mart. 1924, Pand. Rom. 1925, II, 1; Trib. Ilfov s. II com. 945 din 3 Nov. 1922, Pand. Rom. 1925, II, 1).

4. A se vedeà: art. 368 nota 2; art. 1000, notele 44, 90, 164.

Art. 1610. — Depozitarul nu poate pretinde ca deponentul să probe că lucrul depozitat este proprietatea sa.

Cu toate acestea, dacă descopere că lucrul este de furat și cine este adevăratul proprietar trebuie să vestească acestuia depozitul ce i s'a făcut, interpelându-l a-l reclamà în un termen determinat și îndestulător, fără prejudițiul dispozițiunilor codicelui penal[1]).

Dacă acela care a fost vestit de aceasta, neglige reclamarea depozitului, depozitarul este bine liberat prin trădarea depozitului în mâna acelui dela care s'a primit. (Civ. 1596, 1616, 1909, 1910; C. p. 53; Civ. Fr. 1938).

Text. fr. Art. 1938. — Il ne peut pas exiger de celui qui a fait le dépôt, la preuve qu'il était propriétaire de la chose déposée.

Néanmoins, s'il découvre que la chose a été volée, et quel en est le véritable propriétaire, il doit dénoncer à celui-ci le dépôt qui lui a été fait, avec sommation de le réclamer dans un délai déterminé et suffisant. Si celui auquel la dénonciation a été faite, néglige de réclamer le dépôt, le dépositaire est valablement déchargé par la tradition qu'il en fait à celui duquel il l'a reçu.

---

1) In textul art. francez, lipsesc cuvintele: *„fără prejudiciul dispozițiunilor codicelui penal“*.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 625;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt* 1132-1135;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 652, 653;
DALLOZ, *Rep.* Dépôt, 82;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERE, VIII, 150 bis, I;
DEMOGUE, I, *Sources de Obligations*, I, p. 378;
GUILLOUARD, *Du dépôt*, etc., 101, 106;
HUC, XI, 246;
LAURENT, XXVII, 120, 126;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 407, 410;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2208, 2210;
PONT, *Pet. contr.* I, 490, 504.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 34; (IX, p. 645 ;
NACU, III, p. 458.

Jurisprudenţă.

1. Deşi este adevărat că, după art. 1610, depozitarul nu poate pretinde ca deponentele sa probeze că lucrul depozitat este proprietatea sa, totuşi aceste prescripţiuni nu-şi au aplicaţiune când se face opoziţiuni la restituirea depozitului fie de către un al treilea, pentru că lucrul nu este al depunătorului ci al său, fie de către depozitar pentru că el însuşi este proprietarul acelui lucru depozitat; caci în ambele aceste cazuri, conform art. 1616 şi 1617, obligaţiunea depozitarului de a restitui lucrurile în mâna depunătorului se stinge, dacă se probează că acele lucruri sunt ale altuia. Aşà dar, ori de câte ori se prezintă chestiunea sub aceste faze, judecătorul fondului, chemat a se pronunţà asupra restituţiunei depozitului, este în drept şi dator chiar a judecà şi rezolva a cui este proprietatea lucrului depozitat. (Cas. I, 65/Febr. 12 91, B. p. 157).

2. a). O persoană morală, nu are existenţa juridică, decât în virtutea unei legi şi numai dela promulgarea ei. Prin urmare, înaintea legei din 1896, cercul militar din Bucureşti, neavând personalitate juridică, nu puteà fi vorba de drepturi şi obligaţiuni ale cercului, aşà că depozitele făcute de fostul contabil al cercului nu puteau fi considerate ca făcute decât personal de contabil, iar nu în numele cercului.

b) După art. 1609 c. civ., depozitarul este obligat să restitue depozitul celui ce i l'a încredinţat, sau celui în al cărui nume s'a facut, iar după art. 1610, depozitarul nu poate pretinde ca deponentul să probeze, că lucrul depozitat este proprietatea lui.

Ca de acì rezultă că atunci când cel pe numele căruia s'au depus ofertele (vechiul cerc militar) nu aveà existenţa juridică, legătura de drept cu privire la acest fapt şi la consecinţele lui, nu mai puteà fi decât între contabil personal şi Casa de depuneri, aşà că numai contabilul puteà cere restituirea depozitului. (Cas. I, decizia No. 354, 1914; In acelaş sens sunt şi deciziile 354 bis şi 355 din aceeaş zi. Jurispr. Rom. 1914, p. 465; Curier Jud. 1914, p. 588).

Art. 1611. — In caz de moarte a deponentului, lucrul depus nu se poate restituì decât eredelui.

Dacă sunt mai mulţi erezi, lucrul depozitat trebuie să se restituească, fiecărui din ei o parte pe cât i se cuvine.

Dacă lucrul nu se poate împărţì, erezii trebuie să se unească între dânşii asupra modului primirei lui. (Civ. 653, 1060, 1064; Civ. Fr. 1939).

Text. fr. Art. 1939. — En cas de mort naturelle ou civile de la personne qui a fait le dépôt, la chose déposée ne peut être rendue qu'à son héritier.

S'il y a plusieurs héritiers, elle doit être rendue à chacun d'eux pour leur part et portion.

Si la chose déposée est indivisible, les héritiers doivent s'accorder entre eux pour la recevoir.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 623, 624;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt,* 1127, 1143 urm., 1148, 1149;
BUFNOIR, *Propriété et contrat,* ed. 2-a, p. 501;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 653;
DALLOZ, *Suppl.* Dépôt, 37;
DEMOGUE, I, *Sources des obligations,* I, p. 71;
GUILLOUARD, *Du dépôt,* etc., 94, 95;
HUC, XI, 244, 247;
LAURENT, XXVII, 117-119:
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 410;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2208, 2210;
PONT, *Pet. contr.*, I, 482, 484.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 31; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 269; VI, p. 453 n. 1);
NACU, III, p. 459.

Art. 1612. — Dacă deponentul, prin schimbarea statului său, a pierdut administrațiunea bunurilor sale, după facerea depozitului, acesta nu se poate restituì de cât persoanei însărcinate cu administrațiunea averei deponentului. (Civ. 199, 390, 445, 454, 458, 1242, 1597; Civ. Fr. 1940).

Text. fr. Art. 1940. — Si la personne qui a fait le dépôt, a changé d'état, par exemple, si la femme, libre au moment où le dépôt a été fait, s'est mariée depuis et se trouve en puissance de mari; si le majeur déposant se trouve frappé d'interdiction; dans tous ces cas et autres de même nature, le dépôt ne peut être restitué, qu'à celui qui a l'administration des droits et des biens du déposant.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt,* 1128;
GUILLOUARD, *Depôt,* 84;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 410;
PANDECTES FR. *Dépôt,* 360;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2208, 2210;
PONT, *Dépôt,* 476, 477;
SIREY, *Dépôt,* 512;
TROPLONG, *Dépôt,* 138, 162, p. 134.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 32, 33; (VI, p. 455);
NACU, III, p. 459.

Jurisprudență.

1. a). Răspunderea depozitarului care ar liberà depozitul fară a se preocupà despre modificările aduse capacității deponentului este stabilită în mod clar de art. 1612 c. civ., iar faptul că în codul român nu s'au reprodus exemplele date de textul corespunzator francez (art. 1940) nu schimbă întru nimic, aceasta soluțiune, consacrata prin inversiune și de art. 1613 c. civ.

b). Față de art. 1612 c. civ., și de principiul opozabilității către cei de al treilea a actelor dotale transcrise, depozitarul unor bani dotali este dator când restitue depozitul a se conforma clauzei actului dotal și a supraveghia întrebuințarea banilor fără care nu se consideră liberat în mod valabil. (Apel Buc. I, No. 20, 1915; Dreptul 1915, p. 301).

2. a). Deși în principiu dota mobiliara, constând din o sumă de bani, este alienabila și ca atare trece în proprietatea soțului, care rămâne debitorul sumei, totuși părțile pot să prevadă prin actul dotal că suma, fără a trece în proprietatea soțului, rămâne indisponibilă în mâinile unui al treilea, care o deține cu titlu de depozit și că nu poate fi ridicată decât pentru o anume întrebuințare, pastrându-și individualitatea și caracterul ei de sumă dotală inalienabilă.

b. Se admite în mod constant, pe te-

meiul dispozițiunilor art. 1612 c. civ., și în conformitate cu principiul opozabilitații actelor dotale, că atunci când se constitue ca dotă o sumă de bani aflată în depozit la un al treilea și se prevede în actul de dotă clauza de a nu se puteà ridicà capitalul depus, de cât pentru o certă întrebuințare, depozitarul, la cererea de restituire, are obligațiunea de a cercetà, față de schimbarea capacității femeii deponente prin căsatorie, existența actului dotal, care modifică natura depozitului și a nu liberà acest depozit, decât potrivit clauzei de întrebuințare prevăzută în actul dotal, care fiind transcris îi este opozabil. (Cas. III, decizia No. 592 din 23 Noembrie 1915; Jurispr. Rom. 1916 p. 23. Curier Jud. 7 916).

Art. 1613. — Dacă depozitul a fost făcut de către un tutor sau administrator în asemenea însușire, și administrațiunea sa a fost încetată în momentul restituțiunei, aceasta nu se poate face decât către persoana ce a fost reprezentată sau către noul ei reprezentator. (Civ. 1609, 1612; Civ. Fr. 1941).

Text. fr. Art. 1941. — Si le dépôt a été fait par un tuteur, par un mari ou par un administrateur, dans l'une de ces qualités, il ne peut être restitué qu'à la personne que ce tuteur, ce mari ou cet administrateur représentaient, si leur gestion ou leur administration est finie.

Doctrină străină.

Baudry et Wahl, *De la Société, du prêt, et du dépôt,* 1129;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 410.

Doctrină românească.

Alexandresco. X, p. 33 urm.;
Nacu, III, p. 460.

Jurisprudență.

1. Răspunderea depozitarului care ar eliberà depozitul fără a se preocupà despre modificarile aduse capacității deponentului este stabilită în mod clar de art. 1612 c. civ., iar faptul că în codul român nu s'au reprodus exemplele date de textul corespunzator francez (art. 1940) nu schimbă întru nimic această soluțiune, consacrată prin inversiune și de art. 1613 c. civ. (Apel Buc. I, No. 20, 1915; Dreptul 1915, p. 301).

Art. 1614. — Dacă prin contractul de depozit s'a stipulat locul unde trebuie să se facă restituțiunea, depozitarul trebuie să transporteze acolo lucrul depozitat; spesele însă ce s'ar face sunt în greutatea deponentului. (Civ. 969, 1103, 1104, 1615; Civ. Fr. 1942).

Text. fr. Art. 1942. — Si le contrat de dépôt désigne le lieu dans lequel la restitution doit être faite, le dépositaire est tenu d'y porter la chose déposée. S'il y a des frais de transport, ils sont à la charge du déposant.

Doctrină străină.

Arntz, IV, 1413;
Baudry et Wahl, *De la Société, du prêt, du dépôt,* 1159, 1160;
Colin et Capitant, ed. 2-a, II, p. 653;
Guillouard, *Dépôt,* 102;
Huc, XI, 249;
Laurent, XXVII, 124;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 411;
Pandectes Fr., *Dépôt,* 367, 369 371;
Pont, *Dépôt,* 492;
Thiry, IV, 189;
Troplong, *Dépôt,* 168, 170.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 35 urm.; (VI, p. 524);
NACU, III, p. 461.

Art. 1615. — Restituţiunea trebuie să se facă, dacă prin contract nu s'arată locul, acolo unde se află lucrul depozitat. (Civ. 1103, 1104, 1614; Civ. Fr. 1943).

Text. fr. Art. 1943. — Si le contrat ne désigne point le lieu de la restitution, elle doit être faite dans le lieu même du dépôt.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1159;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 653;
GUILLOUARD, *Dépôt*, 102;
HUC, XI, 249;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 411.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 35 urm.; (VI, p. 520);
NACU, III, p. 461.

Art. 1616. — Depozitul trebuie să se restituiască deponentului îndată ce s'a reclamat, chiar când s'ar fi stipulat prin contract un anume termen pentru restituţiunea lui; se exceptă însă cazul când, în formele legale s'a notificat depozitarului un act de sequestru sau de opoziţiune la restituţiunea sau la strămutarea lucrului depozitat. (Civ. 1079, 1099, 1147, 1570, 1572 urm., 1610, 1617; Pr. Civ. 455 urm., 610 urm.; Civ. Fr. 1944).

Text. fr. Art. 1944. — Le dépôt doit être remis au déposant aussitôt qu'il le réclame, lors même que le contrat aurait fixé un délai déterminé pour la restitution; à moins qu'il n'existe, entre les mains du dépositaire, une saisie-arrêt ou une opposition à la restitution et au déplacement de la chose déposée.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1152, 1153, 1156-1158;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 653;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 129 bis;
GUILLOUARD, *Dépôt*, 20, 22, 103, 104;
HUC, XI, 250;
LAURENT, XXVII, 122;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 406;
PONT, *Pet. contr.*, I, 496.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 36, 37; (VI, p. 122 t. şi nota);
CANTACUZINO MATEI, p. 514;
NACU, III, p. 461.

Jurisprudenţă.

1. A se vedeà: art. 1610 cu notele respective; art. 1890, nota 27.

Art. 1617. — Se stinge orice îndatorire a depozitarului, dacă se descopere și se probează că el este însuși proprietarul lucrului depozitat. (Civ. 1154 urm., 1169, 1909, 1910; Civ. Fr. 1946).

Text. fr. Art. 1946. — Toutes les obligations du dépositaire cessent, s'il vient à découvrir et à prouver qu'il est lui-même propriétaire de la chose déposée.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1946;
DALLOZ, *Rép.* Dépôt, 45 urm.; *Suppl.* Dépôt, 19 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 411.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 37, 38; (VI, p. 803 n. 2);
NACU, III, p. 458.

Jurisprudență.

1. A se vedeà: art. 1610, nota 1.

Secțiunea IV. — *Despre îndatoririle deponentului.*

Art. 1618. — Deponentul este îndatorit în a întoarce depozitarului toate spesele făcute pentru păstrarea lucrului depozitat, și a-l dezdaună de toate pierderile cășunate lui din cauza depozitului. (Civ. 991. 997, 1569, 1619, 1730 § 4; Civ. Fr. 1947).

Text. fr. Art. 1947. — La personne qui a fait le dépôt, est tenue de rembourser au dépositaire les dépenses qu'il a faites pour la conservation de la chose déposée, et de l'indemniser de toutes les pertes que le dépôt peut lui avoir occasionnées.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 626;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1162-1164, 1166, 1167;
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 61, 52 nota 3;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 650;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 122, 229;
GUILLOUARD, *Dépôt*, 31, 110-113;
HUC, XI, 251;
LAURENT, XXVII, 128, 129;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 412;
PONT, *Pet. Contr.* I, 508, 509.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 38 urm., 280, 346; (VI, p. 775 n. 1);
NACU, III, p. 462.

Jurisprudență.

1. Conform art. 1618 și următorii din codul civil, deponentul este obligat să despăgubească pe depozitar de toate cheltuelile facute cu conservațiunea depozitului, având dreptul de a deține depozitul până la plata acelor cheltueli.

Prin urmare, face o justă aplicațiune a acestor texte de lege instanța de fond când hotarăște că o persoană erà în drept să se opue la ridicarea depozitului în virtutea dreptului său de retenție, și când condamnă pe deponent la costul întreținerei depozitului pe tot timpul cât acel depozit a stat la depozitar. (Cas. I, 536 din 22 Iunie 1912, B. p. 1183, Curier Jud. 63 1912).

2. A se vedeà: art. 1619, nota 2.

Art. 1619. — Depozitarul poate să oprească depozitul până la plata integrală cuvenită lui din cauza depozitului. (Civ. 771, 1147, 1322, 1323, 1377, 1444, 1694, 1700, 1730; Com. 387, 388; Civ. Fr. 1948).

Text. fr. Art. 1948. — Le dépositaire peut retenir le dépôt jusqu'à l'entier paiement de ce qui lui est dû à raison du dépôt.

Doctrină străină

AUBRY ET RAU, IV, p. 627;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1175-1177, 1179;
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 267;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 416, 419, 650, 780;
DALLOZ, *Rép.* Dépôt, 113 urm.; *Suppl.* Dépôt, 47 urm.;
GUILLOUARD, Depòt, 115, 118;
HUC, XI, 251, 252;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 412;
PONT, *Pet. contr.*, I, 511;
TROPLONG, *Dépôt*, 257.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 40 urm., 346, 350, 427; (VI, p. 775 n. 1); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 211; *„Teoria generală a dreptului de retenție"*. Dreptul 29/1910;
CANTACUZINO MATEI, p. 548;
NACU, III, p. 461, 549;
PETIT EUGEN, *Notă* sub. Trib. com. Lyon, 25 Febr. 1924, Jur. Gen. 1925. No. 763.

Jurisprudență.

1. Locatorul hotelier e în drept, ca depozitar, a reține obiectele mobile ale locatarului-calător până la plata sumelor contractate cu ocaziunea depozitului (art. 1619), având chiar o creanță privilegiata asupra unor atari obiecte (art. 1730). (Apel Buc. I, Apr. 26 90, *Dr.* 40 90).

2. Conform art. 1618 și urm. c. civil, deponentul este obligat să despăgubească pe depozitar de toate cheltuelile facute cu conservațiunea depozitului, având dreptul de a deține depozitul până la plata acelor cheltueli.

Prin urmare, face o justă aplicațiune a acestor texte de lege instanța de fond când hotărăște că o persoana erà în drept sa se opue la ridicarea depozitului în virtutea dreptului sau de retenție, și când condamnă pe deponent la costul întreținerei depozitului pe tot timpul cât acel depozit a stat la depozitar. (Cas. s. I, 536 912. Curier Jud. 63 912 și Bul. p. 1383).

3. A se vedeà: art. 1322 „Dreptul de retenție".

Secțiunea V. — *Despre depozitul necesar.*

Art. 1620. — Depozitul necesar este acela ce se face sub sila unei întâmplări, cum: un foc, o ruină, o predare, un naufragiu sau alt eveniment neprevăzut de forță majoră. (Civ. 1198, 1621 urm.; Civ. Fr. 1949).

Text. fr. Art. 1949. — Le dépôt nécessaire est celui qui a été forcé par quelque accident, tel qu'un incendie, une ruine, un pillage, un naufrage, ou autre événement imprévu.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1182-1184;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 655;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 70, 519;
GUILLOUARD, *Dépôt*, 29, 122;
HUC, XI, 253;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 412.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 43, 44;
NACU, III, p. 462.

Jurisprudenţă.

1. Din art. 1620 rezultă că depozitul trebue sa ia naştere în aşà circumstanţe pentru ca alegerea să nu fie posibilă pentru acela care face depozitul; el trebue să se găsească sub imperiul unor împrejurări grave, cari să-l oblige a-şi încredinţà lucrul celui dintâi venit, fără posibilitate de informaţiune dacă acela merită sau nu merită încrederea lui. (Apel Buc. I, 16, Apr. 3 85, *Dr.* 41 85).

Art. 1621. — Proba prin martori este admisă pentru depozitul necesar şi chiar în cazul când valoarea depozitului ar trece peste 150 lei [1]). (Civ. 1188, 1191, 1198, 1620; Civ. Fr. 1950).

Text. fr. Art. 1950. — La preuve par témoins peut être reçue pour le dépôt nécessaire, même quant il s'agit d'une valeur au-dessus de cent cinquante francs.

Doctrină străină.

Baudry et Wahl, *De la Société, du prêt, du dépôt,* 1185;
Colin et Capitant, ed. 2-a, II, p. 655, 657;
Demogue, I, *Sources des Obligations,* I, p. 520;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 412;
Planiol, II, ed. 3-a, No. 2217;
Pothier, *Dépôt,* V, 76, 81.

Doctrină românească.

Alexandresco, X, p. 44; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 282; VII, p. 256, 286 n. 2);
Nacu, III, p. 462;
Stoenescu D. Dem., *Notă* sub. Judec. ocol. II Craiova, 8 Aug. 1905. Curier Jud. 68 906.

Jurisprudenţă.

1. In conformitate cu dispoziţiile art. 1198 al. 2 şi 3, 1620 şi 1621 c. civ., este admisibila proba cu martori spre a se dovedì un depozit necesar când prin împrejurari de forţa majoră, depozitarul nu a putut luà un act scris, spre a dovedì existenţa depozitului.

Prin urmare, în speţie cineva, cu ocazia ocupării capitalei. de teama ocupaţiei, încredinţând o suma de bani soţiei sale, dela care a luat chitanţă de primire, această faptă nu constitue un depozit necesar. (C. Apel Buc. s. I, 44 din 11 Mart. 1920. Curier Jud. 38-39, 1920. Pand. Rom. 1922, III, 19).

Art. 1622. — Depozitul necesar este supus la toate regulele depozitului voluntar şi fără prejudiciul dispoziţiunilor art. 1198 [2]). (Civ. 1596; Civ. Fr. 1951; Civ. Ital. 1865).

Text. fr. Art. 1951. — Le dépòt nécessaire est d'ailleurs régi par toutes les règles précédemment énoncées.

Text. Ital. Art. 1865. — Il deposito necessario è sottoposto a tutte le regole del deposito volontario, salvo quanto è disposto dell' art. 1348.

Doctrină străină.

Baudry et Wahl, *De la Société, du prêt, et du dépôt,* 1186;
Dalloz, *Rép.* Dépòt, 148 urm.; *Suppl.* Depòt, 59 urm.;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 412;
Planiol, II, ed. 3-a, No. 2217.

Doctrină românească.

Alexandresco. X, p. 44;
Nacu, III, p. 462.

Art. 1623. — Ospătătorii ori hangiii, răspund ca depozitari pentru toate lucrurile aduse în localul lor de un călător; depo-

1) Aceşti lei sunt „*lei vechi*", conform sistemului monetar în vigoare în timpul promulgarei codului civil. Transformaţi în „*lei noi*", suma de 150 lei vechi ne da 55 lei noi şi 55 bani.
2) In textul art. francez lipsesc cuvintele: „şi fară prejudiţiul dispoziţiunilor art. 1198".

zitul unor așà lucruri trebuie să se considere ca un depozit necesar. (Civ. 1198, 1473 urm., 1621, 1624 urm., 1730, 1903; Civ. Fr. 1952).

Text. fr. Art. 1952. — Les aubergistes ou hôteliers sont responsables, comme dépositaires, des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux; le dépôt de ces sortes d'effets doit être regardé comme un dépôt nécessaire.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 628, 630;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt,* 1190, 1191, 1195, 1198, 1199, 1201 urm., 1229, 1233 urm., 1237, 1239, 1245, 1247;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 655;
DALLOZ, *Rép.* Dépôt, 157 urm., 174; *Suppl.* Dépôt, 63 urm., 73 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations,* V, p. 172;
DUFOURMANTELLE ROGER, *Force majeure;*
GUILLOUARD, *Dépôt.* 114, 136, 141, 142, 144, 146 urm., 151;
HUC, XI, 257, 258, 260. 261, 265, 266;
LAURENT, XXVII, 139, 146, 154, 155;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 413;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2218;
PONT, *Pet. contr.*, I, 524, 530 urm., 543;
TROPLONG, *Dépôt,* 207, 218, 241.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 21, 42, 43, 46 urm., 425, 427; (V, p. 416); *Observație* sub. Trib. suprem din Viena, 4 April 1907. Dreptul 64/1911; *Observație* sub. Trib. comercial din Nizza, 21 Ian. 910. Dreptul 38 1910; *Observație* sub. Trib. Superior din Colonia, 22 Dec. 1897. Curier Jud. 24 1902; *Observație* sub. C. Apel Roma, 21 Sept. 1922. Pand. Rom. 1923-III-71; *Notă* sub. Justiția de Pace din Ypres (Belgia), 25 Aug. 1922. Jurispr. Gen. 13/1924 No. 763;
GĂLĂȘESCU-PYK D., *Notă* sub. C. Apel Roma, 21 Sept. 1922. Jurispr. Gen. 2/1923 No. 164;
NACU, III, p. 463;
RADULESCU SILIU, *Observație* sub. Trib. Ilfov s. com. 732 din 22 Iunie 910. Dreptul 63/1910; *Observație* sub. Justiția de pace din Paris, 21 Ian. 913. Dreptul 39 914;
RAPAPORT M., *Notă* sub. Trib. Seine, 28 Nov. 1923. Jurispr. Gen. 20/1924. No. 1150;
TONEANU N. C., *„Cine poate fi citat în societățile neregulate“*. Dreptul 27/1925.

Jurisprudență.

1. A se vedeà: art. 1473 nota 1; art. 1624, notele 1, 2.

Art. 1624. — Ei răspund de furtul sau stricăciunea lucrurilor călătorului, în caz când furtul sau stricăciunea s'a comis de servitori, ori de cei însărcinați cu direcțiunea ospătăriilor, ori de străinii ce le frecuentează. (Civ. 1000, 1623, 1625; C. P. 309, 389; Civ. Fr. 1953).

Text. fr. Art. 1953. — Ils sont responsables du vol ou du dommage des effets du voyageur, soit que le vol ait été fait ou que le dommage ait été causé par les domestiques et préposés de l'hôtellerie, ou par des étrangers allant et venant dans l'hôtellerie.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 629;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt,* 1205, 1220;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 11, 23, 582 nota 1, 656;
DALLOZ, *Rép.* Dépôt, 182 urm; *Suppl.* Dépôt, 70 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations,* V, p. 540;
DUFOURMANTELLE ROGER, *Force majeure;*
GUILLOUARD, *Dépôt,* 145;
HUC, XI, 261;

LAURENT, XXVII, 141;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 413;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2221;
PONT, *Pet. contr.*, I, 537.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p, 21, 42, 43, 46 urm., 425, 427; (V, p. 398 n. 2, 533, 534; IX, p. 284);
CANTACUZINO MATEI, p. 441;
NACU, III, p. 463;
RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Trib. Ilfov s. com. 732 din 22 Iunie 910. Dreptul 63/1910; *Observație* sub. Justiția de pace din Paris 21 Ian. 913. Dreptul 39/914;
RAPAPORT M., *Notă* sub. Trib. Seine 28 Nov. 1923. Jurispr. Gen. 20/1924 No. 1150;
TONEANU N. C., „*Cine poate fi citat în societățile neregulate*". Dreptul 27/1925.

Jurisprudență.

1. Din art. 1623, 1624 și 1625 rezulta: că hangii și ospatatorii sunt răspunzători în totdeauna de lucrurile aduse în localul lor de către calatori; că responsabilitatea lor nu este mărginită numai la faptele ce dânșii sau oamenii lor ar comite, ci ei raspund și pentru furtișagul și stricăciunea lucrurilor călătorilor ce s'ar comite de celelalte persoane (străinii), cari în orice chip frequenteaza localul acelor hangii; că numai când furtișagul s'a comis cu mâna armată sau cu forță majoră, ei scapă de răspundere. Dar daca responsabilitatea hangiilor pentru lucrurile aduse de călatori este așà de generală și întinsa, este evident că un hangiu ca să se poata aparà de această răspundere cată să probeze că în adevar furtul s'a comis prin forță majora. Astfel fiind, dacă hangiul la care a tras în gazdă călatorii și de unde li s'au furat niște vite, nu propune veri un caz de forță majoră, ci se mărginește pur și simplu a alegà numai că ar fi recomandat călătorilor să-și vadă de vite, acest fapt chiar de ar fi adevărat, nu este de natură a-l apără de raspundere față cu textele pozitive ale articolelor de lege citate. (Cas. I, 49/Februarie 14/83, B. p. 163).

2. Situația călătorului dintr'un vagon cu paturi neputând fi asimilată cu a calatorului dintr'un hotel, de oare ce călătorul din vagon nepărasind trenul de cât odata cu bagajele lui, lucru ce clientul unui hotel nu poate face din cauza afacerilor ce-l chiamă în afară de hotel, compania de vagoane cu paturi nu poate fi deci făcută responsabila de bagajele călătorului căruia i-a închiriat cabina, ea neavând de cât obligațiunile impuse transportului prin art. 1473 și 1475 c. civil și art. 431 c. com. (Trib Ilfov s. com. 732 din 22 Iunie 1910. Dreptul 63 910).

Art. 1625. — Ei nu sunt răspunzători de furturile comise cu mână înarmată sau în altfel cu forță majoră. (Civ. 1083; 1624; C. p. 309, 310, 317 urm.; Civ. Fr. 1954).

Text. fr. Art. 1954. — Ils ne sont pas responsables des vols faits avec force armée ou autre force majeure.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 629;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1210-1212, 1214-1216, 1219;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 11, 656;
DALLOZ, *Rép.* Depôt, 165, 186 urm.; *Suppl.* Dépôt, 67;
DUFOURMANTELLE ROGER, *Force majeure*;
GUILLOUARD, *Dépôt*, 145-147;
HUC, XI, 261;
LAURENT, XXVII, 142, 146;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 413;
PONT, *Pet. contr.*, I, 540;
TROPLONG, *Dépôt*, 235, 237.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 21, 42, 43, 46 urm., 425, 427; (V, p. 416, 537; VI, p. 319, 350 n. 3; IX, p. 284 ;
NACU, III, p. 463;
TONEANU N. C., „*Cine poate fi citat în societățile neregulate*". Dreptul 27/1925.

Jurisprudență.

1. A se vedeà: art. 1624, nota 1.

CAPITOLUL III.

Despre sequestru.

Secțiunea I. — *Despre diversele feluri de sequestruri.*

Art. 1626. — Sequestrul este convențional sau judiciar. (Civ. 1627 urm.; 1632 urm.; Civ. Fr. 1955).

Text. fr. Art. 1955. — Le séquestre est ou conventionnel ou judiciaire.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt,* 1253, 1255;
DALLOZ, *Rép.* Depòt, 192 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 414;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2227.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 57;
NACU, III, p. 465.

Secțiunea II. — *Despre sequestru convențional.*

Art. 1627. — Sequestrul convențional este depozitul unui lucru în litigiu, făcut de una sau mai multe persoane, unui al treilea care, ia asupră-și îndatorirea de a-l restitui, după terminarea procesului, celui cărui va declară judecătorul că se cuvine. (Civ. 542, 1628 urm.; Pr. Civ. 129 § 4; 371, 373, 375, 376, 378; L. Timbr. 19 § 18; Civ. Fr. 1956).

Text. fr. Art. 1956. — Le séquestre conventionnel est le dépôt fait par une ou plusieurs personnes, d'une chose contentieuse, entre les mains d'un tiers qui s'oblige de la rendre, après la contestation terminée, à la personne qui sera jugée devoir l'obtenir.

Doctrină străină.

ARNTZ, IV, 1428;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt,* 1255;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 658;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations,* I, p. 42;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 414;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2228, nota 3;
THIRY, IV, 200.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 57 urm.;
NACU, III, p. 466.

Art. 1628. — Sequestrul poate să nu fie gratuit. (Civ. 1593, 1600; Civ. Fr. 1957).

Text. fr. Art. 1957. — Le séquestre peut n'être pas gratuit.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt,* 1257;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 650, 658;
GUILLOUARD, *Dépôt,* 167;
HUC, XI, 268;
LAURENT, XXVII, 166;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 414;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2228.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 57 urm.;
NACU, III, p. 466.

Art. 1629. — Când este gratuit, se aplică asupră-i regulile depozitului propriu zis cu deosebirile ce se vor arătà mai jos. (Civ. Fr. 1958).

Text. fr. Art. 1958. — Lorsqu'il est gratuit, il est soumis aux règles du dépôt proprement dit, sauf les différences ci-après enoncées.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt,* 1257;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 414;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2228.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 57 urm.;
NACU, III, p. 466.

Art. 1630. — Obiectul sequestrului poate fi bunuri mobile sau imobile. (Civ. Fr. 1959).

Text. fr. Art. 1959. — Le séquestre peut avoir pour objet, non-seulement des effets mobiliers, mais même des immeubles.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt,* 1268;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 658;
GUILLOUARD, *Dépôt,* 168;
LAURENT, XXVII, 168;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 414;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2228.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO. X, p. 57 urm.;
NACU, III, p. 466.

Art. 1631. — Depozitarul, însărcinat cu un sequestru, nu poate fi liberat de dânsul înainte de terminarea procesului, decât atunci când toate părțile interesate vor consimți, sau când va urmà o cauză ce se va judecà de legitimă. (Civ. 969, 1616; Civ. Fr. 1960).

Text. fr. Art. 1960. — Le dépositaire chargé du séquestre ne peut être déchargé avant la contestation terminée, que du consentement de toutes les parties intéressées, ou pour une cause jugée légitime.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 631;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt,* 1261-1264 urm.;
DALLOZ, *Rép.* Dépôt, 195 urm.; *Suppl.* Dépôt, 80;
GUILLOUARD, *Dépôt,* 169-171;
HUC, XI, 269;
LAURENT, XXVII, 167;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 414;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2228;
PONT, *Pet. contr.,* I, 549.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 57 urm.;
NACU, III, p. 466.

Secțiunea III. — *Despre sequestru judiciar* [1]).

Art. 1632. — Afară de cazurile statornicite de codicele de procedură civilă[2]), judecătorul poate ordonà sequestrul:

1. A unui imobil sau a unui lucru mobil pentru a cărui proprietate ori posesiune se judecă două sau mai multe persoane;

2. A lucrurilor oferite de un debitor spre liberarea sa. (Civ. 535 urm., 542, 568, 732, 733, 739, 1114, 1116, 1121; Pr. Civ. 512—522, 610—618; C. com. 68, 71, 438, 567, 590; L. timbr. 19 § 12, 21, § 1; Lege p. regularea și consolidarea dreptului de a exploatà petrolul și ozocherita, Art. 55; Civ. Fr. 1961; Civ. Ital. 1875).

Text. fr. Art. 1961. — La justice peut ordonner le séquestre:

1⁰ Des meubles saisis sur un débiteur;

2⁰ D'un immeuble ou d'une chose mobilière dont la propriété ou la possession est litigieuse entre deux ou plusieurs personnes;

3⁰ Des choses qu'un débiteur offre pour sa libération.

Text. Italian Art. 1875. — Oltre i casi stabiliti dal codice di procedura civile, l'autorità giudiziaria può ordinare il sequestro:

1⁰ Di un immobile o di una cosa mobile, la cui proprietà o il cui possesso sia controverso fra due o più persone;

2⁰ Delle cose che un debitore offre per la sua liberazione.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 632 urm.;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt,* 1269, 1271, 1272, 1283, 1284, 1286-1288
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 658; ed. 1-a, III, p. 608;
DALLOZ, *Rép.* Dépòt, 226; *Suppl.* Depòt, 84;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 172 bis, II;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 495;
DEMOLOMBE, II, 18;
GUILLOUARD, *Dépôt,* etc. 175, 180;
HUC, XI, 271, 272;
LAURENT, XXVII, 173;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 415;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2229, 2230.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 60 urm., 62 n. 3, 73; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 188, 360 nota 1; *Observație* sub. Trib. Vâlcea, s. I, 137 din 30 Sept. 1919. Tribuna Juridica 37-38/1920; *„Sechestrul judiciar“*, Pagini Juridice 54/1909, 65/1910; *Notă* sub. Trib. Saint-Girons (Ariège), 9 Ian. 1921. Jur. Gen. 1925, No. 1373;
DEGRÉ AL., *Scrieri juridice*, vol. I, p. 548 urm. „Despre incidentele urmarirei imobiliare“;
DISSESCU G. C., *Notă* sub. C. Apel Buc. s. I, 96 915. Curier Jud. 4 1916;
IONESCU TAKE, *„Concluziuni“*. Curier Jud. 4/916;
NACU, III, p. 467;
NIȚESCU M., *„Sechestrul judiciar se poate ridicà prin dare de cauțiune?“*. Curier Jud. 65 902;
PANTAZI EM, *„Concluziuni“*. Curier Jud. 4/1916;
PERIETEANU GR. I., *„Instituția sechestrului judiciar“*. Curier Jud. 5/1922;
RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Cas. I, 415 din 4 Nov. 1909. Dreptul 77/1909;
URLĂȚEANU GR., *„Concluziuni“* Curier Jud. 4/916.

---

1) A se vedeà și art. 610—618 din procedura civilă, relative la sequestrul asigurător și judiciar.

2) In textul francez lipsesc primele cuvinte: *„Afară de cazurile statornicite de codicele de procedură civilă“*, și articolul începe cu vorbele: *„Judecătorul poate ordonà sequestrul“*. Acest articol este reproducerea art. 1875 cod. civil Italian, de unde legiuitorul Român l'a împrumutat.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudență.

1. Dispozițiunea art. 1632 asupra înființării sequestrului judiciar trebue a fi interpretată într'un mod limitativ. Aceasta rezultă din chiar termenii restrictivi întrebuințați de legiuitor în art. 1632. Deci nu se poate înființà sequestru judiciar pe averea sociala după cererea unui tovarăș care urmărește rezilierea contractului de societate. (Apel Buc. II, Dec. 19 73, *Dr.* 5 74).

2. In principiu, sequestrul judiciar fiind o măsura conservatoare, și necesară, regulele care trebue să-l guverneze, nu pot fi decât cele prevăzute de procedura civilă relativa la sequestrul asigurător cu care are o perfectă analogie, cel puțin în privința efectelor ce ambele urmăresc. Or, după art. 610, 614, 615 și urm. pr. civ., sequestrul asigurător se poate ordonà de tribunal numai după o simplă petițiune, dată de către partea interesată. Și nici o dispozițiune de lege nu prescrie o procedură specială pentru sequestrul judiciar; din contra, legiuitorul, prin art. 1632, dispunând că afară de cazurile stabilite de procedura civilă, mai sunt și altele în cari se poate admite sequestrul judiciar, fără însă a determinà vre-o formă diferită de aceea prevăzuta în procedură, a înțeles prin aceasta că se referă la acele forme consfințite prin anume texte pozitive. Aceastá intențiune se deduce cu înlesnire din îndemnul care natural a condus pe legiuitor să admită principiul sequestrului judiciar față cu cei de al treilea; interesul lor într'adevăr reclamă masuri foarte urgente, în scop de a garantà înstrainarea obiectului pe care-l urmaresc și care se deține de către un altul. Această idee răsare evident din art. 619 pr. civ., care dispune că tribunalul, în cazurile urgente, să trimita autorităţii locale ordin în scris ca chiar înaintea mergerei agentului sa se oprească debitorul a scoate, sau a da deoparte un lucru din cele a caror sequestrare se cere. Din cele ce preced, rezulta dar, ca, sequestrul judiciar sa ordona pe cale grațioasă, prin o simpla petițiune dupa cererea numai a parții interesate. Teoria după care un asemenea sequestru nu ar puteà fi aplicat, de cat în urma unei hotarîri, dată contradictoriu, nu numai ca nu ar fi fundata pe lege, dar încă ar aveà neapărat de rezultat paralizarea efectelor acestei masuri urgente prin însăși natura ei, caci formele multiple ale unui sequestru contradictoriu, dând loc la străgăniri, adesea ori repetițe, ar face de sigur iluzoriu un sequestru judiciar. Pentru a înlaturà însa surprinderile și nemulțumirile, partea în defavoarea careia se înființeaza sequestrul, este libera de a provocà la ori ce moment instanța contradictoriu, introducând contestațiune înaintea tribunalului care a ordonat sequestrul. Și deși în adevăr, prin art. 1634 se dispune ca sequestrul judiciar se dă sau persoanei asupra careia s'au învoit ambele părți interesate, sau unei persoane numite din oficiu, însă din cuprinderea acestui text nu rezulta că sequestrul nu se poate înființà de cât numai în urma unei hotarîri pronunțată contradictoriu, caci acest articol se referă pur și simplu la ipoteza când ambele părți interesate, sau de bună voe, sau după o contestațiune care a deschis instanța contencioasa, se prezintă înaintea tribunalului, pentru a declară învoirea lor asupra gerantelui, fără a se ocupà întru nimic de procedura ce cată a se pazi în aplica-

rea sequestrului judiciar. (Apel Focșani, II, 105, Dec. 10 80, *Dr.* 23 81).

3. Chestiunea de a se ști dacă un sequestru judiciar se poate cere și încuviință pe cale grațioasă, în lipsă de un text special de lege, pentru asemenea sequestre, se poate rezolvà prin combinațiunea art. 1632 cod. civ., și art. 610, 614, 615 și 619 pr. civ., din care reese că judecătorii sunt suverani apreciatori în asemenea materie să reguleze asupra cererilor, după gradul de urgența ce va prezintà cazul. A se interpretà legea în sens contrariu că tribunalul este ținut să judece cererile de asemenea natură dupa procedura dreptului comun, prin chemarea parților, ar fi că aceasta măsură pura de asigurare, sa nu-și mai ajunga scopul său eficace, odată ce deținătorul ar fi înștiințat de mai înainte despre asigurarea lucrului aflat în posesiunea sa. Pe lângă aceasta, procedura dreptului comun nu poate fi invocată ca substantiala în asemenea materie, și pentru un alt cuvânt care se gasește pus în art. 614 pr. civ., și din care rezulta ca parțile nu pot suferì nici un prejudiciu din cauza aceasta, întru cât reclamantul este supus la dare de cauțiune. Toate aceste garanții de care se vede înconjurat sequestrul judiciar, fac să rezulte că admiterea lui, cu sau fară chemarea părților, să fie lăsata la aprecierea tribunalului, bine înțelegându-se sub rezerva dreptului de apel al părții interesate. (Cas. I, 16 Ian. 16 81, B. p. 18).

4. Sequestrul judiciar, după art. 1632 c. civ., combinat cu art. 614 pr. civ., neputând fi încuviințat de cât când există un litigiu între două sau mai multe persoane asupra dreptului de proprietate al bunurilor în discuțiune și sub îndatorirea pentru partea ce-l reclamă de a da cauțiune, instanțele judecatorești nu sunt datoare să cerceteze titlurile în virtutea carora partea interesata este autorizata a face asemenea cerere de asigurare întru cât acesta fiind tocmai obiectul principal al litigiului, de care este totdeauna precedata cererea de sequestru, prin asemenea procedura s'ar prejudecà însa-și fondul procesului. (Cas. I, 257 Sept. 13 93; Cas. I, 16 Ian. 16 81, B. p. 19).

5. Cu ocaziunea cererei de sequestru asupra averii succesorale. reclamantul nu este ținut a probà calitatea sa de rudă cu defunctul, căci acest punct nu poate fi judecat de cât numai atunci când se va discutà meritul acțiunii ce el a intentat pentru desființarea testamentului. (Apel Focș. II, 185, Dec. 10 80, *Dr.* 23 81).

6. Cel care cere anularea unui testament în virtutea caruia legatarul universal a fost pus în posesiunea averii succesorale, în scop de a salvà interesul său, căci legatarul fundat pe faptul posesiunei și pe titlul său de legatar universal ar puteà chiar fiind de bună credință să dispună de obiectele litigiului în interesul său propriu, este în drept a cere înființarea de sequestru judiciar asupra averii succesorale. Caci punerea legatarului în posesiunea averii succesorale, ori cât de regulată și de definitiva ar fi ea, nu împedică pe partea interesata de a intentà acțiune în nulitatea testamentului și de a reclamà sequestrul judiciar ca consecință a acelei acțiuni admisă de legiuitor. (Apel Focșani, II, 185, Dec. 10 80, *Dr.* 23 81).

7. Legiuitorul autorizând punerea sequestrului judiciar pe un bun mobil sau imobil pentru a cărui proprietate se judeca doua sau mai multe persoane, nu deosebește cazul în care bunul în litigiu se stăpânește de singur defendorul, de cazul când acel bun se stapânește de defendor în indiviziune cu o terție persoană. In acest din urma caz punerea sequestrului nu poate fi împiedicata prin considerațiunea trasă din neputința d'a se determina porțiunea de proprietate a aceluia contra căruia se cere sequestru, caci punerea sequestrului n'are de efect de a modificà în nimic în prejudiciul terțiilor coproprietari dreptul lor de coproprietari indivizi, ci acela de a împiedicà pe posesorul în indiviziune contra căruia se cere sequestru de a înstrainà porțiunea sa indiviză până la terminarea procesului intentat de cel ce a cerut sequestru pe acea porțiune indiviză. (Cas. I, 351/Oct. 21 83, B. p. 953).

8. Dacă un imobil se află în indiviziune între mai multi proprietari și există contestație în privința porțiunilor de pamânt ce fie-care din acei proprietari voesc sa exploateze, și pentru a face să înceteze aceste neînțelegeri s'a cerut eșirea din indiviziune, într'o asemenea stare de lucruri judecata e în drept să ordone sequestru judiciar, fară ca prin aceasta sa violeze art. 1632. (Cas. I, 336/83, B. p. 928).

9. Dreptul de o quota-parte în averea succesorala fiind recunoscut unui coerede și chiar trimis în posesiune asupra acelei porțiuni, ramânând numai ca prin eșirea din indiviziune să se determine porțiunile fiecarui dintre erezi. în asemenea caz nu se cere sequestru judiciar, ca ne intrând în prevederile art. 1632. (Trib. Ilfov, IV, Aug. 18 83, *Dr.* 62 83).

10. Este admis în drept ca orice cerere găsită justă și întemeiată să fie admisa, dacă nu este proibită de lege. De unde rezultă ca, dacă chiar obiectul cererei nu este prevazut în vreo dispozițiune a legii, nu urmează de acì ca dânsa să fie și respinsă. De aseme-

nea, orice contestaţiune ivită în relaţiunile juridice ce au putut aveà părţile, dânsa urmează a fi deferită instanţelor judiciare, care sunt ţinute a le da o soluţiune, bazându-se pe textele legilor, interpretaţiunea lor şi, în caz de lipsă, pe principiile de echitate. Astfel, când e vorba de neînţelegere pentru administraţiunea unui bun ce se posedă în comun de două sau mai multe persoane şi legea neprevăzând de cât eşirea din indiviziune, operaţiune complicată, cerând un timp îndelungat, aşà în cât bunul ar rămâne neadministrat în dauna fiecăruia din ei, în asemenea caz e just şi echitabil a se numì un administrator provizoriu până la punerea în posesiune a drepturilor exclusive pentru fiecare din părţi. Şi dacă în principiu, o asemenea cerere este admisibilă, totuşi judecătorul trebue să aprecieze circumstanţele şi modul de administraţiune la care se poate supune bunul, pentru ca sa fie mai util şi mai puţin vexator pentru toate părţile. (Apel Buc. III, 69. Mart. 22 84, *Dr.* 71 84).

11. Sequestrul asigurator face parte din procedură şi este o măsură asiguratoare ce creditorul poate luà în privinţa averei mobile a debitorului său, ca să aibă de unde să se despăgubească când va obţine titlul executoriu (art. 610 620 pr. civ.); pe când sequestrul judiciar, dupa locul ce-l ocupa în codul civil şi dupa termenii întrebuinţaţi de legiuitor în titlul XII, şi cu deosebire în art. 1592, 1626 şi 1633 c. civ., se vede că este o specie a depozitului, depozit judiciar, prin urmare un contract, care are de scop asigurarea însuşi a lucrului care este obiectul litigiului dintre părţi. De unde urmeaza că natura sequestrului judiciar diferă cu totul de aceea a sequestului asigurător. Aceasta deosebire rezultă şi de acolo ca altele sunt cazurile şi condiţiunile în cari se aplica unul din sequestre şi altele în cari se poate ordonà celalalt. In adevăr, sequestrul asigurator, pe lângă că asigură numai plata unei creanţe (art. 620 pr. civ.), dar se aplica numai pe averea mobila, care trebue să fie nelitigioasă şi numai da ă se depune o cauţiune, exceptându-se proprietarii, principalii locatari şi arendaşii, pe averea locatarilor şi sublocatarilor lor (art. 614, 618 şi 610 pr. c.); nu se poate respinge de tribunal o asemenea cerere, daca e făcuta în condiţiunile cerute de procedură, caci legiuitorul nu a lasat la aprecierea judecătorilor utilitatea unei atari masuri de cât în cazul art. 615 pr. civ. când e vorba de aplicarea sequestrului asigurător pe averea mobilă ce revendica, bine înţeles tot cu depunere de cauţiune, căci art. 615 continuă ideea din art. 614 care supune la cauţiune pe orice creditor sequestrant; pe lângă acestea, custodele se numeşte de agentul de urmărire după arătarea creditorului urmăritor, putând fi numit chiar debitorul sequestrat (art. 618 combinat cu art. 411, 418 şi 420 pr. civ.). Din contră, sequestrul judiciar asigură însuşi obiectul procesului; se poate pune nu numai pe mobile, ci şi pe imobile; lucrul asupra căruia se cere sequestrul judiciar trebue să fie în litigiu; sequestrantul nu e obligat a da cauţiune, şi tribunalul poate refuzà aplicarea acestui sequestru (art. 1632 cod. civ.); depozitarul se orânduește după învoirea ambelor părţi, sau la neînţelegere din oficiu de către tribunal, şi nu poate fi numit însuşi debitorul (art. 1634 cod. civ.); atâtea deosebiri care probeaza natura cu totul deosebita a acestor două sequestre. Deci sequestrul judiciar fiind cu totul diferit de cel asigurător, urmeaza ca şi căile pe care se poate aduce la îndeplinire încă trebue sa fie diferite. Art. 1632 c. civ, ca şi art. 615 pr. civ. lăsând la aprecierea judecătorilor încuviinţarea sequestrului, iar art. 1634 c. civ. prevăzând ca depozitarul trebue să fie ales de părţile interesate, aceste texte de lege implică ideea unei desbateri înaintea judecatorilor cari trebue să fie convinşi de utilitatea sequestrului, şi în caz de admitere trebue să motiveze învoirea depozitarului pe neînvoirea partilor interesate asupra persoanei sale; şi sequestrul sau depozitului judiciar fiind o subdiviziune a depozitului (art. 1592 şi 1626 c. civ.), urmeaza că sequestrul judiciar se cere de la tribunal numai când partile nu se învoesc a face un sequestru voluntar. Daca dar se cere intervenirea ambelor părţi în sequestrul voluntar, aceeaşi raţiune este ca ambele sa-şi expună motivele pentru care nu se înţeleg, şi, să fie pusă în poziţiune a auzì justiţia pronunţându-se în favoarea uneia sau alteia din părţile litigante. Obiecţiunea ce se face acestei teorii, că s'ar puteà înstrăinà obiectul litigios până la obţinerea sequestrului judiciar în mod contradictoriu, nu e serioasa, pentru că se poate aplicà prin analogie art. 619 pr. civ., dându-se de timpuriu ordin autorităţilor locale să privigheze a nu se dosì averea mobila, iar în ceea ce priveşte averea imobilă pericolul nu e aşà de mare, caci nu se poate înstrăinà aşà de curând. Afară de acestea nu se poate concepe că legiuitorul să fi acordat mai multe favori unui pretins creditor care numai de cât introduce acţiune în revendicare fără garanţie, de cât unui proprietar sau posesor care poate fi deposedat la lucrul sau fără a aveà poate posibilitatea de a se despăgubì de la sequestrant de daunele

cauzate prin aplicarea fără drept a sequestrului. Iar de ordonanța din 1667 și de legiuirile franceze nici poate fi vorba, de vreme ce procedura noastră e deosebită de cea franceză, și chiar art. 1632 diferă de corespondentul său francez art. 1961 care prevede aplicarea sequestrului judiciar și pe mobilele urmărite ale debitorului. Din toate acestea rezultă dar că sequestrul judiciar nu se poate încuviință pe cale grațioasă, ci pe cale contencioasă, prin o sentință data în contradictoriu. (Trib. Vaslui, 79, Iulie 22 85. *Dr.* 61 85).

12 Tribunalul e în drept, în baza facultății ce-i dă art. 1632, a ordonă sequestrul imobilelor asupra cărora există acțiune de împărțeală, căci în cazul acesta e incertitudine în ce privește partile ce apartin fiecărui din copartitori; în aceasta stare de lucruri unul ar puteà posedă bunuri asupra cărora va fi recunoscut mai târziu că n'a avut nici odată drept, și această posesiune ar puteà compromite drepturile eredelui în lotul căruia vor cădeà bunurile. (Trib. Covur. I, Sept. 19 85, *Dr.* 69 85).

13. Din art. 1632, rezultă într'un mod clar ca legiuitorul n'a făcut alt de cât numai a întinde dreptul de sequestru și asupra unui lucru pentru al cărui drept de proprietate ori posesiune, se judeca doua sau mai multe persoane, fară ca prin aceste dispozițiuni sa fi derogat, sau sa fi modificat în ceva formele și regulele prescrise de art. 610 și urm. pr. civ., pentru înființarea unor asemenea sequestre. Așà fiind, art. 614 pr. civ., cere în mod imperativ ca sequestrul să se autorize de tribunal, sub îndatorire pentru creditor a da cauțiune pentru daune-interese. Dacă reclamantul nu da o asemenea garanție cererea de sequestru urmează a fi respinsă. (Apel Buc. II, 51, Mart. 80 86, *Dr.* 58 86).

14. Se poate pune sub sequestru judiciar un imobil, a cărui ieșire din indiviziune s'a cerut, când este în litigiu în sensul că de și drepturile partilor asupra imobilului sunt fixate prin titlurile de proprietate ale fiecaruia, însă este incertitudine și proces în ceea ce privește porțiunea anume care va trebui sa aparțina fiecărui cu ocaziunea executărei drepturilor lor. In această stare de lucruri, o parte poate posedă o porțiune de teren, care în urmă poate a se recunoaște că n'a avut nici un drept asupra ei, și aceasta posesiune poate compromite drepturile coproprietarului în lotul căruia aceasta porțiune va cadeà. (T. Ialom., 1664, Iun. 5 86. *Dr.* 54 86).

15. Art. 1632 nu este limitativ ci numai indicativ, adica judecătorul poate înființă sequestru și afara din cazurile prevazute de art. 1632; aceste cazuri nu sunt arătate de cât *exempli gratia*, căci legiuitorul nu procede pe cale de prohibițiune, adică că numai în acele cazuri se poate înființă sequestru. (Apel Buc III, 161, Sept. 12/89, *Dr.* 60 89).

16. In virtutea principiilor generale de drept, este permis ori cărei persoane interesată într'o avere administrata de un altul sa ia măsuri de conservarea dreptului său. Art. 1632 face numai o aplicațiune specială a acestei regule generale, dictată atât de rațiune cât și de echitate, și dar este învederat că dispozițiunile sale nu sunt limitative și că sechestrul judiciar poate fi încuviințat de justiție, ori de câte ori există rațiune care l-a dictat. Dovadă ca acest articol este numai enunciativ, reese și din împrejurarea că legiuitorul nu întrebuințează formula prohibitivă, formulă generalmente adoptată când este vorba de cazuri restrictive. De alta parte, eredele beneficiar ne fiind de cât un administrator al succesiunei, însărcinat de lege cu lichidarea ei, atât creditorii cât și legatarii succesiunei pot cere de la justiție îndepartarea lui și încredințarea averei succesorale în mâna unei alte persoane, dacă vor constata rea credință sau chiar numai neglijență din parte-i. Luarea administrațiunei din mâna eredelui și încredințarea ei unui al treilea, nu este în definitiv de cât tot un sechestru judiciar, — eredele având și el un drept eventual în succesiune, — ceea ce dovedește încă o data mai mult că art. 1632 nu este limitativ. (Cas. I, 188, Maiu 7/90, B. p. 602).

17. In principiu după art. 1632, instanțele judecatorești nu pot ordonă sequestru judiciar de cât când este pendent un litigiu care are de obiect obtențiunea proprietații sau posesiunei unui imobil sau a unui lucru mobil. Dacă termenii art. 1632 nu trebuesc interpretați într'un mod restrictiv, în acest sens că proprietatea sau posesiunea în această materie poate fi considerată ca contestata, de și obiectul procesului nu este o acțiune de revendicare sau o acțiune posesorie propriu zisă, totuși pentru ca sa fie admisibil sequestrul judiciar, trebue ca acțiunea introdusa, pe orice drept s'ar întemeià, sa tindă neaparat la punerea în posesiune a unui lucru corporal. Astfel fiind, daca obiectul acțiunei principale este lichidarea unui fond social, reclamantul este în drept de a-și întemeià cererea unui sequestru judiciar, asupra fondului social, pe art. 1632. (Apel Buc. III, 11, Mart. 8 90 *Dr.* 31 90).

18. Sequestrul judiciar fiind o măsură grava, prin care se aduce o atingere dreptului de proprietate, privând pe proprietarul aparent, pe un timp

nedeterminat, de exercițiul drepturilor sale, de administrațiunea și de bucuria lucrurilor cari se afla în posesiunea sa, trebue în toate cazurile să existe un pericol pentru una din părți în posesiunea de care se bucură partea adversă, pentru ca judecatorul să recurgă la această măsura extremă. (Apel Buc., III, 11 Mart. 8 90, *Dr.* 31/90).

19. De și din termenii art. 1632 ar rezultà că sequestrul judiciar nu poate fi admis de cât în cele două cazuri prevăzute de zisul articol, cu toate acestea dispozițiunea cuprinsă în art. 1632 nu poate fi luată într'un sens limitativ și mărginită numai la cele două cazuri anume indicate, ci este demonstrativă, fiind lăsat la facultatea judecătorului a încuviință sequestrul judiciar când el îl crede necesar și în interesul unei părți. Această interpretare se bazează pe considerațiunile istorice care au dat naștere dispozițiunilor art. 1961 codul francez (art. 1632 român), articol tras din ordonanța de la 1667, care da putere discreționară judecătorului pentru încuviințarea unui sequestru judiciar. Independent de aceasta, chiar în pură echitate și rațiune ar fi inadmisibil ca sequestrul judiciar să poată fi încuviințat numai în cazul când ar fi discuțiunea asupra proprietații sau posesiunei unui imobil, căci a decide astfel este a lăsà fară nici o garanție și lipsite de orice protecțiuni a legii interesele unei părți în o avere oarecare, de și ar fi constatat ca ele sunt absolut compromise prin reaua administrațiune a unei alte persoane, și aceasta numai pentru simplul cuvânt că proprietatea ori posesiunea acestei averi nu este în discuțiune. Dacă legiuitorul nostru, reproducând întocmai dispozițiunile art. 1661 francez, a arătat cazurile în cari sequestrul judiciar poate fi admis, el nu a facut altceva de cât a se ocupà despre ceea ce se întâmplă mai adesea, iar nu de a circumscrì puterea judecătorului în această privință. De altfel, sequestrul judiciar fiind o măsură eminamente conservatoare, judecata este în drept a o încuviință și ordonà chiar în afară de cazurile prevăzute de art. 1632, dacă însă faptele dovedesc că această măsură este imperios cerută de împrejurări și de o utilitate vădită pentru partea care o cere. Deci se poate ordonà sequestrul judiciar, după cererea legatarului particular, asupra averei succesorale, atunci când interesele legatarului sunt periclitate printr'o rea administrațiune a eredelui beneficiar. Iar dacă codul civil prin dispozițiunile cuprinse în art. 713 și urm. a regulamentat drepturile creditorilor sau legatarilor unei succesiuni fată cu eredele beneficiar, prin aceasta nu a exclus cât de puțin dreptul acestora, atunci când ei ar crede că interesele lor sunt periclitate sau sunt nimicite printr'o rea administrațiune a acestui erede beneficiar, să ceara, în virtutea principiilor generale de drept, luarea unei masuri conservatoare care sa tindă la numirea unei alte persoane ca administrator în locul eredelui beneficiar, și aceasta cu atât mai mult cu cât eredele beneficiar putând deveni insolvabil dintr'un moment într'altul, să nu mai prezinte nici cea mai mică garanție legatarilor sau creditorilor unei succesiuni pentru faptele rele săvârșite în administrațiunea sa. (Apel Buc. II, 237, Dec. 15 89, *Dr.* 10 90).

20. In drept, administrația bunurilor comune ale mai multor proprietari ce sunt încă în stare de indiviziune aparține tuturor coproprietarilor și nici unul dintr'înșii nu le poate administra fără voia și consimțimântul celorlalți. De aci rezultă că existând neînțelegere între coproprietari asupra modului cum au să fie administrate bunurile comune și pentru a nu se împiedicà vre unul din coproprietari de a se folosì de venitul ce i se cuvine în bunurile comune, justiția poate, după cererea ori caruia dintr'înșii să intervină pentru a face să înceteze neînțelegerile și a regulà modul de administrațiune a unor asemenea bunuri; aceasta reese prin analogie și din cuprinsul art. 691 pr. civ., care prevede că împărteala de succesiuni între mai multe persoane se va face prin tribunal, dacă ea nu se poate face prin bună înțelegere, căci dacă împărteala se face prin justiție, în caz de neînțelegere, cu atât mai mult justiția poate intervenì în regularea modului de folosință a bunurilor unei succesiuni până la terminarea partagiului. Prin urmare, instanța de fond nu comite nici un exces de putere dacă în suverana sa apreciere, care scapa de controlul curții de casație, găsește ca, pâna la terminarea partagiului, cel mai bun mijloc de administrație al zisei averi e închirierea prin licitație publică. (Cas. I, 319 Sept. 9/91, B. p. 924).

21. Este admisibil sequestrul judiciar într'o acțiune în petițiune de ereditate intentată de unii ce se pretind rude în grad mai apropiat cu defunctul de cât cei ce au fost puși în posesiunea succesiunei. In asemenea circumstanțe, este just ca cei cari dețin succesiunea să nu fie privați de avantagiile posesiunei până ce prin o cauțiune suficientă nu vor fi garantați de daunele-interese ce li s'ar puteà cauzà prin sequestru, precum și că pretențiunea reclamanților nu e temerarie și vexatorie. (Apel Galați, II, Sept. 25/92, *Dr.* 72/92).

22. Legiuitorul admiţând sequestrul judiciar, prin art. 1623 şi urm., ca o măsură conservatoare în cazurile în care se judecă două sau mai multe persoane asupra proprietăţii sau posesiunei unui imobil sau mobil, nu arată formele după cari judecata să proceada când este sesizată a-l pronunţă; aşà în cât pe lângă procedura comună a citărei părţilor în contradictoriu, a admis şi posibilitatea înfiinţărei unui sequestru judiciar în camera de consiliu după regulele prevăzute de art. 610 şi urm. pr. civ., relative la sequestrul asigurător; de oarece ambele sequestre au acelaşi scop, tinzând a asigurà efectual masurile ce le urmaresc. Şi dacă, după art. 610 şi urm. pr. civ., sequestrul asigurător se poate rândui de tribunal numai după o simpla cerere în camera de consiliu, cu sau fara cautiune, după cazurile prevăzute de procedură, urmeaza ca şi sequestrul judiciar poate fi pronunţat şi pe cale gratioasa, cu sau fara cautiune, când urgenţa cere această masură. Şi deşi după art. 1634 c. civ., tribunalul înfiinţând sequestrul judiciar cată a numì ca sequestru administrator pe acela asupra caruia convin părţile, de unde se deduce că în totdeauna părţile trebuesc citate, totuşi art. 1634 adauga că sequestru administrator poate fi rânduit sau o persoana numită din oficiu de autoritatea judiciară, aşà în cât aceasta dispoziţiune, care se referă numai la numirea administratorului, nu implică necesarmente citarea părţilor în toate cazurile, nefiind nici o contradicţiune între sistemul admis şi dispoziţiunea acestui articol, şi putându-se susţine cu succes ca legiuitorul a prevăzut prin aceasta dispoziţiune tocmai ambele ipoteze ale înfiinţărei sequestrului pe cale graţioasa sau în contradictoriu, adică că administratorul poate fi numit, după citarea părţilor, persoana aleasa de părţi sau cea numita de judecatori, şi în camera de consiliu persoana numită din oficiu. A admite că sequestrul judiciar se poate ordonà numai în contradictoriu, ar fi de a anihilà unele măsuri urgente pe care instanţa le-ar puteà luà în cazurile când le-ar gasì fundate în interesul asigurarei părţii interesate şi chiar a executării hotărîrilor; în fine obiecţiunea că acest sistem are de rezultat ca după o simplă petiţiune să se ia averea din mâinile unei persoane, nu poate fi fundată, căci această măsură fiind asimilată cu sequestrul asigurător, în cazurile când se pronunţă în camera de consiliu, cel sequestrat nu poate suferì nici un prejudiciu întru cât reclamantul, după art. 614 pr. civ., poate fi supus după împrejurări la darea unei cauţiuni, şi astfel este înconjurat cu destule garanţii. (Trib. Iaşi, II. Oct. 10/92, *Dr.* 65 92).

23. Legiuitorul distinge sequestrul asigurător, prevazut de art. 610 şi 613 pr. civ., de cel judiciar, pe care-l asimilează numai cu sequestru asigurator prevăzut de art. 615 pr. civ., în ceeace priveşte facultatea ce se lasă judecăţei de a le acordà, căci pe când sequestrul asigurător urmează a fi acordat de drept acelui care-l cere şi dovedeşte că se află în condiţiunile cerute de lege, sequestrul asigurător prevăzut de art. 615 pr. civ., şi sequestrul judiciar este cu totul lăsat prin lege la suverana apreciere a judecăţii care poate să-l ordone numai când gaseşte de cuviinţă, şi după gradul de urgenţa ce prezinta cazul şi când se dovedeşte ca neaplicarea lui ar puteà cauzà prejudiciu entru acel ce-l cere. (Trib. Iaşi II. Oct. 10 92, *Dr.* 65 92).

24. Deşi din termenii art. 1632 ar rezultà ca sequestrul judiciar nu poate fi admis de cât în cele doua cazuri prevăzute în el, cu toate acestea dispoziţiunea sa nu poate fi luata într'un sens limitativ şi mărginita numai la cele două cazuri anume indicate, ci din contra este demonstrativă şi astfel sequestrul judiciar poate fi încuviinţat de justiţie de câte ori se crede că este în interesul parţilor. Deci se poate pune sub sequestru judiciar succesiunea asupra căreia s'au ivit pretenţiuni din partea mai multor moştenitori. (Trib. Ialomiţa, Iun. 8 92, *Dr.* 62 92).

25. Pentru a se puteà ordonà sequestrul judiciar, conform art. 1632, se cer doua condiţiuni: 1) să existe proces în privinţa posesiunei sau proprietaţei lucrurilor asupra cărora se cere sequestrul; 2) aceasta măsură să fie necesară pentru conservarea drepturilor părţilor. Deci dar, legea nu cere pentru a se puteà ordonà sequestrul judiciar ca reclamantul, pe lângă aceste două condiţiuni, să stabilească încă şi fundamentul dreptului sau titlul pe baza caruia pretinde obiectul în litigiu. (Apel Galaţi, II, Sept. 25/92, *Dr.* 72 92).

26. Sequestrul judiciar, fiind o măsură gravă care deposedează pe o persoană de averea ce o deţine, nu poate fi acordat fără citarea părţilor şi fără discuţiune de cât numai în cazurile urgente, când contradictoriul, prin întârzierea ce ar puteà da loc ar aveà de efect paralizarea efectelor ce cată a-l produce; oportunitatea unei asemenea măsuri e lasată la desăvârşita apreciere a judecătorilor. (Trib. Iaşi, II, Oct. 10 92, *Dr.* 65 92).

27. Tribunalul chemat a ordonà un sequestru judiciar, în limitele dreptului de apreciere în privinţa aplicărei sequestrului, este ţinut a vedeà întru cât

fondul litigiului este întemeiat, căci numai astfel poate statuà dacă în realitate măsura sequestrului este legala şi în interesul reclamantului. (Trib. Iaşi, II, Nov. 7/92, *Dr.* 82 92).

28. Rânduirea unui sequestru judiciar se poate admite şi asupra averei unei succesiuni în urma cererei unuia din coerezi, care a cerut eşirea din indiviziune, până la lichidarea drepturilor fiecărui erede, ca să nu poată posedà unul dintre coerezi bunuri asupra căror se poate recunoaşte mai târziu că n'a avut nici odată vre un drept şi ca nu cumva această posesiune să compromită drepturile eredelui în lotul cărui vor cădeà acele bunuri. (Trib. Iaşi, II, Oct. 10/92, *Dr.* 65/92; şi Nov. 7/92, *Dr.* 82 92).

29. Dacă însăşi măsura sequestrărei este dată la discreţiunea puterei judecătoreşti, cu atât mai mult procedura de urmat în asemenea cauză urmează a se stabilì după aceleaşi norme de utilitate, posibilitate sau necesitate practică, indicate prin împrejurări concrete. Deci dar, fiind lasat la aprecierea justiţiei de a cumpănì dacă o cerere de sequestru este a se rezolvà în camera de consiliu, ca ori ce alta cerere de justiţie graţioasă, urmând în asemenea caz a împărtăşì soarta şi eventualităţile procesuale unor asemenea încheeri şi a primì imediata ei executare, sau a se discutà în contradictoriu, deschizându-se în asemenea caz prin iniţiativa justiţiei un proces ordinar deosebit de litigiul de fond la a cărui definitivitate numai, măsura şi-ar căpătà executarea, contopirea ambelor ar face inutil şi infructuos primul, adică cel în privinţa sequestrului, de oarece ar luà sfârşit odată cu fondul, adica când proprietaţile fiind individualizate definitiv, sequestrul n'ar mai fi necesar. Daca aceasta este situaţiunea juridică faţă cu o cerere unilaterală din partea unei părţi, ea nu s'ar schimbà nici prin introducerea unei cereri contrarii din partea altor interesaţi cari ar reclamà în mod formal discuţiunea contradictorie asupra sequestrului, caci consideraţiunile care dau întreaga materie în aprecierea discreţionară a justiţiei rămân decisive şi în acest caz, şi printr'un act de vointă a unei părţi nu se poate luà din mâna justiţiei această putere suverana de apreciere. (Trib. Suceava, Ian. 29 93, *Dr.* 13/93).

30. Legiuitorul, prin art. 1632, lasă la facultatea judecătorului fondului de a aprecià dacă gaseşte sau nu utilă şi necesarie înfiinţarea sequestrului judiciar; de unde rezultă că hotărîrea sa, prin care respinge o asemenea cerere, este suverana şi scapă de cenzura casaţiei. (Cas. I, 377/Nov. 30/93, B. p. 756).

31. Cazurile determinate de art. 1632 sunt numai enumerative, iar nu limitative; căci sequestrul judiciar fiind o masura de conservaţiune pe care una din părţi aflate în litigiu o ia către celelalte, ar fi fost imposibil pentru legiuitor să determine în complect toate cazurile când asemenea măsură se impune şi de sigur că numai împrejurările şi necesitaţile practice pot desvaluì judecătorului oportunitatea sequestrului judiciar. Numai întemeiata pe acest raţionament, în conformitate cu spiritul protegiuitor al legiuitorului faţă cu interesele periclitate ale părţilor şi neprotivnic dispoziţiunilor art. 1632, jurisprudenţa a hotărît că e loc pentru sequestru judiciar nu numai în chestiunile propriu z'se de proprietate sau posesiune a lucrurilor, dar chiar şi în chestiunile de eşire din indiviziune, de moştenire şi de asociaţiune. (Trib. Vlaşca, Oct. 9/92, *Dr.* 4/93).

32. Legiuitorul, prevăzând pornirea naturală a părţii ce nu posedă de a cere totdeauna sequestrul judiciar contra părţii ce posedă, a căutat să atenueze efectele păgubitoare ale acestei măsuri extreme ce privează pe proprietar de exerciţiul şi bucuria drepturilor sale, şi de aceea a lăsat-o cu totul la aprecierea judecătorului, care nu o va ordonà de cât în cazuri foarte grave, de pildă ca acelea când rămânerea lucrurilor în mâna posesorului ar fi un pericol pentru reclamant, când litigiul ar face nesigur dreptul părţii asupra lucrurilor ce posedă şi când posesorul prin poziţiunea sa materială n'ar fi în stare a face faţă condamnaţiunei sau acţiunei în daune la care s'ar expune. (Trib. Vlaşca, Oct. 9 92, *Dr.* 4 93).

33. Dacă cererea de a se aplicà sequestru judiciar asupra succesiunei în care s'a cerut eşirea din indiviziune, nu intră deadreptul în prevederile art. 1632, totuşi doctrina şi jurisprudenţa a aplicat art. 1632 la comunitaţi de proprietate sau posesiune, de îndată ce există un litigiu asupra cotităţii reale de proprietate sau posesiune, şi aceasta pentru motivul că realitatea lucrurilor poate să facă necesară luarea unei astfel de măsuri conservatorie în chiar interesul coproprietarilor sau coposesorilor. (Trib. Suceava, Ian 29 93, *Dr.* 13 93).

34. Hotărîrea dată asupra cererei unui sequestru judiciar nu poate aveà nici o înrâurire şi nu poate constituì câtuşi de puţin autoritatea lucrului judecat, în privinţa judecăţei ce are loc în urmă, asupra fondului. Deşi în spiritul legei este ca sequestru să fie numit o terţă persoană, însă, când circumstanţe cu totul speciale ar justificà numirea uneia din părţile liti-

gante, judecătorul fondului poate să facă aceasta. (Cas. I, 102/95, B. p. 175).

35. Sequestrul judiciar poate fi admis și asupra unui fond social după cererea unuia din asociați, când sunt neînțelegeri și litigiu între dânșii asupra administrației lui. Partea, contra căreia se face o cerere de sequestru judiciar, nu poate să se opună la admiterea lui prin oferirea unei cauțiuni. Dreptul acesta este acordat de lege numai în materie de sequestru asigurător. (Cas. II, 66 95, B. p. 815).

36. Creditorul ipotecar poate cere sequestru judiciar asupra imobilului ipotecat, până la judecarea acțiunei ce dânsul a intentat pentru anularea contractelor încheiate de debitorul său, contracte prin care se deterioreaza sau micșoreaza obiectul dat ca garanție, cum e darea în exploatare a pădurilor aflate pe moșia ipotecata, contra regulelor admise de bunul simț, fară a se distinge între contractele anterioare constituirei ipotecei sau posterioare, când anularea tuturor acestor contracte s'a cerut de o dată și printr'una și aceiaș acțiune. Și aprecierea interesului sau a pericolului, ce comportă aplicarea unui asemenea sequestru, este lăsată cu totul la suveranitatea judecatorului de fond. Această cerere de sequestru poate fi judecata fața numai cu cedentul acelor contracte, dânsul reprezentând în destul pe cesionar. (Cas. I, 313 95, B. p. 887).

37. Sequestru judiciar, numit fără specificare a atribuțiilor și drepturilor conferite, nu are de cât dreptul de a administrà, spre a conservà averea peste care a fost numit sequestru. El nu poate dar să steà în judecată, de cât printr'o autorizare specială dată de tribunal. (Cas. II, 233 96, B. p. 1569).

38. Cazurile indicate de art. 1632 din codul civil, ca putând da loc la un sequestru judiciar, nu sunt limitative, ci numai enunciative, astfel că sequestrul judiciar poate fi încuviințat de justiție, chiar și din oficiu, ori de câte ori există rațiunea de conservare a averei litigioase, care l-a dictat. Se poate dar înființà sequestru judiciar și asupra fondului social, după cererea unuia din asociați, când sunt neînțelegeri și litigiu între dânșii. (Cas. I, 269 97, B. p. 863).

39. Sequestrul judiciar, având o mare analogie cu sequestrul asigurător, poate fi ordonat pe cale grațioasă, după o simplă cerere a părții interesate. (Apel Galați I, *Dr.* 17 97).

40. Când două părți litigante își dispută posesiunea și folosința veniturilor unui imobil, instanțele judecătorești pot admite cererea uneia din părți, de a se pune un sequestru judiciar, fără însă a examinà cui apaține proprietatea acelui iombil, căci atunci s'ar rezolvà, cu ocazia sequestrului, un litigiu deosebit. (Cas. I, 93/99, B. p. 249).

41. Intre comoștenitori. sequestrul judiciar se poate cere, în ceea ce privește dreptul de folosință ce au fiecare în raport cu partea lor, de câte ori acești comoștenitori ar găsì că este în conservarea drepturilor lor asupra veniturilor. In ce privește însă sequestrul asupra imobilelor, chestiunea nu se poate naște între comoștenitori, deoarece, prin faptul ca ei se recunosc comoștenitori, nu poate fi vorba de proprietatea litigioasă prevazută de art. 1632 codul civil. Posibilitatea unui litigiu fiind deci numai în privința folosinței asupra veniturilor, aceasta poate face obiectul unei cereri de sequestru judiciar între moștenitori. Acțiunile de felul acesta sunt inerente moștenitorilor, ele au de obiect dreptul de administrațiune și liberul exercițiu al lor, astfel încât ele nu pot fi exercitate de creditori, creditorul nu poate cere sequestrul nici în baza art. 974 cod. civ., căci acest articol îndreptațește pe creditor a exercità drepturile și acțiunile, ce debitorii au în raport cu terțiile persoane, iar nu drepturile ce au debitorii asupra lor înșile. (Apel Craiova I, *Dr.* 42 900).

42 Incuviințarea unui sequestru judiciar este lăsata cu totul la facultatea instanțelor de fond, care sunt în drept să aprecieze în mod suveran oportunitatea numirei unui asemenea sequestru. (Cas. I, 23 Iunie 1906, B. p. 1142).

43. Instanțele de fond sunt suverane a apreciă oportunitatea înființarii sequestrului judiciar. (Cas. I, 415 din 4 Nov. 1909. Dreptul 77 1909; Cas. I, 927 din 27 Mai 1924. Jur. Gen. 1924, No. 1467).

44. Potrivit art. 615 din procedura civilă, sechestrul judiciar se poate înființă și atunci când există litigiu asupra administrațiunii sau folosinței unui lucru comun.

Astfel, dacă litigiul are de obiect desființarea și lichidarea unei asociațiuni dintre părți, cererea de a se numì un sequestru de către justiție care să urmeze cu administrațiunea fondului social până la desființarea societății, este admisibilă. (Cas. I, 308 912. Curier Jud. 45/912).

45. Infiintarea unui sechestru judiciar este o măsură lăsată de lege la aprecierea judecătorilor și pe care ei o pot admite sau nu, ținând seama de împrejurările pentru care este cerută, de utilitatea ei în fapt, cum și de pericolul la care ar fi expus cel ce voește să ia această măsură, dacă ea nu s'ar luà de urgență.

Prin urmare, instanța de fond poate să respingă o cerere de înființarea u-

nui sechestru judiciar cerută de coproprietarul unei mori, constatând şi motivând că coproprietarul fondului comercial asupra căruia se cere înfiinţarea sequestrului judiciar nu face o rea administraţie, că dânsul nu se opune ca celalalt coproprietar, care cere înfiinţarea sequestrului judiciar, să controleze prin el însuşi sau printr'un mandatar al său întregul mers al fondului comercial, cercetând registrele şi comptabilitatea fondului şi că chiar daca ar aveà oarecari temeri în ce priveşte drepturile sale în acest fond comercial, pe de o parte aceste drepturi sunt pe deplin garantate prin dreptul său de coproprietate, iar pe de altă parte n'ar aveà decât sa grăbească judecata asupra fondului. (Cas. III, 360, 912. Curier Jud. 71 912).

46. Prin proces în sensul art. 615 pr. civ., pe baza căruia o parte să fie îndrituită a face o cerere de sequestru judiciar, legiuitorul a înţeles numai acele judecăţi, cari desleagă pricinile relative la drepturile de proprietate, folosinţă sau administraţie a unui bun şi care au loc înaintea tribunalelor ordinare, iar nu şi contestaţiunile ce se ridica înaintea tribunalului de urmărire, de oarece acestea sunt judecaţi cari nu tranşează asupra drepturilor de proprietate, iar hotarîrea instanţei de urmărire prin care contestaţia este admisa, nu are alt efect decât că ridica titlului puterea lui executorie. (Trib. Ilfov I, 1913; Dreptul 1915, p. 76).

47. Acţiunea de recunoaştere în principiu a dreptului văduvei sărace la o porţiune în plină proprietate din averea rămasa pe urma defunctului său soţ este o acţiune reală relativă la proprietatea bunurilor determinate aflate în succesiune şi deci intră în cadrul prevăzut de art. 1632 c. civ., spre a se puteà admite sequestrul judiciar al lucrurilor ce fac obiectul litigiului. (Cas. I, decizia No. 69. din 30 Ianuarie 1915; Jurispr. Rom. 17 915, p. 263).

48. Oricare ar fi speţa procesului, speţe ce legiuitorul nu a putut enumără în întregimea lor, ci s'a mărginit a le enunţă *exempli gratia* în art. 1623 din codul civil, pentru ca să fie loc la încuviinţarea unui sequestru judiciar, trebue să fie un lucru comun sau un lucru asupra căruia se ridică o pretenţiune de proprietate sau de posesiune, iar nu de simplă detenţiune.

Prin urmare, când reclamanţii nu ridică nici o pretenţiune având de obiect proprietatea sau posesiunea unui lucru, şi nici nu invoacă comunitatea lui, ci este vorba de o simplă acţiune personală, având de obiect o locaţiune de fond de comerţ, un drept de folosinţă cu titlu de locaţiune asupra unui lucru ce nu este comun, o obligaţiune de a face, în acest caz, vor puteà cere, potrivit art. 610 şi 613 pr. civ., odată cu acţiunea principală, un sechestru asigurător, iar nici de cum un sechestru judiciar. (Trib. Ilfov I, No. 488, 1915; Dreptul 1915, p. 598).

49. Art. 615 din noul cod de procedură civilă a păstrat dispoziţia art. 1632 c. civil, după care se poate cere sequestru judiciar când este proces: a) asupra proprietaţii sau b) asupra posesiei. A mai arătat însa şi alte două cazuri în care se poate cere sechestrul judiciar: c) când este proces asupra administraţiei sau d) folosinţei unui lucru comun.

Cuvântul „posesie" din art. 1632 c. civ., şi din art. 615 pr. civ., este *generic*. El cuprinde atât posesia — semn prin care se manifesta proprietatea sau mijloc care duce la dobândirea proprietaţii — cât şi detenţia, faptul material al ţinerei unui bun mişcător sau nemişcator. (C. Apel Buc. s. I, 96/915. Curier Jud. 4 916).

50. Dacă părţile sunt în litigiu asupra unui imobil, ele nu pot cere numirea unui conservator care să administreze imobilul, ci înfiinţarea unui sechestru judiciar conform art. 615 pr. civ. şi 1632 c. c., (C. Apel Buc. s. I, 170 din 30 Aug. 1920. Curier Jud. 81-82 920).

51. Infiinţarea sechestrului judiciar e reglementata de art. 1632 c. civil şi de art. 615 pr. civila, potrivit cărora sechestrul se poate încuviinţă atunci când un proces e pendinte între părţi asupra proprietăţii sau posesiunei unui lucru. Afară de aceasta, partea reclamanta trebue să mai stabilească şi interesul cererei, de oarece textul vorbeşte de cererea celui interesat şi chiar principiile generale, ce cârmuesc fiinţarea ori cărei acţiuni în justiţie, admit că nu există acţiune fară interes. In dovedirea interesului, doctrina şi jurisprudenţa cer în afară de teama eventuală şi de grija conservarei, cari pot arată cel mult „utilitatea masurei" să se evidenţieze şi faptul că sechestrul judiciar e şi absolut necesar pentru conservarea dreptului, ceeace revine la arătarea existenţei unui pericol de natură a periclită dreptul, fără putinţă de refacere şi care nu s'ar puteà înlatură pe altă cale.

Tot în legătură cu „condiţiunea interesului", doctrina a mai stabilit, ca element de apreciere pentru instanţă, pipăirea acţiunei de fond spre a se vedeà din examenul motivelor de drept din felul mijloacelor de probă enumerate sau chiar dezvoltate, din felul conducerei acţiunei şi din stăruinţa depusă, criterii de seriozitate a acţiunei şi aceasta spre a ferì instanţele de surprinderile ce pot să apară prin luarea unei măsuri aşà de grave, pe temeiul acţiunilor temerare sau dubioase.

Cu alte cuvinte, interesul trebue să fie apreciat prin oportunitatea lui, prin pericolul ce amenința conservarea dreptului și care face ca masura sechestrului să fie nu numai utila, dar și absolut necesară, cât și prin elementele de fond și formă ale acțiunii, ce-i pot da gradul și măsura seriozității ei.

Că în ce privește pericolul, el trebue să se raporte la conservarea lucrului în substanța lui sau la periclitarea viitoarelor pretențiuni în legătură cu dreptul de restituire a fructelor percepute pe nedrept; că, pentru a se evidenția pericolul referitor la conservarea substanței, e nevoe a se arătă în cea mai favorabilă situație că pârâtul e cel puțin un rău administrator că prin faptele sale de administrație face imposibilă o conservare compatibilă cu existența integrală în viitor a dreptului sau a bunului în substanța lui, sau că e de rea credință, vătămând în mod vădit interesele reclamantului. (Trib. Dorohoi 278 din 14 Oct. 1920. Jur. Gen. 1923, No. 1758).

52. Dispozițiunile art. 615 pr. civ., întocmai ca și acele ale art. 1632 c. civ., nu au a fi luate într'un înțeles restrictiv și este conform cu necesitățile practice ca sechestrul judiciar. ca măsură de conservare, să poată fi luată de justiție pentru asigurarea drepturilor părților și de câte ori există litigiu asupra proprietății și folosinței unei averi comune sau necomune și ori de câte ori împrejurările cauzei justifică utilitatea și oportunitatea acestei măsuri. Aceasta rezultă din caracterul sechestrului judiciar care are scopul de a păstră averea supusă unui proces și de aceea legea nu a limitat cazurile în care este locul la înființarea lui. Nici expunerea de motive a procedurei civile din 1900, nu consacră o doctrină contrară, căci nu arată că sunt limitative cazurile indicate în art. 615 pr. civ.

Prin urmare în specie instanța de fond, constatând că parțile se găsesc în proces asupra folosinței unei vii și apreciind împrejurarile cauzei, a uzat de dreptul său suveran de apreciere, când a înființat sechestrul judiciar, pentru ca drepturile reclamantului asupra veniturilor viei să nu fie periclitate. (Cas. I, 284 din 4 Aprilie 1921, Jur. Rom. 23 921, Pand. Rom. 1922, III 105; Trib. Dâmbovița s. II, 208 din 26 Iunie 1923, (pentru partea I-a) Jur. Gen. 1924, No. 108).

53. Potrivit art. 1632 c. civ., combinat cu art. 615 pr. civ., pentru ca să se poată înființă un sequestru judiciar se cere să existe un proces și ca acel proces să poarte asupra proprietăței sau posesiunei unui lucru mișcător, sau nemișcator, sau asupra administrațiunei sau folosinței unui lucru comun.

Dreptul ce îl pretind reclamanții prin acțiunea de fond asupra plus valutei imobilului datorită construcțiunei făcuta de autorul lor, este un drept de creanță care poarta asupra unei sume de bani, pe care intimatele, în cazul când acțiunea se va gasi fondată, vor fi obligate să o platească reclamanților în baza principiului că nimănui nu-i este permis să se îmbogățească în dauna altuia.

Intrucât litigiul ce există între părți și care formează obiectul acțiunei de fond pe baza căreia se cere încuviințarea sequestrului judiciar asupra imobilului nu este privitor la proprietatea sau posesiunea acelui imobil și nici nu este vorba în acea acțiune de administrațiunea sau folosința unui lucru comun, ci de un simplu drept de creanță în contra intimatelor în calitate de reprezentante ale autoarei lor, cererea de sequestru judiciar nu este admisibilă în drept, rațiunea pentru care s'a admis de legiuitor punerea, în cazurile enunțate de dânsul, a unui bun sub sequestru judiciar fiind ca nu cumva cealaltă parte să fie păgubită dacă bunul ar continuă să rămână mai departe, până la judecarea procesului privitor pe acel bun, în posesiunea celeilalte părți, rațiune ce nu poate aveà loc în cazul când cel ce reclamă această măsură nu are nici un drept asupra acelui bun, cum este în speță. (Trib. Ilfov I c. c. sent. civ. 762 din 21 Oct. 1921, Jur. Gen. 1924, No. 834).

54. Este casabilă sentința instanței de fond prin care se admite o cerere de sechestru judiciar, numai pe baza constatărei că între părți există proces asupra posesiunei unui bun, fără a examină dacă împrejurările cauzei justifică necesitatea măsurii cerută și la care partea adversă s'a opus tocmai pentru acest motiv. Intr'adevăr, prin art. 615 pr. c. legea cere pentru admiterea sechestrului judiciar: pe de o parte existența unui litigiu între părți, iar pe de altă parte justificarea oportunitații unei astfel de măsuri. (Cas. I, dec. 53 din 30 Ianuarie 1923. Jur. Gen. 1923, No. 144).

55. Deși art. 615 pr. civ.. prevede că judecata poate încuviință sechestrarea bunului comun, când există proces asupra administrației sau folosinței lui, în speță însă se dovedește că apelanții pârâți au drepturi indivize cu intimata reclamantă asupra imobilului în litigiu, iar partea indiviză a acesteia o au închiriată anual, chiria fiind încasată de intimată, în calitate de tutoare, pe primul an, și pentru anii următori, fiind refuzată, a fost consemnată conform legilor în vigoare, până la Sf. Gheorghe viitor.

Prin urmare, apelanții fiind în drept a se folosì și de partea indiviză a intimatei, sechestrul judiciar este inaplicabil în speță, întrucât folosința totală a bunului aparține apelanților-pârâți.

Chiar dacă s'ar dovedì că pentru încă o parte indiviză din acest imobil, actul de cumpărare al apelanților ar puteà fi discutabil, totuși nu se poate procede la înființarea sechestrului, câtă vreme nu se stabilește că există un pericol dacă starea actuală de lucruri n'ar încetà. (C. Apel Buc. III, dec. civ. 1417 din 20 Aprilie 1923, Jur. Gen. 1923, No. 864).

55 bis. Măsura prevazută de art. 615 pr. civ., fiind grava prin consecințele ce decurg dintr'însa, întrucât se ia de la deținator folosința bunului, ea trebue utilizata cu multa prudența, pentru a nu devenì vexatorie, fața de cel în contra caruia se ia măsura și prin urmare o atingere a dreptului său de proprietate sau de posesiune.

Astfel, deși s'a intentat o acțiune pentru anularea unui act, prin care s'a cumparat un teren de la un procurator, a cărui procură este contestată ca falsă, totuși pâna la pronunțarea unei hotarîri definitive de anulare, cumparătorul fiind proprietar în temeiul titlului, curtea este suverană a aprecià oportunitatea și utilitatea înființărei sechestrului judiciar. (C. Apel Constanța 521 din 18 Aprilie 1923, Justiția Dobrogei, 9-10 924).

56. Cererea de înființarea unui sequestru judiciar este inadmisibilă, dacă reclamantul nu justifică un interes imediat, o pierdere ireparabilă rezultată din cauza nînființărei lui, iar faptul că pârâtul vinde părți din imobil, în speța, dintr'o întindere de pământ, nu poate constituì un prejudiciu pentru reclamant, pentru că toate transferarile de proprietate consimțite de pârât, dacă reclamantul va câștigă acțiunea sa în revendicare, cad în baza principiului: nemo ad alium transferre potest, quam ipse habet. (Judec. oc. Herța-Dorohoi, Carte de judec. No. 81 din 1924. Jur. Gen. 1924, No. 994).

57. Conform art. 1632 c. civ., și 615 pr. civilă se poate cere înființarea unui sechestru judiciar atunci când este în discuțiune proprietatea unui bun imobiliar care este în litigiu.

Prin urmare, stabilindu-se în fapt—fapte grave imputate pârâtului, ca sustrageri de acte, desființare de scrisori, etc., cari face îndoelnică putința de a mai lăsà administrația bunului în litigiu pârâtului, cererea de sechestru este întemeiată. (Trib. Ilfov, s. II, c. cor., sent. civ. 408 din 12 Martie 1924. Jur. Gen. 1924, No. 1522).

58. Inființarea sechestrului judiciar fiind o simplă măsură de conservare a averei pentru timpul cât asupra ei există un litigiu, instanțele de fond au a face cu această ocazie numai un examen sumar al afacerei, pentru a aprecià oportunitatea înființărei sechestrului.

De aceea în specie, cu drept cuvânt curtea de fond respinge cererea făcuta de recurent înaintea ei și prin care dânsul, pentru a scoate de sub sechestru averea respectivă, punea în discuțiune însăși chestiunea proprietății a estei averi, care urmà a fi rezolvată în procesul asupra fondului afacerei. (Cas. I, 1224 din 30 Iunie 1924. Jur. Gen. 1924. No. 2028; Trib. Muscel 1 Mart. 1924, Bul. Trib. Muscel 7/924, Jur. Gen. 1924, No. 2187).

59. Intr'un proces de ieșire din indiviziune, adevărata hotărîre este acea de admitere în principiu, așà că toate formalitațile ulterioare, denumirea expertului și de tragerea loturilor sunt formalități de aplicare ale acestei hotarîri. Numirea unui sechestru judiciar, nu se mai poate face după ce hotarîrea de admitere în principiu a ramas definitiva întrucât nu mai există litigiu cerut de art. 1632 al. 2 c. civ. (Tr b. Dolj s. II, 482 924. Jur. Gen. 1924, No. 2188).

60. După art. 615 pr. civ., pentru a se puteà înființà un sechestru judiciar, trebue să existe un proces asupra proprietații sau posesiunei unui lucru mișcător sau nemișcator, sau asupra administrației sau folosinței unui lucru comun. Trebue deci ca această afacere să fie contencioasa, nu grațioasă.

Cererea de trimitere în posesie pe baza unui testament are în principiu un caracter grațios. Pe baza ei deci, nu s'ar puteà cere înființarea unui sechestru judiciar.

Când însă la cererea de trimitere în posesie s'au plătit taxele de timbru ca pentru cererile contencioase și când în această cerere s'a contestat de părți testamentul produs, afacerea judecându-se în ședință publică, caracterul acestei cereri nu mai este grațios, ci contencios. Pe baza ei astfel se poate cere înființarea unui sechestru judiciar. (Trib. Teleorman I, 317 din 1924, Jur. Gen. 1925, No. 248).

61. Dacă numirea unui sechestru judiciar s'a făcut de către Curtea de Apel, orice cerere de desemnarea altei persoane, pe motiv de demisie, deces, etc., cum și cererea de înlocuire sau revocare, are a se îndreptà la Curtea de Apel, adică la instanța care a încuviințat instituția sechestrului, și a desemnat persoana ce urmează a exercità această atribuțiune.

Prin urmare, dacă Curtea de Apel, în a doua instanță, judecând o cere de înființarea sechestrului judiciar, a

schimbat persoana sechestrului numit de tribunal și a numit pe altcineva, cererea prin care, în urma, o parte interesată o face la Tribunal, pentru înlocuirea sechestrului numit de Curte, este rău, îndreptată la tribunal, trebuind a fi facută la Curtea de Apel. (C. Apel Iași s. II, 7 din 28 Ian. 1925, Bul. C. Apel 11 1925).

62. Cererea de sechestru judiciar poate fi judecată de alt tribunal de cât acela sezisat cu judecarea acțiunei de fond pe care se sprijină cererea de sechestru judiciar. (Trib. Ilfov s. I, 4114 din 25 Febr. 1925, Curier Jud. 24/1925).

63. O cerere de trimitere în posesie nu poate constitui o bază pentru admiterea unei acțiuni de sechestru judiciar, într'ucât ea fiind o cerere cu caracter unilateral, fără să existe pretențiuni opuse din partea altor persoane, constitue o cerere grațioasă, iar nu una contencioasă. (Trib. Ilfov s. I, 500 din 11 Aprilie 1925, Curier Jud. 24/925).

64. O acțiune în anularea adopțiunei intentată de rudele de sânge ale adoptatorului, la a căror succesiune vroesc a venì, în contra celui adoptat, nu poate constituì o baza pentru admiterea unei acțiuni de sechestru judiciar cerută de rudele de sânge contradictoriu cu adoptatul, întrucât o asemenea acțiune nu poartă asupra proprietății sau posesiunei unui lucru mișcător sau nemișcător, nici asupra administrațiunei sau folosinței unui lucru comun, ci tinde la anularea unei hotărîri de adopțiune, urmărindu-se schimbarea stărei civile de fiu adoptiv a intimatului. (Trib. Ilfov s. I, 500 din 11 Aprilie 1925, Curier Jud. 24/925).

65. Chestiunea oportunității admiterei sechestrului judiciar, fiind în funcțiune de împrejurările de fapt ale cauzei, este lăsată la aprecierea suverană a instanței de fond.

Deci Curtea de apel făcându-și în fapt convingerea că cererea recurentei de a se introduce sub sechestrul judiciar imobilele stăpânite de intimați și pe cari aceștia pretindeau, că fac parte din moștenirea defunctei lor mame, nu este întemeiată în ce privește o parte din aceste imobile, pe baza acestor constatări de atributul suveran al instanței de fond, care ca atare scapă de sub controlul Inaltei Curți, a fost în drept să dispue scoaterea de sub sechestru a imobilelor în discuțiune. (Cas. I, 567 din 3 Martie 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1419).

66. Nu se poate ridicà un fine de neprimire a cererei de suspendarea executarei unei sentințe prin care s-a admis înf'ințarea de sechestru judiciar, pe motiv că executarea ar fi fost consumată de oarece din moment ce partea a apelat sentința de admitere a sechestrului, cerând suspendarea ei, are tot interesul sa se revină asupra executarii, iar instanța de apel are dreptul să repună lucrul în starea anterioară chiar dacă, în fapt, executarea ar fi avut loc în întregime. (Cas. III 1122 din 9 Iunie 1925, Pandectele Săptămânale 17/1925).

67. Dacă este stabilit că un imobil se află trecut în inventarul unei succesiuni, care este atacat cu opozițiune pe motivul că rău a fost trecut în acel inventar, opoziție care încă nu a fost judecată și dacă este asemenea constatat că s-a cerut de către părți împărțeala averei în indiviziune în care este cuprins și imobilul în discuțiune, urmează că, independent de temeinicia în fond a pretențiunilor părților, proprietatea imobilului în discuțiune are un caracter litigios, odată ce ea este discutată și partea adversă a fost în drept să ceară înființarea unui sechestru judiciar și asupra acestui imobil, iar instanța de fond a fost autorizată pe temeiul aceleiași dispozițiuni legale sa-l admită, într'ucât textul art 615 din procedura civilă autorizează măsura sechestrului judiciar tocmai pentru cazurile când există un proces asupra proprietății sau posesiunei unui bun mișcator sau nemișcător. (Cas. I. 1765 din 30 Iunie 1925, Jur. Gen. 1925 No. 1796).

68. In principiu un sechestru judiciar numit conform art. 615 din procedura civilă, are dreptul ca orice administrator legal de a arenda bunul pe care îl administrează, însă cu condiție ca această arendare să nu se facă prin fraudă în folosul unuia dintre cei administrați, cum este în specie.

Prin urmare constatându-se în fapt că arendarea viei defunctului V. Gheorghiu s'a făcut în frauda comoștenitorului, contractul de arendă fiind prelungit pe patru ani, cu doi ani înainte de expirare, prin o persoană interpusă, că adevăratul arendaș renunță, contractul de arendă este făcut în frauda drepturilor unora dintre comoștenitori și el urmeaza a fi anulat. (C. Apel Iași s. I, 185 din 4 Iulie 1925, Jur. Gen. 1925 No. 1797).

69. A se vedeà: art. 714, notele 2, 3.

Art. 1633. — Depozitul judiciar dă naștere la obligațiuni reciproce între sequestranți și depozitari.

Depozitarul trebuie să îngrijească de păstrarea lucrului sequestrat ca un bun proprietar.

Trebuie să-l deà de faţă pentru vânzare spre îndestularea sequestratului, ori spre a-l restituì părţei dela care s'a sequestrat, în caz de revocaţiune a sequestrului.

Sequestrantul este dator să plătească depozitarului salariul statornicit de lege sau în lipsă, pe cât îl va hotărî judecătorul [1]). (Civ. 1600, 1632; C. p. 323; Pr. civ. 421, 422, 487, 518 urm.; Com. 71; Civ. Fr. 1962; Civ. Ital. Art. 1876).

Text. fr. Art. 1962. — L'établissement d'un gardien judiciaire produit, entre le saisissant et le gardien, des obligations réciproqes. Le gardien doit apporter pour la conservation des effets saisis les soins d'un bon père de famille.

Il doit les représenter, soit à la décharge du saisissant pour la vente, soit à la partie contre laquelle les exécutions ont été faites, en cas de main-levée de la saisie.

L'obligation du saisissant consiste à payer au gardien le salaire fixé par la loi.

Text. Ital. Art. 1876. — La destinazione di un depositario giudiziale produce fra il sequestrante e il depositario vicendevoli obligazioni. Il depositario deve usare per la conservazione delle cose sequestrate la diligenza di un buon padre di famiglia.

Deve presentarle tanto per sonddisfare il sequestrante colla vendita, quanto per restituirle alla parte contro cui sono state fatte le esecuzioni, in caso di rivocazione del sequestro.

L'obligo del sequestrante consiste nel pagare al depositario la mercede stabilita dalla legge, o in mancanza dall'autorita giudiziaria.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1295 urm., 1298, 1299 bis, 1305 urm., 1309;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 221;
GLASSON, II, p. 291;
GUILLOUARD, *Dépôt*, etc. 87, 177 urm., 186, 188;
LAURENT, XX, 183;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 415;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2229, 2230.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 72, 73; *„Sechestrul Judiciar"*. Pagini Juridice 65/1910; *Nota* sub. Trib. Muscel, 20 Ian. 1923, Jur. Gen. 1925. No. 1372;
NACU, II, p. 621; III, p. 467.

Jurisprudenţă.

1. Depozitarul fiind un administrator provizoriu, numit pentru îngrijirea şi conservarea lucrului sequestrat, rezultă că drepturile şi puterile sale sunt acelea ce decurg din dreptul de administraţiune, şi pe cari tribunalul, pentru a evità ori ce discuţiune, le fixează el. (Trib. Ialomiţa, 1664, Iun. 5/86, *Dr.* 54/86).

2. După art. 422 Procedura civilă, combinat cu art. 1034 şi 1086 din Codul civil, custodele este ţinut a răspunde de orice pagubă ce se va aduce creditorului din cauza neglijenţei sale, iar daunele-interese ce sunt datorite creditorului cuprind, în genere, pierderea ce a suferit şi beneficiul de care a fost lipsit şi dacă paguba rezultă din dolul debitorului, chiar în acest caz, daunele interese nu trebue să cuprindă mai mult decât ceeace este o consecinţă directă şi necesară a neexecutărei obligaţiunei. Prin urmare, pe baza acestor principii, custodele, care, după art. 1633 din Codul civil este obligat să deà de faţă depozitul pentru vânzare spre îndestularea sequestrantului, nu poate fi ţinut decât de pagubele ce partea vătămată a suferit în realitate şi care trebue a fi anume constatate de instanţa de fond, astfel încât, dacă această instanţă condamnă pe custode la plata întregei creanţe a creditorului sechestrat, fără a constatà ce daune a

1) In textul art. francez, lipsesc cuvintele finale: *„sau în lipsă, pe cât îl va hotărî judecătorul"*.

suferit acesta prin faptul custodelui, violează textele de lege mai sus citate și ca atare, sentința sa urmează a fi casată. (Cas. I, 458 901, B. p. 1591).

3. Plata sechestrului judiciar conform art. 615 pr. civ., nu va puteà depăși, pe fiecare an, de 10% din venitul net anual al bunului, apreciat de instanță. (Cas. I, 137 din 24 Martie 1908. Revista Judiciară 7/1908).

4. Custodele nu are acțiune pentru plata salariului său de cât contra creditorului urmăritor după cererea căruia este numit iar nu și contra debitorului urmărit și deci nici poprire nu poate înființà în mâinile acestuia. (Cas. II, 33 din 28 Febr. 1911. Jurisprudența 15/911).

5. Sechestrul judiciar este un mandatar al părților litigante, impus de justiție și cu anume drepturi prevăzute de lege; el n'are dreptul de a face acte de dispoziție.

Din art. 23 al legei învoelilor agricole rezultă că prin „reprezentanți legali" nu se înțeleg mandatari impuși în mod accidental cum e sequestrul, ci numai aceia pe care dreptul comun i-a instituit în mod general pentru incapabili și așezămintele publice.

Sequestrul judiciar al bunurilor unui minor n'are dreptul să vânză teren pentru islazuri comunale. (Trib. Ilfov I, 696 914, Curier Jud 5 915)

6. Dispozițiile art. 534, 1268, 1269 și 1419 c. civ., referitoare la uzufruct nu se pot aplicà administratorului provizoriu, întru cât nu are nici un interes personal, presupunându-se că lucrează în interesul exclusiv al proprietarului.

Art. 615 pr. civ.. arătând drepturile sechestrului judiciar îi dă putință a face toate actele de conservare și administrație fără a-i pune termen.

Normele sechestrului judiciar se impun și administratorului provizoriu, întrucât i se conferă dreptul de a face orice act de administrație în numele proprietarului.

Prin urmare, reînoirea unui contract de închiriere pe cinci ani, înainte de termen, asupra unei averi pusă sub sechestru judiciar, întrucât se constată că este un act de bună administrație, este valabilă, în această materie aplicându-se regulele mandatului. (Trib. Ilfov I, 220/915, C. Jud. 54/915).

7. In conformitate cu dispozițiile art. 1623 c. civ., custodele fiind obligat să deà de față depozitul pentru vânzare, spre îndestularea sechestrantului sau spre a-l restitui debitorului, în caz de revocație a sechestrului, de aci rezultă pentru dânsul o îndoită răspundere și anume: 1) Față de creditorul urmăritor pentru îndestularea creanței acestuia, 2) față de debitor, căruia urmează să-i restitue lucrul sechestrat în caz de revocație a sechestrului.

Ca consecință a acestui principiu, în cazul când creditorul a fost îndestulat cu din altă avere, iar averea sechestrată a fost înstrăinată de custode, debitorul nu poate cere restituirea lucrului sechestrat de cât numai custodelui iar nu creditorului, care cerând schimbarea depozitului averei sechestrate din păstrarea debitorului în aceea a unui custode, nu a făcut altceva de cât și-a exercitat un drept acordat de lege și ca atare nu poate fi în culpă de faptul custodelui. (Cas. I, 417 din 6 Oct. 1920, Curier Jud. 13/921 și 33/921, Dreptul 6/921).

8. Sechestrul judiciar fiind un mandatar al părților rânduit de justiție. atribuțiile sale consistă în a face acte de conservare și de administrare. Prin rânduirea lui nu se ridică părților drepturile ce decurg din calitatea lor de proprietar.

In consecință. acțiunea în revendicare aparținând proprietarului deposedat, contra unui posesor neproprietar, nu poate fi exercitată de cât de proprietarul deposedat, iar nu de catre sechestrul judiciar, care nu are nici o calitate în această privință. (Trib. Muscel 20 Ianuarie 1923. Jurisprudența Gen. 1925, No. 1372).

9. A se vedea: art. 1632 nota 37.

Art. 1634. — Sequestrul judiciar se dă sau persoanei asupra cărei s'a învoit ambele părți interesate, sau unei persoane numite din oficiu de autoritatea judiciară.

Și într'un caz și într'altul, acel ce a luat în păstrare lucrul, este supus tuturor îndatoririlor ce nasc din sequestru convențional. (Civ. 1116, 1627 urm.; Pr. civ. 518; Com. 68, 71, 438, 567, 590; Civ. Fr. 1963).

Text. fr. Art. 1963. — Le séquestre judiciaire est donné, soit à une personne dont les parties intéressées sont convenues entre elles, soit à une personne nommée d'office par le juge.

Dans l'un et l'autre cas, celui auquel la chose a été confiée, est soumis à toutes les obligations qu'emporte le séquestre conventionnel.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 633;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1289, 1290;
DALLOZ, *Rép.* Dépôt, 209 urm.; *Suppl.* Dépôt 81 urm.;
GUILLOUARD, *Dépôt*, etc. 181 bis;
LAURENT, XXVII, 181;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 415;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2229, 2230.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 61 urm.; *„Sechestrul Judiciar“*. Pagini Juridice, 65/910;
FRIEDMANN HUGO, *Observație* sub. C. Apel Buc. s. IV, 5 Iunie 923 și 26 Iulie 1923. Pand. Rom. 1923-III-138;
NACU, III, p. 467.

Jurisprudență.

1. Prin art. 1634, se lasă la facultatea tribunalului de a încredință sequestrul judiciar sau persoanei asupra căreia s'au învoit părțile interesate, sau unei persoane numite din oficiu de autoritatea judiciară. (Cas. I, 16/Ian. 10/81, B. p. 19).

2. Art. 1634 lasă la facultatea instanței de fond de a numì custode, fie din oficiu fie după alegerea părților. (Cas. I, 336 83, Oct. 10 83. B. p. 929).

3. Această formă alternativă, în care se exprimă art. 1634, implică o alegere, care alegere este cert ca nu poate depinde de părți; ci numai de tribunal. Astfel, tribunalul are dreptul a numì din oficiu un depozitar, fără chiar a consultà pe părți. (Trib. Ialomița, 1644, Iun. 5/86, *Dr.* 54/86; Trib. Ialom. Iun. 8/92, *Dr.* 62/92).

4. Legea nu limitează puterea de alegere a judecătorului atunci când numirea sequestrului este deferită de justiție; și din dispozițiunea cu totul enunțiativă a art. 1627, nu s'ar puteà creea contra parților litigante o împiedecare care nu trebue în general să rezulte de cât dintr'un text de lege expres. Deci una din părțile litigante poate fi numit sequestru. (Trib. Ialomița, Iun. 8/92, *Dr.* 62/92).

5. In ce privește persoana sau persoanele cărora urmează a se încredință gerarea bunurilor, justiția n'are a se conduce în principiu, de cât de aprecierea și experiența sa, pe câtă vreme nu s'ar face nici o propunere, sau nu s'ar stabilì o înțelegere completă între părți, putându-se numì din chiar părțile, sau în afară de ele; și dacă s'ar face o propunere nominativă din partea unora, prudența ar cere să se consulte și ceilalți, în privința persoanelor propuse, pentru a evità ori ce eroare sau inconvenient, în alegerea giranților. (Trib. Suceava, Ian. 29 93, *Dr.* 13/93).

6. Când la numirea unui sequestru judiciar părțile nu se învoesc asupra persoanei, trib. este în drept a face această numire din oficiu, cercetând în prealabil calitățile ce trebue să întrunească persoana căreia are a i se încredință o așà importantă însărcinare, dacă însă trib. lasă la voia întâmplărei, a sorțului, să hotărască alegerea dintre mai multe persoane, o asemenea procedare, fiind contrară spiritului legei, este nulă și, în aceste condiții, Curtea, făcând ceeace trebuià să facă trib., este în drept a procedà la numirea unui alt sequestru judiciar. (Apel Buc. III, *Dr.* 93.98).

7. Odată ce asupra apelului contra jurnalului de înlocuirea sechestrului judiciar, Curtea a rezolvat diferendul dintre părți, prin deciziunea ce a pronunțat, ea se găsește desesizată de afacere și n'ar mai puteà revenì asupra dispozitivului, decât în caz de simple rectificări materiale. Numai tribunalul, care are administrația sechestrului judiciar, este competinte de a luà în viitor orice măsuri privitoare la această administrație, implicit la eventuala înlocuire a persoanei sechestrului, etc.

Așà fiind, Curtea nu poate statuà asupra cererii sechestrului numit de ea, de a fi înlocuit din această însărcinare și urmează a trimite trib. dosarul, spre cele legale. (C. Apel Buc. IV, jurnalul 2898 din 5 Iunie 1923, Pand. Rom. 1923, III, 138).

8. Din moment ce se constată că unsechestru judiciar numit de Curte nu a primit însărcinarea dată și a cerut a fi înlocuit, motivând că pentru această însărcinare nu posedă specialitatea necesară, Curtea nu e desesizată prin numirea lui și poate revenì numind în locul celui demisionat altă persoană. (C. Apel Buc. s. IV vacanță, Jurnal 3750 din 26 Iulie 1923. Pand. Rom. 1923, III, 138).

TITLUL XIII.

Despre contractele aleatorii.

CAPITOLUL I.

Despre contractele aleatorii în genere.

Art. 1635. — Contractul aleatoriu este convenţiunea reciprocă ale cărei efecte în privinţa beneficiilor şi a pierderilor pentru toate părţile, sau pentru una sau mai multe din ele, depind de un eveniment necert.

Astfel sunt:

1. Contractul de asigurare;
2. Imprumutul nautic [1]);
3. Jocul şi prinsoarea;
4. Şi contractul de rendită pe viaţă.

Cele două dintâiu se regulează după legile comerciului maritim. (Civ. 947, 1636 urm., 1651; C. com. 442—477, 601—614, 615—643; Civ. Fr. 1964).

Text. fr. Art. 1964. — Le contrat aléatoire est une convention réciproque dont les effets, quand aux avantages et aux pertes, soit pour toutes les parties, soit pour l'une ou plusieurs d'entre elles, dépendent d'un événement incertain.

Tels sont,

Le contrat d'assurance,

Le prêt à grosse aventure,

Le jeu et le pari,

Le contrat de rente viagère,

Les deux premiers sont régis par les lois maritimes.

Doctrină străină.

Baudry et Wahl, *Des contrats aléatoires*, etc., 6;
Bufnoir, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 459;
Colin et Capitant, ed. 2-a, II, p. 267, 658, 662;
Dalloz, *Rép.* Contr. aléat., 1 urm.; *Suppl.* Contr. aléat., 1 urm.;
Guillouard, *Des contrats aléatoires*, etc., 4, 11, 12;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 416, 417;
Planiol, II, ed. 3-a, No. 996.

Doctrină românească.

Alexandresco, X, p. 74 urm.; *Observaţie* sub. Trib. Montbéliard, (Doubs), 14 Mai 1922. Pand. Rom. 1924-III-79; *Notă* sub. Trib. Lons-Le Saulnier (Jura), 23 Febr. 1923. Jurispr. Gen. 23/1923, No. 1585;
Constantinescu Jac. N. *Notă* sub. C. Apel Galaţi s. II, 4 din 20 Febr. 1923. Pand. Rom. 1924-II-4;
Mavrojanni Alex., *Notă* sub. Trib. Comercial Ilfov s. I, 381 din 16 April 924. Curier Jud. 10/925;
Nacu, II, p. 411; III, p. 471.

Jurisprudenţă.

1. Art. 1635 codul civil, după ce prevede că contractul aleatoriu este convenţiunea reciprocă, ale cărei efecte, în privinţa beneficiilor şi a pierderilor pentru toate părţile sau pentru una sau mai multe din ele, depinde de un eveniment necert, enumără, între alte contracte de acest fel, şi jocul, iar prin art. 1636 se prevede că legea nu dă nici o acţiune spre plata unui debit din joc.

Astfel, faptul unui ziar de a oferì abonaţilor săi premii cari li se atribuesc prin tragerea la sorţi, constitue o loterie, deci un joc la noroc, pentru

1) In privinţa *„împrumutului nautic sau maritim"* a se vedeà mai pe larg art. 601—615 Codul Comercial.

care legea prin art. 1636 codul civil, nu dă nici o acțiune în justiție. (Cas. I, 23 Ianuarie 1913, B. p. 60).

2. Contractul de asigurare asupra vieței pentru caz de război este perfect valabil și asiguratul nu mai poate cere restituirea taxei plătite unei societăți de asigurare în vederea riscului de război, din moment ce se constată că cel asigurat în momentul concentrărei pentru mobilizare a fost chemat sub arme și aceasta indiferent dacă a fost sau nu război, sau dacă cel asigurat a fost sau nu trimis pe câmpul de luptă, de oarece în momentul încheerei contractului existà riscul pentru ambele părți, căci cel asigurat fiind la dispoziția comandamentului superior al armatei puteà în orice moment să fie trimis pe câmpul de luptă unde puteà să-și găsească moartea, fie prin faptul răsboiului, fie prin boalele ce se pot contractà cu această ocazie. (Trib. Ilfov II, No. 1174, 1914; Dreptul 1915, p. 23).

3. Creditorul poate asigurà în mod valabil bunul debitorului său pentru el și în numele său, pentru a-și garantà o ipotecă sau o creanță privilegiată. (Trib. comercial Ilfov s. I, 381 din 16 Aprilie 1924, Curier Jud. 10 925).

4. A se vedeà: art. 948, nota 1.

CAPITOLUL II.

Despre joc și prinsoare.

Art. 1636. — Legea nu dă nici o acțiune spre plata unui debit din joc sau din prinsoare. (Civ. 1638; C. P. 349, 350, 389; Civ. Fr. 1965).

Text. fr. Art. 1965. — La loi n'accorde aucune action pour une dette du jeu ou pour le paiement d'un pari.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 574, 576;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 85, 103, 105, 108, 110, 117 urm., 149 urm., 152;
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 230 urm.;
DALLOZ, *Rép.* Jeu-pari, 11 urm., Obligations, 585; Trés. publ., 1289 urm.; *Suppl.* Bourse de commerce, 71 urm.; Jeu-pari, 12 urm.; Trés. publ., 913 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 178 bis, I;
GUILLOUARD, *Des contrats aléatoires*, etc., 31-36, 45 bis, 61 urm., 65, 69, 70, 85, 86;
LAURENT, XXVII, 194;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 118;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2108;
PONT, *Pet. contr.*, I, 603, 639, 643;
TROPLONG, *Contrats aléatoires*, etc., 64, 189, 190, 196.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 77, 83 urm., 195; (V, p. 132; VI, p. 6 urm., 9); *Observație* sub. C. Apel Montpellier, 17 Febr. 1910. Dreptul 55/1910; *Observație* sub. Curtea suprema din Austria. Curier Jud. 67/1900; *Observație* sub Trib. Mamers (Sarthe), 9 Ian. 1920. Pand. Rom. 1922-III-144; *Notă* sub. Trib. Meaux (Seine et Marne), 9 Ian. 1920 Jurispr. Gen. 15/1924 No. 861;
CONSTANTINESCU JAC. N., *Notă* sub. C. Apel Galați s. II, 4 din 20 Febr. 1923. Pand. Rom. 1924-II-4;
GEORGESCU B. I., *„Jocurile de noroc din punct de vedere penal"*. Curier Jud. 18-19/1920;
NACU, III, p. 472;
RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Trib. civil Gand, 18 Ian. 909. Dreptul 13/1910;
STOEANOVICI A. CONST., *Notă* sub. Judec. ocol. II Buc. 682 din 1 Dec. 1921. Curier Jud. 18 922;
VRĂBIESCU GEORGE, *Notă* sub. Trib. Ilfov s. II com., 6 Nov. 1922. Pand. Rom. 1923-II-176;
VRĂBIESCU NICOLAE, *Notă* sub. Trib. Ilfov s. II Com., 6 Nov. 1922. Pand. Rom. 1923-II-175.

Jurisprudență.

1. Dacă în România câștigătorul la o loterie din străinătate nu poate intentà acțiune civilă pentru plata sumei câștigată de la loteria din străinătate, căci asemenea loterii sunt oprite, totuși el are dreptul în caz de neplată să pornească o asemenea acțiune în țara unde este hotărîtă loteria și deci el e în putință de a realizà plata sumei câștigate. El însă poate face acțiune contra vânzătorului unor asemenea bilete de loterie pentru a-i predà biletul cumpărat. (Cas. II, 285/Iunie, 22 81, B. p. 543).

2. Vânzările cu termen a unor efecte sunt valabile între părți de câte ori prezintă caracterul unei operațiuni de plasare reală și serioasă. Din contra

vânzările cu termen nu dau naștere unei acțiuni în justiție când ascund un joc de noroc. Distincțiunea între o vânzare serioasă cu termen și o speculațiune asupra diferenței efectelor rezultă din intențiunea părților, chestiune de fapt lăsată la aprecierea tribunalului. (Trib. Ilfov, com., 127, Mart. 5/82, *Dr.* 31/82).

3. Ceea ce constitue jocul de bursă și noroc este speculațiunea numai asupra diferențelor ce ar eși din scăderea și urcarea unor efecte, fără ca în realitate să fi fost o vânzare serioasă între părți. Prin urmare, este valabilă o vânzare de efecte cu termen făcută de un bancher având obiceiul unor asemenea operațiuni, când mai ales valoarea transacțiunei este în raport cu pozițiunea părților și nu atât de exagerată în cât împlinirea ei în natură să nu se poată efectuà, astfel ca să se susție că părțile nu aveau în vedere de cât plata diferenței. (Apel Buc. I, 35, Oct. 13/82, *Dr.* 85/82).

4. Toate operațiunile făcute la bursă și prin intermediul unui agent de schimb se consideră ca operațiuni serioase. Legea bursei române consideră toate târgurile cu termen ca operațiuni serioase, fără a se puteà invocà jocul de noroc, și intențiunea aceasta a legiuitorului rezultă clar din expunerea de motive a acelei legi. (Trib. Ilfov, com., Ian. 5/84, *Dr.* 24 84).

5. Târgurile cu termen al efectelor publice se pot consideră ca având caracterul de jocuri la noroc numai atunci când părțile încă de la început nu au avut în vedere o predare reală și efectivă a efectelor, ci numai o speculă asupra diferenței. Și nu se poate zice că ori de câte ori o parte nu și-a executat un asemenea târg și cealaltă cere diferența ce există între cursul cumpărărei și cursul predărei, de atâtea ori operațiunea ascunde un joc la noroc oprit de lege, de oarece în asemenea cazuri operațiunea are caracterul unei adevărate specule comerciale, mai ales când această operațiune intervine între bancheri, ale căror principale operațiuni consistă tocmai în specula asupra cumpărărei și vânzărei fondurilor publice și de comerciu. (Trib. Ilfov, com., Ianuarie 17/85, *Dr.* 28/85).

6. Tribunalele române n'au a executà hotărîrile autorităților judecătorești străine, dacă ele sunt contrarii ordinei publice, și în deosebi se poate considerà o hotărîre ca contrarie ordinei publice și atunci când acea hotărîre a autorității străine obligă și condamnă la plata pentru care legea română, prin art. 1636 din Cod. civil, nu dă nici o acțiune. Chestiunea, dacă un debit provine dintr'un joc sau din prinsoare, este o chestiune, care se judecă după împrejurările și faptele cauzei de atributul suveran al judecătorilor fondului. De asemenea și convențiile pentru vânzare de producte pot sau nu să implice un joc sau o prinsoare, și soluția într'un fel sau într'altul atârnă dela împrejurări, pe care instanța de fond, analizându-le, le apreciază, în mod suveran. (Cas. II, 270/99, B. p. 1349).

7. Obligația, derivând dintr'o speculație asupra urcării și scăderei, la diferite termene, a francilor și leilor, ori cât ar fi mascată de o iscusită operație de contabilitate, are la bază o cauză ilicită, ca orice obligație derivând din joc și prinsoare și ca atare este lipsită de orice sancțiune legală.

Iar faptul că pentru constatarea acestei obligații, a intervenit o tratà acceptată, nu poate schimbà întru nimic valoarea intrinsecă a obligației însăși, de oarece actul servind numai pentru a recunoaște existența ei, nu poate aveà nici un efect asupra valorii sale, care rămâne aceiași. (C. Apel Galați s. II, 4 din 20 Febr. 1923. Pand. Rom. 1924, II, 4).

8. Legiuitorul în materia specială a operațiunilor de bursă, a derogat de la principiul de drept comun al nulității acțiunilor întemeiate pe obligațiuni isvorîte din joc sau din prinsoare (art. 1636 c. civ). și prin art. 42 și 44 din legea burselor, a recunoscut validitatea obligațiunilor isvorîte din jocuri de bursă, cu condițiunea ca operațiunile să fie regulat făcute, adică cu respectarea condițiunilor de formă prescrise de lege. (Cas. III, 794 din 8 Aprilie 1925, Pand. Săpt. 13 1925).

9. A se vedeà: art. 1635 nota 1.

Art. 1637. — Sunt exceptate jocurile ce contribuesc la exercițiul corporal, cum: armele, cursele cu piciorul, călare sau cu carul și alte asemenea.

Cu toate acestea judecătorul poate să respingă cererea când suma pusă în joc sau la prinsoare ar fi escesivă. (Civ. 1636; Civ. Fr. 1966).

Text. fr. Art. 1966. — **Les jeux propres à exercer au fait des armes, les courses à pied ou à cheval, les courses de chariot, de jeu de paume et autres**

jeux de même nature qui tiennent à l'adresse et à l'exercice du corps, sont exceptés de la disposition précédente.

Néanmoins le tribunal peut rejeter la demande, quand la somme lui parait excessive.

Doctrină străină

AUBRY ET RAU, IV, p. 577;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 31, 34, 36, 38, 41, 45, 47, 66, 67, 69;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 694;
DALLOZ, *Rép.* Jeu-pari, 11 urm.; *Suppl.* Jeu-pari, 12 urm.;
GUILLOUARD, *Contrats aléatoires*, etc., 38 bis, 47, 49, 53, 54;
LAURENT, XXVII, 198, 199;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 418;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2111;
PONT, *Pet. contr.*, I, 610, 619, 621;
TROPLONG, *Contrats aléatoires*, etc., 50, 51.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 77, 83 urm., 195; *Observație* sub. C. Apel Iași s. II, 22 Febr. 1908 și Judecătoria ocol. I rural Iași, 16 Febr. 1911. Dreptul 10/1913; *Observație* sub. Trib. Corecțional din Aurillac, 25 Nov. 900. Curier Jud. 8/904; *Observație* sub. C. Apel Buc. s. II, 69 din 15 Dec. 1908. Curier Jud. 37/909;
CONSTANTINESCU JAC. N., *Notă* sub. C. Apel Galați s. II, 4 din 20 Febr. 1923. Pand. Rom. 1924-II-4;
NACU, III, p. 472;
STOEANOVICI A. CONST., *Notă* sub. Judec. ocol. Buc. 682 din 1 Dec. 1921. Curier Jud. 18 1922;
VRĂBIESCU GEORGE, *Notă* sub. Trib. Ilfov s. II Com., 6 Nov. 1922. Pand. Rom. 1923-II-176;
VRĂBIESCU NICOLAE, *Notă* sub. Trib. Ilfov s. II Com., 6 Nov. 1922. Pand. Rom. 1923-II-175.

Jurisprudență.

1. Jocul de biliard neintrând în excepțiunea prevăzută de art. 1637 codul civil, nu poate da loc la o acțiune în justiție. (Apel Buc. III, *Dr.* 8 909, p. 59).

2. Dacă jucătorii de biliard nu pot, în raporturile dintre ei, aveà acțiune pentru sumele stipulate cu ocaziunea acestui joc, evident că, pentru aceeaș rațiune, produsul acestui joc e ilicit și nu se poate acordà acțiune nici acelora cari, fără a fi jucat direct, exploatează totuș și încurajează acest joc, reclamând o parte din câștigul realizat cu ocaziunea jocului de biliard. (Apel Buc III, *Dr.* 8/909, p. 59).

3. Chiar dacă s'ar admite, contrar unei doctrine constante, că jocul la biliard poate da loc la o acțiune în justiție, totuși, potrivit art. 1637 alin. II codul civil, judecătorul poate să respingă cererea rezultând dintr'un joc autorizat de lege, când suma pretinsă i se pare excesivă, căci în asemenea caz câștigul sau prețul convenit la joc nu mai este un accesoriu al jocului și un stimulent, ci el constitue obiectul principal pe care părțile îl au în vedere, jocul fiind numai ocaziunea unei asemenea convențiuni și degenerând astfel dintr'un joc licit într'un joc ilicit. (Apel Buc. III, *Dr.* 8/909, p. 59).

4. Legea refuza acțiunea pentru debite rezultate din joc sau prinsoare. Singura excepție admisă este pentru jocurile cari contribuesc la exercițiul corporal.

In materie de curse de cai, acțiunea este acordată jockeyului și proprietarului calului, în nici un caz însă nu poate fi admisă o asemenea acțiune spectatorului, care nu urmărește decât un câștig material. (Judec. ocol II Buc. 682 din 1 Dec. 1921. Curier Jud. 18/922).

Art. 1638. — Pierzătorul nu poate în nici un caz repetì ceeace a plătit de bunăvoe, afară numai în cazul când câștigătorul a întrebuințat dol, înșelăciune sau amăgire. (Civ. 953, 960 urm., 1092; C. P. 332, 334; Civ. Fr. 1967).

Text. fr. Art. 1967. — Dans aucun cas, le perdant ne peut répéter ce qu'il a volontairement payé, à moins qu'il n'y ait eu, de la part du gagnant, dol, supercherie ou escroquerie.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 577, 578;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 94-96 urm., 100, 101, 111, 112, 129, 135 urm., 138 urm., 142;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 68, 411, 693;
DALLOZ, *Rép.* Jeu-pari, 32 urm.; *Suppl.* Jeu-pari, 36 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 712;
GARSONNET, I, p. 462;
GUILLOUARD, *Contrats aléatoires*, etc., 40, 68, 77, 78 bis, 79, 81, 83, 89-91;
LAURENT, XXVII, 213, 214, 218, 219;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 419 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2109 urm.;
PONT, *Pet. contr.*, I, 645, 657, 658, 660;
TROPLONG, *Contrats aléatoires*, etc., 71 urm., 193 urm., 200.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 77, 83 urm., 195; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 320; VI, p. 6 urm., 9, 433); *Observaţie* sub. Curtea supremă din Austria, 14 Dec. 1898. Curier Jud. 67/1900;
CONSTANTINESCU JAC. N., *Notă* sub. C. Apel Galaţi s. II, 4 din 20 Febr. 1923. Pand. Rom. 1924-II-4;
NACU, II, p. 442; III, p. 472;
VRĂBIESCU GEORGE, *Notă* sub. Trib. Ilfov s. II com., 6 Nov. 1922. Pand. Rom. 1923-II-176;
VRĂBIESCU NICOLAE, *Notă* sub. Trib. Ilfov s. II com., 6 Nov. 1922. Pand. Rom. 1923-II-175.

CAPITOLUL III.

Despre contractul de rendită pe viaţă.

Secţiunea I. — *Despre natura contractului de rendită pe viaţă.*

Art. 1639. — Rendita pe vieaţă se poate înfiinţà cu titlul oneros [1]). (Civ. 474, 523, 527, 550, 844, 845, 945, 947, 1646 urm., 1785, 1907; L. Timbr. 20 § 35, 21 § 31, 42 § 6, 61—f; Civ. Fr. 1968).

Text. fr. Art. 1968. — Le rente viagère peut être constituée à titre onéreux, moyennant une somme d'argent, ou pour une chose mobilière appréciable, ou pour un immeuble.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 184, 185, 200, 242;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 699;
DALLOZ, *Rép.* Rente viag., 6 urm.; *Suppl.* Rente viag., 10 urm.;
GUILLOUARD, *Contrats aléatoires*, etc., 121, 128, 130;
MOURLON, ed, 7-a, III, p. 396, 397;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2114;
PONT, *Pet. contr.*, I, 684, 694.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 96, 100 urm., 115; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 622); *„Avem sau nu in dreptul actual rente perpetui"*. Dreptul 76/909;
NACU, III, p. 474.

Jurisprudenţă.

1. Capitalul unei rente viagere, constituită cu titlu oneros, este neexigibil din partea creditorului rentei, şi nerambursabil din partea debitorului; şi din neexigibilitatea capitalului rentei, care este de esenţa acelui contract, rezultă că odată ce creditorul rentei a murit, debitorul este absolut liberat, fără a mai puteà fi constrâns de nimeni ca să întoarcă capitalul ce i se dedese pentru constituirea rentei. Astfel fiind, acel capital care nu e disponibil, nici nu se poate ipotecà, căci rezultatul ipotecei ar fi ca debitorul rentei să întoarcă la moartea creditorului rentei şi capitalul acelei rente, ceea ce este contrar naturei acestui contract. (Cas. I, 157/Mai 4/68, B. p. 151).

2. A se vedeà: art. 1647 notele 1, 2.

Art. 1640. — Ea se poate constituì şi cu titlu gratuit, prin donaţiune între vii sau prin testament.

---

1) Art. francez corespunzător 1968, continuă: *„moyennant une somme d'argent, ou pour une chose mobilière appréciable, ou pour un immeuble"*.

Trebuie însă atunci să fie revestită de formele cerute de legi pentru asemenea acte. (Civ. 800 urm., 813 urm., 856 urm., 900, 1641 urm., 1650; L. Timbr. 61—m, n; Civ. Fr. 1969).

Text. fr. Art. 1969. — Elle peut être aussi constituée à titre purement gratuit, par donation entre-vifs ou par testament. Elle doit être alors revêtue des formes requises par la loi.

Doctrină străină.

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p 698;
DALLOZ, *Rép.* Rente viag., 18 urm,; *Suppl.* Rente viag., 14, 19 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 396, 397. 399;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2118, 2138.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 96, 100 urm., 115; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 491, 602, 603, 620 n. 3, 621 nota, 627, t. și n. 2; IV, part. II, ed. 2-a, p. 211); *Observație* sub. Trib. Ilfov s. I, 857 bis din 15 Nov. 900. Curier Jud. 69/1905;
NACU, III, p. 474.

Jurisprudență.

1. Deși rentele pe viață se pot constitui și cu titlul gratuit prin donațiune între vii, într'un asemenea caz însă renta trebue să fie revestită de formele cerute de lege pentru donațiuni. (Apel Iași, II, Febr. 24/90, *Dr.* 21/90).

2. Renta viageră, ce un bărbat se obligă a plăti unei femei, cu care a avut relațiuni de natură intimă. constitue o liberalitate, dacă femeea nu dovedește că a fost sedusă sau că din pricina existenței sau a ruperei relațiunilor a suferit vre-un prejudiciu moral sau material. (Trib. Ilfov I, C. Jud. 69/905).

3. Din termenii generali ai art. 48 al. 4 din legea timbrului, rezultă neîndoios ce legiuitorul a supus la taxa de înregistrare nu numai donațiunile prevăzute de art. 813 c. civ., și constatate prin acte autentice, dar încă și orice liberalități între vii, indiferent de forma actului care le constată.

Prin urmare, orice act de donațiune, chiar anulabil, din cauză că n'a fost învestit cu forma autentică, trebue supus la plata taxei de înregistrare, dacă actul există, este făcut cu consimțimântul părților, semnat de ele și executat, neavând agenții fiscului de a se preocupă de cazurile de nulitate de care asemenea acte ar fi susceptibile. (Cas. Secțiuni Unite, No. 12, 1913; Jurispr. Rom. 1914, p. 57).

Art. 1641. — Rendita pe vieață înființată prin donațiune sau testament este supusă la reducțiune, dacă întrece porțiunea disponibilă; este nulă dacă se face în favoarea unei persoane necapabilă de a primi. (Civ. 751 urm., 808 urm., 812, 841 urm., 844, 847 urm., 934, 939 urm., 1642; Civ. Fr. 1970).

Text. fr. Art. 1970. — Dans le cas de l'article précédent, la rente viagère est réductible, si elle excède ce dont il est permis de disposer: elle est nulle si elle est au profit d'une personne incapable de recevoir.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 321;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 503;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 698; ed. 1-a, III, p. 728;
DALLOZ, *Rép.* Dispos. entre-vifs., 963 urm., 980 urm.; Rente viag., 22 urm., *Suppl.* Dispos. entre-vifs, 247 urm., 256 urm.; Rentes viag., 24;
GUILLOUARD, *Contrats aléatoires*, etc., 126;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 399;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2138.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 96, 100 urm., 115; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 491, 602, 603, 620 n. 3, 621 nota, 627 t. și n. 2);
NACU, III, p. 474.

Art. 1642. — Rendita pe vieață se poate înființă în favoarea persoanei ce a plătit prețul, sau a altei a treia ce n'are nici un drept la rendită [1]).

In cazul din urmă, deși întrunește însușirile unei liberalități, totuși nu este supusă formelor stabilite pentru donațiune; însă este în totul supusă dispozițiunilor articolului precedent. (Civ. 751, 1640, 1650; Civ. Fr. 1971, 1973).

Text. fr. Art. 1971. — La rente viagère peut être constituée, soit sur la tête de celui qui en fournit le prix, soit sur la tête d'un tiers, qui n'a aucun droit d'en jouir.

Text. fr. Art. 1973. — Elle peut être constituée au profit d'un tiers, quoique le prix en soit fourni par une autre personne.

Dans ce dernier cas, quoiqu'elle ait les caractères d'une libéralité, elle n'est point assujettie aux formes requises pour les donations; sauf les cas de réduction et de nullité énoncés dans l'article 1970.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 583, § 388, n° 5;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 203, 205 bis, 206, 207;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 503, 572, 756, 762;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 323, 698, 700;
GUILLOUARD, *Contrats aléatoires*, etc., 127, 140, 143, 145;
LAURENT, XXVII, 270;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 399;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2122, 2138, în notă;
PONT, *Pet. contr.*, I, 686, 687, 689, 696, 697;
TROPLONG, *Contrats aléatoires*, etc., 239, 241.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 96, 100 urm., 115; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 255, 299, 300, 770, n. 3; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 180);
CANTACUZINO MATEI, p. 380, 468 urm.;
NACU, III, p. 476;
ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Notă* sub. Judec. ocol. Târg. Cârcinov, 231 din 5 Oct. 922. Pand. Rom. 1924-II-207.

Jurisprudență.

1. După doctrină și jurisprudență și exemplul dat de legiuitor prin art. 1642 cod. civ., liberalitățile sub forma unui contract oneros sunt supuse numai condițiunilor de fond ale donațiilor între vii, cum capacitatea persoanelor care dăruesc și primesc, raportul și reducțiunea; ele nu sunt supuse însă la nici o condiție de formă, la formalitățile solemne prescrise de art. 813 și 815 cod. civ., pentru existența donațiunilor, destul să fi fost acceptate, indiferent de orice formă, chiar și tacit. Astfel, constitue o donațiune indirectă sub forma unui contract oneros liberalitatea făcută de părinte fiicei sale printr'un contract de asigurare și o convențiune încheiată cu mama fetei, prin care, cum este în speță, părțile își împart sarcinele părintești privitoare la copii, lăsând mamei paza, întreținerea și educațiunea lor, iar părintele obligându-se a plăti o pensie alimentară, plus o sumă oarecare pentru plata asigurărei fetei, recunoscând în acelaș timp că asigurarea pe numele său dintr'o poliță este făcută în favoarea copilei sale și dând fostei sale soții dreptul de a-l puteà constrânge judecătorește pentru exacta îndeplinire a obli-

1) Art. francez corespunzător 1972, se exprimă astfel în partea finală a primului aliniat: *„qui n'a aucun droit d'en jouir"* în loc de: *„ce n'are nici un drept la rendită"*.

gațiunilor ce și-a luat, cu care ocaziune mama declară că acceptă darul făcut fiicei sale. O asemenea donațiune fiind acceptată de mamă, persoană autorizată de lege prin art. 815 cod. civ., să accepte, este perfectă și nu se mai poate revocà de părinte oricare ar fi nevoile sale ulterioare. (Apel Iași I, *Dr.* 39/902).

2. Stipulațiunea pentru al treilea este valabilă în legislația română. (C. Apel Galați s. I, 186 din 22 Nov. 1902, Dreptul 1/903).

3. In delegația de plată făcută prin mijlocul unei stipulații pentru altul, stipulație perfect valabilă în legislațiunea noastră, acceptarea delegatarului nu face să nască o nouă convenție între dânsul și delegat ci are de efect numai să întărească convenția dintre stipulant și delegat și să facă irevocabil beneficiul din stipulația făcută în favoarea delegatarului de către un altul fără mandat. Așà dar, o asemenea acceptare nu este altceva decât rectificarea unei gestiuni de afaceri, care deci se poate face și după moartea stipulantului de către succesorii delegatarului, atât timp cât stipulația n'a fost revocată de cei în drept a o revocà și poate fi făcută și tacit. Stipulația în profitul unui terțiu, care conține o liberalitate, nu este supusă la regulele de formă stabilite de cod. civil pentru donații; în acest caz, donația are a fi considerată ca un accesoriu, care urmează soarta contractului principal și deci, chiar dacă acel contract este constatat printr'un act sub semnătură privată, liberalitatea este totuși valabilă. (Cas. I, 385/904, B. p. 1227).

4. Renta pe viață în favoarea unei a treia persoane deși întrunește însușirile unei liberalități, totuși conform art. 1642 al. 2 codul civil, nu este supusă formelor stabilite pentru donațiune, astfel că atunci când o donațiune făcută printr'o stipulațiune pentru altul este conținută într'un act cu care se află într'un raport de conexitate, act care este valabil încheiat în forma sa proprie, ea însăși este dispensată de forma autentică prevăzută de art. 813 din codul civil. (Apel Iași II, No. 136, 1913; Dreptul 1914, p. 234).

Art. 1643. — Ea se poate înființà în favoarea unei sau mai multor persoane. (Civ. Fr. 1972).

Text. fr. Art. 1972. — Elle peut être constituée sur une ou plusieurs têtes.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 209, 210;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 700;
GUILLOUARD, *Contrats aléatoires*, etc., 144;
LAURENT, XXII, 273, 274;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2123;
PONT, *Pet. contr.*, I, 690.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 96, 100 urm., 115; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 534 n. 1);
NACU, III, p. 476.

Art. 1644. — Este fără lucrare orice contract de rendită pe vieață, înființat în favoarea unei persoane care erà dejà moartă în momentul facerei contractului. (Civ. 962, 966; Civ. Fr. 1974).

Text. fr. Art. 1974. — Tout contrat de rente viagère créée sur la tête d'une personne qui était morte au jour du contrat, ne produit aucun effet.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 584, 585;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc. 212, 231, 232, 234, 235, 237;
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 203 urm.;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 76; II, p. 700;
GUILLOUARD, *Contrats aléatoires*, etc. 148, 155, 159, 160, 161;
LAURENT, XXVII, 277, 278, 284;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 397;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2121;
PONT, *Pet. contr.*, I, 705, 717, 720, 721;
TROPLONG, *Contrats aléatoires*, etc., 266, 267, 275.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 96, 100 urm., 115;
NACU, III, p. 477;
POLICHRON DEM., *Notă* sub. C. Apel Craiova, 193 din 13 Oct. 1922. Pand. Rom. 1923-II-268.

Art. 1645. — Contractul de rendită pe vieață, în favoarea unei persoane afectate de o boală de care a murit în interval de 20 zile dela data contractului, este nul. (Civ. 1644; Civ. Fr. 1975).

Text. fr. Art. 1975. — Il en est de même du contrat par lequel la rente a été créée sur la tête d'une personne atteinte de la maladie dont elle est décédée dans les vingt jours de la date du contrat.

Doctrină străină

AUBRY ET RAU, IV, p. 583, 584, 586;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 216, 220, 221, 224, 226, 228;
CAPITANT, *De la Cause des Obligations* p. 203 urm.;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 700, 703;
GUILLOUARD, *Contrats aléatoires*, etc. 151-154, 162-164;
LAURENT, XXVII, 281-283, 288;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 397;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2121;
PONT, *Pet. contr.*, I, 715, 719;
TROPLONG, *Contrats aléatoires*, etc. 268, 269, 276, 277.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 96, 100 urm., 115; (III, part. I, ed. 2-a, p. 546 t. şi n. 3; IX, p. 42, 43 n. 4);
NACU, III, p. 478;
POLICHRON DEM., *Notă* sub. C. Apel Craiova, 193 din 13 Oct. 1922. Pand. Rom. 1923-II-268.

Secţiunea II. — *Despre efectele contractului de rendită pe viaţă între părţile contractante.*

Art. 1646. — Acela în a cărui favoare s'a înfiinţat cu titlu oneros, o rendită pe vieaţă, poate să ceară sfărâmarea contractului, dacă înfiinţătorul ei nu dă asigurările stipulate pentru executare. (Civ. 1019 urm., 1025; Civ. Fr. 1977).

Text. fr. Art. 1977. — Celui au profit duquel la rente viagère a été constituée moyennant un prix, peut demander la résiliation du contrat, si le constituant ne lui donne pas les sûretés stipulées pour son exécution.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 589, 590;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc. 261, 262, 264, 270, 271 urm., 275;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 702; ed. 1-a, III, p. 418;
DALLOZ, *Rép.* Rente viag., 109 urm.; *Suppl.* Rente viag., 82 urm.;
GUILLOUARD, *Contrats aléatoires*, etc. 181, 192, 195-197, 200, 201;
LAURENT, XXVII, 312;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 401;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2130, 2134;
PONT, *Pet. contr.*, I, 735, 737, 739, 747, 748;
TROPLONG, *Contrats aléatoires*, etc. 291, 298.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 108 urm., 115;
NACU, III, p. 478.

Art. 1647. — Singura neplată a termenelor expirate a renditei nu dă drept celui în a cărui favoare este înființată să ceară întoarcerea capitalului, sau reintrarea în posesiune a fondului înstrăinat. El are numai dreptul de a face să se sequestreze și să se vânză averea debitorului său, și a cere ca, neconsimțind debitorul, să se reguleze, din produsul vinderei, o sumă suficientă spre plata termenilor. (Civ. 829, 1020, 1021, 1365, 1367, 1646, 1648, 1651 urm., 1719, 1824 urm.; Civ. Fr. 1978).

Text. fr. Art. 1978. — Le seul défaut de paiement des arrérages de la rente n'autorise point celui en faveur de qui ellè est constituée, à demander le remboursement du capital, ou à rentrer dans le fonds par lui aliéné: il n'a que le droit de saisir et de faire vendre les biens de son débiteur, et de faire ordonner ou consentir, sur le produit de la vente, l'emploi d'une somme suffisante pour le service des arrérages.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 419; IV, p. 591, 592;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc. 285, 288, 292 urm., 298, 299, 301, 306-308;
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 339;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 350, 491, 702, 703;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth. 2303 urm.; Rente viag., 95 urm., 131 urm.; *Suppl.* Privil. et hypoth. 1420 urm.; Rente viag., 67 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 193 bis, VII;
GUILLOUARD, *Contrats aléatoires*, etc. 205-208, 210, 212 urm., 214, 217;
LAURENT, XXVII, 319, 321-324, 330, 331;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 398;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2130, 2134;
PONT, *Pet. contr.*, I, 752, 755, 757, 759, 760, 763, 765;
TROPLONG, *Contrats aléatoires*, etc. 310, 313; *Privilèges*, IV, n. 759 quater.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 108 urm., 115; (VI, p. 748 urm.);
DUMITRESCU A. M., II, 686, 687;
NACU, III, p. 479;
POLICHRON DEM., *Notă* sub. C. Apel Craiova, 193 din 13 Oct. 1922. Pand. Rom. 1923-II-268.

Jurisprudență.

1. Instanța de fond este suverană să constate ca actul intervenit între părți deși se intitulează act de vânzare însă, din conținutul actului sub semnătură privată intervenit între părți în aceiași zi, care face parte integrantă din actul de vânzare, rezultă că actul este o rentă viageră, care după art. 1647 c. civ. nu dă dreptul creditorului rentei să ceară rezilerea anuităților. (Cas. I, 54 din 21 Ianuarie 1913. Jur. Rom. 12/913).

2. Nici un text de lege nu oprește constituirea de rentă viageră asupra unui pământ clăcășesc, astfel dacă un asemenea pământ a făcut obiectul unui contract de rendită viageră, drepturile creditorului neplătit nu pot fi altele de cât acele prevăzute de art. 1647 c. civil. (Caś. I, 54 din 21 Ian. 1913. Jur. Rom. 12/1913)

3. A se vedeà: art. 1020, nota 14.

Art. 1648. — Înființătorul renditei nu poate să se libereze de plata ei, oferind înapoierea capitalului și renunțând la repetițiunea anuităților plătite, ori cât de lungă fie vieața acelor în a căror favoare s'a înființat rendita, și ori cât de oneroasă fie prestațiunea renditei. (Civ. 969, 1635, 1647, 1893; Civ. Fr. 1979).

Text. fr. Art. 1979. — Le constituant ne peut se libérer du paiement de la rente, en offrant de rembourser le capital, et en renonçant à la répétition des arrérages payés; il est tenu de servir la rente pendant toute la vie de la personne ou des personnes sur la tête desquelles la rente a été constituée, quelle que soit la durée de la vie de ces personnes, et quelque onéreux qu'ait pu devenir le service de la rente.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 593;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 336, 338;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 702; ed. 1-a, III, p. 591, 592:
DALLOZ, *Rép.* Rente viag., 159 urm.; *Suppl.* Rente viag., 128 urm.;
GUILLOUARD, *Contrats aléatoires*, etc., 215, 216;
LAURENT, XXVII, 293;
MOURLON ed. 7-a, III, p. 399;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2127;
PONT, *Pet. contr.*, I, 768, 770;
TROPLONG, *Contrats aléatoires*, etc., 320, 324.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 108 urm., 115; (VI, p. 748 urm.);
NACU, III, p. 478.

Art. 1649. — Rendita pe vieaţă se dobândeşte de proprietarul ei în proporţiunea zilelor ce a trăit.

Dacă însă s'a stipulat ca termenii ei să se plătească anticipat, atunci se consideră de câştigat fiecare termen din ziua în care a venit plata lui. (Civ. 523, 525, 527, 1280; Civ. Fr. 1980).

Text. fr. Art. 1980. — La rente viagère n'est acquise au propriétaire que dans la proportion du nombre de jours qu'il a vécu.

Néanmoins, s'il a été convenu qu'elle serait payée d'avance, le terme qui a dû être payé, est acquis du jour où le paiement a dû en être fait.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 587, 589, 593;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 323 urm., 328, 330, 332, 342, 345;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 701;
DALLOZ, *Rép.* Rente viag. 180 urm.; *Suppl.* Rente viag. 141 urm.;
GUILLOUARD, *Contrats aléatoires*, etc., 143, 182, 187-189, 191, 196;
LAURENT, XXVII, 217, 275, 304, 305;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 402;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2128;
PONT, *Pet. Contr.*, I, 688, 691-693, 773, 784, 787;
TROPLONG, *Contrats aléatoires*, etc., 245, 246, 253

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 108 urm., 115; (III, part. I, ed. 2-a, p. 448);
NACU, III, p. 480.

Art. 1650. — Numai în cazul în care rendita pe vieaţă s'a înfiinţat cu titlul gratuit, se poate stipulà ca dânsa să nu fie supusă sequestrărei. (Civ. 1640 urm., 1718; Pr. civ. 408, 613, urm.; Civ. Fr. 1981).

Text. fr. Art. 1981. — La rente viagère ne peut être stipulée insaisissable, que lorsqu'elle à été constituée à titre gratuit.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 421, 587;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 314, 316, 317;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 699;
DALLOZ, *Rép.* Rente viag., 78 urm.; *Suppl.* Rente viag., 62 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 281;
GUILLOUARD, *Contrats aléatoires*, etc., 168, 172, 173, 175;
LAURENT, XXVII, 299, 467;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 401;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2124, 2139;
PONT, *Pet. contr.* I, 777, 780, 782;
TROPLONG, *Contrats aléatoires*, etc., 345, 347 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 108 urm., 115; (III, part. I, ed. 2-a, p. 196);
NACU, I, p. 324; III, p. 475.

Jurisprudenţă.

1. Dreptul de uzufruct poate fi urmărit de creditorii uzufructuarului, şi aceasta chiar dacă în actul constitutiv al uzufructului s'a pus clauză că obiectul dreptului de uzufruct să nu poată fi urmărit, fiindcă o asemenea clauză este nulă, iar această nulitate a clauzei nu anulează uzufructul. (Cas. II, 118, 1901, B. p. 854).

2. Donaţiunea unei sume fixe de bani din venitul anual al unei moşii, chiar în cazul când în act se întrebuinţează de părţi cuvântul de „uzufruct" şi se prevede dreptul pentru donatar de a plătì impozitul funciar aferent la acel venit, precum şi transcrierea actului de donaţie, nu constitue un uzufruct, ci o rentă viageră în venitul acelei moşii, întru cât nu creiază donatarului nici cel mai mic drept sau amestec asupra fondului, din care se creià acel venit. Astfel, clauza de neurmărire, prevăzută în actul de donaţie, e perfect valabilă, conform art. 1650 codul civil, şi opozabilă celor de al treilea. (Apel Buc. I. C. Jud. 18/1902).

3. Potrivit dispoziţiunilor art. 1650 codul civil, renditele viagere înfiinţate cu titlu gratuit, pot fi însoţite de clauze de necesibilitate şi neurmăribilitate, clauze cari trebuesc să-şi producă efectul şi prin urmare să împiedice efectuarea de popriri asupra lor. (Apel Buc. II, *Dr.* 55/908, p. 452).

4. Numai când rendita s'a înfiinţat cu titlu gratuit se poate stipulà incesibilitatea ei. (Cas. I, 19 Mai 1905, B. p. 861).

5. După art. 1650 din codul civil, se poate stipulà ca o rendită pe viaţă înfiinţată cu titlu gratuit să nu fie supusă sechestrării. (Cas. III, 18 Ianuarie 1910, B. p. 96).

Art. 1651. — Proprietarul renditei pe viaţă nu poate să ceară termenele expirate decât justificând existenţa sa ori existenţa persoanei în favoarea cărei s'a înfiinţat. (Civ. 120, 1169, 1907 urm.; Civ. Fr. 1983).

Text. fr. Art. 1983. — Le propriétaire d'une rente viagère n'en peut demander les arrérages qu'en justifiant de son existence, ou de celle de la personne sur la tête de laquelle elle a été constituée.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, etc.* 349 urm.;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 701;
DALLOZ, *Rép.* Certif. de vie, 7 urm., 13 urm.; Rente viag., 152 urm.; *Suppl.* Certif. de vie, 1 urm.: Rente viag., 124 urm.;
GUILLOUARD, *Contrats aléatoires*, etc., 185;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 402;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2126.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 108 urm., 115; (III, part. I, ed. 2-a, p. 547 n. 2; IV, part. I, ed. 2-a, p. 573 n. 1, 582, 622); *Observaţie* sub. Trib. civil Versailles, 16 Febr. 1907. Curier Jud. 19/1908;
NACU, III, p. 480.

TITLUL XIV.

Despre fidejusiune (cauțiune).

CAPITOLUL I.

Despre natura și întinderea fidejusiunei.

Art. 1652. — Cel ce garantează o obligațiune, se leagă către creditor de a îndeplinì însuși obligațiunea, pe care debitorul nu o îndeplinește. (Civ. 943, 944, 946, 947, 1179, 1656, 1662 urm., 1666 urm.; C. com. 803, 855; Pr. civ. 392 urm.; Civ. Fr. 2011).

Text. fr. Art. 2011. — Celui qui se rend caution d'une obligation, se soumet envers le créancier à satisfaire à cette obligation, si le débiteur n'y satisfait pas lui-même.

Doctrină străină.

Aubry et Rau, IV, p. 210, 674, 676;
Baudry et Wahl, *Des contrats aléatoires*, etc., 916, 919, 921, 926 urm., 933, 934;
Capitant, *De la Cause des Obligations*, p. 64;
Colin et Capitant, ed. 2-a, II, p. 74, 261, 733, 940, 970;
Dalloz, *Rép.* Caution, 14 urm.; *Suppl.* Caution, 3 urm.;
Demante et Colmet de Santerre, 305;
Guillouard, *Cautionnement*, etc. 24, 29, 31, 40, 66, 125;
Laurent, XXVIII, 119 urm., 154 urm., 157, 294;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 443, 444;
Planiol, II, ed. 3-a, No. 2323, 2338;
Pont, *Pet. contr.*, II, 13 urm., 93 urm.;
Troplong, *Mandat.*, etc. 135, 522, 523.

Doctrină românească.

Alexandresco, X, p. 116 urm.;
Cantacuzino Matei, p. 534;
Nacu, III, p. 484 urm.;
Rosetti-Bălănescu I., *Observație* sub. Cas. civ., 6 Ian. 1919. Pand. Rom. 1924-III-74.

Jurisprudență.

1. Garanția este un contract unde se cere imperios consimțimântul părților contractante ca să-și poată aveà tăria. (Cas. I, 165/Mai 18/74, B. p. 117).

2. Darea unei ipoteci pentru asigurarea plății unei datorii contractată de altul, constitue o garanție reală, iar nu o fidejusiune, adică o garanție personală. (Cas. I, 110/Apr. 6/82, B. p. 390).

3. Ori care ar fi fost considerațiunile care au făcut pe garant să subscrie actul ca garant, aceasta nu poate afectà validitatea legământului său. (Cas. I, 237/Iun. 15 85, B. p. 514).

4. Exercițiul retractului litigios nu poate fi propus prin concluziuni subsidiare. Astfel fiind, garantul, care a admis ca cumpărătorul să exercite retractul litigios, nu mai poate revenì asupra adeziunei sale. (Apel Buc. III, *Dr.* 49/94).

5. Pentru ca un litigant să poată chemà pe un terțiu în garanție, trebue să fie bine stabilit sau că acel litigant deține dela chematul în garanție un drept real, care face obiectul procesului, sau că între el și terțiul chemat în garanție există un raport juridic de natură a face pe terțiu răspunzător de obligațiunea personală, a cărei executare se cere dela acela ce face cererea de chemare în garanție. (Apel Buc. III, *Dr.* 22/903).

6. A se vedeà: art. 1084, nota 12; art. 1201, notele 17, 44, 51, 69, 104, 139, 166, 173, 180.

Art. 1653. — Fidejusiunea nu poate existà decât pentru o obligațiune validă.

Cu toate acestea se poate face cineva fidejusorele unei obligațiuni ce poate fi anulată în virtutea unei excepțiuni personale debitorului, cum de pildă în cazul de minoritate. (Civ. 207, 448, 950 urm., 955, 964, 968 urm., 1047, 1681; C. com. 352, 353; Civ. Fr. 2012).

Text. fr. Art. 2012. — Le cautionnement ne peut exister que sur une obligation valable.

On peut néanmoins cautionner une obligation, encore qu'elle pût être annulée par une exception purement personnelle à l'obligé; par exemple, dans le cas de minorité.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 674, 676, 677, 683;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc. 944, 945, 947, 949, 950;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 74, 734, 735, 746;
DALLOZ, *Rép.* Caution, 50 urm.; *Suppl.* Caution, 14 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 174 bis, III;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 916;
GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc. 17, 51, 52, 54, 56 urm., 58, 58 bis, 161, 230;
LAURENT, XXVIII, 128, 136 urm., 138, 139, 141, 142;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2329, 2330;
PONT, *Pet. contr.*, II, 26, 28, 36 urm., 42, 387 urm., 425;
TROPLONG, *Mandat.*, etc. 80, 495.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 120 urm., 123, 153, 598; (VII, p. 418 nota, 572);
CANTACUZINO MATEI, p. 535;
CORODEANU N.; *Nota* sub. C. Apel Constanța, 32 din 18 Oct. 919. Pand. Rom. 1922-II-49;
HOZOC D., *Nota* sub. Cas. I, 709 din 11 Dec. 1915. Pand. Rom. 1925-I-50;
IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 225, 250;
NACU, III, p. 484 urm.

Jurisprudență.

1. In principiu nu se poate cauționà de cât o obligație validă pentru că fidejusiunea nu este o obligațiune de sine stătătoare, ci este prin esența ei o obligație accesorie, a cărei existență este subordonată validității obligației principale.

Cu toate acestea legea permite în mod excepțional prin art. 1653 al. 2 c. civ., cauționarea unei obligații anulabile pentru cauză de incapacitate, cum de pildă minoritatea, pentru că legiuitorul presupune în acest caz că dacă creditorul a cerut și a obținut o cauțiune, a fost tocmai pentru a se pune la adăpostul riscului la care se expune ca incapabilul să invoace incapacitatea sa. (C. Apel Constanța 32 din 18 Oct. 1919. Curier Jud. 65-66/920, Pand. Rom. 1922, II, 49).

2. Garantul nu poate opune creditorului excepțiunile cari sunt curat personale debitorului cum ar fi excepția trasă din minoritatea sau incapacitatea debitorului. (C. Apel Constanța 32 din 18 Oct. 1919. Curier Jud. 65-66 920, Pand. Rom. 1922 II, 49).

Art. 1654. — Fidejusiunea nu poate întrece datoria debitorelui, nici poate fi făcută sub condițiuni mai oneroase.

Poate fi însă numai pentru o parte a datoriei și sub condițiuni mai puțin grele.

Cauțiunea ce întrece datoria sau care este contractată sub condițiuni mai oneroase e validă numai până în măsura obligațiunei principale. (Civ. 1066, 1087, 1656 urm.; Civ. Fr. 2013).

Text. fr. Art. 2013. — Le cautionnement ne peut excéder ce qui est dû par le débiteur, ni être contracté sous des conditions plus onéreuses.

Il peut être contracté pour une partie de la dette seulement, et sous des conditions moins onéreuses.

Le cautionnement qui excède la dette, ou qui est contracté sous des conditions plus onéreuses, n'est point nul: il est seulement réductible à la mesure de l'obligation principale.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 673;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 964, 966-968;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 733, 734;
DALLOZ, *Rép.* Caution, 73 urm.; *Suppl.* Caution, 22 urm.;
GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc., 12, 15, 60, 62-65;
LAURENT, XXVIII, 162;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 447;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2325;
PONT, *Pet. contr.*, II, 78;
TROPLONG, *Mandat*, etc., 101, 108 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 132 urm.;
CANTACUZINO MATEI, p. 534, 536;
NACU, III, p. 484 urm.

Jurisprudenţă.

1. Principiul consacrat în art. 1654, că fidejusorul sau cauţiunea nu poate fi îndatorat la mai mult de cât debitorul nici poate fi supus la condiţiuni mai oneroase, nu-şi are nici o aplicaţie în cazul în care fidejusorul n'a cauţionat faţă cu creditorul obligaţiunea debitorului către acesta, ci obligat direct şi exclusiv către debitor, fidejusorul e supus tuturor obligaţiunilor luate faţă cu acesta, ori cari ar fi fost stipulaţiunile fixate între debitor şi creditor, la a căror convenţiune fidejusorul n'a fost parte. (Cas. II, 65/Iun. 18/85, B. p. 552).

Art. 1655. — Oricine poate să se facă fidejusore fără ordinea şi chiar fără ştiinţă acelui pentru care se obligă.

Asemenea se poate face nu numai pentru debitorul principal, dar şi pentru fidejusorul acestuia. (Civ. 946, 1669 urm., 1678, 1680; Civ. Fr. 2014).

Text. fr. Art. 2014. — On peut se rendre caution sans ordre de celui pour lequel on s'oblige, et même à son insu.

On peut aussi se rendre caution, non-seulement du débiteur principal, mais encore de celui qui l'a cautionné.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 930;
DALLOZ, *Rép.* Caution, 14 urm.; *Suppl.* Caution, 3 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 443, 444, 448, 449;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2333.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 121 urm.;
CANTACUZINO MATEI, p. 536;
NACU, III, p. 484 urm.

Art. 1656. — Fidejusiunea trebuie să fie expresă şi nu se poate întinde peste mărginile în care s'a contractat. (Civ. 1041, 1169, 1191 urm., 1203, 1654; L. Timbr. 20 § 6, 7; Civ. Fr. 2015).

Text. fr. Art. 2015. — Le cautionnement ne se présume point; il doit être exprès, et on ne peut pas l'étendre au-delà des limites dans lesquelles il a été contracté.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 680;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 929, 994-996;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 735;

DALLOZ, *Rep.* Caution, 22, 37 urm., 90 urm., 156 urm.; *Suppl.* Caution, 9 urm., 23 urm., 35 urm.;
GUILLOUARD, *Cautionnement,* etc., 43, 69;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 448;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2324-4° 2325;
PONT, *Pet. contr.,* II, 104;
TROPLONG, *Mandat,* etc., 149.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 129 urm.; (VII, p. 257; IX, p. 186 n. 3);
CANTACUZINO MATEI, p. 536;
NACU, III, p. 484 urm.

Jurisprudenţă.

1. Garantul nu poate fi supus la o răspundere peste limitele cauţiunei sale. (Cas. II, 180/Sept. 15/75, B. p. 218).

2. Garantul nu poate fi condamnat să plătească o sumă mai mare de cât a garantat. (Cas. I, 215/Iun. 18/86, B. p. 516).

3. Deşi fidejusiunea trebue să fie expresă, contractul însă de fidejusiune nu e supus la nicí o formă solemnă şi el poate să rezulte dintr'un început de dovadă scrisă, completată prin martori sau prezumpţiuni. (Cas. I, 217/97, B. p. 701).

4. Judecătorii fondului sunt suverani să aprecieze dacă din declaraţiunea unei părţi litigante reese elementele necesare pentru constatarea contractului de fidejusiune, şi această apreciere a lor, scapă cenzurei Curţei de casaţie. (Cas. II, 60/900, B. p. 445).

5. Legiuitorul, prin art. 1656 din cod. civil, cerând ca fidejusiunea să fie expresă, n'a voit decât ca consimţimântul fidejusorului de a garantă plata să fie manifest exprimat, n'a înţeles însă a supune fidejusiunea la o anumită formă, nici a cerut întrebuinţarea unor termeni sacramentali, şi, deci, fidejusiunea poate fi dată atât verbal, cât şi prin scris. Mijloacele de dovedire ale fidejusiunei sunt acelea ale dreptului comun, şi prin urmare şi proba testimonială, în condiţiile în care această probă este admisă. Astfel, este casabilă hotărîrea, când judecata omite a se pronunţă asupra cererei unei părţi de a-şi completă dovedirea fidejusiunei cu proba testimonială, cerere întemeiată pe un început de dovadă scrisă emanată dela fidejusor. (Cas. I, 162/901, B. p. 635).

6. Cauţiunea neavând nici un interes în privinţa obligaţiunei pe care o garantează, ba expunându-se chiar a plăti, fără a aveà vre-un recurs util în contra debitorului principal, urmează că cauţionamentul este de strictă interpretare. Această interpretare restrictivă a obligaţiunei contractată de cauţiune, în ceea ce concerne întinderea ei, nu leagă pe judecător de termenii contractului, căci el are dreptul şi datoria, conform regulei generale de interpretare a convenţiunilor, prevăzută de art. 977 c. civ., de a căută intenţia comună a părţilor atunci când termenii convenţiunei par a nu fi adevărata expresie a părţilor contractante.

Când, dar, Curtea de apel găseşte că contractul intervenit între fidejusori şi creditor, în unele dispoziţiuni ale sale arată că dânşii se obligă solidar, iar în altele cum că ei renunţă numai la drepturile acordate lor de art. 1662 c. civ., adică la beneficiul discuţiunei, aşà că contractul nu este clar şi precis, cu drept cuvânt Curtea a căutat comuna intenţie a părţilor, în diferitele acte, fapte şi circumstanţe ale cauzei cu ajutorul cărora a determinat sensul termenilor actului, şi anume cum că cofidejusorii nu s'au obligat solidar faţă de creditor şi s'a conformat regulei de interpretare consacrată de art. 977 şi 1656 c. civ., şi bine n'a aplicat nici dispoziţiunile art. 42 c. com.

Prin urmare, din moment ce între cofidejusor şi creditor nu există solidaritate, urmează că orice întrerupere de prescripţie făcută de creditor faţă de unul din ceilalţi fidejusori, nu întrerupe prescripţiunea şi faţă de cofidejusorul faţă de care creditorul nu a făcut nici o urmărire, precum nu făcuse nici contra debitorilor principali, în decursul primilor cinci ani, aşà că pentru acest timp dobânzile s'au prescris şi Curtea de apel cu drept cuvânt a considerat, asupra contestaţiunei cofidejusorului la urmărirea exercitată de creditor, ca prescrise dobânzile nereclamate şi neplătite în decursul primilor cinci ani dela data actului pus în executare. (Cas. II, No. 243, 1913; Jurispr. Rom. 1914, p. 99).

Art. 1657. — Fidejusiunea nedeterminată a unei oblgaţiuni principale, se întinde la toate accesoriile unei datorii, şi încă şi la spesele primei reclamaţiuni, şi la toate cele posterioare

notificări[1]) făcute fidejusorului. (Civ. 1046, 1654, 1666, 1956; Civ. Fr. 2016).

Text. fr. Art. 2016. — Le cautionnement indéfini d'une obligation principale s'étend à tous les accessoires de la dette, même aux frais de la première demande, et à tous ceux postérieurs à la dénonciation qui en est faite à la caution.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, etc.*, 999, 1002 urm., 1004;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 735;
DALLOZ, *Rép.* Caution, 95 urm.; *Suppl.* Caution, 25 urm.;
GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc., 66, 67 78, 80;
LAURENT, XXVIII, 170, 179;
MOURLON, ed. 7-a, III. p. 448;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2325.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 129 urm.;
CANTACUZINO MATEI, p. 534, 536.

Art. 1658. — Indatoririle fidejusorului trec la erezi, afară de constrângerea corporală chiar dacă îndatorirea erà asigurată prin constrângere corporală[2]). (Civ. 653, 1060 urm., 1657; Civ. Fr. 2017).

Text. fr. Art. 2017. — Les engagements des cautions passent à leurs héritiers, à l'exception de la contrainte par corps, si l'engagement était tel que la caution y fût obligeé.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1171;
DALLOZ, *Rép.* Caution, 23 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 134;
NACU, III, p. 489.

Art. 1659. — Debitorul obligat a da siguranță trebuie să prezinte o persoană capabilă de a contractà care să poseadă, avere îndestulă, spre a garantà o obligațiune, și care să aibă domiciliul în teritoriul juridicțional al curței apelative la care trebuie să se deà. (Civ. 87, 950, 1104, 1160 urm., 1664, 1675; Pr. Civ. 392 urm.; Com. 339, 356; Civ. Fr. 2018).

Text. fr. Art. 2018. — Le débiteur obligé à fournir une caution doit en présenter une qui ait la capacité de contracter, qui ait un bien suffisant pour répondre de l'objet de l'obligation, et dont le domicile soit dans le ressort de la cour royale où elle doit être donnée.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 676, 679;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 935 urm., 972-974, 980, 981;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 736;
DALLOZ, *Rép.* Caution, 66;

1) Din eroare se zice aci „*notificări*" în loc de „*notificărei*". Textul francez zice: „*postérieurs à la dénonciation...*".
2) Cu privire la legea constrângerei corporale din 12 Sept. 1864, care nu s'a pus niciodată în aplicare, a se vedeà mai pe larg nota de sub textul art. 1125, Cod. Civ.

GUILLOUARD, *Cautionnement,* etc., 45 urm., 93, 105, 106, 108;
LAURENT, XXVIII, 160, 193, 198;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 449;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2336;
PONT, *Pet. contr.*, II, 57, 128, 131;
TROPLONG, *Mandat,* etc., 188, 193, 194.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 134 urm., 139, 168, 661; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 316);
CANTACUZINO MATEI, p. 537;
LĂZĂRESCU EM. ALEX., *Des droits du conjoint survivant,* p. 172;
NACU, I, p. 215, 236, 829; III, p. 490, 492.

Art. 1660. — Solvabilitatea unui garant se măsoară numai după nemișcătoarele ce pot fi ipotecate, afară de cazul când datoria este mică sau afacerea este comercială. Spre acest finit nu se pot luà în considerațiune nemișcătoarele în litigiu, nici acelea situate la o așa depărtare încât să devină foarte dificile lucrările executive asupră-le. (Civ. 1659, 1664, 1675, 1806; Pr. civ. 392—394; Civ. Fr. 2019).

Text. fr. Art. 2019. — La solvabilité d'une caution ne s'estime qu'en égard à ses propriétés foncières, excepté en matière de commerce ou lorsque la dette est modique.

On n'a point égard aux immeubles litigieux, ou dont la discussion deviendrait trop difficile par l'éloignement de leur situation.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 678;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires,* etc., 976-978 urm.;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 736;
GUILLOUARD, *Cautionnement,* etc., 87, 88, 90, 91 urm.;
LAURENT, XXVIII, 189, 190 urm., 192;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 449;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2236;
PONT, *Pet. contr.,* II, 120, 124 urm.;
TROPLONG, *Mandat,* etc., 209 urm., 211.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 134 urm., 139, 168, 661; (III, part. I, ed. 2-a, p. 495; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 316);
CANTACUZINO MATEI, p. 537;
LĂZĂRESCU EM. ALEX., *Des droits du conjoint survivant,* p. 172;
NACU, I, p. 236, 829; III, p. 490, 492.

Art. 1661. — Dacă fidejusorul, căpătat de creditor de bună-voe sau judecătorește, a devenit apoi nesolvabil, trebuie să se dea un altul.

Această regulă nu se aplică în singurul caz în care fidejusorele s'a dat numai în puterea unei convențiuni prin care creditorele a cerut de fidejusor o anume persoană. (Civ. 1133; Civ. Fr. 2020).

Text. fr. Art. 2020. — Lorsque la caution reçue par le créancier, volontairement ou en justice, est ensuite devenue insolvable, il doit en être donné une autre.

Cette règle reçoit exception dans le cas seulement où la caution n'a été donée qu'en vertu d'une convention par laquelle le créancier a exigé une telle personne pour caution.

Doctrină străină

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 983-987, 989;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 170, 737;
DALLOZ, *Rép.* Caution, 125 urm., 128 urm.; *Suppl.* Caution, 29 urm., 116 urm.;
GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc., 94, 96-100;
LAURENT, XXVIII, 196, 197;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 449;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2337;
PONT, *Pet. contr.*, II, 116, 135, 140, 144 urm., 147;
TROPLONG, *Mandat*, etc., 216-219.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 134 urm., 139, 168, 661;
CANTACUZINO MATEI, p. 537;
NACU, III, p. 490, 492.

CAPITOLUL II.

Despre efectele fidejusiunei.

Secţiunea I. — *Despre efectele fidejusiunei între creditor şi cauţionator (fidejusor).*

Art. 1662. — Fidejusorul nu este ţinut a plăti creditorului, decât când nu se poate îndestulà dela debitorul principal, asupra averei căruia trebuie mai întâi să se facă discuţiune afară numai când însuşi a renunţat la acest beneficiu, sau s'a obligat solidar cu datornicul. In cazul din urmă efectul obligaţiunei sale se regulează după principiile statornicite în privinţa datoriilor solidare. (Civ. 1039 urm., 1042, 1663, 1677; Pr. Civ. 112; C. com. 42, 464; Civ. Fr. 2021).

Text. fr. Art. 2021. — La caution n'est obligée envers le créancier à le payer qu'à défaut du débiteur, qui doit être préalablement discuté dans ses biens; à moins que la caution n'ait renoncé au bénéfice de discussion, ou à moins qu'elle ne se soit obligée solidairement avec le débiteur; auquel cas l'effet de son engagement se règle par les principes qui ont été établis pour les dettes solidaires.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 681, 682;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1013, 1014 urm., 1023-1025, 1036, 1042 urm.;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 739;
DALLOZ, *Rép.* Caution, 160, 163 urm.; *Suppl.* Caution, 42 urm.;
DEMOLOMBE, XXV, 707;
GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc., 25, 117, 118, 123 urm., 127, 138;
LAURENT, XXVIII, 203, 206, 208, 215, 216;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 450, 451;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2341, 2352;
PONT, *Pet. contr.*, II, 11, 153, 154, 157, 161;
TROPLONG, *Mandat*, etc., 230, 231, 240.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 140 urm., 143, 682;
CANTACUZINO MATEI, p. 537;
NACU, III, p 493, 494;
ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Observaţie* sub. Cas. Civ. 6 Ian. 1919. Pand. Rom. 1924-III-74.

Jurisprudenţă.

1. Beneficiul discuţiunei asupra averei debitorului principal, despre care se ocupă legiuitorul în art. 1662, are loc numai atunci când este vorba de o garanţie personală şi nu se poate invocà de aceia cari au afectat cu ipotecă un imobil al lor pentru achitarea unei datorii către o a treia persoană. (Cas. II, 88/77, Apr. 11/77, B. p. 168; Cas. I, 380/Nov. 25/81, B. p. 856).

2. Ori care ar fi origina creanței ce urmărește creditorul pe cât prin sentința tribunalului rămasă definitivă, s'a obligat la plata debitorul principal și în caz de insolvabilitate, să o plătească garantul, această sentință numai constitue pentru creditor titlul său și urmează a se supune la efectele acestui titlu, care regulează modul executării plății prin descuțiunea mai întâi a averei debitorului principal. (Cas. I, 276/Iun. 14/78, B. p. 250).

3. Când se chiamă cine-va în garanție pentru a răspunde de datorie, nu e vorba de un debitor principal și de un garant care ar avea beneficiul de discuțiune asupra averii debitorului, ci de descărcarea unui debitor prin chemarea în garanție a adevăratului debitor. (Cas. I, 335/Oct. 31/81, B. p. 769).

4. Darea unei ipoteci pentru asigurarea plății unei datorii contractată de altul, constitue o garanție reală, iar nu o fidejusiune, adică o garanție personală, în favoarea căreia numai poate exista beneficiul de discuțiune. Când dar se obligă creditorul ca mai înainte de a pune în vânzare ipoteca concedată de garant pentru asigurarea plătei datoriei debitorului, să urmărească pe debitor, rău se interpretă și se aplică art. 1662 combinat cu 1625. (Cas. I, 110, Apr. 6/82, B. p. 390).

5. Regulele prescrise de codul civil în titlul despre fidejusiune se aplică la ori ce fidejusiune în general; asemenea și în cazul când unul sau mai mulți fidejusori au oferit o siguranță reală constituind o ipotecă, printr'aceasta nu se schimbă condițiunile fidejusiunei nici nu se agravează; deosebirea e numai într'aceasta între o fidejusiune simplă și între fidejusiunea cu o garanție reală; în cazul din urmă fidejusorul răspunde nu numai în virtutea relației personale creată prin fidejusiune, ci tot odată și în virtutea relațiunei reale; dar pentru aceasta, acest din urmă nu e obligat la mai mult, căci dreptul de urmărire a bunurilor fidejusorului, îl are creditorele și în cazul fidejusiunei fără garanție reală; de aceea și fidejusorul care a dat și o siguranță reală are drepturile ce le are fidejusorul indicate prin art. 1662 urm.; de aceea el are și dreptul cuprins în art. 1667, adică el are asemenea ca și fidejusorul personal beneficiul diviziunei. (Cas. I, 207/Sept. 6/88, B. p. 707).

6. Beneficiul de discuțiune nu trebue să fie propus înaintea Curței de compturi cu ocaziunea verificărei gestiunei; acest beneficiu, conform art. 1662 Cod. civ., se invoacă când se urmărește încasarea banilor, adică atunci când se execută contractul de garanție. Prin urmare, legalmente, acest beneficiu trebue propus la tribunalul prin care se face urmărirea, fiindcă judecarea unei asemenea chestiuni nu intră în competința Curței de compturi. (Apel Buc. I, *Dr.* 55/902).

7. Cauțiunea neavând nici un interes în privința obligațiunei pe care o garantează, ba expunându-se chiar a plăti, fără a avea vre-un recurs util în contra debitorului principal, urmează că cauționamentul este de strictă interpretare. Această interpretare restrictivă a obligațiunei contractată de cauțiune, în ceeace concerne întinderea ei, nu leagă pe judecător de termenii contractului, căci el are dreptul și datoria, conform regulei generale de interpretare a convențiunilor, prevăzută de art. 977 cod. civ., de a căuta intenția comună a părților atunci când termenii convențiunei par a nu fi adevărata expresie a părților contractante.

Când, dar, Curtea de apel găsește că contractul intervenit între fidejusori și creditor în unele dispozițiuni ale sale arată că dânșii se obligă solidar, iar în unele cum că ei renunță numai la drepturle acordate lor de art. 1662 c. civ., adică la beneficiul discuțiunei, așa că contractul nu este clar și precis, cu drept cuvânt Curtea a căutat comuna intenție a părților, în diferitele acte, fapte și circumstante ale cauzei cu ajutorul cărora a determinat sensul termenilor actului, și anume cum că cofidejusorii nu s'au obligat solidar față de creditor și s'a conformat regulei de interpretare consacrată de art. 977 și 1656 c. civ., și bine n'a aplicat nici dispozițiunile art. 42 c. com.

Prin urmare, din moment ce între cofidejusor și creditor nu există solidaritate, urmează că orice întrerupere de prescripție făcută de creditor față de unul din ceilalți cofidejusori, nu întrerupe prescripțiunea și față de cofidejusorul față de care creditorul nu a făcut nici o urmărire, precum nu făcuse nici contra debitorilor principali, în decursul primilor cinci ani, așa că pentru acest timp dobânzile s'au prescris și Curtea de apel cu drept cuvânt a considerat, asupra contestațiunei cofidejusorului la urmărirea exercitată de creditor, ca prescrise dobânzile nereclamate și neplătite în decursul primilor cinci ani dela data actului pus în execuțiune. (Cas. II, No. 243, 1913; Jurispr. Rom. 1914, p. 99).

8. Creditorul care își are garantată creanța sa în gaj asupra unor bunuri din averea debitorului și cu garanția personală a unui garant care, în materie de comerț, a înțeles să se oblige pur și simplu, fără solidaritate, nu poate urmări pe acesta din urmă, dacă n'a depus nici o diligență pentru conservarea și urmărirea gajului și dacă

obiectele s'an înstrăinat astfel din culpa sa.

Chestiunile de a se ştì dacă garantul a înţeles să se abstragă dela orice solidaritate şi dacă creditorul a fost sau nu în culpă pentru înstrăinarea gajului, sunt chestiuni de fapt, cari nu pot formà obiectul unor motive de casare. (Cas. III, No. 154, 1920; Jurispr. Rom. 1920, p. 175. Curier Jud. 53-54.920; Pand Rom. 1924, III, 85).

Art. 1663. — Creditorul nu este îndatorat să discute averea debitorului principal, dacă garantul nu o cere dela cele dintâi lucrări îndreptate contra sa. (Civ. 1662, 1664 urm.; Pr. civ. 106, 107, 111, 392—396; Civ. Fr. 2022).

Text. fr. Art. 2022. — Le créancier n'est obligé de discuter le débiteur principal que lorsque la caution le requiert, sur les premières poursuites dirigées contre elle.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1022;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 739;
DALLOZ, *Rép.* Caution, 178 urm.; *Suppl.* Caution, 46 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 450, 451;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2343.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 140 urm., 143, 682·
CANTACUZINO MATEI, p. 537, 591;
NACU, III, p. 493, 788.

Jurisprudenţă.

1. După art. 1663 şi 1664 e în sarcina garanţilor să indice averea debitorului principal, anticipând şi spesele cuviincioase pentru punerea în lucrare a executărei, în care caz numai creditorul e ţinut să discute averea debitorului principal. (Cas. I, 384/Dec. 10/85, B. p. 900).

2. După art. 1663 şi 1664, pentru ca garantul să poată cere discuţia averei debitorului principal, i se impun următoarele condiţiuni: 1) să facă cerere de la începutul urmăririi; 2) să indice averea debitorului principal; şi 3) să anticipeze spesele. Dacă dar garantul nu s'a conformat acestor condiţiuni, de oarece n'a cerut discuţia averei de la cele dintâi acte de urmărire îndreptate contra sa, n'a anticipat spesele cuviincioase, şi bunul ce a desemnat erà în indiviziune, şi cum, bunurile indivize nu pot fi considerate de cât litigioase, de oarece creditorul pentru a ajunge la realizarea drepturilor sale trebue să provoace prealabil împărţeala (art. 494 pr. civ.), ceea ce constitue un proces, face o bună aplicaţiune a art. 1664, judecătorul care respinge contestaţia garantului. (Cas. I, 345/Nov. 14/86, B. p. 854).

Art. 1664. — Fidejusorele care cere discuţiunea trebuie să indice creditorului averea debitorului principal şi să anticipeze spesele cuviincioase pentru punerea în lucrare a executărei.

Nu se va ţine seamă arătarea bunurilor debitorului principal situate afară din teritoriul juridicţional al curţei apelative în care trebuie să se efectueze plata, sau a bunurilor în litigiu, ori a bunurilor dejà ipotecate pentru siguranţa datoriei, care nu mai sunt în posesiunea debitorului. (Civ. 1660, 1665, 1794; Civ. Fr. 2023).

Text. fr. Art. 2023. — La caution qui requiert la discussion, doit indiquer au créancier les biens du débiteur principal, et avancer les deniers suffisants pour faire la discussion.

Elle ne doit indiquer ni des biens du débiteur principal situés hors de l'arrondissement de la cour royale du lieu où le paiement doit être fait, ni des biens litigieux, ni ceux hypothèques à la dette qui ne sont plus en la possession du débiteur.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, 683;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1028-1031, 1037, 1040;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 739, 972;
DALLOZ, *Rép.* Caution, 190 urm.; *Suppl.* Caution, 47 urm.;
GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc., 132-134, 139, 140, 144;
LAURENT, XXVIII, 212, 213;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 450. 451;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2343;
PONT, *Pet. contr.*, II, 172, 174, 176, 178, 179;
TROPLONG, *Mandat*, etc., 237, 245, 262, 263 urm., 272.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 140 urm., 143, 682;
CANTACUZINO MATEI, p. 537, 591;
NACU, III, p. 493, 788.

Jurisprudenţă.

1. Este adevărat că garantul pentru plata unui capital poate opune beneficiul discuţiunii, dar când pe lângă obligaţia de garanţie el s'a obligat direct şi personal la plata dobânzilor, contra urmărirei acestor dobânzi, care îl privesc exclusiv, nu poate opune nici un beneficiu de discuţiune.

Acest beneficiu îl pierde el chiar ca garant pentru plata capitalului, din moment ce nu indică instanţei de urmărire bunurile imobile ale debitorului asupra cărora să se facă urmărirea şi nici nu anticipează spesele trebuitoare acelei urmăriri potrivit art. 1664 c. civ. (Cas. II, decizia No. 56 din 8 Iulie 1919; Jurispr. Rom. 1919, p. 842).

2. A se vedeà: art. 1663, notele 1, 2.

Art. 1665. — De câte ori cauţionatorul va arătà bunuri în cuprinderea articolului precedent şi va anticipà şi spesele cuviincioase pentru discuţiune, creditorul rămâne către garant răspunzător până la valoarea bunurilor arătate, în caz de nesolvabilitate a debitorului principal survenită prin amânarea urmărirei. (Civ. 1664; Civ. Fr. 2024).

Text. fr. Art. 2024. — Toutes les fois que la caution a fait l'indication de biens autorisée par l'article précédent et qu'elle a fourni les deniers suffisants pour la discussion, le créancier est, jusqu'à concurrence des biens indiqués, responsable, à l'égard de la caution, de l'insolvabilité du débiteur principal survenue par le défaut de poursuites.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1039;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 740;
DALLOZ, *Rép.* Caution, 197 urm.;
GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc. 142, 143;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 450, 451;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2344.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 140 urm., 143, 682;
CANTACUZINO MATEI, p. 537;
NACU, III, p. 494.

Art. 1666. — Când mai multe persoane au garantat unul şi acelaş creditor pentru una şi aceeaşi datorie, fiecare din

ele rămâne obligată pentru datoria întreagă. (Civ. 1039 urm., 1108, 1652, 1657, 1667 urm., 1674, 1710; Com. 42; Civ. Fr. 2025).

Text. fr. Art. 2025. — Lorsque plusieurs personnes se sont rendues cautions d'un même débiteur pour une même dette, elles sont obligées chacune a toute la dette.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 685;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc. 1051;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 740;
DALLOZ, *Rép.* Caution, 203; *Suppl.* Caution, 50;
GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc. 147;
LAURENT, XXVIII, 220;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 452 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2345 urm.;
PONT, *Pet. contr.*, II, 192;
TROPLONG, *Mandat*, etc. 291.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 146 urm., 166;
CANTACUZINO MATEI, p. 539;
NACU, II, p. 566; III, p. 495.

Jurisprudenţă.

1. A se vedeà: art. 1041, notele 2, 3, 5.

Art. 1667. — Cu toate acestea fiecare din persoanele arătate în articolul precedent, întrucât n'a renunţat la benificiul diviziunei, poate cere ca creditorul să dividă mai întâiu acţiunea sa şi să o reducă la proporţiunea fiecărui.

Dacă unii din garanţi erau nesolvabili în timpul în care unul din ei obţinuse diviziunea, acesta rămâne obligat în proporţiunea unei asemenea nesolvabilităţi; dacă însă nesolvabilitatea a supravenit după diviziune, atunci nu mai poate fi răspunzător pentru aceasta. (Civ. 1042, 1668 urm.; Pr. civ. 106, 107, 111, 112, 392-396; Civ. Fr. 2026).

Text. fr. Art. 2026. — Néanmoins chacune d'elles peut à moins qu'elle n'ait renoncé au bénéfice de division, exiger que le créancier divise préalablement son action et la réduise à la part et portion de chaque caution.

Lorsque, dans le temps où une des cautions a fait prononcer la division, il y en avait d'insolvables, cette caution est tenue proportionnellement de ces insolvabilités; mais elle ne peut plus être recherchée a raison des insolvabilités survenues depuis la division.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 695;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc. 1056, 1058-1061, 1063-1067;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 80, 739, 740;
DALLOZ, *Rép.* Caution, 204 urm.; *Suppl.* Caution 51 urm.;
GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc., 148-152, 154-156, 160;
LAURENT, XXVIII, 223-225, 229, 230;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 452 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2345 urm.;
PONT, *Pet. contr.*, II, 197, 198, 200 urm., 209, 210, 215, 218;
TROPLONG, *Mandat*, etc. 295, 303, 305-307, 315.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 146 urm., 166; (VI, p. 500);
CANTACUZINO MATEI, p. 480, 539;
NACU, II, p. 566; III, p. 495.

Jurisprudenţă.

1. Beneficiul de diviziune poate fi propus de unul din garanţi chiar cu ocaziunea executărei hotărîrei de condamnarea garanţilor, când din parte-i n'a existat o renunţare la acest drept. (Cas. I, 276/Iun. 14/78, B. p. 250).

2. Regulele prescrise de codul civil în titlul despre fidejusiune se aplică la orice fidejusiune în general; asemenea şi în cazul când unul sau mai mulţi fidejusori au oferit o siguranţă reală constituind o ipotecă, printr'aceasta nu se schimbă condiţiunile fidejusiunei nici nu se agravează; deosebirea e numai într'aceasta între o fidejiusiune simplă şi între fidejusiunea cu o garanţie reală; în cazul din urmă fidejusorul răspunde nu numai în virtutea realităţei personale oreată prin fidejusiune, ci tot odată şi în virtutea relaţiunei reale; dar pentru aceasta, acest din urmă nu e obligat la mai mult, căci dreptul de urmărire a bunurilor fidejusorelui îl are creditorele şi în cazul fidejusiunei fără garanţie reală; de aceea şi fidejusorul care a dat şi o siguranţă reală are drepturile ce le are fidejusorul indicate prin art. 1662 urm.; de aceea el are şi dreptul cuprins în art. 1667, adică el are asemenea ca şi fidejusorul personal beneficiul diviziunei. (Cas. I, 207/Sept. 6 88, B. p. 707).

3. A se vedeà: art. 1041, notele 3, 5.

Art. 1668. — Dacă creditorul însuşi şi de bună voie a împărţit acţiunea sa, nu mai poate să se lepede de această diviziune, deşi, mai înainte de timpul în care a primit-o, unii din cauţionatori au fost nesolvabili. (Civ. 1049, 1050; Civ. Fr. 2027).

Text. fr. Art. 2027. — Si le créancier a divisé lui-même et volontairement son action, il ne peut revenir contre cette division, quoiqu'il y eût, même antérieurement au temps où il l'a ainsi consentie, des cautions insolvables.

Doctrină străină.

Aubry et Rau, IV, p. 685;
Baudry et Wahl, *Des contrats aléatoires*, etc., 1052;
Colin et Capitant, ed. 2-a, II, p. 741;
Dalloz, *Rép.* Caution, 227 urm.;
Guillouard, *Cautionnement*, etc., 158, 159;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 452 urm.;
Planiol, II, ed. 3-a, No. 2350.

Doctrină românească.

Alexandresco, X, p. 146 urm., 166; (VI, p. 215 n. 1);
Cantacuzino Matei, p. 539;
Naou, III, p. 496.

Secţiunea II. — *Despre efectele fidejusiunei între debitor şi cauţionator (fidejusore).*

Art. 1669. — Cauţionatorul ce a plătit are regres[1]) contra debitorului principal, atât când a garantat cu ştiinţa debitorului cât şi pe neştiinţa lui.

Regresul se întinde atât asupra capitalului cât şi asupra dobânzilor şi a speselor; cu toate acestea garantul nu are regres decât pentru spesele făcute de dânsul după ce a notificat debitorului principal reclamaţiunea pornită asupră-i.

Fidejusorul are regres şi pentru dobânda sumei ce a plătit, chiar când datoria nu produce dobândă, şi încă şi pentru daune-interese[2]) dacă se cuvine.

---

1) „*Are regres*", adică: are dreptul de a urmări.
2) In textul art. francez lipsesc cuvintele: „*şi pentru dobânda sumei...*" până la cuvântul: „*pentru daune...*". De asemenea lipseşte în textul francez şi ult. aliniat al acestui art. 1669.

Cu toate acestea dobânzile ce ar fi fost datorite creditorului nu vor merge în favoarea garantului decât în ziua în care s'a notificat plata. (Civ. 991, 1084, 1088 urm., 1093, 1108 urm., 1547, 1548, 1550, 1657, 1672; C. com. 298, 324, 803 urm.; Civ. Fr. 2028; Civ. Ital. 1915 § 3 și ultim).

Text. fr. Art. 2028. — La caution qui a payé, a son recours contre le débiteur principal, soit que le cautionnement ait été donné au su ou à l'insu du débiteur.

Ce recours a lieu tant pour le principal que pour les intérêts et les frais; néanmoins la caution n'a de recours que pour les frais par elle faits depuis qu'elle a dénoncé au débiteur principal les poursuites dirigées contre elle.

Elle a aussi recours pour les dommages et intérêts, s'il y a lieu.

Text. Ital. Art. 1915. § 3. — Egli ha regresso per gli interessi di tutto ciò che ha pagato pel debitore, ancorchè il debito non producesse interessi, ed anche pei danni, quando sia il caso.

§ ultim. — Gli interessi però che non sarebbero dovuti al creditore, non decorrono a favore del fideiussore che dal giorno in cui avrà notificato il pagamento.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 689;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1081, 1083, 1087, 1105, 1107;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 28, 742;
DALLOZ, *Rép.* Caution, 230 urm., 834, 1009; *Suppl.* Caution, 54 urm.;
GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc., 168, 170, 174, 177;
LAURENT, XXVIII, 232, 234, 238;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 455 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2355 urm.;
PONT, *Pet. contr.*, II, 231. 235, 239, 240;
TROPLONG, *Mandat*, etc. 333, 350.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 153 urm.; (VI, p. 508, 720; VII, p. 572);
CANTACUZINO MATEI, p. 447, 533, 539, 540;
NACU, II, p. 581; III, p. 497.

Art. 1670. — Cauționatorul ce a plătit datoria intră în dreptul ce aveà creditorul contra datornicului. (Civ. 1108 § 3, 1682; Civ. Fr. 2029).

Text. fr. Art. 2029. — La caution qui a payé la dette, est subrogée à tous les droits qu'avait le créancier contre le débiteur.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 188, 189, 191, 686;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc. 1111-1118, 1127;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 742;
DALLOZ, *Rép.* Caution, 245 urm., 1959 urm.; *Suppl.* Caution 59 urm., 816;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 197 bis;
GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc., 169, 176, 183-187, 189, 190, 252;
LAURENT, XXVIII, 135, 246;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 455 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2354;
PONT, *Pet. contr.*, II, 267, 272, 274;
TROPLONG, *Mandat*, etc., 329, 362.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 154, 155, 161, 179; (I, ed. 2-a, p. 112; VI, p. 618 urm., 640, 641);
CANTACUZINO MATEI, p. 539;
NACU, III, p. 498, 499.

Jurisprudență.

1. Spre a operà această subrogațiune trebue ca garantul să plătească creanța garantată. Simpla urmărire începută de creditor contra lui, îi dă numai dreptul a acționà pe debitorul garantat conform art. 1673. (Cas. I, 12/Ian. 12/72, B. p. 13).

2. Debitorul principal nu se poate sustrage în nici un mod de la restituirea sumei plătite pentru dânsul de garant, decât probând că garantul, făcând acea plată, a avut intenția de a-i face o liberalitate. Cumpărătorul unor drepturi sau unui lucru, luând sarcina de a plăti o datorie ce vânzătorul aveà, nu poate fi obligat în alt mod decât acela în care erà obligat și vânzătorul, așà că, dacă vânzătorul erà obligat ca garant și cu drept de a repetà dela debitorul principal și cumpărătorul va fi obligat tot ca garant și cu aceleași drepturi. Astfel, dacă, în asemenea caz, cumpărătorul a plătit pentru debitorul principal, subrogațiunea la datoria plătită de dânsul s'a efectuat, nu în favoarea vânzătorului, ci în favoarea sa, și dacă, pentru plata acestei datorii, a luat dela debitorul principal o cambie, această cambie are o cauză și nu se poate anulà ca neavând cauză. (Cas. II, 38/901, B. p. 264).

Art. 1671. — Când sunt mai mulți debitori principali solidari pentru una și aceiași datorie, fidejusorul ce a garantat pentru ei toți, are regres în contra fiecărui din ei pentru repetițiunea sumei totale ce a plătit. (Civ. 974, 1053, 1108, 1551, 1664, 1670, 1682; Civ. Fr. 2030).

Text. fr. Art. 2030. — Lorsqu'il y avait plusieurs débiteurs principaux solidaires d'une même dette, la caution qui les a tous cautionnés, a, contre chacun d'eux, le recours pour la répétition du total de ce qu'elle a payé.

Doctrină străină.

Aubry et Rau, IV, p. 687;
Baudry et Wahl, *Des contrats aléatoires*, etc. 1122;
Colin et Capitant, ed. 2-a, II, p. 743;
Dalloz, *Rép.* Caution, 256 urm.; *Suppl.* Caution, 63 urm.;
Demante et Colmet de Santerre, VIII, 263 bis;
Guillouard, *Cautionnement*, etc. 193;
Laurent, XXVIII, 249;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 455 urm.;
Planiol, II, ed. 3-a, No. 2359;
Pont, *Pet. contr.*, II, 278;
Troplong, *Mandat*, etc. 379.

Doctrină românească.

Alexandresco, X, p. 146, 163 urm.; (VI, p. 618 urm., 640, 641);
Cantacuzino Matei, p. 540;
Nacu, III, p. 499.

Art. 1672. — Fidejusorul ce a plătit prima dată, nu are regres contra debitorului principal ce a plătit de-a doua oară[1]); are însă acțiunea de repetițiune contra creditorului.

Când fidejusorul a plătit, fără să fi fost urmărit și fără să fi înștiințat pe datornicul principal, nu va aveà nici un regres contra acestuia în cazul când în timpul plăței, datornicul ar fi avut meziu de a declarà stinsă datoria sa; îi rămâne însă dreptul de a cere înapoi dela creditor banii dați. (Civ. 974, 991, 994, 1092, 1351, 1547, 1548, 1669; Civ. Fr. 2031).

1) In art. francez corespunzător 2031, după cuvintele: *„de a doua oară"* urmează imediat: *„lorsqu'elle ne l'a point averti du paiement par elle fait"*.

Text. fr. Art. 2031. — La caution qui a payé une première fois, n'a point de recours contre le débiteur principal qui a payé une seconde fois, lorsqu'elle ne l'a point averti du paiement par elle fait; sauf son action en répétition contre le créancier.

Lorsque la caution aura payé sans être poursuivie et sans avoir averti le débiteur principal, elle n'aura point de recours contre lui dans le cas où, au moment du paiement, ce débiteur aurait eu des moyens pour faire déclarer la dette éteinte; sauf son action en répétition contre le créancier.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 690;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1089-1091;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 744;
DALLOZ, *Rép.* Caution, 258 urm.; *Suppl.* Caution, 66;
GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc., 168, 178, 180, 181;
LAURENT, XXVIII, 240;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 455 urm
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2360;
PONT, *Pet. contr.*, II, 232, 255.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 157, 158; (VI, p. 118, 204, 444);
CANTACUZINO MATEI, p. 540, 541;
NACU, III, p. 500.

Art. 1673. — Fidejusorul, și fără a fi plătit, poate să reclame dezdaunare dela debitor:

1. Când este urmărit în judecată pentru a plăti;
2. Când debitorul se află falit sau în stare de nesolvabilitate;
3. Când debitorul s'a îndatorat de a-l liberà de garanție într'un termen determinat și acesta a expirat [1];
4. Când datoria a devenit exigibilă prin sosirea scadenței stipulate;
5. După trecerea de zece ani, când obligațiunea principală nu are un termen determinat de scadență, întrucât însă obligațiunea principală nu ar fi fost de așà fel încât să nu poată a se stinge înaintea unui termen determinat, cum de exemplu tutela, ori întrucât nu s'a stipulat contrariul [2]. (Civ. 969, 991, 1022, 1025, 1546, 1669, 1684; Civ. Fr. 2032; Civ. Ital. 1919).

Text. fr. Art. 2032. — La caution, même avant d'avoir payé, peut agir contre le débiteur, pour être par lui indemnisée:

1° Lorsqu'elle est poursuivie en justice pour le paiement;

2° Lorsque le débiteur a fait faillite, ou est en déconfiture;

3° Lorsque le débiteur s'est obligé de lui rapporter sa décharge dans un certain temps;

4° Lorsque la dette est devenue exigible par l'échéance du terme sous lequel elle avait été contractée;

5° Au bout de dix années, lorsque l'obligation principale n'a pas de terme fixe d'échéance, à moins que l'obligation principale, telle qu'une tutelle, ne soit pas de nature à pouvoir être éteinte avant un temps déterminé.

---

1) In textul art. francez lipsesc cuvintele: „...*și acesta a expirat*".
2) In textul art. francez lipsesc ultimele cuvinte: „*ori întrucât nu s'a stipulat contrariul*".

Text. Ital. Art. 1919. — Il fideiussore, anche prima di aver pagato, può agire contro il debitore per essere da lui rilevato:

1° Quando sia convenuto giudizialmente pel pagamento;

2° Quando il debitore sia fallito o si trovi in istato di non solvenza;

3° Quando il debitore siasi obbligato di liberarlo dala sicurtà in un tempo determinato, e questo sia scaduto;

4° Quando il debito sia divenuto exigibile per essere scaduto il termine convenuto pel pagamento;

5° Al termine di anni dieci, quando l'obbligazione principale non abbia un termine fisso per la scadenza, purchè l'obbligazione principale non fosse di tal natura da non potersi estinguere prima di un tempo determinato, come accade riguardo alla tutela, o non vi fosse convenzione in contrario.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 321, 691;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc. 1098-1100, 1102, 1108;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 745;
DALLOZ, *Rép.* Caution, 260 urm.; *Suppl.* Caution 68 urm.;
DEMOLOMBE, XXVI, 427;
GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc., 203, 204, 206, 208, 209;
LAURENT, XVII, 365; XXVIII, 253, 257, 259, 262;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 458, 459;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2361, 2362;
PONT, *Pet. contr.*, II, 286, 289, 294, 297-299, 304;
TROPLONG, *Mandat*, etc., 391, 392, 395, 405, 410, 413, 414, 416.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 155, 158 urm.; (VI, p. 118, 204, 444);
CANTACUZINO MATEI, p. 538, 540;
NACU, III, p. 501, 502.

Jurisprudență.

1. Simpla urmărire a garantului să plătească nu e suficientă a operà subrogațiunea legală, ci numai de a da dreptul cauționarului să acționeze pe debitorul garantat pentru desdaunări, conform art. 1673. (Cas. I, 12/Ian. 17/72, B. p. 12).

2. Garantul, independent de acțiunea recursorie ce ar aveà în cazul când ar fi plătit datoria debitorului mai are înca și acțiunea ce-i acordă articolul 1673 paragraful 1. In adevăr, conform art. 1673, fidejusorul și fără a fi plătit, poate să reclame desdaunare de la debitor, pentru justul motiv ca să poată fi pus la adăpostul urmăririlor creditorului și să fie ferit de pericolul insolvabilității debitorului. Desdăunarea pe care cauțiunea poate în acest caz să o reclame de la debitor, nu poate aveà alt obiect de cât descărcarea sa de obligațiunea ce a contractat, lucru care nu se poate obține decât obligându-se debitorul să consemneze o sumă de bani egala cu quantumul obligațiunei cauționate, de oarece garantul neplătind nimic creditorului, nu poate cere nici el ca debitorul să-i plătească ceva, ci numai ca să consemneze suma, și aceasta este o siguranță suficientă pentru el care să-i garanteze eficacitatea recursului său ulterior. (Apel Galați, I, Febr. 8/94, *Dr.* 38/94).

3. Girantul unei cambii, independent de acțiunea recursorie ce ar aveà în cazul când ar fi plătit în locul emitentului cambiile emise de acesta, mai are și acțiunea acordată fidejusorului de art. 1673 al. I, codul civil, adică dânsul, în calitate de fidejusor, chiar dacă n'ar fi plătit cambia girată de el, poate cere desdaunarea dela debitor, pentru justul motiv de a puteà fi pus la adăpostul urmăririlor creditorului și de a fi ferit de pericolul insolvabilităței debitorului. (Apel Galați I, C. Jud. 39 94).

4. A se vedeà: art. 1684, notele 1, 2.

Secțiunea III. — *Despre efectele fidejusiunei între mai mulți garanți.*

Art. 1674. — Când mai multe persoane au garantat pentru unul și acelaș debitor și pentru una și aceiași datorie, garantul ce a plătit datoria, are regres contra celorlalți garanți pentru porțiunea ce privește pe fiecare.

Cu toate acestea nu are loc regresul decât când garantul a plătit în unul din cazurile arătate în articolul precedent. (Civ. 778, 991, 1053, 1108, 1109, 1666, 1673; Civ. Fr. 2033).

Text. fr. Art. 2033. — Lorsque plusieurs personnes ont cautionné un même débiteur pour une même dette, la caution qui a acquitté la dette, a recours contre les autres cautions, chacune pour sa part et portion.

Mais ce recours n'a lieu que lorsque la caution a payé dans l'un des cas énoncés en l'article précédent.

Doctrină străină.

Aubry et Rau, IV, p. 692;
Baudry et Wahl, *Des contrats aléatoires*, etc., 1132-1135;
Colin et Capitant, ed. 2-a, II, p. 100, 745;
Dalloz, *Rép.* Caution, 285 urm.; *Suppl.* Caution, 71 urm.;
Guillouard, *Cautionnement*, etc. 211-213;
Laurent, XXVIII, 266, 267;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 455 urm.;
Planiol, II, ed. 3-a, No. 2364 urm.;
Pont, *Pet. contr.* II, 312, 313, 324;
Troplong, *Mandat*, etc., 432 urm.

Doctrină românească.

Alexandresco, X, p. 165 urm., 167; (III, part. II, ed. 2-a, p. 699 n. 1; VI, p. 640, 650);
Cantacuzino Matei, p. 541;
Nacu, III, p. 503.

CAPITOLUL III.

Despre fidejusiunea legală și cea judecătorească.

Art. 1675. — De câte ori o persoană este obligată de lege sau de judecător a da o garanție, garantul ce se oferește trebuie să aibă condițiunile prescrise de art. 1659 și 1660. Fidejusiunea judecătorească trebuie încă să poată fi supusă la constrângere corporală [1]. (Civ. 15, 106, 109, 541, 556, 644, 682, 718, 1364, 1659, 1660, 1806; Pr. civ. 106, 112, 129, 155, 392 urm.; C. com. 339, 356, 734; Civ. Fr. 2040).

Text. fr. Art. 2040. — Toutes les fois qu'une personne est obligée par la loi ou par une condamnation, à fournir une caution, la caution offerte doit remplir les conditions prescrites par les articles 2018 et 2019.

Lorsqu'il s'agit d'un cautionnement judiciaire, la caution doit, en outre, être susceptible de contrainte par corps.

Doctrină străină.

Baudry et Wahl, *Des contrats aléatoires*, etc., 990;
Dalloz, *Rép.* Caution, 327 urm.; *Suppl.* Caution, 106;
Guillouard, *Cautionnement*, etc., 109;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 449;
Planiol, II, ed. 3-a, No. 2334 urm.

Doctrină românească.

Alexandresco, X, p. 138. 139, 143, 167 urm.;
Cantacuzino Matei, p. 537;
Nacu, I, p. 236, 829; III, p. 490.

---

1) A se vedeà notele de sub textul art. 1125 și 1658 Cod. Civil, cu privire la legea constrângerei corporale din 12 Sept. 1864.

Art. 1676. — Cel ce e dator să dea garanție, e liber să dea un amanet sau altă asigurare care să se găsească suficientă pentru asigurarea creanței. (Civ. 1685 urm.; Pr. civ. 107; Civ. Fr. 2041; Civ. Ital. 1922).

Text. fr. Art. 2041. — Celui qui ne peut pas trouver une caution, est reçu à donner à sa place un gage en nantissement suffisant.

Text. Ital. Art. 1922. — E in facoltà di colui che deve dare una sicurtà, il dare invece un pegno od altra cautela che sia riconosciuta sufficiente ad assicurare il credito.

Doctrină străină.

Aubry et Rau, IV, p. 680;
Baudry et Wahl, *Des contrats aléatoires*, etc., 992, 993, 993 bis;
Colin et Capitant, ed. 2-a, I, p. 815; II, p. 737;
Dalloz, *Rép.* Caution, 377 urm.; Surench., 172 urm.; *Suppl.* Caution, 107 urm.; Surench. 135 urm.;
Guillouard, *Cautionnement*, etc., 110;
Laurent, XXVIII, 199, 202;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 449;
Planiol. II, ed. 3-a, No. 2334 urm.;
Pont, *Pet. contr.*, II, 150, 445;
Troplong, *Mandat*, etc. 202.

Doctrină românească.

Alexandresco, X, p. 138, 139, 143, 167 urm.; (III, part. I, ed. 2-a, p. 496; III, part. II, ed. 2-a, p. 408 n. 5, 409);
Cantacuzino Matei, p. 537;
Nacu, I, p. 236, 829; III, p. 490, 492.

Jurisprudență.

1. Veri cine după lege este dator să deà o garanție, dânsul se poate liberà prin predarea unei asigurări de ori ce natură ar fi, numai să fie suficientă pentru a garantà creanța. Acest principiu fundamental, prescris de art. 1676 c. civ., departe de a fi fost înlăturat de legiuitor prin art. 77 leg. curții de casație, legiuitorul pare că a voit a-l consacrà din nou prin chiar termenii cum a redactat acest articol, dispunând modul cum are a se efectuà garanțiile, fie prin depunerea valorii la care a fost condamnat debitorul, fie prin asigurarea acestei valori. Dacă legiuitorul a cerut o garanție pentru suspendarea executării hotărîrilor atacate prin recurs, aceasta a făcut-o cu scop de a asigurà interesele creditorului îndreptățit, și nici o garanție nu poate atinge acest scop de cât cele asigurate în ipotecă. Asemenea garanție reală neputând fi clasată de cât între ipotecile convenționale, trebue a fi supusă la regulile prescrise pentru constituirea lor. Deși în cazul când creditorul s'ar refuzà fără cuvânt de a consimți la constituirea unei asemenea ipoteci, justiția suplinește consimțimântul său, însă totuși creditorul trebue a fi somat de a intervenì la constituirea ipotecei, astfel ca și dânsul să fie pus în poziție de a apreciă dacă garanția ce i se oferă nu este iluzorie, dacă imobilul ipotecat nu este litigios, grevat de sarcini, sau dacă expertiza valorii lui s'a făcut într'un mod sincer. (Apel Buc. I. Oct. 20/73, *Dr.* 78/73).

Art. 1677. — Garantul judecătoresc nu poate cere discuțiunea averei debitorelui principal. (Civ. 1662, 1678; Pr. civ. 396; Civ. Fr. 2042).

Text. fr. Art. 2042. — La caution judiciaire ne peut point demander la discussion du débiteur principal.

Doctrină străină.

Baudry et Wahl, *Des contrats aléatoires*, etc., 1041;
Colin et Capitant, ed. 2-a, II, p. 736, 740;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 449;
Pandectes Fr., *Caution*, 540, 541;

PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2334 urm.;
THIRY, IV, 242, p. 220, 267;
TROPLONG, *Cautionnement*, 242, 593 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 138, 139, 143, 167 urm.;
CANTACUZINO MATEI, p. 538;
NACU, III, p. 490, 494.

Art. 1678. — Cel ce s'a făcut garant numai pentru fidejusorul judecătoresc, nu poate să ceară discuţiunea averei debitorului principal şi a fidejusorelui. (Civ. 1655; Civ. Fr. 2043).

Text. fr. Art. 2043. — Celui qui a simplement cautionné la caution judiciaire, ne peut demander la discussion du débiteur principal et de la caution.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc. 1048;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 740;
DALLOZ, *Rép.* Caution, 382;
MOURLON. ed. 7-a, III, p. 440:
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2342.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 138, 139, 143, 167 urm.;
CANTACUZINO MATEI, p. 538, 541;
NACU, III, p. 490, 494.

CAPITOLUL IV.

Despre stingerea fidejusiunei.

Art. 1679. — Obligaţiunea ce naşte din fidejusiune se stinge prin acele cauze prin care se sting şi celelalte obligaţiuni. (Civ. 1044, 1045, 1091 urm., 1137, 1142 urm., 1148, 1155, 1215, 1216, 1218, 1873; Civ. Fr. 2034).

Text. fr. Art. 2034. — L'obligation qui résulte du cautionnement, s'éteint par les mêmes causes que les autres obligations.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1170;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 512;
DALLOZ, *Rép.* Caution, 297 urm., 360 urm.; *Suppl.* Caution, 75 urm, 100;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 459;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2377.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 169 urm.;
NACU, III, p. 505.

Art. 1680. — Confuziunea urmată între datornicul principal şi fidejusorul său, prin erezirea unuia de către altul, nu stinge acţiunea creditorului contra acelui ce a garantat pentru fidejusor. (Civ. 653, 1091, 1154 urm., 1655; Civ. Fr. 2035).

Text. fr. Art. 2035. — La confusion qui s'opère dans la personne du débiteur principal et de sa caution, lorsqu'ils deviennent héritiers l'un de l'autre, n'éteint point l'action du créancier contre celui qui s'est rendu caution de la caution.

Doctrină străină.

Baudry et Wahl, *Des contrats aléatoires*, etc., 1162;
Dalloz. *Rép.* Caution, 322 urm.;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 461;
Planiol, II, ed. 3-a, No. 2380.

Doctrină românească.

Alexandresco, X, p. 175 urm.;
Cantacuzino Matei, p. 542;
Nacu, III, p. 506.

Art. 1681. — Garantul se poate servì în contra creditorului de toate excepțiunile datornicului principal inerente datoriei; însă nu-i poate opune acele ce sunt curat personale datornicului. (Civ. 1047, 1093, 1118 urm., 1142, 1148, 1155, 1201, 1215, 1216, 1218, 1653, 1682 urm., 1837, 1890, 1906 urm.; Civ. Fr. 2036).

Text. fr. Art. 2036. — La caution peut opposer au créancier toutes les exceptions qui appartiennent au débiteur principal, et qui sont inhérentes à la dette;

Mais elle ne peut opposer les exceptions qui sont purement personnelles au débiteur.

Doctrină străină.

Aubry et Rau, IV, p. 684;
Baudry et Wahl, *Des contrats aléatoires*, etc., 956-958;
Colin et Capitant, ed. 2-a, II, p. 738, 742, 746;
Dalloz, *Rép.* Caution, 328 urm.; *Suppl.* Caution, 85;
Guillouard, *Cautionnement*, etc., 58 bis, 162, 231, 232;
Laurent, XXVIII, 297, 300;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 444 urm., 459;
Planiol, II, ed. 3-a, No. 2370, 2376;
Pont, *Pet. contr.*, II, 416;
Troplong, *Mandat*, etc., II, 522.

Doctrină românească.

Alexandresco, X, p. 151 urm.; (VI, p. 194 n. 1; VII, p. 418 nota);
Cantacuzino Matei, p. 541;
Nacu, III, p. 497;
Rosetti-Bălănescu I., *Observație* sub. Cas. Civ., 6 Ian. 1919. Pand. Rom. 1924-III-74.

Jurisprudență.

1. Nu-și poate aveà aplicațiunea art. 1681 și 1682 când se constitue o garanție ipotecară. (Cas. I, 380/Nov. 25 81, B. p. 856).

2. Apărarea întemeiată pe prescripțiune, fiind de natură, când e dovedită, a stinge obligațiunea chiar, ea este inerentă datoriei, iar nu o excepțiune personală a debitorului; prin urmare conform art. 1681 garantul putându-se servì în contra creditorului de toate excepțiunile debitorului principal inerente datoriei, afară de acelea ce sunt curat personale ale debitorului, poate invocà în numele său personal prescripțiunea câștigată de debitorul principal, chiar în caz când debitorul principal n'ar fi invocat-o. (Cas. I, 399/Oct. 28 91, B. p. 1105; Cas. I, 22/Ian. 22 86, B. p. 25).

3. Garantul nu poate invocà de cât prescripția ce ar fi putut invocà și debitorul garantat. (Cas. I, 399/Oct. 23 91, B. p. 1105).

4. Garantul, având dreptul a invocà toate excepțiunile datornicului principal, inerente datoriei, este evident că cel chemat în garanție are tot dreptul, chiar în lipsa datornicului principal, să invoace finele de admisibilitatea acțiunei, căci prin aceasta, apărând pe creditorul principal, chiar în absența sa, se apără și pe sine. (Trib. Putna C. Jud. 74/901).

5. A se vedeà: art. 1201, notele 17, 44, 51, 69, 104, 139, 166, 173, 180.

Art. 1682. — Cauţionatorul se liberează de garanţia sa, când nu poate să intre în drepturile, privilegiile şi ipotecele creditorului din cauza acestuia. (Civ. 998, 999, 1107, 1108, 1169, 1670; Civ. Fr. 2037).

Text. fr. Art. 2037. — La caution est déchargée, lorsque la subrogation aux droits, hypothèques et privilèges du créancier, ne peut plus, par le fait de ce créancier, s'opérer en faveur de la caution.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 694-696, 680, 683, 697, 698;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1144 urm., 1157 urm., 1163-1165, 1168, 1176, 1177, 1179-1181 urm., 1186-1189;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 741, 747 urm., 940, 970;
DALLOZ, *Rép.* Caution, 332 urm., 495 urm., 1459 urm.; *Suppl.* Caution, 86 urm., 205, 586;
GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc., 161, 220, 234, 237-240 urm., 245, 251 urm.;
LAURENT, XXVIII, 277, 304. 307-314;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 459;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2382 urm., 3219 urm.;
PONT, *Pet. contr.*, II, 368 369, 371, 372, 376-378, 380, 381;
TROPLONG, *Mandat*, etc., 558, 561, 563, 565 urm., 570 572.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 163, 179 urm., 184, 267; (VI, p. 204, 217, 218, 720); *Notă* sub. C. Apel Bourges, 18 Ian. 1922. Jurispr. Gen. 14/1924 No. 811;
CANTACUZINO MATEI, p. 538, 540, 591;
NACU, III, p. 505;
ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Observaţie* sub. Cas. civ., 6 Ian. 1919. Pand. Rom. 1924-III-74.

Jurisprudenţă.

1 Nu'ş' poate aveà aplicaţiunea art. 1681 şi 1682 când se constitue o garanţie ipotecara. (Cas. I, 380 Nov. 25/81, B. p. 851).

2. Garantul este obligat a plăti conform convenţiunei, în caz când obligaţiunea nu s'ar îndeplinì de catre debitorul principal. Aceasta îndatorire exista pentru dânsul chiar când creditorul ar acordà termene şi în acest interval ar rezultà insolvabilitatea debitorului principal (art. 1684). Raspunderea garantului înceteaza numai când prin faptul creditorului s'au pierdut asigurarile existente în momentul contractăreî, ceea ce rezultă învederat din principiile ce guvernează cauţiunea şi din restricţiunea anume pusă prin art. 1682. Astfel fiind, garantul nu poate pretinde a fi scutit de plata sub cuvânt că creditorul n'a fost diligent de a urmărì în termen util pe debitorul principal care a devenit din această cauză insolvabil. (Apel Buc. II, 192, Mai 29 87, *Dr.* 57/87).

3. Deşì garantului îi este deschisă calea de a urmărì pe debitorul principal pentru acoperirea creanţei garantate, totuşi această neurmărire nu poate disculpà pe creditor de neglijenţa sa pentru ca prin culpa sa a zădarnicit drepturile garantului, şi în asemenea caz, dupa art. 1682, cauţionarul se liberează de garanţia sa când nu poate sa intre în drepturile, privilegiile şi ipotecile creditorului din cauza acestuia. (Cas. I, 259 Iun. 8 91, B. p. 718).

4. Conform art. 1682 c. civil, cautionarul se libereaza de garanţia sa când nu poate să intre în drepturile creditorului din cauza acestuia.

Prin urmare dacă creditorul s'a dezistat la prima instanţa de la debitorul principal pe care îl chemase în judecată împreună cu garantul, acesta din urmă ne mai putând să intre în drepturile creditorului urmează să fie eliberat de garanţia sa. (Cas. III, 371/911. Curier Jud. 21/1912).

5. A se vedeà: art. 1684, notele 1, 2.

Art. 1683. — Dacă creditorul primeşte de bunăvoie un imobil sau alt lucru în plata datoriei principale, cauţionatorul rămâne liberat chiar când creditorul a fost evins din acel lucru. (Civ. 1095, 1100, 1128; Civ. Fr. 2038).

Text. fr. Art. 2038. — L'acceptation volontaire que le créancier a faite d'un immeuble ou d'un effet quelconque en paiement de la dette principale, décharge la caution, encore que le créancier vienne à en être évincé.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 693;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1149-1152;
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 410;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 513, 746;
DALLOZ, *Rép.* Caution, 364 urm.; *Suppl.* Caution, 101 urm ;
GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc., 254-257;
LAURENT, XXVIII, 280, 281, 283;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 460;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 524, 2372;
PONT, *Pet. contr.*, II, 404;
SALEILLES, *Obligation*, ed. 3 a, p. 39 nota 1;
TROPLONG, *Mandat*, etc., 583.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 171 urm., 686; (VI, p 487, 682 ;
CANTACUZINO MATEI, p. 478, 541;
NACU, III, p. 504.

Art. 1684. — Prelungirea termenului acordat de creditor în favoarea datornicului principal, nu liberează pe fidejusor de garanția sa, care poate în acest caz să urmărească pe debitor pentru plată. (Civ. 1673; Civ. Fr. 2039).

Text. fr. Art. 2039. — La simple prorogation de terme, accordée par le créancier au débiteur principal, ne décharge point la caution, qui peut, en ce cas, poursuivre le débiteur pour le forcer au paiement.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1191 urm.;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 748;
DALLOZ, *Rép.* Caution, 369 urm.; *Suppl.* Caution, 105;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 460.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 163, 182; (VI, p. 118);
NACU, III, p. 504.

Jurisprudență.

1. Prelungirea termenului acordat de creditor în favoarea debitorului principal nu liberează pe fidejusor de garanția sa, care, poate în acest caz să urmarească pe debitor pentru plată. Prin urmare, întru cât fidejusorul are acțiune de la lege pentru a-și asigurà drepturile sale contra debitorului principal și nu întrebuințează acest mijloc prevăzut și prin art. 1673, faptul de a acordà termene debitorului principal nu poate fi considerat dăunător fidejusorului, căci e permis de lege, fără ca fidejusorul prin această singură împrejurare să se descarce de garanția sa. Numai în cazul când creditorul ar fi în culpă sau de rea credință față cu cauționarul s'ar discutà despre liberarea cauțiunei. (Trib. Iași, II, 146, Iun. 4.87, *Dr.* 15 88).

2. Deși cauțiunea se eliberează, când subrogațiunea în drepturile creditorului nu se mai poate operà în favoarea cauțiunei, prin faptul creditorului, conform art. 1682 c. civ., însă simpla prelungire a termenului acordat de creditor, în favoarea datornicului, nu liberează cauțiunea, care poate în acest caz să urmarească pe debitor ca să-l oblige la plată conform art. 1684, combinat cu art. 1673, în virtutea căruia fidejusorele, și fără a fi platit, poate să reclame desdaunare de la debitor, când datoria a devenit exigibilă, prin sosirea scadenței. Astfel fiind, nu importă a se mai discutà gravitatea faptului creditorului, care ar face imposibilă subrogațiunea fidejusorelui în drepturile creditorului, dacă adică dispozițiunile art. 1682 s'ar aplicà și când faptul ar fi omisiune sau neglijență din partea creditorului, de oarece faptul prelungirei termenului nu liberează cauțiunea. (Cas. I, 44 Febr. 6 89, B. p. 133).

TITLUL XV.

Despre amanet.

Art. 1685. — Amanetul este un contract prin care datornicul remite creditorului său un lucru mobil [1]) spre siguranța datoriei. (Civ. 942, 1139, 1316, 1591 urm., 1676, 1689, 1690, 1722, 1730 § 3; C. com. 433, 478 urm., 495, 496 urm.; Lege p. creditul agricol 2 Iunie 1892, Art. 26, 27; Lege p. înființarea unei bănci agricole 1 Aprilie 1894, Art. 11, 12; Legea băncilor populare 15 Aprilie 1910, Art. 14, 15; Lege p. regularea și consolidarea dreptului de a exploata petrolul și ozocherita, Art. 62 urm.; Civ. Fr 2071; Civ. Ital. 1878).

Text. fr. Art. 2071. — Le nantissement est un contrat par lequel un débiteur remet une chose à son creancier pour sûreté de la dette.

Text. Ital Art. 1878. — Il pegno è un contratto, col quale il debitore dà al creditore una cosa mobile per sicurezza del credito, da restituirsi in natura dopo l'estinzione del medesimo.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, p. 109 urm., 129; II, ed. 5-a, p. 159; IV, p. 700, 715;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du Nantissement, des Privilèges et Hypothèques*, I, 6-10, 23-25, 28, 29, 31-38, 381; p. 23, nº 4; p. 25, nº 4;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 870;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 751;
DALLOZ, *Rép.* Nantiss., 38 urm.; *Suppl.* Nantiss., 20 urm., 715;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 299 bis, I; 303 bis, II, IV; 393 bis, III;
GUILLOUARD, *Tr. du Nantissement, des Privilèges et Hypothèques*, 19, 22-25, 40, 42-45, 49, 51-54, 56, 91, 93, 143, 202, 203, 250-255;
LAURENT, XXVIII, 436, 437, 439, 440, 444-446, 461, 462, 528, 530, 534, 541, 542; XXXII, 575, 587;
LYON-CAEN ET RENAULT, *Tr. de dr. comm.*, III, 263, 275 bis;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 482;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2388 urm.;
PONT, *Pet. contr.*, II, 1060, 1071, 1074, 1075, 1080, 1098, 1221-1223, 1232;
TROPLONG, *Comment. des Privilèges et Hypoth.*, 114, 517-519.
WAHL, *Titres au porteur*, 1530.

Doctrină românească

ALEXANDRESCO, X, p. 234 urm., 244, 253, 296; *Droit ancien et moderne de la Roumanie* p. 226;
CANTACUZINO MATEI, p. 550 urm.;
CERBAN AL., *„Lacunele și defectele în organizarea sistemului nostru civil de garanții reale"*. Curier Jud. 23-24/919; *Notă* sub. Trib. Teleorman s. I, 289 din 4 Nov. 1920. Curier Jud. 1/921;
IONESCU STELIAN, *Notă* sub. C. Apel Buc. s. IV, 92 din 17 Oct. 1923 și Trib. Ilfov s. II com., 417 din 19 Febr. 1925. Pand. Rom. 1925-II-126;
NACU, III, p. 511 urm.;
RAPAPORT M., *Notă* sub. Trib. com. Ilfov s. I, 146 din 7 Febr. 1925. Curier Jud. 31/1925.

Jurisprudență.

1. Constituirea unui lucru ca amanet conferă creditorului amanetar un drept real asupra lucrului amanetat. Amanetul fiind lucru mobil, creditorul amanetar n'are a cercetă proprietatea lucrului amanetat, ci numai faptul posesiunei debitorului, căci posesiunea în materie mobiliară constitue acestuia dreptul de proprietate, de unde rezultă că numai acel lucru poate fi considerat ca amanet, care în realitate se află în posesiunea debitorului, încât dacă gagiul oferit se află în stăpânirea altuia, este de interes și prin urmare de datoria creditorului amanetar, de a se asigură că lucrul, deși în alt loc, este proprietatea debitorului, de unde îndatorirea creditorului de a constată exis-

[1]) In textul art. francez, lipsește denumirea de: *„mobil"*.

tenţa şi posesiunea lui de către debitor. De aci rezulta ca un contract de amanet nu poate a se raportà de cât la lucruri cari în momentul constituirei amanetului se aflau în posesiunea debitorului. Deci, ori ce altă avere a debitorului nu poate fi supusă la rigoarea averei amanetată. Daca însuşi amanetul este supus la dreptul de aprehensiune *erga omnes*, toată cealaltă avere a debitorului este, în raportul ei cu creditorul ne îndestulat din amanet, supusa dreptului comun, şi cu atât mai mult daraverile debitorului cu cei de al treilea, încât chiar daca creditorul, îmbracând calitatea debitorului său, vrea sa urmareasca pe terţii debitori ai debitorului sau, amanetar, nu poate să o facă decât în baza art. 974 c. civ., şi conform regulelor ei procesuale ordinare. Acelaşi principiu de separaţiune în ce priveşte lucrul constituit amanet şi daraverile debitorului cu terţiile persoane subsista şi pentru creditul agricol, caci şi rigoarea amanetara privilegiata a creditorului agricol se întinde numai asupra lucrului constituit ca gagiu nu însă şi asupra celeilalte averi, caci astfel constituirea unui gagiu special n'ar aveà nici un sens în caz de înstrăinare frauduloasa sau pierderea amanetului, aceasta urmează a se constată judecatoreşte, şi această constatare formeaza creditului titlul pentru executarea caruia aplica mai departe legea de urmarire; apoi substituirea creditului în drepturile debitorului amanetar nu-i poate conferi alte drepturi de cât acelea ale debitorului, posiţiunea celor de al treilea neputându-se agravà prin substituirea creditului agricol în locul creditorului lor originar. (Trib. Suceava, Sept. 25 93, *Dr.* 65 93).

2. Constituirea gagiului nu are alt efect de cât a transmite creditorului gagist dreptul de a deţine lucrul până ce va fi complect achitat, precum şi de a fi plătit cu preferinţă din preţ; constituitorul gagiului conservă cu toate acestea posesiunea cu titlu de proprietar al lucrului amanetat. (Apel Galaţi, I, No. 21/94. Curier Judic. 19 94).

3. Legea specială nu conferă caselor de credit agricol pe lângă dreptul de privilegiu şi pe acela de a urmarì şi revendicà lucrurile amanetate dela terţii, cari cu bună credinţă le-au cumpărat dela debitorii împrumutaţi. (Cas. secţii unite, 12 94, B. p. 953).

4. O creanţa pe amanet nu are acest caracter, când nu se dovedeşte faptul material al unei posesii reale a amanetului. (Trib. Dorohoi, *Dr.* 59 96).

5. Un gaj sau un amanet nu se poate înfiinţà de cât asupra unor bunuri mobile, prin urmare maşinele şi alte instrumente, pe care proprietarul unui imobil anume destinat spre a servì de fabrică sau uzina, le aşeaza în acest imobil pentru uzul şi exploatarea fabricei sau uzinei, nu mai sunt lucruri mobile, ci ele devin imobile prin destinaţie. (Trib. Buzau, 102 din 23 Dec. 1913. Curier Jud. 8 914).

6. a) Contractul de amanet sau de gaj, fiind un contract accesoriu, nu este, prin natura sa, nici civil, nici comercial, ci îşi împrumută caracterul sau civil sau comercial dela natura obligaţiei principale, pe care o garanteaza, fara a se aveà în vedere natura lucrului amanetat.

b) Condiţiunile esenţiale ale unui contract de amanet, civil sau comercial, sunt urmatoarele: 1) existenţa prealabila a unei creanţe, care să fie garantata; 2) lucrul constituit amanet sa fie un lucru mobil; 3) posesiunea lucrului amanetat sa fie predata creditorului sau unei terţii persoane, în numele creditorului. (Trib. Botoşani, 1913; Dreptul 1915, p. 588).

7. a) Constituirea unui gaj fiind un act de dispoziţiune, urmeaza că persoana care-l constitue trebuie sa aiba capacitatea de a înstrainà.

b) Contractul de gaj fiind un contract real, el nu devine perfect cât timp lucrul gajat nu se afla în posesiunea creditorului sau a unui terţ ales de părţi. (Trib. Ilfov s. II, com. 1914; Dreptul 1915, p. 109).

8. Contractul prin care debitorul remite creditorului un lucru mobil spre siguranţa datoriei sale, este un contract de gaj, care îşi împrumuta caracterul de civil sau comercial de la creanţa pe care o garantează. (C. Apel Buc. s. IV 92 din 17 Oct. 1923, Pand. Rom. 1925, II, 126).

9 Gajul poate sa consiste şi într'o sumă de bani, care sa fie primită şi consemnata de un al treilea, căci tot ceeace vreà legea este ca lucrul dat în gaj să nu rămână în posesiunea debitorului. (C. Apel Buc. s. IV 92 din 17 Oct. 1923, Pand. Rom. 1925, II, 126).

10. A se vedeà: art. 1532, nota 16; art. 1688 cu notele respective.

Art. 1686. — Amanetul dă creditorului dreptul de a fi plătit din lucrul amanetului cu preferinţă înaintea altor creditori.

Ca să rezulte preferinţă se cere un act înregistrat în regulă ce să enunţe, suma datorită, specia şi natura lucruri-

lor amanetate sau o descripțiune de calitatea, greutatea și măsura lor.

Facerea unui act înscris și înregistrat nu este neapărat decât când datoria trece peste 150 lei [1]) (Civ. 1171, 1179, 1182, 1191 urm., 1197, 1198, 1203, 1688, 1722, 1730; Pr. civ. 728 bis; C. com. 387, 405, 433, 478, 479, 480, 495; L. Timbr. 20 § 5, 35, 21 § 5, 31; Lege p. regularea și consolidarea dreptului de a exploatà petrolul și ozocherita, Art. 63 urm.; Civ. Fr. 2073, 2074).

Text. fr. Art. 2073. — Le gage confère au créancier le droit de se faire payer sur la chose qui en est l'objet, par privilège et préférence aux autres créanciers.

Text. fr. Art. 2074. — Ce privilège n'a lieu qu'autant qu'il y a un acte public ou sous seing privé, dûment enregistré, contenant la déclaration de la somme due, ainsi que l'espèce et la nature des choses remises en gage, ou un état annexé de leurs qualité, poids et mesure.

La rédaction de l'acte par écrit et son enregistrement ne sont néanmoins prescrits qu'en matière excédant la valeur de cent cinquante francs.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 700-703;
BAUDRY ET BARDE *Obligations*, IV, 2372;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du Nantiss.* etc., I, 14, 44-50, 52-55, 64, 88;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 755, 766, 799;
DALLOZ, *Rép.* Nantiss., 59 urm., 75 urm., 83, 86, 90, 111, 123, 192, 209 urm.; Obligations 3884, 3906; *Suppl.* Nantiss., 19 urm., 40 urm., 120 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 300 bis, II, III, IV;
DURANTON, VIII, No. 514;
GUILLOUARD, *Tr. du Nantiss*, etc., 23, 31 urm., 63, 66, 68-70, 72, 76, 77, 79, 80, 85;
HUC, VIII, 252; XII, 358;
LAURENT, XXVIII, 437, 448-456, 488, 489;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2406 urm., 2416 urm., 2435 urm.;
PONT, *Pet. contr.*, II, 1061, 1088, 1089-1092, 1094 1099, 1118, 1119;
TROPLONG, *Comment. sur les Privilèges*, 195, 199, 202.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 234 urm., 245 urm., 248, 255, 256, 290, 296; (VI, p. 521; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 30); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 453 nota 2, 454; *„Studii asupra privilegiilor"*. Curier Jud. 47/910;
CANTACUZINO MATEI, p. 459, 552;
CERBAN ALEX., *„Publicitatea drepturilor reale, mobiliare și imobiliare în legislația noastră"*. Dreptul 75/1904;
GEORGEAN N., *Notă* sub. Cas. I, 148 din 31 Martie 1920. Pand. Rom. 1923-I-233;
IONESCU STELIAN, *Notă* sub. C. Apel Buc. s. IV, 92 din 17 Oct. 1923 și Trib. Ilfov s. II com. 417 din 19 Febr. 1925. Pand. Rom. 1925-II-126;
NACU, II, p. 846; III, p. 518 urm., 528 urm.

Jurisprudență.

1. Privilegiul, după art. 1686, nu poate aveà loc de cât atunci când actul ce dă naștere privilegiului va fi înregistrat, și aceasta este evident, căci dn momentul ce este vorba de a exercità un privilegiu și de a procede în contra altor creditori și în prejudiciul lor dreptul de preferință ce rezultă din o convențiune, acea convențiune urmează a fi fost dată publicității. (Trib. Ilfov, s. com. Oct. 23 76, *Dr.* 28/76).

2. Art. 1686 nu este aplicabil în materie de amanet comercial de cât numai în cazurile prevăzute de art. 91 c. com. adică atunci când părțile locuesc în acelaș loc și când obiectele emanate se aflà în mâinile lor, în care caz părțile având la îndemână, ar puteà lesne să facă din ele în ajunul dărei pe față a încetărei plăților un obiect de fraudă și de simulațiune. (Cas. II, 21/80, Ianuarie 26/80, B. p. 27).

3. Cuvintele *înregistrat în regulă* nu pot să aibă alt sens de cât că actul care

1) E vorba de *„lei vechi"*, 55 lei noi, 55 bani. A se vedeà și nota de sub textul art. 1621, Cod. Civil.

constată remiterea amanetului să poarte o *dată certă*, care să excludă astfel o idee de fraudă sau de coluziune, nefiind în legislaţiunea noastră (legea timbrului) nici o dispoziţiune care să supună la o taxă de înregistrare actul de amanet. Chiar în Franţa, unde este o lege de înregistrare, dacă actul este lipsit de înregistrare, el câştigă data certa prin una din circumstanţele enunţate în art. 1328 (1182 român), întrucât ideea legii nu a fost alta de cât a preveni coluziunile şi fraudele care ar fi prea uşor de practicat prin mijlocul antidatarei. Astfel actul de amanet câştigă dată certă prin înfaţişarea înaintea primarului, şi purtătorul sau este în drept a-l opune celor de al treilea. (Apel Iaş', II, 140, Oct. 28/82, *Dr.* 83 82).

4. Conform art. 1686, dreptul ce rezulta din amanet pentru creditor, este de a fi platit din preţul lucrului amanetat cu preferinţă asupra celorlalţi creditori. (Apel Iaşi, II, Febr. 22/93, *Dr.* 29 94; Apel Galaţi, I, No. 31/94, C. Jud. 19 94).

5. Din dispoziţiile art. 1686 şi 1689 c. civ., cari dau drept creditorului, în caz de neplata, a urmărì lucrul amanetat, nu rezulta, în lipsa unei convenţii contrarii, obligaţia pentru creditor de a urmarì mai întâi lucrul amanetat şi numai în caz de neacoperirea creanţei să aibă drept să urmarească şi altă avere a debitorului. (Trib. Constanţa, No. 66, 1915; Dreptul 1915, p. 341).

6. Dacă în principiu ceilalţi creditori ai debitorului au facultatea de a urmărì şi vinde obiectul amanetat de acesta, creditorul amanetar îşi conservă însa dreptul de a fi platit din preţul obţinut la licitaţiune, cu preferinţa înaintea celorlalţi creditori.

Daca creditorul amanetar nu are o sentinţă investita cu formula executorie, aceasta împrejurare nu poate aveà ca consecinţă pierderea dreptului său de preferinţă, consacrat de art. 1686 c. civ., pentru simplul motiv că legea nu cere o asemenea condiţiune; ea dă creditorului amanetar dreptul de a fi plătit înaintea celorlalţi creditori, oricum ar fi titlurile lor, executorii ori neexecutorii, fără nici o deosebire în această privinţă; cu alte cuvinte preferinţa este acordată calităţei creanţei iar, nu titlului.

Prin urmare, cu drept cuvânt Curtea de apel a dispus ca banii rezultaţi din vânzarea obiectelor amanetate să rămână consemnaţi până la terminarea procesului în care creanţa creditorului amanetar erà contestată, iar pentru creditorul urmăritor, nemai rămânând nimic din vânzarea acelor obiecte, el nu puteà fi trecut în tabloul de distribuţiune a preţului. (Cas. II, No. 284, 1915; Jurispr. Rom. 1916, p. 10).

7. Intre părţi contractul accesor de gaj există independent de forma constituirei lui. Inscrisul cerut de art. 1686 al. 2 c. civ., este numai o condiţiune a existenţei privilegiului într'un eventual conflict de drepturi între creditorul gagist şi terţi, iar nu o formalitate ce ar condiţionà existenţa gajului care nu e un contract solemn. (Trib. Teleorman s. I, 289 din 4 Nov. 1920. Curier Jud. 1/921).

8. Deşi gajul consimţit sub forma unui alt contract este nul, atât pentru motivul ca o asemenea convenţie ar fi un pericol pentru siguranţa drepturilor terţelor persoane cât şi pentru consideraţiunea că prin contractul de gaj se creiază un drept special, care nu poate fi constituit în nici un alt mod, totuşi această nulitate nu poate fi opusă de cât numai de terţi şi numai în cazul când ei ar aveà un interes întemeiat pe o fraudă comisă contra lor şi cu condiţia ca convenţiunea aparentă, ce deghizeaza gajul sa nu întrunească condiţiile de constituire proprii ale acestui contract. (Trib. Teleorman s. I, 289 din 4 Noembrie 1920, Curier Jud. 1 921).

9. Contractul de amanet este perfect valabil când obiectul s'a lăsat în păstrarea debitorului şi a unei terţe persoane, întrucât debitorul este desesizat de posesiunea lucrului cu titlul animo-domino. (Judec. ocol rural Herta-Dorohoi, 401 din 26 Sept. 1924. Jur. Gen. 1924, No. 1810).

10. A se vedeà: art. 1688 cu notele respective: art. 1690, nota 1.

Art. 1687. — Preferinţa arătată în art. precedent nu se poate înfiinţà în privinţa mobililor necorporali, cum creanţele mobiliare, de cât prin un act în regulă înregistrat şi notificat debitorului creanţei date în amanet. (Civ. 1107, 1171, 1174, 1182, 1393, 1686, 1688, 1692; L. Timbr. 20 § 35; 21 § 31; 31; 42 § 5; Lege p. regularea şi consolidarea dreptului de a exploatà petrolul şi ozocherita, Art. 62 urm.; Civ. Fr. 2075).

Text. fr. Art. 2075. — Le privilège énoncé en l'article précédent ne s'établit sur les meubles incorporels, tels que les créances mobilières, que par acte public ou sous seing privé, aussi enregistré, et signifié au debiteur de la créance donnée en gage.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 702-705;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du Nantiss.*, etc., I, 43, 57-60, 64-66, 88;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 149, 524, 757, 758, 760, 761, 799;
DALLOZ, *Rép.* Nantiss., 97 urm.: *Suppl.* Nantiss., 44 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 301 bis, III;
GUILLOUARD, *Tr. du Nant.*, etc., 23, 31 urm., 85, 113, 115, 116, 119;
LAURENT, XXVIII, 437, 459, 464-466, 488, 489;
LYON-CAEN ET RENAULT, *Tr de dr. comm.*, III, 283;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 484;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2406 urm., 2416 urm.;
PONT, *Pet. contr.*, II, 1090, 1105-1107, 1119, 1133;
POUILLET, *Tr. des brévets d'invent.*, 201;
TROPLONG, *Comm. des Privil.*, etc., 267, 268.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 242, 247, 251, 253 urm., 559; *Observaţie* sub. C. Apel Roma, 1 Ma 1910. Dreptul 70/1910; *Notă* sub. Trib. Dolj s. II, 79 din 1 April 1924. Curier Jud. 28 924;
CANTACUZINO MATEI, p. 494, 495, 552;
CERBAN ALEX., *Nota* sub. Trib. Teleorman s. I, 289 din 4 Nov. 1920. Curier Jud. 1/921.
CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locaţie*, ed. 2-a, p. 36;
GEORGEAN N., *Notă* sub. Cas. I, 148 din 31 Nov. 1920. Pand. Rom. 1923-I-233;
NACU, III, p. 528 urm.;
RAPAPORT M., *Notă* sub. Trib. Ilfov com. s. I, 146 din 7 Febr. 1935. Curier Jud. 31/1925.

Jurisprudenţă.

1. Art. 1687 nu se aplică în caz de amanetare a unor efecte la purtator, cari sunt din contră asimilabile cu mobilele corporale. (Cas. II, 21 Ian. 28 80, B. p. 27).

2. Gagiul creanţelor mobiliare civile şi comerciale, pentru a-şi aveà privilegiul lor faţa de cei de al treilea, trebue să fi notificat debitorului constituirea gagiului şi această notificare, fiind cerută de legiuitor în scop de a preveni frauda şi conivenţa dintre debitor şi creditor în paguba celor de al treilea, trebue să aiba un caracter public şi autentic, adică să fie notificată prin portărei. (Cas. I, 557 903, B. p. 1495).

3. Dacă s'a dat în gagiu o creanţa mobila, creditorul gagist, pentru a-şi aveà privilegiul său faţa de cei de al treilea, urmează să notifice debitorului constituirea gagiului. Această notificare, fiind cerută de legiuitor în scop de a preveni fraudele şi conivenţa, ce se pot organiză între debitor şi creditor în detrimentul terţiilor, este prescrisă în interesul creditului public şi data ei trebue stabilită în mod cert şi public, ceeace nu se poate face decât prin organul portăreilor; orice altă înştiinţare, facută debitorului în afară de intermediul lor, nu este operantă nici chiar pentru debitor care, faţă cu cei cari au contractat gagiul, cesiunea sau amanetul, este un terţiu. (Apel Galaţi II, *Dr.* 24 903).

4. Dreptul de locaţiune fiind un drept mobiliar incorporal susceptibil de posesiune şi tradiţiune, poate fi dat în gaj conf. art. 1687 c. civ., ca orice drept de creanţă în genere, întrucât nici o raţiune de drept nu poate exclude ipoteza gajului ce ar aveà de obiect drepturile ce rezulta dintr'un contract de locaţie, din moment ce e recunoscut caracterul lor personal. (Trib. Teleorman s. I, 289 din 4 Nov. 1920. Curier Jud. 1/1921).

5. Ca şi în materie de cesiune de creanţe, acceptarea autentică a gajului de către debitorul creanţei gajate echivalează cu notificarea constituirei amanetului cerută de art. 1687 c. civ. (Trib. Teleorman s. I, 289 din 4 Nov. 1920. Curier Jud. 1 921).

6. a) Conform art. 1687 din codul civil, preferinţa înfiinţată de lege în favoarea creditorului amanetar, nu există în privinţa mobilelor incorporale, precum: creanţe mobiliare, de cât în virtutea unui act în regulă înregistrat şi notificat debitorului creanţei constituită amanet care în privinţa titlurilor de expropriere nu poate fi de cât Statul, reprezentat prin Casa de împroprietărire.

b) Prin art. 73 § final al legei agrare se opreşte, până la consemnarea preţului de a se înfiinţă în mâna Statului, debitor al preţului, orice cesiuni, urmăriri, popriri, etc.

Această dispoziţie nu a putut aveà de scop să oprească cesiunile sau con-

stituirile de amanet ale titlurilor de rentă pentru expropiere, cari fiind bunuri în comert, se bucură de principiul liberei lor circulații, legea voind pur şi simplu ca pamântul expropriat să intre în mâinile sătenilor muncitori, liber de orice sarcini, iar pretenţiile eventuale ale terţilor să nu poată fi îndreptate contra pământului expropriat însuşi, ci numai asupra preţului, pentru ca Statul debitor al acestui preţ, să nu fie împovorat cu procese multiple.

c) Doctrina franceză admite pentru anumite lucruri incorporale, precum: valori sau drepturi altele de cât creante, de exemplu: titlurile noastre de expropriere, unde nu există un debitor căruia sa se poată face notificarea, ca aceasta notificare să nu mai fie facută; de unde rezulta că formele punerei în gaj a unor astfel de efecte nefiind reglementate de lege, atari valori pot fi constituite amanet prin simpla remitere a titlurilor care constată proprietatea lor.

d) După art. 479 § 2 c. com., adaus prin legea din 15 Iunie 1905, gajul asupra drepturilor incorporale netransmisibile prin gir, poate fi constituit prin acte făcute în forma unei cesiuni; în asemenea cazuri însă, actul trebue sa cuprinda mențiunea ca: „cesiunea se face cu titlu de gaj". (Trib. Dolj s. II, 79 din 1 Aprilie 1924, Curier Judiciar 28 924).

7. A se vedeà: art. 1318, nota 2; art. 1688, notele 2, 5.

Art. 1688. — In toate cazurile însă acest privilegiu nu subzistă asupra amanetului decât când s'a dat şi a rămas în posesiunea creditorului sau unui al treilea ales de părţi. (Civ. 1139, 1316 urm., 1391, 1393, 1730, 1751, 1909; C. com. 480, 496, 497; C. Pen. 322, 323, 330; Lege p. creditul agricol 23 Iunie 1892, Art. 26, 27; L. pentru înfiinţarea unei bănci agricole 1 Aprilie 1894, Art. 11, 12; Legea băncilor populare 15 Aprilie 1910, Art. 14, 15; Lege p. regularea şi consolidarea dreptului de a exploatà petrolul şi ozocherita, Art. 62 urm.; Civ. Fr. 2076).

Text. fr. Art. 2076. — Dans tous les cas, le privilège ne subsiste sur le gage qu'autant que ce gage a été mis et est resté en la possession du créancier, ou d'un tiers convenu entre les parties.

Doctrină străină

Aubry et Rau, IV, p. 699, 705, 706;
Baudry et Loynes, *Du Nant.*, etc., I, 66, 69, 74-76, 78, 80, 81, I, II, 82-84, 87, I, II, XII, 88;
Colin et Capitant, ed. 2-a, II, p. 757, 758, 759, 799, 836;
Dalloz, *Rép.* Nantiss., 93, 106, 119 urm., 201, 211; *Suppl.* Nantiss., 39, 71 urm., 93, 94;
Demante et Colmet de Santerre, VIII, 302 bis, V, IX;
Demogue, I, *Sources des Obligations*, II, p. 519;
Guillouard, *Tr. du Nant.*, etc., 23, 31 urm., 53, 68, 71, 85, 90-93, 95, 96, 98, 99, 102, 104-106, 109, 110;
Laurent, XXVIII, 437, 461, 474-478, 480, 481, 484, 485, 487-489;
Lyon-Caen et Renault, *Tr. de dr. comm.*, III, 280, 281, 283;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 484;
Planiol, II, ed. 3-a, No. 2404;
Pont, *Pet. contr.*, II, 1090, 1125, 1127, 1128, 1132, 1134, 1137, 1138, 1140;
Pouillet, *Tr. des brévets d'invent.*, 201; *Tr. de propr. litt. et artist.*, 198;
Troplong, *Comm. des Privil.*, 311, 314, 315 urm.

Doctrină românească.

Alexandresco, X, p. 235, 238, 244, 248 urm., 253, 265, 289; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 454;
Cantacuzino Matei, p. 553;
Constantinescu Jac. N. *Asupra contractului de locatiune*, ed. 2-a, p. 36;
Rapaport M., *Notă* sub. Trib. Ilfov s. I com., 146 din 7 Febr. 1925. Curier Jud. 31/1925.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudență.

1. In ce privește pe creditul agricol, legiuitorul, prin art. 27 din legea creditelor agricole, prevede ca, prin derogațiune la art. 1685 și 1688 c. civ., remiterea amanetului se consideră efectuată în puterea convențiunei și de la data înscrisului ce o constata, iar față cu cei de al treilea de la data intabularei convențiunei într'un registru special al comunei, unde se afla lucrul amanetat. Și daca legiuitorul a luat aceasta înțeleapta măsură, n'a facut-o în scop de a sustrage averea amanetată de la urmarirea altor creditori ai debitorului, caci, de ar fi înțeles aceasta, trebuià să o supuna în mod clar, ci numai pentru că, la caz când aceasta avere s'ar urmărì și vinde în pretențiunea altor creditori, creditul agricol, deșì n'are posesiunea de fapt a obiectului, sa-și poată stabilì gradul sau de preferință, mai ales că după art. 430 pr. civ., creditorii debitorului urmărit nu se pot opune la executarea urmarirei, nici la vinderea obiectelor, ci au numai dreptul de a poprì până la regularea pretențiunilor lor sumele provenite din vânzarea obiectelor. (Trib. Tutova, Iun. 19 86, *Dr.* 62 86).

2. După art. 1688 privilegiu nu există asupra mobilelor incorporale de cât când gagiul a fost dat în posesiunea creditorului; iar art. 1318 și 1391 prevăd că tradițiunea drepturilor incorporale se face prin remiterea titlurilor; de unde urmează că desesisarea efectivă a aceluia care dă în gagiu o creanță și sesizarea creditorului său nu se pot operà de cât când această creanță este stabilita prin un titlu și când acest titlu este remis în mâinile creditorului gagist. Așà fiind, deșì se poate consimțì un gagiu pentru siguranța unui credit deschis, însă când creanța creditorului pentru lucrarile ce se angajase să execute este o creanță eventuală și nestabilită prin nici un titlu în momentul constituirei gagiului, din care cauză nici nu se poate remite titlul în mâinile creditorului gagist, urmează că gagiul constituit în atari împrejurari nu întrunește condițiunile art. 1688 și nu are nici o existență. (Apel Buc. II, 2, Ian. 13 93, *Dr.* 45 93).

3. De și este adevărat că, dupe art. 1685 și 1688, pentru ca acest drept sa'l poată avea creditorul amanetar, se cere ca lucrul amanetat sa se fi dat și sa fi ramas în mâna sa; însa legea creditului agricol, în art. 27 declară într'un mod expres că prin derogațiune la dispozițiunile art. 1685 și 1688, remiterea amanetului în raport cu casele de credit agricol, se va considera efectuată în puterea convențiunei, și art. 28 spune că în privința celor de al treilea remiterea se va considera efectuata de la data intabulărei convențiunei de către primar. Deci dar, pentru ca aceste case sa aibă privilegiul unui creditor gagist, este suficient ca convențiunea sa fie intabulata de primar. As fel fiind, când curtea de apel respinge creditului agricol, cu toate ca convențiunea sa cu debitorul erà intabulata, cererea de a fi condamnat cumparatorul la restituirea obiectului amanetat sau la plata datoriei contractata de debitor la casa creditorului agricol, violează și rau interpretează art. 27 și 28 din legea creditorului agricol. (Cas. II, 97/93, B. p. 615).

4. Conform art. 1686 dreptul ce rezultă din amanet pentru creditor este de a fi plătit din prețul lucrului amanetat cu preferință asupra celorlalți creditori, și pentru a se ajunge la acest rezultat s'a recunoscut un drept de retențiune creditorului gagist. Iar prin legea creditului agricol nu se derogă la legea comună, de cât în aceea ca, în loc ca lucrul să fie deținut de creditor, se lasă în posesiunea debitorului care devine responsabil de acel lucru, fară a se schimbà întru ceva efectele ce are a produce acest contract. Dacă prin art. 28 din legea creditului se spune că în privința celor de al treilea se considera remiterea amanetului ca efectuată din momentul intabularei convențiunei, aceasta nu însemneaza alta de cât că din acel moment ceilalți creditori nu mai pot urmărì lucrurile amanetate de cât respectând privilegiul creditului; nu însemneaza însa că creditul a căpătat vre-un drept de proprietate asupra lucrului amanetat, astfel ca cel de al treilea de bună credință sa nu-l mai poata cumpărà de la debitori. In adevar, de nicaeri nu rezultă că ori de câte ori, ar fi vorba ca cineva să cumpere un lucru mobil de la un agricultor, chiar când vânzarea s'ar face într'o piață publică, să fie obligat să meargă la comună ca să se asigure mai întâiu dacă lucrul este sau nu amanetat la credit. Interpretându-se

legea astfel ar fi a se aduce cea mai mare lovitură comerţului, şi de sigur că legiuitorul nu a vrcit aceasta cu atât mai mult cu cât a luat suficiente măsuri pentru a garanta pe credit contra debitorului de rea credinţa, prin aceea că prin art. 30 dispune ca debitorul ce ar înstrăina amanetul să fie urmărit pentru abuz de încredere. Acest articol nu a vizat de cât pe persoanele ce ar fi avut a împrumută cu bani pe un agricultor, caci acestora le este forte uşor daca ţ'n sa vada gradul de solvabilitate a persoanei cu care contractcaza, sa se duca la primărie şi să cerceteze daca averea lor este sau nu amanetata. Iar daca prin art. 29 şi 33 din legea creditului se deroga la legea civila în privinţa modului de a se urmări şi vinde obiectul amanetat, aceasta nu însemnează că s'ar fi recunoscut creditului un drept de urmarire în mâinile terţiului, căci prin nici un text de lege nu se arată aceasta, ci prin aceste articole se ind'că pur şi s'mplu modul de urmarire şi vindere a amanetului întru cât se afa în posesiunea debitorului şi nimic mai mult. (Apel Iaşi, II, Febr. 22 93, *Dr.* 29 94).

5. Este adevărat că dupa art. 1688 Cod. civil privileg'ul creditorului gagist nu subsista asupra amanetului decât atunci când el s'a dat şi remis în posesiunea creditorului sau unui al treilea ales de parţi, însa pentru lucrurile incorporale, tradiţiunea se face conform art. 1318 Cod. civil, prin remiterea titlurilor, aşa ca prin această remitere lucrurile amanetate se considera faţă de cei de al treilea, ca remise în mâna creditorului şi acesta are toate drepturile de privilegiu ale unui creditor gagist de a urmări acele lucruri pentru despăgubirea sa, în mâinile oricui ar trece. (Apel Galaţi I *Dr.* 32 905).

6. In partea prescripţiei instantanee a lucrurilor mobile, prevazuta de art. 1909 c. civil, creditorul gagist care are posesiunea lucrului amanetat, dobândind asupra lui de bună credinţa un drept real, urmează ca dânsul sa fie preferat asupra acestor lucruri chiar şi adevăratul proprietar care ar fi pierdut posesiunea. (Cas. II, 237 din 30 Octomb. 1912, Curier Jud. 13/914 şi Bul. pg. 1757).

7. Atunci când se constitue gaj drepturile ce derivă dintr'un contract de locaţie, tradiţiunea gajului se poate opera fie prin posesiunea efectivă exercitata de creditorul amanetar, asupra folosinţei, fie prin remiterea contractului catre creditor şi notificarea amanetului făcut locatorului. (Trib. Teleorman s. I 289 din 4 Nov. 1920, Curier Jud. 1 921.

8. Dispoziţiile art. 1608 c. civ. potrivit cărora creditorul gagist nu se poate servi de lucrul amanetat nu pot fi o piedică la admiterea ideei de gaj de oarece parţile pot derogă prin convenţia lor la această regulă iar în unele cazuri întrebuinţarea lucrului amanetat poate rezulta şi d'n o clauză virtuală a contractului, atunci când conservarea lucrului se confunda cu punerea lui în valoare sau cu anumite lucrari de exploatare, fără executarea cărora, însuşi obiectul amanetului s'ar distruge. (Trib. Teleorman S. I. 289 din 4 Nov. 1920 Curier Jud. 1 921).

9. O prima condiţiune de opozabilitate a gajului faţa de terţile persoane, este ca creditorul gagist să fi intrat efect'v în posesiunea gajului.

Elementul posesiunei efective e necesar chiar în raporturile dintre parţi, întru cât creditorul gagist nu câştigă asupra obiectului amanetat un drept real de garanţie cu consecinţa dreptului de a fi platit cu preferinţă decât dacă este pus efectiv în posesiune.

Ca daca între parţi, desesizarea efectiva a debitorului ar fi suficienta pentru val'ditatea gajului, faţa de terţele persoane însa, posesiunea constituind o adevărata măsura de publicitate, e necesar pentru opozabilitatea ce trebue sa o produca, ca posesiunea sa corespunda în totul rolului de publ'citate ce i s'a dat, adica trebue sa fie reală, actuala, neechivocă şi destul de aparenta pentru a fi uşor cunoscuta de cei interesaţi. (Trib. Dorohoi 34 din 8 Febr. 1923 Jur. Gen. 1923 No. 1823).

10. *a)* Remiterea reala şi efectiva în posesiunea creditorului a lucrului gajat, fiind o condiţiune esenţiala pentru existenţa contractului de gaj, urmează că atunci când tradiţiunea gajului este materialmente imposibilă, fie că ar fi vorba de marfuri sau cereale care se găsesc depuse în magazii sau silozuri, trebue să se predea creditorului sau titlul de credit care reprezintă marfa depusa, sau cheile depozitului unde se afla acea marfă şi astfel gajul sa treaca şi sa fie lasat în custodia cred'torului sau a unui prepus al acestuia, care poate fi chiar administraţia silozurilor sau antrepozitelor unde se află marfa.

b) Potrivit art. 480 c. com. o singură derogaţie se face de la principiul tradiţiune efective în mâinile creditorului a lucrului gajat şi anume când sunt constituite în gaj produsele solului pendente înca pe rădacini sau deja culese, precum şi materiile prime în curs de fabricaţiune sau deja fabricate şi aflate în fabrică sau depoz'te, însă în acest caz, pentru validitatea actului de gaj, trebuesc îndeplinite formele cerute de art. 480 c. com. (Trib. Ilfov, s. I, com. 634 din 2 Iulie 1924. Dreptul 6 925).

11. A se vedea: art. 1318, nota 2; art. 1685, cu notele respective.

Art. 1689. — Creditorul, la caz de neplată, nu poate să dispună de amanet; are dreptul însă să ceară dela judecător ca amanetul să-i rămână lui, drept plată, și până la suma datoriei, cu ale ei dobânzi, de se cuvine, după o estimațiune făcută de experți, ori să se vânză la licitațiune.

E nulă orice stipulațiune prin care creditorul s'ar autorizà sau a-și apropià amanetul sau a dispune de dânsul fără formalitățile sus arătate. (Civ. 5, 968, 1008, 1690, 1700, 1701; Pr. Civ. 211 urm., 437 urm.; C. com. 482—488; Lege p. regularea și consolidarea dreptului de a exploatà petrolul și ozocherita, Art. 65, 66; Civ. Fr. 2078).

Text. fr. Art. 2078. — Le créancier ne peut, à défaut de paiement, disposer du gage; sauf à lui à faire ordonner en justice que ce gage lui demeurera en paiement et jusqu'à due concurrence, d'après une estimation faite par experts, ou qu'il sera vendu aux enchères.

Toute clause qui autoriserait le créancier à s'approprier le gage ou à en disposer sans les formalités ci-dessus, est nulle.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 712;
BAUDRY ET LOYNES, *Du Nant.*, etc., I, 113-117, 119-123, 129-135;
BEUDANT, *Les Sûretés personnelles et réelles*, I, 198;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 496, 755, 765, 771;
DALLOZ, *Rép.* Nantiss. 150 urm., 169, 170, 219, 265, 922; *Suppl.* Nantiss., 99 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 304 bis, IV, VI-VIII; 305 bis, II;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 153; II, p. 798;
GUILLOUARD, *Tr. du Nant.*, etc., 167-170, 172-178;
LAURENT, XXVIII, 510-515, 518-521, 528;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 482;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2447 urm., 2452 urm.;
PONT, *Pet. contr.*, III, 1146-1151, 1157, 1159, 1162, 1163.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 235, 257, 258, 266 urm., 288, 306 n. 3; (I, ed. 2-a, p. 229 n. 1; V, p. 139; VII, p. 45 n. 3); *„Despre pactul comisoriu în materie de amanet, antichreză și ipotecă"*. Dreptul 26/910; *Observație* sub. Trib. Vaslui din 30 Oct. 909. Dreptul 47/910; *Observație* sub. Cas. II, 235 din 14 Iunie 902. Curier Jud. 82 903; *Observație* sub. Trib. Avranches (Manche), 4 Iunie 1920. Pand. Rom. 1922-III-145;
CANTACUZINO MATEI, p. 554, 556, 557, 565;
DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri Juridice*. vol. I, p. 582 urm. „Tocmeala ca sa ramână lucrul amanetat proprietatea creditorului prin singura neplata a datoriei la termenul stipulat";
GEORGESCU B. I., *„Dispozițiunile imperative ale art. 1689 și 1701 c. civ. sunt ele aplicabile ori nu și la contractele de ipotecă"*. Curier Jud. 58 905;
HOZOC D., *Notă* sub. Trib. Dorohoi 137 din 24 Mai 1922. Pand. Rom. 1924-II-166;
IONESCU STELIAN, *Notă* sub. C. Apel Buc. s. IV, 92 din 17 Oct. 1923 și Trib. Ilfov s. II com. 417 din 19 Febr. 1925. Pand. Rom. 1925-II-126;
NACU, I, p. 109;
POLICHRON DEM., *Notă* sub. C. Apel Craiova s. II, 57 din 27 Mart. 1922. Pand. Rom. 1922-II-225.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudență

1. Dacă legea prin art. 1689 și 1701 aduce o derogație la principiul pus de art. 969, că convențiunile legal făcute

au putere de lege între părţile contractate, şi anulează pactul comisoriu prin care un creditor, după ce a stipulat pentru asigurarea creanţei sale un drept real (amanet, antichresa sau chiar ipotecă) asupra unui obiect determinat şi specificat din averea debitorului său, a mai stipulat că la caz de ne plata sa devină proprietar pe acel obiect, fără nici o altă forma. Aceste dispoziţiuni derogatorii la libertatea convenţiunilor nu pot fi întinse la cazuri cari nu au nici o analogie cu cel prevazut de lege, cum este cazul când se stipulează la o împrumutare fără nici o asigurare reala, ca dacă debitorul nu va plati la termen, creditorul devine proprietar pe un obiect determinat al averei debitorului; căci daca exista o raţiune ca legea să vază cu ochi rai pe creditorul acela care, fiind deja asigurat cu un drept real asupra averei debitorului său, a voit sa profite de poziţiunea critica a nenorocitului debitor spre a puteà dobândì cu un preţ poate scazut averea ce'i este afectată specialmente spre asigurarea creanţei sale, nu este tot astfel cu acel creditor, care mulţumindu-se pe creditul personal al debitorului când l'a împrumutat, nu a cerut de la dânsul nici o asigurare reala asupra patrimoniului lui, şi ast-fel stipulaţiunea ce el ar face că, la cas de neplata, el are să devină proprietar pe un obiect determinat al debitorului sau, nu poate caracterisa un spirit de aviditate şi speculaţiune urâcioasa, ca a acelui ce are deja stipulata o asigurare reală, căci o asemenea stipulaţiune din partea celui ce împrumuta, fară nici o asigurare reală, cuprinde ceva aleatoriu, debitorul său putând până la termenul plaţii sa facă sa dispară obiectul despre a cărui proprietate condiţionala se făcuse stipulaţiunea, şi astfel acea stipulaţiune sa devina caducă prin chiar faptul debitorului. (Cas. I, 92/Apr. 4 75 B. p. 65).

2. Prin art. 1689 şi 1701 legiuitorul, în scop de a protegea pe debitorii nenorociţi a dispus că creditorul nu poate deveni, prin singurul fapt al neplăţii datoriei şi fără intervenţiunea autorităţii, proprietar al mobilului sau imobilului a cărui posesiune i s'a fost specialmente transferită de debitor spre asigurarea plăţii datoriei; şi orice clauza contrarie este declarată nulă. Cu atât mai mult cuvânt şi pentru aceleaşi motive, clauza nu se poate executà în contractele de împrumut, unde nu s'a constituit nici o garanţie specială şi unde creditorul, după art. 1718, nu este asigurat de cât în genere şi eventual cu toate bunurile debitorului său. Atare clausă într'un contract de împrumutare simplă nu se poate considera nici ca o vânzare *sui generis*, lipsind cu totul intenţiunea părţilor, nici ca o clausă penală liber şi cu cunoştinţă convenită, de oare-ce, după art. 1069, clauza penala nu este simplul equivalent al obligaţiunei părţii contra căreia a fost stipulată, ci compensaţiunea daunelor-interese care resultă din neexecutare şi care covârşesc obiectul obligaţiunei şi agravează poziţiunea debitorului. (Cas. I, 32 Ian. 21 78, B. p. 21).

3. Aceasta dispoziţiune a legii, care are de obiect a protegea pe debitorul nenorocit în contra cupidităţii usurarilor, ar fi ilusorie daca ar fi permis ca părţile sa violeze prohibiţiunea legii dând conventiunii lor forma unei vânzari cu clauză de răscumpărare. Prin urmare, este de datoria judecatorului, când se află în faţa unei conventiuni calificată de parţi, vânzare cu clauză de rascumparare, de a examina dacă constitue o asemenea convenţiune, sau daca în realitate constitue un contract pignorativ prohibit de lege. (Buc. II, 100, Mai 16 78, *Dr*. 9 78).

4. Dispoziţiunile art. 1689 şi 1701 decurg din o prezumpţiune absolută a legii, pe baza careia dansa se fundeaza pentru a anula convenţiunea de înstrăinare în folosul creditorului a lucrului depus în gagiu sau antichresă, şi prin urmare presumpţiuni de asemenea natura fiind o derogaţiune la dreptul comun, care presupune că voinţa umana în ori care din manifestaţiunile sale, pâna la proba contrarie, este liberă şi spontanee, trebuesc circumscrise în mod strict numai la cazurile în cari legea le a prevăzut; iar nu a fi întinse pe cale de analogie şi interpretare. A aplica aceasta dispoziţiune la contracte de altă natură, ar fi a estinde un principiu peste limitele lui acordate de lege, şi a transforma o măsură tutelară şi de protecţiune într'o dispoziţiune vexatorie şi tiranică, prin aceea ca ar îngreunà şi mai mult poziţiunea celui care voeşte sa-şi procure fonduri absolut necesare, şi pe cari le ar găsi în chip mai avantagios de cât cu aceasta condiţiune. Aceste restricţiuni la marele principiu al libertăţii convenţiunilor care domină legiuirea noastră, n'au fost edictate de cât în scopul de a evità pe cât se poate uşura, şi de a protegea contra sa însuşi pe debitorul nenorocit, care, pentru a'şi procura oare cari fonduri, este redus a-şi înstrăina, fie posesiunea de fapt, fie pe lângă dânsa chiar şi perceperea fructelor lucrului dat ca garanţie creditorului sau, precum aceasta se întâmplă în contractele de gagiu şi antichreză, şi fiind că în asemenea situaţiune cel mai slab este cel ce voeşte să se împrumute cu condiţiunea aspră pentru el, de a se desbraca, concomitent cu perceperea sumei împrumutată, de posesiunea sau

folosința veniturilor lucrului dat în siguranța creditorului și care formează unul din cele mai esențiale atribute ale dreptului de proprietate, la care omul ține atât de mult, de aceea s'a socotit că într'o pozițiune atât de desperată pentru debitor, libertatea sa de voință este foarte mult apăsată, în cât să poată a respinge condițiunile spoliatoare impuse de creditor, că în caz de ne plată la termen lucrul depus ca gagiu sau antichresă sa devie proprietatea acestuia, și ca consecință s'a declarat anularea acestor clauze. Insă în contractul de împrumut cu ipotecă, natura acestei siguranțe este ast-fel în cât ori ce debitor își poate gasi fondurile necesare cu mai multa ușurința și este pus în posițiune a respinge condițiunile cari nu'i convin și cari i-ar fi impuse de creditor. Chiar dacă am admite că s'tuațiunea celui ce voește să se împrumute cu ipoteca ca garanție, ar fi egala cu a acelui ce nu ar putea da de cât un gagiu, sau antichresă, totuși nu putem pe cale de analogie sa creăm restricțiuni acolo unde legea nu le a prevăzut, mai cu seamă când prin acele restr'cțiuni isbim pe o persoană majoră și capabilă de ori ce act al vieții civile, de incapacitați pe cari legiuitorul nu le-a prevazut în mod expres la materia ce ne ocupa; căci dacă garanțiile și protecțiunea trebuesc acordate acelui ce se împrumută, nu trebue pentru a salvà acest principiu să se sdrobească și anihileze un altul care domină și pe acesta, acela adică că ori ce act voluntar al omului se socotește liber până la proba contrarie, și că conventiunile noastre fiind 'emanațiunea acestei l'bertati, ordinea stabilită cere ca ele sa aiba putere de lege între cei ce le contractă. Deci e valabila convențiunea prin care se dispune că creditorul ipotecar va lua o parte d'n imobilul ipotecat dacă la termen debitorul nu va plăti suma împrumutată, cu care debitorul va fi achitat. (Apel Cra'ova, II, Febr.'19 91, *Dr.* 22 91).

5. Daca asupra unui împrumut de ipotecă cu clausa comisorie pe partea dintr'un imobil, moștenitorul capabil al împrumutatului consimte a re nnoaște clauza comisorie în schimbul desf'ințarei ipotecei de pe întregul imobil, o asemenea convențiune pentru achitarea datoriei ipotecare prin *datio in solutum* a acelei părți din imobil este valabilă și constitue și o executare voluntara a pactului comisoriu, (Cas. I, 301, Ian. 23 91, B. p. 763).

6. Debitorul amanetat este în drept a închiria obiectul amanetat și o închiriere pe doi ani, chiar cu plata anticipată a prețului chiriei, nu trebue sa fie considerată ca un act de dispoziție. De aci rezulta că creditorul amanetar, care urmărește vânzarea silită a acestui lucru și devine adjudecatorul lui, este ținut să respecte închirierea făcută în regulă de debitor. (Cas. II, 122 98 B. p. 754).

7. Nulitatea pactului comisoriu stabilită de art. 1689 cod. civil, nu atinge convențiile care atribue proprietatea gajului creditorului, de cât atunci când sunt contimporane constituirei gajului, astfel că o datio în solutum dupa constituirea gajului este valabilă. (Trib. Vaslui. *Dr.* 47 910. p. 378).

8. D'n dispozițiile art. 1686 c. civ., cari dau drept creditorului, în caz de neplata, a urmări lucrul amanetat, nu rezulta, în lipsa unei convenții contrarii, obligația pentru creditor de a urmari mai întâiu lucrul amanetat și numai în caz de neacoperirea creanței să a'bă drept să urmărească și alta avere a debitorului. (Trib. Constanța, No. 66, 1915; Dreptul 1915, p. 341).

9. Pactul comisoriu sau contractul pignoritiv este opr:t numai în momentul închirierei contractului. Odata însă împrumutul facut și gajul constituit, nimic nu împiedică pe debitor să autorize pe creditor a vinde gajul de bună voie, dar pentru vânzare publica, dacă el găsește mai cu folos acest mod de înstrainare. (Cas. III, No. 192, 1915; Justiția 1915, p. 42).

10. Art. 1066 c. civ. prescrie în mod clar că părțile se pot obliga, printr'o clauză penală, să dea orice lucru, de unde rezultă că acel lucru poate fi determ'nat sau numai determinabil.

Dispozițiunile art. 1689 c. civ., fiind referitoare numai la contractul de împrumut pe amanet, nu-și au aplicațiune, când arendașul principal n'a dobândit proprietatea averei urmărită pe baza unui contract de împrumut pe gaj, ci din efectul clauzei penale, înscrisă în contractul de sub-arendare. (Cas. II, No. 49, 1916; Juris. Rom., 1916, p. 332).

11. Faptul că ar exista o acțiune în anulare a contractului de amanet, nu împiedica vânzarea obiectului, nefiind în lege nici un text în această privință. (Judec. ocol. Herța-Dorohoi 401 din 26 Sept. 1924. Jur. Gen. 1924 No. 1810).

12 A se vedeà: art. 1101 nota 1; art. 1122, nota 2; art. 1701, notele 1, 2; art. 1746, nota 7).

Art. 1690. — Până la expropriațiunea debitorului, de este să se facă, el rămâne proprietarul amanetului. (Civ. 1599 urm., 1685, 1686, 1701, 1730; Civ. Fr. 2079).

Text. fr. Art. 2079. — Jusqu'à l'expropriation du débiteur, s'il y a lieu, il reste propriétaire du gage, qui n'est dans la main du créancier, qu'un dépôt assurant le privilège, de celui-ci.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 711, 714;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du Nant.*, etc., I, 92, 93, 95, 99, 142;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescript.*, 315;
CHAUVEAU ET CARRÉ, IV, quest. 1690;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 767;
DALLOZ, *Rép.* Nantiss., 104, 150 urm., 212, 441;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 312 bis, VII;
GUILLOUARD, *Tr. du Nant.*, etc., 141, 144, 180;
LAURENT, XXVIII, 496, 497, 525;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 482, 485;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2431;
PONT, *Pet. contr.*, II, 1160, 1165, 1167, 1169, 1180, 1185;
TROPLONG, *Comm. des Privil.*, 417, 418.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 235, 257, 258, 266 urm., 288, 306 n. 3;
CANTACUZINO MATEI, p. 555;
IONESCU STELIAN, *Nota* sub. C. Apel Buc. s. IV, 92 din 17 Oct. 1923 și Trib. Ilfov s. II Com., 417 din 19 Febr. 1925. Pand. Rom. 1925-II-126;
NACU, III, p. 515.

Jurisprudență.

1. Averea constituită gaj de către debitor unuia dintre creditorii săi, poate fi urmarită de către ceilalți creditori ai debitorului și creditorul gagist nu se poate opune la aceste urmăriri, el neavând de cât dreptul de a fi plătit cu preferință din prețul lucrului. (Cas. II, 167 din 8 Oct. 1910, Jurisprudența 32 1910).

2. A se vedea: art. 1685, nota 2.

Art. 1691. — Creditorul răspunde după regulile stabilite la titlul: *Despre contracte și obligațiuni în genere*, de pierderea sau stricăciunea amanetului provenită din culpa sa.

Asemenea și debitorul trebuie să întoarcă creditorului toate spesele utile și cele necesare făcute pentru conservarea amanetului. (Civ. 991, 999, 1081 urm., 1102, 1156 urm., 1574, 1605, 1618, 1690, 1699, 1730; C. com. 481; Civ. Fr. 2080).

Text. fr. Art. 2080. — Le créancier répond, selon les règles établies au titre *des Contrats ou des Obligations conventionnelles en g'néral,* de la perte ou détérioration du gage qui serait survenue par sa négligence.

De son côté, le débiteur doit tenir compte au créancier des dépenses utiles et nécessaires que celui-ci a faites pour la conservation du gage.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 713, 714;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du Nant.*, etc., I, 137-139, 142-145:
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 51, 52 nota 3, 267, 336;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 416, 766;
DALLOZ, *Rép.* Nantiss., 183 urm.; *Suppl.* Nantiss., 111 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 309 bis, II;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 229;
GUILLOUARD, *Tr. du Nant.*, etc., 160, 161, 188, 189;
LAURENT, XXVIII, 524, 526;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 485;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2432;
PONT, *Pet. contr.*, II, 1172, 1174, 1176;
TROPLONG, *Comm. des Privil.*, 426 urm., 431.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 277 urm., 280;
CANTACUZINO MATEI, p. 556;
IONESCU STELIAN, *Notă* sub. C. Apel Buc. s. IV, 92 din 17 Oct. 1923 și Trib. Ilfov s. II Com., 417 din 19 Febr. 1925. Pand. Rom. 1925-II-126;
NACU, II, p. 618; III, p. 515.

Jurisprudență.

1. Acest articol își are aplicarea numai atunci când amanetul a trecut în posesia creditorului sau a unei terțe persoane. Așa dar, când e vorba de amanetul constituit în favoarea unei case de credit agricol, în care caz după art. 27 din legea caselor de credit agricol, lucrurile amanetate sunt lăsate în posesia debitorului până la expirarea termenului de împrumut, Casa Creditului nu poate să fie răspunzătoare de stricaciunile sau pierderile lucrurilor. (Cas. I, 307 94, B. p. 949).

2. Contractul de gaj nu creează numai un simplu drept real și accesor pentru garantarea unei creanțe, dar poate fi sursa unor drepturi sau unei obligații de responsabilitate în favoarea și în sarcina creditorului gagist, care răspunde pentru pierderea sau stricăciunea amanetului conform regulelor stabilite prin art. 1074 al. 1, 1080. 1081. 1120, 1156, 1605, c. civ. (Trib Teleorman s. I, 289 din 4 Nov. 1920. Curier Jud 1 921).

3. Natura responsabilității creditorului amanetar nu poate fi a ca a mandatarului sau a depozitarului ci numai aceea a comodatarului, care răspunde chiar și pentru abaterile de la diligența unui bun proprietar pe cari teoria clasificarii culpelor le așează în categoria așa denumita „culpa levis". (Trib Teleorman S. I. 289 din 4 Nov. 1920. Curier Jud. 1 921).

4. A se vedea: art 1156. nota 1.

Art. 1692. — Dacă s'a dat drept amanet o creanță ce produce dobânzi, creditorul trebuie să țină în seamă aceste dobânzi asupra dobânzilor ce ar fi datorite.

Dacă datoria, pentru a cărei siguranță s'a dat amanet o creanță, nu produce ea însăși dobânzi, atunci dobânzile creanței amanetate se țin în seamă asupra capitalului datoriei. (Civ. 1060, 1101, 1111, 1589, 1687, 1697 urm.; Civ. Fr. 2081).

Text. fr. Art. 2081. — S'il s'agit d'une créance donnée en gage, et que cette créance porte intérêts, le créancier impute ces intérêts sur ceux qui peuvent lui être dus.

Si la dette pour sûreté de laquelle la créance a été donnée en gage ne porte point elle-même intérêts, l'imputation se fait sur le capital de la dette.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du Nant.*, etc., I, 15, 96;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 767;
DALLOZ, *Rép.* Nantiss., 190 urm.; *Suppl.* Nantiss., 113;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 295 bis, IV;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 482;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2432.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 258 urm.;
CANTACUZINO MATEI, p. 555;
NACU, III, p. 516.

Art. 1693. — Dacă creditorul abuză de amanet, debitorul poate să ceară ca acel amanet să se pună sub sequestru [1]. (Civ. 1632, 1685; Civ. Ital. 1887).

1) Textul acestui articol nu are echivalentul său în Codul Civil francez, el este luat din Codul Civil Italian, art. 1887).

Text. Ital. Art. 1887. — Se il creditore abusa del pegno, il debitore può domandare che il medesimo sia posto sotto sequestro.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du Nantissement*, etc., I, 11, 14, 96, 100 urm., 136, 141;
GUILLOUARD, *Nantissement*, 220;
LAURENT, XXVIII, 555;
PONT, *Nantissement*, II, 1244;
TROPLONG, *Nantissement*, 468.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 260 urm., 305, 344;
CANTACUZINO MATEI, p. 556;
NACU, III, p. 516.

Art. 1694. — Debitorul nu poate pretinde restituţiunea amanetului de cât după ce a plătit în întreg capitalul, dobânzile şi spesele datoriei pentru a cărei siguranţă s'a fost dat amanetul.

Dacă acelaş debitor ar fi făcut o altă datorie către acelaş creditor după tradiţiunea amanetului, şi o asemenea datorie ar fi devenit exigibilă înainte de plata primei datorii, creditorul nu va puteà fi constrâns să libereze amanetul mai înainte de a se fi plătit ambele creanţe, chiar când nu s'ar fi stipulat de a subordonà amanetul la plata datoriei a doua. (Civ. 558, 771, 1322, 1323, 1377, 1444, 1619, 1686, 1700, 1730; Civ. Fr. 2082).

Text. fr. Art. 2082. — Le débiteur ne peut, à moins que le détenteur du gage n'en abuse, en réclamer la restitution qu'après avoir entièrement payé, tant en principal qu'intérêts et frais, la dette pour sûreté de laquelle le gage a été donné.

S'il existait de la part du même débiteur, envers le même créancier, une autre dette contractée postérieurement à la mise en gage, et devenue exigible avant le paiement de la première dette, le créancier ne pourra être tenu de se dessaisir du gage avant d'être entièrement payé de l'une et de l'autre dette, lors même qu'il n'y aurait eu aucune stipulation pour affecter le gage au paiement de la seconde.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 711, 714;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du Nant.*, etc., I, 101, 102, 106-110, 136, 140, 141;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescript.* 530;
BEUDANT, *Les Suretés pers. et réelles*, I, 208, 209;
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 337;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 349, 763, 767, 770, 779;
DALLOZ, *Rép.* Nantiss., 197 urm., 211; *Suppl.* Nantiss., 115 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 312 bis, II urm ; 313 bis, VI;
GUILLOUARD, *Tr. du Nant.*, etc., 144, 151, 152, 155-157, 190;
LAURENT, XXVIII, 497, 506-508;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 485 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2440, 2442 urm.;
PONT, *Pet. contr.*, II, 499, 1167, 1195-1197;
TROPLONG, *Comm. des Privil.*, 465, 469, 470, 473.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 262 urm., 344; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 211, 226 nota 4; *„Teoria generală a dreptului de retenţie"*. Dreptul 29/910; *Observaţie* sub. Trib. Vaslui, 3 Oct. 909. Dreptul 47/910;

BOTEZ CORNELIU, *„Doctrina asupra dreptului de retenţiune"*. Pagini Juridice 56/1910;
CANTACUZINO MATEI, p. 547. 555, 556;
MAVROJANNI ALEX., *Notă* sub. Trib. Comercial Ilfov s. I, 491 din 9 Iulie 923. Curier Jud. 15 924;
NACU, III. p. 518 urm.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudenţă.

1. Independent de privilegiul ce legea acorda creditorului amanetar, pentru a se garanta de plata creanţei sale faţă cu cei l-alţi creditori ai debitorului, după art. 1694, el câştigă dreptul de retenţiune asupra lucrului amanetat, drept care fiind real este oposabil, nu numai debitorului, dar şi celor de al treilea cari au câştigat posterior drepturi asupra lucrului reţinut, cum ar fi un cumparător, de oare-ce daca nu ar fi ast-fel dreptul de retenţiune nu ar însemna nimic şi nu ar avea caracterul de siguranţa care a fost în voinţa legii de a-i da, şi totul ar depinde atunci de voinţa debitorului care, înstrainând sau ipotecând lucrul reţinut ca amanet, ar putea sa rapească ast-fel dreptului de retenţiune ori-ce eficacitate. E evident dar că creditorul amanetar nu poate să fie evins de cei de al treilea, cari au câştigat drepturi de proprietate sau ipoteca asupra lucrului după naşterea dreptului sau. (Apel Iaşi, II, 140, Oct. 22 82. *Dr.* 83 82).

2. Gagiul tacit admis în cazul art. 1694, al. II nu produce un adevarat privilegiu şi nu confera de cât un drept de retenţiune şi aceasta resultă din chiar contextul art. 1694 al. II, care drept de retenţiune poate să fie oposabil cumparatorului, creditorilor chirografari sau privilegiaţi ai proprietarului lucrului deţinut, şi aceasta chiar în materie de faliment. Prin urmare, singurul beneficiu de care e privat creditorul în asemenea caz e mai cu seamă de a nu putea uză de procedura expeditivă şi puţin costisitoare prescrisă de lege pentru vânzarea gagiului, însă acest drept de retenţiune, nu poate face obstacol unei vânzări pe cale de execuţiune silită, cu ocaziunea căreia creditorul însă nu poate sa fie constrâns de a delăsa lucrul în posesiunea adjudecatarului, de cât dupe ce va fi fost complect desinteresat. (Trib. Ilfov, com., Nov. 16 88, *Dr.* 77 88).

3. Nu este loc a se aplică art. 1694 al. II, în materie de gagiu comercial, de oare ce gagiul comercial, este reglementat în toate detaliurile sale în art. 478 urm. c. com., şi nu se prevede nicăeri un asemenea drept de retenţiune, pentru o creanţa chirografara a creditorilor cari ar avea asupra aceluiaşi debitor o creanţă gagistă, ast-fel că nu e loc de a complectă dispoziţiunile codului de comerciu cu dispoziţiunile codului civil când codul comercial reglementeaza în mod complect materia de care se ocupă. (Apel Buc. 1, 6, Febr. 27/89, *Dr.* 24 89).

4. Garanţia este indivizibila în acest sens ca întreaga şi ast-fel cum s'a constituit, raspunde de executarea contractului în toate amanuntele lui. In virtutea acestui principiu, partea nu este în drept, după art. 1694, sa ceară nici restituirea, nici reducerea garanţiei, de cât în principal, cât şi în accesoriile ei. (Cas. I, 122 Mart. 23/90, B. p. 323).

5. Constituirea gagiului are de efect a transmite creditorului gagist dreptul de a deţine lucrul, până ce va fi complect achitat. (Apel Galaţi I, No. 31 94, Curier Jud. 19 94).

6. Conform art. 1694 al. II din cod. civil, pentru ca un creditor să aiba dreptul să continue a reţine amanetul pentru siguranţa unei alte datorii, decât aceea pentru care s'a stipulat amanetul, trebueşte, pe lângă celelalte condiţiuni, ca datoria cea de a doua sa fie născuta în urma celei dintâi. Astfel, gajul stipulat în mod expres prin convenţie, ca siguranţa pentru garantarea obligaţiunei de executare şi de întreţinere, continuă a fi afectat ca gaj legal tacit, pentru siguranţa plaţei altor creanţe, provenite din furnituri de materiale, născute posterior convenţiunei, şi devenite exigibile înainte de stingerea obligaţiunei pentru care s'a stipulat gajul convenţional. (Cas. III 79 905 B. p. 1577).

7. Dispoziţiunile art. 1886 din c. civ., privitoare la începerea curgerii unei prescripţii, precum şi ale art. 1694 din acelaş cod, care se referă la exercitarea acţiunii debitorului contra creditorului pentru restituirea gajului, se aplică şi pentru prescripţiunile acţiunilor comerciale, de oarece, potrivit art. 1 din codul comercial, dispoziţiile codului civil se aplică şi în comercial, întrucât nu există alte dispoziţii, derogatorii. (Cas. III, 10 Dec. 1907, B. p. 1966).

8. După art. 1694 codul civil, când se contractează o datorie ce are o dată

posterioară unei alteea convenită între aceleaşi persoane şi pentru asigurarea careea se daduse un gaj, creditorul este autorizat să reţina gajul şi pentru cea de a doua datorie, daca aceasta are scadenţa anterioară exigibilităţii primei datorii, pentrucă prezumptia este ca părţile au consimţit tacit ca ambele datorii să fie asigurate cu acel gaj. (Cas. III, 5 Nov. 1908. B. p. 1940).

9. Amanetul garantează, potrivit art. 1694 c. civ., plata întregului capital pentru care el a fost dat, aşà că el nu poate fi liberat înainte de a se fi făcut plata integrală a capitalului. (Cas. II, No. 102, 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 402).

10. Conform art. 1694 c. civ. creditorul gagist va puteà aveà totdeauna dreptul sau de retenţie atât asupra debitorului sau cât şi asupra creditorilor chirografari ai săi. (Trib. Ilfov, s. I, com. 491 din 9 Iulie 1923. Curier Jud. 15 924, Pand. Rom. 1924, III, 67).

11. A se vedeà art. 1322, „Dreptul de retenţie".

Art. 1695. — Amanetul este nedivizibil, deşì datoria este divizibilă între erezii debitorelui, ori între aceia ai creditorului.

Eredele debitorului ce nu [1]) şi-a plătit partea sa de datorie, nu poate cere restituţiunea părţei sale de amanet atât timp cât datoria nu este plătită în întregul ei.

Şi vice-versa, eredele creditorului care şi-a primit partea sa de datorie, nu poate să restituiască amanetul cu daunarea coerezilor săi încă neplătiţi. (Civ. 1057 urm., 1062, 1702, 1746; Civ. Fr. 2083).

Text. fr. Art. 2083. — Le gage est indivisible nonobstant la divisibilité de la dette entre les héritiers du débiteur ou ceux du créancier.

L'héritier du débiteur, qui a payé sa portion de la dette, ne peut demander la restitution de sa portion dans le gage, tant que la dette n'est pas entièrement acquittée.

Réciproquement, l'héritier du créancier, qui a reçu sa portion de la dette, ne peut remettre le gage au préjudice de ceux de ses cohéritiers qui ne sont pas payés.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du Nantissement*, etc., I, 103;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 763;
DALLOZ, *Rép.* Nantiss., 40 urm.; *Suppl.* Nantiss., 22;
GUILLOUARD, *Nantissement*, etc., 147;
LAURENT, XXVIII, 503;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 483;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2463;
PONT, *Pet. contr.*, II, 1202.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 276, 277, 296, 548;
CANTACUZINO MATEI, p. 555;
HAMANGIU C., *Nota* sub. C. Apel Iaşi s. I, 74 din 8 Oct. 920. Pand. Rom. 1922-II-117;
NACU, III, p. 518 urm.

Art. 1696. — Dispoziţiunile precedente nu se aplică în materie de comerciu, nici la casele de împrumut pe amanet, în privinţa cărora se va urmà după legile şi regulamentele relative la dânsele. (Pr. civ. 722; C. com. 387, 405, 433, 478—489; Civ. Fr. 2084).

---

1) Particula „*nu*", care face acest articol neînţeles, credem că din eroare figurează în textul oficial. In textul francez ea nu există, dupa cum nu trebue să existe nici in textul român, ca una ce schimbă înţelesul logic al frazei.

Text. fr. Art. 2084. — Les dispositions ci-dessus ne sont applicables ni aux matières de commerce, ni aux maisons de prêt sur gage autorisées, et à l'égard desquelles on suit les lois et réglements qui les concernent.

Doctrină străină.

Baudry et de Loynes, *Du Nantissement*, etc., I, 146, 156;
Colin et Capitant, ed. 2-a, II, p. 761;
Dalloz, *Rép.* Commissionn., 143 urm.; Mont de piété, p. 397, col. 2 in medio; Nantiss., 109 urm., 213 urm.;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 487;
Planiol, II, ed. 3-a, No. 2423.

Doctrină românească.

Alexandresco, X, p. 281 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 453;
Nacu, III, p. 528 urm.

Jurisprudenţă.

1. Dacă este adevărat atât ca dreptul civil este dreptul fundamental la care cata sa recurgem în cazurile neprevăzute de legea comercială, cât şi că nu este permis a se lărgi prin analogie sfera de aplicaţie a unei legi excepţionale, adică prin recursul la un alt text de lege care este fundat pe aceiaşi raţiune, nu este mai puţin adevărat că şi legile excepţionale sunt susceptibile de a fi interpretate în sens larg, când aceasta rezulta ca necesitate logică din scopul evident ce urmaresc aceste legi. (Cas. II, 21 Ian. 28 80, B. p. 26).

TITLUL XVI.

Despre antichresă.

Art. 1697. — Antichresa este un contract, prin care creditorul dobândeşte dreptul de a-şi apropià fructele unui imobil remis lui de datornic, cu îndatorirea de a le imputà [1]) pe fiecare an asupra dobânzilor, de sunt datorite, şi apoi asupra capitalului creanţei sale. (Civ. 1698 urm.; L. Timbr. 21 § 5; Civ. Fr. 2085 § 2; Civ. Ital. 1891).

Text. fr. Art. 2085 § 2. — Le créancier n'acquiert par ce contrat que la faculté de percevoir les fruits de l'immeuble, à la charge de les imputer annuellement sur les intérêts, s'il lui en est dû, et ensuite sur le capital de sa créance.

Text. Ital. Art. 1891. — L'anticrezi è un contratto, mediante il quale il creditore acquista il diritto di fare suoi i frutti dell'immobile del suo debitore, coll'obligo di imputarli annualmente a sconto degli interessi, se gli sono dovuti, e quindi del capitale del suo credito.

Doctrină străină.

Aubry et Rau, IV, p. 715, 719, 721;
Baudry et de Loynes, *Du Nantissement*, etc., I, 16, 17, 182, 183, 187, 191, 193, 203, 211, 219;
Colin et Capitant, ed. 2-a, II, p. 752, 753, 754;
Dalloz, *Rép.* Nantiss., 22, 216 urm., 252; *Suppl.* Nantissement, 123 urm.;
Demante et Colmet de Santerre, VIII, 295 bis, V; 319 bis, I, II;
Guillouard, *Du Nantissement*, etc., 227-229, 246;
Laurent, XXVIII, 545, 546, 555;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 487;
Planiol, II, ed. 3-a, No. 2497;
Pont, *Pet. contr.*, II, 1233, 1235, 1247, 1274.

Doctrină românească.

Alexandresco, X, p. 295 urm., 306, 544; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 331 n. 3); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 226; *Observaţie* sub. Cas. I, 244 din 14 Mai 1910.

1) A „*imputà*" adică: a scădeà.

Dreptul 48 910; *Notă* sub. Justiţia de Pace din Carnières (Nord), 9 Mai 1920. Jurispr. Gen. 21/1923. No. 1445;
CANTACUZINO MATEI, p. 564, 565;
CERBAN AL., *„Lacunele şi defectele în organizarea sistemului nostru civil de garanţii reale“*. Curier Jud. 23-24/1919;
CODREANU S. ION (ISCOD), *Observaţie* sub. Trib. Muscel, 106 din 14 Mart. 1909. Curier Jud. 49/909;
NACU, III, p. 538, 539;
STOENESCU D. DEM., *„Studii asupra legilor rurale“*. Curier Jud. 23 907.

Jurisprudenţă.

1. Pentru constituirea unei antichrese trebue ca contractul sa fie scris şi trascris, acceptat de ambele părţi, conform art. 1698; şi ceea ce este mai esenţial, cată ca imobilul dat în antichresa să fie remis în posesiunea creditorului, dupe cum ordona art. 1697. (Apel Buc. III, 115, Mai 22 84, *Dr*. 72 84).

2. Antichresa este un drept real. (Apel Focşani. II. *Dr*. 18 85).

3. Pamânturile rurale pot fi date în antichreză. (Cas. I 244 din 14 Mai 1910. Jurisprudenţa 20 1910).

4. Când, prin convenţie, parţile stabilesc ca veniturile imobilului dat în antichreza, sa se impute numai asupra procentelor, impozit fonciar şi asigurare, prin aceasta nu se violează întru nimic nici o dispoziţie imperativă sau proibitivă a vreunui text de lege, de oarece nicaeri legea nu impune parţilor obligaţiunea ca să prevadă că parte din veniturile imobilului sa fie imputate şi asupra capitalului, sau să nu se insereze în act clauza de compensaţiune a veniturilor cu dobânzile capitalului împrumutat. (Trib. R.-Sărat. No. 188, 1915; Dreptul 1915, p. 458).

5. Antichreza, prin faptul că debitorul — proprietar al imobilului — ramâne lipsit de folosinţa bunului dat în antichreza, care trece în stapânirea creditorului, constitue un desmembramânt al proprietaţii, şi prin urmare nu pot fi date în antichreza pamânturile cu cari au fost împroprietăriţi locuitorii sateni la 1864, iar antichreza unor astfel de pamânturi este nulă, pe baza art. 1 şi 2 din legea interpretativa dela 1879. (Trib. R.-Sarat, No. 188, 1915, Dreptul 1915: p. 158).

6. A se vedea: art. 1108, nota 15; art. 1700, nota 1.

Art. 1698. — Acest contract trebuie să fie făcut înscris şi transcris, întrucât este o datorie mai mare de 150 lei [1]. (Civ. 1179, 1191, 1197, 1198, 1686; L. Timbr. 20 § 5, 42 § 1; Civ. Fr. 2085 § 1).

Text. fr. Art. 2085 § 1. — L'antichrèse ne s'établit que par écrit.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 715, 716;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du Nantissement*, etc., I, 18, 173-177;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 752, 753, 754;
DALLOZ, *Rép*. Nantissement, 216 urm.; *Suppl*. Nantissement, 123 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 295 bis, VI; 318 bis, I, III;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 346;
GLASSON, *Dr. de rét.*, p. 48;
GUILLOUARD, *Du Nantissement*, etc., 208, 210, 214; *Dr. de rét.*, 35;
LAURENT, XXVIII, 536, 537;
NICOLAS, *Dr. de rét.*, 161;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No 2497;
PONT, *Pet. contr.*, II, 1228-1236.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 297, 300 urm., 735 urm.; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 331 n. 3); *Observaţie* sub. Cas. I, 170 din 28 Mart. 1910. Dreptul 48 910; *Observaţie* sub. Trib. civil din Falaise 2 Mai 913. Curier Jud. 81/913;
CANTACUZINO MATEI, p. 555, 564, 565;
CODREANU S. ION (ISCOD), *Observaţie* sub. Trib. Muscel, 106 din 14 Martie 1909. Curier Jud. 49/909;
GEORGEAN N., *Nota* sub. Cas. I, 148 din 31 Mart. 1921. Pand. Rom. 1923-I-233;
NACU, II, p. 846; III, p. 540.

1) E vorba de *„lei vechi“*, adică 55 lei noi şi 55 bani. E de notat că *în textul francez nu se spune că acest contract trebue să fie transcris,* cum cere textul român al art. 1698 Cod Civ.

Jurisprudenţă.

1. Pentru constituirea unei antichreze, trebue ca contractul să fie scris şi transcris, acceptat de ambele părţi conform art. 1698 c. civ; şi aceea ce este mai esenţial, trebue ca imobilul dat în antichreză să fie remis în posesiunea creditorului după cum ordonă art. 1697 c. civ. (C. Apel. Buc. s. III 115 din 22 Mai 1884, Dreptul 72/84).

Art. 1699. — Creditorul, dacă nu s'a stipulat contrariul, este dator să plătească dările şi sarcinele anuale ale imobilului ce posedă în antichresă. Asemenea trebuie să îngrijească de întreţinere şi să facă reparaţiunile necesare şi utile ale imobilului; la din contră, rămâne răspunzător de daune-interese.

Toate spesele relative la obiectele sus arătate se vor prelevà asupra fructelor. (Civ. 991, 997, 1084, 1691, 1700; Civ. Fr. 2086).

Text. fr. Art. 2086. — Le créancier est tenu, s'il n'en est autrement convenu, de payer les contributions et les charges annuelles de l'immeuble qu'il tient en antichrèse.

Il doit également, sous peine de dommages et intérêts, pourvoir à l'entretien et aux réparations utiles et nécessaires de l'immeuble, sauf à prélever sur les fruits toutes les dépenses relatives à ces divers objets.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 717, 720;
BAUDRY ET CHAUVEAU, *Des biens*, 373, 376;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., I, 212, 213, 214, 215;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 754;
DALLOZ, *Rép.* Nantiss., 251 urm., 277 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 320 bis, VI;
GUILLOUARD, *Du Nantissement*, etc., 233, 258, 259;
LAURENT, XXVIII, 549, 550;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 492;
PONT, *Pet. contr.*, II, 1238, 1240;
TROPLONG, *Privil. et hypoth.*, 519 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 303, 304, 343, 344, 544; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 331 n. 3);
CANTACUZINO MATEI, p. 441, 564, 565;
NACU, III, p. 541.

Art. 1700. — Debitorul nu poate reclamà folosinţa imobilului dat în antichresă, mai înainte de a fi plătit toată datoria. Creditorul însă ce voeşte a se liberà de îndatoririle enumărate în articolul precedent, poate totdeauna, întrucât n'a renunţat expres la acest drept, silì pe debitor să-şi primească îndărăt folosinţa imobilului. (Civ. 771, 1322, 1323, 1377, 1444, 1619, 1694; Civ. Fr. 2087).

Text. fr. Art. 2087. — Le débiteur ne peut, avant l'entier acquittement de la dette, réclamer la jouissance de l'immeuble qu'il a remis en antichrèse.

Mais le créancier qui veut se décharger des obligations exprimées en l'article précédent, peut toujours, à moins qu'il n'ait renoncé à ce droit, contraindre le débiteur à reprendre la jouissance de son immeuble.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 717-720;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du Nantissement*, etc., I, 186-188, 205 urm., 211, 212, 216, 218;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 754, 779;

DALLOZ, *Rép.* Nantiss., 282 urm., 408, 788; *Suppl.* Nantissement, 139, 715;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 321 bis, II; 322 bis, IV, V;
GUILLOUARD, *Du Nantissement*, etc., 220, 223, 226;
LAURENT, XXVIII, 551, 552, 555, 561-573;
LYON-CAEN ET RENAULT, VII, 377;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 488 urm., 492;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2496;
PONT, *Pet. contr.*, II, 1244, 1246;
TROPLONG, *Privil. et hypoth.*, 551, 576 urm., 592.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 303, 304, 343, 344, 544; *Droit ancien et modene de la Roumanie*, p. 211; *„Teoria generală a dreptului de retenție"*. Dreptul 29/910;
BOTEZ CORNELIU, *„Doctrina asupra dreptului de retențiune"*. Pagini Juridice 56/1910;
CANTACUZINO MATEI, p. 547, 564, 565;
NACU, III, p. 541.

Jurisprudență.

1. Creditorul este ținut a restitui pământul constituit antichreză, când datornicul a plătit suma împrumutată. (Cas. I, 253 din 5 Mai 1910, B. p. 719. Jurisprudenta 20/1910).

2. A se vedea: art. 1322 „Dreptul de retenție".

Art. 1701. — Creditorul nu devine proprietar al imobilului prin singura neplată a datoriei la termenul stipulat; orice clauză contrarie este nulă.

La neplată, poate să ceară expropriațiunea debitorului după formele legale. (Civ. 5, 1008, 1689, 1719, 1824 urm.; Pr. civ. 378; Civ. Fr. 2088).

Text. fr. Art. 2088. — Le créancier ne devient point propriétaire de l'immeuble par le seul défaut de paiement au terme convenu; toute clause contraire est nulle: en ce cas, il peut poursuivre l'expropriation de son débiteur par les voies légales.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 718;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du Nantissement*, etc., I, 192, 194, 195, 197-201;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 755;
DALLOZ, *Rép.* Nantiss., 262 urm.; *Suppl.* Nantissement, 135 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 322 bis, I, II;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 798;
GUILLOUARD, *Du Nantissement*, etc., 218, 236;
LAURENT, XXVIII, 544, 557, 559;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 488 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2499;
PONT, *Pet. contr.*, II, 1226, 1255, 1257, 1259.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 268 urm., 305 urm.; (V, p. 139; VII, p. 45 n. 3); *„Despre pactul comisoriu în materie de amanet, antichreză și ipoteci"*. Dreptul 26 1910; *Observație* sub. Trib. Avranches (Manche), 4 Iunie 1920. Pand. Rom. 1922-III-145;
CANTACUZINO MATEI, p. 564, 565;
DEGREA AL., *„Scrieri Juridice"*. Vol. I, p. 582 urm. „Tocmeala ca să rămână lucrul amanetat proprietatea creditorului prin singura neplată a datoriei la terminul stipulat".
GEORGESCU B. I., *„Dispozițiunile imperative ale art. 1689 și 1701 c. civ. sunt ele aplicabile ori nu și la contractele de ipoteci"*. Curier Jud. 58/905;
HOZOC D., *Notă* sub. Trib. Dorohoi, 137 din 24 Mai 1922. Pand. Rom. 1924-II-166;
NACU, III, p. 542 urm.;
POLICHRON DEM., *Nota* sub. C. Apel Craiova s. II, 57 din 27 Mart. 1922. Pand. Rom. 1922-II-225.

Jurisprudenţă.

1. Sub legiuirea Caragea ca şi în Dr. roman şi în legislaţia actuala, nu erà valabilă clauza, prin care creditorul stipulà în actul de împrumut să devină proprietar pe imobilul amanetat, dacă debitorul nu-i plătea datoria la termen; creditorul n'avea decât dreptul de a cere ca zalogul să fie vândut cu ştirea Domniei. (Apel Buc. I. *Dr.* 61 903).

2. Vânzarea cu pact de rascumparare este permisă prin art. 1371 şi urm. c. civ. şi se transferă imediat proprietatea la cumpărător, vânzatorul având însă dreptul ca în anume termen, restituind preţul şi cheltuelile sa-şi poată relua bunul. Daca rescumpararea nu se exercită în condiţiunile fixate, lucrul trece definitiv în proprietatea cumparătorului.

Aceasta vânzare poate ascunde însă de multe ori un împrumut uzurar, aavând de scop a eludà legile asupra cametei sau un împrumut cu gaj, antichreză, ipotecă, având de scop eludarea dispoziţiilor art. 1689 şi 1701 c. civ. prin cari creditorul amanetar, antichrezist şi ipotecar este oprit a-şi însuşi lucrul constituit garanţie sau să dispună de el, fară formele legale. Aceste contracte simulate, denumite în drept contracte pignorative se caracterizează prin facultatea de rescumpărare acordata vânzatorului, vilitatea preţului şi relocaţia imediată a lucrului din partea cumpărătorului către vânzator. Chiar dacă unul din aceste elemente lipseşte, aceasta nu poate împiedecà existenţa contractului, când alte împrejurări dovedesc existenţa lui; — iar dovada simulaţiunii, prin care se tinde la eludarea dispoziţiilor art. 1689 şi 1701 c. civ., se poate face prin orice mijloc de proba şi chiar prin prezumpţii. Faptul că vânzatorul ramâne în stăpânirea lucrului, este o prezumpţie pentru stabilirea ultimei condiţii, de oarece dacă doctrina şi jurisprudenţa vorbesc de relocaţie, este numai pentru că se refera la mijlocul cel mai obicinuit la care recurg fraudatorii legii.

Deşi potrivit art. 1689 şi 1701 c. civ., stipulaţiunea prin care creditorul ar fi autorizat a-şi apropià lucrul ce serva de garanţie, este nula, totuşi ulterior debitorul poate vinde creditorului lucrul amanetat şi convenţia aceasta este valabilă, de oarece este facută la o epoca când debitorul nu mai e la dispoziţia creditorului; — se cere însă ca ea să fie serioasa iar nu o simplă executiune a unei înţelegeri intervenită în momentul încheierei împrumutului. (C. Apel Craiova 57 din 27 Mart. 1922. Pand. Rom. 1922 II, 225; Trib. Dorohoi 137 din 24 Mai 1922, Pand. Rom. 1924, II, 166).

3. A se vedeà: art. 1689 cu notele respective; art. 1746, nota 7.

Art. 1702. — Dispoziţiunile art. 1695 se aplică la antichrese întocmai ca la amanet. (Civ. Fr. 2090).

Text. fr. Art. 2090. — Les dispositions des articles 2077 et 2082 s'appliquent à l'antichrèse comme au gage.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 720;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du Nantissement*, etc., I, 189;
DALLOZ, *Rép.* Nantiss., 239;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 321 bis, VI;
GUILLOUARD, *Du Nantissement*, etc., 221;
LAURENT, XXVIII, 552;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 488 urm.,
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2496;
PONT, *Pet. contr.*, II, 1245.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 304, 305;
CANTACUZINO MATEI, p. 564, 565;
NACU, III, p. 542 urm.

Art. 1703. — Creditorul antichresist conservă asupra fondului şi celelalte privilegii şi ipotece, legal formate şi conservate. (Civ. 973, 1697, 1698, 1700, 1720 urm., 1790 urm.; Civ. Fr. 2091 [1]).

[1] Art. francez corespunzător 2091 are un cuprins mult mai complect şi întrucât-va diferit; tot astfel şi art. 2045 (1706 român).

Text. fr. Art. 2091. — Tout ce qui est statué au présent chapitre, ne préjudicie point aux droits que des tiers pourraient avoir sur le fonds de l'immeuble remis à titre d'antichrèse.

Si le créancier, muni à ce titre, a d'ailleurs sur le fonds, des privilèges ou hypothèques légalement établis conservés, il les exerce à son ordre et comme tout autre créancier.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II. p. 261; III, p. 114-121; III, ed. 5-a, p. 187-196; V, p. 630;
BAUDRY-LAC., *Précis*, III, 1054;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du Nantissement*, etc., I, 227, 228, 235-238, 244, 245, 247-251;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 754;
DALLOZ, *Rép.* Nantiss., 240 urm.; *Suppl.* Nantissement, 5, 12, 17, 20, 125 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 5 bis, II, VI; 30 bis, II;
DEMOLOMBE, IX, 682; X, 595;
GLASSON, *Du dr. de rét.*, p. 37, 58 urm., 134, 142 urm., 150-152 urm.;
GUILLOUARD, *Nantiss. et dr. de rét.*, 19, 23, 26, 41, 47, 51-55, 78-80, 85, 88, 89, 98, 100, 101, 113;
LAURENT, XXIX, 292-294, 297, 300-302;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 488 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a. No. 2501 urm.;
PONT, *Pet. contr.*, II, 129;
TROPLONG, *Priv. et hyp.*, I, 176, 258 urm.; *Du prêt*, 127; *Nantiss.*, 449; *Mandat*, 699 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCU, X, p. 307;
CANTACUZINO MATEI, p. 564, 565;
NACU, III, p. 542 urm.

TITLUL XVII.

Despre transacţiune.

Art. 1704. — Transacţiunea este un contract prin care părţile termină un proces început sau preîntâmpină un proces ce poate să nască. (Civ. 791, 943, 945, 947, 969, 1179, 1191, 1197, 1198, 1709 urm.; Pr. Civ. 260, 339 urm.; L. jud. oc. 81; Civ. Fr. 2044 § 1).

Text. fr. Art. 2044 § 1. — La transaction est un contrat par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat, cautionnement, de la transaction* 1207, 1208, 1214;
BUFNOIR, *Propriété et Contrat*, ed. 2-a, p. 296, 533;
CAPITANT, *De la cause des Obligations*, p. 215 urm.;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 724 urm.;
DALLOZ, *Rép.* Enregistrement, 1049 urm.; Transaction, 14 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 346, 431;
GUILLOUARD, *Transaction*, 31, 31 bis, 32;
LAURENT, XXVIII, 329;
MOURLON, ed. 7-a, III, 461 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2285 urm.;
PONT, *Pet. contr.* II, 482-484.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 188 urm.; „*Scopul şi definiţia tranzacţiei*". Dreptul 11/910;
CANTACUZINO MATEI, p. 667 urm.;
DAN EM., *Nota* sub. Judec. ocol. II C.-Lung, din 24 Iulie 1925, Curier Jud. 34/925;
GEORGEAN N., *Notă* sub. Trib. Dorohoi, 395 din 14 Nov. 1923. Jur. Gen. 1924 No. 925;
NACU, I, p. 631; III, p. 555.

Jurisprudenţă.

1. Caracterul distinctiv al transacţiunei este ca părţile litigante, împărţind obiectul în litigiu, îşi recunosc reciproc pe partea ce se adjudeca fie căreia dreptul cu care pretindeà totul. (Apel Bucureşti, III, Mai 13 74, *Dr.* 14/75).

2. Actul de transacţie prin care se recunoaşte unei părţi dreptul preexistent de proprietate asupra imobilului ce formà obiectul litigiului, nu este translativ de proprietate, pentru că nici o mutaţiune de proprietate nu s'a operat. (Apel Buc. III, 6, Ian. 16/84, *Dr.* 20 84).

3. Transacţiunea fiind un contract, ea trebue să cuprindă condiţiunile esenţiale pentru validitatea convenţiunilor prescrise de legea generala a contractelor, şi cari sunt: consimţimântul părţilor contractante, capacitatea de a contracta, un obiect şi o cauză licită. (Trib. Ilfov, I, Mart. 29 89, *Dr.* 36 89).

4. Indivizibilitatea sau nedivizibilitatea transacţiunei nu e un principiu de drept, ci o chestiune de fapt. (Cas. I, 93 93, Mart. 5 93, B. p. 235).

5. Deşi în contractul sinalagmatic de transacţiune, părţile sunt ţinute să-şi faca reciproc concesiuni sau sacrificii, însă neegalitatea concesiunilor nu exclude reciprocitatea lor. (Cas. I, 180 98, B. p. 709).

6. Din nici o dispoziţiune de lege nu rezultă că tranzacţiunea trebue sa cuprinda modalităţile în care a fost facuta.

Prin urmare, declaraţiunea scrisă a părţilor că s'au împacat şi luarea consimţimântului lor la judele de ocol constitue o tranzacţiune valabilă care cată să-şi producă efectele legale între părţile contractante, aşà că cu drept cuvânt instanţa de fond a constatat că părţile s'au împăcat şi nu se mai pot judecà pentru această afacere. (Cas. I, 26 Nov. 1907, B. p. 1712).

7. Dispoziţiunile art. 260 pr. civilă, relative la stingerea procesului, nu-şi au aplicaţiune când este vorba de o urmărire facuta pe baza unei hotarîri, care fusese închisa după cererea creditorului urmăritor şi care puteà fi redeschisa atât timp cât dreptul creditorului nu s'a prescris.

Prin urmare, cu drept cuvânt a fost respinsă ca nefondata contestaţia făcută de debitor întemeiată pe motivul că dosarul fiind închis în urma declaraţiunei creditorului că a fost îndestulat, hotărîrea pusa în executare şi-a pierdut efectul întrucât Tribunalul, — examinând actul prin care debitorul arata că din eroare s'a închis dosarul caci datoria n'a fost achitata, — constată ca voinţa părţilor n'a fost de a face o novaţiune a datoriei şi bine s'a procedat la urmărirea averei debitorului. (Cas. II, No. 215, 1914; Jurispr. Rom. 1915, p. 21).

8. Tranzacţia fiind un contract, deci un acord de voinţe producător de obligaţiuni este ca orice contract în genere indivizibila, în sensul ca nu s'ar puteà executà fara voinţa părţilor, numai parte din obligaţiuni, ci trebuesc executate toate în întregime. (Trib. Dorohoi 105 din 20 Mai 1922, Jur. Gen. 1923, No. 1129; Pand. Rom. 1924, III, 38).

Art. 1705. — Transacţiunea trebuie să fie constatată prin act scris. (Civ. 1171, 1176, 1179, 1191 urm., 1197 urm., 1704; Pr. civ. 260, 341, 722; L. Timbr. 18 § 21, 21 § 13; Civ. Fr. 2044 § 2).

Text. fr. Art. 2044 § 2. — Ce contrat doit être rédigé par écrit.

Doctrină străină.

Aubry et Rau, IV, p. 660, 661, 666;
Baudry et Wahl, *Des contrat aléatoires*, etc., 1219 urm., 1222, 1224;
Bufnoir, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 296, 533;
Colin et Capitant, ed. 2-a, I, p. 516; II, p. 724 urm.;
Dalloz, *Rép.* Transact., 14 urm.;
Demogue, I, *Sources des Obligations*, I, p. 346;
Demolombe, XXX, 109;
Guillouard, *Transaction*, 81, 85 bis, 86;
Laurent, XXVIII, 367, 375;
Lyon-Caen et Renault, III, 52;
Mourlon, ed. 7-a, III. p. 461 urm.;
Planiol, II, ed. 3-a, No. 2285 urm.;
Pont, *Pet. contr.*, II, 463, 487, 501, 502;
Troplong, *Transaction*, 27, 30.

Doctrină românească.

Alexandresco, X, p. 203 urm.; (XI, p. 359 n. 4); *Observație* sub. Trib. Dâmbovița 20 Mart. 1906. Dreptul 23/1907; *Observație* sub. C. Apel Bordeaux, 11 Iulie 1898. Curier Jud. 23/1901; *Observație* sub. Cas. I, 256 din 19 Aprilie 1911. Curier Jud. 43 1911;
Cantacuzino Matei, p. 667 urm.;
Georgean N., *Observație* sub. Trib. Dorohoi, 105 din 20 Mai 1922. Pand. Rom. 1924-III-38;
Nacu, II, p. 846; III, p. 555.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudență

1. Daca art. 1705 a cerut ca transacțiile să fie redactate în scris, prin aceasta a înțeles numai ca transacțiile nu se pot dovedì prin martori, scrierea în materie de transacțiune nefiind ceruta *ad solemnitatem* ca o condițiune esențială a existenței convenționei, dar numai *ad probationem;* și aceasta reese în privința juramântului și din art. 1208 care permite să se defere juramântul asupra ori cărei speță de contestațiune deși nu există nici un început de dovada, și astfel fiind transacțiunile se pot dovedì sau prin interogatoriu, care nu este decât o mărturisire a părții, sau prin juramânt. (Apel Buc. III, Nov. 26 79, *Dr.* 9 80, și Trib. Romanați 2 Aprilie 1908, Revista Jud. 36 908).

2. Această dispoziție nu prescrie forma scrisa *ad solemnitatem* ci numai *ad probationem*, putând în de altmintrelea, transacția să fie dovedită ca ori care contract nesolemn prin oricare mod admis de lege, afara de proba prin martori. (Cas. I, 428 84, Dec. 21 84, B. p. 1001).

3. Legea nu cere ca condițiune necesară validității unei transacții ca să fi mijlocit o hotărîre de expedient; art. 1705 prescrie numai ca transacția să fie constatată prin un act scris. In o atare situație partea e în drept de a cere executarea transacției după cum poate cere executarea ori cărei convențiuni; și din momentul ce partea adversă invoacă diferite nulități de formă in ceeace privește validitatea transacției, instanța înaintea căreia s'a depus transacția pentru stingerea procesului nu poate face alt ceva de cât să le examineze, statuând asupra acestor motive de nulitate; și deciziunea sa nu e dată ca hotarîre de expedient ci ca deslegând o contestație asupra unui litigiu urmat între părți. (Cas. I, 8 Ian. 12 90. B. p. 14).

4. Deși art. 1705 prevede că transacțiunea, și prin urmare și jurământul decizoriu, care nu este altceva de cât o transacțiune, să fie constatată prin act scris, dar daca se constată că reclamantul deferind jurământ în scris intimatului, acesta a referit același jurământ reclamantului care l'a acceptat și prestat, jurământul fiind constatat în scris și fiind tot același jurământ care s'a referit părții ce-l deferise, termenii în care el a fost dat sunt arătați în scris și prin urmare se poate constatà dacă acel juramânt erà personal și concludent. (Cas. II, 15 Ian. 23 91, B. p. 92).

5. Deși dupa art. 1705, transacțiunea trebue constatata printr'un act scris, însă în lipsa unui asemenea act, partea care invoaca existenta unei asemenea transacțiuni poate sa se refere la mărturisirea partie adverse; și dacă cel chemat la interogator nu vine, instanța de fond poate sa aprecieze dacă această nevenire constitue o mărturisire din partea sa. (Cas. II, 81 Mai 22 91, B. p. 675).

6. Dispozițiunea art. 1705 din codul civil, că transacțiunea trebue să fie constatată prin act scris, nu exclude ideia că, daca una din părțile semnatare își tagaduește semnatura dintr'un atare act, să nu fie admisă orice fel de probă, fie chiar proba testimonială, pentru constatarea, nu a existenței transacțiunei, ci a veracitatei acelei semnaturi. (Cas. II, 80/95, B. p. 853).

7. Legea nu cere ca condițiune necesară a validitații unei transacții ca să fi mijlocit, din partea tribunalului înaintea căruia se judecă litigiul asupra căruia părțile convin a transige, o hotărire de expedient și aceasta cu drept cuvânt, caci ceeace termină contestațiunea dintre părți este consimțimântul, voința părților, iar nu actul, prin care tribunalul constată voința părților semnate în trasacție. (Apel Iași II, C. Jud. 85 901).

8. Tranzacțiunea trebue să fie făcută prin act scris, conform art. 1705 codul civil, însă această cerință nu are a fi considerată ca o condițiune fără care nu s'ar puteà dovedì existența unei tranzacțiuni, așà în cât, dacă obiectul tranzacțiunii întrece valoarea de 150 lei, și dacă există un început de dovadă scrisă, aceasta este o chestiune de fapt, și constatarile în această privință ale

instanței de fond nu cad sub cenzura Curții de Casație. (Cas. II, 14 Febr. 1907, B. p. 278).

9. Dispozițiunea din art. 1705 din codul civil nu prescrie forma scrisă *ad solemnitatem*, ci numai *ad probationem*, putând tranzacția să fie dovedită ca orice contract nesolemn prin orice mijloc admis de lege, afară de proba cu martori.

Astfel, existența unei tranzacții poate fi dovedită cu diferite acte de către instanța de fond, în virtutea dreptului său suveran de apreciere în această privință. (Cas. I, 256 din 19 Apr. 1911, B. p. 523, Jurisprudența 18 911).

10. Tranzacția e un act consensual care nu este supus la nici o formă determinată. Art. 1705 c. civ., cere ca ea să fie constatată prin act scris nu „ad solemnitatem" ci „ad probationem".

O tranzacție chiar verbală poate fi validă și în lipsa unui act scris poate fi dovedită prin toate mijloacele de drept comun: mărturisire, jurământ, martori, etc., față de un început de dovadă scrisă.

Prin urmare în specie declarația scrisă de intimat pe somația adresată de apelant, prin care s'a mulțumit de modul cum s'a tranșat diferendul dintre ei și se declară mulțumit, fapt care nu e contestat nici de apelant, nu poate fi considerată ca o declarațiune unilaterală de voință ci ca o adevărată tranzacție și ca atare intimatul nu mai poate ridică pretenții asupra diferendului tranșat. (C. Apel Buc. s. IV 43 din 3 Dec. 1919. Curier Jud. 24-25 920; Trib. Dorohoi 105 din 20 Mai 1922, Pand Rom. 1924, III, 38).

11. Tranzacțiunea depusă înaintea unei instanțe judecătorești pentru stingerea unui proces pendinte, este valabila chiar dacă nu s'a pronunțat hotărîrea de expedient, destul numai că în conformitate cu art. 1705 din codul civil, ea să fie constată printr'un act scris emanat de la părțile litigante capabile după lege de a transige, de oare ce ceeace stinge procesul este voința părților, iar nu hotărîrea tribunalului care nu face decât să constate această voință.

Așà fiind, atunci când avocatul uneia din părțile litigante prezintă înaintea judecății un act de tranzacție consimțit chiar de partea pe care o reprezintă, iar nu de dânsul și cere pronunțarea unei hotărîri de expedient, el nu înstrăinează nimic, ci face un simplu act de administrație, care intră în limitele mandatului cu care este învesitit de a recunoaște actele emanate de la clientul său și prin urmare nu este necesar ca să aibă o procură specială în acest scop, fiind suficientă o procură generală. (Cas. II, 4 din 9 Ian. 1925, Dreptul 27 925).

12. A se vedeà: art. 1704, nota 6.

Art. 1706. — Transacțiune pot face numai acei ce pot dispune de obiectul cuprins în ea.

Acei însă ce nu pot dispune de obiectul cuprins în transacțiune, nu pot transige decât în formele stabilite de legi speciale. (Civ. 5, 113, 199 urm., 413, 419, 427-430, 433, 445, 448, 454, 458, 726, 950, 963, 966, 968, 1084, 1248, 1285, 1307, 1537, 1707, 1711; Pr. Civ. 260, 339, 340; C. com. 810; Civ. Fr. 2045.[1]).

Text. fr. Art. 2045. — Pour transiger il faut avoir la capacité de disposer des objets compris dans la transaction.

Le tuteur ne peut transiger pour le mineur ou l'interdit que conformément à l'article 467 au titre *de la Minorité, de la Tutelle et de l'Émancipation*; et il ne peut transiger avec le mineur devenu majeur, sur le compte de tutelle, que conformément à l'article 472 au même titre.

Les communes et établissements publics ne peuvent transiger qu'avec l'autorisation expresse du Roi.

Doctrină străină.

Aubry et Rau, I, p. 570; IV, p. 660. 663; V, p. 403;
Baudry et Wahl, *Des contrats aléatoires*, etc., 1227-1229, 1231, 1232, 1240 urm., 1261, 1265, 1272, 1274, 1276;
Colin et Capitant, ed. 2-a, I, p. 522; II, p. 725; ed. 1-a, III, p. 249, 287;
Dalloz, *Rép.* Transaction, 42 urm.; *Suppl.* Transaction, 27 urm.;

1) Textul art. 1706 Cod. civil Român, diferă de textul art. 2045 Cod. civil Francez, de unde s'a luat.

DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 279 bis, II-VI;
DEMOLOMBE, IV, 159; VIII, 275;
GUILLOUARD, *Transaction*, 34, 43, 46, 47, 49, 53, 58, 59, 61, 63, 73, 79;
LAURENT, IX, 560; XXVIII, 335 339, 341;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 464;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2287;
PONT, *Pet. contr.*, II, 510, 515, 520, 526, 537, 576, 580, 613, 732;
TROPLONG, *Transaction*, 51.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 198 urm.; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 330 n. 4, 507 ; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 67 nota 1;
CANTACUZINO MATEI, p. 667 urm.;
GEORGEAN N., *Nota* sub. Trib. Dorohoi 395 din 14 Nov. 1923. Jur. Gen. 1924 No. 925;
NACU, III, p. 556.

Jurisprudenţă.

1. Asupra unui obiect nu pot transige de cât acei cari au şi deplina dispoziţiune a acelui obiect; şi guvernul nefiind proprietarul averei nationale, nu poate prin urmare nici transige asupra averei publice, şi nu poate dar aveà facultatea de a transige asupra bunurilor nationale, de cât atunci când va obţine aceasta facultate printr'o lege speciala. (Cas. I, 139 Apr. 14 71, B. p. 69).

2. In principiu nimeni nu poate transige sau a compromite asupra unui obiect de care nu este capabil de a dispune. (Cas. I, 337 Oct. 23 85, B. p. 744; Cas. I 166 Mai 7 84, B. p. 398).

3 Neobservarea formalităţilor edictate de lege pentru complectarea capacitatei unor persoane morale nu face transacţiunea nula de drept, ci ea trebue considerată numai ca anulabila şi lasata la arbitrul părţei lezate a se prevalà de dânsa când gaseşte de cuviinţa. (Cas. I, 85 Mart. 29 88, B. p. 241).

4. Intrucât averea este indiviză, interesele succesorilor în moştenire sunt comune şi ca atare este natural ca toţi împreuna să concure la facerea ori cărui act de administraţiune; obligaţiunile şi drepturile unei succesiuri sunt reprezentate de toţi moştenitorii şi toţi au dreptul la ea pâna în momentul în care ar fi renunţat; refuzul unuia chiar din succesori la confecţionarea unui act, fie pentru orice motive, va împiedicà pe ceilalţi de a contractà şi a lucrà, aceasta pentru raţiunea că drepturile tuturor sunt egale în cât actul unuia nu poate obligà pe ceilalţi cu atât mai mult o transacţiune, unde părţile sunt prezumpte că şi-au făcut reciproc oarecare concesiuni pentru a preîntâmpinà un proces. (Apel Iaşi, II, Ian. 25 94, *Dr.* 57 94).

5. Partea contractanta, în favoarea căreia este stipulata o condiţie rezolutorie expresa, poate sa renunţe în mod tacit sau expres la beneficiul acelei clauze; iar instanţa de fond este suverana sa aprecieze din cari fapte rezulta renunţarea părţii la beneficiul condiţii rezolutorii, fara ca decizia sa în aceasta privinţa sa fie supusa controlului Curţii de Casaţie. (Cas. I, 9 Decembrie 1909, B. p. 1453).

6. Da a un contract de arendare poate fi făcut numai de primar pentru un bun al comunii, el poate sa renunţe în mod valabil la stipulaţiunile prevazute într'însul, cum ar fi pactul comisoriu expres, prevăzut în favoarea Primăriei. (Cas. I, 9 Dec. 1909, B. p. 1453).

7. Facultatea de a transige sau de a face un act de compromis, acte între cari există o mare analogie după cum rezulta din comparaţiunea art. 339 pr. civilă, 1537 şi 1706 c. civil, implică în sine ideia unei renunţari la drepturi, care nu se poate face decât numai de acei ce pot dispune de aceste drepturi, nu şi de catre administratorii cari nu pot depaşi în actele lor, puterile cuprinse în mandatul ce au de a administrà.

Direcţiunea generala a poştelor neavând facultatea de a face un compromis în baza legei sale organice, şi nefiind autorizată la aceasta de către Ministerul Domeniilor în formele edictate de art. 20 din legea dela 28 Martie 1872 pentru ca un asemenea compromis să fie valabil, este nul, şi prin urmare este nulă şi hotarîrea dată pe temeiul acestui compromis. (C. Buc. s. IV, 93/912, Curier Jud. 63 912).

8 A se vedeà: art. 413 cu notele respective; art. 653, nota 2; art. 950, nota 2.

Art. 1707. — Se poate transige asupra unei acţiuni civile ce derivă din o infracţiune[1]). (Civ. 5; Pr. P. 4; Civ. Fr. 2046).

---

1) Textul art. francez 2046 corespunzător, continuă: „*La transaction n'empêche pas la poursuite du ministère public*".

Text. fr. Art. 2046. — On peut transiger sur l'intérêt civil qui résulte d'un délit.

La transaction n'empêche pas la poursuite du ministère public.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1262;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 725;
DALLOZ, *Rép.* Transaction, 70 urm.; *Suppl.* Transaction, 43 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 463:
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2289.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 193 urm.; (V, p. 503, 513, 514);
CANTACUZINO MATEI, p. 667 urm.;
NACU, I, p. 109; III, p. 556, 557.

Art. 1708. — In transacțiune se poate stipulà o penalitate contra celui ce nu se va ținea de dânsa. (Civ. 1020, 1021, 1066 urm.; Civ. Fr. 2047).

Text. fr. Art. 2047. — On peut ajouter à une transaction la stipulation d'une peine contre celui qui manquera de l'exécuter.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 667;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1295;
DALLOZ, *Rép.* Transaction, 116 urm.; *Suppl.* Transaction, 80 urm.;
DEMOLOMBE, XXVI, 659;
GUILLOUARD, *Transaction*, 126, 127 urm.;
LAURENT, XXVIII, 381;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 472;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2293;
PONT, *Pet. contr.*, II, 618, 621 urm.;
TROPLONG, *Transaction*, 103 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 218; (VI, p. 258, 268);
CANTACUZINO MATEI, p. 667 urm.;
NACU, III, p. 560.

Art. 1709. — Transacțiunile se mărginesc numai la obiectul lor; renunțarea, făcută în [1]) toate pretențiele și acțiunile, cuprinde numai aceeace se reportă la pricinele, asupra cărora a urmat transacțiune. (Civ. 977, 984, 1710, 1716; Civ. Fr. 2048).

Text. fr. Art. 2048. — Les transactions se renferment dans leur objet: la renonciation qui y est faite a tous droits, actions et prétentions, ne s'entend que de ce qui est relatif au différend qui y a donné lieu.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1286;
DALLOZ, *Rep.* Transact., 125 urm.; *Suppl.* Transaction, 85 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 471;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2294.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 212 urm.; (V, p. 300, 301); *„Efectele tranzacției în privința obiectului său"*. Dreptul 14 1910;
CANTACUZINO MATEI, p. 667 urm.;
NACU, III, p. 558.

---

1) In textul francez se zice „*la*" în loc de „*în*".

Jurisprudență.

1. Cu toate că este necesar ca tranzacția să fie limitata riguros la punctele cari au facut obiectul discuției pricinei, totuși ea trebue extinsă și la tot ceeace este o consecință necesară a celor exprimate în tranzacție. (Trib. Ilfov s. II, 694 din 15 Oct. 1920. Dreptul 16 921).

Art. 1710. — Transacțiunea nu se întinde decât asupra pricinelor de cari tratează, fie intențiunea părților manifestată prin expresiuni speciale sau generale, ori rezulte ea ca o consecință necesară din ceeace s'a expres. (Civ. 977, 984, 1709, 1716; Civ. Fr. 2049).

Text. fr. Art. 2049. Les transactions ne règlent que les différends qui s'y trouvent compris, soit que les parties aient manifesté leur intention par des expressions spéciales ou générales, soit que l'on reconnaisse cette intention par une suite nécessaire de ce qui y est exprimé.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1286;
DALLOZ, *Rép.* Transaction, 125 urm.; *Suppl.* Transaction, 85 urm.;
MOURLON ed. 7-a, III, p. 471;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2294.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 212 urm.; (V, p. 300, 301); *„Efectele tranzacției în privința obiectului său“*. Dreptul 14 1910;
CANTACUZINO MATEI p. 667 urm.;
NACU, III, p. 558.

Jurisprudență.

1. Art. 1709 și 1710 reglementând modul interpretărei tranzacțiunilor și precizând ca ele nu regulează de cât diferendele asupra carora a urmat, fie ca partile și-au manifestat intentiunea lor prin expresiuni speciale sau generale, rezultă că nu trebue a se aveà în vedere termenii transacțiunei, ci comuna intențiune a partilor contractante, chestiune de altfel nediscutabilă și reprodusa asemenea și în art. 977 și 984. (Trib. Ilfov, II, 219, Nov. 1 86, *Dr.* 80 86).

Art. 1711. — Transacțiunile au între părțile contractante puterea unei sentințe neapelabile [1]). (Civ. 791, 954, 966, 1200, 1201, 1206, 1704, 1709; Pr. Civ. 288 urm., 291, 305, 360; Civ. Fr. 2052).

Text. fr. Art. 2052. — Les transactions ont, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier resort.

Elles ne peuvent être attaquées pour cause d'erreur de droit, ni pour cause de lésion.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1291;
BUFNOIR *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 296, 624, 674;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 291, 726, 727, 728;
DALLOZ, *Rép.* Transaction, 98 urm., 136 urm.; *Suppl.* Transaction, 66 urm., 93 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 405, 432, 661;
GUILLOUARD, *Transaction*, 106;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 465, 467, 468;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2293-2300.

1) Art. francez corespunzător 2052, adaugă: *„Elles ne peuvent être attaquées pour cause d'erreur de droit ni pour cause de lésion.*

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 208, 216 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 918; V, p. 54 nota, 94 n. 1, 156 urm., 371); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 431; *„Caracterele tranzacţiei“*. Dreptul 28/1910;
CANTACUZINO MATEI, p. 667 urm.;
DAN EM., *Notă* sub. Judec. Ocol. II C.-Lung din 24 Iulie 1925. Curier Jud. 34/925;
LĂZĂRESCU EM. ALEXANDRU, *Regula de drept şi jurisprudenţa actuală*, „Despre eroarea de drept“ p. 6;
NACU, II, p. 428; III, p. 557.

Jurisprudenţă.

1. O tranzacţie nu cade *ipso-jure* prin acea că o parte nu s'a ţinut de ea, ci trebue intentat un proces de reziliere a contractului de tranzacţiune. Deci întru cât nu s'a făcut un proces pentru retractarea ei, judecata nu e chemată a se pronunţă asupra validităţei tranzacţiei când nulitatea ei se invoacă ca mijloc de apărare. (Cas. I, 186/Mai 20/85, B. p. 399).

2. Ori cât ar fi de întemeiată obiecţiunea că tranzacţiunea judiciară din litigiu nu s'a convertit în hotărîre, de oarece judecata s'a mărginit a o adeverì şi nu a statuat după consimţimântul parţilor condamnând pe o parte la concluziunile luate de cealaltă, nu este mai puţin constant că procesul s'a închis în urma tranzacţiunei, şi dar toate hotărîrile date în cursul instanţei închise nu mai au nici o tărie şi nu pot să valoreze ca titluri executorii. (Cas. I, 350 Nov. 18 86, B. p. 862).

3. Atât tranzacţiunile cât şi desistarea, fiind încă personale ale părţilor la care autoritatea judecătorilor *nihil addit ad vim transactionis*, este învederat dar că validitatea lor nu poate fi discutată de cât pe calea acţiunei principale, ca ori ce altă convenţiune în genere. (Trib. Ilfov, II, 420, Iun. 22/94, Dreptul 58/94).

4. Instanţele judecătoreşti nu pot reveni pe cale incidentală asupra hotărîrilor de expedient care constată o tranzacţie pentru terminarea unui proces început şi să judece motivele de nulitate, ce se invoacă în contra ei. Aşà dar, pentru a se puteà redeschide instanţa închisă prin tranzacţie, trebue mai întâi să se urmărească anularea transacţiei pe cale principală. (Cas. I, 325/94, B. p. 964).

5. Tranzacţia fiind un titlu declarativ, iar nu translativ de proprietate, nu poate fi opuse unui terţiu ce revendică un imobil asupra căruia a intervenit acea tranzacţie. (Cas. I, 141/904. B. p. 391).

6. a). Intr'o hotărîre de expedient, judecătorul nu pune nimic din cugetul şi voinţa sa proprie, ca în orice altă hotărîre judecătorească, ci, el nu face altceva de cât acelaş lucru ce-l face şi la autentificarea unui act: anume, că ia act de voinţa scrisă a părţilor şi învesteşte actul cu forma autentică, atunci când îi dă autenticitatea legală; sau îl învesteşte cu forma unei hotărîri judecătoreşti, când el pronunţă o hotărîre de expedient; deci judecătorul *nihil addit ad vim transactionis*. In ambele cazuri, opera judecătorului este absolut mecanică.

b) Intr'o hotărîre de expedient, părţile făcând recunoaşteri reciproce şi luându-şi obligaţiuni una faţă de alta, o asemenea hotărîre, prin voinţa părţilor, este definitivă şi executorie şi, ca atare, nu mai e susceptibilă de apel. (Judec. Ocol II C.-Lung, 24 Iulie 1925, Curier Jud. 34/1925).

7. Este constant în drept, că hotărîrea dată asupra unei contestaţiuni va fi susceptibila de apel sau nu, după cum şi hotărîrea dată în procesul principal va puteà fi apelată sau nu.

Hotărîrea dată în procesul principal este susceptibilă de apel când ea, fără a confirmă o tranzacţie încheiată între părţi, se sprijină numai pe o atare tranzacţie ca mijloc de probă sau de apărare. Prin urmare, şi hotărîrea dată în contestaţie, ca accesoriu, va fi susceptibilă, în acest caz, de apel. (Cas. II, 260 din 11 Mai 1925, Pandectele Săptămânale 18/1925).

8. A se vedeà: art. 1101, nota 2; art. 1201, notele 98, 103, 110; art. 1208, nota 13; art. 1211, notele 25, 29.

Art. 1712. — Este admisibilă acţiunea de nulitate contra unei transacţiuni, pentru eroare asupra persoanei sau obiectului în proces. (Civ. 954, 966, 1191, 1717; Civ. Fr. 2053).

Text. fr. Art. 2053. — Néanmoins une transaction peut être rescindée, lorsqu'il y a erreur dans la personne ou sur l'objet de la contestation.
Elle peut l'être dans tous les cas où il y a dol ou violence.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 670;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1245;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 727;
DALLOZ, *Rép.* Transaction, 144 urm.; *Suppl.* Transaction, 97 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 17 bis, II;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 431, 592;
DEMOLOMBE, XXIV, 120;
GUILLOUARD, *Transaction*, 139;
LAURENT, XXVIII, 333;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2299 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 192, 219 urm., 221, 222; (V, p. 46 urm., 48, 52); *Observaţie* sub. Cas. Fr., 29 Iulie 1902. Dreptul 40/1907; *„Cauzele de anulare ale tranzacţiei"*. Dreptul 20/1910;
CANTACUZINO MATEI, p. 667 urm.;
NACU, III, p. 560 urm.

Jurisprudenţă.

1. Cazurile în cari o tranzacţiune se poate atacà în nulitate pe cale principală, sunt limitativ prevăzute la art. 1712 şi urm. (Cas. I, 125 Mart. 11/78. B. p. 127).

2. Tranzacţiunile nu sunt rescindibile pentru leziune de mai mult de jumătate. (Trib. Ilfov, II, 420, Iun. 22/94, *Dr.* 58/94).

3. Dolul este o cauză de nulitate a tranzacţiunei ca a ori carei convenţiuni în genere. (Trib. Ilfov, II, 420, Iun. 23/94, *Dr.* 58/94).

4. Acţiunea în nulitate, bazata pe eroarea asupra persoanei, formată în contra unei tranzacţii, este admisibila, căci consimţimântul părţii se gaseşte viţiat. (Apel Buc. II, C. Jud. 8 98).

5. Art. 1712 cod. civ., nefiind decât aplicaţiunea principiului general din art. 954, eroarea asupra persoanei, nu este o cauza de nulitate a unei tranzacţiuni, de cât numai când ea este substanţiala, adică atunci când consideraţiunea persoanei a fost cauza determinantă a tranzacţiunei. (Tribunalul Ilfov I, *Dr.* 7/905).

Art. 1713. — Asemenea se poate atacà transacţiunea făcută spre executarea unui titlu nul, afară numai când părţile ar fi tratat expres despre nulitate. (Civ. 954, 966, 1167, 1190, 1711; Civ. Fr. 2054).

Text. fr. Art. 2054. — Il y a également lieu à l'action en rescision contre une transaction, lorsqu'elle a été faite en exécution d'un titre nul, à moins que les parties n'aient expressément traité sur la nullité.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 671;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1248;
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p 213, 215 urm.;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 727, 728;
DALLOZ, *Rép.* Transaction, 150 urm.; *Suppl.* Transaction, 102 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 281, 432;
GUILLOUARD, *Transaction*, 149, 166;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 465;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2299 urm.;
PONT, *Pet. contr.*, II, 702 urm.;
TROPLONG, *Transaction*, 145 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 192, 219 urm., 221, 222 urm.; *„Cauzele de anulare ale tranzacţiei"*. Dreptul 20/1910;
CANTACUZINO MATEI, p. 667 urm.;
NACU, III, p. 560 urm.

Jurisprudență.

1. Pentru ca o tranzacțiune să fie valabilă, trebue să existe un drept îndoios pus în contestațiune asupra căruia părțile au căzut de acord; și, pentru a se determină dacă dreptul este îndoios ori nu, trebue a ne referì la părțile d'n proces și a interpretà această îndoială după starea lor intelectuală. Astfel, nu se mai poate atacà transacțiunea care a avut de obiect dacă testamentul conține o substitutiune fideicomisară și o condițiune ilegală ce ar atrage nulitatea lui; de oarece aceste puncte care dau loc la discuțiuni și la îndoială în spiritul jurisconsulților, este evident că au putut produce îndoială în spiritele părților. (Trib. Brăila, Mai 31 83. *Dr.* 59 83).

2. Art. 1713 c. civ., după care se poate sfărâmà transacțiunea făcută spre executarea unui titlu nul presupune că sorgintea dreptului asupra căruia s'a transigeat să fi fost un titlu nul. (Cas. I, 54 Febr. 29 88, B. p. 145; Apel Iași, II, 77, Mai 2.87, *Dr.* 27/88).

3. Din art. 1713 rezultă că în principiu o transacțiune este nulă ori de câte ori ea este făcută spre executarea unui titlu nul, și ca excepțiune la acest principiu, articolul admite cazul când părțile ar fi tratat expres despre nulități. (Cas. I, 46 92, Febr. 14 92, B. p. 108; Apel Galați, II, Mai, 26/92, *Dr.* 45 92).

4 Tranzacțiunea, în cazul prevăzut de art. 1713, fiind nulă pentru lipsă de cauză, iar nu pentru eroare, această nulitate nu poate fi acoperită de cât tratând expres asupra ei. Deci, de o confirmare tacită nici poate fi vorba. (Apel Galați, II, Mai 26 92, *Dr.* 45 92).

5. Din acest articol reese evident că pentru validitatea tranzacției nu este suficient cunoștința, pe care o au părțile despre nul'tatea titlului în momentul când tranzig asupra executiei lui, ci trebue ca parțile să fi tratat expres asupra acestei nulităț‌i. Astfel, dacă instanța de fond constată că enumărarea calităților în care tratează părțile însemnează ca ele au cunoscut fiecare în momentul încheerei tranzacției d'versitatea gradului lor de rudenie cu de cujus și deci vocația lor respectivă la succesiunea lui, și totuși au convenit să ceară împreuna și fară deosebire de rangul rudeniei să fie trimiși cu toții în posesie; dacă instanța de fond constată încă că vointa părților a fost de a curmà orice discuție între ei și asupra apropierii sau depărtării gradului lor de rudenie, și că ei au declarat expres și formal că fac tranzacție, în scop de a terminà orice judecată între ei, renunțând reciproc la orice pretenții, o asemenea tranzacție cuprinde în mod expres atât cauza cât și obiectul. (Cas. I, 401 903, B. p. 1207).

6. Nulitatea prevăzută de art. 1713 nu poate să fie o acțiune de nulitate pentru l'psă de cauză, nesusceptibilă de confirmare, ci numai pentru eroare, astfel că tranzacțiunea nu poată să fie nulă, decât pentru motiv de eroare. Astfel, partea care a transigeat asupra unui act, cunoscând, în momentul tranzacțiunei, v'țiile acelui act, nu poate cere nulitatea tranzacțiunei, pe motiv că actul fiind nul și tranzacțiunea este nula. Pr'n cuvintele „a tratà expres despre nulitate", din art. 1713, legiuitorul a înțeles că eroarea nu se prezumă și că ea trebue dovedită dupa regulele de drept comun, cu alte cuvinte că art. 1713 nu este decât aplicațiunea regulelor de drept comun relative la acte confirmative, confirmare care poate să fie expresă, în caz când actul de confirmare trebue să conțină mențiunea de motivul acțiunei în nulitate precum și intențiunea de a reparà vițiul pe care se întemeià acea acțiune, precum și confirmare ce poate sa fie tacită, rezultând din executarea voluntara a actului atins de o nul'tate cunoscută de acel ce execută actul. (Apel Buc. III, *Dr* 47 904).

7. Dacă prima acțiune pentru anularea unei transacțiuni dintre moștenitori se bazează pe art. 1713 cod. civ., adică se invoacă nulitatea titlului de erede, spre a se susține ca părțile n'au tratat expres asupra nulitatei, iar a doua acțiune pentru anularea aceleiași tranzacț'uni se bazeaza pe art. 1712 cod. civ. adică se invoacă eroarea asupra calitatei de erede, spre a se susține că partea n'a avut de loc calitatea de erede, ambele acțiuni se bazează în realitate pe acelaș v'țiu, de consimțimânt, eroarea asupra calitatei de erede, invocata în prima acțiune 'ar lipsa calității de rudă în grad succesibil, invocată în a doua acțiune, nu constitue decât niște mijloace de fapt în dovedirea cauzei. (Trib. Ilfov I, *Dr.* 7/905).

8. A se vedeà: art. 1190, nota 5.

Art. 1714. — Transacțiunea făcută pe documente dovedite în urmă de falșe, este nulă. (Civ. 966, 1712, 1716; Pr. civ. 290 urm., 366; Civ. Fr. 2055).

Text. fr. Art. 2055. — La transaction faite sur pièces qui depuis ont été reconnues fausses, est entièrement nulle.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 671;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1250, 1280 urm.;
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 213, 215 urm.;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 727;
DALLOZ, *Rép.* Transaction, 160 urm.; *Suppl.* Transaction, 109 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 432; II, p. 529;
GUILLOUARD, *Transaction*, 71, 151;
LAURENT, XXVIII, 420;
MOURLON, ed 7-a, III, p. 466, 467;
PLANIOL, II, ed 3-a, No. 2299 urm.;
PONT, *Pet. contr.*, II, 593, 718.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 192, 211, 219 urm., 221, 222, 224, 225; *„Cauzele de anulare ale tranzacţiei"*. Dreptul 20/1910;
CANTACUZINO MATEI, p. 667 urm.;
NACU, III, p. 560 urm.

Art. 1715. — E asemenea nulă transacţiunea asupra unui proces finit prin sentinţă neapelabilă despre care părţile sau una din ele n'aveau cunoştinţă.

Când sentinţa necunoscută părţilor ar fi încă apelabilă, transacţiunea va[1]) fi validă. (Civ. 954, 966, 1202, 1712; Pr. civ. 291; Civ. Fr. 2056).

Text fr. Art. 2056. — La transaction sur un procès terminé par un jugement passé en force de chose jugée, dont les parties ou l'une d'elles n'aivaient point connaissance, est nulle.

Si le jugement ignoré des parties était susceptible d'appel, la transaction sera valable.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1251;
BUFNOIR, *Propriéte et contrat*, ed. 2-a, p. 533;
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 213, 215 urm.;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 727;
DALLOZ, *Rép.* Transaction, 167 urm.; *Suppl.* Transaction, 112 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 432, 433;
GUILLOUARD, *Transaction*, 157;
LAURENT, XXVIII, 421;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 466;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2299 urm.;
TROPLONG, *Transaction*, 155.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 225, 226; *„Cauzele de anulare ale tranzacţiei"*. Dreptul 20 1910;
CANTACUZINO MATEI, p. 667 urm.;
NACU, III, p. 560 urm.

Jurisprudenţă.

1. O tranzacţie este valabilă nu numai când printr'un astfel de act părţile au în vedere un interes apreciabil în bani, dar şi când ele tranzig spre a conservà pacea şi unirea dintre ele, prevenind sau stingând un proces. Transacţia făcută asupra unui proces finit prin sentinţa neapelabila, este nulă când părţile sau una din ele n'aveà cunoştinţă despre acea sentinţă. In caz când o asemenea hotarîre, necunoscută de părţi, sau de una din ele, este susceptibila de a fi atacată de recurs, tranzacţia trebue declarată valabilă, căci chiar dacă un asemenea act nu ar merità numele de tranzacţie, însă el trebue primit ca o renunţare, ca un act nenumit. (Apel Buc. II, C. Jud. 8 98).

1) In ediţiunea oficială din eroare se zice aci *„ar"* în loc de *„va"* cum este şi în textul francez.

Art. 1716. — Când părţile au transigeat în genere asupra tuturor afacerilor ce ar puteà să existe între dânsele, documentele ce le-ar fi fost necunoscute lor în timpul transacţiunei, şi cari s'ar fi descoperit în urmă, nu constituesc un titlu de anularea transacţiunei, afară numai atunci când ar fi fost ascunse prin fapta uneia din părţile contractante.

Insă transacţiunea va fi nulă, când ea nu ar cuprinde decât un singur obiect şi s'ar dovedì din documentele în urmă descoperite, că una din părţi nu aveà nici un drept asupra acelui obiect. (Civ. 1711, 1714; Pr. civ. 290 urm., 296; Civ. Fr. 2057).

Text. fr. Art 2057. — Lorsque les parties ont transigé généralement sur toutes les affaires qu'elles pouvaient avoir ensemble, les titres qui leur étaient alors inconnus, et qui auraient été postérieurement decouvert ne sont point une cause de rescision, à moins qu'ils n'aient été retenus par le fait de l'une des parties;

Mais la transaction serait nulle si elle n'avait qu'un objet sur lequel il serait constaté, par des titres nouvellement découverts, que l'une des parties n'avait aucun droit.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1252, 1253, 1280;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 727;
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 213, 215 urm.;
DALLOZ, *Rép.* Transaction, 170;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 432, 433, 592; II, p. 577;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2299 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 191, 212, 219 urm., 228, 229; (VII, p. 414); *„Cauzele de anulare ale tranzacţiei"*. Dreptul 20/1910;
CANTACUZINO MATEI, p. 667 urm.;
NACU, III, p. 561 urm.

Jurisprudenţă.

1. Art. 1716 prevede cazul când una din părţile ce au subscris tranzacţiunea, n'ar aveà vre un drept asupra obiectului de care tratează tranzacţiunea, iar nici cum şi cazul când mai multe persoane formează o singură parte în tranzacţiune, şi când una din acele persoane fără drept ar fi subscris acea tranzacţiune, căci în acest din urmă caz această iregularitate nu poate da loc de cât la o contestaţiune între acele persoane ce formează o singură parte în tranzacţiune, iar nici cum poate da loc de un motiv în casaţiune. Astfel, cel iscălit în persoană nu poate cere şi obţine nulitatea tranzacţiunei pe motiv că şi fiul său care n'aveà nici un rol la această tranzacţiune ar fi subscris împreună cu dânsul tranzacţiunea, de oare ce o subsemnătură superflue nu poate vicià o tranzacţiune de altmintrelea legală şi valabilă *(utile per inutile non vitiatur).* (Cas. I, 39 Februarie, 8 81, B. p. 74).

Art. 1717. — Invederata greşală în socoteli, urmată la facerea transacţiunei, nu păgubeşte pe nici una din părţi, şi trebuie să se repareze. (Civ. 1712; Pr. Civ. 292; Civ. Fr. 2058).

Text. fr. Art. 2058. — L'erreur de calcul dans une transaction doit être réparée.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aleatoires*, etc., 1254;
DALLOZ, *Rep.* Transaction, 171 urm.; *Suppl.* Transaction, 114;

Guillouard. *Transaction*, 163 urm.;
Huc, XII, 334;
Laurent, XXVIII, 411,
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 469.

Doctrină românească.

Alexandresco, X, p. 228, 229; (III, part. II, ed. 2-a, p. 834; V, p. 57; VII, p. 579 n. 2);
Cantacuzino Matei, p. 667 urm.;
Nacu, III, p. 561 urm.

Jurisprudență.

1. Art. 1717 c. civ., autoriză numai îndreptarea unor învederate greșeli urmate la facerea unei tranzacții și cari ca atare sunt imputabile ambelor părți contractante; el nu autoriză și cercetarea pretențiilor uneia din părți, cari ar tinde la modificarea tranzacției, pe motiv că această parte ar fi constatat în scriptele ei erori neimputabile celeilalte părți, căci prin aceasta s'ar ajunge să se modifice pe cale contencioasă însăși fondul sau baza de calcul a tranzacției consimțită de ambele părți, ceea ce nu e admisibil. Cas. III, 585 din 16 Mai 1923. Jur. Rom. 13-14, 1923).

TITLUL XVIII.

Despre privilegii și ipoteci [1]).

CAPITOLUL I.

Dispozițiuni generale.

Art. 1718. — Oricine este obligat personal, este ținut de a îndeplini îndatoririle sale cu tôate bunurile sale mobile și imobile, prezente și viitoare. (Civ. 1719, 1824 urm., 1826 urm., 1831; Pr. Civ. 379 urm. L. propr. liter. (Mon. of. 68/923), Art. 9, 10; Lege p. regularea și consolidarea dreptului de a exploatà petrolul și ozocherita, Art. 56; Civ. Fr. 2092; L. Belg. 7).

Text. fr. Art. 2092. — Quiconque s'est obligé personnellement, est tenu de remplir son engagement sur tous ses biens mobiliers et immobiliers, présents et à venir.

Text. belg. Art. 7. — Quiconque est obligé personnellement, est tenu de remplir ses engagements sur tous ses biens mobiliers ou immobiliers présents et à venir.

Doctrină străină.

Aubry et Rau, V, p. 408, 409;
Baudry et Wahl, *Des successions*, II, 1720, 1759 urm.;
Baudry et de Loynes, *Du Nantisement, des Priv. et hyp.*, etc. I, 253-259, 272;
Bufnoir, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 369, 765;
Colin et Capitant, ed. 2-a, I, p. 107, 109, II, p. 39 urm., 85, 729, 730, 784, 789, 964;
Demante et Colmet de Santerre, VI, 101 bis, VII, XII;
Demogue, I, *Sources des Obligations*, II, p. 708; III, p. 246;
Demolombe, *Mariage*, II, 161;
Glasson, II, p 256 urm.;
Guillouard, *Priv. et hyp.*, I, 142, 143; *Contr. de mar.*, III, 1199;
Laurent, XXII, 309-311; XXIX, 268, 269; XXXI, 287;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 493 urm.;
Planiol, II, ed. 3-a, No. 180 urm., 2310 urm.;
Pont, *Pet. contr.*, II, 1181; *Privilèges et hypothèques*, I, 9, 16.

1) In această materie a privilegiilor și ipotecilor vom indicà atât articolele corespunzătoare din Legea Belgiană dela 16 Dec. 1851, cât și articolele corespunzătoare ale codului civil francez. Căci, după cum am aratat în nota dela început, legiuitorul român, a avut în vedere la alcătuirea Codului nostru Civil, pe lângă Codul francez al lui Napoleon și Legea Belgiană din 1851, asupra regimului ipotecar, precum și proectul Codului Civil Italian al ministrului Pisanelli. Mai ales în această materie a regulamentărei privilegiilor și ipotecelor, legiuitorul român s'a servit mult și în special de Legea Belgiană din 16 Decembrie 1851, care i-a servit de model.

In vechiul drept român, Codul Caragea și Calimach, privilegiile erau cunoscute sub denumirea de *protimisis*", iar ipotecile sub aceia de *„zălog"*.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 117 nota, 331 urm., 361, 716, 751; (III, part. II, ed. 2-a, p. 386, 414, 417, 495, 715, 725, 754, 755, 763; IV, part. I, ed. 2-a, p. 576, 701 nota; IV, part. II, ed. 2-a, p. 236, 379; V, p. 199, 200, 213, 221, 263, 267 nota, 272, 474; VI, p. 511, 621; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 224, 339, 340, 401, 512, 531; IX, p. 528 n. 4, 660); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 451; *Observaţie* sub. Trib. Iaşi s. I, 24 Nov. 907; Dreptul 8/908; *Observaţie* sub. C. Apel Iaşi s. II, 49 din 27 Mart. 1898. Curier Jud. 43/904; *„Drepturile creditorilor în genere asupra bunurilor debitorului lor"*. Pagini Juridice 61/1910; *Observaţie* sub. Trib. civil Nantua (Ain), 9 Ian. 1923. Pand. Rom. 1924-III-123;
DIMITRESCU GRIGORE, *„Din regimul dotal"*, Dreptul 13/910; *Observaţie* sub. Trib. Iaşi s. II, 22 Mai 910. Dreptul 50 910;
GEORGEAN N., *Notă* sub. Trib. Dorohoi, 143 din 7 Iunie 1921. Jur. Gen. 24 1923 No. 1666;
HOZOC D., *Notă* sub. Cas. I, 709 din 11 Dec. 1915. Pand. Rom. 1925-I-50;
IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 102, 116 urm.;
MARINESCU GEORGE CONST., *Notă* sub. Cas. II, 72 din 21 Mart. 1922. Pand. Rom. 1923 I-39;
NACU, III, p. 577 urm.;
STAMBULESCU N. IOAN, *Notă* sub. Cas s. u., 26 Febr. 1925. Pand. Rom. 1925-I-65;
VULTURESCU GR., *„Controversă nu poate fi"*. Dreptul 61/1901.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudenţă.

1. Deşi între legatari şi creditori, între erede sau legatar universal, sunt oarecare asemănări în privinţa situaţiei lor juridice faţă cu debitorii lor, nu este mai puţin adevarat că sunt şi deosebiri însemnate: aşà creditorul este garantat pentru plata creanţei sale cu întreg patrimoniul debitorului său, pe când legatarul nu are dreptul de cât asupra bunurilor testate de de cujus, etc. etc., aşà că nu se poate susţine cu succes ca regulile admise de legiuitor, când este vorba de urmărirea debitorului unui legat, sunt absolut aceleaşi, ca şi când este urmarit un debitor de orice alt creditor. (Cas. I, 145 99, B. p. 314).

2. Când într'un act de împarţeala între doi copartagianţi se stipulează că unul din ei are să platească o creanţă a unui creditor, această stipulaţie nu este opozabilă celorlalţi creditori ai lor, şi nici nu schimbă calitatea creanţei acelui creditor aratat în actul de împarţeala, ci toţi creditorii ramân în drept să fie plătiţi din aceasta suma, în proporţie cu creanţele lor. (Apel Buc. I, *Dr.* 70 901).

3. Orice creditor poate să poprească, pentru sumele cuprinse în titlul sau, sumele sau efectele datorite debitorului sau de către un al treilea şi prin sume datorite de un al treilea nu se poate înţelege numai sumele exigibile şi datorite în momentul poprirei ei, ci şi acelea ce i s'ar datorà „sub modo" în viitor. Aşà dar, creditorii sunt în drept de a poprì în mâinile patronilor, impiegaţilor lor, atât pe trecut cât şi pe viitor, caci daca acest salariu nu este exigibil încă de acum, el este datorit în principiu în virtutea contractului şi în raport cu serviciile ce se vor prestà. (Cas. I, 143 901, B. p. 448).

4. Orice creditor, care urmareşte bunurile debitorului, este considerat ca terţă persoana, ca şi acela care cere poprirea pe sume datorite, aşà că, în această calitate, este în drept să dovedească că actele opuse lui de un alt creditor al debitorului comun sunt simulate. (Cas. II, 209 902, B. p. 797).

5. Orice creditor are drept gagiu întreaga avere a debitorului său, prin urmare, dacă debitorul este asociat, beneficiile, ce el ar aveà în societate, făcând parte din patrimoniul sau, sunt şi ele cuprinse în gagiul creditorilor sai, căci prin aceasta fondul societăţei nu se atinge şi nici o dispozite a legii nu opreşte urmarirea unor asemenea benefcii. (Cas. I, 215 904, B. p. 609).

6. Conform ar. 1718 codul civil, întreg patrimoniul debitorului serveşte spre asigurarea creditorilor săi, de unde urmează ca, creditorul ipotecar, mai înainte de a urmărì imobilul ipotecat, are dreptul a poprì în mâna unui terţiu sumele ce acesta datoreşte debitorului său; iar excepţiunea cuprinsă

în art. 1828 codul civ., nu poate fi întinsă peste limitele pentru care a fost creată, aşà că acea excepţiune, neavând în vedere decât proibiţiunea urmaririi imobilelor, creditorul ipotecar poate urmărì averea mobiliară a debitorului sau, înainte de a urmărì averea ipotecată. (Cas. II, 443/905, B. p. 1469).

7. Conform art. 56 din legea sa speciala, Soc. credit. funciar poate, ca oricare creditor, a urmărì, pe lângă imobilul ipotecat şi orice altă avere mobiliară a debitorului sau, pe baza dispoziţiunilor de drept comun prevazute în art. 1718 şi 1719. In zadar se opune Creditului art. 1828 cod. civ. de oarece acest articol opreşte, ca excepţiune la art. 1719, numai urmărirea unei averi imobiliare alta de cât cea afectată prin ipotecă, şi lasă, prin urmare, supusa urmaririi creditorului ipotecar averea mobiliară a debitorului său. (Apel Buc. II, *Dr.* 63 905).

8. Legiuitorul a stabilit ca principiu în art. 1718 şi 1719 codul civil, că orice debitor este ţinut a-şi îndeplinì îndatoririle, cu toate bunurile sale mobile şi imobile prezente şi viitoare; că la acest principiu legiuitorul a introdus oarecare excepţiuni prin art. 1825-1831 limitând dreptul creditorilor, şi între aceste excepţiuni este şi aceea prevazută în art. 1828, care interzice unui creditor ipotecar de a urmărì vânzarea imobilelor ce nu-i sunt ipotecate, decât atunci, când acelea ce-i sunt ipotecate n'ar ajunge spre plata creanţei sale, dispoziţiune raţională şi conformă cu intenţia parţilor; că această excepţie, la principiul general nu poate fi întinsa peste marginele ei. Astfel, interzicându-se urmarirea numai a altor imobile, nu poate fi prin urmare aplicabilă şi la urmarirea averei mobiliare a debitorului, şi cum subrogaţie reală nu există decât în favoarea creditorilor privilegiati sau ipotecari, atunci tot avere mobiliara este şi acea care ar provenì din vânzarea unor imobile. (Cas. II, 483 905, B. p. 1685).

9. Toate bunurile unui debitor formând gajul comun al creditorilor săi, aceştia din urmă pot urmarì şi scoate în vânzare creanţa sau partea de folos, pe care debitorul lor o are într'o societate. Această soluţie, care rezultă din termenii generali ai art. 1718 şi 1719, după care toate bunurile debitorului servesc spre asigurarea comună a creditorilor sai, nu este contrazisă, în specie, prin natura însăşi a dreptului urmărit, deşi este ştiut că societatea este un contract care se formează intuitu personae. (Trib. Iaşi, III, *Dr.* 78, 1909, p. 621).

10. Veniturile pamânturilor rurale date locuitorilor pe baza legei de împroprietărire pot fi urmarite. (Cas. II, 180 din 27 Nov. 1909. Jurisprudenţa 39, 1908; Cas. II, 40 din 5 Febr. 1913. Jur. Rom. 14 913, Curier Jud. 28 913; Cas. II, 195 914, Curier Jud. 20 915).

11. Potrivit art. 1718 din codul civil, creditorul are un drept de gaj tacit numai asupra bunurilor prezente sau viitoare, iar nu şi asupra celor eşite din patrimoniul debitorului său. (Cas. II, 18 Oct. 1910, B. p. 1412).

12. Din moment ce creditorul nu poate face dovada existenţei vreunui prejudiciu pentru el, nu poate invocà simulaţiunea cesiunei debitorului său, deoarece acţiunea sa este lipsită de interes şi unde nu este interes, nu este acţiune. (Apel Buc. II, No. 98, 1914; Curier Jud. 1915, p. 249).

13. Din faptul că un creditor diligent primeşte un lucru mobil în amanet, în scopul de a-şi asigurà creanţa şi un drept de preferinţă faţă de ceilalţi creditori, nu se poate deduce, în lipsa unui text expres de lege, că a decăzut din beneficiul dreptului de gaj tacit asupra întregei averi a debitorului, în privinţa căreia s'ar găsì astfel pus într'o situaţie inferioara creditorilor chirografari. (Trib. Constanţa No. 66, 1915; Dreptul 1915, p. 341).

14. După principiul stabilit de dreptul comun, prin art. 1718 şi 1719 c. civ., averea debitorului este gajul comun al tuturor creditorilor săi, regula care nu sufera excepţiuni decât în cazurile unde legea dispune altfel, fie în consideraţia persoanei debitorului, fie în privinţa unor anumite categorii de bunuri. (Trib. Tecuci, 1915; Dreptul 1915, p. 366).

15. Un creditor al beneficiarului cămbiei nu poate efectuà o poprire pentru suma ce se datoreşte acestuia de un terţiu pe baza cambiei, căci masura asigurătoare sau executivă a popririi este vadit incompatibilă cu caracterul special al cambiei, întrucât cine zice „poprire" zice şi indisponibilitate a sumei poprite, iar cambia este prin excelenţă un instrument de circulaţie, fiind asemănată, în legislaţia comercială modernă, unei adevărate monede fiduciare, proprietatea fiind necontestat supusă transmisiunei prin gir, graţie clauzei la ordin. (Trib. Caliacra, No. 55, 1915; Curier Jud. 1915, p. 654).

16. Diurnele deputaţilor nefiind declarate insesizabile nici prin art. 406 409 pr. civ., care arata în mod expres şi limitativ bunurile mobile ce nu se pot urmărì, şi nici prin vre-un alt text de lege, este evident, că în privinţa acestor diurne principiul general consacrat prin art. 1718 c. civ. îşi are deplina lui aplicaţiune şi deci indemnizaţiunea cuvenită membrilor parlamentului poate fi urmărită pentru plata datoriilor.

Nu se poate obvià dela acest principiu nici pe tema imunităţii parlamentare, această imunitate nefiind creată în vederea bunurilor ce aparţin reprezentanţilor naţiunii, ci numai în privinţa persoanei lor, iar executarea silită îndreptată asupra sumelor ce un parlamentar are de încasat dela casierul corpului legiuitor nu incalcă nici unul din atributele puterii legislative. (Cas. Iaşi II, decizia No. 3 din 15 Mai 1917; Jurispr. Rom. 13-14 1919, p. 635. Petre Popescu. Jurispr. Casaţiei 1917-1918, No. 12).

17. Un creditor ipotecar este în drept să ia măsuri de conservare şi să urmarească averea imobilă a debitorului său, independent de orice urmărire sau măsură de conservare asupra averei mobile. Averea imobilă, neipotecată însă nu poate fi urmărită decât când cea ipotecată nu ajunge pentru plata creanţei. (Cas. II, No. 33, 1920; Jurispr. Rom. 10/920, p. 148, Curier Jud. 69-70, 1920, Dreptul 29 920; In acelaş sens: Trib. Dorohoi 143 din 7 Iunie 1921. Jur. Gen. 1923, No. 1666; Trib. Ilfov s. Not. 202 din 5 Sept. 1924, Dreptul 29/924).

18. Clauza din actul constitutiv al unei societăţi anonime sau în comandită pe acţiuni, care dispune ca acţiunile unui asociat, nu se pot vinde de cât cu asentimentul adunării generale, este contrară dispoziţiilor art. 963, 1718 şi 1719 c. civ., căci bunurile sale din comerţ, constituesc gajul creditorilor săi, cât şi dispoziţiilor art. 86 c. com., cari prevăd că creditorii popritori ai asociatului pot sechestrà şi chiar vinde părţile sau acţiunile debitorilor lor. (C. Apel Craiova s. II, 166 din 30 Dec. 1920, Curier Jud. 22/922).

19. Suspendarea plăţii creanţelor privilegiate şi ipotecare, prevăzută de art. 76 al. ultim al legii agrare, se aplică nu numai atunci când urmărirea se exercită asupra părţii de moşie rămasă debitorului expropriat ci şi atunci când se exercită asupra restului averei lui, ceea ce rezultă atât din textul citatului articol, care e general şi nu face nici o deosebire, cât şi din spiritul şi din celelalte dispoziţii ale legii. (C. Apel Iaşi s. II, 20 Mart. 1922. Dreptul 17 922).

20. Proprietarul expropriat nu poate fi ţinut la plata în numerar faţă de creditorii ipotecari sau privilegiaţi de cât în măsura în care creanţele acestora nu au fost achitate prin preţul de expropriere plătite în rentă, astfel că refuzul său de a plăti pe acești creditori până la data consemnării preţului şi lichidării creanţelor este justificat. (Cas. I. 361 din 3 Aprilie 1922. Jur. Rom. 12 922, Curier Jud. 24/922, Pand. Rom. 1923, III, 17; C. Apel Buc. s. I, 2 din 2 Ian. 1922. Curier Jud. 23, 1922).

21. Principiul de drept comun, după care averea debitorilor formează gajul comun al creditorilor săi, nu poate fi aplicat în ceea ce priveşte regularea raporturilor dintre creditorii cari au un drept real asupra unui imobil supus exproprierei pentru utilitatea naţională. In asemenea caz legea substituind voinţa sa contractului părţilor, obligă pe creditor să suporte şi el o diminuare a drepturilor sale prin reducerea cu efect retroactiv a dobânzii stipulate şi prin stabilirea unei părţi în efecte cu curs forţat pentru el şi dispunând suspendarea executării creanţelor ipotecare până la consemnarea preţului exproprierei, în care aceste creanţe sunt asigurate. (Cas. II, 72 din 21 Mart. 1922. Pand. Rom. 1923, I, 39).

22. Prin art. 75 din legea agrară, reglementându-se modul de lichidare a creanţelor privilegiate şi ipotecare aflate asupra moşiei expropriate, când între creditori figureaza atât Creditul Funciar cât şi alţi particulari, se prevede că în ce priveşte creanţele particularilor, prin derogare dela legi sau convenţiunea părţilor, privilegiile şi ipotecile rămân de drept desfiinţate în întregul lor deasupra porţiunei expropriate, şi că drepturile acestor creditori se resfrâng numai asupra părţii rămase expropriatului, şi numai pentru creanţa ce ar mai aveà de primit după ce în prim rând ar încasà numerarul sau titlurile de rentă cuvenite expropriatului.

Dacă prin această măsură s'a căutat a se aduce proprietarilor expropriaţi o înlesnire obligând şi pe creditori să participe la sacrificiul impus proprietarilor rurali prin faptul exproprierei, legiuitorul s'a îngrijit însă când a edictat această măsură de pericolul la care ar fi expus creditul Statului dacă s'ar fi lăsat la discreţiunea creditorilor ca aceştia să poată reclamà pe temeiul convenţiunilor achitarea creanţelor lor în numerar, căci în asemenea caz, proprietarii pentru a evità urmărirea silită ce i-ar fi deposedat de pământul ce le-ar fi rămas după expropriere, ar fi fost siliţi a vinde cu orice preţ renta primită de Stat drept preţ, ceea ce ar fi provocat o depreciere şi mai mare a titlurilor, sdruncinând creditul Statului.

De aceia această măsură nu poate fi considerată ca având menirea de a ocrotì numai interesele personale ale unei categorii restrânse de persoane şi dela care acestea ar puteà renunţà, ci ea priveşte un interes superior al Statului, şi are un caracter de ordine publică dela care nu se poate derogà prin convenţia părţilor.

Prin urmare nu violează legea Tribunalul, când înlătură ca fiind contrarie unei legi de ordine publică con-

venția intervenită la 1 Iulie 1920 între recurentul creditor ipotecar și intimatul proprietar expropriat, și în virtutea căreia, creditorul își rezervase de a refuză renta ce se va depune de Stat ca preț al exproprierei.

Atât în ipoteza prevăzută de art. 75 cât și în acea prevazută de art. 76 din legea agrară, legiuitorul prevede același mod de lichidare a creanțelor privilegiate și ipotecare ale particularilor, și anume că: creditorii vor încasă mai întâi titlurile de rentă depuse drept preț și numai în caz când aceste titluri nu ar fi suficiente spre a acoperì creantele, acestea vor subsistà asupra restului de moșie rămas expropriatului. Dacă legiuitorul vorbește de proporționalitate între creanțe, prin aceasta nu înseamneaza ca aceste creanțe se vor achità numai în parte în rentă proporțional cu suprafața expropriată și ca în proporția suprafeței expropriate creditorul să primească renta, iar pentru restul creanței să subziste ipoteca asupra moșiei ramasă neexpropriate, ci pentru a face ca toți creditorii să primească neapărat titluri de renta, pentru a nu se întâmplà ca tocmai creditorii cari ar fi având un rang de preferință mai înalt și trebuind a fi achitați cei întâi, să primească numai rentă, iar creditorii în rang mai inferior sa nu poată fi achitați cu ocazia exproprierei și să rămână a fi achitați în numerar din moșia ramasă neexpropriată numai.

De altfel legea arată în art. 76 al. 4, că creditorii dacă doresc a fi achitați în numerar, trebuesc sa consimtă la prelungirea termenului creanței cu încă 10 ani dela data exigibilitatei edictata de această lege și cu procent de 5 la sută pe an, ceeace arată de asemnea ca acum, trebuesc să primească renta în condițiile legei. (Cas. I, dec. 1099 din 6 Noembrie 1923. Jur. Rom. 2 924; Pand. Rom. 1924, I, 49, Curier Jud. 2/924; Cas. I, 490 din 24 Mart. 1924, Jur. Rom. 16 924; C. Apel Iași s. I, 124 din 27 Iunie 1924. Dreptul 32 924).

23. Potrivit art. 75 din legea agrară, ipotecile și privilegiile rămân de drept desființate deasupra porțiunii expropriate, drepturile creditorilor ipotecari și privilegiați resfrângându-se numai asupra parții rămase expropriatului, pentru fiecare creanță în rangul inscripțiunii ei și numai pentru creanța ce ar mai aveà de primit după ce în primul rând ar încasă numerariul sau titlurile de rentă cuvenite expropriatului.

Intrucât potrivit acestui text de lege, drepturile creditorilor ipotecari și privilegiați se resfrâng asupra porțiunii rămasă proprietarului numai pentru partea din creanță ce ar mai rămâne de plătit după ce în prim rând ar încasà titlurile de rentă cuvenite proprietarului, urmează că acești creditori nu pot cere plata creanței lor în numerar dela proprietar și nu pot procede la o executare silită a acestuia, prin scoaterea în vânzare a porțiunei rămasă neexpropriată, decât numai după distribuirea valorilor cuvenite proprietarului ca indemnizație pentru porțiunea expropriată, indemnizație din care s'ar puteà ca întreaga lor creanță să fie acopeită, în care caz o urmărire a porțiunei rămasă proprietarului nu ar mai puteà aveà loc. (T. Ilfov s. Not. 266 din 21 Dec. 1923. Jur. Gen. 1924, No. 217).

24. Potrivit art. 76 din legea agrară, atât capitalul cât și orice dobânzi datorite de proprietarul expropriat, se vor plăti în renta consemnată de stat ca preț al exproprierei moșiei.

Cupoanele titlurilor de rentă cuvenite pe trecut ca dobânzi, sunt cuvenite proprietarului ca echivalent al lipsei de folosință a moșiei; ele reprezentând plăți făcute în numerar, nu ar puteà fi afectate la plata dobânzilor ce se cuvin creditorului la capitalul datorit, căci prin aceasta s'ar contrazice dispozițiunile legei care prevede că orice plăți de dobânzi se va face în rentă, nu în numerar.

Creditorul deci, nu poate obține cupoanele titlurilor de cât dela data de când nu mai are a primì dobânzi la capitalul împrumutat. (Cas. I, dec. 193 bis din 11 Februarie 1924. Jur. Gen. 1924, No. 752; Cas. I, 1034 din 9 Iunie 1924, Jur. Gen. 1924. No. 1561).

25. Modul de lichidare al creanțelor privilegiate și ipotecare, aflate asupra moșiei expropriate și prevăzut de art. 75 legea agrară, se aplică și ipotecelor constituite asupra porțiunii din moșii neexpropriate prin prima expropriere, dar supusă ulterior exproprierei efectuată pe baza legii agrare din Iulie, 1921, și în urma căreia numai se lichidează plata prețului datorit pentru întregul teren expropriat și trecut în patrimoniul statului, în scopul împroprietărirei.

De aceia legea prevede o singură lichidare în urma exproprierii definitive pe temeiul legii agrare și dispune achitarea, fără nici o distincție, numai prin rentă, a datoriilor ipotecare ale băncilor, cu din prețul unic datorit expropriatului, pentru întreg terenul expropriat, simplificând astfel procedura lichidării și realizând numai astfel scopul îndoit urmărit de legiuitor. (Cas. I, 599 din 11 Aprilie 1924, Jur. Rom. 12, 1924; Cas. I, 491 din 24 Martie 1924, Jur. Rom. 16/924).

26. Dacă prin art. 76, al. 4 Legea agrară se prevede și posibilitatea pentru creditori de a fi achitați în numerar, dacă ar consimtì ca întreaga lor cre-

anță să rămână asigurată în restul proprietății neexpropriate și în acelaș timp ar prelungi termenul de exigibilitate cu zece ani și cu o dobândă de 5 la sută pe an, această dispoziție înseamnă numai că prin, derogare de la normele de mai sus, obligatorii pentru lichidarea creanțelor, legiuitorul lasă părților facultatea că, peste 10 ani, când nu se mai întrevede vreun prejudiciu pentru creditul Statului, să se poată face plata și în numerar, în condițiunile prevăzute în acest text.

Această dispozițiune nu poate aveà înțelesul ca legiuitorul ar fi intenționat să restrângă solicitudinea arătată debitorului expropriat și să lase la alegerea numai a creditorului modalitatea plății în rentă sau numerar, ci este necesar și consimțimântul debitorului, caci legea vorbește de un consimțimânt adică de un acord de voințe, pentru ca prelungirea termenului creanței și plata ei în numerar să poată aveà loc. De accea art. 159 din regulamentul legei, care prevede că, plata în numerar peste 10 ani se va face dacă creditorul acceptă cererea proprietarului în acest sens, nu face decât să lamurească ideea necesității consimțimântului ambelor parți și deci nu modifică și nici adaugă la lege dupa cum pretinde recurentul. (Cas. I, 472 din 19 Martie 1924, Jur. Rom. 14/924; Cas. I, 732/924. Dreptul 23/924; Cas. I, 1255 din 2 Iulie 1924. Jur. Gen. 1924, No. 1512).

27. Prin art. 76 din legea agrară dispunându-se lichidarea creanțelor ipotecare și privilegiate aflate asupra moșiilor expropriate, legea înlaturând convenția parților, pe de o parte declară exigibile aceste creanțe, iar pe de altă parte dispune achitarea lor în titluri de rentă, socotindu-se valoarea lor nominala drept valoare egală, în ce privește plata dobânzilor acestor creanțe, legea adaugă ca, tot în rentă socotită astfel, se va achità de către debitor orice dobânzi datorite până în ziua consemnărei.

Din termenii generali în cari se exprimă legiuitorul când reglementează lichidarea dobânzilor datorite la creanțele privilegiate, rezulta neîndoios că nici o distincție nu se poate face după natura creanței garantata prin ipoteca sau privilegiu, ori după epoca pentru cari se datoresc procentele și deci ori care ar fi natura creanței sau epoca la care se datoresc, aceste procente vor fi lichidate în titluri de rentă, valoarea nominală drept o valoare egală. (Cas. I, 998 din 6 Iulie 1924. Jur. Gen. 1925, No. 226).

28. Indisponibilitatea de care legea agrară lovește moșiile expropriate, încă de la 1 Februarie 1921, privește numai raporturile dintre expropriat și autoritatea expropriantă, fără a aduce vre-o atingere drepturilor creditorilor, de a urmări averea debitorilor lor. (Cas. II, 330 din 1 Iulie 1924, Jur. Rom. 2/925).

29. a) Legea agrară nu distinge, în ce privește modul de lichidare a creanțelor privilegiate și ipotecare constituite asupra moșiei expropriate, între creanțele la diferite epoci, între data decretului de expropriere și data publicării legii agrare, prevăzând un singur mod de lichidare, și anume în renta, atât a sarcinilor cari grevau terenul expropriat în prima expropriere, cât și a acelora din a doua expropriere.

Prin urmare, instanța de fond constatând că creanța ipotecară a Băncii intimate grevează numai porțiunea rămasa după prima expropriere nu și porțiunea expropriata, cu drept cuvânt a hotărît că banca nu poate participà decât la distribuirea rentei rezultate din exproprierea a doua a terenului afectat cu ipotecă.

b) Stipulațiunea din actul de ipoteca ca creditoarea sa fie garantată și cu o cesiune de gaj comercial, asupra rentei ramase la dispoziția proprietarului expropriat din prima expropriere este perfect valabila și nu contrazice dispozițiunile art. 73 ult. alin. din legea agrara, întrucât aceasta stipulațiune nu atinge în nimic drepturile creditorilor privilegiați și ipotecari asupra moșiei expropriate cari urma a să fie achitați cu precadere. (Cas. S. U. Dec. 6 din 26 Febr. 1925, Pandectele Săptămânale 6/1925. Pand. Rom. 1925, I, 65. Curier Jud. 25/1925).

30. Sumele acordate cu titlu de cheltueli de deplasare nu constituesc nici un beneficiu al funcționarului, ci reprezinta echivalentul heltuelilor necesitate cu transportul funcționarului în altă localitate, în interesul serviciului, așà că neintrând în patrimoniul funcționarului, nu pot formà obiectul urmarirei creditorilor, art. 1718 cod. civil dând creditorilor ca gaj al debitorilor lor numai bunurile ce aparțin acestora din urma. (C. Apel Buc. s. III, 89 din 14 Martie 1925, Bul. C. Apel. 12/1925).

31. A se vedeà: art. 520, nota 2; art. 974, notele 3, 7, 8; art. 975, notele 4, 45; art. 998 nota 114; art. 1016, nota 6; art. 1253, notele 56, 57, 58; art. 1365, nota 19; art. 1690 nota 1; art. 1719, cu notele respective; art. 1824 cu notele respective; art. 1825 cu notele respective; art. 1828 cu notele respective.

Art. 1719. — Bunurile unui debitor servesc spre asigurarea comună a creditorilor săi, și prețul lor se împarte între

ei prin analogie, afară de cazul când există între creditori cauze legitime de preferinţă. (Civ. 974 urm., 1718, 1720, 1824, urm.; Pr. civ. 450 urm., 464, 477 urm., 578 urm.; C. com. 786; L. Agrară 73, 75, 76; 8; Civ. Fr. 2093; L. Belg.

Text. fr. Art. 2093. — Les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers; et le prix s'en distribue entre eux par contribution, a moins qu'il n'y ait entre les créanciers des causes légitimes de préférence.

Text. belg. Art. 8. — Les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers, et le prix s'en distribue entre eux par contribution, à moins qu'il n'y ait entre les créanciers des causes légitimes de préférence.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, etc., I, 271, 273, 275;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 105; II, p. 40, 523; ed. 1-a, III, p. 228;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 112 urm.; *Supl.* Privil. et hypoth., 26 urm.;
GARSONNET, IV, § 1264;
GUILLOUARD, *Priv. et. hyp.*, I, 139, 145;
LAURENT, XXIX, 272;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 493 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 180 urm., 2310 urm.;
PONT, *Priv. et hyp.*, I, 14.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 117, nota, 331 urm., 361, 716, 751; III. part. II. ed. 2-a, p. 386, 414, 417, 495, 715, 725, 754, 755, 763; V. p. 199, 200, 213, 221, 263, 267, nota, 272, 474; VI, p. 511, 621; IX, p. 528, n 4, 660); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 451; *Observaţie* sub. Trib. civ. din Béziers, 19 Febr. 1910, Dreptul 63 1910; *„Drepturile creditorilor în genere asupra bunurilor debitorului lor"*. Pagini Juridice 61 1910; *Observaţie*, sub. Trib. civil Nantua (Ain), 9 Ian. 1923. Pand. Rom. 1924, III, 123;
ALEXANDRESCU TRAIAN, *„Drepturile proprietarilor şi creditorilor ipotecari în raport cu legislaţia agrară"*. Curier Jud. 45 1922; *„Plata preţului exproprierei"*, Curier Jud, 7 1923: *Notă*. sub. Cas. I, 1099 din 5 Nov. 1923. Curier Jud 2 924; *Notă*, sub. Cas. I, 1322 din 9 Iulie 1924. Curier Jud. 3 925; *Notă* sub. Cas I, 1060 din 29 April 1925. Curier Jud. 34/925;
ALEXIANU G., *Notă* sub. Trib. Brăila s. I, 179 din 13 Iulie 1923. Pand. Rom. 1923, II, 277; *Notă* sub. Cas. I, 1099 din 5 Nov. 1923. Pand. Rom. 1924, I, 54;
CANTACUZINO MATEI, p. 448.
IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 117;
MITESCU N., *Notă* sub. Cas. I, 1210 din 3 Dec. 1923 şi Cas. I, 1083 din 13 Iunie 1924. Pand. Rom. 1924, I, 236;
NACU. III, p. 577 urm.;
POLICHRON DEM., *Notă* sub. Trib. Dolj s. III, 84 din 10 Mart. 1923. Pand. Rom. 1923, II, 182, *Notă* sub. Trib. Dolj, 18 Febr. 1924. Pand. Rom. 1924, II, 85;
SIEFERT E., *Notă* sub. Trib. Dolj s. III, 170 din 26 Dec. 1923. Jurispr. Gen. 19 1924 No 1096;
STAMBULESCU N. IOAN, *Notă* sub. Cas I, 1099 din 5 Nov. 923. Pand. Rom. 1924, I, 49;
STOEANOVICI A. CONST., *„Soarta creditorilor hipotecari sau privilegiaţi în urma aplicaţiei exproprierei"*. Curier. Jud. 24/922;
URLĂŢIANU GR., *Notă* sub. Cas. I, 1099 din Nov. 1923. Pand. Rom. 1924, I, 54.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudenţă.

1. Averea debitorului este, după dreptul comun (art. 1719), gagiul comun al debitorilor săi. Aceasta regulă nu suferă excepţiune decât în cazurile

unde legea dispune anume altfel, fie în consideraţiunea persoanei debitorului, pentru un timp oare care, fie în privinţa unor anume categorii de bunuri. Iar art. 85 din legea comptabilităţei generale a statului n'are de obiect de a creea o excepţiune la această regulă de drept comun, căci el n'are alt obiect de cât de a înlătură pe ministerul de finanţe de a pune în budget o alocaţiune pentru acoperirea diferitelor datorii ale statului, fără a lăsà măcar să se întrevază ideia că dacă ministerul de finanţe nu-şi va îndeplinì datoria prescrisă în acest articol creditorul statului rămâne dezarmat şi în neputinţă de a uzà de drepturile ce-i dă legea comuna faţă cu toţi debitorii săi fără nici o distincţiune, nici art. 31 al legii administraţiunei domeniilor nu creează o excepţiune la dreptul comun, de vreme ce dispoziţiunea conţinută în acest text n'are alt obiect de cât de a îndatorà administraţiunea domeniilor să facă cunoscute ministerului de finanţe diferitele condamnaţiuni judecătoreşti suferite de stat ca proprietar, fără a lăsà măcar să se intrevada ideea că dacă administraţiunea domeniilor n'ar îndeplinì această a sa datorie, creditorul statului s'ar aflà paralizat prin această lipsă de încunoştiinţare de facultatea de a uzà, faţa cu statul, de toate drepturile acordate de lege creditorului contra tuturor debitorilor în genere. Deci dar, curtea de apel dând drept creditorului fiscului de a poprì în mâna arendaşului statului, veniturile imobilului arendat nu violează nici un text de lege. (Cas. I, 108 Mart. 15/80, B. p. 135).

2. Ori ce avere a debitorului, pe cât timp ea nu a eşit din patrimoniul său, constitue gagiul comun al tuturor creditorilor făra deosebire, deosebirea neputând existà de cât atunci când un creditor are drepturi de preferinţă recunoscute de lege. Şi circumstanţa găsirei averei debitorului în mâna unui terţiu nu face nici de cum ca acea avere să nu fie tot în patrimoniul debitorului. Astfel fiind, în cazul când asupra unei sume aflată în mâna unui terţiu s'a validat o poprire prin hotărîre definitivă, nici o lege nu decide că suma poprită trece în patrimoniul creditorului popritor prin singurul fapt al validărei poprirei sale. Prin urmare, chiar după validare, până când creditorul sequestrant nu a făcut să i se atribue în mod exclusiv averea poprită, ori ce alt creditor poate cere înfiinţarea unei noui popriri în comptul său pentru ca să se poată şi el despăgubì din acea avere. Această interpretaţiune a legii pe lângă că reese din art. 464 şi 465 pr. civ., este şi justă pentru că ar fi nedrept a se atribuì celui mai diligent dintre creditori, celui care a fost întâi înştiinţat de găsirea unei averi a debitorului în mâna unui terţiu de a i se atribuì totul, şi de a se lăsà ceilalţi creditori fără nici un drept atunci când au fost şi ei diligenţi, mai puţin de cât primul e adevărat, dar tot au fost diligenţi, căci şi ei au făcut o poprire posterioară. Şi în cazul când primul creditor popritor renunţă la poprire pur şi simplu, fără a declarà formal că a renunţat în avantagiul sequestranţilor care vin după el, nici un principiu de drept nu poate face ca el să fie considerat că a renunţat chiar la creanţa sa; el poate renunţà la poprire pentru câtva timp şi pentru multe motive, dar păstrând creanţa, fiind creditor, nimic nu-l împiedică ca mai târziu să reînfiinţeze poprirea, să ia din nou acea măsură asigurătoare pe care o părăsise; el nu ar puteà fi împiedecat la aceasta de cât în cazul când averea poprită a eşit din patrimoniul debitorului, adică atunci când s'ar fi dat altuia conf. legii. Art. 466 pr. civ., confirmă această teorie, de oare ce, deşi ordonă încetarea poprirei când creditorul nu se prezintă la validare, adica atunci cand renunţă la poprire, cu toate acestea art. 466 nu zice nici de cum ca un asemenea creditor nu mai are dreptul de a înfiinţà o nouă poprire. (Trib. Ilfov. not., 244, Nov. 17/82, *Dr*. 7 82).

3. In cazul când asupra unei sume aflate în mâna unui al treilea s'a validat o poprire prin hotărîre definitivă de validare, nici un text de lege nu decide că suma poprita de primul creditor proprietar trece în patrimoniul său prin singurul fapt că s'a condamnat cel de al treilea a-i plătì banii. Prin urmare, chiar după ce a rămas definitivă hotărîrea de validare şi până în momentul plăţii banilor, ori ce alt creditor poate să facă poprire pentru ca să poată şi el participà la sumele datorate de cel de al treilea, pe baza principiului de drept (art. 1718 c. civ., şi 379 pr. civ.), că întreaga avere a debitorului e gagiul creditorilor săi. (Trib. Ilfov, not., Iun. 25/85, *Dr*. 58/86; Trib. Ilfov not., Oct. 20/83, *Dr*. 79/83).

4. Prin art. 557 pr. civ., se prevede că dacă primul adjudecatar nu va depune preţul, lucrul se va adjudecà pe seama aceluia care va da un preţ, fie şi mai mic, iar fostul adjudecatar va fi îndatorat a plătì diferenţa până la preţul adjudecaţiunei sale, precum şi cheltuelile ocazionate cu noua adjudecare. Insă această diferenţă de preţ, la care urmează a fi condamnat primul adjudecatar, nu poate fi considerată ca un supliment de preţ, neputând existà preţ fără ca acela care este obligat a-l plătì să primească nimic în schimbul lui; această diferenţă de preţ nu reprezintă de cât quantumum daunelor

ocazionate creditorilor de către primul adjudecatar, care prin faptul său de a nu depune prețul adjudecațiunei a făcut ca imobilul să se pună din nou în licitațiune și a se vinde cu un preț mai mic decât cel eșit la prima adjudecare. Prin urmare, această diferență de preț reprezentând daunele interese ocazionate creditorilor se cuvine tuturor creditorilor debitorului expropriat, iar nu numai celor urmăritori, și ca atare urmează a se împărți între toți creditorii înscriși în tablou, în proporțiune cu creanțele lor și fără distincțiune de rang. (Apel Galați I, Dec. 12/87, *Dr.* 30/89).

5. Un creditor, care n'a participat la tabloul de distribuție a prețului rezultat din vânzarea averei debitorului său pentru care cuvânt nu i-a fost comunicat acel tablou, este în drept și poate să ceară înscrierea sa la tablou, pana la distribuirea efectivă a prețului, deși vânzarea a fost cerută de alți creditori și nu s'a arătat înaintea efectuarei vânzărei, fară a i se puteà spune că o asemenea cerere n'ar fi fost facută în timp util, pentru că s'ar fi încheiat tabloul de distribuțiune. (Cas. II, Decizia civilă No. 180 din 17 Oct. 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 614).

6. Din faptul că un creditor diligent primește un lucru mobil în amanet, în scopul de a-și asigurà creanța și un drept de preferință față de ceilalți creditori, nu se poate deduce, în lipsa unui text expres de lege, că a decăzut din beneficiul dreptului de gaj tacit asupra întregei averi a debitorului, în privința căreia s'ar găsì astfel pus într'o situație inferioară creditorilor chirografari. (Trib. Constanța, No. 66, 1915; Dreptul 1915, p. 341).

7. După principiul stabilit de dreptul comun, prin art. 1718 și 1719 c. civ., averea debitorului este gajul comun al tuturor creditorilor săi, regulă care nu suferă excepțiuni decât în cazurile unde legea dispune altfel, fie în considerația persoanei debitorului, fie în privința unor anumite categorii de bunuri. (Trib. Tecuci, 1915; Dreptul 1915, p. 366).

8. Din moment ce creditorul ipotecar urmăritor are un titlu executor contra debitorului său, el poate urmări orice avere a acestuia, drept pe care îl are chiar dacă ar fi un simplu creditor chirografar. (Trib. Ilfov notariat, No. 207, 1915, Dreptul 1915, p. 563).

9. Drepturile creditorului ce se exercită conform art. 76 din legea agrară asupra prețului, se referă nu numai la cei 80 la sută ce se consemnă la început care este o parte din preț, ci la plata prețului cuvenit proprietarului expropriat pentru întreaga suprafață expropriată.

Titlurile de rentă trebuesc utilizate în întregime pentru plata creditorilor ipotecari fără a se puteà atribuì proprietarului vre-o parte din aceste efecte, de cât în singura ipoteză când prețul exproprierei e superior valorei creanțelor.

Potrivit dispozițiunilor legei agrare, art. 76 al. II, când prețul moșiei expropriate nu ajunge să îndestuleze pe toți creditorii și privilegiații urmează a se face o proporționalitate între creditori declarându-se exigibila partea proporțională din creanța ipotecară care revine creditorului pentru partea expropriată. Această proporționalitate se referă numai la raporturile dintre creditorii ipotecari spre a se evità ca un creditor ipotecar dintr'un rang subsecuent să poată fi platit în numerar, iar un altul dintr'un rang anterior să fie obligat a primì numai titluri de renta, facându-se iluzorii drepturile ce decurg din anterioritatea titlurilor.

Proporționalitatea între creditori trebue facuta în raport cu prețul moșiei expropriate și creanțele ipotecare, nu în raport cu terenul din moșia expropriata.

Dacă proprietarul debitor a platit înainte de depunerea prețului de Stat, în numerar sau dari de plată pe unii din creditorii ipotecari sau privilegiați, în acest caz cota parte din titlurile de rentă cuvenita acestor creditori se va alocà proprietarului, rămânând ca numai restul titlurilor să fie împărțit între creditorii existenți. (Trib. Dolj, s. III, sent. civ. 156 din 19 Mai 1923. Jur. Gen. 1923, No. 917).

10. Din art. 75 din legea agrară cât și din economia legii, rezultă ca, renta ca și numerarul decurgând din expropriere, trebuesc să fie distribuite între creditori proporțional cu creanțele lor, fără ca debitorul, în înțelegere cu unii din acești creditori, să poată în mod direct sau indirect, să-i avantajeze pe aceștia în dauna celorlalți.

Prin urmare, radierea unei ipoteci consimțită de unul din creditor din categoria sus menționată, în urma achitării de către debitor în numerar, a creanței sale, cum și consimțirea debitorului de a acordà vre-unuia din acești creditori un privilegiu asupra porțiunei neexpropriate, pentru garantarea unei creante, — care anterior exproprierei, este garantată de un privilegiu, care grevà și partea expropriată, — este contrară spiritului susmenționatului text de lege, de oarece prin acest procedeu sustrăgându-se, unii din creditorii ipotecari sau privilegiați, de la obligația impusă lor de legea agrară de a primì și titluri de rentă pentru plata creanței lor, s'ar aduce — contrar intenției legiuitorului — un prejudiciu celorlalți creditori privilegiați sau ipotecari, cari, din această cauză, s'ar

vedeà obligați a primì un număr mai mare de rentă depreciată de cât cel cuvenit lor proporțional cu numărul tuturor creditorilor. (Cas. I, 1322 din 9 Iulie 1924, Jur. Rom. 19 924, Curier Jud. 3 925, Pand. Rom. 1925, III, 1).

11. In conformitate cu legea agrară, Președintele de tribunal poate ca prin ordonanță prezidențială să dispună împărțirea titlurilor de rentă numai între creditorii moșiei expropriate, nu și între coproprietari când aceștia nu sunt de acord și când mai ales dânșii se găsesc în proces pentru ieșire din indiviziune. (Cas. I, 2317 din 16 Dec. 1924, Revista Juridică 2-3 1925).

12. Art. 163 din regulamentul legii agrare trebuie interpretat în sensul, ca suspendarea distribuirii prețului unei moșii expropriate la diverși creditori ipotecari și privilegiați, are loc numai în cazul când asupra dreptului de proprietate există o acțiune sau contestațiune nerezolvată încă de justiție, fără a se puteà ști care din părțile litigante are drept asupra rentei acordate de Stat.

Când însă prin o acțiune, intentată ulterior exproprierii, se tinde, nu la revendicarea dreptului de proprietate contestat de posesor, ci la rezoluția vânzării pentru neplata prețului sau unei părți din preț, reclamantul, vânzător, nu poate invocà în favoarea sa dispoziția art. 163 citat, care nu este aplicabil în acest caz, ci, ca orice creditor privilegiat urmează a fi satisfăcut pentru creanța sa potrivit art. 76 din legea agrară, fără a puteà provocà nici un dilatoriu în această privință din cauza calității sale speciale de reclamant în acțiunea de rezoluție. (Cas. I, 186 din 27 Ian. 1925, Pandectele Săptămânale 7 1925).

13 a). Legea agrară nu distinge, în ce privește modul de lichidare a creanțelor privilegiate și ipotecare constituite asupra moșiei expropriate, între creanțele la diferite epoci, între data decretului de expropriere și data publicărei legei agrare, prevăzând un singur mod de lichidare, și anume în rentă, atât a sarcinelor cari grevau terenul expropriat în prima expropriere, cât și a acelora din a doua expropriere.

Prin urmare, instanța de fond constatând că creanța ipotecară a băncii intimate grevează numai porțiunea rămasă după prima expropriere, nu și porțiunea expropriata, cu drept cuvânt a hotărît că banca nu poate participà de cât la distribuirea rentei rezultate din exproprierea a doua a terenului afectat cu ipotecă.

b). Stipulațiunea din actul de ipotecă, ca creditoarea sa fie garantată și cu o cesiune de gaj comercial, asupra rentei rămase la dispoziția proprietarului expropriat din prima expropriere, este perfect valabilă și nu contrazice dispozițiunile art. 73 ultimul alineat din legea agrară, întru cât această stipulațiune nu atinge în nimic drepturile creditorilor privilegiați și ipotecari asupra moșiei expropriate, cari urmează să fie achitați cu precădere. (Cas. S. U. Decizia No. 6 din 26 Februarie 1925, Jur. Rom. 13 1925).

14. Nu se poate înființà poprire pentru plata pensiei alimentare asupra sumelor ce un funcționar public are de primit ca indemnizație de chirie, indemnizație de scumpete și cheltuieli de deplasare. (C. Apel Buc. s. III, 89 din 14 Martie 1925, Pandectele Saptamânale 16 1925).

15. a). Un contract de compt-curent garantat cu ipotecă, urmând a fi lichidat în baza legei agrare, se lichidează întocmai ca și un contract de ipotecă simpla, conform art. 76 din lege, de oarece legea agrară nu a facut nici o distincție în această privința, chiar dacă datoria în compt-curent a fost făcută posterior Decretului-Lege din 1918, menținându-și însă caracterul inițial, va fi lichidata tot conform legei agrare, adica platindu-se în renta.

b). In caz când suma datorită în compt-curent, prin capitalizarea dobânzilor, limita sumei pentru care s'a luat inscripția ipotecara, restul sumei datorit în plus, nu devine o creanța chirografară, ci simple dobânzi datorite la un act de ipotecă și au a fi plătite tot în rentă. (Cas. I, 54 din 13 Ianuarie 1925, Pandectele Saptamânale 19 1925, Curier Jud. 36 1925).

16. Dupa art. 75 din Legea agrară, creanțele ipotecare ale particularilor asupra moșiilor supuse exproprierei, se plătesc în rentă. Această masură fiind edictată în interesul general al creditului Statului, ea nu poate fi considerată ca având menirea de a ocrotì numai interesele personale ale unei categorii restrânse de persoane și de la care acestea ar puteà renunțà, ci ea privește un interes superior al creditului Statului și ca atare, are un caracter de ordine publică, de la care nu se poate derogà prin convenția părților.

Așà fiind, Curtea de Apel înlăturând actul ipotecar al recurenților, în baza căruia aceștia aveau dreptul să pretindă achitarea creanțelor în numerar și să refuze achitarea lor în rentă, conform art. 75 din Legea agrară, nu a săvârșit nici o violare de lege, nici exces de putere. (Cas. II, 257 din 1925, Jur. Rom. 16/1925).

17. Tribunalul chemat a distribuì renta provenită dintr'o expropriere, este în drept a atribuì cesionarului creanței ipotecare sau privilegiate,

renta în proporţie cu valoarea creanţei şi a rentei de distribuit.

Imprejurarea că cedentul s'a obligat prin actul de cesiune a suportà diferenţa de curs, în cazul când cesionarul său va fi plătit în renta, nu poate fi pusa în discuţiune în instanţa de distribuire a rentei, ci trebue valorificată pe calea dreptului comun. (Cas. I, 948 din 10 Aprilie 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1783).

18 Potrivit art. 76 alineatul 3 partea finală din Legea agrară, dobânzile datorite pentru creanţele ipotecare, dupa ce au fost reduse la 6 la sută cu începere de la 15 Decembrie 1918, se achită creditorilor ipotecari tot în rentă, însă numai cele datorite până la ziua consemnărei rentei.

De aci urmeaza că, cu începere de la data consemnarei rentei, creditorii au dreptul a fi achitaţi drept procente pentru renta ce li s'a atribuit, cu cupoanele aferente ei şi prin urmare în specie în mod greşit Tribunalul a atribuit proprietarului cupoanele după consemnarea rentei. (Cas. I, 1060 din 29 Aprilie 1925, Pandectele Săptămânale 17/1925, Curier Jud. 34/1925).

19. A se vedeà: art. 974, nota 7; art. 975, notele 4, 45; art. 1099, notele 3, 4, 5, 10; art. 1365 nota 19; art. 1690, nota 1; art. 1718 cu notele respective.

Art. 1720. — Cauzele legitime de preferinţă sunt privilegiile şi ipotecele. (Civ. 494, 771, 1377, 1574, 1619, 1685 urm., 1722 urm., 1746 urm.; Civ. Fr. 2094; L. Belg. 9).

Text. fr. Art. 2094. — Les causes légitimes de préférence sont les privilèges et hypothèques.

Text. belg. Art. 9. — Les causes légitimes de préférence sont les privilèges et hypothèques.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des privil. et hypoth.*, I, 16, 275 urm., 306;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 121; Retent., 1 urm.; *Suppl.* Privil. et hypothéques 29; Rétent., 1 urm.;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 778;
MOURLON ed. 7-a, III, p. 493 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 180 urm., 2310 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 331 urm.; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 338); *Droit ancien et moderne de la Roumanie* p. 451; *„Consideraţiuni generale şi istorice asupra privilegiilor şi ipotecilor"*. Curier Jud. 26/910, 27/910; *„Drepturile creditorilor în genere asupra bunurilor debitorului lor"*. Pagini Juridice 61/1910;
NACU, I, p. 70; III, p. 577 urm.

Jurisprudenţă.

1. Privilegiul ca şi ipoteca fiind nişte drepturi acordate de lege unor creditori nu contra debitorului, ci contra celorlalţi creditori, şi aceşti din urma ne participând la instanţa care a tranşat chestiunea de privilegiu sau ipoteca, nu se poate zice că ei au fost reprezentaţi de debitorul lor, şi prin urmare hotărîrea pronunţată de acea instanţă nu le poate fi opozabila. (Cas. I, 14/76, Ian. 19/76, B. p. 16).

2. De câte ori o lege nouă vine sa stabilească un privilegiu până atunci necunoscut pentru a protege oarecari acte sau fapte juridice, această lege se aplică la toate actele de această specie făcute după promulgarea sa, nu însă la cele făcute mai înainte (leg. 12 § 3 cod. *qui potiores in pignore habeantur*, cart. VIII. tit 18 Basil. leg. 39, cart. 25 tit. 5). Şi legile creatoare de privilegii sau ipoteci nu fac să decurga dreptul de preferinţă, ce dânsele acordă creditorilor, numai din lege, ci mai au încă de fundament şi o convenţiune tacita a părţilor, căci se presupune că părţile au contractat numai în vederea legilor existente în momentul contractarii, şi aceasta atât în ceea ce priveşte chestiunea de a se şti cum se nasc, se modifica şi se sting drepturile cari decurg din contract, cât şi în cât se atinge de chestiunea de a se şti, dacă creanţa isvorîtoare din contract dă sau nu creditorului un drept de preferinţă. (Cas. I, 273 Sept. 27/82, B. p. 888).

3. Prin nici un text de lege nu se interzice părţilor, când pretind a li se recunoaşte un drept oare care prin care ele ar crede că-l au, de a se adresà pe cale principală la instanţele ordinare. Dacă dar partea pentru recunoaşterea priorităţei creanţei sale ipotecare, porneşte acţiune la tribunal, acesta are competinţa a o judecà. (Cas. I, 46 Febr. 7/84, B. p. 110).

4. A se vedeà: art. 2, nota 2; art. 1201, notele 40, 49. 50, 52, 60. 65. 71. 81, 141; art. 1718 şi 1719 cu notele respective.

Art. 1721. — Când un imobil, recolte, sau alte bunuri mobile vor fi fost asigurate în contra incendiului, sau în contra oricărui alt caz fortuit, suma, ce se va datorà de către asigurător, va trebuì, dacă nu va fi fost cheltuită în reparaţiunea obiectului asigurat, să fie afectată la plata creanţelor privilegiate şi ipotecare, după rangul fiecărei din ele.

Asemenea se va urmà şi cu orice despăgubire va fi datorită de către o a treia persoană, pentru pierderea totală sau deterioraţiunea obiectului însărcinat de un privilegiu sau ipotecă. (C. com. 448, 679; L. Belg. 10).

Text. belg. Art. 10. — Lorsqu'un immeuble, des récoltes ou des effets mobiliers auront été assurés soit contre l'incendie, soit contre tout autre fléau, la somme qui, en cas de sinstre, se trouvera due par l'assureur devra, si elle n'est pas appliquée par lui à la réparation de l'objet assuré, être affectée au payement des créances privilégiées ou hypotécaires, selon le rang de chacune d'elles. Il en sera de même de toute indemnité qui serait due par des tiers à raison de la perte ou de la détérioration de l'objet grevé de privilège ou d'hypothèque.

Doctrină străină.

Aubry et Rau, III, ed. 5-a, § 283, p. 665, nota 10;
Baudry, *Précis*, II, ed. 9-a, 1378;
Baudry et Loynes, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, I, 281-286 urm., 499, 635;
Laurent, XXXI, 410-413;
Thiry, IV, 451, p. 392;
Troplong, *Priv. et hyp.*, IV, 890.

Doctrină românească.

Alexandresco, X, p. 353 urm., 419, 488, 501, 662, 704: (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 218, n. 3); *Droit ancien et moderne de la Roumanie* p. 451; *„Despre despăgubirea la care creditorii privilegiaţi şi ipotecari au drept, în caz de distrugerea lucrului grevat, atunci când acest lucru a fost asigurat"*. Curier Judiciar 31/910;
Cantacuzino Matei, p. 557, 562, 597, 723;
Cerban Alexandru, *Notă* sub. C. Apel Buc. s. I, 193 din 7 Iulie 1923. Pand. Rom. 1924, II, 98;
Nacu, II, p. 676; III, p. 580 urm., 799;
Stănescu P. Ion, *Notă* sub. Cas. II, 126 din 31 Mart. 1924. Jur. Gen. 1925, No. 906.

Jurisprudenţă.

1. Dispoziţiunile art. 1721 c. civ., create de legiuitor în favoarea creditorilor ipotecari, de a-şi exercità drepturile lor asupra despăgubirii cuvenită debitorului, sunt de strictă interpretare şi nu se pot întinde de cât la cazul când bunul grevat a fost asigurat contra incendiului. (C. Apel Buc. s. I, 193 din 7 Iulie 1923. Pand. Rom. 1924, II, 98).

2. Potrivit art. 1730 No. 1 codul civil, locatorul unui imobil are pentru plata chiriei, pentru reparaţiunile locative, cum şi pentru tot ce priveşte executarea contractului, un drept de privilegiu special asupra mobilelor, pe cari locatarul este dator să le aducă în casă, pentru a o mobilà îndeajuns, conform art. 1446 c. civ. Acest privilegiu se exercită asupra mobilelor, chiar când ele ar aparţine unui terţiu, dacă se stabileşte că în momentul introducerei lor în imobil, locatorul credeà că ele aparţin locatarului său. Acest privilegiu garantează nu numai plata chiriei, ci şi plata pentru daunele ce s'au adus imobilului de către locatar, de oarece potrivit contractului de locaţiune, locatarul este dator să întrebuinţeze lucrul închiriat în bune condiţiuni şi să-l predeà în starea în care l-a primit, locatarul răspunzând, după art. 1435 c. civil, de incendiul imobilului închiriat, dacă nu dovedeşte că incendiul este rezultatul unui caz fortuit.

Din aceste texte de lege, precum şi din art. 1721 c. civil, rezultă că dacă lucrurile mobile grevate de privilegiul locatorului, au fost distruse prin incendiu, privilegiul nu se stinge, deşi lucrurile nu mai sunt în fiinţă, de oarece în virtutea legii, indemnitatea datorită de asigurător se subrogă lucrurilor mobile asigurate şi privilegiul se menţine asupra ei.

Astfel fiind, pentru creanțe rezultând din câștiurile de chirie și din despăgubirile pentru daunele cauzate din incendiu, locatorul poate să poprească în mâinile societății de asigurare, sumele ce s'ar datorà de către aceasta locatarului pentru mobilele incendiate, cari fuseseră asigurate și cari erau supuse privilegiului locatorului, cât timp indemnitatea, chiar lichidată, nu a fost vărsată în mâinile asiguratului. (Cas. II, 126 din 31 Martie 1924, Jur. Rom. 16/924. Pand. Rom. 1925, III, 2).

CAPITOLUL II.

Despre privilegii.

Art. 1722. — Privilegiul este un drept, ce dă unui creditor calitatea creanței sale de a fi preferit celorlalți creditori, fie chiar ipotecari. (Civ. 1685, 1686, 1718, 1719, 1723 urm., 1730, 1737, 1738, 1741, 1790, 1800; C. com. 387, 405, 437, 480, 678 urm.; Civ. Fr. 2095; L. Belg. 12).

Text. fr. Art. 2095. — Le privilège est un droit que la qualité de la créance donne à un créancier d'être préféré aux autres créanciers, même hypothécaires.

Text. belg. Art. 12. — Le privilège est un droit que la qualité de la créance donne à un créancier, d'être préféré aux autres créanciers, même hypothécaires.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 124, 125; III, ed. 5-a, p. 200 urm.;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, I, 306;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p 785;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 122 urm.; *Suppl.* Privil. et hypoth., 30;
GUILLOUARD, *Priv. et hyp.* I, 150, 155;
LAURENT, XXIX, 306, 317;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 498;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2548, 2636, 3139;
PONT, *Priv. et hyp.*, I, 24.

Doctrina românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 360 urm., 508, 517, 544, 658; (III, part. II, ed. 2-a, p. 857 n. 4); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 451;
CANTACUZINO MATEI, p. 544, 581;
NACU, III, p. 582.

Jurisprudență.

1. Privilegiile sunt de drept strict în acest sens că numai creanțele acelea pe cari legea le învestește anume cu un drept de precădere sunt privilegiate; or, creanța deponentului contra depozitarului pentru o sumă de bani legea nu o declară privilegiata. (Cas. II. 57 Mai 28/85, B. p. 465).

2. Creanțele privilegiate sunt preferite creanțelor ipotecare și rangul lor se determină prin gradul de favoare ce legea dă calității creanței, iar nu prin data la care a luat naștere creanța. (Apel Iași, II, Februarie 2/94, *Dr.* 43/94).

3. A se vedeà: art. 1718, 1719 cu notele respective.

Art. 1723. — Intre creditorii privilegiați preferința se regulează după diferitele calități ale privilegiilor. (Civ. 1718, 1719, 1724, 1729—1736; C. com. 678—682; Civ. Fr. 2096; L. Belg. 13).

Text. fr. Art. 2096. — Entre les créanciers privilégiés, la préférence se règle par les différentes qualités des privilèges.

Text. belg. Art. 13. — Entre les créanciers privilégiés, la préférence se règle par les différentes qualités des privilèges.

Doctrină străină.

Aubry et Rau, III. p. 124. 125; III, ed. 5-a, p. 201, 798;
Baudry et de Loynes, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, I, 301, 755:
Colin et Capitant, ed. 2-a, II. p. 870;
Demante et Colmet de Santerre, IX, 6 bis, V;
Guillouard, *Priv. et hyp.*. I, 152;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 499:
Planiol, II, ed. 3-a, No. 2546 urm.;
Pont, *Priv. et hyp*, I, 25, 26.

Doctrină românească.

Alexandresco, X, p. 342, 356, 362. 365 urm., 381, 390, 398, 465 472, 538, 544; *Droit ancien et moderne de la Roumanie,* p. 451;
Nacu, III, p. 582, 881.

Jurisprudenţă.

1. A se vedeà: art. 1718, 1719 cu notele respective.

Art. 1724. — Creditorii privilegiaţi, cari au acelaş rang, au de o potrivă drept la plată. (Civ. 1718, 1719, 1723; C. com. 681; Civ. Fr. 2097; L. Belg. 14).

Text. fr. Art. 2097. — Les créanciers privilégiés qui sont dans le même rang, sont payés par concurrence.

Text. belg. Art. 14. — Les créanciers privilégiés qui sont dans le même rang, sont payés par concurrence.

Doctrină străină.

Aubry et Rau. III. p. 482; III, ed. 5-a, p. 803, 805;
Baudry et de Loynes, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, etc, I, 766;
Dalloz, *Rép.* Privil. et hypoth., 584 urm.; *Suppl.* Privil. et hypoth., 310 urm, 316;
Demante et Colmet de Santerre, IX, 49 bis, IX;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 500. 501;
Planiol, II, ed. 3-a, No. 2546 urm.;
Troplong, *Priv. et hyp.*, I, 87, 89.

Doctrină românească.

Alexandresco, X, p. 342, 356, 362, 365 urm., 381, 390, 398, 465, 472, 538, 544; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 451;
Cantacuzino Matei, p. 546;
Nacu, III, p. 632 urm.

Jurisprudenţă.

1. A se vedeà: art. 1718. 1719 cu notele respective.

Art. 1725. — Privilegiile tezaurului public şi ordinea în care se exercită ele, sunt regulate prin legi speciale [1]).

Tezaurul public nu poate obţine un privilegiu în contra drepturilor persoanelor al treilea dobândite mai înainte. Civ. 1730 § 8, 1753; L. urmăr. 1877, art. 7, 8; L. comptab., art. 17; Civ Fr. 2098; L. Belg. 15).

Text. fr. Art. 2098. — Le privilège, à raison des droits du trésor royal, et l'ordre dans lequel il s'exerce, sont réglés par les lois qui les concernent.

Le trésor royal ne peut cependant obtenir de privilège au préjudice des droits antérieurement acquis à des tiers.

---

1) A se vedeà art. 27 din „*Legea comptabilităţei generale a Statului*", din 21 Martie 1903 cu modificările din 1906, 1908, 1910 şi 1911, precum şi „*Legea de urmărire*" din 24 Martie 1877 (art. 7, 8).

Text. belg. Art. 15. — Le privilège, à raison des droits du trésor public, et l'ordre dans lequel il s'exerce, sont réglés par les lois qui les, concernent.

Le trésor public ne peut cependant obtenir de privilège au préjudice des droits antérieurement acquis à des tiers.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 187, 188; III, ed. 5-a, p. 312-314;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, etc., I, 648, 650;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p 786;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 533 urm.; *Suppl.* Privil. et hypothèques, 285 urm ;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 8, 8 bis;
GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, II, 555;
LAURENT, XXIX, 320;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 502;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3145 urm.;
PONT, *Priv. et hyp.*, I, 29;
TROPLONG, *Priv. et hyp.*, 90.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 363, n. 1, 368 urm., 475; *Droit ancien et moderne de la Roumanie* p. 451; *„Despre privilegiul tezaurului public"*. Dreptul 36/1910;
CANTACUZINO MATEI, p. 544, 545;
NACU, III, p. 584 urm., 632 urm., 716.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudență.

1. Daca creanța statului a luat naștere sub imperiul noului cod civil, el nu poate a se folosì de privilegiul prevazut de art. 20, cap. 8. part. III codul Caragea, fața cu soție, pentru dota ei, care este o a treia persoana și aveà dobândit mai dinainte un drept în privința dotei sale care, după art. 1725, cata a primă pe stat. (Cas. I, 286 Iun. 21 78, B. p. 262).

2. Din art. 8 al legii de urmărire reese că statul, județul și comuna au privilegiu înainte de ori ce datorie particulară pentru plata contribuțiunilor directe asupra întregei averi a debitorului, mobilă sau imobila. Și acest privilegiu subsistă și asupra sumelor ce arendașii datoresc proprietarului. (Apel Buc. II, 114, April. 30 82, *Dr.* 49 82).

3. Statul, atât după legea veche cât și după legea de urmărire din 1862, are dreptul de prioritate înaintea creanțelor particulare numai pentru contribuțiuni directe și vamă iar pentru celelalte creanțe n'are privilegiu de cât cu condițiunea de a-l înscrie. (Cas. I, 446, Dec. 19 83, B. p. 1202).

4. Deși art. 1725 nu vorbește de cât de privilegiul tezaurului public, totuși perceptorii comunei exercitând prin delegațiune atribuțiunile ministerului de finanțe, primaria s'ar puteà bucurà a și statul de privilegiul sus menționat. Însă acest privilegiu este supus formalităților inscripțiunei, legea nedispensând de inscripțiune de cât privilegiile generale asupra mobilelor. Art. 1725 trimete la legi speciale în ceeace privește acest principiu și ordinea în care se exercita; asemenea legi însă nu există, astfel în cât privilegiul tezaurului public ramânând neregulamentat el nu se conserva de cât prin luarea inscripțiunei. Și legea neacordând nici un termen pentru conservarea privilegiului urmeaza, ca inscripțiunea sa fie luata în momentul nașterii creanței, altfel privilegiul degenerează în ipotecă și nu are rang de cât de la data inscripțiunei. (Trib. Ilfov. II, 55, Febr. 8 84, *Dr.* 31 84).

5. Prin art. 1725 se zice ca privilegiile tezaurului public și ordinea în care se exercită ele, sunt regulate prin legi speciale, iar al. II prevede că tezaurul public, nu poate obține un privilegiu în contra drepturilor persoanelor al treilea dobândite mai înainte; iar în art. 1738 legiuitorul a stabilit în privința privilegiilor principiul publicității. Deci dar, ori care ar fi fost sistemul legei de urmarire din 1862 asupra privilegiilor tezaurului public, întru cât judecata s'a urmat după promulgarea codului civil și după ce a intervenit legea de urmărire prin care se abrogau dispozițiile legei din 1862 și se stabi-

lește că în privința arenzilor statul n'are alt privilegiu de cât cel ce rezultă din dreptul comun, judecătorul când aplică legea anterioară din 1862, care astăzi nu mai e în vigoare, trebue să motiveze constatând totdeodată când creanța statului a luat naștere; nefăcând aceasta violează principiul că drepturile câștigate trebuesc respectate, pronunțând în același timp și o decizjune nemotivată. (Cas. I, 390/Dec. 12/86, B. p. 934).

6. Prin art. 7 leg. 24 Apr. 82, pentru urmărire în materie de contribuțiuni directe și de alte venituri ale statului, se prevede că tezaurul public are privilegiul, înainte de ori ce datorie particulară, a fi plătit pentru veniturile fiscale. Și prin *venituri fiscale*, legea înțelege veniturile ce fiscul percepe de la contribuabili, ca stat, adică diferitele impozite directe și indirecte, iar nu veniturile ce statul strânge ca proprietar de imobile. (Cas. I, 439 Nov. 18 91, B. p. 1223).

7. Creanțele privilegiate sunt preferite creanțelor ipotecare și rangul lor se determină prin gradul de favoare ce legea dă calității creanței, iar nu prin data la care a luat naștere creanța. Or, conform art. 8 din legea pentru urmărire, statul, județul și comuna au privilegiu, înainte de ori ce datorie particulară, pentru contribuțiunile directe. De asemenea, dupa art. 60 din legea timbrului, statul are privilegiu și pentru sumele datorite din timbru, înregistrare și amenzi asupra întregei averi mobiliară sau imobiliară a debitorului fără ca în privința imobilelor să fie supus la formalitatea inscripțiunei. Astfel fiind, întreaga suma datorită statului drept contribuțiuni directe, taxe de timbru și amenzi, trebue să fie trecuta ca privilegiată înaintea creditorului ipotecar. Iar prin art. 1725 ultimul aliniat, legiuitorul n'a avut altă intențiune de cât de a exprimà o consecință a principiului neretroactivității legei consacrată prin art. 1 c. civ.; prin urmare acest text nu se interpretă în sensul că drepturile mai vechi dobândite de particulari ar primà pe cele mai noui ale tezaurului, ci numai că survenirea unei legi, care acorda un privilegiu tezaurului, nu prejudiciază drepturile câștigate înaintea legii de către particulari asupra obiectului supus privilegiului tezaurului. (Apel Iași II, Febr. 2 94, *Dr*. 43/94).

8. Creditorii ipotecari anteriori deschiderei succesiunei nu pot invocà beneficiul art. 1725 al. 2 față cu privilegiul creat în favoarea Statului de art. 60 legea timbrului, privilegiu scutit de formalitatea inscripției. (Trib. Fălciu, *Dr*. 35 900).

9. Când se urmărește averea imobiliară a unui falit, după cererea creditorului ipotecar, rolul sindicului este redus la acela de intervenient în scop de a accelerà urmărirea. Singurele sume ce trebuesc înscrise în tabloul de ordine al creditorilor cu privilegiu, față de creditorul ipotecar, sunt cheltuelile de urmărire propriu zise, făcute în interesul comun al creditorilor, astfel că sindicul nu poate fi înscris în acel tablou cu privilegiu față cu creditorul ipotecar urmăritor pentru celelalte cheltueli făcute în justiție cu ocazia administrației falimentului și nici cu cota Statului. (Trib. Iași, III, *Dr*. 50/901).

10. Sindicul are dreptul ca, pentru cheltuelile de administrație ale falimentului și pentru cota Statului, să fie plătit cu preferință, din produsul activului falimentului, înaintea oricăror altor datorii, adică din acel activ al falitului ce nu ar fi grevat de sarcine ipotecare anterioare falimentului, însă n'are acest drept de privilegiu și contra pasivului falitului și deci aceste creanțe ale sindicatului nu pot trece cu preferință înaintea creanțelor ipotecare cu rang căpătat anterior falimentului. (Trib. Ilfov, C. Jud. 4 902).

11. Privilegiile generale, având rang după cele speciale, de acì rezultă că, un privilegiu general asupra averei mobile și imobile are a se exercità mai întâi asupra bunurilor neafectate de un privilegiu special și numai în caz de insuficiență are a se întinde și asupra acestor bunuri, luând rang însă după privilegiul special. Prin urmare, o creanța a Soc. Creditului, care a luat naștere prin neplata ratelor exigibile tezaurului, rezultând din taxele de timbru și înregistrare ale unei succesiuni deschisă în urma exigibilității ratelor Creditului, primează, rămânând ca Statul să vie în urmă pentru plata taxelor de înregistrare datorite de moștenire. Această prioritate a Creditului rezultă și din aceea că nici art. 8 din legea de urmărire, care recunoaște tezaurului un drept de privilegiu asupra întregei averi a debitorului înainte de orice datorie particulară, nici art. 58 din legea Creditului, care obligă pe societate ca din venitul imobilului luat în posesie, să achite drepturile tezaurului, nu rezultă prioritatea privilegiului general al Statului pentru perceperea taxelor de înregistrare asupra privilegiului special al Creditului pentru ratele datorite, căci amândouă aceste taxe sunt relative la contribuții directe, iar nu la taxa de înregistrare, care e o contribuție indirectă, și care e regulată prin legi speciale. (Apel Buc. I, C. Jud. 48/905).

12. După art. 1725 codul civil privilegiile tezaurului public și ordinea în care ele se exercită, sunt regulate prin legi speciale.

Astfel, prin art. 79 din legea de constatare și perceperea contribuțiunilor directe se prevede că, pentru orice deficite sau rămășite constatate asupra perceptorilor, provenind din orice contribuții, taxe sau venituri, fiscul se va despăgubì din orice avere a perceptorului, cu preferință înaintea oricărei datorii particulare, fără ca în privința imobilelor să fie supus la formalitatea inscripției, și acest text de lege se aplică nu numai în cazul când deficitul pentru fisc provine din neîncasarea contribuțiilor de catre perceptor, dar și atunci când perceptorul a încasat impozitele, dar și le-a însușit în propriul său folos, caci și în acest caz este un deficit pentru fisc, iar pe de altă parte legea nu face nici o distingere în această privință. (Cas. II, 30 Ianuarie 1907. B. p. 104).

13. Deși potrivit art. 8 din legea de urmărire, statul, Județul și comuna au privilegiu înainte de orice altă datorie particulară, pentru contribuțiunile directe, asupra averei mobile sau imobile a debitorului, totuși nu se poate admite ca tezaurul public să poată obține un privilegiu în contra drepturilor dobândite mai înainte printr'un privilegiu special, lucru care ar fi contrar dispozițiunilor categorice ale art. 1725 cod. civil și în contra întregei teorii a privilegiilor, după care privilegiile speciale primează privilegiile generale. (Trib. Ilfov, not. *Dr.* 19/908, p. 148).

14. Privilegiul este dreptul acordat unui creditor prin calitatea creanței sale de a fi preferat altor creditori chiar ipotecari. Art. 1725 c. civ., arată că tezaurul public — în ce privește privilegiul — va fi garantat prin legile speciale, fără însă ca să treacă înaintea creditorilor cari au dobândit dejà asemenea drepturi. Art. 79 și urm. legea vămilor indicând că mărfurile nu se pot liberà până la plata drepturilor vamale, consacră ideia de gaj ca bază a preferinței fiscului. Aceiași ideie de gaj rezultă și din art. 97 și 99 legea vămilor, cari permit eliberarea mărfurilor în schimbul unei garanții îndestulătoare în efecte de stat afectate la plata drepturilor vamale. Așà dar odată eliberate mărfurile din vamă, fiscul pentru drepturile ce i se cuvin asupra altor marfuri este considerat creditor chirografar, căci art. 223 legea vămilor pe lângă că este referitor la contrabande, apoi nu face decât să indice procedura de urmat prevazută de art. 8 din legea de urmărire, iar nu să stabilească și o preferință. Contrariu s'ar nesocotì drepturile și buna credință a terților, cari au creditat o persoană primind în gaj mărfuri, bazați tocmai pe convingerea că fiscul și-a luat toate garanțiile necesare atunci când a liberat marfa din vamă. (Trib. Ilfov s. I com. sent. 872 din 20 Dec. 1922. Jurispr. Gen. 1923, No. 773).

15. A se vedeà: art. 1729 nota 7.

Art. 1726. — Privilegiile pot fi atât asupra mobilelor, cât și asupra imobilelor. (Civ. 1728—1737; Civ. Fr. 2099; L. Belg. 16).

Text. fr. Art. 2099. — Les privilèges peuvent être sur les meubles ou sur les immeubles.

Text. belg. Art. 16. — Les privilèges peuvent être sur les meubles ou sur les immeubles.

Doctrină străină.

Baudry et de Loynes, *Du nantissement, des privilèges et hypoth.*, I, 303 urm.;
Colin et Capitant, ed. 2-a, II, p. 785;
Dalloz, *Rép.* Privil. et hypoth., 127;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 502:
Planiol, II, ed. 3-a, No. 2544.

Doctrină românească.

Alexandresco, X, p. 362, 366 urm., 372; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 452;
Nacu, III, p. 584.

Secțiunea I. — *Despre privilegiile cari se întind asupra mobilelor și imobilelor.*

Art. 1727. — Cheltuelile de judecată sunt privilegiate atât asupra mobilelor cât și asupra imobilelor, în privința tuturor creditorilor în interesul căror au fost făcute. (Civ. 1729, 1737; C. com. 808; L. Belg. 17).

Text. belg. Art. 17. — Les frais de justice sont privilégiés sur les meubles et les immeubles, à l'égard de tous les créanciers dans l'intérêt desquels ils ont été faits.

Doctrină străină.

ARNTZ, IV, 1665, 1666;
AUBRY ET RAU, III, ed. 5-a, § 260, p. 206-209;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, I, 311, 312, 314, 316, 317;
BEUDANT, *Sûretés pers. et réel.*, I, 366 urm.;
GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, I, 190;
LAURENT, XXIX, 322 urm., 341, 352, 353;
PONT, *Priv. et hyp.*, I, 67;
THIRY, IV, 351, p. 319.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 367, 372 urm., 399, 467; (III, part. II, ed. 2 a. p. 438, n. 1); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 452; *„Studiu asupra privilegiilor"*. Curier Jud. 32 910;
CANTACUZINO MATEI, p. 544;
NACU, III, p. 586 urm.

Jurisprudenţă.

1. Dacă tribunalul autoriză pe conservator a face un împrumut pentru cultivarea imobilului, cu condiţiune ca sumele împrumutate să fie platibile cu privilegiu din recolta anului, creanţa împrumutătorului nu poate fi privilegiată asupra preţului imobilului, findcă asemenea creanţe sunt anume prevăzute în art. 1737 cod. civ.; ea nu intră nici în denumirea generică de cheltueli de judecată prevăzute de art. 1727, nici nu este o cheltuială făcută pentru conservarea imobilului, care să fi profitat tuturor creditorilor; prin urmare, o asemenea creanţă este privilegiată numai asupra recoltei, conform art. 1730 alin 2. (Apel Buc. III, *Dr.* 38 902).

2. Prin cheltueli de judecata, din art. 1727 codul civil, se înţeleg nu numai cheltuelile facute în cursul unei instanţe judecătoreşti, dar încă şi acele cheltueli facute din ordin judecatoresc, în interesul comun al creditorilor, pentru acte sau operaţiuni extrajudiciare, în scop de a conservà, lichidà sau a realiză bunurile debitorului. (Cas. II, 31 Oct. 1906, B. p. 1637).

3. A se vedeà: art. 1725, notele **9**, **10**; art. 1731 nota 1.

Secţiunea II. — *Despre privilegii asupra mobilelor.*

Art. 1728. — Privilegiile sunt sau generale, sau speciale asupra unor mobile. (Civ. 1729, 1730; C. com. 678 urm., 786 urm.; Civ. Fr. 2100; L. Belg. 18).

Text. fr. Art. 2100. — Les privilèges sont ou généraux, ou particuliers sur certains meubles.

Text. belg. Art. 18. — Les privilèges sont ou généraux, ou particuliers sur certains meubles.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des privil. et hypoth.*, I, 307;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 785;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 502;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2544.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 376 urm.; *Droit ancien et modene de la Roumanie*, p. 452; *„Studiu asupra privilegiilor"*. Curier Jud. 39 910;
NACU, III, 590;
CERBAN AL., *„Lacunele şi defectele în organizarea sistemului nostru civil de garanţii reale"*, Curier Jud. 23-24/919.

§ 1. Despre privilegii generale asupra mobilelor.

Art. 1729. — Creanţele privilegiate asupra tuturor mobilelor sunt cele mai jos arătate, şi se exercită în ordinea următoare:

1. Cheltuelile de judecată făcute în interesul comun al creditorilor;

2. Cheltuelile îngropărei în raport cu condițiunea și starea defunctului;

3. Cheltuelile boalei celei după urmă făcute în curs de un an;

4. Salariile oamenilor de serviciu pentru un an trecut și restul datoriei din anul curent;

Salariul de șase luni al calfelor de prăvălie, și salariul pe o lună al lucrătorilor cu ziua;

5. Prețul obiectelor de subzistență date debitorului și familiei sale în curs de șase luni.

Când valoarea imobilelor n'a fost absorbită de creanțele privilegiate și ipotecare, partea din prețul lor ce mai rămâne, se va afectà cu preferință la plata creanțelor arătate prin prezentul articol [1]). (Civ. 98, 99, 339, 461, 472 urm., 570, 572, 723, 919, 1183, 1187, 1268, 1269, 1279, 1471, 1472 urm., 1723, 1725, 1730 urm., 1739, 1885, 1903, 1904 urm.; C. com. 678-683, 685 urm., 687, 689, 786; Pr. civ. 407 urm., 421, 490, 610, 611, 654-677, 702 urm.; Civ. Fr. 2101; L. Belg. 19).

Text. fr. Art. 2101. Les créances privilegiées sur la généralité des meubles sont celles ci-après exprimées, et s'exercent dans l'ordre suivant:

1° Les frais de justice;

2° Les frais funéraires;

3° Les frais quelconques de la dernière maladie, concurrement entre ceux à qui ils sont dus;

4° Les salaires des gens de service, pour l'année échue et ce qui est dû sur l'année courante;

5° Les fournitures de subsistances faites au débiteur et à sa famille; savoir, pendant les six derniers mois, par les marchands en détail, tels que boulangers, bouchers et autres, et pendant la dernière année, par les maîtres de pension et marchands, en gros.

Text. Belg. Art. 19. — Les créances privilegiées sur la généralité des meubles sont celles ci-après exprimées, et s'exercent dans l'ordre suivant:

1° Les frais de justice faits dans l'intérêt commun des créanciers;

2° Les frais funéraires en raport avec la condition et la fortune du défunt;

3° Les frais de dernière maladie pendant un an;

4° Les salaires des gens de service pour l'année échue et ce qui est dû sur l'année courante; le salaire des commis, pour six mois, et celui des ouvriers pour un mois;

5° Les fournitures de subsistances faites au débiteur et à sa famille, pendant les six mois.

Les époques indiquées aux trois paragraphes précédents sont celles qui précédent la mort, le dessaisissement ou la saisie de mobiller.

Lorsque la valeur des immeubles n'a pas été absorbée par les créances privilégiées ou hypothécaires, la portion du prix, qui reste due est affectée de préférence au payement des créances énoncées au présent article.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 128-137; III, ed. 5-a, p. 206-223 urm., 328, 340, 341;
BAUDRY ET DE LOYNES. *Du nantissement*, etc., I, 309, 311, 312, 314, 316, 317, 319-322, 324-326, 328, 330, 332 341, 343, 345, 348, 350, 750, I, IV;

1) Acest ultim aliniat, lipsește în textul art. francez corespunzator 2101. A se compară art. român 1729 cu art. francez 2101 și art. 19 al Legei Belgiene din 1851 asupra privilegiilor și ipotecilor, fiind multe diferențe.

BEUDANT, *Sûretés personelles et réelles*, I, 370;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 408, 563, 786, 789, 790, 791 urm., 796 urm., 819, 824, 834, 855, 869, 960, 1003, 1031;
DALLOZ, *Rép.* Privil et hypoth., 127 urm., 193, 200, 217; *Suppl.* Privil. et hypoth., 32 urm., 44, 48, 51, 53;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 14 bis, I-IV; 16 bis, II, III; 17 bis, I-III; 18 bis, I, II, IV, V; 19 bis, I-III, V, VI;
GUILLOUARD, *Privilèges et hypoth.*, I, 179, 180, 182, 185-193, 195-197, 202, 207, 212, 216, 217, 220, 223-226, 229-231, 237, 239, 240, 244-246, 249, 252, 253;
LAURENT, XXIX, 312, 322, 324, 328-330, 340-342, 349, 357, 358, 362, 365-367, 371-373;
LYON-CAEN ET RENAULT, VIII, 823 urm., 825, 1123;
MOURLON, ed. 7-a, III, p 503 urm., 549, 550;
PLANIOL, II, ed. 3 a, No. 2552-2557 urm., 2563 urm., 2570 urm., 2624 urm., 2638, 2642;
PONT, *Priv. et hyp.*, I, 67-69, 71-73, 79, 80, 82, 86, 89, 91, 92;
TROPLONG, *Privilèges et hypoth.*, I, 131, 134, 136, 142, 147, 147 bis.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 338, 367, 376 urm., 390, 440, 467, 469, 475, 521; (III, part. I, ed. 2-a, p. 137 nota; III, part. II, ed. 2-a, p. 424 t. şi n. 1, 438 n. 1; VI, part. II, ed. 2-a, p. 380; V, p. 263; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 543 n. 1, 595; IX, p 271; XI, p. 300); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 224, 226, 352, 354, 452; *Observaţie* sub. Trib. Ilfov. secţia notariat 31 Oct. 1906. Dreptul 82 1906; *Observaţie* sub. Trib. com. Gand., 23 Ian. 907. Curier Jud. 26/1908; *„Studiu asupra privilegiilor"*. Curier Jud. 39/910, 42/910, 43/910, 45/910; *Nota* sub. Trib. Agen, 29 Nov. 1922. Jur. Gen. 1924 No. 1536; *Notă* sub. Decizia fr. Jur. Gen. 1924 No. 2252; *Nota* sub. Trib. Annecy 28 Oct. 1921. Jur. Gen. 1925, No. 1679;
CANTACUZINO MATEI, p. 544, 546, 547;
IONESCU-DOLJ I., *Observaţie* sub. Trib. Tutova, 35 din 6 Febr. 1907. Curier Jud. 2/908;
NACU, I, p. 70; III, p. 590 urm., 632 urm., 659;
PĂRVULESCU M. NIC., *„Cheltuelile de înmormântare a soţiei, cine trebuie să le supoarte"*. Curier Jud. 77/1903;
RĂDULESCU ANDREI, *Publicitatea drepturilor reale imobiliare şi registrele de proprietate*, p. 12 urm.;
RĂDULESCU SILIU, *Observaţie* sub. Trib. com. Gand., 20 Ian. 909. Dreptul 49/910.

Jurisprudenţă.

1. Spre a se puteà invocà art. 1729 § 4 urmează neapărat ca cel ce reclama preferinţa să fie: 1) un om de serviciu, adică un om care îşi angajeaza serviciile pentru un timp determinat unei persoane şi pe un salariu fix, fie pentru menagiu, fie pentru exploatarea fondurilor rurale, 2) ca privilegiul lui să fie restrâns la salariul lui pe anul expirat şi pe anul curent, adică a anului decesului sau deconfiturei debitorului. Şi cum înţelesul termenilor „oameni de serviciu" nu este determinat într'un mod precis de lege, la nevoe s'ar puteà aplicà la toţi aceia care îşi angajează munca pe preţ fix şi cari se pun într'un mod sau într'altul sub autoritatea mai mult sau mai puţin absolută a domnului lor. In vechiul drept francez acest privilegiu erà acordat exclusiv servitorilor, şi pentru acest sfârşit expresiunea de „slugă" erà conservată; iar redactorii codului substituind aceste expresiuni „oameni de serviciu", care a trecut şi la noi, trebue să conchidem că s'a înţeles a se acordà această favoare a prvilegiului la toţi aceia cari se găsesc într'o condiţiune egală de sarcine şi de dependinţă către domnul lor. Astfel sunt isprăvniceii de la moşii. Deşi isprăvnicelul are să primească salariul pe un an şi câte-va luni din al doilea an, dar din cauză că suma ce are să primească nu este o creanţă expirată în decursul anului care a urmat pe acela al deconfiturei debitorului, deconfitura ce s'a constatat când s'a pus averea sa în vânzare, el nu poate să beneficieze de privilegiul acordat de art. 1729 § 4 oamenilor de serviciu. (Apel Buc. I, 10, Ian. 12/85, Dr. 25/85).

2. Moştenitorul este obligat a plătì cheltuelile de înmormântare ale lui *de cujus*, făcute de un terţiu, fără să se poată prevală de dreptul ce-i dă o inscripţiune ipotecară luată asupra imobilului vândut. (Cas. I, 158/Mai 11/93, B. p. 446).

3. După art. 409 din Procedura civilă, modificat prin legea din 30 Ianuarie 1901, lefurile militare ca şi ale funcţionarilor civili nu pot fi urmărite decât pentru datorii către Stat, penalităţi, creanţele privilegiate, prevăzute de art. 1729 din cod. civil, şi alimente acordate soţiei şi copiilor. Şi, întru cât excepţiunile sunt de strictă interpretare, alimentele acordate părinţilor, nefiind prevăzute de art. 409, nu se pot urmărì asupra lefurilor funcţionarilor. (Cas. I, 342/901. B. p. 1204).

4. Cheltuelile de înmormântare şi ale boalei din urmă sunt creanţe privile-

giate, care sunt dispensate de inscripţiune şi se exercită atât asupra mobilelor cât şi asupra imobilelor. Privilegiul pentru cheltuelile de înmormântare aparţine nu numai acelor care au furnizat obiectele de înmormântare, dar şi moştenitorilor cari au facut comanda şi cari devin astfel ei înşişi creditori privilegiaţi, fără a avea nevoie de vre-o subrogaţiune. (Apel Buc. III, *Dr.* 48 903).

5. Privilegiul acordat de art. 1729 al. II Cod. civil creanţelor relative la cheltuelilor de înmormântare nu se poate întinde şi asupra creanţei văduvei, în contra succesiunei soţului sau, pentru abitaţiune şi vestminte în cursul anului de doliu, această creanţă neavând de obiect o cheltuială de înmormântare. (Trib. Prahova II, C. Jud. 72 903).

6. Numai debitorul sau un creditor al său, ce ar pretinde un rang privilegiat, poate contestă natura şi privilegiul creanţei, în baza careia s'a făcut poprirea, nu însă şi terţiul poprit. (Cas. I, 409 903, B. p. 1226).

7. Privilegiul Statului introdus prin o lege specială, primează toate privilegiile indicate prin art. 1729 şi 1730 codul civil, fiindcă codul civil presupune existenţa acestui privilegiu al Statului, introdus şi regulamentat prin o lege specială, precum aceasta rezultă din art. 1725 codul civil. Că daca Statul are a fi preferit pentru plata impozitelor cari au un privilegiu general sau special prevăzut de codul civil şi acelor creditori privilegiaţi, pentru cari anume art. 14 din legea Bancii Agricole face rezerve, nu e îndoiala că Statul, pentru plata impozitelor are preferinţă şi faţa cu Banca Agricolă, când aceasta urmăreşte plata creanţei din vânzarea unui obiect amanetat. (Cas. II, 12 Mai 1907, B. p. 891).

8. După art. 783, alin. I codul comercial, combinat cu art. 1729, alin IV, c civil, în materie de faliment salariile comişilor şi a băieţilor de prăvălie sunt datorite pe cele şase luni cari au precedat declararea în faliment şi sunt considerate ca creanţe privilegiate.

Prin urmare, săvârşeşte un exces de putere Comisia de apel, când scade de la taxa de 3% asupra salariului pe directorul unei societaţi în lichidare cu trei luni mai înainte de încetarea privilegiului legal asupra salariului ce dânsul are să primească dela societatea falită. (Cas. III, 28 Apr. 1909, B. p. 511).

9. Potrivit art. 1729 c. civ., cheltuelile ultimei boale şi ale înmormantarei defunctului, sunt privilegiate asupra tuturor mobilelor succesiunei, şi cel ce le-a suportat are drept a şi le retrage din succesiune.

Dar tot în conformitate cu acest text, succesiunea nu datoreşte de cât cheltuelile strict necesare ac stor operaţiuni şi nu poate fi ţinuta de cheltuelile facute pentru întreţinerea unui lux şi fast deosebit, neobicinuit în asemenea ocazii şi în disproporţie cu sta rea materiala a defunctului. In orice caz instanţa are dreptul celei mai largi aprecieri în fixarea sumei acestor cheltueli, ţinând strict seamă şi raportându-se la condiţia socială a defunctului şi la quantumul succesiunei; iar chitanţele de cheltueli prezentate de reclamant, nu pot legă şi impune instanţei, ele servindu-i doar ca un criteriu în aprecierea ce urmează a face. (Trib. Dorohoi 160 din 4 Martie 1924. Jur. Gen. 1924, No. 1920).

10. A se vedeà: art. 1727, notele 1, 2; art. 1731, nota 1.

§ 2. Despre privilegii asupra oarecăror mobile.

Art. 1730. — Creanţele privilegiate asupra oarecăror mobile, sunt:

1. Chiriile şi arenzile. Când contractul este autentic, sau are o dată certă, proprietarul are privilegiu pentru toată chiria sau arenda pe anul curent, precum şi pe tot timpul ce rămâne a curge până la expirarea contractului.

Când contractul nu e autentic, sau nu are dată certă, proprietarul are privilegiu numai pentru chiria sau arenda pe anul curent şi pe anul viitor.

In cazul dintâi, dacă prin contractul de arendare sau închiriere nu va fi fost expres prohibită subarendarea sau subînchirierea, ceilalţi creditori ai debitorului pot reînchirià casa sau rearendà moşia pentru timpul ce mai rămâne a curge după contract; dar sunt obligaţi de a plătì proprietarului tot ce-i este datorit.

Obiectele asupra căror se exercită privilegiul sunt:

Pentru casă, toate mobilele din ea.

Pentru moșie, toată recolta anului curent, precum și tot ce servește la exploatarea moșiei

Acelaș privilegiu are loc pentru reparațiunile locative și pentru tot ce privește execuțiunea contractului.

Proprietarul poate sequestrà mobilele cari se află în casa sa sau pe moșia sa, când ele au fost duse în alt loc, fără consimțimântul său, și proprietarul conservă privilegiul său pe aceste mobile, întrucât timp le-a revendicat; adică când sunt în chestiune mobilele unei moșii, dacă a făcut cererea sa în termen de patru-zeci zile, și când sunt în chestiune mobilele unei case, în termen de cinci-spre-zece zile.

2. Sumele datorite pentru semânțe, sau pentru cheltuiala recoltei anului curent, asupra prețului acestei recolte, și sumele datorite pentru instrumente de exploatațiune, pe prețul acestor instrumente; în ambe aceste cazuri, cu preferință chiar înaintea proprietarului moșiei pentru privilegiul arendei.

3. Creanța pe amanetul ce este în posesiunea creditorului.

4. Cheltuelile făcute pentru conservarea lucrului.

5. Prețul pentru lucruri mobile neplătite, dacă se află încă în posesiunea debitorului, chiar și în cazul când a cumpărat cu termen de plată.

Dacă vânzarea s'a făcut fără termen de plată, vânzătorul poate chiar să revendice obiectele vândute, pe cât timp se află în posesiunea cumpărătorului, și poate să împiedice revinderea acelor lucruri, dacă însă s'a făcut cererea sa în termen de opt zile după trădarea lucrurilor, și dacă lucrurile se află încă tot în starea în care se găseau la timpul trădărei lor.

Pierderea acțiunei de revendicare aduce cu sine și pierderea acțiunei rezolutorie [1]) a contractului vânzărei, în privința celorlalți creditori.

6. Creanțele ce are un hangiu în această calitate asupra efectelor voiajorilor, ce se află în ospătăria sa.

7. Creanța cheltuelilor de transport și a cheltuelilor accesorii asupra lucrului transportat, întrucât timp acela ce l-a transportat, îl are în posesiunea sa, și în cele douăzeci și patru ore ce vor urmà trădărei lucrului la destinatarul său, dacă acesta din urmă a conservat posesiunea lucrului.

8. Creanțele rezultând din abuzuri și prevaricațiuni ale funcționarilor publici, în exercițiul funcțiunei lor, asupra cauționamentului lor precum și asupra dobândirilor [2]), ce ar fi produs acel cauționament. (Civ. 480, 481, 972, 974, 991, 997,

---

1) *„Acțiunea rezolutorie“* în specie este acțiunea ce se poate face spre a cere desființarea contractului de vânzare.

2) Din eroare se zice aci *„dobândirilor“* în loc de *„dobânzilor“* cum este și în textul francez. A se vedeà și art. 409 și 410 din procedura civilă.

1021, 1025, 1171, 1176, 1182, 1198 § 2, 1294, 1365, 1370, 1416 urm., 1421, 1429 urm., 1446 urm., 1455 urm., 1470 urm., 1574, 1618, 1621, 1623 urm., 1685, 1686, 1688, 1691, 1725, 1734, 1737, 1742, 1751, 1822, 1903, 1909, 1910; Pr. civ. 406, 407 urm., 468 urm., 478, 490, 610-620; C. com. 2, 387, 388, 405, 433, 437, 480, 589, 675 urm., 683-687, 716, 720, 722, 786; L. asupra drept. propriet. (Mon. of. 324/903), Art. 18, 22; Civ. Fr. 2102 [1]); L. Belg. 20.

Text. fr. Art. 2102. — Les créances privilégiées sur certains meubles sont:

1°. Les loyers et fermages des immeubles, sur les fruits de la récolte de l'année, et sur le prix de tout ce qui garnit la maison louée ou la ferme et de tout ce qui sert à l'exploitation de la ferme; savoir, pour tout ce qui est échu, et pour tout ce qui est à échoir, si les baux sont authentiques, ou si, étant sous signature privée, ils ont une date certaine; et dans ces deux cas, les autres créanciers ont le droit de relouer la maison ou la ferme pour le restant du bail, et de faire leur profit des baux ou fermages à la charge toutefois de payer au propriétaire tout ce qui lui serait encore dû.

Et, à défaut de baux authentiques, ou lorsqu'étant sous signature privée, ils n'ont pas une date certaine, pour une année à partir de l'expiration de l'année courante;

Le même privilège a lieu pour les réparations locatives, et pour tout ce qui concerne l'exécution du bail;

Néanmoins les sommes dues pour les semences ou pour les frais de la récolte de l'année, sont payées sur le prix de la récolte, et celles dues pour ustensiles, sur le prix de ces ustensiles, par préférence au propriétaire, dans l'un et l'autre cas;

Le propriétaire peut saisir les meubles qui garnissent sa maison ou sa ferme, lorsqu'ils ont été déplacés sans son consentement, et il conserve sur eux son privilège, pourvu qu'il ait fait la revendication; savoir, lorsqu'il s'agit du mobilier qui garnissait une ferme, dans le délai de quarante jours; et dans celui de quinzaine, s'il s'agit des meubles garnissant une maison;

2°. La créance sur le gage dont le créancier est saisi;

3°. Les frais faits pour la conservation de la chose;

4°. Le prix d'effets mobiliers non payés, s'ils sont encore en la possession du débiteur, soit qu'il ait acheté à terme ou sans terme;

Si la vente a été faite sans terme, le vendeur peut même revendiquer ces effets tant qu'ils sont en la possession de l'acheteur, et en empêcher la revente pourvu que la revendication soit faite dans la huitaine de la livraison, et que les effets se trouvent dans le même état dans lequel cette livraison a été faite;

Le privilège du vendeur ne s'exerce toutefois qu'après celui du propriétaire de la maison ou de la ferme, à moins qu'il ne soit prouvé que le propriétaire avait connaissance que les meubles et autres objets garnissant sa maison ou sa ferme n'appartenaient pas au locataire;

Il n'est rien innové aux lois et usages du commerce sur la revendication;

5°. Les fournitures d'un aubergiste, sur les effets du voyageur qui ont été transportés dans son auberge;

6°. Les frais de voiture et les dépenses accessoires, sur la chose voiturée;

7°. Les créances résultant d'abus et prévarications commis par les fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions, sur les fonds de leurs cautionnement, et sur les intérêts qui en peuvent être dus.

---

3) A se face comparaţie între textul art. 1730 român şi art. 2102 francez şi art. 20 al Legei Belgiene din 1851, fiind multe diferenţe de text.

Text. Belg. Art. 20. — Les créances privilégiées sur certains meubles sont:

1⁰. Les loyers et fermages des immeubles, sur les fruits de la récolte de l'année, et sur le prix de tout ce qui garnit la maison louée ou la ferme, et de tout ce qui sert à l'exploitation de la ferme, savoir pour deux années échues, s'il s'agit d'une maison; pour trois années échues, s'il s'agit d'une ferme, en outre pour l'année courante ainsi que pour celle qui suivra, et même, si les baux sont authentiques ou si, étant sous signature privée, ils ont une date certaine, pour tout ce qui est à échoir; dans ce dernier cas, les autres créanciers ont le droit de relouer la maison ou la ferme, pour le restant du bail, et de faire leur profit des baux ou fermages, à la charge toutefois de payer au propriétaire tout ce qui lui serait encore dû.

Le même privilège a lieu pour les réparations locatives et pour tout ce qui concerne l'exécution du bail.

Le propriétaire peut saisir les meubles qui garnissent sa maison ou sa ferme, lorsqu'ils ont été déplacés sans son consentement, et il conserve sur eux son privilège, pourvu qu'il en ait fait la revendication; savoir lorsqu'il s'agit d'un mobilier qui garnissait une ferme, dans le délai de quarante jours, et dans celui de quinzaine, s'il s'agit de meubles garnissant une maison;

2⁰. Les sommes dues pour les semences ou pour les frais de la récolte de l'année, sur le prix de cette récolte, et celles dues pour ustensiles servant à l'exploitation, sur le prix de ces ustensiles;

3⁰. La créance sur le gage dont le créancier est saisi;

4⁰. Les frais faits pour la conservation de la chose;

5⁰. Le prix d'effets mobiliers non payés, s'ils sont encore en la possession du débiteur, soit qu'il ait acheté à terme où sans terme.

Le privilège établi par les numéros 4 et 5 cessera d'avoir effet și ces objets mobiliers sont devenus immeubles par destination, ou par incorporation, sauf s'il s'agit de machines et appareils employés dans les établissements industriels.

Dans ce cas et pour ces objets le privilège sera maintenu pendant deux ans à partir de la livraison; toutefois, il n'aura d'effet que pour autant que, dans la quinzaine de cette livraison, l'acte constatant la vente soit transcrit, dans un registre spécial tenu au greffe du tribunal de commerce de l'arrondissement dans lequel le débiteur aura son domicile, et, à défaut de domicile, au greffe du tribunal de commerce de l'arrondissement dans lequel le débiteur aura sa résidence. Le greffier du tribunal sera tenu de donner connaissance de cette transcription à toutes les personnes qui en feront la demande. La livraison sera établie, sauf la preuve contraire, par les livres du vendeur.

En cas de saisie immobilière pratiquée sur les machines ou appareils ou de faillite du débiteur déclarée avant l'expiration des deux années, le privilège continuera à subsister jusqu'après la distribution des deniers ou la liquidation de la faillite.

Si la vente a été faite sans terme, le vendeur peut même revendiquer les objets vendus, tant qu'ils sont en la possession de l'acheteur, et en empêcher la revente, pourvu que la revendication soit faite dans la huitaine de la livraison, et qu'ils se trouvent dans le même état que lors de la livraison.

La déchéance de l'action revendicatoire emporte également celle de l'action en résolution à l'égard des autres créanciers.

Il n'est rien innové aux lois et usages de commerce sur la revendication,

6⁰. Les fournitures d'un aubergiste, sur les effets du voyageur qui ont été transportés dans son auberge;

7⁰. Les frais de voitures et les dépenses accessoires, sur la chose voiturée, pendant que le voiturier en est saisi et pendant les vingt-quatre heures qui suivront la remise au propriétaire ou au destinataire, pourvu qu'ils en aient conservé la possession;

8° Les créances resultant d'abus et prévarications commis par les fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions, sur les fonds de leur cautionnement, et sur les intérêts qui en peuvent être échus.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 138-164, 180; III, ed. 5-a, p. 225-229, 232-239, 241-246, 251 urm., 254-277, 302, 338, 339, 344, 345; IV, p. 406;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., I. 356-358, 362-366, 368, 374, 375, 377-380, 382, 383, 390, 394, 401, 402, 405 426 urm., 430-433, 435, 438-440, 446, 447, 449, 451, 453, 459-462, 465-472, 475-478, 480, 487-493, 495-498. 501-503, 506, 507, 511, 512, 514-519, 531, 533-538, 542-546, 548, 549. 552-556, 558, 559, 745;
BEUDANT, *Sûr. pers. et réel.*, I, 411, 420;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 408, 563, 786, 789, 790, 791 urm., 796 urm., 819, 824, 834, 855, 869, 960, 1003, 1031;
DALLOZ, *Rép.* Cautionn. de fonct., 51 urm., 89; Commissionn., 457 urm.; Office 316 urm., 338; Privil. et hypoth., 218 urm., 298; *Suppl.* Cautionn. de fonct., 7 urm.; Commissionn., 282 urm.; Office 68 urm.; Privil. et hypoth., 71 urm., 80, 90, 110, 134, 147, 168, 188, 190;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 24; 28 bis II-V, VII-XX, XXV, XXXI, XXXII; 30, 30 bis, I, II; 31 bis, II; 32 bis, I-III, V, VI; 37 bis, I, II; 38 bis, II;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 81, 295;
GLASSON, II, p. 257;
GUILLOUARD, *Privilèges et hypothèques*, I, 263, 265-267, 269, 272, 274, 275, 278-280, 282, 284, 285, 287, 288, 297-302, 304, 306, 307, 312-316, 321-326, 330-333, 335, 336, 340, 343-345, 347, 349, 351-354, 358-360, 362. 365-367, 371, 374, 375. 386-383, 390 394, 396, 398, 402, 404, 405, 407, 416, 418, 424-428, 431, 433, 437, 438, 440, 441, 444-447; *Louage*, II, 465, 614, 629;
LAURENT, XXV, 249, 480; XXIX, 380-383, 400, 402-406, 408. 409, 411-413, 416-420, 422-423, 425-427, 429. 430, 433, 436, 437. 438 444, 445, 448, 449, 451-453, 456, 473-475, 479, 480, 483, 485, 486. 498, 502, 506, 509, 510, 513, 514, 516, 518;
MOURLON, ed. 7-a, III. p, 511 urm;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2395, 2426, 2435, 2465 urm., 2521, 2587, 2590 urm., 2604 urm., 2621;
PONT, *Priv. et hyp.*, I, 117, 119, 121 129, 131-136, 139, 141, 143, 147-154, 163-166, 168-172, 181;
SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 195;
TROPLONG, *Privilèges et hypothèques*, I, 144, 150, 151, 151 bis, 155, 156, 161, 163, 164, 165 bis, 176, 204, 205, 207, 207 bis, 210.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 41, 46 n. 5, 249, 256, 280, 368, 375, 376, 401, 402 urm., 416, 424 urm., 428, 443, 430 urm., 434, 435, 437 urm., 443, 447 urm., 478 n. 1, 520, 539, 540; (I, ed. 2-a, p. 133 n. 4; III, part. I, ed. 2-a, p. 219 n. 1, 264 n. 2, 426; VIII, part. I, ed 2-a, p. 271, 276, 277, 279; IX, p. 70, 78, 130, 131, 155, 187 nota, 287, 329, 363, 589, 661; XI, p. 294); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 351, 358, 453; *Observațiune* sub. C. Apel Iași s. II, 20 Febr. 1902. Dreptul 28/1902; *Observație* sub. Cas. II, 214 din 18 Sept. 1907, Dreptul 78/907; *„Efectele falimentului locatarului asupra contractelor de locație încheiate de dânsul“*. Dreptul 45/1909; *Observație* sub. Cas. Florența 19 Dec. 1898. Curier Jud. 1 1901; *Observație* sub. Trib. Vlașca 25 Iunie 1903. Curier Jud 86/903; *„Studiu asupra privilegiilor“*. Curier Jud 47/910, 55/910, 57 910, 60/910, 66/910, 67/910, 68 910, 69/910, 71/910, 73/910, 74/910;
CANTACUZINO MATEI, p. 121, 145, 505, 524, 544, 549, 550, 558, 559 urm., 562, 648;
CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 17, 117 urm.;
CORBESCU M DAN, *„Despre privilegiul proprietarului asupra mobilelor aduse de chiriași sau arendași“*. Dreptul 39/914;
GEORGEAN N, *Notă* sub. Cas. I, 148 din 31 Martie 1920. Pand. Rom. 1923-I-233;
HAMANGIU C., *Notă* sub. C. Apel Iași s. I, 74 din 8 Oct. 1920. Pand. Rom. 1922-II-117; *Observație* sub. Trib. Civil Pointoise (Seine-et-Oise) 9 Oct. 922. Pand. Rom. 1924-III 80;
MAVROJANNI ALEX., *Notă* sub. Trib. Ilfov. s. I, Com. 381 din 16 April 924, Curier Jud. 10/925;
NACU, I. p. 70, 758; III, p. 352, 599 urm.;
RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Trib. civil Gand, 11 Iunie 1906. Dreptul 27/1909; *Observație* sub. Trib. civil Paris 17 Ian. 1910. Dreptul 30/1910; *Observație* sub. Justiția de pace din Sf. Flour 9 Mai 910. Dreptul 50/1910; *Observație* sub. Trib. Comercial Reims 18 Ian. 1910, Dreptul 56/910; *Observație* sub. Cas. Palermo 22 Iunie 1899. Curier Jud. 30/1902;
SCRIBAN ST., *„Dacă privilegiul din art. 1730 al II, și 1734 c. civil îl au acei ce au împrumutat bani pentru a se cumpără semințe, a face semănături sau a recoltă“*; *Notă* sub. C. Apel Iași s. I, 13 1911. Curier Jud. 2/912;
STĂNESCU P. ION, *Notă* sub. Cas. II, 126 din 31 Martie 1924, Jur. Gen. 1925 No. 906.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudenţă.

1. După art. 1730 proprietarul are o creanţă privilegiata pentru sumele de plată de către arendaş asupra productelor şi a tot ce serveşte la exploatarea moşiei. Ele pot fi sequestrate şi urmărite de proprietar în termen de 40 zile, când au fost duse într'alt loc. Deci dar proprietarul pentru sumele ce debita arendaşul, poate sequestrà şi urmarì vite, producte şi maşini ce arendaşul debitor înstrăinase dupa moşia arendata fără ştirea şi consimţimântul proprietarului, căci acesta şi-a păstrat privilegiul ce-i acordase art. 1730. (Cas. I. 304 78, Sept. 5 78, B. p. 283).

2. Legea nu refuză nicăeri dreptul de privilegiu când contractul de arenduire este verbal; singura distincţiune ce se face de leginitor între un contract autentic şi cu data certă şi între un contract ce n'ar aveà aceste caractere, adică fie chiar verbal, este numai pentru a restrânge creanta privilegiata, acordând în primul caz privilegiul pentru toata chiria sau arenda datorită pe anul curent, precum şi pentru tot timpul ce ramâne a curge până la expirarea contractulu'; pe când în cel de al doilea caz, legea nu recunoaşte proprietarului privilegiul de cât pentru chiria sau arenda pe anul curent şi pe anul viitor. (Cas. I, 243 Aug. 10 81, B. p. 577).

3. Privilegiul dând drept creditorelui a fi despagubit cu precădere din preţul obiectului asupra căruia s'a concedat privilegiul, îi da dreptul a luà măsurile de conservare asupra acestui lucru, şi prin urmare dreptul de a putea sequestrà pentru ca astfel sa-l poata poprì de a fi înstrăinat. (Cas. I, 243 Aug. 19 81, B. p. 576).

4. Art. 1730 § 5 acorda vânzatorului unui lucru mişcator un privilegiu asupra preţului neplătit înca al acelui lucru, însa exerciţiul acestui drept e supus mai multor condiţiuni, între cari şi a eea ca lucrul, în caz de a-şi fi schimbat natura lui juridică, sa nu fi devenit obiectul unui drept real de ipotecă, condiţiune care reese din principiile generale asupra privilegiilor şi ipotecelor. Astfel fiind, dacă cumpărătorul unui cazan, ne platit încă, l-a aşezat în fabrica sa, devenind astfel un imobil prin destinaţiune, şi dacă asupra acelei fabrici erà luata o inscripţiune ipotecara, acea ipoteca, conform art. 1750 şi 1777, îşi întinde efectele asupra tuturor accesoriilor acelui imobil şi chiar asupra ameliorațiunilor ce a capatat în urmă, şi prin urmare şi asupra cazanului; în asemenea situaţiune vânzătorul cazanului nu-şi mai poate exercità privilegiul său precum ar fi putut face faţă cu creditorii chirografari, căci dreptul de preferinţă acordat de art. 1750 creditorului ipotecar asupra accesoriilor unui imobil cata să primeze dreptul de privilegiu,

drept personal al vânzătorului. (Trib. Ilfov, s. not. Ian. 26 82, *Dr.* 20 82).

5. Deşi legea, prin art. 1730, recunoaşte proprietarului drept de privilegiu pentru arenzile anului viitor, însă spre a i se acordà acest privilegiu urmeaza ca aceste arenzi să fie exigibile, şi numai atunci când ele devin legalmente astfel. Aceasta rezultă învederat atât din împrejurarea ca, potrivit cu art. 1023, debitorul neputând să fie constrâns a plăti înainte de termen, evident că proprietarul nici nu poate aveà calitatea de creditor al arendaşului său pentru o arendă neexigibilă; cât şi din art. 610 pr. civ., care acordă proprietarului sequestrul asigurător asupra recoltelor moşiei arendate numai pentru asigurarea plăţei arenzilor datorite şi neplătite. A hotărî altfel, ar fi, a privà pe arendaş, deşi cu arenda platita la termen, de dispoziţiunea recoltelor şi fructelor moşiei arendate, fie în mod indirect a se plătì proprietarului arenzile viitoare totdeauna înaintea exigibilităţii lor, cu din averea celorlalţi creditori ai arendaşului, şi cu chipul acesta a ocrotì judiciarmente concertul fraudulos dintre proprietar şi arendaş în paguba celorlalţi creditori ai acestui arendaş. (Trib. Argeş, Sept. 20/82, *Dr.* 70/82).

6. Art. 1730 § 4 acordă privilegiu cheltuelilor facute pentru conservarea lucrului, în care nu poate intrà de cât acelea fără de cari lucrul ar fi perit sau s'ar fi deteriorat. Primele de asigurare în contra incendiului, grindinei şi altor cazuri fortuite nu pot fi însă considerate ca nişte cheltueli fară de cari recolta asigurată ar fi pierit neapărat, aceasta cu atât mai mult că privilegiul fiind de drept strict nu se poate acordà prin interpretaţiune. Astfel fiind, creanţa societăţii de asigurare rămâne o simplă creanţă chirografară. (Trib. Ilfov, s. not., Febr. 15/82, *Dr.* 26 82).

7. Art. 1730 § 2 acordă privilegiu, chiar înaintea proprietarului unei moşii, aceluia care a vândut sămânţa şi a înlesnit cheltuiala pentru recolta anului curent. Pentru aceasta însă trebue să se stabilească că creditorul a vândut direct sămânţa, sau că a plătit direct munca întrebuinţata în recoltă, sau că s'a subrogat drepturilor creditorilor pentru sămânţă şi pentru muncă, fie printr'o subrogaţiune convenţională, fie printr'o subrogaţiune legală. (Trib. Ilfov, s. not. Febr. 15 82, *Dr.* 26/82).

8. Cel care a împrumutat bani, ca să se plătească sămânţa şi munca întrebuinţată în recoltă, nefiind acela care a vândut direct sămânţa nici acela care a plătit direct munca, nu poate pretinde privilegiul prevăzut de art. 1730, de cât dovedind că s'a subrogat în drepturile creditorului pentru sămânţă şi muncă, fie printr'o subrogaţiune convenţională, fie printr'o subrogaţiune legala. (Apel Buc. II. 114. Apr. 30 82, *Dr.* 49/82).

9. Din combinaţiunea art. 1730 c. civ. cu art. 610 pr. civ., rezultă că proprietarul are dreptul de a revendicà şi sequestrà mobilele cari se aflau în casa sa, când ele au fost depuse în alt loc fară consimţimântul său. Acest consimţimânt poate fi expres sau tacit. Şi deşi în general se poate sustine ca proprietarul a consimţit tacit la înstrăinarea mărfei ce erà destinată pentru vânzare, totuşi această argumentare, admisibilă în cazul unei înstrăinări sau vânzări regulate şi în limitele exercitărei de către locatar a comerciului sau, nu poate fi luată în consideraţiune când marfa a fost vândută în total fara ştirea şi consimţimântul proprietarului: şi astfel chiriaşul, departe de a exercità prin acest fapt comerciul său la care proprietarul a consimţit tacit chiar din ziua locaţiunei, el l'a desfiinţat de tot, şi aceasta contrariu intenţiunei şi interesului locatorului; în acest caz locatarul nu mai exercită comerciul său în modul cum a consimţit locatorul şi beneficiul art. 1446 pentru proprietar dispare de odată cu gagiul ce aveà asupra lucrurilor înstrainate. (Trib. Brăila, Nov. 9 83, *Dr.* 86 83).

10 Din generalitatea termenilor art. 1730, reese ca privilegiul proprietarului se întinde şi asupra marfei aflată în magazie. De s'ar da o altfel de interpretare acestui articol şi s'ar restrânge privilegiul numai asupra lucrurilor ce mobilează casa sau magazinul, atunci s'ar lăsà fără nici o garanţie mai toate stabilimentele de industrie şi comerciu, în cari nu ar exista o mobila propriu zis, şi aceasta ar fi contrariu intenţiunei legiuitorului, care a voit să asigure un privilegiu tuturor construcţiunilor. (Trib. Brăila, Nov. 9 83, *Dr.* 86/83).

11. Nu este exact a se zice că dreptul de retenţiune nu se poate acordà de cât când e anume fixat prin lege şi cerut expres de părţi; din potrivă acest drept este lăsat la aprecierea judecatorului de a-l acordà de câte ori fiind vorba de un *debitum în re adjunctum*, pentru motive de echitate îl gaseşte necesar pentru a salvgardà realizarea eficace a despăgubirilor ce el acordă. (Cas. I, 263 Iun. 25/83, B. p. 677).

12 Din art. 1730 c. civ., şi art. 610 pr. civ., rezultă că dreptul de privilegiu al proprietarului încetează dacă n'a revendicat marfa în termen de 15 zile de la înstrainarea ei, căci legiuitorul a voit să garanteze stabilitatea pro-

prietăților și astfel a conciliat aceste drepturi punând un termen fatal priviligiului proprietarului. Insă din scopul ce a avut legiuitorul când a prescris acest termen se vede că dânsul a voit să asigure pe posesorul de bună credință, și că nu a voit să limiteze privilegiul proprietarului când ar fi vorba de un posesor care a participat cu bună știință la frauda comisă de chiriaș în prejudiciul proprietarului. Deci, cel ce a cumpărat marfa știind că chiria nu e plătită, nu poate beneficià de termenul de 15 zile, în care legiuitorul a limitat privilegiul proprietarului. (Trib. Brăila, Nov. 9/83, *Dr.* 86 83).

13. Privilegiile fiind excepțiuni la dreptul comun, ele trebuesc interpretate în sens restrictiv. Astfel, conform art. 1730 § 5, privilegiul dispare când mobilele vândute devin imobile prin destinațiune. Și deși legiuitorul belgian din 1851, pentru considerațiuni economice, în privința mașinelor industriale, a admis privilegiul chiar dacă acele mașini ar devenì imobile prin destinațiune, legiuitorul român însă a preferit a adoptà în această privință legea franceză care nu acordă un privilegiu vânzătorului de obiecte de această natură. Astfel fiind, vânzătorul unor mașini așezate într'o fabrică nu poate pretinde asupra acelor mașini privilegiul prevăzut de art. 1730 § 5, de oare ce acele mașini, chiar de la instalarea lor în fabrică, au devenit imobile prin destinațiune, conform art. 468. (Apel Buc. I, 10, Ian. 24 84, *Dr.* 18 84).

14. După art. 1730, proprietarul are o creanță privilegiată pentru plata arendei sale asupra tuturor productelor aflate pe moșie; și ele pot fi urmărite în termen de 40 de zile în cazul când au fost duse în alt loc fără știrea și consimțimântul proprietarului. Daca dar se constată că proprietarul a urmărit în termen de 40 zile grâul ce arendașul său îl înstrăinase după moșia arendată și că nu a consimțit nici expres, nici tacit la ridicarea lui după moșie, că cumpărătorul erà de rea credință, de oarece aveà cunoștință de clauzele prevăzute în contractul de arendă, în care se ziceà că nu se poate ridicà productele din moșie, până ce nu se plăteà sau asigurà câștiul arendei, în atare caz proprietarul își păstrează privilegiul ce i-l acordă art. 1730, și-l poate exercità față cu cumpărătorul. (Cas. I, 318/Oct. 7 85, B. p. 721).

15. Recolta de pe moșia arendată nu devine proprietatea arendașului de cât din momentul ce el dovedește că a plătit arenda. Și după art. 1730, proprietarul, nu numai că are privilegiu asupra recoltei aflată pe moșie, dar are dreptul de urmărire pentru recoltele vândute de arendaș fără știrea sa, destul numai că acest drept să-l fi exercitat în termen de 40 zile. Proprietarul, pentru neplata arendei datorite, poate urmărì mobilele scoase după moșie, și a se despăgubì cu privilegiu din valoarea lor, care privilegiu și drept de urmărire, există și asupra productelor recoltei anului curgător, fără a se distinge dacă achizitorul este de bună sau rea credință, și acest drept proprietarul îl pierde numai dacă a consimțit la ridicarea productelor. (Apel Buc. I, 138, Iunie 1/85, *Dr.* 62 85).

16. Creanța creditului agricol, conform art. 31 leg. credit. agric., este privilegiată, după cheltuelile de judecată, de înmormântare a debitorului și de conservarea lucrului, asupra prețului averei mobile indicate în art. 27 din acea lege și enumărată în actul de convențiune. Și enumerațiunea din art. 27 are de scop de a indicà natura obiectelor susceptibile de amanet și în privința cărora remiterea materială se consideră ca efectuată în puterea convențiunei și de la data înscrisului ce o constată, iar nu de a fixà întinderea privilegiului, care este reglementata de convențiune. Privilegiul dar al creditului nu e general, ci se limită numai asupra prețului lucrurilor indicate în scrisul ce îl constată. (Trib. Ilfov, not. Apr. 26 85. *Dr.* 42 85).

17. Prin art. 31 din legea creditului agricol se prevede că creanțele creditului vor fi privilegiate asupra averei mobile enumerată la art. 26, și ele vor venì îndată după cheltuelile de judecată, de îngropăciune și de conservarea lucrului, iar art. 1732 c. civ., dispune că cheltuelile pentru conservarea lucrului trec înaintea privilegiilor anterioare. Deci, pe cât timp prin legea excepțională a creditelor agricole legiuitorul a derogat de la dreptul comun, prevăzând anume cari creanțe sunt privilegiate înaintea creanței creditului, cari vine imediat după creanța pentru conservarea lucrului, în acest caz nu se poate aplicà legea comună, în sensul că proprietarul are privilegiu pentru arenzile neplătite înaintea creanței creditului agricol. Intențiunea legiuitorului de a derogà de la dreptul comun în ceea ce privește casele agricole, stabilind pentru aceste case un alt rang când sunt creditoare cu amanet, și dându-le dreptul de a se îndestulà imediat după cheltuielile pentru conservarea lucrului, și prin urmare și înaintea proprietarului, rezultă din desbaterile corpurilor legiuitoare asupra acestei legi. Dacă legiuitorul ar fi avut intențiunea ca creditele agricole să vie în rang după creanța proprietarului, ar fi prevăzut-o într'un mod expres prin art. 31 din lege, după cum a prevăzut pentru alte creanțe care

urmează să fie trecute cu rang înaintea creditelor, care au fost înființate într'un interes general. Deci creditul agricol are dreptul a se îndestulă cu din averea amanetată cu preferință înaintea creanței proprietarului pentru neplata arenzii. (Apel Focșani I, Mai 24/86, *Dr.* 51/86).

18. După art. 610 pr. civ., proprietarii, locatarii sau arendașii principali pot cere sequestru; ei au acest drept pentru asigurarea privilegiului de care se bucură creanța lor, conform art. 1730 c. civ. Natura creanței este care legitimează dreptul recunoscut prin art. 610 pr. civ.; și dacă creanța ce o are un proprietar pentru câștiuri neplătite și datorite a vândut-o sau a cedat-o, cesionarul asemenea e în drept a exercità dreptul acordat prin art. 610 căci după art. 1396 c. civ., vânzarea sau cesiunea unei creanțe cuprinde accesoriele creanței, precum cauțiunea, privilegiul și ipoteca. Și cesionarul unei creanțe de câștiuri având, după art. 1396, privilegiul acordat de art. 1730, el trebue să aibă și mijlocul de a sequestrà, prevăzut nu numai prin art. 610 din pr. civ., ci totodată prin art. 1730 c. civ. (Cas. I, 82/Febr. 24 87, B. p. 132).

19. Din art. 1446 și 1730 rezultă că mobilele aduse de chiriaș în casele închiriate servesc ca gagiu pentru proprietar în caz când nu se plătește chiria, având dreptul de a se îndestulă cu privilegiu, independent dacă mobilele sunt sau nu proprietatea chiriașului, afară numai când se dovedește că proprietarul a fost încunoștiințat că mobilele nu sunt proprietatea chiriașului, în cât proprietarul a fost pus în poziţiune sau să ia alte garanții de la chiriaș sau să ceară rezilierea contractului. (Apel Galați, I, 6, Ian. 16/88, *Dr.* 17/88).

20. Art. 1730 c. civ., acordă proprietarilor privilegiul asupra lucrurilor locatarilor *(invecta et illata)* pentru neplata de chirie. După acest articol proprietarul creditor conservă privilegiul asupra mobilelor cari se aflau în casa sa, chiar când ele au fost duse în alt loc fără consimțimântul său, întru cât timp le-a revendicat în termen de 15 zile. Dacă acest text de lege dă drept proprietarului de a urmări mobilele când au fost deplasate fără consimțimântul său, *a fortiori* proprietarul poate să se opună ca ele să nu iese din casă sa. (Cas. I, 344/89, Nov. 13/89, B. p. 911).

21. Art. 1730, după care proprietarul are un drept de privilegiu asupra mobilelor ce se află în casa închiriată și dreptul de a le urmărì în mâna unei terție persoane, în termenul prevăzut de acel articol, cere ca acele obiecte asupra cărora se exercită privilegiu, să fie proprietate a locatarului, iar nu avere străină, cum ar fi o sumă de bani ce locatarul aveà să primească de la un altul. (Cas. I, 135 89, Apr. 17 89, B. p. 419).

22. Privilegiul locatorului pentru plata de chirie prevăzut de art. 1730 se întinde asupra tuturor lucrurilor aflate în localul închiriat; și din art. 1909 rezultând că proprietatea bunurilor mobiliare se transmite prin simplul fapt al posesiunei, prin urmare lucrurile mișcătoare ce se află în localul închiriat fiind presupuse ale locatarului, ele pot cu drept cuvânt fi privite de locator ca având a servì de gagiu pentru plata prețului locațiunei, și ar fi a se înșelà legitima sa așteptare când aceste obiecte ar fi sustrase din gagiul său. De acì urmează că nu este suficient, pentru a înlatură dreptul de, privilegiu al locatorului, să caute a se dovedì că lucrurile mobile ce se află aduse în localul închiriat sunt proprietatea altuia iar nu a locatarului, ci trebue să se dovedească că locatorele a cunoscut că acele lucruri nu erau proprietatea locatarului, caci în acest caz locatorul ne mai putând invocà buna sa credință, n'ar mai aveà în favoarea sa rațiunea pentru care numai i s'a acordat într'un asemenea caz dreptul de privilegiu. (Cas. I, 86, Martie 2/90, B. p. 248).

23. Pentru plata chiriei sau a arendei proprietarul are privilegiul de a fi plătit, înaintea altor creditori ai chiriașului sau arendașului, din valoarea mobilelor aduse în casa închiriată, sau din aceea a recoltei anului curent, ori a obiectelor ce servesc la exploatarea moșiei arendată, fără a se face distincțiune dacă menționatele mobile din casa închiriată, sau menționatele obiecte aflate pe moșia arendată, și cari servesc ca garanție pentru executarea contractului către proprietar (art. 1446 și 1455) aparțin sau nu chiriașului ori arendașului, ci din contră proprietarul are dreptul de a urmărì asemenea avere mobilă prin acțiunea de revendicare contra celor de al treilea, chiar și atunci când a fost dusă din casa închiriată sau moșia arendată fără consimțimântul său, cu condiție numai ca, în acest caz, acțiunea în revendicare să fie exercitată în termen de 40 de zile de la scoaterea averei de pe moșia arendată și de 15 zile dela scoaterea averei din casa închiriată (art. 1730). Așà fiind, creditorul privilegiat are dreptul de a sequestrà averea de pe moșie pentru plata câștiului datorit, chiar când acea avere erà dejà vândută de către arendaș, și acel drept îl are fără a i se pretinde de a face acțiune de revendicare, pe câtă vreme menționata avere se află încă pe mo-

șie când se pune sequestru pe ea. (Cas. I, 157/Apr. 1 91, B. p. 428).

24. Obligațiunea revend'cării în termen scurt, impusă de legiuitor proprietarului pentru conservarea privilegiului său asupra mobilelor, este decretată în interesul celor de al treilea cari ar puteà cumpărà obiectele și plătì prețul în necunoștința privilegiului, cu atât mai mult că mobilele se transmit ușor din mână în mână și astfel dacă s'ar lasà un termen mai lung în care să se exercite acțiunea în revendicare, s'ar fi dat loc la o serie de procese între diferiți achizitori ai obiectelor. Nu mai poate fi însă acelaşi interes atunci când obiectele supuse privilegiului fiind urmărite și de alți creditori, sunt strămutate în interesul comun al tuturor creditorilor, pentru că în acest caz, deșì sunt eșite din casa proprietarului, se afla sub custodia ordonată de justiție, mutațiunea proprietăței lor încetează până la vânzare și în tot acest interval nimic nu împiedică pe proprietar a-și exercità acțiunea ce deriva din privilegiul său. In asemenea caz proprietarul neputându-se împotrivì la executarea urmărirei îndreptata de ceilalți creditori, sau la vinderea obiectelor, nici n'are interes de a le revendicà în termenul specificat, destul numai dacă intervine la urmarire, face a se poprì în mâinile creditorilor sequestranți suma ce pretinde și aceasta mai înainte de a distribuì prețul obiectelor vândute între creditori (art. 430 pr. civ.). Și deșì în textul legii ar rezultà decaderea privilegiului în lipsa acțiunei în revendicare, totuși textele legii urmând a fi combinate unele prin altele se deduce clar din art. 430 pr. civ., că în cazul urmarirei și deplasărei obiectelor după ordinul justiției este inutilă și fără sens a țiunea în revendicare, pentru ca în asemenea situațiune mobilele sunt transportate din casa proprietarului numai ca o măsură de conservare și în interesul tuturor creditorilor. In adevar, acțiunea în revendicare presupune existenta unui proprietar; or, în cazul acesta, nimenea dintre creditorii sequestranți n'a dobândit proprietatea. Debitorul este prezumat ca proprietar până în momentul vânzărei. Lucrurile se află sub paza ordonată de justiție. In contra cui să se exercite această acțiune? Și în tot cazul acțiunea în revendicare nu este pe deplin înlocuită prin opozițiunea ce o face proprietarul cu ocaziunea poprirei ce o exercită în contra creditorilor ce au început urmărirea? Nu manifestă el destul intențiunea de a discută privilegiul ce-l pretinde? (Trib. Iași, II, 19, Febr. 8 94, *Dr.* 59 94).

25. Din momentul ce moșia s'a rearendat în comptul arendașului, din cauza neplății la termen a arenzii, pe un preț anual mai mic, și din momentul ce arendașul, în virtutea contractului de arendare, e răspunzător de acest deficit de arendă, apoi creanța proprietarului pentru acest deficit de arendă pentru tot timpul până la expirarea termenului arendărei, este privilegiată, întru cât acest deficit reprezintă o parte din arendă, calculată până la arendarea termenului de arendare. (Cas. I, 189 Mai 80/94, B. p. 756).

26. Când contractul de închiriere sau arendare este autentic sau are dată certă, proprietarul are privilegiu pentru toată chiria sau arenda pe anul curent și pe tot timpul ce curge până la expirarea contractului. Acest privilegiu al său se întinde și pentru deficitul ce ar rezultà, când, reziliindu-se contractul, s'ar arendà imobilul, în comptul fostului arendaș, cu un preț mai mic. (Cas. I, 189/94, B. p. 538).

27. Sumele datorite pentru cheltuelile recoltei anului curent sunt creanțe privilegiate asupra prețului acestei recolte cu preferință înaintea privilegiului proprietarului moșiei pentru privilegiul arendei, însă acest privilegiu, al celui care a împrumutat bani pentru cheltuelile recoltei, nu poate sa existe decât dacă se dovedește că banii împrumutați s'au întrebuințat în acest scop. (Cas. I, 367 98, B. p. 1273).

28. Vânzătorul are dreptul de privilegiu asupra mărfurilor și mobilelor vândute și neplătite dacă ele se afla încă în posesiunea debitorului, chiar și în cazul când au fost cumpărate cu termen de plată, și acest privilegiu trece înaintea creditorului gagist, dacă acele mărfuri și mobile se află tot în posesiunea cumparatorului debitor. (Apel Buc. II, C. Jud. 32 99).

29. Creanța vânzătorului de mobile este privilegiata daca prețul este neplatit. Însă vânzatorul pierde privilegiul său când, pentru plata prețului, el primește efecte negociabile, cum sunt cambiile subscrise de cumpărător căci în acest caz s'a operat o novație prin substituirea unei datorii noui celei vechi. (Trib. Iași II, *Dr.* 69/900).

30. Priv'legiul vânzătorului, pentru prețul mașinelor neplătite, nu trebue transcris cum cere art. 783 al. cod. com. această transcriere este cerută numai în cazul când cumpărătorul este comerciant și nu poate fi întinsă și la vânzările făcute necomercianților, fie chiar în caz de nesolvabilitate. (Apel Iași II, C. Jud. 51/901).

31. Dobânda convențională pentru întârziere, fiind un accesoriu al chiriei și privitoare la executarea contractului de închiriere, urmează, conform art. 1730 al. 1 codul civil, a fi plătită

de asemenea cu privilegiu. (Apel Buc. II, *Dr.* 27 901).

32. După art. 1730 al. 1 cod. civil, proprietarul având dreptul a fi plătit cu privilegiu pentru chiria anului curent, precum şi pe toţi anii viitori, până la expirarea contractului, trebue a se înţelege prin anul curent anul de închiriere, în cursul căruia s'a produs starea de deconfitură sau de faliment a chiriaşului, care a dat naştere la un concurs de creditori. (Apel Buc. II, *Dr.* 27, 901).

33. Art. 1730 cod. civil înţelegând prin expresiunea „mobile", atât mobilele propriu-zise şi lucrurile ce servesc la exploatarea moşiei, cât şi recolta anului curent, dreptul de revendicare în termenul legal este conferit proprietarului, fără nici o deosebire, oricare ar fi scopul stramutărei averei mişcatoare de pe moşie, fie ca ea a fost înstrăinata fie că a fost strămutată numai în interesul arendaşului. Proprietarul o poate în toate cazurile revendicà, pentru a o readuce pe moşie, spre a exercità asupra ei privilegiul său. Din această dispoziţie rezulta ca înstrăinarea mobilelor nu este opozabila proprietarului, şi daca ele au fost vândute, însa se gasesc tot pe moşie, privilegiul proprietarului se exercită direct asupra lor, ca şi cum ele n'ar fi eşit din patrimoniul arendaşului. (Apel Iaşi II, *Dr.* 28 902).

34. Proprietarul, pentru chiria anului curent, are dreptul a fi plătit cu privilegiu, conform art. 1730 cod. civil. Prin anul curent trebue a se înţelege anul de închiriere, în cursul caruia s'a produs evenimentul, care a dat loc la starea de faliment a chiriaşului, care da naştere la concurs de creditori. In speţa, evenimentul care a dat loc la faliment, care a denotat completa insolvabilitate a falitilor, este sechestrul asigurator dela 1 Aprilie 1900. Astfel fiind, anul curent este anul în care intra data de 1 Aprilie, adică anul dela 23 Aprilie 1899 1900. (Apel Buc. II, *Dr.* 26 902).

35. Punctul de plecare al termenului de 40 zile este ziua când s'a operat ridicarea mobilelor după moşie ca să fie transportate aiurea; în caz însă când mutarea mobilelor s'a făcut în secret, în înţelegere frauduloasă cu acela la care au fost duse, termenul de 40 zile se calculează de când proprietarul a putut cunoaşte transportarea lor, iar proba că acţiunea în revendicare este facută în termenul legal incumbă locatorului, pentru că, fiind reclamant, el trebue să dovedească tot ce cere şi afirmă. (Apel Buc. I, *Dr.* 58 902).

36. Stipulaţiunea relativă la cesiunea de rang a privilegiului vânzătorului, fiind facută în contractul de vânzare şi operându-se de drept, în virtutea contractului, ea constitue nu o obligaţiune personală vânzătorului, care n'ar fi opozabilă cezionarului creanţei privilegiate, ci constitue una din condiţiunile vânzărei, care afectează însăşi eficacitatea privilegiului, şi, ca atare, este opozabilă cesionarului care a trebuit să aibă cunoştinţă de contractul de vânzare transcris în registrele tribunalului. Prin urmare, creanţele Creditului, fiind în rang util şi opozabile cesionarului privlegiului vânzătorului, ele trebue să fie admise a fi depuse drept preţ. (Apel Buc. I, *Dr.* 81 902).

37. Privilegiul creat de art. 1730 c. civ. nu se poate pierde prin nici un fapt posterior care ar puteà să supravie în averea şi starea de fapt cunoscută proprietarului şi asupra căreia dânsul a înţeles sa-şi exercite privilegiul său la facerea contractului, mai cu osebire în cazul când proprietarul cere şi obţine un sequestru asigurator pe averea chiriaşului. Prin urmare, în caz de faliment al chiriaşului, chiar dacă s'a fixat o cotă concordantă pentru toate datoriile sale catre alţi creditori, proprietarul nu poate pierde sau micşorà privilegiul său asupra mobilelor chiriaşului, chiar daca nu a intentat vre-o acţiune sau nu s'ar fi prezentat cu creanţa chiriei la verficare. (Cas. I, 255, 902, B. p. 746).

38. Privilegiile nu pot rezultà din convenţiile părţilor, ci numai legea poate să le creeze. Astfel, privilegiul prevăzut de art. 1730 al. II din codul civil, nu exista decât în profitul vânzatorului de seminţe şi acelor cari directamente au contribuit la realizarea recoltei; cu alte cuvinte acest privilegiu, astfel cum l-a prevazut legea, nu rezultă decât din faptul muncei şi dar nu poate sa existe şi în favoarea acelora cari au avansat fonduri agricultorilor pentru exploatarea fondului agricol, căci aceasta ar însemnà că privilegiile pot rezultà şi din convenţuni. (Trib. Vlaşca C. Jud. 86 903).

39. Dacă dreptul de proprietate asupra lucrurilor mobile nu se poate dovedì decât prin luarea lor în posesiune de bună credinţă, apoi negreşit că şi dreptul de privilegiu al proprietarului, asupra mobilelor aduse în casă de către chiriaşi, nu se poate câştigà decât prin buna credinţă, că acele mobile aparţin chiriaşului, căci, acest privilegiu, constituind un drept real asupra lor, el face parte din dreptul de proprietate şi, prin urmare, nu se poate dobândì decât cu aceleaşi condiţiuni, care se cer pentru dobândirea întregei proprietăţi, în lipsă de o excepţiune specială a legei, în această privinţa. (Cas. II, 481 905, B. p. 538).

40. O marfă, ce intră în magazia unui cumpărător, devine proprietatea acestuia, numai dacă cumpărătoarea

este în regulă, și dacă ea nu se reziliază; că în deosebi, dacă vânzarea s'a rez'liat, marfa deși aflată în magazie, ea însă nu mai aparține proprietarului magaziei și prin urmare, când se constată că vânzarea erà reziliată, atunci când un creditor al proprietarului magaziei a sequestrat marfa ce se găseà în magaz'e, acel sequestru nu puteà fi considerat valabil. (Cas. II, 153/905, B. p. 601).

41. Deși conform art. 1730 cod. civil, proprietarul, pentru plata chiriei ce i se datorește, are un drept de privilegiu asupra tuturor mobilelor aduse de chiriași în imobilul închirat, fără a se face vre-o deosebire, dacă mobilele aduse aparțin sau nu chiriașului, însa, ținând seamă și de privilegiul pus în art. 1719 cod. civ., care prevede că, ori ce avere a unui debitor este gagiul comun al tuturor creditorilor și prețul se împarte între toți prin analogie, avându-se în vedere desigur calitatea și rangul creanțelor, ajungem la concluziunea că proprietarul nu are alt drept asupra averei mobile a chiriașului, decât de a fi plătit cu preferință înaintea altor creditori ai acestuia, neputându-se opune la vânzarea averei mobile a chiriașului său, cerută de alți creditori. (Trib. Covurlui, II. C. Jud. 2 907).

42. Mobilele, fie chiar dotale, nu pot fi sustrase dela urmărirea propr'etarului cât timp dânsul nu a fost încunoștiințat despre condit'a lor juridică, mai ales că averea dotală mobiliară nu este inalienabilă. (Cas. II, 18 Septembrie 1907, B. p. 1353).

43. După dispozițiunile art. 1730 din codul civil, proprietarul are o creanță privilegiată pentru plata chiriei sale asupra tuturor mobilelor chiriașului aflate în casa sa și *ele pot fi revendicate din mâinile oricui în termen de 15 zile*, când au fost duse în alt loc, fără știrea și consimțimântul proprietarului. (Cas. I, 2 Aprilie 1908, B. p. 638).

44. Art. 1730 din codul civil este aplicabil și atunci când mobilele chirașului ar fi date în gagiu cuiva. Prin urmare, proprietarul este în drept să le revendice chiar de la creditorul gagist, când acesta le-ar fi ridicat în mod ilegal din imobil. (Cas. I, 2 Aprilie 1908 B p. 638).

45. Privilegiul prevăzut de art. 1730, alin. I. codul civil, în favoarea proprietarului locator nu se poate întinde asupra garanții în bani depusă de arendaș în mâinile proprietarului pentru asigurarea plății arenzei și a cheltuielilor de reparațiuni, de oarece privilegiile neputând rezultà de cât din lege, ele sunt de strictă interpretare și nu se pot exercità decât asupra obiectului anume prevăzut în lege; adică, atunci când este vorba de moșie, acest pr'vilegiu există numai asupra recoltei anului curent, precum și asupra a tot ce servește la exploatarea moșiei. (Cas. II, 26 Mai 1909, B. p. 646).

46. Dacă, după art. 1730. alin. II din codul civil, sumele datorite pentru semințe sau pentru cheltuiala recoltei anului curent, se plătesc din prețul acelei recolte cu preferință, chiar asupra privilegiului proprietarului moșiei, aceasta are loc însă cu condițiunea implicită, dar neapărată, ca recolta să se găsească în posesiunea arendașului și să nu fi trecut în posesiunea proprietarului prin rezilierea contractului, sau a unui terț'u de bună credință. (Cas. II, 3 Dec. 1920, B. p. 1745).

47. Când legea a acordat, prin art. 1730 alin. 2 și 1734 c. civil, privilegiul asupra recoltei din anul curent, pentru sământă și cheltuelile de recoltă, nu a avut în vedere de cât aplicațiunea principiului înscris în art. 484 cod. civil, după care legea nu acordă proprietarului fructele produse de lucrul său de cât numai după deducerea cheltuelilor făcute de alții pentru producerea acelor fructe; astfel că acela care a procurat o sământă anumită, nu poate pretinde privilegiul asupra produsului altei seminte, fiindcă el nu a contribuit cu nimic la producerea acelei recolte. (Trib. Suceava, *Dr.* 25/911, p. 197).

48. Prin cheltuielile de recoltare, se înțeleg numai acelea cari se fac de acei ce înlesnesc prin munca lor producerea unei recolte, și numai aceste persoane au deci dreptul de a pretinde privilegiul înscris în art. 1730 alin 2 din codul civil. (Trib. Suceava, *Dr.* 25/911, p. 197).

49. Vânzătorul unui lucru mobil, al cărui preț nu a fost plătit, păstrează privilegiul prevăzut de art. 1730, alin. V din codul civil, pe tot timpul cât lucrul vândut a rămas în posesiunea cumpărătorului și și-a păstrat individualitatea sa.

Prin urmare, dreptul de urmărire al vânzătorului nu se pierde decât atunci când lucrul a fost înstrăinat și n'a fost revendicat în timp util, sau când și-a pierdut individualitatea sa, prin încorporare la un alt lucru din care ar face parte integrantă. (Cas. II, 10 din 1 Febr. 1911, B. p. 185, Jurisprudenta 8/1911).

50. Privilegiul din art. 1730 al. 2 și 1734 c. civ., nu-l au acei cari au împrumutat bani pentru a se face semănături și a se cumpără seminte, ci numai acei cari au dat seminte, au cheltuit cu recoltarea moșiei sau au dat instrumente necesare la exploatarea moșiei.

Chiar dacă s'ar admite că are privilegiu și acel care a dat bani cu împrumut încă în fapt trebue să se dovedească că banii au servit la cumpărare de seminte sau la cheltuielile re-

colței. (C. Iași s. I, 13/911, Curier Jud. 2/1912).

51. Lucrurile asupra cărora se exercită privilegiul proprietarului pentru moșie, sunt toată recolta anului curent și tot ce servește la exploatarea moșiei. (Trib. Olt 11 Sept. 1912. Curier Jud. 44/1913).

52. Prin art. 1730 al. 1 c. civil prevăzându-se că dacă contractul de arendare este autentic proprietarul are privilegiu pentru toată arenda pe anul curent precum și pe tot timpul ce rămâne a curge până la expirarea contractului de arendare, de aici se deduce că legea conferind proprietarului dreptul la toate câștiurile viitoare, ea îl autoriză prin aceasta însăși a cere plata datoriei înainte de scodența ei. Această anticipație se justifică prin natura privilegiului care afectează atât de mult lucrul constituit drept siguranță a plății în cât legiuitorul a preferat să anticipeze termenul datoriei spre a nu compromite interesele creditorului privilegiat. (Trib. Olt. 11 Sept. 1912. Curier Jud. 44/913).

53 Legea acordând proprietarului pentru moșie privilegiul, adică recunoscând existența gajului tacit asupra întregei recolte a anului curent și tot ce servește la exploatarea moșiei, pentru plata arenzei, prin aceasta se înțelege că averea asupra căreia se exercită privilegiul, când contractul este autentic sau cu dată certă, trebue să fie suficientă pentru garantarea plății arenzei pe tot timpul ce rămâne a curge până la expirarea contractului. (Trib. Olt. 11 Sept. 1912. Curier Jud. 44/913).

54 Privilegiul proprietarului întemeindu-se pe ideea de gaj, de aici rezultă că în caz când arendașul este pe cale de lichidare sau în imposibilitate de a mai da asigurările la care este obligat prin art. 1455 c. civ., pentru garantarea privilegiului proprietarului, acesta este în drept, fie de a reclamă alte garanții fie de a luà măsuri obținând un sechestru asupra averei arendașului aflată la moșie pentru a-și asigurà chiar plata ratelor cu termen până la complecta sa achitare. (Trib. Olt. 11 Sept. 1912. Curier Jud. 44/913).

55. Când instanța de fond constată că vânzarea unor recolte făcută de către arendaș a fost bună și valabilă, iar nu frauduloasă, consecința este că recoltele vândute au ieșit din patrimoniul debitorului și, prin urmare, proprietarul moșiei nu-și mai poate exercità dreptul său de privilegiu, consacrat prin art. 1730 din codul civil, care privilegiu nu se poate exercità decât asupra averei arendașului.

Acest privilegiu al proprietarului este însă și stins când instanța de fond constată că grâul vândut nu mai există, din cauză că a fost în urmă întrebuințat ca sământă și, prin transformarea operată prin punerea lui în pământ, el nu se mai află în starea în care se găseà în timpul când se puteà exercità dreptul de privilegiu, așà că asupra recoltei rezultată urmează a se exercità un privilegiu nou.

In afară de mobilele cari servesc la exploatarea moșiei, precum vitele, instrumentele de cultură, etc., și de recolta anului curent, asupra cărora legea îi conferă un drept de urmărire, proprietarul nu are dreptul de retenție asupra recoltei anului precedent, decât dacă această recoltă nu a fost culeasă și înstrăinată, ci înmagazinată pe moșia arendatorului. (Cas. II, 157 din 13 Iunie 1912, B. p. 1283, Curier Jud. 56/912).

56 După art. 1730 alin. 2 din codul civil, sumele datorite pentru seminte și prețul muncei unei recolte, au un drept de preferință înaintea privilegiului arendei, iar după art. 449, 450 și 451 pr. civilă, din sumele eșite din vânzare se vor scădeà mai întâi cheltuielile de urmărire și de vânzare și alte creanțe privilegiate ce s'ar arătà, iar restul se va da creditorului ce a urmărit, iar dacă ar existà contestație fie din partea datornicului, fie din partea unuia din creditori, sumele adunate se vor depune la tribunal, care potrivit titlurilor înfățișate, va face tablou de distribuire, ne mai putându-se după distribuire a se primì cererea părței pretinsă vătămată contra celui ce a urmărit, decât în caz de rea credință sau neîndeplinirea formelor cerute de lege pentru executare.

Din combinațiunea acestor texte de lege, reese în mod evident că creditorii cari nu s'au ivit în timp util, adică în timpul urmărirei și vânzărei bunului urmărit și nu au făcut nici o întâmpinare la distribuirea prețului, nu au nici un drept asupra obiectelor vândute nici asupra prețului distribuit, deoarece legea nu le pune la îndemână nici un mijloc prin care prețul încasat de creditorii diligenți ar puteà să reintre în patrimoniul datornicului, spre a fi din nou distribuit după calitatea creanțelor cu privire la averea vândută, căci distribuirea este o declarare de drepturi asupra căreia nu se poate revenì decât în cazurile și modurile anume prevăzute de lege și ei trebue să sufere urmările neglijenței lor; iar împrejurarea că o urmărire s-a făcut în baza legei de urmărire, nu schimbă întru nimic drepturile creditorilor neglijenți față de creditorul urmăritor, întrucât această lege prevede cazurile de contestație și autoritățile în drept a se pronunță asupra lor. (Cas. III, 29 Mai 1913, B. p. 1300).

57. După art. 783 al. 3 c. com., creanța pentru prețul neplătit al mașinelor de o importantă valoare, întrebuințate într'o exploatare industrială este privilegiată în rangul indicat la No. 5 de sub art. 1730 c. civ., asupra mașinelor vândute și predate falitului în cei trei ani cari au precedat declarația falimentului, cu toate că ar fi devenit imobile prin destinațiune. Acest privilegiu însă nu va avea nici un efect dacă vânzătorul în cele trei luni dela predarea mașinelor cumpărătorului nu va fi făcut să se transcrie actul sau de vânzare. (Trib. Buzău, II, No. 102, 1913, Curier Jud. 1914, p. 60).

58. a) Dreptul de urmărire pe care îl are proprietarul asupra mobilelor chiriașului sau arendașului duse de către acesta în alt loc, se întinde nu numai asupra mobilelor aduse de catre arendași sau chiriași pe moșie, dar chiar și asupra fructelor, întrucât acestea fiind, după culegere, lucruri mobile, legiuitorul a înțeles să le cuprindă în cuvântul generic de „mobile" întrebuințat în textul art. 1730 c. civ.

b) Acțiunea în revendicare prevăzută de art. 1730 c. civ., nu este dată proprietarului decât pentru lucrurile pe cari chiriașul le-ar fi transportat fără știrea lui, iar nu și pentru mobilele transportate și în privința carora proprietarul și-a dat în mod expres sau tacit consimțimântul.

c) Fructele de pe moșie fiind prin natura lor destinate a fi transportate, urmează ca prin însași faptul arendărei, proprietarul a consimțit ca ele să poate fi transportate și vândute la epocile obișnuite.

d) Cu toate că acțiunea în revendicarea gajului tacit, prevăzută de art. 1730 c. civ., se întinde în mod general asupra tuturor mobilelor în privința cărora legea acorda dreptul de privilegiu și chiar când se găsesc în posesia terțiilor cari au dobândit drepturi asupra lor, totuș cu privire la fructe, această acțiune nu se poate eexercità decât atunci când recoltele sunt în posesia arendașului, deși duse în alt loc decât pe moșie, iar nu și când ele se găsesc în posesia unui cumpărător de bună credința. (Trib. Tutova, Oct. 1913; Dreptul 1914, p. 268).

59. Dacă pentru conservarea privilegiului prevăzut de art. 1730 c. civ., legiuitorul a regulat un termen înlăuntrul căruia proprietarul e ținut a exercità acțiunea în revendicare, aceasta a făcut-o în interesul celor de al treilea, cum e proprietarul moșiei unde au fost deplasate lucrurile, un creditor gagist sau cumpărătorul lor, pentru ca drepturile acestora să nu rămână în incertitudine; un simplu creditor chirografar nu poate, însa, invocà un asemenea interes, între el și proprietar neputând avea loc nici un conflict de drepturi. (Apel Galați II, No. 59, 1914; Dreptul 1914, p. 467).

60. Privilegiul vânzătorului prevăzut de art. 1730 al. 5 din codul civil, nu poate subsistà și în urma declarărei în stare de faliment a cumpărătorului, de oarece a se admite contrariul ar fi a se contrazice dispozițiunile art. 814 c. com., potrivit cărora odata ce marfurile au intrat în magazinul falitului, ele au intrat în patrimoniul său și deci sunt considerate ca gaj comun al tuturor creditorlor săi. (Trib. Prahova II, No. 131, 1914; Dreptul 1915, p. 13).

61. Arenda neîncasată pentru un an agricol trecut, nu mai e privilegiată pe recolta anului în curs. (Trib. Iași s. III, 80/915. Curier Jud. 15/916; C. Apel Iași s. II, 35 din 5 Aprilie 1922. Dreptul 35/922. Pand. Rom. 1923, III, 62).

62. Creditorii cari obțin mai înainte o sentință de validare de poprire asupra unei sume ce se cuvine debitorului lor, nu capătă prin aceasta nici un privilegiu față de creditorii cari imediat ar cere sa se poprească aceiaș sumă, în intervalul de timp până la validare.

Prin urmare, o poprire făcută de un alt creditor pe aceeaș sumă, înainte ca prima poprire să fie validată, este valabilă, urmând ca creditorii sa se prevaleze de privilegiul conferit de art. 1730 c. civ., la întocmirea tabloului de ordinea creditorilor. (Trib. Iași III, 1915, Curier Jud. 1915, p. 371).

63. Dacă în principiu ceilalți creditori ai debitorului au facultatea de a urmări și vinde obiectul amanetat de acesta, creditorul amanetar își conservă însă dreptul de a fi plătit din prețul obținut la licitațiune, cu preferință înaintea celorlați creditori.

Dacă creditorul amanetar nu are o sentință învestită cu formula executorie, această împrejurare nu poate avea ca consecința pierderea dreptului său de preferință, consacrat de art. 1686 c. civ., pentru simplul motiv că legea nu cere o asemenea condițiune; ea dă creditorului amanetar dreptul de a fi plătit înaintea celorlalți creditori, oricum ar fi titlurile lor, executorii ori neexecutorii, fără nici o deosebire în această privință; cu alte cuvinte preferința este acordată calității creanței, iar nu titlului.

Prin urmare, cu drept cuvânt Curtea de apel a dispus ca banii rezultați din vânzarea obiectelor amanetate să rămână consemnați până la terminarea procesului în care creanța creditorului amanetar erà contestată, iar pentru creditorul urmăritor, nemai rămânând nimic din vânzarea acelor obiecte, el nu puteà fi trecut în tabloul de distri-

buțiune a prețului. (Cas. II, No. 284, 1915; Jurispr. Rom. 1916, p. 10).

64. Potrivit art. 1733 c. civ., privilegiul locatorului nu se poate exercită asupra mobilelor aduse de chiriaș în imobilul închiriat înainte de privilegiul vânzătorului, pentru faptul acelor mobile, când a fost înștiințat de existența acestui privilegiu, de unde urmează că atunci când locatorul a fost înștiințat că mobilele aduse în imobil nu aparțin chiriașului, privilegiul din art. 1730 c. civ., nu mai poate fi exercitat asupra acelor mobile, fiindcă din momentul înștiințărei, prezumpțiunea că mobilele aparțin chiriașului încetează, iar locatorul este pus în situațiunea de a luà orice măsuri, pentru garantarea drepturilor sale.

Astfel fiind, instanța de fond nu erà ținută să se pronunțe asupra obiecțiunei locatorului, că contractul prin care s'a închiriat o pianină locatarului său nu-i este opozabil, fiind simulat, fiindcă din momentul înștiințărei prescrisă de art. 1733 c. civ., locatorul nu mai puteà exercità privilegiul ce legea îi acordă, decât facând dovada că pianina sechestrată și ridicată din imobilul închiriat, este proprietatea chiriașului sau, ceeace n'a făcut.

In ce privește înștiințarea prescrisă de art. 1733 c. civ., legea nu impune nici o condițiune de formă, așà că ea poate fi facuta atât scris cât și verbal și, prin urmare, poate fi dovedită prin toate mijloacele de probațiune admise de lege și deci și prin martori. (Cas. II, No. 268, 1915; Jurispr. Rom. 5 915, p. 72 și Curier Jud. 19 916).

65. Deși este exact în principiu că, tot ce servește la exploatarea moșiei este supus privilegiului special al proprietarului pentru plata arendei, în conformitate cu art. 1730 c. civ., independent dacă acea avere aparține ori nu arendașului, — totuși acest drept presupune, că este vorba de lucruri aduse de arendaș la intrarea în moșie, ori mai târziu, dar pe care a putut comptà proprietarul la plata arendei, întrucât nu a avut cunoștință că ele ar aparține unei persoane străine.

Lucrurile mobile despre care proprietarul are cunoștință că nu aparțin arendașului său și că numai timporar sunt în posesiunea acestuia, nu pot fi supuse privilegiului prevăzut de art. 1730 c. civ. (Cas. II, decizia No. 22 din 26 Martie 1919; Jurispr. Rom. 1919, p. 680).

66. Dreptul de revendicarea mobilelor acordat de art. 1730 c. civ., având de scop conservarea privilegiului acordat proprietarului față de alți creditori ai chiriașului, nu ridică proprietarului dreptul de a cere rezilierea, în cazul prevăzut de art. 1446 c. civ., adică atunci când locatarul nu mobilează îndeajuns casa.

Prin urmare, aceste două drepturi fiind independente unul de altul, proprietarul poate cere rezilierea contractului, pentru nemobilarea casei, chiar când ar fi pierdut dreptul de privilegiul acordat de art. 1730 c. civil. (Cas. I, No. 68, 1920; Jurisprudența Rom. 1920, p. 219).

67. Președintele Tribunalului poate respinge cererea chiriașului făcută potrivit art. 66 bis pr. civ., de a se ordonà proprietarului ca să-i permită luarea mobilelor din imobilul închiriat, de oarece potrivit dispozițiilor art. 1730 c. civil, proprietarii au drept de privilegiu, pentru plata chiriei datorite asupra mobilelor chiriașilor care se găsesc în imobil, iar potrivit art. 610 pr. civ., ei au chiar dreptul de a revendicà și sechestrà mobilele care s'ar fi transportat din imobilul închiriat, pentru a-și puteà conservà asupra lor privilegiul legal, și aceasta mai cu seamă când opunerea proprietarului este justificata prin neplata prețului locației iar chiriașul nu prezintă un act doveditor al plății chiriei, interogatorul sau jurământul și în sfârșit celalte probe admise de lege, neputându-se administrà pe această cale sumară, excepțională și urgentă, de oarece pe deoparte ar întârzià soluția ce se cere, și pe de alta ar angajà fondul afacerei întru cât părțile s'ar găsi în imposibilitate de a reveni asupra dovezilor administrate în cazul când ulterior s'ar judecà procesul în fond. (Trib. Dorohoi Ord. prez. 5743 din 26 Iulie 1922. Jur. Gen. 1923, No. 994).

68. Prin anul curent pentru care este acordat privilegiul pentru chirii și arenzi de art. 1730 c. civ., se înțelege anul care începe de la data de la care contractul a intrat în lucrare, iar nu anul calendaristic. (C. Apel. Iași s. II 35 din 5 Aprilie 1922. Dreptul 35 922. Pand. Rom. 1923, III, 62).

69. Conform art. 600 și 450 pr. civ., combinate cu art. 1719 și 1730 cod. civil, plata custodelui, a cheltuielilor de conservare, ca chirii, transporturi, etc., a lucrurilor puse sub custodie, se face de către proprietarul lucrurilor, cu prețul ieșit din vânzare, în caz când nu se va face plată benevolă. (C. Apel Constanța 534 din 8 Oct. 1924, Justiția Dobrogei 9-10/924).

70. Locatorul nu poate aveà un drept de privilegiu de cât asupra lucrurilor aduse în imobil de locatar, deci atunci când ele au pierit prin caz fortuit, el pierde acest drept. (Trib. comercial Ilfov s. I, 381 din 16 Aprilie 1924, Curier Jud. 10/925).

71. Debitorul poate cere pe baza art. 617 pr. civ., să se ridice sechestrul asigurător, atunci când dă garanții su-

ficiente pentru plata creanței reclamate și pentru care s'a luat de justiție această măsură.

In specie, greșit tribunalul a ordonat ridicarea sechestrului cu o cauțiune de 40.000 lei, când suma reclamată în just'ție este de 84.000 lei plus procente și cheltueli și când prin această măsură se răpește reclamantului propr'etar dreptul de privilegiu, ce-l are asupra lucrurilor sechestrate și care garantau plata chiriilor atât în trecut cât și în viitor, potrivit art. 1730 codul civil. (C. Apel Constanța 486 din 30 Sept. 1924, Justiția Dobrogei 1-2/925).

72. A se vedeà: art. 1074, nota 1; art. 1107, nota 11; art. 1429 nota 2; art. 1455 nota 4; art. 1721, nota 2; art. 1727, nota 1; art. 1729, nota 7; art. 1732, 1733, 1734 cu notele respective.

§ 3. Despre rangul privilegiilor asupra mobilelor la caz de concurs între ele.

Art. 1731. — Cheltuelile de judecată vin înaintea tuturor creanțelor în interesul cărora au fost făcute. (Civ. 1729 § 1; C. com. 387; L. Belg. 21).

Text. Belg. Art. 21. — Les frais de justice priment toutes les créances dans l'intérêts desquelles ils ont été faits.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des privil. et hypoth.*, I, 303, 641 urm., 670, 773, 792 urm.;
LAURENT, XXIX, 521, 523;
THIRY, IV, 411, p. 354.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 378, 383, 443, 454, 455, 464 urm., 515; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 638, 715); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 452, 455; *„Studiu asupra privilegiilor"*. Curier Jud. 78 910;
CANTACUZINO MATEI, p. 544, 545, 557;
NACU, III, p. 631 urm.

Jurisprudență.

1. Cheltuielile de judecată primează toate creanțele în interesul cărora au fost făcute; prin urmare cheltuielile de judecată facute cu sequestrarea și vânzarea mob'lelor debitorului primează privilegiul chiriilor și arenzilor; căci deși proprietarul are dreptul de retențiune asupra mobilelòr chiriașului, însă ca să fie plătit trebue ca să puna în urmărire și să vândă acele lucruri. — Cheltuielile însă de judecata facute pentru validarea titlului de creanța, adica cheltuielile făcute până la obținerea hotarîrei cu care a urmarit pe debitor, nu pot trece înaintea creanței de chirie, căci aceste cheltuieli nu sunt facute în interesul comun al creditorilor, după cum cere art. 1727, 1729 și 1731. (Trib. Brăila, 281, Sept. 28 85, *Dr.* 75/85).

2. A se vedeà: art. 1727 notele 1, 2; art. 1729, cu notele respective.

Art. 1732. — Cheltuelile făcute pentru conservarea lucrului trec înaintea privilegiilor anterioare.

Ele trec, în toate cazurile chiar înaintea privilegiilor cuprinse la numerile 3, 4 și 5 ale articolului 1729. (Civ. 1703 § 4; L. Belg. 22).

Text. Belg. Art. 22. — Les frais faits pour la conservation de la chose priment les privilèges antérieurs.

Ils priment même, dans tous les cas, le privilège compris dans les trois derniers numéros de l'art. 19.

Doctrină străină.

LAURENT, XXIX, 526;
THIRY, IV, 412, p. 355;
TROPLONG, *Priv. et hyp.*, I, 62.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 378, 383, 443, 454, 455, 464 urm., 515; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 455; *„Studiu asupra privilegiilor"*. Curier Jud. 78/910;
CANTACUZINO MATEI, p. 544, 549, 550, 557, 562;
NACU, III, p. 631 urm.

Jurisprudenţă.

1. Deşi după art. 11 şi 13 alin. II din legea de urmărire, statul, în calitatea sa de creditor, nu poate fi obligat personal la plata onorariului de custode, totuşi din acele articole, rezultă că creditorul urmează să sufere ca plata de custodie să se reţină cu precădere din preţul eşit la vânzare. (Cas. I, 277, Sept. 28/93, B. p. 867).

2. Când instanţa de fond interpretează un act de cesiune ca conţinând o cesiune de drepturi succesorale, când din conţinutul clar şi precis al actului rezultă, din contra, că este vorba pur şi simplu de cumpărarea unei creanţe dintr'o succesiune, acea instanţă denaturează în mod manifest actul de cesiune, aşà că hotărîrea dată nu se justifică în drept pe baza unei asemenea interpretaţiuni.

Cheltuelile de conservare ale unei creanţe în sensul art. 1732 c. civil, nu sunt considerate ca atare decât dacă se aplică la oarecare mobile, corporale sau incorporale, privite în mod individual, iar nu la o universalitate, dacă ele au servit la păstrarea lucrului şi au fost făcute în mod efectiv şi dacă acest privilegiu al cheltuielilor s'a exercitat contra debitorului, înainte ca lucrul să fi ieşit din patrimoniul lui, neexistând drept de suită pentru un asemenea privilegiu asupra mobilelor. (Cas. II, decizia civilă No. 64, din 12 Martie 1914, Jurispr. Rom. 1914, p. 342).

3. A se vedeà: art. 1730, nota 6.

Art. 1733. — Creditorul amanetar, hangiul şi cărăuşul sunt preferiţi vânzătorului unui obiect mobiliar care le serveşte de siguranţă, afară de cazul când ei, primind lucrul, au ştiut că preţul erà încă datorit.

Privilegiul vânzătorului nu se exercită decât după acel al proprietarului casei sau moşiei, afară de cazul când vânzătorul, la transportarea lucrurilor în locurile închiriate, a făcut cunoscut proprietarului că preţul încă nu i s'a plătit. (Civ. 1685 urm., 1730; C. com. 387, 388, 786 § 3; L. Belg. 23).

Text. Belg. Art. 23. — Le créancier gagiste, l'aubergiste et le voiturier sont préférés au vendeur de l'objet mobilier qui leur sert de gage, à moins qu'ils n'aient su, en le recevant, que le prix en était encore dû.

La privilège du vendeur ne s'exerce qu'après celui du propriétaire de la maison ou de la ferme, à moins que, lors du transport des menbles dans les lienx loués, le vendeur n'ait fait connaître au bailleur qne le prix n'en avait pas été payé.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, ed. 5-a, § 261, p. 267;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissemment, des priv. et hyp.*, I, 506 urm.;
LAURENT, XXIX, 532;
THIRY, IV, 412, p. 357;
TROPLONG, *Priv. et hyp.*, I, 186.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 378, 383, 443, 454, 455, 461 urm., 515; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 455; *„Studiu asupra privilegiilor"*. Curier Jud. 78/1910;
CANTACUZINO MATEI, p. 544, 549, 550, 557, 558, 562;
NACU, III, p. 631 urm.

Jurisprudenţă.

1. După principiile stabilite în codul civil sumele datorite pentru utensilele care servesc la exploatarea moşiilor se plătesc cu preferinţă din preţul acestor utensile, înaintea privilegiului proprietarului, şi aceasta fără distincţiune dacă proprietarul a ştiut sau nu că preţul utensilelor nu este încă plătit vânzătorului. Dreptul de preferinţă al vânzătorului faţă cu proprietarul moşiei, generalizat astfel, este incontestabil numai atunci când utensilele în chestiune au fost vândute arendaşului în cursul termenului arenduirei; dacă ele au fost aduse de acesta la moşie odată cu intrarea sa în folosinţă, apoi privilegiul vânzătorului nu se poate exercità înainte de acela al proprietarului moşiei de cât numai dacă vânzătorul a făcut cunoscut proprietarului la transportarea lor pe moşie cum că preţul încă nu i s'a plătit. (Apel Buc. II, Sept. 21/76, *Dr.* 29/76).

2. Art. 1733 dă preferinţă privilegiului proprietarului casei sau moşiei asupra privilegiului vânzătorului, pe cât timp dânsul va fi de bună credinţă, căci această preferinţă nu este de cât consecinţa regulei că lucrurile mişcatoare se prescriu prin faptul posesiunei lor, care regulă implică că acela care invoacă posesiunea contra proprietarului sau contra unui drept real, trebue să fie de buna credinţă. Şi deşi în principiu buna credinţă este o cestiune de fapt şi ca atare proprietarul ar încetà de a fi de bună credinţă din momentul ce ar aveà cunoştinţă prin ori ce mod că mobilele din locurile închiriate nu sunt plătite, însă legiuitorul nostru, în art. 1733 al. II, a schimbat redacţiunea art. 2102 al. IV codul francez, introducând modificarea prevăzută în art. 23 din legea Belgiei, şi care consistă în aceea că vânzătorul să facă cunoscut proprietarului că preţul încă nu i s'a plătit. Astfel fiind, nu este suficient ca proprietarul să aibă cunoştinţă despre aceasta de la un terţiu, ci vânzătorului chiar îi incumbă obligaţiunea de a aduce acest fapt la cunoştinţa proprietarului. Şi tot din textul acestui articol rezultă că această încunoştiinţare trebue s'o facă vânzătorul la transportul lucrurilor închiriate. Astfel, dacă ar face-o mai târziu, privilegiul proprietarului ar primà pe al său; legea este formală, şi în materie de privilegiu totul este de rigoare. Astfel fiind, neîndeplinirea acestor condiţiuni face ca proprietarul să fie considerat de bună credinţă, şi prin urmare, chiar când vânzătorul şi-ar fi rezervat proprietatea până în momentul plăţei preţului, totuşi el nu va puteà revendica obiectul vândut, căci art. 1909 nu permite revendicarea contra unui posesor de bună credinţă. Raţiunea juridică pentru care legiuitorul a dat preferinţă proprietarului asupra vânzătorului fiind aceeaşi pentru toţi aceia cari s'ar substituì proprietarului, urmează că aceleaşi regule se aplică şi în privinţa sublocatarilor în raport ca locatarul lor, aşà că vânzătorul este obligat a face încunoştiinţarea ce-i impune legea sublocatarului, care este creditorul direct al locatarului, fiind foarte facil de a-l cunoaşte de la locatarul în casa căruia transportă obiectul vândut. Şi legea deşi vorbeşte numai de proprietar, însă ea dispune *de eo quod plerumque fit*, probă despre aceasta este şi art. 610 pr. civ., care acordă aceleaşi drepturi atât proprietarilor, cât şi principalilor locatari, spre a sequestrà lucrurile aflate în casa închiriată pentru chiriile neplătite. Proprietarul având privilegiul asupra mobilelor din casă pentru plata chirici, îşi conservă acest drept şi în caz de subînchiriere. Dreptul sau fiind real, nu-i poate fi ridicat, prin faptul debitorului său. Art. 611 pr. civ., dând drept proprietarului a sequestrà lucrurile sublocatarilor pentru plata chiriei datorita de chiraşul principal, cu restricţiune însă de a-l exercità numai până la concurenţa datoriei sublocatarului către chiriaşul principal, rezultă că proprietarul n'are acţiune directă contra sublocatarului, ci numai exercitând drepturile chiriaşului principal, astfel că-şi pierde acţiunea sa contra sublocatarului, chiar asupra mobilelor din casa închiriată, dacă acesta va fi plătit chiria. Astfel fiind, încunoştiinţarea despre care vorbeşte art. 1733 al. II, trebue făcută chiriaşului principal. Şi după dreptul comun vânzătorului îi incumbă sarcina de a probà încunoştiinţarea, pentru că el reclamă privilegiul său contra proprietarului, şi legea neprevăzând cum trebue a face această probă, se raportă prin aceasta la principiile generale ce a stabilit la titlul contractelor sau conventiunilor. Or, după dreptul comun, proba faptelor pure şi simple se poate face prin martori în mod indefinit, ori care ar fi valoarea pecuniară a litigiului, pe când faptele juridice trebue a se probà prin înscris, dacă obiectul este de o valoare mai mare de 150 lei. Şi în general, buna sau reaua credinţă este un punct de fapt, care se poate stabilì prin martori, dar în cazul prevăzut de art. 1733 al. II, buna sau reaua credinţă este un punct de drept, căci legea dispune că proprietarul nu poate fi considerat de rea credinţă, de cât prin cunoştinţa ce vânzătorul este obligat a-i face despre faptul că preţul nu este plătit. Astfel fiind, trebue a se aplicà

art. 1191, după care proba testimonială este inadmisibilă dacă valoarea obiectului litigios este mai mare de 150 lei. (Tribunalul Ilfov, II, 149, Mai 29/87, *Dr.* 54/87).

3. Alineatul 2 al art. 1733 stabileşte că fiind concurs între privilegiul proprietarului pentru lucruri neplătite şi privilegiul proprietarului casei sau moşiei pentru arenda sau chiria neplătită, privilegiul acestuia primează pe acela „afară dacă proprietarul lucrurilor vândute la importarea lor în „casă sau moşie a făcut cunoscut pro„prietarului casei sau moşiei că pre„ţul acelor lucruri încă nu s'a platit". Din însuşi textul art. 1733 rezultă dar că prioritatea privilegiului proprietarului pentru preţul neplătit a lucrurilor vândute atârnă de la faptul că el a făcut cunoscut proprietarului casei sau moşiei, ceea ce indică că legiuitorul nu se mulţumeşte cu cunoştinţa ce proprietarul casei sau moşiei ar fi putut aveà sau dobândì de aiurea, ci trebuià anume ca acest fapt al neplăţei preţului să-i fi fost făcut cunoscut de proprietarul lucrurilor vândute. Legiuitorul a voit să înlature ori ce incertitudine care ar fi putut fi, dacă s'ar fi mulţumit cu postulatul ca proprietarul casei sau al moşiei să aibă cunoştinţă precum se prescrie în art. 2102 § 4, codul Napoleon. Legiuitorul nostru, ca şi legiuitorul belgian, prin art. 23 *loi hypothécaire* a voit să introducă alt postulat ca în codul Napoleon. (Cas. I, 181/89, Mai 19/89, B. p. 522).

4. Din textul art. 1733 s'ar păreà că ar rezultà că e suficient ca proprietarul să fi făcut cunoscut de neplata preţului lucrului vândut proprietarului casei sau moşiei nu însă şi locatarului principal. Insă dacă art. 1733 face menţiune numai de proprietarul casei sau moşiei, nu însa şi de locatarul principal, prin aceasta nu se indică că voinţa legiuitorului e satisfăcută numai prin facerea cunoscut proprietarului casei sau moşiei, cu toate că arendaşul sau chiriaşul principal ar fi subarendat sau subînchiriat; menţiunea numai a proprietarului casei sau moşiei, este fiindcă în genere şi obicinuit el e şi acel care a închiriat; dar când aceasta nu e, sau când locatarul principal a subînchiriat, cum ar puteà să se conserve prioritatea privilegiului proprietarului pentru preţul lucrului vândut în concurenţă cu privilegiul locatarului principal căruia nu s'ar fi plătit chiria de subchiriaş, când lui nu i s'a făcut cunoscut că preţul lucrului adus de subchiriaş nu e plătit. Această voinţă a legiuitorului de a notificà locatarului principal, reese nu numai din spiritul art. art. 1733 al. II, dar şi din art. 610 urm. pr. civ. (Cas. I, 181/Mai 19/89, B. p. 522).

5. Fiind concurs între privilegiul vânzătorului pentru lucrurile neplătite şi privilegiul proprietarului pentru chiria neplatită, privilegiul acestuia primează pe al celui dintâi, afară de cazul când vânzătorul lucrurilor, la transportarea lor în casa închiriată, a făcut cunoscut proprietarului casei că preţul acelor lucruri încă nu i s'a plătit, nu şi în cazul când proprietarul a aflat de aiurea ca preţul lucrurilor n'a fost plătit. (Cas. I, 437/98, B. p. 1431).

6. Instanţa de fond se conformă art. 1733 c. civ., când decide ca creditorul amanetar trebue sa fie preferat vânzătorului obiectelor amanetate pentru neplata acelor obiecte, întrucât nu s'a dovedit cu nimic că creditorul amanetar a ştiut că preţul lucrului amanetat erà încă datorat. (Cas. II, decizia No. 248, din 6 Noembrie 1915. Jurispr. Rom. 1916, p. 11).

7. Potrivit art. 1733 c. civ., privilegiul locatorului nu se poate exercità asupra mobilelor aduse de chiriaş în imobilul închiriat înainte de privilegiul vânzătorului, pentru preţul acelor mobile, când a fost înştiinţat de existenţa acestui privilegiu, de unde urmează că atunci când locatorul a fost înştiinţat ca mobilele aduse în imobil nu aparţin chiriaşului, privilegiul din art. 1730 c. civ., nu mai poate fi exercitat asupra acelor mobile, fiindcă din momentul înştiinţărei prezumpţiunea că mobilele aparţin chiriaşului încetează, iar locatorul este pus în situaţiunea de a luà orice măsuri, pentru garantarea drepturilor sale.

Astfel fiind, instanţa de fond nu erà ţinută să se pronunţe asupra obiecţiunei locatorului, că contractul prin care s'a închiriat o pianină locatarului său nu-i este opozabil, fiind simulat, fiindcă din momentul înştiinţărei, prescrisă de art. 1733 c. civ., locatorul nu mai puteà exercità privilegiul ce legea îi acordă, de cât făcând dovada ca pianina sechestrată şi ridicată din imobilul închiriat, este proprietatea chiriaşului său, ceeace n'a făcut.

In ce priveşte înştiinţarea prescrisă de art. 1733 c. civ., legea nu impune nici o condiţiune de formă, aşà că ea poate fi făcută atât scris, cât şi verbal şi, prin urmare, poate fi dovedită prin toate mijloacele de probaţiune admise de lege şi deci şi prin martori. (Cas. II, decizia civilă No. 268, din 23 Octombrie 1915. Jur. Rom. 5 916).

8. Din combinaţia art. 1730 şi 1733 c. civ., cu art. 15, 19, 20 L. Băncii agricole, rezultă că în cazul când Banca Agricolă urmăreşte averea mobilă amanetată ei de pe o moşie concomitent cu urmărirea exercitată de proprietar pentru încasarea arendei moşiei, ran-

gul privilegiilor în concurență, trebue stabilit conform dreptului comun care dă preferință privilegiului proprietarului. (Cas. II, 76 bis din 11 Aprilie 1921. Pandectele Române 1922, III, 60).

9. A se vedeà: art. 1730 cu notele respective.

Art. 1734. — Sumele datorite pentru semințe sau pentru cheltuelile recoltei de peste an se plătesc din prețul acestei recolte; și sumele datorite pentru ustenzile, cari servesc la exploatațiunea moșiei, din prețul acestor ustenzile, cu preferință în ambele aceste cazuri înaintea privilegiului proprietarului moșiei. (Civ. 1730 § 2; L. Belg. 24).

Text. Belg. Art. 24. — Les sommes dues pour les semences ou pour les frais de la récolte de l'année sont payées sur le prix de cette récolte, et celles dues pour ustensiles servant à l'exploitation, sur le prix de ces ustensiles, par préférence au bailleur dans l'un et l'autre cas.

Doctrină străină.

DURANTON, XIX, 99;
PONT, *Priv. et hyp.*, I, 135;
TROPLONG, *Priv. et hyp.*, I, ed. 4-a, 63, 70, p. 63.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 378, 383, 443, 454, 455, 464 urm., 515; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 455. *„Studiu asupra privilegiilor"*. Curier Jud. 78 910;
CANTACUZINO MATEI, p. 544, 549, 550, 562;
NACU, III, p. 631 urm.;
SCRIBAN ST., *Notă* sub. C. Apel Iași s. I, 13/911. Curier Jud. 2/912.

Jurisprudență.

1. După art. 1730 al. II și art. 1734, sumele datorite de către arendaș pentru instrumentele de lucru, ca și pentru seminţe, se plătesc cu preferință înaintea privilegiului proprietarului moșiei, fără a fi necesitate de o încunoștiinţare din partea vânzătorului la transportarea lor, că prețul nu i s'a plătit, deoarece legiuitorul, în privința unor atari instrumente și semințe, prin excepțiune, nu cere a face vreo încunoștiințare proprietarului, după cum a prevăzut la art. 1733 relativ la celelalte lucruri mobile. (Cas. I, 240, Mai 29/78, B. p. 229).

2. Privilegiul muncitorilor de pe moșie primează privilegiul proprietarului și al creditorului gagist potrivit art. 1730 al. 2 și 1734 c. civil. Când însă instanța de fond motivează că nu poate pune temei pe titlurile definitive obținute de acei muncitori în aceiași zi contra arendașului, care n'a făcut nici o obiecțiune, și în consecință reduce creanțele muncitorilor, prin această procedare nu se săvârșește nici un exces de putere și nu se violează autoritatea lucrului judecat, întrucât titlurile obținute de muncitorii agricoli în contra arendașului, în condițiunile arătate, nu se puteau opune unui al treilea care nu luase parte la ele, cum este creditorul gagist. (Cas. II. 111/912. Curier Jud. 60/912).

3. A se vedeà: art. 1730, notele 47, 50, 56.

Art. 1735. — Privilegiul cheltuelilor de îngropare trece înaintea tuturor celorlalte privilegii [1]). (Civ. 1729 § 2; L. Belg. 25).

Text. Belg. Art. 25. — Le privilège des frais funéraires l'emporte sur tous les autres privilèges, à l'exception du privilège des frais de justice, du privilège des frais faits postérieurement pour la conservation de la chose, et du privilège de l'aubergiste, du voiturier et du créancier gagiste en tant que ceux-ci ne sont pas primés par le vendeur de l'objet donné en gage.

---

1) Art. belgian corespunzător 25, prevede și o serie de excepțiuni, cari trec înaintea acestor cheltueli ca: privilegiul cheltuelilor de justiție pentru conservarea lucrurilor, etc., care de altfel sunt trecute și în codul nostru civil înaintea acestora, în art. precedente 1721 și următorii.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 378, 383, 443, 454, 454, 455, 464 urm., 515; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 455; *„Studiu asupra privilegiilor"*. Curier Jud. 78/910;
CANTACUZINO MATEI, p. 544, 547, 557;
NACU, III, p. 632 urm.

Art. 1736. — Celelalte privilegii generale sunt primate de către privilegiile speciale. (Civ. 1729, 1730; C. com. 678 urm.: L. Belg. 26).

Text. Belg. Art. 26. — Les autres privilèges généraux sont primés par les privilèges spéciaux.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissemment, des priv. et hyp.*, I, 769 urm.;
BEUDANT, *Sûretés pers. et réel.*, I, 483 urm.;
LAURENT, XXIX, 521, 541.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 378, 383, 443, 454, 455, 464 urm., 515; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 455; *„Studiu asupra privilegiilor"*. Curier Jud. 78 910;
CANTACUZINO MATEI, p. 544, 546;
NACU, I, p. 71; III, p. 632 urm.

Secţiunea III. — *Despre privilegii asupra imobilelor.*

Art. 1737. — Creditorii privilegiaţi asupra imobilelor sunt:

1. Vânzătorul[1]) pe imobilul vândut pentru plata preţului. Dacă s'au făcut mai multe vânzări succesive pentru care a rămas datorit preţul în total sau în parte, întâiul vânzător se preferește celui de al doilea, cel de al doilea celui de al treilea şi aşă înainte.

2. Acei ce au dat banii cari au servit la achiziţiunea unui imobil.

Trebuie însă să fie constatat într'un mod autentic, prin actul de împrumutare, că suma erà destinată a fi întrebuinţată la aceasta; asemenea trebuie să fie constatat prin chitanţa vânzătorului că plata preţului s'a făcut cu banii împrumutaţi.

3. Coerezii asupra imobilelor succesiunei pentru garanţia împărţelei făcute între ei şi a sumelor cu cari a rămas dator unul către altul[2]).

---

1) In ediţiunea oficială din eroare se zice, aci *„vânzătorului"*, în loc de *„vânzătorul"*, cum este şi în textul francez.

2) Intre paragrafele 3 şi 4 ale art. 1737 cod civil se intercalează Art. 42 şi Art. 43 din Legea pentru organizarea şi unificarea corpului de advocaţi. (Mon. of. 251/923), în cuprinsul următor:

Art. 42. — Advocatul pentru onorarul cuvenit va aveà dreptul de privilegiu asupra sumei sau averei mobile conservate sau intrată în patrimoniul clientului prin serviciile prestate de advocat, dacă creanţa sa este constatată prin act scris.

Acest privilegiu va veni în rang imediat următor după privilegiul Statului, înaintea oricărei alte creanţe privilegiate.

Art. 43. — Convenţia privitoare la onorarul stipulat între advocat şi client va puteà căpătà autenticitate prin depunerea de către client şi advocat a unei declaraţii scrise către preşedinte sau locţiitorul seu, în camera de consiliu a secţiunei la care e pendinte litigiul (pentru actele de notariat, la secţiunea respectivă).

Creanţa de onorariu constatată prin sus menţionata declaraţiune sau prin alt act autentic, va aveà drept de privilegiu asupra bunurilor aduse sau conservate în patrimoniul clientului prin serviciile prestate de advocat.

Acest privilegiu se va adăugà la art. 1737 din codul civil după alin. 3 formând un nou aliniat 3 bis şi se va înscrie în registru de tribunal după simpla cerere a advocatului.

In privinţa bunurilor imobiliare, acest privilegiu se conservă prin inscripţia creanţei de onorar în registrul de mutaţiuni imobiliare sau în cărţile funduare locale.

Creanţa de onorar se execută prin învestirea cu formulă executorie a actului autentic sau jurnalului încheiat conform sus menţionatei declaraţiuni. Executarea nu se va puteà suspendà pe cale de contestaţie de cât după consemnarea sumei. Judecarea contestaţiei se va face conform art. 41 al acestei legi:

4. Arhitecţii, antreprenorii, pietrarii şi alţi lucrători întrebuinţaţi pentru a zidì, a reconstruì sau a reparà edificii, canaluri sau alte opere, cu condiţiune însă ca prealabilmente să se fi încheiat un proces-verbal de către un expert numit de tribunalul de prima instanţă în circumscripţiunea căruî sunt situate edificiile, constatator stărei şi felului lucrărilor ce proprietarul va declarà că are de gând a face, şi numai în cazul când acele lucrări ar fi fost primite, cel mult în curs de şase luni, după terminarea lor, de către expert asemenea numit de tribunal. Dar privilegiul acesta nu poate trece nicicodată peste valorile constatate prin al doilea proces-verbal, ci se va reduce la adaosul de valoare ce va fi existând la epoca alienărei imobilului ca rezultat al lucrărilor executate.

5. Acei ce au împrumutat bani pentru a indemnizà pe lucrători, se bucură de acelaş privilegiu, însă numai la cazul când întrebuinţarea acelor bani va fi constatată într'un mod autentic prin actul de împrumutare, şi prin chitanţa lucrătorilor, în modul în care s'a vorbit mai sus despre acei cari au împrumutat bani pentru achiziţiunea unui imobil. (Civ. 728, 736, 742, 778, 787 urm., 972, 1020, 1021, 1107 § 2, 1171, 1294 urm., 1365, 1377, 1483 urm., 1488 urm., 1722, 1725, 1738 urm., 1740, 1741, 1742, 1745, 1785, 1790, 1902; C. com. 687 § 12; L. Timbr. 42 § 1; L. advocaţilor, 41, 42, 43; Civ. Fr. 2103; L. Belg. 27).

Text. fr. Art. 2103. — Les créanciers privilégiés sur les immeubles sont:

1⁰. Le vendeur, sur l'immeuble vendu, pour le paiement du prix;

S'il y a plusieurs ventes successives dont le prix soit dû en tout ou en partie, le premier vendeur est préféré au second, le deuxième au troisième, et ainsi de suite;

2⁰. Ceux qui ont fourni les deniers pour l'aquisition d'un immeuble, pourvu qu'il soit authéntiquement constaté, par l'acte d'emprunt, que la somme était destinée à cet emploi, et, par la quittance du vendeur, que ce paiement a été fait des deniers empruntés;

3⁰. Les cohéritiers, sur les immeubles de la succession, pour la garantie des partages faits entre eux, et des soulte ou retour de lots;

4⁰. Les arhitectes, entrepreneurs, maçons et autres ouvriers employés pour édifier, reconstruire ou réparer des bâtiments, canaux ou autres ouvrages quelconques, pourvu néanmoins que, par un expert nommé d'office par le tribunal de première instance dans le ressort duquel les bâtiments sont situés, il ait été dressé préalablement un procès-verbal, à l'effet de constater l'état des lieux relativement aux ouvrages que le propriétaire déclarera avoir dessein de faire, et que les ouvrages aient été, dans les six moins au plus de leur perfection, reçus par un expert également nommé d'office;

Mais le montant du privilège ne peut excéder les valeur constatées par le second procès-verbal, et il se réduit à la plus-value existante à l'époque de l'aliénation de l'immeuble et résultant des travaux qui y ont été faits;

5⁰. Ceux qui ont prêté les deniers pour payer ou rembourser les ouvriers, jouissent du même privilège, pourvu que cet emploi soit authentiquement constaté par l'acte d'emprunt, et par la quittance des ouvriers, ainsi qu'il a été dit ci-dessus pour ceux qui ont prêté les deniers pour l'aquisition d'un immeuble.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 167-177, 198, 483, 484; III, ed. 5-a, p. 280-296, 335, 336, 807, 808;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., I, 568-570, 574, 576, 578-581, 583-585, 587, 588, 590-592, 596, 597, 604-607, 612-615, 620, 622-624, 629-635, 637, 639, 736, 737, 790, 791;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 563, 699, 786, 788, 839 urm., 850, 851, 852, 860, 862, 869 nota 1; ed. 1-a, III, p. 288, 566, 589;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 410 urm., 417, 427, 448, 460; *Suppl.* Privil. et hypoth., 196 urm., 204, 206, 247, 379;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 51 bis, II-VII; 55 bis, I-III, V; 56 bis, I, II; 57 bis, II, III; 58, 65 bis, I;
DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, III, p. 54;
DEMOLOMBE, VIII, 369; XI, 367; XVII, 369; XVIII, 21; XX, 576; XXVII, 388;
GUILLOUARD, *Privilèges et hypothèques*, II, 463, 466, 468, 470, 471, 474, 476, 480, 481, 483-486, 488, 489, 499, 500, 502, 506-509, 511, 515-520, 529-532, 534-537, 540, 541, 543, 544, 625, 724;
LAURENT, VII, 121; XVIII, 288, 293; XXX, 3, 8, 9, 11-16, 27-29, 33, 36, 40, 41, 44-46, 52, 54-56, 56 bis, 61, 65;
MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 2662 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 541 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2888, 2890 urm., 2905 urm., 2913 urm.;
PONT, *Priv. et hyp.*, I, 58, 186-191, 193, 194, 197, 200-208, 210, 211, 213, 214, 218, 222;
TROPLONG, *Privilèges et hypothèques*, I, 199 bis, 214-216, 218, 220, 223, 233, 239 nº 4, 5, 243, 245, 315.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 367, 372, 428, 443 urm., 475, 476 urm., 488 urm., 491 urm., 498 urm., 504, 507, 515, 516, 524, 528, 529, 602, 604, 618, 634; (III, part. II, ed. 2-a, p. 529, 694, 789, 796, 797 n. 1, 822, 879, 880; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 207, 271, 335, 371, 409 n. 2); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 194, 226, 455; *Notă* sub. Trib. civil Albi (Tarn), 19 Dec. 921. Curier Jud. 32/1923; *Observaţie* sub. Trib. Remirmont, 13 Mart. 1904. Curier Jud. 20/1906; *Observaţie* sub. Justiţia de Pace din Alban (Tarn), 15 Iunie 910. Curier Jud. 61/910; *„Studiu asupra privilegiilor"*. Curier Jud. 79 1910, 81/1910, 82/1910, 3/911, 4/911, 5/911;
CANTACUZINO MATEI, p. 146, 266, 544, 578, 579, 580, 581, 583;
CERBAN AL., *Notă* sub. C. Apel Iaşi s. I, 131 din 8 Dec. 922. Curier Jud. 31/923;
CRISTODORESCU C. şi ŞTEFĂNESCU-PRIBOI DEM., *Codul legislaţiei de expropriere*, p. 166;
GEORGEAN N., *Nota* sub. Cas. II, 25 din 24 Mart. 1920. Pand. Rom. 1924-I-22;
IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 84;
NACU, I, p. 70; III, p. 639 urm., 667, 669, 670;
RĂDULESCU ANDREI, *Studii de drept civil*, vol. I, *„Privilegiul aceluia care a dat cu împrumut banii necesari pentru cumpărarea unui imobil"*, p. 85 urm.; vol. II, partea I: *„Privilegiul copărtaşilor"*, p. 3 urm.

Jurisprudenţă.

1. Procesul-verbal încheiat de către un expert numit de tribunal, constatator stărei şi felului lucrărei, precum şi acela prevăzut de art. 1737 al. IV pentru primirea lucrărilor săvârşite, serveşte ca elemente de comparaţiune pentru a se determină adausul de valoare ce a dobândit imobilul prin acele lucrări, şi dar a se fixà suma pentru care se admite privilegiul; din momentul ce prin acest al doilea proces-verbal se constată care erà starea în care se aflà imobilul înainte de începerea lucrărei, şi sporirea ce a dobândit în valoare prin acele lucrări, nu există nici un motiv de a se tăgădui, acelui care prin munca şi capitalul său a făcut ca valoarea imobilului să fie sporită, dreptul de privilegiu pentru valoarea acestor sporiri de către acel ce recunoaşte că prin acele lucrări valoarea imobilului sau a sporit şi nu îi contestă dreptul de cât pe singurul motiv că nu s'a încheiat prealabilmente un proces-verbal a stărei imobilului, când starea în care se află acel imobil înainte de acele lucrări este necontestata de dânsul. (Cas. II, 81 Iun. 25 90, B. p. 870).

2. Un creditor privilegiat nu poate invocà privilegiul din art. 1737 al. 5 codul civil, când nu s'a conformat cerinţelor aliniatelor 2 şi 4 de sub acelaş art. combinate cu art. 1742 din cod. civil pentru conservarea privilegiului său. Aceste formalităţi fiind esenţiale, ele nu pot fi suplinite prin cunoştinţa ce ar aveà ceilalţi creditori de acest privilegiu al său. (Apel Buc. III, C. Jud. 7/96).

3. Coeredele şi copărtaşul îşi rezervă privilegiul prevăzut de acest art., atunci când ia o inscripţiune în termenul şi condiţiunile prevăzute în art. 1741. Pentru a puteà luà o inscripţiune în vederea asigurărei chiar a unor drepturi eventuale, se cere ca valoarea acestor drepturi să fie bine deter-

minată și prin urmare existența sultei să fie certa. (Apel Buc. I, *Dr.* 74 98).

4. Privilegiul prevăzut de art. 1737 al. 3 din codul civil are de obiect de a asigurà despăgubirea unui copărtaș în cazul când el ar fi evins de un al treilea, în total sau în parte, de lotul său, pentru o cauză anterioară a împărțelei și afară de aceasta mai are de obiect a garantà plata sumelor, cu care coerezii sau copartașii ar rămâne datori unii către alții, din cauza împărțelei sau a licitației săvârșite între ei. Acest privilegiu se conservă prin inscripțiune asupra imobilelor cuprinse în actul de împărțeală, sau asupra imobilelor, care au făcut obiectul licitațiunei între copărtași în termen de 60 zile, socotit în primul caz dela data actului de împărțeală și în al doilea caz dela data adjudecației prin licitație. Inscrierea însă a acestui privilegiu nu poate să aibă loc, dacă nu s'a făcut încă o împărțeală, din care să rezulte că un copartaș a rămas dator cu ceva către altul. De asemenea la caz de liciație, privilegiul nu poate fi invocat dacă actul de adjudecare nu constată că copărtașul adjudecatar a rămas dator cu ceva din prețul adjudecărei. (Cas. I, 306 99, B. p. 990).

5 Sub imperiul vechei legiuiri Caragea, femeia măritată aveà privilegiul ocult asupra întregei averi a soțului și, în caz de urmărire silită a acestei averi, dota erà plătită cu preferință asupra oricărei spețe de creditori posteriori căsătoriei. Privilegiul ocult al femeii măritate sub legea Caragea nu îi da dreptul de a urmărì averea imobiliară a soțului în mâna unui al treilea, căruia soțul ar fi trecut-o prin vânzare voluntară. De asemenea, femeea măritată nu puteà împiedicà vânzarea voluntară a imobilului, în alte cazuri decât acelea prevăzute în art. 36, 37, 38 partea III cap. XVI legea Caragea. (Apel Buc. II, *Dr.* 37/900).

6. Vânzătorul unui imobil care, pentru plata prețului vânzărei, și-a rezervat asupra imobilului privilegiul conform art. 1737 și 1740 cod. civ., având prin urmare asupra acestui imobil un desmembrământ al dreptului de proprietate (privilegiu), are acelaș drept ca și cumpărătorul să se apere contra reclamantului principal, ce revendică acel imobil. Tot în baza acestui drept real ce are asupra imobilului vândut, apelul făcut de dânsul în contra hotărîrei date în prima instanță asupra acțiunei în revendicare și prin care atât defendorul principal (cumpărătorul), cât și el ca garant, sunt condamnați, profită la amândoi, chiar dacă defendorul principal n'a făcut apel, pentru că apelul garantului, făcut în termen, profită garantatului, după cum apelul unui coproprietar profită celorlalți coproprietari. (Trib. Putna C. Jud. 74/901).

7. Din combinațiunea art. 1737 și 1740 din codul civil rezultă că vânzătorul are privilegiul asupra imobilului vândut pentru plata prețului și acest privilegiu se conservă prin transcrierea titlului care a transferat proprietatea la cumpărător, în care titlu se constată suma datorită din preț, de unde rezultă că privilegiul vânzătorului prevăzut de art. 1740 din codul civil nu este supus formalității inscripțiunei, singura formalitate cerută de lege pentru conservarea lui, fiind cerută de lege pentru conservarea lui, fiind numai transcrierea titlului care a transferat proprietatea la cumpărător.

Prin urmare, și întrucât nici un text din codul civil sau procedura civilă nu prevede că privilegiul vânzătorului pentru plata prețului se perimează ca și ipotecile prin expirarea termenului de 15 ani dela transcrierea actului de vânzare, dispozițiile art. 1876 din codul civil, privitoare la inscripțiuni nu sunt aplicabile la privilegiul vânzătorului pentru plata prețului, căci nu se pot aplicà prin analogie, nici deduce pe cale de interpretare, decăderi de drepturi cari trebuesc să rezulte numai din dispozițiunile categorice de lege. (Cas. secț. Unite, 9 din 18 Oct. 1912, B. p. 1855. Curier Jud. 1/913; Pand. Rom. 1924, I, 64).

8. a) Prețul ce se cuvine cu privilegiu, conform art. 1737, al. I, c. civil, vânzătorului imobilului, fiind eșit din patrimoniul acestuia prin efectul transfertului judiciar operat în urma poprirei facută și validată de un creditor al vânzătorului, bine acesta a fost înscris în tabloul de distribuirea prețului rezultat din vânzarea imobilului și instanța de fond n'a violat citatul articol dacă n-a recunoscut nici un drept unui alt creditor al vânzătorului asupra acelui preț, întrucât el n'a făcut constestațiune la tablou.

b) Chiar dacă creditorul urmăritor ar fi fost înscris în tabloul de distribuirea prețului rezultat din vânzarea imobilului, cu o sumă mai mare decât aceea ce aveà să primească, un alt creditor nu se poate plânge de aceasta, întrucât n'a făcut contestație la tablou înaintea Tribunalului și înscrierea a rămas definitivă față de acest creditor.

c) Când instanța de fond constată că suma cu care creditorul urmăritor a fost înscris în tablou întrece cu mult creanța privilegiată a vânzătorului derivând din restul de preț cu care acesta vânduse imobilul, cu drept cuvânt a înlăturat din tablou pe un alt creditor al vânzătorului și a înscris pe creditoarea ipotecară legală a cumpărătorului imobilului asupra restului de

preț rezultat din vânzare asupra cărui rest vânzătorul nu mai aveà nici un drept. (Cas. II, decizia civilă No. 226, din 5 Decembrie 1914. Jurispr. Rom. 1915, p. 139).

9. Soțul, care a împrumutat bani soției, pentru a o ajutà în mod real la construirea unui imobil dotal, are conform art. 1737 c. civ., un drept de privilegiu asupra acelui imobil și sentința prin care i s-a recunoscut dreptul său de creanță privilegiată, fiind transcrisă, odată cu comandamentul de punere în vânzare a imobilului, dă privilegiului caracterul de publicitate. (C. Apel Buc. s. IV 224 din 3 Iunie 1925, Bul. C. Apel 14/925).

10. A se vedeà: art. 1740 cu notele respective; art. 1741 cu notele respective.

Secțiunea VI. — *Cum se conservă privilegiile.*

Art. 1738. — Intre creditori, privilegiile nu produc nici un efect, în privința imobilelor, decât atunci când ele s'au adus la cunoștința publică, prin inscripțiune, și numai dela data acelei inscripțiuni în registrele tribunalelor de prima instanță destinate pentru aceasta, după modul determinat de lege, afară de singurele excepțiuni ce urmează. (Civ. 1722 urm., 1739 urm., 1745, 1780 urm., 1790 urm., 1818; Com. 388, 405, 435, 437, 684, 689; Pr. civ. 725 urm.; Legea specială autorizând luarea de măsuri excepționale, (Mon. of. 217/914), Art. 3—6; Civ. Fr. 2106; L. Belg. 29).

Text. fr. Art. 2106. — Entre les créanciers, les privilèges ne produisent d'effet à l'égard des immeubles qu'autant qu'ils sont rendus publics par inscription sur les registres du conservateur des hypothèques, de la manière déterminée par la loi, et à compter de la date de cette inscription, sous les seules exceptions qui suivent.

Text. Belg. Art. 29. — Entre les créanciers, les privilèges ne produisent d'effet à l'égard des immeubles qu'autant qu'ils sont rendus publics par inscription sur les registres du conservateur des hypothèques à l'exception des privilèges des frais de justice.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 286, 287; III, ed. 5-a, p. 482-484;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, II, 1439, 1440, 1539;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 870;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 626 urm., 1404; *Suppl.* Privil. et hypoth., 335 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 101 bis, II;
GUILLOUARD, *Privilèges et hypothèques*, III, 1042-1045;
LAURENT, XXX, 551-553;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 551, 555 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3152;
PONT, *Priv. et hyp*,, II, 728-730;
TROPLONG, *Priv. et hypoth.*, II, 558, 567, 569.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 479, 517, 518 urm., 521, 523; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 455;
CANTACUZINO MATEI, p. 582;
NACU, III, p. 661, 672 urm., 716.

Jurisprudență.

1. După dreptul international privat legea locului situațiunii imobilului sau, de este vorba de mobile, iarăși legea locului situațiunei lor pe timpul vânzării, este aceea care regulează dreptul de preferință între creditorii aceluiași debitor, ori care ar fi locul nașterei creanțelor. Prin urmare aceeași lege are să determine modul exercitării acelui drept de preferință, astfel, că, dacă prin acea lege se impun condițiuni de publicitate, cum trans-

criptiuni sau inscriptiuni în registre publicè pentru exercitiul dreptului de preferință, numai creditorii carè s'au conformat acelor conditiuni de publicitate, pot beneficia și opune acel drept celor-lalți creditori. Acest principiu nu este în desacord cu *locus regit actum*, căci dacă pentru validitatea unui act este de ajuns a se conformă formalităților prescrise de legea locului unde el s'a încheiat, este nevoe pentru exercitarea drepturilor derivând din acel act, a se conforma cu legile locului unde se execută actul. (Cas. I 257, Ian. 71, B. p. 132).

2. Privilegiile nu produc nici un efect în privința imobilelor, de cât atunci când ele s'au adus la cunoștința publică prin inscriptiune. (Cas. I, 187 Mai 27 81, B. p. 407).

3. Dacă existența creanțelor chirografare nu ridica, în principiu, debitorului, dreptul de a dispune de averea sa, și dară de a putea consimți în favoarea unui al treilea, un drept de preferință în această avere, nu se poate însă admite, dacă legea a prescris formalități pentru validitatea acestui drept, să se poată prevală de dânsul, când aceste formalitați n'au fost observate. (Cas. sect. unite, 1 Ian. 22/81, B. p. 31).

A se vedeà: art. 1725, notele 4, 5.

Art. 1739. — Sunt scutite de formalitatea inscripțiunei, creanțele arătate la articolul 1729. (Civ. 388, 405, 433, 435, 480, 684, 689, 1729; Civ. Fr. 2107).

Text. fr. Art. 2107. — Sont exceptées de la formalité de l'inscription les créances énoncées en l'article 2101.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 300; III, ed. 5-a, p. 506;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., I, 808-810;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 628; *Suppl.* Privil. et hypoth., 337;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 147 bis, XIV;
GUILLOUARD, *Privilèges et hypothèques*, III, 1215, 1216;
LAURENT, XXXI, 242;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 552;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3004 urm.;
PONT, *Priv. et hyp.*, I, 288;
TROPLONG, *Privil. et hypoth.*, I, 274.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 520, 521;
NACU, III, p. 659.

Art. 1740. — Vânzătorul privilegiat conservă privilegiul său prin transcripțiunea titlului care a transferat proprietatea cumpărătorului, și care titlu constată că i se datorește întregul preț sau parte din el; asemenea și acela care a dat bani pentru cumpărarea unui imobil, conform aliniatului 2 dela art. 1737 conservă privilegiul său prin transcripțiunea titlului care constată destinațiunea împrumutărei și trecerea asupra sa a tutulor drepturilor vânzătorilor [1]). (Civ. 1020, 1021, 1365 urm., 1737, 1738, 1745, 1781, 1790, 1801 urm.; Com. 689; Civ. Fr. 2108. L. Belg. 30, 34, 35).

Text. fr. Art. 2108. — Le vendeur privilégié conserve son privilège par la transcription du titre qui a transféré la propriété à l'acquéreur, et qui constate que la totalité ou partie du prix lui est due; à l'effet de quoi la trans-

1) Din eroare se zice aci „*vânzătorilor*" în loc de „*vânzătorului*", cum este și în textul francez. Textul român cuprinde numai prima parte a art. francez 2108, eliminând chiar din această primă parte cuvintele: „*à l'effet de quoi la transcription du contrat faite par l'acquéreur vaudra inscription pour le vendeur et pour le prêteur*".

cription du contrat faite par l'acquéreur vaudra inscription pour le vendeur et pour le prêteur qui lui aura fourni les deniers payés, et qui sera subrogé aux droits du vendeur par le même contrat: sera néanmoins le conservateur des hypothèques tenu, sous peine de tous dommages et intérêts envers les tiers, de faire d'office l'inscription sur son registre, des créances résultant de l'acte translatif de propriété, tant en faveur du vendeur qu'en faveur des prêteurs, qui pourront aussi faire faire, si elle ne l'a été, la transcription du contrat de vente, à l'effet d'acquérir l'inscription de ce qui leur est dû sur le prix.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 292, 317, 318, 324, 355-357, 360-362; III, ed. 5-a, p. 493, 529, 538, 584-587, 591-593;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., I, 624, 811, 813-817, 819, 823, 824; II, 1625; III, 1853, 2093;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 97;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 949; II, p. 844, 958, 1004 nota 1, 1016; ed. 1-a, III, p. 494;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 630 urm., 675; Transcript. hyp., 547 urm.; *Suppl.* Privil. et hypoth., 338 urm.; Transcript. hyp., 200;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 69 bis, VI-IX, 123 bis, I;
GUILLOUARD, *Privilèges et hypothèques*, III, 1101, 1269, 1271-1274, 1276-1280, 1288, 1289;
LAURENT, XXX, 76, 77;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 552;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3007 urm.;
PONT, *Priv. et hyp.*, I, 227, 264-266;
TROPLONG, *Privil. et hypoth.*, I, 258, 266 bis, 279, 281, 284, 285 bis.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 479, 484, 521 urm., 524, 525; (III, part. II, ed. 2-a, p. 529, 694, 789, 796, 797 n. 1, 822, 879, 880);
CANTACUZINO MATEI, p. 578;
NACU, III, p. 660, 679, 776, 777, 779;
OPRESCU I. MIH., *Nota* sub. Cas. s. u. 9 din 18 Oct. 1912. Pand. Rom. 1924-I-64;
RĂDULESCU ANDREI, *Studii de drept civil* vol. I, „*Conservarea privilegiului vânzătorului de imobile*", p. 41 urm., Dreptul 18/1915, 20/915, 22/915, 26/915, 29/915;
SUCIU I. A., *Observație* sub. Trib. Vâlcea, 88 din 11 Febr. 1906. Curier Jud. 24 1906.

Jurisprudență.

1. Nu este nulă inscripțiunea privilegiului pentru ca în actul de vânzare nu se face mențiune de restul prețului neachitat, și această recunoaștere se face de cumpărător prin un act separat fără dată certă, căci actul separat prin care se face această recunoaștere nu este de cât o contra-chitanță a actului de vânzare, sau mai bine zis un adaus al actului principal. Apoi legiuitorul nu a cerut altceva prin art. 1740 de cât recunoașterea formală a cumpărătorului că a rămas neachitat prețul sau un rest din prețul vânzărei pentru a puteà fi trecut în registrele de transcripțiuni. (Trib. Ilfov, II, Oct. 31/85, *Dr.* 81/85).

2. Textul art. 1740 din Codul nostru civil este cu totul deosebit de acel corespunzător al art. 34 și 35 din legea ipotecară belgiană din 16 Dec. 1851, de unde legiuitorul nostru s'a inspirat în materia privilegiilor și a ipotecilor, căci Codul nostru nu prescrie, ca cel belgian, că transcripțiunea actului de vânzare valorează ca o inscripțiune pentru conservarea privilegiului vânzătorului și ce e mai mult, că legiuitorul nostru n'a admis sistemul celui belgian (art. 35) ca să impue oficiului de notariat din tribunalele noastre sub pedeapsă de daune interese, față de cei de al treilea să facă dela sine inscripțiunea pe registrul respectiv al creanțelor rezultând din actele translative de proprietate în favoarea vânzătorului și în acelaș timp să prevadă ca, in caz când acest oficiu n'ar fi avut grija să facă această inscripțiune, atunci transcripțiunea actului făcut de vânzator, să valoreze ca și o inscripțiune în ce privește prețul ce i se datorește. Este evident dar că sub imperiul Codului nostru (art. 1740 Codul civil) nu este necesitate pentru conservarea privilegiului vânzătorului, decât numai de formalitatea transcripțiunei titlului, care a transferat proprietatea cumpăratorului, fără să se mai ceară inscripțiunea acestui privilegiu, după cum o prescrie legiuitorul belgian, căci legiuitorul nostru s'a mulțumit numai cu transcripțiunea pentru conservarea privilegiului vânzătorului, fără nici o restricțiune și aceasta pe timp de 30 ani, iar nu numai

pe 15 ani, dupa cum cere art. 1786 al. 1 Cod. civil, relativ la inscripţiuni, aşà că transcripţiunea actelor de mutaţiune nu se perimă în lipsă de un text formal de lege, care să prevadă aceasta decădere, prin trecerea termenului de 15 ani ca la inscripţiunile ordinare, pentru ca astfel să mai poată fi nevoe de o reînoire a acestei transcripţiuni sau de o nouă inscripţiune. (Cas. I, 234/904 B. p. 62).

3. In sistemul Codului nostru, cel care ar voi să cumpere un imobil va trebui a şti dacă acest imobil nu este grevat de privilegiul vânzătorului, să consulte numai registrele de transcripţiune pe timp de 30 ani în urmă, fără să mai fie nevoe a consultà şi registrul de inscripţiuni, unde legiuitorul nostru nu obligă pe vânzător să facă inscripţiunea privilegiului. (Trib. Vâlcea C. Jud. 24/906).

4. Din momentul ce se constată că preţul unui imobil vândut nu este numai cel numărat de cumpărător, ci şi o rentă ce cumpărătorul aveà a mai plătì în favoarea unei biserici; această rentă trebuind a fi plătită în fiecare an, imobilul rămâne afectat de privilegiul vânzătorului, pentru garantarea plăţei rentei.

Prin urmare, dacă asupra acelui imobil se constitue o nouă ipotecă, nu se poate ca acea ipotecă să fie înscrisă înaintea privilegiului rentei de care creditorul ipotecar a trebuit să aibă cunoştinţă în urma transcrierii actului de vânzare. (Cas. II, 10 Febr. 1910. B. p. 254).

5. A se vedeà: art. 1737, nota 7.

Art. 1741. — Coeredele sau copărtaşul la o împărţeală conservă privilegiul său asupra bunurilor cuprinse în fiecare lot, sau asupra lucrului pus în licitaţiune, pentru tot ce are drept a reclamà în această calitate, prin inscripţiunea acestui privilegiu în termen de şasezeci zile socotite de la data actului de împărţeală sau dela data adjudecaţiunei prin licitaţiune; în cursul acestui timp nici o ipotecă nu poate fi constituită în prejudiciul coeredelui sau copărtaşului creditor asupra nici unui bun care se găseşte cuprins în masa comună. (Civ. 728, 742, 748, 787 urm., 1737 § 3, 1738, 1740, 1745, 1780 urm.; Pr. civ. 692 urm.; Civ. Fr. 2109; L. Belg. 33).

Text. fr. Art. 2109. — Le cohéritier ou copartageant conserve son privilège sur les biens de chaque lot ou sur le bien licité, pour les soulte et retour de lots, ou pour le prix de la licitation, par l'inscription faite à sa diligence, dans soixante jours, à dater de l'acte de partage ou de l'adjudication par licitation; duraut lequel temps aucune hypothèque ne peut avoir lieu sur le bien chargé de soulte ou adjugé par licitation, au préjudice du créancier de la soulte ou du prix.

Doctrină străină.

Aubry et Rau, III, p. 262, 263, 324, 362, 363; III, ed. 5-a, p. 538. 593-595, 599;
Baudry et de Loynes, *Du nantissement*, etc., I, 826, 829-831, 833, 835; III, 1625;
Colin et Capitant, ed. 2-a, II, p. 851, 852, 853, 854, 958, 1032; ed. 1-a, III, p. 494. 566, 935;
Dalloz, *Rép.* Privil. et hypoth., 679 urm.; Transcript. hyp., 547 urm.; *Suppl.* Privil. et hypoth., 372 urm.;
Flandin, *Transcription*, II, 1136;
Guillouard, *Privilèges et hypoth.*, III, 1293, 1295-1299, 1301-1303;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 553;
Planiol, II, ed. 3-a, No. 2906 urm.;
Pont, *Priv. et hyp.*, I, 294;
Troplong, *Privil. et hypoth.*, I, 314 ter, 315.

Doctrină românească.

Alexandresco, X, p. 367, 493, 494, 496-498, 525 urm., 531, 634; (III, part. II, ed. 2-a, p. 529, 694, 789, 796, 797 n. 1, 822, 879, 880; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 335, 409 n. 2); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 193, 194; *„Studiu asupra privilegiilor"*. Curier Jud. 4 911;
Cantacuzino Matei, p. 579, 580, 582;

CERBAN AL., *Notă* sub. C. Apel Iaşi s. I, 131 din 8 Dec. 1922. Curier Jud. 31 923;
DRAGOMIRESCU IULIU, *„Prețul adjudecării în materie de partaj"*. Dreptul 80/915;
GEORGEAN N., *Notă* sub. Cas. II, 25 din 24 Mai 1920. Pand. Rom. 1924-I-22;
NACU, III, p. 661 urm.;
RĂDULESCU ANDREI, *Studii de drept civil,* vol. II, partea I, p. 3 urm. „Privilegiul copartaşilor";
TĂTARU G. V., *Preşedintele Tribunalului,* p. 84.

Jurisprudenţă.

1. Când coeredele se găseşte, prin expirarea termenului de 60 zile, căzut din facultatea de a mai puteà să'şi conserve privilegiul, această decădere este absolută şi'l priveşte nu numai de dreptul de urmărire faţă cu cumpărătorul imobilului succesoral dar încă şi de dreptul de preferinţă faţă cu creditorii coeredelui. Este dar nulă o inscripţiune luată după expirarea acestui termen. (Apel Buc. III, 88/Mart. 16 87, *Dr.* 45 87).

2 Din combinaţiunea art. 1737 alin. III, cu art. 1741, rezulta că privilegiul coerezilor asupra imobilelor succesiunei, pentru garantarea împărţelei şi a sumelor cu cari au rămas datori unul către altul, nu are efect în contra celor de al treilea de cât prin inscripţiunea lui în termen de 60 zile de la data împărţelei în natură sau a adjudecaţiunei, în care termen acele imobile nu pot să fie ipotecate sau înstrăinate, de cât cu sarcina menţionatului privilegiu, dacă înscrierea s'a operat înainte de expirarea lui. Or, femeea înzestrată cu unul sau mai multe imobile, precum şi soţul ei, nu se pot considera de cât ca persoane de al treilea, în faţa creditorilor persoanei înzestrătoare, căci dânşii nu sunt decât achizitori cu titlu particular, şi nu sunt responsabili, conform art. 1790 şi urm., de alte sarcini şi pretenţiuni ce s'ar pretinde că există asupra imobilelor de zestre de cât acele ce s'ar gasì înscrise sau transcrise asupra lor înainte de înzestrare. Astfel de şi coerezii aveau privilegiul de garanţie asupra unor imobile căzute în lotul coeredei lor, pentru plata raportului dotei sale şi a sultei, dupa partagiul averei de succesiune rămasă de la defunctul lor părinte, totuşi nu mai au dreptul, conform principiilor sus expuse, de a urmarì unul din acele imobile, pentru plata acelor sume, pe câta vreme dânşii n'au făcut a se înscrie privilegiul lor în termenul de 60 zile conform art. 1741, şi pe câta vreme acel imobil erà deja constituit ca dotă de catre coeredea lor catre fiica sa şi ginerele său, cari ca achizitorii cu titlu particular, nu pot să fie responsabili de datoriile înzestrătoarei. (Cas. I, 373 Nov. 28 92, B. p. 988).

3 A se vedeà: art. 786, Index alfabetic „Privilegiul copartaşului" şi notele respective; art. 1737, notele 3, 4.

Art. 1742. — Arhitecţii, antreprenorii, pietrarii şi alţi lucrători întrebuinţaţi pentru a zidì, a reconstruì sau a reparà edificii, canaluri, sau alte opere, şi acei care au împrumutat, pentru a indemnizà pe persoanele de mai sus, cu bani a căror întrebuinţare se constată conform aliniatului 5 dela articolul 1737, conservă privilegiul lor prin inscripţiunea proceselor verbale ale experţilor menţionate la aliniatul 4 al articolului 1737. (Civ. 1737, 1738, 1745; Civ. Fr. 2110; L. Belg. 38).

Text. fr. Art. 2110. — Les architectes, antrepreneurs, maçons et autres ouvriers employés pour édifier, reconstruire ou réparer des bâtiments, canaux ou autres ouvrages, et ceux qui ont, pour les payer et rembourser, prêté les deniers dont l'emploi a été constaté, conservent, par la double inscription: 1° du procès-verbal qui constate l'état des lieux, 2° du procès-verbal de reception, leur privilège à la date de l'inscription du premier procès-verbal.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 366-369; III, ed. 5-a, p. 600, 602, 604;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement,* I, 842, 843, 846 urm., 849;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 825, 859;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 697 urm.; Transcript. hypoth., 566 urm.; *Suppl.* Privil. et hypoth., 384 urm.;

DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 71, 71 bis, I, III;
FLANDIN, *Transcr.*, II, 1039, 1041;
GUILLOUARD, *Privil. et hypoth.*, III, 1309, 1314, 1315, 1318, 1320;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 555;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No 3159;
PONT, *Priv. et hyp.*, I, 278, 279;
TROPLONG, *Privil. et hypoth.*, I, 319.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 504, 528 urm.;
CANTACUZINO MATEI, p. 579, 581, 583;
IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 84;
NACU, III, p. 644, 665, 670;
TATARU G. V., *Președintele Tribunalului*, p. 84.

Jurisprudență

1. Formalitățile prescrise de legiuitor pentru conservarea unui drept de privilegiu, având de scop a regulà raporturile dintre diferitii creditori, ori-ce discuțiune privitoare la ele nu se pot ridicà de cât între dânșii, iar nu și de debitor. (Cas. II. 81/Ian. 25 90, B. p. 871).

2. A se vedeà: art. 1488, nota 1; art. 1737, nota 1.

Art. 1743. — Creditorii și legatarii, cari cer separațiunea patrimoniului defunctului, conservă privilegiul lor asupra imobilelor succesiunei în fața creditorilor[1]), erezilor sau reprezentanților defunctului, prin inscripțiunea acestui privilegiu în termen de șase luni dela data deschiderei succesiunei.

Inaintea expirărei acestui termen, nici o ipotecă stabilită de către erezii sau reprezentanții defunctului asupra acelor bunuri spre prejudiciul creditorilor sau legatarilor succesiunei, nu poate aveà efect. (Civ. 781—783, 902, 1738, 1745, 1780 urm., 1790; Civ. Fr. 2111; L. Belg. 39).

Text. fr. Art. 2111. — Les créanciers et légataires qui demandent la séparation du patrimoine du défunt, conformément à l'article 878, au titre *des Successions* conservent, à l'égard des créanciers des héritiers ou représentauts du défunt, leur privilège sur les immeubles de la succession, par les inscriptions faites sur chacun de ces biens, dans les six mois à compter de l'ouverture de la succession.

Avant l'expiration de ce délai, aucune hypothèque ne peut être établie avec effet sur ces biens par les héritiers ou représentants au préjudice de ces créanciers ou légataires.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 324, 337, 339, 340, 342, 362; III, ed. 5-a, p. 538, 544, 556, 559-561, 563; VI, 482-492. 495-498, 500-504, 506-508, 599;
BAUDRY ET WAHL, *Successions*, II, 1711 urm., 1715, 1718 urm., 2559; III, 4035 urm., 4041, 4042, 4045;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, I, 861-867, 869, 870, 872-874 urm.; II, 1626, 1669; III, 2089;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 964; II, p. 840, 849, 862, 864, 866, 868; ed. 1-a, III, p. 611, 612, 615;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 704 urm.; Successions, 1395 urm. 1481; Transcript. hyp., 574 urm., *Suppl.* Privil. et hypoth., 389 urm.; Successions, 928 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 72 bis, V; 129 bis, I; 147 bis, XVIII;
DEMOLOMBE, XV, 171 urm.; XVII, 106, 122, 194-197, 203, 211, 214, 222;
FLANDIN, *Transcript.*, II, 1054 urm.;

1) Credem că din eroare s'a intercalat aci această virgulă, care nu există în textul francez și a cărei existență schimbă senzul textului, dându-i o altă direcțiune, și făcând a se înțelege că ar fi vorba de creditorii defunctului, iar nu de creditorii erezilor sau reprezentanților defunctului, după cum în adevăr a înțeles legiuitorul și după cum se înțelege și din textul francez, unde lipsește această virgulă.

GUILLOUARD, *Privil. et hypoth.*, III. 1101, 1105, 1335-1338, 1340, 1341, 1345-1349, 1391;
HUC, V, 410, 416, 417, 425, 427, 428;
LAURENT, X, 28, 32, 68;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 554, 565 urm.;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2624; II, ed. 3-a, No. 2927 urm.; III, ed. 2-a, No. 2177 urm.;
PONT, *Priv. et hyp.*, I, 300, 314; II, 944, 1125;
TROPLONG, *Privil. et hypoth.*, I. 324, 325, 327; III, 651; *Transcr.*, 288.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 464, 504 urm., 530 urm., 616; (I, ed. 2-a, p. 98 n. 2; III, part. II, ed. 2-a, p. 370, 504, 715, 720, 721, 723, 724, 736, 744 n. 1, 746 urm., 755-757, 759 urm.; IV, part. II, ed. 2-a, p. 310, 334, 335, 372; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 445 n. 1); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 175; *Observaţie* sub. C. Apel Craiova s. II, 38 din 12 April 1901. Curier Jud. 7/1902; *Observaţie* sub. Cas. I, 26 Dec. 1919. Tribuna Juridică 27-29/1921; *„Studiu asupra privilegiilor"*. Curier Jud. 7/911; *Nota* sub. C. Montpellier, 26 Nov. 1923. Jur. Gen. 1924 No. 1796; *Notă* sub. Trib. Bastia, Corsica, 11 Oct. 920. Jur. Gen. 1924 No. 1797; *Nota* sub. Trib. Avignon (Vaucluse, 11 Ian. 1921. Pand. Rom. 1925-III-27;
BIRNBERG I., *Nota* sub. C. Apel Buc. s. I, 141 din 18 Iunie 914. Pand. Rom. 1922-II-237;
CANTACUZINO MATEI, p. 305, 306, 308, 363, 578, 583, 584;
COSTIN AL., *Nota* sub. C. Apel Buc. s. I, 103 din 25 Aug. 1920. Curier Jud. 20 21 1920;
DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri juridice*, vol. IV, „Aphorisme juridice" p. 139 urm.;
EMMANUEL EUGEN, *„Despre diviziunea datoriilor"*. Dreptul 6/1919;
HAMANGIU C., *Notă* sub. Trib. Alençon (Orne), 9 Sept. 1921. Pand. Rom. 1925-III-29;
NACU, III, p. 666 urm.;
POLICHRON DEM., *Notă* sub. Trib. Dolj s. III, 11 din 18 Febr. 1924. Pand. Rom. 1924-II-85;
RĂDULESCU ANDREI, *Notă* sub. Cas. I, 352 din 26 Dec. 1919 şi C. Apel Buc. s. IV, 103 din 25 Aug. 1919. Pand. Rom. 1922-I-177;
TĂTARU G. V., *Preşedintele tribunalului*, p. 84.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudenţă.

1. Din art. 1743 rezultă că inscripţiunea nu ţine loc de cerere de separaţiune de patrimonii, căci art. 1743, în ceea ce concerne cererea, nu derogă de la art. 781 ci din contră se referă la el, după cum se vede chiar şi din articolele la care trimite. Ast-fel fiind, din combinaţiunea art. 1743 cu 781, urmează că creditorii trebue a îndeplinì două formalităţi pentru a-şi puteà exercità dreptul lor de preferinţă asupra imobilelor în faţa creditorilor erezilor; trebue a luà inscripţiunea prevăzută de art. 1743, care se acordă fără nici o alta formalitate, caci creditorul nu e obligat a face nici o justificare, această inscripţiune având de scop numai de a incunoştiinţa pe terţiele persoane, cari tratează cu eredele, că bunurile succesiunei ce a primit sunt afectate creditorilor defunctului cu preferinţă în faţa creditorilor erezilor; şi în urmă a face şi cererea prevăzuta de art. 781 spre a primà pe aceşti creditori ai erezilor. (Trib. Il fov, II, Oct. 22 86, *Dr.* 75 86).

2. Separaţiunea de patrimoniu, după art. 783, se exercită atât asupra mobilelor cât şi asupra imobilelor; însă când creditorii o exercită asupra imobilelor sunt ţinuţi a anunţà public intenţiunea lor, prin luarea unei inscripţiuni în termenul prevăzut de art. 1743, pentru ca cei de al treilea să cunoască situaţiunea eredului, şi sa fie în deplină cunoştinţă de cauză în tratarile ce ar avea cu el. Deci art. 1743 nu a putut avea alt scop de cât a face să fie publică preferinta ce rezultă din separaţiunea de patrimoniu, făra însa a da acestei preferinţe un alt caracter, de cât acela stabilit de art. 781, şi dovadă despre aceasta este însuşi alineatul al doilea din acel articol, care ne spune că ori ce ipotecă s'ar stabilì de erede înaintea expirării celor 6 luni de la deschiderea succesiunei în care creditorii succesiunei sunt datori a'şi lua inscripţiunea, rămâne fară efect; prin urmare când legiuitorul se ocupă de inscripţiunea preferinţei ce dă creditorilor separarea de patrimoniu,

arată că efectul ei este de a depărtà chiar pe creditorul ipotecar stabilit de erede, ceea ce este în concordanță și cu privilegiul stabilit de art. 781, că adică în tot-d'a-una legiuitorul s'a ocupat a lua măsuri de a se da creditorilor succesiunei o preferință înaintea creditorilor eredelui. Art. 1743 nu vorbește nimic despre înstrăinările ce ar puteà face eredele, deci înstrăinările sunt permise. Dacă s'ar admite că și înstrăinările sunt supuse la aceleași restricțiuni ca și ipotecile, argumentând că dacă nu poate să ipotececeze cu mai mare cuvânt nu poate să alieneze, am ajunge la o contrazicere de principii și de texte: *de principii* fiindcă legiuitorul prin separarea de patrimoniu a voit a da o preferință creditorilor succesiunei numai când se află în concurs cu creditorii eredelui pentru a depărtà pe aceștia până ce vor fi ei mai întâiu plătiți, și în afară de aceasta nici un alt drept nu se vede a fi voit legiuitorul să creeze în favoarea creditorilor succesiunei prin acest drept de preferință ce le acordă prin permiterea separării de patrimoniu: terții cumpărători nu pot fi atinși prin separațiunea de patrimonii fiindcă ei nu sunt creditori, ci proprietari; *de texte*, fiindcă dacă am admite că art. 1743 a voit a opri pe erede și de a înstrăina bunurile succesiunei atunci raționând în sensul dispozițiunilor art. 1743, după cum o ipotecă stabilită de erede înaintea expirărei celor 6 luni nu poate produce efect, fie că în momentul luărei acestei ipoteci creditorii ceruse sau nu separarea de patrimoniu, luase sau nu inscripțiunea prevăzută de art. 1743, însă erau în termen de a o cere și a o luà și au cerut-o și luat-o în termen, tot ast-fel trebue să zicem și despre înstrăinări atunci am ajunge la conclusiunea că dacă o înstrăinare s'a făcut de erede înaintea expirărei celor 6 luni ea nu poate produce nici un efect măcar că în momentul înstrăinărei creditorii nu ceruse încă separarea de patrimoniu și nu luaseră inscripțiunea prevăzută de art. 1743 alin. I, dar că mai în urmă o ceruse și luase în întrul termenului. Or, aceasta ar fi în contradicțiune cu dispozițiunile art. 783 partea finală care nu permite în mod absolut creditorilor a mai cere separarea de patrimoniu ,o dată ce imobilul a eșit din mâna eredelui, fără vre-o distincțiune fie el eșit din mâna eredelui chiar și a doua zi după deschiderea succesiunei. Din toate acestea rezultă dar că legiuitorul și când a creat art. 1743 n'a voit a întinde efectele separațiunei de patrimoniu ele au rămas așa cum sunt definite de art. 781 adică că creditorii succesiunei au un drept de preferință când vin în concurs cu creditorii eredului care drept se conservă și se face public, cunoscut, prin îndeplinirea dispozițiunilor art. 1743, iar nu că prin crearea art. 781 și a art. 1745, care are același scop ca și art. 1743, a voit legiuitorul a da creditorilor succesiunei mai mari drepturi, acordându-le și dreptul de a urmărì imobilul în mâna terțielor persoane, acest drept ne fiind expres prevăzut. Singura obiecțiune serioasă ce se poate face pentru a da creditorilor succesiunei dreptul de a urmărì imobilul debitorului lor defunct și în mâna terțelor persoane mai ales când înstrăinarea făcută de erede avusese loc după ce se ceruse de creditori separarea de patrimoniu și după ce se luase inscripțiunea prevăzută de art. 1743, sau de art. 1745, este urmatoarea: „După art. 1743 și 1745, separațiunea este o veritabilă ipotecă privilegiată, pentru că aceste texte califică în mod formal separațiunea de privilegiu, sau de ipotecă, după cum ea este înscrisă în termen de 6 luni de la deschiderea succesiunei, sau după expirarea acestui termen. Creditorii și legatarii, zice art. 1743, conservă *privilegiul* lor prin inscripțiunea luată în termen de 6 luni de la deschiderea succesiunei, și în lipsă de luarea inscripțiunei în acest termen *privilegiul* lor, adaugă art. 1745, degenerează în o simplă ipotecă. Textele fiind formale separațiunea valorează ipotecă privilegiată, sau simplă ipotecă, și deci creditorii au dreptul, conform art. 1790, a urmărì imobilul succesiunei în ori ce mână ar trece. Soluțiunea acestei obiecțiuni, de a se ști dacă dreptul de preferință ce-l dă separațiunea de patrimoniu creditorilor sau legatarilor cari au cerut-o, este o ipotecă privilegiată sau o simplă ipotecă, depinde de modul cum se va decide dacă separațiunea de patrimoniu constitue sau nu un privilegiu propriu zis, și dacă acest privilegiu implică o ipotecă în virtutea art. 1745. Or, art. 1722, care ne dă definițiunea privilegiului, ne spune că privilegiul este un drept ce dă unui creditor calitatea creanței sale de a fi preferit celor-alți creditori fie chiar ipotecari, pe când din cele sus expuse am văzut că separațiunea de patrimoniu este un drept de preferință ce se acordă creditorilor succesiunei față cu creditorii eredelui, fără a ne preocupa întru nimic de calitatea creanțelor. Definițiunea dată privilegiului de art. 1722 nu poate fi de loc aplicată separațiunei de patrimoniu, pentru că dacă am aplică această definițiune și separa-

țiunei de patrimoniu atun i am ajunge la rezultatul că creditorii privilegiați ai eredelui ar trece înaintea creditorilor chirografari ai succesiunei. Un privilegiu presupune tot-d'a una un concurs de mai mulți creditori asupra bunurilor unuia și aceluiași debitor, pe când în separațiunea de patrimoniu sunt doui debitori: eredele și succesiunea; mai mult, dacă legiuitorul ar fi voit a face din separațiunea de patrimoniu un privilegiu propriu zis, l'ar fi enumerat printre privilegiile imobiliare prevăzute de art. 1737, ceea ce vedem că n'a făcut. Pe lângă aceasta, ce vom zice despre dreptul de separațiune aplicat la mobilele succesiunei? despre aceasta nu se poate zice că constitue un adevărat privilegiu, fiindcă nu avem nici un text în sprijinirea acestei deciziuni. Vom zice dar că în privința mobilelor, separațiunea se deosebește de aceea a imobilelor, fiind numai un drept de preferință *sui generis*? Insă atunci s'ar introduce o distincțiune care nu are nici o rațiune de a exista. Separațiunea de patrimoniu dar nu este nici de cum un privilegiu propriu zis, este un drept de preferință *sui generis* ce legiuitorul acordă creditorilor succesiunei, pentru a departà pe creditorii eredelui; și prin faptul că legiuitorul în art. 1743 a întrebuințat cuvântul *privilegiu* în mod impropriu, nu se poate atribuì legiuitorului intențiunea că a voit a schimbà caracterul separațiunei, mai ales că nu era locul aci a se ocupà de acest lucru; aci legiuitorul ocupându-se numai de modul cum să o facă publică în ce privește exercițiul ei. Prin urmare, separațiunea de patrimoniu ne fiind un privilegiu propriu zis nu poate produce nici efectele pe care le are un privilegiu, deci nu poate avea dreptul de urmărire pe care art. 1790 îl acordă privilegiilor și ipotecelor, art. 1743 și 1745 nu se pot explicà altfel, de cât că în cazul când creditorii și-au înscris dreptul lor de separațiune în termenul prevăzut de art. 1743, atunci aplicându-se acest articol, ei depărtează pe toți creditorii eredelui. In cazul însă când nu'și au înscris acest drept al lor în termen atunci aplicându-se art. 1745, ei nu depărtează de cât pe acei creditori care și-au în-înscris drepturile în urma lor aplicându-se regula *qui prior tempore potior jure* și către creditorii succesiunei și către creditorii eredelui. Deci separațiunea de patrimoniu ne fiind un privilegiu propriu zis și ne având prin urmare dreptul de urmărire ce se acordă privilegiilor, eredele este liber să vândă imobilul ori când, fie în timpul când creditorii succesiunei sunt în termen de a luà inscripțiunea prevăzută de art. 1743 fie după luarea inscripțiunei, și creditorii n'au dreptul de a urmarì imobilul în mâna terțiilor cumpărători. (Trib. Dolj. s. com., 5 Nov. 12 90, *Dr.* 82 90).

3. Pentru conservarea privilegiului separațiunei de patrimoniu pe imobilele succesiunei, art. 1743 nu prescrie nici o altă condițiune de cât înscrierea acelui privilegiu în termen de șase luni de la deschiderea succesiunei. Din termenii art. 1743 nu rezultă ca legiuitorul ar fi subordonat conservarea zisului privilegiu la intentarea unei acțiuni în separațiune de patrimoniu pe cale principală. Și dacă pentru a arătà persoanele în drept de a invocà beneficiul separațiunei de patrimoniu legiutorul a întrebuințat verbal *a cere*, apoi din simpla întrebuințare a acestui cuvânt care are și înțelesul de a invocà sau a reclama, nu se poate deduce că legiuitorul a voit să arate modul cum trebue să se exercite privilegiul separațiunei de patrimoniu a defunctului asupra imobilelor succesiunei și să prescrie ca o condițiune esențială că acest privilegiu să se exercite numai pe cale principală, iar nu și pe cale de excepțiune la colocarea creditorilor pe tabloul de ordine ast-fel precum se exercită obicinuit toate privilegiile. De altfel, în ce privește imobilele succesiunei, intentarea unei acțiuni principale în separațiune de patrimoniu a defunctului n'ar prezintà nici un interes de o utilitate practică, căci o asemenea acțiune nu poate avea alt obiect de cât acela de a manifestà voința creditorilor sau a legatarilor defunctului, că înțeleg de a se folosì de privilegiul lor și de a aduce acest privilegiu la cunoștința creditorilor personali ai eredelui. Dacă acestea sunt efectele ce poate produce intentarea unei acțiuni principale, apoi aceleași efecte se produc cu prisosință atât prin înscrierea privilegiului asupra imobilelor, conform art. 1743, cât și prin invocareà acelui privilegiu pe cale de excepțiune la colocarea creditorilor pe tabloul de ordine; de unde resultă că intentarea unei acțiuni principale în separațiune de patrimoniu cu privire la imobilele succesiunei nu prezintă nici o utilitate practică și deci n'a putut fi impusă de legiuitor ca o condițiune esențială pentru conservarea pprivilegiului prevăzut de art. 1743. In afară de acestea, dacă conservarea privilegiului asupra imobilelor succesiunei, ar fi subordonată la intentarea unei acțiuni principale în separațiune de patrimoniu al defunctului, apoi îndeplinirea acestei condițiuni în cele mai multe ca-

-zuri ar face imposibilă conservarea privilegiului și ar pune în pericol chiar existența lui. In adevăr după art. 783, acțiunea în separațiune de patrimoniu în ce privește imobilele succesiunei nu se poate exercită de cât în timpul în care acele imobile ar rămânea în mâinile eredelui, iar după art. 781 această acțiune cată a se intenta în contra creditorilor personali ai eredelui, apoi mai adesea ori creditorii eredelui ținându-se ascunși și rămânând necunoscuți, creditorii defunctului nu le vor puteà intentà acțiune în separațiune de patrimoniu, iar eredele mai înainte de a se face o asemenea acțiune va puteà vinde imobilele succesiunei; în asemenea cazuri în zadar creditorii succesiunei ar înscrie privilegiul lor conform. art. 1743, căci acest privilegiu ar fi nimicit prin neputința în care s'ar găsi de a intenta acțiune creditorilor eredelui pe care nu'i pot cunoaște, și astfel creditorii moștenirei lăsați la voia întâmplărei și la discreția eredelui, ar deveni victimele relei credințe și s'ar vedea amenințați în ori ce moment de a perde un privilegiu, acordat de lege fară ca să li se poată imputa cea mai mică culpă, cea mai neînsemnată negligență; un asemenea resultat ar contraveni tuturor principiilor de drept și de echitate, și de sigur n'a putut fi consacrat de legiuitor, care, prin organizarea separațiunei de patrimoniu, a cautat tocmai de a ocroti interesele creditorilor succesiunei în contra eredelui și a creditorilor săi. Din cele sus expuse resulta dar că privilegiul separațiunei patrimoniilor asupra imobilelor succesiunei se conserva numai prin înscrierea acestui privilegiu în timp util; aceasta reese atat din textul cât și din spiritul legii. Deci dacă nu se ține seamă de privilegiul acesta pentru că înscrierea privilegiului nu a fost însoțită și de o acțiune principală în separațiune de patrimoniu valabil făcută, se dă o greșită interpretare art. 1743. (Cas. I, 51 Febr. 14 94 B. p. 245).

4. Dacă creditorul nu a cerut separațiunea de patrimoniu a averei rămasă pe urma debitorului său decedat de aceea a erezilor, această lipsă nu poate fi invocată cu succes de cât de terțiele persoane nu însă și de erezi, fie chiar minori, căci ei în calitate de erezi sunt ținuți să plătească datoriile succesiunei. (Cas. I, 102, Mart. 15'94, B. p. 624).

5. Minorul nu se poate prevala de dreptul ce-i dă inscripțiunea ipotecară a mamei sale asupra unui imobil, de cât atunci când va achita mai întâiu datoriile ce există deja asupra succesiunei cuvenită mamei sale în momentul luării inscripțiunei ipotecare. (Cas. I. 102/Mart. 15 94, B. p. 624).

6. Privilegiul separației patrimoniilor asupra imobilelor unei succesiuni se conservă numai prin singura înscriere a lui în timp util, fără să se ceară, pentru conservarea lui, intentarea unei acțiuni principale pentru separarea de patrimonii. (Cas. I, 51/94, B. p. 103).

7. Creditorul, care cere separațiunea patrimoniului defunctului său debitor de acela al erezilor lui, trebue să înscrie privilegiul ce acest art. îi acordă în termen de 6 luni, dela data deschiderei succesiunei; fiind înscris după 6 luni, privilegiul degenerează în ipotecă (art. 1745). (Apel Buc. III, *Dr.* 20 99; Trib. Ilfov III, Dreptul 64 900).

8. Din combinațiunea art. 781 și 1743 nu rezultă că legiuitorul a înteles a subordonà unei cereri de separațiune de patrimonii, validitatea luării inscripțiunei prin cuvintele: „cari cer separațiune de patrimoniu" întrebuințate în art. 1743, legiuitorul a înțeles a zice: acei, cari au dreptul să ceară separțiunea de patrimoniu, sunt creditorii și moștenitorii defunctului. De s'ar cere neaparat intentarea acțiunei în separațiune de bunuri s'ar face anevoioasă conservarea dreptului de preferință, căci acțiunea trebuind îndreptată contra creditorilor personali ai moștenitorilor, aceștia nu sunt cunoscuți în totdeauna. Echitatea cere ca, între un achizitor nou al unui imobil, rămas grevat de o sarcina, pe care erà în masura să o cunoască și de care s'a ținut seamă la fixarea prețului vânzărei și între creditorul moștenirei ce a luat inscripție, sa se dea preferința celui din urmă. (Trib. Ilfov III, C. Jud. 6/99).

9. Efectele cesiunei consistând în strămutarea unei creanțe sau drept incorporal din patrimoniul cedentului în acel al cesionarului din momentul notificarei cesiunei, consecința juridică ce rezultă din acest principiu este că notificarea făcută debitorului de către cesionarul diligent dă acestuia preferința înaintea cesionarilor aceleiași creanțe sau drepturi, care au facut notificarea mai în urmă. (Cas. I, 146/99, B. p. 265).

10. Dreptul creditorilor și legatarilor rezultând din art. 1743 este un adevărat drept de preferință, și dacă inscripția lui s'a luat după șase luni dela deschiderea succesiunei, însă mai înainte ca imobilul să fi fost vândut, privilegiul degenerează în ipotecă conform art. 1745, care, fiind anterioară vânzărei, își produce consecințele legale față de cumpărător. (Cas. I, 5/902, B. p. 786).

11. Inscripţiunea privilegiului în separaţiunea de patrimonii trebue luată în interval de 6 luni dela epoca morţii debitorului; trecând acest termen, privilegiul degenerează într'o ipoteca, care n'are rang de cât de la data inscripţiunei. Această inscripţiune se poate luà chiar dacă la acea epocă imobilul erà pus în urmărire, fiindcă indisponibilitatea de care el este lovit, înseamnează că nu se poate constitui noui ipoteci asupra imobilului urmarit, însă nimic nu împiedică de a se luà inscripţiuni în baza unor ipoteci anterior constituite sau a unui privilegiu legal. (Apel Buc. III, *Dr.* 48 903).

12. Dispoziţia art. 1743, care acorda creditorilor succesiunei şi legatarilor privilegiul separaţiei patrimoniilor ca garanţie a drepturilor lor împiedecând astfel concursul creditorilor personali ai eredelui asupra bunurilor succesiunei, presupune, ca orice privilegiu, un drept principal de creanţa, pe care-l garanteaza, iar nu un drept real, care nu are nevoe de nici o garanţie reala. Prin urmare, legatarul unui uzufruct, devenind, din momentul morţii testatorului, uzufructuar asupra bunurilor succesiunei, iar nu un simplu creditor al succesiunei, nu are nevoe şi nu este supus inscripţiei din art. 1743 cod. civ. (Cas. I, 423/904, B. p. 1416).

13. Art. 781 codul civil nu dă acţiunea în separaţiunea patrimoniilor de cât creditorilor defunctului în contra creditorilor moştenitorilor, şi presupune prin urmare, că această acţiune este cu totul străină de raporturile reciproce ale creditorilor defunctului între dânşii, raporturi cari ramân tot aşa cum erau înainte de deschiderea succesiunei; acest lucru reese clar şi din art. 1743 codul civil, care prevede că dreptul de preferinţă, care decurge din separaţiunea de patrimoniu, este stabilit exclusiv contra acelora cari în calitate de creditori ai eredelui, ar aveà interes să se prevaleze de confuziunea patrimoniilor.

Prin urmare, deşi un creditor, a cerut separaţiunea patrimoniilor şi a înscris privilegiul, cu toate acestea creanţa sa a rămas tot chirografara şi nu a dobândit nici un drept de preferinţa faţă de alţi creditori şi, dar, o asemenea creanţă nefiind considerată ca un rang util şi necontestat faţă de alte creanţe ale celorlalţi creditori, ea nu poate fi primita drept preţ al unui imobil. (Cas. II, 2 Mai 1907, B. p. 856).

14. Inscripţia privilegiului separaţiei de patrimonii luată de un creditor chirografar al defunctului în contra herezilor pentru garantarea dreptului său de gaj, este inoperantă atunci când imobilul care se urmăreşte a fost constituit dotă de defunct în timpul vieţei sale şi prin urmare erà ieşit din patrimoniul său în momentul deschiderei succesiunei. (Cas. II, 17 din 11 Febr. 1911. Jurisprudenţa 12 1911).

15. Creditorele gagist care ar aveà în gaj o cambie a defunctului poate cere o inscripţiune de separaţie de patrimoniu conform art. 1743 c. civ., şi această inscripţie este valabilă. (Trib. Ilfov s. not. 259 911. Curier Jud. 37/912).

16. Inscripţiunea privilegiului separaţiunei de patrimoniu, luată conform art. 1743 c. civil asupra imobilelor succesiunei, este valabilă fără să existe o acţiune principală în separaţiunea patrimoniului defunctului de acela al erezilor şi aceasta separaţiune există prin simpla inscripţiune a privilegiului. (Trib. Ilfov s. not. 259 911. Curier Jud. 37/912; Trib. Dolj s. III, Ordon. 11 din 18 Februarie 1924, Pand. Rom. 1924, II, 85).

17. Creditorii unei persoane încetate din viaţă au un privilegiu în averea rămasă pe urma ei, faţa de creditorii personali ai moştenitorilor. Pentru conservarea acestui privilegiu ei au obligaţiunea de a face să şi-l înscrie în registrele publice dela trib. situaţiunei imobilului, în termen de 6 luni dela deschiderea succesiunei, pentru a înlatură confuziunea de patrimonii, fără să se facă vreo distincţiune cu privire la natura şi origina creanţelor, la condiţiunile şi modalitatile ei, chiar dacă creanţa nu este constatata prin titlu scris, fiind destul numai pentru admiterea cererei, ca sa existe, ca în speţă, o acţiune introdusă pentru reclamarea sumei de lei 100.000 provenite ca daune dintr'un fapt penal: uciderea fiului şi fratelui reclamanţilor. (C. Apel Buc. III, 170 915. Curier Jud. 75 915).

18. Un creditor poate cere separaţia de patrimonii a debitorului sau pentru garantarea datoriei sale, însă inscripţia privilegiului sau nu se poate ad mite de cât în baza unui titlu scris conform art. 725 şi 727 pr. civ. (C. Apel Buc. s. IV 103 din 25 August 1919. Pand. Rom. 1922, I, 179).

19. Art. 1780 1783 c. civ., şi 725—727 se referă la formele exterioare ale inscripţiunei, pentru acele privilegii cari decurg dintr'un titlu de creanţă, de aceea în art. 1783 legiuitorul vorbeşte de prezentarea titlului la luarea inscripţiei, pe când în art. 1743 este vorba de o preferinţă, care decurge din calitatea de creditor a defunctului, menită să profite mai ales creditorilor chirografari, şi odată aceasta calitate constatată prin acţiunea introductivă în justiţie, inscripţiunea beneficiului separaţiunei de patrimonii asupra imobilelor succesiunei, nu poate fi respinsă, pe motivul lipsei de titlu, sau al faptului că creanţa nu este încă lichidă.

Prin urmare, lipsa unui titlu, nu poate fi un motiv de refuz a inscripţiunei, dat fiind natura însăşi a creanţei, astfel că instanţa de fond, respingând cererea de inscripţie a privilegiului de separaţiune de patrimoniu, pentru întreaga sumă reclamată, dă o greşită interpretare articolelor sus menţionate şi pronunţă o decizie casabilă. (Cas. I, decizia civilă No. 352, din 26 Decem. 1919; Jurispr. Română 9/1920, p. 114, Curier Jud. 20-21/920. Pand. Rom. 1922. I, 177; Pand. Rom. 1924, III, 81. Dreptul 20/920).

20. Potrivit dispoziţiilor art. 1743 c. civ., creditorii succesiunei cari cer separaţia de patrimoniu, conservă privilegiul lor prin inscripţia acestui privilegiu în termen de şase luni de la deschiderea succesiunei, iar înăuntrul acestui termen nici o ipotecă constituită de erezi nu poate aveà efect.

De acì rezultă că o asemenea inscripţie, luată în termen produce efecte retroactive până în momentul deschiderei succesiunei, data la care ea este opozabilă creditorilor erezilor.

Dar nici un text de lege nu declară inexistentă sau nulă o asemenea inscripţiune luată după termenul prescris mai sus; singurul efect al unei inscripţiuni tardive este numai că privilegiul se transformă în ipotecă şi nu mai poate fi opus creditorilor erezilor de la data deschiderei succesiunei. (Trib. Dolj s. III, Ordonanţa 11 din 18 Febr. 1924. Pand. Rom. 1924, II, 85).

21. Separaţiunea de patrimoniu nu este un adevărat privilegiu şi nu conferă creditorilor cari au înscris-o decât un drept de preferinţă, iar nu şi un drept de suită.

Astfel fiind, asemenea privilegiu „sui generis", nu are caracterul unui drept real şi deci titularul lui nu poate fi obligat a primì plata în rentă de expropiere. (Trib. Dolj s. III, Ordonanţa 11 din 18 Febr. 1924. Pand. Rom. 1924, II, 85).

22. A se vedeà: art. 781 cu notele respective; art. 1745, nota 1.

Art. 1744. — Cesionarii acestor diverse creanţe privilegiate, exercită întru toate aceleaşi drepturi, care le aveau şi acei ce le-au cedat aceste creanţe. (Civ. 1106 urm., 1391 urm., 1396, 1833; Civ. Fr. 2112; L. Belg. 40).

Text. fr. Art. 2112. — Les cessionnaires de ces diverses créances priviléġiées exercent tous, les mêmes droits que les cédants, en leur lieu et place.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 125; III, ed. 5-a, p. 201;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., I, 887 urm.; II, 1287;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 490 urm.; *Suppl.* Privil. et hypoth., 251 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 583;
SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 91.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 364, 366, 533 urm.;
NACU, III, p. 669.

Art. 1745. — Toate creanţele privilegiate supuse la formalitatea inscripţiunei, în privinţa căror nu s'ar fi îndeplinit condiţiunile prescrise pentru conservarea privilegiului, nu încetează cu toate acestea de a fi creanţe ipotecare; însă ipoteca în privinţa tuturor persoanelor al treilea nu datează decât dela epoca inscripţiunilor care vor trebuì făcute, după cum mai jos se va arătà. (Civ. 1725, 1738 urm., 1778, 1786; Civ. Fr. 2113).

Text. fr. Art. 2113. — Toutes créances privilégiées soumises à la formalité de l'inscription, à l'égard desquelles les conditions ci-dessus prescrites pour conserver le privilège n'ont pas été accomplies, ne cessent pas néanmoins d'être hypothécaires; mais l'hypothèque ne date, à l'égard des tiers, que de l'époque des inscriptions qui auront dû être faites ainsi qu'il sera ci-après expliqué.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 366-368, 370, 482-484; III, ed. 5-a, p. 599-602, 605, 607;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*. etc., I, 828, 841, 846 urm., 850, 851, 867; II, 1593;
COLIN ET CAPITANT, ed 2-a, II, p. 788, 855, 860, 864, 867, 870;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 70 bis, I, II; 71 bis, III, V, VI;
DEMOLOMBE, V, 203: XVII, 197;
GUILLOUARD, *Privilèges et hypothèques*, III, 1307, 1308, 1310, 1312, 1314, 1315, 1333, 1347, 1348;
HUC, V, 424;
MOURLON ed. 7-a, III, p. 584;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3148 urm.;
PONT, *Priv. et hyp.*, I, 279, 281, 296;
TROPLONG, *Privil. et hypoth*, I, 322, 325.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 362, 509, 511, 514, 533 urm., 537, 637, 647; (III, part. II, ed. 2-a, p. 750 n. 3); *Notă* sub. C. Montpellier, 26 Nov. 1923. Jur. Gen. 1924 No. 1796;
CANTACUZINO MATEI, p. 308, 579, 582, 583;
NACU, III, p. 672 urm.;
POLICHRON DEM., *Notă* sub. Trib. Dolj. s. III, 11 din 18 Febr. 1924. Pand. Rom. 1924-II-85.

Jurisprudență.

1. Inscripțiunea ipotecară, luată în baza art. 1745 din codul civil de către un creditor al lui *de cujus* într'un imobil, ce încă nu trecuse în mâna unui terțiu achizitor. este valabilă. chiar dacă a fost luată după 6 luni dela deschiderea succesiunei, termen prevăzut de art. 1743 din cod. civil, pentru luarea unei asemenea inscripțiuni ipotecare și fără ca creditorul defunctului să fi făcut cererea de separare a patrimoniului acestuia de acela al eredelui. (Apel Craiova II, C. Jud. 7/902).

2. După dispozițiunile art. 1786 c. civil inscripția își păstrează efectul timp de 15 ani, iar reînoirea făcută înaintea expirărei acestui termen, păstreaza rangul primitiv al privilegiului.

Astfel, un soț ca uzufructuar al averei dotale fiind un terțiu, inscripția privilegiului său nefiind reînoită în termenul prescris de lege, urmează că efectele sale au încetat și că privilegiul este perimat, ceiace face ca creanța garantată cu acel privilegiu sa devină chirografară. precum aceasta rezultă din intrepretarea art. 1745 c. civil. (Trib. Bacău I, No. 381, 1919; Curier Jud. 62/1915, p. 505).

3. A se vedeà: art. 1725, nota 4; art. 1743, notele 7, 10, 20).

CAPITOLUL III.

Despre ipoteci [1]).

Art. 1746. — Ipoteca este un drept real asupra imobilelor afectate la plata unei obligațiuni.

Ipoteca este din natura ei nedivizibilă, și subzistă în întregimea ei asupra tuturor imobilelor afectate, asupra fiecărui, și asupra fiecărei porțiuni din acele imobile.

Dreptul de ipotecă se conservă asupra imobilelor în orice mână va trece. (Civ. 1062 urm., 1720, 1722, 1790 urm., 1800; C. com. 813; Civ. Fr. 2114; L. Belg. 41).

Text. fr. Art. 2114. — L'hypothèque est un droit réel sur les immeubles affectés à l'acquittement d'une obligation.

Elle est, de sa nature, indivisible, et subsiste en entier sur tous les immeubles affectés, sur chacun et sur chaque portion de ces immeubles.

Elle les suit dans quelques mains qu'ils passent.

---

1) In vechiul drept român, (Codul Caragea și Calimach), ipotecile erau cunoscute sub denumirea de „zălog" iar privilegiile sub aceea de „*protimisis*".

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, 33, 124, 261, 341, 407, 408, 412-419, 425-434; III. ed. 5-a, p. 126, 127, 200, 439, 561, 665, 666, 674-682 urm., 697-709; IV, p. 346, 347, 698, 719;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., II, 898, 899, 1292, 1397; III, 1256, 1711, 1933, 1949, 1956-1966 urm., 1976-1981, 1983-1985 urm., 1991, 1992, 1994, 1995 urm., 2000, 2002-2006, 2008-2011 urm., 2018-2023 urm., 2026 urm., 2037-2039;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 881, 884; ed. 1-a, III, p. 587;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 53, 132, 134, 721 urm., 2272; *Suppl.* Privil. et hypoth. 412 urm., 420, 1222, 1421;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 111 bis, IV; IX, 75, 75 bis, IV; 100 bis, IV-VII; 147 bis, III, V, VI;
DEMOLOMBE, IX, 188 urm., 326; XII, 748, 749; XXV, 685; XXVII, 470, 491 urm., 493;
FLANDIN, *Transcr.*, II, 1252 urm.;
GARSONNET, IV, § 1511, 1512, 1528 urm., 1534, 1534 bis, 1537 urm.;
GUILLOUARD, *Privil. et hypoth.*, I, 1534, 1536; II, 636, 638, 641, 934; III, 1505, 1509, 1532, 1533, 1537, 1538 urm., 1541-1546, 1549-1552, 1580-1586, 1593, 1594, 1596, 1598, 1600-1602, 1604-1606 urm., 1613; *Louage*, I, 61: *Contr. aléat.*, 207 urm.;
LAURENT, XVII, 207; XXX, 176, 177, 181, 184, 226, 521;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 584 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2645 urm.;
PONT, *Priv. et hyp.*, I, 336, 340, 341, 344, 363, 364; II, 694;
TROPLONG, *Privil. et hypoth.*, II, 544; III, 750 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 276, 277, 361, 542 urm., 662, 668, 685; (III, part. II, ed. 2-a, p. 679, 702, 704 n. 2; IV, part. I, ed. 2-a, p. 702; IV, part. II, ed. 2-a, p. 217, 328, 338, 339; VI, p. 277; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 667); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 226, 455; *„Noțiunea, definiția, natura și caracterele ipotecei“*. Pagini Juridice 71/911;
CANTACUZINO MATEI, p. 568;
CERBAN AL., *„Lacunele și defectele în organizarea sistemului nostru civil de garanții reale“*. Curier Jud. 23-24 1919;
FILITTI D. ION, *„O interesantă deciziune. Anulare de act ipotecar“*, Pagini Juridice 5/1907;
NACU, III, p. 680 urm.;
RĂDULESCU ANDREI, *Studii de drept civil*, vol. II, p. 157 urm. „Ratificarea prevazută de art. 1546 Codul Civil“.

INDEX ALAFBETIC

Jurisprudență.

1. Ipoteca, fiind un drept real imobiliar, este, ca ori ce alt drept, susceptibilă de veri ce stipulațiune. Deci cesiunea unei ipoteci, nefiind proibită de nici un text de lege, este valabila. Ipoteca cedată urmează tot ca o obligațiune accesorie la noua creanță la care se alipește pentru a asigurà plata ei în viitor. (Apel Buc. II, Oct. 17/73, *Dr.* 77 73).

2. Creditorul ipotecar având un drept real asupra imobilului, el are dreptul a fi satisfacut înaintea altor creditori simpli ce are debitorele din prețul imobilului scos în vânzare și asupra căruia există dreptul de ipoteca; și daca creanța ipotecară nu s'a înscris în tabloul ordinei în contra prescripțiunilor art. 570 și 574 pr. civ., chiar în urma închiderei tabloului și a trimiterei extractului de tablou, creditorul ipotecar poate cere a i se plăti suma destinată a se plăti creditorilor simpli, căci dreptul de ipotecă fiind o siguranță reala pentru plata unei creanțe vânzându-se imobilul ipotecat fie în urma cererei creditorului ipotecar sau a altor creditori, dreptul creditorelui ipotecar se întinde asupra prețului obtinut, și acest drept asupra prețului înaintea altor creditori simpli subsistă chiar dacă s'ar fi încheiat tabloul de ordine sau s'ar fi trimis extractul; de altmintrelea, ceilalți creditori simpli înscriși în tablou nu se pot opune cererei creditorelui ipotecar de a i se plăti suma destinată spre plata acelor creditori, caci și ei știu

că prețul servă mai întâi spre plata creanțelor privilegiate sau ipotecare, și că ei pot fi chiar expuși unei acțiuni din partea creditorului ipotecar, pentru restituirea prețului plătit lor fară de drept; și prin art. 587 pr. civ.. nu s'a putut abrogà principiile stabilite, căci ar fi a le abrogà dacă creditorul ipotecar n'ar aveà dreptul a cere plata prețului, chiar în urma închiderei ordinei; de aceea acest articol nu se aplică când e vorba de un creditor ipotecar, a cărui creanță nu s'a trecut în tablou. Art. 1818 nu poate fi invocat spre rezolvarea chestiunei pusă mai sus într'un sens sau altul. (Cas. I, 36 Febr. 8/75, B. p. 25).

3. Ipoteca definită de art. 1746 „un drept real asupra imobilelor afectate la plata unei obligațiuni", deși lasa proprietarului posesiunea imobilului ipotecat, ridică însă și reține pentru dânsa oare care din prerogativele a căror totalitate constitue dreptul de proprietate în plenitudinea sa; or, între altele, proprietarul imobilului ipotecat nu mai poate aveà dreptul de a vinde acest imobil de cât prin licitațiune, și ori unde de cât în principiu la tribunalul situațiunei imobilului; și dar vânzarea facuta în alt mod nu poate să aiba de efect, daca prețul creanței ipotecare nu este acoperit, de a face să treaca acest imobil în mâinile altei persoane liber de sarcina ipotecei la care se afla afectat. Dacă ultima dispozițiune a art. 495 pr. civ., da dreptul debitorului de a alege, după primirea comandamentului și în termenul acolo aratat, un alt tribunal înaintea caruia să se urmărească vânzarea, de cât acel al situațiunei imobilului, aceasta n'a facut-o legiuitorul de cât în vederea putinței de a se obține un preț mai avantagios pe imobilul urmărit și pentru că a vazut ca acest avantagiu ce a voit sa acorde debitorului, nu puteà fi de natura a aduce vre-o pagubă creditorului urmăritor care n'ar aveà a face de cât urmărirea înaintea acestui tribunal, dar n'a înțeles când mai mulți creditori se afla înscriși și cunoscuți să se poate face vânzarea, după înțelegerea urmată între debitor și unul din creditori la care tribunal și-ar alege ei, și fara ca ceilalți creditori ipotecari înscriși și cunoscuți să fie încunoștiințați de această schimbare și cu acest mijloc dânșii, neștiind de vânzare și ne putând dar fi față când se va face, sa ajungă a nu obține pentru acest imobil macar prețul ce ei neapărat au crezut că el valorează, de oare ce l'au primit ca ipotecă pentru suma cu care au împrumutat. Nu se poate susține că încunoștiințarea despre vânzarea imobilului și tribunalul unde are să se facă a fost făcută prin afiptele și publicațiunile cerute de § 3, al art. 506 din pr. civ., și prin inserțiunea lor în *Monitorul Oficial* cerută de art. 508 pr. civ., căci acest mod de încunoștiințare nu se raportă de cât la sarcinele asupra imobilului ce este a se vinde, necunoscute în momentul cererei de vânzare dar nu și la acele sarcini. și dar și la ipoteci cari ar fi necunoscute de tribunal la acea epoca; această distincțiune rezultă din chiar expresiunile și economia art. 506, dispozițiunile § 3 al acestui articol fiind prescrise sub pedeapsa forcluziunii pentru toți acei ce crezând ca ar aveà veri un drept, nu l-ar face să valoreze înaintea zilei adjudecărei, această sancțiune ori care ar fi întinderea ce i s'ar puteà da, învedereaza că nu poate fi vorba în acest aliniat de sarcinile cunoscute și publicate, căci cu acele sarcini se vinde imobilul, nici în special de ipotecile cunoscute și publicate, căci ele vor fi platite dacă prețul cu care s'ar vinde imobilul ar fi suficient pentru acoperirea lor, chiar când partea care s'ar aflà în acest condițiuni, nu s'ar fi prezentat la tribunal înaintea zilei de adjudecare. Afară de aceasta nu se poate susține că în § 3 al acestui articol pe lânga sarcinele prevăzute într'însul. adica sarcinele necunoscute, a putut fi vorba și de alte sarcini., sarcinele cunoscute, pe care un alt paragraf, § 2 al aceluiași articol, le-a prevazut și regulat; prin urmare dar, § 3 n'a avut în vedere aceste din urmă sarcini. Către acestea, dacă căutând sorgintea acestui paragraf, și văzând ca el este traducțiunea art. 525 § 4 din procedura geneveza, văzând ca după textul original acest mod de înștiințare nu priveà pe creditorii ipotecari cunoscuți, că pentru aceștia art. 527 din citata legiuire a Genevei. cerea o înștiințare facută la persoana sau la domiciliu în formele ordinare, — cum oare s'ar puteà zice că această dispozițiune tradusa mai literal a putut fi introdusă în legislațiunea noastră dându-i-se o altă întindere de cât aceea ce aveà în textul original. Pe de o parte fiind probat că nici o formă excepțională nu este admisă de lege pentru chemarea creditorilor ipotecari cunoscuți, — iar pe de alta ca vânzarea prin licitațiune făcută la tribunal, are să aibă în privință-le, în virtutea art. 568 pr. civ., de efect a stinge un drept ce aveau asupra imobilului vândut, rămânem sub imperiul principiului general ca adica instanțele judecătorești nu pot declarà stins un drept fără ca persoana ce-l aveà să fi fost încunoștiințată, principiu de la care legiuitorul nu numai că n'a voit a se depărtà în materie, dar înca din art. 1781 c. civ., la care se referă art. 725 pr. civ., se dovedește că a voit a-l consacrà,

căci pentru ce îndatorirea pentru creditorele ipotecar de a-și alege, în momentul facerei convențiunei de ipotecă un domiciliu în circumscripțiunea tribunalului situațiunei imobilului, daca nu pentru a se ști unde are să i se facă chemările în caz de vânzare? (Cas. II, 161/80, Oct. 10/80, B. p. 345).

4. Dacă prin actul de ipotecă garantul a fixat suma cu care, garantează pentru debitor cu moșia sa, această moșie este afectată la plata menționatei sume, și judecata e în drept, în fața unei atare obligațiuni, de a nu ține în seamă suma prinsa din vânzarea imobilului debitorului principal, de oare ce creditorul a avut în vedere suma pentru care s'a constituit ipoteca în acel imobil de către garant care este răspunzător cu întreaga suma, și de oare ce imobilul ipotecat cată sa raspundă de suma datorită. (Cas. I, 380/Nov. 25/81. B. p. 856).

5. Ipoteca dând creditorului dreptul de a fi despăgubit cu precădere înaintea tuturor creditorilor chirografari sau ipotecari posteriori, până la concurența creanței sale, din prețul vânzărei imobilului ipotecat, nu se poate admite, fără a face iluzoriu dreptul său, de a nu i se recunoaște în virtutea acestei calități numai dreptul de a puteà concurà la cumpărătoarea imobilului ipotecat, când creanța creditorului urmăritor este primată de creanța sa. Iar dacă art. 16 leg. de urmariri recunoaște statului dreptul de a înlăturà de la licitațiune ori ce concurent asupra unui imobil urmărit de dânsul când n'ar depune garanția cerută de acel articol, aceasta nu se aplică de cât în privința acelor concurenți cari n'ar aveà un drept real asupra imobilului urmărit. (Cas. II, 119, Oct. 5 82, B. p. 979).

6. Dacă prin contractul de împrumut ipotecar se prevede că creanța, și prin urmare și ipoteca ce garantează acea creanță, este indivizibilă, formalitățile urmărirei făcute în persoana unuia din codebitorii coproprietari ai imobilului ipotecat, sunt considerate ca bine făcute în contra tuturor codebitorilor coproprietari ai imobilului urmărit. (Cas. II, 38/Mart. 16/93, B. p. 290).

7. După art. 604 din codul Calimach, clauza, prin care părțile au stipulat ca creditorul să rămână proprietarul fondului ipotecat, la caz când debitorul n'ar plătì la termen, este isbită de nulitate. Aceasta nulitate a fost creată de lege, nu pe motive de ordine publică, ci în interesul debitorilor, ca o măsură de protecțiune a lor față cu creditorii. De acì rezulta că debitorii erau liberi a invocà această nulitate sau a renunță la dânsa, așà după cum îi povățuiau interesele lor. (Apel Galați II, 137/1894, C. Jud. 29 95).

8. Din art. 1746, 1790 și 1791 din Cod. civil rezultă că existența privilegiului sau ipotecei asupra unui imobil nu oprește trecerea proprietatei acelui imobil dela o persoană la alta, ci noul proprietar rămâne numai obligat de a plătì creditorului privilegiat sau ipotecar datoria, pentru care s'a constituit privilegiul sau ipoteca. Prin urmare, creditorul privilegiat sau ipotecar n'are dreptul de a cere desființarea înstrăinărei imobilului afectat făcută de debitorul său, ci numai de a urmărì vânzarea în mâinile noului proprietar și deținător, dacă acesta va refuza sau nu poate plătì datoria asigurată prin privilegiu sau ipotecă. (Cas. I, 174/95 B. p. 1145).

9. Sub Codul Caragea o terție persoană putea garantà prin ipotecă gestiunea unui funcționar și această ipotecă era valabilă, dacă se legalizà conform acelei legiuiri și se trecea în condica de ipotecă, fără să fie nevoe la constituirea ei de participarea concomitentă a Statului garantat. In asemenea caz, consimțământul și aderarea Statului la constituirea ipotecei rezultă în mod tacit din numirea și funcționarea slujbașului, pentru a carui gestiune s'a garantat prin ipoteca constituită. (Trib. Vâlcea C. Jud. 18/96).

10. In sistemul legislației noastre, proprietarul, care își ipotecează imobilul, conservă dreptul de administrație și are prin urmare dreptul de a-l închirià și percepe chiriile, de oare ce veniturile nu sunt imobilizate prin simplul efect al ipotecii și nici chiar prin procedura de urmărire. (Cas. I, 238/904 B. p. 758).

11. Stipulațiunea dintr'un act de ipotecă, că debitorul nu poate cedà chiriile pe mai mult de șase luni și nici a închirià imobilul mai mult de un an, este o convențiune care creează drepturi și obligațiuni numai în raporturile dintre părțile contractante, neparticipând întru nimic la caracterul real al ipotecei și deci nu este opozabilă la terți care au calitatea de ayant-cause cu titlul particular ai uneia din părțile contractante. (Trib. Ilfov II C. Jud. 21/905).

12. Ipoteca fiind un drept real, creditorii ipotecari pot să urmărească imobilele ipotecate și să ceară scoaterea lor în vânzare în mâinile oricui s'ar găsì, fără să fie nevoe ca față cu acest detentor să se judece mai întâi spre a-și validà dreptul său. (Apel Craiova I, 1914: Dreptul 1915, p. 620: In acelaș sens: Cas. II, 38 din 10 Febr. 1914, Curier Jud. 32/914).

13. Partajul moștenitorilor nu poate aveà nici o influență asupra drepturilor creditorilor ipotecari din tim-

pul vieței defunctului și moștenitorii nu pot prin nimic, ca reprezentanți ai defunctului, să-i prejudicieze prin actele lor de împărțeala. (Trib. Botoșani 1915; Dreptul 1915, p. 491).

14. Ipoteca fiind un drept real și accesoriu dacă ea dispare din o cauză oarecare, nu atinge prin aceasta și nu desființează creanța principala, astfel că prin anularea ipotecei în virtutea art. 514. pr. civ. nu se anulează și împrumutul intervenit între părți care rămâne a fi considerat numai cu titlu de creanță chirografară. (Trib. Ilfov. s. not. 47 din 27 Mai 1918 Dreptul 4/919).

15. Ipoteca grevază imobilul și se întinde și asupra fructelor ce el produce atâta timp cât sunt prinse de rădăcini, fără ca această extenziune să împedice exploatarea solului, întrucât ea nu ridică proprietarului debitor libertatea de a se folosi de bunul ipotecat, și de a consumà sau înstrăinà recoltele. Debitorul are dreptul de a înstrainà însuși fondul, afectat la plata datoriei ipotecare, dar această înstrăinare lasă în întregime dreptul creditorului ipotecar, care urmărește fondul în mâinile noului proprietar. Instrăinarea fructelor, însă ridică dreptul creditorului asupra lor, căci lucrurile mobile nu pot fi ipotecate.

Acest principiu se aplica tuturor fructelor solului, oricare ar fi valoarea lor, și deci și padurilor vândute pentru tăere.

Ca atare vânzarea de padure făcută de proprietarul debitor, nu numai că este valabilă și opozabilă creditorului hipotecar, dar acesta nici nu poate pretinde să i se atribue prețul vânzării. (C. Apel. Buc. s. I. 193 din 7 Iulie 1923. Pand. Rom. 1924 II. 98).

16. A se vedeà: art. 1747, nota 1.

Art. 1747. — Dreptul de ipotecă nu se poate constituì decât în cazurile și cu formele prescrise de lege. (Com. 10, 16; Cvi. Fr. 2115; L. Belg. 42).

Text. fr. Art. 2115. — L'hypothèque n'a lieu que dans les cas et suivant les formes autorisées par la loi.

Doctrină străină.

Baudry et de Loynes, *Du nantissement*, etc., II, 962;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 592;
Pont, *Priv. et hyp.*, I, 322.

Doctrină românească.

Alexandresco, X, p. 551 urm., 588; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 93); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 456; *„Ipoteca judiciară"*. Dreptul 80/1910;
Nacu, III, p. 690, 691.

Jurisprudență.

1. Promisiunea de ipotecă constituind o obligație de a face, ea e valabilă prin simplul consimțimânt al părților, o asemenea obligație putând fi luată cu orice formă și chiar în mod verbal fără forme solemne cari se cer numai pentru ipoteca și debitorul poate fi constrâns să-și execute promisiunea sa în cazul când nu o îndeplinește de bună voe. (C. Apel Constanta 32 din 8 Oct. 919. Curier Jud. 65-66/920, Pand. Rom. 2 922. II, 49).

16 A se vedeà: art. 1738 nota 3; art. 1772 cu notele respective.

Art. 1748. — Ipoteca este sau legală sau convențională [1]). (Civ. 1749 urm., 1753 urm., 1760 urm., 1769 urm.; Civ. Fr. 2116; L. Belg. 43).

Text. fr. Art. 2116. — Elle est ou légale, ou judiciaire, ou conventionnelle.
Text. Belg. Art. 43. — Elle est légale, conventionnelle ou téstamentaire.

Doctrină străină.

Baudry et de Loynes, *Du nantissement*, etc., II, 962;
Colin et Capitant, ed. 2-a, II, p. 894;
Dalloz, *Rép.* Privil. et hyp., 746 urm., 844 urm.; *Suppl.* Privil. et hypoth., 448 urm.;

1) Art. francez corespunzător 2116, adaugă și „*ipoteca judiciară*".

DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 338;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 592;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2755.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 552 urm., 563; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 456;
NACU, II, p. 690, 691.

Art. 1749. — Ipoteca legală este aceea care ia naştere în virtutea unei dispoziţiuni speciale a legei.

Ipoteca convenţională este aceea care ia naştere din convenţiunea părţilor, cu formele prescrise de lege. (Civ. 902, 1738 urm., 1745, 1753 urm., 1769 urm.; Civ. Fr. 2117; L. Belg. 44).

Text. fr. Art. 2117. — L'hypothèque légale est celle qui résulte de la loi.

L'hypothèque judiciaire est celle qui résulte des jugements ou actes judiciaires.

L'hypothèque conventionnelle est celle qui dépend des conventions, et de la forme extérieure des actes et des contrats.

Text. Belg. Art. 44. — L'hypothèque légale est celle qui résulte de la loi.

L'hypothèque conventionnelle est celle qui dépend des conventions et de la forme extérieure des actes et des contrats.

L'hypothèque testamentaire est celle qui est établie par le testateur sur un ou plusieurs immeubles spécialement désignés dans le testament, pour garantie des legs par lui faits.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 200, 201, 251; III, ed. 5-a, p. 345, 421;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., I, 300; II, 963;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 934;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 845, 1096 urm., 1186; *Suppl.* Privil. et hypoth., 727 urm.;
GUILLOUARD, *Privilèges et hypoth.*, II, 876;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 592, 598, 602;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2755.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 552 urm., 563; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 456;
CANTACUZINO MATEI, p. 571, 574;
NACU, III, p. 690, 691;
SCRIBAN TRAIAN, *„Legatarii în legislaţia română n'au ipoteca legală"*. Curier Jud. 32/915;
SION FLORIN, *„Ipoteca legală distinctă a legatarilor"*. Curier Jud. 7/915;
STOENESCU D. DEM., *„Consimţământul creditorului într'un contract de ipotecă poate fi dat posterior şi tacit?"*. Curier Jud. 53/904.

Jurisprudenţă.

1. Legiuitorul nostru, admiţând ipotecile legale pe lângă cele convenţionale, nu a făcut altă diferenţă între aceste două feluri de ipoteci de cât numai în privinţa modului cum ele se constituesc: primele luând naştere în virtutea legii, secundele resultând numai din convenţia părţilor (Apel. Buc. II, 250, Nov. 27/79, *Dr.* 17/80).

2. Ipoteca propusă de o societate de asigurare şi acceptată de minister, conform art. 147 din Codul de comerciu, combinat cu art. 15 din regulamentul din 4 Aprilie 1900 modificator pentru punerea în aplicaţie a Codului comercial, nu intră în categoria ipotecelor legale scutite de taxele de înregistrare prin art. 44 din legea timbrului şi, ca atare, bine instanţa de fond a respins cererea de restituire a acestor taxe. (Cas. I, 408/901, B. p. 1437).

3. Ipoteca, ce o societate o oferă Statului nu poate intrà decât în categoria ipotecelor convenţionale, după cum rezultă din combinarea art. 147 Cod. com. cu art. 15 din regulamentul de punere în aplicare a acelui Cod, iar trimiterea, ce acest art. 15 face la ipotecile legale, nu poate să schimbe natura ipotecii, căci el nu are de scop decât să arate modul de procedare pentru efectuarea înscrierii acelei ipoteci. (Cas. I, 523/904, B. p. 1641).

4. A se vedeà: art. 1772 cu notele respective.

Art. 1750. — Se pot ipotecà:

1. Imobilele cari sunt în comerciu, cu accesoriile lor, ce după lege se privesc ca imobile;

2. Uzufructul asupra acestor imobile şi accesorii. (Civ. 462 urm., 471, 488—492, 963, 1310, 1770, 1777, 1778, 1824; L. agrară, 123; Civ. Fr. 2118; L. Belg. 45).

Text. fr. Art. 2118. — Sont seuls susceptibles d'hypothèques:

1°. Les biens immobiliers qui sont dans le commerce, et leurs accessoires.

2°. L'usufruit des mêmes biens et accessoires pendant le temps de sa durée.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 126, 127, 308, 407, 409, 410; III, ed. 5-a, p. 203, 204, 665-667, 669, 670, 672;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., I, 504; II, 915, 920, 928, 934, 944, 945 urm.; III, 1941, 1944-1946;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 80, 133;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 456, 806, 826, 846; II, p. 841, 885;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 589, 751 urm., 800; *Suppl.* Privil. et hypoth., 422 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 78, 78 bis, I-IV, VI, VIII;
GLASSON, II, p. 280 urm.;
GUILLOUARD, *Privilèges et hypoth.*, III, 1508, 1513, 1522-1524;
LAURENT, XXX, 200, 202, 208, 211, 213, 218, 219;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 587 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2718 urm., 2721 urm., 2735 urm.;
PONT, *Priv. et hypoth.*, I. 370, 384, 393-395, 407;
TROPLONG, *Privil. et hypoth.*, I, 108; II, 400-406, 553 bis.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 299, 362, 480, 554 urm., 576, 705, 740, 761; (III, part. I, ed. 2-a, p. 468, 477, 478, 551, 567; IV, part. I, ed. 2-a, p. 344; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 305 n. 4); *Observaţiune* sub. C. Apel Iaşi s. I, 17 Nov. 901. Dreptul 14/1902; *Notă* sub. Trib. Lannion (Cotes du Nord), 11 Mai 922. Curier Jud. 32/923; *Observaţie* sub. Judec. ocol. rural Calafat-Dolj, 367 din 12 Dec. 1919. Tribuna Juridică 26-27/1920;
CANTACUZINO MATEI, p. 568;
CRISTODORESCU C. şi ŞTEFĂNESCU-PRIBOI DEM., *Codul legislaţiei de expropriere*, p. 188 urm.;
NACU, III, p. 686 urm.

Jurisprudenţă.

1. Cumpărarea unei păduri pentru exploatare prin tăiere nu constitue pentru cumpărător un drept real asupra acelei păduri ci numai dreptul incorporal de a face să se taie şi să se ridice arborii tăiaţi, şi prin urmare asemenea cumpărător nu poate constitui o ipotecă valabilă asupra pădurei supusă tăierei, căci prin asemenea destinaţiune ea nu mai represintă de cât o valoare mobilă, care nu este susceptibilă de a fi ipotecată (art. 466, 1750 şi 1751). Insă dacă cumpărătorul unui asemenea drept de tăiere a unei păduri a constituit ipotecă asupra ei, şi creditorul o scoate în vânzare silită pentru achitarea creanţei sale, acel cumpărător nu poate să oprească vânzarea pentru motivul că ipoteca nu este valabilă, căci în lipsă de obligaţiune ipotecară el rămâne obligat personal, şi ţinut ast-fel de a îndeplinì îndatorirea sa cu toate bunurile sale, fie mobile, fie imobile, urmând numai ca şi alţi creditori să poată discută drepturile lor asupra preţului averei vândute, după mărimea şi gradul de preferinţă a creanţelor lor (art. 1718 şi 1719). (Cas. II, 177, Nov. 1/93, B. p. 547).

2. Drepturile reale neputând fi înfiinţate decât prin lege, iar nu prin convenţii particulare, de oarece organizaţia proprietăţei, numărul şi natura desmembrărilor ei, interesează ordinea publică, dela care părţile nu pot derogà şi legiuitorul nostru nevorbind nicăeri de dreptul de superficie, de aici rezultă că, în legea noastră, asemenea drept nu există cu caracterul de realitate şi susceptibil de a fi ipotecat. Aceasta rezultă mai cu seamă din art. 471, 479, 492, modificat dela codul francez, din art. 1750 Cod. civil, care reproducând în parte art. 45 din legea ipotecară belgiană dela 1851, declară susceptibile de ipotecă numai imobilele ce sunt în comerţ cu accesoriile lor, eliminând din acest text partea relativă la drepturile de superficie

şi emfiteosă, prevăzute anume în legea belgiană, ca o aplicare a legei Ţărilor de Jos din 1824, care permite ipotecarea acestor drepturi. (Apel Iaşi I, *Dr.* 14/902).

3. Art. 4 din decretul-lege 3681-918 relativ la exproprierea pentru cauză de utilitate naţională, lovind de indisponibilitate părţile de moşii declarate expropriate, aceste părţi de moşii şi-au pierdut calitatea de lucruri în comerţ şi ca atare cel expropriat nu mai poate dispune de ele prin transmisiune ori constituire de vre-un drept real potrivit dispoz. art. 1750 al I, cod. civ.

Această indisponibilitate nu priveşte numai pe stat, căruia nu-i pot fi opuse actele de dispoziţie făcute de proprietar asupra pamântului expropiat, dar ea interesează pe orice creditor, care, în caz de neplată, ar fi chemat să-şi îndestuleze creanţa din imobilul ipotecat.

Din acest punct de vedere cererea apelantului creditor-ipotecar în speţă, astfel cum a formulat-o de a se considera nulă ipoteca, ce i-a fost constituită la 5 Ianuarie 1920 de debitor asupra întregii moşii care a fost expropriată în parte, şi a se recunoaşte creanţei sale caracterul de creanţă chirografară, are a fi primită. Prin consecinţa, urmează a se scoate pe apelant din tabloul de distribuţie a rentei de expropriere, făcut conform art. 76 legea agrară. (Trib. Dolj III, sent. civ. 149 din 15 Mai 1923, Jur. Gen. 1923 No. 605).

4. A se vedeà: art. 786. Index „Ipotecă" şi notele respective.

Art. 1751. — Mobilele nu pot fi ipotecate. (Civ. 472 urm., 1909; Civ. Fr. 2119; L. Belg. 46).

Text fr. Art. 2119. — Les meubles n'ont pas de suite par hypothèque.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., II, 917, 950 urm.;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 387;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 755, 790, 817, 891;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 753 urm.; *Suppl.* Privil. et hypoth., 422;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 589 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2705 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 299, 362, 480, 554 urm., 576, 705, 740, 761; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 668);
NACU, II, p. 271; III, p. 686 urm.

Jurisprudenţă.

1. Privilegiul asupra mobilelor durează cât ele se află la locul unde se găseau, când privilegiul a luat naştere, şi creditorul ce are privilegiul asupra lor nu nu este ţinut să le revendice când debitorul le-a vândut sau cedat, dacă acele mobile se găsesc încă la locul unde se aflau. (Tribunalul Botoşani, Curier Judiciar 25/96).

2. Dreptul de farmacie nu este un bun imobiliar nici prin natura lui, nici prin destinaţie, nici prin obiectul la care se aplică şi ca atare un asemenea drept nu e susceptibil de a fi ipotecat. (C. Apel Galaţi 64 din 27 April 1922, Dreptul 37/1902).

3. A se vedeà: art. 1750, nota 1.

Art. 1752. — Nu se aduce nici o modificaţiune prin acest codice dispoziţiunilor legilor maritime în privinţa navelor şi bastimentelor de mare. (C. com. 490 urm., 678—694; Civ. Fr. 2120).

Text. fr. Art. 2120. — Il n'est rien innové par le présent Code aux dispositions des lois maritimes concernant les navires et bâtiments de mer.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., I, 694; II, 954 urm.;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 790.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 299, 362, 480, 554 urm., 576, 705, 740, 761;
NACU, III, p. 692.

Secțiunea I. — *Despre ipotecile legale.*

Art. 1753. — Drepturile și creanțele cari se asigură de lege prin o ipotecă sunt:

1. Ale femeilor măritate asupra bunurilor bărbatului[1]).
2. Ale minorilor și interzișilor asupra bunurilor tutorelui.
3. Ale Statului, ale comunelor și stabilimentelor publice asupra bunurilor perceptorilor și administratorilor centrali[2]). (Civ. 343 urm., 348, 390, 415 urm., 435, 454, 1242 urm., 1272 urm., 1281, 1725, 1754 urm., 1778; C. com. 799; L. Timbr. 42 § 1; Civ. Fr. 2121).

Text. fr. Art. 2121. — Les droits et créances auxquels l'hypothèque légale est attribuée, sont:

Ceux des femmes mariées, sur les biens de leur mari;

Ceux des mineurs et interdits, sur les biens de leur tuteur;

Ceux de l'État, des communes et des établissements publics, sur les biens des receveurs et administrateurs comptables.

Doctrină străină.

Aubry et Rau, I, p. 185, 304 urm., 307, 364; II, p. 42; III, p. 201, 206-210, 213-219, 225-231, 234 urm., 248-250; III, ed. 5-a, p. 346, 347, 354-360, 363-366, 368-373, 383-388 urm., 394 urm., 415-418; VII, p. 338;
Baudry et de Loynes, *Du nantissement*, etc., I, 666; II, 973-975, 978-981, 996, 1006-1012 urm. 1174-1179, 1181, 1182-1187, 1189-1192, 1209, 1212, 1213;
Beudant, II, 92, 93, 601, 688 urm.;
Colin et Capitant, ed. 2-a, I, p. 521; II, p. 828 nota 1, 892, 895 urm., 904, 907, 922, 945, 948, 961, 971, 1009; ed. 1-a, III, p. 894;
Dalloz, *Rép.* Privil. et hypoth., 845 urm.; *Suppl.* Privil. et hypoth., 448 urm., 471, 503;
Demante et Colmet de Santerre, IX, 81 bis, VIII; 82 bis, III-V; 83 bis, I, II; 105 bis, VIII, XVI;
Demolombe, I, 88; VI, 236, 420; VII, 124, 128, 135, 211; VIII, 29, 824, 825;
Guillouard, *Privilèges et hypothèques*, II, 692, 693, 707-713, 715-717, 719-721, 723, 725, 726, 729, 730, 752-754, 756, 774-776, 782-785, 787, 795, 797 urm., 801, 802, 804, 806, 863, 865-867;
Laurent, XXX, 264, 266, 269, 273, 275, 339, 346, 361-363, 370, 371, 373, 419;
Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, VIII, 890 urm., 1123;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 592 urm.;
Pont, *Priv. et hyp.*, I, 430, 432, 439, 491-493, 496, 497, 499-502, 524, 526;
Troplong, *Privilèges et hypothèques*, I, 130, 426; II, 218 bis, 408 bis, 410 urm., 418 ter. 421, 423, 425, 427, 433 ter, 443 ter, 513 ter; *Contr. de mariage*, III, 1646.

Alte hipoteci legale.

Aubry et Rau, III, p. 203, 206, 250; III, ed. 5-a, p. 350 urm., 353, 354, 419; VII, p. 493 urm.;
Baudry et de Loynes, *Du nantissement*, etc., II, 965-968, 1216, 1217;
Beudant, II, 606 urm.;
Demante et Colmet de Santerre, IV, 162 bis, III;
Demolombe, XXI, 673;
Guillouard, *Privilèges et hypothèques*, II, 690, 691, 868;
Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, VII, 276 urm., 625; VIII, 1039;
Planiol, II, ed. 3-a, No. 2810 urm., 2814 urm., 2831 urm., 2845 urm.;
Troplong, *Privilèges et hypothèques*, II, 432 ter; *Donations*, IV, 1828, 1829.

Doctrină românească.

Alexandresco, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 450, 657 urm., 664, 665 t. și n. 2, 666 nota, 667, 676; X, p. 368, 553, 566 urm., 570, 647; (II, ed. 2-a, p. 570, 668 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 49, 456;
Cantacuzino Matei, p. 363, 575, 578;
Nacu, I, p. 114 urm., 167; III, p. 693, 694.

1) A se vedeà, in legătură cu aceste articole, notele de sub textul articolelor 1256, 1281 și 1283 Codul Civil.

2) Din eroare se zice aici „*centrali*" în loc de „*comptabili*", cum este și în textul francez.

Jurisprudenţă.

1. Prin art. 1753 § 3 statul, comunele şi stabilimentele publice au ipotecă legală în bunurile perceptorilor şi administratorilor. Aceste ipoteci nu au rang de cât din ziua luarei inscripţiunei în registrul tribunalului. (Apel Buc. III. 122, Ian. 5 84, *Dr.* 64/84).

2. Codul civil român constituind, prin excepţiune la dreptul comun mai multe ipoteci legale în profitul minorilor, femeii măritată şi al statului a avut grijă de a determina în mod destul de clar cazurile în cari ele exista, şi prin urmare, afară de aceste cazuri nu pot exista de cât ipoteci convenţionale, ipoteci supuse dreptului comun, atât în ce priveşte constituirea lor cât şi inscripţiunea. Or, în nici un text de lege nu se vede trecută ca ipotecă legală aceea ce un portărel dă ca garanţie pentru funcţiunea ce ocupă. Şi caracterul esenţial al ipotecei legale e ca dânsa să existe prin singura voinţă a legii şi fără intenţiunea acordului de voinţă al părţilor contractante. E învederat dar că în ipotecile date de portărei, pe lângă voinţa lor, e necesară şi acceptaţiunea ministerului de justiţie, care e în drept să le accepte sau să le refuze ca suficiente sau insuficiente. Astfel fiind aceste ipoteci nu pot fi considerate de cât ca ipoteci convenţionale. Or, o ipotecă convenţională, după art. 1772 şi 1171, nu poate fi valabilă de cât atunci când ea e constatată prin un act autentic făcut înaintea tribunalului care, pe lângă celelalte solemnităţi, trebue să constate declaraţiunea şi liberul consimţământ al părţilor contractante. Deci este nulă ipoteca consimţită de un portărel ca garanţie a funcţiunei sale, dacă la constituirea ei nu s'a prezentat statul printr'un advocat public. (Trib. Ilfov, I, Apr. 28/84, *Dr.* 45/84).

3. Legiuitorul, prin art. 1753, determină anume cari ipoteci sunt legale, între cari nu intră ipoteca prin care constituentul dotei garantează fiicei sale plata dotei, aceasta fiind o ipotecă convenţională. (Cas. I, 222, Ian. 7/85, B., p. 494).

4. După art. 1753 şi 1754 din codul civil, femeia are o ipotecă legală specială asupra bunurilor ce sunt afectate prin contractul de căsătorie pentru asigurarea dotei alienabile şi că această ipotecă are a se înscrie de bărbat înaintea celebrărei căsătoriei, ea fiind apărată şi de taxa de înregistrare, conform art. 44, alin. ultim din legea timbrului.

Prin urmare, ipoteca afectată de soţ prin contractul de căsătorie, pentru garantarea dotei constituite viitoarei soţii, fiind o ipotecă legală, Tribunalul a violat sus citatele texte de lege când a hotărît că asemenea ipotecă este convenţională, supuind-o în acelaş timp şi la taxa de înregistrare. (Cas. III, 26 Mai 1910, B. p. 886).

5. Femeea poate cere înscrierea ipotecei sale legale asupra bunurilor bărbatului şi dupa desfacerea căsătoriei. (Cas. II, 48 din 20 Febr. 1912, B. p. 345, Curier Jud. 56/912).

6. Din combinarea art. 1753 şi 1757 din codul civil şi din întreaga economie a legii, rezultă că ipoteca legală a femeei tinde nu numai la asigurarea dotei sale alienabile, dar şi la asigurarea dotei sale nealienabile. (Cas. II 48 din 20 Febr. 1912, B. p. 345. Curier Jud. 56/912).

7. Femeia nu are ipotecă legală asupra imobilului soţului numai pentru dota sa alienabilă, ci şi pentru orice alte pretenţiuni cari ar isvorî din foaia sa dotală şi deci şi, pentru averea sa parafernală prevăzută într'o asemenea convenţiune. (Apel Buc. I, No. 200. 1913. Dreptul 1914, p. 50).

8. Ipoteca legală a Statului asupra bunurilor grefierilor, fiind cuprinsă în art. 1753 alin. III c. civ., urmează că, conform art. 46 alin. ultim din legea timbrului să fie scutită de taxe de înregistrare. (Trib. Bacău I, No. 131, 1915; Dreptul 1915, p. 478).

9. A se vedeà: art. 1754 cu notele respective.

§ 1. *Despre siguranţele femeilor măritate* [1]).

Art. 1754. — Femeea va aveà o ipotecă specială asupra bunurilor ce sunt afectate prin contractul de căsătorie pentru asigurarea dotei alienabile.

Ipoteca se va înscrie de bărbat înaintea celebrărei căsătoriei, şi nu va aveà efect decât dela data acelei inscripţiuni.

Inscripţiunea va puteà fi cerută şi de femee. (Civ. 1242 urm., 1281, 1753, 1755 urm.; C. com. 799; L. Timbr. 39 § 9, 42 § 1; L. Belg. 64).

1) A se vedeà, în legătură cu aceste articole, notele de sub textele Art. 1256, 1281 şi 1283 Cod. Civ.

Text. Belg. Art. 64. — La femme aura une hypothèque spéciale sur les biens qui sont affectés par le contrat de mariage, pour sûreté de sa dot et de ses conventions matrimoniales.

Elle pourra également stipuler, dans son contrat de mariage, une hypothèque spéciale pour garantie des reprises de toute nature, même conditionnelles ou éventuelles, qu'elle pourra avoir à exercer contre son mari.

Ces hypothèques seront inscrites par le mari avant la célébration du mariage, et auront leur effet à dater de l'inscription.

L'inscription pourra aussi être requise par la femme.

Doctrină străină.

ARNTZ, IV, 1764, 1769, 1773 bis, 1774, 1777, 1778, 1780, 1851;
AUBRY ET RAU, I, § 78, p. 516 urm., (ed. 5-a); III, § 264 ter, p. 348, 368, 369, nº 5, 370, 371 t. și n. 8, 379 t. și n. 25; (ed. 5-a); V, § 468, p. 127;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, etc., II, 973-976, 980-982, 986, 1000;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 81 bis, II; 105 bis, XVI;
DEMOLOMBE, III, 226;
GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, II, 692 urm., 752-754, 756, 772, 774, 790;
HUC, XIII, 177, 178 urm., 237 urm.;
LAURENT, I, 116; XXX, 153, 317, 333, 338, 339, 345, 346, 364, 365, 367, 378, 381 urm., 388, 394, 397, 406, 407, 410, 411; XXXI, 108, 328 urm.; XXXIII, 560; *Dr. int.*, V , 396, 398;
MARTON *Priv. et hyp.*, III, 855 bis, 884, p. 13; 889, 891, 894, p. 19; 895, 918, 923, 929, 930 urm., 938-940, 943, 943 bis, 950, 951, 1693;
PANDECTES FR., *Privilèges et hypothèques*, 4733, 15216, 15223 urm.;
PONT, *Priv. et hyp.*, I, 429, 433, p. 424 urm., 436, 437, 509; art. 2121, nº 427, p. 421;
RODIÈRE ET PONT, *Contr. de mar.*, I, 193;
SIREY, *Hypothèques*, 254;
TESSIER. *Tr. de la dot*, II, p. 285 urm.;
THIRY, IV, 474, 475, 481, 487, 488, p. 423, 424;
TROPLONG, *Priv. et hyp.*, II, 418 bis, 418 ter, 513 bis și ter;
WEISS, *Pr. de dr. int. priv.* p. 418, 518, 617; *Traité de dr. int. priv.*, II, p. 213; III, p. 339, 560.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 315, 442, 537 n. 5, 657 urm., 658 n. 1, 660 t. și n. 1, 661, 664 urm., 667, 670 urm., 673-675, 677, 681; X, p. 555, 567; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 352, 415); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 95, 96, 456; *Observație* sub. Cas. II, 27 din 18 Ian. 1906. Dreptul 44/1906;
CANTACUZINO MATEI, p. 575, 576;
CERBAN ALEXANDRU, *„Câteva considerațiuni critice asupra ipotecilor legale ale femeei măritate, ale minorilor și celui interzis"*. Dreptul 64/1899, 83/1899, 40 1900, 46/1900, 70/1900;
IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 286;
NACU, III, p. 694 urm.;
PALLADE T. GEORGE, *Notă* sub. C. Apel Iași s. I, 28 din 26 Iunie 913 și Trib. Falciu, 64 din 27 Aprilie 1913. Curier Jud. 15/921;
SCRIBAN ȘTEFAN, *Executarea ipotecilor legale*. Curier Jud. 83 1915;
TATARU G. V., *Prezidentul tribunalului*, p. 86.

Jurisprudență.

1. Legiuitorul nostru, admitând ipotecele legale pe lângă cele convenționale, nu a făcut altă diferență între aceste două feluri de ipoteci de cât numai în privința modului cum ele se constituesc: primele luând naștere în virtutea legii, secundele rezultând numai din convențiunea părților; întru cât privește însă celelalte reguli relative atât la specializarea acestor ipoteci cât și publicitatea lor, le-a supus la o regulă comună, legiuitorul voind ca orice ipoteci din ori ce cauză ar lua ele naștere să fie specializate și înscrise, două condițiuni esențiale pentru validitatea lor. Acest principiu reese nu numai din combinațiunea tuturor articolelor codului civil relative la această materie, dar și din aceasta că legiuitorul român, depărtând dispozițiunile codului francez, a adoptat cu totul sistemul legii belgiane, unde specializarea și publicitatea ipotecelor sunt prescrise întocmai ca în ipotecile convenționale. Or, după art. 1754 femeea are o ipotecă specială asupra bunurilor barbatului ce sunt afectate prin contractul de căsătorie pentru asigurarea dotei declarate alienabilă, ipotecă care urmează a se înscri de băr-

bat sau de femee înaintea celebrărei căsătoriei. Chiar când o asemenea stipulațiune nu există în contractul de căsătorie sau chiar când ar fi stipulațiuni contrarii, totuși legea civilă dă drept femeii ca cu autorizațiunea președintelui tribunalului domiciliului său, în timpul căsătoriei, să ceară o inscripțiune ipotecară asupra imobilelor bărbatului său, până la concurența dotei alienabile sau pentru ori ce pretențiuni ar puteà aveà, în virtutea foii sale dotale, drept care-l poate exercità în numele femeii constituentul său (art. 1756, 1757, 1759). Art. 1755 prevăzând că contractul de casatorie trebue să specializeze nu numai imobilele ipotecate dar și suma până la concurența căreia se va puteà luà inscripțiunea ipotecară și art. 1758 cerând ca inscripțiunile luate în virtutea art. 1756 și 1757 să specializeze sumele pentru care o inscripțiune ipotecară este luată, rămâne evident că în toate aceste cazuri ipoteca legală, sub pedeapsă de nulitate, urmează a fi specializată sau prin contractul de căsătorie sau prin ordonanța președintelui tribunalului care autoriză luarea unei inscripțiuni. (Apel Buc. II, 256, Nov. 27/79, *Dr.* 17 80).

2. Inscripțiunea unei ipoteci legale fiind supusă la aceleași formalități ca și aceea a unei ipoteci convenționale, nimeni nu se poate prezintà în numele unei persoane pentru a cere inscripțiunea unei ipoteci de cât atunci când mandatul în virtutea căruia se prezinta e învestit cu formele exterioare ale autenticității. (Apel Buc. II, 256, Nov. 27/79. *Dr.* 17/80).

3. Din textul tuturor articolelor ce reglementează materia ipotecelor legale reese că femeea măritată, pentru a puteà aveà o ipotecă legală asupra averei soțului, care prin inscripțiune sa poată fi opusă unei terții persoane, urmează a aveà un contract dotal facut cu formele prevăzute de lege. Argumentul din expresiunile generale întrebuințate de legiuitor în art. 1753, care ar acordà femeii măritate o ipotecă legală asupra bunurilor bărbatului pentru *toate* creanțele sale fără a distinge dacă acele creanțe au luat naștere înainte, de odată cu căsătoria, sau în timpul duratei ei, nu e cât de puțin fundat, căci legiuitorul în art. 1753 nu are drept scop de cât a arătà care sunt persoanele ce pot beneficià de o ipotecă legală și care sunt bunurile asupra cărora aceste ipoteci pot aveà loc, iar nici de cum a arătà că femeile măritate pentru ori ce creanța ar fi având contra soțului său au o ipotecă legală. Ceea ce face și mai evidentă această intențiune a legiuitorului nostru, sunt dispozițiunile categorice ale art. 1754—1757 cari, ocupându-se despre siguranțele femeilor măritate, arata nu numai formalitățile cum aceste inscripțiuni pot fi luate, dar și că creanțele pentru cari femeile măritate au o ipotecă legală, pentru cari pot cere o inscripțiune ipotecară, sunt cele rezultând din contractul lor dotal și *până la concurența dotei alienabile.* Această intențiune a legiuitorului reese asemenea și din art 1815 care prevede siguranța femeii măritate sub codul Caragea. Dacă s'ar admite că legiuitorul nostru a voit a asigurà femeia maritată cu o ipotecă legala pentru ori ce creanță, și daca art. 1753 ar cuprinde acest principiu general, atunci ar trebuì să presupunem că art. 1754 și urm., nu sunt de cât o inutilă repetițiune, și în ori ce caz o contradicțiune flagrantă a principiilor puse în art. 1753. Astfel fiind, e imposibil a se admite că soția, în lipsă de un act dotal regulat facut, pentru creanța sa parafernala, poate aveà o ipotecă legală. (Apel Buc. I, 40, Febr. 14/84, *Dr.* 33/84).

4. Art. 1753, departe de a face vre-o distingere, hotărăște în termeni generali că femeea măritată are pentru asigurarea drepturilor și creanțelor ei o ipotecă legală asupra bunurilor bărbatului său; de unde urmează că toate creanțele femeii, precum zestrea, clauza de întrebuințare, câștiguri nupțiale, bunuri parafernale, etc., sunt garantate prin ipotecă legală. Art. 1745—1757 nu au un înțeles limitativ, căci singura restricțiune care reese din aceste articole este ca numai pretențiunile ce ar puteà aveà femeia în virtutea foaiei sale dotale, adica în virtutea unei convențiuni matrimoniale, dau loc la o ipoteca legală (art. 1575). (Cas. I, 245 Iun. 22/85, B. p. 519).

5. Art. 1753 stabilește că femeile măritate au o ipotecă legală asupra bunurilor bărbatului pentru drepturile și creanțele lor; iar art. 1754 și 1757 enumără drepturile cele mai uzuale ce femeea are contra bărbatului său; această enumerațiune nu este limitativă căci prin ea legea are de scop de a determinà modul cum această ipotecă trebue a fi specializată, iar nu de a determinà cazurile în cari femeia are o ipotecă legală; principiul este stabilit prin art. 1753, iar enumerațiunea este o chestiune de interpretare, care nu intră în domeniul legiuitorului. (Trib. Ilfov, I, Mart. 29/89, *Dr.* 36/89).

6. Sub regimul separațiunei de bunuri, ca și sub regimul dotal, în ceea ce privește bunurile parafernale, femeia singură își administrează patrimoniul său și ca atare ea nu poate aveà nici o acțiune contra bărbatului său pentru aceste bunuri, prin urmare nu poate aveà nici vre o ipotecă legală. Și chiar dacă femeia ar lăsà administrațiunea acestor bunuri soțului

său, ea tot nu poate aveà o ipotecă legală asupra averei bărbatului, căci în acest caz bărbatul administrează această avere a soției nu în baza convențiunei matrimoniale, ci în baza unui mandat, așà că el nu poate fi responsabil de cât ca un mandatar (art. 1286); or, mandantul nu are ipotecă legală asupra averei mandatarului său. (Trib. Ilfov, I, Mart. 29/89, *Dr.* 36/89).

7. Sub legiuirea Caragea femeea măritată aveà o preferință ocultă asupra întregei averi a bărbatului, în virtutea căreia, când veneà în concurs cu alți creditori, erà îndreptățită de a-și luà cu preferință zestrea. Acest drept de preferință nu se puteà exercità, de cât atât cât averea erà în proprietatea soțului, îndată însă ce acesta înstreinà această avere, soția nu-și mai puteà exercità dreptul său de preferință în contra terțiilor achizitori, întru cât nu aveà nici un drept de urmărire. Legiuitorul cod. civil, găsind că sistemul acesta e prea slab, a prescris ca femeile măritate să ia o inscripțiune ipotecară asupra averei soțului, dându-le astfel posibilitate de a dobândì și dreptul de urmărire. (Apel Buc. III, C. Jud. 54/901).

8. Femeia poate, chiar după desfacerea căsătoriei, să înscrie ipoteca sa legală, pentru ca, cel puțin dela data acestei înscrieri, să-și asigure un rang față de ceilalți creditori posteriori ai bărbatului, iar acesta n'are calitate de a criticà regularitatea unei asemenea înscrieri, care nu este cerută în interesul lui. (Apel Buc. III, *Dr.* 39/905).

9. A se vedeà: art. 1281 cu notele respective; art. 1753 cu notele 4, 5, 6, 7; art. 1815 cu notele respective.

Art. 1755. — Prin contractul de căsătorie se vor specializà imobilele ipotecate, obiectele dotale garantate și suma până în concurența căreia se va puteà lua inscripțiunea ipotecară. (Civ. 1224 urm., 1281, 1756 urm.; L. Belg. 65).

Text. Belg. Art. 65. — Le contrat désignera les immeubles grevés de l'hypothèque, l'objet de la garantie et la somme a concurrence de laquelle l'inscription pourra être prise.

Doctrină străină.

Arntz, IV, 1764, 1769, 1773 bis, 1774, 1777, 1778, 1780, 1851;
Aubry et Rau, I, § 78, p. 516 urm. (ed. 5-a); III, § 264 ter, p. 348, 368, 369, n° 5, 370, 371 t. și n° 8, 379 t. și n° 25 (ed. 5-a); V, § 468, p. 127;
Baudry et de Loynes, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, II, 973-976, 980-982, 986, 1000;
Demante et Colmet de Santerre, IX, 81 bis, II; 105 bis, XVI;
Demolombe, III, 226;
Guillouard, *Priv. et hyp.*, II, 692 urm., 752-754, 756, 772, 774, 790;
Huc, XIII, 177, 178 urm., 237 urm.;
Laurent, I, 116; XXX, 153, 317, 333, 338, 339, 345, 346, 364, 365, 367, 378, 381 urm., 388, 394, 397, 406, 407, 410, 411; XXXI, 108, 328 urm.; XXXIII, 560; *Dr. int.*, VII, 375, 396, 398;
Marton *Priv. et hyp.*, III, 855 bis, 884, p. 13, 889, 891, 894, p. 19, 895, 918, 923, 929, 930 urm., 938-940, 943, 943 bis, 950, 951, 1693;
Pandectes Fr., *Privilèges et hypothèques*, 4733, 15216, 15223 urm.;
Pont, *Priv. et hyp.*, I, 429, 433, p. 424 urm., 436, 437, 509; art. 2121, n° 427, p. 421;
Rodière et Pont, *Contr. de mar.*, I, 193;
Sirey, *Hypothèques*, 254;
Tessier, *Tr. de la dot.*, II, p. 285 urm.;
Thiry, IV, 474, 475, 481, 487, 488, p. 423, 424;
Troplong, *Priv. et hyp.*, II, 418 bis, 418 ter, 513 bis, 513 ter;
Weiss, *Pr. de dr. int. priv.*, p. 418, 518, 617; *Traité de dr. int. priv.*, II, p. 213; III, p. 339, 560.

Doctrină românească.

Alexandresco, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 315, 442, 537 n. 5, 657 urm., 658 n. 1, 660 t. și n. 1, 661, 664 urm., 667, 670 urm., 673-675, 677, 681; X, p. 555, 567; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 352, 415); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 95, 456;
Cantacuzino Matei, p. 575;
Nacu, III, p. 694 urm.;
Tataru G. V., *Prezidentul tribunalului*, p. 86.

Jurisprudență.

1. A se vedeà: art. 1754, nota 1.

Art. 1756. — In lipsă de stipulaţiuni exprese[1]) de ipotecă în contractul de căsătorie sau când garanţiele determinate prin acest contract nu vor fi îndestulătoare, femeea va puteà în timpul căsătoriei, în virtutea autorizaţiunei date de către preşedintele tribunalului domiciliului său, şi până la concurenţa sumei dotei alienabile, să ceară inscripţiunea ipotecară asupra unuia sau mai multe imobile anume determinate ale bărbatului său. (Civ. 1224, 1281, 1755, 1757 urm.; C. com. 799; L. Belg. 66[2]).

Text. Belg. Art. 66. — A défaut de stipulation d'hypothèque, ou en cas d'insuffisance des garanties déterminées par le contrat, la femme pourra, pendant le mariage, en vertu de l'autorisation du président du tribunal de son domicile et à concurrence de la somme qui sera fixée par lui, requérir des inscriptions hypothécaires sur les immeubles de son mari, pour sûreté des droits énumerés au § 1-er de l'article 64.

Doctrină străină.

ARNTZ, IV, 1764, 1769, 1773 bis, 1774, 1778, 1780, 1851;
AUBRY ET RAU, I, § 78, p. 516 urm. ed. 5-a; III, § 264 ter, p. 348, 368, 369, nº 5, 370, 371 t. şi nº, 8, 379 t. şi nº 25, (ed. 5-a); V, § 468, p. 127;
BAUDRY ET LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.* II, 973-976, 980-982, 986, 1000;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 81 bis, II; 105 bis, XVI;
DEMOLOMBE, III, 226;
GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, II, 692 urm., 752-754, 756, 772, 774, 790;
HUC, XIII, 177, 178 urm., 237 urm.;
LAURENT, I, 116; XXX, 153, 317, 333, 338, 339, 345, 346, 364, 365, 367, 378, 381 urm., 388, 394, 397, 406, 407, 410, 411; XXXI, 108, 328 urm.; XXXIII, 560; *Dr. int.*, VII, 375, 396, 398;
MARTON, *Priv. et hyp.*, III, 855 bis, 884, p. 13, 889, 891, 894, p. 19, 895, 918, 923, 929 930 urm., 938-940, 943, 943 bis, 950, 951, 1693;
PANDECTES FR., *Privilèges et hypothèques*, 4733, 15216, 15223 urm.;
PONT, *Priv. et hyp.*, I, 429, 433, p. 424 urm., 436, 437, 509; art. 2121, nº 427, p. 425;
RODIÈRE ET PONT, *Contr. de mar.*, I, 193;
SIREY, *Hypothèques*, 254;
TESSIER, *Tr. de la dot.*, II, p. 285 urm.;
THIRY, IV, 474, 475, 481, 487, 488, p. 423, 424;
TROPLONG, *Priv. et hyp.*, II, 418 bis, 418 ter, 513 bis, 513 ter;
WEISS, *Pr. de dr. int. priv.*, p. 418, 518, 617; *Traité de dr. int. priv.*, II, p. 213; III p. 339, 560.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 315, 442, 537 n. 5, 657 urm., 658 n. 1, 661, 664 urm., 667, 668, 670, 673 t. şi n. 2, 674, 675; X, p. 555, 567; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 352, 415); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 95, 96, 456; *Observaţie* sub. Trib. Iaşi s. I, 7 Oct. 1906. Dreptul 68/1906;
CANTACUZINO MATEI, p. 575, 576;
CHIRCULESCU D. N., *„Despre efectul erorilor sau indicaţiilor necomplecte sau neexacte într'o inscripţie de ipotecă sau privilegiu şi despre autorizaţia cerută femeei zestraşe pentru luarea inscripţiei legale“*. Curier Jud. 43/1903;
NACU, III, p. 694 urm.;
PALLADE T. GEORGE, *Notă* sub. C. Apel Iaşi s. I, 28 din 26 Iunie 913 şi Trib. Fălciu, 64 din 27 Aprilie 1913. Curier Jud. 15/1921;
TATARU G. V., *Prezidentul Tribunalului*, p. 86.

Jurisprudenţă.

1. Femeia măritată are drept de a cere inscripţiune ipotecară asupra bunurilor imobile ale bărbatului său, pentru asigurarea zestrei sale. şi dacă dânsa nu va exercità acest drept, îl va puteà exercità în numele ei acela ce a constituit dota, şi în lipsa acestuia, chiar procurorul tribunalului de

1) Art. belgian corespunzător 66, nu cuprinde expresiunea: *„exprese“*, care nu se găseşte nici în textul francez.
2) A se compară art. 1756 român cu art. 66 din Legea belgiană dela 1851.

prima instanță al domiciliului femeii. Constituitorul dotei poate cere această inscripțiune fără autorizarea președintelui tribunalului domiciliului femeii, autorizațiune fără de care însă femeea nu poate cere o asemenea inscripțiune. O asemenea inscripțiune este opozabilă tuturor. (Apel Galați I. C. Jud. 41/95).

2. Inscripțiunea ipotecara în averea nemișcătoare a barbatului, pentru asigurarea dotei mobiliare a femeii sale, se poate luà și de cei ce au constituit dota, fără ca în acest caz să fie nevoe de autorizațiunea președintelui tribunalului, această autorizațiune fiind prescrisă de lege numai pentru femee, în interesul autorității maritale. (Cas. I, 218/95, B. p. 605).

3. Femeia sau constituitorii dotei, pentru asigurarea drepturilor rezultând din contractul dotal și până la concurența dotei alienabile, nu pot cere inscripțiune ipotecară, decât în timpul duratei căsatoriei. (Cas. I, 131 901, B. p. 426).

4. Femeia poate în timpul căsătoriei să ia o inscripție ipotecară asupra imobilelor bărbatului sau cu autorizarea președintelui Trib. și aceasta chiar în caz când ar existà o convenție contrară în contractul matrimonial, iar garanția femeii subsistă în tot timpul căsătoriei. Inscripția ipotecară a femeii garantează nu numai dota, dar chiar averea ei parafernală. (Trib. Iași I, *Dr.* 68 906).

5. Femeia n'are trebuință de autorizarea barbatului, sau de punerea lui în cauză, când cere o inscripțiune ipotecară pentru asigurarea dotei sale mobiliare, precum de asemenea bărbatul nu este ținut să pună în cauză pe femee când cere reducțiunea inscripțiunei ipotecare. (Cas. II, 18 Ianuarie 1906, B. p. 110).

6. A se vedeà: art. 1754, notele 1, 8; art. 1759, notele 4, 6, 7; art. 1786, nota 21.

Art. 1757. — Femeea va puteà încă, chiar în caz de convențiune contrarie, dară cu autorizațiunea președintelui tribunalului domiciliului său, să ceară în timpul căsătoriei inscripțiuni ipotecare asupra imobilelor bărbatului său, pentru orice pretențiuni ar puteà aveà în contra lui în virtutea foaiei sale dotale. (Civ. 1281, 1756, 1758; C. com. 799; L. Belg. 67[1]).

Text. Belg. Art. 67. — La femme pourra toujours nonobstant convention contraire, mais en vertu de l'autorisation du président du tribunal de son domicile, requérir, pendant le mariage, des inscriptions sur les immeubles de son époux pour toutes causes de recours qu'elle peut avoir contre lui, telles que celles qui résultent d'obligations par elle souscrites, d'aliénations de ses propres, de donations ou de successions auxquelles elle aurait été appelée.

Doctrină străină.

ARNTZ, IV, 1764, 1769, 1773 bis, 1774, 1778, 1780, 1851;
AUBRY ET RAU, I, § 78, p. 516 urm., ed. 5-a; III, § 264 ter, p. 348, 368, 369, n° 5, 370, 371, t. și n° 8, 379 t. și n° 25, ed. 5-a; V, § 468, p. 127;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, II, 973-976, 980-982, 986, 1000;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 81 bis, II; 105 bis, XVI;
DEMOLOMBE, III, 226;
GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, II, 692 urm., 752-754, 756, 772, 774, 790;
HUC, XIII, 177, 178 urm., 237 urm.:
LAURENT, I, 116; XXX, 153, 317, 333, 338, 339, 345, 346, 364, 365, 367, 378, 381 urm., 388. 394, 397, 406, 407, 410, 411; XXXI, 108, 328 urm.; XXXIII, 560; *Dr. int.*, VII, 375, 396, 398;
MARTON, *Priv. et hyp.*, III, 855 bis, 884, p. 13, 889, 891, 894, p. 19, 895, 918, 923, 929, 930 urm., 938-940, 943, 943 bis, 950, 951, 1693;
PANDECTES FR., *Privilèges et hypothèques*, 4733, 15216, 15223 urm.;
PONT, *Priv. et hyp.*, I. 429, 433, p. 424 urm., 436, 437, 509; art. 2121, n° 427, p. 421;
RODIÈRE ET PONT, *Contr. de mar.*, I, 193;
SIREY, *Hypothèques*, 254;
TESSIER, *Tr. de la dot.*, II, p. 285 urm.;
THIRY, IV, 474, 475, 481, 487, 488, p. 423, 424;
TROPLONG, *Priv. et hyp.*, II, 418 bis, 418 ter, 513 bis, 513 ter;
WEISS, *Pr. de dr. int. priv.*, p. 418, 518, 617; *Traité de dr. int. priv.*, II, p. 213; III, p. 339, 560.

1) A se compară art. 1757 român cu art. 67 din legea belgiană din 1851.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 664, 665, 666 urm., 666 nota, 667, 668, 670, 673-676, 681; X, p. 625; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 352, 415); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 95, 456; *„Două chestiuni controversate asupra ipotecei legale a femeei măritate"*. Dreptul 14/1904; *Observaţie* sub. Cas. II, 27 din 18 Ian. 1906. Dreptul 44/1906; *Observaţie* sub. Trib. Iaşi s. I, 7 Oct. 1906. Dreptul 68/1906;
CANTACUZINO MATEI, p. 575, 576, 715;
IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 286;
NACU, III, p. 695 urm.;
TATARU G. V., *Prezidentul tribunalului*, p. 86;
VULTURESCU GR., *„Femeea măritată poate cedà rangul inscripţiei ipotecei sale"*. Dreptul 5/1904.

Jurisprudenţă.

1. Femeia nu are ipotecă legală asupra averei imobile a soţului numai pentru dota sa alienabilă, ci şi pentru orice alte pretenţiuni cari ar isvorî din foaia sa dotală şi deci şi pentru averea sa parafernală prevăzută într'o asemenea convenţiune. (Apel Buc. I, No. 200, 1913. Dreptul 1914, p. 50).

2. A se vedeà: art. 1753, notele 5, 6; art. 1754, notele 3, 4, 5; art. 1756, notele 4, 5.

Art. 1758. — Inscripţiunile luate în virtutea articolelor 1756, 1757 vor arătà special fiecare imobil, şi vor determinà sumele pentru care sunt cerute acele inscripţiuni. (Civ. 1281, 1759 urm., 1780; L. Belg. 68).

Text. Belg. Art. 68. — Les inscriptions prises en vertu des articles 66 et 67 désigneront spécialement chaque immeuble et exprimeront les sommes pour lesquelles ces inscriptions sont requises.

Doctrină străină.

ARNTZ, IV, 1764, 1769, 1773 bis, 1774, 1778, 1780, 1851;
AUBRY ET RAU, I, § 78, p. 516 urm., ed. 5-a; III, § 264 ter, p. 348, 368, 369, n° 5, 370, 371, t. şi n° 8, 379, t. şi n° 25, ed. 5-a; V, § 468, p. 127;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, II, 973-976, 980-982, 986, 1000;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 81 bis, II; 105 bis, XVI;
DEMOLOMBE, III, 226;
GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, II, 692 urm., 752-754, 756, 772, 774, 790;
HUC, XIII, 177, 178 urm., 237 urm.;
LAURENT, I, 116; XXX, 153, 317, 333, 338, 339, 345, 346, 364, 365, 367, 378, 381 urm., 388, 394, 397, 406, 407, 410, 411; XXXI, 108, 328 urm.; XXXIII, 560; *Dr. int.*, VII, 375, 396, 398;
MARTON, *Priv. et hyp.*, III, 855 bis, 884, p. 13, 889, 891, 894, p. 19, 895, 918, 923, 929, 930 urm., 938-940, 943, 943 bis, 950, 951, 1693;
PANDECTES FR., *Privilèges et hypothèques*, 4733, 15216, 15223 urm.;
PONT, *Priv. et hyp.*, I, 429, 433, p. 424 urm., 436, 437, 509; art. 2121, n° 427, p. 421;
RODIÈRE ET PONT, *Contr. de mar.*, I, 193;
SIREY, *Hypothèques*, 254;
TESSIER, *Tr. de la dot.*, II, p. 285 urm.;
THIRY, IV, 474, 475, 481, 487, 488, p. 423, 424;
TROPLONG, *Priv. et hyp.*, II, 418 bis, 418 ter, 513 bis, 513 ter;
WEISS, *Pr. de dr. int. priv.*, p. 418, 518, 617; *Traité de dr. int. priv.*, II, p. 213; III, p. 339, 560.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 670, 673; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 352, 415); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 95, 456;
CANTACUZINO MATEI, p. 575;
NACU. III, p. 695 urm.

Jurisprudenţă.

1. Legiuitorul nostru, admiţând ipotecile legale pe lângă cele convenţionale, nu a făcut altă diferenţă între aceste două feluri de ipoteci de cât numai în privinţa modului cum ele se constituesc: primele luând naştere în virtutea legii, secundele rezultând numai din convenţiunea părţilor; întru

cât privește însă celelalte regule relative atât la specializarea acestor ipoteci cât și la publicitatea lor, le-a supus la o regulă comună, legiuitorul voind ca ori ce ipoteci din ori ce cauză ar luà ele naștere să fie specializate și înscrise, două condițiuni esențiale pentru validitatea lor. Acest principiu reese nu numai din combinațiunea tuturor articolelor din codul civil, relative la această materie, dar și din aceasta că legiuitorul român, depărtând dispozițiunile codului francez, a adoptat cu totul sistemul legii belgiane, unde specializarea și publicitatea ipotecelor sunt prescrise întocmai ca în ipotecile convenționale. Și dupa art. 1754 femeia are o ipotecă speciala asupra bunurilor bărbatului ce sunt afectate prin actul de căsatorie pentru asigurarea dotei declarate alienabilă, ipotecă care urmează a se înscrie de barbat sau de femee înaintea celebrărei căsătoriei. Și chiar când o asemenea stipulațiune nu există în contractul de căsatorie sau chiar când ar fi stipulațiuni contrarii, totuși legea civilă dă drept femeii ca cu autorizațiunea președintelui tribunalului domiciliului sau, în timpul căsatoriei să ceară o inscripțiune ipotecara asupra imobilelor bărbatului său pâna la concurența dotei alienabile sau pentru ori ce pretențiuni ar puteà aveà în virtutea foaiei sale dotale, drept care îl poate exercità în numele femeii constituentul dotei sau însuși procurorul tribunalului domiciliului său (art. 1756, 1757, 1759). Iar art. 1755 prevăzând că contractul de căsătorie trebue sa specializeze nu numai imobilele ipotecate dar și suma până la concurența căreia se va puteà luà inscripțiunea ipotecară, și art. 1758 cerând ca inscripțiunile luate în virtutea art. 1756 și 1757, să specializeze sumele pentru cari o inscripțiune ipotecară este luată, rămâne evident, că în toate aceste cazuri ipoteca legală, sub pedeapsă de nulitate, urmează a fi specializată sau prin contractul de căsătorie sau prin ordonanța președintelui tribunalului care autoriză luarea unei inscripțiuni. (Apel Buc. II, 256, Nov. 27 79, *Dr.* 17 80).

2. Dreptul soțului de a cere pentru soție în timpul căsătoriei inscripțiune ipotecară în averea sa, neputând fi cu temeiu tăgăduit, specializarea sumei dotei alienabile, în favoarea căreia contractul de casătorie a stipulat luarea unei inscripțiuni în un anume imobil al soțului, acea specializare odată admisă de soț, care singur, după art. 1761, e în drept de a o contestă în privința quantumului, și în consecința acestei specializări, facută sau admisă de soț, inscripțiunea odată luată dupa cerința legii prin înserarea în registrele respective a unei sume determinate, creditorii ipotecari înscriși în urmă nu pot cere, sub cuvânt ca suma n'a fost specificata, anularea inscripțiunei anterioare: 1) pentru ca în fapt, suma creanței dotale inscrisa se afla specificata în registre la data când ei și-au înscris ipoteca; 2) pentru ca nici un text de lege nu cere, sub pedeapsă de nulitate a unei inscripțiuni specificată în registre atât în privința imobilului cât și în privința sumei, că acea specificare, întru cât privește suma, să fi fost prealabil încuviințată și ordonată de președintele tribunalului domiciliului soției, și aceasta chiar în cazul când cel în drept de a contestă inscripțiunea în privința quantumului sumei înscrise, soțul, este acela care cere inscripția. Prin urmare, în asemenea caz, creditorii posterior înscriși, neputând invocà nici o anume nulitate, în conformitatea art. 785 al. 3 pr. civ., ei nu pot aveà alt drept de cât acela de a face, pe cale principală, de va fi cazul, să se declare fie simulată în total sau în parte suma pentru care s'a luat inscripția. (Cas. I, 96, Mart. 8/80, B. p. 110).

3. Legiuitorul, prin specializarea bunurilor barbatului asupra cărora trebue a se luà inscripțiunea ipotecară, a înțeles a nu se grevà toate bunurile bărbatului de cât numai acelea până la concurența averei dotale. (Trib. Gorj, Nov. 13 87, *Dr.* 86 87).

Art. 1759. — In toate cazurile determinate mai sus în cari femeea măritată are drept de a cere inscripțiunea de ipotecă asupra bunurilor imobile ale bărbatului, dacă ea nu va exercità acest drept, îl va puteà exercità în numele ei acel ce a constituit dota, și în lipsa acestuia, chiar procurorul[1]) tribunalului de prima instanță a domiciliului femeei. (Civ. 1281, 1754 urm.; Pr. civ. 80 și urm.; Leg. 29 Oct. 77; L. Belg. 69, 70[2]).

1) Este discutabilă chestiunea dacă exercițiul acestui drept îl mai are Procurorul, în urma legei din 20 Octomvrie 1877 asupra atribuțiunilor Ministerului public. A se vedeà și dispozițiunile art. 80 și urm. din noua procedură civilă.
2) A se compară art. 1759 român cu art. 69 și 70 din Legea belgiană din 1851.

Text. Belg. Art. 69. — Dans les cas prévus par les articles précédents, et en se conformant aux règles qui y sont prescrites, les parents et alliés des époux jusqu'au troisième degré inclusivement pourront requérir les inscriptions ou nom de la femme.

Text. Belg. Art. 70. — Le juge de paix du canton du domicile marital et le procureur du Roi près le tribunal de première instance pourront d'office requérir ces inscriptions au nom de la femme.

Le mari pourra toujours les prendre de son chef.

Doctrină străină.

ARNTZ. IV, 1764, 1769, 1773 bis, 1774, 1778, 1780, 1851;
AUBRY ET RAU, I, § 78, p. 516 urm., ed. 5-a; III, § 264 ter, p. 348, 368, 369, n° 5, 370, 371 t. și n° 8, 379, t. și n° 25, ed. 5-a; V, § 468, p. 127;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, II, 973-976, 980-982, 986, 1000;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 81 bis, II; 105 bis, XVI;
DEMOLOMBE, III, 226;
GUILLOUARD. *Priv. et hyp.*, II, 692 urm., 752-754, 756, 772, 774, 790;
HUC, XIII, 177, 178 urm., 237 urm.;
LAURENT, I, 116; XXX, 153, 317, 333, 338, 339, 345, 346, 364, 365, 367, 378, 381 urm., 388, 394, 397, 406, 407, 410, 411; XXXI, 108, 328 urm.; XXXII, 560; *Dr. int.*, VII, 375, 396, 398;
MARTON, *Priv. et hyp.*, III, 855 bis, 884, p. 13, 889, 891, 894, p. 19, 895, 918, 923, 929, 930 urm., 938-940, 943, 943 bis, 950, 951, 1693;
PANDECTES FR., *Privilèges et hypothèques*, 4733, 15216, 15223 urm.;
PONT, *Priv. et hyp.*, I, 429, 433, p. 424 urm., 436, 437, 509; art. 2121, n° 427, p. 421;
RODIÈRE ET PONT, *Contr. de mar.*, I, 193;
SIREY, *Hypothèques*, 254;
TESSIER. *Tr. de la dot.*, II, p. 285 urm.;
THIRY, IV, 474, 475, 481, 487, 488, p. 423, 424;
TROPLONG, *Priv. et hyp.*, II, 418 bis, 418 ter, 513 bis, 513 ter;
WEISS, *Pr. de dr. int. priv.*, p. 418, 518, 617; *Traité de dr. int. priv.*, II, p. 213; III, p. 339, 560.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 675, 677, 678; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 96, 456; *Observație* sub. Cas. II, 27 din 18 Ian. 1906, Dreptul 44/1906;
NACU, III, p. 695 urm.;
TATARU G. V., *Prezidentul tribunalului*, p. 86.

Jurisprudență.

1. Soțul, mandatar legal al femeii, nu e poprit de lege de a cere în această calitate, în timpul căsătoriei, luarea de inscripțiuni ipotecare în averea sa, pentru siguranța dotei alienabile a soției sale, și pentru care contractul de căsătorie stipulează acea inscripție și specializeaza și imobilul asupra căruia urmează a se luà inscripția. Dacă art. 1759 nu enumără și pe soț între perscanele în drept și datoare de a face asemenea cerere, cuvântul e că legea, privindu-l ca având interes de a se opune la luarea inscripțiunei în averea sa (art. 1761), nu a voit să-i transforme acest drept în o obligațiune de îndeplinit din parte-i. Asemenea dacă, prin art. 1754, s'a impus această obligațiune viitorului soț, înainte de celebrarea căsătoriei, cauza a fost că înaintea nunței, viitorul soț neavând nici drepturi nici datorii isvorând dintr'un contract ce încă nu s'a încheiat, el nu puteà fi îndatorat la luarea unei inscripțiuni în propria sa avere, fără anume text de lege, care să-i impună aceasta. Astfel fiind, din îndatorirea impusă anume de lege viitorului soț pentru timpul ce precede celebrarea căsătoriei, nu se poate induce prin argumentație altă consecință de cât că în timpul căsătoriei, luarea din parte-i a unei inscripțiuni în favoarea femeii nu i se impune ca o obligațiune, iar nu că legea a voit să-i denege un drept decurgând din chiar caracterul său de mandatar legal al femeii și în interesul ei exclusiv. (Cas. I, 96/Mart. 8/80, B. p. 109).

2. Legiuitorul nostru prin art. 1759, neadmițând, ca cel Belgian (art. 69 și 70), ca bărbatul în timpul căsătoriei să ceară inscripțiunea unei ipoteci legale asupra averei sale, pentru asigurarea dotei soției sale, rezultă că o asemenea inscripțiune este inoperantă și nu poate produce efectele sale către cel de al treilea, de oare ce ea a fost efectuată după cererea unei persoane incapabilă de a exercità dreptul femeiei. Chiar dacă s'ar pretinde că un asemenea drept existând numai în fa-

voarea sotului, acesta poate renunţà la dânsul şi că într'un interes de siguranţa dotei poate singur a-şi micşorà creditul prin luarea unei inscripţiuni asupra averei sale. totuşi un asemenea argument e nadmisibil, pentru că legiuitorul nostru a limitat dreptul bărbatului de a cere o inscripţiune asupra averei sale, numai la cazul când acea inscripţiune e luată înainte de celebrarea căsătoriei; şi pentru că legiuitorul nu a voit ca drepturile celor de al treilea să fie supuse bunei sau relei credinţe a unui soţ, care în definitiv, prin luarea unei inscripţiuni şi a quantumului ei, să poată frustrà drepturile creditorilor săi. (Apel Buc. II, 256, Nov. 27/79, *Dr*. 17/80).

3. Chiar dacă am admite că soţul e în drept ca în timpul căsătoriei să poată cere în numele femeii, inscripţiunea unei ipoteci legale, totuşi trebue ca luarea unei asemenea inscripţiuni, să fie înconjurată de toate formalităţile cerute de lege, pentru a-şi asigurà specializarea şi publicitatea. Deci, soţul exercitând drepturile femeii, urmează a cere autorizaţiunea preşedintelui tribunalului domiciliului soţiei sale. (Apel Buc. II, 256, Nov. 27/79, *Dr*. 17/80).

4. Dacă art. 1759 dă dreptul constituentului unei dote, de a cere în timpul căsătoriei, inscripţiunea unei ipotece legale, în numele femeii, acest drept trebue să fie exercitat în modul şi condiţiunile ce legea civilă impune femeii măritate. Constituentul dotei urmează dar ca mai întâi să ceară autorizaţiunea preşedintelui tribunalului domiciliului femeii, pentru ca acesta să specializeze suma până la concurenţa căreia se ia inscripţiunea, când în actul dotal nu se specializează suma. Autorizaţiunea ce se cere de către femee, preşedintelui tribunalului, nu e din acelea ce se dă în general de justiţie femeii măritate în caz de refuz al bărbatului pentru a se puteà pretinde că ea nu trebue a fi cerută şi de constituentul unei dote, căci numai acest preşedinte e în drept a vedeà dacă în adevăr există un contract de căsătorie în prevederile legei, dacă creanţa femeii pentru care se cere inscripţiune a luat naştere. dacă contractul de căsătorie specializează suma dotei declarată alienabilă pentru ca dânsul în caz contrariu, prin ordonanţa sa, să specializeze conform art. 1758, până la concurenţa cărei sume inscripţiunea poate fi luată, legea dându-i dreptul de a refuzà chiar autorizaţiunea de luarea unei inscripţiuni atunci când el găseşte că ea nu trebue acordată. (Apel Buc. II, 256, Nov. 27 79, *Dr*. 17 80).

5. Art. 1759 dacă dă drept constituitorului dotei de a cere inscripţiune ipotecară asupra averei soţului în timpul căsătoriei, motivul e temerea ce a avut legiuitorul ca bărbatul să nu influenţeze pe femee prin autoritatea sa, rămâind ca dota neasigurată, motiv care nu mai are loc după desfacerea căsătoriei prin moartea soţului. Deci, e nulă inscripţiunea luată de constituitorul dotei după moartea soţului, dacă n'a avut un mandat autentic de la soţie. (Apel Buc. I. 494, Iun. 4/93, *Dr*. 52/93).

6. Din termenii întrebuinţaţi de legiuitor, prin art. 1756, 1757 şi 1759, rezultă că feme'a sau constituitorii dotei nu pot exercità acest drept de a cere inscripţiune ipotecara de cât în perioada duratei căsătoriei, de unde urmează că dacă căsatoria s'a desfăcut fie prin divorţ, fie prin moarte, drepturile acestora nu mai pot fi garantate prin inscripţiunea unei ipoteci legale. (Trib. Prahova, I, 295, Oct. 8 92, *Dr*. 52/93).

7. Art 1759. dând facultate constituitorului dotei de a lua inscripţiune ipotecară asupra imobilului soţului, nu prescrie că această iscripţiunei o va puteà luà numai în virtutea unei autorizaţiuni date de tribunalul domiciliului femeii, precum o prescrie când aceeaşi inscripţiune s'ar luà fie de soţia însăşi, fie de procurorul tribunalului acelui domiciliu. In lipsa unei asemenea dispoziţiuni, nu se poate recurge de cât la regula comună, şi nulităţile fiind de drept strict, ele nu pot fi create prin deducţiuni. (Apel Buc. III, 31, Febr. 25 93. *Dr*. 24 93).

8. Potrivit art. 1759 din codul civil, numai aceluia ce a constituit dota îi este dat dreptul de a cere luarea unei inscripţiuni ipotecare legale pentru garantarea dotei. (Apel Buc. IV, *Dr*. 61 910, p. 490).

9. A se vedeà: art. 1754, nota 1; art. 1756, notele 1, 2, 3.

Art. 1760. — Femeea nu va puteà renunţà nici într'un caz în favoarea bărbatului său la inscripţiunile luate în virtutea articolelor precedente. (Civ. 1253, 1281, 1754—1759; L. Belg. 71).

Text. Belg. Art. 71. — La femme ne pourra renoncer, directement au profit de son mari, aux inscriptions prises en vertu des dispositions précédentes.

Doctrină străină.

ARNTZ, IV, 1764, 1769, 1773 bis, 1774, 1778, 1780, 1851;
AUBRY ET RAU, I, § 78, p. 516 urm., ed. 5-a; III, § 264 ter, p. 348, 368, 369, n° 5, 370, 371 t. şi n° 8, 379 t. şi n° 25, ed. 5-a; V, § 468, p. 127;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, II, 973-976, 980-982, 986, 1000;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 81 bis, II; 105 bis, XVI;
DEMOLOMBE, III, 226;
GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, II, 692 urm., 752-754, 756, 772, 774, 790;
HUC, XIII, 177, 178 urm., 237 urm.;
LAURENT, I, 116; XXX, 153, 317, 333, 338, 339, 345, 346, 364, 365, 367, 378, 381 urm., 388, 394, 397, 406, 407, 410, 411; XXXI, 108, 328 urm.; XXXIII, 560; *Dr. int.*, VII, 375, 396, 398;
MARTON, *Priv. et hyp.*, III, 855 bis, 884, p. 13, 889, 891, 894, p. 19, 895, 918, 923 929, 930 urm., 938-940, 943, 943 bis, 950, 951, 1693;
PANDECTES FR., *Privilèges et hypothèques*, 4733, 15216, 15223;
PONT, *Priv. et hyp.*, I, 429, 433, p. 424 urm., 436, 437, 509; art. 2121, n 427, p. 421;
RODIÈRE ET PONT, *Contr. de mar.*, I, 193;
SIREY, *Hypothèques*, 254;
TESSIER, *Tr. de la dot*, II, p. 285 urm.;
THIRY, IV, 474, 475, 481, 487, 488, p. 423, 424;
TROPLONG, *Priv. et hyp.*, II, 418 bis, 418 ter, 513 bis, 513 ter;
WEISS, *Pr. de dr. int. priv.*, p. 418, 518, 617; *Traité de dr. int. priv.*, II, p. 213; III p. 339, 560.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 30 n. 2, 79, 359, 508 t. şi n. 2, 657 urm., 660 n. 1, 681, 682; X, p. 535, 646, 656; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 96, 456 *Observaţie* sub. C. Apel Craiova, 47 din 18 Martie 1911. Dreptul 62/1911; *Observaţie* sub. Trib. Iaşi s. I, 7 Oct. 906. Dreptul 68 1906;
CANTACUZINO MATEI, p. 576, 715;
IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 41, 42;
NACU, III, p. 695 urm.

Jurisprudenţă.

1. Când ipoteca soţiei este convenţională, nu se poate aplicà în acest caz dispoziţiunile art. 1730, care priveşte special numai ipoteca legală a femeii. Deci renunţarea la rang din partea soţiei este valabilă în atare caz. (Apel Iaşi, II, Ianuarie, 15 94, *Dr.* 32/94).

2. Femeia nu poate renunţà la inscripţiunea ipotecară luată pentru garantarea zestrei sale mobiliare în favoarea soţului său, şi se explică această dispoziţiune a legiuitorului pentru a protejà pe femeie în contra autorităţii soţului şi a face astfel ca ipoteca legală să nu devie iluzorie, însă poate renunţa la inscripţiunea luată în favoarea unui terţiu. (Apel Iaşi II, C. Jud. 85/901).

3. Femeia măritată nu poate renunţà, sub pedeapsa de nulitate, la ipoteca legala, pe care legea a stabilit-o ca o măsură de protecţie, nici la inscripţia ipotecară, care nu este decât o masură de publicitate destinată a asigurà eficacitatea ipotecei legale şi nu poate renunţà fie în favoarea barbatului, direct sau indirect, fie în favoarea terţiilor. De asemenea nu poate renunţà nici la rangul inscripţiei ipotecii sale legale. Orice stipulaţie de asemenea natura, fie ea prevăzută chiar în actul dotal, este nulă şi fară efect. (Cas. I, 339 904. B. p. 959).

4. A se vedeà: art. 1281 cu notele respective.

Art. 1761. — Bărbatul va puteà contestà valoarea dotei alienabile, pentru care s'a luat inscripţiune de femee după săvârşirea căsătoriei. In cazul acesta tribunalul va decide într'un mod sumar asupra contestaţiunei, numind experţi pentru estimaţiunea dotei alienabile, şi ascultând raportul lor, precum şi concluziunile procurorului[1]). (Civ. 1281, 1756 urm.; L. Belg. 72).

Text. Belg. Art. 72. — Dans le cas des articles 66, 67, 69 et 70, le mari pourra demander que l'hypothèque inscrite pour raison des reprises de la femme

1) Conform legei din 20 Octomvrie 1877 asupra atribuţiunilor Ministerului public, aceste concluziuni astăzi nu mai sunt necesare. A se compară art. 1761 român cu art. 72 din Legea belgiană dela 1851.

soit réduite aux sommes que la femme peut avoir à réclamer, et restreinte aux immeubles suffisants pour les garantir.

Le tribunal statuera comme en matière sommaire, le procureur du Roi entendu et contradictoirement avec lui après avoir pris l'avis des trois plus proches parents de la femme, et à défaut de parents dans la distance de deux myriamètres, l'avis de trois personnes connues pour avoir avec la femme ou sa famille des rélations d'amitié.

Doctrină străină.

ARNTZ, IV, 1764, 1769, 1773 bis, 1774, 1778, 1780, 1851;
AUBRY ET RAU, I, § 78, p. 516 urm., ed. 5-a; III, § 264 ter, p. 348, 368, 369, n° 5, 370, 371 t. și n° 8, 379 t. și n° 25, ed. 5-a; V, § 468, p. 127;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, II, 973-976, 980-982, 986, 1000;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 81 bis, II; 105 bis, XVI;
DEMOLOMBE, III, 226;
GUILLOUARD. *Priv. et hyp.*, II, 692 urm., 752-754, 756, 772, 774, 790;
HUC, XIII, 177, 178 urm., 237 urm.;
LAURENT, I, 116; XXX, 153, 317, 333, 338, 339, 345, 346, 364, 365, 367, 378, 381 urm., 388, 394, 397, 406, 407, 410, 411; XXXI, 108, 328 urm.; XXXIII, 560; *Dr. int.*, VII, 375, 396, 398;
MARTON, *Priv. et hyp.*, III, 855 bis, 884, p. 13, 889, 891, 894, p. 19, 895, 918, 923, 929, 930 urm., 938-940, 943, 943 bis, 950, 951, 1693;
PANDECTES FR., *Privilèges et hypothèques*, 4733, 15216, 15223 urm.;
PONT, *Priv. et hyp.*, I, 429, 433, p. 424 urm., 436, 437, 509; art. 2121 n° 427, p. 421;
RODIÈRE ET PONT, *Contr. de mar.*, I, 193;
SIREY, *Hypothèques*, 254;
TESSIER, *Tr. de la dot.*, II, p. 285 urm.;
THIRY, IV, 474, 475, 481, 487, 488. p. 423, 424;
TROPLONG, *Priv. et hyp.*, II, 418 bis, 418 ter, 513 bis, 513 ter;
WEISS, *Tr. de dr. int. priv.*, p. 418, 518, 617; *Traité de dr. int. priv.*, II, p. 213; III, p. 339, 560.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 657 urm., 658, 661, 664, 665, 678 t. și n. 1, 680 nota; X, p. 535, 646, 656; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 96, 456, 464; *Observație* sub. Trib. Iași s. I, 7 Oct. 1906. Dreptul 68/1906;
CANTACUZINO MATEI, p. 576;
NACU, III, p. 695 urm.;
NEGULESCU DEMETRU, *Notă* sub. C. Apel Constanța, 35 din 9 April 921. Curier Jud. 27 921.

Jurisprudență.

1. Dispozițiunile art. 1761 codul civil, deși prevăd numai cazul când bărbatul contestă valoarea dotei alienabile pentru care s'a luat inscripția ipotecara în timpul căsătoriei, se aplica însă prin analogie, fiind acelaș interes, și la cazul când inscripția s'ar pretinde excesivă în ceeace privește imobilele asupra cărora s'a luat. (Cas. II, 18 Ian. 1906, B. p. 110).

2. In urma legei din 29 Decembrie 1877, prezența și concluziunile procurorului, cerute de art. 1761 codul civil, când tribunalul decide asupra reducerei unei inscripțiuni, nu mai sunt necesare. (Cas. II, 18 Ianuarie 1906, B. p. 110).

3. Numirea experților, prevăzută de art. 1761 codul civil, pentru estimarea dotei alienabile și prin urmare și a imobilelor asupra cărora se cere inscripția ipotecara, este facultativă pentru judecători și lipsa avizului experților nu poate atrage nulitatea măsurii ce ar luà, dacă judecătorii s'au luminat și s'-au format convingerea în alt mod. (Cas. II, 18 Ianuarie 1906, B. p. 110).

§ 2. *Despre garanțiile ce sunt obligați a da tutorii în interesele minorilor și interzișilor.*

Art. 1762. — Inaintea intrărei tutorilor în administrațiunea tutelei, consiliul de familie va defige suma pentru care se va luà inscripțiunea ipotecară, va arătà anume imobilele tutorelui asupra căror această inscripțiune se va cere.

La determinarea sumei inscripţiunei, consiliul de familie va aveà în vedere starea minorului sau a interzişilor, natura valorilor de cari se compune această stare şi eventualităţile de responsabilitate la cari poate fi supus tutorul.

Consiliul de familie după împrejurări poate decide ca suma inscripţiunei să nu fie mai mare decât venitul pe un an al stărei minorului sau al interzisului. (Civ. 390, 454, 1763, 1780; Pr. Civ. 638 urm.; L. Belg. 49[1]).

Text. Belg. Art. 49. — Lors de la nomination des tuteurs ou avant l'entrée en exercice de toute tutelle, le conseil de famille fixera la somme pour laquelle il sera pris inscription hypothécaire; il désignera les immeubles sur lesquels cette inscription devra être requise, eu égard à la fortune des mineurs et des interdits, à la nature des valeurs dont elle se compose et aux éventualités de la responsabilité des tuteurs.

Le conseil de famille pourra d'après les circonstances, déclarer qu'il ne sera pris aucune inscription sur les biens du tuteur. Cette déclaration n'aura d'effet que jusqu'à révocation.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, ed. 5-a, § 264 bis, p. 358, 363;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, II, 1174-1176, 1183, 1189;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 1034;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 82 bis, I;
DURANTON, XIX, 317;
GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, II, 707, 708, 710, 723;
LAURENT, XXX, 268, 270, 272, 273, 277, 278, 285-288, 291, 298, 300, 301, 311, 317, 320;
PANDECTES FR., *Privilèges et hypothèques*, 793;
PONT, *Priv. et hyp.*, I, 501;
SIREY, *Hypothèques*, 1265, 1266, 1269, 1270, 1276, 1287;
THIRY, IV, 460, p. 402;
TROPLONG, *Priv. et hyp.*, II, 427.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, II, ed. 2-a, p. 570, 668 urm.; X, p. 569; (IV. part. I, ed. 2-a, p. 351, 352, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 657 n. 1, 664; XI, p. 281 n. 4); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 49, 456;
CANTACUZINO MATEI, p. 81, 577;
CERBAN AL., *„Câte-va consideraţiuni critice asupra ipotecilor legale ale femeei măritate, ale minorului şi celui interzis"*. Dreptul 64/1899, 83/1899, 40 1900, 46/1900, 70/1900;
DOCAN P. GEORGE, *Minoritatea*, p. 71, 72;
NACU, III, p. 705 urm.

Jurisprudenţă.

1. Afară de ipoteca legală prevăzută de art. 1762, legea nu supune pe tutor la obligaţiunea de a depune o cauţiune. (Trib. Iaşi, I, Oct. 29/85, *Dr.* 3/85).

2. Art. 1762, 1764 şi 1765 c. civil, prescriu ca consiliul de familie să fixeze suma până la concurenţa căreia trebue să se ia inscripţiunea ipotecară asupra imobilului sau imobilelor tutorelui şi dispun ca inscripţia să se ceară de însuşi tutorul sau de un anumit membru al consiliului de familie delegat de consiliu în acest scop.

De aci nu rezultă câtuş de puţin că, atunci când tutorul nu are nici un imobil, legiuitorul a înţeles să refuze o garanţie de o altă natură, oferită de un al treilea, în numerar, sau într'o inscripţiune ipotecară, întru cât prin instituirea ipotecei legale în favoarea acestor incapabili, nu s'a înţeles să se respingă alte garanţii oferite de tutore, iar în drept ipoteca legală nu se deosebeşte de cea convenţională decât în privinţa modului de înscriere.

De aceia instanţa de fond dă o deciziune casabilă, atunci când refuză oferta de garanţie de altă natură a tutoarei, pe motivul că nu se satisface în acest mod nevoia unei inscripţiuni

1) A se compară art. 1762 român cu art. 49 din legea belgiană dela 1851.

legală, cerută de lege. (Cas. II, decizia civilă No. 93 din 7 Noembrie 1919; Jurispr. Rom. 1920, p. 53 Dreptul 9/921).

3. Dacă dispozițiile art. 1762, 1764 și 1765 prevăd că consiliul de familie să fixeze suma până la concurența căreia trebue să se ia inscripție ipotecară asupra imobilului tutorului de aici nu rezultă că atunci când tutorul nu are nici un imobil, legiuitorul ar fi intențies să refuze a se primì o garanție de o altă natură sau oferită de un al treilea în numerar sau într'o inscripție ipotecară. (C. Apel Buc. s. I, 12 din 1 Febr. 1922, Dreptul 28 922; Cas. II, 138 din 9 Iunie 1922, Jur. Rom. 18/922, Pan. Rom. 1923, I, 137, Curier Jud. 42 922).

4. A se vedeà: art. 343, nota 1; art. 1767, notele 1, 2.

Art. 1763. — Deliberațiunea consiliului de familie va fi motivată și dată după ce tutorul va fi ascultat sau chemat. (Civ. 1762; Pr. Civ. 638 urm.; L. Belg. 50).

Text. Belg. Art. 50. — La délibération du conseil de famille sera motivée.

Dans le cas énoncé au § I-er de l'article précédent, le tuteur devra être entendu ou appelé.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, ed. 5-a, § 264 bis, p. 358, 363;
BAUDRY ET LOYNES, *Du nantissement, des priv. et* II, 1174-1176, 1183, 1189;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 1034;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 82 bis, I;
DURANTON, XIX, 317;
GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, II, 707, 708, 710, 723;
LAURENT, XXX, 268, 270, 272, 273, 277, 278, 285-288, 291, 298, 300, 301, 311, 317, 320;
PANDECTES FR., *Privilèges et hypothèques*, 793;
PONT, *Priv. et hyp.*, I, 501;
SIREY, *Hipothèques*, 1265, 1266, 1269, 1270, 1276, 1287;
THIRY. IV, 460, p. 402;
TROPLONG, *Priv. et hyp.*, II, 427.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, II, ed. 2-a, p. 570, 668 urm.; X, p. 569; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 657 n. 1, 664; XI, p. 281 n. 4);
CANTACUZINO MATEI, p. 77, 81, 577;
NACU, III, p. 705 urm.

Jurisprudență.

1. A se vedeà: art. 388, nota 2.

Art. 1764. — Tutorul va puteà contestà valoarea venitului pentru care s'a cerut inscripțiune la tribunalul de prima instanță, la care caz tribunalul va urma întocmai ca la articolul 1761. (Civ. 1762 urm., 1780; L. Belg. 51[1]).

Text. Belg. Art. 51. — Le tuteur, le subrogé tuteur, ainsi que tout membre du conseil de famille pourra, dans la huitaine, former opposition à la délibération.

Cette opposition, qui dans aucun cas ne sera suspensive, devra être formée contre le subrogé tuteur, si elle tend à faire réduire les garanties déterminées par le conseil de famille, au profit des mineurs et des interdits, et contre le tuteur, si elle a pour but de les faire augmenter.

Le tribunal statuera comme en matière urgente, après avoir entendu le procureur du roi et contradictoirement avec lui.

1) A se comparà art. 1764 român cu art. 51 din Legea belgiană din 1851.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, ed. 5-a, § 264 bis, p. 358, 363;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, II, 1174-1176, 1183, 1189;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 1034;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 82 bis I;
DURANTON, XIX, 317;
GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, II, 707, 708, 710, 723;
LAURENT, XXX, 268, 270, 272, 273, 277, 278, 285-288, 291, 298, 300, 301, 311, 317, 320;
PANDECTES FR., *Privilèges et hypothèques*, 793;
PONT, *Priv. et hyp.*, I, 501;
SIREY, *Hypothèques*, 1265, 1266, 1269, 1270, 1276, 1287;
THIRY, IV, 460, p. 402;
TROPLONG, *Priv. et hyp.*, II, 427.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, II, ed. 2-a, p. 570, 668 urm.; X, p. 656; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 657 n. 1, 664, 678; XI, p. 281 n. 4); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 96;
CANTACUZINO MATEI, p. 81, 577;
NACU, III, p. 705 urm.

Jurisprudență.

1. Art. 1762. 1764 și 1765 c. civil prescriu ca, consiliul de familie să fixeze suma până la concurența căreia trebue să se ia inscripțiunea ipotecară asupra imobilului sau imobilelor tutorelui și dispun ca inscripția să se ceară de însuși tutorul sau de un anumit membru al consiliului de familie delegat, de consiliu în acest scop.

De aci nu rezultă câtuș de puțin că, atunci când tutorul nu are nici un imobil legiuitorul a înțeles să refuze o garanție de o altă natură, oferită de un al treilea în numerar, sau într'o inscripțiune ipotecară, întrucât prin instituirea ipotecei legale în favoarea acestor incapabili nu s'a înțeles să se respingă alte garanții oferite de tutore, iar în drept ipoteca legală nu se deosebește de cea convențională de cât în privința modului de înscriere.

De aceea instanța de fond, dă o deciziune casabila, căci interpretă greșit art. 1762 și următorii c. civil, atunci când refuză oferta de garanție de altă natură a tutoarei, pe motivul că nu se satisface în acest mod nevoia unei inscripțiuni legale cerută de lege. (Cas. II. No. 93, 1919; Jurisprudența Rom. 1920, p. 53).

Art. 1765. — Inscripțiunea va fi luată de tutor în virtutea deliberațiunei consiliului de familie. (Civ. 1762 urm., 1766, 1780; Pr. Civ. 638 urm.; L. Belg. 52[1]).

Text. Belg. Art. 52. — L'inscription sera prise par le tuteur ou le subrogé tuteur, en vertu de la délibération du conseil de famille.

Si le tuteur s'ingère dans la gestion avant que cette formalité ait été remplie, le conseil de famille, convoqué, soit sur la réquisition des parents ou autres parties intéressées, soit d'office par le juge de paix, pourra lui retirer la tutelle.

Le subrogé tuteur est tenu, sous sa resposabilité personnelle, de veiller à ce que l'inscription soit valablement prise sur les biens du tuteur ou de la prendre lui-même.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, ed. 5-a, § 264 bis, p. 358, 363;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, II, 1174-1176, 1183, 1189;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 1034;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 82 bis, I;
DURANTON, XIX, 317;
GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, II, 707, 708, 710, 723;
LAURENT, XXX, 268, 270, 272, 273, 277, 278, 285-288, 291, 298, 300, 301, 311, 317, 320;
PANDECTES FR., *Privilèges et hypothèques*, 793;
PONT, *Priv. et hyp.*, I, 501;

1) A se compară art. 1765 român cu art. 52 din Legea belgiană din 1851.

SIREY, *Hypothèques*, 1265, 1266, 1269, 1270, 1276, 1287;
THIRY, IV, 460, p. 402;
TROPLONG, *Priv. et hyp.*, II, 427.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, II, ed. 2-a, p. 570, 668 urm.;
CANTACUZINO MATEI, p. 81, 577;
NACU, III, p. 714.

Jurisprudenţă.

1. Art. 1762, 1764 şi 1765 c. civil, prescriu ca consiliul de familie să fixeze suma până la concurenţa căreia trebuie să se ia inscripţiunea ipotecară asupra imobilului sau imobilelor tutorelui şi dispun ca inscripţiunea să se ceară de însuş tutorul sau de un anumit membru al consiliului de familie delegat de consiliu în acest scop.

De acì nu rezultă câtuş de puţin că, atunci când tutorul nu are nici un imobil, legiuitorul a înţeles să refuze o garanţie de o altă natură, oferită de un al treilea, în numerar, sau într'o inscripţiune ipotecară, întrucât prin instituirea ipotecei legale în favoarea acestor incapabili nu s'a înţeles să se respingă alte garanţii oferite de tutore, iar în drept ipoteca legală nu se deosebeşte de cea convenţională decât în privinţa modului de înscriere.

De aceea instanţa de fond dă o deciziune casabilă, căci interpreta greşit art. 1762 şi următorii c. civ. atunci când refuză oferta de garanţie de altă natură a tutoarei, pe motivul că nu se satisface în acest mod nevoia unei inscripţiuni legale ceruta de lege. (Cas. II, No. 93, 1919; Jurisp. Rom. 1920, p. 53).

Art. 1766. — Consiliul de familie va puteà numì special pe unul din membrii săi sau orice altă persoană pentru luarea inscripţiunei. (Civ. 1765, 1780; L. Belg. 53).

Text. Belg. Art. 53. — Le conseil de famille pourra spécialement commettre d'un de ses membres ou toute autre personne pour requérir l'inscription.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, ed. 5-a, § 264 bis, p. 358, 363;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, II, 1174-1176, 1183, 1189;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 1034;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 82 bis, I;
DURANTON, XIX, 317;
GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, II, 707, 708, 710, 723;
LAURENT, XXX, 268, 270, 272, 273, 277, 278, 285-288, 291, 298, 300, 301, 311, 317, 320;
PANDECTES FR., *Privilèges et hypothèques*, 793;
PONT, *Priv. et hyp.*, I, 50;
SIREY, *Hypothèques*, 1265, 1266, 1269, 1270, 1276, 1287;
THIRY, IV, 460, p. 402;
TROPLONG, *Priv. et hyp.*, II, 427.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, II, ed. 2-a, p. 570, 668 urm.;
CANTACUZINO MATEI, p. 81, 577;
NACU, III, p. 714.

Art. 1767. — Când tutorele este tatăl sau mama rămasă în viaţă, ipoteca legală nu va aveà loc. (Civ. 352 urm., 1753 § 2 [1]).

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, ed. 5-a, § 264 bis, p. 358, 363;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, II, 1174-1176, 1183, 1189;

1) Acest art. 1767, nu-şi are echivalentul său nici în Codul civil francez, nici în Legea belgiană din 1851. El este o inovaţie a legiuitorului român.

DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 1034;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 82 bis I;
DURANTON, XIX, 317;
GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, II, 707, 708, 710, 723;
LAURENT, XXX, 268, 270, 272, 273, 277, 278, 285-288, 291, 298, 300. 301, 311, 317, 320;
PANDECTES FR., *Privilèges et hypothèques*, 793;
PONT, *Priv. et hyp.*, I, 50;
SIREY, *Hypothèques*, 1265, 1266, 1269, 1270, 1276, 1287;
THIRY, IV, 460, p. 402;
TROPLONG, *Priv. et hyp.*, II, 427.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, II, ed. 2-a, p. 570, 668 urm.; X, p. 326; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 352; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 657 n. 1, 664); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 49, 456;
CANTACUZINO MATEI, p. 81, 578;
NACU, III, p. 705 urm.

Jurisprudenţă.

1. Prin art. 1767 legea scuteşte pe mamă ca şi pe tată chiar de ipoteca legală, fără a se face deosebire între mama rămasă în văduvie sau acea căsătorită din nou. Şi de şi pe lângă mamă legea a voit ca consiliul de familie să numească cotutor pe cel de al doilea sot, care în unire cu dânsa să administreze şi să fie ambii solidari responsabili de administratia lor. nu e mai putin adevărat că nici un text de lege nu obligă pe sotul cotutor să dea cauţiune pentru a garantà venitul averei copiilor, şi aceasta se poate explicà prin garanţia destul de puternică ce vede legea în persoana mamei, care ori cât de influenţată ar fi de secundul sot, n'ar puteà să'şi înstrăineze afecţiunea către copiii din prima căsătorie nici n'ar căutà să le lovească interesele lor materiale. De asemenea, secundul sot se bucură în fata legii de o situaţiune excepţională prin faptul că consiliul, menţinând mama în tutelă, trebue să numească pe sotul ei ca cotutor. Prin urmare, numirea acestuia este o consecinţă impusă de legea mentinerei mamei, de unde rezultă că cotutorul ca şi mama este într'o situatiune cu totul deosebită de aceea a tutorilor numiţi de consiliul de familie. (Trib. Iaşi, I. Oct. 29/85, *Dr.* 3/85).

2. In ce priveşte garanţia ce urmează a depune tutoarea şi cotutorele, după art. 1726, consiliul de familie este îndrituit de a defige suma pentru care urmează a se luà inscripţiune ipotecară, şi el singur poate decide ca suma inscripţiunei să nu fie mai mare de cât venitul pe 1 an al stării minorilor. (Apel Craiova, I, Apr. 8/94, *Dr.* 59/94).

3 A se vedeà: art. 343, nota 1.

§ 3. *Despre garanţiile ce sunt obligaţi a da Statului, comunelor şi stabilimentelor publice, perceptorii şi administratorii contabili.*

Art. 1768. — Ipoteca legală a Statului, a comunelor şi a stabilimentelor publice asupra bunurilor perceptorilor şi administratorilor publici, nu se poate stabilì decât asupra bunurilor prezente iară nu şi a celor viitoare. (Civ. 1725, 1753 § 3 [1]).

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, ed. 5-a, § 264, p. 346, 347; § 264 quater, p. 415, 416, 418;
BAUDRY ET DE LOYNES. *Du nantissement, des priv. et hyp.*, II, 1209;
MOURLON, III, 1400, 1460 bis.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 299, 368, 570, 596; (II, ed. 2-a, p. 672 n. 1); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 456;
CANTACUZINO MATEI, p. 578;
NACU, III, p. 715.

---

1) A se vedeà art. 27 din „*Legea comptabilităţei generale a statului*" din 21 Martie 1903 (cu mod. din 1906, 1908, 1910 şi 1911), precum şi „*Legea de urmărire*" din 24 Martie 1877 (art. 8); de asemenea şi art. 1725 Codul civil.

Secțiunea II. — *Despre ipotecile convenționale.*

Art. 1769. — Cine are capacitatea de a înstrăină un imobil, poate a-l și ipotecă. (Civ. 113, 199, 401, 430, 454, 458, 538, 834, 948, 950 urm., 1248, 1265, 1306, 1310, 1535, 1749, 1770 urm.; C. com. 12, 16, 379; L. agrară 123; Civ. Fr. 2124; L. Belg. 73.

Text. fr. Art. 2124. — Les hypothèques conventionnelles ne peuvent être consenties que par ceux qui ont la capacité d'aliéner les immeubles qu'ils y soumettent.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU. I, p. 551, 556, 557; III, p. 261-265, 268-274; III, ed. 5-a, p. 435, 439-444, 448, 449, 451-454, 458, 459, 462-464, 469; IV, p. 140; V, p. 406, 479, 480; VI, p. 250; VII, p. 297;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., II, 1294, 1302-1308, 1310, 1310 I, 1311-1313, 1326, 1327, 1330, 1335-1337, 1339-1341, 1357, 1362, 1381, 1413-1415;
BEUDANT, II, 650, 651;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 935;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 1186 urm.; *Suppl.* Privil. et hypoth., 775 urm., 807, 830;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 214 bis; IX, 92 bis, I-VI; 93 bis, I; 94 bis, V;
DEMOLOMBE, VIII, 289; XXV, 225; XXIX, 798-800; XXXI, 224;
GUILLOUARD, *Privilèges et hypothèques*, II, 367, 936-939, 969, 975, 978, 979, 981, 982, 984-986, 992, 993; *Tr. de la vente*, I, 115;
LAURENT, XI, 468; XVI, 480; XVIII, 664, 667; XXX, 446, 470-473, 488, 490, 495;
LYON-CAEN ET RENAULT, *Traité de droit commercial*, II, *Apendice*, 51, 54, 55; VI, 1631;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 603, 604;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2770 urm.;
PONT, *Priv. et hyp.*, I, 353, 470; II, 613, 621-631, 642, 643, 657;
TROPLONG, *Privilèges et hypothèques*, I, 510, 522-524; II, 521, 524; III, 661.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 572 urm.; (III, part. I, ed. 2-a, p. 796; III, part. II, ed. 2-a, p. 760); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 457; *Observație* sub. C. Apel Galați s. II, 58 din 1 Aprilie 1903. Curier Jud. 46/1903; *Observație* sub. Trib. Carcassonne (Aude), 11 Mai 1920. Pand. Rom. 1922-III-161; *Nota* sub. Cas. I, 1317 din 9 Iulie 1924. Curier Jud. 30/1924; *Notă* sub. Trib. Epernay-Marne, 9 Mart. 1922. Jur. Gen. 1924, No. 1831; *Notă* sub. Trib. Compiègne, 11 Ian. 1920. Jur. Gen. 1925, No. 164;
CANTACUZINO MATEI, p. 570;
NACU, III, p. 723 urm.;
PERIEȚEANU GR. I., *Nota* sub. Cas. I, 539/915, C. Apel Galați s. II, 24/915 și Trib. R. Sarat 268/914. C. Jud. 84/915;
RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Cas. I, 539 din 6 Oct. 915. Dreptul 78 915.

Jurisprudență.

1. a) Dreptul pentru soți de a puteà ipotecà imobilele dotale trebue să fie în mod expres rezervat prin contractul de căsătorie el neputând rezultà implicit din rezerva dreptului de înstrăinare; în consecință actul de ipotecă întocmit în baza unui act dotal care nu conține de cât rezerva dreptului de înstrăinare, este un act făcut cu nesocotirea și călcarea dispozițiunilor art. 1248 c. civ. și în consecință anulabil.

b) Clauza de înstreinare cuprinsa într'un act dotal, cu mențiunea „cum interesele vor fi", nu poate face să se deducă în fapt că soții au înțeles să'și rezerve atât dreptul de înstreinare cât și cel de înstrăinare indirectă, cum este ipoteca, și instanța de fond care, interpretând actul, atribue părților contractante o asemenea intenție, denaturează termenii clari și preciși ai actului și comite un exces de putere. (Cas. I, No. 539, 1915; Jurisp. Rom. 39/915, p. 610; Curier Jud. 84 1915, p. 683, Dreptul 1915 p. 617).

2. Facultatea de a înstreina imobilele dotale pe care soții și-au rezervat-o prin contractul de casatorie cuprinde în sine implicit și rezerva dreptului de a ipotecà acele imobile și în consecință este valabil actul prin care se constitue o ipotecă asupra imobilelor dotale, deși un asemenea drept nu este expres rezervat prin contractul de căsătorie. (Apel Galați II, No. 24, 1915; Curier Jud. 84/1915 p. 685).

3. In materie de dotă imobiliară,

inalienabilitatea fiind principiul, orice derogațiune trebue interpretată în mod restrictiv, de unde rezultă că din clauza prin care soții au admis facultatea de a înstrăina, nu se poate deduce că ei au admis și pe aceea mai periculoasă de a ipotecà. (Cas. I. No. 100, 1916; Jurisp. Rom. 20/1916, p. 310. Trib. R. Sărat 268/914. Curier Jud. 84 915. Cas. I, 1317 din 9 Iulie 1924, Curier Jud. 30/924).

4. A se vedeà: art. 1248, nota 38; art. 1253, notele 1, 3, 5, 8, 12, 18, 20, 42.

Art. 1770. — Acei, cari au asupra unui imobil un drept suspens prin o condițiune, sau rezolubil[1]) în oarecari cazuri, sau supus la o acțiune de resciziune[2]), nu pot consimți decât o ipotecă supusă acelorași condițiuni sau acelorași resciziuni. (Civ. 769, 830, 1017, 1019, 1157 urm., 1365, 1377, 1380, 1770, 1776, 1781, 1900; Civ. Fr. 2125; L. Belg. 74).

Text. fr. Art. 2125. — Ceux qui n'ont sur l'immeuble qu'un droit suspendu par une condition, ou résouble dans certains cas, ou sujet à rescision, ne peuvent consentir qu'une hypotèque soumise aux mêmes conditions ou à la même rescision.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, p. 305, 406, 407; III, p. 225, 265-268; III, ed. 5-a, p. 383, 444-448;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc, II, 1001, 1314, 1315 I, 1316, 1317, 1320-1323;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 619, 701;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 826; II, p. 166, 905, 936, 938; ed. 1-a, III, p. 425, 498, 499, 501;
DALLOZ, *Rép.* Privil et hypoth., 1197 urm.; *Suppl.* Privil. et hypoth., 781, 788;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 109 bis, III;
DEMOLOMBE, IX, 419; XXV, 411, 416;
GUILLOUARD, *Privilèges et hypothèques*, II, 792, 944, 945 urm., 948, 950, 953, 956; *Vente* II, 660;
LAURENT, X, 404; XXIV, 371; XXX, 477;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 603;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2752 urm.;
PONT, *Priv. et hyp.*, I, 512; II, 639, 640, 647;
TROPLONG, *Privil. et hypoth.*, II, 469; *Vente*, II, 691.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 579, 580, 584 urm., 705; (III, part. I, ed. 2-a, p. 280, 573, 795, 853; III, part. II, ed. 2-a, p. 659, 786, 840 n. 1, 886 nota, 921; V, p. 91, 237 n. 2, 238, 281; VI, p. 56, 58, 63, 74, 75, 95, 475; VII, p. 38 urm., VIII, part. I, ed. 2-a, p. 672); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 376, 457;
CANTACUZINO MATEI, p. 570;
CRISTODORESCU C. și ȘTEFĂNESCU-PRIBOI DEM., *Codul legislației de expropriere*, p. 99;
DEGRÉ AL., *Scrieri Juridice*, vol. I, p. 202 urm.: „Împărțeală—Creditor ipotecar";
GEORGEAN N., *Nota* sub. Cas. II, 25 din 24 Mart. 1920. Pand. Rom. 1924-I-22;
NACU, III, p. 727 urm.

Jurisprudență.

1. Dacă în regulă generală principiul *resoluto jure dantis resolvitur jus accipientis*, a fost consacrat de legiuitor, dânsul nu trebue a fi aplicat de cât cu un temperament generalmente admis. Dreapta rațiune și principiile de echitate reclamă a se distinge între cazul când dreptul proprietarului sau deținătorului unui imobil e rescindat sau anulat dintr'o cauză necesară și inerentă titlului de aquisițiune, și între acela când anularea sau resciziunea procede dintr'o cauză nouă și voluntară. Dacă în general, cum de exemplu în cazul când vânzătorul reintră în urma pactului de rescumpărare în drepturile sale, imobilul îi revine liber de ipotecile de cari cumpărătorul l'ar fi încărcat (art. 1380), sau când după împărțeală coeredele constituind o ipotecă dânsa devine caducă prin anularea împărțelei

1) „*Rezolubil*", drept care se poate desființà.
2) „*Acțiunea de resciziune*", însemnează o acțiune în anulare.

din cauză de dol sau violență, legea chiar recunoaște și consacră temperamentul și distincțiunea propusă în anume cazuri, cum de exemplu, în ipoteza art. 834 care dispune că revocarea pentru ingratitudine nu poate infirma ipotecile sau alte sarcini constituite de donatar; o atare distincțiune e aplicabilă atât în cazul rescisiunilor făcute de bună voe cât și acelora pronunțate de instanțele judecatorești. Astfel daca dreptul de proprietate al cuiva asupra unui imobil a fost desființat nu dintr'o cauză inerentă titlului său de achisițiunea acelui imobil, ci dintr'o cauză cu totul voluntară din partea sa, cum ar fi ne îndeplinirea obligațiunei ce-și luase, dreptul său ne fiind resolubil dintr'o cauză legitima și necesară, nu poate fi opozabil creditorului său ipotecar o atare ipotecă este valabilă și trebue a'și produce efectele sale legale. (Apel Buc. I, 125, Mai 31 82, *Dr.* 61/82).

2. Art. 1770 se acupă numai de un drept real, concedat de un proprietar, supus resoluțiunei; iar nu de un drept personal, cum e repetirea unor fructe înstrăinate, care nu pot fi urmarite în mâinile celor d'al treilea. (Cas. I, 65, Febr. 22/84, B. p. 135).

3. Principiul *resoluto jure dantis resolvitur jus accipientis* (art. 1770), nu se aplică la strămutarea de lucruri mobiliare căci proprietatea lor se câștigă față cu cei de al treilea, nu prin titlu ci prin posesiune, care ține loc de titlu (art. 1909). (Cas. I. 38/85, Febr. 1/85 B. p. 69).

4. Unui creditor ipotecar, a cărui ipotecă poartă asupra părței indivize dintr'o moștenire și care cere pe temeiul art. 1770 din Cod. civil, împărteala acelei moșteniri, nu i se poate opune art. 1825 din acelaș Cod, căci ceeace proibă acest articol este ca un creditor personal al unuia din coerezi să nu poata urmarì partea indiviză a acestuia. (Cas. I, 338 99, B. p. 1095).

5. Clauza din actul de vânzare a bunului Statului, prin care se spune că s'a vândut imobilul așa cum s'a posedat de predecesori, nu poate fi privită decât ca o clauză adoptată de Stat, pentru a se garanta și mai bine de răspunderea de evicție, dar care nu poate ridicà cumpărătorului niște drepturi acordate de lege și pe care Statul nu și le-a rezervat expres. Cel ce vinde fără nici o rezervă transmite cumpărătorului, ca succesor cu titlul particular, toate drepturile ce le aveà vânzătorul asupra lucrului vândut. (Cas. I, 193/99, B. p. 627).

6. Anularea unei vânzari are de efect a pune pe parți în aceaș stare, în care se găseau în momentul vânzării, iar nulitatea pronunțată se rasfrânge nu numai asupra parților, ci și asupra terțiilor, cărora cumparatorul le-a concedat vre-un drept real asupra lucrului vândut, după cum aceasta rezulta evident, în ce privește ipoteca din art. 1770, care nu este de cât aplicația principiului „resoluto jure dantis resolvitur jus accipientis". (Apel Buc. I, C. Jud. 38 906).

7. Potrivit art. 7 alin. II din legea dela 1879, un satean nu poate cumpărà pământ rural, dat după legile de împroprietărire, decât până la complectarea suprafeții cu care ar fi putut fi împroprietărit.

Actul, prin care un sătean cumpără pământ rural peste limita prevăzută de legea rurală este nul și ca atare, el nu poate să transfere proprietatea la cumpărător și deci nici acesta nu o poate transmite în mod valabil către o altă persoană. (Cas. I. 11 Nov. 1909, B. p. 1262).

8. A se vedeà: art. 830, nota 1; art. 973 notele 6, 7, 15; art. 975 notele 11, 13, 24, 35, 49, 55; art. 1019, nota 1; art. 1201, notele 60, 65, 82.

Art. 1771. — Bunurile minorilor și ale interzișilor, nu pot fi ipotecate decât pentru cauzele și cu formele prescrise de legi[1]). (Civ. 113, 199, 342, 343 urm., 401 urm., 430, 445, 454, 458; Com. 12, 16; Civ. Fr. 2126; L. Belg. 75).

Text. fr. Art. 2126. — Les biens des mineurs, des interdits, et ceux des absents, tant que la possession n'en est déférée que provisoirement, ne peuvent être hypothèques que pour les causes et dans les formes établies par la loi, ou en vertu de jugements.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, ed. 5-a, p. 453;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement,* etc., II, 1357 urm.;

1) A se compară art. 1771 român, cu art. francez corespunzător 2126.

DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 1209 urm.; *Suppl.* Privil. et hypoth., 813;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 604 urm.:
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2770, 2778.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, II, ed. 2-a, p. 770 urm.; X, p. 582 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 458;
CANTACUZINO MATEI, p. 570;
NACU, III, p. 723 urm.

Jurisprudenţă.

1. Creditorul ipotecar nu poate fi ţinut răspunzător cu anularea ipotecii, daca se constată că împrumutul contractat a fost sau nu determinat de nevoile băneşti personale ale minorilor, sau dacă împrumutul a fost sau nu întrebuinţat în realitate scopului pentru care a fost contractat destul numai ca împrumutul sa fie făcut cu formele prescrise de art. 401 şi 402 şi 1171 c. civil, că dacă minorii lezaţi au o acţiune, aceasta acţiune nu poate fi îndreptată contra împrumutătorului, care a îngrădit actul său cu toate formele ci contra tutorului sau consiliului de familie care a încuviinţat ipotecarea bunului minorilor fără nici un folos învederat pentru minori. (Cas. I No 568, 1914; Jurispr. Rom. 1915, p. 114; Curier Jud. 78/915, p. 68).

2. a) După dispoziţiunile art. 1771 c. civ. bunurile minorilor nu pot fi ipotecate decât pentru cauzele şi cu formele prescrise de lege de unde rezulta că împrumutul ipotecar, facut fără îndeplinirea acestor formalităţi sau fără ca deliberarea consiliului de familie să constate existenţa unei cauze de mare nevoe sau a unui folos învederat, cu alte cuvinte, în dispreţul dispoziţiunilor art. 401 şi 402 c. civ., nu este valabil şi opozabil minorilor, şi aceştia, ajunşi la majoritate pot ataca în nulitate un asemenea act, independent de orice prejudiciu, deoarece nulitatea decurge din însuş caracterul prohibitiv al actului.

b) Imprumutul ipotecar făcut de tutor în baza unui aviz al consiliului de familie, care deşi e dat pentru o cauză de mare nevoe sau de un folos învederat, însa în realitate a avut în vedere motive cu totul străine de acestea, nu poate fi atacat în nulitate în prejudiţiul terţiului de bună credinţă, iar dacă suma împrumutată a avut sau nu o întrebuinţare conformă cu destinaţia dată prin aviz, în acest caz creanţa terţiului e pusă la adăpostul oricărei acţiuni în nulitate din partea minorilor deveniţi majori, cari în ambele cazuri nu vor aveà alt drept decât de a recurge, fie în contra tutorului, fie în contra acelora cari nu le-au ocrotit interesele. (Apel Constanta, No. 26, 1915, Dreptul 1915, p. 645).

3. Din combinarea art. 401, 402 şi 1771 cod. civ., rezultă că bunurile imobiliare ale minorilor pot fi ipotecate de către tutor cu autorizaţia consiliului de familie, omologată de Tribunal şi dată pentru cauze legale, adică pentru nevoi urgente ale minorilor sau un folos învederat chestiuni ce cad în exclusiva competinţă a consiliului de familie care le constată şi a Tribunalului ce dă omologarea avizului. Odată ce împrumutătorul şi-a îngrădit actul său cu formele cerute de lege, el este pus la adăpost de orice acţiuni din partea minorilor lezaţi prin acel act, aceştia neputând aveà recurs decât contra tutorului care a întrebuinţat banii împrumutaţi sau contra consiliului de familie care a aprobat împrumutul pentru cauze streine intereselor lor.

Aşa fiind, instanţele de judecată nu mai au căderea să judece faţă de creditorul ipotecar, contra căruia s'ar cere anularea ipotecii, dacă în fond cauzele ce au determinat aprobarea împrumutului au fost sau nu nevoile personale ale minorilor, când acele cauze au fost astfel apreciate de instanţa de omologare. (Cas. I. No. 220, 1916; Jurispr. Rom. 1916, p. 358, Curier Jud. 48/916).

4. A se vedeà: art. 401, notele 17, 18, 25; art. 1164, nota 1.

Art. 1772. — Ipoteca convenţională nu va puteà fi constituită decât prin act autentic. (Civ. 778, 1171, 1533, 1748, 1774, 1775, 1776; L. Timbr. 20 § 5, 21 § 5, 42 § 1; Civ. Fr. 2127; L. Belg. 76).

Text fr. Art. 2127. — L'hypothèque conventionnelle ne peut être consentie que par un acte passé en forme authentique devant deux notaires ou devant un notaire et deux témoins.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 274-277; III, ed. 5-a, p. 461, 462, 464-470;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., II, 1332, 1407, 1408, 1410, 1411, 1416, 1417, 1417 II, 1418, 1423;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 67; II, p. 203, 263, 941 urm.;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 1240 urm.; *Suppl.* Privil. et hypoth. 839 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 96, 96 bis, I;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 321, 331;
GUILLOUARD, *Privilèges et hypothèques*, II, 972, 977, 989-991, 994, 1001-1003, 1008, 1010;
LAURENT, III, 119, 120; XXX, 432, 436, 440, 453;
LYON-CAEN ET RENAULT, VI, 1631;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 606. 607;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2578 urm.;
PONT, *Priv. et hyp.*, II, 658, 659, 663-665, 942;
TROPLONG, *Privilèges et hypothèques*, II, 505 bis.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 551, 587 urm., 588; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 99; XI, p. 396); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 457; *Observaţie* sub. Trib. Tecuci, 23 Iunie 912. Dreptul 14/1913;
CANTACUZINO MATEI, p. 571;
NACU, III, p. 717 urm.;
STOENESCU D. DEM., *„Consimţământul creditorului într'un contract de ipotecă, poate fi dat posterior şi tacit?"*. Curier Jud. 53 904.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudenţă.

1. Prin art. 1772 se dispune, în termeni prohibitivi, ca ipoteca convenţională nu va puteà fi constituită de cât prin act autentic. Chiar din singura această dispoziţiune, rezultă că la caz când debitorul, la instrumentarea actului autentic nu se prezintă în persoană, ci prin mandatar, mandatul trebue să fie autentic; şi din dispoziţiile art. 1781, pentru modul operaţiunei inscripţiunei ipotecelor, rezultă şi mai evident că mandatul pentru constituirea unei ipoteci trebue să fie autentic, de oare ce chiar pentru operaţiunea inscripţiunei se cere ca mandatul să fie autentic. Prin urmare este nulă ipoteca convenţională, nu numai când nu este constituită prin act autentic, ci încă atunci când mandatarul ce reprezintă pe debitor la instrumentarea actului autentic de ipotecă nu are o procură autentică, şi act autentic este, dacă art. 1171 c. civ., acel ce s'a făcut cu solemnităţile cerute de lege, de un funcţionar public, care are dreptul de a funcţionà în locul unde actul s'a făcut; iar din dispoziţiile art. 18 din legea pentru organizaţia judecătorească reese că tribunalele de prima instanţă sunt în drept a legalizà, adică a da autenticitatea actelor; şi prin nici o dispoziţiune legislativă, comisarii poliţieneşti nu sunt indrituiţi a legalizà, a da autenticitate actelor. Actele legalizate de asemenea comisari nu sunt de cât acte cu dată certă. Deci dar cu drept cuvânt se declară nulă ipoteca pe motiv ca s'a prezintat la tribunal pentru autentificarea actului de ipotecă, nu debitorul în persoană, ci prin procurator cu procură legalizată de comisia poliţienească. (Cas I, 118 Mart. 80/81, B. p. 240).

2. Actul nul în ceea ce priveşte ipoteca, nu este nul ca simplu act de creanţă doveditor al faptelor ce s'au petrecut între părţile contractante şi constatate printr'însul, nici în ceea ce priveşte recunoaşterile lor. Deci judecătorul se poate bazà pe acel act pentru constatarea împrumutului urmat. (Cas. I, 29/Ian. 26/85, B. p. 37).

3. Este nul actul de ipotecă consimţit şi înscris de un mandatar cu procură autentificată de poliţie, de oare ce tribunalul este singura autoritate competinte de a da autenticitate unor atari acte, ceea ce rezultă evident din lege, căci în toate cazurile în care legiuitorul cere un act autentic (art. 860. 861, 1228 c. civ. combinate cu art. 708 720 pr. civ. şi 1230 c. civ.), desemnează pe tribunal cu îndeplinirea ace-

stei solemnităţi, de unde consecința logică că tribunalul, cu excluderea ori cărui oficer public, este în drept de a da autenticitate unor atari acte. (Apel Buc. I, 79/ Mart. 19 82, *Dr*. 43 82).

4. Ipoteca fiind un contract solemn, forma autentică este de esența sa. Astfel ipoteca trebue constituită prin act autentic pentru a aveà forța sa legală, şi mandatul ce s'ar da pentru constituirea ei trebue, sub pedeapsă de nulitate, să fie constatat prin act autentic. Mandatul legalizat de comisie nu are caracterul de act autentic şi prin urmare e nulă ipoteca constituită prin un atare mandatar. (Trib. Braila, Dec. 8 81, *Dr*. 14 82).

5. Deşi debitorul a fost reprezentat înaintea tribunalului la autenticitatea actului de ipotecă şi la inscripțiunea lui prin procurator cu procură legalizată de poliție, însă actul ipotecar fiind făcut în toate condițiunile legale este opozabil debitorelui căci acea lipsă de formalitate nu se poate opune de partea contractantă, de oare ce publicitatea ipotecei este făcută în interesul terțielor persoane care au un drept real asupra imobilului, şi întru cât actul de ipotecă e subscris de debitor el nu poate beneficià de lipsa acestei formalități care nu e esențialmente inerentă actului. (Apel Craiova, I, 106, Mai 17/79, *Dr*. 43/82).

6. Art. 1772 prevede în mod formal că ipoteca convențională nu poate fi constituită decât prin act autentic; or, prin cuvântul act autentic, legiuitorul a înțeles în art. 1171 actele făcute de către un oficer public competinte cu solemnitățile cerute de lege, care să constate declarațiunile şi liberul consimțimânt al părților care formează actul. Dacă dar din originalul act de ipotecă nu se constată altceva de cât: 1) că părțile s'au prezentat la tribunal, dintre care împrumutătorul prin procurator; 2) că a prezentat constituitorul ipotecei actele doveditoare dreptului de proprietate ce are asupra imobilelor care se afectă cu ipotecă şi 3) încuviințarea tribunalului pentru inscripțiunea ipotecei, fără să se constate însă că părțile au făcut vre o declarațiune prin care să manifeste consimțimântul pentru constituirea ipotecei, pe cât timp este constant că părțile înaintea tribunalului şi mai înainte de a se ordonà inscripțiunea ipotecei, n'au declarat verbal consimțimântul lor, nu există un act autentic în sensul art. 1171, şi deci, ca consecință, nu există ipotecă; cu atât mai mult când şi procura dată de împrumutător nu erà autentică, ci legalizată de comisie. (Cas. I, 227/Iun. 10/83, B. p. 639).

7. Art. 1772 c. civ., prevede formal că ipoteca convențională trebueşte formată prin act autentic; iar prin cuvântul act autentic legiuitorul, prin art. 1171 c. civ., a înțeles actele facute de către un oficer public competinte care prin îndeplinirea formelor solemne cerute de lege, să constate declarația şi liberul consimțimânt al părților. De unde rezultă că toate părțile contractante, când au sa facă asemenea acte, să se prezinte în persoană, sau prin mandatari cu procuri autentice. Deci, dacă înaintea tribunalului, când s'a dat autenticitatea actului s'a prezentat numai debitorul, nefiind astfel prezinte ambele părți, după cum cere legea, spre a-şi da reciproc consimțimântul, nu se poate admite ca act autentic. (Cas. I, 311 Sept. 20/83, B. p. 822).

8. Deşi tribunalul, primind actul de ipotecă de la debitor, nu constată în mod formal liberul consimțimânt al părților prin care dispune inscripțiunea totuşi, întru cât în dreptul modern nu sunt forme sacramentale, această constatare a liberului consimțimânt al părților rezultă implicitamente din faptul că tribunalul, luând act de cererea de inscripțiune a ipotecei făcută de debitor a procedat la lucrările ulterioare spre a o puteà operà, şi în urmă găsind actul învestit cu toate formele cerute de lege, a şi ordonat inscripțiunea. (Apel Focşani, I, Mart. 11 83, *Dr*. 35/83).

9. Afară de cazurile unde legea pronunță expres nulitatea, mai sunt o sumă de dispozițiuni sub formă prohibitivă şi imperativă cari evident implică în sine nulitatea actelor făcute cu călcarea lor şi alte dispozițiuni tot sub aceste forme, dar a căror neobservare nu atrage nulitatea actelor. In asemenea cazuri, judecătorul e ținut, în tăcerea legii, a scrutà voința legiuitorului şi a face distincțiuni pe care legiuitorul ar fi trebuit să le facă dar nu le-a făcut. De aci a rezultat doctrina formalităților substanțiale şi accidentale, înțelegându-se prin cele substanțiale acele cari constituesc esențialmente substanța unui act şi fără de care actul este inexistent, iar prin forme accidentale, acele străine de substanța actului şi neatrăgând prin urmare nulitea lui. Conform dar acestor principii, şi mai ales față cu simplicitatea şi cu lipsa de sancțiune cu care legiuitorul nostru a regulat sistemul ipotecelor, urmează a judecà fiecare dispozițiune lipsită de sancțiune cu privire la totalitatea dispozițiunilor prescrise pentru o ipotecă valabilă şi, după importanța motivelor raționale şi juridice cari au dictat acea dispozițiune, a aprecià apoi dacă în spiritul legiuitorului constitue o formă substanțială sau accidentală, spre a decide în consecință dacă neobservarea acelei dispozițiuni atrage sau nu nuli-

tatea actului. Or, legiuitorul prin art. 1772, dispunând în formă prohibitivă că ipoteca convențională nu va puteà fi constituită de cât prin act autentic. a înțeles a declarà prin aceasta chiar că autenticitatea actului este o formalitate substanțială, pentru că prin ea și în interesul terțiilor se organizează publicitatea, element esențial al regimului ipotecar, și ca atare trebue observată sub pedeapsă de nulitate. Insă spre a rezolvà chestiunea daca se poate invocà de creditorul chirografar nulitatea ipotecei pentru lipsă de consimțimânt autentic din partea creditorului ipotecar, trebue a cercetà mai întâi ce se înțelege, conform cu natura specială a acestei convențiuni, prin constituirea de ipotecă. Or, ipoteca, fiind prin natura ei un accesoriu al contractului de împrumut, care este un contract unilateral, este și ea, în esența ei, un contract unilateral și, prin urmare, autenticitatea cerută imperios prin art. 1772 se referă specialmente la constituentul ipotecei, care ca obligat are partea principală în acest contract, și astfel numai consimțimântul sau trebue a fi constatat în mod autentic sub pedeapsă de nulitate. Aceastà interpretare rezultă mai evident din chiar motivele ce se dau pentru justificarea cerinței că constituirea ipotecei să fie în mod autentic, și acestea sunt că împrumuturile pe ipotecă trebue să fie de tot sigure, pentru că soarta lor nu trebue să depindă de la o simplă denegare a unei semnături, fiind în chestiune interesul public și necesitățile creditului. Dar aceste scopuri se ating în cazul când actul de ipotecă este autentic din partea constituentului ipotecei, căci în ceeace ce privește pe creditor, pe lângă că el nu va aveà interes de a contestà actul luat numai în favoarea sa, dar în tot cazul ar fi ceva straniu a se pretinde la noi procură autentică de la persoană pentru un act care este luat numai în favoarea ei, pe când aceasta nu se pretinde când se tratează de a fi reprezentată dinaintea instanțelor judecătorești și unde sunt în joc interese foarte grave. Dacă legiuitorul, când regulează modalitatea inscripțiunei ipotecei prin aceasta el a înțeles a arătà numai modul unei inscripțiuni regulate, însă n'a declarat nulă o ipotecă în care creditorul ar fi consimțit la înscriere și într'un mod neautentic, căci autenticitatea la asemenea act este rațional și juridic cerută numai din partea celui care se obligă în interesul general al creditorilor cât și al terțiilor. Apoi, față cu principiul de echitate care constă în aceea că să nu existe nici o nulitate fără prejudiciu, și care, trebuind să domine în chestiuni de interese curat materiale poate fi luat ca criteriu just și în sistemul nostru ipotecar, rămâne a se vedeà dacă lipsa unei procuri autentice din partea creditorului ipotecar a cașunat terțiului și mai ales ca creditor chirografar, vre un prejudiciu, căci numai în atare caz drepturile terțiilor fiind considerate ca de interes general, urmează că acea formalitate ar fi substanțială, și, prin urmare, de o nulitate absolută. Insă creditorii chirografari nu pot justificà nici un prejudiciu din cauza unei asemenea neregularități, căci nu se poate înțelege ca o inscripțiune defectuoasă să poate induce în o eroare prejudiciabilă pe alte persoane de cât pe acelea cari, pentru direcțiunea și conservarea intereselor lor, trebue să consulte registrul de inscripțiuni ipotecare, adică pe acele persoane cari au făcut a li se concedà de către debitor drepturi reale asupra imobilului ipotecat, căci este evident ca creditorii chirografari nu se hotărasc a face credit debitorului după enunțările mai mult sau mai puțin complecte ale inscripțiunilor luate de debitor, ci însăși natura titlului lor de creditori chirografari atestă în ajuns că ei nu s'au ocupat de drepturi reale, mulțumindu-se a da banii lor pe creditul personal al debitorului. Deci dar, în lipsa unei nulități expres pronunțată de lege pentru faptul că creditorul s'a prezintat la luarea inscripțiunei printr'un mandatar cu procură neautentică, și această formalitate neputând fi în spiritul legiuitorului substanțială, întru cât neobservarea ei nu lovește în nici un drept legitim al terțiilor, această lipsă a consimțimântului autentic al creditorului precum nu s'ar puteà invocà de către debitorul ipotecar, fără a probà vre un interes legitim, de cât consacrându-se dreptul spoliațiunei, tot așà nu se poate invocà nici de creditorii chirografari, căci, întru cât această inscripțiune nu a putut fi cauza nici unui prejudiciu și nici e substanțială, a admite nulitatea, ar fi a admite dreptul cuiva de a se îmbogățì pe nedrept din averea altuia. (Apel Focșani, I, Mart. 11/83, *Dr.* 34/83).

10. Ipoteca convențională fiind un contract pentru formarea lui cată să existe concurs de voințe. Și la ipotecă, consimțimântul creditorului, ca în ori care contract poate fi dat printr'un act posterior și sub semnătură privată, precum poate fi și tacit. Pe lângă aceste condițiuni generale, necesare încheierei contractelor, legiuitorul în interesul debitorului, pentru a-l deșteptà asupra importanței actului ce săvârșește, a prescris formal ca ipoteca convențională să fie constituită prin act autentic. A se pretinde însă de acì că acceptațiunea creditorului trebue a fi

concomitentă cu oferta debitorului, constatată prin acelaşi act autentic, ar fi a se cere formalităţi mai riguroase de cât chiar la donaţiune, în defavoarea cărora se ştie că legiuitorul a aglomerat asemenea forme pentru a înmulţi cauzele de nulităţi, şi unde se permite şi acceptarea posterioară. Numai la donaţiuni şi la contractele de căsătorie, numai la ambele aceste contracte solemne, pentru cuvinte bine definite, legiuitorul a prescris lamurit modul cum să se manifeste consimţimântul părţilor contractante; pe când la ipotecă, nu numai că nu a edictat nici o formă specială pentru acceptarea creditorului, dar modificând textul francez al art. 2127, unde cuvântul „*consentir*" a dat naştere la îndoiala de a se ştì dacă nu ar trebuì ca şi creditorul să exprime consimţimântul sau autentic chiar prin actul de ipotecă şi, întrebuinţând termenul „constituită", ce nu se poate aplicà de cât debitorului, pentru că numai despre el se poate zice că constitue o ipotecă, iar nu şi creditorul, care accepta ipoteca constituită, a lăsat învederat neatinsă regula comună la toate contractele, după care consimţimântul creditorului poate rezultà dintr'un fapt sau dintr'un act oarecare. Iar din definiţiunea ipotecei conventionale, cuprinsă în art. 1749, nu rezultă îndatorirea pentru creditor a manifestà acceptaţiunea sa în acelaş timp cu debitorul, fiind că art. 1749 se rapoartă la formele stabilite în articolii următori, şi s'a demonstrat că nicăeri legiuitorul nu ordoană ca creditorul să-şi deà consimţimântul sau prin chiar actul constituirei ipotecei şi într'un mod autentic. Astfel fiind, acceptarea creditorului reese din răspunderea banilor şi din prezentarea sa înaintea preşedintelui tribunalului cu actul de ipotecă cerând inscripţiunea asupra imobilului constituit ipotecă de către debitor; cu atât mai mult când creditorul acceptă în urmă în mod autentic ipoteca şi notifica debitorului acceptarea prin portărei. (Apel Buc. III, 21, Ian. 23/86, *Dr.* 23/86; Apel Buc. III, 120, Mai 7/88, *Dr.* 37/88; Apel Buc. III, 112, Mai 14/84, *Dr.* 64/84).

11. Art. 1772 prevede în mod prohibitiv că ipotecile convenţionale nu pot fi constituite de cât prin acte autentice. Din aceasta rezultă că în caz când împrumutatul sau împrumutătorul nu s'ar puteà prezentà în persoană la tribunal unde are a se face ipoteca, ci prin mandatar, mandatul trebue să fie autentic. Aceasta rezultă şi din art. 1781 relativ la modul inscripţiunei ipotecilor, unde se cere că chiar pentru operaţiunea inscripţiunei, mandatul trebue să fie autentic. Şi după art. 1171, act autentic este acela care s'a făcut cu solemnităţile cerute de lege de un funcţionar public, care are drept a instrumentà în locul unde actul s'a făcut. Or, deşi agenţii administrativi, poliţaii sau comisarii, n'aveau dreptul de a da autenticitate unor asemenea acte, totuşi în sensul adevărat al art. 1171, aceşti funcţionari, după un uz constant admis după legislaţiunea veche, puteau face asemenea legalizări numai într'atât în cât să se constate data certă, precum şi validitatea semnăturei. Deci dar dacă procura, în puterea căreià s'a prezintat un mandatar din partea debitorului la tribunal pentru a luà inscripţiune ipotecară, nu erà autentică, ci numai legalizată de autoritatea administrativă (poliţia), această legalizare aveà puterea a constatà veracitatea semnaturei precum şi data certă a procurei, şi prin urmare, judecatorul deşi în drept a anulà ipoteca ca neregulat făcută, totuşi nu poate, fără a comite un exces de putere şi să violeze principiile cele mai alementare de drept, să declare că acea creanţă nu poate aveà caracterul unei creanţe chirografară. (Cas. I, 29/85, Ian. 26/85, B. p. 37).

12. Conform art. 1749, prin ipotecă convenţională se înţelege aceea care ia naştere din convenţiunea partilor cu formele legale, adică prin act autentic, conform art. 1772. Or, din acest articol rezulta că toate părţile contractante, când au să facă nişte asemenea acte, trebue să se prezinte înaintea tribunalului respectiv, în persoană sau prin mandatari cu procuri autentice, pentru autentificarea actului de ipotecă, ceea ce rezultă formal din cuvintele „convenţiunea părţilor" din art. 1749. Este dar nul actul de ipotecă la a cărui autentificare s'a prezintat numai debitorul şi numai el l-a subscris. Iar participarea ambelor părţi la luarea inscripţiunei nu poate validà acel act de ipotecă, căci autenticitatea unui act de ipotecă, care se dă de tribunal şi care e prescrisă *ad solemnitatem*, nu trebue confundata cu inscripţiunea ipotecei, care se ordonă de singur preşedintele tribunalului; şi ce este mai mult, în atare caz nu există un concurs simultaneu al consimţimintelor părţilor, aceste consimţiminte nu sunt concomitente, şi dar părţile n'au luat de cât inscripţiunea unei simple oferte a debitorului, a unei policitaţiuni. Creditorul trebue neapărat să se prezinte şi el la autentificarea actului de ipotecă, căci şi el îşi ia obligaţiuni. O ratificaţiune posterioară prin un act autentic şi comunicată debitorului prin portărei nu poate validà asemenea acte de ipotecă, nefiind concomitente cu consimţimântul dat de părţi; apoi ratificare pentru un act solemn nu poate aveà loc, căci acesta e chiar caracterul esenţial al unui asemenea act.

că el nefiind făcut cu solemnitățile cerute de lege, este radicalmente nul. (Trib. Ilfov, I, 116, Mart. 7/85, *Dr.* 23/86).

13. Pentru formarea ipotecei se cere concursul vointei ambelor părți contractante; și dacă legiuitorul prin art. 1772 cere ca consimțimântul creditorului să fie exprimat prin un act în formă autentică, nicăeri nu se prevede că acceptațiunea creditorului să fie concomitentă cu oferta debitorului. (Cas. I, 250/86, Sept. 19 86, B. p. 684; Cas. I, 32/Ian. 26 90, B. p. 48).

14. Nu au caracterul de creanțe ipotecare actele de împrumut pentru a căror autentificare și inscripțiune părțile s'au prezintat la tribunal prin procuratori însărcinați cu procuri legalizate de poliție, iar nu și prin procuri autentice cum cere legea. (Apel Focșani, I, 150, Dec. 9/85, *Dr.* 50 86).

15. Deși actul de ipotecă a fost iscălit numai de debitor, dar de oare ce mai în urmă ambii contractanți s'au prezentat la tribunal în persoană și au cerut înscrierea acestei ipoteci în registrele tribunalului, din aceasta se constată învederat că și creditorul a aderat și consimțit la ipoteca iscălită numai de debitor. Astfel se îndeplinește formalitatea prescrisă de lege, căci deși pentru formarea unui act de ipotecă, se cere consimțimântul ambelor părți contractante, însă nicăeri nu se zice că de odată și prin chiar acelaș act cu debitorul să participe și creditorul. (Cas. I, 305/Dec. 9 88, B. p. 1033).

16. Pe cât timp una din părți, creditorul, nu a fost regulat reprezentată înaintea tribunalului, nu se poate susține că a declarat în mod valabil consimțimântul ei la confecționarea actului de ipotecă, și astfel actul nu se poate consideră ca autentic în sensul art. 1171. Or, art. 1772 prevede într'un mod formal că ipoteca convențională nu poate fi constituită de cât printr'un act autentic, și prin urmare declară nulă ori ce ipotecă constituită în alt mod. (Trib. Muscel, 15, Ian. 22/87, *Dr.* 37/88).

17. Neprezentarea creditorului sau a unui mandatar cu procură autentică nu poate atrage nulitatea unui act de ipotecă, când se constată că în adevăr creditorul și-a manifestat vointa sa pentru a contractă cu debitorul, ceea ce rezultă din cesiunea acelei creanțe. Art. 1772 cere numai ca actul de ipotecă să fie autentic; prin urmare a exige pentru facerea unei ipoteci prezenta creditorului sau reprezentarea sa prin procură autentică este a cere formalități mai riguroase de cât cele prescrise de lege. (Apel Buc. I, 112, Mai 16 89, *Dr.* 49/89).

18. In contractul de ipotecă convențională, legătura de drept nu se poate formă de cât prin concursul a doua vointe, prin vointa acelui ce afectă un imobil pentru asigurarea executărei unei obligațiuni și prin vointa acelui ce, primind această afectare, dobandește dreptul de ipotecă; de unde rezulta că până ce creditorul nu-și manifesta vointa, contractul nu se poate considerà perfect. (Cas. I, 400 Dec. 20 89, B. p. 1048).

19. Odata ce se constată în fapt că părțile s'au prezintat în persoana la tribunal și au exprimat liberul lor consimțimânt la actul de ipotecă, devine cu totul indiferent și fără nici o importanță pentru validitatea acelui act, circumstanța dacă el poartă semnătura lor proprie sau a unui împuternicit al lor chiar cu o procură legalizată de comisie. (Apel Galați, II, 69, Mai 18/91, *Dr.* 50/91).

20. In contractul de ipotecă convențională legătura de drept nu se poate formă de cât prin concursul a două vointe, prin vointa acelui ce afectă un imobil pentru asigurarea executărei unei obligațiuni și prin vointa acelui ce, primind această afecțiune, dobândește dreptul de ipotecă. Și dacă legiuitorul, prin art. 1772 și 1781, cere ca consimțimântul părților, prin urmare și consimțimântul creditorului, să fie exprimat printr'un act în forma autentică, atât pentru constituirea ipotecei, cât și pentru inscripțiunea ei, nicăeri însă nu se prevede că acceptațiunea creditorului să fie concomitentă cu oferta debitorului, ci poate fi posterioară. Astfel, deși procura dată de creditor procuratorului său pentru a consimțì la ipoteca ce debitorul îi constituià și a cere inscripția ei nu a fost autentică, totuși creditorul și-a dat consimțimântul său în mod valabil, autentic, că primește acea ipotecă și inscripțiunea luată mai târziu, prin faptul că a cedat creanța sa ipotecară altuia. (Cas. I, 194/Mai 27/92, B. p. 480).

21. Dacă în mod normal și regulat, la facerea actului pentru constituirea unei ipotece și luarea inscripției ipotecare, trebue să fie atât creditorul cât și debitorul, totuși constatarea numai a vointei debitorului, în lipsa creditorului, nu face ca acesta să nu poată invocà față de un debitor recunoașterea actului constitutiv de ipotecă și a cere executarea lui. (Cas. I, 80/95, B. p. 144).

22. Creditorul, în profitul căruia se constitue o ipotecă, nu este ținut să-și dea consimțimântul său în acelaș timp cu al debitorului și în forma autentică; acceptarea ipotecei se poate face prin act posterior sub semnătură privată și chiar în mod tacit, rezultând aceasta din cererea pentru luarea inscripțiunei. (Trib. Ilfov, III, *Dr.* 13/97).

23. Clauza înscrisă într'un act de ipotecă, prin care se pune debitorului

ipotecar îndatorirea de a nu percepe anticipat chiriile, nu constitue decât o obligaţie personală a debitorului care nu poate fi opusă terţiilor şi prin urmare nici chiriaşului. (Cas. I, 328/905, B. p. 882).

24. O ipotecă convenţională, pentru a fi validă, trebue ca actul care o constitue să fie autentic. (Cas. s. u, 4 din 3 Febr. 1911, B. p. 273, Jurisprudenţa 7/911).

25. Atunci când unul din exemplarele actului autentic întruneşte toate condiţiunile de validitate, acel act nu poate fi declarat nul, pentrucă, celuilalt exemplar, sau procesului-verbal rămas la dosar, i-ar lipsì vreuna din condiţiunile de formă cerute de lege, cum ar fi lipsa semnăturei judecatorului, în procesul-verbal rămas la dosar. (Cas. s. u. din 3 Febr. 1911, B. p. 273, Jurisprudenţa 7/911).

26. A se vedeà: art. 1171, Index „Ipotecă", şi notele respective; art. 1173, nota 5; art. 1754, nota 2.

Art. 1773. — Ipotecele consimţite în ţară străină nu pot aveà efect în România decât după ce actele prin care s'a consimţit ipoteca, se vor fi vizat de preşedintele tribunalului civil al situaţiunei bunurilor şi se va fi luat inscripţiune.

Acest magistrat va verificà dacă actele de constituţiunea ipotecei unesc toate condiţiunile cerute de legile locului unde s'au făcut spre a fi autentice[1]). (Civ. 2, 11, 1789; Pr. Civ. 374; Civ. Fr. 2128; L. Belg. 77).

Text. fr. Art. 2128. — Les contrats passés en pays étranger ne peuvent donner d'hypothèque sur les biens de France, s'il n'y a des dispositions contraires à ce principe dans les lois politiques ou dans les traités.

Text. Belg. Art. 77. — A défaut de dispositions contraires dans les traités ou dans les lois politiques, les hypothèques consenties en pays étranger n'auront d'effet, à l'égard des biens situés en Belgique, que lors que les actes qui en contiennent la stipulation auront été revêtus du visa du président du tribunal civil de la situation des biens.

Ce magistrat est chargé de vérifier si les actes et les procurations qui en sont le complément reunissent toutes les conditions nécessaires pour leur authenticité dans le pays où ils ont été reçus.

L'appel de la décision du président sera interjeté par requête adressée à la cour, qui statuera comme en matière d'appel de référé.

Doctrină străină.

Arntz, I, 76; IV, 1811, p. 330;
Aubry et Rau, I, § 31, p. 167, nota 70 şi p. 168 (ed. 5-a), p. 109, aceeaş notă şi p. 110 (ed. 4-a);
Baudry, *Précis,* I, 84; III, 17;
Baudry et Fourcade, *Des personnes,* I, 222;
Baudry et Loynes, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, II, 1413;
Colin et Capitant, ed. 2-a, II, p. 943;
Demolombe, I, 106; XX, 113;
Duranton, I, 91;
Huc, I, 168; IX, 61;
Laurent, XXX, 456-458; *Principes,* I, 99; V, 213; *Dr. internat.*, II, 240 urm.; VIII, 28, 30, 35;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 607;
Pandectes Fr., *Lois,* 862;
Sirey, *Donations,* 7123;
Thiry, I, 53, p. 59, 58;
Weiss, *Dr. internat.*, IV, p. 327, text şi nota 3, 388; V, p. 479; *Tr. élém. de dr. internat.*, p. 625, 626.

1) A se compară art. 1773 român cu art. 77 din legea belgiană dela 1851.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, I, ed. 2-a, p. 178, 217 urm.; X, p. 551, 587 urm., 588, 594; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 326; VII, p. 467; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 102; IX, p. 630); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 41, 458;
CANTACUZINO MATEI, p. 571;
NACU, I, p. 88; III, p. 721, 722;
TATARU G. V., *Prezidentul tribunalului*, p. 87, 88.

Art. 1774. — Ipoteca convențională nu este valabilă dacă prin actul de constituțiune al ipotecei nu se specifică anume natura și situațiunea fiecărui imobil al debitorului, asupra cărui se consimte ipoteca creanței. (Civ. 1749; Civ. Fr. 2129 § 1 [1]); L. Belg. 78 § 1).

Text. fr. Art. 2129 § 1. — Il n'y a d'hypothèque conventionnelle valable que celle qui, soit dans le titre constitutif de la créance, soit dans un acte authentique postérieur, déclare spécialement la nature et la situation de chacun des immeubles actuellement appartenant au débiteur, sur lesquels il consent l'hypothèque de la créance. Chacun de tous ses biens présents peut être nominativement soumis à l'hypothèque.

Text. Belg. Art. 78 § 1. — Il n'y a d'hypothèque conventionnelle valable que celle qui, soit dans le titre authentique constitutif de la créance, soit dans un acte authentique postérieur, déclare spécialement la nature et la situation de chacun des immeubles actuellement appartenant au débiteur, sur lesquels il consent l'hypothèque de la créance.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 278-281, 285; III, ed. 5-a, p. 470-475, 480-482;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc. II, 1288, 1290, 1291, 1367, 1368, 1370, 1371, 1373-1379;
BEUDANT, II, 660;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 297, 892, 936, 937, 943, 944, 945 urm., 948 urm.; ed. 1-a III, p. 756;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth. 1286 urm., 1295, 1346; *Suppl.* Privil. et hypoth, 867 urm., 1063;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 96 bis, III;
GUILLOUARD, *Privilèges et hypothèques*, 1022, 1024-1029, 1038, 1039; III, 1202, 1208;
LAURENT, XXX, 499, 504, 510, 512, 513;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 608, 609;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2781 urm , 2800 urm.;
PONT, *Priv. et hyp.*, II, 672, 674, 675, 678;
TROPLONG, *Privilèges et hypothèques*, II, 515, 536 bis; *Vente*, I, 77.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 574, 594 urm., 626; (III, part. II, ed. 2-a, p. 787 nota; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 673); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 458;
CANTACUZINO MATEI, p. 572;
NACU, III, p. 730.
TATARU G. V., *Prezidentul tribunalului*, p. 85.

Jurisprudență.

1. Prin art. 1774 se declară nevalabil actul de ipotecă prin care nu s'ar specifică anume natura și situațiunea imobilului ipotecat. Este dar suficient când natura și situațiunea imobilului sunt arătate prin expresiunea „cu ipotecă în fondul moșiei mele cutare din acest district". (Cas. II, 63 Apr. 5/75, B. p. 68).

2. Dacă printr'un act constitutiv de ipotecă se specializează imobilul ipotecat, atât prin hotarele sale, cât și prin superficia sa, judecata nu poate, fără a comite un exces de putere, ca,

1) A se compară art. 1774 român, cu art. 2129 Codul Civil francez și art. 78 Legea belgiană din 1851.

interpretând clauza din actul de ipotecă că se ipotecează imobilul „și ori ce alte trupuri sub orice alte denumiri vechi sau noui din care se compun", să decidă că s'a ipotecat și partea din imobil, ce trece peste hotarele și întinderea specificată în act. (Cas. I, 215, 900, B. p. 672).

3. Din momentul ce prin actul de constituire al ipotecei se specializează imobilul ipotecat prin arătarea hotarelor și prin suprafața sa, instanța de fond nu poate, fără a comite un exces de putere, să nu țină seamă de aceasta specializare și să conchidă că s'a afectat la plata creanței și părțile de pământ de dincolo de acest hotar și o suprafață îndoit de mare decât aceea prevăzută în actul de constituire al ipotecii. Excesul de putere este cu atât mai învederat, cu cât „specificarea anume a naturei și situațiunei imobilului asupra căruia se consimte ipotecă", este în virtutea art. 1774 din codul civil, unul din principiile fundamentale în materie de ipotecă; iar expresiunile: „orice alte trupuri sub ori ce denumiri", trecute în actul de ipotecă, chiar când constant ar fi că alte trupuri au făcut parte totdeauna din moșia ipotecată, nu pot fi privite, din momentul ce hotarele acestei moșii erau specificate în act ca făcând parte din imobilul ipotecat, decât numai atunci când ele ar fi fost înlăuntrul acestui hotar. Când însă este constant că acele trupuri sunt dincolo de acel hotar, a se consideră și ele ca făcând parte din imobilul ipotecat, este a se recunoaște un drept de ipotecă asupra unor trupuri de moșie, a căror natura și situațiune nu erau specificate în actul de ipotecă și, dar, a recunoaște dreptul pentru instanțele judecătorești de a derogă, sub motiv de interpretare, la dispozițiile formale și precise ale sus citatului art. 1774, ceeace este neadmisibil. (Cas. secții unite, 4/901, B. p. 799).

4. După dispozițiile art. 1774 și 1776 c. civ., ipoteca convențională nu este valabilă, dacă prin actul de constituire al ipotecei nu se specifică anume, atât imobilul debitorului asupra căruia se consimte ipoteca, cât și suma pentru care ipoteca este constituită.

Nespecializarea, în acest sens, a ipotecei pentru a se preciză și limită dreptul creditorului ipotecar, atrage nulitatea ei, — căci textele menționate proclamă formal că numai astfel ipoteca e valabilă. (Cas. I. 1305 din 9 Iulie 1924. Curier Jud. 1/925).

Art. 1775. — Bunurile viitoare ale debitorului nu pot fi obiectul unei ipotece. (Civ. 965, 1772; Civ. Fr. 2129 § 2; L. Belg. 78 § 2).

Text. fr. Art. 2129 § 2. — Les biens à venir ne peuvent pas être hypothèques.

Text. Belg. Art. 78 § 2. — Les biens à venir ne peuvent pas être hypothèques.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 268; III, ed. 5-a, p. 449;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc. II, 1381;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 297, 892, 936, 937, 943, 944, 945 urm., 948 urm; ed. 1-a, III, p. 756;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth. 1286 urm.; *Suppl.* Privil. et hypoth. 867 urm.;
GUILLOUARD, *Privilèges et hypothèques*, II, 957;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2781 urm., 2800 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 574, 594 urm., 626; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 458;
CANTACUZINO MATEI, p. 569;
NACU, III, p. 727 urm.

Art. 1776. — Ipoteca convențională nu poate fi valabilă decât atunci când suma, pentru care ipoteca este constituită, va fi determinată prin act.

Dacă creanța este condițională, se va menționă condițiunea

în inscripțiune[1]). (Civ. 948, 965, 1004, 1009, 1015, 1017, 1019, 1746 urm., 1770, 1781; C. com. 372; Civ. Fr. 2132; L. Belg. 80).

Text. fr. Art. 2132. — L'hypothèque conventionnelle n'est valable qu'autant que la somme pour laquelle elle est consentie, est certaine et déterminée par l'acte: si la créance résultant de l'obligation est conditionnelle pour son existence, ou indéterminée dans sa valeur, le créancier ne pourra requérir l'inscription dont il sera parlé ci-après, que jusqu'à concurrence d'une valeur estimative par lui déclarée expressément, et que le débiteur aura droit de faire réduire, s'il y a lieu.

Text. Belg. Art. 80. — L'hypothèque conventionnelle n'est valable qu'autant que la somme pour lequelle elle est consentie est déterminée dans l'acte.

Si la créance résultant de l'obligation est conditionnelle la condition sera mentionnée dans l'inscription dont il sera parlé ci-après.

L'hypothèque consentie pour sureté d'un crédit ouvert, à concurrence d'une somme determinée, qu'on s'oblige à fournir est valable: elle prend rang à la date de son inscription, sans égard aux époques successives de la délivrance des fonds qui pourra être établie par tous moyens légaux.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 277, 282; III, ed. 5-a, p. 470, 476;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc. II, 1280 I, 1281, 1400, 1402;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 944, 945, 1008, 1020;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 1312 urm., 1322; *Suppl.* Privil. et hypoth. 883 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 99 bis, I, IV;
GUILLOUARD, *Privilèges et hypothèques*, II, 1017, 1018, 1030, 1031;
LAURENT, XXX, 528;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 611;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2806 urm.;
PONT, *Priv. et hyp.*, II, 702 urm., 718, 719;
TROPLONG, *Privilèges hypothèques*, II, 480.

Hipoteci convenționale stipulate cu garanția unei deschideri de credit.

AUBRY ET RAU, III, p. 282, 283, 285; III, ed. 5-a, p. 476-480;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., II, 1282-1287;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 1323;
DEMOLOMBE, XXV, 392, 394;
GUILLOUARD, *Privilèges et hypothèques*, II, 1032-1037;
LAURENT, XXX, 529, 537;
LYON-CAEN ET RENAULT, IV, 729, 732;
PONT, *Priv. et hyp.*, II, 715, 719;
TROPLONG, *Privilèges et hypothèques*, II, 477, 508.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 574, 594 urm., 626; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 459;
CANTACUZINO MATEI, p. 572;
NACU, III, p. 730;
TATARU G. V., *Prezidentul tribunalului* p. 85.

Jurisprudență.

1. In sistemul legislațiunei noastre specialitatea este de esența contractului de ipotecă, și această specialitate stabilită de legiuitor în interesul creditului public, cuprinde două elemente: 1) arătarea cu exactitate a naturei și situațiunei imobilului ce se ipotecează, 2) determinarea chiar în actul de ipotecă a sumei pentru care se contractează ipoteca. Dacă dar în act nu s'a determinat suma, ipoteca e nulă, și nulitatea nu se poate acoperi prin faptul că creditorul a luat în urmă inscripțiune pentru o sumă determinată, căci dacă creanța este nedeterminată în act, ea se poate în adevăr determină în urmă, dar această determinare trebue să se facă de ambele părți contrac-

[1]) A se compara art. 1776 român cu art. 2132 francez și art. 80 Legea belgiană din 1851.

tante, și motivul e că specialitatea creanței e un element esențial al contractului de ipotecă, și e de principiu că ori ce element al contractului trebue să fie opera tuturor părților contractante. (Trib. Brăila, Dec. 8/81. *Dr.* 14/82).

2. După dispozițiile art. 1774 și 1776 c. civ., ipoteca convențională nu e valabilă, dacă prin actul de constituire al ipotecei nu se specifică anume, atât imobilul debitorului asupra căruia se consimte ipoteca, cât și suma pentru care ipoteca este constituită.

Nespecializarea, în acest sens, a ipotecei pentru a se preciză și limită dreptul creditorului ipotecar, atrage nulitatea ei — căci textele menționate proclamă formal că numai astfel ipoteca e valabilă. (Cas. I, 1305 din 9 Iulie 1924. Jur. Gen. 1924, No. 1893).

Art. 1777. — Ipoteca se întinde asupra tuturor ameliorațiunilor survenite în urma constituirei[1]) imobilului ipotecat. (Civ. 462 urm., 489, 490 urm., 494, 498, 904, 1737, 1742, 1750, 1774, 1775; Civ. Fr. 2133; Civ. Belg. 45-2).

Text. Art. 2133. — L'hypothèque acquise s'étend à toutes les améliorations survenues à l'immeuble hypothèque.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 404, 408-412; III, ed. 5-a, p. 658, 667-669, 671-673;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement,* etc., I, 593, 594; III, 1932, 1938, 1939, 1941, 1943 1947, 1950-1955;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 865; II, p. 820, 842, 894;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 1350 urm.; *Suppl.* Privil. et hypoth. 907 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 100 bis, I, 147 bis, I;
DEMOLOMBE, X, 159;
GUILLOUARD, *Privilèges et hypothèques,* III, 1510, 1513, 1515, 1516, 1518-1522, 1525, 1528, 1529 urm., 1532;
LAURENT, XXX, 17, 18, 206-208;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 614;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2741 urm., 2898;
PONT, *Priv. et hyp.,* I, 197, 407, 410, 411;
TROPLONG, *Privilèges et hypothèques,* II, 400, 551, 552.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 362, 487, 535, 537, 600 urm., 658, 668, 704; *Droit ancien et moderne de la Roumanie* p. 459; *Observație* sub. C. Apel Buc. s. I, 195 din 30 Oct. 902. Curier. Jud. 11/903;
CANTACUZINO MATEI, p. 46, 586, 587, 588.
CERBAN ALEXANDRU, *Notă* sub. C. Apel Buc. s. I, 193 din 7 Iulie 1923. Pand. Rom. 1924, II, 98;
DUMITRESCU A. M., II, 692;
NACU, III, p. 733, 734.

Jurisprudență.

1. Ipoteca constituită asupra unui imobil se întinde asupra tuturor accesoriilor acestui imobil, și chiar asupra celor care s'au adaos posterior ipotecei, din momentul ce intențiunea părților a fost ca fondul și tot ce servește la întreținerea și exploatarea lui să fie ipotecat. (Trib. Ilfov, s. not., 277, Nov. 19/81, *Dr.* 9/82).

2. Art. 1777 stabilește că ipoteca se întinde asupra tuturor ameliorațiunilor survenite în urma constituirei ipotecei, fără a deosebi dacă ameliorațiile s'au săvârșit de către însuși debitorul care a consimțit dreptul de ipotecă sau de un al treilea. Așà dar și un succesor al primitivului debitor sau în general un detentor al imobilului garantat, executând ameliorațiuni pe imobilul ipotecat, este expus a fi urmărit de către creditorul ipotecar, fără ca acesta să fie obligat a-l despăgubì pentru valoarea acelor ameliorațiuni. Raporturile dintre creditorul ipotecar și detentorul unui imobil ipotecat sunt regulate prin art. 1790—1799 și în ele nu se găsește reprodusă dispoziția art. 2175 din codul francez, după care detentorul are dreptul a recurge contra creditorului ipotecar pentru ameliora-

1) In textul francez, lipsesc cuvintele: „*în urma constituirei*".

țiuni; acea dispoziție suprimată de legiuitorul nostru nu se înțelege de la sine. In lipsa acestei dispoziții, detentorul n'are de cât dreptul de a recurge contra debitorului principal, precum prevede art. 1799. Spre a da o soluțiune contrarie, în lipsa unui text, ar trebuì a ne întemeià pe considerații de echitate; or aceasta e inadmisibil în vederea textelor citate și a efectului general al dreptului de ipotecă, și ar însemnà a slăbì dreptul de ipotecă și a expune pe creditorul ipotecar relei credinte. De altmintrelea detentorul unui imobil ipotecat, spre a evità efectele urmăririi din partea creditorului ipotecar, are dreptul a operà purgarea, conform art. 1801 urm. (Cas. I, 62/Febr. 20/89, B. p. 166; *Contra acestei soluții*, a se vedeà decizia Curței de Apel București din *Dreptul* 17/88, aflată la No. 6 de sub art. 494).

3. Imobilele, pe care debitorul le dobândește, sub orice titlu, în urma constituirei unei ipoteci, nu pot fi considerate, prin simplul fapt că se găsesc în apropierea imobilului ipotecat, ca constituind îmbunătățiri în sensul art. 1777 din codul civil. Astfel, dacă imobilul ipotecat a fost urmărit și vândut aquisitorul acestui imobil nu poate pretinde, în baza ordonanței de adjudecare, alte drepturi decât acelea ce aveà creditorul ipotecar; nimeni neputând transmite altuia drepturi mai întinse decât aveà și are el însuși. (Trib. Ilfov I, *Dr.* 57/901).

4. Achizițiunea unui teren în scopul ca proprietatea riverană să iasă din aliniere, nu poate fi considerată decât ca în interesul și în folosul fondului principal și deci în folosul proprietarilor acestui fond. O asemenea achizițiune, constituind o ameliorațiune adusă fondului principal, în sensul art. 1777 din codul civil, rămâne cuprinsă în ipotecile constituite asupra fondului principal, chiar dacă ar fi survenit în urma acestor ipoteci. (Cas. I, 11 Oct. 1906, B. p. 1537).

Secțiunea III. — *Despre rangul ipotecelor între ele.*

Art. 1778. — Intre creditori, ipoteca, fie legală, fie convențională, nu are rang decât din ziua inscripțiunei sale în registre. (Civ. 1108, 1180, 1738, 1745, 1748, 1779 urm., 1790; L. agrară, 76; Legea specială autorizând luarea de măsuri excepționale (Mon. of. 217/914), Art. 3—6; Civ. Fr. 2134; L. Belg. 81 § 1).

Text. fr. Art. 2134. — Entre les créanciers, l'hypothèque, soit légale, soit judiciaire, soit conventionnelle n'a de rang que du jour de l'inscription prise par le créancier sur les registres du conservateur, dans sa forme et de la manière prescrites par la loi, sauf les exceptions portées en l'article suivant.

Text. Belg. Art. 81, § 1. — Entre les créanciers, l'hypothèque n'a de rang que du jour de l'inscription prise sur les registres du conservateur, dans la forme et de la manière prescrite par la loi.

Doctrină străină.

Aubry et Rau, III, p. 260, 261, 287, 300, 484, 485; III, ed. 5-a, p. 418, 438, 484, 506, 808-810;
Baudry et de Loynes, *Du nantissement*, etc. II, 1439, 1441, 1444, 1448, 1539;
Colin et Capitant, ed. 2-a, II, p. 955, 959 urm.;
Dalloz, *Rép.* Privil. et hypoth. 1357 urm., 2262 urm.; *Suppl.* Privil. et hypoth. 938 urm., 1412 urm.;
Demante et Colmet de Santerre, IX, 10 bis, III;
Demogue, I, *Sources des Obligations*, I, p. 333.
Guillouard, *Privilèges et hypothèques*, II, 916, 1044, 1045;
Laurent, XXX, 552, 554;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 615;
Planiol, II, ed. 3-a, No. 2980;
Pont, *Priv. et hyp.*, II, 728;
Troplong, *Privilèges et hypothèques*, II, 569.

Doctrină românească.

Alexandresco, X, p. 362, 487, 535, 537, 600 urm., 658, 668, 704; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 337, 338; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 673); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 459;

CANTACUZINO MATEI, p. 572, 575;
CHIRCULESCU D. N., *„Despre efectul erorilor sau indicațiilor necomplecte sau neexacte într'o inscripție de ipotecă sau de privilegiu"*. Curier Jud. 43/903;
NACU, III, p. 734.

Jurisprudență.

1. Prioritatea rangului într'o urmărire nu atârnă de la voința părților, ci ea rezultă din registrele de inscripțiuni. De unde rezultă că cunoștința ce ar aveà un creditor că o ipotecă anterioară prima pe a sa, nu-l împiedică de a trece înaintea celui dintâi în virtutea unei noui inscripțiuni ipotecară. (Apel Galați, s. vec., Aug. 31/89, *Dr.* 63/89).

2. Subrogația legală din art. 1108 al. II cod. civ. transferând dobânditorului toate drepturile, atât principale cât și accesorii, ale creditorilor pe cari i-a dezinteresat, dobânditorul profită de toate inscripțiile luate, dar e ținut a vegheà la conservarea lor, ca însăși creditorii în locul cărora s'a subrogat. (Apel Iași II, C. Jud. 85/901).

3. Dreptul de preferință, privilegiul ocult, ce legea Caragea acordă femeii asupra întregei averi a soțului său pentru garantarea zestrei sale, nu conferea femeii și dreptul de a urmărì averea mobiliară a soțului, când treceà în mâna unui terțiu. Femeia măritată și înzestrată sub codul Caragea pierde dreptul de preferință asupra întregei averi a soțului său pentru garantarea zestrei sale, drept ce-i acordă codul Caragea, dacă în termen de un an dela punerea în aplicare a actualului cod civil, n'a avut grijă a cere inscripțiunea ipotecară asupra imobilelor soțului pentru asigurarea dotei sale. (Trib. Gorj C. Jud. 58/903).

4. Existența unei ipoteci asupra unui imobil, nu e de natură a restrânge dreptul proprietarului de a percepe cu anticipație chiriile; că perceperea cu anticipație a chiriilor este opozabilă chiar creditorilor ipotecari, înscriși anterior, afară de cazul când se va constatà că această percepere a fost făcută prin frauda și prejudiciul creditorilor. (Cas. I, 328/905, B. p. 881).

4 bis. O inscripțiune ipotecară radiată se consideră ca și cum n'ar fi existat, și ca atare creditorul care ar tratà cu debitorul, pe baza unui certificat negativ liberat de grefă este la adăpost de orce eventualitate, care ar restabilì o ipotecă ce fusese radiată.

Astfel, în caz de conflict între dreptul creditorului a căruia inscripție ar fi restabilită după ce a fost radiată, și dreptul creditorilor înscriși în urma radierii, aceștia urmează a fi preferați. (Cas. II, 18 Ianuarie 1906 B. p. 110).

5. Inscripțiunea ipotecei are de scop de a da publicității existența dreptului real de ipotecă iar nu de a face opozabile terțiilor clauzele accesorii ale contractului de împrumut, cari rămân obligațiuni pur personale ale debitorului. (Cas. s. I, 89/912, Curier Jud. 30, 1912).

6. Inscripțiunea unei ipoteci, fiind un act de conservare iar nu de alcătuirea dreptului recunoscut prin actul de ipotecă, nulitatea ei nu poate fi invocată de terți decât numai dacă s'ar fi omis a se pune în cunoștință printr'însa vreuna din condițiunile cuprinse în actul ipotecar, din a cărei lipsă li s'ar fi cauzat un prejudiciu justificat. (Cas. II, 199/914, Curier Jud. 14/915).

7. A se vedeà: art. 1108, nota 2; art. 1109, nota 1: art. 1753 nota 1; art. 1781, nota 5.

Art. 1779. — Ipotecele înscrise în registre în aceeași zi, au acelaș rang. (Civ. 1778, 1790, 1820; Civ. Fr. 2147; L. Belg. 81 § 2).

Text. fr. Art. 2147. — Tous les créanciers inscrits le même jour exercent en concurence une hypothèque de la même date, sans distinction entre l'inscription du matin et celle du soir, quand cette différence serait marquée par le conservateur.

Text. Belg. Art. 81, § 2. — Tous les créanciers inscrits le même jour exercent en concurrence une hypothèque de la même date, sans distinction entre l'inscription du matin et celle du soir quand cette différence serait marquée par le conservateur.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, p. 62 urm.; III, p. 485, 486; III, ed. 5-a, p. 810;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc. II, 1445, 1448;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 960, 967;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth. 1396 urm.; *Suppl.* Privil. et hypoth. 945;

PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3099;
PONT, *Priv. et hyp.*, II, 735, 736;
TROPLONG, *Privilèges et hypothèques*, II, 664.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 366, 605 urm.; (III, part. I, ed. 2-a, p. 269 n .4; IV, part. I, ed. 2-a, p. 636; V, p 171 n. 2); *Droit ancien et moderne de la Roumanie* p. 459;
CANTACUZINO MATEI, p. 572;
GEORGEAN N., *Nota* sub. Cas. I, 148 din 31 Martie 1920. Panp. Rom. 1923-I-233;
NACU, III, p. 734.

Jurisprudenţă.

1. Doi creditori subrogaţi în acelaşi drept de ipotecă, fiind creditori co-ipotecari în acelaş rang, rangul primitiv al ipotecei ce grevă imobilul vândut la licitaţie urmează că amândoui să fie plătiţi prin analogie din preţul eşit la vânzarea imobilului în conformitate cu creanţa lor respectivă (Apel Buc. II. Octombrie 17/73. *Dr.* 77/73).

2. De şi două ipoteci s'au înscris în aceeaşi zi, totuşi dacă cererea de inscripţiunea unei ipoteci s'a făcut cu două zile înaintea celeilalte cereri, dar nu s'a înscris în ziua în care s'a făcut cererea pe motiv că ea s'ar fi prezentat prea târziu la orele 4 p. m., cu toate că după legea organizărei judecătoreşti se puteà lua acea inscripţiune în ziua în care s'a făcut cererea, urmeză a se considera în primul rang ipoteca pentru a cărei inscripţiune s'a făcut cerere mai întâiu, şi pe cealaltă în al doilea rang. (Apel. Buc. III, 122, Ian. 5/84 *Dr.* 64/84).

3. Prin art. 1753 § 3 se prevede că statul, comunele şi stabilimentele publice au o ipotecă legală în bunurile perceptorilor şi administratorilor lor. Această ipotecă nu are rang de cât din ziua luării inscripţiunei în registrele tribunalului; şi dacă sunt înscrise în aceeaşi zi ele au rang egal (art. 1778, 1779). (Trib. Ilfov II 55 din 8 Febr. 1884. *Dr.* 31/84).

4. Acela care prin faptul sau prin manoperile întrebuinţate împiedecă luarea unei inscripţiuni nu se poate prevala de vreun drept resultând din vre-un viţiu al inscripţiunei cauzat prin această împiedicare. (Trib. Ilfov. II. 55, Febr. 8/84, *Dr.* 31/84).

CAPITOLUL IV.

Despre modul inscripţiunei privilegiilor şi ipotecilor.

Art. 1780. — Inscripţiunile se fac la grefa tribunalului districtului în care sunt situate bunurile ipotecate.

Drepturile de privilegii şi ipoteci cari nu s'ar fi înscris înaintea morţei debitorului, nu vor mai puteà fi înscrise decât după trei luni dela deschiderea succesiunei. Inscripţiunile nu vor produce nici un efect când vor fi fost luate în intervalul de timp în cursul cărui actele făcute înaintea deschiderei falimentelor sunt declarate de lege, nule. (Civ. 708, 945, 1738, 1778, 1790, 1816 urm.; Pr. Civ. 496 urm., 565, 702 urm., 721 urm., 725—728; C. com. 720—723; Civ. Fr. 2146; L. Belg. 82).

Text. fr. Art. 2146. — Les inscriptions se font au bureau de conservation des hypothèques dans l'arrondissement duquel sont situés les biens soumis au privilège ou à l'hypothèque. Elles ne produisent aucun effet, si elles sont prises dans le délai pendant lequel les actes faits avant l'ouverture des faillites sont déclarés nuls.

Il en est de même entre les créanciers d'une succession, si l'inscription n'a été faite par l'un d'eux que depuis l'ouverture, et dans le cas où la succession n'est acceptée que par bénéfice d'inventaire.

Text. Belg. Art. 82. — Les inscriptions se font au bureau de conservation des hypothèques dans l'arrondissement duquel sont situés les biens soumis au privilège ou à l'hypothèque.

Les droits de privilège ou d'hypothèque acquis et qui n'aurait pas été inscrit avant le décès du débiteur ne pourront plus l'être que dans les trois mois de l'ouverture de la succession sans préjudice aux disposition de l'article 112.

L'effet des inscriptions prises avant l'ouverture des faillites est reglé par les lois particulières sur les faillites.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 257, 289, 291, 307, 318-320, 325, 331-336, 357-360, 363, 367-369; III ed. 5-a, p. 432, 488, 491, 530-533, 539, 540; 547-554, 588-591, 596, 602, 604, 606; VI, p. 485, 486;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, I, 836, 844, 846, 847, 868, 880; II, 1259 urm., 1541, 1547, 1548, 1561, 1563, 1565, 1567-1572, 1576-1582, 1585, 1587, 1598, 1599, 1601 urm., 1605, 1606, 1610-1614, 1616, 1618, 1619; III, 2607;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 97;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 845 urm., 854, 861, 866, 900, 932, 952, 955, 956, 958 1005, 1017; ed. 1-a, III, p. 230, 595;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 468, 494, 1398 urm., 1407 urm., 1487, 1493, 1500; *Suppl* Privil. et hypoth., 403, 581, 744, 958 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 87 bis, I, III-V; 119 bis, II-IV urm., VII-IX 120 bis, II, III, VII-XV;
DEMOLOMBE, XVII, 198; *Sucessions*, III, 397;
FLANDIN, *Transcr.*, II, 1183;
GUILLOUARD, *Privilèges et hypothèques*, III, 909 urm., 1050, 1052, 1054, 1075-1082, 1084 1119, 1120, 1130-1135, 1137, 1139-1141, 1144-1147, 1149, 1150, 1154, 1281, 1282, 1284-1287, 1304, 1305, 1313, 1316, 1317, 1322, 1334;
LAURENT, XXXI, 4, 8-10, 25, 46, 575, 576;
LYON-CAEN ET RENAULT, VII, 203, 281, 294-296, 412;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 632 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3015 urm.;
PONT, *Priv. et hyp.*, II, 868, 876, 877, 899, 908, 916-920, 923, 927, 928, 931, 963;
TROPLONG, *Privil. et hypoth.*, I, 364, 365, 368; III, 655 ter, 658 ter, 659, 659 bis, 659 ter 660-662; *Transcription*, 295, 296.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 524, 525, 606, 612, 613 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 751, 752; VIII part. I, ed. 2-a, p. 675, 676, 679); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 460.
CANTACUZINO MATEI, p. 572, 573;
COSTIN AL., *„Asupra legislaţiei de răsboi"*. Tribuna Juridică 26-27/1919, 30-31/1919, 37-38 1919, 42-44 1919;
NACU, III, p. 737 urm.;
TATARU G. V., *Prezidentul tribunalului*, p. 83, 87.

Jurisprudenţă.

1. După art. 1780, drepturile de privilegiu şi ipoteci, care nu s'ar fi înscris înaintea morţii debitorului nu vor mai puteà fi înscrise de cât dupa 3 luni de la deschiderea succesiunii. Prin cuvinte „după 3 luni de la deschiderea succesiunii" legiuitorul nu a putut înţelege de cât până în 3 luni ce succesiunea a fost deschisă. In vedere că regularea şi acceptarea succesiunilor să nu rămână în suspensiune un timp mărginit legiuitorul a crezut de cuviinţă să fixeze un termen de la moartea debitorului peste care inscripţiunile să fie considerate ca nule şi neavenite. Că aceasta este adevărata interpretare ce trebue dată art. 1780, rezultă şi de acolo că acest articol fiind luat şi tradus de legiuitorul nostru dupa art. 82 din legea belgiană de la 16 Decembrie 1851 asupra privilegiilor şi ipotecilor care prevede că drepturile de privilegiu sau de ipotecă, care nu vor fi fost înscrise înaintea morţii debitorelui, nu vor mai puteà fi înscrise de cât în cele 3 luni ce urmează după deschiderea succesiunii este învederat că legiuitorul nostru a înţeles prin cuvintele „dupa 3 luni" termen de 3 luni ce urmeaza de la deschiderea succesiunii. A da o altă interpretare art. 1780 este a face ca situaţiunea exacta a unei succesiuni să rămână timp îndelungat incerta, starea ce ar prejudicià atât pe moştenitorii care au interes a cunoaşte cât mai curând activul şi pasivul unei succesiuni spre a se puteà decide dacă acceptă sau renunţă la moştenire cât şi pe creditorii decedatului care au interes să cunoască sarcinele ce pot exista asupra bunuri-

lor imobile ale succesiunii. Ast-fel fiind, drepturile de privilegiu şi ipoteci care nu s'au înscris înaintea morţii debitorului nu mai pot fi înscrise de cât în întrul termenului de 3 luni ce urmează după deschiderea succesiunei. (Cas. I, 301 Oct. 13 93).

2. Femeia măritată poate luà în mod valabil inscripţiune ipotecară pentru asigurarea dotei sale şi după ce căsătoria s'a dizolvat prin moartea soţului, în timp de 3 luni dela data deschiderei succesiunei, conform art. 1780 Codul civil. (Trib. Ilfov not. *Dr.* 62 97, şi *Dr.* 10/99).

3. Dreptul soţiei creditoare de a cere inscripţiunea ipotecei legale ce are asupra bunurilor bărbatului, atât pentru asigurarea dotei sale alienabile, cât şi pentru orice pretenţiuni ce ar puteà avea contra lui, în virtutea foaei sale dotale subsistă atât timp cât subsistă şi creanţa dotală, şi prin urmare ea poate luà o asemenea inscripţiune nu numai în timpul căsătoriei, dar şi după desfacerea ei, bine înteles însă în limitele puse de art. 1780 Cod. civil. (Trib. Ilfov. Not. *Dr.* 74/911 p. 587).

4. A se vedeà: art. 1786, nota 21.

Art. 1781. — Spre a operà inscripţiunea, creditorul şi debitorul, în persoană sau prin mandatari cu procure autentice, vor prezentà preşedintelui tribunalului actul autentic al convenţiunei prin care se constitue ipoteca. Totodată, creditorul va face şi alegere de domiciliu la vreun loc din circumscripţiunea tribunalului. (Civ. 97, 196, 1132, 1740, 1746, 1772, 1774, 1782, 1784, 1788, 1819; Pr. civ. 509, 725; L. jud. oc. 46; L. Timbr. 20 § 29, 24 § 4; Civ. Fr. 2148; L. Belg. 83).

Text. fr. Art. 2148. — Pour opérer l'inscription, le créancier représente, soit par lui-même, soit par un tiers, au conservateur des hypothèques, l'original en brevet ou une expédition authentique du jugement où de l'acte qui donne naissance au privilège ou à l'hypothèque.

Il y joint deux bordereaux écrits sur papier timbré, dont l'un peut être porté sur l'expédition du titre: ils contiennent,

1⁰ Les nom, prenom, domicile du créancier, sa profession s'il en a une, et l'élection d'un domicile pour lui dans un lieu quelconque de l'arrondissement du bureau;

2⁰ Les nom, prenom, domicile du débiteur, sa profession s'il en a une connue, ou une désignation individuelle et spéciale, telle, que le conservateur puisse reconnaître et distinguer dans tous les cas l'individu grevé d'hypothèque;

3⁰ La date et la nature du titre;

4⁰ Le montant du capital des créances exprimées dans le titre, ou évaluées par l'inscrivant, pour les rentes et prestations, ou pour les droits eventuels, conditionnels ou indéterminées, dans le cas où cette évaluation est ordonnée; comme aussi le montant des accessoires de ces capitaux, et l'époque de l'exigibilité;

5⁰ L'indication de l'espèce et de la situation des biens sur lesquels il entend conserver son privilège ou son hypothèque.

Cette dernière disposition n'est pas nécessaire dans le cas des hypothèques légales ou judiciaires: à défaut de convention, une seule inscription, pour ces hypothèques, frappe tous les immeubles compris dans l'arrondissement du bureau.

Text. Belg. Art. 83. — Pour opérer l'inscription, le créancier représente, soit par lui-même, soit par un tiers, au conservateurs des hypothèques, l'expedition authentique de l'acte qui donne naissance au privilège ou à l'hypothèque.

Il y joint deux bordereaux écrits sur papier timbré, dont l'un peut être porté sur l'expédition du titre. Ces bordereaux contiennent:

1⁰ Les noms, prenoms, domicile et profession du créancier;

2⁰ Les nom, prenoms, profession et domicile du débiteur ou une désignation individuelle et spéciale telle que le conservateur puisse reconnaître et distinguer, dans tous les cas l'individu grevé d'hypothèque;

3⁰ L'indication spéciale de l'acte qui confère l'hypothèque ou le privilège et la date de cet acte;

4⁰ Le montant du capital et des accessoires des créances pour lesquelles l'inscription est requise, et le terme assigné à leur payement.

5⁰ L'indication spéciale de la nature et de la situation des chacuns des immeubles sur lesquels l'inscrivant entend conserver son privilège ou son hypothèque.

L'inscrivant sera de plus tenu de faire élection du domicile dans un lieu quelconque de l'arrondissement du bureau, et, à défaut d'élection de domicile, toutes significations et notifications relatives à l'inscription pourront être faites au procureur du Roi.

Le conservateur fait mention, sur son registre, du contenu aux bordereaux: il remet aux requerants l'expédition du titre et l'un des bordereaux, au pied duquel il certifie avoir fait l'inscription dont il indique la date, le volume et le numéro d'ordre.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, p. 495, 496; III, p. 320-322, 341, 342, 344, 350, 351, 382, 533-536, 562, 563, 566-568, 577-579, 623;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, II, 1615, 1620, 1621, 1625, 1627, 1640, 1694, 1695, 1697; III, 1765;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 651;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 57, 428; II, p. 914. 945, 946, 950, 1005 urm., 1010;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 1447 urm., 1667; *Suppl.* Privil. hypoth., 995 urm., 1019, 1035;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 125 bis, I, II, 130 bis, V-VII;
FLANDIN. *Transcrip.* II, 1123;
GUILLOUARD, *Privilèges et hypothèques*, III, 1057, 1085, 1086, 1088-1094, 1105, 1106, 1155 1156, 1203 urm., 1400;
LAURENT, XXVII, 361 urm.; XXXI, 5, 6, 116;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 637 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2950 urm.;
PONT, *Priv. et hyp*, I, 270; II, 933, 935-937, 940, 943, 966, 969, 970, 1051;
TROPLONG, *Privil. et hypoth.*, I, 677; III, 673, 674, 679.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 521, 523, 525, 591, 619 urm., 627, 636 t. şi n. 1, 652, 719; (I, ed. 2-a, p. 241, 480 n. 1; III, part. II, ed. 2-a, p. 751, 752; VI, p. 559 t. şi n. 3; VIII, part. I ed. 2-a, p. 674 n. 1); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 292 nota 2, 461; *Observaţie* sub. C. Apel Iaşi s. I, 81 din 24 Iunie 1908. Dreptul 62/908; *Observaţie* sub. C. Apel Iaşi s. I, 81 din 24 Iunie 908. Dreptul 62/1908; *Observaţie* sub. Trib. Tutova, 30 April 1914. Curier Jud. 73/1914;
CANTACUZINO MATEI, p. 572, 594;
DEGRE ALEXANDRU, *Scrieri juridice*, vol. I, p. 592 urm. „Art. 1781 codul civil"; vol. I, p. 600 urm., „Adnotaţie";
NACU, III, p. 742 urm., 758;
RĂDULESCU ANDREI, *Studii de drept civil*, vol. I, p. 149 urm., „Alegerea de domiciliul în inscripţiunile ipotecare";
TATARU G. V., *Prezidentul tribunalului*, p. 83, 84, 85.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudenţă.

1. Din dispoziţiunile clare ale art. 1754, 1756, 1757, 1759, 1765, 1760, 1780, 1781, 1782, 1783, 1801, 1802, 1819, 1820, c. civ. şi ale tit. 11, cartea 6-a din pr. civ. despre transcripţiuni şi inscripţiuni, rezultă evident că tribunalele şi curţile de apel nu au o jurisdicţiune graţioasă nici în materie de transcripţi-

uni, nici în materie de inscripţiuni, căci după dispoziţiunile acelor articole, când este vorba de transcripţiunea actelor de strămutarea proprietăţii ori a contractelor de arendare pe un timp mai lung de 3 ani, fiecare din părţile contractante dacă interesul le povăţueşte, poate să se adreseze deadreptul la grefierul tribunalului situaţiunii imobilului înstrăinat ori arendat, şi să ceară transcripţiunea actului de înstrainare ori de arendare, şi grefierul nu poate refuza, nici întârzià transcripţiunea acelor acte, sub pedeapsă de daune-interese către părţi (art. 1819), ba încă şi de amenda prevăzută de art. 1822, iar când este vorba de inscripţiunea privilegiilor sau a ipotecelor, fie convenţionale, fie legale, partea interesantă nu poate să se adreseze d'a dreptul la grefier ca să ceară inscripţiunea, ci trebue mai întâiu a se adresà la preşedintele tribunalului, iar nu la tribunal, care singur ordona inscripţiunea, după ce s'a făcut mai întâiu o prealabila cercetare în registrul de inscripţiuni şi transcripţiuni, de un jude-comisar asistat de grefier, spre a se vedeà starea sarcinelor asupra imobilului, asupra căruia se cere inscripţiunea privilegielor sau ipotecelor. Şi nu trebue să se facă confuziune între constituirea ipotecei convenţionale şi între inscripţiunea ei; constituirea unei asemenea ipotece, nu se poate face în ţară la noi, de cât prin un act autentic (art. 1772). iar după art. 1771 c. civ., combinat cu art. 18 din legea organizărei judecătoreşti, acte autentice de o asemenea natură nu pot emana de cât de la tribunalele de prima instanţă, ori-care ar fi situaţiunea imobilului ipotecat. iar inscripţiunea ei trebue să se facă la grefa situaţiunei imobilului. veri-unde ar fi fost constituită ipoteca, fie în ţară, fie în străinatate (art. 1773). Dacă transcripţiunea actelor de mutaţiune şi inscripţiunea privilegiilor şi ipotecelor, nu este dată de lege în jurisdicţiunea graţioasă a tribunalelor se face evident că ele şi. prin urmare, curţile de apel, ca instanţe superioare, nu pot aveà în aceste materii de cât jurisdicţiunea contencioasă, când sunt sesizate sau prin o cerere de către veri-un interesat ori pentru că grefierul se opune la aceste operaţiuni ori pentru că un al treilea face niste asemenea opuneri, sau prin cereri de ştergere şi de reducţiune de inscripţiuni. Prin urmare, tribunalele şi curţile de apel, în afacerile cari nu sunt atribuite de cât jurisdicţiunilor contencioase, nu pot fără exces de putere să pronunţe, de cât păzind formele de procedură dictate prin lege pentru afacerile contencioase, între care ca formă substanţială, este şi chemarea părţilor, căci pronunţând în materie contencioasă, fără a chema pe părţi, se face exces de putere prin răpire în contra legei a dreptului de apărare, osebit că se violează toate dispoziţiunile de procedură, care la ori-ce instanţă nu permite în contencios ascultarea unei cauze, de cât numai dacă mai întâiu partile au fost regulat chemate. (Cas. I, 217/Aug. 17/70, B. p. 227).

2. Pentru a se face o inscripţiune ipotecară legea n'are de cât condiţiunile urmatoare: *a)* consimţimântul ambelor părţi contractante, a împrumutătorului şi a împrumutatului, constat în mod autentic dinaintea instanţei competinte (art. 1780 şi 1781): *b)* cercetarea în registrul respectiv de un jude-comisar şi grefier despre sarcinile şi drepturile existente asupra acelui imobil; c) prezentarea titlurilor imprumutătorului de există, despre proprietatea obiectului supus la privilegiu sau ipotecă; *d)* menţiune despre constatarea liniştitei posesiuni în actul de inscripţiunea ipotecei sau privilegiului (art. 725, 726 pr. civ.). După citatele articole o dată ce autoritatea competinte constată împlinirea formalităţilor cerute de lege pentru inscripţiune, acea autoritate, după art. 1781 c. civ., e datoare a ordonà inscripţiunea şi, după art. 1819, a o efectuà fără întârziere. Ori care autoritate, sau preşedintele singur, sau complectul tribunalului e chemat de lege a ordonà acea inscripţiune, acea autoritate nu poate de cât a constatà consimţimântul părţilor, fără a puteà controlà validitatea acelui consimţimânt în privinţa puterei ei legale, căci numai pe calea contestaţiunei se poate controlà efectele acelui consimţimânt. Art. 726 pr. civ. ordona numai *constatarea materială* a stării lucrului ce se ipotecează sau a drepturilor împrumutatului consemnate în actele ce prezintă, iar nu şi cercetarea, adica discutarea acelor titluri. Pentru o lucrare de jurisdicţiune graţioasă numai atunci autoritatea chemată a o îndeplinì poate a controlà drepturile persoanelor când legea o cere pozitiv, precum în chestiuni de tutelă, pe care în cazul de faţă nici o lege nu le-a conferit tribunalelor. (Apel Iaşi, *Dr.* 22/75).

3 Procura autentica cerută de art. 1781 mandatarilor creditorului şi debitorului la operarea inscripţiunei ipotecei convenţională, nu e o condiţiune esenţială a cărei lipsă să poată atrage nulitatea inscripţiunei operată în temeiul unei procure neautentice: 1) pentru că legea nu pronunţă formal, pentru lipsa procurei autentice, nuli-

tatea inscripţiunei; 2) pentru că această lipsă de autenticitate a procurei nu poate fi oprită nici ca o nulitate virtuală, precum e în cazul art. 1789, unde legea în termeni imperativi cere o asemenea procură pentru ştergerea inscripţiunilor, căci când e vorba de operarea inscripţiunilor, mandatarii, fiind purtătorii titlului autentic constitutiv al ipotecei, nu sunt chemaţi de cât a prezentà actul de ipotecă sau titlul constitutiv al ipotecei şi a cere înscrierea ipotecei. (Cas. I, 96/80, Mart. 8/80 B. p. 110).

4. Ca o ipotecă să fie valabilă nu este destul ca să fie numai înregistrată în registrul tribunalului, ci urmează ca actul, care este instrumentul obligaţiunei, să fie predat de către constituitorul ipotecei în mâinile partei, în favoarea căreia se constitue, spre a se probà că cauza pentru care părţile au consimţit a constituì ipoteca a fost realizată. (Cas. I, 34/Ian. 22/80 B. p. 40).

5. După art. 1781 spre a se puteà operà o inscripţiune ipotecară creditorele şi debitorele urmează a se prezentà la tribunal în persoană sau prin mandatari cu procure autentice. Dacă debitorul a fost reprezentat la tribunal la constituirea ipotecei de către un procurator fără a aveà procură autentică, lipsa unei asemenea formalităţi poate fi invocată de debitor, pe cât cerinţele legei nu au fost îndeplinite. (Cas. I, 237/Ian. 27/81, B. p. 514).

6. Afară de cazurile unde legea pronunţă expres nulitatea, mai sunt o sumă de dispoziţiuni sub formă prohibitivă şi imperativa cari evident implica în sine nulitatea actelor facute cu călcareà lor şi alte dispoziţiuni tot sub aceste forme, dar a caror neobservare nu atrage nulitatea actelor. In asemenea cazuri, judecătorul e ţinut, în tăcerea legii, a scruta voinţa legiuitorului şi a face distincţiuni pe care legiuitorul ar fi trebuit să le facă dar nu le-a făcut. De aci a rezultat doctrina formalitaţilor substanţiale şi accidentale, înţelegându-se prin cele substanţiale acelea cari constituesc esenţialmente substanţa unui act şi fara de care actul este inexistent, iar prin forme accidentale, acele străine de substanţa actului şi ne-atrăgând prin urmare nulitatea lui. Conform dar acestor principii, şi mai ales faţă cu simplicitatea şi cu lipsa de sancţiune cu care legiuitorul nostru a regulat sistemul ipotecelor, urmează a judecà fiecare dispoziţiune lipsită de sancţiune cu privire la totalitatea dispoziţiunilor prescrise pentru o ipotecă valabilă şi, după importanţa motivelor raţionale şi juridice cari au dictat acea dispoziţiune, a apreciă apoi dacă în spiritul legiuitorului constitue o formă substanţială sau accidentală, spre a decide în consecinţă dacă neobservarea acelei dispoziţiuni atrage sau nu nulitatea actului. Dacă legiuitorul când regulează modalitatea inscripţiunei ipotecei prin art. 1781, cere procuri autentice pentru ambele părţi, prin aceasta el a înţeles a arătà numai modul unei inscripţiuni regulate, însă n'a declarat nulă o ipotecă în care creditorul ar fi consimţit la înscriere şi într'un mod ne autentic, căci autenticitatea la asemenea act este raţional şi juridic cerută numai din partea celui care se obligă în interesul general al creditorilor cât şi terţiilor. Apoi, faţă cu principiul de echitate care constă în aceea că să nu existe nici o nulitate fără prejudiciu, şi care trebuind să domine în chestiuni de interese curat materiale poate fi luat ca criteriu just şi în sistemul nostru ipotecar, rămâne a se vedeà dacă lipsa unei procuri autentice din partea creditorului ipotecar a căşunat terţiul şi mai ales ca creditor chirografar, vreun prejudiciu, căci numai în atare caz drepturile terţiilor fiind considerate ca de interes general, urmează că acea formalitate ar fi substanţială şi, prin urmre de o nulitate absolută. Insă creditorii chirografari nu pot justificà nici un prejudiciu din cauza unei asemenea neregularitaţi, căci nu se poate înţelege ca o inscripţiune defectuoasă să poată induce în o eroare prejudiciabilă pe alte persoane de cât pe acelea cari, pentru direcţiunea şi conservarea intereselor lor, trebue să consulte registrele de inscripţiuni ipotecare, adică pe acele persoane cari au făcut a li se conceda de către debitor drepturi reale asupra imobilului ipotecat, căci este evident că creditorii chirografari nu se hotărăsc a face credit debitorului după enunţările mai mult sau mai puţin complecte ale inscripţiunilor luate de debitor, ci însăşi natura titlului lor de creditori chirografari atestă îndeajuns că ei nu s'au ocupat de drepturile reale, mulţumidu-se a da banii lor pe creditul personal al debitorului. Deci dar, în lipsa unei nulităţi expres pronunţată de lege pentru faptul că creditorul s'a prezintat la luarea inscripţiunei printr'un mandatar cu procură ne autentica, şi această formalitate ne putând fi în spiritul legiuitorului substanţială întru cât neobservarea ei nu loveşte în nici un drept legitim al terţiilor, această lipsă a consimţimântului autentic al creditorului precum nu s'ar puteà invocà de către debitorul ipotecar, fără a probà vre-un interes legitim, de cât consacrându-se dreptul spoliaţiunei, tot aşa nu se

poate invocà nici de creditorii chirografari, căci, întru cât această inscripţiune nu a putut fi cauza nici unui prejudiciu şi nici e substanţiala, a admite nulitatea, ar fi a admite dreptul cuiva de a se îmbogăţi pe nedrept din averea altuia. (Apel Focşani, I, Mart. 11/88 *Dr.* 34/83).

7. Dacă inscripţiunea s'a făcut de nişte mandatari cari nu aveau procuri autentice, astfel cum prescrie art. 1781, ci numai nişte procuri legalizate de autorităţile poliţieneşti, procurile fiind nule şi inscripţiunea trebue considerată ca atare. (Apel Buc. I, 182, Oct. 25/82, *Dr.* 2/83; Apel Focşani, I, 150, Dec. 9/85, *Dr.* 50/86).

Inscripţiunea ipotecară e creata a da publicitate ipotecei şi a vestì prin urmare pe terţii, cari ar intrà în relaţiuni cu debitorul, de sarcinele existente asupra imobilului. Deci numai persoanele în interesul carora s'a înfiinţat au dreptul a atacà o inscripţiune incomplectă sau neregulată, iar nu şi debitorul care fiind obligat a plătì creanţa, iar la caz contrariu a suferì exproprierea imobilului ipotecat, independent de ori ce inscripţiune nu poate obţine desfiinţarea convenţiunei pentru un atare motiv. (Apel. Buc. III, 110, Maiu. 14/84, *Dr.* 64/84).

9. Chiar dacă s'ar admite ca o ipotecă legală, ipoteca constituită de un portărel ca garanţie a funcţiunei sale, în ceea ce priveşte inscripţiunea ei, legea nedispunând nicăeri alt-fel, această înscripţiune cată a se lua conform art. 1781 şi 1783, adica prezentându-se înaintea preşedintelui tribunalului sau numai creditorul sau ambele părţi. (Trib. Ilfov, I, Apr. 26/84, *Dr.* 45/84).

10. De şi art. 1781 c. civ. prevede că trebue să se prezinte ambele părţi în persoana pentru a se operà inscripţia, însă debitorul nu se poate plânge ca nu s'a prezentat şi creditorul, de oare ce inscripţia nu-l interesează pe el ca debitor, ci pe alţi creditori cari ar pretinde că creanţele lor au drept de preferinţă în acest imobil; între părţile contractante, ipoteca e valabilă independent de inscripţie. Această interpretare reese şi din art. 1780 c. civ. unde se prevede că şi după moartea debitorului se poate luà inscripţia numai de creditor, care text de lege n'ar mai aveà aplicaţie dacă s'ar cere sub pedeapsă de nulitate a ipotecei ca ambele părţi contractante să se prezinte în persoană şi la inscripţie. (Cas. I, 114/Dec. 22/86, B. p. 953).

11. Nici pentru cererea inscripţiunei ipotecare nu e necesitate de prezenţa creditorului sa a unui mandatar cu procură autentică fiind-că părţile, care pot contracta o ipotecă cu formele prevăzute de art. 1772, neapărat sub aceleaşi forme au dreptul de a cere şi inscripţiunea ipotecară. Apoi, singurul scop al inscripţiunei e de a aduce le cunoştinţa celor-lalţi creditori ca averea imobilă a unei persoane e deja angajată a răspunde unei obligaţiuni şi formalităţile prevăzute de art. 1781, în aparenţă mai riguroase pentru înscrierea ipotecei ca pentru confecţionarea actului de ipotecă, nu constituesc de cât nişte masuri de administraţiunea inscripţiunei ipotecare, lăsate la aprecierea preşedintelui tribunalului dacă trebue să reclame sau nu procură autentică de la ambele părţi pentru operarea inscripţiunei, fiindcă art. 1782 lasa preşedintelui o deplină latitudine să ordone sau nu inscripţiunea ipotecară, dacă gaseşte actul învestit cu formele cerute de lege. (Apel Buc. I, 112, Mai 16/89, *Dr.* 49/89).

12. Nu are un fundament juridic motivul de nulitatea actului de ipotecă dedus din aceea că tribunalul, printr'un singur proces-verbal, constatând autenticitatea actului de ipotecă, ordonă tot de odată şi înscrierea lui. In adevar, daca pentru regularitatea pur administrativa e mai bine ca mai întâiu sa se învestească actul cu formă autentica şi apoi să intervină ordonanţa separată de inscripţiune totuşi nici un text de lege nu se opune ca tribunalul, autentificând actul, să ordone tot de o data şi inscripţiunea lui; a decide altfel ar fi a creea în mod arbitrar nulităţi ne prevăzute de lege. (Apel Galaţi, II, 69, Mai 18/91, *Dr.* 50/91).

13. Scopul înscrierei ipotecei este de a aduce la cunoştinţa tuturor constituirea ipotecei prin o înscriere care întruneşte condiţiunile cerute, care cuprinde anunţurile necesare şi care este trecută în registrul special de inscripţiune al tribunalului. Dacă dar transcrierea săvârşită în regula, nu s'ar fi făcut în urma unei cereri în formă sau din oficiu cei de al treilea nu sunt în drept a susţine nulitatea înscrierei, pentru că legea prin nici o dispoziţiune nu stabileşte asemenea cauză de nulitate, şi ei nu pot legitim a se plânge şi a contestà validitatea inscripţiunei de oare ce ei nu sunt induşi în eroare şi prejudiciu nu li s'a cauzat prin o ipotecă consimţită prin actul a cărui transcriere ambele parţi contractante au cerut, omiţând formal şi expres de a cere şi înscrierea. Dacă creditorul poate a se folosì de o inscripţiune făcută după cererea unui al treilea care ar fi lucrat numai ca *negotiorum gestor* şi fără ca debitorul să fi cerut ştergerea unei ipoteci convenţionale consimţită de creditor şi debi

tor prin actul constitutiv, ne cerută formal dar de care creditorul cere a beneficià, a fi nulă. Deci dar, cei de al treilea nu pot cere anularea inscripțiunei ipotecară, ordonată de tribunal, dar ne cerută de părți, cari au cerut numai transcrierea actului prin care se constituise ipoteca. (Cas. I, 303/Oct. 12/94.

14 Inscripțiunea ipotecară perimată în virtutea art. 1786 Cod. civil, prin trecerea termenului de 15 ani, nu se poate reînoì. Drepturile de preferință ale unei asemenea ipoteci nu pot fi invocate decât după o nouă inscripțiune, care este supusă la toate regulele prevăzute pentru inscripțiunile luate pentru prima oară și în special la dispozițiunea art. 1781, care cere și prezența debitorului în persoană sau prin mandatar cu procură autentică. (Apel Buc. I *Dr.* 9 97).

15. Ipoteca fiind un contract solemn, toate formalitățile prevăzute de lege pentru constituirea ei sunt cerute ad-solemnitatem, iar nu ad-probationem, așa că nu numai formele relative la înscriere trebuesc observate pentru existența însăși a convențiunei, căci lipsa uneia din ele atrage nulitatea ei. Inscripțiunea ipotecei trebue să fie cerută de părțile contractante, sau de reprezentanții lor autorizați cu procură autentică. (Apel Galați II *Dr.* 13/98).

16. Chestiunea de a se ștì dacă creditorul ipotecar poate reînoì singur inscripția și după trecerea termenului de 15 ani, sau are nevoie pentru aceasta și de concursul debitorului, cerând o verificare a elementelor de fapt, cu privire la modul cum s'a făcut reînoirea inscripțiunii, o asemenea chestiune nu poate fi propusă direct în Casație. (Cas. II, 26 Mai 1908, B. p. 916).

17. Intr'o ipotecă convențională sunt două formalități de observat: una, autenticitatea actului constitutiv al ipotecei, formalitate fără care ipoteca nu-și are ființa iar cealaltă, inscripția ipotecară, publicitate creată numai în interesul terțiilor cari voind a contractà cu debitorul ipotecar, au interes de a cunoaște starea sa materială și situația averei sale; de unde rezultă că inscripția ipotecară nu e o formalitate substanțială a însăși existenței ipotecei.

Așà fiind lucrurile de câte ori debitorul refuză de a cere împreună cu creditorul inscripția ipotecară, nimic nu se opune ca atât în interesul creditorului cât și în acel al terților, inscripția a cărui scop e numai publicitatea actului constitutiv a ipotecei să se îndeplinească în afară și chiar contra voinței debitorului prin ordinul justiției pe care ea este în drept a-l da contradictor cu părțile față de debitor, de câte ori ea constată că ipoteca își are existența legală. (C. Apel Iași s. I, 81/908. Rev. Judiciară 5/908).

18. Consimțimântul părților contractante fiind una din condițiunile substanțiale cerute pentru validitatea actului de ipotecă, urmează că neconstatarea autentică a consimțimântului uneia sau alteia din părțile contractante atrage nulitatea actului. (Cas. II, 20 Sept. 1910, B. p. 1231).

19. Cu toate că prin art. 1781 cod. civil, se spune că mandatarii cari s'ar prezintà pentru creditor și debitor ca să ceară o inscripție ipotecară, trebue să aibă o procură autentică, această regulă, însă, își are aplicarea numai în ceeace privește ipotecile convenționale, iar nu și cele legale, în privința cărora există un text special, art. 1783 cod. civil, în care nu se mai vorbește de autenticitate, ci pur și simplu de mandatar, fără să mai arate felul mandatului. (Apel Buc. I, No. 200, 1913; Dreptul 1914, p. 50).

20. O inscripție ipotecară pentru conservarea rangului, cu privire la dobânzile capitalului ipotecat, nu poate fi ordonată și luată decât după cererea creditorului și a debitorului, care trebue să se prezinte înaintea Tribunalului, fie în persoană fie reprezentați prin mandatari învestiți cu procuri autentice. (Președ. T. Tutova, Ord. 3706 914, Curier Jud. 73 915).

21. Nu se poate ordonà inscripțiunea ipotecară a dobânzilor pe trei ani, ca să aibă acelaș rang cu capitalul, numai după cererea creditorului, fără să se prezinte și debitorul în persoană sau prin mandatar cu procură autentică. (Trib. Tutova, Apr. 1914; Dreptul 1914, p. 397).

22. Deși art. 1781 din Cod. civil cere, pentru luarea unei inscripții ipotecare prezența creditorului și a debitorului, totuș această dispoziție, specială legiuitorului nostru, fiind prea excesivă, inexplicabilă și chiar dăunătoare părților, atât doctrina cât și jurisprudența admit, cu drept cuvânt, că o inscripție ipotecară, fie pentru asigurarea rangului ipotecar, fie pentru conservarea dobânzilor peste termenul de trei ani, poate în mod valid fi luată numai după cererea creditorului ipotecar. (Trib. Tutova, 3 Apr. 1914; Curier Jud. 73/915, p. 595).

23. Inscripțiunea unei ipoteci, astfel cum o prevede art. 1781 c. civil, combinat cu art. 725 pr. civilă, fiind un act de conservare, iar nu de alcătuirea dreptului recunoscut prin actul de ipotecă, nulitatea ei nu poate fi invocată de terți decât numai dacă s'ar fi omis a se pune în cunoștință printr'însa vreuna din condițiunile cuprinse în actul ipotecar din a cărui lipsă li s'ar fi cauzat un prejudițiu justificat.

Când partea interesată erà bolnavă şi în imposibilitate de a se prezintà la tribunal, judecătorul delegat erà competent să ordone luarea inscripţiunei, după ce a luat la domiciliu consimţimântul părţei, căci nicăeri legea nu-i ridică un asemenea drept.

Prin urmare, inscripţia ipotecară astfel luată nu este nulă şi contestaţia întemeiată pe acest motiv bine a fost respinsă ca nefondată. (Cas. II, decizia civilă No. 199, din 12 Noembrie 1914; Jurispr. Rom. 1915, p. 42).

24. Prin art. 1783 c. civ., în opoziţie cu art. 1781 acelaş cod, care se referă la ipotecile convenţionale, se dispune că cererea de inscripţiune a unei ipoteci legale poate fi făcută de creditor sau mandatarul său, fără a mai cere de astă dată o procură autentică. (Cas. I, decizia No. 566, din 26 Noembrie 1914, Jurispr. Rom. 1915, p. 98).

25. A se vedeà: art. 1108, notele 3, 4; art. 1171 nota 57; art. 1764 nota 3.

Art. 1782. — Preşedintele găsind actul învestit cu toate formele cerute de lege pentru inscripţiune, va ordonà inscripţiunea sa, după care se va certificà pe actul original data şi numărul de ordine, sub care s'a scris în registru[1]). (Civ. 1780 urm., 1789; Pr. Civ. 726, 727).

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, § 271, p. 537;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, II, 1623;
GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, III, 1099;
LAURENT, XXXI, 13;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 637 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 521, 523, 525, 591, 619 urm., 622, 627, 636 t. şi n. 1, 719; (IV, part. II, ed. 2-a. p. 57); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 461; *Observaţie* sub. C. Apel Constanţa 35 din 9 April 1921. Tribuna Juridică 30-32/1921; *Notă* sub. C. Apel Iaşi s. I, 21 din 3 Mart. 1923. Pand. Rom. 1924-II-193;
CANTACUZINO MATEI, p. 572;
NACU, III, p. 742 urm., 758;
NEGULESCU DEMETRU, *Notă* sub. C. Apel Constanţa 35 din 9 April 1921. Curier Jud. 27/921;
SCRIBAN ŞTEFAN, *„Consideraţiuni privitoare la transcripţiuni"*. Curier Jud. 19/922;
TATARU G. V., *Prezidentul tribunalului*, p. 84, 85.

Jurisprudenţă.

1. Dacă procesul verbal de inscripţiune este subscris de complectul tribunalului, iar nu numai de preşedinte, aceasta nu poate atrage nulitatea inscripţiunei. (Cas. II, 72/Iun. 12/90, B. p. 849).

2. Cei de al treilea nu pot cere anularea unei ipoteci constituită de creditor şi de debitor prin actul a cărui transcriere ambele părţi au cerut-o pe motiv că inscripţia ipotecei a fost ordonată de tribunal, fără ca părţile să o fi cerut. (Cas. I, 303/94, B. p. 943).

3. Inscripţiunea unei ipoteci, astfel cum o prevede art. 1781 c. civil, combinat cu art. 725 pr. civilă, fiind un act de ipotecă, nulitatea ei nu poate fi invocată de terţii decât numai dacă s'ar fi omis a se pune în cunoştinţă printr'însa vreuna din condiţiunile cuprinse în actul ipotecar din a cărui lipsă li s'ar fi cauzat un prejudiciu justificat.

Când partea interesată erà bolnavă şi în imposibilitate de a se prezentà la tribunal, judecătorul delegat erà competent să ordone luarea inscripţiunei, după ce a luat la domiciliu consimţimântul părţei, caci nicaeri legea nu-i ridică un asemenea drept.

Prin urmare, inscripţia ipotecară astfel luată nu este nulă, şi contestaţia întemeiată pe acest motiv bine a fost respinsă ca nefondată. (Cas. II, No. 199, 1914; Jurispr. Rom. 1915, p. 42).

4. Apelul ce se face contra unei ordonanţe dată de preşedintele tribunalului, prin care se dispune înscrierea unui privilegiu sau unei ipoteci, trebue să fie îndreptat astăzi, în urma revizuirei procedurii civile din 1900, la tribunalul din care prezidentul face parte, conform art. 66 bis pr. civ., iar

1) Textul acestui articol 1782 şi acel al art. 1783 şi 1789, nu are echivalentul său nici în Codul Civil Francez, nici în Legea Belgiană din 16 Decemvrie 1851.

nu la Curtea de Apel, art. 104 din aceiaşi procedură nefiind aplicabil în specie. (C. Apel Iaşi s. I, 21 din 3 Mart. 1923, Pand. Rom. 1924, II, 193, Curier Jud. 23/925; C. Apel Constanţa 9 Aprilie 1921, Tribuna Jur. 30-32/921).

5 A se vedeà: art. 1781 cu notele respective.

Art. 1783. — In toate cazurile de inscripţiune a unei ipoteci legale sau a unui privilegiu, este destul ca creditorul sau mandatarul său singur să se prezinte înaintea preşedintelui tribunalului şi să ceară inscripţiunea ipotecei sau a privilegiului său, în virtutea titlului din care decurge acea ipotecă sau acel privilegiu[1]. (Civ. 1753 urm., 1769 urm.; C. com. 851).

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, § 278, p. 584, 585;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des Priv. et hyp.*, I, 813;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 69 bis, VII;
FLANDIN, *Transcription*, II, 1109;
GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, III, 1272;
HUC, XIII, 151, p. 187;
LAURENT, XXX, 76, 77;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 637 urm.;
PLANIOL, II, 3010;
TROPLONG, *Priv. et hyp.*, I, 285 bis.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 521, 523, 525, 591, 619 urm., 622, 627, 636 t. şi n. 1, 719; III part. II ed. 2-a, p. 751, 752; IV, part. II, ed. 2-a, p. 337, 338; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 462;
CANTACUZINO MATEI, p. 585;
NACU, III, p. 742;
TATARU G. V., *Prezidentul tribunalului*, p. 84.

Jurisprudenţă.

1. Femeia n'are trebuinţă de autorizarea bărbatului, sau de punerea lui în cauză, când cere o inscripţiune ipotecară pentru asigurarea dotei sale mobiliare, precum de asemenea barbatul nu este ţinut sa pună în cauză pe femeie când cere reducţiunea inscripţiunei ipotecare. (Cas. II, 18 Ian. 1906. Bul. p. 110).

2. Cu toate că prin art. 1781 cod. civil, se spune că mandatarii cari s'ar prezintà pentru creditor şi debitor ca să ceară o inscripţie ipotecară, trebue să aibă o procură autentica, aceasta regula, însă, îşi are aplicarea numai în ceeace priveşte ipotecile convenţionale, iar nu şi cele legale, în privinţa cărora există un text special, art. 1783 cod. civil, în care nu se mai vorbeşte de autenticitate, ci pur şi simplu de mandatar, fără să mai arate felul mandatului. (Apel Buc. I, No. 200, 1913; Dreptul 1914, p. 50).

3. Prin art. 1783 c. civ., în opoziţie cu art. 1781 acelaş cod, care se refera la ipotecile convenţionale, se dispune că cererea de inscripţiune a unei ipoteci legale poate fi facută de creditor sau mandatarul sau, fară a mai cere de astadată o procura autentica. (Cas. I, No. 566, 1914; Jurispr. Rom. 1915, p. 98).

4. Art. 1780 1783 c. civ. şi 725—727 se referă la formele exterioare ale inscripţiunei pentru acele privilegii care decurg dintr'un titlu de creanţă, de aceea în art. 1783 legiuitorul vorbeşte de prezentarea titlului la luarea inscripţiunei, pe când în art. 1743 este vorba de o preferinţă care decurge din calitatea de creditor a defunctului, menită să profite mai ales creditorilor chirografari, şi odată această calitate constatată prin acţiunea introductivă în justiţie, inscripţiunea beneficiului separaţiunei de patrimoniu asupra imobilelor succesiunii, nu poate fi respinsa, pe motivul lipsei de titlu.

1) A se vedea nota de sub textul art. 1782 Cod. Civil. Şi acest art. 1783 lipseşte în Codul Civil Francez, ca şi în Legea belgiană din 1851. Această lipsă se explică prin excepţia introdusă de legiuitorul român în art. 1781 Codul Civil, spre diferenţă de textul francez asupra ipotecilor legale. A se vedeà şi textul art. francez 2135, care înfiinţează ipotecile legale ale minorilor, interzişilor şi femeelor măritate, independent de orice inscripţie. La Francezi şi la Belgieni există şi un *conservator de ipoteci*, ceeace face ca la noi, în lipsa unui asemenea conservator, Preşedintele Tribunalului să ordone conform art. 1782, inscripţiunile şi trecerea lor în registre.

sau al faptului că creanța nu este încă lichidă.

Prin urmare, lipsa unui titlu nu poate fi un motiv de refuz al inscripțiunei, dat fiind natura însăşi a creanței, astfel că instanța de fond, respingând cererea de inscripție a privilegiului de separațiune de patrimoniu, pentru întreaga sumă reclamată, dă o greşită interpretare articolelor sus menționate şi pronunță o decizie casabilă. (Cas. I, No. 352, 1919; Jurispr. Rom. 1920, p. 114, Curier Jud. 20-21/920. Pand. Rom. 1922, I, 177, Pand. Rom. 1924, III, 81, Dreptul 20 920).

Art. 1784. — Inscripțiunile asupra bunurilor unei persoane moarte, pot fi cerute numai de creditor [1]). (Civ. 780, 1781; Pr. civ. 321; Civ. Fr. 2149; L. Belg. 86).

Text. fr. Art. 2149. — Les inscriptions à faire sur les biens d'une personne décédée pourront être faites sous la simple désignation du défunt, ainsi qu'il est dit au n° 2 de l'article précédent.

Text. Belg. Art. 86. — Les inscriptions à faire sur les biens d'une personne décédée pourront être faites sur la simple désignation du défunt.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 323; III, ed. 5-a, p. 537;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., II, 1623. I;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 1489 urm., 1510 urm.; *Suppl.* Privil. et hypoth., 1028;
GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, III, 1099;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 637 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2954;
PONT, *Priv. et hyp.*, II, 974.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 521, 523, 525, 591, 619 urm., 622, 627, 636 t. şi n. 1, 719; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 462;
CANTACUZINO MATEI, p. 573;
NACU, III, p. 742 urm.

Art. 1785. — Creditorul privilegiat sau ipotecar, înscris pentru un capital sau pentru o rendită care produce interese, are drept ca interesele datorite pe trei ani să aibă acelaş rang ca şi capitalul, fără prejudiciul inscripțiunilor ce poate luà pentru interese după trei ani, şi cari vor aveà rang din ziua inscripțiunei lor. (Civ. 1587 urm., 1781, 1817; Lege p. modificarea legei Băncii Agricole, (Mon. of. 25/912), Art. 5; Civ. Fr. 2151; L. Belg. 87).

Text. fr. Art. 2151. — Le créancier inscrit pour un capital produisant intérêt ou arrérage, a droit d'être colloqué pour deux années seulement et pour l'année courante, au même rang d'hypothèque que pour son capital; sans préjudice des inscriptions particulières a prendre, portant hypothèque à comptre de leur date, pour les arrérages autres que ceux conservés par la première inscription.

Text. Belg. Art. 87. — Le créancier privilégié ou hypothècaire, inscrit pour un capital produisant intérêts ou arrérages, a droit d'être colloqué pour trois années seulement, au même rang que pour son capital, sans préjudice des incriptions particulières à prendre, portaut hypothèque à compter de leur date, pour les autres intérêts ou arrérages.

1) In art. francez 2149 ca şi in cel belgian 86, în locul cuvintelor: *„pot fi cerute numai de creditor"* se zice, *pouront être faites sur la simple désignation du défunt"*.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 341, 419-425; III, ed. 5-a, p. 561, 562, 684-693 urm., 696; VIII, p. 439;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., II, 1587; III, 1715, 1721, 1722, 1724, 1726 urm., 1732, 1733, 1736, 1738-1742, 1746;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 862, 958, 973, 1011 urm., 1018;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 420, 2388 urm., 2412; *Suppl.* Privil. et hypoth., 210, 1267, 1468 urm., 1483;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 131, 131 bis, IV-XVI;
GARSONNET, IV, § 1629; V, 1883;
GUILLOUARD, *Privil. et hypoth.*, III, 1556-1558, 1560-1563, 1565, 1567. 1571, 1574 urm., 1576, I, 1577, 1578;
LAURENT, XXXI, 67, 70-74, 274;
LYON-CAEN ET RENAULT, VI, 1654; VII, 292;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 642 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2962 urm.;
PONT, *Priv. et hyp.*, II, 889, 925, 1019-1021, 1024, 1027-1033, 1132;
TROPLONG, *Privil. et hypoth.*, III, 698, 699, 699 bis, 700, 701, 701 bis, 788; *Prescription* II, 1010.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 495, 620, 637 urm., 664; (II, ed. 2-a, p. 678 t. şi n. 3); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 462; *Observaţie* sub. C. Apel Iaşi 29 April 1902. Dreptul 43/1902; *„Dacă, şi în ce sens, art. 1785 este aplicabil ipotecilor legale ale minorilor, interzişilor şi femeilor măritate“*. Curier Jud. 37/1903;
CANTACUZINO MATEI, p. 588;
IONESCU-OLT C., *„Dacă inscripţiile pot să conserve dobânzile ipotecare pe un termen mai mare de 5 ani“*. Curier Jud. 20/1915;
NACU, III, p. 751;
NEGULESCU DEMETRU, *Adnotaţiune* sub. Cas. II, 143 din 28 Iunie 1900. Dreptul 13/1901;
RĂDULESCU ANDREI, *Studii de drept civil*, vol. I, p. 97 urm.; *„Efectul inscripţiunei ipotecare asupra dobânzilor“*. Curier Jud. 45/915, 48/915 şi 51/915;
TATARU G. V., *Prezidentul tribunalului*, p. 84.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudenţă.

1. Nu poate fi îndoială că cedarea rangului produce efecte nu numai pentru capital ci şi pentru dobânzile pe 3 ani datorite creditorilor cari au obţinut rangul creditorului ipotecar anterior, fără ca să mai fie trebuinţă de o menţiune anume cu ocazia renunţărei la rang, fiind că ori care creditor ipotecar în rangul în care se află se bucură de acel rang atât pentru capital cât şi pentru dobânzi, conform art. 1785. Şi dacă un creditor ipotecar ar voì să cedeze rangul său numai în privinţa capitalului nu şi în privinţa dobânzilor, aceasta ar trebuì sa se declare anume. (Cas. I, 288/Oct. 8 82, B. p. 947; Apel Buc. II, 210, Nov. 20/84, *Dr.* 5/84).

2. Prin „dobânzi datorite“ se înţeleg dobânzi neplatite şi cari de odată cu capitalul au a fi achitate. (Cas. I, 288, 82, Oct. 8 82, B. p. 947).

3. Creditorul ipotecar, înscris pentru un capital care produce interese, are drept ca interesele datorite pe trei ani să aibă acelaş rang ca şi capitalul, fără prejudiciul inscripţiunilor ce poate luà pentru interese după trei ani şi care vor aveà rang din ziua inscripţiunilor. In nici un caz însă, părţile nu pot derogà la aceste dispoziţiuni şi, deci, creditorul nu poate, prin nici un fel de stipulaţiune să asigure procentelor datorite peste trei ani acelaş rang cu capitalul, fără o nouă inscripţiune pentru acele procente. Astfel, când adjudecatarul unui imobil depune, drept preţ, mai întâi o sumă de bani, prin care se acoperă un prim creditor ipotecar de capitalul împrumutat şi de interesele pe trei ani şi apoi o creanţă ipotecară în al doilea rang, în rang util, cu drept cuvânt tribunalul o primeşte pentru completarea preţului adjudecărei, dacă primul creditor ipotecar n'a luat inscripţia pentru interese după expirarea celor trei ani. (Cas. I, 143/900, B. p. 929).

4. Creditorul ipotecar este în drept

a fi înscris pentru procente pe 3 ani, în acelaș rang cu capitalul și acești 3 ani nu se socotesc dela data creanței, sau mai bine zis inscripțiunei ipotecei, ci din momentul când procentele au încetat de a fi plătite. In privința procentelor curgătoare în timpul urmăririi și neplătite pe 3 ani, creditorul ipotecar nu poate, fără o nouă inscripție, să se bucure de rangul capitalului, invocând culpa debitorului, pentru că urmărirea, la care debitorul a fost nevoit să recurgă, nu poate să vatăme întru nimic drepturile debitorului. Textul art. 1785 este în adevăr prea categoric, pentru a se puteà întinde dispozițiile sale peste limitele determinate prin litera sa, ele constituind o garanție numai pentru creditorii ipotecari posteriori. (Apel Iași II, *Dr.* 43/902).

5. Creditorul ipotecar înscris pentru un capital care produce interes, are dreptul ca interesele datorite pe trei ani să aibă acelaș rang ca și capitalul și acești trei ani nu trebuesc socotiți dela data inscripției, ci aceia care au precedat epoca când inscripția ipotecii și-a produs efectul, adică când imobilul ipotecat s'a vândut și în așà caz cei trei ani sunt aceia anteriori adjudecării. (Cas. I, 431/902, B. p. 1135).

6. Daca trib. calculează greșit cei trei ani pentru care creditorul are dreptul de a cere dobânzile cu privilegiu, dar în definitiv îi acordă dobânzile la care aveà drept după art. 1785, creditorul n'are nici un interes a face apel, numai în scopul de a se schimbà dota acelor dobânzi. Prin vânzarea imobilului, creditorul ipotecar fiind pus în imposibilitate de a mai puteà luà o inscripțiune specială pentru conservarea dobânzilor sale, art. 1785 nu se mai aplică, dreptul comun ia aplicațiunea și creditorul are încă dreptul la dobânzile stipulate de la prima adjudecare care a avut loc și până în momentul când instanța de judecată este chemată a se pronunță. Dobânzile datorite pe trei ani, care, după art. 1785 cod. civil, sunt privilegiate ca și capitalul, sunt dobânzile datorite pe trei ani fără distincțiune de dată, care să nu fie prescrise, și, în această privință, este indiferent dacă creditorul a primit dejà dobânzi pe trei ani, sau mai mult, cum și dacă ele au fost plătite, voluntar sau prin mijlocirea tribunalului, destul numai ca, în momentul când ipoteca își produce efectul, să i se datoreze dobânda pe trei ani, pentru ca creditorul să aibă dreptul la aceste dobânzi în acelaș rang ca și capitalul. (Apel Buc. III, *Dr.* 38, 1902).

7. Renta fiind un capital producător de dobânzi, termenele întârziate trebuesc să fie trecute în tablou în acelaș rang cu inscripțiunea întâia, conform art. 1785 cod. civil și aceasta chiar pentru termenele scăzute, după pronunțarea sentinței tribunalului și în timpul instanței de apel, potrivit dispozițiunilor art. 327 procedura civilă. (Apel Buc. II, *Dr.* 25/904).

8. Cerința art. 1785 este satisfăcută, când se zice că inscripția luată pentru asigurarea sumei împrumutate în condițiile și cu clauzele din actul de ipotecă, în care se face mențiune de dobânzi. O inscripțiune luată pentru interese viitoare, anterioare exigibilității lor, nu este valabilă și în această privință dispozițiunea art. 1785 cod. civil poate fi invocată nu numai de creditorii ipotecari, dar și de creditorii chirografari, căci o creanța pentru asemenea interese nu poate să aibă, fața de creditorii chirografari, caracterul unei creanțe ipotecare, când ea nu are acest caracter fața de creditorii ipotecari. (Apel Buc. I, C. Jud. 7/907).

9. Potrivit art. 1785 din codul civil, dreptul la procente nu este asigurat creditorilor în acelaşi rang cu capitalul, de cât pe o perioadă de trei ani.

Astfel, când printr'un act de hipotecă se recunoaște ca s'a primit cu anticipație dobânda pe doi ani, mai rămâne de garantat cu rangul acestei creanțe numai procentele pe un an, iar în ce privește restul dobanzilor datorite, pentru care s'ar luà alta inscripție hipotecară, ele nu pot aveà alt rang de cât acela rezultând din data acestei din urmă inscripțiuni ipotecare, și iarăși pe timp numai de trei ani. (Apel Buc. III, *Dr.* 24/908, p. 188).

10. Conform art. 1785 din codul civil, creditorul ipotecar, înscris pentru un capital care produce interese, are dreptul ca interesele datorite pe trei ani să aibă acelaș rang ca și capitalul, fără ca acest articol să facă vreo distincțiune de dată, dacă acei trei ani au a fi socotiți dela data creanței sau dela altă dată.

Prin urmare, instanța de fond violează dispozițiile art. 1785 din codul civil atunci când reduce dobânzile datorite pe trei ani numai la un an, sub cuvânt că pe doi ani fusese plătit la facerea actului de ipotecă. (Cas. II, 3 Nov. 1908, B. p. 1861).

11. După art. 1785 c. civil, nu poate exista drept de preferință pentru plată dobânzilor peste cei trei ani prevăzuți în acest articol, decât dacă creditorul a avut grija să-și ia inscripțiunea pentru procentele datorite peste acest termen (C. Apel Buc. s. IV 197/911 Curier Jud. 39/912).

12. Față cu textul precis al art. 1785 c. civil, creditorul nu poate nici chiar prin clauză expresă să stipuleze în favoarea sa o garanție ipotecară în rang cu capitalul pentru procentele viitoa-

re ce ar trece peste acești trei ani ci pentru tot ce depășește acest termen, legea cere neaparat o înscripțiune specială (C. Apel Buc. s. IV 197/911 Curier Jud. 39/912).

13. Principiile publicității înscripțiunilor cerând ca inscripțiunea să nu se poată luà decât pentru sume certe și determinate urmează că inscripțiunea luată de creditor în cursul ipotecii pentru garantarea procentelor, nu poate garantà decât procentele expirate și datorite, pentru că nu mai astfel cei de al treilea pot cunoaște adevărata situație a debitorului; iar art. 1785 c. civ. care încuviințează ca inscripțiunea luata pentru capital să garanteze și procente viitoare, e o excepțiune la principiul de mai sus. (Trib. not. Ilfov, 124/912, Curier Jud. 63/912).

14. Dispoziția art. 1785 din c. civ. nu poate să aibă nici o aplicație pentru garantarea rangului dobânzilor posterioare adjudecărei. In adevăr, acest articol se ocupă de dobânzile datorite creditorului ipotecar pe timpul cât durează ipoteca și hotărăște că dobânzile datorite pe timp de 3 ani, au acelaș rang ipotecar ca și capitalul, chiar fără a se luà vre o inscripțiune, beneficiind și ele de inscripția capitalului; iar celelalte dobânzi, datorite peste cei 3 ani sunt chirografare dacă nu s'a luat și pentru ele inscripțiune, având rang numai dela data inscripțiunei.

Acest articol nu se ocupă de cazul când ipoteca a fost realizata prin vânzarea imobilului și nu arată cum să se urmeze cu procentele cari curg după adjudecare și până la achitarea creditorului ipotecar.

In acest caz, imobilul vânzându-se și creditorul ipotecar cerând a fi înscris în tablou, are dreptul de a fi plătit de îndată și, dacă din cauza formelor de procedură nu este plătit, are drept ca procentele ce curg pe acest timp de întârziere să aibă acelaș rang ca și capitalul, fiindcă creditorul nu are nici o vină; să mai ia inscripție nu e posibil, imobilul eșind din patrimoniul debitorului; creditorul făcând, dar, tot ce i-a stat în putința, nu este în drept ca el să devie victima mersului încet al formelor de procedură.

Ordonanta de adjudecare rămânând definitivă în momentul transcrierei, din acel moment se cuvin de drept creditorului dobânzi, în acelaș rang cu capitalul până la achitare, așà că instanța de fond nerecunoscând creditorului acest drept, comite exces de putere și dă o greșită aplicație art. 1785 din codul civil. (Cas. II, 134 din 15 Mai 1912, B. p. 999, Curier Jud. 48 1912).

15. Creditorul ipotecar sau privilegiat nu poate lua inscripția ipotecară încuviințată de art. 1785 cod. civil, pentru ca interesele să aibă acelaș rang ca și capitalul, decât pentru procentele datorite până în momentul când adjudecarea a rămas definitivă, de oarece după această dată ipoteca își perde efectul său legal prin purgă și drepturile creditorilor cu preferința rangului lor se stramută asupra prețului astfel că inscripția ipotecară nu se poate lua pe preț, căci ipoteca nu se poate constitui decât asupra bunurilor imobile. (Apel Galați I, No. 34, 1914; Dreptul 1914 p. 195).

16. Faptul că în inscripția pentru procente nu s-a arătat suma la care ele se ridică nu constitue o cauză de nulitate, întru cât în inscripțiune se indică capitalul la care și timpul pentru care ele erau datorite și aceste indicațiuni sunt suficiente pentru a se aduce la cunoștința terților care este suma procentelor pentru cari a luat inscripția. (Cas. II 4/916. Curier Jud. 36/916).

17. Prin art. 1785 c. civ. după care creditorul privilegiat sau ipotecar, înscris pentru un capital producător de procente, are drept ca interesele datorite pe 3 ani să aibă acelaș rang ca și capitalul — nu se distinge dacă acești trei ani curg din ziua inscripției sau dela încetarea plății procentelor.

Scopul inscripției este pe lângă asigurarea creditorului, prevenirea terțelor persoane de sarcinele existente asupra imobilului pentruca, în cazul când proprietarul constitue o altă ipotecă, noul creditor să fie edificat că asupra imobilului grevează o primă ipotecă împreună cu procentele pe 3 ani. Noului creditor îi este dar indiferent cari sunt acești 3 ani și dânsul nici nu ar puteà să verifice dacă sunt plătite aceste procente, — este de principiu că creanța sa are rang în urma lor, situațiune identică cu aceea în care a doua ipotecă se înscrie imediat după cea dintâi, procentele acesteia fiind privilegiate. Prin urmare, în speță are a fi admisă cererea primului creditor dispunându-se trecerea în tablou și a procentelor datorite pe 3 ani la creanța sa; după care are a fi trecut al doilea creditor, a cărui creanță se lichidează, în cazul de față, numai în parte, în proporție cu suma ce a rămas.

In ce privește însă rangul inscripției, luată de primul creditor pentru alte procente peste cele garantate de lege, însă posterior inscripției celui de al doilea creditor, acele procente nu pot avea rang decât după a doua creanță, — suspendarea prescripțiunilor, prevăzută de legea măsurilor ex-

cepționale neputând fi invocată, în speță, căci procentele pe 3 ani le avea asigurate, iar a doua creanță se înscrisese anterior acestei legi, în 1915. (Trib. R.-Sărat, sent. 1134 din 28 Iunie 1921 Jur. Gen. 1923 No. 1321).

Art. 1786. — Inscripțiunile conservă dreptul de privilegiu și de ipotecă în curs de cincisprezece ani[1]) din ziua în care s'au făcut inscripțiunile. Efectul lor încetează dacă inscripțiunile nu au fost reînoite înaintea expirărei acestui termen.

Cu toate acestea inscripțiunile luate în favoarea minorilor, interzișilor, a femeilor măritate, a Statului, comunelor și celorlalte stabilimente publice, sunt dispensate de a fi reînoite până după un an dela încetarea tutelei, disoluțiunea căsătoriei sau încetarea din funcțiune a funcționarului[2]). (Civ. 969, 1740, 1778, 1780, 1781, 1787, 1790 urm., 1800 urm., 1804, 1820; Pr civ. 721, 725 urm.; L. Timbr. 20 § 29, 24 § 4; Legea specială autorizând luarea de măsuri excepționale (Mon. of. 217/914), Art. 3—6; L. p. modificarea legei Băncii agricole (Mon. of. 25/912), Art. 5; Civ. Fr. 2154; L. Belg. 90).

Text. fr. Art. 2154. — Les inscriptions conservent l'hypothèque et le privilège pendant dix années, à compter du jour de leur date; leur effet cesse, si ces inscriptions n'ont été renouvelées avant l'expiration de ce délai.

Text. Belg. Art. 90. — Les inscriptions conservent l'hypothèque et le privilège pendant quinze années à compter du jour de leur date; leur effet cesse si les inscriptions n'ont été renouvelées avant l'expiration de ce délai.

Néanmoins les inscriptions prises au profit des mineurs, des interdits, des personnes placées dans des établissements d'aliénés et des femmes mariées, conformement aux dispositions contenues aux §§ 1 et 2 de la section I du chapitre III, seront dispensées de tout renouvellement jusqu'à l'expiration de l'année qui suivra la cessation de la tutelle, de l'administration provisoire ou la dissolution du mariage.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 198, 372-384; III, ed. 5-a, p. 335, 342, 608, 609, 611-623, 625, 626,
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement* etc., II, 1586; III, 1750 urm., 1753, 1754, 1759, 1762, 1764, 1770-1774, 1777-1786, 1788, 1792-1808, 1811;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 838, 958, 1014, 1016;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 1629 urm., 1693; *Suppl.* Privil. et hypoth., 1064 urm. 1072, 1152, 1483;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 120 bis, V; 134 bis, III-V; IX-XXI;
FLANDIN, *Transcr.*, II, 1022, 1104, 1106, 1138;
GARSONNET, IV, ed. 2-a, § 1629;
GUILLOUARD, *Privil. et hypoth.*, III, 1357, 1358, 1360, 1365-1370, 1372-1386, 1389-1391, 1393 1394, 1397-1399, 1404-1409, 1596;
LAURENT, XXXI, 111, 112, 132, 134-136, 140, 142, 144, 145 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 644 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3042 urm.;
PONT, *Priv. et hyp.*, I, 265; II, 827, 1039, 1040, 1054, 1056, 1057, 1059, 1061, 1062, 1064;
TROPLONG, *Privilèges et hypothèques*, I, 254, 286 urm., 363; III, 660 bis, 714, 720-723, 726 726 bis; *Transcr.*, 272, 294.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 278, 522, 620, 628 urm., 643, 679, 706; I, ed. 2-a, p. 97; II, ed. 2-a p. 678 t. și n. 3; III, part. II, ed. 2-a, p. 755; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 677 t. și n. 3;

1) In art. francez corespunzător 2154 termenul acesta este numai pe *zece ani*.
2) A se compara textul art. român 1786 cu art. francez 2154 și belgian 90, fiind importante diferențe de text.

XI, p. 183, 184); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 462, 463; *Observaţie* sub. C. Apel Buc. s. III, 219 din 11 Sept. 906. Dreptul 84/1906; *Observaţie* sub. C. Apel Buc. s. I, 867 din 9 April 1910. Dreptul 62/1910; *Observaţie* sub. Trib. civil din Tarbes, 15 Iunie 904. Curier Jud. 47/906;
CANTACUZINO MATEI, p. 574, 578, 585;
COSTIN AL., *„Asupra legislaţiei de răsboi"*, Tribuna Juridică 26-27/1919, 30-31/1919, 37-38/919, 42-44/919;
NACU, III, p. 752 urm.;
OPRESCU I. MIH., *Notă* sub. Cas. S. U. 9 din 18 Oct. 1912. Pand. Rom. 1924-I-64;
RĂDULESCU ANDREI, *Studii de drept civil*, vol. I, *„Perimarea inscripţiunei ipotecelor şi privilegiilor"* p. 1 urm. şi Curier Jud. 8/915, 11/915 şi 14/915;
SUCIU I. A., *Observaţie* sub. Trib. Vâlcea, 88 din 11 Febr. 1906. Curier Jud. 24/1906;
TATARU G. V., *Prezidentul tribunalului*, p. 84, 85.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudenţă.

1. Interesele datorite, de care vorbeşte art. 1785, nu pot fi numai dobânzile datorite în timpul celor 3 ani de la data inscripţiunei, ci dobânzile neplătite în timp de 3 ani fără distincţiune, de oare ce legiuitorul prin art. 1785 voind a restrânge favoarea acordată de dreptul vechiu francez integralităţei dobânzilor neplătite s'a mărginit a înştiinţà pe împrumutătorii posteriori inscripţiunei că trebue să compteze solvabilitatea debitorului ca şi cum inscripţiunea ar fi luată în mod tacit şi pentru plata dobânzilor pe 3 ani. Apoi art. 1785 se rosteşte în genere de interesele datorite, fără a distinge dacă aceste dobânzi sunt datorite *ex lege* sau în virtutea unei stipulaţiuni. Prin urmare privilegiul se întinde atât asupra dobânzilor legale cât şi asupra celor convenţionale. (Apel Buc. II, 219, Noem. 20 84. *Dr.* 5 84).

2. Reînoirea înscrierei ipotecei după trecerea de 15 ani prescrisă de art. 1786 c. civ., trebue să se aplice şi la ipotecile constituite înaintea punerei în aplicaţie a codului civil şi de la data promulgării acestuî codice fiind că prin aceasta nu se atinge validitatea ipotecei sau drepturi câştigate de părţile contractante, ci numai în interesul general se prevede o formă a cărei observare este neapărată pentru creditorul ipotecar. Scopul pentru care prin art. 1786, s'a prescris reînoirea un s'ar realiza dacă ipotecile constituite sub legea Caragea nu ar fi supuse reînoirei şi de aceea dispoziţiile în privinţa formalităţii reînoirei înscrierei trebue să se aplice şi la ipotecile constituite înaintea promulgărei codului civil. (Cas. I. 135/Mai 2/86 B. p. 386; Cas. I. 377 Nov. 17/84. B. p. 908).

3 Dispoziţiunile art. 1786 pot să fie întinse, fără a se violà principiul neretroactivităţei legilor, şi asupra inscripţiunilor ipotecelor de sub codul Calimach care admitea că inscripţiunea se stinge o dată cu ipoteca, pentru că prin faptul că creditorul nu a reînoit inscripţiunea el nu perde dreptul său de ipotecă, ipoteca subsistă între părţi, şi nu pierde nici dreptul de inscripţiune, căci poate cere ori când inscripţiunea ipotecei sale, prin urmare nu sufere nici un prejudiciu, ceea ce perde este rangul de inscripţiune faţă cu cei de al treilea. Această formalitate însă nu este o formă instrumentară a actului, ci numai o simplă formalitate creată în interesul celor de al treilea şi care nu atinge nici dreptul părţilor nici forma actului şi nici aduce vreun prejudiciu creditorului; prin urmare, este una din acele forme exterioare ale actului pe care legiuitorul poate să o schimbe şi judecătorul poate să o întindă *salvo jure aquisito* fără a călcà, principiul nerectroactivităţei. (Trib. Bacău Oct. 15/85. *Dr.* 78/85).

4. De şi în codul Calimach şi în regulamentul organic al Moldovei nu se prevede nici o dispoziţiune pentru reînoirea inscripţiunei privilegiilor şi

ipotecelor într'un termen oare care, si cu toate că, după art. 1 c. civ., prescripţiunile unei nouă legislaţiuni nu se pot aplică la contracte şi fapte petrecute în timpul legislaţiunei vechi, totuşi art. 1786 se aplică şi pentru inscripţiunile privilegiilor şi ipotecelor efectuate sub imperiul vechei legislatiuni a ţărei pentru următoarele motive: principiul neretroactivităţii legei ne putând aveà alt sens de cât acela că prin legea nouă nu se desfiinţează drepturi câştigate deja sub imperiul legei vechi, urmează că dispoziţiunile prin cari legea nouă prescrie formalităţi sau condiţiuni, nu pentru constituire sau desfiinţare de drepturi, ci numai pentru conservarea de drepturi, trebue a se aplicà atât pentru drepturi ce se vor câşigà sub acea lege cât şi pentru cele câştigate dejà sub legea veche. Ast-fel art. 1786 prevede numai o formalitate pentru conservarea privilegielor şi ipotecelor, iar nu pentru formarea sau desfiinţarea lor, şi prin urmare din acest punct de vedere trebue a se aplicà atât pentru cele ce se constituesc sau iau naştere sub noul cod civil, cât şi pentru cele deja formate sub vechia legislaţiune. De alt-fel, pe de o parte obligaţiunea prevăzută prin art. 1786 trebue a se considera, în caz de neîndeplinirea acelei reînoiri ca un mod de prescripţiune al rangului ipotecelor şi privilegiilor câştigate prin acele prescripţiuni iar pe de altă parte, este nediscutabil că diferitele moduri de prescripţiune stabilite de legea nouă se aplică atât pentru drepturile ce iau naştere sub această lege cât şi pentru cele câştigate deja sub legea veche, afără de cazul când legea nouă prevede expres contrariul, după cum face asemenea excepţiune prin art. 1911. In faţa acestui principiu este evident că legiuitorul n'a avut necesitate de a prevede expres prin art. 1786 că obligaţiunea inscripţiunilor privilegiilor şi ipotecilor trebue a se aplică atât pentru inscripţiunile efectuate sub codul civil cât şi cele operate sub legea veche, căci tocmai dacă ar fi voit să apere aceste din urmă inscripţiuni de modul de prescripţiune ce a stabilit prin art. 1786, atunci ar fi avut necesitate de a prevede expres asemenea excepţiune pentru ele. Dacă legiuitorul a crezut necesar de a prevede expres prin art. 1815 că femeile măritate trebue să ceară inscripţiunea asupra averii bărbaţilor lor pentru asigurarea dotei lor conform regulelor codului civil, din aceasta nu resultă că tot astfel ar fi trebuit să se prevadă expres şi pentru reînoirea inscripţiunilor făcute sub legea veche dacă legiuitorul ar fi voit să supună la această formalitate şi acele incripţiuni, ci rezultă numai că prin legea nouă nu se pot impune condiţiuni noi pentru costituirea unor drepturi deja câştigate, şi că atunci când legiuitorul nou crede necesar de a face vre-o excepţiune la acest principiu trebue să prevadă expres acea excepţiune, după cum a făcut aceasta prin art. 1815. In fine pe de o parte fiind ştiut că operaţiunea înscrierii privilegiilor şi ipotecilor este stabilită de legiuitor în interesul creditului public pentru ca cei de al treilea să poată găsì informaţiuni sigure despre sarcinele ce există asupra unui imobil, iar pe altă parte, fiind iarăşi ştiut că prin art. 1786 legiuitorul a avut de scop de a face posibilă căutarea unor asemenea informaţiuni prin aceea că a fixat timpul de 15 ani pentru care cei de al treilea trebue a cercetà registrele inscripţiunilor, urmează că nu s'ar puteà realiza de loc acest scop dacă termenul de 15 ani s'ar aplicà numai pentru inscripţiuni efectuate sub codul civil, pe câtă vreme cei de al treilea ar fi ast-fel obligaţi a face cercetări în ori ce registru ar exista din timpul trecut şi pe un timp de ani nedeterminat pentru a vedeà dacă nu există asupra unui imobil vre-o sarcină înscrisă sub vechea legislaţiune, ceea ce ar fi imposibil şi neadmisibil. Terţii nu pot să fie obligaţi de a căutà numai în registrele pe cei din urmă 30 de ani căci prescripţiunile dreptu rilor principale se pot întrerupe prin diferite moduri prevăzute de lege, fără ca cei de al treilea să poată găsì informaţiuni despre asemenea întreruperi şi astfel ar puteà să fie sur prinşi de existenţa unor privilegii şi ipoteci câştigate sub vechea lege într'un timp mai depărtat de cât acela de 30 ani în urma. In fine pentru a se respecta pe de o parte principiul de a nu se desfiinţa prin legea nouă drepturi deja câştigate sub legea veche şi pentru a se puteà pe de altă parte realiza scopul prevăzut prin art. 1786, urmează că pentru inscripţiunile de sub legea veche nu poate să curgă termenul de 15 ani pentru reînoirea lor de cât de la data aplicării acestui text de lege, adică de la înfiinţarea acestui mod de prescripţiune a inscripţiuni lor, pe câte vreme cele vechi nu puteau să fie supuse acestui mod de prescripţiune într'un timp când el nu era deja înfiinţat. (Apel Iaşi II, 61, Mai, 27 96, *Dr.* 55/86).

5. Deşi după codul Caragea nu erà prevăzută reînoirea ipotecelor, însă întru cât codul civil cere pentru ca o creanţă ipotecară să şi menţină privilegiul seu să fie reînoită înscripţiunea în timp de 15 ani, apoi ca nişte asemenea creanţe, fie ele constituite şi

sub codul Caragea, pentru ca să poată avea efectele prevăzute de codul civil, trebue ca acest privilegiu să fie conservat conform regulelor prevăzute de actualul cod, prin urmare trebue sa fie reînoita inscripţiunea în timp de 15 ani de la punerea în aplicare a codului civil caci terţiile persoane în vederea cărora este prescris modul conservării diferitelor privilegii prevăzute în codul civil, nu pot fi obligate să se preocupe de alte forme de cât de cele prevazute în acest cod pentru salvgardarea drepturilor lor. Prin acest mod nu se atinge întru nimic principiul neretroactivităţei legilor, căci a se aplicà ipotecelor regimul codului actual cu începere de la data când acest cod a fost pus în aplicare, este tocmai a aplicà fiecare lege în timpul pentru care este făcută. (Apel Focşani, II, 15, Mart. 13/86 *Dr.* 48 86, *In acest sens:* Cas. I, 114, Mart. 29/87 B. p. 202).

6. După principiul stabilit prin art. 1786, ori ce inscripţiune ipotecară, care n'a fost reînoita în termen de 15 ani de la data ei, încetează de a avea efectul ei faţa cu cei de al treilea în potriva cărora acţiunea ipotecară nu se mai poate exercita. Reînoirea înscrierei ipotecei, după trecerea de 15 ani, nu e prescrisă pentru validitatea ipotecei faţă cu părţile contractante, ci în interesul celor de al treilea. Şi dispoziţiunea art. 1786 trebue să se aplice şi la ipotecile înscrise înaintea punerei în aplicare a codului civil, fiind că prin ea nu se atinge drepturile câştigate de părţile contractante, ci se prescrie numai, în interesul general, o formalitate a carei îndeplinire este neapărată pentru creditul ipotecar. Art. 1911 nu îşi are aplicaţiune în cazul de faţă, de oare ce nu e vorba de o prescripţiune începută înainte de publicarea codului civil, care ar trebui regulată după legile cele vechi; precum nici art. 1815, căci nu este în chestiune o ipoteca legală a femeei măritată sub vechea legiuire pentru asigurarea drepturilor sale zestrale în averea soţului. (Apel Buc. III, 12, Febr. 13/86 *Dr.* 36 86).

7. Reînoirea inscripţiunei ipotecare cerută de art. 1786 c. civ., fiind singura forma pentru conservarea dreptului de ipotecă precum inscripţiunea ipotecară este singura formă pentru dobândirea dreptului de ipotecă, nu se poate deduce din nici un alt fapt nici conservarea nici dobândirea acestui drept şi dar nu poate fi vorba de nici un alt mod de întrerupere a prescripţiunei de cât acela prevăzut de art. 1786. (Cas. I, 135, Mai 2/86, B. p. 382).

8. Cunoştinţa ipotecarului posterior despre creanţa ipotecarului anterior nu dispensează pe acesta de a-şi reînoi inscripţiunea, căci ipotecarul posterior, în momentul luărei inscripţiunei ipotecei sale, nu are a se preocupa de validitatea inscripţiunei ipotecarului anterior, ale cărei efecte nu se pot discuta de cât atunci când are să-i fie opusă. Asemenea, de şi dânsul s'a servit cu creanţa sa ipotecară ca atare în mai multe rânduri în justiţie, fară să i se conteste calitatea de ipotecar, dar aceasta nu poate acoperi lipsa reînoirei inscripţiunei în termen de 15 ani. (Apel Focşani, II, 15 Mart. 13 86, *Dr* .48/86).

9. După principiul stabilit prin art. 1786, ori ce inscripţiune ipotecară, care n'a fost reînoita în termen de 15 ani de la data ei, încetează de a avea efectul ei faţă cu cei de al treilea în potriva carora acţiunea ipotecara nu se mai poate exercita. Reînoirea înscrierei ipotecei, după trecere de 15 ani, nu e prescrisă pentru validitatea ipotecei fata cu parţile contractante, ci în interesul celor de al treilea. (Apel Buc. III, 42, Febr. 13/86. *Dr.* 26/86).

10. Un creditor privilegiat are dreptul să exercite privilegiul său până în momentul distribuirei preţului eşit din vânzarea imobilului afectat privilegiului. Deci numai dacă cei 15 ani se împlinesc după efectuarea vânzărei şi înainte de distribuirea preţului creditorului ipotecar nu mai are nevoe de reînoirea inscripţiunei sale pentru menţinerea privilegiului întru cât imobilul ipotecat este vândut; altfel creditorii ipotecari posteriori pot să-i opună privilegiul lor până în momentul distribuirei preţului. (Apel Focşani, II, 15, Mart. 13/86, *Dr.* 48/86).

11. Dacă ipoteca nu este reînoită în timp de 15 ani conform art. 1786, ea nu-şi perde această calitate, ci îşi perde numai vechimea faţă cu cei de al treilea, astfel că creditorul poate să o reînoiască şi după acest termen, în care caz ea nu-şi conservă privilegiul de cât faţă cu creditorii privilegiaţi posteriori şi faţă cu creditorii chirografari. (Apel Galaţi, Aug. 31/89, *Dr.* 63/89; Apel Focşani, II, 45 Mart. 13/86, *Dr.* 48/86).

12. Art. 1786 prevede numai o formalitate pentru conservarea privilegiilor şi ipotecelor, iar nu pentru formarea sau desfiinţarea lor. Obligaţiunea prevăzută de art. 1786 trebue a se considera, în caz de neîndeplinirea acelei reînoiri ca un mod de prescripţiune al rangului ipotecelor şi privilegiilor câştigat prin acele prescripţiuni. (Apel Iaşi II, 61, Mai 27/86, *Dr.* 55/86).

13. Creditorul ipotecar care a neglijat reînoirea perde dreptul său de urmărire şi rangul pe care-l avea ipoteca sa. El este ţinut dacă voeşte a conser-

va aceste beneficii, a'şi reînoi inscripţia până' în momentul când după vânzarea efectuată, dreptul său asupra lucrului ipotecat s'a prefăcut în un drept asupra preţului. Dar simpla punere în vânzare a imobilului ipotecat nu opereaza încă schimbarea dreptului asupra imobilului în un drept asupra preţului; şi dar cu toată urmărirea făcută de dânsul creditorul e ţinut, pentru a păstra avantagiile inscripţiunei primitive, a reînoi inscripţiunea dacă termenul de 15 ani ar expira înaintea adjudecaţiunei definitive. (Cas. I, 114, Mart. 22/87 B. p. 203).

14. Art. 1786 prescrie că efectele inscripţiunei încetează dacă nu' a fost reînoita înaintea expirărei termenului de 15 ani din ziua din care s'a făcut inscripţiunea. Efectele peremptiunei faţă cu terţii sunt de a nimici inscripţiunea care nu a fost reînoită. Consecinţa acestei nimiciri a inscripţiunei este de a lipsi pe creditorul ipotecar care a neglijat reînoirea de dreptul seu de urmărire şi de rangul pe care îl avea ipoteca sa. (Cas. I. 114, 87, Mart. 20/87. B. p. 202).

15. O ipotecă se poate reînoi şi atunci când succesiunea e acceptată de minori cu beneficiu de inventariu; raţiunea este că o atare excepţiune nu dă nici un drept creditorilor ipotecari asupra preţului imobilului; dreptul lor nu se realiză de cât prin vânzare, iar până atunci ei trebue să reînoiască inscripţiunea lor. (Apel Galaţi, Aug. 31/89, *Dr*. 63/89).

16. Legiuitorul prin art. 1780—1787, arată unde şi cu ce forme se ia sau se reînoeşte o inscripţiune, şi nici o alta formalitate, fie ea urmărirea şi publicitatea ce decurge din ea, nu poate suplinì forma solemnă prescrisă pentru luarea inscripţiunilor ipotecare. Este adevărat că prin mijlocul urmărirei creditorul ipotecar tinde la realizarea creanţei sale; se poate însă întâmplà ca urmărirea să nu mai fie continuata sau să se anuleze, ceea ce ar repune lucrurile în aceeaşi stare ca şi cum n'ar fi existat de fel urmărire; de aceea, pentru a-şi conservà dreptul său de preferinţă trebue, cu toată urmărirea începută, să-şi reînoiască inscripţiunea sa. Ar fi absurd a se obligà terţiile persoane, în vederea cărora este prescris modul conservărei diferitelor privilegii prevăzute în codul civil, să se preocupe de alte forme de cât cele prevăzute în acest cod, pentru salvgardarea drepturilor lor. Chiar dacă creditorul avcà cunoştinţă că ipoteca celuilalt creditor erà anterioară şi că o primă pe a sa, din aceasta nu se poate deduce că el a recunoscut ca valabilă acea ipotecă nereînoită, căci prioritatea rangului într'o urmărire nu atârnă de la vointa părţilor, ci ea rezultă din registrele de inscripţiuni. (Apel Galaţi s. vac., Aug. 31/89, *Dr*. 63/89).

17. Cât pentru chestiunea de a se şti până când se poate reînoì sau luà o inscripţiune asupra unui imobil urmărit, e destul a se vedeà că până în momentul adjudecaţiunei şi depunerei preţului imobilul nu încetează de a fi al debitorului urmărit. Prin urmare, se pot luà măsuri de conservarea privilegiului asupra lui, şi deci asupra preţului ce va rezultà prin vânzare, chiar după o primă adjudecare când preţul nu s'a depus şi imobilul s'a scos din nou în vânzare pe comptul adjudecatarului. (Apel Galaţi s. vac. Aug. 31/89, *Dr*. 63/89).

18. Creditorului care şi-a reînoit inscripţiunea în timpul urmărirei imobilului ipotecat nu i se poate opune dispoziţiunile art. 514 pr. civ., fiind că acì nu e o ipotecă nouă constituită de debitor după începerea urmărirei, ci un act de conservarea privilegiului exercitat de creditor, nu e cu alte cuvinte o sarcină nouă. (Apel Galaţi, s. vac. Aug. 31/89, *Dr*. 63/89).

19. Nu pot aveà aplicaţiune nici art. 1780 nici art. 1786, aliniatul ultim, în cazul când la disoluţiunea căsătoriei, prin moartea soţului şi la deschiderea succesiunei acestuia, care a avut loc anterior urmăririi imobilului ipotecat, ipoteca legală a soţiei nu împlinise 15 ani, prin urmare nu e locul nici de o reînoire nici de o nouă inscripţiune. (Apel Galaţi, s. vac. Aug. 31 89, *Dr*. 69/89).

20. Reînoirea inscripţiunei ipotecare, fiind un mijloc de conservarea creanţei, creditorul are dreptul să ceară singur luarea inscripţiunei, mai ales când debitorul a murit, căci art. 1784 spune ca inscripţiunile asupra bunurilor unei persoane moarte pot fi cerute numai de creditor. (Apel Galaţi, s. vac. Aug. 31 89, *Dr*. 63 89).

21. Indatorirea de reînoire a inscripţiunei prescrisă de art. 1786 este generală; ea se aplică de aceea în deosebi şi la ipoteca legală a femeei măritată. Şi precum inscripţiunea se poate reînoì, asemenea o nouă inscripţiune se poate luà în caz de perimare a inscripţiunei luată în timpul căsătoriei sau a minorităţei, chiar după încetarea căsătoriei sau a minorităţei, cu prejudiciul numai că rangul va fi de la data inscripţiunei, precum de altmintrelea e când după perimarea unei inscripţiuni pentru o ipotecă convenţională se ia o nouă inscripţiune, căci femeea devenita văduvă, minorul devenit major, dacă pot, şi trebue să poată, a-şi reînoì inscripţiunea spre a conservà efectul inscripţiunilor luate în interesul lor în tim-

pul căsătoriei sau în timpul tutelei, asemenea ei trebue să poată, când inscripţiunea s'a perimat să ia şi o nouă inscripţiune, spre a nu se lipsi de exerciţiul dreptului de ipotecă. Şi nu e raţiune de a face o deosebire între cazul luărei unei noui inscripţiuni din partea creditorului care are o ipotecă convenţională şi între cazul luărei unei noui inscripţii din part a femeii devenită văduvă sau a minorului devenit major; ca să fim de altă părere ar trebui să fie o dispoziţiune expresă, ceea ce nu este; astfel că dacă în legea noastră nu se găseşte o dispoziţiune analoagă ca în art. 8 al legei franceze din 23 Martie 1855 asupra transcripţiunei, care permite femeei să ia o nouă inscripţiune, lipsa unei asemenea dispoziţiuni nu exclude dreptul de a puteà luà o nouă inscripţiune. Aşà fiind, văduva nu e oprită prin art. 1756 şi 1757 de a luà o nouă inscripţiune asupra imobilului soţului decedat. Apoi inscripţiunea se poate reînoì precum şi o nouă inscripţiune se poate luà chiar după începerea urmărirei silite şi cât timp ipotecà nu şi-a produs efectele, şi cel puţin până la adjudecare. Dacă de la cea dintâi afişare a publicaţiunei ori ce înstrăinare, precum şi ori ce ipotecare, e prohibită conform art. 514 pr. civ., aceasta nu împiedică putinţa reînoirei inscripţiunei sau a luărei unei noui inscripţiuni, fiindcă prin aceasta nu se îngreuiază cu o nouă ipotecă, ipoteca existând, numai ineficacitatea ipotecei constituite, numai exerciţiul dreptului de ipotecă se preservă; de aceea nu putem zice, că în urma începerei urmăririi se fixează incripţiunile în sens că pentru ipotecile mai înainte constituite, inscripţiunile nu s'ar puteà reînoì sau luà din nou. Dacă inscripţiunea se perimează înaintea declarărei falimentului, deschiderei succesiunei şi a primirei succesiunei sub beneficiu de inventar, inscripţiunea nu se poate reînoì nici o nouă inscripţiune nu se poate luà, căci precum nu se poate constituì o ipotecă în mod util pe bunurile unui debitor după declararea falimentului sau după deschiderea moştenirei, dacă ea s'a acceptat cu beneficiu de inventariu, ceea ce prescrie art. 1780, asemenea nu se poate nici reînoì inscripţiunea, nici a se luà o inscripţiune, fiindcă creditorul lipsit de rangul prin efectul peremptiunei, fără să-şi fi conservat inscripţiunea primitivă, este totdeodată împiedicat de a-şi preservà exerciţiul dreptului de ipotecă, fiindcă un obstacol legal se opune, anume art. 1780, care opreşte cursul inscripţiunilor. Aşà dar în acest caz, într'adevăr noua inscripţiune e ca şi o primă inscripţiune. Însă dacă inscripţiunea se perimează după declararea falimentului debitorului ipotecar, după deschiderea moştenirei şi după primirea moştenirei sub beneficiu de inventariu, dreptul de a reînoì inscripţiunea sau de a luà o nouă inscripţiune subsistă şi există, căci e vorba de a conservà dreptul ce dedea inscripţiunea primitivă, şi la aceasta nu se opune art. 1780, care articol nu opreşte nici nu dispensează de a reînoì inscripţiunile sau de a luà o nouă inscripţiune după intervenirea uneia din acele cauze; şi aceasta e adevărat, fiindcă inscripţiunea nu-şi produce efectul legal în urma nici uneia din acele cauze. (Cas. I, 392/Nov. 16/90, B. p. 1255).

22. Art. 1786 stabileşte că efectul inscripţiunilor ipotecare încetează dacă ele n'au fost reînoite înaintea expirărei termenului de 15 ani de la data efectuărei lor. Prescripţiunea sistemului publicităţei ipotecelor nu poate să rezulte de cât din inscripţiunile înserate şi reînoite din timp în timp în registrele respective. Şi nu există nici o excepţiune în virtutea căreia creditorul înscris să fie dispensat a o reînoì în timpul urmăririi imobilului ipotecat. Ori ce creditor ipotecar, spre a-şi conservà dreptul de urmărire asupra imobilului şi rangul creanţei sale, este ţinut să ceară reînoirea inscripţiunei în termenul arătat prin citatul articol, până în momentul în care inscripţiunea şi-a produs efectul său legal. Acest efect nu se produce, când e vorba de o vânzare silită de cât după săvârşirea adjudecaţiunei definitive, căci numai de atunci, după cum rezultă din art. 568 combinat cu art. 564 şi 567 pr. civ., imobilul rămâne liber de orice privilegii sau ipoteci consimţite de debitor şi numai din acel moment dreptul creditorului asupra lucrului încetează şi se preschimbă într'un drept asupra preţului. De altmintrelea nu se poate vedeà alt lucru din actele de urmărire de cât formalităţile preliminare pentru a ajunge la efectuarea vânzărei; de asemenea şi în ce priveşte sistemul adoptat de codicele procedurei noastre civile şi în privinţa colocaţiunei creanţelor în tabloul de ordinea creditorilor nu se opune la cele mai sus susţinute; căci deşi deschiderea acestei ordine şi înfăţişarea titlurilor se operează încă de la cel dintâi act de urmărire, închiderea însă a acestui tablou şi regularea efectuărei plăţilor urmând a aveà loc numai după săvârşirea vânzărei (art. 578 şi 564), nu de la deschiderea şi închiderea acestui tablou de ordine, depinde producerea efectului legal al inscripţiunilor. (Cas. I, 392/90, Nov. 16/90, B. p. 1253).

23 Art. 1786 stabileşte că efectul inscripţiunilor ipotecare încetează dacă ele n'au fost reînoite înaintea expiră-

rei termenului de 15 ani de la data efectuărei lor. Prescripţiunea sistemului publicităţii ipotecelor nu poate să rezulte de cât din inscripţiunile inserate şi reînoite din timp în timp în registrele respective. Orice creditor ipotecar, spre a-şi conservà dreptul de urmărire asupra imobilului şi rangul creanţei sale, este ţinut să ceară reînoirea în termenul arătat, până în momentul în care inscripţiunea şi-a produs efectul său legal. (Cas. I, 392 90, Nov. 16/90, B. p. 1253).

24. Nereînoirea inscripţiunei ipotecare în termenul de 15 ani prevăzut de art. 1786, are de efect pierderea privilegiului, rămânând creanţa simplă chirografară, numai atunci când ipoteca nu şi-a produs efectele sale înainte de expirarea celor 15 ani. Intru cât dar ipoteca şi-a produs efectele sale prin înscrierea creanţei la tabloul de ordinea creditorilor, nu mai este necesitate de a fi reînoită la expirarea termenului de 15 ani de la constituirea ei. (Cas. I, 439/Nov. 18/91, B. p. 1223).

25. Sub regimul codului Caragea ipoteca convenţională nu erà ocultă, ci supusă formalităţei inscripţiunei. Aşà fiind, creditorul ipotecar, a cărui creanţă poartă o dată anterioară promulgărei noului cod civil, e supus a se conformà, din ziua promulgărei noului cod, formalităţei art. 1786 c. civ., care prescrie reînoirea inscripţiunilor ipotecare, căci, spre a fi dispensat de această formalitate, el nu poate invocà existenţa în favoarea sa a vre-unui drept dobândit în sensul legal şi juridic al cuvântului. (Cas. I, 391/Dec. 2/92, B. p. 1081).

26. Nereînoirea inscripţiunei ipotecare în curs de 15 ani nu se poate invocà de ceice au dobândit imobilul ipotecat printr'un act simulat, făcut în frauda drepturilor creditorului ipotecar şi urmăritor, întru cât această reînoire este cerută de lege pentru validitatea ipotecei numai în interesul celor de al treilea, care prin acte valabile şi opozabile ar fi dobândit drepturi asupra imobilului ipotecat. (Trib. Vâlcea, *Dr.* 29/96).

27. Indatorirea, de a se reînoì inscripţia înaintea expirărei termenului de 15 ani, se aplică şi la ipoteca legală a femeii măritate, cu singura excepţie că dânsa este dispensată să facă această reînoire timp de un an după desfacerea căsătoriei, timp în care perimarea inscripţiei nu curge. Simpla urmărire a imobilului ipotecat, nu întrerupe perimarea inscripţiei, ipotecare, dacă termenul de 15 ani expiră înaintea adjudecării definitive. (Cas. I, 96/96 B. p. 499).

28. Inscripţiunea ipotecară perimată în virtutea art. 1786 codul civil prin trecerea termenului de 15 ani, nu se poate reînoì. Drepturile de preferinţă ale unei asemenea ipoteci nu pot fi invocate decât după o nouă inscripţiune care este supusă la toate regulele prevăzute pentru inscripţiunile luate pentru prima oară şi în special la dispoziţiunea art. 1781, care cere şi prezenţa debitorului în persoană sau prin mandatar cu procură autentică. (Apel Buc. I, *Dr.* 9/97).

29. Reînoirea inscripţiei fiind numai un mijloc pentru conservarea rangului creanţei ipotecare, o asemenea creanţă nu-şi pierde calitatea şi nu încetează de a-şi produce efectele, chiar dacă s'a înscris şi după 15 ani, decât faţă cu cei de al treilea, care în intervalul dela data expirărei acestui termen şi până la reînoire ar fi dobândit vre-un drept asupra imobilului ipotecat, astfel că creditorul este în drept să facă singur reînoirea, fără concursul debitorului şi după expirarea termenului de 15 ani. (Cas. I, 34 902, B. p. 40).

30. Ipotecarul, care, în termen de 15 ani şi până în momentul vânzărei, nu şi-a reînoit înscrierea ipotecii sale, nu poate fi socotit după expirarea termenului de 15 ani în momentul vânzărei, că are o ipotecă cunoscută pentru a fi încunoştiinţat de vânzare, conform art. 509 din Pr. civilă. (Cas. II, 48/903, B. p. 127).

31. Privilegiile şi ipotecile se sting prin prescripţie, şi anume: atunci când bunurile se află încă în posesia debitorului, prescripţia îi este câştigată prin expirarea timpului defipt pentru prescripţia acţiunilor ce rezultă din ipotecă sau privilegiu, adică prin 15 ani în privinţa rangului inscripţiei şi prin 30 ani în ce priveşte însuş dreptul de ipotecă; atunci însă când bunul ipotecat sau supus privilegiului se găseşte în mâinile unui al treilea deţinător, prescripţia se împlineşte prin expirarea timpului regulat pentru prescripţia proprietăţii în favoarea sa. Dacă terţiul deţinător a început să stăpânească în baza unui titlu, prescripţia nu începe să curgă în favoarea lui, decât în ziua când dânsul s'a înscris în registrele tribunalului ca nou proprietar. (Cas. I, 47/904, B. p. 128).

32. Nereînoirea inscripţiunei nu poate aveà alte consecinţe pentru creditorul ipotecar decât pierderea rangului faţă de ceilalţi creditori şi dobândirea unui nou rang faţă de creditorii ipotecari posteriori şi de creditorii chirografari. Dreptul creditorului ipotecar de a-şi reînoì inscripţiunea subsistă şi după scoaterea în vânzare a imobilului pe contul adjudecatarului, care n'a depus preţul, până în momentul adjudecării definitive, având creanţa sa dela data reînoirei toate

efectele ce-i acordă legea ca creanță ipotecară. (Apel Iași I, *Dr.* 30/906).

33. Dacă actul de ipotecă și titlurile de proprietate ale imobilului ipotecat sunt în mâinile creditorului ipotecar, sau în mâinile aceluia care deține drepturile dela creditorul ipotecar, este învederat că creanța ipotecară n'a fost achitată, iar faptul că ipoteca a fost radiată se explică prin aceia ca inscripțiunea ipotecii n'a fost reînoita în curs de 15 ani. (Cas. I, 14 Iunie 1906, B. p. 1105).

34. Inscripțiunea ipotecară nu produce tot efectul său prin trecerea creditorului în tabloul de ordine; acest efect nu are loc decât atunci când imobilul grevat s'a transformat în mod definitiv în bani, căci de atunci ipoteca trece dela imobil asupra prețului cu care a fost înstrăinat și creditorul dobândește un drept asupra acestui preț în locul dreptului de ipotecă. La vânzările silite, această transformare în bani are loc din momentul adjudecării, căci din acest moment adjudecatarul devine debitor personal și direct al creditorilor; astfel, din acea zi a adjudecării, creditorii nu mai sunt datori să reînoiască inscripțiunile lor, afară de cazurile când adjudecatarul nu plăteà prețul, ori când ordonanța de adjudecare se casează, în cari cazuri reînoirea inscripțiunilor poate fi necesară chiar după adjudecare, și fiindcă aceste evenimente nu se pot ști mai dinainte, este prudent ca creditorii să reînoiască inscripțiunile lor până la realizarea plății. (Cas. II, 27 Martie 1907, B. p. 520).

35. Chestiunea de a se ști dacă creditorul ipotecar poate reînoì singur inscripția și după trecerea termenului de 15 ani, sau are nevoie pentru aceasta și de concursul debitorului, cerând o verificare a elementelor de fapt, cu privire la modul cum s'a făcut reînoirea inscripțiunei, o asemenea chestiune nu poate fi propusă direct în casație. (Cas. II, 26 Mai 1908, B. p. 916).

36. Dispozițiunile art. 1786 c. civ., nu se aplică la privilegiul vânzătorului pentru plata prețului, de oarece nu se pot aplicà prin analogie, nici deduce pe cale de interpretare decăderi de drepturi cari trebuesc să rezulte numai din dispozițiuni categorice de lege.

Prin urmare este casabilă hotărîrea care stabilește că privilegiul vânzătorului se perimă ca și hipotecile. (Cas. S. U. 9 din 18 Oct. 1912, Bul. p. 1855, Curier Jud. 1/913, Pand. Rom. 1924, I, 64).

37. După dispozițiunile art. 1786 c. civil inscripția își păstrează efectul timp de 15 ani, iar reînoirea făcută înaintea expirărei acestui termen, păstrează rangul primitiv al privilegiului.

Astfel, un soț ca uzufructuar al averei dotale fiind un terțiu, inscripția privilegiului sau nefiind reînoită în termenul prescris de lege, urmează ca efectele sale au încetat și că privilegiul este perimat, ceeace face ca creanța garantată cu acel privilegiu să devină chirografară, precum aceasta rezultă din interpretarea art. 1745 c. civil. (Trib. Bacău I, No. 381, 1913. Curier Jud. 62/915, p. 505).

38. Numai noul proprietar al imobilului, poate împreună cu creditorul, să consimtă la reînoirea inscripțiunei ipotecare, iar nu debitorul originar, care încetase de a mai aveà vre-o calitate din moment ce înstrăinase imobilul său. Chiar în caz când vânzarea imobilului a fost anulată ca simulată, decizia de anulare nu poate să fie opusă creditorului ipotecar, care aveà un drept real, dobândit înainte de procesul în simulațiune, de oarece el n'a luat parte în acel proces, astfel că reînoirea inscripțiunei rămâne a se fi făcut de fapt de creditor împreună cu debitorul.

Dar chiar dacă reînoirea inscripțiunei s'ar consideră făcută numai de creditor și în acest caz instanța de fond a dat o exactă interpretare art. 1786 c. civ., când a decis că legea nu cere pentru aceasta concursul debitorului căci reînoirea inscripțiunei este numai un act de conservare și nu se poate ca creditorul să fie lăsat la discrețiunea debitorului, când el n'ar voì să-și deà consimțimântul. (Cas. II, No. 4, 1916; Jurispr. Rom. 1916 p. 218. Curier Jud. 36 916).

39. A se vedeà: art. 1781 nota 16.

Art. 1787. — Inscripțiunea reînoită trebuie să indice inscripțiunea primitivă ce se reînoește. In lipsă de o asemenea indicațiune, creanța ipotecară va aveà rang dela inscripțiunea din urmă. (Civ. 1786; Pr. Civ. 721, 726 urm.; L. p. modificarea legei Băncii agricole (Mon. of. 25/912), Art. 5; L. Belg. 90 § 3).

Text. fr. Art. 90 § 3. — *L'inscription en renouvellement ne vaudra que comme inscription première, si elle ne contient pas l'indication précise de l'ins-*

cription renouvelée, mais il ne sera pas nécessaire d'y rappeler les inscriptions précédentes.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, II, 1586; III, 1749, 1759, 1767, 1772;
BEUDANT, II, 805;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 120 bis, V;
HUC, XIII, 363;
GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, 1396, 1405;
LAURENT, XXX, 551;
LYON-CAEN ET RENAULT, *Dr. comm.*, VII, 288;
MOURLON, *Transcription*, II, 658, p. 354;
PLANIOL, II, 3034, 3043, 3046, 3050, 3051, 3053, 3055;
PONT, *Priv. et hyp.*, II, 1036, 1054;
THIRY, IV, 536, p. 469.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 278, 522. 620, 628 urm., 643, 679, 706; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 463;
CANTACUZINO MATEI, p. 574;
NACU, III, p. 752 urm.

CAPITOLUL V.

Despre ştergerea şi reducţiunea inscripţiunilor.

Art. 1788. — Inscripţiunile vor fi şterse sau reduse prin consimţimântul părţilor interesate, capabile de a consimţi la aceasta, sau în virtutea unei sentinţe date în ultimă instanţă sau care a dobândit puterea lucrului judecat. Mandatul dat, spre a face o ştergere sau reducţiune, trebue să fie expres şi autentic [1]). (Civ. 417, 949, 950 urm., 953 urm., 1200, 1201, 1204, 1532 urm., 1740, 1778, 1789, 1800, 1817; Pr. Civ. 129, 583; C. com. 694; L. Timbr. 20 § 8, 29; 21 § 1-b; 22 § 3; 24 § 4; L. agrară, 73; Civ. Fr. 2157; L. Belg. 92).

Text. fr. Art. 2157. — Les inscriptions sont rayées du consentement des parties intéressées et ayant capacité à cet effet, ou en vertu d'un jugement en dernier ressort ou passé en force de chose jugée.

Text. Belg. Art. 92. — Les inscriptions sont rayées ou réduites du consentement des parties interessées et ayant capacité à cet effet, ou en vertu d'un jugement en dernier ressort ou passé en force de chose jugée.

Le cessionnaire d'une créance hypothécaire ne peut consentir de radiation ou de réduction, si la cession ne résulte d'actes énoncés dans l'art. 2.

Le mandat à l'effet de rayer ou de réduire, doit être exprès et authentique.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 386-389, 393, 397, 399; III, ed. 5-a, p. 629-634, 641, 642, 644, 647, 648, 651;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., II, 1207; III, 1815, 1821, 1822, 1825-1835, 1841, 1842, 1844-1846, 1874, 1878, 1880, 1897 urm., 1911, 1928;
CHAUVEAU SUR CARRE, *quest.*, 1906, 1907;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 1018; ed. 1-a, III, p. 314;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 2664 urm., 2699, 2772, 2773; *Suppl.* Privil. et hypoth., 587, 1601 urm., 1616, 1623, 1631;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 138 bis, I-V;
DEMOLOMBE, VII, 666;

---

1) A se compară textul art. 1788 român, cu art. francez 2157 şi belgian 92, fiind importante diferenţe de text.

GUILLOUARD, *Privilèges et hypothèques*, III, 1415, 1417, 1419-1423, 1425, 1427, 1435, 1448-1452, 1467, 1470; *Contr. de mariage*, III, 1191;
HUC, III, 420;
LAURENT, XXII, 296; XXXI, 147, 153, 155 urm., 159, 169, 200, 214 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 647, 648;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3059, 3063;
PONT, *Priv. et hyp.*, II, 1073, 1076-1078, 1080, 1093, 1096;
TROPLONG, *Priv. et. hyp.*, III, 738 bis, 739, 740; *Contr. de mar.*, II, 1423.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 278, 522, 620, 628 urm., 643, 679, 706; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 292, nota 2, 464;
BENDERLI D. G., *„Care este calea pentru obţinerea ştergerei unei inscripţiuni ipotecare"*. Justiţia Dobrogei 1/923;
BUZDUGAN N. C., *„Câteva cuvinte asupra efectelor radierei inscripţiunilor ipotecare"*. Dreptul 76/1901;
CANTACUZINO MATEI, p. 585;
DUMITRESCU N. IOAN, *„Competenţa în acţiunile de radiere forţată"*. Curier Jud. 11/913;
NACU, III, p. 756 urm.;
TATARU G. V., *Preşedintele tribunalului*, p. 85.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudenţă.

1. De câte ori este vorba de ştergerea sau reducţiunea unei inscripţiuni, când cererea are a se face printr'un mandatar, acesta trebue să aibă un mandat expres şi autentic. Or, prin art. 20 legea administrării domeniilor, este proibit ca advocaţii statului să adereze la veri o cerere care ar obligà pe stat sau a renunţà la un drept câştigat fără a aveà o autorizaţiune specială din partea consiliului de advocaţi, aprobată de administraţiunea domeniilor sau de ministru. (Cas. I, 372/Dec. 18 82, B. p. 1190).

2. Ipoteca legală a soţului nu poate să covârşească valoarea necesară pentru a asigurà restituirea dotei. De unde rezultă că reducându-se dota, trebue neapărat redusă şi valoarea inscripţiunei până la concurenţa dotei ce a mai rămas. (Apel Buc. II, 215, Ian. 27/84, *Dr.* 40/84).

3. Jurnalul de radiarea unei ipoteci, pronunţat pe cale graţioasă nu are puterea lucrului judecat, şi poate fi atacat în mod incidental de părţile interesate în lipsa cărora s'a format. (Cas. I, 168 84, Mai 8 84, B. p. 402).

4. Principiul publicităţei, prin inscripţiunea privilegiilor şi ipotecilor, are de scop garantarea intereselor persoanelor de al treilea până la ştergerea inscripţiunei; şi dar, prin ştergerea inscripţiunei, încetând publicitatea şi efectele ei, încetează întru cât priveşte pe cei de al treilea, în tot cursul timpului până la restabilirea inscripţiunei. Şi efectele publicităţei ne putând fi produs de cât prin inscripţiune, ştergerea inscripţiunei chiar greşită face să înceteze aceste efecte. Astfel fiind, veri ce transacţiune s'a făcut asupra imobilului ipotecat de către persoanele de al treilea de la ştergerea ipotecei chiar din greşeală, însă pe temeiul acestei ştergeri, rămâne bine făcută. (Cas. I, 276/Nov. 15/88, B. p. 915).

5. Dispoziţia art. 1788 cod. civil, potrivit căreia ipotecile n'au rang decât din ziua inscripţiunii lor, n'are aplicare decât la luarea unei inscripţiuni noui, nu însă şi în cazul unei inscripţiuni radiate din eroare, în care caz această ipotecă îşi reia rangul vechei inscripţiuni restabilite. (Trib. Prahova I, *Dr.* 65/901).

6. Tribunalul nu se poate pronunţà pe cale de contestaţiune decât asupra punctului dacă bine sau rău este imobilul urmărit, actele care au motivat urmărirea neputându-se atacà de cât pe cale principală. Prin urmare, cererea de radiare a unei ipoteci nu se poate rezolvà concomitent cu contestaţia, ci numai în virtutea unei sentinţe definitive, cum prevede art. 1788 cod. civ. (Trib. Prahova I, *Dr.* 80/902).

7. Din dispoziţiunile art. 1788 din codul civil, nu rezultă că e necesară o hotărîre specială pentru radierea ipotecei, ci e destul ca ipoteca să fie anulată printr'o hotărîre definitivă.

pentru ca să nu mai poată stà valabilă inscripțiunea. (Cas. I, 17 Mai 1906, B. p. 856).

8. Obligațiunea de a șterge o ipotecă fiind personală, acțiunea care are de obiect ștergerea sau anularea ei intră, conform dreptului comun, în competința judelui de ocol ca primă instanță, dacă valoarea ipotecei este mai mică de 1500 lei. (Cas. I, 24 Sept. 1908, B. p. 1396).

9. Pentru ștergerea privilegiului vânzătorului nu e nevoe de îndeplinirea formalității cerute pentru radierea inscripțiunilor ipotecare, de oare ce privilegiul vânzătorului se înscrie și se conservă prin simpla transcriere a actului de vânzare, spre deosebire de ipoteci, pentru a căror inscripție legea cere îndeplinirea unor anume formalități; prin urmare lipsa unui jurnal din partea tribunalului prin care să se ordone ștergerea privilegiului vânzătorului, nu poate constitui un motiv de nulitate, dacă se constată că ambele părți s-au prezentat judecătorului cu petiție semnată de ele, cerând să se ia act că s'a achitat restul de preț și să se facă mențiune în registre despre această cerere. (Cas. I, 546 913, Curier Jud. 24/914 și 40 914).

10. Dispozițiunile art. 1788, după care inscripțiunile nu se pot șterge decât prin consimțimântul părților interesate, deci și al creditorului, nu trebue să se înțeleagă că operează și în ipoteza în care debitorul își îndeplinește obligația de a plătì creanța depunând suma. (Trib. Teleorman, Febr. 1914; Curier Jud. 30/914, p. 250).

11. A se vedeà: art. 1138, nota 3.

Art. 1789. — Actele făcute în țară străină care constată consimțimântul pentru ștergerea sau reducțiunea unei inscripțiuni, nu sunt executorii în România, decât după ce s'au vizat de președintele tribunalului situațiunei bunurilor, care va verificà autenticitatea acelor acte [1]). (Civ. 2, 1773, 1788; Pr. Civ. 374; Leg. Belg. 93).

Text. Belg. Art. 93. — Ceux qui requièrent la radiation ou la réduction déposent, au bureau du conservateur, soit l'expédition de l'acte authentique ou l'acte en brevet, portant consentement, soit l'expédition du jugement.

Un extrait littéral de l'acte authentique suffit, lorsqu'il y est déclaré, par le notaire qui l'a délivré, que l'acte ne contient ni conditions, ni réserves.

Les actes de consentement à radiation ou réduction, passées en pays étrangers, ne sont exécutoires en Belgique qu'après avoir été visés par le président du tribunal de la situation des biens, qui vérifiera leur authenticité, ainsi qu'il est dit en l'art. 77.

Doctrină străină.

ARNTZ, I, 76; IV, 1811, p. 330;
AUBRY ET RAU, I, § 31, p. 167, nota 70 și p. 168 (ed. 5-a), p. 109, aceeaș notă și p. 110 (ed. 4-a);
BAUDRY, *Précis*, I, 84; III, 17;
BAUDRY ET FOURCADE, *Des personnes*, I, 222;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, etc., II, 1413;
DEMOLOMBE, I, 106; XX, 113;
DURANTON. I, 91;
HUC, I, 168; IX, 61;
LAURENT, XXX, 456-458; *Principes*, I, 99; V, 213; *Dr. internat.*, II, 240 urm.; VIII, 28, 30, 35;
PANDECTES FR., *Lois*, 862;
SIREY, *Donations*, 7123;
THIRY, I. 53, p. 59, 58;
WEISS, *Dr. internat.*, IV, p. 327, text și nota 3, 388; V, p. 479; *Tr. élém. de dr. internat.*, p. 625, 626.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, I, ed. 2-a, p. 178, 217 urm.; X, p. 594, 650; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 326; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 102; IX, p. 630); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 41, 458;

---

1) A se vedeà notele de sub textul art. 1782 și 1783 Cod. Civil.

Cantacuzino Matei, p. 585;
Nacu, III, p. 762;
Tataru G. V., *Prezidentul tribunalului* p. 88.

CAPITOLUL VI.

Despre efectul privilegiilor şi ipotecelor în contra persoanelor al treilea cari deţin imobilul.

Art. 1790. — Creditorii cari au privilegiu sau ipotecă înscrisă asupra unui imobil, îl urmăresc în orice mână ar trece [1]). (Civ. 1719, 1720, 1722, 1738 urm., 1746, 1753, 1778, 1780 urm., 1786, 1791 urm., 1800, 1818; L. agrară 72, 73, 75, 76; Civ. Fr. 2166; L. Belg. 96).

Text. fr. Art. 2166. — Les créanciers ayant privilège ou hypothèque inscrite sur un immeuble, le suivent en quelques mains qu'il passe, pour être colloqués et payés suivant l'ordre de leurs créances ou inscriptions.

Doctrină străină.

Aubry et Rau, III, p. 301, 404; III, ed. 5-a, p. 507, 661, 713;
Baudry et de Loynes, *Du nantissement*, etc., I, 809, 810; II, 1119; III, 2229;
Bufnoir, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 85;
Colin et Capitant, ed. 2-a, II, p. 964 urm.;
Dalloz, *Rép.* Privil. et hypoth., 1698 urm., 1736 urm.; *Suppl.* Privil. et hypoth., 1167 urm.;
Demante et Colmet de Santerre, IX, 147 bis, XIV;
Flandin, *Transcr.*, II, 1028;
Guillouard, *Privil. et hypoth.*, III, 1216;
Laurent, XXXI, 242;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 653 urm.;
Planiol, II, ed. 3-a, No. 3006, 3161 urm.;
Pont, *Priv. et hyp.*, II, 1122;
Troplong, *Privil. et hypoth.*, IV, 922; *Transcript.*, 283.

Doctrină românească.

Alexandresco, X, p. 342, 343, 514, 546, 665, 667 urm.; (III, part. I, ed. 2-a, p. 531; III, part. II, ed. 2-a, p. 751; IV, part. II, ed. 2-a, p. 217, 263, 295, 336, 338, 339, 420; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 404); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 224, 464; *Observaţie* sub. Judec. ocol. rural Calafat-Dolj, 367 din 12 Dec. 1919. Tribuna Juridică 26 27/1920;
Alexandrescu Traian, *„Drepturile proprietarilor şi creditorilor ipotecari în raport cu legislaţia agrară"*. Curier Jud. 45/922;
Cantacuzino Matei, p. 572, 575, 588, 589, 590;
Ionescu I. Ioan, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 116;
Nacu, III, p. 786.

Jurisprudenţă.

1. Dreptul unui creditor de a urmări şi pune în vânzare imobilul ce i s'a ipotecat nu poate fi întru nimic jicnit prin faptul înstrăinărei imobilului de către debitorul său, de oarece creditorii ipotecari au dreptul a urmări imobilul în orice mâini ar trece (art. 1790). Detentorul imobilului ipotecat nu poate a se opune la acest exerciţiu legal al dreptului unui creditor de cât delăsând imobilul, plătind datoriile ipotecare sau împlinind formalităţile necesarii pentru curăţirea imobilului de drepturile ipotecare ce-l apasă (art. 1791, 1792); la caz de neexecutare din partea detentorului imobilului ipotecat a unora din aceste îndatoriri, dânsul e silit a suferi expropriaţiunea acestui imobil, nerămânând de cât un drept de recurs în contra debitorului principal, de oare ce acesta e ţinut legalmente a-l garantă de evicţiunea ce a încercat (art. 1799). Şi ori care ar fi fost titlul, oneros sau lucrativ în virtutea căruia detentorul posedă imobilul urmărit, principiile de echitate cer a i se recunoaşte o acţiune în repetiţiune contra acelui din a cărui cauză a fost expro-

1) Art. francez corespunzător 2166, continuă: *„pour être colloqués et payés suivant l'ordre de leurs créances ou inscriptions"*.

priat. Şi nu e raţional a se susţine că vânzarea prin licitaţiune publică a unui imobil ce fusese afectat la plata unei datorii nu poate atinge drepturile reale ale detentorului şi în special dreptul său de proprietate asupra acestui imobil, căci obiectul final al ipotecei fiind vânzarea imobilului ipotecat, această transmisiune forţată stinge necesarmente dreptul de proprietate al detentorului. Şi ar fi un non sens a declară pe de o parte, că natura şi efectul acestei garanţii reale se rezolvă în puterea creditorului ipotecar de a puteà pune în vânzare imobilul ipotecat, iar pe de alta, a declarà că acest eveniment juridic, care nu e altceva de cât strămutarea proprietăţii din patrimoniul vânzătorului în acela al cumpărătorului, conservă totuş dreptul de proprietate vânzătorului expropriat Şi deşi prin art. 565 pr. civ., se dispune că adjudecaţiunea transmite adjudecatarului numai drepturile ce aveà şi urmăritul asupra lucrului vândut, însă această dispoziţiune legală se referă la cazul unui conflict de drepturi ce s'ar puteà naşte în urma adjudecărei între o terţie persoană şi cumpărătorul prin adjudecaţiune, iar nu la un pretins drept ce detentorul unui imobil ipotecat ar puteà invocà faţă cu dreptul netăgăduit al unui creditor ipotecar, de a urmărì şi vinde imobilul ce-i erà afectat la plata datoriei sale. (Apel Buc. II, 227, Nov. 29/87. *Dr.* 29 88).

2. Imobilul, fiind ipotecat mai înainte de a se fi constituit ca dotă, conform art. 1790, sarcina ipotecară afectă imobilul, în orice mâni ar trece. Dacă dar, imobilul constituit dotă, erà grevat de o ipotecă anterioara, în atare caz nu se aplică principiul prevăzut de art. 1248, fiind că acest articol atribue în adevăr caracterul de inalienabilitate imobilului dotal, însă numai faţă cu terţele persoane, cari au dobândit un drept real asupra imobilului, prin luare de inscripţiune înainte ca acest imobil să fi devenit dotal. (Cas. I, 254/Oct. 24/88, B. p. 853).

3. Nu se poate serios contestà unui creditor al constituentului dotei, dreptul de a urmărì. pentru acoperirea creanţei sale. imobilul ce i s'a ipotecat. sub cuvânt că, deşi creanţa sa e anterioară constituirei acelui imobil ca dotă. însă căsătoria imprimându-i caracterul de inalienabilitate, el nu mai poate fi vândut, căci ar fi a-l declarà alienabil într'un mod indirect. Numai din cauza confuziunei ce se face între drepturile unui creditor ipotecar şi acela al capacităţii femeei măritată, cu privire la facultatea sa de înstrăinare a imobilului dotal, se poate explicà o asemenea argumentaţiune, lipsită de ori ce fundament juridic. In adevăr. principiul neînstrăinării imobilului dotal, nu poate fi atins prin a cea că un creditor al constituitorului dotei pune şi scoate în vânzare imobilul dotal, asupra căruia se constituise o ipotecă anterioară căsătoriei. Principiul inalienabilităţei opreşte pe soţi sau pe creditorii lor de a puteà înstrăinà imobilul dotal, dar întru nimic caracterul de dotalitate al unui imobil nu poate împiedecà pe cel ce ţine un drept real de la fostul proprietar al imobilului dotal de a-l exercità în condiţiunile determinate de lege. (Apel Buc. II. 227, Nov. 29 88).

4. Urmărirea exercitată în baza unei sentinţe definitive şi învestite cu titlu executoriu, pentru restituire de dotă; pentru care se luase inscripţie ipotecară în imobilul soţului, este valabil îndreptată în contra terţiului deţinător al acelui imobil şi nu poate fi anulată pentru lipsă de titlu în contra terţiului, pe motiv că ar fi trebuit în prealabil o acţiune în justiţie în contra acestuia, spre a cere faţă de el plata creanţei dotei, ori recunoaşterea datoriei.

In adevăr, creditorii ipotecari având asupra imobilului supus ipotecii un drept real, care nu poate fi în nimic modificat prin schimbarea proprietarului, dânşii sunt autorizaţi a urmărì acel imobil în mâna oricui ar trece şi a cere punerea lui în vânzare după facerea comandamentului, fără să fie ţinuţi a exercità în prealabil o acţiune în justiţie contra terţiului deţinător. pentru a cere faţă de acesta plata creanţei ori recunoaşterea datoriei. (Cas. II, decizia civilă No. 38, din 10 Febr. 1914, Jurispr. Rom. 1914, p. 163).

5. Creditorii ipotecari. fiind terţii persoane în procesele ulterioare obţinerii dreptului lor, nechemarea lor în instanţa ce hotărăşte asupra imobilelor ipotecate, nu le poate face opozabilă hotărîrea ce s'ar da în lipsa citării lor. (Trib. Botoşani 1915. Dreptul 1915, p. 491).

6. A se vedeà: art. 786. notele 4, 6, 16, 20; art. 1791 nota 3; art. 1793, nota 1.

Art. 1791. — Dacă persoana a treia, care deţine imobilul. nu îndeplineşte formalităţile mai jos stabilite pentru a purgà [1]

---

1) Cu privire la purgarea proprietăţilor ipotecate, a se vedeà şi nota dela Cap. VIII ce urmează, precum şi art. 1805 Cod. Civil.

proprietatea sa, ea rămâne îndatorată, prin singurul efect al inscripțiunilor, în calitatea sa de detentor a imobilului, la toate datoriile ipotecare, și se bucură de toți termenii de plată ce îi aveà și debitorul primitiv. (Civ. 1108, 1740, 1790, 1792, 1795, 1801 urm., 1804 urm.; Civ. Fr. 2167; L. Belg. 97).

Text. fr. Art. 2167. Si le tiers détenteur ne remplit pas les formalités qui seront ci-après établies, pour purger sa propriété, il demeure, par l'effet seul des inscriptions, obligé comme détenteur à toutes les dettes hypothécaires, et jouit des termes et délais acordés au débiteur originaire.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 435, 436, 444, 448, 449; III, ed. 5-a, p. 712, 726, 732, 733;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2024, 2103-2106, 2109, 2115-2117, 2175, 2197;
COLIN ET CAPITANT, ed 2-a, II, p. 966;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 149 bis, I, II;
GUILLOUARD, *Privilèges et hypoth.*, III, 1626, 1627, 1643-1647, 1671;
LAURENT, XXXI, 245;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 6f8;
PLANIOL, II, ed. 3 a, No. 3182;
PONT, *Priv. et hyp.*, II, 1131;
TROPLONG, *Privilèges et hypoth.*, III, 788, 831, 832.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 340, 669, 713; (VI, p. 126, 129 n. 3); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 464;
CANTACUZINO MATEI, p. 590, 593;
NACU, III, p. 788, 790.

Jurisprudență.

1. Din combinațiunea art. 1791 cu art. 1804 și următorii din codul civil rezultă că purgarea privilegiilor sau ipotecelor de către noul proprietar nu este prevăzută de către legiuitor ca o condițiune pentru validitatea înstrăinărei ce vechiul proprietar a făcut imobilului supus privilegiului sau ipotecei către noul achizitor, ci numai ca un mijloc, prin care noul proprietar poate scăpà imobilul de urmărirea creditorilor privilegiați sau ipotecari. De unde urmează că tribunalul de urmărire comite un exces de putere și face o greșită aplicare a citatelor texte de lege, când respinge contestațiunea ridicată de noul cumpărător, care aveà de obiect scoaterea imobilului de sub urmărire, cu toate că dânsul a probat că cumpărătoarea a făcut-o înainte de orice publicațiune de urmărire și se oferea tot deodată de a plăti pe creditor de suma pentru care se constituise ipotecă asupra imobilului. (Cas. II, 174 95, B. p. 1145).

2. Art. 1790, 1791, 1792 și 1793 din codul civil, nu-și au aplicațiunea, când creditorul invoacă contra terțiului cumpărător al imobilului ipotecat sau supus privilegiului chiar nulitatea actului de înstrăinare, în virtutea art. 514 din procedura civilă, pe motiv că ea a avut loc în urma afișărei urmărirei acelui imobil, de oarece zisele articole presupun înstrăinarea valabilă, dar regulează numai efectele privilegiilor și ipotecelor înscrise asupra imobilului vândut, pentru cazul în care cumpărătorul lui nu ar fi îndeplinit formalitățile cerute de lege pentru purgarea unor asemenea sarcine. (Cas. I, 480/95, B. p. 1337).

3. Din art. 1746, 1790 și 1791 din cod. civil, rezultă că existența privilegiului sau ipotecei asupra unui imobil nu oprește trecerea proprietăței acelui imobil dela o persoană la alta, ci noul proprietar rămâne numai obligat de a plăti creditorului privilegiat sau ipotecar datoria, pentru care s'a constituit privilegiul sau ipoteca. Prin urmare, creditorul privilegiat sau ipotecar nu are dreptul de a cere desființarea înstrăinărei imobilului afectat făcută de debitorul său, ci numai de a urmări vânzarea în mâinile noului proprietar și deținător, dacă acesta va refuză sau nu poate plăti datoria asigurată prin privilegiu sau ipotecă. (Cas. I, 174/95, B. p. 1145).

4. A se vedeà: art. 1790 cu notele respective.

Art. 1792. — Detentorul este ținut în acelaș caz sau de a plăti toate capitalurile și interesele exigibile, la orice sumă s'ar urcà, sau de a lăsà imobilul ipotecat fără nici o rezervă. (Civ. 1785, 1791, 1793, 1795; Civ. Fr. 2168; L. Belg. 98).

Text. fr. Art. 2168. — Le tiers détenteur est tenu, dans le même cas, ou de payer tous les intérêts et capitaux exigibles, à quelque somme qu'ils puissent monter, ou délaisser l'immeuble hypothèque, sans aucune réserve.

Doctrină străină.

Aubry et Rau, III, p. 439; III, ed 5-a, p. 718, 719;
Baudry et de Loynes, *Du nantissement*, etc., III, 2173-2175;
Colin et Capitant, ed. 2-a, II, p. 973;
Guillouard, *Privil. et hypoth.*, III, 1657;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 667;
Planiol, II, ed. 3-a, No. 3200;
Troplong, *Privilèges et hypothèques*, III, 788.

Doctrină românească.

Alexandresco, X, p. 670; (III, part. II, ed. 2-a, p. 692, 693; IV, part. II, ed. 2-a, p. 217 263, 295, 336, 338, 339, 420; VI, p. 135); *Droit ancien et moderne de la Roumanie* p. 196, 464;
Cantacuzino Matei, p. 591, 593;
Nacu, III, p. 790.

Art. 1793. — Când detentorul nu îndeplinește una din aceste obligațiuni pe deplin, fiecare creditor ipotecar are dreptul de a cere vânzarea imobilului ipotecat pentru creanța sa[1]). (Civ. 1722, 1746, 1790, 1794, 1795, 1803, 1824, 1836; Civ. Fr. 2169; L. Belg. 99).

Text. fr. Art. 2169. — Faute par le tiers détenteur de satisfaire pleinement à l'une de ces obligations, chaque créancier hypothécaire a droit de faire vendre sur lui l'immeuble hypothèque, trente jours après commandement fait au débiteur originaire, et sommation faite au tiers détenteur de payer la dette exigible ou de délaisser l'héritage.

Doctrină străină.

Aubry et Rau, III, ed. 5-a, p. 713;
Baudry et de Loynes, *Du nantissement*, etc., II, 1190; III, 2115, 2122 urm., 2196, 2403;
Colin et Capitant, ed. 2-a, II, p. 968, 975;
Dalloz, *Rép.* Privil. et hypoth., 1778 urm.; Vente publ. d'imm., 438 urm.; *Suppl.* Privil. et hypoth , 1188 urm ; Vente publ. d'imm., 90 urm.;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 668, 669;
Planiol, II, ed. 3-a, No. 3163, 3201 urm.

Doctrină românească.

Alexandresco, X, p. 674; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 464;
Cantacuzino Matei, p. 590;
Nacu, III, p. 790.

Jurisprudență.

1. Creditorii ipotecari având asupra imobilului supus ipotecei un drept real, care nu poate fi în nimic modificat prin schimbarea proprietarului, dânșii sunt autorizați a urmărì acel imobil în mâna oricui ar trece și cere

1) Art. francez corespunzător 2169 continuă: *„trente jours après commandement fait au débiteur originaire et sommation faite au tiers détenteur de payer la dette exigible ou de délaisser l'héritage"*.

punerea lui în vânzare, după facerea comandamentului, fără să fie ținuți de a exercită în prealabil o acțiune în justiție contra terțiului deținător, pentru a cere față de acesta plata creanței sau recunoașterea ipotecei.

Prin urmare, instanța de fond nesocotește principiile care regulează această materie, când admite contestația terțiului deținător al imobilului urmărit, pentru lipsă de titlu contra sa, deși urmărirea se exercită pe baza unei sentinte de restituire de dotă, pentru care se luase inscripțiune ipotecară sentință definitivă și învestită cu formula executorie. (Cas. II, decizia civilă 38, 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 163; Curier Jud. 1914, p. 268).

2. A se vedeà: art. 1746, nota 7.

Art. 1794. — Cu toate acestea, detentorul care nu este personal obligat pentru creanța ipotecară a creditorului, poate să se opună la vânzarea imobilului ipotecat ce i-a fost transmis, dacă au mai rămas alte imobile ipotecate pentru această datorie în posesiunea principalului sau principalilor debitori, și poate să ceară discuțiunea prealabilă după forma regulată la titlul *Despre cauționament.* In timpul acestei discuțiuni se va oprì vânzarea imobilului ipotecat. (Civ. 1662 urm., 1753, 1793; Pr. Civ. 112; Civ. Fr. 2170).

Text. fr. Art. 2170. — Néanmoins le tiers détenteur qui n'est pas personnellement obligé à la dette, peut s'opposer à la vente de l'héritage hypothèque qui lui a été transmis, s'il est demeuré d'autres immeubles hypothèques à la même dette dans la possession du principal ou des principaux obligés, et en requérir la discussion préalable selon la forme réglée au titre *du Cautionnement;* pendant cette discussion il est sursis à la vente de l'héritage hypothèque.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 440-444, 453; III, ed. 5-a, p. 719-726, 739, 740;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2122 urm., 2143-2151, 2157-2169, 2175;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 9 9, 971;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth, 1755, 1932;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 151 bis, II-XII; 156 bis, III;
GLASSON, *Dr. de rét.*, p. 140, 141;
GUILLOUARD, *Privilèges et hypoth.*, III, 1648, 1658, 1660-1664, 1667-1670, 1691; *Cautionnement*, 246, 247;
HUC, V, 70;
LAURENT, XI, 70; XXXI, 264-267, 309;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 669 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3210 urm.;
PONT, *Priv. et hyp.*, II, 1143, 1160, 1163-1165, 1167, 1168, 1208;
TROPLONG, *Privilèges et hypoth.* III, 797, 800 bis, 801, 802, 804, 806, 836.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 680 urm.; (V, p. 211 n. 1); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 464;
CANTACUZINO MATEI, p. 590, 591;
NACU, III, p. 787 urm.

Art. 1795. — Cât pentru lăsarea imobilului ipotecat, ea poate să fie făcută de către orice detentor care nu este personal obligat la datorie și care are capacitatea de a înstrăinà. (Civ. 949 urm., 1769, 1796, 1799; Civ. Fr. 2172; L. Belg. 100).

Text. fr. Art. 2172. — Quant au délaissement par hypothèque, il peut être fait par tous les tiers détenteurs qui ne sont pas personnellement obligés à la dette, et qui ont la capacité d'aliéner.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 445-447, 453; III, ed. 5-a, p. 727-730, 739, 740; VI, p. 675;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2183, 2185, 2187-2189;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 974; ed. 1-a, III, p. 597;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 1828 urm.; *Suppl.* Privil. et hypoth., 1197 urm., 1200;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 152 bis, XI, XIII-XVI;
GUILLOUARD, *Privilèges et hypoth.*, III, 1675-1678, 1681, 1691;
LAURENT, XXXI, 286, 291-293, 295;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 665, 666;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3231 urm.;
PONT, *Priv. et hyp.*, II, 1172, 1180;
TROPLONG, *Privil. et hypoth.*, III, 813, 820, 823.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 670; (VI, p. 74); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 464;
CANTACUZINO MATEI, p. 591, 592;
NACU, III, p. 793, 804.

Art. 1796. — Detentorul poate să lase imobilul chiar după ce a recunoscut obligațiunea sau după ce a fost condamnat în această calitate; lăsarea imobilelor nu împiedică nici pe detentor, până la adjudecațiune, de a luà imobilul înapoi plătind toată datoria și cheltuelile. (Civ. 1791, 1795, 1797; Pr. Civ. 544, 549; Civ. Fr. 2173; L. Belg. 101).

Text. fr. Art. 2173. — Il peut l'être même après que le tiers détenteur a reconnu l'obligation ou subi condamnation en cette qualité seulement: le délaissement n'empêche pas que, jusqu'à l'adjudication, le tiers détenteur ne puisse reprendre l'immeuble en payant toute la dette et les frais.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 445, 447, 448, 452; III, ed. 5-a, p. 727, 731, 732, 738;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2190, 2191, 2194, 2195, 2195 I, 2197;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 974 nota 1, 975;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 1858, 1882 urm.; *Suppl.* Privil. et hypoth., 1212 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 153 bis, I-VIII, X, XII;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 373;
GUILLOUARD, *Privilèges et hypoth.*, III, 1673, 1683, 1684, 1687;
LAURENT, XXXI, 278;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 665;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3225, 3409;
PONT, *Priv. et hyp.*, II, 1186, 1193, 1196;
TROPLONG, *Privil. et hypoth*, III, 825, 826.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 670; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 464;
CANTACUZINO MATEI, p. 591;
NACU, III, p. 793.

Art. 1797. — Lăsarea imobilului ipotecat se face prin declarațiune la grefa tribunalului situațiunei imobilului.

Tribunalul va încheià act despre aceasta.

După cererea celui mai diligent dintre cei interesați, se va numì un curator imobilului părăsit, și se va urmărì vânzarea sa după formele prescrise pentru expropriațiuni. (Civ. 725, 1780, 1824 urm.; Pr. Civ. 426 urm., 503 urm.; Civ. Fr. 2174; L. Belg. 102).

Text. fr. Art. 2174. — Le délaissement par hypothèque se fait au greffe du tribunal de la situation des biens; et il en est donné acte par ce tribunal.

Sur la pétition du plus diligent des intéressés, il est créé a l'immeuble délaissé un curateur sur lequel la vente de l'immeuble est poursuivie dans les formes prescrites pour les expropriations.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 447, 451; III, ed. 5-a, p. 730, 731, 737;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2192;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 974;
DALLOZ, *Rép.* Privil et hypoth., 1869 urm.; *Suppl.* Privil. et hypoth., 1205 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 155 bis;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 495;
GUILLOUARD, *Privil. et hypoth.*, III, 1682, 1685;
LAURENT, XXXI, 276;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 665;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3238 urm.;
PONT, *Priv. et hyp.*, II, 1189, 1190.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 670; (II, ed. 2-a, p. 840); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 183 nota, 464;
CANTACUZINO MATEI, p. 591;
NACU, III, p. 793.

Art. 1798. — Servituţile şi drepturile reale ce aveà asupra imobilului detentorul înaintea posesiunei sale, renasc după părăsirea sau adjudecaţiunea imobilului [1]). (Civ. 576, 636 urm., 1091, 1795; Civ. Fr. 2177; L. Belg. 105).

Text. fr. Art. 2177. — Les servitudes et droits réels que le tiers détenteur avait sur l'immeuble avant sa possession, renaissent après le délaissement ou après l'adjudication faite sur lui.

Ses créanciers personnels, après tous ceux qui sont inscrits sur les précédents propriétaires exercent leur hypothèque à leur rang, sur le bien délaissé ou adjugé.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 73, 452; III, ed. 5-a, p. 126, 127, 738, 739;
BAUDRY ET LOYNES, *Du nantissement*, III, 2212-2214;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 961, 977, 1012;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 1904 urm.; *Suppl.* Privil. et hypoth., 1225;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 158 bis, I, II;
GUILLOUARD, *Privil. et hypoth*, III, 1686, 1689;
LAURENT, XXXI, 314, 318;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 664;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3245 urm.;
PONT, *Priv. et hyp.*, II, 1215;
TROPLONG, *Privil. et hypoth.*, III, 843 bis.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 677, 678; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 464;
CANTACUZINO MATEI, p. 592;
NACU, III, p. 793.

---

1) Art. francez corespunzător 2177 adaugă: „*Ses créanciers personnels, après tous ceux qui sont inscrits sur les précédents propriétaires, exercent leur hypothèque à leur rang, sur le bien délaissé ou adjugé*".

Art. 1799. — Detentorul care a plătit datoria ipotecară, sau care a lăsat imobilul ipotecat, sau care a suferit expropriaţiunea acestui imobil, are recurs în garanţie, de drept, în contra debitorului principal. (Civ. 551, 905, 1108, 1336 urm., 1795 urm., 1812; Civ. Fr. 2178. L. Belg. 106).

Text. fr. Art. 2178. — Le tiers détenteur qui a payé la dette hypothécaire, ou délaissé l'immeuble hypothèque ou subi l'expropriation de cet immeuble, a le recours en garantie, tel que de droit, contre le débiteur principal.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 444, 453; III, ed. 5-a, p. 726, 739, 740;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc. III, 2170, 2178, 2219;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 980;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 1907 urm.; *Suppl.* Privil. et hypoth., 1226 urm.;
GUILLOUARD, *Privilèges et hypoth.*, III, 1671, 1690, 1692;
LAURENT, XXXI, 269;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 676. 677;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3268.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 677; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 263, 420); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 464;
NACU, III, p. 796, 797.

Jurisprudenţă.

1. Art. 2175 cod. Napoleon nefiind reprodus în legislaţiunea noastră, detentorul unui imobil nu poate recurge contra creditorului ipotecar, pentru a obţine de la dânsul valoarea ameliorațiunilor făcute la imobil, el n'are decât dreptul de a invocà art. 1799 cod. civil, care-i permite de a recurge în garanţie în contra debitorului principal. (Trib. Ilfov IV, *Dr.* 31/904).

2. A se vedeà: art. 1777, nota 2; art. 1790, nota 1.

CAPITOLUL VII.

Despre stingerea privilegiilor şi a ipotecelor.

Art. 1800. — Privilegiile și ipotecele se sting:

1. Prin stingerea obligaţiunei principale;
2. Prin renunţarea creditorului la ipotecă;
3. Prin îndeplinirea formalităţilor şi condiţiunilor prescrise detentorilor pentru purgarea [1]) bunurilor dobândite de ei;
4. Prin prescripţiune.

Prescripţiunea este câştigată debitorului, pentru bunurile care se află în posesiunea sa, prin expirarea timpului defipt pentru prescripţiunea acţiunilor ce rezultă din ipotecă sau din privilegiu.

Cât pentru bunurile cari se găsesc în mâinile unui al treilea detentor, prescripţiunea îi este câştigată prin expirarea timpului regulat pentru prescripţiunea proprietăţei în favoarea sa; în cazul când prescripţiunea presupune un titlu, ea nu începe a curge decât din ziua când detentorul s'a înscris în registrele tribunalului ca nou proprietar.

---

1) A se vedeà nota de sub textul art. 1791, şi cea dela Cap. VIII ce urmează, precum şi art. 1805 Cod. Civil.

Inscripţiunile luate de creditori nu întrerup cursul prescripţiunei stabilite prin lege în favoarea debitorului, sau în favoarea unei al treilea persoane detentoare a imobilului [1]). (Civ. 1091, 1107 urm., 1134—1136, 1683, 1780, 1786, 1788 urm., 1801 urm., 1837 urm., 1863, 1890, 1895; C. com. 690; Civ. Fr. 2180; L. Belg. 108).

Text. fr. Art. 2180. — Les privilèges et hypothèques s'éteignent:

1°. Par l'extinction de l'obligation principale;

2°. Par la renonciation du créancier à l'hypothèque;

3°. Par l'accomplissement des formalités et conditions prescrites aux tiers détenteurs pour purger les biens par eux acquis;

4°. Par la prescription.

La prescription est acquise au débiteur, quant aux biens qui sont dans ses mains, par le temps fixé pour la prescription des actions qui donnent l'hypothèque ou le privilège.

Quand aux biens qui sont dans la main d'un tiers détenteur, elle lui est acquise par le temps réglé pour la prescription de la propriété à son profit: dans les cas où la prescription suppose un titre, elle ne commence à courir que du jour où il a été transcrit sur les registres du conservateur.

Les inscriptions prises par le créancier n'interrompent pas le cours de la prescription établie par la loi en faveur du débiteur ou du tiers détenteur.

Text. Belg. Art. 108. — Les privilèges et hypothèques s'éteignent:

1°. Par l'extinction de l'obligation principale;

2°. Par la renonciation du créancier;

3°. Par l'effet des jugements, dans les cas prévus par les §§ 1 et 2 de la première section du chapitre III;

4°. Par l'accomplissement des formalités et conditions prescrites aux tiers détenteurs pour purger les biens par eux acquis;

5°. Par la prescription.

La prescription est acquise au débiteur, quant aux biens qui sont dans ses mains, par le temps fixé pour la prescription des actions qui donnent l'hypothèque ou le privilège.

Elle n'est acquise aux tiers détenteur que par le temps requis pour la prescription la plus longue des droits immobiliers.

Les inscriptions prises par le créancier n'interrompent pas le cours de la prescription établie par la loi en faveur du débiteur ou du tiers détenteur, mais ce dernier peut être contraint de fournir, à ses frais, un titre récognitif de l'hypothèque, à dater de la transcription de son acquisition. Vingt-huit ans après la date de ce titre, il est tenu de le renouveler s'il possède encore l'immeuble hypothèque.

6°. Par la cause énoncée au paragraphe 2 de l'art. 82.

Doctrină străină.

Aubry et Rau, II, p. 332, 335, III, p. 281, 282, 395, 486-495, 499; III, ed. 5-a, p. 476, 486, 614, 645, 665, 667, 669, 811-817, 819-827; IV, p. 693, 694;

Baudry et de Loynes, *Du nantissement*, etc. II, 1280; III, 1887, 2245-2248, 2250-2253, 2256, 2259, 2261-2263, 2265, 2272, 2274-2276, 2279, 2283-2285, 2287, 2289, 2290, 2292, 2293 urm., 2298, 2300-2302, 2305, 2306, 2309, 2311, 2313, 2314;

Baudry et Tissier, *Prescription*, 121, 573;

Bufnoir, *Propriété et Contrat*, ed. 2-a, p. 175;

Colin et Capitant, ed. 2-a, I, p. 949; II, p. 512, 1019, 1021, 1022, 1024 urm.; ed. 1-a, III, p. 305;

1) A se compară art. 1800 Cod. Civil român cu art. 108 din Legea belgiană din 1851, fiind importante diferenţe de text între ele.

DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 2454 urm.; *Suppl.* Privil. et hypoth., 903, 1509 urm. 1530, 1532;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 161 bis, II; 164 bis. I-III, VII-X; 165 bis, II;
DEMOLOMBE, XXVIII, 288 urm.;
GUILLOUARD, *Privilèges et hypoth.*, III, 1509;
LAURENT, XVIII, 323; XXX, 391; XXXI, 378, 379, 389, 393, 398; XXXII, 143;
LYON-CAEN ET RENAULT, VII, 577, 585;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 678 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3390, 3397 urm., 3401, 3402 urm., 3888 urm.;
PONT, *Pet. contr.*, II, 339; *Priv. et hyp.*, II, 1225, 1232, 1235, 1237, 1238, 1248, 1250, 1253-1255;
TROPLONG, *Privil. et hypoth.*, IV, 868, 869, 871, 878, 879, 880 bis, 881 urm.; *Caution.*, 488.

Despre transcrierea privilegiilor și hipotecilor în general.

AUBRY ET RAU, III, p. 454-457 urm., 460, 461; III, ed. 5-a, p. 741-746 urm., 749, 750;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., I, 889, 890; II, 905-907, 1051-1053 urm., 1059, 1125, 1126. 1129;
BEUDANT, II, 828:
DALLOZ, *Suppl.* Privilèges et hypoth., 393, 1042:
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE. IX, 75 bis, VI-XII, XVI;
LAURENT, XXX, 118; XXXI, 324, 325, 330;
PONT, *Priv. et hyp.*, I. 334, 459, 479, 480;
TROPLONG, *Transcr.*, 323 urm., 344; *Vente*, II, 906.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 546. 684 urm., 692; (III. part. I, ed. 2-a, p. 851 n. 2, 869; XI, p. 201. 209, 218 t. și n. 1, 225, 229, 234, 253 n. 1, 281 n. 4); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 464; *Observație* sub. Cas. II, 43 din 26 Febr. 907. Dreptul 5/1908;
BIRNBERG I. ISIDOR, *Observație* sub. Cas. I, 47 din 2 Febr. 1904. Curier Jud. 31/905;
CANTACUZINO MATEI, p. 127, 128, 132, 597, 598;
NACU, III, p. 797 urm.

Jurisprudență.

1. Privilegiile și ipotecile se sting prin prescripție, și anume: atunci când bunurile se află încă în posesia debitorului, prescripția îi este câștigată prin expirarea timpului defipt pentru prescripția acțiunilor ce rezultă din ipotecă sau privilegiu, adică prin 15 ani în privința rangului inscripției și prin 30 ani în ce privește însuș dreptul de ipotecă; atunci însă când bunul ipotecat sau supus privilegiului se găsește în mâinile unui al treilea deținător, prescripția se împlinește prin expirarea timpului regulat pentru prescripția proprietății în favoarea sa. Daca terțiul deținător a început să stăpânească în baza unui titlu, prescripția nu începe să curgă în favoarea lui, decât din ziua când dânsul s'a înscris în registrele tribunalului ca nou proprietar. (Cas. I, 47/904, B. p. 128).

2. Renunțarea la dreptul de ipotecă asupra unuia din imobilele ipotecate, constatată în mod autentic, produce efecte în mod general, și nu se poate zice că ipoteca asupra imobilului la care s'a renunțat nu dispare, întru cât nu s'a îndeplinit formalitatea ștergerii, fiindcă renunțarea la dreptul de ipotecă produce efecte pentru desființarea ipotecii, independent de îndeplinirea ștergerii ipotecii, de oarece codul civil prevăzând, prin art. 1800, alin 2, renunțarea între modurile generale, nu prescrie pentru eficacitatea ei o formă oarecare, cum ar fi ștergerea. (Cas. II, 26 Febr. 1907, B. p. 308).

3. Conform art. 1800, alin. IV cod. civil, privilegiile și ipotecile se sting prin prescripțiune cu următoarea distincțiune: atunci când bunurile se află încă în posesia debitorului prescripțiunea este câștigată prin expirarea timpului defipt pentru prescripțiunea acțiunilor ce rezultă din ipotecă sau privilegii, adică 15 ani în privința rangului inscripțiunei, și prin 30 ani conform dreptului comun, în ce privește însuș dreptul de ipotecă; atunci însă când bunul ipotecat sau supus privilegiului se găsește în mâinile unui al treilea detentor, prescripțiunea îi este câștigată prin expirarea timpului regulat pentru prescripțiunea proprietăței în favoarea sa, adăugând legiuitorul că în caz când terțiul deținător a început a stăpânì în baza unui titlu, prescripțiunea nu începe a curge în favoarea lui decât din ziua când dânsul s'a înscris în registrele Tribunalului ca nou proprietar. (Cas. I, 15 Oct. 1907, B. p. 1482).

4. Inscripțiunile luate de creditori nu întrerup cursul prescripțiunii stabilite prin lege în favoarea debitorului sau în favoarea unei a treia persoane detentoare a imobilului. (Cas. I, 15 Oct. 1907, B. p. 1482).

5. O ipotecă fiind stinsă prin pre-

scripţiune, inscripţiunile reînoite nu mai au nici un efect neputând conservà o ipotecă ce legalmente nu mai există. (Cas. I, 15 Oct. 1907, B. p. 1482).

6. Deşi, potrivit dispoziţiunilor art. 1800 alin. 4 codul civil. prescripţiunea ipotecei se calculează prin expirarea timpului defipt pentru prescripţiunea acţiunei, totuşi în materie de privilegii şi hipotecí legea admiţând două prescripţiuni, una liberatorie pentru debitor şi alta achizitivă pentru terţiul deţinător, care sunt cu totul independente una de alta, prima curgând contra creditorului ipotecar, secunda contra proprietarului imobilului, prescripţia va puteà foarte bine să fie împlinită pentru proprietarul imobilului şi neîmplinită pentru creditorul urmăritor. (Trib. Ilfov not. *Dr.* 54/908, p. 444).

7. Conform art. 1800 al. 1 c. civil, ipotecile se sting între altele şi prin stingerea obligaţiunei principale.

Prin urmare, din momentul ce se constată că plata creanţei s'a făcut prin depunerea sumei datorită, nu e nici un pericol pentru creditorii care-şi dispută creanţa, ea fiind asigurată prin suma depusă. (Trib. Teleorman 2754 din Febr. 1914; Curier Jud. 30/914, p. 250).

CAPITOLUL VIII.

Despre modul de a purga [1]) proprietăţile de privilegii şi ipoteci.

Art. 1801. — Toate actele translative de bunuri şi drepturi cari se pot ipotecà, se vor transcrie pe registre ce se vor ţineà spre acest sfârşit la grefa tribunalului în ocolul căruia sunt bunurile situate [2]). (Civ. 818 urm., 1295, 1740, 1750, 1800, 1802, 1803, 1816; Pr. Civ. 721 urm.; L. jud. oc. 46; L. Timbr. 19 § 41; Civ. Fr. 2181; L. Belg. 1).

Text. fr. Art. 2181. — Les contrats translatifs de la propriété d'immeubles ou droits réels immobiliers, que les tiers détenteurs voudront purger de privilèges et hypothèques, seront transcrits en entier par le conservateur des hypothèques dans l'arrondissement duquel les biens sont situés.

Cette transcription se fera sur un registre à ce destiné, et le conservateur sera tenu d'en donner reconnaissance au requérant.

Text. Belg. Art. 1. — Tous actes entre-vifs à titre gratuit ou onéreux translatifs ou déclaratifs de droits réels immobiliers, autres que les privilèges et les hypothèques, seront transcrits en entier sur un registre à ce destiné au bureau de la conservation des hypothèques dans l'arrondissement duquel les biens sont situés. Jusque-là, ils ne pourront être opposés aux tiers qui auraient contracté sans fraude.

Il en sera de même des jugements passés en force de chose jugée, tenant lieu de conventions ou de titres, pour la transmission de ces droits, des actes de renonciation à ces droits et de baux excédant neuf années, ou contenant quittance d'au moins trois années de loyer.

Si ces baux n'ont pas été transcrits, la durée en sera réduite, conformément à l'art. 1429 du Code Civil.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU. III, p. 503-507, 510; III, ed. 5-a, p. 838-845, 849, 850;

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2331-2334, 2338-2340 urm., 2347, 2348, 2353-2356, 2358-2361, 2394, 2395;

BEUDANT, II, 959 urm.;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 949; II, p. 743, 989;

DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth. 1698 urm., 2056 urm.; *Suppl.* Privil. et hypoth. 1287, 1308 urm.;

DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 169 bis, IV, X-XII, XXI, XXVI, XXXVI; 170 bis, VIII, IX;

1) „*A purga*“ o proprietate, însemnează a o liberà de privilegiile şi ipotecile ce o grevează.

2) A se compară art. 1801 Cod. Civil român cu art. 2181 francez şi art. 1 Legea belgiană din 1851, fiind diferenţe de text.

DEMOLOMBE, XV, 291 bis; XVII, 75;
HUC, V, 399;
LAURENT, XXXI, 422, 425, 427-429, 431, 433, 434, 441;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 689, 690;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3293, 3402 urm.;
PONT, *Priv. et hyp.*, I, 391; II, 1270, 1270 bis, 1272-1274 bis, 1276, 1283, 1285, 1291, 1292;
TROPLONG, *Privilèges et hypoth.*, II, 404, 405; III, 816; IV, 903, 903 bis.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 579, 585, 707 urm., 736, 740, 744, 745 nº 2; (III, part. II, ed. 2-a, p 874; IV, part. I, ed. 2-a, p 303, 691; V, p. 168 urm.); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 149, 464; *Observaţie* sub. Cas. I, 5 Nov. 904. Curier Jud. 82/904; *Notă* sub. Trib. Lannion (Cotes du Nord), 11 Mai 922. Curier Jud. 32 923;
DUMITRESCU A. M., II, 19;
EFTIMIE C. D., *Notă* sub. Trib. Constanţa s. I, 132 din 6 April. 1921. Pand. Rom. 1924-II-218;
GEORGEAN N., *Notă* sub. Cas. II, 25 din 24 Mart. 1920. Pand. Rom. 1924-I-22;
GHIKA ŞERBAN AL., *Notă* sub. Cas. I, 313 din 8 April. 1921. Pand. Rom. 1922-I-122;
NACU, III, p. 764 urm.;
PLASTARA GEORGE, *„Despre publicitatea actelor juridice"*. Dreptul 69/907; *„Problema publicităţii actelor juridice"*. Dreptul 74/1907;
RĂDULESCU ANDREI, *„Publicitatea drepturilor reale imobiliare şi Registrele de proprietate"*. Comunicare;
ROSENTAL S., *Notă* sub. Cas. I, 179 din 2 Mart. 1914. Pand. Rom. 1922-I-115;
ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Observaţie* sub. C. Apel Montpellier, 23 Oct. 1922. Pand. Rom 1924-III-75;
TATARU G. V., *Prezidentul tribunalului*, p. 80, 83.

Jurisprudenţă.

1. Art. 1801 c. civ. şi 722 pr. civ., care vorbeşte de transcripţiunea actelor stramutătoare de proprietate în registrele tribunalului, nu se refer de cât la actele cari strămuta acea proprietate între vii. Actele testamentare, de şi ne transcrise, sunt opozabile terţiilor achizitori. (Apel Buc. I, Ian. 28/81, *Dr.* 48 81).

2 Din termenii clari şi precişi ai art. 722 pr. civ. resulta că în registrul de transcripţiuni se trec actele de înstrăinare a proprietaţilor imobiliare. Deci, actul de transacţiune prin care se recunoaşte unei parţi dreptul preexistent de proprietate asupra imobilului ce forma obiectul litigiului, ne fiind translativ, pentru că nici o mutaţiune de proprietate nu s'a operat, ci numai declarativ de proprietate un atare act, în virtutea efectului atribuit lui de legiuitor, putându-se opune, fără îndeplinirea vre-unei alte formalităţi, celor de al treilea cari ar dobândi asupra acelui imobil drepturi numai de la unul din coproprietari, nu e susceptibil de transcripţiune. Şi nu se poate susţine serios că aceste asigurări date de legiuitor ne fiind îndestulătoare, părţile ar puteà să le complecteze, cerând de comun acord transcrierea actului de învoială, căci dacă s'ar consacra acest principiu, atunci tribunalul ar fi dator să primească a se transcrie ori ce fel de act fie şi de vânzare mobiliară, destul numai ca părţile, după arbitrul lor, să declare că află o mai mare securitate pentru daraverile lor în transcripţiune. Pericolul unui asemenea sistem ar fi necalculabil, fiindcă, pe de o parte, ţinându-se, conform citatului articol, la tribunal numai un singur registru de transcripţiuni, lucrările, din cauza actelor de diverse naturi, s'ar întarzia într'un mod pagubitor intereselor celor ce ar face adevărate acte de strămutare de proprietate imobiliară, iar, pe de altă, aglomeraţiunea diferitelor acte ar spori, peste prevederile legiuitorului, greutaţile cercetărei registrelor, de unde ar decurge inevitabil omisiuni de sarcini, fie în certificatele liberate de grefieri fie în ordonanţele de luarea inscripţiunilor ipotecare. Un argument puternic în sprijinul tezei acesteia se află şi în art. 1819 c. civ. care obligă pe grefieri, sub pedeapsă de daune-interese, a nu refuzà sau întârzià transcripţiunea actelor de mutaţiune de proprietate imobiliară, iar nu şi a altor acte. (Apel Buc. III, 6, Ian. 16 84, *Dr.* 20 84).

3 Testamentele conţinând orice fel de legaturi, fie că strămută proprietăţi imobiliare, fie că constitue drepturi reale, nu trebuesc să fie transcrise, pentru a fi opozabile terţiilor persoane, ce au dobândit drepturi reale asupra imobilelor, de oarece leginitorul a înteles să supună transcripţiei numai actele între vii cu titlu oneros sau gratuit, căci numai în privinţa lor părţile contractante au posibilitatea să execute măsurile de publicitate prescrise de lege, fiind în culpă dacă nu le îndeplinesc. (Cas. I, 472/904 B. p. 1578).

4. Art. 1801 şi 1802 din codul civil în concordanţă cu art. 722 şi 723 din vechea procedură civilă, supuneau la transcripţiune în registrul tribunalului unde este aşezat imobilul toate actele de înstrăinare a drepturilor reale pentru a puteà să fie opuse terţilor persoane, iar art. 818 din codul civil prevede, ca o aplicaţiune a acestui principiu, ca actele ce conţin donaţiunea unui imobil trebue să fie transcrise la tribunalul unde este aşezat imobilul.

Prin urmare, această formalitate trebuea să fie îndeplinită şi pentru actele dotale cari cuprindeau un imobil, pentru ca terţiile pesoane să poată luà cunoştinţă că proprietatea acelui imobil a fost strămutată dela înzestrător la înzestrat. (Cas. I, 16 Mai 1911, B. p. 639).

5. Impărteala fiind declarativă iar nu translativă de drepturi, este opozabilă terţilor, independent de formalitatea transcripţiei actului care o constată. (Cas. I, 216 din 29 Mart. 1913. Jur. Rom. 19 913).

6 In vânzările pentru ieşire din indiviziune, adjudecatarul streiu, adica altul decât un copărtaş, dobândeşte prin jurnalul de adjudecare un drept de proprietate asupra imobilului, sub condiţia depunerei preţului, drept care poate fi opus terţiilor, chiar dacă jurnalul de adjudecare n-a fost transcris, căci legea nu cere o asemenea transcriere.

Prin urmare, dacă în urma adjudecărei definitive în intervalul până la depunerea preţului şi darea ordonanţei, unul din copărtaşi a vândut drepturile sale unui terţiu, care a transcris actul sau în acel interval, terţiul cumpărător nu dobândeşte un drept de proprietate asupra părţilor indivize cumpărate ci numai un drept asupra porţiunei de preţ corespunzătoare acelor părţi. (Cas. I, No. 179, 1914; Jurisp. Rom. 1914 p. 292).

7. Dreptul de uzufruct, derivând d'ntr'un testament, nu este nevoe să fie transcris, cu toată modificarea făcută la 1900 legei autentificărei actelor. (Trib. Buzău s. II, 340 din 10 Iunie 1925. Paudectele Saptămânale 23 925).

8. A se vedeà: art. 285, Index „Transcripţie" şi notele respective; art. 625, nota 2; art. 786, notele 2, 3, 26; art. 818 cu notele respective; art. 819 cu notele respective; art. 975, nota 80; art. 1228 Index „Transcriere" şi notele respect.; art. 1229 nota 7; art. 1254, notele 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 17, 21, 22, 23; art. 1295 Index „Transcriere" şi notele respective; art. 1802 cu notele respective.

Art. 1802. — Orice act de înstrăinare a drepturilor menţionate în art. precedent, nu se va puteà opune persoanelor al treilea de nu se va fi făcut transcripţiunea cerută prin acel articol. (Civ. 969, 973, 1175 urm., 1182, 1295, 1801, 1803; Pr. Civ. 723; L. Belg. 1 § 1).

Text. Begl. Art. 1 § 1. — Tous actes entre-vifs à titre gratuit ou onéreux translatifs ou déclaratifs de droits réels immobiliers, autres que les privilèges et les hypothèques, seront transcrits en entier sur un régistre à ce destiné, au bureau de la conservation des hypothèques dans l'arrondissement duquel les biens sont situés. Jusque-là, ils ne pourront être opposés aux tiers qui auraient contracté sans fraude.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 579, 585, 707 urm., 736, 740, 744, 745 n° 2; (III, part. II, ed. 2-a, p. 874; V, p. 168 urm.); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 464;

COSTIN AL., *Observaţie* sub. Cas. Req., 15 April. 1920. Pand. Rom. 1922-III-97; *„Asupra legislaţiei de răsboi"*. Tribuna Juridică 26-27/919, 30-31/919, 37-38/919, 42-44/919;

EFTIMIE C. D., *Notă* sub. Trib. Constanţa s. I, 132 din 6 April. 1921. Pand. Rom. 1924-II-218;

NACU, III, p. 764 urm.;

RĂDULESCU ANDREI, *Publicitatea drepturilor reale şi registrele de proprietate*, p. 7 urm.;

ROSENTAL S., *Notă* sub. Cas. I, 179 din 2 Mart. 1914. Pand. Rom. 1922-I-115.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudenţă.

1. Lipsa de transcripţiune, conform art. 1801. a actului de cesiune a unei creanţe ipotecare, constituind o nulitate de procedură, şi nefiind de esenţa actului, conform art. 111 pr. civ., trebue propusă înainte de ori-ce apărare asupra fondului, adică trebue încă de la început să se constate calitatea şi drepturile cesionarului de a represenla pe cedente. Această nulitate invocată tardiv, după desbaterea fondului, presupune renunţarea de a o mai invocà şi nu se mai poate reveni asupra ei. (Apel Buc. I, 112, Mai 16 89, *Dr.* 49/89).

2. Dispoziţiunile art. 1801 şi 1802, fiind privitoare la terţiul dobânditor ce voeşte a purgà un imobil de privilegii şi ipoteci, sunt străine de specia în care în timpul acţiunei de revendicare imobilul revendicat a trecut în proprietatea unui terţiu care nu şi-a transcris actul sau de proprietate. (Apel Buc. I, 13, Ian. 17/90, *Dr.* 11/90).

3. Pentru ca vânzarea unui imobil să poată fi opusă terţiilor, cari au dobândit drepturi asupra aceluiaşi imobil, e necesar ca ea să fie transcrisă în registrul de transcripţiuni al tribunalului situaţiunei imobilului. In lipsa unei asemenea transcripţiuni, nici înstrăinările, nici ipotecile, nici alte drepturi reale constituite de cumpărător, nu sunt opozabile terţiilor cari au dobândit drepturi asupra aceluiaşi imobil din partea vânzătorului. Nici cunoştinţa ce secundul cumpărător ar fi avut despre vânzarea făcuta dejà primului cumpărător, nu poate dispensa de transcripţiune, căci când legea prescrie o masură de publicitate în interesul terţiilor, numai prin îndeplinirea acelei măsuri, actul devine opozabil acelor terţi.. Aceste principii însă, înceteaza de a mai fi aplicabile în caz de fraudă *(fraus omnia corrumpit)*. (Apel Buc. I, Oct. 6/93, *Dr.* 31/94).

4. Art. 1802 din codul civil şi 723 din procedura civilă, relative la conflictele de drepturi cari se regulează după anterioritatea transcripţiunii, se aplica numai în cazul când achizitorii nu pot invoca de cât drepturile rezultând din titlurile lor, iar nu şi atunci când unul din ei, pe baza titlului său poate invocà prescripţia de 10 ani prevăzută de art. 1895 din codul civil. (Cas. I, Iunie 1908, B. p. 1089).

5. Transcripţiunea unui act constitutiv de drepturi reale, fiind creată pentru apărarea drepturile celor de al treilea cari nu au putut participà la facerea actului, lipsa acestei formalităţi nu poate fi invocată de cât numai de cei d'altreilea, vătămaţi în drepturile lor. (Cas. s. I, 294, din 912. Curier Jud. 33/1912).

6. In principiu, până la transcripţiune, drepturile asupra unui bun nemişcător rezultând din actele supuse acestei formalităţi, nu pot fi opuse celor d'al treilea cari au drepturi asupra acestui bun, de unde rezultă că, pentru a se putea opune, lipsa acestei formalităţi, trebue ca cel ce o invoacă să stabilească că are un drept asupra bunului nemişcător în litigiu. (Cas. s. I, 427 912 Curier Jud. 57 1912).

7. In vânzările prin licitaţiune publică pentru eşire din indiviziune, adjudecatarul străin, adică altul decât un copărtaş, dobândeşte prin jurnalul de adjudecare un drept de proprietate asupra imobilului sub condiţiunea depunerei preţului, şi pentru ca mutaţiunea proprietăţei sa poată fi opozabilă terţilor, nu se cere transcrierea jurnalului de adjudecare. (Cas. I, No. 179, 1914; Juris. Rom. 1914, p. 292; Dreptul 1914, p. 322).

8. Tribunalul face o justă aplicare a art. 723 p. civ. când înlatura efectele ce rezultă din transcripţia unui act şi hotaraşte că acel act nu poate fi opus aceluia care a dobândit imobilul printr'un act autentificat în aceiaşi zi când s'a transcris actul adversarului, deci tribunalul constata în fapt că transcripţia s'a operat cu viclenie, (Cas. I, 192 915. Curier Jud. 44 915).

Transcripţia nu este o condiţie de validitate a unui act de înstrăinare. Actul netranscris nu este nul iar lipsa de transcriere nu poate fi invocată decât de aceia cari au un drept asupra imobilului înstrăinat şi cari l-au conservat în mod regulat. (Cas. II, 305 din 27 Dec. 1921 Jud. Rom. 9 10 922, Pand. Rom. 1923, I, 171).

9 bis. O transacţiune eronat făcută, neputând determinà şi individualiză imobilul în scopul pentru care legea o creeaza, echivalează cu o lipsă totală de transcripţie şi ca atare nu poate produce efectul său legal obicinuit, de a atribui, dreptului din actul transcris, caracterul de opozabilitate faţă de terţele persoane, cari ulterior au dobândit şi conservat după lege drepturi asupra aceluiaş imobil. (Trib. Prahova, Comisiunea de Consolidare, 392 1922, Al. Ganţoiu. Lucrări Judecătoreşti No. 4, 1924 p. 20 urm.).

10. Transcripţiunea actelor fie autentice, fie sub semnătură privată, fiind o formalitate de publicitate instituită în interesul şi pentru apărarea celor de al treilea şi având de efect opozabilitatea transmisiunei faţă de aceştia de bună credinţă, cari ar pretinde drepturi asupra aceluiaşi nemişcător, rezultă de aci că între doi sau mai mulţi achizitori de bună

credinţă ai aceluiaş nemişcător, cari deţin dreptul lor de la acelaş autor, acela va fi considerat ca proprietar care îşi va transcrie titlul său mai întâi. (C. Apel Constanţa 227 din 5 Mart. 1924, Justiţia Dobrogei 5/924. Jur. Gen. 1924 No. 1064).

11. a). Prin ayant-cause se înţelege o persoană care, fără să-şi fi luat parte la un act determinat, fie în persoană, fie printr'un reprezentant, a succedat uneia din părţi sau autorului actului.

Aceşti ayant-cause sunt la rândul lor de două feluri: cu titlu universal, când au dobândit universalitatea patrimoniului autorului lor, sau a unei fracţiuni din această universalitate şi cu titlu particular, când au dobândit unul sau mai multe bunuri determinate în individualitatea lor.

b). Prin terţe persoane se înţeleg acele persoane cari nu au luat parte, nici personal, nici reprezentaţi, cu alte cuvinte cari pot invocà cu succes maxima: „res inter alios acta". (Trib. Buzău s. II, 10 Iun. 1925, Pand. Săpt. 23/925).

12. A se vedeà: art. 285, Index „Transcriere" şi notele respective; art. 616, nota 14; art. 786, notele 2, 3, 26; art. 818 cu notele respective; art. 819 cu notele respective; art. 975, nota 80; art. 1228, Index „Transcriere" şi notele respective; art. 1229, nota 7; art. 1254, notele 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 17, 21, 22, 23; art. 1295, Index „Transcriere" şi notele respective; art. 1801 cu notele respective.

Art. 1803. — Transcripţiunea prescrisă prin articolul 1801, transmite dobânditorului drepturile ce înstrăinătorul aveà asupra proprietăţei imobilului, dar cu privilegiile şi ipotecile cu cari imobilul erà însărcinat. (Civ. 644, 971, 1295, 1740, 1746, 1770 urm., 1790, 1801, 1810; Civ. Fr. 2182; L. Belg. 109).

Text. fr. Art. 2182. — La simple transcription des titres translatifs de propriété sur le registre du conservateur, ne purge pas les hypothèques et privilèges établis sur l'immeuble.

Le vendeur ne transmet à l'acquéreur que la propriété et les droits qu'il avait lui-même sur la chose vendue: il les transmet sous l'affectation des mêmes privilèges et hypothèques dont il était chargé.

Doctrină străină.

Aubry et Rau, III, p. 496-502; III, ed. 5-a, p. 829-837;
Baudry et de Loynes, *Du nantissement*, etc. III, 2367 urm., 2370-2372, 2375, 2379-2383, 2385, 2387-2389;
Bufnoir, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 101, 126;
Colin et Capitant, ed. 2-a, I, p. 949; II, p. 743;
Dalloz, *Rép.* Privil. et hypoth., 2042, 2056 urm.; *Suppl.* Privil. et hypoth., 1308 urm.;
Demante et Colmet de Santerre, IX, 169 bis, XIV-XVII, XIX; 183 bis, III-V;
Garsonnet, V, § 1693;
Lyon-Caen et Renault, VIII, 696-698;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 689, 690;
Planiol, II, ed. 3-a, No. 3308;
Pont, *Priv. et hyp.*, II, 1350;
Troplong, *Privilèges et hypoth.*, IV, 908, 909.

Doctrină românească.

Alexandresco, X, p. 579, 585, 707 urm., 736, 740, 744, 745 n. 2; (III, part. II, ed. 2-a, p. 840 n. 1, 886 nota; V, p. 168 urm.; VI, p. 475); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 464;
Cantacuzino Matei, p. 593;
Cerban Al., „*Sistemul legislaţiei noastre în ce priveşte purga legală şi cea voluntară*". Dreptul 14/911, 17/911, 18/911;
Eftimie C. D., *Notă* sub. Trib. Constanţa s. I, 132 din 6 April. 1921. Pand. Rom. 1924-II-218;
Nacu, III, p. 764 urm.;
Rădulescu Andrei, „*Publicitatea drepturilor reale imobiliare şi registrele de proprietate*", p. 7 urm.

Art. 1804. — Dacă noul proprietar voește a fi apărat de urmăririle autorizate prin Capitolul VI al prezentului titlu, este ținut, în cursul lunei dela transcripțiunea actului de transmisiunea proprietăței, de a notifică creditorilor la domiciliile ce 'și au ales când au luat inscripțiunile ipotecare:

1. Contractul de dobândirea imobilului;

2. Un certificat de transcripțiunea lui;

3. O tabelă în trei coloane, din care cea d'întâi va cuprinde data ipotecelor și aceea a inscripțiunilor; cea de a doua, numele creditorilor, și cea de a treia sumele creanțelor înscrise. (Civ. 1115, 1781, 1790, 1801, 1805 urm., 1806 urm., 1813, 1816; C. com. 691; Civ. Fr. 2183; L. Belg. 110).

Text. fr. Art. 2183. — Si le nouveau propriétaire veut se garantir de l'effet des poursuites autorisées dans le chapitre VI du présent titre, il est tenu, soit avant les poursuites, soit dans le mois, au plus tard, à compter de la première sommatiou qui lui est faite, de notifier aux créanciers, aux domiciles par eux élus dans leurs inscriptions:

1°. Extrait de son titre contenant seulement la date et la qualité de l'acte, le nom et la désignation précise du vendeur ou du donateur, la nature et la situation de la chose veudue ou donnée; et, s'il s'agit d'un corps de biens, la dénomination générale seulement du domaine et des arrondissements dans lesquels il est situé, le prix et les charges faisant partie du prix de la vente, ou l'évaluation de la chose, si elle à été donnée;

2°. Extrait de la transcription de l'acte de vente;

3°. Un tableau sur trois colonnes, dont la première contiendra la date des hypothèques et celle des inscriptions; la seconde, le nom des créanciers; la troisième, le montant des créances inscrites.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 507, 511-513, 521; III, ed. 5-a. p. 845, 850 855, 865, 866;
BAUDRY ET LOYNES, *Du nantisement*, etc., III, 2128, 2363, 2403-2406, 2419, 2420;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 743, 969, 991, 992, 1007;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 2008 urm.; *Suppl.* Privil. et hypoth., 1264 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 172 bis, II, III, XIX;
DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, I, p. 332;
GUILLOUARD, *Vente*, I, 164, 197;
LAURENT, XXXI, 261, 417, 454, 455, 457, 459, 461;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 690 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3303, 3311;
PONT, *Priv. et hyp.*, 1149, 1154, 1296-1299, 1302-1304, 1323, 1324;
TROPLONG, *Privil. et hypoth.*, III, 795 bis; IV, 916, 919, 920.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 711 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 464;
CANTACUZINO MATEI, p. 594;
CERBAN AL., *„Sistemul legislației noastre în ce privește purga legală și cea voluntară"*. Dreptul 14/911, 17/911, 18/911;
NACU, III, p. 491, 803 urm.;
ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Notă* sub. C. Apel Buc. s. IV, 24 din 1 Febr. 1923. Pand. Rom. 1924-II-9.

Jurisprudență.

1. După art. 1242 Cod civ. numai bărbatul are, în timpul căsătoriei, exercițiul acțiunilor dotale și numai în contra lui se pot intentà asemenea acțiuni, astfel că este nulă comunicarea făcută de cumpărătorul unui imobil, în sensul art. 1804 pentru purgarea unei inscripții dotale, nu în per-

soana bărbatului ci a femeii. Această nulitate nu se poate acoperi printr'o mărturisire ulterioară, la care bărbatul ar fi chemat să facă, cum că a avut cunoștință de acea comunicare, căci nu prin astfel de mărturisire s'ar puteà complecta îndeplinirea zisei formalități, mai cu seamă față de femeia sa, care în acesta privință este o terță persoană. (Cas. I, 83 94, B. p. 266).

2. Din combinațiunea art. 1791 cu art. 1804 și urmatorii din Codul civil rezultă că purgarea privilegiilor sau ipotecelor de către noul proprietar nu este prevăzută de către legiuitor ca o condițiune pentru validitatea înstrăinărei ce vechiul proprietar a făcut imobilului supus privilegiului sau ipotecei către noul achizitor ci numai ca un mijloc, prin care noul proprietar poate scăpa imobilul de urmărirea creditorilor privilegiați sau ipotecari. De unde urmează că tribunalul de urmărire comite un exces de putere și face o greșită aplicare a citatelor texte de lege, când respinge contestațiunea ridicata de noul cumpărător, care avea de obiect scoaterea imobilului de sub urmărire, cu toate că dânsul a probat că cumpărătoarea a facut-o înainte de orice publicațiune de urmărire și se oferea tot deodată de a plătì pe creditor de suma pentru care se constituise ipotecă asupra imobilului. (Cas. II, 174 95 B. p 1145).

3. Dispozițiunile art. 1804 din codul civil, prin care cumpărătorul trebue să notifice creditorilor ipotecari actul de vânzare al imobilului ipotecat, au fost edictate numai pentru obținerea purgărei unui imobil de privilegii și ipoteci, ele nu poate să aibă nici o aplicațiune în materia primirei unei inscripțiuni ipotecare. (Apel Buc. I, *Dr.* 62, 910, p. 498).

4. a). Pentru ca cineva să poată exercità purga conf. art. 1804 c. civ., trebue să fie proprietar în momentul îndeplinirei formalităților de purgare, condițiune ce rezulta din termenii „noul proprietar" întrebuințați de legiuitor; iar acel care a fost proprietar dar care nu mai este, nu se mai găsește nici în textul legei, nici în spiritul ei spre a o exercità sau continuà.

b). Adjudecatarul în sistemul legei române devine proprietar din momentul depunerei prețului, însă sub condițiunea suspensivă a acceptărei prețului și a ramânerei definitive a ordonanței.

c). Proprietarul sub condițiune suspensivă poate exercità purga.

d). Maxima „surenchère sur surenchère ne vaut" nu are aplicațiune în legea română. (Trib. Ilfov notariat, No. 228/913; Curier Jud. 30 914, p. 249).

5. A se vedeà: art. 1242, notele 26, 30.

Art. 1805. — Noul proprietar [1] va declarà prin acea notificațiune că este gata a plătì îndată datoriile și sarcinele ipotecare numai până la concurența prețului stipulat prin actul de înstrăinare sau până la valoarea de la care va prețuì imobilul [2]), dacă este dăruit, fără distincțiune între datoriile exigibile sau neexigibile. (Civ. 1025, 1363, 1791 urm., 1804. 1806; Civ. Fr. 2184).

Text fr. Art. 2184. — L'acquéreur ou le donataire déclarera, par le même acte, qu'il est prêt a acquitter, sur le champ, les dettes et charges hypothécaires, jusqu'à concurrence seulement du prix, sans distinction des dettes exigibles ou non exigibles.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 516-520; III, ed. 5-a, p. 859-865;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2304, 2414-2416, 2427-2429, 2434, 2435;
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 67;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 255, 489, 991;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 2144 urm.; *Suppl.* Privil. et hypoth., 155, 1342 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 250 bis, V; IX, 165 bis, IV; 172 bis, XVII;
LAURENT, XXXI, 400, 464, 467, 469;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 690 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3312 urm.;
PONT, *Priv. et hyp.*, II, 1317-1320, 1337;
TROPLONG, *Privil. et hypoth.* IV, 883 bis, 927, 929-931, 931 bis, 959;

1) In articolul francez corespunzător 2184, se zice: „*l'acquéreur ou le donataire*" in loc de expresiunea: „*noul proprietar*".

2) In textul art. francez corespunzător 2184 lipsesc cuvintele: „*stipulat prin actul de înstrăinare sau până la valoarea la care va prețuì imobilul*", cari au fost intercalate de legiuitorul român.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 711 urm.; (VI, p. 500); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 464;
CANTACUZINO MATEI, p. 594;
CERBAN AL., *„Sistemul legislațiunei noastre în ce privește purga legală și cea voluntară“* Dreptul 14/911, 17/911, 18/911;
NACU, III, p. 805 urm.

Art. 1806. — După ce noul proprietar a făcut notificațiunea prescrisă în termenul defipt prin articolul 1804, și dacă prețul stipulat nu poate acoperì toate datoriile privilegiate și ipotecare, orice creditor al cărui titlu este înscris poate cere punerea imobilului în vânzare prin licitațiune publică, cu îndatorirea:

1. De a comunicà astă cerere noului proprietar în curs de patruzeci zile dela notificațiunea ce acesta i-a făcut;

2. De a se supune a suì prețul imobilului cu a zecea parte mai mult peste prețul stipulat în actul de înstrăinare.

Toate acestea se vor comunicà, după cererea în scris a creditorului, atât noului proprietar cât și înstrăinătorului imobilului, prin tribunalul unde s'a făcut transcripțiunea actului de înstrăinarea imobilului.

Toate acestea sub pedeapsă de nulitate. (Civ. 1781, 1804 urm., 1808 urm., 1813; Pr. Civ. 547 urm., 722; Com. 692; Civ. Fr. 2185; L. Belg. 115).

Text. fr. Art. 2185. — Lorsque le nouveau propriétaire a fait cette notification dans le delai fixé, tout créancier dont le titre est inscrit, peut requérir la mise de l'immeuble aux enchères et adjudications publiques; à la charge,

1⁰ Que cette réquisition sera signifiée au nouveau propriétaire dans quarante jours, au plus tard, de la notification faite à la requête de ce dernier, en y ajoutant deux jours par cinq myriamètres de distance entre le domicile élu et le domicile réel de chaque requérant;

2⁰ Qu'elle contiendra soumission du requérant, de porter ou faire porter le prix à un dixième en sus de celui qui aura été stipulé dans le contrat, ou déclaré par le nouveau propriétaire;

3⁰ Que la même signification sera faite dans le même délai au précédent propriétaire, débiteur principal;

4⁰ Que l'original et les copies de ces exploits seront signés par le créancier requérant, ou par son fondé de procuration expresse, lequel, en ce cas, est tenu de donner copie de sa procuration;

5⁰ Qu'il offrira de donner caution jusqu'à concurrence du prix et des charges.

Le tout à peine de nullité.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 518, 522-526, 529-533; III, ed. 5-a, p. 862, 867-874, 878, 879, 881 883, 884;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2440-2442, 2445, 2446, 2448-2452, 2454-2456, 2467-2469, 2477, 2479, 2493;
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 67;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 954; II, p. 736, 993, 994;
DALLOZ, *Rép.* Surench., 12 urm., 101. 264; *Suppl.* Surench., 20 urm., 51, 64, 159, 816;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 101 bis, VII-IX; IX, 174 bis, III-V, VIII, IX, XI-XIII, XVII;

DEMOGUE I, *Sources des Obligations*, I, p. 332;
DEMOLOMBE, IV, 133, 292;
LAURENT, XXXI, 484, 485, 490, 491, 498-502, 504, 506, 511, 512, 524, 534, 539, 602;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 692;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3331 urm.;
PONT, *Priv. et hyp.*, II, 1343-1346, 1354, 1364, 1365, 1369, 1384, 1386;
TROPLONG, *Privilèges et hypoth.*, IV, 932, 935, 949, 955, 956, 965

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 711 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 464;
CANTACUZINO MATEI, p. 594;
NACU, III, p. 491, 809.

Art. 1807. — Dacă creditorii nu vor cere punerea în licitațiune în termenul și cu formele prescrise în articolele precedente, valoarea imobilului va rămâneà definitiv defiptă la prețul stipulat prin contract, sau la suma estimațiunei în caz de donațiune, și noul proprietar va rămâneà liberat de ori ce privilegiu și ipotecă, plătind prețul creditorilor după ordinea inscripțiunei lor, sau depunându-l la casa de depozite și consemnațiuni. (Civ. 1114 urm., 1116, 1311, 1800, 1806; Pr. Civ. 604 urm.; Com. 693; Civ. Fr. 2186; L. Belg. 116.

Text. fr. Art. 2186. — A défaut, par les créanciers, d'avoir requis la mise aux enchères dans le délai et les formes préscrits, la valeur de l'immeuble demeure définitivement fixée au prix stipulé dans le contrat, ou déclaré par le nouveau propriétaire, lequel est, en conséquence, libéré de tout privilège et hypothèque, en payant ledit prix aux créanciers qui seront en ordre de recevoir ou en le consignant.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 531, 532; III, ed. 5-a, p 881-883;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc. III, 2485, 2486, 2489;
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 67;
CHAUVEAU ET CARRÉ *quest.*, 2619 bis;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 994;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 2162 urm ; *Suppl.* Privil. et hypoth., 1353 urm.;
DEMOGUE, I. *Sources des Obligations*, I, p. 301;
LAURENT, XXXI, 555, 562 bis;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 693;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3322 urm.;
TROPLONG, IV, 957, 958 ter.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 711 urm.; (V, p. 566); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 464;
CANTACUZINO MATEI, p. 594;
NACU, III, p. 808.

Art. 1808. — In caz de vânzare, ea se va face cu formele prescrise pentru expropriațiunile forțate, după stăruința sau a creditorului care a cerut vânzarea sau a noului proprietar.

Acela din aceștia care va stărui pentru vânzare, va îngriji a se pune în afiptele de publicațiune prețul stipulat prin contract sau declarat după estimațiune, și suma cu care creditorele s'a obligat a sui acest preț. (Civ. 1806 § 2; Pr. Civ. 540 urm., 544, 549; Com. 693; Civ. Fr. 2187; L. Belg. 117).

Text. fr. Art. 2187. — En cas de revente sur enchères, elle aura lieu suivant les formes établies pour les expropriations forcées, à la dilligence soit du créancier qui l'aura requise, soit du nouveau propriétaire.

Le poursuivant énoncera dans les affiches le prix stipulé dans le contrat, ou déclaré et la somme en sus à laquelle le créancier s'est obligé de la porter ou faire porter.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 532, 533; III, ed. 5-a, p. 883, 884;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantisement*, etc. III, 2492;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 995;
DALLOZ, *Rép.* Surench., 226 urm.; *Suppl.* Surench., 168 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 694 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3355 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 711 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 464;
CANTACUZINO MATEI, p. 595;
NACU, III, p. 810.

Art. 1809. — Adjudecatarul este dator, peste prețul adjudecațiunei, a restitui dobânditorului imobilului sau donatorelui [1] deposedat toate cheltuelile ce acesta a făcut cu formarea contractului său, pentru transcripțiunea lui, acelea ale notificațiunei, și cele făcute de el la vânzarea prin licitațiune. (Civ. 1019, 1341, 1402, 1798, 1809; Civ. Fr. 2188; L. Belg. 118).

Text. fr. Art. 2188. — L'adjudicataire est tenu, au-delà du prix de son adjudication, de restituer à l'acquéreur ou au donataire dépossédé les frais et loyaux coûts de son contrat, ceux de la transcription sur les registres du conservateur, ceux de notification, et ceux faits par lui pour parvenir à la revente.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, p. 533, 534, 536, 537, 575; III, ed. 5-a, p. 885-890;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2505-2509, 2515, 2516, 2519 urm.;
CHAUVEAU ET CARRÉ, *quest.*, 2500;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 1000, 1002;
DALLOZ, *Rép.* Vente publ. d'imm., 2144 urm.; *Suppl.* Vente publ. d'imm, 489 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 177 bis. II, IV;
LAURENT, XXXI, 544, 545;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 697 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3364 urm.;
PONT, *Priv. et hyp.*, II, 1396;
TROPLONG, IV, 962, 967, 971.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 711 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*. p. 464;
CANTACUZINO MATEI, p. 596;
NACU, III, p. 810.

Art. 1810. — Dacă imobilele în urmarea licitațiunei s'au adjudecat asupra dobânditorului imobilului sau a donatorului [2]) acesta nu este obligat de a transcrie jurnalul de adjudecațiune. (Civ. Fr. 2189; L. Belg. 119).

---

1) Din eroare se zice aici „*donatorelui*", în loc de „*donatarului*", cum este și în textul francez.
2) Din eroare se zice aci „*donatorului*", în loc de „*donatarului*", cum este și în textul francez.

Text. fr. Art. 2189. — L'acquéreur ou le donataire qui conserve l'immeuble mis aux enchères, en se rendant dernier enchérisseur, n'est pas tenu de faire transcrire le jugement d'adjudication.

Doctrină străină.

Baudry et de Loynes, *Du nantissement*, etc. III, 2495, 2496;
Colin et Capitant, ed. 2-a, I, p. 949, 954; II, p. 999;
Dalloz, *Rép.* Surench., 269 urm.; Vente publ. d'imm., 2158; *Suppl.* Surench., 189 urm.; Vente publ. d'imm., 490;
Planiol, II, ed. 3-a, No. 3359.

Doctrină românească.

Alexandresco, X, p. 711 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 194, 464;
Cantacuzino Matei, p. 595;
Nacu, III, p. 812.

Jurisprudenţă.

1. Art. 722 pr. civ., enumărând actele ce trebuesc transcrise pentru ca potrivit art. 723 pr. civ., să poate fi opuse terţielor persoane cari au drepturi asupra imobilului, nu prevede şi ordonanţele de adjudecare. Or, ordonanţele de adjudecare fiind asimilate cu hotărîrile judecătoreşti şi în privinţa lor legiuitorul necerând formalitatea transcripţiunei, cată să decidem că această regulă se aplică şi la ordonanţele de adjudecare. De altmintrelea faţă cu art. 567 al. 2, care declară în mod absolut că ordonanţa de adjudecare are efect retroactiv din momentul adjudecaţiunei şi face pe adjudecatar proprietar fără nici o restricţiune şi cu art. 1810 c. civ., după care actele de adjudecaţiune nu se transcriu, a admite transcripţiunea şi pentru ordonanţele de adjudecare este a admite în mod tacit o formalitate pe care legea nu o prevede şi a creeà pentru neîndeplinirea ei o nulitate pe cale de interpretare. Din toate acestea rezultă că ordonanţele de adjudecare nefiind supuse transcripţiunei, nu întâietatea transcripţiunei trebue să declare care e adevăratul proprietar. (Cas. I, 50/Febr. 26/88, B. p. 37; Apel Galaţi, I, 163, Nov. 25/88, *Dr.* 12/89).

Art. 1811. — Retragerea creditorului care va fi cerut punerea în licitaţiune, nu va puteà stavilì sub nici un cuvânt adjudecaţiunea publică, dacă nu vor consimţì toţi ceilalţi creditori privilegiaţi [1]), sau ipotecari. (Civ. 1336 urm.; Civ. Fr. 2190; L. Belg. 120).

Text. fr. Art. 2190. — Le désistement du créancier requérant la mise aux enchères, ne peut, même quand le créancier paierait le montant de la soumission, empêcher l'adjudication publique, si ce n'est du consentement exprès de tous les autres créanciers hypothécaires.

Doctrină străină.

Aubry et Rau, III, p. 531; III, ed. 5-a, p. 881;
Baudry et de Loynes, *Du nantissement*, etc. III, 2476;
Colin et Capitant, ed. 2-a, II, p. 995;
Dalloz, *Rép.* Surench., 258 urm.; *Suppl.* Surench., 184 urm;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 694;
Planiol, II, ed. 3-a, No. 3356;
Pont, *Priv. et hyp.* II, 1385.

Doctrină românească.

Alexandresco, X, p. 711 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 464;
Cantacuzino Matei, p. 595;
Nacu, III, p. 809.

---

1) In textul francez de unde este luat acest art. lipseşte cuvântul *„privilegiaţi"*, care nu se găseşte nici în Legea belgiană din 16 Decembrie 1851.

Art. 1812. — Dacă adjudecațiunea se va face asupra aceluia care cumpărase imobilul, atunci va aveà recurs în contra vânzătorului spre a fi desdaunat de suma care escede prețul stipulat prin actul de vânzare, și pentru dobânda acestui escedent[1]). (Civ. 1336 urm., 1798 urm., 1813; Civ. Fr. 2191; L. Belg. 121).

Text. fr. Art. 2191. — L'acquéreur qui se sera rendu adjudicataire aura son recours tel que de droit contre le vendeur, pour le remboursement de ce qui excède le prix stipulé par sont titre, et pour l'intérêt de cet excédant à compter du jour de chaque paiement.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 533; III, ed. 5-a, p. 885;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc. III, 2497 urm.;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 1000;
DALLOZ, *Rép.* Vente publ. d'imm., 2160 urm.; *Suppl.* Vente publ. d'imm., 490 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3360;
PONT, *Priv. et hyp.*, II, 1395;
TROPLONG, *Priv. et hyp.*, IV, 968;

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 711 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 464;
CANTACUZINO MATEI, p. 595;
NACU, III, p. 812.

Art. 1813. — In cazul când titlul noului proprietar ar cuprinde imobile și mobile, sau mai multe imobile din cari unele ipotecate și altele neipotecate, situate în aceeași sau în diferite circumscripțiuni de tribunale, toate înstrăinate cu un singur preț sau pentru prețuri deosebite și separate, sau că aceste imobile sunt coprinse sau că nu sunt coprinse în aceeași exploatațiune, în acest caz prețul imobilului asupra căruia sunt luate inscripțiuni se va determinà cu analogie după prețul total, și va fi declarat în notificațiunea ce noul proprietar este obligat a face conform cu art. 1804.

Creditorele care a cerut punerea în licitațiune nu este dator, în nici un caz, a face suirea prețului cerut prin articolul 1806 pentru mobile sau pentru alte imobile decât cele ipotecate creanței sale[2]).

Noului proprietar îi rămâne totdeauna recurs în contra autorului său spre a fi dezdaunat de vătămarea ce ar suferì, sau din cauza diviziunei achisițiunei sale sau din cauza diviziunei exploatațiunilor. (Civ. 1790 urm., 1804, 1806, 1830; Civ. Fr. 2192, L. Belg. 122).

Text. fr. Art. 2192. — Dans le cas où le titre du nouveau propriétaire comprendrait des immeubles et des meubles, ou plusieurs immeubles, les uns hypothèques, les autres non hypothèques, situés dans le même ou dans divers

1) Art. francez corespunzător 2191 continuă: *„à compter du jour chaque paiement"*.
2) Art. francez corespunzător 2192 adaugă imediat după acest aliniat: *„et situés dans le même arrondissement"*.

arrondissements de bureaux, aliénés pour un seul et même prix, ou pour des prix distincts et séparés, soumis ou non à la même exploitation, le prix de chaque immeuble frappé d'inscriptions particulières et séparées, sera déclaré dans la notification du nouveau propriétaire, par ventilation, s'il y a lieu, du prix total exprimé dans le titre.

Le créancier surenchérisseur ne pourra, en aucun cas, être contraint d'étendre sa soumission ni sur le mobilier, ni sur d'autres immeubles que ceux qui sont hypothèques à sa créance et situés dans le même arrondissement; sauf le recours du nouveau propriétaire contre ses auteurs, pour l'indemnité du dommage qu'il éprouverait, soit de la division des objets de son acquisition, soit de celle des exploitaticns.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 538-540; III, ed. 5-a, p. 891-894;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2421, 2424, 2425, 2457, 2518;
CHAUVEAU ET CARRÉ, *quest*, 2499 bis;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 993;
DALLOZ, *Rép.* Ordre entre créanc., 534 urm.; Privil. et hypoth. 2120 urm.; Surench., 39 urm.: *Suppl.* Ordre entre créanc. 65 urm.; Privil. et hypoth. 1336 urm.; Surench., 38 urm.;
LAURENT, XXXI, 563, 564, 568, 569, 571;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 700;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3318;
PONT, *Priv. et hyp*, II, 1309, 1361, 1369;
TROPLONG, *Priv. et hyp.*, IV, 973, 984.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 711 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 464;
CANTACUZINO MATEI, p. 596;
NACU, III, p. 811.

Art. 1814. — Nici un imobil nu poate fi liberat de ipotecile legale, de cât supunându-se ipotecei un alt imobil de aceeaşi valoare, sau depunându-se, la casa de depozite şi consemnaţiuni, o sumă egală cu valoarea creanţei asigurate prin ipotecă.

Formele ce urmează a se observà la mutarea ipotecei de pe un imobil pe altul, se vor determinà prin legea de procedură[1]). (Civ. 1753, 1800; Pr. civ. 725—728).

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 568, 731, 732; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 456;
CANTACUZINO MATEI, p. 576, 596;
CERBAN AL., *„Sistemul legislaţiunei noastre în ce priveşte purga legală şi cea voluntară"*. Dreptul 14 1911, 17/1911, 18/1911;
NACU, III, p. 813.

Jurisprudenţă.

1. Ipotecele neputând aveà fiinţă faţă de terţii decât prin inscripţiune, este fără interes pentru terţii, cari au luat o inscripţiune ipotecară asupra unui imobil, asupra căruia nu s'a găsit nici o inscripţiune, dacă ştergerea unei ipoteci legale anterioare după acel imobil, la care dânşii n'au participat, a fost făcută sau nu cu paza tuturor prescripţiunilor cerute de lege. (Cas. I, 315/98, B. p. 1153).

2. Dispoziţia art. 1814 din codul civil, privitoare la degrevarea ipotecei legale, îşi găseşte aplicaţiunea numai la înstrăinările voluntare, iar nu şi în materia execuţiunei silite. (Apel Buc. I, *Dr.* 8/911, p. 60).

1) Acest art. lipseşte în Codul Civil francez ca şi în Legea belgiană, în special alineatul din urmă. A se vedeà art. 725—728 din procedura civilă relative la înscrierea ipotecilor şi privilegiilor. A se vedeà şi notele de sub textul art. 1782 şi 1783 din Codul civil cu privire la lipsa acestui articol din Codul civil francez şi belgian.

Dispoziţiune tranzitorie.

Art. 1815. — Femeile căsătorite până la promulgarea acestei legi, vor fi datoare în curs de un an dela această epocă a cere inscripţiune asupra imobililor bărbaţilor pentru asigurarea dotei lor, conform regulelor prescrise prin acest codice[1]). (Civ. 1754—1761).

Doctrină străină.

LAURENT, XXXI, 615.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 732; (I, ed. 2-a, p. 109; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 667, 683 urm., 684-686); *Observaţie* sub. Trib. Gorj, 335 din 11 Oct. 902. Curier Jud. 58/1903;
CANTACUZINO MATEI, p. 576;
NACU, I, p. 71 urm.; III, p. 814;
SUCIU I. A., *Observaţie* sub. Trib. Vâlcea, 88 din 11 Febr. 1906. Curier Jud. 24 1906.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudenţă

1. Femeia măritată înainte de codul civil actual, când foaia sa dotală erà transcrisă conform art. 335 din Reg. Org., aveà în baza art. 23 şi 24 de la împrumuturi din cod. Caragea, un drept de preferinţă asupra averii soţului său, atât cea mişcătooare cât şi cea nemişcătoare, fără să aibă însă şi dreptul de urmărire, astfel că ea puteà să exercite dreptul său de preferinţă, pe cât timp averea soţului său nu erà eşită din patrimoniul lui. Acest drept erà de o mare importanţă pentru femeile măritate înainte de codul civil actual, pentru că erà mijlocul prin care ele puteau, până la un punct oare care, să-şi conserve intacte dotele lor de care nu puţin s'a îngrijit Codul Caragea. Astfel fiind, erà un drept dobândit pentru o femee măritată înainte de codicele actual, de a puteà să-şi exercite dreptul de preferinţă asupra averii mişcătoare a soţului său, care n'a posedat la maritagiu o avere imobiliară, pentru că tocmai în vederea acelui drept a consimţit să încredinţeze în mâna soţului său, fără alte precauţiuni, dota sa bănească. Aceste drepturi de preferinţă acordate de legea Caragea femeilor măritate sub acea lege, nu sunt desfiinţate de art. 1815 c. civ., căci prin el nu se manifestă voinţa legiuitorului de a isbì în drepturile dobândite, de oare ce nu dispune că femea căsătorită până la promulgarea acelei legi, va pierde de atunci înainte cu desăvârşire dreptul de preferinţă asupra averii mobiliară a soţului ei, astfel că ea, dacă soţul său n'a avut şi nu are nici un imobil, să se pomenească redusă la rândul de creditoare chirografară, unde în timpul căsătoriei sale credeà că creanţa sa dotală este asigurată de un privilegiu asupra totalei averi mobiliare a soţului său, căruia numai pe temeiul acestui privilegiu s'a hotărît a-i încredinţà dota sa bănească. Din dispoziţiunea art. 1815, că acele femei vor fi datoare în curs de un an a cere inscripţiune asupra imobilelor bărbaţilor pentru asigurarea dotei lor, conform regulelor prescrise prin acel codice, nu poate rezultà cel puţin nici chiar că acele femei pierd dreptul de preferinţă, dobândit sub legea cea veche asupra imobilului bărbaţilor (când ei s'ar întâmplà să aibă imobile), ci numai că femeea măritată sub Cod. Caragea pentru asigurarea dotei sale conform codului civil, care asigurare după acest codice (1753, 1754 şi urm.) este hipoteca legală, având de efect după art. 1790 urmărirea imobilului afectat în ori ce mână ar trece, trebue să ia inscripţiuni conform acelui codice. Din aceasta rezultă evident, că femeia căsătorită sub Cod. Caragea, şi care s'a conformat prescripţiunilor art. 335 din Regul. Org., departe de a fi pierdut prin promulgarea codului nou, dreptul de preferinţă acordat de acea lege asupra averii bărbatului său, atât mobiliară cât şi imobiliară, care preferinţă însă nu erà atunci asigurată de dreptul de urmărire, pentru cazul de înstrăinare a averii, poate dobândì şi acest din urmă drept, când ar luà inscripţiune asupra imobilelor

1) Acest art. 1815 Cod civil român, l pseşte atât în codul civil france· cât şi în Legea belgiară din 1 51;

bărbatului său (de va fi având) în termenul prescris de art. 1815. (Cas. II, 116/Sept. 2/71, B. p. 216).

2. Prin legea cea nouă, în locul preferinţei, s'a acordat creanţei dotale constituită prin căsătorie în timpul acestei legi, o ipotecă legală şi specială. conform art. 1753 şi 1754; iar cât pentru căsătoriile contractate sub legea cea veche şi pentru a căror dotă nu s'a împlinit formalităţile prescrise de art. 335 din Regulamentul Organic, pentru ca privilegiul acordat de legea cea veche să-şi fi putut luà existenţa sub această lege prin dispoziţiunile transitorii ale art. 1815, s'a determinat modul în care, şi epoca până la care, o asemenea dotă puteà să dobândească o asigurare prin ipotecă specială asupra bunurilor bărbatului constituită prin inscripţiune; căci legea a avut în vedere, că formalitatea prevăzută de legea cea veche şi care singură da existenţa privilegiului de preferinţă a creanţei dotale nu se mai puteà îndeplinì în legea cea nouă, care făceà o altă asigurare acestei creanţe şi pentru că numai în acest sens se pot înţelege dispoziţiunile transitorii ale art. 1815. (Cas. I, 409/72, Nov. 25/72, B. p. 327).

3. Art. 23 de la cap. VIII, partea III din Codul Caragea, acordă femei; măritate, dreptul de a se despăgubì de creanţele sale dotale din întreaga avere a bărbatului mobilă şi imobilă cu preferinţă asupra creditorilor ipotecari posteriori căsătoriei. Şi pentru a aveà acest drept femeea nu erà obligată la nici o formă de inscripţiune, singura condiţiune ce se cereà erà aceea a legalizărei foaiei sale dotale, conform art. 335 Reg. Organic. Acest drept de preferinţă fiind un efect ce legea de atunci da contractului constituirei de dotă. legea din 1864, nu puteà, fără a violà într'un mod învederat principiul neretroactivităţei legei, proclamat în art. 1 din chiar acea lege şi a ridicà părţei un drept dejà câştigat, nici a-l desfiinţà, nici a cere alte condiţiuni pentru existenţa lui de cât acele cerute de legea sub imperiul căreia el a luat naştere. Şi din art 1815 nu se poate deduce voinţa legiuitorului de a derogà la acest principiu. Art. 1815 îşi are aplicaţiunea în consideraţiunea că femeile măritate sub imperiul Codicelui Caragea, n'aveau. pentru îndestularea creanţelor lor dotale, de cât drept de preferinţă asupra creditorilor arătaţi la art. 23 şi 24, la distribuirea preţului provenit din vânzarea averei bărbatului lor; dar Codicele Caragea nu acordà femeii măritate, în caz când averea imobilă a bărbatului, ar fi eşit din patrimoniul său, dreptul ce legiuirea anului 1864, recunoaşte femeilor măritate în cazurile şi condiţiunile prevăzute de art. 1754 până la 1761, de a urmărì această avere în mâinile actualului deţinător, pentru îndestularea creanţelor sale dotale, şi tocmai acest drept, ce legea cea veche n'acordă femeilor măritate, a voit legea din 1864, prin art. 1815 să-l poată aveà chiar femeia măritată sub imperiul legei celei vechi, îndeplinind însă condiţiunile aratate în acest articol. Astfel fiind. din art. 1815 nu se poate deduce voinţa legiuitorului că femeea măritată sub Codicele Caragea să nu mai aibă, pentru asigurarea creanţei sale dotale, dreptul de precădere în întreaga avere mobilă şi imobilă a bărbatului şi numai ipoteca specială prevăzută de art. 1754 1761 şi cu condiţiunea ca aceasta ipoteca să fie înscrisă în termenul de 1 an prevăzut de acest art. 1815. Acest articol n'are alt înţeles de cât că femeia măritată sub legiuirea Caragea şi care ar voì să beneficieze de dreptul ce noua legiuire a acordat femeilor măritate sub această legiuire, de a aveà adică o ipotecă specială în averea imobiliară a bărbatului, sunt datoare a cere inscripţiunea în modul şi în termenul prevăzut de acel articol. (Cas. I, 351 87, Nov. 27/87, B. p. 902; Cas. I, 57/Febr. 17/89. B. p. 155; Cas. I, 53/Febr. 15/74, B. p. 45; Trib. Olt, Iun. 14/82, *Dr.* 62/82; Apel Buc. II, Sept. 17/76, *Dr.* 26/76).

4. Art. 1815 c. civ., fiind o excepţiune făcută de legiuitorul modern tocmai în a asigurà şi a protege mai mult dota femeilor ce se găseau la promulgarea acelei legi, măritate, această dispoziţiune excepţională nu poate privì şi pe femeile acelea cari erau dejà divorţate cu mult mai înainte şi a căror dotă se găseà privilegiată în averea fostului soţ după dispoziţiunile art. 1640 şi 1646 c. Calimach. (Cas. I, 410, Nov. 20/74, B. p. 281).

5. După art. 24 Cod. Caragea, partea III, cap. IX, femeia se preferă pentru cererile sale zestrale creditorilor chirografari fără nici o deosebire; dacă o femeie măritată sub Cod. Caragea pentru restituirea zestrei sale, vine în concurs cu un creditor chirografar anterior codului nou civil, femeea trebue să conserve dreptul său de preferinţă, chiar dacă n'a luat inscripţie ipotecară, conform art. 1815 c. civ., căci faţă cu un asemenea creditor ea aveà dreptul câştigat de a fi preferită, şi acest drept nu poate fi atins prin dispoziţia art. 1815, căci de altmintrelea ar fi a recunoaşte legei noui efect retroactiv ceea ce e contrar art. 1 c. civ. A da altă interpretare art. 1815, ar fi a creeà femeii măritată sub Codul Caragea o poziţie mai defavorabilă de cât femeii măritată sub codul civil, căci de vreme ce aceasta poate chiar după căsătorie ori când să ceară in-

scripţie ipotecară asupra unui imobil determinat al bărbatului pentru asigurarea sumei zestrale în modul arătat de art. 1756 c. civ., acelaş drept nu are femeia măritată sub Cod. Caragea pentru asigurarea zestrei sale alienabile constituită sub Cod. Caragea, de cât numai în termen de 1 an; trecând dar anul, ea va trebui să sufere să fie pusă pe aceeaşi linie cu alţi creditori chirografari, chiar de sunt aceştia anteriori codului civil, când sub Cod. Caragea ei nu puteau să se despăgubească de cât în urma femeii, rezultat care pe lângă că e şi nelogic e şi prea inic pentru ca să se poată zice că l'ar fi voit legiuitorul prin art. 1815. Aşà dar o femeie măritată sub Cod. Caragea îşi consèrvă, pentru zestrea sa dreptul său de preferinţă, faţă cu un creditor chirografar anterior codului civil; acelaş drept de preferinţă nu-l poate aveà acea femee, dacă ea vine în concurs cu creditorii posteriori codului civil, fie aceştia ipotecari sau chirografari, de cât numai dacă va fi luat o inscripţiune ipotecară asupra unor imobile determinate de a soţului, conform prescripţiunilor noului cod civil. Dacă s'ar fi recunoscut femeii dreptul de preferinţă în aceleaşi condiţiuni de mai înainte şi sub noul cod civil, aceasta ar fi fost contrariu intereselor celor de al treilea, garantate prin noul cod civil. (Cas. I, 94/Apr. 5/75, B. p. 68).

6. După Codul Caragea, art. 22, 23 şi 24, cap. 8, part. III, creanţa zestrei alienabile erà garantată, contra creditorilor ipotecari ai bărbatului, printr'un drept de preferinţă, după care ordinea între dânşii şi creanţa dotală erà determinată conform regulei *prior tempore potior jure;* dar nu există în favoarea femeei vre-un drept de urmărire contra terţiilor aquisitori în caz de înstrăinare a averii imobiliare a bărbatului. Dreptul de preferinţă creat prin sus citatele articole a fost subordonat, sub pedeapsă de nulitate, la condiţiunea publicităţii prescrisă prin art. 335 regulamentul organic. Noua lege civilă, art. 1754 urm., a adăogit în favoarea zestrei alienabile, pe lângă acelaş drept de preferinţă, şi un drept de urmărire sub numire, amândouă acestea de ipotecă legală şi a subordonat, ca şi legea veche, câştigarea de către femeea a acestor drepturi, la condiţiunea *sine qua non* a publicităţii prin luare de inscripţiune ipotecară asupra acestor imobile ale bărbatului. Astfel diferenţa între aceste două legi cari s'au succes nu constă, în ceea ce priveşte securitatea zestrei, de cât în dubla protecţiune ce legea cea nouă îi asigură atât contra creditorilor, ca legea veche, cât şi contra terţilor aquisitori mai mult de cât acea lege; iar condiţiunile de publicitate ale acestei protecţiuni sunt atât în legea Caragea cât şi în acea actuală, de aceiaşi eficacitate aşà în cât creditul public nu este mai mult asigurat după legea cea nouă de pe cât erà cea veche. La favoarea dată zestrei prin actuala lege civilă sunt admise, după dispoziţiunea transitorie a art. 1815, şi femeile măritate sub regimul legei Caragea, cu condiţiune însă de a fi luat o inscripţiune ipotecară asupra unui sau mai multor imobile determinate ale bărbatului, în termen de 1 an de la promulgarea zisei legi civile, 4 Decembrie 1864. Zestrile în a căror privinţă s'a putut îndeplinì dispoziţiunea art. 1815 au rămas în interval de la promulgarea legei civile actuale 4 Decembrie 1864 până în momentul inscripţiunei ipotecare acolo cerute şi care a putut să fie făcută până la 4 Decembrie 1865, în aceeaşi condiţiune de drept care le-a fost creeat prin legea în vigoare în momentul constituţiunei lor, adică legea Caragea; căci, dacă pe deoparte, obtenţiunea dreptului de urmărire, asigurat creanţei dotale prin actuala lege civilă, nu puteà să se facă mai înainte de îndeplinirea condiţiunei la care ea este subordonată, luarea de inscripţiune ipotecară, apoi pe de altă parte pierderea dreptului de preferinţă al legei anterioare nu poate să se inducă din nimic, dacă nu există o expresă dispoziţiune contrarie retroactivă a legei celei noui de oarece este vorba de un drept legalmente câştigat femeei. Poziţiunea femeilor în privinţa zestrei cărora nu s'a luat inscripţiunea ipotecară, conform art. 1815, în termenul de 1 an acolo defipt, diferă de a acelora cari au îndeplinit această formalitate, prin aceea că ele nu mai sunt admisibile nici odată a dobândi ipoteca legală în averea imobiliară a bărbaţilor lor, dar este identică în punctul acesta că dreptul de preferinţă, legalmente câştigat sub legea veche îl conservă şi sub legea cea nouă, pe cât aceasta nu l'a revocat retroactivamente. Astfel, imperativul dispoziţiunei art. 1815 nu vizează faptul, de cele mai multe ori imposibil în practică, de a se luà în interesul femeei inscripţiune ipotecară asupra imobilului bărbatului, ci el se reduce la faptul de pură diligenţă, de a se observà termenul de 1 an în cazurile când asemenea cerere de inscripţiune s'ar face. (Cas. I, 223 Septembrie. 3/75, B. p. 196).

7. Femeea are, pentru asigurarea zestrei sale mobile şi a pretenţiunilor zestrale, o ipotecă legală şi privilegiată asupra întregii averi a bărbatului, conform dispoziţiilor C. Caragea § 23, 24 part. III, cap. VIII. Că asigurarea femeii este de natură arătată, aceasta

rezultă din însuș textul § 23 C. Caragea, după care, dacă zestrea se protimisește celor cu zălog după nuntă împrumutători, aceasta indică că femeea are nu numai o preferință pentru creanța sa, fără efecte reale, numai un așà numit privilegiu *exigendi,* căci astfel interpretată dispoziția, nu s'ar înțelege cum s'ar protimisì zestrea tuturor creditorilor ipotecari după nuntă; această interpretație este conformă cu dreptul Roman Justinian (v. între altele *C. 12 Codicis qui potiores in pign. 8, 18)* cu dreptul Bizantin precum rezultă între altele și din *Basilicarum, lib. XXV, t. 5, § 39* și din *lib. III, titlu 5, §§ 41, 58* din care rezultă că femeea are o ipotecă privilegiată și generală pentru asigurarea zestrei. Insă în urma punerei în aplicare a cod. civil femeea măritată și dotată sub C. Caragea nu poate invocà, față cu creditorii bărbatului, ipoteca privilegiată ce aveà după C. Caragea dacă noul cod civil a introdus noui forme în privința conservarii dreptului de ipotecă sau a privilegiului. Intr'adevăr, după art. 1754 urm. c. civil femeea măritată nu are pentru asigurarea zestrei alienabile o ipotecă legală de cât numai dacă a obținut o inscripție specială asupra acelor imobile ce-i sunt afectate anume, iar cât pentru femeile măritate înaintea cod. civ., ele sunt obligate, după art. 1815, a cere în curs de un an dela promulgarea cod. civ., inscripțiunea asupra imobilelor bărbatului pentru asigurarea dotei lor, conform regulelor prescrise prin art. 1745 urm. Din această dispoziție transitorie rezultă că femeea măritată înaintea cod. civ. sub Cod. Caragea sau Calimach nu poate pretinde pentru zestrea sa alienabilă sau pentru pretenții zestrale a fi preferită celorlalți creditori ai bărbatului (precum s'ar fi putut după dispozițiile Codicilor Caragea și Calimach) de cât numai dacă a obținut o inscripție specială asupra unui imobil al bărbatului în timpul arătat prin art. 1815. Și nu s'ar puteà zice că printr'aceasta s'ar atinge drepturi câștigate și s'ar da legii efect retroactiv contrariu art. 1 c. civ., caci dacă femeia aveà pentru asigurarea zestrei sale o ipotecă legală și privilegiată în caz când ar fi venit în concurs cu creditorii bărbatului, acesta este, nu un drept câștigat, ci un simplu drept conferit de o lege și care poate fi luat printr'o lege posterioară, fără ca această lege să aibă efect retroactiv; în special, în cât privește ipotecile și privilegiile, legiuitorul printr'o lege posterioară regulând din nou materia el poate introduce noui forme pentru exercițiul dreptului de ipotecă sau a dreptului de privilegiu în interesul celor de al treilea cerând de exemplu o inscripție ipotecară specială, căci printr'aceasta nu se ating drepturile câștigate, ceeace e cu totul diferit. Așà fiind, femeea măritată și dotată sub Codicele Caragea sau Calimach nu poate fi preferită creditorilor bărbatului pentru zestrea sa alienabilă sau pentru pretențiile sale mobiliare zestrale întru cât ea nu a obținut o inscripție specială, conform art. 1815 c. civ., și numai întru cât e vorba de distribuirea prețului imobilului afectat pentru asigurarea zestrei femeii. (Cas. I, 119/Apr. 23/79. B. p. 274).

8. Femeea măritată și dotată sub Codul Caragea, dacă a obținut o inscripție specială, conform art. 1815 c. civ., prin această înscriere însă ea nu dobândește dreptul de a fi preferită creditorilor bărbatului de ori ce fel, cari ar exercita drepturile lor asupra altei averi a bărbatului. Așà fiind, în urma vânzarii averii mobile a bărbatului depe moșia luată de el cu arendă fiind concurs în privința distribuirii prețului acelei averi între femeea măritată și între creditorii bărbatului care au privilegiuri speciale asupra mobilelor, conform art. 1730 și 1734 c. civ., acești creditori trebue a fi preferiți, nu pentru motivul că femeea măritată nu și a conservat ipoteca legală conform art. 1815 c. civ., ci chiar dacă și-ar fi conservat ea trebue să fie primată de creditorul bărbatului, fiindcă aceasta exercită privilegiul special asupra averii mișcătoare a bărbatului, conform art. citate și care avere nu e afectată în mod special pentru asigurarea zestrei, (Cas. I, 119 Apr. 28/79, B. p. 274).

9. Sub legea Caragea creanța zestrală aveà precădere asupra tuturor creditorilor posteriori constituirei zestrei în întreaga avere mobilă și imobilă a bărbatului, drept de precădere nesupus vre unei inscripțiuni asupra cutărei sau cutărei averi a bărbatului. Și codul din 1864 îndatorind pe femeile înzestrate sub legea Caragea de a luà inscripțiunea în averea bărbatului, nu a putut aveà în vedere de cât pe acele femei măritate înainte de 1864, cari au voit a beneficià de dispozițiile noului cod garantând zestrea lor prin o ipotecă specială, iar nici cum pe acele femei cari mulțumindu-se cu garanția asigurată zestrei lor prin Codul Caragea n'au voit a beneficià de dispozițiunile noului cod. Or, luarea de inscripțiuni în termen de 1 an fiind o condițiune a dobândirei unui drept nou, neluarea unei asemenea inscripțiuni nu poate aveà, fără a se nesocotì respectul datorit dreptului dobândit, efectul de a ridicà celui ce aveà un drept anterioramente recunoscut, dreptul femeii măritate înainte de 1864 de a se despăgubì cu precădere în totala

avere a bărbatului aflată în patrimoniul său, înaintea tuturor creditorilor posteriori ei. (Cas. I, 298/Nov. 7/79, B. p. 774).

10. Creanţa dotală a femeii măr'tată sub regimul Codului Caragea şi învestită cu formalitatea art. 335 Reg. Org. aveà precăderea în toată averea mobilă şi imobilă a soţului înaintea tuturor creditorilor acestuia, posteriori căsătoriei. Acest drept de precădere general şi absolut şi nesupus formalităţei inscripţiunei, n'a fost desfiinţat prin noua lege civilă, care, în art. 1815 îndatorind pe femeile măritate înainte de promulgarea noului cod, de a luà inscripţiune ipotecară specială în averea bărbatului, n'a avut în vedere de cât pe acele femei cari ar voì să beneficieze de garanţiile noului cod acordate creanţelor dotale iar nici cum pe acelea care s'ar mulţumì pe poziţiunea creată lor prin legea în vigoare la facerea căsătoriei; căci art. 1815 c. civ., neridicând într'un mod formal şi expres femeilor măritate sub Codul Caragea şi cari n'au luat inscripţiune în termen de 1 an, dreptul de precădere generală şi ocult ce-l aveau după legea veche, ar fi a se nesocotì respectul datorit dreptului câştigat, dacă s'ar admite ideea că prin neluarea unei inscripţiuni în termenul de 1 an prescris de art. 1815, femeea măritată sub Codul Caragea şi-ar pierde dreptul de preferinţă *sui generis* existent la epoca constituirei contractului său patrimonial. (Cas. sect. unit., 9/79. Nov. 22/79, B. p. 989).

11. Sub Codul Caragea creanţa dotală erà garantată printr'un privilegiu, care acordà femeii dreptul de a se despăgubì cu preferinţă, înaintea ori cărui creditor posterior constituirei dotei, din ori ce avere mobilă sau imobilă a soţului, fără a o supune la luarea vre unei inscripţiuni asupra acestei averi. Şi legiuitorul din 1864, obligând pe femeea măritată prin art. 1815, ca în termen de 1 an să ia inscripţiune ipotecară asupra averei imobile a soţului pentru asigurarea dotei lor, desigur nu a putut aveà în vedere de cât o protecţiune mai mult pentru femeile măritate înainte de promulgarea acestui codice, voind ca prin luarea unei inscripţiuni ipotecare să le acorde pe lângă dreptul de prefer'nţă ce-l aveà după Codul Caragea, şi dreptul de urmărire contra celui de al treilea, când soţul de rea credinţă şi-ar înstrăinà averea. Luarea acestei inscripţiuni în termen de 1 an fiind condiţiunea dobândirei unui nou drept, nu se poate susţine că neîndeplinirea ei atrage după sine pierderea celuilalt drept acordat de o lege anterioară, aceasta în virtutea principiilor de drept că o lege nouă nu poate aveà putere retroactivă şi că nu prin interpretaţiunea unui articol se poate rid'cà un drept acordat într'un mod expres de o altă lege. (Trib. Ilfov, I, Mart. 26 80, *Dr.* 14 80; Apel Buc. II, 119, Mai 31/83. *Dr.* 12/84; Trib. Ilfov, notar., 610, Febr. 22 89, *Dr.* 19 89; Trib. Dolj, s. com., Nov. 12 90, *Dr.* 5 91; Apel Buc. I, 100, Iun. 14 91, *Dr.* 60 91).

12. Legiuitorul codului civil, dintr'un punct de vedere general, pentru siguranţa şi garanţia averei imobiliare, a introdus sistemul publicităţii prin inscripţiunea ori cărei ipoteci sau privilegiu ce se pretinde asupra imobilelor şi a desfiinţat sarcinele oculte ce existau în unele cazuri după Codul Calimach şi Caragea. Şi condiţiunile şi formalitaţile prescrise prntr'o lege nouă pentru conservarea şi exerciţiul drepturilor de ipotecă se aplică şi la ipotecile anterioare acelei legi, fie că acele formalitaţi ar fi fost sporite sau micşorate. Consecinte dar acestui principiu, legiuitorul, în marea sa solicitudine pentru conservarea averilor dotale şi pentru a nu lovì cu totul în drepturile femeilor măritate sub reg'mul Codurilor Calimach şi Caragea, le-a dat facultatea a-şi asigurà dota lor, obligându-le pr'n art. 1815 c. civ., ca în curs de un an de la promulgarea leg'i să ceară inscripţiunea asupra imobilelor bărbaţilor pentru as'gurarea dotei lor, conform regulelor prescrise prin codul civil. Edictând dispoz'ţiunea art. 1815, legiuitorul nu a avut intenţiunea să acorde feme'lor măritate sub Codul Caragea, pe lângă ipoteca ocultă, şi dreptul de urmărire în averea barbatului, drept ce nu-l aveau dupa acel cod, pentru că prin art. 1912 c. civ., dispune expres că Codicele Cal'mach şi Caragea rămân abrogate în tot ce nu sunt conforme regulelor prescrise de codul civil, de unde concluziunea, că sunt abrogate şi toate drepturile oculte ce femeea, conform Codului Caragea, aveà asupra averei bărbatului, afară dacă nu le-a consol'dat îndeplinind forma prevăzută de art. 1815 c. civ. Dacă intenţiunea legiuitorului nou ar fi fost de a conservà drepturile câştigate de femeea măritată sub regimul Codului Caragea, ar fi declarat aceasta expres prin lege, care în asemenea caz ar fi trebuit să facă deosebire între femeile măritate sub regimul Codului Caragea şi cele măritate sub Codul Calimach, lucru ce n'a făcut. Afară de aceasta, legiuitorul n'ar fi limitat termenul de un an în care femeea să poată cere inscripţiunea prin care să dobândească dreptul de urmărire asupra averei bărbatului. Iar sancţiunea art. 1815 rezulta în mod implicit din însăşi natura dispoz'ţiunilor cuprinse în el, combinate cu art. 1912. Deci femeea măritată sub legea veche,

care n'a luat inscripţiunea prevăzută de art. 1815 în averea bărbatului pierde ori ce drept de preferinţă sau privilegiu asupra averei bărbatului. (Apel Galaţi, II, 80, Iun. 3/87, *Dr.* 87/87; Trib. Ilfov, II, Nov. 7/89, *Dr.* 74/89).

13. Femeea căsătorită sub Codul Caragea aveà un privilegiu care-i asigurà restituirea zestrei înaintea creditorilor chirografari ai bărbatului; însă acest privilegiu, la început ocult, a fost înconjurat de oare care publicitate prin art. 1815 c. civ., forme de ordine publică, pe cari dacă femeea nu le-a îndeplinit, creanţa ei privilegiată a degenerat într'o creanţă chirografară, care nu mai poate fi opusă de cât debitorului şi erezilor săi, iar nu terţiilor deţinători ai imobilului, adică cumpărătorilor sau succesorilor cu titlu particular. (Apel Buc. III, Dec. 21/87, *Dr.* 9/88).

14. Legiuitorul prin art. 1815 îndatorând pe femeea înzestrată, sub Codul Caragea, de a luà în termen de un an inscripţie în averea bărbatului, nu a putut sa aibă în vedere decât pe acele femei măritate înainte de 1864, care ar voì să beneficieze de dispoziţiile noului cod, spre a-şi garantà zestrea prin o ipotecă specială, prin care se acordă femeii un drept de urmărire chiar asupra imobilelor eşite din patrimoniul bărbatului, iar nici de cum pe acele femei care, multumindu-se cu garanţia de preferinţă pe cât timp se aflà imobilul în patrimoniul bărbatului, garanţie dată prin Codul Caragea, n'au voit să beneficieze de dispoziţia art. 1815 cod. civ. Prin urmare, luarea inscripţiei în termen de un an, fiind o condiţie a dobândirii unui nou drept, neluarea unei asemenea inscripţiuni nu poate aveà efectul de a ridicà femeii măritate înainte de 1864 dreptul de a se despăgubì cu precădere din averea imobiliară a bărbatului aflată în patrimoniul său, înaintea tuturor creditorilor posteriori ei. (Cas. I, 167, 903, B. p. 364).

15. Femeile măritate sunt obligate ca în termen de un an să ia inscripţiune ipotecară asupra averei imobile a soţilor lor pentru asigurarea dotei lor. Legiuitorul de sigur nu a putut aveà în vedere, decât o protecţiune mai mult pentru femeile măritate înainte de promulgarea acestui Cod, care voind ca prin luarea unei inscripţiuni ipotecare să le acorde, pe lângă dreptul de preferinţă ce-l aveau după Codul Caragea şi dreptul de urmărirea celui de al treilea, când soţul de rea credinţă ar fi înstrăinat averea sa. Luarea acestei inscripţiuni în termen de un an, fiind condiţiunea dobândirei unui nou drept, nu se poate susţine că neîndepinirea ei atrage după sine pierderea celuilalt drept acordat de legea anterioară, aceasta în virtutea principiilor de drept, că o lege nouă nu poate aveà putere retroactivă şi că nu prin interpretaţiunea unui articol se poate ridicà un drept acordat în mod expres prin o altă lege. (Trib. Vâlcea C. Jud. 24/1906).

16. Legiuitorul din 1865, voind să deà posibilitate şi femeilor înzestrate sub Codul Caragea de a se bucurà de avantagiile nouei legi, a edictat dispoziţiunile din art. 1815 codul civil, dispunând înscrierea ipotecei legale în termen de un an de la punerea în aplicare a codului civil, Neluarea acestei inscripţiuni nu poate ridicà femeei măritate înainte de 1864 dreptul de a se despăgubì cu precădere din averea imobiliară a bărbatului, aflată în patrimoniul lui, înaintea tuturor creditorilor posteriori ei. (Trib. Ilfov, not., *Dr.* 54/908, p. 444).

CAPITOLUL IX.

Despre publicitatea registrelor şi despre responsabilitatea grefierilor de tribunale însărcinaţi cu ţinerea registrelor.

Art. 1816. — Grefierii tribunalelor sunt ţinuţi de a eliberà tuturor acelor ce cer, copie de pe actele transcrise în registrele lor, şi de pe inscripţiunile existente, sau certificat că nu există nici o inscripţiune. (Civ. 1778, 1791, 1796, 1804, 1817 urm., 1822; Civ. Fr. 2196).

Text. fr. Art. 2196. — Les conservateurs des hypothèques sont tenus de délivrer à tous ceux qui le requièrent, copie des actes transcrits sur leurs registres et celle des inscriptious subsistantes, ou certificat qu'il n'en existe aucune.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 289, 290, 292, 293; III, ed. 5-a, p. 489, 490, 494-496;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc. III, 2604-2607;

DALLOZ, *Rép.* Organ. des colon., 489 urm., 558, 658, 713, 823; Privil. et hypoth., 2817 urm.; *Suppl.* Privil. et hypoth., 1697 urm.;
FLANDIN, *Transcr.*, II, 1305;
GUILLOUARD, *Privilèges et hypoth.*, III, 1052, 1058-1061;
LAURENT, XXXI, 577, 585, 587;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 709;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2942;
PONT, *Priv. et hyp.*, II, 1440, 1441;
TROPLONG, *Privil. et hypoth.*, IV, 999.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 611, 738, 744, 748 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 342; V, p. 170 n. 1);
CANTACUZINO MATEI, p. 573;
NACU, III, p. 783.

Art. 1817. — Ei sunt responsabili pentru orice prejudiciu ar rezultà:

1. Din omisiunea pe registrele lor a transcripțiunilor actelor de mutațiune ale proprietății, și a inscripțiunilor luate în birourile tribunalului;

2. Din lipsa de mențiune în certificatele lor a unei sau mai multor inscripțiuni existente, afară de cazul când eroarea provine din arătări nesuficiente cari nu pot să le fie imputate. (Civ. 998, 999, 1084, 1105, 1730, 1780 urm., 1788, 1801, 1816, 1818, 1819, 1822; Civ. Fr. 2197).

Text. fr. Art. 2197. — Ils sont responsables du préjudice résultant,

1°. De l'omission sur leurs registres, des transcriptions d'actes de mutation, et des inscriptions requises en leurs bureaux;

2°. Du défaut de mention dans leurs certificats, d'une ou de plusieurs des inscriptions existantes, à moins, dans ce dernier cas, que l'erreur ne provint de désignations insuffisantes qui ne pourraient leur être imputées.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 288, 289, 294-299; III, ed. 5-a, p. 486, 488, 496-504;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 1817, 2611-2614, 2616-2621, 2624;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 991;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 1586, 2960 urm., 3022; *Suppl.* Privil. et hypoth. 2817, 1779 urm., 1786, 1791;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, V, p. 604;
GUILLOUARD, *Privilèges et hypoth.* 1051, 1062, 1063, 1063 I, 1064-1073;
LAURENT, XXXI, 208, 593, 598, 599, 605, 606 urm., 610, 612;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 709;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2982 urm.;
PONT, *Priv. et hyp.*, II, 1446;
TROPLONG, *Privil. et hypoth.*, IV, 1000, 1001, 1003.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 611, 738, 744, 748 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 342; V, p. 431, 432);
CANTACUZINO MATEI, p. 573;
NACU, III, p. 783;
RĂDULESCU ANDREI, *Publicitateà drepturilor reale imobiliare și registrele de proprietate*, p. 16 urm.

Art. 1818. — Imobilul în privința cărui grefierul ar fi omis în certificatele sale una sau mai multe sarcine înscrise, rămâne cu toate acestea încărcat cu toate sarcinele în-

scrise, rămânând însă noului cumpărător care a fost indus în eroare recurs în contra grefierului pentru daunele ce i s'au cauzat prin omisiune, precum și recurs contra vânzătorului pentru întoarcerea prețului și daunelor interese[1]). (Civ. 1746, 1778 urm., 1790, 1804, 1816, 1822; Civ. Fr. 2198).

Text. fr. Art. 2198. — L'immeuble à l'égard duquel le conservateur aurait omis dans ses certificats une ou plusieurs des charges inscrites, en demeure, sauf la responsabilité du conservateur, affranchi dans les mains du nouveau possesseur, pourvu qu'il ait requis le certificat depuis la transcription de son titre; sans préjudice néanmoins du droit des créanciers de se faire colloquer suivant l'ordre qui leur appartient, tant que le prix n'a pas été payé par l'acquéreur, ou tant que l'ordre fait entre les créanciers n'a pas été homologué.

Doctrină străină.

Aubry et Rau, III, p. 290, 494; III, ed. 5-a, p. 489, 825;
Baudry et de Loynes, *Du nantissement*, etc., III, 2226;
Colin et Capitant, ed. 2-a, II, p 991, 1031:
Dalloz, *Rép.* Privil. et hypoth., 2089 urm., 2979 urm.; *Suppl.* Privil. et hypoth., 1318, 1787;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 710;
Planiol, II, ed. 3-a, No. 3426 urm.;
Pont, *Priv. et hyp.*, II, 1447, 1448;
Troplong, *Privil. et hypoth.* IV, 1007 bis.

Doctrină românească.

Alexandresco, X, p. 611, 738, 744, 748 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 342);
Cantacuzino Matei, p. 573;
Nacu, III, p. 783;
Rădulescu Andrei, *Publicitatea drepturilor reale imobiliare și registrele de proprietate*, p. 16 urm.

Jurisprudență.

1. Cumpărătorul unui imobil la licitațiune publică n'a putut dobândi mai mare drept de cât a avut debitorul urmărit după art. 565 pr civil. de oare ce precum cel ce are un drept de proprietate, de usufruct și altele, poate urmări acest drept în mâinile ori cărui s'ar găsi imobilul, tot ast-fel cel ce are un drept real de ipotecă ce s'a omis a se trece în publicațiuni îl poate asemenea urmări. de oare ce debitorul urmărit nu era proprietar pe acel imobil de cât cu respectarea dreptului real al ipotecei și tot ast-fel a trecut asupra cumpărătorului. Iar prin art. 568 pr. civ., legiuitorul a avut în vedere o vânzare la care au fost îndeplinite toate formalitățile cerute de procedură unde publicațiunile au cuprins sarcinele de ipotecă la care era afectat imobilul urmărit, iar nu unde un drept de ipotecă a fost omis de a fi trecut în listele de publicațiuni și care omitere, după art. 1818 c. civ., face ca imobilul să rămâe încărcat de acele sarcini. Ast-fel fiind, imobilul vândut în atare condițiuni nu trece asupra cumpărătorului purgat de dreptul real al ipotecei de care se găsea grevat și cumpărătorul după art. 565, n'a dobândit mai multe drepturi de cât a avut debitorul urmărit asupra imobilului vândut. (Cas. I, 176 Mai 8/82 B. p. 570).

2. Art. 568 pr. civ. dispune în termeni generali și fără nici o deosebire că, o dată ce actul de adjudecare s'a dat noului proprietar, imobilele sunt libere de ori ce privilegii sau ipotecă consimțită de debitorul urmărit sau autorii săi. Art. 565 pr. civ. ce se invoacă în favoarea părerei opuse în combinațiune cu principiile de drept comun, consfințite de art. 1722, 1746 c. civ. etc., nu trebue luat în generalitatea sa, ci trebue din contră luat în sens restrâns, căci luat fără restricțiune dânsul ar contrazice art. 506, al. 3 și 568 pr civ, care sunt concepute în termeni generali, datoria interpretului fiind să mărginească aplicațiunea nouei legi care, luată în calitatea ei, ar stinge regula contrarie consfințită de un alt text de lege. Interpretând dispozițiile cuprinse în art. 506 al. 3, 565, 569 pr. civ. unele prin altele și dând fiecărei înțelesul ce rezultă din economia întreagă a legei, ajungem la soluțiunea că vânzarea silită nu purgează în înțelesul legei noastre imobilul vândut la licitațiune de drep-

1) Textul acestui articol nu-și are echivalentul său nici în codul Napoleon, nici în Legea belgiană din 16 Dec. 1851 asupra ipotecilor; a se compără cu textul art. 2198 Cod. civil francez.

tul de proprietate și de servitute (art. 565 combinat cu art. 506 al. 3 pr. civ.), dar il purgează de ori ce privilegiu și ipotecă (art. 568 combinat cu art. 506 al. 3 pr. civ.). Art. 1818 c. civ. care hotărește cu privire la vânzările voluntare că imobilul în privința căruia grefierul a omis în certificatele sale una sau mai multe sarcini înscrise, rămâne cu toate acestea încarcat de toate sarcinile înscrise, nu se aplică vânzarei silite pentru care legiuitorul nostru a stabilit regula contrarie (art. 568, combinat cu art. 506 al. 3 pr. civ.), sistemul întreg urmat de legea noastră în materie de vânzare silită deosebindu-se esențial de acela care s'a adoptat pentru vânzarea voluntară. La vânzările silite, în deosebire de cele voluntare, grefierul e ținut a forma din oficiu, sub privigherea președintelui tribunalului, o listă specială despre toate inscripțiunile de privilegii și ipoteci, și a trece din oficiu, în afiptele prescrise de legi, toate sarcinele existente (art. 570 și 506 al. 3 pr. civ.). Pe când la vânzările voluntare noul proprietar care vrea să purgeze proprietatea sa de privilegii și ipoteci, trebue să notifice creditorilor ipotecari contractul de dobândirea imobilului (art. 1804) la vânzările silite, din contra, ori-ce creditor care are un drept de ipotecă sau de privelegiu, e dator de la cel dintâi act de urmărire și până în momentul adjudecărei să se arate la tribunal și să înfățișeze titlurile creanței sale (art. 569 pr. civ). Imobilul în privința căruia s'a omis în afiptele și publicațiunile făcute conform art. 506 pr. civ. una sau mai multe sarcine înscrise nu rămâne încărcat cu toate sarcinele înscrise, ca în materie de vânzare voluntară, căci art. 506 hotărește expres: că toți acei cari ar pretinde vre-un drept de privilegiu sau ipotecă trebue să se înfățișeze înaintea adjudecațiunei la tribunal spre a'și arata pretențiunile lor, sub pedeapsă de a nu se mai ține în seamă, și art. 508 pr. civ. adaugă că adjudecarea șterge toate sarcinele înscrise. La vânzările silite, în deosebire de cele voluntare, o dată ce ordinea s'a închis, prin încheerea procesului-verbal al tribunalului și trimeterea extractului de tablou la casa de consemnație nici un creditor nu se mai poate primi a produce titluri de creanță sau a contesta creanța înscrisă în tabloul ordinei (art. 597. pr. civ). Vătămarea ce o încearcă creditorul, a căruia ipotecă s'a omis a se trece în publicațiunile făcute conform art. 506 pr. civ., nu se poate pune in cumpăna cu răul nease mănat mai mare care ar resulta, dacă creditorii, cari au depus titlurile lor achitate și ale căror inscripțiuni sunt șterse, ar fi siliți să restitue țifra colocațiunei lor în folosul creditorului a căruia ipotecă s'a omis în afiptele făcute conform art. 506 pr. civ. căci creanțele lor ar renaște, dar despuiate de siguranțele ipotecare cari le garantau și cari nu mai există. (Cas. I. 243/Iun. 28/89, B. p. 625).

3. A se vedeà: art. 1746, nota 2.

Art. 1819. — In nici un caz, grefierii tribunalelor nu pot refuzà, nici întârzià transcripțiunea actelor de mutațiune ale proprietăților, inscripțiunea privilegiilor și drepturilor ipotecare, nici eliberarea de certificate ce se cer de părți, nici prezentarea registrelor originale când se cer de părți, sub pedeapsă de răspundere de daune-interese către părți; drept care, la caz de refuz sau întârziere nemotivată, se va încheià îndată asupra cererei părților proces-verbal desprea aceasta de către procurorul tribunalului respectiv. (Civ. 998, 1084, 1780, 1801, 1816, 1817, 1822; Civ. Fr. 2199).

Text. fr. Art. 2199. — Dans aucun cas, les conservateurs ne peuvent refuser ni retarder la transcription des actes de mutation, l'inscription des droits hypothécaires, ni la délivrance des certificats requis, sous peine des dommages et intérêts des parties; à l'effet de quoi, procès-verbaux des refus ou retardements seront, à la diligence des requérants, dressés sur-le-champ, soit par un juge de paix, soit par un huissier audiencier du tribunal, soit par un autre huissier ou un notaire assisté de deux témoins.

Doctrină străină.

Aubry et Rau, III, p. 291, 292, 298; III, ed. 5-a, p. 492, 493, 504;
Baudry et de Loynes, *Du nantissement,* etc. III, 2602, 2622, 2623;
Colin et Capitant, ed. 2-a, I, p. 957;
Dalloz, *Rép.* Privil. et hypoth., 1462 urm., 2938 urm.; *Suppl.* Privil.et hypoth., 1775 urm.;

GUILLOUARD, *Privil. et hypoth.* III, 1055;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 711;
PONT, *Priv. et hyp.*, II, 1434.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 611, 738, 744, 748 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 342; V, p. 432);
CANTACUZINO MATEI, p. 573;
CEZĂRESCU N. I., *„Publicarea actelor de notariat"*. Curier Jud. 59, 60/901;
NACU, III, p. 782;
SCRIBAN ȘTEFAN, *„Consideratiuni privitoare la transcripțiuni"*. Curier Jud. 19 922.

Jurisprudență.

1. Din complexul legislațiunei noastre nu reese nici o dispozițiune care să îndreptățească pe tribunale a se pronunța, prin admitere sau respingere, asupra unei cereri de transcripțiune a unui act din cele prevăzute de art. 722 pr. civ. Din art. 1816 și urm. c. civ., rezultă că funcționarii însărcinați cu transcripțiunea actelor de mutațiunea proprietăților și conservarea acestor registre sunt grefierii tribunalelor cari în organizațiunea noastră judecătorească joacă același rol ca și conservatorul de ipoteci din legislațiunea franceză. Astfel fiind, singurul funcționar competent a opera o transcripțiune fiind numai grefierul tribunalului este învederat că tribunalul, făcând oficiu de notar, nu are nici o cadere a se pronunță asupra unei cereri de asemenea natură. Singurul cas în care legiuitorul a admis o participare a tribunalului și în special a președintelui este numai cu ocasiunea luărei unei inscripțiuni ipotecare. (Apel Buc. II, 172 Sept. 29/88. *Dr.* 69/89).

Art. 1820. — Grefierii tribunalelor vor fi ținuți de a aveà un registru pe care vor înscrie zi cu zi și în ordine numerică depunerile ce li se vor fi făcut de actele de mutațiune ale proprietăților destinate de a fi transcrise; ei vor eliberà deponentului un bilet de recunoaștere care va purtà numărul de ordine sub care s'a înscris depunerea în registru și ei nu vor puteà transcrie, în registrele destinate pentru aceasta, actele de mutațiune ale proprietăților decât cu data și după ordinea în care s'a făcut depunerea acelor acte la grefă. (Civ. 818, 1740, 1781 urm., 1801, 1822; Pr. civ. 513, 721; Civ. Fr. 2200).

Text. fr. Art. 2200. — Néanmoins les conservateurs seront tenus d'avoir un registre sur lequel ils inscriront, jour par jour et par ordre numérique, les remises qui leur seront faites d'actes de mutation pour être transcrits, ou de bordereaux pour être inscrits; ils donneront au requérant une reconnaissance sur papier timbré, qui rappellera le numéro du registre sur lequel la remise aura été inscrite, et ils ne pourront transcrire les actes de mutation ni inscrire les bordereaux sur les registres à ce destinés, qu'à la date et dans l'ordre des remises qui leur en auront été faites.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2076, 2598 urm.;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 958; II, p. 967, 1004, 1006;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 2880 urm.; *Suppl.* Privil. et hypoth., 1744 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 711;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2945.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 611, 738, 744, 748 urm.; (III, part. I, ed. 2-a, p. 269 n. 4; IV, part. I, ed. 2-a, p. 342);
CANTACUZINO MATEI, p. 573;
NACU, III, p. 781, 782;
RAICEA I. DEM., *Nota* sub. Judec. ocol. Bârca-Dolj, 427 din 1924. Jur. Gen. 1925 No. 1902;
TATARU G. V., *Prezidentul tribunalului* p. 80.

Jurisprudență.

1. Transcrierea făcută pe numele altei persoane decât proprietarul sau constituentul dreptului, nu poate echivala cu transcrierea cerută de lege, de oarece, terții nu pot fi obligați să cerceteze registrele de transcripțiune decât numai pe numele persoanei care conferă dreptul supus acestei formalități; că dacă în art. 1820 c. civ. nu se arată decât că transcripțiunile se operează zi cu zi și în ordine numerică fără să se ceară și formalitatea trecerei nominative, aceasta se explică prin aceia că intențiunea legiuitorului a fost să lase pentru mai târziu, regulamentarea acestor formalități, precum s'a și făcut prin regulamentul pentru organizarea serviciului interior al tribunalelor și grefelor din 1909 care, prin art. 112 al. final, impune formal ținerea unei tabele alfabetice și nominative de transcripțiuni la finele tuturor registrelor.

Prin urmare, din toate acestea rezultă că transcrierea unui contract de sub-arendare nu poate înlocui transcrierea în extract a contractului principal. (Cas. s. I, 257/912 Curier Jud. 43/1913).

2. Potrivit art. 1820 c. civil grefierii tribunalelor sunt obligați să primească și să înscrie în ordinea numerică într'un registru ținut în acest scop, toate drepturile de acte de mutațiune ale proprietăților destinate a fi transcrise și nu vor puteà transcrie actele în registrele de mutațiuni decât cu data și după ordinea în care s'a făcut depunerea actelor la grefa.

Odată primit actul, grefierul nu-și mai poate retrage rezoluțiunea, actul urmând sa fie transcris și după aceasta trimes la Administrația financiară pentru timbrare; faptul că a taxat rezoluțiunea punând cererea la dosar, nu modifică data primirei actului spre transcrieri și ordinea instituită de art. 1820 c. civil. (Trib. Prahova s. I, 457 din 15 Sept. 1922, Sentința 1/925).

3. In caz de vânzări succesive făcute asupra aceluiaș imobil, vânzări transcrise în aceiaș zi, preferința se acordă aceluia dintre achizitori, care a cerut mai întâi transcrierea și anterioritatea rangului se va regula după numărul de ordine în care cererea de transcriere s'a trecut în registrele de depozit prevăzut de art. 1820 Codul civil.

Aceeaș soluție se poate invoca și în cazul când anterioritatea numărului derivă din registrul de transcripțiuni, deci nu se contestă sinceritatea transcripțiunei privită în raport cu registrul de depozit, întru cât potrivit art. 1820 Codul civil, grefierii fiind datori să treacă actele în registrul de transcripțiuni în ordinea depunerei, ordine care se constată numai in registrul de depozit, se prezumă că transcripția s'a făcut în conformitate cu legea și aceasta până la proba contrarie, care incumbă celui ce alegă eroarea sau frauda.

In acest caz, registrul de depozit este rezultatul dreptului părților. (Judec. Ocol Bârca-Dolj. 427 din 1924, Jur. Gen. 1925 No. 1902).

Art. 1821. — Toate registrele de transcripțiune și inscripțiune vor fi șnuruite, numerotate și parafate pe fiecare pagină de către președintele tribunalului. (Civ. Fr. 2201).

Text. fr. Art. 2201. — Tous les registres des conservateurs sont en papier timbré, cotés et paraphés à chaque page par première et dernière, par l'un des juges du tribunal dans le ressort duquel le bureau est établi. Les registres seront arrêtés chaque jour comme ceux d'enregistrement des actes.

Doctrină străină.

Baudry et de Loynes, *Du nantissement*, etc. III, 2597;
Colin et Capitant, ed. 2-a, I, p. 958;
Dalloz, *Rép.* Privil. et hypoth., 2880 urm.; *Suppl.* Privil. et hypoth. 1744;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 711.

Doctrină românească.

Alexandresco, X, p. 611, 738, 744, 748 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 342; V, p. 170 n. 1;
Cantacuzino Matei, p. 573;
Nacu, III, p. 782;
Tataru G. V., *Prezidentul tribunalului în legislația română*, p. 41.

Art. 1822. — Grefierii sunt ținuți de a se conformà în exercițiul funcțiunei lor, tuturor dispozițiunilor capitolului

prezent, sub pedeapsă de amendă dela 500 până la 3000 lei [1]) pentru întâia contravenţiune, şi de destituire pentru a doua contravenţiune. fără prejudiţiul daunelor interese către părţi cari vor fi plătite înaintea amendei. (Civ. 998, 1084, 1730, 1816, 1817, 1823; Civ. Fr. 2202).

Text. fr. Art. 2202. — Les conservateurs sont tenus de se conformer, dans l'exercice de leurs fonctions, à toutes les dispositions du présent chapitre, à peine d'une amende de deux cents à mille francs pour la première contravention, et de destitution pour la seconde; sans préjudice des dommages et intérêts des parties, lesquels seront payés avant l'amende.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 299; III, ed. 5-a, p. 505;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2627;
DALLOZ, *Rép.* Privil et hypoth., 2953 urm., 3000;
MOURLON, ed. 7 a, III, p. 711.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 611, 738, 744, 748 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 342; V, p. 432);
CANTACUZINO MATEI, p. 573;
NACU, III, p. 784;
RAICEA I. DEM., *Notă* sub. Judec. ocol Bârca-Dolj 427 din 1924. Jur. Gen. 1925 No. 1902.

Art. 1823. — Menţiunile de depozit, inscripţiunile şi transcripţiunile se vor face în registre, în şir, fără nici un loc alb, nici interlinii, sub pedeapsă în contra grefierului de o amendă dela 1500 până la 5000 [2]) lei şi de daune-interese către părţi cari vor fi plătite înaintea amendei. (Civ. 998, 1084, 1729, 1822; Civ. Fr. 2203).

Text. fr. Art. 2203. — Les mentions de dépôt, les inscriptions et transcriptions, sont faites sur les registres, de suite, sans aucun blanc ni interligne, à peine, contre le conservateur, de mille à deux mille francs d'amende, et des dommages et intérêts des parties, payables aussi par préférence à l'amende.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 299; III, ed. 5-a, p. 505;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2627;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 958;
DALLOZ, *Rép.* Privil. et hypoth., 2957, 3000;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 711.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 611, 738, 744, 748 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 342);
CANTACUZINO MATEI, p. 573;
NACU, III, p. 782.

TITLUL XIX.

Despre expropriaţiunea silită.

Art. 1824. — Creditorele poate urmări expropriaţiunea:

1. A bunurilor imobile şi a accesoriilor reputate imobile cari sunt proprietatea debitorului său;

---

1) E vorba de *„lei vechi"* de oarece Codul civil a fost promulgat la 1865 înaintea legei pentru înfiinţarea noului sistem monetar care a fost promulgat la 22 Aprilie 1867

2) E vorba de *„lei vechi"* de oarece Codul civil a fost promulgat la 1865 înaintea legei pentru înfiinţarea noului sistem monetar care a fost promulgată la 22 Aprilie 1867.

2. A uzufructului ce are debitorul asupra bunurilor de aceeaşi natură. (Civ. 462 urm., 489—492. 517 urm., 1718 urm., 1750, 1825; C. com. 813, 830, 837; Pr. Civ. 371 urm., 378, 492, 503 urm.; L. jud. oc. 110; L. Timbr. 44 § 2; L. agrară 121; Legea pentru urmăriri, Art. 14; Civ. Fr. 2204).

Text. fr. Art. 2204. — Le créancier peut poursuivre l'expropriation: 1° des biens immobiliers et de leurs accessoires réputés immeubles appartenant en propriété à son débiteur; 2° de l'usufruit appartenant au débiteur sur les biens de même nature.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, I, p. 463, 551, 552: I, ed. 5-a, p. 702, 845; II, p. 534; III, p. 408; III, ed. 5-a, p. 606; VI, p. 272; VIII, p. 459, 460, 466, 470, 471;
BAUDRY ET WAHL, *Successions*, II, 3053;
BAUDRY ET COLIN, *Des donations entre-vifs et des testaments*, I, 131, 132 urm.;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2632-2634, 2670-2676, 2691, 2700-2702, 2705, 2706, 2706 I, p. 851;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 456; II, p. 885;
DALLOZ, *Rép.* Vente publ. d'imm., 48 urm., 280, 281, 1331; *Suppl.* Vente publ. d'imm. 9 urm., 13;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 199 bis;
DEMOLOMBE, VII. 686; VIII. 285; X, 786, 789;
GARSONNET, IV, § 1259, 1261-1263, 1505;
GLASSON, II, p. 256 urm.;
GUILLOUARD, *Privilèges et hypoth.*, III, 1507;
LAURENT, V, 82, 368; VIII, 527;
LYON-CAEN ET RENAULT, VII, 251 urm.;
MOURLON. ed. 7-a, III, p. 712, 713, 719;
PLANIOL, II, ed. 3-a. No. 196 urm.;
PONT, *Expr. forcée*, 35, 41, 44. 45;
TROPLONG, *Privilèges et hypoth.*, II, 406; III, 777 bis, 795.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 479, 655, 751 urm.; 761, 769; (III, part. I, ed. 2-a, p. 479; V, p. 249, n. 2; VI, p. 474, 475); *Notă* sub. Trib. Lannion, (Côtes du Nord), 11 Mai 1922. Curier Jud. 32/923; *Observaţie* sub. Trib. civil Epernay (Marne), 23 Febr. 1923. Pand. Rom. 1924-III-127;
BENIŞACHE C. R., *„Câteva cuvinte asupra deciziei No. 3/916 a Inaltei Curţii de Casaţie s. II, şi asupra recentei circulări a Ministerului de Justiţie relativ la neurmăribilitatea pământurilor rurale"*. Curier Jud. 42/916;
CANTACUZINO MATEI, p. 568;
CRISTODORESCU C. şi ŞTEFĂNESCU-PRIBOI DEM., *Codul legislaţiei de expropriere*, p. 188 urm.;
HAMANGIU C., *Proprietatea literară şi artistică în legislaţia Românească*, p. 39;
ILIESCU B. AL., *Notă* sub. Cas. II, 218 din 12 Dec. 1914. Pand. Rom. 1922-I-268;
LUCA N., *Executarea silită*, p. 35;
NACU, III, p. 815.

Jurisprudenţă.

1. Din combinarea art. 1824 c. civ. şi a art. 493 pr. civ., resultă că bunurile supuse expropriaţiunei silite sunt numai imobilele prin natura lor şi imobilele prin a lor destinaţiune sau accesoriile reputate imobile. (Cas. I, 100/Mart. 21/69, B. p. 138).

2. Veniturile pământurilor date locuitorilor pe baza legii de împroprietărire pot fi urmărite. (Cas. II, 180 din 27 Nov. 1909; Jurisprudenţă 39/909; In acelaş sens: Cas. II. 40 din 5 Feb. 913. Jur. Rom. 14/913 şi Curier Jud. 28/913; Cas. II, 195/914. Curier Jud. 20/915).

3. Pământurile date după legea rurală nu pot fi înstrăinate prin vânzări silite. (Cas. II. 105 din 14 Iunie şi 26 din 3 Febr. 1910. Jurisprudenţa 26/910. In acelaş sens: Cas. I, 469 din 22 Sept. 1910. Jurisprudenţa 31/1910; Cas. II. 6 din 26 Ian. 1911. Jurisprudenţa 9/1911; Cas. I, 727 din 19 Oct. 912. Jur. Rom. 1/913; Cas. I. din 9 Iunie 1912. Jur. Rom. 12/913; Cas. II. 282 din 12 Dec. 1912. Jur. Rom. 12/913; Cas. II, 45/912. Curier Jud. 33/912; Cas. I, 480/912, Curier Jud. 54/912; Cas. I. 126 din 13 Febr. 1913. Jur. Rom. 14/913; Cas. II. 3 din 12 Ian. 1916. Jur. Rom. 11/916 şi Curier Jud. 24/916; Cas. II, 60/915. Curier Jud. 51/915; Cas. II. 53 din 25 Martie 1921. Jur. Rom. 8-9/921. Curier Jud. 34/921).

4. Conform art. 7 din legea rurală de la 1864 art. 1 L. interpretativă dela 1879 și art. 110 l. jud. ocoale, legiuitorul a înțeles să permită numai înstrăinările de bună voe a pământurilor rurale, nu și cele pe cale de urmărire silită.

Art. 125 din legea agrară din 1921 nu derogă într'un nimic dela dispozițiile legilor anterioare de împroprietărire și art. 110 L. jud. ocoale, căci vânzările voluntare sunt permise și oprește înstrăinările silite. (Trib. Fălciu. 64 din 19 Febr. 1924. Jur. Gen. 1924 No. 1158).

5. Veniturile sau fructele pământurilor date locuitorilor pe baza legilor de împroprietarire nu pot fi urmarite. (Trib. Fălciu 64 din 19 Febr. 1924. Jur. Gen. 1924 No. 1158).

Art. 1825. — Cu toate acestea partea nediviză[1] a unui coerede în imobilele unei succesiuni nu poate fi pusă în vânzare de către creditorii săi personali înaintea împărțelei sau a licitațiunei ce pot provocà creditorii, dacă vor găsì de cuviință, sau în care au dreptul de a intervenì. (Civ. 785, 974, 1718 urm., 1746, 1793, 1824; Pr. Civ. 494; Civ. Fr. 2205).

Text. fr. Art. 2205. — Néanmoins la part indivise d'un cohéritier dans les immeubles d'une succession ne peut être mise en vente par ses créanciers personnels, avant le partage ou la licitation qu'ils peuvent provoquer s'ils le jugent convenable, ou dans lesquels ils ont le droit d'intervenir conformément à l'article 882, au titre *des Successions*.

Doctrină străină.

Aubry et Rau, III, p. 405, 406; III, ed. 5-a, p. 659; VI, p. 533; VIII, p. 457, 460-464;
Baudry et Wahl, *Successions*, II, 2269, 2329 urm.;
Baudry et de Loynes, *Du nantissement*, etc., III, 2637-2642, 2644, 2645;
Chauveau et Carré, V, *quest.*, 2198, 242;
Colin et Capitant, ed. 2-a, I, p. 771; II, p. 40, 986; ed. 1-a, III, p. 225, 228, 506, 507, 509;
Dalloz, *Rép.* Vente publ. d'imm., 93 urm., 100, 102, 106, 107, 112-114, 116, 117, 123, 203, 377; *Suppl.* Vente publ. d'imm., 21 urm., 114;
Demante et Colmet de Santerre, IX, 200 bis, III, IV;
Demolombe XV, 509;
Garsonnet, IV, § 1324, 1325, 1327;
Glasson, II, p. 272 urm.;
Mourlon, ed. III, p. 714;
Planiol, II, ed. 3-a, No. 197, 3171; III, ed. 2-a, No. 2327;
Pont, *Expropriation forcée*, 7-9.

Doctrină românească.

Alexandresco, X, p. 336, 557 n. 1, 763 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 490 n. 1, 765 urm.; V, p. 200 n. 3; IX, p. 544, 545); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 192, 362; *Observație* sub. Cas. II, 30 din 25 Febr. 1911. Dreptul 41/1911;
Cantacuzino Matei, p. 261;
Georgean N., *Nota* sub. Cas. II, 25 din 24 Mart. 1920. Pand. Rom. 1924-I-22; *Nota* sub. Trib. Dorohoi 286 din 18 Oct. 1920. Jurispr. Gen. 21/1923 No. 1488;
Ionescu I. Ioan, *Dota sub. raportul înstrăinării*, p. 112;
Luca N., *Executarea silită*, p. 70;
Nacu, I, p. 324; III, p. 817.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudență.

1 Cazurile prevăzute de art. 378 și 494 pr. civ. combinat acest din urmă cu art. 1825 c. civ. constituesc opozițiuni la executarea hotărârilor chiar spre a se liquida

1) In vechile legiuiri se ziceà: „partea în devălmășie".

datoria şi spre a se face împărţeala sau licitaţiunea imobilului în comun, cari opoziţiuni urmează să se facă chiar la tribunalul a cărui hotărâre se execută. (Cas. I, 129/69. Apr. 7/69, B. p. 169).

2. Legiuitorul, după ce prin art. 1718 dispune că ori-cine este obligat personal. este ţinut a îndeplinì îndatoririle sale cu toate bunurile sale mobili şi imobili, prezenţi şi viitoare, prin art. 1824 c. civ. şi 492 pr. civ. arată că creditorul poate urmărì expropriaţiunea imobilelor debitorului său; însă prin art. 1825 c. civ. şi art. 494 pr. civ. se aduce o excepţiune la dreptul acordat creditorului prin citatele articole. Prin această excepţiune se opreşte creditorul personal al unui comoştenitor sau coasociat d'a urmărì şi pune în vânzare silită partea nedivisă a debitorului său într'un imobil al moştenirei sau al societăţei, mai înainte de a se face partagiul acelei moşteniri sau societăţi. Această excepţiune îşi are raţiunea, căci moştenirea sau societatea fiind o universalitate, o masă de bunuri, ce poate fi de deosebite naturi: creanţe, mobile şi imobile, s'ar puteà întâmpla la partagiu că în urma socotelilor dintre comoştenitori sau coasociaţi, ori a preluărilor, vre-unul din ei să nu ia nici o parte din imobilele moştenirei sau societăţei, şi chiar de ar lua în lotul său imobilul, ar puteà să se întâmple ca tocmai partea din imobilul vândut pentru datoria unui comoştenitor ori coasociat să nu cază în lotul expropriatului, ci în lotul celorlalţi comoştenitori ori coasociaţi, din care cauză şi într'un caz şi într'altul acea vânzare prin efectul partagiului care după art. 786 c. civ. este declarativ. iar nu atributiv de proprietate, este nulă şi adjudecatarul poate fi evins de moştenitorul sau asociatul în al cărui lot a căzut partea din imobilul vândut silit; dacă urmărirea şi vinderea silită a părţei nedevisă din imobilele unei universalităţi (unei mase) de bunuri, are acest inconvenient care nu poate fi întâmpinat de cât prin partagiu, ast-fel că creditorii personali ai părtaşilor universalităţei să nu poată vinde de cât partea ce se va determina prin partagiu că e a debitorului lor, nu se poate pretinde că acelaşi inconvenient poate să existe şi în cazul când nediviziunea se raportă la un imobil determinat, care nu face parte dintr'o universalitate (masă) de bunuri, căci adjudecatarul nu poate fi evins din imobilul vândut pentru partea aliquotă (partea ideală), prin efectul partagiului de către coproprietarul său. Şi dacă nu se poate invoca aceeaşi raţiune a legii pentru cazul din urmă a nediviziunei într'un imobil determinat evident că dispoziţiile excepţionale ale art. 494 pr. civ. şi art. 1825 c. civ. nu pot aveà loc când e vorba de urmărirea şi vânzarea silită, ce un creditor personal al unui coproprietar voeşte a face părţei nedivise dintr'un imobil determinat. Dacă legiuitorul pentru vericare raţiune, ar fi voit să cuprindă in dispoziţiunea sa popritoare nu numai nediviziunile ce au de cauză o universalitate de bunuri, ci veri-care altă cauză, ar fi formulat dispoziţiunea sa în termeni largi, iar nu restrictivi, cum a făcut prin art. 1825 c. civ. şi 494 pr. civ., şi ceea ce legea n'a făcut, judecătorul nu poate face mai cu seamă când e vorba de o derogaţiune la o dispoziţie generală şi de drept comun, cum este cea de la art. 1718—1824 c. civ. şi 492 pr. civ. (Cas. II. 28 Febr. 29/76, B. p. 60).

3. Prin art. 1825 c. civ. şi 494 pr. civ. se aduce o excepţiune la dreptul acordat creditorului de a urmărì expropriaţiunea imobilelor debitorului său. Prin această excepţiune se popreşte creditorul personal al unui comoştenitor sau coasociat d'a urmărì şi pune în vânzare silită partea indivisă a debitorului, fie într'un imobil al moştenirei, fie al societăţei, mai înainte de a se provoca şi face partagiul moştenirei sau al societăţei, în cazul numai când obiectul moştenirei sau al societăţei se compune din o universalitate de bunuri, căci atunci comoştenitorii sau coasociaţii fiind în indiviziune în privinţa tuturor acestor bunuri, nu se poate şti dacă imobilul ce se urmăreşte pentru partea ce se cuvine într'însul debitorului urmărit nu va cădea la facerea împărţelei în lotul altui comoştenitor sau coasociat, şi atunci, pentru că împărţeala, conform art. 786 c. civ. este declarativă iar nu atributivă de proprietate, urmărirea făcută în acel imobil are să fie fără nici un efect legal, de oare-ce prin această împarţeală debitorul urmărit are să fie considerat ca şi cum n'ar fi avut niciodată vre-o parte în acel imobil. In caz însă când indiviziunea nu există de cât în privinţa unui singur imobil şi când partea indiviză ce fie-care din coproprietari are în acel imobil este determinată, nu este nici un motiv juridic pentru care partea indiviză ce debitorul are în acel imobil să nu poată fi vândută înainte de eşirea din indiviziune, căci facă-se împărţeala în natură sau prin licitaţiune, în nici un caz dreptul codevălmaşului în acel imobil nu poate să înceteze. (Cas. II. 123, Oct. 1/90. B. p. 1162; Cas. II, 88 Iun. 4/91. B. p. 795; Cas. II. 60/Mai 28/90, B p. 734; Cas. II, 147, Nov. 5/90, B. p. 1313; Cas. secţ. unite, 9 Nov. 10/78, B. p. 438; Apel Buc. I. 126 Mai 31/82 *Dr.* 61/82; Apel Buc. I, 35 Febr. 11 84 *Dr.* 29/84; Apel Buc. I, 135 Sept. 25/86 *Dr.* 70/86; Apel Buc. III, 30, Febr. 3/87, *Dr.* 25/87; Apel Craiova I, Apr. 8/94, *Dr.* 59/94).

4. De şi acţiunea unui creditor se întinde asupra tuturor bunurilor debitorului său însă în vederea ficţiunei legale prevăzute de art. 796, după care partagiul e numai declarativ de proprietate, orice expropriere sau vindere a unei părţi indivize din un imobil ar da naştere la inconveniente şi de aceea legiuitorul le-a prohibit in interesul

tuturor părţilor. Art. 1285, care opreşte vânzarea părţii indivize a unui coerede din imobilele succesiunei înainte de facerea partagiului, este general în dispoziţiunile sale, şi el nu este de cât consecinţa principiului după care un creditor nu poate urmări creanţa sa, de cât asupra bunurilor debitorului său. Prin urmare, atât cat ţine indiviziunea între coproprietarii ne-debitori şi coproprietarii debitori, porţiunile acestora neţiind nici cunoscute nici determinate nu pot fi expropiate. (Apel Buc. I, 38, Febr. 23/94, *Dr.* 27/94; Cas. I, 169 Mai 24/82, B. p. 563).

5. Fiind vorba de o urmărire de mobile, după art. 1825 c. civ. combinat cu art. 494 pr. civ., toate părţile pot să escipe de acest drept de a provocà împărţeala ; şi dar nu este exact a se zice că aceasta este o facultate rezervată de legiuitor numai creditorilor, la care ei pot să renunţe. Ast-fel fiind, coproprietarul e în drept a cere scoaterea de sub urmărire a imobilului indiviz, până ce creditorul va provocà diviziunea. (Cas. I, 214 Iun. 4/85, B. p. 488).

6. Coproprietarul, având un drept indivis asupra imobilului urmărit drept ce se va transformà în proprietate exclusivă asupra cutărei porţiuni din imobil prin faptul împărţelei, are interes şi calitate de a interveni la acea urmărire şi a face act de conservaţiune a bunului indivis. (Apel Iaşi I. Febr. 8/89. *Dr.* 29/89).

7. Urmarirea neputându-se exercita de cât asupra unui lucru imobil cert şi determinat, prohibiţiunea stabilită prin art. 1825 c. civ. combinat cu art 494 pr. civ., în cât priveşte urmărirea imobilelor indivize ale unei moşteniri, îşi are aplicaţiunea sa şi în cazul când se urmăreşte o parte dintr'un imobil determinat. Este neîntemeiată argumentaţiunea prin care se tinde a se stabili că această prohibiţiune ar avea loc numai in cazul când proprietatea indiviza s'ar constituì din mai multe imobile, de oarece nu pluralitatea imobilelor ce alcătuesc masa indiviză face să se schimbe şi raţiunea acelor dispoziţiuni prohibitive, moştenirea fie ea compusă din mai multe imobile sau numai din unul singur, până la împărţeală acele imobile nu aparţin în plină proprietate nici unui din coerezi şi incertitudinea lotului ce se va cuveni coerezilor rămâne aceeaşi. Drepturile creditorului sunt destul de garantate prin facultatea ce-i acordă legea de a procede la diviziunea averei, pentru a-şi putea în urma exercita urmărirea sa asupra porţiunei atribuită debitorului său. Asemenea este neîntemeiată argumentaţiunea prin care se invoacă validitatea unei atari urmăriri din punctul de vedere că ea s'ar întinde numai asupra dreptului debitorului său la o parte de proprietate a imobilului urmărit, iar nu şi asupra fondului, de oarece urmăririle nu se pot exercità de cât asupra bunurilor aflate în patrimoniul debitorului său, iar când e vorba de drepturi, ele nu pot face obiectul unei urmăriri silite ci numai a unui exerciţiu prin subrogaţiune din partea creditorului, şi care în specie s'ar putea traduce numai prin o acţiune în partagiu. (Apel Iaşi. I. Februarie 8/89 *Dr.* 29/89).

8. Pentru ca un imobil să poată face obiectul unei execuţiuni silite, şi prin urmare a unei vinderi, trebue să fie cert şi determinat, şi să nu fie exceptat sau oprit de lege de a fi vândut (art. 379 pr. civ şi art. 1310 c. civ.). Or, legiuitorul, prin art. 1825 c. civ., combinat cu art. 494 pr. civ., a oprit pe creditorii personali ai unui comoştenitor sau asociat de a putea să urmărească şi să vândă partea indiviză a debitorului lor, în imobilele moştenirei sau societăţii, obligându-i să provoace mai întâiu împărţeala acelor imobile ; şi aceasta pe motiv că partagiul nemai fiind translativ de proprietate, cum era la Romani, ci determinativ sau declarativ de proprietate (art. 786 şi 1530), coeredele sau coasociatul, căruia i-ar cădea în lot un imobil, e prezumpt că l-a moştenit singur direct de la defunct şi ceilalţi coerezi sau coasociaţi sunt prezumpţi ca nu au fost nici un moment proprietari pe acel imobil, aşa in cat e nesigur dacă coeredele debitor urmărit va culege sau nu din partagiu, imobilul urmărit sau o parte determinată din el la caz când s'ar putea face partagiul în natură sau dacă nu va primi o sumă de bani ca parte a lui, sau dacă nu va mai primi nimic din pricina raporturilor ce ar trebui să facă ; cu alte cuvinte legiuitorul a impus creditorilor unui coerede îndatorirea ca pentru a puteà pune în vânzare un imobil al succesiunei, pentru datoria unuia dintre coerezi, să facă a se determinà partea sau lotul acestui debitor al lor, provocând partagiul pentru a putea în urmă urmări şi vinde numai bunurile asigurate debitorului său, căci altfel, imobilul indiviz nu e cert şi determinat, măcar că s'ar şti că coeredelui debitor i se cuvine o jumătate sau a treia parte din imobil, dar această parte nu e determinată în ce va fi anume şi în ce va consistà. Ori când e vorba de a urmări prin vindere un imobil al unui debitor, acesta trebue să fie cert şi determinat, iar nu numai determinabil. Din expresiunea imobilă nu se poate deduce că restricţiunea art. 1825 e aplicabilă nu mai când e vorba de mai multe imobile de o colectivitate de bunuri succesorale, de o universalitate, iar nu şi când e vorba de un singur imobil, căci cuvintele de universalitate, colectivitate sunt foarte relative şi chiar un singur imobil poate fi considerat ca o universalitate dacă e singurul care compune succesiunea sau o alicotă parte din succesiune; apoi legea nu distinge şi nici judecătorul nu poate distinge ; şi imobilele trebuind a fi urmărite succesiv, mai ales când ar fi situate în mai multe judeţe şi nu ar face parte din o singură exploatare, cu regula aceasta de interpretare s'ar

ajunge a se vinde şi o succesiune întreagă. compusă din sute de imobile. căci nici o dată nu ar mai fi universalitatea bunurilor succesorale, în fiecare bun ştiindu-se numărul erezilor, s'ar puteà susţine că cutare erede în cutare imobil are cutare parte, prin urmare o parte certă şi lichidă, care s'ar putea vinde şi fără partagiu ; cu acest chip de interpretare s'ar adăugà la lege, iar nu s'ar interpretà, şi s'ar eludà o dispoziţiune precisă. Creditorul, care a împrumutat bani pe o parte indiviză a unui moştenitor, a cunoscut că nu poate vinde înainte de partagiu, şi apoi dacă cu adevărat urmăreşte plata creanţei sale, el poate să o obţină prin partagiu, în caz când debitorului său i-ar cădeà în lot o sumă de bani, ori dacă creditorul nu urmăreşte decât dreptul debitorului său în imobilul succesiunei iar nu imobilul în sine, căci acesta nu se ştie al cui va fi prin efectul declarativ al partagiului, apoi exerciţiul acestui drept se traduce tocmai într'o acţiune în partagiu, pe care legea prin textele citate îi pune îndatorirea de a o provocà. (Trib. Iaşi, III, 225, Oct. 18/90, *Dr.* 70/90).

9. Orice avere a debitorului, mobilă sau imobilă, poate să fie urmărită de creditorii săi, după formele legale, cu condiţiune numai ca să fie stabilită şi determinată ca avere a sa, căci numai atunci se pot găsi cumpărători cari să deà preţul cuvenit (art. 1718 c. civ., 416 şi 504 pr. civ.). Numai în sensul îndeplinirei acestei condiţiuni, se prevede prin art. 1825 c. civ. şi 494 pr. civ. că nu se poate urmărì şi vinde partea indiviză a unui comoştenitor sau coasociat. în imobilele succesiunei sau asociaţiunei, înainte de împărţeala lor. In acest sens, partea indiviză a unui debitor comoştenitor sau coasociat, în imobilele succesiunei sau coasociaţiunei, numai atunci nu este bine stabilită şi determinată ca avere a lui, când acele imobile fac parte dintr'o universalitate de bunuri a succesiunei sau asociaţiunei, căci numai în acest caz nu se ştie dacă la împărţeală acel debitor va obţine în lotul său vre-o parte din acele imobile, şi cât anume, sau că va obţine în acel lot altă natură de avere. In cazul însă, când prin împărţeală sau alt mod, este bine şi definitiv stabilit dreptul de coproprietate al unui comoştenitor sau coasociat asupra unei porţiuni oarecare din toate imobilele succesiunei sau asociaţiunei, ori numai asupra unora din acele imobile, fie chiar în indiviziune cu alţi comoştenitori sau coasociaţi atunci negreşit acea parte este bine determinată ca avere a comoştenitorului sau coasociatului, căci se poate cunoaşte natura, întinderea şi valoarea ei. şi prin urmare se poate urmărì şi vinde prin licitaţiune publică, ca şi de bună voe, spre a se obţine pentru ea preţul cuvenit. (Cas. I, 206, Mai 17/91 B. p. 585).

10. Dispoziţiunea din art. 1825 c. civ. şi art. 494 pr. civ., se referă numai la creditorii personali ai unui comoştenitor oprindu-i de a exercità dreptul lor de gagiu asupra porţiunei cuvenită debitorului lor în imobilele moştenirei mai înainte de a se determina această porţiune prin împărţeala pe care ei sunt autorizaţi de a o provoca. Aplicaţiunea acestei dispoziţiuni excepţionale care este o consecinţă a principiului efectului declarativ al împărţelei este exclusă atât prin raţiunea ei juridică cât şi prin termenii *„creditorii personali ai unui erede"* întrebuinţat de legiuitor atunci când e vorba de executarea unei datorii a moştenirei sau a unei datorii comune tuturor comoştenitorilor. (Apel Iaşi, I. Ian. 24/94. *Dr.* 21/94).

11. Dispoziţia acestui articol se aplică numai atunci când imobilul urmărit face parte dintr'o universalitate de bunuri ale succesiunei sau ale unei societăţi iar nu şi atunci când partea indiviză a debitorului în imobil este certă şi determinata. (Cas. II, 57/96 B. p. 614).

12. Dispoziţia art. 1825 Cod. civ şi a art. 494 Pr. civilă, care opreşte pe un creditor personal al unui comoştenitor să urmărească şi să pună în vânzare silită partea indiviză, se aplică numai la imobilele care fac parte dintr'o universalitate de bunuri, iar nu şi la cazul când se urmăreşte întreaga parte indiviză, căci în acest caz obiectul este determinat. (Cas. II. 97/96. B. p. 876).

13. Creditorul este în drept a urmări întreaga avere a debitorului său, atât mobilă cat şi imobilă, însă, când această avere este în indiviziune cu alţi coproprietari, astfel că nu se ştie care anume este partea debitorului, creditorul trebue mai întâi să ceară a se face diviziunea conform legei. (Cas. I. 224/97, B. p. 813).

14. Deşi, potrivit dispoziţiunilor art. 494 pr. civilă şi 1825 codul civil, un creditor personal al unui coasociat nu poate vinde fondul social în timpul cât durează societatea, totuşi nimic nu se opune ca creditorul să-şi ia măsuri asiguratoare în averea indiviză. (Trib. Ilfov Not. Dr. 9/908. p. 69)

15. Conform, art. 494 pr. civ. e admisă vânzarea unei părţi devalmaşe a unui comoştenitor dacă câtimea ei este neîndoelnică şi lămurită, fără ca să fie nevoe să se ceară mai întâi împărţeala imobilului. (Cas. II, 153 din 7 Oct. 1909. Jurisprudenţa 33/1909. In acelaş sens : Cas. II 30 din 25 Febr. 1911. Jurisprudenţa 15/1911).

16 Potrivit art. 1825 din codul civil şi 494 din procedura civilă, partea indiviză a unui comoştenitor nu se poate urmărì şi vinde înainte de împărţeală, afară numai dacă câtimea ei este neîndoelnic stabilită şi lămurită; că partea indiviză a unui debitor comoştenitor numai atunci este neîndoelnic stabilită şi urmărită, când face parte dintr'un singur imobil, iar nu şi atunci când imobilul face parte dintr'o universalitate de bunuri, când partea indiviză a

unui moștenitor fiind incertă și nelămurită până la împărțeală nu poate până atunci face obiectul unei urmăriri silite.

Prin urmare, violează sus citatele articole, Tribunalul când respinge contestația și procedează la vânzare, deși în averea succesorală se găseau două imobile asupra cărora moștenitorii se găseau în indiviziune. (Cas. I. 156/912 B. p. 389).

17. Potrivit art. 974 codul civil creditorii putând exercită toate drepturile și acțiunile debitorilor lor, afară de acele care le sunt exclusiv personale acestora, iar printre excepțiuni neintrând și acțiunea în partaj, după cum o arată expres art. 1825 c. civ., urmează că un creditor are posibilitatea să provoace dânsul ieșirea din indiviziune, pentru a-și puteà exercità drepturile de răscumpărare. (Cas. I, 105 din 19 Ian. 1925 Jur. Rom. 13/925).

18. A se vedea : art. 786, nota 11 ; art. 924, nota 18.

Art. 1826. — Imobilele unui minor, chiar emancipat, sau unui interzis nu pot fi puse în vânzare înaintea vânzărei mobilelor sale. (Civ. 342, 401, 421 urm., 454, 1827; Civ. Fr. 2206).

Text. fr. Art. 2206. — Les immeubles d'un mineur, même émancipé, ou d'un interdit, ne peuvent être mis en vente avant la discussion du mobilier.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, I, p. 353; I, ed. 5-a, p. 563; VIII, p. 470;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2647-2649, 2649 I, 2650-2652;
CHAUVEAU ET CARRÉ, V, *quest.*, 2198;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 40;
DALLOZ, *Rép.* Vente publ. d'imm., 128, 181;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 201 bis;
DEMOLOMBE, I, 192;
GARSONNET, IV, § 1497;
GLASSON, II, p. 283;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 714;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 181, 198;
PONT, *Expr. forc.*, 14-17.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 766 urm.; (II, ed. 2-a, p. 869 n. 1; III, part. I, ed. 2-a, p. 41;
LUCA N., *Executarea silită*, p. 92;
NACU, I, p. 627· III, p. 818.

Jurisprudență.

1. Legea timbrului, ca orice lege fiscală, fiind de strictă aplicare, trebue interpretată în favoarea contribuabilului, astfel că taxa de perceput să fie cât mai puțin oneroasă pentru cel ce o datorește. Prin urmare· în lipsa unei dispoziții care să reguleze din ce avere succesorală au a fi deduse datoriile succesiunii pentru aflarea activului succesoral supus la plata taxei de înregistrare, este drept și rațional de a deduce aceste datorii din averea mobilă producătoare sau nu de venit și numai în caz de neajungere să se deducă și din valoarea averei imobiliare. Aceasta rezultă și din art. 1826 cod civ., după care imobilele unui minor sau ale unui interzis nu pot fi puse în vânzare înaintea mobilelor sale. (Cas. I, 294/903 B. p. 805).

Art. 1827. — Discuțiunea prealabilă a mobilelor nu este cerută la expropriațiunea imobilelor posedate în nedivis de către un majore și un minore sau interzis, dacă datoria le este comună; asemenea discuțiunea nu se cere nici în cazul când urmăririle au fost începute în contra unui majore sau înaintea pronunțărei interdicțiunei. (Civ. 1826; Civ. Fr. 2207).

Text. fr. Art. 2207. — La discussion du mobilier n'est pas requise avant l'expropriation des immeubles possédés par indivis entre un majeur et un mineur ou interdit, si la dette leur est commune, ni dans le cas où les poursuites ont été commencées contre un majeur, ou avant l'interdiction.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2653;
DALLOZ, *Rép.* Vente publ. d'imm., 124 urm., 280 urm.; *Suppl.* Vente publ. d'imm., 53 urm.;
GLASSON, II, p. 273, 283;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 714.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 766 urm.;
LUCA N., *Executarea silită*, p. 94;
NACU, I, p. 628; III, p. 818.

Art. 1828. — Creditorul nu poate urmărì vânzarea imobilelor cari nu-i sunt ipotecate decât la cazul când bunurile ce-i sunt ipotecate nu ajung spre plata creanței sale. (Civ. 1718; Civ. Fr. 2209).

Text. fr. Art. 2209. — Le créancier ne peut poursuivre la vente des immeubles qui ne lui sont pas hypothèques, que dans le cas d'insuffisance des biens qui lui sont hypothèques.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 464, 465;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2655-2659;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 40;
DALLOZ, *Rép.* Vente publ. d'imm., 179 urm., 184, 189, 190, 192-194, 635;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 205 bis;
GARSONNET, IV, § 1256, § 1256, n° 14, 17, 22;
GLASSON, II, p. 281;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 715;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 181, 199, 200;
PONT, *Expr. forc.*, 19-21.

Doctrină românească

ALEXANDRESCO, X, p. 333, 768 urm.; „*O chestiune asupra art. 1828 c. civil*". Dreptul 85 902;
GEORGEAN N., *Notă* sub. Trib. Dorohoi, 143 din 7 Iunie 1921. Jurispr. Gen. 24 1923 No. 1666;
IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 117;
LUCA N., *Executarea silită*, p. 95;
MARINESCU GEORGE CONST., *Notă* sub. Cas. II, 72 din 21 Mart. 1922. Pand. Rom. 1923-I-39;
NACU, III, p. 819.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudență.

1. După art. 1828, creditorii ipotecari. de și au dreptul de a se despăgubi, ca și creditorii chirografari, din oricare altă avere a debitorului lor, însă un atare drept ei nu pot să-l exercite decât în caz când urmărind și vânzând imobilul ipotecat nu s'a putut îndestulà de întreaga creanță, sau când au propus și dovedit că imobilele ipotecate nu sunt înedestulătoare pentru acoperirea întregei creanțe. Astfel, creditorul ipotecar care nu a urmat această cale nu poate fi admis și înscris cu creanța sa ipotecară în tabloul de ordinea creditorilor ce se formează la tribunal pentru distribuirea prețului prins din vânzarea altei averi a debitorului urmărită de alți creditori chirografari. (Cas. I, 73, Mart. 5/83, B. p. 255).

2. După art. 1718, oricine este obligat personal este responsabil cu toate bunurile sale mobile și imobile prezente și viitoare. Prin urmare creditorul, chiar ipotecar e în drept să exercite urmărirea asupra oricărei averi, ipotecate sau nu, de oarece întregul patrimoniu al debitorului servește ca gagiu al creditorului. (Cas. I, 3 Ian. 10/86 B. p. 8).

3. Creditorul ipotecar este în drept ca, după vânzarea imobilului ipotecat, să urmărească pentru restul datoriei orice altă avere a debitorului său tot în baza actului de ipotecă. fără să aibă trebuință de obți-

nerea vreunei hotărîri. Aceasta rezultă din art. 1828. (Trib. Ilfov, notar., 202/Febr. 24/89 *Dr.* 24/89).

4. Legiuitorul codului civ., inspirându-se de ideile timpului cari considerau averea mobilă ca vilă şi numai cea imobilă ca preţioasă şi constituind adevarata bogăţie a unei naţiuni, priveşte cu ochi răi exproprierile, şi pentru a le îngrădi a creat o serie de forme meticuloase şi restricţiuni, între cari şi aceea din art. 1828 : că un creditor ipotecar să nu poată urmări vânzarea imobilelor ce nu sunt ipotecate, de cât numai când bunurile ipotecate nu sunt îndestulătoare spre a-l achită. i-a impus creditorului ipotecar să-şi urmărească mai întâiu gagiul special ce şi l-a ales şi apoi să urmărească şi alt imobil al debitorului sau să dovedească în prealabil că gagiul ales nu e îndestulător a-l achită. şi numai dovedind aceasta să poată urmări şi alt imobil neipotecat, deci a creat o favoare debitorului de care acesta poate sau nu uză, ca de orice favoare caci debitorul putând vinde de bună voie ori câte imobile are. nu e nici o raţiune de ordine mai înaltă ca să nu i se dea voe a lăsa pe creditorul său să-i vândă prin licitaţiune chiar şi imobilele ce nu sunt ipotecate, şi nici un text nu îndritueşte pe tribunal ca din oficiu să se poată opune la o atare vânzare silnică la care nu s'ar opune cel mai direct atins, debitorul urmărit ; deci nimic nu poate fi de ordine publică în această restricţiune a art. 1828, ci este o favoare creată pentru debitor, ca multe alte în materie de expropriere. Şi apoi dacă art. 1828 ar cuprinde ceva atingător de ordinea publică şi bunele moravuri, desigur că ordinea publică şi bunele moravuri nu se cântăresc şi se schimb după nevoile unui particular; or, art 1828 prevede că dacă creditorul ar stabili că imobilul ipotecat nu-l poate achită deplin, poate urmări şi altul ce nu este ipotecat, prin urmare o dispoziţiune proteguitoare şi de chibzuinţă, iar nu de ordine publică. (Trib. Iaşi, III, 225, Oct. 18/90, *Dr.* 70/90).

5. Art. 1828 care permite creditorului ipotecar a urmări vânzarea imobilelor ce nu-i sunt ipotecate, numai în cazul când cele impotecate nu ajung spre plata creanţei sale, fiind o excepţiune la principiul arătat în art. 1718, ea nu poate fi întinsă peste limitele pentru care a fost creată; astfel fiind, întru cât acea excepţiune nu are în vedere de cât prohibiţiunea urmărirei imobilelor, creditorul este în drept să ia măsuri de conservare şi să urmărească averea mobiliară a debitorului său înainte de orice urmărire în imobilele ce i s'au afectat ca ipotecă. (Cas. II, lun. 4/90. B. p. 835).

6. Excepţiunea făcută principiului art. 1718 de dispoziţiile art. 1828 cod. civ., care opresc pe creditorul ipotecar de a vinde alte imobile ale debitorului său decât cel ipotecat, afară numai când din vânzarea imobilului ipotecat nu s'a îndestulat, trebue interpretată în mod strict, adică numai la imobile aşa că şi creditorul ipotecat are dreptul să urmărească averea mobilă a debitorului său, înainte de a realiză creanţa sa ipotecară. (Apel, Buc., I. Dr. 70/901).

7. In virtutea art 1718 cod. civil şi a art. 56 din legea creditului funciar, prin care societatea Creditului şi-a rezervat pe lângă privilegii speciale şi toate drepturile ce aparţin oricărui creditor, acea societate poate să sequestreze şi să urmărească averea mişcătoare ce se află pe imobilul ipotecat ei, mai înainte chiar de a fi pusă in posesia acelui imobil. Prin aceasta nu se contravine art. 1828 cod. civil, căci acest articol, aducând o restricţie la regula generală, el nu-şi găseşte aplicarea decât în cazul vânzărei imobilului. (Cas. I, 444/902, B. p. 1153).

8. Regula din acest articol se aplică numai când creanţa este garantată prin ipotecă şi debitorul are mai multe imobile ; celelalte imobile ale creditorului nu pot fi puse in urmărire, decât după vânzarea imobilului ipotecat şi dacă creditorul nu se va îndestulă din preţul lui. Conţinând o excepţie la principiul general din art. 1718, aceasta nu se poate întinde la averea mobilă a debitorului. Creditorul ipotecar este deci în drept a urmări şi popri o suma oarecare de bani, pe care a depus-o conservatorul din venitul imobilului ipotecat al debitorului. (Apel, Galaţi, II, *Dr.* 33/903).

9. Intreaga avere a debitorului formând gagiul creditorului, acesta este, în principiu, în drept a-şi urmări îndestularea din orice bun mobil sau imobil al debitorului său, şi art. 1828 din codul civil, care prescrie ca nu se poate vinde altă avere înainte de imobilul ipotecat, trebue interpretat în sensul că această restricţiune la dreptul creditorului se aduce numai atunci când nu se dovedeşte că imobilul ipotecat este insuficient pentru acoperirea datoriei, căci altfel, nu s'ar puteà explica de ce, prin faptul luărei unei garanţii mai mult—ipoteca—un creditor diligent ar fi lipsit de dreptul pe care îl are orice creditor chirografar. Aşa dar, de câteori un creditor ipotecar dovedeşte că imobilul care-i este ipotecat nu este suficient pentru acoperirea creanţei sale, el este în drept a urmări, o dată sau chiar înainte de imobilul ipotecat, orice altă avere a debitorului său. (Apel, Buc., III, *Dr.* 64/904).

10. In ce priveşte interpretarea clauzelor dintr'un contract, instanţele de fond sunt suverane apreciatoare. Prin urmare. dacă într'un contract există clauza următoare: „creditorul va puteà urmări şi vinde orice altă avere mobilă şi imobilă fără a aşteptà mai întâi vânzarea moşiei ipotecate" şi dacă instanţa de fond găseşte că intenţia părţilor a fost ca creditorul să poată urmări simultaneu numai averea unde se află imobilul ipotecat iar nu din diferite judeţe, prin aceasta nu violează art. 1828 şi 1829 cod. civ. (Cas. I, 258/904, B. p. 780).

11. Art. 1828 şi 1829 cod. civ., conţin dispoziţiuni de protecţiune şi favoare pentru debitor, care sunt cu totul deosebite una de alta. Art. 1828 este aplicabil numai creditorului ipotecar şi este bazat pe această consideraţiune că. el primind o garanţie specială, se presupune că acea garanţie este suficientă pentru a fi plătit, însă dacă se dovedeşte contrariul, el intră în drepturile, pe care le are orice creditor, din contră, art. 1829 este o dispoziţie generală care se aplică tuturor creditorilor de orice categorie ar fi. (Apel. Buc I. *Dr.* 19/905).

12 Legiuitorul a stabilit ca principiu în art. 1718 şi 1719 cod. civil, că orice debitor este ţinut a-şi îndeplini îndatoririle, cu toate bunurile sale mobile şi imobile prezente şi viitoare; că la acest principiu legiuitorul a introdus oarecari excepţiuni prin art. 1825—1831, limitând dreptul creditorilor şi între aceste excepţiuni este şi aceea prevăzută în art. 1828, care interzice unui creditor ipotecar de a urmări vânzarea imobile'or ce nu îi sunt ipotecate decât atunci când acelea ce-i sunt ipotecate n'ar ajunge spre plata creanţei sale. dispoziţiune raţională şi conformă cu intenţia părţilor ; că această excepţie la principiul general, nu poate fi întinsă peste marginile ei. Astfel, interzicându-se urmărirea numai a altor imobile, nu poate fi prin urmare aplicabilă şi la urmărirea averei mobiliare a debitorului; şi cum subrogaţie reală nu există, decât în favoarea creditorilor privilegiaţi sau ipotecari, atunci tot avere mobiliară este şi aceea care ar proveni din vânzarea unor imobile. (Cas. II, 483/905, B. p. 1685).

13. Un creditor ipotecar este în drept a lua măsuri de conservare şi să urmărească averea mobilă a creditorului său independent de orice urmărire sau măsură de conservare asupra averei imobile. Averea imobilă neipotecată însă nu poate fi urmărită decât când cea ipotecată nu ajunge pentru plata creanţei. (Cas II. deciziunea civilă No. 33, din 2 Aprilie 1920; Jurisprudenţa Rom 10/1920, p. 1487; Curier Judiciar 69-70 din 1920; Dreptul 29/920. In acelaş sens: Trib. Dorohoi 143 din 7 Iunie 1921 Jur. Gen. 1923 No. 1666).

14. A se vedeà: art. 1718, notele 6, 7, şi 17.

Art. 1829. — Vânzarea silită a bunurilor situate în diferite districte nu poate fi provocată decât succesiv afară de cazul când acele bunuri fac parte din una şi aceeaşi exploataţiune.

Vânzarea se urmăreşte înaintea tribunalului în circumscripţiunea cărui se găseşte centrul exploataţiunei, sau în lipsa unui asemenea centru, partea bunurilor ce prezintă cel mai mare venit. (Civ. 1830; Pr. civ. 495, 523; Civ. Fr. 2210).

Text. fr. Art. 2210. — La vente forcée des biens situés dans différents arrondissements ne peut être provoquée que successivement, à moins qu'ils ne fassent partie d'une seule et même exploitation.

Elle est suivie dans le tribunal dans le ressort duquel se trouve le chef-lieu de l'exploitation, ou à défaut de chef-lieu, la partie des biens qui présente le plus grand revenu, d'après la matrice du rôle.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2661, 2662;
DALLOZ, *Rép.* Vente publ. d'imm., 195 urm.;
GLASSON, II, p. 282;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 717;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 181, 199, 200, 202.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 763, 772 urm.;
LUCA N., *Executare silită*, p. 88;
NACU, III, p. 819.

Jurisprudenţă.

1. Când părţile convin prin actul de împrumutare ca, la caz de neplată, imobilul ipotecat să se vândă la alt tribunal decât la acela unde este situat, debitorul nu mai poate imputà tribunalului că a violat art. 495 pr. civ., vânzând fără competinţă un imobil din alt district. (Cas. II, 83/Mai 26/76, B. p. 206).

2. Nu se poate răsturnă, nici prin renunţarea unei părţi, nici prin convenţiuni par-

ticulare, ordinea jurisdicțiunilor care e de interes public. (Cas. II. 305/79. B. p. 672).

3. Vânzarea unei păduri făcută prin licitație la consulatul străin nu poate fi presupusă ca efectuată în țară străină, de oarece principiul exteritorialității, care este o ficțiune relativă la persoana reprezentanților puterilor străine, nu poate fi aplicat unor acte judecătorești, ce în realitate s'au petrecut într'o țară, ca să fie considerate ca făcute într'altă țară. (Cas. I. 98/Mart 10/60 B. p. 116).

4. In principiu, creditorul are drept a urmări toată averea debitorului său, și mai cu seamă imobilele ipotecate lui, printr'o singură vânzare, fără a puteà fi silit a le vinde câte unul, afară de cazul când legea ordonă vânzarea separată, caz prevăzut de art. 1829. Afară din acest caz, chestiunea de a se ști dacă un imobil sau mai multe imobile se vând în bloc sau în loturi este o chestiune de fapt care se regulează de tribunal, după interesul creditorului și al debitorului, fără ca deciziunea sa, într'un sens sau într'altul să constitue vreo violațiune de lege supusă controlului curții de casație. (Cas. II, 115/Nov. 11/88, B. p. 979).

5. Consulii străini nu sunt în drept a efectuà vânzarea imobilelor situate în România, chiar când sunt proprietatea unor supuși ai țărei ce reprezintă. (Trib. Dolj. II, Oct. 28/89, *Dr.* 78/89).

6. Art. 1828 și 1829 cod. civ., conțin dispozițiuni de protecțiune și favoare pentru debitor, care sunt cu totul deosebite una de alta. Art. 1828 este aplicabil numai creditorului ipotecar și este bazat pe această considerațiune că, el primind o garanție specială, se presupune că acea garanție este suficientă pentru a fi plătit, însă dacă se dovedește contrariul, el intră în drepturile pe care le are orice creditor; din contră art. 1829 este o dispoziție generală care se aplică tuturor creditorilor de orice categorie ar fi (Apel Buc I. *Dr.* 19/905).

A se vedeà : art. 2, nota 3.

Art. 1830. — Dacă bunurile ipotecate creditorelui și bunurile ce nu-i sunt ipotecate sau bunurile situate în diferite districte, fac parte din una și aceeaș exploatațiune, vânzarea unuia și altora se va urmărì la un loc, dacă o cere debitorul [1]). (Civ. 1311, 1790, 1813, 1829; Civ. Fr. 2211).

Text. fr. Art. 2211. — Si les biens hypothèques au créancier, et les biens non hypothèques, ou les biens situés dans divers arrondissements, font partie d'une seule et même exploitation, la vente des uns et des autres est poursuivie ensemble, si le débiteur le requiert; et ventilation se fait du prix de l'adjudication, s'il y a lieu.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2664;
DALLOZ, *Rép.* Vente publ. d'imm., 202 urm.;
GLASSON, II, p. 281;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 717;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 199.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 763, 772 urm.;
LUCA N., *Executarea silită*, p. 91;
NACU, III, p. 819.

Art. 1831. — Dacă debitorele justifică, prin contracte de arendă autentice, că venitul curat al imobilelor sale pe timp de un an este de ajuns pentru plata capitalului datoriei, dobânzilor și cheltuelilor, și dacă el dă delegațiune creditorelui de a percepe acel venit, tribunalul poate suspendà urmăririle, cari urmăriri pot fi însă continuate dacă se prezintă vreun obstacol sau vreo opozițiune la plata datoriei. (Civ. 1101, 1132 urm., 1171, 1413; Pr. civ. 502; Civ. Fr. 2212).

---

1) Art. francez corespunzător 2211 continuă: „*et ventilation se fait du prix de l'adjudication s'il y a lieu*".

Text. fr. Art. 2212. — Si le débiteur justifie, par baux authentiques, que le revenu net et libre de ses immeubles pendant une année, suffit pour le paiement de la dette en capital, intérêts et frais, et s'il en offre la délégation au créancier, la poursuite peut être suspendue par les juges, sauf à être reprise s'il survient quelque opposition ou obstacle au paiement.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement,* etc., III, 2665-2668;
CHAUVEAU ET CARRÉ, V, *quest.*, 2198, § 3;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 172;
DALLOZ, *Rép.* Vente publ. d'imm., 167 urm., 176; *Suppl.* Vente publ. d'imm., 38;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 208 bis; 208 bis, I, III;
GARSONNET, IV, § 1322, 1499;
GLASSON, II, p. 283;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 715;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 201;
PONT, *Expr. forc.*, 20, 29, 30

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 773 urm.; (VI, p. 505); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 364;
LUCA N., *Executarea silită*, p. 106, 168;
NACU, III, p. 819.

Jurisprudenţă.

1. Legea creditului funciar, fiind lege excepţională, şi întru cât după acea lege art. 60 capitalul integral este exigibil, în caz de neplata unei anuităţi, debitorul nu se poate prevală de dispoziţiunile art. 1831 c. civ. decât dovedind dinaintea tribunalului cu acte autentice că venitul imobilului urmărit este cât capitalul integral debitat. iar nu cât ratele întârziate. (Cas. II, 117, Oct. 30/87, B. p. 834).

2. Prin art. 502 pr. civ. şi 1831 c. civil, prevăzându-se clar că debitorul care probează că venitul pe un an al imobilului urmărit este suficient pentru plata datoriei creditorului urmăritor, poate să obţină de la tribunal suspendarea vânzărei, urmează că asemenea cerere trebue să o facă la tribunal înainte de adjudecarea lui, căci atunci se poate suspendà urmărirea după cum permite legea, pe când dacă s'ar admite asemenea cerere a debitorului făcută după efectuarea adjudecărei, atunci ar trebui să se anuleze această operaţiune, iar nu să se suspende urmărirea ceeace ar fi contra textului clar al legei. Apoi, prin admiterea unei asemenea cereri a debitorului făcută la tribunal în urma adjudecărei provizorii, s'ar răpi dreptul câştigat al adjudecatarului de a rămâne cumpărător definitiv al imobilului urmărit, sub condiţiunea numai de a nu fi supralicitat de altă persoană (art. 550 pr. civ.), ceeace nu se poate admite. (Cas. II, 163, Nov. 6/91, B. p. 1270).

Art. 1832. — Vânzarea silită a imobilelor nu poate fi provocată şi urmărită decât în virtutea unui titlu autentic şi executoriu pentru o datorie certă şi lichidă.

Dacă datoria conzistă în sume nelichidate, urmăririle sunt valabile. dar adjudecaţiunea nu se va puteà face decât după lichidaţiune. (Civ. 1171, 1173; Pr. civ. 371, 378; Civ. Fr. 2213).

Text. fr. Art. 2213. — Le vente forcée des immeubles ne peut être poursuivie qu'en vertu d'un titre authentique et exécutoire, pour une dette certaine et liquide. Si la dette est en espèces non liquidées, la poursuite est valable; mais l'adjudication ne pourra être faite qu'après la liquidation.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 227; VIII, p. 466, 467;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement,* etc., III, 2677-2680;
CHAUVEAU ET CARRÉ, IV, *quest.*, 1913, 1926;
DALLOZ, *Rép.* Vente publ. d'imm., 137 urm., 210 urm., 227 urm., 262 urm.; *Suppl.* Vente publ. d'imm., 30 urm., 40 urm., 45 urm., 47 urm.;

DEMOLOMBE, V, 242 bis, V; XXV, 516 urm.;
GUILLOUARD, *Privilèges et hypothèques*, IV, § 1265, 1269-1272, 1272, nº 3, 1273;
LAURENT, XXVIII, 398, 399;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 718;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 192;
PONT, *Expr. forc.*, 48, 60.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 753 urm.:
LUCA N., *Executarea silită*, p. 106;
NACU, III, p. 816;
OPRESCU CONST., *„Observaţie cu privire la executarea actelor autentice"*. Botoşanii Juridic 2/924.

Jurisprudenţă.

1. Formula executorie prescrisă de art. 135 pr. civ., este delegaţiunea puterei executive, adică a şefului statului, învestit cu această putere, dată tribunalelor ca să execute în numele său pe temeiul principiului equilibrului puterilor publice, care exige tot atât de imperios participarea ac stor puteri una dintr'alta, cât şi separaţiunea lor în înţelesul de a nu se aflà unite într'o singură mână, ca singurul mijloc de întreţinerea bunei ordine sociale. In consecinţa acestui principiu fundamental, prin art. 373 pr. civ., se prescrie că fără formulă executorie, nici o hotărîre a tribunalelor şi curţilor nu se poate execută. Acest principiu adevărat pentru hotărîrile judecătoreşti, este cu atât mai adevărat, pentru actele autentice susceptibile de execuţiune cu cât acestea, spre a se puteà execută, trebue prin apoziţiunea formulei executorii să devină acte executorii în sensul art. 371 al. 6 pr. civ. Aceasta rezultă şi mai clar din combinarea cu dispoziţiunile art. 1173 al. 2 c. civ., despre actele autentice învestite cu formula executorie, şi din prescripţiunea art. 1832 despre actele autentice şi executorii, prescripţiune conformă cu dispoziţiunea art. 378 pr. civ. Acest principiu al determinării atribuţiunilor puterilor publice fiind eminamente un principiu de ordine publică, tribunalul nu poate să deroge la acest principiu fundamental cuprins în formula executorie fără a comite un exces de putere. (Cas. I, 163, Mai 18/69, B. p. 197; Cas. II, 346/Nov. 7/68, B. p. 363).

2. Titlu executoriu este acela care emană de la o autoritate având puterea de a imprimà actelor sale forţa executorie învestit fiind cu formele prescrise de lege cări-i dau autoritatea legală. (Cas. I, 203, Mai 29/72, B. p. 162).

3 Curtea de apel când declară că comptul casierului, constatător sumelor datorite de arendaş, nu poate fi considerat ca un titlu executoriu, contravine dispoziţiunilor categorice stabilite în legea de urmărire şi după care garantul unui arendaş este supus ca şi arendaşul la aceleaşi regule de urmărire, şi face în acelaşi timp şi o violaţiune a art. 29 din legea de urmărire. (Cas. I, 305, Sept. 16/83, B. p. 810).

4. Din combinaţiunea art. 371 al. b. 375, 376 pr. civ., cu art. 171 al. a, şi 1832 c. civ., rezultă că formula executorie se poate pune nu numai asupra hotărîrilor judecătoreşti cari au putere de lucru judecat, dar şi asupra oricărui titlu legalmente contractat pentru care părţile au convenit să devină executoriu. (Cas. I, 338/Dec. 12/86, B. p. 930).

5. A se vedea: art. 1173, Index „Formula executorie" şi notele respective.

Art. 1833. — Cesionarul unui titlu executoriu nu poate urmări expropriaţiunea decât după significaţiunea făcută debitorului despre cesiunea titlului. (Civ. 780, 1391 urm., 1744, 1832; Civ. Fr. 2214).

Text. fr. Art. 2214. — Le cessionnaire d'un titre exécutoire ne peut poursuivre l'expropriation qu'après que la signification du transport a été faite au débiteur.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 381; VIII, p. 468, 469;
BAUDRY ET COLIN, *Donat. et test.*, I, 1360;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 868, 2692-2697;
CHAUVEAU ET CARRÉ, IV, *quest.*, 2202;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 149, 152;
DALLOZ, *Rép.* Vente publ. d'imm., 137 urm., 231 urm., 1820; *Suppl.* Vente publ. d'imm., 30 urm.;
DEMOLOMBE, III, 228;

GARSONNET, IV, § 1260, 1260 n° 3;
LAURENT, XII, 367;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 718;
PONT, *Expr. forc.*, 58.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 753 urm.;
LUCA N., *Executarea silită*, p. 115;
NACU, III, p. 816.

Jurisprudenţă.

1. După art. 1833 c. civ., cesionarul unui titlu executoriu nu poate urmări exproprierea decât după semnificaţia făcută debitorului despre cesiunea titlului. (Cas. I, 153, Iun. 6/88, B. p. 553).

2. Potrivit art. 1833 din codul civil, cesionarul unui titlu executor nu poate procede la urmărirea silită, decât după ce va notificà debitorului cesiunea titlului.

Astfel, cerinţele acestui articol sunt îndeplinite când se constată că în comandament se află reprodus atât titlul primitiv de creanţă, cât şi titlul de cessiune. (Cas. II, 1 Iunie 1911, B. p. 853).

Art. 1834. — Adjudecaţiunea nu se poate face decât după o sentinţă definitivă în ultimă instanţă sau trecută în putere de lucru judecat. (Civ. 1201; Pr. civ. 129, 376, 558; L. Timbr. 20 § 5, 21 § 5, 44 § 2; Civ. Fr. 2215).

Text. fr. Art. 2215. — La poursuite peut avoir lieu en vertu d'un jugement provisoire ou définitif, exécutoire par provision nonobstant appel; mais l'adjudication ne peut se faire qu'après un jugement définitif en dernier ressort. ou passé en force de chose jugée.

La poursuite ne peut s'exercer en vertu de jugements rendus par défaut durant le délai de l'opposition.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2684;
DALLOZ, *Rép.* Vente publ. d'imm., 240 urm.; *Suppl.* Vente publ. d'imm., 46 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 718.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 753 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 817 n. 1;
DAN EM., *Notă* sub. Trib. Ilfov, Secţia notariat. 5686 din 25 Aug. 1922. Curier Jud. 38 922;
ILIESCU B. AL., *Notă* sub. Cas. II, 218 din 12 Dec. 1914. Pand. Rom. 1922-I-268;
LUCA N., *Executarea silită*, p. 107;
NACU, III, p. 816;
PERIETEANU G. I. (PER), *Notă* sub. C. Apel Buc. s. II, 14 din 5 Ian. 923. Curier Jud. 23 923.

Jurisprudenţă.

1. Art. 375 şi 376 pr. civ., precum şi art. 1834 c. civ., nu sunt aplicabile în materie de executare a obligaţiunilor, ca unele ce tratează de executare silită în puterea de hotărîri judecătoreşti, iar nu de executare în putere de titlu executoriu, care nu este o hotărîre judecătorească. (Cas. I, 125, Sept. 30/66 B. p. 523).

Art. 1835. — Urmăririle nu pot fi anulate sub pretext că creditorele ar fi început a cere urmărire pentru o sumă mai mare decât ceeace este datorită. (Civ. Fr. 2216).

Text. fr. Art. 2216. — La poursuite ne peut être annulée sous prétexte que le créancier l'aurait commencée pour une somme plus forte que celle qui lui est due.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2698;
DALLOZ, *Rép.* Vente publ. d'imm. 209; *Suppl.* Vente publ. d'imm. 44;
GLASSON, II, p. 286;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 718.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 761;
LUCA N., *Executarea silită*, p. 113;
NACU, I, p. 324; III, p. 817.

Jurisprudenţă.

1. După art. 1835 o urmărire nu poate fi anulată numai sub singurul pretext că creditorul a cerut urmărirea pentru o sumă mai mare decât aceea ce in realitate aveà să ia de la debitor, de oarece este destul să se justifice existenţa unei datorii pentru ca urmărirea să aibă toate efectele ei, rămânând ca în privinţa quantumului sumei datorite să se reguleze în urmă la facerea tabloului şi distribuirea preţului eşit. (Cas. II, 89/Mai 5 78, B. p. 154.

2. După art. 1835 din codul civil o urmărire nu poate fi anulată sub pretext că, creditorul a cerut-o pentru o sumă mai mare decât ceiace i se datorà. De aci urmează că dacă creditorul unei succesiuni a urmărit un imobil, care, în urma partagiului făcut intre erezi, căzuse in locul unuia din ei, acesta nu are drept a se plânge că a fost singur urmărit pentru întreaga datorie a tutulor moştenitorilor şi a cere anularea vânzărei şi revindecarea imobilului dela adjudecatar. Singurul drept ce dânsul avea erà acela de a-şi arătà pretenţiunea în privinţa regulărei sumei datorite de dânsul la facerea tabloului de ordine şi distribuire a preţului. Cas. I, 511/95 B. p. 1434).

3. Art. 1835 din codul civil, după care se poate începe o urmărire şi pentru o sumă mai mare decât cea datorită, şi care se poate aplicà în cazul unei creanţe ipotecare pur şi simplă, când dreptul creditorului la exigibilitatea sumei mai mici este înăscut, cert şi lămurit, este neaplicabil în cazul unei creanţe ipotecare condiţionate de o condiţie suspensivă, unde dreptul creditorului la exigibilitatea sumei mai mici nu este încă înăscut şi lămurit, ci condiţionat de dovedirea realizărei condiţiunei.

In asemenea caz, trebue să se aplice art. 378 al. II din procedura civilă, după care, dacă datoria consistă în o sumă nelămurită, urmările se vor amâna până mai întâi se va face lichidarea. (Trib. Tecuci Dr. 29/1911, p. 231).

4. In conformitate cu art. 497 pr. civ., comandamentul va cuprinde copie de pe titlul executor, somaţia de a plăti şi înştiinţarea că dacă nu se va plăti, se va face vânzarea nemişcătoarelor.

Din moment ce un comandament cuprinde elementele cerute de lege, nu se poate cere anularea lui pe temeiul că partea urmăritoare ar fi cerut a se plăti o suma mai mare drept dobânzi, decât acea prevăzuta în actul de ipotecă, fiindcă cuantumul sumei datorate se stabileşte la tabloul de distribuire a preţului.

In această privinţă art. 1835 c. civ. arată că urmărirea nu poate fi anulată pentru motivul că s'a cerut o sumă mai mare decât cea datorită, ceeace învederează că este suficient să existe o datorie pentru ca urmărirea să-şi producă efectele ei. (Trib. Ilfov s. notariat 269 din 13 Nov. 1924, Jur. Gen. 1925 No. 1401).

Art. 1836. — Orice urmărire de expropriaţiune trebuie să fie precedată de o somaţiune de plată, făcută din partea creditorului, debitorului în persoană sau mandatarului său. (Pr. civ. 378, 387, 496 urm.; Civ. Fr. 2217).

Text. fr. Art. 2217. — Toute poursuite en expropriation d'immeubles doit être précédée d'un commandement de payer, fait, à la diligence et requête du créancier, à la personne du débiteur ou à son domicile, par le ministère d'un huissier.

Les formes du commandement et celles de la poursuite sur l'expropriation son réglées par les lois sur la procédure.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc. III, 2708, 2709;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 953;
DALLOZ, *Rép.* Vente publ. d'imm. 142;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 718;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 203.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 674, 760 urm.;
LUCA N., *Executarea silită*, p. 130;
NACU, III, p. 817.

Jurisprudenţă.

1. In materie de urmărire silită, prin nici un text de lege nu se cere ca, afară de comandament, să se facă debitorului osebită somaţiune, căci comandamentul ţine locul unei somaţiuni. (Cas. II, 48/Mart. 13/79. B, p. 230).

2. Din indivizibilitatea ipotecei nu reese dreptul de a expropriă pe cineva fără a fi chemat în cauză; din contra, principiul care domină această materie, prevăzut de lege prin art. 1836 c. civ., art. 387, 388 şi 398 pr. civ., e ca nimeni să nu fie expropriat fără o somaţiune prealabilă. (Cas. I, 296, Sept. 19/84, B. p. 697.

TITLUL XX.

Despre prescripţiune [1]).

CAPITOLUL I.

Dispoziţiuni preliminare.

Art. 1837. — Prescripţiunea este un mijloc de a dobândì proprietatea sau de a se liberà de o obligaţiune, sub condiţiunile determinate prin această lege. (Civ. 557, 565, 645, 1091, 1800 § 4, 1846 urm.; Pr. civ. 568; L. jud. oc. 111; C. com. 937, 948; L. Timbr. 95; L. propr. liter. (Mon. of. 68/923), 45; Legea asupra drept. propriet. (Mon. of. 324/903), Art. 19; Civ. Fr. 2219).

Text. fr. Art. 2219. — La prescription est un moyen d'acquérir ou de se libérer par un certain laps de temps, et sous les conditions déterminées par la loi.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 70; VIII, p. 448;
BAUDRY ET TISSIER, *De la prescription,* 298 urm., 504;
BUFNOIR, *Propriété et contrat,* ed. 2-a, p. 9, 156, 432;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 884;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile 1 urm.; *Suppl.* Prescription civile, 1 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 171 bis, IV;
LAURENT, XXXII, 347;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 719 urm.;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2706; II, ed. 3-a, No. 690.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 41 urm., 45, 49, 135; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 504);
CANTACUZINO MATEI, p. 126, 504, 505;
NACU, II, p. 849; III, p. 823 urm.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudenţă.

1. Faptul posesiunei, fără a se invocà prescripţiunea, nu poate atribuì unei persoane dreptul de proprietate, când nu e vorba de o acţiune posesorie, ci de o acţiune în revendicaţiune. (Cas. I, 196 Iun. 12 82, B. p. 677).

2. In materie de prescripţiune autoritatea lucrului judecat nu-şi poate avea locul decât atunci când ea este întemeiată pe lapsul de timp calculat de la şi până la tot aceeaşi epocă ca în prima cerere. (Cas. II, 306, Aug. 8/83, B. p. 766)

3. Prescripţiunea est un mijloc de a dobândì proprietatea. O dată ce prescripţiunea achizitivă este împlinită, ea constitue un adevărat titlu de proprietate, care ca atare poate fi invocat nu numai pe cale de excepţiune, pentru a reţine imobilul ce se posedă, dar încă pe cale principală pentru a revindecà imobilul de care cineva e

1) In vechile legiuiri, Codul Calimach şi Caragea, prescripţiunea era cunoscută sub numele de: „*paragrafie*“.

deposedat. Acest principiu reese într'un mod vădit din dispoziţiile art. 645 şi 1837. (Cas. I, 118, Mart. 20/84. B. p. 256).

4. Ori de câte ori este vorba de o cerere de revendicare, partea contra căreia este pornită, are drept a opune prscripţia şi a o dovedi prin martori. (Cas. I, 149, Apr. 20/84, B. p. 340).

5. Pentru executarea contractelor urmează să se aplice legea ţării în care s-au încheiat, căci în lipsă de o stipulaţiune expresă se presupune că la acea lege au înţeles părţile de a se referi, în momentul contractărei, pentru cazul de judecată între ele asupra drepturilor ce ar pretinde că au după acele contracte. Numai pentru procedura de judecată se aplică legea locului unde se intentează procesul, căci fiecare ţară înţelege şi are dreptul de a aplică formele ce crede mai nimerite pentru menţinerea ordinei publice în împărţirea justiţiei la acei ce vin să o ceară şi dovedesc că o au. Şi stingerea dreptului de reclamaţiune prin prescripţiune, fiind bazata pe prezumpţiunea că partea interesată a înţeles de a renunţă la dreptul ce credea că are prin abţinerea sa de a-l reclama într'un timp determinat, urmează că şi pentru aplicarea acestui principiu e'e s'au referit la legea locului unde au contractat, ca o condiţiune a menţinerei acelui drept, iar nu legea oricărei alte ţări, unde împrejurările ar face ca să aibă judecata între ele pentru executarea contractului. Prin urmare chestiunea relativă la îndeplinirea sau neîndeplinirea condiţiunilor ncesare pentru prescripţiune atinge direct fondul dreptului ce părţile înţeleg să aibă după contract, iar nu o formă de procedură relativă la modul de judecată. (Cas. II, 195 Nov. 16/93, B. p. 243).

6 Statul strein ca persoană internaţională, poate prin prescripţiune să câştige posesiuni teritoriale internaţionale. Această prescripţiune nu are nici un termen şi nimic nu poate întrerupe continuitatea unui drept vechiu a cărui revendicare se poate oricând încercà prin orice mijloace, numai prin puterea timpului şi sancţiunei istoriei putându-se stinge un asemenea drept. Nu se poate invocà anticitatea imemorială, când prin convenţie internaţională se recunoaşte încălcarea şi se retrocedează teritoriul încălcat. (Trib. Bacău, *Dr.* 42/95).

7. Prescripţiunea, fie achisitivă, fie extinctivă, nu se poate invocà decât pe cale de excepţiune de către acel care posedă şi care a neglijat să exercite în timp util acţiunea posesorie. (Trib. Dâmboviţa, *Dr.* 30/98).

8. Omisiunea, ce judecata face de a se pronunţà asupra cererei unei părţi de a dovedi cu martori şi cercetări locale prescripţia, nu este esenţială, când posesiunea ce voià a dovedi nu poate conduce la prescripţie. (Cas. I. 52/901. B. p. 169).

9. Proba cu martori pentru dovedirea faptului posesiei de 30 ani, care posesie după art. 1837 este un mijloc de dobândirea proprietăţei, este admisă şi atunci când valoarea obiectului în litigiu este mai mare de 150 lei. (Cas. I, 150/902 B p. 529).

10. După art. 7 din legea dela 1864 şi art. 1 din cea interpretativa dela 1879, sătenii putându-şi înstreină pământurile lor către comună sau alt sătean, acele pământuri sunt susceptibile şi de prescripţiune dacă cel ce pretinde că a dobândit un asemenea pământ prin prescripţiune poate dovedi că se găseşte în condiţiunile cerute de legea rurală spre a-l dobândi şi dacă poate dovedi că are câştigată prescripţiunea în conformitate cu cerinţele cod. civ. (Cas. I. 266/905 B. p. 708).

11. Dreptul de proprietate imobiliară neputându-se dovedi prin martori, când valoarea imobilului este mai mare de 150 lei vechi, ci numai prin tit'u sau prescripţiune, Tribunalul comite un adevărat exces de putere şi de violare a regulilor de drept când întemeindu-se numai pe proba cu martori administrată de reclamant în dovedirea cauzei sale, îi admite acţiunea în revendicare. (Cas I, 24 Aprilie, B. p. 412).

12. Din dispoziţiunea art. 1837 şi 1890 cod. civ., rezultă, că prescripţiunea achizitivă este un mijloc de a dobândi proprietatea. Aşà dar, prescripţiunea odată împlinită, ea constitue un adevărat titlu de proprietate, care poate fi invocat în dovedirea unei acţiuni în revendicare. (Cas. I, 17 Febr. 1909, B. p. 136).

13. Acţiunea în revendicare nu se poate prescrie prin faptul că nu a fost executată într'un anumit timp, ceeace poate paraliză această acţiune sau ceeace se poate opune, este numai prescripţia achisitivă a obiectului revendicat iar nici de cum prescripţia extinctivă. (Trib. Ilfov s. I. 447 din 25 Iunie 1912. Curier Jud. 39/913).

14. Nulităţile de cari sunt lovite substituţiunile şi fidei-comisele prin art. 1803 c. civ., sunt nulităţi de ordine publică ca atare acţiunea prin care se tinde la declararea acestei nulităţi este imprescriptibilă. (Trib. Ilfov s. I. 447 din 25 Iunie 1912. Curier Jud. 39/913).

15. După art. 1837, 1890 şi 1895 c. civ. prescripţia de 30 ani cum şi acea de 10 ani sunt moduri de a dobândi proprietatea şi deci nepronunţarea instanţii de fond asupra lor constitue o omisiune esenţială. (Cas. I, decizia No. 342 din 22 Maiu 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 487).

Art. 1838. — Nu se poate renunţà la prescripţiune decât după împlinirea ei. (Civ. 5, 965, 968, 969, 1839, 1842; Civ. Fr. 2220).

Text. fr. Art. 2220. — On ne peut, d'avance, renoncer à la prescription; on peut renoncer à la prescription acquise.

Doctrină străină.

BAUDRY ET TISSIER, *De la prescription*, 56, 58, 61, 63, 96 urm.;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 163;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 902 urm.; II, p 137, 144, 677;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 47 urm.; *Suppl.* Prescription civile, 10 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 567, 692;
LAURENT, XXXII, 135, 184, 187;
MARCADE, art. 2222, n° 3;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 730 urm.;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2712 urm.; II, ed. 3-a, No. 699 urm.;
TROPLONG, *Prescription*, I, 48, 51.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 49, 50 urm., 161 n. 2, 405; (I, ed. 2-a, p. 232 t. şi n. 2; IV, part. I, ed 2-a, p. 497; VI, p. 786); *Observaţie* sub. Cas. Belg., 4 Oct. 1896. Curier Jud. 42/901;
CANTACUZINO MATEI, p. 135, 506;
NACU, I, p 109; III, p. 825 urm.;
TONEANU N. C., *„Părţile pot prin convenţiune să scurteze terminile de prescripţiune prevăzute de lege?"*. Curier Jud 42/925;
VELESCU ALEX., *Nota* sub. Trib. Ilfov. s. II com. 405 din 4 Maiu 1923. Pand. Rom. 1924-II-30.

Jurisprudenţă.

1. Renunţarea de mai înainte la o prescripţiune sau prelungirea ei nu poate face obiectul unei convenţiuni. (Apel Buc. I. 195, Sept. 5/81. *Dr.* 70/81).

2. Este valabilă convenţiunea prin care părţile stipulează o prescripţiune mai scurtă decât cea prevăzută de lege, ea neavând nimic de contrariu legii, căci legea nu prohibă prin art. 1838 decât renunţările la prescripţiunea de ordine publică, de oarece ordinea publică chiar este interesată ca procesele să ia finit cât mai în grabă; ea nu e nici contrarie bunelor moravuri, şi ca ori şi ce convenţiune face lege între părţile cari au stipulat-o (Trib. Ilfov. com., 174, Martie 10/83. *Dr.* 57/84, p. 427; Apel Buc. III. Mai 30/84. Dr. 60/84, p. 487; Cas. III, 273/915, Curier Jud. 56/915; Cas. III. 284/915, Curier Jud. 59/915. C. Apel Buc. s. I. 7/916; Curier Jud. 18/916; Cas. III. 254/916; Curier Jud. 47/916; Cas. III. 1253 din 15 Septembrie 1922; Jurispr. Gener. 1923 No. 384. Dreptul 17/924; Tribunalul Ilfov scţia I. com. Jurnal 7077 din 8 Iunie 1922. Dreptul 34/922. Pand. Rom. 1923-II-62; Tribunalul Ilfov s. II com. 405 din 4 Maiu 1923. Pand. Rom. 1924-II-30).

3. In interesul ordinei sociale, legiuitorul a stabilit prescripţiunea care se cuvine spre a preîntâmpina procesele cari ar fi inevitabile dacă acţiunile nu ar aveà nici un termen ceeace l-a condus să stabilească diferite termene în baza cărora şi în anume condiţiuni să se poată ajunge la câştigare de drepturi sau liberare de obligaţiuni. Şi pentru a ajunge la acest scop legiuitorul prin art. 1838 a interzis părţilor dreptul de a renunţa la prescripţiune înainte de a fi împlinită, ceea ce înseamnează că părţile prin convenţiunile lor nu pot să renunţe la o prescripţiune sau să lungească termenul fixat de legiuitor, căci altfel aceas ă c'auză ar deveni comună în orice convenţiune, şi prin urmare acţiunile nu ar aveà nici o dată termen. Şi dacă se înţelege cauza pentru care sunt interzise convenţiunile de renunţări la o prescripţiune sau de prelungirea termenului nu se poate vedea însă raţiunea pentru care ar fi interzise părţilor dreptul de a-şi creea o prescripţiune convenţională mai scurtă de cât cea legală căci o asemenea convenţiune, departe de a creeà dificultăţi pe cari legiuitorul a voit să le evite militează în favoarea raţiunei prescripţiunei căci scurtează termenele acţiunilor şi prin urmare fixează mai curând drepturile părţilor. (Trib. Ilfov com. 88, Ian. 25/91. *Dr.* 50/91).

4. Direcţiun a căilor ferate are facultatea de a edictà în regulamentul său altă prescripţiune decât acea edictată de dreptul comun, chiar mai mare. (Cas. II, 150, Sept. 15/92. B. p. 816).

5. Art. 1838 prescrie că nu se poate renunţà decât la o prescripţiune împlinită, pentru raţiune de ordine şi utilitate publică. Legiuitorul a introdus prescripţiunea pentru a face să înceteze incertitudinea drepturilor şi pentru a introduce pacea publică. A permite dar părţilor a renunţà de la început la prescripţiune, ar fi a desfiinţà din legislaţiune prescripţiunea, fiindcă creditorii n'ar lipsi de a reclama de la debitori imprescriptibilitatea, care ar deveni, în toate contractele, o clauză de stil. (Cas. II. 150 Sept. 15/92. B. p 816).

6. In principiu prescripţiunea fiind o instituţiune de ordine publică, potrivit art. 5 din codul civil, părţile nu pot derogà de la dispoziţiunile legilor cari determină durata prescripţiilor.

Consecvent acestui principiu, art. 1838 c. civ. dispune că nu se poate renunţa la prescripţiune decât după îndeplinirea ei, fiindcă altfel nu ar mai putea fi vorba decât de un interes particular.

Or, când părţile convin de mai înainte ca să prelungească termenul prevăzut de lege pentru îndeplinirea unei prescripţii, această prelungire echivalează cu o renunţare anticipată la prescripţie, fapt ce interzice în mod absolut art. 1838 cod. civil, indiferent dacă prescripţia este achsitivă sau liberatoare.

Prin urmare, în specie, Regulamentul de transport al C. F. R. din 1 Iunie 1920 prin art. 80 prelungind la un an prescripţia acţiunilor contra cărăuşului derivând dintr'un contract de transport, în loc de 6 luni cât prevede art. 956 cod. comercial, această prelungire nu este valabilă; deci constatându-se că marfa încărcată şi expediată de intimat a ajuns la destinaţie la 1 Iunie 1921, iar acţiunea introdusă la 3 Mai 1922, ca atare după expirarea termenului de 6 luni prevăzută de art. 965 cod com. ea este prescrisă. (C. Apel Iaşi s. I, 63 din 11 Oct. 1924. Jur. Gen. 1925 No. 1016).

7. După dispoziţiunile art. 956 cod. com., acţiunile contra cărăuşului derivând dintr'un contract de transport, se prescriu prin trecerea de şase luni de la data de când s'a născut.

Insă Regulamentul de transport al C. F. R. din 1 Iunie 1920 prin paragraful 80 a dispus că cererile de despăgubiri pentru pierderea totală sau parţială a lucrurilor transportate se prescriu printr'un an.

Chestiunea care se pune este : dacă acest regulament a abrogat în mod valabil sau nu dispoziţiunile codului comercial. Regulamentul de transport pe C. F. R. de la 1 Iunie 1920, fiind un contract în care se arată toate condiţiunile cerute de Direcţiunea C. F. R. pentru orice transporturi pe C. F., obligatorii pentru părţile care se servesc de acest mijloc de transport are caracterul unei convenţiuni, care are putrea de lege între părţile contractante şi deci este perfect valabil. Prin urmare, în specie, par. 80 din Regulament nu contrazice dispoziţiile art. 956 cod. com.

In afară de aceasta, conform art. 1838 codul civil, se poate renunţa la prescripţia dobândită, iar pe de altă parte dacă nu se poate prelungi mai dinainte termenul de prescripţie, atunci când prescripţiunea este bazata pe un motiv de interes social, de ordine publică, de pildă lunga prescripţie de 30 ani sau acele bazate pe art. 1907 cod. civil, în schimb în acele prescripţiuni unde ordinea publică nu este atinsă de loc, cum ar fi în specie într'un contract de tansport, părţile pot conveni la o prelungire a prescripţiei legale. (C. Apel Iaşi s. I 2 din 26 Ian. 1925. Curier Jud. 19/925).

Art. 1839. — Renunţarea la prescripţiune este sau expresă sau tacită.

Renunţarea tacită rezultă dintr'un fapt care presupune delăsarea dreptului câştigat. (Civ. 689, 1838, 1840; Civ. Fr. 2221).

Text. fr. Art. 2221. — La renonciation à la prescription est expresse ou tacite: la renonciation tacite résulte d'un fait qui suppose l'abandon du droit acquis.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 452, 454;
BAUDRY ET TISSIER, *De la prescription*, 68, 69, 72, 83, 85;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 166;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 902; II, p. 144;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 55 urm., 72; *Suppl.* Prescription civile, 15 urm.;
LAURENT, XXXII, 189, 194 urm., 212;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 733;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2713, 2714;
TROPLONG, *Prescription*, I, 52.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 49, 50 urm., 161 n. 2, 405; (III, part. II, ed. 2-a, p. 826; IV, part. I, ed, 2-a, p. 255); *Observaţie* sub. C. Apel Buc. s. III, 219 din 11 Sept. 1906. Dreptul 84 1906;
CANTACUZINO MATEI, p. 135, 506;
NACU, III, p. 825 urm.

Jurisprudenţă.

1. După art. 1839 din codul civil, renunţarea tacită la o prescripţiune rezultă dintr'un fapt care presupune delăsarea dreptului câştigat.

Astfel, dacă o parte a plătit chiria Statului pentru loc şi după împlinirea terme-

nului prescripţiunei fără să facă nici o rezervă în ce priveşte dreptul său de proprietate asupra acelui loc, prin aceasta dânsul a recunoscut dreptul statului de proprietate, ceeace implică că a renunţat la prescripţie. (Cas. I, 7 Sept. 1912, B. p. 1425).

2. Chestiunea de a se şti dacă o parte a înţeles să renunţe în mod tacit la o prescripţie este chestie de fapt lăsată la aprecierea instanţei de fond şi nesupusă controlului Curţei de Casaţie. (Cas I, 182 1912, Curier Jud. 25/912).

3. Prescripţia nu poate fi invocată din oficiu de judecător, ea fiind un mijloc de apărare lăsat cu totul la facultatea părţii de a voi să se folosească sau nu de beneficiul legii la care evident că poate şi renunţă, iar renunţarea poate să rezulte şi din recunoaşterea dreptului celor contra cărora se puteà folosi de prescripţia din art. 1865 c. civil care prevede acest mod de întrerupere civilă a unei prescripţii începute, îşi are baza tocmai pe această presumpţie legală de renunţare (Cas. I, 166/914. Curier Jud. 41/914).

Art. 1840. — Cel ce nu poate înstrăinà nu poate renunţa la prescripţiune. (Civ. 113, 199, 401, 430, 454, 458, 950 urm., 1155 urm., 1248 urm., 1265, 1306, 1310, 1536 urm., 1838, 1839; Civ. Fr. 2222).

Text. fr. Art. 2222. — Celui qui ne peut aliéner, ne peut renoncer à la prescription acquise.

Doctrină străină.

Baudry et Tissier, *De la prescription*, 87-90;
Bufnoir, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 166, 169;
Colin et Capitant, ed. 2-a, I, p. 902; II, p. 144;
Dalloz, *Rép.* Prescription civile, 85 urm.; *Suppl.* Prescription civile, 38 urm.;
Laurent, XXXII, 203;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 734;
Planiol, I, ed. 3-a, No. 2715;
Troplong, *Prescription*, I, 80 urm.

Doctrină românească.

Alexandresco, XI, p. 161 n. 2, 473 n. 4;
Cantacuzino Matei, p. 506;
Nacu, III, p. 825 urm.

Jurisprudenţă.

1. După art. 1840 din codul civil, cel ce nu poate înstrăina nu poate renunţa la prescripţie.

Deci un tutor legal chiar dacă ar fi avut autorizarea consiliului de familie, nu poate să renunţe la prescripţia plăţii unor taxe de înregistrarea dobândită contra fiscului. (Cas. III, 1 Apr. 1908, B. p. 729).

Art. 1841. — In materie civilă, judecătorii nu pot aplicà prescripţiunea dacă cel interesat nu va fi invocat acest mijloc. (Civ. Fr. 2223).

Text. fr. Art. 2223. — Les juges ne peuvent pas suppléer d'office le moyen résultant de la prescription.

Doctrină străină.

Baudry et Tissier, *Prescription*, 46, 632;
Bufnoir, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 167, 169;
Colin et Capitant, ed. 2-a, I, p. 901 urm.; II, p. 68, 143;
Dalloz, *Rép.* Prescription civile, 96 urm.; *Suppl.* Prescription civile, 43 urm.;
Demante et Colmet de Santerre, VIII, 330 bis, II;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 735;
Planiol, I, ed. 3-a, No. 2709; II, ed. 3-a, No. 685;
Troplong, *Prescription*, I, 89.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 21, 65 urm., 321, 363; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 589; V, p. 512 n. 2). *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 259 nota 4;
CANTACUZINO MATEI, p. 135, 506;
DANIELOPOL G. D-R CAPITAN, *Observație* sub. Cas. Belg., 11 Mai 1913. Curier Jud. 16/1914;
NACU, III, p. 827.

Jurisprudență.

1. Pescripțiunea în materie civilă nu se poate invocà din oficiu de judecători (Cas. I, 19 Ian. 21/86, B. p. 21) ; nici nu se poate invocà în casație dacă n'a fost propusă la instanța de fond, (Cas. II, 159/Oct. 7/80 B. p. 341).

2 Prescripțiunea este de ordine privată, iar nu de ordine publică, ceeace resultă din art. 1841 după care judecătorii sunt opriți de a aplicà din oficiu prescripțiunea, când cel interesat nu o invoacă. Cas. II, 150 Sept. 16/92, B. p. 816).

3. Când posesorul unui imobil, apărându-se în contra unei acțiuni în revendicare invoacă stăpânirea de 20 ani asupra acelui imobil, prin aceasta dânsul a invocat prescripția ca propusă în instanță de defendor. (Cas. I, 198/B. p. 799).

4. Misiunea judecătorului este ca faptele arătate și stabilite de părți să deducă consecințele legale în conformitate cu legea. iar nu să urmeze pe părți în erorile pe cari le pot comite în deducțiunile lor.

Astfel, tot ce are art. 1841 codul civil, este ca judecătorii să nu aplice prescripțiunea dacă n'a fost invocată de partea interesată; e destul însă ca partea să invoace prescripițunea, fie chiar în mod greșit, ca judecătorul să fie ținut a cercetà acest mijloc esențial de apărare și a o aplicà dacă după lege o găsește fondată. (Cas. I, 14 Feb. 1907, B. p. 207).

5 Amenzile pentru contravențiunile fiscale fiind considerate ca civile, urmează că prescripția unor asemenea contravențiuni nu poate fi invocată din oficiu, după cum se prevede expres prin art. 1841 din codul civil. (Cas. III, 21 Ianuarie 1908 B. p. 172).

6. A se vedea: art. 5, notele 14, 29, 35; art. 1839 nota 3.

Art. 1842. — Prescripțiunea poate fi opusă în cursul unei instanțe până în momentul când curtea de apel va pronunță definitiva sa deciziune, asupra căreia nu mai poate reveni după lege, afară numai de cazul când cel în drept a o opune ar trebui să se presume, după împrejurări, că a renunțat la dânsa. (Civ. 1094. 1839; Pr. civ. 327; Civ. Fr. 2224).

Text. fr. Art. 2224. — La prescription peut être opposée en tout état de cause, même devant la cour royale, à moins que la partie qui n'aurait pas opposé le moyen de la prescription ne doive, par les circonstances, être présumée y avoir renoncé.

Doctrină străină.

BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 49, 51;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 167, 168;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 901; II, p. 143;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 111 urm.; *Suppl.* Prescription civile, 50 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 736, 737;
PLANIOL. I, ed. 3-a, No. 2710; II, ed. 3-a, No. 687.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 65; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 578 n. 1); *Observație* sub. Trib. civil din Arlon (Belgia), 1 Nov. 1913. Dreptul 56/914;
CANTACUZINO MATEI, p. 135;
DANIELOPOL G. D-R CAPITAN, *Observație* sub. C. Apel Liège, 9 Feb. 1913. Curier Jud. 16/1914;
NACU, III, p. 827.

Jurisprudență.

1. Prescripțiunea fiind un mijloc peremptoriu de apărare în fond judecătoria omițând a se pronunța asupra lui, violează în mod flagrant drepturile de apărare, și decide fără a motivà. (Cas. I. 105/Mart. 10/70, B. p. 97).

2. Prescripțiunea nefiind propusă la instanța de fond, nu poate fi propusă pentru

prima oară în casație ca motiv de casare. (Cas. I, 25/Iun. 28/91, B. p. 34; Cas. I, 64. Febr. 22/94, B. p. ; Cas. II, 159/Oct. 140/80, B. p. 341).

3. După art. 327 pr. civ. orice cerere care servește ca mijloc de apărare în acțiunea principală se poate invocà și în apel; or prescripțiunea fiind un mijloc peremptoriu de apărare asupra acțiunei principale, ea se poate invocà chiar pentru prima oară în apel. (Cas. I. 243/Aug. 30/82 B. p. 834).

4. Nu se presupune că a renunțat la prescripțiune partea care la prima înfățișare când s'a discutat procesul în fond a omis de a o invocà dar a invocat-o în conclusiunile scrise și la a doua înfățișare a pricinei. (Apel. Buc. III, 129, Iun. 4/86 *Dr.* 57/86).

5. Prescripțiunea poate fi opusă, în cursul unei instanțe până în momentul când Curtea de Apel a pronunțat definitiva sa deciziune, afară numai de cazul, când cel în drept de a o opune ar trebui să se prezume după împrejurări, că a renunțat la dânsa. Imprejurarea, că o parte nu a propus martori cu ocaziunea unei cercetări locale, nu poate fi interpretată în sensul că acea parte a renunțat a opune prescripțiunea. (Cas. I, 468/97, B. p. 1445).

6. Faptul că Direcția Generală a C. F. R. a răspuns la interogator înaintea primei instanțe, recunoscând că în adevăr cu ocazia transportului pe cale ferată s'au pierdut niște mărfuri ale reclamantului nu o împedică de a ridicà cu ocazia judecării apelului finele de neprimire al prescripției acțiunei reclamantului, deoarece recunoașterea pierderei mărfurilor nu poate avea nici o influență asupra invocării excepțiunei prescripțiunei și această excepțiune, în conformitate cu dispozițiile art. 1842 c. civ. poate fi invocată în tot timpul cât pricina se găsește înaintea instanțelor de fond, deci și pentru prima oară în apel, mai cu seamă că fiind un mijloc de apărare servește la înlăturarea pretențiilor reclamantului (Trib. Prahova S. II, 20 Iunie 1924, Jur. Gen. 1925 No. 905).

7. A se vedea: art. 36, nota 4.

Art. 1843. — Creditorii și verice altă persoană interesată pot să opună prescripțiunea câștigată debitorului sau codebitorului lor, ori proprietarului, chiar și dacă acel debitor, codebitor sau proprietar renunță la dânsa. (Civ. 562, 699, 974 urm., 1019, 1408, 1670; Civ. Fr. 2225).

Text. fr. Art. 2225. — Les créanciers, ou toute autre personne ayant intérêt à ce que la prescription soit acquise, peuvent l'opposer, encore que le débiteur ou le propriétaire y renonce.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 137; IV, p. 135, 684; VIII, p. 449, 450;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 106, 108, 109, 115 urm., 121;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 169, 434;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 903; II, p. 56, 144;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 130 urm.; *Suppl.* Prescription civile, 61 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 332 bis, V;
DEMOLOMBE, XIX, 219-223;
LAURENT, XXXII, 209, 210, 212, 214-216, 218, 220;
LYON-CAEN ET RENAULT, IV, 452;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 738 urm.;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2711, 2716, 2717; II, ed. 3-a, No. 688, 689;
TROPLONG, *Prescription*, I, 101.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 72 urm., 161 n. 2; (V, p. 202, 234 n. 1, 246);
ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub. Cas. I, 985 din 15 Oct. 923. Pand. Rom. 1925-I-16;
CANTACUZINO MATEI, p. 135, 455;
NACU, III, p. 827.

Jurisprudență.

1. Dispozițiunile art. 1843 cod. civil nu sunt o aplicațiune a principiului acțiunei pauliene, ce se aplică numai în cazul când debitorul nu face uz de facultatea ce-i este acordată prin art. 1907 cod. civ. (Trib. Ilfov not. *Dr.* 29/902).

Art. 1844. — Nu se poate prescrie domeniul lucrurilor care din natura lor proprie, sau printr'o declarațiune a legei, nu

pot fi obiecte de proprietate privată, ci sunt scoase afară din comerciu. (Civ. 476, 478, 581, 647, 963, 1310, 1845, 1847, 1854, 1890; Legea din 10 Iunie 1884, Art. 5; Civ. Fr. 2226).

Text. fr. Art. 2226. — On ne peut prescrire le domaine des choses qui ne sont point dans le commerce.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, p. 70; VI, p. 21;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 125, 130-132, 157 urm., 183;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 182;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 143 urm.; *Suppl.* Prescription civile, 69 urm.;
DEMOLOMBE, XI, 515;
LAURENT, III, 427; XXXII, 226;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 726 urm.;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2648;
TROPLONG, *Prescription*, I, 139.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 15, 66 urm., 135, 147, 237, 238; (III, part. I, ed. 2-a, p. 202, 297); *Observație* sub. Cas. Belg., 11 Mai 1912, Dreptul 81/1913; *Notă* sub. Trib. Teleorman s. I 10 916, Curier Jud. 27 916; *Nota* sub. Trib. Nérac, 8 Oct. 919. Jurispr. Gen. 13 1923. No. 943;
BARNOSCHE-VASILIU DEMETRU, „*Asupra legei din 15 Aug. 1864*". Curier Jud. 35 908;
CANTACUZINO MATEI, p. 40, 135, 136;
DANIELOPOL G. DR. CAPITAN, *Observație* sub. C. Apel Gand, 14 Mai 913. Curier Jud. 20/914;
NACU, III, p. 828, 829;
RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. C. Apel Bruxelles, 9 Dec. 912. Dreptul 81/1912.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudență.

1. Pământurile date după legea rurală nu se pot înstrăinà, nici prescrie. (Apel Craiova, I, 114 Sept. 17 90 *Dr.* 63/90).

2. Odată ce Primăria unei urbe a înstreinat un teren, care formà o stradelă, prin aceasta terenul, fiind scos prin chiar faptul primăriei din uzul public la care serveà a încetat de a mai fi imprescriptibil. (Cas. I. 770 94. B. p. 1077).

3. Numai pe cale petitorie Primaria unei comune, chemată în judecată pentru turburare de posesiune fiindcă a dărâmat împrejmuirea unui teren, poate să ceară să dovedească că autorizațiunea pentru împrejmuirea unui teren nu erà relativă la terenul în litigiu și că acest teren în litigiu este de domeniul public și ca atare, inalienabil. (Cas. I, 426 99. B. p. 1270).

4. După codul Calimach, în deosebire de condica actuală civilă, prescripția curgeà chiar asupra lucrului nemișcător ce făceà parte din domeniul public sau a cărui înstrăinare erà oprită de lege însă termenul acestei prescripții erà de patruzeci de ani. (Trib. Bacău C. Jud. 75/903).

5. Din combinarea art. 1844 cu art. 476 c. civ., și în special din art. 1844 rezultă că ceeace legiuitorul a luat ca normă pentru caracterizarea unui bun ca aparținând domeniului public și deci scos din comerț și imprescriptibil, este numai natura lui sau declarația legii. Constatarea instanței de fond că un imobil prin natura lui nu aparține domeniului public, este o constatare suverană de fapt. (Cas. I, 434/904, B. p. 1423).

6. Prescripțiunea achizitivă de 30 de ani, vizată de art. 1890 codul civil, în afară de calitățile posesiunei, exonerează pe cel ce o invoacă de sarcina altor probe, precum a titlurilor și a bunei credințe, obligându-l numai cu

dovada condiţiunilor limitativ indicate de art. 1844 codul civil. (Trib. Tecuci, *Dr.* 56/909, p. 445).

7. Bunurile care fac parte din domeniul public, fiind declarate imprescriptibile prin art. 1844 din codul civil, nu sunt susceptibile de posesiune privată, şi posesiunea lor rămâne totdeauna publică, chiar dacă s'ar încercà cineva să le uzurpe sau să-şi creeze un drept asupra lor.

Prin urmare, administraţiunile publice, în paza şi sub administraţiunea cărora se găsesc asemenea bunuri, nu pot fi niciodată considerate că au pierdut posesiunea acelor bunuri, pe cari sunt chemate să o exercite în numele şi interesul publicului. (Cas. I, 9 Nov. 1910, B. p. 1501).

8. Instanţa de fond sevârşeşte omisiune esenţială când admite că pârîtul a dobândit prin prescripţie pământul în litigiu, fără a se pronunţa asupra mijloacelor de apărare invocate de reclamant şi bazate pe faptul că pârâtul nu mai putea dobândi acel pământ, de oarece poseda maximum acordat de legea rurală. (Cas. I 513 din 6 Oct. 1910. Jurisprudenţa 34/1910.

9. Dâmboviţa fiind unul din râurile declarate prin lege navigabile, face parte din domeniul public al Statului şi ca atare, bunurile domeniului public fiind scoase din comerţ, nu pot face obiectul unui contract, fiind inalienabile şi imprescriptibile.

Prin urmare, curtea de apel violează aceste principii de drept înscrise formal în art. 476, 963, 1310 şi 1844 din codul civil când califică de servitute învoirea acordată unei persoane de a luà din râul Dâmboviţa apa necesară pentru moara sa şi dă acelei învoiri efectul unei servituţi. (Cas. secţiuni unite, 2 din 26 Ianuarie 1912, B. p. 187, Curier Jud. 18/912, 45/912).

10. Atât prin legea rurală din 1864, cât şi prin cea interpretativă din 1879, legiuitorul nefăcând nici o distincţiune între locurile de muncă şi locurile de casă, în ce priveşte inalienabilitatea, a permis înstrăinarea şi unora şi altora în mod excepţional numai către comună sau alt sătean cultivator.

Prin urmare, în lipsa unei asemenea distincţiuni făcută de legiuitor, nu se poate susţine că inalienabilitatea prevăzută de lege se aplică numai la pământurile date foştilor clăcaşi, şi că locurilor de casă, date la altă categorie de săteni decât cei cari au făcut clacă cum şi văduvelor fără copii şi nevolnicilor, s'ar puteà înstrăinà la săteni cari nu au meseria de cultivatori. Şi astfel fiind. Tribunalul violează principiul inalienabilităţii pământurilor rurale, cum şi dispoziţiunile art. 1844 din codul civil. când hotărăşte că un sătean care are meseria de cârciumar, a putut să dobândească prin cumpărătoare şi să prescrie un loc de casă din acelea cari au fost date în virtutea legei rurale. (Cas. I, 14 Febr. 1912, B. p. 237).

11. Deşi art. 1844 c. civil dispune că nu se poate prescrie bunurile cari sunt scoase din comerţ, totuşi pământurile date după legea rurală din 1864 pot fi dobândite prin prescripţiune până la maximum acordat de legea rurală. (Trib. Roman, 11 Mai 1912, Curier Jud. 69/912).

12. Statul are întotdeauna dreptul să desfiinţeze lucrările făcute pe râurile declarate navigabile sau plutitoare.

Astfel râul Bistriţa fiind declarat ca navigabil şi deci de domeniu public, morile făcute pe acest râu ca şi lucrările făcute pe ambele maluri ale râului, denumite „drum regal“ trebuesc desfiinţate oricât de îndelungată ar fi posesia unor asemenea lucrări, întrucât ele nu se pot prescrie. (Jud. rur. Hangu (Neamţu). 13/912, Curier Jud 45/912).

13. Comuna în interesul higienei publice fiind obligată a procurà oricui un loc în cimitir şi fiecare fiind obligat a-şi, înmormânta mortul în acel cimitir, rezultă că cimitirul face parte din domeniul public.

Totuşi conf. art. 7, 25 şi 40 din regulamentul pentru înmormântari dela 1860, terenul dintr'un cimitir putând fi concedat pentru diferite epoci şi chiar de veci, obligator fiind cel puţin şapte ani, rezultă că în cazul când concesiunea e pe un timp determinat, caracterul concesiunei va fi al unei locaţiuni şi, deci, moştenitorii defunctului, care sunt consideraţi ca locatari, stăpânind cu titlu precar nu vor putea deveni proprietari prin prescripţie asupra acelui teren. (Jud. Odobeşti-Putna 131/915, Curier Jud. 26/915).

14. Locurile rezervate cimitirelor fac parte din domeniul privat, iar nu din domeniul public al comunei. In consecinţă, aceste locuri sunt alienabile şi prescriptibile. (Trib. Bacău 1787 915, Curier Jud. 36/915).

15. Conform art. 1844 c. civ. lucrurile de domeniul public fiind scoase afară din comerţ, ele nu se pot prescrie şi de aceea nu pot formà obiectul unei acţiuni posesorii.

De aci urmează că judecătorul acţiunii posesorii chemat să se pronunţe asupra chestiunii de a se şti dacă imobilul în litigiu e sau nu în comerţ ori este de domeniu public nu poate să înlăture această chestiune şi să respingă ca inadmisibilă dovada domenialităţii propusă de autoritatea chemată în judecată ca turburătoare a posesiunii reclamantului. Judecătorul posesorului are din contra datoria şi calitatea de a cercetà dacă bunul este

sau nu în comerţ spre a puteà judeca dacă posesiunea este utilă şi prin urmare dacă ea poate să fie protejată prin acţiune posesorie. Asemenea calitate o are şi judecătorul acţiunii petitorii, din punctul de vedere al fondului dreptului, fiecare jurisdicţiune fiind liberă în atribuţiunile sale respective, destul numai să nu treacă peste limitele competinţei ce li se dă prin lege.

Prin urmare judecătorul de ocol poate să judece atât acţiunea posesorie cât şi excepţiunea de domenialitate, fără ca prin aceasta să statueze asupra fondului dreptului pe care îl lasă intact, mărginindu-se numai la punctul de a se şti dacă lucrul este în comerciu pentru a puteà fi posedat. Rămâne toată libertatea judecătorului în petitoriu să decidă ulterior dacă lucrul este sau nu în comerţ pentru a puteà sau nu face obiectul dreptului de proprietate.

Când dar tribunalul refuză Direcţiunii căilor ferate expertiza cerută ca să dovedească că terenul în litigiu este de domeniu public, numai pe simplul motiv că prin aceasta tinde să dovedească dreptul de proprietate, interpretă greşit art. 1844 c. civ. şi deci sentinţa sa e casabilă. (Cas. I, decizia No. 59 din 22 Martie 1919, Jurisprudenţa Rom. 1919 p. 632).

16. Pământurile delimitate, date sătenilor după legea rurală din 1864 sunt imprescriptibile şi inalienabile, deci prescripţia nu o poate invoca şi instrăinarea nu se poate face decât la Comună şi sătenilor cari vor intra în prevederile legii, astfel ca în afară de aceasta, nimeni, nici chiar Statul nu poate invoca prescripţia liberatorie sau extinctivă şi nici acea achizitivă. (C. Apel Craiova s. I. 165 din 13 Sept. 1921. Justiţia (Craiova) 15/921).

17. Terenurile date după legile de împroprietărire, fiind inalienabile, devin, în adevăr, ca o consecinţă a acestui principiu, imprescriptibile. Cum însă inalienabilitatea e prescrisă de legiuitor ca o măsură de garanţie pentru ca terenurile rurale să nu treacă din mâna sătenilor cultivatori manuali, în mâna altor persoane, cărora legea le interzice a le deţine, urmează că şi prescripţia unor asemenea terenuri, nu poate fi invocată de cât pentru aceiaşi raţiune, numai în contra acelora cărora legea le interzice dobândirea de terenuri rurale, date conform legilor de împroprietărire.

Prin urmare comoştenitorii cultivatori manuali de pământ şi deci capabili de a dobândì prin acte translative terenurile rurale succesorale, le pot dobândi şi prin prescripţie, contra moştenitorilor cari n'au uzat de facultatea de a accepta sau repudia în termenul prevăzut de lege. (Cas. I. 24 din 24 Ian. 1922. Jur. Rom. 5-6 922, Dreptul 19/922. Pand. Rom. 1922-III-141).

18. Fiind constant că, recurentul nu a opus înaintea instanţei de fond lipsa în persoana intimatei şi a autorilor săi, a capacităţii legale pentru a putea prescrie terenul în discuţiune, această chestiune nu poate fi examinată pentru prima oară în casaţiune, necesitând verificări de fapte şi acte. (Cas. I. dec. 412 din 12 Martie. 1924. Jur. Gen. 1924 No. 1280).

19. Un străin nu poate dobândi prin prescripţie proprietate imobiliară rurală. (Jud. Ocol Todireni-Botoşani 109 din 11 Iunie 1924. Jur. Gen. 1924 No. 1289).

20 A se vedea: art. 476 cu notele respective; art. 624, nota 5; art. 700 nota 17; art. 1306, nota 35; art. 1310 nota 6.

Art. 1845. — Statul, stabilimentele publice şi comunale, în ceeace priveşte domeniul lor privat, sunt supuse la aceleaşi prescripţiuni, ca particularii, şi ca şi aceştia, le pot opune. (Civ. 301, 478, 647, 652, 963, 1310, 1895; Civ. Fr. 2227).

Text. fr. Art. 2227. — L'État, les établissements publics et les communes sont soumis aux mêmes prescriptions que les particuliers, et peuvent également les opposer.

Doctrină străină.

BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 175 urm.;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 183;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 706;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 213 urm.; *Suppl.* Prescription civile 55;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 726 urm.;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2651.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 59 n. 3, 75 urm., 77, 80 n. 1, 174; (III, part. I, ed. 2-a, p. 202, 214 t. şi n. 2, 215); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 67 nota 1;
CANTACUZINO MATEI, p. 136;
NACU, I, p. 114 urm., 167; III, p. 828, 829.

Jurisprudenţă.

1. După art. 1845, prescripţiunea de 10 ani, prevăzută de art. 1900, se aplică şi în privinţa comunelor. (Cas. I, 147/Mai 7/86. B. p. 396).

2. De şi după regulele codului civil, persoanele morale, pentru a puteà beneficia de un legat, trebuesc a fi mai întâi autorizate în mod regulat de a primì legatul, nu este însă tot astfel pentru a puteà dobândì proprietatea prin prescripţiune, căci de şi în principiu, oricine poate prescrie, din natura însăşi a prescripţiunii rezultă că dacă persoanele morale legalmente recunoscute sunt capabile de a posedà sub capacitate şi de a prescrie în condiţiunile legii după cum aceasta reiese şi din art. 1845 din codul civil, care supune pe Stat stabilimentele publice şi comunale la aceleaşi regule de prescripţie ca şi particularii.

Prin urmare, Curtea de Apel, face o bună aplicaţiune a legii când decide că o comună de şi n'a avut autorizaţiunea pentru a acceptà un legat, totuşi fiindcă a stăpânit în fapt averea ca proprietară uzufructuară timp de 30 ani, a dobândit-o prin prescripţie. (Cas. I, 30 Nov. 1910. B. p. 1565).

CAPITOLUL II.

Despre posesiunea cerută pentru a prescrie.

Art. 1846. — Verice prescripţiune este fondată pe faptul posesiunei [1]).

Posesiunea este deţinerea unui lucru sau folosirea de un drept, exercitată, una sau alta, de noi înşine sau de altul în numele nostru. (Civ. 554, 1778, 1800, 1847 urm., 1854, 1890; L. jud. oc. 31; Civ. Fr. 2228).

Text. fr. Art. 2228. — La possession est la détention ou la jouissance d'une chose ou d'un droit que nous tenons ou que nous exerçons par nous-mêmes, ou par un autre qui la tient ou qui l'exerce en notre nom.

Doctrină străină.

Aubry et Rau, II, ed. 5-a, p. 109, 112;
Baudry et Tissier, *Prescription*, 200 urm., 227;
Bufnoir, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 196, 359, 367, 372;
Colin et Capitant, ed. 2-a, I, p. 874 urm.;
Dalloz, *Rép.* Prescription civile, 235 urm.; *Suppl.* Prescription civile, 118 urm.;
Garsonnet, I, p. 571 urm.;
Laurent, XXXII, 267;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 741 urm., 761 urm.;
Planiol, I, ed. 3-a, No. 2263, 2265, 2294.

Doctrină românească.

Alexandresco, XI, p. 49, 91 urm., 426; (III, part. I, ed. 2-a, p. 290, 292; III, part. II, ed. 2-a, p. 54); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 244, 245;
Cantacuzino Matei, p. 111;
Botez Corneliu, *Noul codice de şedinţă*, ed. 1908, p. 288 urm.;
Georgean N., *Nota* sub. Judec. ocol. Tg. Ocna 205 din 28 Aug. 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1991;
Nacu, III, p. 829;
Scriban Şt., *Observaţie* sub. Judec. Ocol. Câmpu-Lung, 930 din 3 Iunie 904. Curier Jud. 3/905;
Strelicescu Al., *„Teoria posesiunei"*. Pagini Juridice 76/1911;
Tocilescu, *Curs de Procedură civilă*, partea II, p. 104 urm.

INDEX ALFABETIC

1) Primul aliniat al art. 1846 Cod. civ. lipseşte în textul art. francez corespunzător.

Jurisprudență.

1. Intre condițiunile cerute pentru admisibilitatea unei acțiuni posesorii, se cere și acea ca posesiunea să fie cu titlu de proprietar. (Cas. II, 29 Sept. 1906. B. p. 1377).

2. Trecerea pe proprietatea altuia fiind o servitute necontinuă și considerată de lege numai ca un simplu act de toleranță, nu poate servì ca bază într'o acțiune posesorie, de oarece art. 31 din legea Judecătoriilor de ocoale cere pentru exercițiul acțiunei posesorii o posesiune care să întrunească condițiunile cerute de art. 1846 și 1847 din codul civil, adică o posesiune care să poată duce la prescripțiune. (Cas. I, 10 Iunie, B. p. 816).

3. Este în facultatea celui care se vede turburat în exercițiul unui drept real să intente sau o simplă acțiune posesorie, în care nu are de dovedit de cât o stare de fapt anterioară turburărei, sau o acțiune întemeiată pe chiar dreptul său, în care este obligat să facă dovada existenței acelui drept. (Cas. I, 28 Oct. 1911. B. p. 1232).

4. Art. 31 din legea Judecătoriilor de ocoale cere, pentru admiterea unei acțiuni posesorii, între alte condițiuni, ca posesiunea să întrunească condițiunile cerute de art. 1846 și 1847 din codul civil și ca posesiunea să fie continuă.

Astfel, posesiunea unei servituți de trecere nefiind continuă, nu poate servi de bază unei acțiuni posesorii, după cum nu poate duce pentru acelaș motiv nici la dobândirea unei asemenea servituți prin uzucapiune, trecerea în asemenea condițiuni constituind un simplu act de toleranță. (Cas. I. 28 Oct. 1911. B. p. 1232).

5. Cel ce invoacă o prescripțiune trebue să justifice pe lângă buna credință și just titlu și o posesiune utilă care să întrunească condițiunile cerute de art. 1846 și următorii din codul civil.

Prin urmare, săvârșește o omisiune esențială instanța de fond când trece asupra probei cu martori invocată de o parte pentru dovedirea unei posesiuni utile, fără să se pronunțe asupra acestui mijloc de apărare. (Cas. I, 844 din 2 Dec. 1911, B. p. 1582, Curier Jud. 4/912).

6. Din cuprinsul art. 1846 și 1847 din codul civil și art. 31 din legea Judec. de ocoale, resultă că, pentru a avea exercițiul acțiunei posesorie, se cere o posesie animo domine adică sub nume de proprietar, continuă, publică și neîntreruptă, iar nu în numele și pe socoteala altuia. De unde urmează că arendașul care nu e decât un posesor precar alieno nomine. nu are acțiunea posesorie, ci numai proprietarul în numele căruia posedă (Trib. Tutova, *Dr* 33/912 p. 262).

7. După art. 729 codul civil, împărțeala nu se poate cere contra aceluia care opune prescripțiunea, adeca care a exercitat o posesiune în termenul și condițiunile cerute de art. 1846 și următorii din codul civil.

Prin urmare, violează dispozițiunile art. 729 c. civil tribunalul când respinge prescripțiunea achizitivă numai pe simplul motiv că intimatul a recunoscut că nu s'a împărțit cu reclamantul asupra pământului ce deține. (Cas. I, 26 Feb. 1913. B. p. 328).

8. Dacă pentru dobândirea posesiunei se cere pe lângă intențiunea de a poseda și detențiunea materială a lucrului însă conservarea acestei posesiuni poate să rezulte și din singura intenție de a posedà neînsoțită de acte materiale, posesorul ne putând să fie obligat a poseda totul prin sine însuși.

De aci rezultă că cel ce a dobândit odată posesiunea este presupusă că o are neîntrerupt cât timp nu s'a făcut dovada că a încetat de a o avea fie prin faptul unui tert, fie prin renunțare voluntară, fie prin întreruperea ei mai mult de un an în care timp altul să-și fi dobândit-o prin exercițiul ei în cursul acelui an. (Cas. I, 6 din 10 Ian. 914. Curier Jud. 14 914).

9. Dacă partea în contra căreia se invoacă prescripția achizitivă de 30 ani nu invoacă și nu dovedește că acela care invoacă acea prescripție a pierdut posesia terenului în litigiu și că deci ar fi o întrerupere naturală a prescripției, cu drept cuvânt Tribunalul respinge mijlocul de apărare bazat pe întrerupere și consideră prescripția ca îndeplinită. (Cas. I, No. 33. din 19 Ian. 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 198).

10. Aparține instanțelor de fond de a determina în mod suveran împrejurările de fapt, din care rezultă că o posesiune întrunește condițiunile legale, spre a fi protejată printr'o acțiune posesorie; totuși, acest drept de apreciere nu dispensează instanțele de fond de a arătà ce anume împrejurări de fapt le îndreptătesc a trage concluzia că o posesiune întrunește sau nu condițiunile cerute de art. 1846 și 1847 c. civ., spre a fi protejate printr'o acțiune posesorie.

Când dar, Tribunalul se mărginește a afirmà, în mod vag, că posesiunea exercitată de o persoană erà dubioasă, fără a precizà în ce constă acest viciu și fără a analizà elementele posesiunii cerute de menționatele texte; prin aceasta, Tribunalul pune Curtea de Casație în situația de a nu puteà să-și exercite controlul său și să decidă dacă din faptele constatate, Tribunalul a tras consecințele legale. (Cas. I, No. 393/920; Jurisprudența. 1920, p. 251).

11. Dacă din mărturisirile părților nu rezultă o împărțeala și dacă din depunerile mărturilor nu se stabilește în mod neîndoios că posesiunea asupra unor terenuri ce fac parte din o succesiune, îndeplinește condițiunile cerute de art. 1846 și 1847 din codul civ., posesiunea ori cât de îndelungată ar fi ea, nu poate dacă la concluzia că între părți a avut loc un act de partaj, nici nu poate duce la prescripție, această posesiune trebuind să fie considerată numai ca o împărțeală de folosință. (Jud. Ocol, Tg. Ocna, 205 din 28 August 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1991).

12. A se vedeà: art. 1850, nota 1.

Art. 1847. — Ca să se poată prescrie, se cere o posesiune continuă, neîntreruptă, neturburată, publică [1]) și sub nume de proprietar, după cum se explică în următoarele articole. (Civ. 622, 623 urm., 1854 urm., 1863 urm.; L. jud. oc. 31; Civ. Fr. 2229).

Text. fr. Art. 2229. — Pour pouvoir prescrire, il faut une possession continue et non interrompue, paisible, publique, non équivoque, et à titre de propriétaire.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 111, 115, 128, 131, 538;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 228, 249, 254, 258 urm., 262, 269, 290 urm., 296;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 199, 206, 209, 228, 265, 359, 367, 372;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 877 urm., 888, 893, 920, 1001, 1008; ed. 1-a, III, p. 447;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 302 urm., 887; *Suppl.* Prescription civile. 192 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 336 bis, VII; 339 bis, V, VII;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 488;
LAURENT, XXXII, 269, 280, 289, 290, 343;
MOURLON. ed. 7-a, III, p. 748;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2278, 2284, 2650;
TROPLONG, *Prescription* I, 350, 411, 418.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 53, 102 urm., 125, 127, 147, 184 n. 2, 216, 230; III, part. I, ed. 2-a, p. 270, 271, 804 urm., 806, 874; IV, part. I, ed. 2-a, p. 280; VII, p. 310; IX, p. 591; X, p. 703); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 244, 245, 498; *Observație* sub, Trib. Putna, 27 Nov. 903. Curier Jud. 23/904; *Nota* sub. Trib. Aubresson (Creuse). 9 Ian. 1920. Jurispr. Gen. 24/923, No. 1696;
BOTEZ CORNELIU, *Noul codice de ședință*, ed. 1908, p. 288 urm.;
CANTACUZINO MATEI, p. 114, 126;
DUMITRESCU A. M., II, 334;
GEORGEAN N., *Notă* sub. Judec. ocol. Tg. Ocna 205 din 28 Aug. 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1991;
NACU, III, p. 830;
SCRIBAN ȘT., *Observație* sub. Judec. Ocol. Câmpu-Lung, 930 din 3 Iunie 1904. Curier Jud. 3/905;
TOCILESCU, *Curs de procedură civilă*, partea II, p. 104 urm.

INDEX ALFABETIC

1) In art. francez corespunzător 2229 se zice: „*non équivoque*“.

Jurisprudență.

1. Lipsa condițiunilor legale ale posesiunei trebuește a fi ridicată și probată de cel ce combate prescripțiunea; dacă nu se ridică înaintea instanței de fond nici o obiecțiune în această privință, cu drept cuvânt instanța nu intră în cercetarea condițiunilor posesiunei. (Cas. I, 118/Martie 20/84. B. p. 256).

2. Intre condițiunile cerute de art. 1847 este și aceea ca posesia să fi fost publică pentru ca să poată conduce la prescripție; or când e vorba de un basin așezat într'un stabiliment de băi a cărui existență pentru vecini nu se relevă prin nici un semn exterior, lipsind unul din elementele esențiale, publicitatea, nu se poate prescrie. (Cas. I. 385 10 Dec. 10/86. B. p. 923).

3. Pentru ca cineva să poată intentă o acțiune posesorie, fie în complângere, fie reintegrandă, trebue să justifice o posesiune utilă în sensul art. 1847, adică utilă spre a duce eventual la usucapiune. Prin urmare posesiunea trebue să întrunească pe lângă celelalte condițiuni, și voința posidentului de a posedà pentru sine *animo domini et nomine suo;* de unde rezultă că ori de câte ori posesiunea nu presintă acest element ea nu poate servi de bază pentru o acțiune posesorie. Ast-fel fiind, nici acela care deține lucrul pentru și de la un altul cu titlul de mandatar sau de locatar și nici chiar acela care posedă împreună cu alții în devălmășie comoștenitorul, comunistul, nu poate intentă asemenea acțiune. Dacă această teorie s'ar putea combate, această combatere n'ar putea să se dirige de cât contra dreptului posesorilor *alieno nomine*, față cu cei de al treilea, față cu cari acești posesori ar avea o acțiune directă și independentă pentru respectarea posesiunei lor, cum e acea specificată prin art. 1426, în nici un caz însă această interpretare nu se poate susține față cu însuși mandantul, locatarul, comoștenitorul ori coposesorul; față cu aceștia și în contra lor de sigur posesorul *alieno nomine*, nu se poate prevala de posesiunea sa vițioasă, căci aceasta ar fi a abandonà pe proprietar, locator, coposesor, etc., la discrețiunea absolută a chiriașului, locatarului, etc., ar fi a-l desbrăca de ori ce drept față cu aceștia (Trib. Suceava. 86. Iun. 12/90. *Dr.* 60/90).

4. Acțiunile posesorii având de scop numai de a se restabilì lucrurile în starea în care se aflau mai înainte, fără a prejudeca alte drepturi ce părțile mai pot aveà asupra obiectului în litigiu, bine face tribunalul de nu caută să constate alte condițiuni de cât acelea cari dau simpla posesiune, iar nu posesiunea cerută de art. 1847 c. civ. (Cas. I, 105/Mart. 17 89, B. p. 290; Cas. I. 68/Febr. 25/94. B. p. 249).

5. Odată ce se constata că una din părți a dobândit imobilul în litigiu prin prescripție, apoi deși acel imobil se stapânește actualmente de cealaltă parte litigantă, nu se mai poate aplicà maxima: „in pari causa melior est conditio possidentis“, căci această maximă presupune că starea de drepturi a părților este egală. (Cas. I. 223/94 B. p. 663).

6. Când proprietarul unui imobil a vândut acest imobil, rezervându-și dreptul de a urmărì acțiunea posesorie, ce aveà deschisă contra unui terțiu pentru turburarea ce i-a ca zat, dânsul nu poate fi împiedicat de'a exercițiul acestui drept pe motiv că a transmis altu'a proprietat a imobilului. De acì urmează că este neadmisibil, ca fiind fără interes, interogatorul ce turburătorul propune a i se face asupra chestiunei dacă dânsul a vândut sau nu acel imobil. (Cas. I. 389/94 B. p. 1103).

7. Acțiunea posesorie în reintegranda nu poate fi exercitată decât în cazul când se constată că detentorul a fost deposedat prin violență. Așa dar, când deposedarea a fost săvârșită de către un agent competent (cum este un portărel), în virtutea unui act legal, o atare acțiune cată a fi respinsă. (Cas. I. 268 95 B. p. 750).

8. Comite o omisiune esențială instanța judecătorească, când nu se pronunță și nu constată printr'o acțiune posesorie, asupra mijlocului de apărare invocat de intimat, mijloc peremptoriu, cum că acțiunea în complângere a fost intentată de reclamant după o trecere de mai mult de un an dela data primei turburări în posesie, continuată ori repetată în urmă și deci hotărîrea sa este casabilă. (Cas. I. 122/97 B. p. 329).

9. Odată ce judecata a stabilit că reclamantul într'o acțiune posesorie a fost turburat în posesiunea terenului în litigiu și că acțiunea sa posesorie este fundată, examinarea și discutarea actelor produse de partea intimată, ar prezentà un interes pentru această parte numai dacă s'ar fi aflat față de o acțiune petitorie, și dacă judecata a omis a se ocupa de aceste acte, omisiunea făcută nu este esențială și nemotivarea hotărîrei sale în această privință nu poate să atragă casarea ei. (Cas. I. 430/99 B. p. 1276).

10. Acțiunile posesorii nu vor puteà fi admise ca fondate, decât dacă reclamantul dovedește că a posedat cel puțin un an înainte de turburare sau deposedare și dacă posesiunea lui însușește condițiunile cerute de art. 1846 și 1847 din Cod. civ. In caz când

deposedarea sau turburarea s'a făcut prin violenţă sau forţă, reclamantul, este dispensat a dovedi că a posedat un an şi că posesiunea sa întruneşte condiţiile cerute de sus citatele texte de lege din Cod. civ. (Cas. I, 206/99 B. p. 654).

11. Dacă într'o acţiune posesorie s'a constatat că reclamantul a introdus acţiunea înăuntrul termenului de un an dela turburare şi că dânsul a posedat mai înainte de turburare continuu, neîntrerupt public şi cu titlul de proprietar, o asemenea acţiune este admisibilă rămânând părţii pârâte dreptul de a-şi valorifica pe cale de revendicare drepturile sale. (Cas. I, 66/902 B. p. 162).

12. Posesia, ca să conducă la prescripţie, trebuind să fie exercitată sub nume de proprietar dacă revendicantul opune precaritatea posesiei, instanţa trebue să se pronunţe asupra acestui mijloc de apărare, altfel face o omisie esenţială căci precaritatea posesiei, dacă ar fi dovedită, este de natură să schimbe soluţia pricinei. (Cas. secţii unite 4/904. B. p. 197).

13. Cel care se vede turburat în exerciţiul unui drept are facultatea să intente, sau o simplă acţiune posesorie, în care nu are de dovedit decât o stare de fapt anterioară turburărei, sau o acţiune întemeiată pe chiar dreptul său, în care e obligat să facă dovada existenţii acelui drept. Prin urmare, pentru ca instanţa de fond să respingă o acţiune, pentru motivul că a fost intentată după expirarea unui an dela turburare, trebue să fie bine stabilit că intenţiunea reclamantului a fost să intente o simplă acţiune posesorie. (Cas. I, 57 905 B. p. 135).

14. Soţul nu poate stăpânì în numele său personal un teren constituit lui dotă, chiar dacă acea constituire nu ar fi fost valabilă, iar împrejurarea că el ar fi cumpărat terenul la împroprietărire nu-i atribue proprietatea terenului cumpărat, ci-i dă dreptul la o acţiune în despăgubire pentru suma ce a plătit.

Posesiunea exercitată cu titlu precar nu se poate transformà în posesiune utilă decât în modurile anume stabilite în art. 1858 din codul civil. (Cas. I, 12 Martie 1907. B. p. 396).

15. Posesiunea precară care se exercită în virtutea unui drept de servitute, nu poate să aibă de efect dobândirea prin prescripţie a pământului asupra căruia se exercită dreptul de servitute. (Cas. I, 9 Iunie 1909. B. p. 734).

16. Prescripţiunea prevăzută de art. 568 procedura civilă, nu este o decădere a dreptului de proprietate a terţiilor persoane, numai pe simpla lipsă de revendicare a acelui drept în cursul celor cinci ani dela executarea ordonanţii de adjudecare căci cu ocaziunea votării acestui articol s'a propus un amendament pentru a se prevede expres asemenea decădere, dar acel amendament s'a respins, de unde rezultă că şi această prescripţiune specială trebuie să îndeplinească condiţiunile prescrise de art. 1874 şi 1895 codul civil, ca adjudecatarul şi urmaşii săi, în cursul celor cinci ani, să fi avut posesiunea continuă neîntreruptă, neturburată, publică, sub nume de proprietar şi de bună credinţă, neputându-se invocà asemenea prescripţie de cei ce stăpânesc cu titlu de chiriaşi. (Cas. III, 3 Martie 1909, B. p. 356).

17. Cestiunea de a se şti dacă posesia întruneşte condiţiile cerute de art. 1847 din codul civil, pentru a servì de bază prescripţiei achizitive, este o cestiune de fapt, lăsată la suverana apreciere a instanţei de fond. (Cas. I, 26 Ian. 1911, B. p. 31; In acelaş sens: Cas. II, 27 din 22 Febr. 1911. Jurisprudenţa 12/911).

18. Conform legei interpretative din 7 Aprilie 1910, femeia săteancă este capabilă de a dobândì pământ rural, aşa că posedând un asemenea pământ mai mult de 30 de ani în condiţiile cerute de art. 1847 codul civil poate prescrie; iar împrejurarea că soţul femeii sătence nu ar fi sătean cultivator, sau ar aveà pământ peste maximum permis de legea rurală, nu poate constituì o împiedecare pentru femeie de a dobândì şi ea personal pământ rural, de oare-ce, legea rurală nu prevede o asemenea împedicare. (Cas. I, 1 Mai, 1913, B. p. 1064).

19. In virtutea principiului că o recunoaştere spre a puteà fi opozabilă celui ce o face trebue să fie făcută de o persoană capabilă a se obligà sau de reprezentantul său autorizat. Primăria unei comune nu poate face o recunoaştere relativă la proprietăţile sale decât sub formele anume determinate de legea sa organică.

Prin urmare, cele atestate de Primăria unei comune printr'un certificat şi o telegramă neputând fi opozabile comunei, nu pot fi interpretate ca o întrerupere civilă a posesiei sale şi Tribunalul hotărînd altfel a aplicat greşit principiile din art. 1865 c. civ. şi a violat regulele de drept relative la continuitatea posesiei pentru a prescrie, edictate de art. 1847 c. civ. (Cas. I. decizia No. 687, din 20 Nov. 1913; Jurisprudenţa Rom. 1914 p. 18).

20. Prin aplicarea regulei generale prevăzute de art. 1847 c. civ., pentru posesia cerută pentru a prescrie, posesiunea servituţilor, ca să fie utilă şi să ducă la prescripţie, trebue să cuprinză şi elementul intenţional, adică să fie exercitată sub nume de proprie-

tar, iar nu în mod precar și prin simplă toleranță, căci acela care exercită o servitute de vedere sau de trecere pe fondul altuia, în virtutea unei permisiuni exprese sau tacite, recunoaște prin aceasta în mod implicit, că n'are nici un drept propriu asupra lucrului, ceeace exclude din partea sa animus domini.

Prin urmare, Tribunalul face o justă aplicare a principiilor relative la prescripție când constată că ferestrele a căror desființare se cere au vedere numai pe acoperișul casei reclamantului, astfel că acest simplu fapt neaducându i nici un prejudiciu el a tolerat o asemenea vedere și când hotăraște că pârâtul din acțiune nu a putut să dobândească prin prescripție servitutea de vedere ce pretinde că are asupra imobilului reclamantului. (Cas. I, decizia No. 425, din 23 Sept. 1914; Jurisprudența Rom. 1914, p. 514, Curier Jud. 3/915).

21. Dreptul de a avea arbori cari cresc înalți, la o distanța mai mică decât cea hotărîtă de lege, se poate dobândi prin prescripțiune de câte ori arborii plantați la o distanță mai mică ar fi existat timp de 30 ani fară ca vecinul să fi cerut scoaterea lor.

Această prescripțiune este achizitivă iar nu liberatorie, întrucât acest drept fiind o mărginire a dreptului de proprietate, stabilită în interesul vieței comune impune o sarcina vecinului și anume aceea de a suferi niște plantații care depreciază fondul său. (Trib. Mușcel, Apr. 1914; Dreptul 1914, p. 320).

22. Posesiunea cu titlu precar și indiviz nu putea conduce la dobândirea proprietății prin prescripție nici sub codul Caragea nici sub actualul cod. civil. (C. Apel. Buc. s. I 159/915, Curier Jud. 14/916).

23. Dacă partea în contra căreia se invoacă prescripția achizitivă de 30 ani nu invoacă și nu dovedește că acela care invoacă acea prescripție a pierdut posesia terenului în litigiu și că deci ar fi o întrerupere naturală a prescripției, cu drept cuvânt Tribunalul respinge mijlocul de apărare bazat pe întrerupere și consideră prescripția ca îndeplinită. (Cas. I, No. 33, 1915. Jurispr. Rom. 1915, p. 198).

24. O posesiune precară nu poate conduce la prescripțiunea achizitivă de 30 ani. (C. Apel Buc. S. II. No. 201, 1915. Dreptul 1915, p. 579).

25. Hotărîrile date de Tribunale în aplicarea legei rurale interpretative din 13 Februarie 1879, având de scop numai să anuleze înstrăinările făcute în frauda legii rurale dela 1864, în caz când o asemenea hotărîre constată și confirmă de bună înstrăinarea prin aceasta chiar constitue un just titlu, în sensul art. 1897 c. civ., astfel că o posesie exercitată în virtutea ei timp de 10 ani, cu bună credință și în condițiunile cerute de art. 1847 c. civ., conduce pe posesor la prescripție.

Prin urmare, Tribunalul violează regulile de mai sus, când hotărăște contrariul. (Cas. I, No. 717, 1915, Jurispr. Rom. 1916, p. 106).

26. In caz când sunt patru frați care posedă în indiviziune averea rămasă dela autorul lor și dacă unul din ei încetează din viață, iar ceilalți continuă a posedă în indiviziune, posesia acestora nu poate duce la prescripția achizitivă de scurt timp a sfertului din avere lasat prin testament de către fratele decedat altui frate, care însă nu a prezentat testamentul și nu a cerut legatul, de oarece prescripția achizitivă nu poate fi opusă unui comoștenitor cu care a posedat în indiviziune. (Cas. I, No. 212, 1916; Jurispr. Rom. 1916, p. 354).

27. Aparține instanțelor de fond de a determină în mod suveran împrejurările de fapt, din cari rezultă că o posesiune întrunește condițiunile legale, spre a fi protejată printr'o acțiune posesorie; totuși acest drept de apreciere nu dispenseaza instanțele de fond de a arătă ce anume împrejurări de fapt le îndreptățesc a trage concluzia că o posesiune întrunește sau nu condițiunile cerute de art 1846 și 1847 c. civ. spre a fi protejate printr'o acțiune posesorie.

Când dar, Tribunalul, se mărginește a afirmă, în mod vag, că posesiunea exercitată de o persoană, eră dubioasă, fără a preciză în ce constă acest viciu și fără a analiză elementele posesiunii cerute de menționatele texte, prin aceasta, Tribunalul pune Curtea de Casație în situația de a nu puteà să-și exercite controlul său și să decidă dacă din faptele constatate, Tribunalul a tras consecințele legale, (Cas. I, decizia, No. 393, din 20 Sept. 1920; Jurisp. Rom. 1920 p. 251).

28. Dacă din mărturisirile părților nu rezultă o împărțeală și din depunerile martorilor nu se stabilește în mod neîndoios că posesiunea asupra unor terenuri ce fac parte din o succesiune, îndeplinește condițiile cerute de art. 1846 și 1847 c. civ., posesiunea or cât de îndelungată ar fi ea, nu poate duce la concluzia că între părți a avut loc un act de partaj, nici nu poate duce la prescripție, această posesiune trebuind să fie considerată numai ca o împărțeală de folosință. (Judec. ocol Tg. Ocna, 205 din 28 Aug. 1925, Jur. Gen. 1925 No. 1991).

29. Un moștenitor nu poate dobândi

prin prescripție un imobil indiviz față cu comoștenitorii săi, decât dacă se stabilește că a stăpânit prodivizo, ca proprietar exclusiv, în condițiile prevăzute de art. 1847 c. civ., adică să fie vorba de o posesiune continuă, netulburată, publică și animo-domini. (Cas. II, 24 Mart. 1925, Pand. Săpt. 23/925).

30. A se vedeà: art. 645, nota 1; art. 1846 cu notele respective; art. 1850, nota 1; art. 1890, nota 16.

Art. 1848. — Posesiunea este discontinuă când posesorul o exercitează în mod neregulat, adică cu intermitențe anormale [1]). (Civ. 1847, 1850).

Doctrină străină.

Baudry et Tissier, *Prescription*, 239, 240;
Dalloz, *Rép.* Prescription civile, 181;
Demante et Colmet de Santerre, VIII, 336 bis, II;
Guillouard, *Prescription*, I, 442, 443, 450, 533;
Huc, XIV, 349;
Laurent, XXXII, 275, 276;
Marcadé, art. 2229 urm.; No. 80, 90, p. 114 urm.;
Planiol, I, 2227;
Troplong, *Prescription*, I, 338, 345, 346.

Doctrină românească.

Alexandresco, XI, p. 53, 102 urm., 125, 127, 147, 184 n. 2, 216, 230; (III, part. I, ed. 2-a, p. 270, 271, 804 urm., 806, 874; X, p. 703); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 498;
Cantacuzino Matei, p. 114;
Nacu, III, p. 831.

Art. 1849. — Posesiunea este întreruptă prin modurile și după regulele prescrise în articolele 1863—1873 [2]). (Civ. Fr. 1847, 1850).

Doctrină străină.

Baudry et Tissier, *Prescription*, 248;
Guillouard, *Prescr.*, I, 448, 449, 533;
Planiol, I, 2673, 2675;
Thiry, IV, 629;
Troplong, *Prescr.*, I, 243.

Doctrină românească.

Alexandresco, XI, p. 53, 102 urm., 125, 127, 147, 184 n. 2, 216, 230; (III, part. I, ed. 2-a, p. 270, 271, 804 urm., 806, 874; X, p. 703);
Cantacuzino Matei, p. 114;
Nacu, III, p. 832.

Art. 1850. — Continuitatea și neîntreruperea posesiunei sunt dispensate de probă din partea celui ce invoacă prescripțiunea, în acest senz că, posesorul actual care probează că a posedat într'un moment dat mai înainte, este presupus că a posedat în tot timpul intermediar, fără însă ca aceasta să împiedice proba contrarie [3]). (Civ. 1847—1849; Civ. Fr. 2234).

Text. fr. Art. 2234. — Le possesseur actuel qui prouve avoir possédé anciennement, est présumé avoir possédé dans le temps intermédiaire, sauf la preuve contraire.

---

1) Textul art. 1848 Cod. civ. nu există în Codul civil francez.
2) Textul art. 1849 Cod. civ. nu există în Codul civil francez.
3) Textul art. 1850 Cod. civ. diferă în redacțiunea sa de art. corespunzător francez, 2234.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 539, 540;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 245, 248;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 206;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 315 urm.; *Suppl.* Prescription civile, 199 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 749;
TROPLONG, *Prescription*, I, 423.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 53, 102 urm., 125, 127, 147, 184 n. 2, 216, 230; (III, part. I, ed. 2-a, p. 270, 271, 804 urm., 806, 874; X, p. 703).
NACU, III, p. 836.

Jurisprudență.

1. Din moment ce o posesiune a fost dobândită, nu este necesar pentru a fi continuă, ca ea să fie exercitată neapărat în mod material printr'o ocupație reală sau printr'un contact material cu obiectul asupra căruia se exercită posesiunea, căci ea se conservă virtual și continuă să existe atâta timp cât nimeni nu se instalează în acea posesiune și nu o tulbură. (Trib. Buzău, s. II, 408 din 22 Oct. 1924. Dreptul 39/924).

Art. 1851. — Posesiunea este turburată când este fundată sau conservată prin acte de violență în contra sau din partea adversarului. (Civ. 1847; Civ. Fr. 2233).

Text. fr. Art. 2233. — Les actes de violence ne peuvent fonder non plus une possession capable d'opérer la prescription.
La possession utile ne commence que lorsque la violence a cessé.

Doctrină străină.

BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 251 urm.;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 207;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 882;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 488;
GUILLOUARD, *Prescription*, I, 453, 533;
MARCADÉ, art. 2229 urm., No. 95 urm., p. 120 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 750 urm.;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2279.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 53, 102 urm., 125, 127, 147, 184 n. 2, 216, 230; (III, part. I, ed. 2-a p. 270, 271, 804 urm., 806, 874; X, p. 703); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 499;
CANTACUZINO MATEI, p. 114, 115;
NACU, III, p. 832.

Jurisprudență.

1. O plângere dată la Primărie nu poate să constitue o întrerupere naturală, de oarece pentru aceasta art. 1851 și 1864 c. civ., cer ca posesia să fie turburată prin acte materiale care să o împedice de a-și urmà cursul său care duce la prescripție. (Cas. I, decizia No. 202 din 24 Mart. 1914, Jurispr. Rom. 1914, p. 310).

Art. 1852. — Posesiunea este clandestină când posesorul o exercitează în ascuns de adversarul său în cât acesta nu este în stare de a puteà să o cunoască [1]). (Civ. Fr. 1847).

Doctrină străină.

LAURENT, XXXII, 286.

---

1) Art. 1852 cod. civ. nu există în Codul civil francez.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 53, 102 urm., 125, 127, 147, 184 n. 2, 216, 320; (III, part. I, ed. 2-a, p. 270, 271, 804 urm., 806, 874; X, p. 703); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 499;
CANTACUZINO MATEI, p. 115;
NACU, III, p. 833.

Art. 1853. — Actele ce exercităm sau asupra unui lucru al altuia, sub nume precariu adică în calitate de locatari, depozitari, uzufructuari, etc., sau asupra unui lucru comun, în puterea destinaţiunei legale a aceluia, nu constituesc o posesiune sub nume de proprietar.

Tot asemenea este posesiunea ce am exercità asupra unui lucru al altuia, prin simpla îngăduinţă a proprietarului său. (Civ. 116, 117, 517, 622, 624, 728 urm., 1411, 1591, 1847 urm., 1855, 1890; Civ. Fr. 2232, 2236).

Text. fr. Art. 2232. — Les actes de pure faculté et ceux de simple tolérance ne peuvent fonder ni possession ni prescription.

Text. fr. Art. 2236. — Ceux qui possèdent pour autrui ne prescrivent jamais, par quelque laps de temps que ce soit.

Ainsi, le fermier, le dépositaire, l'usufruitier, et tous autres qui détiennent précairement la chose du propriétaire, ne peuvent la prescrire.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 119, 124-127, 129;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 279 urm., 282 urm., 286, 304 bis, 306, 308, 310 bis, 315;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 193, 197, 210, 227, 228, 229, 238, 353;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 877, 886 urm., 888, 992;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 155 urm., 399 urm., 452; *Suppl.* Prescription civile 26 urm., 84 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 338 bis, II; 343 bis, II, III;
LAURENT, XXXII, 300, 303, 314;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 755 urm., 761 urm.;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2312, 2649, 2802, 2955-2958.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 113, 123, 216, 427, 429; (III, part. I, ed. 2-a, p. 418, 806; X, p. 98, 236, 350); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 499; *Nota* sub. Justiţia de Pace din Mazamet-Tarn, 6 Aug. 1920. Jur. Gen. 1924, No. 1588;
CANTACUZINO MATEI, p. 112;
NACU, III, p. 833.

Jurisprudenţă.

1. Cel ce deţine într'un mod precar averea altuia nu poate să o prescrie nici odată. (Apel. Buc. 784/Febr. 26/79. *Dr.* 29/79).

2. Posesiunea în devălmăşie exclude ideea de precaritate. (Cas. I. 128/Apr. 5/87. B. p. 306).

3. O posesie precară nu poate să ducă la prescripţie. Astfel, când cinevà a deschis nişte ferestre spre vedere în proprietatea vecină numai prin tolerantă, posesia exercitată astfel este o posesie precară. (Cas. I. 131/94. B. p 426).

4. Faptul, că posesorul unei case a asigurat pe numele său acea casă la o societate de asigurare în contra pagubelor de incendiu, nu schimbă întru nimic caracterul de tolerantă a posesiunei dacă posesiunea sa este numai un act de simplă tolerantă din partea proprietarului. (Apel Galaţi I. C. Jud. 62/902).

5. Posesiunea precară care se exercită în virtutea unui drept de servitute nu poate să aibe de efect dobândirea prin prescripţie a pământului asupra căruia se exercită dreptul de servitute. (Cas. I, 9 Iunie 1909, B. p. 734).

6. Potrivit art. 1853 c. civ. posesiu-

nea ce se exercită prin simpla îngăduinţă nu constitue o posesiune de proprietar, astfel că o servitute exercitată timp de 30 de ani prin îngăduinţă, nu poate constitui un drept de servitute dobândit prin posesie în sensul art. 623 c. civ.; şi există îngăduinţă oridecâte ori actele de posesiune exercitate de proprietarul fondului dominant nu aduc un prejudiciu apreciabil proprietarului fondului servant şi când acesta din urmă nu are interes serios de a se opune. (Trib. Ilfov I, No. 588, 1913. Dreptul, 1914, p. 635).

7. O posesiune precară nu poate conduce la prescripţiunea achizitivă de 30 ani. (Apel Buc. II. No. 201, 1915, Dreptul, 1915, p. 579).

8. A se vedeà: art. 729. Index „Folosinţa". „Posesiune" şi notele respective.

Art. 1854. — Posesorul este presupus că posedă pentru sine, sub nume de [1]) proprietar, dacă nu este probat că a început a posedà pentru altul. (Civ. 1200, 1202, 1263 urm., 1847, 1850; Civ. Fr. 2230).

Text. fr. Art. 2230. — On est toujours présumé posséder pour soi, et à titre de propriétaire, s'il n'est prouvé qu'on a commencé à posséder pour un autre.

Doctrină străină.

BAUDY ET TISSIER, *Prescription*, 270 urm.;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 214, 265, 269, 274, 373, 376, 382, 495;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 880, 889; II, p. 232;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile 348; *Suppl.* Prescription civile 280 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 753 urm.;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2321.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 103, 115; (VII, p. 111); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 499;
CANTACUZINO MATEI, p. 112, 114, 604;
NACU, III, 836.

Jurisprudenţă.

1. Este admisibilă proba testimonială spre a se stabili prezumpţiunea prevăzută de art. 1854. (Trib. Fălciu, 164, Oct. 4/93, *Dr.* 80/93).

2. In ochii legii, posesorul lucrurilor mişcătoare este proprietarul lor, iar cel ce revendică este dator să dovedească precaritatea posesiei deţinătorului şi această probă nu se poate face decât după regulele dreptului comun. Astfel, când bunul revendicat este de o valoare mai mare de 150 lei şi revendicantul susţine că lucrul a fost dat în depozit, în locaţiune, cu împrumut, sau că posesorul îl deţine în virtutea oricărei alte convenţiuni, la care revendicantul sau autorul lui a consimţit, proba acestor cauze juridice de unde ar decurge precaritatea posesiei, nu poate rezultà decât dintr'un act scris. Din contra, reclamantul este în drept a recurge la proba testimonială, sau la prezumpţii când el ar fi pierdut lucrul reclamat, ar fi fost victima unui delict, sau s'ar găsì în cazurile excepţionale ale art. 1198 cod. civ. (Cas. I, 444/902 B. p. 1153).

3. Din combinaţia art. 1854, 1899 şi 1909, rezultă că posesorul lucrurilor mişcătoare este presupus a fi proprietarul lor şi că cel ce le revendică este dator să dovedească contrariul. Astfel, dacă cu ocazia urmăririi unor lucruri mişcătoare, care se află în posesia debitorului, se face contestaţie de o terţă persoană, dânsa este obligată să dovedească că acele imobile sunt proprietatea sa, iar nu a debitorului urmărit. (Cas. I. 227/904 B. p. 746).

4. Cel ce invoacă prescripţia achizitivă trebuie să facă dovada că are o posesiune care întruneşte condiţiunile cerute de lege spre a-l conduce la dobândirea proprietăţii, iar după art. 1854 c. civ. posesia este presupusă că se exercită cu titlu de proprietar daca nu este probat contrariu.

Din aceste principii, rezultă că într'o acţiune în revendicare dacă reclamantul recunoaşte că pârîtul a posedat de fapt imobilul în termenul cerut de lege, pentru a prescrie, dar afirmă că l-a posedat ca arendaş, adică cu titlu precar, această mărturisire constitue dovada completă a prescripţiunei pârâtului, cât timp reclamantul nu face dovada afirmaţiunei sale, că pârîtul a avut posesia în calitate de arendaş.

1) Din eroare cuvântul „*de*" lipseşte în textul oficial. In textul francez el există.

Prin urmare dacă Tribunalul înlătură prescripţia opusă de pârât pe motiv că cu răspunsul la interogator al reclamantului n'a făcut dovada posesiei şi a condiţiunilor ei legale, nesocoteşte regulele de probaţiune mai sus arătate şi comite exces de putere. (Cas. I. No. 105. 1915; Jurispr. Rom. 1915. p. 310).

5. Când cine-va stăpâneşte un imobil în posesiunea căruia a fost pus pe baza unei hotărîri judecătoreşti de partaj, este presupus ca proprietar al lui şi ca atare garantat în liniştita sa folosinţă.

Aşà fiind, cel ce pretinde vre-un drept asupra unui asemenea imobil trebue să-şi valorifice pretenţiile sale numai pe calea principala a unei acţiuni în revendicare, neputând ca pe căi lăturalnice, — cum ar fi aceea a punerei în posesie a unuia pentru executarea unui act de tranzacţie la care cel ce stăpâneşte imobilul nu a luat parte, să scoată din folosinţa bunului pe acela care îl posedă sub nume de proprietar.

Hotărîrile judecătoreşti ca şi actele autentice având o autoritate relativă, în sensul că nu leagă şi nu sunt opozabile de cât persoanelor care au luat parte la formarea lor, nu pot fi deci invocate contra posesorului sub nume de proprietar de cât numai pe cale principală, ele nefiindu-i opozabile după cum s'a arătat mai sus.

In asemenea condiţiuni posesorul unui imobil este garantat în contra ori cărei deposedări fară judecată, cu simpla condiţie ca în momentul tulburărei să fi posedat sub titlu de proprietar.

Ca consecinţă este admisibilă contestaţia din partea posesorului imobilului, dacă face dovada că în momentul executarii dânsul posedà cu titlu de proprietar, fară a mai fi obligat să mai facă alta probă. (Trib. Dolj. s. I. 818 din 23 Dec. 1924, Jur. Gen. 1925, No. 2034).

Art. 1855. — Când posesorul a început a posedà pentru altul, se presupune că a conservat aceeaşi calitate, dacă nu este probă contrarie. (Civ. 1200, 1202, 1847; Civ. Fr. 2231).

Text. fr. Art. 2231. — Quand on a commencé à posséder pour autrui, on est toujours présumé posséder au même titre, s'il n'y a preuve du contraire.

Doctrină străină.

BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 272 urm.;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 214, 220, 270;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 880;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 350; *Suppl.* Prescription civile, 282;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 753 urm.;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2321.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 103 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 499, 500;
CANTACUZINO MATEI, p. 112, 604;
NACU, III, p. 836.

Art. 1856. — Posesiunea viţială prin vreuna din cauzele arătate în art. 1847, devine posesiune utilă, îndată ce acel viţiu încetează în vreun mod oarecare. (Civ. 1848 urm.; Civ. Fr. 2233).

Text. fr. Art. 2233. — Les actes de violence ne peuvent fonder non plus une possession capable d'opérer la prescription.

La possession utile ne commence que lorsque la violence a cessé.

Doctrină străină.

BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 161 urm., 274 urm.;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 207;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 882;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 369 urm.; *Suppl.* Prescription civile, 237 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 488;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 750 urm., 767;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2279.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 422; *Droit ancien et moderne de la Roumanie,* p. 500;
CANTACUZINO MATEI, p. 115;
NACU, III, p. 837.

Art. 1857. — Posesorul care posedă nu sub nume de proprietar, nu poate să schimbe el însuşi, fie prin sine singur, fie prin alte persoane interpuse, calitatea unei asemenea posesiuni. (Civ. 1853, 1856, 1858; Civ. Fr. 2240).

Text. fr. Art. 2240. — On ne peut pas prescrire contre son titre, en ce sens que l'on ne peut point se changer à soi-même la cause et le principe de sa possession.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 536;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription,* 322 urm.;
BUFNOIR, *Propriété et contrat,* ed. 2-a, p. 215, 222, 270;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 881;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 451 urm.; *Suppl.* Prescription civile, 301 urm.;
LAURENT, XXXII, 329, 330;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2319, 2320, 2649;
TROPLONG, *Prescription,* I, 524.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 114, 116, 117 urm., 135, 427; *Droit ancien et moderne de la Roumanie,* p. 500;
CANTACUZINO MATEI, p. 112, 113;
NACU, III, p. 837.

Jurisprudenţă.

1. a) Casa de Depuneri trebue să fie asimilată unui depozitar ordinar, căruia nu-i este îngăduit să invoace prescripţia de 30 ani a acţiunei pentru restituirea depozitelor, de oarece este inadmisibil ca faţă cu scopul înfiinţărei Cassei de depuneri, care a fost acela de a creà o instituţie de depozit permanent şi inviolabil, sub paza credinţei publice, legiuitorul să fi înţeles să-i schimbe, în ce priveşte sumele depuse, calitatea de depozitară publică în acea de simplă debitoare, atunci când a autorizat-o să întrebuinţeze sumele ce-i sunt depuse şi să restitue deponătorilor numai echivalentul lor. Pe lângă aceasta, Cassa de Depuneri, fiind un depozitar forţat impus de legiuitor ar fi contrar oricărei noţiuni de dreptate, dacă i s'ar recunoaşte dreptul la prescripţie asupra sumelor depuse.

Prin urmare, Curtea de apel nu a violat art. 1857 şi 1890 c. civ. relative la prescripţie, atunci când a obligat pe Minister să restitue Primăriei unei comune o sumă de bani depusă ca zecimi comunale, pe contul acelei Primării şi încasată în urmă dela Casa de Depuneri de către Ministerul de Finanţe în baza legii din 4 Februarie 1883.

b) Din textul alin. II al art. 125 din legea contabilităţii publice a Statului, rezultă că prescripţia prevăzută în acel articol se aplică încasărilor de sume provenite din contribuţiuni şi alte venituri ale Statului iar nu sumelor ridicate dela Cassa de Depuneri de către Ministerul de Finanţe, în baza legii din 4 Februarie 1883. (Cas. Secţiuni-Unite, decizia No. 13, din 22 Octombrie 1915. Jurispr. Rom. 1916, p. 114, Curier Jud. 1/919).

2. A se vedeà: art. 1897, nota 9.

Art. 1858. — Posesiunea care se exercitează nu sub nume de proprietar, nu se poate schimbà în posesiune utilă, decât prin vreunul din următoarele patru moduri:

1. Când deţinătorul lucrului primeşte cu bună credinţă dela o a treia persoană, alta decât adevăratul proprietar, un titlu translativ de proprietate în privinţa lucrului ce deţine.

2. Când deținătorul lucrului neagă dreptul celui dela care ține posesiunea prin acte de rezistență la exercițiul dreptului său.

3. Când deținătorul strămută posesiunea lucrului, printr'un act cu titlu particular translativ de proprietate, la altul care este de bună credință.

4. Când transmisiunea posesiunei din partea deținătorului la altul se face printr'un act cu titlu universal dacă acest succesor universal este de bună credință [1]). (Civ. 1857, 1861; Civ. Fr. 2237—2239).

Text. fr. Art. 2237. — Les héritiers de ceux qui tenaient la chose à quelqu'un des titres désignés par l'article précédent, ne peuvent non plus prescrire.

Text. fr. Art. 2238. — Néanmoins les personnes énoncées dans les articles 2236 et 2237 peuvent prescrire, si le titre de leur possession se trouve interverti, soit par une cause venant d'un tiers, soit par la contradiction qu'elles ont opposée au droit du propriétaire.

Text. fr. Art. 2239. — Ceux à qui les fermiers, dépositaires et autres détenteurs précaires ont transmis la chose par un titre translatif de propriété, peuvent la prescrire.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 127-129;
BAUDRY ET TISSER, *Prescription*, 293, 319, 321, 327, 329, 330, 334, 337;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 197, 222, 224, 225, 262, 272, 279;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 881, 882, 905, 910;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 431 urm., 435 urm.; *Suppl.* Prescription civile, 275 urm., 283 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 344 bis, III;
LAURENT, XXXII, 292, 316, 318, 322, 324, 325;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 764 urm.;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2320 urm., 2674, 2675;
TROPLONG, *Prescription*, I, 506, 507, 514, 519, 520.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 114, 116, 117 urm., 135, 427; (III, part. II, ed. 2-a, p. 6; X, p. 260); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 500;
CANTACUZINO MATEI, p. 112, 113, 129, 130, 262;
NACU, III, p. 837, 840, 841;
NICOLEANU G. HIPPOLYTE, *Notă* sub. Cas. I, 543 din 25 Mai 1923. Pand. Rom. 1924-I-139.
POPESCU STELIAN, *Observație*, sub. Cas. I, 95 din 12 Mart. 907. Curier Jud. 35 907.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudență.

1. Legiuitorul român a admis că eredele are în calitatea sa un just titlu, care îl poate conduce printr'o posesiune de 10 ani până la 20 ani la dobândirea prin prescripțiune a proprietății imobilelor aflate în succesiunea autorului său chiar când succesiunea acestuia a fost precată sau tolerată însă în acest caz posesiunea invocată de erede

---

1) Aliniatul al 4-lea din textul art. 1858, nu există în Codul civil francez.

trebue să fie de bună credinţă. Buna credinţă constă în credinta posesorului că cel dela care a dobândit imobilul aveà toate însuşirile cerute de lege spre a-i puteà transmite proprietatea. (Apel Galaţi I, C. Jud. 62/901).

2. Conform art. 1859 combinat cu art. 1858 al. 3 din Cod. civil spre deosebire de legea franceză, achizitorul nu numai cu titlu particular dar şi cel cu titlu universal, nu reprezintă persoana şi nu continuă posesiunea autorului său, putând începe în persoana sa o nouă posesiune utilă spre a duce la prescripţiune, dacă este achizitor de bună credinţă. O asemenea posesiune poate singură servì ca bază, sau ca mijloc de apărare, fie contra unei acţiuni posesorii, după o anumită trecere de timp. In acest din urmă caz pentru a face neprimitor exerciţiul acţiunii posesorii se cere, ca posesiunea să îndeplinească condiţiunile cerute de art. 61 din legea judecătoriilor de pace, adică să fie exercitată timp mai bine de un an în mod pacinic, neîntrerupt public şi sub nume de proprietar. (Trib. Botoşani, C. Jud. 51/902).

3. După art. 1949 din Codul Calimach, acţiunea în revendicare se stinge prin prescripţia de 3, 6, 10, 20, 30 şi 40 de ani, după deosebirea obiectului şi stăpânirea altcuiva. Acest text, trimiţând la §§ 1923, 1924, 1931-1936, a voit, cu deosebire de ceeace se întâmplă în dreptul roman, unde acţiunea în revendicare se prescrià fără uzucapiune din partea excipientului, să stabilească că dreptul de proprietate nu se pierde prin neîntrebuinţare, ci numai prin câştigarea dreptului de către o altă persoană, care ar fi posedat lucrul tot timpul cerut şi în condiţiile prescrise de lege, adică care l-ar fi usucapiat. (Apel Iaşi I, C. Jud. 44/9040).

4. Condiţia, care pare a fi cerută de art. 1895 Codul civil, că achiziţia trebue să aibă de obiect un nemişcător determinat şi care nu este reprodusă după textul legii franceze, text ce nu admite usucapia pro herede, nu poate să fie menţinută în legea noastră, care admite această uzucapiune. Prin urmare, art. 1895 trebue combinat cu art. 1858 şi 1859 Codul civil, care admite formal uzucapiunea pro herede, căci altfel prescripţia cu acest titlu ar fi totdeauna înlaturata. (Cas. I, 405/904 B. p. 1280).

5. Dacă din art. 700, combinat cu 729 din codul civil, rezultă evident că un moştenitor care stăpâneşte un imobil succesoral ca proprietar exclusiv nu poate invocà faţă de comoştenitorul său decât prescripţiunea achizitivă de 30 ani, însă nu este tot astfel când acel imobil a trecut prin succesiune la un erede al său universal sau cu titlu universal; în acest caz succesiunea fiind un mod de dobândire a proprietăţei, iar după art. 1858, combinat cu 1859, succesorul universal putând începe în persoana sa o posesiune utilă, deosebită de a autorului său, calitatea sa de erede poate constitui un just titlu care să ducă la prescripţiunea acelui imobil găsit în succesiunea autorului, dacă l'a stăpânit 10 până la 20 de ani şi cu bună credinţă conform art. 1895 din codul civil, prescripţiune care poate fi invocată faţă de cei de al treilea, prin urmare faţă şi de acela care erà comoştenitor cu autorul său. (Cas. I, 21 Nov. 1911, B. p. 1386).

6. Din combinarea art. 1858 şi 1859 cu art. 1897 din codul civil rezultă că eredele are, în calitatea sa, un just titlu, care-l poate conduce printr'o posesiune de 10 ani la dobândirea prin prescripţie a proprietăţei imobilelor aflate în succesiunea autorului său, chiar când posesia acestuia a fost precară sau tolerată dacă posesia eredelui a fost de bună credinţă. (Cas. I, Mart. 1911, B. p. 282).

7. Dacă în cazul unui autor comun tuturor erezilor o prescripţie întemeiată pe justul titlu de erede nu poate fi invocată contra altui coerede, aceasta se explică prin faptul că, într'un asemenea caz, titlul ce servă de bază prescripţiei fiind comun tuturor moştenitorilor până la facerea împartelei, posesia nu are un caracter exclusiv cum trebue să fie posesiunea care servă de bază unei prescripţiuni.

Atunci însă când un erede găseşte în succesiunea autorului său imediat un imobil care a aparţinut succesiunei unui autor mai depărtat acest erede poate să înceapă în persoana sa o posesiune nouă distinctă de aceia a autorului său care unită cu buna credinţă şi cu titlul ce rezultă din calitatea sa de erede, poate să'l conducă la prescripţiune. (Cas. I. 7 Mai 1913 B. p. 1075).

8. Este adevărat că donatarul, care posedă bunul daruit în virtutea actului de donaţiune, nu poate opune acţiunei în revocarea donaţiunei decât prescripţia extinctivă de 30 ani, conform art. 840 c. civ., însă atunci când donatarul a încetat din vieaţă şi bunul dăruit a rămas în succesiunea sa, moştenitorii donatarului încep în persoana lor o nouă posesiune conform art. 1859 c. civ, şi această posesiune este o posesiune utilă care duce la prescripţie conform art. 1858, alin. 4, cod civil.

Prin urmare, într'un asemenea caz moştenitorii donatarului cari au găsit bunul dăruit în succesiunea autorului lor şi l-au stăpânit 10 sau 20 ani cu bună credinţă, pot opune reclamantului care exercită acţiunea în revoca-

rea donaţiunei, prescripţia achizitivă bazată pe justa cauză care rezultă din calitatea de moştenitor. (Cas. I, No. 423, 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 517). Curier Jud. 5/915, Dreptul 1914 p. 577).

9. Dacă pârîtul într'o acţiune în revendicare invoacă prescripţia de 10 ani cu titlu pro herede, Tribunalul nu are a se preocupà dacă autorul pârîtului în a cărui succesiune acesta a găsit imobilul, a posedat cu just titlu, căci titlul acestuia de moştenitor este suficient, ci este dator să examineze dacă celelalte elemente ale prescripţiei, adică posesia şi buna credinţă a pârîtului erau dovedite.

Prin urmare, dacă Tribunalul omite să examineze aceste elemente şi respinge prescripţia pe motiv că pârîtul nu a făcut dovada că tatăl său a început să posedă cu just titlu, prin aceasta violează art. 1858, al. 4 şi 1895 c. civ. şi dă o hotărîre nemotivată. (Cas. I, decizia No. 17, din 13 Ian. 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 170).

10. Atunci când o obşte de moşneni se afla neîmpărţiţi, fiecare membru al obştii are drept să se folosească în comun cu ceilalţi de imobilul indiviz şi nici unul din ei nu poate pretinde o posesie exclusivă cât timp nu dovedeşte că a schimbat titlul posesiei sale într'o posesie de proprietar printr'unul din modurile arătate de art. 1858 cod civil.

Prin urmare dacă reclamantul nu cere împărţirea pamântului şi nici ca intimatul sa fie deposedat de terenul în litigiu ci numai să i se recunoască calitatea de membru al obştei moşnenilor spre a se puteà folosì în comun cu intimatul de pământul în litigiu, Tribunalul nu poate să respingă ca inadmisibilă acţiunea fără a nesocotì principiile de drept relativ la folosinţa în comun a unui lucru neîmpărţit. (Cas. I, decizia No. 383 d n 9 Iun. 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 516. Curier Jud. 74 915).

11. Posesiunea precară poate fi transformată în posesiune utilă pentru prescripţiune, când ea a fost transmisă unui terţiu de bună credinţă. (Apel Buc. II. No. 201, 1915; Dreptul 1915, p. 579).

12. Din interogatorul ce reclamanta a luat pârâtului într'un alt proces de revendicare între aceleaşi părţi pentru acelaşi teren, prezentat în copie astăzi în instanţă şi necontestat, rezultă că terenul de faţă a fost dat de reclamanta în arendă, în dijmă, adică pe fructe, conform art. 1466 c. civ. şi pârîtul l-a folosit în această calitate, doi ani, iar anul ultim 1923, dânsul asumându-şi calitatea de proprietar asupra acestui teren, nu a mai voit a da dijmă reclamantei.

In drept, posesiunea primilor doi ani este o posesiune exercitată în calitate de arendaş, deci în numele reclamantei, posesiune care nu-i poate folosì pârâtului, conform art. 1853 c. civ. In ce priveşte ultimul an, pârîtul nu numai că a refuzat pur şi simplu a da reclamantei dijma, fapt care ar fi putut avea de consecinţă din partea acesteia o acţiune pentru obţinerea acestei dijme dar pârîtul îşi sprijină rezistenta sa faţă de reclamantă, după cum însuşi declară în interogatorul prezentat în copie, pe convingerea ca acest teren i se cuvine lui ca proprietate dela defunctul său tată adoptiv.

Prin aceasta pârîtul negând, prin acte de rezistentă la exerciţiul dreptului reclamantei dela care el deţinea posesia, însuşi dreptul acesteia de proprietate, în sensul art. 1858 al. 2 c. civ., dânsul a intervertit posesiunea sa precară dela început în posesiune utilă şi că prin a doua a sa posesie s'a adus o adevărată tulburare a posesiunei de până aci pe care tot el în calitatea de precarist o exercitase în numele reclamantei, tulburare care are faţă de aceasta toate elementele prevăzute de art. 1851 c. civ.

Prin urmare, posesiunea reclamantei întruneşte toate elementele cerute de art. 31 din Legea judecătorilor de ocoale şi prezenta acţiune în tulburare de posesie se priveste ca fondată. (Jud. ocol. Bîlciureşti-Dâmboviţa, carte jud. civ. 774 din 6 Decembrie 1923, Jur. Gen. 1924 No. 1).

13. Moştenitorul, chiar rezervatar, nu poate fi considerat ca terţiu şi a se opune la executarea unui act consimţit de autorul său invocând ca titlu, în calitatea s'a de terţiu, posesiunea de moştenitor, pe baza art. 1858 al. 4 cod. civil, întrucât dispoziţiunea acestui aliniat nu-şi are aplicabilitatea în această chestie, ea fiind referitoare la intervertirea posesiunei şi servind ca titlu pentru uzucapiune; iar moştenitorul cu titlu universal este continuatorul persoanei juridice a autorului şi deci ţinut la toate obligaţiunile autorului său, cum e aceea de a preda imobilul vândut. (C. Apel Craiova s. II, 15 Mai 1925 Bul. C. Apel 12/925).

14. A se vedeà: art. 1847 nota 14; art. 1897 nota 9.

Art. 1859. — In toate cazurile când posesiunea aceluiaş lucru trece pe rând în mai multe mâni, fiecare posesor în-

cepe, în persoana sa o nouă posesiune, fără a distinge dacă strămutarea posesiunei s'a făcut în mod singular sau universal, lucrativ sau oneros. (Civ. 1860, 1861; Civ. Fr. 2235).

Text. fr. Art. 2235. — Pour compléter la prescription, on peut joindre à sa possession celle de son auteur, de quelque manière qu'on lui ait succédé, soit à titre universel ou particulier, soit a titre lucratif ou onéreux.

Doctrină străină.

Aubry et Rau, II, ed. 5-a, p. 134-137, 139, 554;
Baudry et Tissier, *Prescription*, 345, 347 urm., 350-353 urm., 356, 357 urm.;
Colin et Capitant, ed. 2-a, I, p. 891, 909;
Dalloz, *Rép.* Prescription civile, 381 urm.; *Suppl.* Prescription civile, 246 urm.;
Demante et Colmet de Santerre, VIII, 341 bis, III, IV;
Demolombe, X, 635;
Laurent, XXXII, 364 urm.;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 767;
Planiol, I, ed. 3-a, No. 2673-2678;
Troplong, *Prescription*, I, 430, 448.

Doctrină românească.

Alexandresco, XI, p. 102 nota, 123, 127 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 6); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 500;
Cantacuzino Matei, p. 113, 129, 130;
Nacu, III, p. 839 urm.;
Nicoleanu G. Hippolyte, *Notă* sub. Cas. I, 543 din 25 Mai 1923. Pand. Rom. 1924-I-139.

Jurisprudenţă.

1. Ori de câte ori posesiunea aceluiaş lucru trece prin mai multe mâini, cel din urmă posesor nu poate uni posesiunea sa cu a celor ce l-au precedat, dacă nu există o continuare neîntreruptă de posesiune între toţi autorii a căror posesiune se cere a fi unită cu cea din urmă. (Cas. I, 329/96, B. p. 1327).

2. Conform art. 1859 combinat cu art. 1858 al. 3 din Cod. civil spre deosebire de legea franceză, achizitorul nu numai cu titlu particular, dar şi cel cu titlu universal, nu reprezintă persoana şi nu continuă posesiunea autorului său, putând începe în persoana sa o nouă posesiune utilă, spre a duce la prescripţiune, dacă este achizitor de bună credinţă. O asemenea posesiune poate singură servì ca bază sau ca mijloc de apărare, fie contra unei acţiuni posesorii, după o anumită trecere de timp. In acest din urmă caz, pentru a face neprimitor exerciţiul acţiunei posesorii, se cere ca posesiunea să îndeplinească condiţiunile cerute de art. 60 din legea judecătoriilor de pace adică să fie exercitată timp mai bine de un an în mod pacinic neîntrerupt, public şi sub nume de proprietar. (Trib. Botoşani, C. Jud. 51 902).

3. După art. 1895 c. civ. pentru ca cineva să poată prescrie prin 10 sau 20 ani, este necesar ca posesia sa să aibă o justă cauză şi ca posesorul să fie de bună credinţă. In ce priveşte justa cauză, potrivit art. 1858 alin. 4 şi 1859 c. civil, transmisiunea averei prin succesiune poate schimbà în posesiune utilă o posesiune precară, începând moştenitorul o nouă posesiune.

Prin urmare, o moştenire poate constituì un just titlu care să conducă la prescripţiune, potrivit art. 1895 c. civil (Apel Buc. II, *Dr.* 38/911 p. 298).

4. Deşi este exact că proprietarul indiviz nu poate prescrie împotriva coproprietarului său decât dacă a stăpânit exclusiv şi pro diviso 30 ani, totuşi această regulă nu se mai aplică atunci când, încetând din viaţă unul din coproprietari, moştenitorii lui vor puteà, stăpânind 10 ani, să opue succesiunea lui ca just titlu, căci prin faptul că îi au succedat, posesiunea indiviză a autorului lor s'a schimbat în posesiune utilă pentru moştenitori cari încep o nouă posesiune, potrivit art. 1858 şi 1859 c. civil. (Apel Buc. II, *Dr.* 38/911 p. 298).

5. Este adevărat că donatarul, care posedă bunul dăruit în virtutea actului de donaţiune, nu poate opune acţiunei în revocarea donaţiunei decât prescripţia extinctivă de 30 ani, conform art. 840 c. civ., însă atunci când donatarul a încetat din viaţă şi bunul dăruit a rămas în succesiunea sa moştenitorii donatarului încep în persoana lor o nouă posesiune conform art. 1859 c. civ., şi această posesiune este o posesiune utilă care duce la prescripţie conform art. 1858, alin. 4, c. civ.

Prin urmare, într'un asemenea caz

moştenitorii donatarului cari au găsit bunul dăruit în succesiunea autorului lor şi l-au stăpânit 10 sau 20 ani cu bună credinţă pot opune reclamantului care exercită acţiunea în revocarea donaţiunei, prescripţia achizitivă. bazată pe justa cauză care rezultă din calitatea de moştenitor. (Cas. I. No. 423, 1914; Jurispr. Rom. 1914 p. 517. Dreptul 1914 p. 577, Curier Jud. 5/915).

6. A se vedeà: art. 1858, notele 3, 5, 6, 7.

Art. 1860. — Verice posesor posterior are facultatea, spre a puteà opune prescripţiunea, să unească posesiunea sa cu posesiunea autorului său. (Civ. 169, 653, 1858, 1861; Civ. Fr. 2235).

Text. fr. Art. 2235. — Pour compléter la prescription, on peut joindre à sa possession celle de son auteur, de quelque manière qu'on lui ait succédé, soit à titre universel ou particulier, soit à titre lucratif ou onéreux.

Doctrină străină.

BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 355;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 277, 280, 285, 342;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 891, 909;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 381 urm.; *Suppl.* Prescription civile, 246 urm.;
LAURENT, XXXII, 363;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 759 urm.;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2673-2678.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 102, nota, 123, 127 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 791, 792, 916; X, p. 655, 703 n. 1); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 500, 501;
CANTACUZINO MATEI, p. 113, 129;
DUMITRESCU A. M., II, 847;
NACU, III, p. 839 urm.

Jurisprudenţă.

1. Legea cere pentru exerciţiul acţiunilor posesorii, ca posesia anuală să întrunească condiţiunile posesiei ceruta spre a prescrie proprietatea astfel că art. 1860 c. civ. este neapărat aplicabil în acţiunea posesorie, această acţiune tinzând tocmai la conservarea posesiunei ce ar puteà duce la prescripţie. (Cas. I. decizia No. 28 din 17 Ian. 1914, Jurispr. Rom. 1914, p. 130).

Art. 1861. — Dispoziţiunile celor două articole precedente nu deroagă la cele prescrise prin articolul 1858, în ultimul său aliniat [1]). (Civ. 1859, 1860).

Doctrină străină.

PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2673;
THIRY, IV, 629.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 102 nota, 123, 127 urm.;
CANTACUZINO MATEI, p. 113, 129, 130;
NACU, III, p. 839 urm.

Art. 1862. — Dacă viţiul posesiunei conzistă în discontinuitatea, în interupţiunea sau în precaritatea sa, vericine are interes ca să nu fie prescripţiunea împlinită, îl poate opune.

Dară clandestinitatea şi turburarea posesiunei sunt viţii

1) Art. 1861 nu are echivalentul său în Codul civil francez.

numai relative, şi nu pot fi prin urmare opuse decât numai de cei în privinţa căror posesiunea a avut asemenea caracter [1]). (Civ. 1847 urm., 1853 urm.).

Doctrină străină.

MARCADÉ, art. 2234 No. 101 urm., p. 124 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 103 t. şi n. 1, 112, 114, 115; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 501;
CANTACUZINO MATEI, p. 113, 114, 115;
NACU, III, p. 834.

CAPITOLUL III.

Despre cauzele cari întrerup sau cari suspend cursul prescripţiunei.

Secţiunea I. — *Despre cauzele cari întrerup prescripţiunea.*

Art 1863. — Prescripţiunea poate fi întreruptă sau în mod natural sau in mod civil. (Civ. 1847, 1864 urm.; C. com. 690, 938; L. propr. liter. (Mon. of. 68/923) art. 45; Civ. Fr. 2242).

Text. fr. Art. 2242. — La prescription peut être interrompue ou naturellement ou civilement.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 519, 520, 527, 528;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 551, 552, 555, 556, 572;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 410;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 893; ed. 1-a, III, p. 447;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 465;
LAURENT, XXXII, 141, 145, 168;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 770, 771;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2679;
TROPLONG, *Prescription*, II, 627, 664, 697, 698

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 48, 49, 108, 143, 280 n. 4, 322, 455; (II, ed. 2-a, p. 808 n. 1; IV, part. I, ed. 2-a, p. 506, 632; V, p. 510, 511); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 498; *Observaţie* sub. C. Apel Craiova s. I, 112/912. Curier Jud. 67/912;
CANTACUZINO MATEI, p. 133;
HEROVANU EUGEN, *Tratat teoretic şi practic de procedură civilă*, Vol. I, Fascicula II, No. 99 urm.;
NACU, III, p. 842.

Jurisprudenţă.

1. O plângere dată la Primărie nu poate să constitue o întrerupere naturală, deoarece pentru aceasta art. 1851 şi 1864 c. civ., cer ca posesia să fie turburată prin acte materiale care să o împiedice de a-şi urmà cursul său care duce la prescripţie. (Cas. I No. 202 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 310).

2. Dacă partea în contra căreia se invoacă prescripţia achizitivă de 30 ani nu invoacă şi nu dovedeşte că acela care invoacă acea prescripţie a pierdut posesia terenului în litigiu şi că deci ar fi o întrerupere naturală a prescripţiei, cu drept cuvânt Tribunalul respinge mijlocul de apărare bazat pe întreruperé şi consideră prescripţia ca îndeplinită. (Cas I. No. 33. 1915; Jurisprudenţa Rom. 1915. p. 198).

3. A se vedeà: art. 1864 cu notele respective; art. 1865 cu notele respective.

1) Art. 1862 nu are echivalentul său în codul civil francez.

Art. 1864. — Este întrerupere naturală:

1. Când posesorul este şi rămâne lipsit, în curs mai mult de un an, de folosinţa lucrului, sau de către vechiul proprietar sau de către o a treia persoană;

2. Când lucrul este declarat neprescriptibil în urmarea unei transformări legale a naturei sau destinaţiunei sale. (Civ. 1863; Civ. Fr. 2243).

Text. fr. Art. 2243. — Il y a interruption naturelle, lorsque le possesseur est privé, pendant plus d'un an, de la jouissance de la chose, soit par l'ancien propriétaire, soit même par un tiers.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 115, 116;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 233, 234, 468 urm., 471-473 urm.;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 200, 410;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 893;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 466 urm.; *Suppl.* Prescription civile, 308 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 350 bis, VI;
DEMOLOMBE, X, 174;
LAURENT, XXXII, 79, 80, 82, 83, 268;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 770, 771;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2680 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 147 urm., 149, 150, 151 t. şi n. 2, 160, 161 t. şi n. 2, 162, 163, 165, 228, 421 urm., 453, 455 n. 3, 455 nota; (II, ed. 2-a, p. 808 n. 1; III, part. I, ed. 2-a, p. 291, 296; IV, part. I, ed. 2-a, p. 506, 632; X, p. 177 n. 1, 702); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 498;
CANTACUZINO MATEI, p. 133;
NACU, III, p. 842, 843.

Jurisprudenţă.

1. Dacă tribunalul, fără a cere ca posesiunea celui spoliat să însuşească diferitele condiţiuni cerute de lege pentru a dobândi prescripţiunea, a admis acţiunea posesorie intentată de spoliat şi a ordonat restabilirea lucrurilor în starea în care se afla în momentul când s'a comis actele de violenţă, prin o atare procedare tribunalul n'a recunoscut nici un alt drept spoliatului decât de a deţine imobilul cu acelaşi titlu cu care-l posedă de fapt ordonând numai încetarea spoliaţiunei, conform cu principiul de ordine publică că nimenea nu poate să-şi facă dreptate singur. (Cas. I, 302/Oct. 21 86, B. p. 769).

2. In art. 1864 se dispune că perderea posesiunei în timp de mai bine de 1 an, întrerupe cursul prescripţiunei, de unde urmează ca cel ce a perdut posesiunea în timp de 1 an împlinit nu mai poate exercită acţiunea posesorie. (Cas. I, 48, Febr /14 86, B. p. 104).

3. După art. 1864 cod. civ., acţiunea posesorie nu durează de cât 1 an; o dată trecut acel termen nu-i rămâne părţii care pretinde că a fost turburată, de cât acţiunea petitorie. (Cas. I, 175/Mai 22/87. B. p. 434).

4. Art. 1864 c. civ. statuiază că perderea posesiunei în timp de mai bine de 1 an, întrerupe cursul prescripţiei; de unde urmează că acţiunea posesorie nu poate fi intentată de cât în cursul unui an de la perderea acelei posesiuni. Timpul de 1 an se cere ca o condiţiune a existenţei acţiunei posesorii; şi dar instanţele judecătoreşti fiind datoare a nu admite cererea reclamantului de cât atunci când ea este întemeiată, tribunalul e în drept a cercetă dacă cel ce intentă acţiunea posesorie se află în timpul util pentru a o intenta. Dacă dar reclamantul n'a avut posesiunea locului de prigonire în anul ce a precedat acţiunea sa posesorie, acţiunea sa cată a i se respinge. (Cas. I 305, Oct. 27/87, B. p. 787).

5. Posedarea continuată mai mult de 1 an, conform art. 1864, exclude posibilitatea exerciţiului acţiunei posesorie contra aceluia care posedă de mai mult de 1 an. Iar posedarea este o deţinere cu titlu de prorietar în condiţiunile stabilite de art. 1864 şi urm. Constatarea posedării implică că obiectul se deţine în condiţiunile cerute

de ace'e articole. (Cas. I, 211/Iun 11/93, B. p. 565).

6. O plângere dată la primărie nu poate să constitue o întrerupere naturală, deoarece pentru aceasta art. 1851 şi 1864 c. civ., cer ca posesia să fie turburată prin acte materiale care să o împedice de a-şi urma cursul său care duce la prescripţie. (Cas. I, No. 202, 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 310).

7. A se vedeà: art. 1846 nota 8.

Art. 1865. — Intreruperea civilă se operă:

1. Printr'o cerere făcută în judecată, fie introductivă de instanţă sau numai incidentă într'o instanţă deja începută;

2. Printr'un act începător de executare, precum sechestrul (*saisie*) sau cererea execuţiunei unui titlu cărui legea recunoaşte puterea executorie;

3. Prin recunoaşterea de către debitor sau posesor a dreptului celui în contra cărui prescrie. (Civ. 1189 urm., 1204 urm., 1863; Civ. Fr. 2244, 2248).

Text. fr. Art. 2244. — Une citation en justice, un commandement ou une saisie, signifiés à celui qu'on veut empêcher de prescrire, forment l'interruption civile.

Text. fr. Art. 2248. — La prescription est interrompue par la reconnaissance que le débiteur ou le possesseur fait du droit de celui contre lequel il prescrivait.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 505, 507, 510-512, 514, 516, 517, 526; IV, ed. 4-a, p. 714;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 476, 477, 479, 484, 486, 511, 513, 514, 516, 520, 521, 529-531, 533, 537, 538, 542 urm., 548;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 164, 414;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 393; II, p. 87, 141;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 475 urm., 571 urm.; *Suppl.* Prescription civile, 310 urm., 372 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 351 bis, VI, VIII; 355 bis, I, III, V, VI; 532 bis, XI;
LAURENT, XXXII, 87, 92, 93, 96, 108, 110, 112, 119, 124, 126, 128-130 urm., 162 urm., 166;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 772, 777 urm.;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2685, 2693; II, ed. 3-a, No. 660 urm., 665, 3410;
TROPLONG, *Prescription*, II, 561, 562 urm., 571, 572, 575, 576 urm., 594, 599, 614, 683.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 147 urm., 149, 150, 151 t. şi n. 2, 160, 161 t. şi n. 2, 162, 163, 165, 228, 421 urm., 453, 455 n. 3, 456 nota, (II, ed. 2-a, p. 808 n. 1; IV, part. I, ed. 2-a, p. 506, 632; VI, p. 186, 362; VII, p. 235, 236; X, p. 177 n. 1, 702; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 498; *Observaţie* sub. Trib. civil Caen, 7 Iulie 913. Curier Jud. 32/914;
ALEXANDRESCU TRAIAN, *Nota* sub Cas. I, 985 din 15 Oct. 923. Pand. Rom. 1925-I-16;
CANTACUZINO MATEI, p. 133, 134, 508;
NACU, III, p. 843;
PHERECHYDE GRIGORE, *„Asupra art. 1865 codul civil intâiul alineat"*. Dreptul 76/1905;
SCRIBAN TRAIAN, *Notă* sub. Judec. Ocol. Herţa-Dorohoi, 15 din 22 Ian. 1925. Jur. Gen. 1925 No. 364;
VELESCU ALEX., *Nota* sub. Trib. Com. Ilfov s. I, 472 din 22 Iunie 916. Curier Jud. 45/921.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudenţă.

1. După art. 1865 urm. c. civ. întreruperea prescripţiunei civile se operă printr'un act începător de executare a unui titlu căruia legea îi recunoaşte puterea executorie. Daca dar executarea s'a început în virtutea unei sentinţe a tribunalului care nu erà definitivă, căci nu se comunicase părţii intimate şi dacă printr'o hotărîre definitivă a curţii apelative s'a şi anulat executarea nerecunoscându-se puterea executorie actului în virtutea căruia se începuse urmărirea, aşa fiind acea executare nu poate aveà de efect întreruperea prescripţiei. (Cas. I, 66, Febr. 19/85. B. p. 104).

2. Art. 1865 prescrie o cerere în judecată fie chiar incidentală, dar o cerere deja făcută pentru a puteà întrerupe prescripţiunea. Ea nu se întrerupe însă prin faptul că partea este defendoare în acţiunea intentată de cel ce prescrie. (Apel Buc. II, 35 Febr. 20/86. *Dr.* 48/86).

3. Cererea în judecată făcută de o persoană fără calitate cum ar fi aceea îndreptată de soţ pentru averea parafernală a soţiei, şi respinsă de judecată din această cauză, nu întrerupe prescripţiunea. (Apel Buc. III 87, Mart. 24 87 *Dr.* 75/87).

4. Citaţiunea la hotărnicie făcută de inginer nu poate echivala cu o chemare în judecată spre a întrerupe prescripţiunea de care ce inginerul hotarnic nu este judecator, şi din faptul că el este obligat a'şi exprima parerea în cartea de hotărnicie ce o întocmeşte, nu însemnează că proprietarul care ar vedeà părerea inginerului că moşia sa îi este încălcată, este ţinut să asculte de inginer şi să cheme în judecată pe persoana arătată ca încălcător. Apoi, art. 19 alin. II din regulamentul de hotărnicii nu dă caracter întreruptiv prescripţiunei pentru încălcări de pământ de cât numai petiţiunei de pornirea acţiunei de revendicare bazată pe planul de hotărnicie depus de inginer, iar nici cum simplei chemări înaintea inginerului pentru facerea acelui plan. (Trib. Suceava 12 Mart. 29/91 *Dr.* 30/91).

5. O cerere de judecată sau o urmărire constituesc nişte acte intreruptive de prescripţiune, în sensul art. 1865 din Cod. civil numai atunci când sunt îndreptate în contra persoanei debitorului, iar nu contra unui al treilea. (Cas. I, 158 95, B p. 319).

6. Art. 1865 din Codul civil prevăzând întreruperea civilă a prescripţiunei printr'un act judiciar, această întrerupere nu are loc printr'un simplu act administrativ al subprefectului, care nu înlocueşte actul judiciar prevăzut în acel articol. (Cas. I, 15/98 B. p. 26).

7. Intreruperea civilă a prescripţiei, nu se opera în afară de o chemare în judecată şi de recunoaşterea debitorului sau posesorului, decât printr'un act începător de executare, care nu poate fi decât sequestru sau cererea de executare unui titlu executor. Prin urmare, un proces verbal, care constată o contravenţie la legea timbrului şi care nu este aprobat de minister, nu este un act de executare şi nu are până la aprobare, caracterul unui act executor şi deci nu întrerupe prescripţia. (Cas. I, 68/902 B. p. 166).

8. Fiecare codevălmaş având mandat de a îmbunătăţi soarta tuturor celorlalţi, iar nu de a-i pagubi un act emanat numai dela câţiva moşneni iar nu dela obştea întreagă, nu poate fi opus obştei, spre a dovedì recunoaşterea codevalmăşiei şi întreruperea prescripţiei. (Apel Craiova I, *Dr.* 37/903).

9. Acţiunile ce derivă din cambii, cu scadenţă la o zi fixă se prescriu prin cinci ani din ziua scadenţei, însă această prescripţiune se poate întrerupe prin simpla cerere făcută în judecată, fie introductivă de instanţă fie numai incidentă într'o instanţă deja începută fără însă a se mai exige ca cererea în judecată să fie urmată şi de o citaţiune în persoana pârîtului. Această cerere în judecată chiar lăsată în părăsire, întrerupe prescripţia acţiunei cambiale, căci, odată instanţa angajată în timp util nu mai poate aveà loc prescripţiunea acţiunei. Insă instanţa se poate prescrie, întru cât instanţele începute şi delăsate se prescriu prin trecere de 30 ani, socotiţi dela cel din urmă act de procedură, oricare ar fi termenul de prescripţie al acţiunilor în urma cărora se vor fi început acele instanţe. (Trib. Iasi II, C. Jud. 4 903).

10. Intervenţia, fie pentru recunoaşterea drepturilor celui ce o face, fie pentru apărarea drepturilor uneia din prigonitoarele părţii (art. 247 Pr. civ.) este o cerere făcută într'o judecată ce se urmează între alte persoane astfel că conform art. 1865 Cod. civil operează şi ea întreruperea prescripţiei, ca şi o cerere introductivă de instanţă. (Cas. II, 332 904 B. p. 1324).

11. Deşi din art. 2 partea I şi art. 3 partea II din legiuirea dela 8 Martie 1847 pentru mărginirea prescripţiei în caz de împresurări de pământuri, rezultă că cererea de hotărnicie pentru a întrerupe prescripţia trebue să fie urmată de o cerere în judecată cu plată de taxe, cum însă nici o lege anterioară nu cerea asemenea formalităţi, rezultă că o cerere de hotarnicie făcută înainte de 1847 poate să fie considerată ca un act introductiv de instanţă şi ca atare poate echivala cu o acţiune în revendicare, de oarece efectul legal al unui act trebue să fie judecat după legea în vigoare, când a fost făcut. (Cas. I, 112 904, B. p 345).

12 Prescripţiunea nu poate fi întreruptă decât în cazurile anume prevăzute de lege. Intreruperea civilă a prescripţiunei nu există, decât atunci când acela care o invoacă a făcut o cerere în judecată, fie această cerere introductivă de instanţă, fi numai incidentă într'o instanţă dejà începută, care cerere să fie încuviinţată printr'o hotărâre de nerevocabilă autoritate. (Apel Buc. II. *Dr.* 1 906).

13. Din combinaţia art. 403, din vechea procedură civilă, cu art. 34 din regulamentul hotărniciilor din 1868, rezultă că, instanţele judecătoreşti nu pot să încheie jurnalul de confirmarea lucrării la îndeplinire a unei hotărnicii decât citând pe părţi fie că există sau nu contestaţie în contra acelei executări.

Astfel, o încheiere a Curţii de Apel dată fără citarea părţilor asupra confirmării lucrării de aducere la îndeplinire a unei hotărnicii nu poate întrerupe prescripţia faţă de părţile necitate, conform art. 1865 codul civil. (Cas. II, 14 Noembrie 1906, B. p. 1845).

14. Deşi art. 1865 alin. III codul civ. vorbeşte numai de recunoaşterea voluntară din partea debitorului acelaş lucru trebue admis şi pentru recunoaşterea forţată prin justiţie, fiindcă nu există nici un motiv juridic de a face distincţiune între ambele cazuri. (Cas. III 10 Dec. 1907 B. p. 1974).

15. După regulamentul de transport al C. F. R. (§ 73, alin. I şi III) cererile de despăgubiri pentru întârzieri se prescriu în termen de 6 luni, socotite dela eliberarea mărfei, iar această prescripţie nu se poate întrerupe decât conform codului civil.

Intreruperea civilă a prescripţiei operându-se conform art. 1865, alin. III codul civil, prin recunoaşterea de către debitor a dreptului celui în contra cărui prescrie urmează că dacă direcţia C. F. R. a făcut o ofertă de despăgubiri pentru întârzierea adusă în transportul mărfei, mai înainte de a se împlinì termenul de 6 luni dela eliberarea mărfii, prescripţia a fost întreruptă în asemenea caz prin faptul recunoaşterii din partea debitoarei. (Cas. III, 21 Ian. 1908, B. p. 166).

16. Acţiunea în revendicare a unui bun, ca şi acţiunea în restituire a fructelor lui derivă din acelaş drept de proprietate, astfel că exerciţiul acţiunii pentru principal, adică pentru fond întrerupe prescripţia şi pentru accesoriu, adică pentru venit. Prin urmare, când reclamantul care a câştigat procesul în revendicare, care a durat mai bine de 30 ani face acţiune pentru plata veniturilor pe tot acel timp, pârîtul nu poate invocà prescripţia de 30 ani a acţiunii pentru plata veniturilor. (Cas. I 235 din 27 Mai 1908, B. p. 844, Revista Judiciară 4, 1908).

17. In materie de urmărire silită, chiar dacă comandamentul ar fi de natură a întrerupe prescripţiunea faţă de debitor în sistemul codului vechiu de procedură, această întrerupere de prescripţie însă nu poate produce nici un efect faţă de un terţiu care deţine imobilul, de oarece comandamentul fiind destinat pentru debitor, nu poate fi opozabil terţiului deţinator al imobilului. (Cas. II, 15 Decembr. 1909, B. p. 1474).

18. După art. 1865 al. I din codul civ., simpla cerere în judecată operează întrerupere civilă şi nu e nevoe ca acţiunea să fie notificată ca în codul francez, când cererea în judecată a fost însoţită şi de plata citaţiilor şi prin urmare deligenţa ce se mai puteà cere reclamanţilor este îndeplinită. (Trib. Romanaţi. *Dr.* 47/910, p. 375).

19. Prescripţia unei cereri suplimentare prin care se modifică suma cerută prin acţiune se întrerupe în aceleaşi condiţiuni, deşi este făcută după împlinirea termenului de prescripţie, când ambele cereri pornesc din aceiaşi cauză şi sunt bazate pe acelaşi titlu. (Trib. Romanaţi *Dr.* 47/910 p. 375).

20. După dispoziţiunile art. 1865, aliniatul I din codul civil prescripţia se întrerupe printr'o cerere făcută în judecată, fie introductivă de instanţă sau numai incidentă în instanţa deja începută. Prin cerere incidentă se înţeleg cererea reconvenţională, de chemare în garanţie sau de intervenţie, cari sunt adevărate cereri în judecată în sensul citatului articol.

Prin urmare, o petiţie prin care nu se formulează nici o pretenţie şi care nu conţine decât o simplă declaraţie nu constitue o cerere în judecată nici principală, nici incidentă, şi nu poate aveà de efect întreruperea prescripţiei. (Cas. I, 103 din 26 Febr. 1910, B. p. 212. Jurisprudenţa 13 1910).

21. După art. 1865 alin. I din codul civil, întreruperea civilă a prescripţiei se operează printr'o cerere făcută în judecată, fie introductivă, de instanţă sau numai incidentă, într'o instanţă deja începută.

Acest text de lege, spre deosebire de textul corespunzător francez, nu cere ca condiţiune pentru a se puteà operà întreruperea prescripţiei ca acţiunea să fie adusă la cunoştinţa pârîtului.

In adevăr, fundamentul juridic al prescripţiei liberatorii nu poate fi altul decât neglijenţa creditorului, şi deci, din moment ce acesta a făcut cererea în justiţie, dânsul şi-a manifestat în deajuns intenţiunea de a cere plata creanţii sale. (Cas. III, 44 din 3 Februarie 1910, B. p. 287, Jurisprudenţa 7 1910).

22. După dispoziţiunile art. 1865 din codul civil, prescripţia poate fi întreruptă printr'o cerere în judecată prin urmare, un mijloc de apărare bazat pe întreruperea civilă a prescripţiunii printr'o acţiune intentată anterior fiind de natură a schimbà soluţiunea procesului.

Omisiunea ce Tribunalul face de a se pronunţà asupra acestui mijloc de apărare este esenţială. (Cas. I, 20 Mai 1911, B. p. 649).

23. Potrivit dispoziţiunilor art. 1865 din codul civil, întreruperea civilă a prescripţiei se poate operà şi prin recunoaşterea de către debitor sau posesor a drepturilor celui în contra căruia prescrie, şi o asemenea recunoaştere poate să rezulte din plata unei chirii făcuta fără nici o rezervă în privinţa dreptului de proprietate. (Cas. I, 1 Iunie 1911, B. p. 795).

24 Când printr'un testament defunctul a recunoscut existenţa unui capital cât şi a procentelor ce se găseso în patrimoniul său cu titlu de împrumut din averea parafernală a soţiei sale, nu se mai poate zice că procentele mai vechi de 5 ani au fost prescrise, spre a fi apărate de taxa de înregistrare, de oare ce prescripţia s'a întrerupt prin recunoaşterea debitorului, conform art. 1865 din codul civil. (Cas. III, 336 din 7 Oct. 1911, B. p. 1314, Curier Jud. 15 912).

25. După art. 1865, alin. III din codul civil, întreruperea civilă a prescripţiunei se operă prin recunoaşterea de către debitor sau posesor a drepturilor celui contra căruia prescrie.

Astfel, dacă o parte plăteşte chirie Statului pentru un loc în litigiu fără să se facă nici o rezervă în ce priveşte dreptul său de proprietate asupra acelui loc, prin aceasta dânsul recunoaşte în mod voluntar dreptul de proprietate al Statului asupra acelui loc. (Cas. I 907 din 19 Dec. 1911, B. p. 1654. Curier Jud. 27/1912. In acelaş sens Cas. I, din 4 Martie 1913 B. p. 584 hotăreşte, adăogând: „şi deci violează art. 1865 al. 3 c. civil tribunalul când respinge acţiunea statului, declarând că prescripţiunea a fost împlinită în favoarea intimaţilor deşi ea fusese întreruptă prin recunoaşterea voluntară a autorilor lor").

26. Art. 1865 din Codul civil care prevede modurile de întrerupere civilă a prescripţiei, fiind aplicabil în genere şi în materie comercială în linsa vreunui alt text în această materie urmează că întreruperea cursului prescripţiei nu se poate opera nici în ce priveşte prescripţia cambială de cinci ani de cât numai în cazurile prevăzute de art. 1865 din codul civil.

Simpla cerere de a fi înscris într'un tablou de creditori cu o creanţă constatată printr'o cambie, care însă nu a fost lichidată şi valorificată printr'o hotărîre judecătorească, neavând caracterul unui act începător de executare, conf. art. 378 pr. civ. rezultă de aci că acea cerere de înscriere în tablou nu a putut operà întreruperea prescripţiei cambiale conf. art. 1865 al. 2 din codul civil. (Cas. III, 508 din 12 Dec. 1911. Curier Jud. 3 1912, Bul. p. 1735).

27. După art. 1865 al. 3, întreruperea civilă a prescripţiunei se operă prin recunoaşterea de catre debitor sau posesor a drepturilor celui contra caruia prescrie, iar instanţa de fond nu poate să înlăture efectul ce art. 1865 atribue unei asemenea recunoaşteri, numai pentru motivul că debitorul nu s'ar fi putut opune la plata cerută de agenţii de urmărire ai Statului când cel contra caruia prescrie ar fi Statul întrucât dânsul, puteà plătind sumele cerute să facă totuş rezervele în privinţa dreptului de proprietate. (Cas. I, 415/912. Curier Jud. 48 1912).

28. Legiuitorul român, spre deosebire de textul corespunzător din codul civil francez, nu cere ca condiţiune pentru a se puteà operà întreruperea prescripţiunilor ca acţiunea să fie adusă la cunoştinţa pârîtului, ci numai ca acţiunea să fie introdusă, căci dacă legiuitorul nostru ar fi voit ca şi legiuitorul francez să subordoneze întreruperea prescripţiunei condiţiunii de a se face un act cu caracter contradictoriu, ar fi prescris aceasta în mod formal, precum a făcut la perimare. (C. Craiova I, 112 912, Curier Jud.

67/1912. In acelaş sens: Cas. III, 27 Aprilie 1920. Curier Jud. 45/921).

29. In virtutea principiului că o recunoaştere spre a puteà fi opozabilă celui ce o face trebue să fie făcută de o persoană capabilă a se obligà sau de reprezentantul său autorizat, Primăria unei comune nu poate face o recunoaştere relativă la proprietătile sale decât sub formele anume determinate de legea sa organică.

Prin urmare cele atestate de Primăria unei comune printr'un certificat şi o telegramă neputând fi opozabile comunei, nu pot fi interpretate ca o întrerupere civilă a posesiei sale şi Tribunalul hotărînd altfel a aplicat greşit principiile din art. 1865 c. civ., şi a violat regulele de drept relative la continuitatea posesiunii pentru a prescrie edictate de art. 1847 c. civ. (Cas. I, No. 687, 1913; Jurispr. Rom. 1914, p. 18).

30. Intreruperea prescripţiunei în comercial, conform art. 946 cod. com. se regulează după dispoziţiunile codului civil, iar după art. 1865 întreruperea se operează: 1) printr'o cerere în judecată; 2) printr'un act începător de executare, 3) prin recunoaşterea de debitor a dreptului celui contra căruia se prescrie. Enumerarea făcută de acest articol fiind limitativă, orice alt act ce nu intră în prevederile acestui articol, nu pot aveà efect întrerupător şi deci nici reclamaţiunile ce s'ar fi adresat în termen direcţiei C. F. R. pentru restituirea taxelor de locaţiune incasate nu sunt întrerupătoare de prescripţie, ele fiind invitaţiuni extrajudiciare cari nu echivalează cu o chemare în judecată, cum cere formal art. 1865 c. civ. (Cas. III, decizia No. 58, din 18 Febr. 1914. Jurispr Rom. 1914 p. 249, Curier Jud. 26/914).

31. Dacă într'o acţiune de ieşire din indiviziune între comoştenitori pârîtul invoacă în apărarea sa prescripţia achizitivă bazată pe posesia exclusivă ca proprietar, iar reclamantul opune întreruperea civilă rezultând din recunoaşterea de către intimat a dreptului reclamantului de succesor, făcută într'un proces anterior în aceste împrejurări recunoaşterea dreptului de succesor, indiferent dacă termenul prescripţiei erà sau nu împlinit la data recunoaşterei, operează totuş întreruperea civilă în confomitate cu art. 1865 c. civ. (Cas. I, decizia No. 166 din 12 Martie 1914, Jurispr. Rom. 1914 p. 305).

32. Intr'o acţiune în revendicarea unui teren, plată de chirie făcută de defendor reclamantului pentru acel teren nu poate echivalà cu o întrerupere de prescripţie, când instanţa de fond constată, în fapt că prescripţiunea de 30 ani se împlinise în favoarea defendorului cu mult înainte de epoca plăţei chiriei şi că nu se poate deduce din această plată că defendorul a recunoscut reclamantului dreptul de proprietate asupra terenului, de oarece plata de chirie n-a fost voluntară după deposedarea defendorului, ci el a fost constrâns a o face. (Cas. secţiunei unite decizia No. 7 din 25 Sept. 1914. Jurispr. Rom. 1915. p. 66, Curier Jud. 69/914).

33. Verificarea unei creanţe la masa falimentului nefiind altceva decât o recunoaştere în justiţie a datoriei ea are de efect a întrerupe prescripţia conform art. 1865 c. civ. şi constitue o cauză permanentă de întrerupere a prescripţiei până la închiderea operaţiunilor falimentului. In adevăr, prescripţiunea întemeindu-se pe o presumţiune de plată trasă din inacţiunea creditorului această presumpţiune nu poate fi admisă atunci când creditorul cambial se găseşte în imposibilitate de a face o urmărire în justiţie din cauza stării de faliment a debitorului său, de unde urmează că nu i se poate opune creditorului prescripţia acţiunii sale din moment ce dânsul a prezentat creanţa sa la verificare înainte de expirarea termenului de cinci ani pentru prescripţie prevăzut de art. 949 cod. com.

Prin urmare, greşit tribunalul pentru a calculà termenul de prescripţie ià ca punct de plecare data verificării creanţei la masa falimentului în loc de data închiderii procedurii falimentului şi declarând în modul acesta prescrisă o acţiune cambială face o greşită aplicare a principiilor în materie de faliment şi de prescripţie şi dă o sentinţă casabilă. (Cas. III deciziunea No. 532 din 21 Oct. 1915. Jurispr. Rom. 1915, p. 637).

34. Este validă clauza din poliţa de asigurare prin care se prevede că notificarea făcută societăţei de asigurare de către asigurat nu întrerupe prescripţia acţiunei în despăgubire, care se împlineşte la 15 Sept. a anului în care s'a întâmplat dauna de oarece o asemenea clauză limitând şi împuţinând modurile de întrebuinţare a prescripţiei, ea tinde la ameliorarea situaţiei debitorului. (Cas. III, 397 915, Curier Jud. 65/1915).

35. Când într'un contract de asigurare s'a stipulat că acţiunea pentru plata daunei ce are asiguratul contra asigurătorului se prescrie într'un termen mai scurt decât cel prevăzut de Codul comercial, această clauză este valabilă şi obligatorie.

Această prescripţie convenţională nu se poate întrerupe decât prin mijloacele convenţionale alese de părţi, aşà încât dacă în contract s'a stipulat că prescripţia nu se întrerupe nici

prin mijloacele legale de întrerupere a prescriptiunii, ci numai prin actiunea în justitie şi plata taxelor, orice anchete, orice tratative, chiar şi ancheta *in futurum*, nu pot întrerupe această prescripţie scurtată convenţională. (C. Buc. I. 7 916, Curier Jud. 18/1916; Cas. III, 1253 din 15 Sept. 922, Jur. Gen. 1923. N. 384).

36. Dacă este admis că părţile pot stipula prin poliţa de asigurare un termen mai scurt de prescripţie decât acel prevăzut de codul de comerţ prin art. 954, nu este însă mai puţin adevărat că o asemenea clauză trebue să fie interpretată şi aplicată cu bună credinţă, spre a nu deveni un mijloc de surprinde care să facă iluzorii drepturile asiguratului. De aci rezultă că instanţele de fond sunt în drept şi datoare de a examina şi aprecià diferitele împrejurări ale cauzei din cari ar rezulta intenţia manifestă a asiguratului de a nu lăsa să se piardă dreptul său la despăgubire.

De aceea nu se poate susţine că numai prin intentarea acţiunei înainte de 15 Septembrie cum se prevede prin poliţele de asigurare, se poate întrerupe prescripţia, ci trebue a se recunoaşte deplină latitudine instanţelor de fond de a cercetà şi alte fapte şi împrejurări speciale cauzei din care s'ar puteà deduce că părţile au înţeles a renunţa la decăderea stipulată prin poliţa de asigurare, cum ar fi atunci când societatea de comun acord cu asiguratul a procedat la efectuarea în mod contradictor şi fără rezervă a unor anchete şi cercetări pentru stabilirea prejudiciului suferit în care caz instanţa de fond era datoare să examineze aceste împrejurări invocate ca o recunoaştere a prejudiciului şi să motiveze pentru ce din ele nu rezultă o recunoaştere din partea societăţii de asigurare, care după art. 1865 c. civil, operă întreruperea prescripţiei. (Cas. III. 254/916. Curier Jud. 47/1916).

37. Chemarea în judecată fără citarea pârîtului nu întrerupe prescripţia. Suprimarea din textul român a aliniatului din Codul francez care cere încunoştinţarea pârîtului acţionat nu înseamnă suprimarea principiului ci inutilitatea înscrierei în lege, fiind de la sine înţeles. (C. Apel Buc. s. II. 2 din 19 Ian. 1919. Curier Jud. 45/921).

38. Potrivit art. 1865 No. 1 şi 1866 c. civ. prescripţia se întrerupe prin o cerere de chemare în judecată şi întreruperea durează atâta timp cât procesul va fi pendinte.

După această regulă în speţă I, S., acum defunct care a fost chemat în judecată pentru ieşire din indiviziune n'ar fi putut pretinde că, posedând bunul în cursul judecării procesului, a dobândit proprietatea prin prescripţie, pentru că ea a fost întreruptă. Insă descendenţii săi, cari, — când au intrat în stăpânirea averii rămase pe urma tatălui lor au găsit în succesiune şi imobilul din litigiu iar procesul fiind rezolvat la prima instanţă înainte de deschiderea dreptului lor n'au fost introduşi în apelul făcut de reclamanţi decât după împlinirea termenului de 10 ani, cerut de art. 1895 c. civ.,—cum potrivit art. 1858 No. 4 şi 1859 c. civ. aceşti descendenţi au început o posesie nouă distinctă de a autorului lor, unită cu titlul de erede care constitue o justă cauză, şi fiind şi de bună credinţă, lor nu li se poate opune întreruperea operată în contra tatălui lor, de oarece n'au avut cunoştinţă de proces decât după ce au dobândit prin prescripţie proprietatea bunului în discuţiune. (C. A. Bucureşti IV. dec. civ. 329 din 30 Decembrie 1922, Jur. Gen. 1923 No. 224).

39. O hotărîre definitivă care nu se execută timp de 30 ani dela pronunţarea ei, se prescrie conform art. 404 pr. civ. şi nu se mai poate executà, pierzându-şi autoritatea lucrului judecat.

Nu poate să fie considerată ca un act întrerupător de prescripţie cererea de a se libera un duplicat după titlul executoriu chiar dacă s'a dispus de judecată, pentru eliberarea duplicatului citarea părţilor.

Potrivit art. 1865 c. civ. întreruperea civilă a prescripţiei se operează şi printr'o cerere făcută în judecată fie introductivă de instanţă fie numai incidentă într'o instanţă deja începută, ceeace înseamnează că cererea în judecată să aibă de obiect constatarea şi stabilirea unui drept ce formează însuşi obiectul litigiului. (C. Apel Craiova s. I. 95 din 22 Mai 1923. Jur. Gen. 1923 No. 705; Cas. II. 481 din 30 Oct. 1923. Jur. Rom. 2/1924).

40. Conform art. 1865 al. 3 cod. civil, întreruperea civilă se operă şi prin recunoaşterea de către debitor sau posesor a dreptului celui în contra căruia prescrie.

In speţă scrisoarea din 8 Octombrie 1921, prin care intimata comunică apelantului distrugerea mărfei şi îi cere, pentru îndeplinirea formalităţilor de despăgubire să-i trimeată factura originală, nu poate constitui în sensul art. 1865 al. 3 c. civ., un act întrerupător de prescripţie de oarece nu rezultă din această scrisoare că zisa firmă se recunoaşte datoare cu vre-o sumă de bani apelantului, din cauza distrugerei mărfurilor.

Chiar dacă s'ar admite că zisa scrisoare ar întrunì elementele cerute, pentru a întrerupe prescripţia totuşi dela data ei până la introducerea prezentei acţiuni, 30 Mai 1922, a trecut mai mult de 6 luni, timp cerut de art.

956 al. I. cod. com. pentru prescrierea acțiunilor în materie de transport, deci a urmat un nou termen de prescripție care și-a produs efectele. (C. Apel Buc. s. IV 88 din 22 Oct. 923, Jur. Gen. 1923 No. 1687).

41. Prin întreruperea prescripției prin unul din actele enumărate la art. 1865 cod. civ. nu se înlocuește prescripția scurtă prin una ordinară — de 30 de ani în materie civilă și de 10 ani în materie comercială — de oarece nici un text de lege nu prevede o asemenea dispoziție, și este și logic și rațional ca, prin încetarea cauzei de întrerupere, aceleași regule să-și reia aplicarea lor; că deci nu se poate schimba nici natura și nici termenul prescripției. (C. A. București IV, dec. com. 88 din 12 Oct. 1923, Jur. Gen. 1923 No. 1687).

42. Disparitia de dosar nu constitue după lege, un act întrerupător de prescripție. (Cas. II, 481 din 30 Oct. 1923. Jur. Gen. 1924, No. 168).

43. Potrivit dispozițiilor art. 946 al. 2 c. com. întreruperea prescripției în materie comercială se regulează după dispozițiile codului civil, iar potrivit dispozițiilor art. 1865 c. civ. întreruperea civilă se operează: printr'o cerere făcută în judecată, printr'un act începător de executare sau prin cererea de executare, precum și prin recunoașterea de către debitor sau posesor a dreptului celui contra căruia se prescrie.

Aceste cazuri de intrerupere civilă a prescripției sunt limitativ arătate în lege și orice alte cazuri cari nu ar intra în enumerarea făcută de art. 1865 c. civ., nu pot avea acelaș efect. Prin urmare petițiunile de reclamație adresate de păgubaș Direcției Generale a C. F. R. pentru a i se plăti valoarea unor mărfuri pierdute cu ocazia transportului pe calea ferată, nu pot aveà efectul de a întrerupe prescripția, păgubașul fiind vinovat ca, după prima sa reclamație văzând că Direcția C. F. R. nu voește a luà în considerare cererea sa, n-a introdus acțiune în justiție pentruca, în conformitate cu dispozițiile art. 1865 c. civ. să intrerupă cursul prescripției. (Trib. Prahova s. II. 20 Iunie 1924, Jur. Gen. 1925 No. 1480).

44. Prescripția este întreruptă atunci când, fie prin act separat, fie prin mărturisire în cursul unui proces, pârîtul recunoaște voluntar lipsa de drept în exercițiul stăpânirei imobilului. (Jud. Ocol. Herța-Dorohoi, 15 din 22 Ian. 1925. Jur. Gen. 1925 No. 364).

45. Prescripția achizitivă sau uzucapiunea ca mijloc de a dobândi proprietatea imobilului prin o posesie prelungită într'un timp determinat presupune două lucruri: posesorul să poseadă lucrul în timpul cerut de lege și proprietarul să nu reclame în acest timp bunul său. Dacă posesorul pierde lucrul sau dacă proprietarul îl reclamă, nemai existând una din aceste două condițiuni, prescripția a fost întreruptă, deci timpul de posesie anterior devine inutil.

Prescripția poate fi întreruptă pe lângă urmărirea în justiție și prin un act de recunoaștere voluntară, ce posesorul o face dreptului celui contra căruia el prescrie. Această recunoaștere poate fi expresă (sub forma unei convențiuni), sau tacită (care să rezulte din actele posesorului).

Recunoașterea drepturilor altuia, fiind echivalentă unei renunțări la achizițiunea dreptului de proprietate, prin prescripțiune, face inutil timpul ce a curs, dar nu împiedecă prescripția să reînceapă să curgă imediat după aceea.

Prin urmare în specie, pârîtul prin actul de antichreză încheiat, recunoscând implicit ca proprietar al locului pe reclamant urmează că el nu mai are astăzi dreptul să invoace prescripția achizitivă a proprietații locului în litigiu, la care a renuntat în mod expres (Judec. Șipote-Iași 12 Febr. 1925, Jur. Gen. 1925, No. 498).

46. A se vedeà: art. 390, nota 3; art. 1839, nota 3; art. 1865, nota 6; art. 1869, nota 6).

Art 1866. — Efectele întreruperei prescripțiunei prin vreunul din modurile naturale sunt absolute; întreruperea civilă, afară de excepțiunile coprinse în articolele 1872 și 1873 și altele asemenea, nu folosește decât celuia ce o face și nu vatămă decât celui contra cărui se face[1]). (Civ. 1864 urm., 1867 urm.).

Doctrină străină.

BAUDRY ET CHÉNEAUX, *Des personnes*, IV, 645;
DEMOLOMBE, VIII, 151; XIX, 238;
LAURENT, V, 183; XIII, 98;
PANDECTES FR., *Prescription*, 3346.

1) Textul art. 1866 nu există în Codul civil francez.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, II, ed. 2-a, p. 808 n. 1; IV, part. I, ed. 2-a, p. 506, 632; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 498;
CANTACUZINO MATEI, p. 133, 509;
NACU, III, p. 849.

Jurisprudență.

1. Sunt acte întreruptive de prescripțiune numai acelea cari au loc între părțile cari figurează într'o hotărîre iar nu și acelea cu alte persoane străine de hotărîre. (Apel Buc. I, Febr. 17/89, *Dr.* 46/89).

2. Hotărîrile ce au intervenit contra unora din moșneni, nu pot fi privite ca acte întreruptive de prescripțiune contra obștei moșnenilor. (Apel B c. III, Febr. 4/93, *Dr.* 14 94).

3. Conform art. 1866 din codul civil, întreruperea prescripțiunii nu se poate întinde dela o persoană la alta. (Cas. I, 15 Oct. 1907, B. p. 1482).

4. A se vedeà: art. 1057, nota 4; art. 1201, nota 166; art. 1865, nota 16, art. 1872 nota 1.

Art. 1867. — Intreruperea, fie civilă fie naturală, șterge cu totul verice prescripțiune începută înaintea sa; în nici un caz acea prescripțiune nu mai poate fi continuată. Posesorul sau debitorul pot începe o nouă prescripțiune după ce actele constitutive de întrerupțiune încetează, conform naturei lor și regulelor aci mai jos stabilite[1]). (Civ. 1864, 1866, 1868).

Doctrină străină.

BAUDRY ET CHÉNEAUX, *Des personnes*, IV, 645;
DEMOLOMBE, VIII, 151; XIX, 645;
LAURENT, V, 183; XIII, 98;
PANDECTES FR., *Prescription*, 3346.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, II, ed. 2-a, p. 808 n. 1; IV, part. I, ed. 2-a, p. 506, 632; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 498;
CANTACUZINO MATEI, p. 133, 508;
NACU, III, p. 848.

Jurisprudență.

1. Imprejurarea că posesiunea celui care invoacă prescripțiunea a fost întreruptă după trecerea timpului necesar pentru a prescrie, nu poate aveà nici o influență asupra dreptului dejà câștigat căci după art. 1867 efectul întreruperii posesiunii este de a oprì continuarea unei prescripțiuni începute și neterminate iar nu de a sfărâma o prescripțiune terminată care a conferit posesorului dreptul de proprietate. (Trib. Râmnicu-Sărat, 85, Apr. 19/82, *Dr.* 79/82).

2. Când o prescripțiune este întreruptă, noua prescripțiune ce începe a curge este de aceeași durată ca prima, căci întreruperea prescripțiunei, care are de efect de a șterge timpul anterior, nu schimbă întru nimic natura titlului, nici a dreptului. (Apel Buc. III, 199, Sept. 18 92, *Dr.* 60/92).

3. Deși în general întreruperea prescripțiunei nu are de efect a prelungi timpul cerut pentru prescripțiune astfel că noua prescripțiune se împlinește dela încetarea întreruperei, prin acelaș interval de timp în care s'ar fi împlinit aceea care a fost întreruptă, cu toate acestea, când întreruperea rezultă din recunoașterea datoriei, ea produce efecte mai întinse, între altele și acela că recunoașterea unei datorii care este supusă la o prescripțiune de scurtă durată poate avea de efect să proroage la 30 de ani timpul cerut pentru a prescrie. — Când este vorba de prescripțiune liberatorie, recunoașterea datoriei, care să aducă întreruperea prescripțiunei poate fi valabil făcută de orice persoană care are administrațiunea patrimoniului altuia, căci dacă asemenea persoane pot să întrerupă în mod valabil prescripțiunea, plătind parte din capital sau interese, nu este nici un cuvânt să nu li se recunoască capacitatea de a o întrerupe în orice alt mod, prin urmare și prin recunoașterea expresă. Și, dela întrerupere, în-

1) Textul art. 1867 nu există în Codul civil francez.

cepe o nouă prescripţiune de 30 de ani. (Apel Buc. III, *Dr*. 41 901).

4. a) Cu toate că prin efectul perimărei acţiunea a cărei perimare s-a încuviinţat este stinsă şi socotită ca şi când nu ar fi existat astfel că o acţiune perimată nu mai poate avea efectul întreruptiv de prescripţie şi a face ca o a doua acţiune ce s'ar introduce să fie valabilă, totuşi pentru aceasta trebuie ca cererea de perimare să se fi făcut înainte de introducerea celei de a doua acţiuni.

b) Perimarea neproducându-şi efectele decât dela data introducerei, ei urmează cu evidenţă că dacă cererea de perimare a primei acţiuni a fost făcută posterior introducerei celei de a doua acţiuni, această acţiune este valabilă, întru cât dela data înregistrării ei, prima acţiune continua încă de a exista cu efectul ei întreruptiv de prescripţie, iar dacă în urmă a fost perimată, această perimare nu-şi mai poate produce efectele decât dela data cererii ei, când cea de a doua acţiune se găseà valabil introdusă. (Trib. Ilfov, s, I com. No. 929, 1915, Dreptul 1915, p. 118).

5. A se vedeà: art. 1201 nota 180.

Art. 1868. — Cererea făcută în judecată nu va puteà întrerupe prescripţiunea decât dacă va fi încuviinţată de judecătorie prin hotărîre de nerevocabilă autoritate.

In cazul acesta nici o prescripţiune nu poate curge dela formarea cererei în judecată şi până la pronunţarea unei asemenea hotărîri [1]). (Civ. 1200, 1201, 1865, 1869, 1870; Pr. civ. 376; Civ. Fr. 2247).

Text. fr. Art. 2247. — Si l'assignation est nulle par défaut de forme,
Si le demandeur se désiste de sa demande,
S'il laisse périmer l'instance,
Ou si sa demande est rejetée,
L'interruption est regardée comme non avenue.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 508;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 505;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 895; II, p. 141;
DALLOZ, *Rép*. Prescription civile, 543 urm.; *Suppl.* Prescription civile, 351 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 354 bis, VI;
LAURENT, XXXII, 101;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2691.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 148 urm., 310, 420 n. 2, 421; (II, ed. 2-a, p. 808 n. 1; IV, part. I, ed. 2-a, p. 506, 632); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 498;
CANTACUZINO MATEI, p, 134, 508;
DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri Juridice*, vol. IV, „Diversae causarum figurae", p. 250, 251;
NACU, III, p. 845.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudenţă.

1. Prescripţiunea ne având justificaţiunea sa pe singura prezumpţiune a renunţării din partea celui îndreptăţit la dreptul său, dar şi pe negligenţa acestuia şi mai cu seamă pe protecţiunea ce o raţiune de utilitate publică a făcut pe legiuitor să crează că trebue a se acorda acelui ce, fie că a posedat un lucru necontenit în calitate de proprietar în timp de 30 ani fără ca nimeni să-l turbure sau să voiască a-l scoate din această stăpâ-

1) Textul art. 1868 diferă în redacţiunea sa de art. corespunzător Francez 2247.

nire, fie că nimeni nu i-a cerut în acel interval de timp nimic, să poată după trecerea de 30 ani a se apără în contra unei asemenea cereri fără a mai fi silit să justifice nici origina dreptului său nici condiţiunea sa; căci fără aceasta nimic n'ar mai fi cert şi sigur. Or această certitudine şi siguranţă le-a avut acel ce invoacă prescripţiunea chiar când o cerere s'ar fi făcut, când această cerere nu i-a fost cunoscută. Negligenţa există din partea celui ce n'a avut grija a comunica cererea sa. Resultă dar într'un mod învederat că pentru ca motivul legii să nu existe în favoarea celui ce invoacă prescripţiunea, ca întreruperea să-i fie cunoscută, ca negligenţa să nu se poată imputà celeilalte părţi şi că prin urmare numai o cerere de executare comunicată părţii întrerupe prescripţiunea. Către acestea neîntreruperea posesiunei fiind pusă ca condiţiune ce între altele, trebue să aibă posesiunea pentru a puteà duce pe acel ce o are la prescripţiune, urmează neapărat ca posesiunea acelui ce invoacă prescripţiunea trebue să fie întreruptă, sau cu alte cuvinte ca persoana ce posedă să fie întreruptă în posesiunea sa pentru a puteà susţine că lipseşte posesiunea ce se invoacă această condiţiune a legii. De aci rezultă că persoana ce posedă trebue să fie încunoştiinţată de executarea ce se cere, pentru a se puteà zice într'un mod raţional că ea a fost întreruptă în posesiunea sa. Prin urmare şi din acest punct de vedere numai cererile de executare încunoştiinţate părţii ce posedă pot aveà caracterul de a întrerupe prescripţiunea. (Cas. I, 75, Mart. 1/82, B. p. 269).

2. După textul formal şi categoric al art. 1868 al. II, prescripţiunea pentru stăpânire cu bună sau rea credinţă nu poate curge din momentul formărei cererei în judecată şi până la pronunţarea unei hotărîri definitive asupra acelei cereri. Dacă dar cererea în judecată este încă pendinte, când se declară că simpla cerere în judecată n'are de efect a întrerupe prescripţiunea dacă nu s'a pronunţat o hotărîre definitivă, se dă o greşită interpretare art. 1868. (Cas. I, 404 Nov. 25/83. B. p. 1072).

3. Când tribunalul statuează că acţiunea posesorie intentată dinaintea judecătoriei comunale, e de natură a întrerupe prescripţia de şi cartea de judecată fusese reformată în apel nu violează întru nimic legea. (Cas. I. 128 Apr. 15/87 B. p. 305).

4. De şi Statul a incasat sumele de bani ce-i datorau, după trecerea de 5 ani de la data cererei ce a făcut de a fi înscris în tabloul de ordinea creditorilor, întârzierea justiţiei de a se pronunţa nu poate face să curgă prescripţia (art. 1868, al. II). (Cas. I. 391, Dec. 12/89. B. p. 1035).

5. Intru cât judecata asupra proprietăţei era pendinte în momentul deposedărei şi această judecată a fost pendinte până în momentul când curtea de apel a dat decizia sa, nici o prescripţiune n'a putut curge în favoarea sau în contra nici uneia din părţile litigante, în virtutea principiului ce resultă din art. 1868 că în tot timpul cât ţine judecata cursul prescripţiunei este întrerupt. (Cas. I, 375, Oct. 9/91, B. p. 1067).

6. Cererea ce a fost părăsită nu poate întrerupe prescripţiunea, întru cât numai acele cereri în judecată întrerup prescripţiunea care sunt încuviiinţate printr'o hotărîre de nerevocabilă autoritate. (Cas. I, 456/97 B. p. 1429).

7. Este fără interes a se discută motivul bazat pe uscapiune întemeiată pe posesia de 30 ani, când pârîtul a dovedit prescripţia prin un titlu just, şi o posesie de 20 ani. Acţiunea posesorie intentată şi părăsită cu mult înainte de 10 ani nu poate întrerupe prescripţia în sensul art. 1866, mai ales când nu se stabileşte identitatea imobilului asupra căruia se intentase acţiune posesorie cu imobilul ce se revendică pe calea petitorie. (Cas. I, 49/99 B. p. 117).

8. Prescripţiunea nu poate fi întreruptă prin intentarea unei acţiuni, dacă reclamantul nu a câştigat nimic contra părţei care invoacă prescripţiunea, întreruperea prescripţiunei neputând opera dela persoană la persoană. (Apel Buc. III *Dr.* 47/904).

9. Spre a se puteà întrerupe o prescripţie, trebue ca actele de întrerupere să emane dela acela în contra căruia este creiată prescripţia, iar nu dela adversar, care nu se poate presupune că a voit să lucreze în contra lui însuşi şi care are tot interesul să se opună la o acţiune stinsă în favoarea sa prin prescripţia ce se pretinde întrerutpă (Cas. I, 395/904. B. p. 1254).

10. Art. 19 din regulamentul hotărniciilor, arătând modul cum trebue făcută cererea şi cum se întrerupe prescripţia în privinţa călcărilor, n'a înţeles să modifice întru nimic dispoziţiile dreptului comun în privinţa cauzelor de întrerupere a prescripţiunilor şi efectele lor, nici să înlăture principiul general cuprins în art. 1868 din Cod. civil după care cererea în judecată nu întrerupe prescripţiunea decât dacă va fi încuviinţată printr'o hotărîre de nerovocabilă autoritate. (Cas. I, 122/905, B. p. 297).

11. Efectele întreruptive ale cererii în judecată în privinţa prescripţiunii nu încetează decât dacă s'a respins cererea printr'o hotărîre definitivă, sau

dacă partea care a format cererea în judecată lasă să se perimeze acea acţiune a sa prin nelucrare, şi dacă se dezistă dela acea cerere pentru veri care alt motiv, afară de nulităţi de formă sau de necompetinţa instanţei către care a adresat cererea sa.

Prin urmare, dacă cererea de revendicare făcută odată cu depunerea unei hotărnicii, a rămas suspendată până la depunerea unei noi hotărnicii, cererea de revendicare are de efect de a întrerupe prescripţiunea. (Cas. I, 15 Nov. 1906, B. p. 1799).

12. După art. 1868 din codul civil, cererea în judecată nu întrerupe prescripţiunea decât dacă este încuviinţată de judecată printr'o hotărîre de nerevocabilă autoritate. (Cas. I, 31 Ian. 1907, B. p. 37).

13. Cererea de chemare în judecată nu poate constitui o întrerupere de prescripţie de cât în mod condiţional, căci depinde dacă ea a fost admisă printr'o hotărîre judecătorească de nerevocabilă autoritate. (Apel Buc. III *Dr.* 14 911 p. 109).

14. Regula stabilita prin alin. II de sub art. 1868 c. civil, după care nici o prescripţiune nu poate curge până la pronunţarea hotărîrei definitive, se aplică şi în materie cambială întru cât nu există o dispoziţie contrarie în codul de comerciu. (Apel Buc. III, *Dr.* 14/911, p. 109).

15. Din combinarea art. 1868, 1870 şi 1871 din codul civil rezultă că întreruperea prescripţiunei prin efectul unei cereri în justiţie este subordonată condiţiunei admiterei acelei cereri printr'o hotărîre de nerevocabilă autoritate

De aci urmează că cererea în justiţie, nu produce efect întreruptiv de prescripţie, decât dacă, prin hotărîre definitivă, a fost admisă. (Cas. I, 122 din 10 Febr. 1912, B. p. 227. Curier Jud. 36 912).

16. După art. 1871 cod. civ., perimarea unei acţiuni nu poate înlătură o întrerupere de prescripţie începută potrivit art. 1868 din acelaş cod, decât dacă hotărîrea de perempţiune s'a pronunţat mai înainte de intentarea celei de a doua acţiuni, contra căreia se invoacă prescripţiunea, ca mijloc de apărare. (Cas. III, deciziunea No. 139 din 2 Martie 1915. Jurispr. Rom 1915. p. 247).

17. a) Cu toate că prin efectul perimărei acţiunei a cărei perimare s'a încuviinţat este stinsă şi socotită ca şi cum n'ar fi existat, astfel că o acţiune perimată nu mai poate aveà efectul întreruptiv de prescripţie şi a face ca o a doua acţiune ce s'ar introduce să fie valabilă totuşi pentru aceasta trebuie ca cererea de perimare să se fi făcut înainte de introducerea celei de a doua acţiuni.

b) Perimarea neproducându-şi efectele decât dela data introducerii ei urmează cu evidenţă că dacă cererea de perimare a primei acţiuni a fost făcută posterior introducerii celei de a doua acţiuni, această acţiune este valabilă, întrucât dela data înregistrării ei, prima acţiune continuă încă de a exista cu efectul ei intreruptiv de prescripţie, iar dacă în urmă a fost perimată, aceasta perimare nu-şi mai poate produce efectele decât dela data cererei ei, când cea de a doua acţiune se găsea valabil introdusă. (Trib Ilfov, s I com. No. 929. 1915; Dreptul 1915, p. 1‑8).

Art. 1869. — Dacă cel ce a format cererea în judecată lasă să se perimeze acea acţiune a sa prin nelucrare; dacă se dezistă de acea cerere pentru vericare alt motiv, afară de nulităţi de formă sau de necompetinţa instanţei către care o a fost făcut, nici o întrerupere de prescripţiune nu poate fi. (Civ. 1865, 1870; Pr. civ. 257, 261; Civ. Fr. 2247).

Text. fr. Art. 2247. — Si l'assignation est nulle par défaut de forme,
Si le demandeur se désiste de sa demande,
S'il laisse périmer l'instance,
Ou si sa demande est rejetée,
L'interruption est regardée comme non avenue.

Doctrină străină.

Aubry et Rau, II, ed. 5-a, p. 507;
Baudry et Tissier, *Prescription,* 503;
Bufnoir, *Propriété et contrat,* ed. 2-a, p. 418, 420;
Colin et Capitant, ed. 2-a, I, p. 895; II, p. 141;
Dalloz, *Rép.* Prescription civile, 543 urm.; *Suppl.* Prescription civile, 351 urm.;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 772 urm.;
Planiol, I, ed. 3-a, No. 2691.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 148 urm., 310, 420 n. 2, 421; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 498;
CANTACUZINO MATEI, p. 134;
NACU, III, p. 845.

Jurisprudenţă.

1. Din combinaţiunea art. 1869 c. c. cu art. 260 şi 261 pr. civ., rezultă că atunci când un reclamant, fără vre-o restricţiune, se desistă de la o acţiune în faţa adversarului său, care acceptă desistarea, şi tribunalul ia act de această desistare necondiţionată, acţiunea, iar nu instanţa, e stinsă definitiv şi nu se mai poate intenta din nou, pe cât timp legiuitorul român în art. 216. vorbeşte de acţiune iar nu de instanţă. Argumentul tras din art. 1869 c. civ. nu schimbă întru nimic sensul art. 261 pr. civ., şi poate probă cel mult că art. 261 nu s'a ocupat de cazul prevăzut în art. 1869 c. civ. (Cas. I, 323, Nov. 9/76, B. p. 434).

2. Art. 1869 şi 1870 Cod. civil sunt aplicabile şi în materie comercială, astfel că deşi acţiunea în regres a fost anulată pentru motive de formă, totuşi această nulitate nu poate atrage pierderea acţiunei şi, deci, o asemenea acţiune întrerupe prescripţia. (Cas. II, 460/902, B. p. 1109).

3. O acţiune respinsă pe motiv că a fost rău îndreptată, nu se poate admite că a fost respinsă penru lipsă de formă, după cum se prevede prin art. 1869 din codul civil, spre a fi socotită ca o întrerupere a prescripţiunii. (Cas. I, 31 Ian. 1907, B. p. 36).

4. Dezistarea având de efect a stinge atât instanţa dela care s'a dezistat reclamantul, cât şi cererea care a făcut obiectul dezistării de acì rezultă că atunci când s'a cerut executarea unei deciziuni şi în urmă s'a dezistat dela ea, instanţa de fond nu puteà înlăturà prescripţia invocată, întrucât dezistarea părţii aveà de efect a anulà acea cerere de executare şi deci prescripţia nu puteà fi întreruptă.

Prin urmare şi întrucât o cerere de executare a unei deciziuni nu puteà fi considerată ca întreruptivă de prescripţie, acea decizie care n'a fost executată timp de 41 de ani, nu se mai poate executà, căci ea a pierdut autoritatea lucrului judecat. (Cas. II, 22 Nov. 1910, B. p. 1612).

5. O acţiune perimată nu poate conform art. 1869 c. civ., să întrerupă cursul prescripţiei. (Cas. I, No. 222, 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 310).

6. a) Cu toate că prin efectul perimărei acţiunea a cărei perimare s'a încuviinţat este stinsă şi socotită ca şi când nu ar fi existat astfel că o acţiune perimată nu mai poate aveà efectul întreruptiv de prescripţie şi a face ca o a doua acţiune ce s'ar introduce să fie valabilă, totuşi pentru aceasta trebue ca cererea de perimare sa se fi făcut înainte de introducerea celei de a doua acţiuni.

b) Perimarea neproducându-şi efectele decât dela data introducerii ei, urmează cu evidenţă că dacă cererea de perimare a primei acţiuni a fost făcută posterior introducerii celei de a doua acţiuni această acţiune este valabilă, întru cât dela data înregistrărei ei prima acţiune continuă încă de a exista cu efectul ei întreruptiv de prescripţie, iar dacă în urmă a fost perimată, această perimare nu-şi mai poate produce efectele decât dela data cererii ei, când cea de a doua acţiune se gasea valabil introdusă. (Trib. Ilfov s. I Com. No. 929, 1915; Dreptul 1915, p. 118).

7. A se vedeà: art. 1201, nota 180; art. 1868 nota 11.

Art. 1870. — Cererea în judecată întrerupe prescripţiunea, după regulele coprinse în articolul 1868 şi 1869, chiar în cazul când este adresată la o instanţă judecătorească necompetinte, şi chiar dacă este nulă pentru lipsă de forme. (Civ. 1868, 1869, 1871; Pr. civ. 108, 109, 111; Civ. Fr. 2246).

Text. fr. Art. 2246. — La citation en justice, donnée même devant un juge incompétent, interrompt la prescription.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 506;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 497, 497 bis;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 418, 420;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 895; II, p. 141;

DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 540 urm.; *Suppl.* Prescription civile, 348 urm.;
GARSONNET, II, p. 220; V, p. 1213;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 772;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2687, 2688, 2691;
TROPLONG, *Prescription,* II, 596.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 185 urm., 501; (VI, p. 362, 403); *Droit ancien et moderne de la Roumanie,* p. 498;
CANTACUZINO MATEI, p. 134;
DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri juridice,* vol. IV, «*Diversae causarum figurae*», p. 250, 251;
NACU, III, p. 844.

Jurisprudenţă.

1. Art. 1870 se aplică şi când e vorba de o contestatiune la executare adresată la o instanţă necompetinte, care a respins-o ca nefundată. (Cas. I. 488, Dec. 10 73, B. p. 234).

2. Cererea în judecată întrerupe prescriptia deşi este adresată unei instanţe necompetinte, întru cât cel interesat a întrodus o nouă cerere în bună şi cuvenită formă dinaintea instanţii competinte, mai înainte de a i se fi perimat prima cerere. (Cas. I, 370 902, B. p. 1034).

3. Art. 1869 şi 1870 Cod. civil sunt aplicabile şi în materie comercială, astfel că deşi acţiunea în regres a fost anulată pentru motive de formă, totuşi această nulitate nu poate atrage pierderea acţiunei şi, deci, o asemenea acţiune întrerupe prescripţia. (Cas. II, 460/902 B. p. 1109).

4. Din combinarea art. 1870 cu 1871 c. civ. rezultă că cererea în judecată întrerupe prescripţia chiar în cazul când este adresată unei instante incompetente dacă cel interesat va fi facut mai înainte de hotărîrea de peremptiune ce ar puteà fi pronunţată în contra sa, o nouă cerere în bună şi cuvenită formă şi dacă aceasta după urmă cerere se va fi încuviinţat prin hotărîre de nerevocabilă autoritate. (Cas. I. 886/911. Curier Jud. 6 1912).

5. O actiune respinsă nu pentru că ar fi nefondată, ci pentrucă reclamantul, pentru a puteà revendicà, trebuia mai întâiu să fi cerut ieşirea din indiviziune cu alte cuvinte a fost respinsă pentru un motiv de formă, o asemenea actiune poate întrerupe prescriptia conform art. 1870 c. civ. (Cas. I. No 240, 1916; Jurispr. Rom. 1916, p. 374).

6. Cererea în judecată conform art. 1870 c. civ. întrerupe prescripţia, chiar dacă această cerere este nulă pentru lipsă de forme, dacă cel interesat va fi facut potrivit procedurei civile o nouă cerere în bună şi cuvenită formă mai înainte de peremptiunea ce ar putea fi pronuntată. (Apel Iaşi II. 1918; Justitia an. II, No. 3-4, 1918. p. 9).

7. A se vedeà: art. 1868, nota 15.

Art 1871. — In cazurile prevăzute în articolul precedent, prescripţiunea nu va fi întreruptă decât dacă cel interesat va fi făcut, mai înainte de hotărîrea de peremţiune, ce ar puteà fi pronunţată în contra sa, o nouă cerere în bună şi cuvenită formă, şi dacă aceasta după urmă cerere, se va fi încuviinţat, după cum se arată la articolul 1868[1]). (Civ. 1870; Pr. civ. 257, 376).

Doctrină străină.

BAUDRY ET CHÉNEAUX, *Des personnes,* IV, 645;
BUFNOIR, *Propriété et contrat,* ed. 2-a, p. 418, 420;
DEMOLOMBE, VIII, 151; XIX, 238;
LAURENT, V, 183; XIII, 98;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 772 urm.;
PANDECTES FR., *Prescription,* 3346.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 185 urm., 501; *Droit ancien et moderne de la Roumanie,* p. 498;
CANTACUZINO MATEI, p. 134, 508;
NACU. III, p. 845.

---

1) Textul art. 1871 nu există în Codul civil francez.

Jurisprudenţă.

1. Perimarea unei acţiuni nu poate înlătură o întrerupere de prescripţiune, începută potrivit dispoziţiunilor art. 1868 c. civ.. decât dacă hotărîrea de perimare s'a pronunţat mai înainte de intentarea celei de a doua acţiuni, contra căreia se invoacă prescripţiunea. (Cas. III. No. 139. 1915; Jurispr. Rom. 1915. p. 247; Dreptul 1915 p. 227).

2. A se vedeà: art. 1868 nota 15.

Art. 1872. — Intreruperea civilă a prescripţiunei, făcută în contra unui din debitorii solidari, are efect în contra tuturor celorlalţi codebitori ai săi.

Intreruperea civilă făcută în contra unui din moştenitorii unui debitor solidar[1]) nu are efect în contra celorlalţi comoştenitori, chiar dacă creanţa ar fi ipotecară, dacă obligaţiunea nu este nedivizibilă. Asemenea întrerupere nu are efect în contra codebitorilor debitorului defunct, decât în măsura părţei de obligaţiune a moştenitorului contra cărui s'a făcut întreruperea.

Spre a întrerupe prescripţiunea în contra acelor codebitori, trebuie o întrerupţiune făcută în contra tuturor moştenitorilor debitorului defunct[2]). (Civ. 112, 642, 973, 1039, 1045, 1052, 1062; C. com. 938; Civ. Fr. 2249).

Text. fr. Art. 2249. — L'interpellation faite, conformément aux articles ci-dessus, à l'un des débiteurs solidaires, ou sa reconnaissance, interrompt la prescription contre tous les autres, même contre leurs héritiers.

L'interpellation faite à l'un des héritiers d'un débiteur solidaire, ou la reconnaissance de cet héritier, n'interrompt pas la prescription à l'égard des autres cohéritiers, quand même la créance serait hypothécaire, si l'obligation n'est indivisible.

Cette interpellation ou cette reconnaissance n'interrompt la prescription, à l'égard des autres codébiteurs, que pour la part dont cet héritier est tenu.

Pour interrompre la prescription pour le tout, à l'égard des autres codébiteurs, il faut l'interpellation faite à tous les héritiers du débiteur décédé, ou la reconnaissance de tous ces héritiers.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 524, 525, 528; IV, p. 30; IV, ed. 4-a, p. 59;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 562, 567, 568, 568 bis, 569, 570;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 425, 427;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 188, 196;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 618 urm.; *Suppl.* Prescription civile, 407 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 161 bis, I, III;
LAURENT, XVII, 309, 423; XXXII, 150, 156, 157, 159;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 780, 781;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 743, 803-2°, 804;
TROPLONG, *Prescription*, II, 642, 650, 656, 659.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 108, 161 n. 2, 167 urm., 169, 170, 422; (VI, p. 179, 185-187, 249);
Droit ancien et moderne de la Roumanie, p. 498;
CANTACUZINO MATEI, p. 528, 542;
NACU, III, p. 849.

---

1) Art. francez corespunzător 2249 al. II adaugă: „*ou la reconnaissance de cet héritier*".
2) Art. francez corespunzător 2249 al IV adaugă: „*ou la reconnaissance de tous ces héritiers*".

Jurisprudenţă.

1. Cu privire la exerciţiul acţiunilor isvorâte din succesiune fiecare din moştenitori nereprezentând decât dreptul său propriu şi în măsura porţiunei sale succesorale, precum de asemenea fiecare moştenitor neputând fi ţinut decât în proporţie cu acest drept, de aici rezultă că acţiunea de partaj nu poate folosì în privinţa întreruperei prescripţiunei decât moştenitorului de la care emană şi că prin urmare ceilalţi comoştenitori, fie că au fost sau nu chemaţi în cauză, nu o pot invocà în beneficiul lor. (Apel Galaţi I, No. 89, 1913; Dreptul 1914, p. 14).

Art. 1873. — Intreruptiunea civilă a prescripţiunei făcută în contra debitorului principal[1]) are efecte şi în contra cauţiunei.

Intreruperea făcută în contra cauţiunei nu poate oprì cursul prescripţiunei datoriei principale[2]). (Civ. 1652, 1679; C. com. 938; Civ. Fr. 2250).

Text. fr. Art. 2250. — L'interpellation faite au débiteur principal, ou sa reconnaissance, interrompt la prescription contre la caution.

Doctrină străină.

Aubry et Rau, II, ed. 5-a, p. 529:
Baudry et Tissier, *Prescription*, 566;
Colin et Capitant, ed. 2-a, II, p. 734;
Dalloz, *Rép.* Prescription civile, 639 urm., 674 urm., *Suppl.* Prescription civile, 422-439 urm.:
Laurent, XXXII, 152;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 782 urm.;
Planiol, II, ed. 3-a, No. 2381;
Troplong, *Prescription*, II, 635.

Doctrină românească.

Alexandresco, XI, p. 108, 161 n. 2, 167 urm., 169, 170, 422; X, p. 176, 177; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 498; *Observaţie* sub Justiţia de Pace din Reims, 14 Iunie 914. Curier Jud. 58/914;
Cantacuzino Matei, p. 541;
Nacu, III, p. 849.

Jurisprudenţă.

1. Prescripţiunea nu e întreruptă contra debitorului pentru că s'a urmărit garantul, de oare ce art 1873 consacră regula contrarie. (Ap 1 Buc. I. 36, Febr. 17/82, *Dr.* 38 82).

2. Art. 1873 declară că prescripţiunea începută în contra datornicului principal are efect şi în contra cauţiunei. (Cas. I, 379/Dec. 22/82, B. p. 120; Cas. I. 399, Oct. 23/91, B. p. 1106).

3. Daca potrivit art. 1873 din codul civil, întreruperea prescripţiunii făcută contra debitorului principal are efect şi în contra cauţiunii această dispoziţiune excepţională nu se poate întinde prin analogie şi la un terţiu detentor excepţiunile fiind de strictă interpretare. (Cas. I. 15 Oct. 1907, B. p. 1482).

4. A se vedeà: art. 1201 notele 44, 69, 166 şi 180.

Secţiunea II. —*Despre cauzele care suspendă cursul prescripţiunei.*

Art. 1874. — Suspensiunea opreşte cursul prescripţiunei pe timpul cât durează, fără însă a o şterge pentru timpul trecut[3]). (Civ. 1875 urm.; Legea specială autorizând luarea de măsuri excepţionale (Mon. of. 217/1914), Art. 3—6).

---

1) Art. francez corespunzător 2250 adaugă: „*ou sa reconnaissance*“.
2) Textul ultimului aliniat al art. 1873, lipseşte în Codul civil francez.
3) Textul art. 1874 cod. civil Român nu există în Codul civil francez.

Doctrină străină.

ARNTZ, IV, 1992;
AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, § 214, p. 502, 503:
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 415, 463, 803;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 742;
GUILLOUARD, *Prescription*, I, 173, 174, 192; II, 792;
HUC, XIV, 501;
LAURENT, XXXII, 74 bis, 77;
PANDECTES FR., *Prescription*, 593 urm., 1110, 1112;
PLANIOL, I, 2679;
THIRY, IV, 605, 613.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 142, 143, 202 urm., 336 n. 3; (II, ed. 2-a, p. 808 n. 1; IV, part. I, ed. 2-a, p. 506; V, p. 510, 511); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 499;
CANTACUZINO MATEI, p. 134, 509;
HEROVANU EUGEN, *Tratat teoretic şi practic de procedură civilă*, vol. I. Fascicula II-a, No. 99 urm.;
NACU, III, p. 851.

Jurisprudenţă.

1. Prin art. 3 L. mas. exc. decretându-se suspendarea termenilor tuturor prescripţiilor, perempţiilor etc. în favoarea celor chemaţi sub arme, pe tot timpul mobilizării sau stării de războiu, s-a hotărît în acelaş timp prin art. 5, ca data încetării cauzei de suspensiune se va fixa de Consiliul de Miniştri prin Decret-Regal după propunerea Ministrului de Justiţie căutându-se prin aceasta a se înlătura orice discuţie la care ar fi putut da naştere art 3 faţa cu împrejurarea că demobilizarea puteà aveà loc şi individual sau parţial.

Decretele Regale date în acest scop, pe temeiul art. 5 şi în conformitate cu dispoziţiile sale sunt: 1) Decretul Regal 1528 920 prin care se ridica suspensiunea termenilor judecătoreşti acordată persoanelor civile domiciliate în circomscripţiile în cari ea s-a găsit necesara din cauza faptelor de război; 2) Decretul-Regal 275 din 18 Mart 1921 care fixează ziua de 1 April 1921 ca data dela care are a se socotì termenele suspendate până atunci în favoarea celor cari au fost mobilizaţi.

Acest din urmă termen se aplică tuturor celor cari au fost mobilizaţi în cursul răsboiului independent de data demobilizării lor, deci chiar dacă la data primului decret cel din 1920 se aflau deja demobilizaţi. (Cas. I. 969 din 18 Noem. 1921. Curier Jud. 4/922. Justiţia Dobrogei 2/923).

2. Termenele pentru suspendarea terminilor şi plăţilor prevăzute în convenţiuni, potrivit art. 5 Legea măs. except. sunt aplicabile numai în favoarea mobilizaţilor iar nu şi a soţiilor lor. (Judec. ocol Băicoi-Prahova 158 din 20 Dec. 1921. Curier Jud. 27/922).

3. Suspendarea termenilor tuturor prescripţiilor edictate de art. 3 din legea măsurilor excepţionale, şi motivată de starea de răsboi este o favoare pe care legea a acordat-o şi locuitorilor din teritoriul fost ocupat. Drept sancţiune legea declara nule hotărîrile obţinute prin nerespectarea prescripţiuni lor pe cari ea le edictează dând şi mijloace părţilor judecate în lipsă de a puteà obţine anularea lor. Nicaeri însă legea nu arată ca la această măsură, creată pentru apararea lor, cei prevăzuţi în această categorie nu pot să renunţe şi să ceara a fi judecaţi atunci când cauzele avute în vedere de legiuitor, au încetat cel puţin în parte. Facultatea aceasta de a renunţa la favoarea mai sus arătată, poate să fie manifestata în mod expres sau tacit prin prezentarea părţilor în instanţă şi primirea judecăţii sau prin aceea că ele cer termeni de judecata etc. (Cas. III, 1219 din 11 Sept. 1922, Jur. Rom. 1-2 923).

4. Legiuitorul în scopul garantarei intereselor celor chemaţi sub arme, cari din cauza mobilizării erau în imposibilitate de a-şi exercita drepturile şi acţiunile lor, precum şi a se apără în acţiunile îndreptate în contra lor, a decretat prin art. 3 legea măsurilor excepţionale că, termenul tuturor prescripţiunilor şi peremţiunilor se suspendă în profitul tuturor militarilor chemaţi sub arme, în tot timpul mobilizării sau stării de război.

Prin art. 5 din aceaşi lege dispunându-se că, data încetării de suspensiune să se fixeze de Consiliul de Miniştri, prin Decret Regal, publicat în Monitorul Oficial, prin aceasta legiuitorul a înţeles să înlăture orice discuţiune la care ar fi putut da naştere interpretarea art. 3 şi să fixeze un termen general pentru toţi mobilizaţii, independent de faptul dacă în interval au fost sau nu demobilizaţi şi în ce anume măsură.

Acest decret Regal a intervenit pe ziua de 1 Aprilie 1921, când armata a fost trecută pe picior de pace, astfel că numai dela această dată urmează a se calcula termenul de perempţiune

chiar și pentru mobilizații, ce posteri or au fost demobilizați și întrucât este constant că cererea de perimare s'a făcut înainte de a se împlinì doi ani conform, art. 257 pr. civ., bine instanța de fond a respins-o. (Cas. I, 1836 din 7 Iulie 1925 Jur. Gen. 1925 No. 2051).

Art. 1875. — Prescripțiunea curge în contra vericărei persoane care n'ar puteà invocà o excepțiune anume stabilită prin lege. (Civ. 1874, 1876 urm.; Civ. Fr. 2251).

Text. fr. Art. 2251. — La prescription court contre toutes personnes, à moins qu'elles ne soient dans quelque exception établie par une loi.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 479 urm.;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 367 urm., 380;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 899;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 684 urm., 791; *Suppl.* Prescription civile, 454 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 358 bis, II;
LAURENT, XXXII, 14;
LYON-CAEN ET RENAULT, IV, 449;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2697-2705;
TROPLONG, *Prescription*, II, 700 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 75 urm., 172 urm., 416, 417; (II, ed. 2-a, p. 808 n. 1; IV, part. I, ed. 2-a, p. 506);
CANTACUZINO MATEI, p. 135, 509;
COSTIN AL., *„Asupra legislației de răsboi“*, Tribuna Juridică 26-27/919, 30-31/919, 37-38, 1919, 42-44/919;
NACU, III, p. 851.
NICOLESCU GEORGE, *„Cauzele cari suspend cursul prescripției“*, Pagini Juridice 79/911;
SIMIONESCU D. IOAN, *„Pesta, invazia și în special răsboiul pot fi considerate în drept cauze de suspendarea prescripției“*. Curier Jud. 38/914.

Jurisprudență.

1. Prescripțiunea, fiind în mod principal întemeiată pe considerațiuni de interes social, nu se pot invocà în contra ei alte cauze de suspendare sau de întrerupere, decât acele ce sunt în mod expres determinate prin lege. Astfel, conform acestui principiu legiuitorul declară prin art. 1875 din Codul civil, că prescripțiunea curge în contra oricărei persoane, care n'ar puteà invocà o excepțiune anume stabilită prin lege, și aceste principii guvernează și prescripțiunile începute înainte de punerea în aplicare a Codului civil, de oarece codul Caragea prin art. 10 dela prigoniri dispune formal că fiece prigonire, după ce se va pornì odată la vre-o judecată, are soroc de alți 30 de ani dela începutul pornirei (Cas. I, 326/905 B. p. 878).

2 Deși conform art. 1875 codul civil, prescripția curge contra oricărei persoane, care n'ar puteà invocà o excepțiune anume stabilită prin lege însă acest text de lege se referă numai la excepțiuni relative la capacitatea diferitelor persoane, dar nu vorbește de piedicele ce s'ar puteà ivì independent de calitatea sau capacitatea persoanelor în proces.

Prin urmare cu drept cuvânt instanța de fond respinge excepțiunea relativă la prescripția acțiunii cambiale, când constată imposibilitatea în care se află partea de a exercità acțiunea sa. (Cas. I. 10 Dec. 1907. B. p. 1974).

3. Elementele din cari rezultă minoritatea unei părți care a avut de efect suspendarea prescripției, sunt niște constatări de fapt, cari scapă de controlul Curței de Casație. (Cas. I 26 Nov. 1910, B. p. 1558).

4. Prescripția curge în contra tuturor coproprietarilor în indiviziune, cari nu pot dovedì că în persoana lor ar existà vre-o cauză de suspensiune sau întrerupere prevăzută de lege.

Prin urmare, suspendarea prescripției în persoana unuia din comoștenitorii în indiviziune, din cauza minorității nu poate să profite și celorlalți comoștenitori. (Cas. I, 78 din 2 Febr. 1911. B. p. 141 Jurispr. 10/1911; In acelaș sens: Cas. I, 114 din 14 Febr. 1911. Jurispr. 12/1911).

5. A se vedeà: art. 1874 cu notele respective.

Art. 1876. — Prescripțiunea nu curge în contra minorilor și interdicților, afară de cazurile determinate prin lege [1]). (Civ. 342, 454, 642 urm., 1376; Pr. civ. 257, 322; C. com. 938; L. jud. oc. 111; Civ. Fr. 2252).

Text. fr. Art. 2252. — La prescription ne court pas contre les mineurs et les interdits, sauf ce qui est dit à l'article 2278, et à l'exception des autres cas déterminés par la loi.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 491, 492;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 421;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 185, 408, 689;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 524, 566, 595, 897, 900; ed. 1-a, III, p. 471, 802;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 686 urm., *Suppl.* Prescription civile, 458 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 359 bis, II;
LAURENT, XXXII, 46;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 786;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2702; II, ed. 3-a, No. 678 urm.;
TROPLONG, *Prescription* II, 740.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 46, 176 urm., 224, 274, 338, 375, 416, 419; (II, ed. 2-a, p. 231; III, part. I, ed. 2-a, p. 641, 860; III, part. II, ed. 2-a, p. 272; IV, part. I, ed. 2-a, p. 458, 459; V, p. 512 nota; VII, p. 93; X, p. 702);
CANTACUZINO MATEI, p. 134, 509;
NACU, III, p. 852.

Jurisprudență.

1. Atât sub actualul Cod civil cât și sub codul Caragea, minoritatea nu are de efect să întrerupă prescripția ci numai să o suspende (Cas. I, 209/903 B. p. 629).

2. In principiu prescripțiunea curge în contra tuturor, și nu e suspendată decât în anumite cazuri formale prevăzute de lege. Astel starea de indiviziune nu este nicăeri prevăzută de lege ca o cauză de suspensiune, și prin urmare prescripțiunea nu curge în contra tuturor coproprietarilor, cari nu pot invocà în favoarea lor o cauză de suspensiune. Prin urmare, dacă printre coproprietarii în indiviziune se găsește un minor, prescripțiunea nu este suspendată decât în favorea minorului, care după împlinirea termenului față de ceilalți, rămâne în indiviziune cu terțiul care a prescris și care, prin efectul acestei prescripțiuni s'a substituit celor cari au lăsat să se piarză drepturile lor. (Cas. I. 157/905 B. p. 352).

3. Vârsta persoanelor născute sub imperiul legiuirii Caragea, putându-se stabilì chiar prin prezumpțiuni, urmează de acì, că instanța de fond e în drept să ia de bază însăș afirmațiunea părții, necontrazisă de adversar, spre a constată că dânsa erà minoră în momentul deschiderii succesiunii și că prin urmare prescripțiunea n-a putut curge în contra ei. (Cas. I 20 Sept. 1906, B. p. 1349).

4. In legea noastră, ca mai în toate legile moderne, cauzele cari suspendă cursul unei prescripțiuni, sunt limitativ enumerate de art. 1876 din codul civil și următorii, iar nu lăsate la aprecierea judecătorului.

Prin urmare, maxima de drept: „Contra non valentem agere non currit prescriptio" nu poate fi aplicată, deoarece nu intră în cazurile excepționale prevăzute de legiuitor pentru suspendarea unei prescripțiuni. (Cas. I, 842 din 2 Dec. 1911. B. p. 1577. Curier Jud. 10/912).

5. In principiu, prescripțiunea nu este suspendată decât în anumite cazuri prevăzute formal de lege și, prin urmare, curge contra moștenitorilor cari nu pot invocà în favoarea lor o cauză de suspensiune.

Că dacă printre dânșii se găsesc un minor, prescripția nu poate fi suspendată decât pentru partea cuvenită minorului care după împlinirea prescripției față de ceilalți va rămâne în indiviziune cu cel care a invocat și dovedit prescripția, care prin efectul acelei prescripțiuni s'a substituit celor cari au lăsat să se piardă drepturile lor. (Cas. s. I, 243/912 Curier Jud. 30/1912).

1) In art. francez corespunzător 2252 se zice: „*sauf ce qui est dit à l'art. 2278*" (1908 Cod. civ. român) „*et à l'exception des autres cas déterminés par la loi*", în loc de: „*afară de cazurile determinate prin lege*", cum este în textul român.

6. Prescripţiunea începută sub codul Calimac, urmeaza să fie în totul regulată de dispoziţiunile acelui cod şi deci să curgă şi în timpul minorităţei după cum prevede art 1909 din acel cod, chiar dacă minoritatea s'a deschis sub actualul cod. Prin urmare, cu drept cuvânt instanţa de fond a declarat prescris dreptul de a cere complinirea legitimei când cererea a fost făcută după 40 ani dela deschiderea succesiunei cât prevede art. 1951 codul Calimac pentru prescripţiunea acelui drept. (Cas. I, decizia civilă No 564, din 26 Noembrie 1914; Jurispr. Rom. 1915, p. 38).

7. A se vedeà: art. 1875 notele 3, 4.

Art. 1877. — Prescripţiunea curge în contra femeei măritate, în privinţa averei sale parafernale, chiar şi dacă aceea se află sub administraţiunea bărbatului, cu rezervă însă, pentru cazul acesta, de acţiune recursorie a femeei în contra bărbatului. (Civ. 554, 1242, 1256, 1258, 1283 urm., 1878 urm.; C. com. 938; L. jud. oc. 111; Civ. Fr. 2254).

Text. fr. Art. 2254. — La prescription court contre la femme mariée, encore qu'elle ne soit point séparée par contrat de mariage ou en justice, à l'égard des biens dont le mari a l'administration, sauf son recours contre le mari.

Doctrină străină.

Aubry et Rau, II, ed. 5-a, p. 495;
Baudry et Tissier, *Prescription*, 427-429;
Colin et Capitant, ed. 2-a, I, p. 898; II, p. 451;
Dalloz, *Rep.* Prescription civile, 710 urm.; *Suppl.* Prescription civile, 469;
Demante et Colmet de Santerre, VIII, 361 bis, II, III;
Mourlon, ed. 7-a, III, p. 787, 790, 791;
Planiol, I, ed. 3-a, No. 2702; II, ed. 3-a, No. 678 urm.;
Troplong, *Prescription*, II-746, 760.

Doctrină românească.

Alexandresco, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 629, 636, 637; XI, p. 186, 187, 224, 416; III, part. I, ed. 2-a, p. 641, 860; X, p. 702);
Cantacuzino Matei, p. 509;
Nacu, III, p. 852;
Nicolaescu I. Dem., *Observaţie* sub. Trib. Prahova s. II, 26 Sept. 1903. Curier Jud. 78/903.

Jurisprudenţă.

1. Deşi art. 1880 din Codul civil pune în mod general principiul că nu este supusă prescripţiei, pe cât timp ţine căsătoria nici o acţiune a femeii, care ar puteà să se rasfrângă cumva în contra bărbatului de ar fi exercitată de femee în contra unei a treia persoană, totuşi art. 1877 din acelaşi cod, referindu-se în mod special la averea parafernală a femeii măritate, dispune în mod clar că prescripţia curge în contra femeii măritate în privinţa averei sale parafernale chiar şi dacă averea se află sub administraţia bărbatului, cu rezervă însă, pentru cazul acesta de acţiune recursorie a femeii contra soţului. (Trib. Prahova, II. C. Jud. 78/903).

2. Cu toate că art. 1877 din codul civil prevede în adevăr o prescripţie achizitivă ce poate curge în timpul căsătoriei contra parafernei, nu prevede însă cazul nici unei prescripţiuni extinctive de oare-ce art. 1879, imediat următor, spune categoric că nu se poate prescrie acţiunea în nulitate a femeei contra actelor făcute de ea fără autorizaţia soţului în timpul căsătoriei. (Trib. Bacău, I. *Dr.* 14/912, p. 107).

Art. 1878. — Prescripţiunea nu curge pe cât timp ţine căsătoria, în contra femeei măritate, în privinţa imobilelor dotale cari n'au fost declarate alienabile prin contractul de căsătorie, decât, dacă va fi început a curge mai înainte de căsătorie, sau din momentul separaţiunei patrimoniilor, conform

articolului 1256—1270, vericare ar fi epoca în care a început posesiunea. (Civ. 1877, 1879 urm., 1255, 1877, 1879 urm.; Civ. Fr. 1561, 2255).

Text. fr. Art. 1561. — Les immeubles dotaux non déclarés aliénables par le contrat de mariage, sont imprescriptibles pendant le mariage, à moins que la prescription n'ait commencé auparavant.

Ils deviennent néanmoins prescriptibles après la séparation de biens, quelle que soit l'époque à laquelle la prescription a commencé.

Text. fr. Art. 2255. — Néanmoins elle ne court point, pendant le mariage, à l'égard de l'aliénation d'un fonds constitué selon le régime dotal, conformément à l'article 1561, au titre *du Contrat de mariage et des Droits respectifs des Époux.*

Doctrină străină.

BAUDRY ET SURRVILLE, *Contrat de mariage*, III, 1787 urm., 1872, 1945;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 431;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 184, 185, 398;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 898; ed. 1-a, III, p. 294, 295;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 710 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 167 urm., 790;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 678 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 317, 337, 346 urm., 351, 496, 545, 637, 639, 673; XI, p. 79, 186, 188, 189; (III, part. I, ed. 2-a, p. 641, 860); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 98;
CANTACUZINO MATEI, p. 134, 136, 509, 738;
IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 58, 169 urm.;
NACU, III, p. 853.

Jurisprudență.

1. Quasi-delictul săvârșit de un posesor embaticar prin faptul că a dărâmat casele clădite pe locul supus embaticului se poate prescrie prin 30 de ani de la săvârșirea lui până la intentarea acțiunei prin care proprietarul cere valoarea acelor case, fără ca proprietara, in caz când este o femee măritată, să poată opune ca prescripția nu a putut să curgă în contra sa în timpul căsătoriei, conform art. 1878 și 1880 din codul civil. (Cas. I, 453 din 30 Mai 1912, B. p. 943. Curier Jud. 79 912).

2. A se vedeà: art. 1265 nota 15.

Art. 1879. — Nu este supusă prescripțiunei, pe cât timp ține căsătoria, acțiunea de nulitate a femeei contra actelor făcute de dânsa fără autorizațiunea bărbatului sau a judecății în cazurile în care legea declară obligatorie acea autorizare [1]. (Civ. 199, 201, 1878, 1880).

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, § 314, p. 493, nº 10 (ed. 5-a);
BERRIAT ST. PRIX, *Notes élém. sur le C. civ.*, III, 9245;
LAURENT, XXXII, 60;
GUILLOUARD, *Prescription*, I, 120;
MOURLON, III, 1898.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 189; (I, ed. 2-a, p. 798; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 637 t. și n. 3); *Observație* sub. Trib. Bacău, 520 din 7 Nov. 1911. Dreptul 14/1912;
CANTACUZINO MATEI, p. 509;
IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 58, 238;
NACU, III, p. 853.

1) Textul art. 1879 Cod. civil Român, nu există în Codul civil Francez.

Jurisprudență.

1. A se vedeà: art. 1877, nota 3.

Art. 1880. — Nu este asemenea supusă prescripțiunei, pe cât timp ține căsătoria, nici o acțiune a femeei care ar puteà să se răsfrângă cumva în contra bărbatului, de ar fi exercitată de femee contra unei a treia persoană. (Civ. 1248 urm., 1285, 1337, 1878 urm.; Civ. Fr. 2256).

Text. fr. Art. 2256. — La prescription est pareillement suspendue pendant le mariage.

1° Dans le cas où l'action de la femme ne pourrait être exercée qu'après une option à faire sur l'acceptation ou la renonciation à la communauté;

2° Dans le cas où le mari, ayant vendu le bien propre de la femme sans son consentement, est garant de la vente, et dans tous les autres cas où l'action de la femme réfléchirait contre le mari.

Doctrină străină.

BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 438;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 898; ed. 1-a, III, p. 294;
DALLOZ, *Rep.* Prescription civile, 717 urm.; *Suppl.* Prescription civile 471;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 787, 788, 789;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 678 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 190, 274; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 84, 349, 350 n. 1, 434, 638, 639 t. și n.; X, p. 703);
CANTACUZINO MATEI, p. 509;
IONESCU I. IOAN. *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 58, 235, 237;
NACU, III, p. 853;
NICOLAESCU I. DEM., *Observație* sub. Trib. Prahova s. II, 26 Sept. 1903. Curier Jud. 78/1903;
ORĂNESCU C., *„Art. 1880 și 1900 c. civil"*. Curier Jud. 69 1906.

Jurisprudență.

1. In virtutea art. 1880 acțiunea femeii nu e supusă prescripțiunei pe cât timp ține căsatoria ori de câte ori această acțiune de ar fi exercitată de femee contra unei a treia persoană ar puteà să se resfrângă cumva în contra bărbatului; cursul prescripției se suspendă chiar atunci când acțiunea femeii nu s'ar resfrânge în definitiv asupra bărbatului, căci acest articol nu numai că nu cere aceasta, dar zice că e destul ca această acțiune să se resfrângă cumva în contra bărbatului; de asemenea prescripție se suspendă chiar când dânsa ar fi început să curgă înainte de căsătorie, căci prin această suspendare legiuitorul voind a evità neînțelegerile casnice la cari ar puteà da loc o acțiune a femeii, când ea s'ar resfrânge asupra bărbatului, urmează că nici o rațiune n-ar fi a se distinge dacă acțiunea femeii luase naștere înainte sau după căsătorie (Cas. I. 134, Apr. 20 92, B. p. 338).

2. Acțiunea femeii contra unui terțiu este imprescriptibilă cât timp durează căsătoria, dacă ea exercitată s'ar puteà resfrânge contra soțului ei legitim. (Cas. I 1 98 B. p. 2).

3. Deși art. 1880 din Codul civil pune, în mod general, principiul că nu este supusă prescripției, pe cât timp ține căsătoria, nici o acțiune a femeei care ar puteà să se rasfrângă cumva în contra bărbatului de ar fi exercitată de femee în contra unei a treia persoană, totuși art. 1877 din același cod. referindu-se în mod special la averea parafernală a femeii măritate dispune în mod clar că prescripția curge în contra femeii măritate în privința averei sale parafernale chiar și dacă averea se află sub administrația bărbatului, cu rezervă însă, pentru cazul acesta, de acțiune recursorie a femeii contra soțului. (Trib Prahova II. C. Jud. 78 903).

4. A se vedeà: art. 1878, nota 1.

Art. 1881. — Prescripțiunea nu curge între soți, pe cât timp ține căsătoria. (Civ. 937, 940, 1877 urm.; Civ. Fr. 2253).

Text. fr. Art. 2253. — Elle ne court point entre époux.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 495;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 445, 446;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 897; ed. 1-a, III, p. 802;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 708 urm.; *Suppl.* Prescription civile, 466 urm.;
LAURENT, XXXII, 63;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 791;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2702; II, ed. 3-a, No. 678 urm.;
TROPLONG, *Prescription*, II, 742.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 46, 85, 191 urm., 417-419, 420; (II, ed. 2-a, p. 145; IV, part. I, ed. 2-a, p. 458, 459; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 64, 84, 253, 558 n. 2, 560, 637);
CANTACUZINO MATEI, p. 135, 509;
IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 58;
NACU, III, p. 854.

Art. 1882. — Prescripțiunea nu curge în contra moștenitorului beneficiar în respectul creanțelor sale asupra succesiunei.

Ea nu curge în contra succesiunei nici în privința creanțelor nici în privința drepturilor reale [1]). (Civ. 653, 713, 1883; Civ. Fr. 2258 § 1).

Text. fr. Art. 2258. — La prescription ne court pas contre l'héritier bénéficiaire, à l'égard des créances qu'il a contre la succession.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 496, 501, 502;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 448, 451-453, 458;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 408;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 140; ed. 1-a, III, p. 471, 599;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 776 urm.; *Suppl.* Prescription civile, 478;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 365 bis, II-VI;
LAURENT, XXXII, 65-67, 73;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 792;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2702, 2703; II, ed. 3-a, No. 679-681; III, ed. 2-a, No. 2112, 2113;

Doctrină românească

ALEXANDRESCO, XI, p. 192 urm., 196; (II, ed. 2-a, p. 804 n. 4; III, part. II, ed. 2-a, p. 373); *Observație* sub. Cas. Roma, 18 Iunie 912. Curier Jud. 71/913;
CANTACUZINO MATEI, p. 134, 135, 509;
NACU, III, p. 854.

Jurisprudență.

1. Conversiunea efectelor publice fiind o opțiune ce se oferă creditorului, ca într'un termen scurt să aleaga între rambursarea creanței sale sau diminuarea dobânzei, ea nu se poate zădărnici prin nimic, îndată ce a fost prevăzută și consacrată printr'o lege specială. Astfel fiind, nu se poate considera suspendată, pe temeiul art. 18 2 din Codul civil, prescripțiunea unor cupoane aparținând împrumutului comunei București 8% scăzute în urma legei de conversiune a acestui împrumut. (Cas. I, 115 97 B. p. 320).

2. Dispozițiunile art. 1882 Cod. civ. nu se referă, în privința întreruperei prescripțiunei, decât la raporturile dintre moștenitorii beneficiari și succesiune, nu și la raporturile dintre ceilalți debitori și succesiune. (Trib Ilfov *Dr.* 63/905).

1) Ultimul aliniat al art. 1882, nu există în textul art. francez corespunzător.

Art. 1883. — Regulile prescrise prin articolul precedent se aplică şi la prescripţiunea dintre administratorul legal al averei unei persoane şi acea persoană, precum dintre o succesiune vacantă şi persoana numită curator al ei. (Civ. 701, 724 urm., 1884; Civ. Fr. 2258 § 2).

Text. fr. Art. 2258 § 2. — Elle court contre une succession vacante, quoique non pourvue de curateur.

Doctrină străină.

COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 470;
GUILLOUARD, *Prescription*, I, 62, 171.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 195 urm.;
CANTACUZINO MATEI, p. 93, 135, 509;
NACU, III, p. 854.

Art. 1884. — Prescripţiunea curge atât în folosul cât şi în contra unei succesiuni vacante chiar şi dacă n'are curator, şi chiar în timpul terminelor de trei luni pentru facerea inventarului şi de patruzeci zile pentru deliberare. (Civ. 690, 706 urm., 1883; Civ. Fr. 2258 § 2, 2259).

Text. fr. Art. 2258 § 2. — Elle court contre une succession vacante quoique non pourvue de curateur.

Text. fr. Art. 2259. — Elle court encore pendant les trois mois pour faire inventaire, et les quarante jours pour délibérer.

Doctrină străină

BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 447 urm., 457;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 140;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 776 urm., 781; *Suppl.* Prescription civile 478;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 792;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2702, 2703; II, ed. 3-a, No. 680, 681.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 195 urm.;
CANTACUZINO MATEI, p. 509;
NACU, III, p. 855.

Art. 1885. — Prescripţiunea unei creanţe condiţionale sau cu termen nu poate începe decât din momentul când s'a împlinit condiţiunea sau a expirat termenul.

Acţiunile reale ale creditorului sau proprietarului sunt, prin excepţiune, supuse prescripţiunei în folosul celui ce deţine lucrul, chiar şi mai înainte de realizarea condiţiunilor sau de expirarea termenilor la cari acele acţiuni pot fi subordonate. (Civ. 998, 1016, 1017 urm., 1022 urm., 1077 urm., 1337 urm., 1408, 1800, 1890, 1895; Civ. Fr. 2257).

Text. fr. Art. 2257. — La prescription ne court point,

A l'égard d'une créance qui dépend d'une condition, jusqu'à ce que la condition arrive;

A l'égard d'une action en garantie, jusqu'à ce que l'éviction ait lieu;

A l'égard d'une créance à jour fixe, jusqu'à ce que ce jour soit arrivé.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 471-483, 485; VII, ed. 4-a, p. 230; VIII, ed. 4-a, p. 83;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 390, 396 urm., 411 urm.;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2 a, p. 397;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 900; II, p. 139, 1028;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 75) urm., 771; *Suppl.* Prescription civile, 477;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 67 bis, IX; VIII, 364 bis, III urm.;
DEMOLOMBE, XIX, 240 urm.;
LAURENT, XII, 23; XXXII, 24, 25, 34 urm.;
MOURLON, ed. 7 a, III, p. 793 urm.;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2654; II, ed. 3-a, No. 379, 651 urm., 680;
TROPLONG, *Prescription,* II, 791, 800.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 88 nota, 197 urm., 208, 228, 315, 316, 322 n. 5; (III, part. II, ed. 2-a, p. 824 n. 2, 825 text și nota; VI, p. 122);
CANTACUZINO MATEI, p. 129, 506, 507, 517;
NACU, III, p. 855;
SIMIONESCU D. ION, *„Pesta, invazia și în special răsboiul, pot fi considerate în drept cauze de suspendare a prescripției?“*. Curier Jud. 38/1914.

CAPITOLUL IV.

Despre timpul cerut pentru a prescrie.

Secțiunea I. — *Dispozițiuni generale.*

Art. 1886. — Nici o prescripțiune nu poate începe a curge mai înainte de a se naște acțiunea supusă acestui mod de stingere [1].

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, § 213, p. 482-484;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 364, 380-382;
GUILLOUARD, *Prescription*, I, 71, 73, 76-80;
LAURENT, XXXII, 17, 19;
MARCADÉ, art. 2263, No. 230, p. 263 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 49, 205 urm., 416;
CANTACUZINO MATEI, p. 128, 129;
NACU, III, p. 857.

Jurisprudență.

1. Contractele de închirieri și arendare pot fi desființate din osebite circumstanțe și înainte de sfârșitul sorocului stipulat printr'însele și în atare cazuri din momentul desființării contractului se calculează și prescripțiunea părților. (Cas. 1, 364. Nov. 5/75 B. p. 302).

2. Nici o prescripțiune nu începe a curge înainte de a se naște acțiunea supusă acestui mod de stingere, *actioni nondum natae non praescribitur.* (Cas. I, 379, Dec. 22/82, B. p. 1201).

3. Prescripțiunea acțiunei în reducțiune a unei donațiuni nu poate începe decât în momentul când acțiunea a luat naștere, nu în momentul când donațiunea a fost făcută. (Trib. Ilfov, II, C. Jud. 20/97).

4. Pentru contractele care își produc

1) Textul art. 1886, Cod. civ. nu există în Codul civil francez.

efectele şi sunt perfecte din momentul confecţionării lor, cererea de restituire a unei taxe rău percepute se prescrie în termen de trei ani de când s'a făcut perceperea acelei taxe, căci dreptul părţii de a cere restituirea a luat naştere chiar în momentul când a plătit acea taxa. Pentru contractele însă, în care dreptul părţii de a cere restituirea taxei naşte după plata ei, termenul de prescripţie curge din ziua, de când s'a născut pentru parte dreptul de restituire a acelei taxe, iar nu din ziua când s-a făcut plata, căci este inadmisibil ca legiuitorul, în contra principiului din art. 1886 Cod. civil, să fi voit să facă să înceapă a curge o prescripţie, înainte de a se naşte acţiunea supusă prescripţiei. (Cas. I, 395/902 B. p. 1060).

5 Dispoziţiunile art. 1886 din codul civil, privitoare la începerea curgerii unei prescripţii, precum şi ale art. 1694 din acelaşi cod, care se referă la exercitarea acţiunei debitorului contra creditorului pentru restituirea gajului, se aplică şi pentru prescripţiunile acţiunilor comerciale, de oarece potrivit art. 1 din codul comercial, dispoziţiile codului civil se aplică şi în comercial, întrucât nu există alte dispoziţii derogatorii. (Cas. III, 10 Dec. 1907 B. p. 1966).

6. A se vedeà: art. 1890, nota 14.

Art. 1887. — Termenul prescripţiunei se calculă pe zile, şi nu pe ore. Prin urmare ziua în cursul cărei prescripţiunea începe nu intră în acel calcul [1]). (Civ. 1779, 1889; Civ. Fr. 2260).

Text. fr. Art. 2260. — La prescription se compte par jours, et non par heures.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, I, ed. 5-a, § 49; II, p. 480;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 582;
BUFNOIR. *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 396;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 891;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 367 bis, IV urm.;
LAURENT, XXXII, 353, 354;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 795 urm.;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2656;
TROPLONG, *Prescription*, II, 815.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 209 urm., 438, 449 n. 2; (X, p. 433);
CANTACUZINO MATEI, p. 128, 507;
NACU, III, p. 858 urm.

Art. 1888. — Ziua se împarte în 24 de ore. Ea începe la miezul nopţei şi se fineşte la miezul nopţei următoare [2]). (Civ. 1887).

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, § 212, p. 480;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 580, 582, 583;
GUILLOUARD, *Prescription*, I, 82-84, 86, 88;
LAURENT, XXXII, 353, 355;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2657;
TROPLONG, *Prescr.*, I, 315; II, 816.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 209 urm., 438, 449 n. 2;
CANTACUZINO MATEI, p. 128, 507;
NACU, III, p. 858 urm.;

1) In art. francez corespunzător 2260; lipseşte ultima frază, împreună cu intreg textul art. 1888 Cod. civil român.
2) Textul art. 1888 Cod. civ. nu există în Codul civil francez.

Jurisprudenţă.

1. Prin art. 1888 legiuitorul stabileşte că ziua începe a curge de la miezul nopţei; şi întru cât nu se prevede nici o restricţie, urmează să decidem că se aplică aceeaşi regulă şi în privinţa termenelor de procedură. (Cas II. 53, Mai 18/84 B. p. 475).

Art. 1889. — Prescripţiunea nu se socoteşte câştigată, decât după împlinirea celei după urma zile a termenului defipt prin lege. (Civ. Fr. 2261).

Text. fr. Art. 2261. — Elle est acquise lorsque le dernier jour du terme est accompli.

Doctrină străină.

Aubry et Rau, I, ed. 5-a, § 49; II, p. 479;
Baudry et Tissier, *Prescription*, 580;
Bufnoir, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 396;
Colin et Capitant, ed. 2-a, I, p. 891;
Dalloz, *Rép.* Prescription civile, 816 urm.;
Laurent, XXXII, 352;
Planiol, I, ed. 3-a, No. 2656;
Troplong, *Prescription*, II, 812.

Doctrină românească.

Alexandresco, XI, p. 216 n. 4, 485; (VI. p. 114, 361 n. 2);
Cantacuzino Matei, p. 128, 507;
Nacu, III, p. 858 urm.

Jurisprudenţă.

1. Spre a se puteà invocà cu succes prescripţiunea de 30 ani, trebue a se stabilì cu preciziune luna şi ziua de când s'a început posesiunea locului în litigiu, fiindcă după art. 1889 Codul civil prescripţiunea nu se socoteşte câştigată decât după împlinirea celei din urmă zile a termenului defipt prin lege (Apel Galati II, *Dr.* 44/905).

2. Prin art. 1889 c. civ., se pune principiul că prescripţiunea se socoteşte câştigată după împlinirea celei de pe urmă zile a termenului defipt prin lege şi nici o dispoziţiune formală a legii nu autoriză prorogarea termenului de prescripţie atunci când el se sfârşeşte într'o zi de sarbătoare spre a se prelungì durata prescripţiei fixate de lege, iar prin analogie nu se poate aplicà dispoz. art. 731 pr. civ., cari au a fi observate numai în termenele de procedură.

Aşà fiind, în materie cambială, constatându-se că termenul de cinci ani pentru prescripţiunea acţiunei s'a împlinit în ziua de 8 Septembrie 1912 care erà o zi de sarbătoare ca şi a doua zi 9 Septembrie, o Duminică, termenul pentru păstrarea acţiunei cambiale nu urmează că s'a prelungit pentru ziua de 10 Septembrie prima zi după împlinirea termenului când puteà fi prezentată cererea instanţei judecatoreşti, şi Tribunalul nu a violat art. 949 c. com., considerând prescrisă acţiunea cambială intentată la această dată, cu două zile după împlinirea termenului fixat de lege. (Cas. III, decizia No. 193, din 30 Maiu 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 434, Curier Jud. 65 914).

Secţiunea II. — *Despre prescripţiunea de 30 de ani.*

Art. 1890. — Toate acţiunile atât reale cât şi personale, pe cari legea nu le-a declarat neprescriptibile şi pentru cari n'a defipt un termen de prescripţiune [1]), se vor prescrie prin treizeci de ani, fără ca cel ce invoacă această prescripţiune să fie obligat a produce vr'un titlu, şi fără să i se poată opune reaua credinţă. (Civ. 557, 565, 638, 639, 645, 700, 840,

1) In art. francez corespunzător 2262, lipseşte fraza: *„pe care legea nu le-a declarat neprescriptibile şi pentru care n'a defipt un termen, de prescripţie"*, care a fost intercalată de legiuitorul nostru în art. 1890 Cod. civil român.

1091, 1846, 1847 urm., 1853, 1863 urm., 1872, 1875 urm., 1893, 1898, 1905, 1911; Pr. civ. 404; C. com. 939; Civ. Fr. 2262).

Text. fr. Art. 2262. — Toutes les actions, tant réeles que personnelles, sont prescrites par trente ans, sans que celui qui allègue cette prescription soit obligé d'en rapporter un titre, ou qu'on puisse lui opposer l'exception déduite de la mauvaise foi.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, I, ed. 5-a, p. 180; IV, p. 278, 593; V, p. 187; VI, p. 182; VIII, p. 424;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 165, 170, 173, 382, 385, 589 urm., 593 urm., 599 bis, 612, 614, 615;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 174, 176, 188, 243, 250, 658, 742, 805;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 78, 80, 171, 679, 757, 855, 884 urm., 994; II, p. 131 urm., 352, 362, 677;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 823 urm.; *Suppl.* Prescription civile, 363, 513 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 265 bis, VI, VII;
DEMOLOMBE, XXIX, 136;
GARSONNET, I, p. 234;
LAURENT, I, 71; II, 269; XIII, 451 urm.; XIX, 57 urm.; XXXII, 372;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 798;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2446 urm., 2651, 2706; II, ed. 3-a, No. 633;
TROPLONG, *Prescription*, I, 110 urm., 113; II, 827 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 41, 49, 87, 88 nota, 105, 156, 157 nota, 158, 213 urm., 230 t. şi nota, 232, 271, 272, 276, 277, 282-285, 290, 305, 330, 331 nota, 350, 371, 446, 509 nota, 510, 513, 528, 529; (I, ed. 2-a, p. 499, 522; II, ed. 2-a, p. 145, 281 n. 2, 326, 336, 359, 444, 767, 806, 807 n. 3, 809, 810 n. 1, 812; III, part. I, ed. 2-a, p. 273 n, 1, 298, 613; III, part. II, ed. 2-a, p. 101, 196, 224, 271, 295 n. 3, 320, 331, 398, 736, 748, 824, 825, 848, 888, 891, 896, 903; IV, part. I, ed. 2-a, p. 164, 247, 309, 312, 403, 415, 416, 433, 504, 505, 632, 698, 710, 721 nota, 773; IV, part. II, ed. 2-a, p. 138, 447, 584; V, p. 257, 283, 323, 374, 383, 501, 506, 509, 512, 513, 566; VI, p. 95, 447; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 58, 62, 249, 468; IX, p. 128, 147, 243 n. 1, 657, 660, 703; X, p. 698); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 187, 233; *Observaţie* sub. Trib. Ilfov s. III, 374 din 2 Iunie 906. Dreptul 20/1907; *Observaţie* sub. Cas. Fr., 12 Iulie 1906. Dreptul 9/1908; *Observaţie* sub. Trib. civil din Castelsarrasin, 21 April 914. Dreptul 60/914; *Observaţie* sub. Trib. Toulouse, 24 April 1922. Pand. Rom. 1923 III-115; *Observaţie* sub. Trib. civil Castres (Tarn), 14 Aug. 1922. Pand. Rom. 1923 III-116; *Notă* sub. C. Apel Rouen, 19 Mai 1922. Jurispr. Gen. 17/1923 No. 1243; *Observaţie* sub. Trib. civil Nantua-Ain, 9 Ian. 1923. Pand. Rom. 1924-III-123; *Nota* sub. Trib. Muscel, 2 Ian. 924. Jur. Gen. 1924 No. 2305; *Notă* sub. Trib. Jonzac, Charente-Inférieure, 13 Dec. 1922. Jur. Gen. 1925 No. 39; *Notă* sub. Cas. Fr., 15 Mai 1923. Jur. Gen. 1925 No. 1007;
CANTACUZINO MATEI, p. 126, 127, 128, 268, 457, 510;
DUMITRESCU A. M., II, 103, 744;
GRUIA V. IOAN *Notă* sub. Trib. Ilfov, s. IV, 1100 din 22 Sept. 1925. Jur. Gen. 1925, No. 2075;
NACU, III, p. 861;
PORUMBEANU PAUL, *Notă* sub. Cas. s. u. 24 din 1 Iunie 922. Pand. Rom. 1924-I-60;
VELESCU AL., *Notă* sub. Cas. I, 444 din 17 Mart. 1924. Pand. Rom. 1925-I-61.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudenţă.

1. Din expresiunile întrebuinţate de art. 1842 şi 1890, la prima vedere ar părea că prescripţiunea este un mijloc dat posesorului de a se apăra contra acţiunei în revendicare, însă ideia legiuitorul se lămureşte îndată ce vom considera principiile care domină materia prescripţiunii: după art. 645 şi 1837 prescripţiunea este un mod de a câştigă proprietatea; după art. 623 servituţile continue şi aparente se câştigă prin posesiunea de 30 ani; în ceea ce priveşte prescripţiunea de 10 sau 20 ani, art. 1835 arată categoric că posesorul prescrie proprietatea. Din aceste texte rezultă că posesorul în timp de 30 ani a devenit proprietar. Astfel fiind el se bucură de toate garanţiile de cari legea înconjoară dreptul de proprietate şi cea d'întâiu garanţie este acţiunea în revendicare contra acelui care i-a luat lucrul în posesiune. (Trib. Râm. Sărat. 85, Apr. 19/82, *Dr.* 79/82).

2. Restituirea reţinerilor pentru pensie făcute de primărie funcţionarilor comunali se prescrie prin 30 ani. Prescripţia prevăzută de art. 1907 c. civ. nu e aplicabilă în cazul de faţă. (Cas. I. 221, Iun. 19/87. B. p. 548. Cas. I. 104. Mart. 13/87, B. p. 199; Cas. I, 85, Febr. 25/87, B. p. 140).

3. Legiuitorul, în scop de a nu turbură liniştea familiei şi a evită desbinările între persoane unite prin strânse legături de familie, a considerat că sustragerile comise între persoanele desemnate în art. 307 c. pen. nu constituesc un delict; deci acţiunea civilă care ia naştere cu ocaziunea unor asemenea sustrageri, ne isvorând dintr'un fapt penal, nu poate să fie prescrisă prin trecerea de timp fixat de legiuitor pentru prescripţiunea acţiunei civile derivând dintr'un delict, ea rămâne supusă prescripţiunei de drept comun. (Trib. Ilfov I 16, Iun. 11/92, *Dr.* 20/92).

4. Cel ce se crede moştenitor, fără ca în realitate să fie, nu poate opune adevăratului moştenitor prescripţia prevăzută de art. 1895 din Codul civil, că i posesiunea sa, deşi poate fi de bună credinţă, nu este însă întemeiată pe o justă cauză. In acest caz numai prescripţiunea prevăzută de art. 1890 se poate invocă pentru adevăratul moştenitor. (Cas. I, 89/98 B. p. 361).

5. Comunele din Dobrogea, neavând sub dominaţia otomână o personalitate juridică până în anul 1874, când comuna a fost organizată în Turcia şi neavând nici pământ, nu pot revendică astăzi dela Statul român pământ invocând prescripţia. (Cas. I, 75/99 B. p. 170).

6. Pământurile date în virtutea legii rurale din 1864 nu se pot dobândi prin prescripţie decât în condiţiile sub care acele pământuri ar puteà fi dobândite prin orice alt mod de achiziţie, iar după aceiaş lege înstrăinările de pământuri rurale nu se pot face decât la sătenii cari nu au alt pământ. Astfel că prescripţia nu poate fi invocată de acela, care n'a dovedit îndeplinirea acestei din urmă condiţii. (Cas. I. 83/903 B. p. 188).

7. Pământurile date sătenilor în baza legii rurale din 1864, fiind alienabile în condiţiile acestei legi şi ale legii din 1879 se pot dobândi prin prescripţie. (Cas. I. 405/903, B. p. 1219).

8. Conform art. 1890 şi 1891 din Codul civil toate acţiunile, atât reale cât şi personale, precum şi instanţele începute şi delăsate se prescriu prin trecere de 30 ani, iar după art. 404 din Pr. civilă, o hotărîre judecătorească, care nu s'a executat timp de 30 ani dela data sa nu se va mai puteà executà, şi va pierde puterea lucrului judecat. (Cas. I, 326/905 B. p. 878).

9. Procedura civilă, neprevăzând nici un termen fatal pentru cererea de revizuire de care se ocupă art. 304, combinat cu art. 36 p. II, No. 4 din legea Curţii de Casaţie modificată în 1905, această revizuire se poate face înaintea Curţii de Casaţie oricând înăuntrul termenului fixat prin art. 1890 codul civil pentru prescripţiunea tuturor acţiunilor, dacă partea poate să stabilească dinaintea Curţii că are interes să ceară anularea hotărîrii care o vatămă. (Cas. I, 6 Oct. 1906, B. p. 1520).

10. Un bilet la ordine emis sub imperiul codului comercial anterior celui din 1887 nesubsemnat sau girat de vreun comerciant, constituià după legea veche un simplu înscris doveditor al unei creanţe necomerciale şi, ca atare, ia nu se puteà prescrie decât în termenul ordinar de 30 ani, prevăzut de art. 1890 din codul civil, iar nu de art. 966 din codul comercial, care stabileşte prescripţiunile referitoare la polite sau bilete la ordin, formate conform legii şi constituind adevărate efecte comerciale cu caracterul şi în condiţiunile cerute de acea lege. (Cas. II, 13 Febr. 1907, B. p. 269).

11. Acţiunea în revendicare a unui bun, ca şi acţiunea în restituire a fruc-

telor lui, derivă din acelaşi drept de proprietate astfel că exerciţiul acţiunei pentru principal, adecă pentru fond, întrerupe prescripţia şi pentru accesoriu, adecă pentru venit. Prin urmare, când reclamantul care a câştigat procesul în revendicare, care a durat mai bine de 30 ani, face acţiune pentru plata veniturilor pe tot acel timp, pârâtul nu poate invocà prescripţia de 30 ani a acţiunei pentru plata veniturilor. (Cas. I, 235 din 27 Mai 1908, Bul. p. 844. Revista Judiciară 4 1908).

12. Din dispoziţiile art. 1837 şi 1890 Codul civil rezultă, că prescripţiunea achizitivă este un mijloc de a dobândi proprietatea. Aşadar, prescripţiunea odată împlinită, ea constitue un adevărat titlu de proprietate, care poate fi invocat în dovedirea unei acţiuni în revendicare. (Cas. I, 17 Febr. 1909, B. p. 136).

13. Prescripţiunea, oricare ar fi, fiind un mod de dobândire a proprietăţii, nu poate fi invocată decât de o persoană capabilă de a dobândi.

Astfel, o persoană ce poartă numai numele de persoană morală, dar pe care legea o declară neexistentă, nu poate opune prescripţiunea achizitiva, nici pe cea extinctivă şi, deci, nici nu poate invocà această prescripţiune. (Cas. I, 2 Iunie 1909. B. p. 716).

14. Dreptul de apel se prescrie prin trecere de 30 ani, care curge dela comunicare iar nu dela pronunţarea hotarîrei. (Cas. I, 103 din 26 Febr. 1910. Jurisprudenţa 13/910).

15. Prescripţia curge în contra tuturor coproprietarilor în indiviziune, cari nu pot dovedi că în persoana lor ar existà vre-o cauză de suspensiune sau întrerupere prevăzută de lege.

Prin urmare, suspendarea prescripţiei în persoana unuia din comoştenitorii în indiviziune, din cauza minorităţei nu poate să profite şi celorlalţi comoştenitori. (Cas. I, 2 Febr. 1911 B. p. 141)

16. Constatarea instanţei de fond că partea a posedat terenul în litigiu timp de peste 30 ani în condiţiile cerute de lege pentru a prescrie, e suficientă pentru stabilirea prescripţiei, fără să mai fie nevoe a se arătà cu preciziune şi momentul începerei posesiunei. (Cas. II, 27 din 22 Febr. 1911, Jurisprudenţa 12/1911).

17. Deşi este exact că vânzătorul poate să continue şi după vânzare să posedă „animo domini" bunul vândut sau o porţiune a lui şi să invoace apoi prescripţia de 30 ani dacă a stăpânit în condiţiile legei, totuşi nu poate invocà acea prescripţie dacă se constată că nu a posedat timp de 30 ani căci posesia anterioară vânzărei nu-i mai poate folosì fiind desbrăcat prin acea vânzare de orice drepturi anterioare. (Cas. I, 757 din 29 Oct. 1912. Jur. Rom. 1/913).

18. Partea care se găseşte în posesia unui imobil nu are nimic de dovedit până ce acela care revendică imobilul nu-şi stabileşte pe lângă calitatea sa şi dreptul său de proprietate asupra acelui imobil, astfel că instanţa de fond este datoare să examineze mai întâi mijloacele de dovadă pe care reclamantul îşi sprijină dreptul său de proprietate şi numai în urmă mijloacele opuse de pârât în apărarea sa.

Prin urmare deci tribunalul după ce constată că foaia de zestre invocată ca titlu de proprietate de către reclamant nu e valabilă, omite să examineze dacă dreptul de proprietate al reclamantului se sprijină pe un alt titlu sau pe prescripţie şi admite acţiunea în revendicare numai pe motivul că pârâtul nu a putut stabilì prin martori că are o posesie de 30 ani asupra pământului ce se revendică de la dânsul, în asemenea împrejurare tribunalul dă o hotărîre nemotivată şi violează regula de drept că posesorul este presupus proprietarul imobilului până la dovada contrară. (Cas. I, 871 din 4 Dec. 1912. Jur. Rom. 7/913).

19. Quasi-delictul săvârşit de un posesor embaticar prin faptul că a dărâmat casele clădite pe locul supus embaticului se poate prescrie prin 30 de ani dela săvârşirea lui până la intentarea acţiunii prin care proprietarul cere valoarea acelor case, fară ca proprietara, în caz când este o femee măritată, să poată opune că prescripţia nu a putut să curgă în contra sa în timpul căsătoriei conform art. 1878 şi 1880 c. civ. (Cas. I, 453 912. Curier Jud. 59/1912. Bul. p. 943).

20. Calitatea de moştenitor poate servì ca just titlu pentru prescripţia de 10 ani, dar numai faţă de cei de al treilea, iar nu şi faţă de comoştenitori în contra cărora nu poate fi invocată decât prescripţia de 30 ani. (Trib. Tecuci, Oct. 1913; Dreptul 1914, p. 61).

21. Nici o prescripţie nu poate să curgă mai înainte de a se naşte acţiunea supusă acestui mod de stingere.

Prin urmare, termenul de prescripţie al acţiunei moştenitorilor adoptatorilor de a cere nulitatea adopţiei, începe să curgă din momentul morţei adoptatorului, căci atunci se naşte dreptul lor de a cere anularea adopţiei, iar nu dela data hotărîrei de adopţie. (Cas. I, decizia No. 240 din 22 Aprilie 1914; Jurispr. Rom. 23/914, p. 359, Jur. Rom. 1915, p. 48).

22. Cu toate că donatarul care posedă bunul dăruit în virtutea actului de donaţiune, nu poate opune conform art. 480 c. civ., acţiunei în revocarea donaţiunei, decât prescripţia estinctivă de 30 ani, totuşi atunci când mo-

ştenitorii donatarului au găsit bunul dăruit în succesiunea autorului lor şi l-au stăpânit 10 sau 20 de ani cu bună credinţă, pot opune declarantului care exercită acţiunea pentru revocarea donaţiunei, prescripţia achizitivă bazată pe justa cauză care rezultă din calitatea de moştenitor; astfel că dispoziţiunile art. 480 c. civ., cari prevăd prescripţia extinctivă de 30 ani a acţiunei în revocaţiune, nu sunt aplicabile în cazul când moştenitorii donatarului invoacă prescripţia achizitivă de 10 sau 20 ani cu titlu de *pro herede*. (Cas. I, No. 423, 1914; Dreptul 1914, p. 577; Jurispr. Rom. 1914, p. 517).

23. In caz de necomunicarea hotărîrei pronunţată de prima instanţă, dreptul de apel în contra acestei hotărîri nu se prescrie prin treizeci de ani dela pronunţarea ei, fiindcă neexistând în specie punerea în întârziere ce rezultă din comunicare, nimic nu poate stabilì prezumpţia de renunţare la dreptul de apel, prezumpţie care este principiul şi fundamentul prescripţiei liberatorii. (Apel Iaşi I, Noembrie 1914; Dreptul 1914, p. 628).

24. Instanţa de fond nu violează art. 1901 c. civ., ci dă o bună interpretare art. 344 şi 1271-1273 c. civ., când hotărăşte că acţiunea minorului ajuns la majoritate în contra tatălui său, fostul său tutore, pentru o creanţă dotală sau parafernală a mamei sale, este supusă prescripţiei de drept comun de 30 ani, iar nu prescripţiei de 10 ani prevăzută de art. 1901 c. civ. Faptul că obligaţia soţului de a restituì moştenitorilor soţiei averea dotală sau parafernală devine exigibilă după un an dela desfacerea căsătoriei — în speţa prin moarte soţiei, — adică în timpul administraţiei tutelei, nu schimbă origina obligaţiei de restituire, întru cât această obligaţie s'a născut dintr'un fapt anterior tutelei, iar nu dintr'un fapt de gestiune tutelară. (Cas. I. decizia No. 71, din 4 Februarie 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 149. Dreptul 1914, p. 194).

25. Dreptul unui comoştenitor de a cere partea ce i se cuvine din succesiune dela comoştenitorii săi nu se stinge decât prin trecere de 30 ani, conform art. 1890 c. civ., iar nu prin prescripţia de 10 sau 20 ani cu just titlu şi bună credinţă prevăzuta de art. 1895.

In adevăr, această prescripţie nu poate fi invocată decât de acela care deţine bunul printr'un titlu translativ de proprietate, emanat dela o altă persoană decât dela adevăratul proprietar, ori comoştenitorii au, prin această calitate chiar, un titlu legal în succesiune, însă numai pentru partea conferită prin lege. (Cas. I, deciziunea No. 254, din 15 Aprilie 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 388).

26. După art. 1837, 1890 şi 1896 c. civ., prescripţia de 30 ani cum şi aceea de 10 ani sunt moduri de a dobândì proprietatea şi deci nepronunţarea instanţei de fond asupra lor constitue o omisiune esenţială. (Cas. I. No. 342/915 Jurispr. Rom. 1915, p. 487).

27. Cassa de Depuneri trebuie să fie asimilată unui depozitar ordinar, căruia nu-i este îngăduit să invoace prescripţia de 30 ani a acţiunei pentru restituirea depozitelor, deoarece este inadmisibil ca, faţă cu scopul înfiinţărei Cassei de depuneri, care a fost acela de a crea o instituţiune de depozit permanent şi inviolabil, sub paza credinţei publice, legiuitorul să fi înţeles să-i schimbe, în ce priveşte sumele depuse, calitatea de depozitară publică în acea de simplă debitoare, atunci când a autorizat-o să întrebuinţeze sumele ce-i sunt depuse şi să restitue depunătorilor numai echivalentul lor. Pe lângă aceasta, Cassa de Depuneri, fiind un depozitar forţat, impus de legiuitor, ar fi contrar oricărei noţiuni de dreptate, dacă i s'ar recunoaşte dreptul la prescripţie asupra sumelor depuse.

Prin urmare, Curtea de apel nu a violat art. 1857 şi 1890 c. civ., relative la prescripţie, atunci când a obligat pe Minister să restitue Primariei unei comune o sumă de bani depusă ca zecimi comunale, pe contul acelei Primării şi încasată în urmă dela Cassa de Depuneri de către Ministerul de Finanţe, în baza legii din 4 Februarie 1883. (Cas. Secţiuni-Unite, No. 13, 1915; Jurispr. Rom. 1916, p. 114, Curier Jud. 1/919).

28. Acţiunile bazate pe o nulitate de ordine publică se prescriu şi ele conf. art. 1890 c. civil. (Trib. Dorohoi 30 Iunie 1915. Curier Jud. 59 915).

29. Proprietatea nu se pierde prin neuz. (Trib. Dorohoi, 30 Iunie 915. Curier Jud. 59 915; In acelaş sens: C. Apel Buc. s. I, 159 915, Curier Jud. 14/916).

30. Prescripţiunea de 5 ani prevăzută de art. 125 şi 227 din legea comptabilităţei generale a Statului, este aplicabilă numai acelor creanţe, înscrise în bugetul Statului sau comunelor, pentru a căror plată se cere o prealabilă lichidare şi ordonanţare iar nu şi pentru creanţele constatate prin înscrisuri, bonuri sau obligaţiuni de plată, emise de Stat sau Comună, prin cari se recunoaşte existenţa unor creanţe certe şi lichide cari sunt supuse astfel prescripţiei de drept comun. (Trib. Teleorman s. I, 18 Nov. 1920. Dreptul 48/920, Curier Jud. 17 921).

31. Legea judecătoriilor de ocoale prin art. 111, zice că o carte de judecată lăsată zece ani în părăsire, nu

mai poate fi executată, iar dreptul prevăzut în ea se prescrie, prescripția curgând în contra incapabililor și femeilor măritate.

Evident că după zece ani se prescrie posibilitatea de a o execută în contra celor obligați prin cartea de judecată, dar dreptul este imprescriptibil atât timp cât altul nu a uzucapat în condițiile codului civil. (Judecătoria ocol Herța-Dorohoi 328 din 15 Aug. 1924, Jur. Gen. 1924, No. 1747).

32. Un act nul în mod absolut, nu poate servì ca titlu pentru dobândirea proprietății prin lunga prescripție, chiar dacă ar fi însoțit de buna credință. (Trib. Ilfov s. II, 520 din 31 Mai 1924, Curier Jud. 39/924, Dreptul 36/924).

33. a) Nulitatea vânzărei unui imobil rural vândut unui străin, este o nulitate absolută și deci poate fi invocată de orice persoană interesată, în deosebi de vânzator sau „ayant-cause" ai lui.

b) Vânzarea nu devine valabilă prin naturalizarea străinului sau transmiterea ulterioara a imobilului unui român.

c) Imobilul astfel transmis nu se poate dobândì prin prescripția achizitivă.

d) Acțiunea în anulare a vânzatorului sau „ayant-cause" ai lui se prescrie prin 30 ani, conf. art. 1890 cod. civil. (C. Apel Buc. s. II, 131 din 24 Martie 1925, Dreptul 16/1925, Bul. C. Apel 9/925).

34. Din dispozițiile art. 34 din legea din 27 Martie 1924, de prelungirea contractelor de închiriere, rezultă că chiriașul sau subchiriașul care nu a intentat acțiunea prevăzută de lege, pentru a rămâne mai departe în imobil și nu va părăsì imobilul la data de 6 Mai 1925, este pasibil de a fi obligat la plata chiriei înzecită a semestrului expirat, fiind obligat la aceasta pe cale de ordonanță prezidențială; așà dar din moment ce acțiunea poartă asupra unui text de lege isvorît din legea chiriilor și care se tranșează pe cale de ordonanță prezidențială, ea nu poate fi judecată de cât în camera de consiliu și din moment ce prin zisul text de lege și nici printr'un altul, nu se arată termenul înlăuntrul căruia se poate face această acțiune, înseamnă că ea poate fi făcută ori și când înlăuntrul termenului de 30 ani, consacrat de dreptul comun. (Trib. Ilfov s. IV 1100 din 22 Sept. 1925, Jur. Gen. 1925, No. 2075).

35. A se vedeà: art. 36 nota 1; art. 700 cu notele respective; art. 975 notele 13, 55; art. 998 notele 3, 8, 16, 17; art. 1092, nota 10; art. 1895 nota 55; art. 1900, notele 7, 8, 11, 12; art. 1907 notele 7, 11, 17.

Art. 1891. — Instanțele începute și delăsate se vor prescrie, în lipsă de cerere de peremțiune, prin treizeci ani socotiți dela cel după urmă act de procedură, oricare ar fi termenul de prescripțiune al acțiunilor în urma căror se vor fi început acele instanțe[1]). (Civ. 1869 urm., 1871; Pr. civ. 257, 259, 404).

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, I, ed. 5-a, § 37, p. 180, 181; II, § 216, p. 534, nota 3· IV, ed. 5-a, § 313, p. 238;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 587, 589-591, 595, 697, 734;
GUILLOUARD, *Prescription*, I, 529, 530, p. 505; 532, 533;
HUC, XIV, 63 urm., 434;
LAURENT, XXXII, 36, 367, 493;
MARCADÉ, art. 2273 urm., No. 279, p. 313;
PANDECTES FR., *Prescription*, 1665, 1681, 1766, 1977, 1978, 6768;
PLANIOL, I, 2706; II, 1287; III, 2048, 3132;
SIREY, *Prescription*, 1388;
THIRY, IV, 630, p. 546;
TROPLONG, *Prescription*, II, 982.

Doctrină românească

ALEXANDRESCO, XI, p. 41, 42, 156, 213 urm., 221 urm., 409, 446, 447; *Observație* sub. Trib. Iași s. III, 25 April 1914. Curier Jud. 56/1914;
CANTACUZINO MATEI, p. 510;
NACU, III, p. 845, 862.

1) *Textul art. 1891 Cod. civ. nu există în Codul civil francez.*

INDEX ALFABETIC

Jurisprudenţă.

1. Deşi hotarîrea primei instanţe nu a fost comunicată părţii ce a pierdut de cât peste 30 ani de la pronunţarea ei, totuşi apelantul nu poate invocà această prescripţiune pentru motivul că adversarul nu câştigase prin acea hotarîre un drept pe care l'ar fi putut pune în executare de oare ce însuşi termenul apelului suspendă de drept ori ce executare şi ca consecinţă prescripţiunea după principiul *contra non valentem agere non currit praescriptio.* Şi dacă în legislaţiunea franceză o sentinţă pronunţată în prima instanţă poate fi prescrisă printr'un termen de 30 ani, chiar în întrul termenului de apel, aceasta ţine de diferenţa însemnată ce există între legea franceză şi codul civil român în privinţa efectelor apelului, al cărui termen prin el însuşi nu împedecă executarea hotărîrei. O dată executarea introdusă în justiţie toate drepturile ce decurg din ea sunt salvate şi prescripţiunea nu poate curge, ori care ar fi timpul ce ar trece între această acţiune şi rezolvarea ei (Apel Buc. II 244, Nov. 15/80. Dr. 65/81).

2. Instanţele începute şi delasate se prescriu după codul civil actual (art. 1891) în lipsă de cerere de peremptiune, prin 30 de ani socotiţi de la cel din urma act de procedură. Pretinsa cauză de suspensiune, imposibilitatea de a se execută hotărîrea care erà încă supusă apelului, erà de natura a împedicà executiunea sentinţei, iar nici cum de a face imposibilă continuarea judecatii, şi dar fară cuvânt se aplică în specie maxima: *„contra non valentem agere non currit prescriptio"*. (Cas I, 44, Febr. 8 83 B. p. 154).

3. Legiuitorul, în art. 1891 c. civ., vorbind de perimare se serveşte de cuvântul „perimarea instanţei", iar în art. 257 pr. civ. de acela al „judecăţii", ceea ce lasă a se vedeà că pentru dânsul aceste cuvinte au acelaşi înţeles şi se pot substitui unul altuia. Apoi prin cuvântul „instanţa", tradus din legiuirile cari au dat naştere procedurei noastre în cuvântul „judecată", mai apropiat vorbirei comune, s'a înţeles în totdauna ori ce procedură, ori ce instrucţiune care se efectuează de părţi înaintea justiţiei, şi care are de scop sa conducă pe aceasta la îndeplinirea telului urmărit de aceia cari i-au cerut intervenirea şi între care fără nici o îndoială că trebue să intre şi urmărirea silită. Ce este mai mult, în afară de această interpretare literală, mai este şi cuvântul că nu găsim nici o raţiune care să ne facă a admite contrariul; căci daca în materie litigioasă instanţa se perimă pe de o parte din punctul de vedere al unei bune administraţiuni a justiţiei, spre a nu se lasà să se prelungească instanţele la infinit, iar pe de alta ca o pedeapsă a negligenţei celui ce porneşte judecata şi o lasă 2 ani în parăsire de la cel din urmă act de procedura, menţinând pe intimat în stare de incertitudine jignitoare intereselor sale şi întreţinând un ferment de ura între părţi, apoi acelaşi lucru se întâmplă şi în urmăririle silite, fiindcă de la primul afipt debitorul urmărit perde libera dispoziţiune a bunului pus în vânzare, şi cum dânsa suspendându-se, această stare ar puteà durà zeci de ani fără beneficiul peremptiunei, debitorul ar fi silit să sufere o situaţiune intolerabilă, pe câtă vreme perimându-se urmărirea, şi-ar recuperà creditul şi ar puteà face onoare platilor sale, sau, urmărirea suspendată şi perimată considerându-se ca inexistentă, ar fi timp să ceară prescripţiunea titlului cu care a fost urmărit. Prin urmare, şi într'o parte ca şi în cealaltă fiind aceleaşi cauze şi aceleaşi raţiuni care cer aplicarea unei asemenea măsuri, trebue aplicată aceeaşi lege. (Apel Craiova, I. Ian. 12 94, *Dr.* 28 94).

4. Art. 1891 fixând prescripţiunea de 30 ani, spune categoric că ea se aplică şi la acţiunile deja începute sub vechea legiuire (Apel Craiova, II, 57, Mai 9 94 Curier judic. 32/94).

5. Acţiunile ce derivă din cambii, cu scadenţa la o zi fixă se prescriu prin cinci ani din ziua scadenţii, însa aceasta prescripţiune se poate întrerupe prin simpla cerere făcută în judecată, fie introductivă de instanţă, fie numai incidentă într'o instanţă deja începută fără însă a se mai exige ca cererea în judecată să fie urmata şi de o citaţiune în persoana pârîtului. Această cerere în judecată chiar lasată în părăsire, întrerupe prescripţia acţiunei cambiale, căci, odată instanţa angajată în timp util, nu mai poate aveà loc prescripţiunea acţiunei. Insă instanţa se poate prescrie, întru cât instanţele începute şi delăsate se prescriu prin trecere de 30 ani socotiţi dela cel din urmă act de procedura, oricare ar fi termenul de prescripţiune al acţiunilor, în urma cărora se vor fi început acele instanţe. (Trib. Iaşi II, C. Jud. 4/903).

6. După art. 1891 din Codul civil,

instanţele se prescriu prin 30 ani fără deosebire dacă acţiunile ce formează obiectul lor, se prescriu printr'un termen mai scurt. Astfel, deşi o acţiune cambială se prescrie prin 5 ani, însă instanta care are de obiect o asemenea acţiunea cambială, se prescrie prin 30 de ani conform dreptului comun, întru cât nici un text din legea comercială nu derogă dela această regula. (Cas. III, 57/905, B. p. 1477).

7. Instanţele începute şi delăsate se prescriu prin 10 ani atunci când afacerea este comercială conform art. 947 Cod. com., iar nu prin 30 ani, conf art. 1891 Cod. civ. (Apel Galaţi, C. Jud. 12/905).

8 Confirmarea unei hotărnicii constituind o adevărată instanţă, fie că există sau nu o contestaţie din partea vreunui vecin, urmează că ea se prescrie prin 30 ani, dacă în tot acest interval nu a mai urmat nici un act de procedură (Cas. I. 23 Mai. 1906, B. p. 877).

9. In lipsa unei cereri de perimare, instanţa începută şi părăsită, în materie comercială, se prescrie prin zece ani dela cel din urmă act de procedură conform art. 947 codul comercial, iar nu prin 30 ani, conform art. 1891 din codul civil, întru cât în materie comerciala nici o prescripţie nu poate fi mai lungă de zece ani, fie că este vorba de prescrierea acţiunei, fie numai de aceea a instanţei, legea comercială nefăcând nici o distincţiune în această privinţă. (Trib. Fal·iu. *Dr.* 27/908, p 215).

10 a) Prescripţiunile scurte curg şi contra minorilor spre deosebire de prescripţiunea de 30 ani prevăzuta de articolul 1891 c. civil care nu curge contra minorilor.

b) Art. 1891 C. civ. actual, nefiind decât reproducerea art. 10 din Capitolul relativ la prigoniri din Codul Caragea cuprinde o normă de drept civil care implica chiar prescripţia dreptului pretins prin acţiunea ce face obiectul prigonirei. Acest text dispunând ca, judecata se prescrie dacă nu s'a terminat în 30 de ani dela pornirea ei cât timp a rămas în părăsire, de aci rezultă că termenul odată împlinit fără ca pricina să fie isprăvita, acţiunea şi deci însuş dreptul părţei este stins prin prescripţie, oricari ar fi starea în car s'ar afla judecata (Trib. Iaşi III Apr. 1914; Curier Jud. 1914, p. 455).

11 Potrivit art. 8 pr. p., acţiunea civilă de daune se poate intenta înaintea instanţelor civile şi întreruperea prescripţiei se va opera potrivit normelor dreptului civil; iar acţiunea civilă va subsistă atât cât instanţa nu va fi perimata, potrivit art. 357 pr. civ., sau prescrisă, conform art. 1981 c. civ. (Apel Iaşi II 1918: Justiţia, an. II. No. 3-4, 1918, p. 9).

Art. 1892. — Renditele sau creanţele ale căror capete nu sunt niciodată exigibile şi cari produc în folosul creditorului interese periodice sau în perpetuu sau pe vieaţă, se prescriu prin treizeci de ani începând dela data titlului lor constitutiv [1]). (Civ. 1639 urm., 1893).

Doctrină străină

AUBRY ET RAU, I, ed. 5-a, § 37, p. 180, 181; § 216, p. 534, nota 3; IV, ed. -a § 313, p. 238;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 587, 589-591, 595, 697, 734;
GUILLOUARD, *Prescription*, I, 529, 530, p. 505; 532, 533;
HUC, XIV, 63 urm., 434;
LAURENT, XXXII, 36, 367, 493;
MARCADÉ, art. 2273 urm., No. 279. p. 313;
PANDECTES FR., *Prescription*, 1665, 1681. 1766, 1977, 1978, 6768;
PLANIOL I, 2706; II, 1287; III. 2048, 3132;
SIREY, *Prescription*, 1388;
THIRY, IV, 630, p. 546;
TROPLONG, *Prescr.*, II, 982.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO. XI, p. 206 t. şi n. 2, 213 urm.; (X, p. 97 t. şi n. 1); *„Avem sau nu în dreptul actual rente perpetue"*. Dreptul 76/909;
CANTACUZINO MATEI p. 507;
MEITANI GEORGE, *„Despre rentele perpetui în codicele român"*. Dreptul 58/901;
NACU, III, p. 863;

1) Textul art. 1829 Cod. civil Român nu există în Codul civil Francez.

SION FLORIN, „*Consideraţiuni asupra existenţei rentelor perpetue în dreptul român*". Curier Jud. 62/1914;
STRELICESCU N. AL., *Nota* sub. Cas. I, 641 bis din 6 Nov. 1913. Pand. Rom. 1925-I-89.

Jurisprudenţă.

1. Din cuprinsul dispoziţiunilor art. 474, 523, 550, 776, 1892 şi 1907 c. civil, rezultă că legiuitorul a consacrat în codicele român renta perpetuă cu acelaşi caracter personal mobiliar şi prin esenţă rescumpărabilă ca şi în legislaţiunea franceză şi italiană, care i-a servit ca model, iar din faptul eliminărei art. 530 şi 1909-1911 din codul Napoleon, nu poate rezulta intenţia legiuitorului român de a schimba acest caracter al rentei perpetue, de oarece alte texte de lege evidenţiază că şi în legislaţia română renta perpetuă poate fi rescumpărată, astfel art. 776 c. civ., care vorbind de împărţeala imobilului ipotecat pentru garantarea unei rente, şi autorizând rescumpărarea acestei rente pentru înlesnirea împărţelei, înţelege a vorbi de o rentă perpetuă. (Cas. I, 641 bis, 6 Novemb. 1913, B. p. 1962. Jur. Rom. 1914, p. 65. Curier Jud. 1914, p. 55, Pand. Rom. 1925, I, 89).

Art. 1893. — După 28 de ani dela data titlului constitutiv sau a celui de pe urmă titlu, debitorul poate fi constrâns să procure un nou titlu creditorului sau reprezentanţilor săi. (Civ 1105, 1189, 1865 § 3, 1885, 1890; Civ. Fr. 2263).

Text. fr. Art. 2263. — Après vingt-huit ans de la date du dernier titre, le débiteur d'une rente peut être contraint à fournir à ses frais un titre nouvel à son créancier ou à ses ayant-cause.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 518;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 625, 626;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 193;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 132, 139, 142;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 847 urm., 869 urm ; *Suppl.* Prescription civile, 521 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 370 bis, II, III;
LAURENT, XXXII, 380;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 799;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 670, 671.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 205 n. 2, 213 urm.; (III, part. I, ed. 2-a, p. 821 nota; X, p. 97 t. şi n. 1);
CANTACUZINO MATEI, p. 508;
NACU, III, p. 863.

Art. 1894. — Regulile prescripţiunei relative la alte obiecte decât cele cuprinse în acest titlu şi cari sunt expuse la locurile respective din acest Codice, exclud aplicarea dispoziţiunilor acestui titlu în toate cazurile când sunt contrarii lor. (Civ. 118, 122, 163, 165, 167, 290 urm., 301—303, 489, 490, 498, 557, 559, 579, 580, 619, 623 urm., 628, 639 urm., 700, 720, 722, 783, 789, 833, 840, 931, 1334, 1359, 1375, 1512, 1800 § 4, 1901; C. com. 937—948; Civ. Fr. 2264).

Text. fr. Art. 2264. — Les règles de la prescription sur d'autres objets que ceux mentionnés dans le présent titre, sont expliquées dans les titres qui leur sont propres.

Doctrină străină.

BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 588;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 188, 736;
DALLOZ. *Rép.* Prescription civile, 912;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 371 bis;
LAURENT, XXXII, 374;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 800.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 228, 229; III, part. I, ed. 2-a, p. 821, nota;
NACU, III, p. 861.

Secțiunea III. — *Despre prescripțiunile de 10 până la 20 de ani.*

Art. 1895. — Cel ce câștigă cu bună credință și printr'o justă cauză un nemișcător determinat, va prescrie proprietatea aceluia prin zece ani, dacă adevăratul proprietar locuește în circonscripțiunea curței de apel unde se află nemișcătorul, și prin douăzeci de ani dacă locuește afară din acea circonscripțiune. (Civ. 462 urm., 471, 486, 557, 639 urm., 644, 818, 840, 1800, 1896 urm.. 1902; C. com. 939, 940; Civ. Fr. 2265).

Text. fr. Art. 2265. — Celui qui acquiert de bonne foi et par juste titre un immeuble, en prescrit la propriété par dix ans, si le véritable propriétaire habite dans le ressort de la cour royale dans l'étendue de laquelle l'immeuble est situé; et par vingt ans, s'il est domicilié hors dudit ressort.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 472, 542, 543, 545-549, 555, 556; IV, ed. 4-a, p. 405, 462; VII, p. 230, 375; VIII, p. 83;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 656-661, 664, 666, 672, 674 urm., 679, 680, 689, 691, 693, 694;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed, 2-a, p. 187, 192, 305, 309, 394;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 679, 904 urm., 907, 931, 968, 993; II, p. 441, 492, 726, 1026;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 877 urm.; *Suppl.* Prescription civile, 525 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 56 bis; 105 bis, VI; VIII, 372 bis, IV, XV, XVI;
DEMOLOMBE, XVII. 324: XXIV, 362, 367;
LAURENT, XV, 73; XXV, 565; XXXII, 395, 398, 400, 401, 404, 405, 409, 410, 413, 419, 421, 422, 425;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 801 urm.;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2651, 2658-2672, 2706, 2758;
TROPLONG, *Prescription*, II, 662, 663, 665, 710, 797, 865 urm., 882, 883, 886, 888, 890 urm., 910, 926.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 41, 94, 105, 118, 119, 134, 136, 137, 141, 231 urm.; (III, part. I, ed. 2-a, p 299, 867, n. 4; III, part. II, ed. 2-a, p. 5, 6, 464, 791, 792 t. și n. 2; IV, part. I, ed. 2-a, p. 93, 208 n. 1, 414, 433, 505, 633, 710; V, p. 257, 383; VI, p. 96; X, p. 699. 700); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 194. *Observație* sub. Trib. Ilfov s. II, 655 din 15 Mai 904. Curier Jud. 49/904; *Observație* sub. Cas. I, 13 Febr. 1923. Pand. Rom. 1923-III-115; *Notă* sub. Trib. Vassy, Haute-Marne, 9 Dec. 1921. Jur Gen. 1924 No. 1798;
ANTONESCU EM, *Adnotație* sub. Trib. Ilfov s. II, 844 din 20 Dec. 903. Curier Jud. 37/904;
CANTACUZINO MATEI, p. 126, 127, 128, 132, 254;
CERBAN ALEX., *Notă* sub. Cas. I, 637 din 10 Dec. 1920. Curier Jud. 21/1921; *Notă* sub. Cas. I, 697 din 28 Dec. 920. Curier Jud. 22/921; *Notă* sub. Cas. I, 210 din 23 Febr. 923. Curier Jud. 37/923;
CERULEANU C., *Notă* sub. Trib. Prahova, s. III, 112 din 18 Febr. 1925, Sentința 5/1925;
DIMITRESCU BARBU, *„Observațiuni privitoare la o recentă decizie a Curții de Casație"*, Dreptul 4 915;
[illegible] C. D., *Notă* sub. Trib. Constanța s. I, 132 din 6 April 1921. Pand. Rom. 1924-II-218;

IVANOVICI ȘTEFAN, *Observație* sub. Trib. Teleorman, 421 din 7 Iunie 912. Curier Jud. 27/913;
LĂZĂRESCU EM. ALEXANDRU, *Regula de drept și jurisprudența actuală*, „Despre eroarea de drept", p. 6;
NACU, II, p. 428; III, p. 865, 881;
NICOLEANU G. HIPPOLYTE, *Notă* sub. Cas. I, 543 din 25 Mai 1923, Pand. Rom. 1924-I-139;
STOENESCU D. DEM., *Notă* sub. Cas. I, 188 din 3 Mai 1920. Pand. Rom. 1922-I-109;
VELESCU AL., *Notă* sub. Cas. I, 444 din 17 Mart. 1924. Pand. Rom. 1925-I-61.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudență.

1. Prescripțiunea bazată pe just titlu și o posesiune de 10 sau 20 ani cu bună credință are tocmai de efect a face să se recunoască în persoana celui ce o invoacă un drept de proprietate ce persoana de la care îl deține nu aveà. Principiul că nimeni nu poate transmite ceea ce nu are, nu'și poate dar aveà aplicațiune când este vorba de prescripțiune. (Cas. I, 403, Dec. 14/81, B. p. 932).

2. Distincțiunea prevăzută de art. 1895 și 1896, în privința locuinței adevăratului proprietar prevăd ipoteza când acțiunea de revendicare se exercită de chiar adevăratul proprietar iar nu și de alții de al treilea, cum sunt creditorii săi cari exercită în numele său, acțiunea în simulațiunea actului de înstrăinarea imobilului. (Cas. 1, 22 Ian. 23/82, B. p. 44).

3. Achizitorii unui imobil fiind supuși, ca și autorul lor, conform art. 404 proc. civ., în timp de 30 ani, efectelor unei sentințe relativă la imobilul dobândit și obținută contra autorului lor anterior achizițiunei imobilului, nici că poate fi vorbă pentru ei de a puteà invocà în favoarea lor prescripțiunea decenală. (Trib. Ilfov I, 96, Febr. 11/91. *Dr.* 23/91).

4. Dreptul de a prescrie prin 10 sau 20 ani nu este acordat de lege de cât aceluia care dobândește un imobil prin un just titlu și bună credință. Aceste două condițiuni sunt cerute de lege într'un mod cumulativ din cauza favoarei excepționale acordată dobânditorului admis a prescrì în afară de regulile ordinare. De unde rezultă că presumpțiunea de bună credință stabilită prin art. 1898, nu poate dispensà pe cel care invoacă prescripțiunea de 10 sau 20 ani de a face dovada că a dobândit-o printr'un just titlu. (Apel Buc. III, 110, Mai 7/92. *Dr.* 41/92).

5. Acțiunea în reducțiune a unui moștenitor în contra comoștenitorului său se prescrie prin 30 de ani dela deschiderea succesiunei. Un terțiu detentor poate prescrie prin 10/20 de ani imobilul supus reducțiunei dacă are el însuși o posesiune dela 10-20 de ani. Nu poate însă, pentru a alcătuì acest termen, să unească prescripțiunea liberatorie de 30 ani începuta de donator, cu prescripțiunea sa achizitivă, care nu are încă nici 10 ani. (Cas. I, 350/98 B. p. 1185).

6. Când posesiunea aceluiaș lucru trece pe rând în mai multe mâini, fiecare posesor începe în persoana sa o nouă posesiune, fară a distinge dacă strămutarea posesiunei s'a făcut în mod singular sau universal, lucrativ sau oneros. Deci succesorul cu titlu universal, care are sezina, nu poate în-

cepe o nouă posesiune în persoana sa, fiindcă posesiunea sa se confundă cu a lui de cujus, al cărui continuator este cumpărătorul, însă, fiind un achizitor cu titlu particular, poate dacă este de bună credinţă, sa înceapă o nouă posesiune în persoana sa şi să prescrie prin 10 sau 20 ani, deşi autorul său nu puteà prescrie decât prin 30 ani. (Apel Galaţi I. *Dr.* 61/99).

7. Din combinaţia art. 1895 şi 1897 rezultă că atunci când este vorba de un titlu care nu este izbit de o nulitate, ci numai anulabil, un asemenea titlu poate să serve de bază pentru prescripţia decenală, faţă cu orice altă persoană, decât aceea care ar fi avut dreptul să ceară anularea lui, de oar-ce, fiind vorba de o nulitate relativă numai acela care are dreptul să ceară anularea poate să se opună prescripţiei bazate pe un asemenea titlu. (Cas. I. 27 904, B. p. 27).

8. Prescripţia de 10 ani are loc nu numai în caz de uzucapiune, adică atunci când terţiul deţinător ar fi cumpărat de la non domino şi ar aveà nevoe de prescripţie pentru a dobândi proprietatea ci şi în cazul când terţiul deţinator a cumpărat imobilul cu act valabil. (Cas. I. 47/904. B. p. 128).

9 Condiţia, care pare cerută de art. 1895 Codul civil că achiziţia trebue sa aibă de obiect un nemişcător determinat, şi care nu este reprodusă după textul legii franceze, text ce nu admite uzucapia pro herede, nu poate să fie menţinută în legea noastră, care admite această uzucapiune. Prin urmare, art. 1895 trebue combinat cu art. 1858 şi 1859 Cod. civ. care admit formal uzucapiunea pro herede, căci altfel prescripţia cu acest titlu ar fi totdeauna înlăturată. (Cas. I. 405/904. B. p. 1280).

10. Testamentul constitue un just titlu de proprietate care, unit cu buna credinţă, poate duce la prescripţia prevăzută de art. 1895 din codul civil. (Cas. I. 20 Ian. 1906. B. p. 37).

11. Titlul de moştenitor constitue un just titlu, în baza căruia se poate dobândi prin prescripţia de 10 ani proprietatea averii de succesiune. (Cas. I. 24 Nov. 1906, B. p. 1822).

12. Prescripţiunea cu just titlu şi bună credinţa presupune o transmitere a non domino, iar nu o transmitere făcută de adevăratul proprietar care, ca în speţă, a învestit pe legatar cu dreptul de proprietate chiar din momentul decesului. In acest caz, prin urmare, legatarul sau moştenitorii săi nu poate opune la cererea de eşire din indiviziune a erezilor rezervatari decât stingerea dreptului lor de moştenire sau prescripţiunea acţiunii în reducţiune, cari ambele nu se pot împlinì decât după 30 ani dela moartea testatorului. (Cas. I. 19 Iunie 1906, B. p. 1127).

13. Actul sub semnătură privată şi fără dată certă, nu poate constituì o justă cauză în sensul art. 1897 din codul civil, care să ducă la prescripţiunea de 10 ani. (Cas. I, 15 Sept. 1906, B. p. 1342).

14. Eredele de bună credinţă, care a găsit în patrimoniul succesoral un imobil determinat, începe în persoana sa, din momentul deschiderei succesiunei, o posesie nouă care unită cu calitatea de moştenitor, poate conduce la dobândirea proprietatei acelui imobil prin prescripţiunea de 10 20 ani, prevăzută de art. 1895 codul civil. (Cas. I, 1 Iunie 1907. B. p. 1045).

15. Acela care stapâneşte un pământ ca proprietar în mod public şi neîntrerupt mai mult de 10 ani, dobândeşte proprietatea pământului prin prescripţia prevăzută de art. 1895. (Cas I. 14 Mai 1907 B. p. 803).

16. Un act de donaţie semnat prin punere de deget şi legalizat de primarie, fiind nul, nu poate duce la prescripţia decenala. (Cas. I. 15 Ianuarie 1907 B. p. 19).

17. Procesul-verbal de delimitare al comisiunii de plasă formeaza un titlu pentru tot pamântul dat ţaranilor conform legii rurale, *iar nu şi pentru proprietarul pe moşia căruia s'a făcut împroprietărirea*, de care e prin încheierea procesului-verbal de delimitare, care nu este decât executarea pe faţa pământului a împroprietăririi ţăranilor, nu se face o transmisie de proprietate către proprietarul pe moşia caruia s'a făcut împroprietărirea, ci executarea în fapt a împroprietăririi pe baza legii rurale din 1864.

Astfel fiind, cu drept cuvânt instanţele de fond n'au admis ca just titlu, care să ducă la prescripţia de 10 ani hotărnicia şi procesul-verbal al comisiunii de plasă, exibate de proprietarul pe moşia căruia s'a făcut improprietarirea la 1864. (Cas. I. 20 Febr. 1908, B. p. 254).

18. Art. 1802 din codul civil şi 723 din procedura civilă, relative la conflictele de drepturi cari se regulează după anterioritatea transcripţiunii, se aplică numai în cazul când achizitorii nu pot invocà decât drepturile rezultând din titlurile lor, iar nu şi atunci când unul din ei, pe baza titlului său, poate invocà prescripţia de 10 ani, prevazută de art. 1895 din codul civil. (Cas. I. 278 din 25 Iunie 1908, B. p. 1809 şi Jurisprudenţa 20 908).

19. Procesul-verbal dresat de comisiunea întocmită în conformitate cu art. 18 din legea pentru înstrăinarea bunurilor Statului, neconfirmat de minister după cum se prescrie prin articolul următor, nu poate servì de just

titlu, care să ducă la prescripţia de 10 ani. (Cas. I, 28 Ian. 1908, B. p. 28).

20. Conform art. 1897 din codul civil vânzarea constituind un titlu translativ de proprietate, are a fi considerată ca o justă cauză, în baza căreea cumpărătorul, potrivit art. 1895 din codul civil, printr'o stăpânire de 10 ani cu bună credinţă, poate dobândi proprietatea pământului cumpărat. (Cas. I, 11 Febr. 1908. B. p. 226).

21. Posesia precară nu poate duce la prescripţia achizativă. (Cas. I, 28 Martie 1908, B. p. 477).

22. Legea rurală din 1864 şi cea interpretativă din 1879 nu cer, pe lângă condiţiile prescrise în acele legi, şi condiţia ca acel ce cumpără un pământ rural să fie major, astfel că o asemenea condiţie rămâne supusă dreptului comun, după care minorii, prin reprezentanţii lor legali, pot sa cumpere imobilele. De altmintrelea, chiar legea rurală dă pământ rural femeilor văduve cu copii minori, adică da pământ minorilor.

Prin urmare, minorii putând să cumpere imobile rurale, pot să dobândească asemenea pământuri, şi prin prescripţie. (Cas. I, 27 Mai 1908, B. p. 840).

23. Conform art. 1897, alin. 1 codul civil, un act nul nu poate servi ca just titlu pentru prescripţia achizitivă de 10 ani, prevăzută de art. 1895 codul civil. (Cas. I, 12 Sept. 1908, B. p. 1370).

24. O posesiune exercitată cu buna credinţă şi întemeiată pe justă cauză timp de 10 ani poate conduce la prescripţie, conform art. 1895 din codul civil. (Cas. I, 4 Nov. 1908, B. p. 1809).

25. Prescripţia de 10 ani având de obiect tocmai acoperirea viţiului rezultând din lipsa dreptului de proprietate al autorurului, nulitatea de care ar fi viţiat titlul acestuia, nu poate să se resfrângă asupra titlului cumpărătorului. (Trib. Dorohoi 134/1908, Revista Judiciară 2/1908; In acelaş sens: Cas. II 30/916. Curier Jud. 46/916).

26. Pentru dovedirea dreptului de posesiune de 10 ani, legea nu cere îndeplinirea formalităţii transcrierei titlului ci ea cere un just titlu, adică un fapt juridic care serveşte la posesiune, iar nici de cum un titlu transcris. (Trib. Dorohoi 134/1908, Revista Judiciară 2/1908. In acelaş sens: Cas. I, 158 din 22 Febr. 1913 Jur. Rom. 16/913 şi Curier Jud. 31/913; Cas. I, 444 din 17 Martie 1924. Jur. Rom. 14/924).

27. După dispoziţiunile art. 1895 codul civil, cel ce câştigă cu bună credinţă şi printr'o justă cauză un nemişcător determinat, prescrie proprietatea lui prin 10 ani, dacă adevăratul proprietar locueşte în circumscripţia Curţii de Apel unde se află imobilul. (Cas. I, 20 Mai 1909, B. p. 568).

28. Prescripţiunea prevăzută de art. 568 procedură civilă, nu este o decădere a drept lui de proprietate a terţiilor persoane, numai pentru simpla lipsă de revendicare a acelui drept în cursul celor cinci ani dela executarea ordonanţei de adjudecare, căci cu ocaziunea votărei acestui articol s'a propus un amendament pentru a se prevede expres asemenea decădere, dar acel amendament s'a respins de unde rezultă că şi această prescripţiune specială trebue să îndeplinească condiţiunile prescrise de art. 1847 şi 1895 din codul civil, ca adjudecatorul şi urmaşii săi, în cursul celor cinci ani să fi avut posesiunea continuă neîntreruptă, neturburată, publică, sub nume de proprietar şi de bună credinţă neputându-se invocà asemenea prescripţie de cei ce stăpânesc cu titlu de chiriaşi (Cas. III, 3 Martie 1909, B. p. 356).

29. Titlul de moştenitor este un just titlu care, unit cu posesiunea de bună credinţă, poate duce la dobândirea proprietăţii unui imobil prin prescripţiunea de 10 sau 20 de ani. (Cas. I, 439 din 17 Noembrie 1909, B. p. 1281, Jurisprudenţa 33/909. In acelaş sens: Judecătoria Ocol. Tg. Frumos. Curier Jud. 23/914).

30. Potrivit art. 1895 codul civil, cel ce câştigă cu bună credinţă şi printr'o justă cauză un nemişcator determinat prescrie proprietatea lui printr'o posesiune de 10 ani, dacă adevăratul proprietar locueşte în circumscripţia Curţii de Apel unde se află nemişcătorul. (Apel Galaţi. I, *Dr.* 32/909, p. 253).

31 După art. 1897 din codul civil, just tit'u este verice titlu valabil translativ de proprietate, precum vânzarea, etc.

Un asemenea titlu nu încetează de a fi just, pentru că persoana dela care emană nu erà proprietara sau n'aveà deplinul drept de a transmite lucrul, de oarece prescripţia prevăzută de art. 1895 codul civil are de scop tocmai de a acoperì, încât priveşte pe achizitorul de bună credinţa, viţiul rezultând din lipsa dreptului de proprietate sau a capacităţii autorului transmisiunii de a înstrăinà obiectul vândut, întru cât fără un asemenea viţiu transmiterea este perfect valabila din chiar momentul de când a avut loc. (Cas I, 14 Ianuarie 1909, B p. 10).

32. Un act dotal făcut cu formele cerute de lege fiind translativ de proprietate, constitue, conform art. 1897 din codul civil un just titlu, care poate conduce potrivit art. 1895 din codul civil, la dobândirea proprietăţii imobilului constituit ca dotă, prin posesiunea cu bună credinţă în timp de 10 sau 20 ani, şi această prescripţie este menită în intenţiunea legiuitorului de a consolidà dreptul de proprietate al posesorului tocmai în împrejurările în cari au-

torului îi lipseau titlurile necesare pentru a asigurà succesorului său un perfect drept de proprietate. (Cas. I, 2 Martie 1909, B. p. 288).

33. Uzucapiunea bazată pe justul titlu care rezultă din calitatea de erede, nu poate fi opusă unui moştenitor de un grad mai apropiat, ci numai unui al treilea care nu are calitatea de erede (Cas. I. 535 din 13 Oct. 1910, B. p. 1343, Jurispr. 33/1910).

34. Dacă din art. 700, combinat cu 729 din codul civil rezulta evident ca un moştenitor care stăpâneşte un imobil succesorul ca proprietar exclusiv, nu poate invocà faţă de comoştenitorul său decât prescrpţiunea achizitivă de 30 ani, însă nu este tot astfel când acel imobil a trecut prin succesiune la un erede al său universal; sau cu titlul universal în acest caz, succesiunea fiind un mod de dobândire a proprietăţei, iar după art. 1858 combinat cu 1859, succesorul universal putând începe în persoana sa o posesiune utilă, deosebită de a autorului său, calitatea sa de erede poate constitui un just titlu care să ducă la prescripţiunea acelui imobil găsit în succesiunea autorului dacă l'a stăpânit 10 până la 20 de ani, şi cu buna credinţa conform art. 1895 din codul civil, prescripţiune care poate fi invocată faţă de cei de al treilea, prin urmare faţă şi de acela care erà comoştenitor cu autorul său. (Cas. I. 795 din 21 Nov. 1911 B. p. 1386. Curier Jud. 14/912).

35. După dispoziţiunile art. 1895 din codul civil, cel ce câştigă cu bună credinţă şi printr'o justă cauză un imobil determinat, prescrie proprietatea lui prin 10 ani, dacă adevăratul proprietar locueşte în circumscripţia Curţei de Apel unde se află situat imobilul, iar dupa art. 1897 din codul civil, justa cauză este orice titlu translativ de proprietate.

Astfel, succesiunea fiind enumerata printre diferitele moduri de a dobândi proprietatea (art. 644 din codul civil), constitue prin ea însăşi un just titlu care, unit cu buna credinţa, conduce la prescripţiunea de 10 ani.

Prin urmare, săvârşeste o omisiune esenţială instanţa de fond când nu se pronunţă asupra calităţei de erede a unei persoane, calitatea invocată spre a dovedì justul titlu, în sensul art. 1895 din codul civil. (Cas. I, 4 Oct. 1911. B. p. 1171).

36. Eredele are în calitatea sa un just titlu care îl poate conduce printr'o posesie de 10 sau 20 ani la dobândirea prin prescripţie a proprietăţii imobilelor aflate în succesiunea autorului sau deşi titlul în virtutea căruia acesta a stăpânit acele bunuri erà un titlu nul, anulabil sau precar; în acest caz posesiunea invocată de erede conform art. 1895 c. civ. trebue să fie de bună credinţă. Această bună credinţă este destul să fi existat în momentul dobândirei imobilului, iar după art. 1899 al. 2 ea se presupune totdeauna în favoarea posesorului şi sarcina probei este pentru cel ce alegă reaua credinţă. (Trib. Bacău 3 Mai 1911. Curier Jud. 14 1913; In acelaş sens: Judec. Ocol Bujor (Covurlui) 85/911. Curier Jud. 33/912).

37. Pentru prescripţia de 10 şi 20 ani prevăzută în art. 1895 c. civ., titlul „pro herede“ constitue o justă cauză conform art. 1897 combinat cu 644 c. civil pentru toţi erezii fie ab intestat, fie testamentari, universali sau particulari când posesiunea autorului a fost sub nume de proprietar, adevărata posesie întrunind cele două elemente: animus şi corpus şi nu constitue just titlu pentru erezii ab intestat atunci când posesia lui de cujus a fost nu sub nume de proprietar, ci o simplă detenţiune fără animus domini, o posesie precara.

Prin urmare o tutoare legală care a continuat posesia defunctului său soţ, posesiune neatinsa de viţiul precarităţii, poate cu succes să se prevaleze de prescripţia decenală asupra terenului posedat. (Judec. ocol rural Horezani de sus (Gorj) 139 din 12 Dec. 1912. Curier Jud. 6/914).

38. Prescripţia decenală admisa de legiuitor ca o excepţie nu se poate invocà cu succes atunci când ai ca just titlu calitatea de proherede pe lângă posesia de bună credinţă de cât faţă de terţi dar nici de cum faţă de un comoştenitor, căci acesta are facultatea de a acceptà sau refuză succesiunea timp de 30 ani. (Trib. Teleorman 421 din 7 Iunie 1912. Curier Jud. 27/913).

39. Atunci când Statul a împroprietărit pe ţărani conform legei din 1864, şi în urmă constată că din eroare le-a dat o întindere de pământ peste întinderea ce erà obligat a le da, acest prisos de pamânt este deţinut fàra cauză şi, prin urmare, acţiunea ce are Statul în restituirea lui, este o condictio indebiti bazată pe obligaţiunea ce au locuitorii de a restituì ceeace au primit fără să le fie datorit, aşa că numai prescripţia liberatorie de 30 ani se poate opune contra unor asemenea acţiuni ale Statului, iar nu aceia achizitivă cu bună credinţă şi just titlu. (Cas. s. I, 87/912, Curier Jud. 37/1912).

40. Dacă detentorul unui imobil poate fi admis pentru a complectà termenul necesar prescripţiunei ce invoacă, să unească la posesiunea sa pe aceea a autorului său, beneficiul acesta trebue supus unei îndoite condiţiuni, adică a existentei bunei credinţe

și a unui just titlu în persoana autorului său, după cum aceasta rezultă din principiul ca prescripțiunea prevazută de art. 1895 din codul civil, fiind o favoare, o măsură de excepțiune admisă prin derogațiune la prescripțiunea de lung timp, care este de drept comun, ea nu poate fi invocată de cât de acela care dobândește un imobil sub această îndoită condițiune aratată mai sus.

Prin urmare, violează dispozițiunile art. 1895 din codul civil Tribunalul când admite prescripțiunea decenală invocată de minori fără a se fi dovedit existența unui just titlu în persoana mamei, autoarea lor, în momentul când începe posesiunea. (Cas. I, 106 din 7 Febr. 1912, B. p. 210. Curier Jud. 34/912).

41. Intr'o acțiune în petițiune de ereditate ceeace este esenția, este stabilirea gradului de rudenie cu *de cujus* și din moment ce rudenia este stabilita, ruda care se află în posesia moștenirei, nu poate să invoace în contra rudei care reclamă moștenirea sau o parte d'n ea prescripțiunea de 10 la 20 ani, bazată pe titlul care rezultă din calitatea sa de erede, de oarece acest titlu nu are un caracter exclusiv cum trebue să fie titlul care servă de bază prescripțiunii ce este comun tuturor moștenitorilor până la facerea împărțelei.

Prin urmare, prescripțiunea întemeiată pe justul titlu care rezultă din calitatea de erede, nu poate fi opusă unui coherede, ci numai unui al treilea care nu are calitatea de erede (Cas. I. 462 din 1 Iunie 1912, B. p. 1124, Curier Jud. 60/1912).

42. Dacă în cazul unui autor comun tuturor erezilor, o prescripțiune întemeiată pe justul titlu de erede nu poate fi învocată contra altui coerede, aceastã se explică prin faptul că într'un asemenea caz, titlul ce servă de baza prescripției fiind comun tuturor moștenitorilor până la facerea împărțelei, posesia nu are un caracter exclusiv cum trebue să fie posesiunea care serva de bază unei prescripțiuni.

Atunci însă când un erede găsește în succesiunea autorului său imediat un imobil care a aparținut succesiunei unui autor mai depărtat, acest erede poate să înceapă în persoana sa o posesiune nouă distinctă de aceia a autorului său, care unită cu buna credință și cu titlul ce rezultă din calitatea sa de erede, poate sa'l conducă la prescripțiune. (Cas. I. 338 din 7 Mai 1913, B. p. 1075. Curier Jud. 46 913 si 55/914; In acelaș sens. (Cas. I. 154 din 22 Febr. 1913. Curier Jud. 33 913).

43. Prescripțiunea achizitivă de 10 ani cu bună credință și just titlu are de scop acoperirea oricărui vițiu rezultând din lipsa dreptului de proprietate al autorului transmisiunei iar nu o transmitere făcută de adevăratul proprietar precum ar fi Statul, care a învestit pe locuitori cu dreptul de proprietate din chiar momentul împroprietaririi lor.

In acest caz dacă Statul constată că din eroare a dat locuitorilor împroprietăriți după legile rurale o întindere de pământ, peste ce erà obligat a le da, locuitorii devin debitori ai prisosului nedatorit și nu se pot libera de obligațiunea de restituire decât prin prescripțiunea liberatorie de 30 ani (Cas. I, 195 din 5 Martie 1913. B. p. 600. Curier Jud. 34 913).

44 Prescripția de 10 ani, bazată pe titlul de moștenitor nu cere ca persoana în succesiunea căreia s'a gasit imobilul să fie proprietarul lui sau să aiba drept de a-l transmite, de oarece această prescripție are de scop tocmai de a acoperi, încat privește pe moștenitorul care a posedat de bună credința vițiul rezultând din lipsa titlului de proprietate sau a capacitaței autorului transmisiunei de a înstrăina imobilul. (Cas. I, 3 Sept. 1913, B. p. 1528).

45. Prescripțiunea de 10 ani prevăzută de art. 1895 cod civil, ca să poată fi opusă cere o posesiune bazată pe un titlu translativ de proprietate.

Astfel, întrucât nu se produce titlul pe temeiul caruia se exercită posesiunea, prescripția de 10 ani nu poate fi invocată. (Cas. I, 22 Oct. 1913, B. p 1774).

46. Prescripția de zece ani bazată pe titlul de moștenitor nu cere ca persoana în succesiunea care'a s-a găsit imobilul să fie proprietarul lui sau să aibă drept de a-l transmite, de oare ce această prescripție are de scop tocmai de a acoperi în cât privește pe moștenitorul care a posedat de bună credință vițiul rezultând din lipsa dreptului de proprietate sau a capacitaței autorului transmisiunei de a înstrăinà imobilul.

Prin urmare, tribunalul nu violează art. 1895 c. civ., când admite părței pârâte mijlocul de apărare întemeiat pe prescripția de zece ani, pe baza titlului său de moștenitor. (Cas. I, 460 din 3 Sept. 913. Curier Jud. 65 913; Cas. I, 1429 din 27 Dec. 1922. Jur. Rom. 7-8 923, Curier Jud. 15 923).

47. Daca un erede găsește în succesiunea autorului sau imediat un imobil care a aparținut succesiunei unui autor mai depărtat, acest erede poate să înceapă în persoana sa o posesie noua distinctă de a autorului sau care unita cu buna credință și cu titlul care rezultă din calitatea sa de erede să-l poată conduce la prescripție. (Cas. I, 154 din 22 Febr. 1913, Jur. Rom. 16 913).

48. Detentorul actual al unui imobil poate fi admis, pentru a completă

termenul necesar prescripţiunei ce invoacă, să unească la posesiunea sa pe aceea a autorului său, aceasta însă sub îndoita condiţiune: a existenţei, chiar dela origină, a *bunei credinţe* şi a unui *just titlu* în persoana autorului său, beneficiu ce rezultă din principiul că prescripţiunea prevăzută de art. 1895 din codul civil, fiind o favoare, o măsură de excepţiune, admisă prin derogaţiune dela prescripţiunea de lungă durată, care e de drept comun, ea nu poate fi invocata decât de acela care dobândeşte un imobil sub această îndoită condiţiune. (Jud. Zătreni-Vâlcea, 12 Iunie 1914. C. Jud. 29 915).

49. Cu toate că donatarul care posedă bunul dăruit în virtutea actului de donaţiune, nu poate opune conform art. 480 c. civ., acţiunei în revocarea donaţiunei, decât prescripţia extinctivă de 30 ani, totuşi atunci când moştenitorii donatarului au găsit bunul daruit în succesiunea autorului lor şi l-au stăpânit 10 sau 20 de ani cu bună credinţă, pot opune reclamantului care exercita acţiunea pentru revocarea donaţiunei, prescripţia achizitivă bazată pe justa cauză care rezultă din calitatea de moştenitor; astfel că dispoţiunile art. 480 c. civ., cari prevăd prescripţia extinctivă de 30 ani acţiunei în revocaţiune, nu sunt aplicabile în cazul când moştenitorii donatarului invoacă prescripţia achizitivă de 10 sau 20 ani cu titlu de *pro herede*. (Cas. I, No. 423, 1914; Dreptul 1914, p. 577; Jurispr. Rom. 1914, p. 517, Curier Jud. 5/1915).

50. Dacă un proprietar operează două transporturi de proprietate asupra aceluiaş imobil, mai întâi, către o persoană, printr'un schimb fără încheierea unui act scris şi fară transcrierea dreptului de proprietate transferat, şi apoi către o altă persoană, printr'o vânzare constatată printr'un act autentic şi transcris, Tribunalul violeaza articolele dela prescripţie când respinge acţiunea în revendicare intentată de cumpărător, pe motiv că acela care a făcut schimbul l-a dobândit prin prescripţie având ca just titlu actul de schimb. In adevăr, într'o asemenea speţă nu se poate aplică art. 1895 c. civ., caci nu este vorba de un just titlu, obţinut a non domino care unit cu buna credinţă şi printr'o posesie de zece sau douăzeci ani să poată duce la prescripţie, ci de un titlu dobândit dela adevaratul proprietar, titlu ce prin el însuşi are efectul imediatei transferări a dreptului de proprietate, dar pe care lipsa de transcripţie îl face potrivit art. 723 pr. civ., neopozabil altor persoane cu drepturi asupra imobilului dobândit ulterior, dar transcrise. (Cas. I, decizia No. 606, din 10 Decembrie 1914; Jurispr. Rom. 1915, p. 228).

50 bis. Un act de vânzare netranscris unit cu posesia de zece ani duce la dobândirea dreptului de proprietate în contra unui alt cumpărător cu act de vânzare transcris deşi ambii cumpărători deţin drepturile de la acelaş vânzător.

In consecinţă prescripţia primează transcripţia. (Trib. Dolj s. III, 241 din 27 Oct. 1915. Justiţia (Craiova) 6/921).

51 Buna credinţă în materie de prescripţie nu este numai ignoranţa dreptului altuia, ci ea implică o credinţă pozitiva, convingerea că autorul titlului era proprietar şi că aveà dreptul ca să înstrăineze lucrul. Astfel, dacă titlul autorului erà viciat, anulabil sau supus rezoluţiei, ori dacă drepturile de proprietate ce isvorăsc din titlu sunt îndoelnice şi dacă dobânditorul aveà cunoştinta viciului, el nu poate să aibă buna credinţă. (Trib. Tecuci, No. 298, 1914, Dreptul 1915, p. 211).

51 bis. Stăpânirea cu titlu precar a unui imobil nu poate conduce pe posesor la dobândirea proprietăţei prin prescripţie, fiindcă proprietatea nu se pierde prin neuz.

Cel care dobândeşte pe baza unui titlu o posesie viciată, trebue să fie de bună credinţă spre a o puteà preface în o posesiune utilă, pentru ca după trecerea de 10 ani să se prescrie dreptul de proprietate. (C. Apel Buc. II, 201/915, Curier Jud. 5/916).

52. Legiuitorul român, spre deosebire de cel francez, şi respectând tradiţiunea consacrată prin art. 3 al legiuirei din Muntenia din anul 1847, asupra prescripţiei împresurarei pământurilor, a înscris principiul că titlul *pro herede* este un just titlu, ceiace rezultă evident din art. 1858 al. 4 combinat cu art. 644 şi 1897 c. civ.

Prin urmare, moştenitorul de bună credinţă, poate unind acest titlu cu o posesiune de zece ani exercitata în condiţiunile legei, să dobândească proprietatea unui imobil, conform art. 1895 şi urm. c. civ., fără a fi obligat el a face dovada titlului cu care autorul succesiunei a început posesiunea.

Astfel, tribunalul violează citatele texte de lege, când respinge mijlocul de apărare dedus din prescripţiunea proherede. (Cas. s. I. decizia No. 17, 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 170; Curier Jud. 65/1915, p. 268).

53. Dreptul unui comoştenitor de a cere partea ce i se cuvine din succesiune dela comoştenitorii sai nu se stinge decât prin trecere de 30 ani, conform art. 1890 c. civ., iar nu prin prescripţia de 10 sau 20 ani cu just titlu şi bună credinţă prevăzute de art. 1895.

In adevăr, această prescripţie nu poate fi invocată decât de acela care

deţine bunul printr'un titlu translativ de proprietate, emanat dela o altă persoană decât dela adevăratul proprietar, ori comoştenitorii au, prin această calitate chiar, un titlu legal în sucesiune, însă numai pentru partea conferită prin lege. (Cas. I, No. 254, 1915; Jurispr. Rom. 1915. p. 388).

53. bis. După art. 1837, 1890 şi 1895 c. civ., prescripţia de 30 ani cum şi acea de 10 ani sunt moduri de a dobândì proprietatea şi deci nepronunţarea instanţei de fond asupra lor constitue o omisiune esenţială. (Cas. I, No. 342, 1915. Jurispr. Rom. 1915, p. 487).

54 Deşì succesiunea este un mod de a dobândì terenuri rurale fără nici o restricţiune, — afară de aceia a calităţei de român, — totuşi de acì nu se poate deduce că acela care se îmbracă cu calitatea de succesor poate dobândì un teren clăcaşesc, prin prescripţiunea decenală, cu bună credinţă adăogată acestui just titlu, fără a aveà în acelaş timp şi calitate de sătean cultivator de pământ, căcì în acest caz dobândirea ar urmà să se facă nu prin succesiune, ci prin posesiunea exercitată de succesor, în această a sa calitate. (Cas. I, decizia No. 585, din 21 Octombrie 1915. Jurispr. Rom. 7/916).

55. Daca partea a decăzut din dreptul de a probà cu martori prescripţia de 30 ani, nu urmează de aici că ea a pierdut şi dreptul de a invocà această probă în dovedirea prescripţiei de 10 ani. In adevăr deşì ambele prescripţiuni au la bază tot faptul posesiunei şi deşì partea ar invocà în ambele aceiaş dată a punctului de plecare a posesiunei, prescripţia de scurtă durată constitue însă un mijloc de apărare cu reguli deosebite de acele cari guvernează materia prescripţiei de 30 ani. (Cas. I, 297 din 23 Mai 1916. Jur. Rom. 10-11/919).

56. a). Titlul *pro herede*, fiind un mod legal de dobândire al proprietăţei, constitue, conform art. 1895 c. civ. un just titlu, care unit cu o posesiune de bună credinţă timp de 10 sau 20 ani, să ducă la prescripţie.

b). Titlu *pro herede* nu poate servì ca just titlu pentru prescripţie între comoştenitori. (Apel Iaşi II, No. 18, 1916; Justiţia, 1916, p. 189).

57. a). Când este vorba de o avere imobila determinată numai cantitativ, reclamantul nu poate să intenteze decât o acţiune în împarteală, spre a se alege porţiunea de avere ce i se cuvine, iar nu o acţiune în revendicare, care nu se poate intentà decât pentru un corp cert şi determinat.

Prin urmare, Tribunalul cu drept cuvânt hotărăşte că bine reclamantul a intentat o acţiune în împărteală pe baza unui testament prin care i s'au lăsat 3 pogoane arabile, 12 rânduri de vie şi jumătate din locul de casă, adică o porţiune din averea imobilă, fără să se determine limitele în care se găseşte porţiunea legată.

b). Moştenitorul de sânge care posedă întreaga avere a lui de cujus, deşì există un testament prin care o parte din acea avere este legată unui terţiu, nu poate să invoace prescripţia achizitivă de 10 sau 20 ani a bunului legat, de oarece el este ţinut de executarea acelui legat particular. (Cas. I, decizia No. 243 din 29 Aprilie 1916; Jurispr. Rom. 26/1918, p. 402).

58. In acţiunea pentru revendicarea unui imobil dotal pentru motivul că înstrăinarea lui nu s'a făcut cu formele cerute de lege, se poate invocà prescripţia prevăzută de art. 1255 c. civ., al cărui fundament nu este justul titlu şi buna credinţă, prevăzute de art. 1895 c. civ., ci o prezumpţie de renunţare din partea aceluia care având exerciţiul acţiunii nu a exercitat-o în termenul de zece ani dela desfacerea căsatoriei, confirmând astfel actul izbit de nulitate. (Cas. I, decizia No. 101 din 2 Iunie 1919; Jurispr. Rom. 1919, p. 722).

59. Prescripţia achizitiva de zece ani bazată pe just titlu şi buna credinţă, având de scop de a acoperì viţiile unui titlu translativ de proprietate, derivând din lipsa dreptului de proprietate a autorului, ea presupune o transmitere de la un neproprietar şi deci nu are a se aplicà în cazul când transmiterea derivă de la adevăratul proprietar. In această din urmă situaţie drepturile dobânditorilor sunt aratate de art. 723 pr. civ., după care proprietatea faţă de terţi se transmite valabil aceluia care şi-a transcris mai întâi titlul său.

Prin urmare dacă sunt doi cumpărători cari deţin drepturile dela acelaş vânzător, titlul valabil este acela care a fost transcris mai întâi, astfel că tribunalul violează art. 723 pr. civ., şi interpretă greşit art. 1895 c. civ., atunci când admite prescripţia achizitivă de zece ani, invocata de cumpăratorul care şi-a transcris actul mai în urma, pe motiv că ar fi doi autori diferiţi ai părţilor în litigiu, întrucât unul dintre cumpărători n-ar deţine imobilul direct de la vânzator ci de la un subachizitor al acestuia. (Cas. I, 183 din 3 Mai 1920. Jur. Rom. 4/921. Justiţia 6/15 Mart. 1921. Pand. Rom. 1922, I, 109).

60. Statul având pretutindeni şi în tot cuprinsul ţarii reprezentanţi, cari sa vegheze la apărarea intereselor sale, din punct de vedere patrimonial, termenul de prescripţie, în caz de just titlu şi bună credinţa, în contra lui, este de 10 ani iar nu de 20 ani, chiar dacă imobilul respectiv nu se află în circumscripţia Curţei de Apel Bucureşti

ci a altei curţi. (Cas. I, 697 din 28 Dec. 1920. Jur. Rom. 6/921, Pand. Rom. 1922, III, 4. Curier Jud. 22/921).

61. In cazul când părţile cari îşi contestă dreptul de proprietate asupra unui imobil, nu au nici una nici alta titluri cari sa emane dela adevăratul proprietar, urmează a fi considerat ca proprietar acela care, pe lângă justul titlul pe care îl prezintă, dovedeşte în acelaş timp că a posedat neîntrerupt imobilul cu buna credinţă în termenul cerut pentru prescripţie. (Cas. I. 637 din 10 Dec. 1920. Curier Jud. 21 921).

62. Prescripţia decenala fiind condiţionată de existenţa celor două elemente cerute de art. 1895 c. civ. adică just titlu şi buna credinţă, lipsa unuia din ele împiedica dobândirea proprietăţei prin acest mijloc. (Cas. I, 294 din 5 Aprilie 1921. Jur. Gen. 1923, No. 622).

62 bis. Când doi achizitori ai aceluiaş imobil, îşi dispută preferinţa sau dreptul de proprietate asupra acelui imobil, unul invocând anterioritatea transcrierei titlului sau, iar celalalt prescripţia împl'nită în baza unui just titlu translativ de proprietate, transcris ulterior sau netranscris, acest de al doilea va evinge pe cel dintâi, pentru ca în afara de titlul său, a mai dobândit un nou titlu de proprietate conferit de art. 645 c. civ.: „prescript'a", care îl face proprietar erga omnes şi prin aceasta orice transcr'ere facuta de un altul nu mai opereaza pentru că uzucapiunea a consolidat definitiv proprietatea în patrimoniul celui ce o invoacă. (Trib. Constanţa I, 132 din 6 Aprilie 1921. Pand. Rom. 1924, II, 218).

63 In principiu cel ce câştigă cu bună credinţă şi printr'o justă cauza un nemişcător determinat, va prescrie proprietatea lui prin 10 ani. (Art. 1895 c. civil).

Art. 1859 prevede că dacă posesia aceluiaş lucru trece pe rând în mai multe mâini, fiecare posesor începe în persoana sa o nouă posesie, fară a distinge dacă strămutarea posesiei s'a făcut în mod singular sau universal, lucrativ sau oneros, iar art. 1858 No. 4 dispune că posesia exercitată nu ca proprietar, se poate schimbà în poses'e utilă, când transmiterea ei din partea deţinătorului s'a facut printr'un act cu titlu universal şi dacă succesorul universal va fi de bună credinţă. In speţa, reese că, chiar dacă înstrainarea ce Şt. S. a facut fiului său I. S. ar fi anulabilă sau raportabilă, prin încetarea din viaţă însă a acestuia din urmă, copiii sai au gasit în succesiune acel bun, începând o posesie nouă în persoana lor, distinctă de aceea a autorului lor şi fiind de buna credinţa, care se prezumă conform art. 1898 c. civ., şi stapânindu-l mai bine de zece ani, au dobândit proprietatea prin prescripţie faţa de ceilalţi comoştenitori ai tatalui lor. (C. Apel Buc. s. IV 329 din 30 Dec. 1922. Jur. Gen. 1923, No. 224).

64. Prescripţia de zece ani este menita sa acopere l'psa calitaţii de propr'etar în persoana vânzătorului.

Prin urmare, în specie, greşit tribunalul înlatură efectele acestei prescripţii, pe motiv că ea nu a putut operà din cauza stărei de indiviziune între reclamant şi cel ce invoaca aceasta prescripţie. (Cas. I, 210 d'n 23 Febr. 1923. Jur. Rom. 10 923, Pand. Rom. 1923, III, 115, Dreptul 20/923, Curier Jud. 37/923).

65. Titlu pro-herede, după legea noastră, poate constituì un just titlu, care să ducă la prescripţia decenala, însă trebue unit cu buna credinţă; iar pentru ca să ex'ste buna credinţă la deţinerea materiala a unui imobil, nu este suficient ca intenţiunea de a posedà pentru sine sa fie ca un act intern de voinţă, ci trebue să f'e manifestata prin acte cari să formeze şi în mintea publ'cului din localitate o astfel de credinţă. (Trib. Prahova s. III, 112 din 18 Febr. 1925, Sentinţa 5/925).

66. A se vedeà: art. 644, notele 10, 15; art. 749, nota 5; art. 975 notele 13, 55; art. 1858 cu notele respective; art. 1859, notele 3, 4, 5; art. 1897 cu notele respective; art. 1898 cu notele respective.

Art. 1896. — Dacă adevăratul proprietar a locuit, în diferite timpuri, în circonscripţiunea curţei de apel unde se află nemişcătorul, şi afară dintr'însa, prescripţiunea se va complectà adăogându-se, la anii de prezenţă, un număr de ani de absenţă îndoit decât cel ce lipseşte la anii de prezenţă pentru ca să fie zece. (Civ. 1895; Civ. Fr. 2266).

Text. fr. Art. 2266. — Si le véritable propriétaire a eu son domicile en différents temps, dans le ressort et hors du ressort, il faut, pour compléter la prescription, ajouter à ce qui manque aux dix ans de présence, un nombre d'années d'absence double de celui qui manque, pour compléter les dix ans de présence.

Doctrină străină.

BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 692 urm.;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 394;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 908;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 943 urm.; *Suppl.* Prescription civile, 559 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 804 urm.;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2671.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 91, 94, 105, 118, 119, 134, 136, 137, 141, 231 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 5, 6, 464, 791, 792 t. şi n. 2; IV, part. I, ed. 2-a, p. 93, 208 n. 1, 414, 433, 505, 633, 710; X, p. 699, 700);
CANTACUZINO MATEI, p. 132;
NACU, I, p. 227; III, p. 865.

Jurisprudenţă.

1. Ca să fie loc la aplicarea art. 1896 se cere o lipsă continuă din circumscripţiunea curţii de apel unde se află nemişcătorul, iar nu o simplă plecare în mod trecător. (Cas. I, 308/Oct. 7/92, B. p. 859).

2. Chestiunea de a se şti dacă revendicantul unui imobil a locuit sau nu, în diferite timpuri, în circumscripţia Curţei de apel, unde se află nemişcătorul, este o chestiune de fapt lăsată la suverana constatare şi apreciere a judecătorilor de fond. (Cas. I, 255/909, B. p. 814).

Art. 1897. — Justa cauză este verice titlu translativ de proprietate, precum vinderea, schimbul, etc.

Un titlu nul nu poate servì de bază prescripţiunei de zece până la douăzeci de ani.

Un titlu anulabil nu poate fi opus posesorului care a invocat prescripţiunea de zece până la douăzeci de ani, decât de cel ce ar fi avut dreptul de-a cere anularea sa, sau de reprezentanţii dreptului său, dacă posesorul n'a cunoscut cauza anulabilităţei[1]. (Civ. 207, 486, 487, 644, 952, 1895, 1899; Civ. Fr. 2267).

Text. fr. Art. 2267. — Le titre nul par défaut de forme, ne peut servir de base à la prescription de dix et vingt ans.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 544, 545;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*. 660 urm., 668, 671;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 292, 296, 303, 306;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p 906, 931;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 897 urm.; *Suppl.* Prescription civile, 538 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 374 bis, II;
LAURENT, XXXII, 391 urm., 394;
PLANIOL, I, ed 3-a, No. 2662;
TROPLONG, *Prescription*, II, 901, 902 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 1, 231 urm.; (III, part. I, ed. 2-a, p. 312, nota, 317 nota: III, part. II, ed. 2-a, p. 5, 6, 464, 791, 792 t. şi n. 2; IV, part. I, ed. 2-a, p. 93, 208 n. 1. 414, 433, 505, 633, 710; IV, part II, ed. 2 a, p. 590; X, p. 699, 700); *Observaţie* sub Trib. Iaşi s I, 27 Sept. 1911. Dreptul 1/1912; *Observaţie* sub. Cas. I, 439 din 17 Nov. 909. Dreptul 3/1910; *Observaţie* sub. Justiţia de pace din Liernais (Côte d'Or) 21 Aug. 913. Dreptul 51/914; *Observaţie* sub. Trib. Ilfov. s. II, 655 din 15 Mai 1904. Curier

---

1) Art. 1897 Codul civil român, nu are echivalentul său în Codul civil francez. Singur aliniatul II este tradus după art. 2267 Codul francez.

Jud. 49 904; *Notă* sub. Cas. I, 543 din 25 Mai 1923. Curier Jud. 41/923; *Observaţie* sub. Judec. ocol. rural Tg.-Frumos, 98 din 7 Iunie 912 Curier Jud. 23/914; *Notă* sub. Cas. I, 423/914. Curier Jud. 5/1915; *Observaţie* sub. Cas. I, 150 din 1 Mart. 1911. Curier Jud. 53/1911; *Notă* sub. Judec. ocol. Calafat, 25 Sept. 1924. Jur. Gen. 1925 No. 121;

Antonescu Em., *Adnotaţie* sub. Trib. Ilfov s. II, 844 din 20 Dec. 1903. Curier Jud. 37/904;

Benisache C. Remus (Receben, *Notă* sub. Cas. I, 610 din 4 Oct. 911. Curier Jud. 85 1911;

Cantacuzino Matei, p. 130, 131;

Cerban Al., „*Vânzarea lucrului altuia constitue un just titlu putând servi de baza prescripţiei de 10-20 ani*". Dreptul 55/1911;

Ceruleanu C., *Notă* sub. Trib. Prahova s. III, 112 din 18 Febr. 1925, Sentinţa 5/1925;

Nacu. I, p. 764; III, p. 866 urm.;

Nicoleanu G. Hippolyte, *Notă* sub. Cas. I, 543 din 25 Mai 1923. Pand. Rom. 1924-I-139;

Safirescu A., *Observaţie* sub. Trib. Dolj. s. II, 110 din 8 Febr. 1910. Pagini Juridice 60 1910;

Velescu Al., *Nota* sub. Cas. I, 444 din 17 Mart. 1924, Pand. Rom. 1925-I-61.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudenţă.

1. Calitatea de moştenitor constitue un just titlu. (Cas. I, 373 Nov. 20/81, B. p. 843).

2. Nu poate invocà prescripţiunea de 10 până la 20 ani cel care a cumparat o moşie de la o mânăstire, întru cât nu aveà un titlu just, şi aceasta, pentru motivul că nici stariţul, nici el cu soborul mânastirei nu aveau capacitatea de a înstrăinà imobilul monastiricesc. (Cas. I, 116 Mart. 28 81, B. p. 238).

3. Cel care cunoaşte că posesiunea sa se bazează pe un act nul de la sorgintea lui, cum ar fi actul de cumpărare al unei moşii monastireşti vânduta de starit, care nu avea dreptul de a o vinde, nu poate invocà beneficiul prescripţiunei. (Apel Buc. II, 63. Mart. 10/80, *Dr.* 44 81).

4. Spre a consolidà dreptul de proprietate prin prescripţia achizitivă, se cere un titlu just, adica acel titlu prin care se poate transmite dreptul de proprietate; vrea sa zică ori care titlu admis de lege care însuşeşte solemnitaţile cerute pentru validitate dupa natura lui este un titlu just, fara a ţine seamă daca persoana de la care provine titlul, e sau nu proprietară imobilului înstrainat. Viţiul în persoana aceluia care transmite dreptul de proprietate asupra imobilului înstrainat nu ia titlului de transmitere cararcterul de titlu just, caci tocmai pentru că exista acel viţiu uzucapiunea are de scop a-l înlaturà. Aşà dar o vânzare consimţită *a non domino* este un titlu just, numai ca vânzătorul să fi dispus de imobilul vândut ca de un lucru al său. (Cas. I, 82/Mart. 3/81, B. p. 181).

5. Chiar dacă s'ar admite că din dispoziţiunile combinate ale art. 1858 alin. IV şi art. 1859 ar rezultà în mod neîndoios că codul nostru civil prescrie, în opoziţiune cu codul Napoleon, că eredele are în calitatea sa un just titlu, care îl conduce printr'o posesiune de 10 sau 20 ani cu bună credinţă la dobândirea prin prescripţiune a proprietăţii asupra imobilelor aflate în succesiune deşi titlul în virtutea căruia autorul său stapâneà acele bunuri, erà un titlu nul, anulabil sau

precar, şi că am fi mai autorizaţi să deducem din acele articole că legiuitorul nostru; ţinând seama de criticele doctrinei şi de dificultăţile semnalate de jurisprudenţa franceză, a înţeles, alcatuind citatele articole, să pună capăt, în favoarea eredelui de bună credinţă, eternităţii imposibilităţii de a prescrie, când posesiunea a fost precară la origina ei, prescriind: eredele începe în persoana sa o noua posesiune, viţiile posesiunei se vor examinà în persoana eredelui, posesiunea precară a autorului se schimbă în posesiune utila, când eredele este de buna credinţă, totuşi eredele nu poate să câştige prin prescripţiune proprietatea imobilului care nu s'a posedat de autorul său, şi care la moartea sa n'a putut transmite eredelui sau o posesiune pe care nu o aveà. (Apel Buc. III, 230, Nov. 29 86. *Dr.* 36 87).

6. Art. 645 prevede că proprietatea se poate dobândì şi prin lege. Astfel fiind, legea din 1864 pentru împroprietărirea clăcaşilor este un titlu translativ de proprietate, în ceea ce priveşte quantumum de pogoane cuvenit lor dupa legea rurală. (Trib. Ilfov. II, 248, Nov. 24.88, *Dr.* 78 88).

7. Un act, ori care i-ar fi natura, nu poate servì de just titlu care să conducă la prescripţia de 10 ani, prevăzută de art. 1895, de cât pentru ceea ce conţine într'însul, nu şi pentru un lucru care trece peste coprinderea acestui act. Aşà fiind curtea de apel, face o greşită aplicaţie a art. 1895 şi 1897, când consideră că legea rurală a putut servì locuitorilor împroprietăriţi ca titlu pentru a prescrie suma de pogoane ce se constată că posedă mai mult de cât li s'a dat în virtutea acelei legi. Pentru acest excedent de pamânt legea rurală nu poate fi privită ca o justă cauză pentru locuitorii foşti clăcaşi. (Cas. I. 100 Mart. 13/92, B. p. 211; Cas. I. 358/Nov. 11/92, B. p. 976; Cas. I, 154/Apr. 21/90. B. p. 452; Cas. I, 6/Ian. 11 88 B. p. 5; Apel Craiova I, 15, Ian. 19/90. *Dr.* 38/90; Apel Craiova II, 2, Ian. 10/94. *Dr.* 55/94).

8. Just titlu este acela care are de obiect transmisiunea unui drept de proprietate sub condiţiunile de a fi autorizat de lege şi de a fi învestit cu formele cerute pentru validitatea sa, fără nici o consideraţiune cât despre persoana dela care emană dacă este sau nu proprietar al imobilului înstrăinat de dânsa. Aşà fiind, dacă curtea ia de bază, ca just titlu, legea pentru regularea proprietăţei rurale, şi constată că împroprietărirea este făcută în formele prescrise de acea lege, şi că în virtutea acestei legi locuitorii au posedat continuu şi neîntrerupt în curs de 10 ani, între prezenţi şi în limitele fixate de inginerul Statului, şi un prisos de pământ alăturat pe lângă locurile lor considerând astfel legea împroprietăririlor, ca un just titlu care conduce la uzucapiune, şi admiţând în consecinţă prescripţiunea acelui prisos, nu violează art. 1895 c. civ. (Cas. I 266 Nov. 4 88, B. p. 901).

9. Art. 1858 No. 4, spre deosebire de cel francez, admiţând titlul putativ al moştenitorului care nu cunoaşte precaritatea posesiunei autorului său, face o aplicaţiune speciala a unei regule generale. Astfel fiind dacă se admite titlul putativ al moştenitorului care a succedat unui succesor precar şi căruia, dupa rigoarea principiilor ar trebuì să i se opuna ca a succedat şi în viţiile defunctului, cu atât mai mult urmează a se admite titluri putative în cazurile unde buna credinţa a posesorului nu este în conflict cu rigoarea principiilor. Art. 1895, ca să înlăture orice îndoială în această privinţa cere pentru prescripţiunea de 10 sau 20 ani bună credinţa şi o justă cauza, evitând astfel termenul *just titlu* de care se serveşte art. 2265 corespunzător francez. Astfel fiind titlul poate să lipsească fiind suficienta credinţa ca există un titlu dacă eroarea are o justă cauză. Chiar dacă am admite că cuvintele „justă cauză" şi „just titlu" exprimă aceeaşi idee, totuşi menţionarea lui în art. 1895 nu înseamneaza altceva de cât că legiuitorul nostru a admis că uzucapiunea de 10 şi 20 de ani presupune nu numai buna credinţa dar şi un just titlu în acest înţeles natural că şi titlul putativ se consideră ca un just titlu dacă eroarea e scuzabila. Art. 1857 lăsând la o parte fraza enigmatică din corespunzatorul său francez art. 2241 ca „nimeni nu poate sa prescrie contra titlului său" şi înlocuind-o cu aceea că posesorul, care posedă nu sub nume de proprietar nu poate să schimbe el însuşi calitatea posesiunei sale rezultă ca a posedà dincolo de titlul sau nu se înţelege a posedà contra titlului sau sau fară titlu. Şi chiar dacă am admite că în dreptul francez cel care posedă dincolo de titlu său posedă restul contra titlului, adică fără titlu şi că pentru a prescrie îi trebue o uzucapiune de 30 ani, totuşi legea noastră, spre deosebire de cea franceză considerând titlul putativ ca o justă cauză în înţelesul art. 1895, rezultă că un asemenea posesor are credinţă că există un titlu şi pentru rest, credinţă care are o justă cauză, ceea ce este suficient. Din cele expuse rezultă că locuitorii împroprietăriţi după legea rurală pentru prisosul ce ar posedà peste pogoanele cuvenite lor au un titlu putativ adică credinţa că au un titlu, credinţă provenită din faptul că cu ocaziunea delimitărei pământului cuvenit lor li s'au

măsurat și dat în posesiune de catre comisiunea însărcinată de legea rurală și un prisos de pogoane, fapte cari fac ca eroarea lor să fie scuzabilă și prin consecință titlul lor un just titlu. Deci ei pot prescrie acel prisos prin o posesiune neîntreruptă de 10 ani. (Trib. Ilfov, 248, Noemb. 24/88, *Dr.* 78 88).

10. Dacă consiliul comunal, în urma declarației făcută de moștenitorul atunci cunoscut că nu mai poate plătì despăgubirea clăcei, a vândut acel pământ rural delăsat, fără autorizația comitetului permanent, titlul cumpăratorului nu poate fi considerat ca nul în mod absolut, ci ca titlu anulabil întru cât e vorba de un consimțimânt viciat al primăriei. Or, după art. 1897, titlurile anulabile pot servì de bază pentru a conduce la prescripția de 10 sau 20 ani. In conformitate cu acest text de lege, numai primăria se poate prevală de acest motiv de nulitate iar nu și terțiele persoane. (Cas. I, 230/Mai 30 90, B. p. 681).

11. Hotarîrea comitetului permanent pronunțată asupra delimitărei făcută locuitorilor conform legei rurale, de către comisia de plasă, constitue un just titlu, astfel că o posesiune exercitată în virtutea ei în timp de 10 ani, în mod pacinic, neîntrerupt și cu bună credință conduce la prescripțiune. (Cas. I, 194/Mai 11/90, B. p. 610).

12. După art. 1897, titlurile anulabile pot servì de bază pentru a conduce la prescripțiunea de 10 sau 20 ani. Astfel fiind, cel ce a cumpărat de la primărie un pământ rural, devenit pro prietate a primăriei în virtutea art. 8 din legea rurală, poate opune unui pretins erede al împroprietăritului prescripțiunea de 10 sau 20 ani bazată pe acel act de vânzare, deși primăria a vândut acel teren fără autorizarea comitetului permanent, de oarece titlul cumpărătorului nu poate fi considerat ca nul în mod absolut, ci ca titlu anulabil, întru cât e vorba de consimțimântul vițiat dat de primărie, care numai dânsa se poate prevală de acest motiv de nulitate, conform art. 1897, iar nu și terțiele persoane. (Apel Craiova, II, 196. Nov. 23/90, *Dr.* 3/91).

13. Prescripția de 10 ani poate fi invocată ori de câte ori posesiunea e întemeiată pe un just titlu și e de bună credință. Și pentru ca un titlu să fie just, trebue ca legea să autorize concedarea dreptului ce se acordă prin el și ca titlul să fie revestit de formele cerute de lege pentru validitatea lui. Un titlu nu încetează de a fi just pentru că persoana de la care emană nu erà proprietara sau n'aveà capacitatea de a concedà un asemenea drept, căci prescripția are de scop tocmai a acoperì vițiul rezultând din lipsa de capacitate a persoanei ce a transmis dreptul. (Cas. I, 363/Oct. 2/91, B. p. 1051).

14. In materie de uzucapiune nu se discută chestiunea proprietății, destul fiind ca actul în baza căruia se începe posesiunea să fie translativ de stăpânire și să îndrituiască pe posesor să se creadă, după interpretarea rațională a împrejurărilor, proprietar real asupra imobilului dobândit; căci dacă titlul ar trebuì să emane de la adevăratul proprietar n'ar mai fi nevoe de prescripțiune bazată pe simpla posesiune, fiind atunci transmisă deplina proprietate. (Trib. Suceava, No. 11/92, *Dr.* 1/93).

15. Deși după art. 644, proprietatea bunurilor se dobândește și se transmite și prin succesiune, cu toate acestea titlu *pro haerede* nu poate fi clasificat printre justele titluri. In adevăr, eredele nu are un drept distinct de acela al autorului său, dacă acesta a avut posesiunea utilă pentru a prescrie, eredele o va continuà, dar el nu poate să înceapă o posesiune noua, și nu are un titlu nou, căci nu are alte drepturi de cât ale aceluia căruia succede, dacă autorul nu are nici un drept nici eredele nu poate aveà; posesiunea aceluia care nu are just titlu continuând în persoana eredelui sau cu aceiași lipsă de just titlu, simpla calitate de erede nu poate șterge acea lipsă, nici poate ține loc de titlu ce legea îl cere ca o condițiune specială a prescripțiunei, credința că defunctul a fost proprietar nu poate fi de cât un titlu putativ care nu constitue un just titlu în dreptul nostru. (Trib. Vâlcea, 533, Sept. 20/94, *Dr.* 20/94).

16. Potrivit articolelor 11, 71 și 73 din legea comunală dela 1864, așezămintele bisericești fiind puse sub controlul comunei și epitropii acestor așezăminte neputând face decât acte de administrațiune, fără a puteà dispune sau alienà averea parohiilor, decât cu autorizațiunea și socotința consiliului comunal, când acele așezăminte depind de o comună, urmează că actul de alienare al unei asemenea averi, făcut numai de epitropi, nu poate conduce la prescripținuea de 10 ani. (Cas. I, 393 904, B. p. 1251).

17. Cel care posedă ca moștenitor sau ca legatar timpul cerut de lege pentru a prescrie, poate opune prescripția, chiar dacă autorul său a avut o posesiune precară, cu condițiune însă ca să fie de bună credință, adică să aibă credința că cel de la care a dobândit imobilul, prin moștenire sau testament, aveà toate însușirile cerute de lege spre a-i transmite proprietatea. (Apel Galați II, C. Jud. 27/99).

18. O universalitate de bunuri nu este susceptibilă de uzucapiune sau de prescripțiune achizitivă. In orice caz,

o hotărîre judecătorească, neconţinând decât o declaraţiune de drepturi preexistente între părţile litigante, nu constitue în genere un titlu translativ de proprietate, spre a servì de justă cauză pentru uzucapiune. (Apel Iaşi, I, *Dr.* 76/99).

19. Just titlu sau justă cauză este orice titlu translativ de proprietate, precum: vânzarea, schimbul, etc. Pentru ca un titlu să fie just, trebue ca legea sa autorize concedarea dreptului ce se acordă prin el şi ca titlul să fie revestit cu formele cerute de lege pentru validitatea lui. Titlul nu încetează de a fi just, pentru că persoana dela care emana nu erà proprietara sau n'aveà capacitatea de a concedà un asemenea drept, caci prescripţia are de scop tocmai a acoperì viciul, rezultând din lipsa de capacitate a persoanei ce a transmis dreptul. (Cas. I, 14 900, B. p. 12).

20. Când într'o acţiune în revendi care posesorul invoacă ca mijloc de apărare prescripţia de 10 ani bazată pe just titlu şi bună credinţă şi judecata nu discută şi nu se ocupa de actul de cumpăratoare, pe care posesorul îl invoaca ca just titlu pentru prescripţiune, prin aceasta judecata comite o omisiune esenţială şi, deci, hotărîrea sa este casabilă. (Cas. I, 64/901, B. p. 197).

21. Deşi testamentul, prin care se lasă soţiei un imobil, ar fi nul pentru vicii de formă sau de fond, dacă soţia constitue acel imobil dotă fiicei sale prin act în regulă, aceasta poate prescrie imobilul în baza actului dotal după trecere de 10 ani şi fiind de bună credinţa. (Apel Buc. I, *Dr.* 62/903).

22. Un act de danie, deşi învestit cu toate formele legale, emanând însă de la o persoană străină de proprietatea pământului dăruit, prin sine însuşi nu poate conferì donatorului nici un drept de proprietate, însă poate constituì un just titlu pentru a conduce la prescripţia de 10 ani, cu condiţie însă ca donatarul să fie de bună credinţă şi pământul asupra căruia se exercită posesiunea să fie susceptibil de a fi prescris. Astfel posesiunea unui pământ rural de către un târgoveţ nu poate conduce la prescripţie. (Trib. Bacău C. Jud. 73/903).

23. Pentru ca un posesor să poată unì posesiunea sa cu aceea a autorului său, ca astfel să ajungă la prescripţiunea achizitivă, nu este destul ca posesiunea sa şi a autorului său să fie de bună credinţă şi să se fi exercitat timp de zece ani, mai trebue ca această posesiune să se fi exercitat pe baza unui just titlu. Astfel, când autorul posesorului nu a posedat în baza unui just titlu, sau a posedat în baza unui titlu ce a fost anulat pe cale judecătorească, posesorul actual nu poate invocà şi posesiunea autorului său. (Apel Craiova I, C. Jud. 42 903).

24. După dispoziţiile art. 749 împărţirile făcute conform cu regulele prescrise în asemenea materie sunt definitive, de unde rezultă ca împarteala, la care nu au luat parte toţi comoştenitorii, este nula faţă de cei absenţi şi deci sentinţa, prin care s'a impartit moştenirea numai între o parte din moştenitori, nu poate să fie invocată de aceştia ca just titlu, pentru ca împreuna cu buna lor credinţă să ducă la prescripţia de 10 ani. (Cas. I, 393/904, B. p. 1251).

25 Calitatea de succesor, fie universală, fie cu titlu universal sau particular, constitue un just titlu pe care se poate fondà în mod valabil prescripţia achizitiva de buna credinţă *pro-herede* timp de 10 sau 20 ani şi se dobândeşte proprietatea acelui imobil. (Cas. I, 89/98, B. p. 361; Cas. I, 116 99, B. p. 504 şi Cas. I, 405 904, B. p. 1280. Contra: Trib. Ilfov, III, *Dr.* 30/904).

26. Un titlu anulabil poate servì de bază pentru a conduce la prescripţia de 10 sau 20 ani, însă faţă numai cu terţii cari ar pretinde vre-un drept de proprietate asupra bunului coprins în titlu, iar nu şi faţă de aceia care ar fi avut dreptul a cere anularea titlului. (Trib. Covurlui II, C. Jud. 12 905).

27. Actele de cumpărare a unor imobile streine, invocate de cumparatori, pot servì de bază prescripţiunii de 10 ani, când cumpărătorii au fost de bună credinţa. (Apel Iaşi, II, *Dr.* 9 906).

28 Succesiunea, fiind un mod de a dobândì proprietatea, constitue prin ea însaş un just titlu, care unit cu buna credinţă, duce la prescripţiunea decenală. (Cas. I, 12 Sept. 1906, B. p. 1335, In acelaş sens: Cas. I, 154 din 22 Febr. 913. Curier Jud. 33 913; Cas. I, 543 din 25 Mai 1923, Jur. Rom. 17/923, Curier Jud. 41, 923, Pand. Rom. 1924, I, 139, Dreptul 24 924).

29. Un act de donaţie, semnat prin punere de deget şi legalizat de primărie, fiind nul, nu poate duce la prescripţia decenală. (Cas. I, 15 Ianuarie 1907. B. p. 19).

30. După art. 1897 din codul civil, justa cauză este orice titlu translativ de proprietate.

Astfel, succesiunea fiind enumerată printre diferitele moduri de a dobândì proprietatea, constitue prin ea însăş un just titlu, care, unit cu buna credinţă, conduce la prescripţiunea de zece ani. (Cas. I, 20 Mai 1909, B. p. 568).

31. Pământurile rurale nu sunt inalienabile şi imprescriptibile în mod ab solut, căci ele pot să fie înstrăinate către comună sau către un sătean care s'ar găsi în condiţiile legii rurale, astfel că instanţa de fond, pentru a res-

pinge prescripţia pe motiv că pământurile rurale nu se pot prescrie, trebue ca acest motiv să fie invocat de parte, pentru a da putinţa adversarului a se apără dovedind că se găseşte în condiţiile cerute de lege pentru a dobândì pământ rural. (Cas. I, 2 Febr. 1910, B. p. 147).

32. Faptul că acela care transmite prin vânzare proprietatea unui imobil nu este adevăratul proprietar, nu ridică vânzărei caracterul de justă cauză în sensul art. 1897 alin. 1 cod. civ., şi nu împiedică pe cumpărătorul de bună credinţă de a dobândì proprietatea prin prescripţia de 10-20 ani (Jud. oc. Ploeşti, *Dr.* 55/911, p. 439).

33. Din combinarea art. 1859 cu art. 1897 din codul civil rezultă că, eredele are, în calitatea sa, un just titlu, care-l poate conduce printr'o posesiune de 10 ani la dobândirea prin prescripţie a proprietăţei imobilelor aflate în succesiunea autorului său, chiar când posesiunea acestuia a fost precară sau tolerată, dacă posesia eredelui a fost de bună credinţă. (Cas. I, 150 din 1 Martie 1911, B. p. 282, Jurisprudenţa 13/1911; In acelaş sens: Judec. ocol Drăgăşani 674 911. Curier Jud. 21/912).

34. Procesul-verbal încheiat de Comisia comunală de recensământ conform regulamentului din 1878 relativ la împroprietarirea unui sătean ca însurăţel şi prin care proces-verbal împroprietăritul a fost scos din posesiune şi pământul s'a dat altui sătean constitue o justă cauză în sensul art. 1897 din codul civil care duce la prescripţia de 10—20 ani. (Cas. I, 715 din 1 Nov. 1911, B. p. 1359, Curier Jud. 2/912).

35. Procesul verbal încheiat de comisiunea prevăzută de art. 18 din lege pentru înstrăinarea bunurilor statului, constitue titlul de proprietate al cumpăratorului şi prin urmare din momentul încheierei lui, lotul pe care comisiunea l-a declarat vândut intră în patrimoniul cumpărătorului. (Cas. I, 142, din 25 Febr. 1911. Jurisprudenţa 13 911).

36. Un act de schimb semnat prin punere de deget şi neautentic nu poate face nici o probă în justiţie, astfel că nu poate servì de titlu pentru prescripţia de zece ani. (Cas. I, 258 din 19 Aprilie 1911. Jurisprudenţa 19/1911).

37. Calitatea de erede nu poate constituì un just titlu pentru prescripţia de 10 ani, când partea tocmai în acea calitate a înstrăinat imobilul, astfel că acea calitate a fost stinsă pentru el. (Cas. I, 757 din 29 Oct. 1912. Jur. Rom. 1 913).

38. După dispoziţiunile art. 1895 cod. civil cel ce posedă cu bună credinţă şi printr'o justă cauză un nemişcător determinat, prescrie proprietatea lui prin 10 ani, dacă adevăratul proprietar locueşte în circumscripţia Curţei de apel unde se află imobilul, iar după art. 1897 justa cauză este orice titlu translativ de proprietate cum: vânzarea, schimb, etc.

Astfel registrul de repartiţia generală a pământurilor ţinut de comună pentru necesităţile sale administrative, nefiind un mod de dobândire a proprietăţei nu constitue un just titlu în sensul legii. (Cas. I, 190/912. Curier Jud. 24/912).

39. O hotărnicie nu este un titlu învestit cu formele legale pentru a puteà servì de bază prescripţiei decenale, mai cu osebire când nu este confirmată de tribunal. (Cas. I, 325/912, Curier Jud. 35/912).

40. Sentinţele judecătoreşti ne fiind translative de drepturi, nu pot constituì un just titlu în sensul art. 1897 c. civ. (Cas. I, 275 din 2 Apr. 1913, B. p. 870, Jur. Rom. 19/913, Curier Jud. 38 913; In acelaş sens: Cas. I, 128 din 13 Febr. 913. Jur. Rom. 15/913).

41. Potrivit art. 1897 c. civil, un act nul nu constitue un just titlu, care să poată servì de bază prescripţiunei de 10 până la 20 ani.

Astfel, dacă un act de donaţiune este legalizat numai de judecătorul de ocol, iar nu facut în formă autentică, acel act de donaţie este inexistent şi nu poate constituì un just titlu, în sensul art. 1897. (Cas. I, 341 din 7 Mai 1913. B. p. 1079, Curier Jud. 46/913 şi 54/913).

42. Hotarîrile judecătoreşti fiind numai declarative, iar nu atributive de drepturi, nu pot deci constituì un just titlu în sensul art. 1897 cod. civil, care să ducă la prescripţia de 10 ani. (Trib. Tecuci, 1913; Dreptul 1914, p. 61).

43. Calitatea de moştenitor poate servì ca just titlu pentru prescripţia de 10 ani, dar numai faţă de cei de al treilea, iar nu şi faţă de comoştenitori, în contra cărora nu poate fi invocată decât prescripţia de 30 ani. (Trib. Tecuci, 1913, Dreptul 1914, p. 61).

44 Este adevărat că donatorul, care posedă bunul dăruit în virtutea actului de donaţiune, nu poate opune acţiunei în revocarea donaţiunei decât prescripţia extinctivă de 30 ani, conform art. 840 c. civ., însă atunci când donatorul a încetat din viaţă şi bunul dăruit a rămas în succesiunea sa, moştenitorii donatarului încep în persoana lor o nouă posesiune, conform art. 1859 c. civ., şi această posesiune este o posesiune utilă care duce la prescripţie conform art. 1858, alin. 4 c. civ.

Prin urmare, într'un asemenea caz moştenitorii donatarului cari au găsit bunul dăruit în succesiunea autorului lor şi l-au stăpânit 10 sau 20 ani cu bună credinţă, pot opune reclamantului care exercită acţiunea în revocarea donaţiunei, prescripţia achizitivă, ba-

zata pe justa cauza care rezultă din calitatea de moştenitor. (Cas. I, No. 423, 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 517, Dreptul 1914, p. 577, Curier Jud. 5/915).

44 bis. a). Cu toate că în principiu hotarîrile nu sunt un just titlu în sensul art. 1897 c. civ., ele neavând în general de efect a transferà proprietatea unui lucru sau unui drept rezultând dintr'o tranzacţie sau un contract judiciar, totuşi prin excepţiune hotarîrile cari nu întrunesc acest caracter cum sunt ordonanţele de adjudecare pot constituì un just titlu în sensul legei.

b) Legile de împroprietarire, ca şi legea embaticurilor, cum şi hotarîrile date în baza unor asemenea legi, pot constituì un just titlu sau o justa cauza, întrucât prin aceste legi nu se conced drepturi deja existente sau cari ar rezultà dintr'un contract judiciar.

c) Hotărîrile comitetului permanent prevazut de legea rurala dela 1864, sunt şi pot constituì un just titlu, pentru a prescrie, cel puţin locurile date satenilor peste întinderea legiuită, destul numai ca o asemenea hotarîre sa fie învestita cu formalitaţile cerute de lege pentru a fi valabila. (Apel Buc. I No. 172, 1914; Dreptul 1914, p. 548).

45. Hotarîrile judecătoreşti fiind numai declarative, iar nu atributive de drepturi, nu pot constituì un just titlu, care sa ducă la prescripţia de zece ani. (Apel Buc. II, No. 201 915, Dreptul 1915, p. 579).

46. Hotarîrile date de Tribunale în aplicarea legii rurale interpretative din 13 Februarie 1879, având de scop numai sa anuleze înstrăinările facute în frauda legii rurale dela 1864, în caz cand o asemenea hotarîre constată şi confirma de buna înstrainarea, prin aceasta chiar constitue un just titlu, în sensul art. 1897 c. civ., astfel că o posesie exercitata în virtutea ei timp de 10 ani, cu buna credinţa şi în condiţiunile cerute de art. 1847 c. civ., conduce pe posesor la prescripţie.

Prin urmare, Tribunalul, violeaza regulele de mai sus, când hotaraşte contrariul. (Cas. I, decizia No. 717, din 11 Decem. 1915; Jurispr. Rom. 1916, p. 106).

47. In principiu, hotarîrile judecatoreşti nefiind translative de proprietate nu pot constituì just titlu în sensul art. 1897 c. civil. O hotărîre, dacă poate servì ca titlu de proprietate, constituind autoritate de lucru judecat faţa de acei în contra carora a fost pronunţata, făra a mai fi nevoie de vre-o posesiune pentru a prescrie, nu poate însa sa aiba nici un efect faţa de terţii care nu a luat parte la judecată.

Prin urmare, o hotărîre, — care nu este dintre acelea care conţine sau constata în prealabil existenţa unui titlu translativ de proprietate, a unui just titlu, cum ar fi o ordonanţă de adjudecare, sau alta care constată o transmisiune de proprietate, — nu poate servì ca just titlu pentru prescripţia de scurt timp. (Cas. I, decizia No. 124, din 19 Febr. 1916, Curier Jud. 37 916; In acelaş sens Cas. I, decizia No. 275, din 2 Aprilie 1913; Compară Cas. I, decizia No. 128, din 13 Febr. 1913, relativă la sentinţele date în baza legii rurale din 1879; Cas. I, decizia No. 310, din 26 Aprilie 1913 asupra aceleiaş chestiuni şi Cas. I, decizia No. 325, din 17 Aprilie 1912, relativ la hotarnicie; toate publicate în aceasta revista, pe anii respectivi. Jurispr. Rom. 17 916, p. 258).

48. Prescripţia de scurt timp are a se invocà numai când este vorba de o dobândire dela un neproprietar contra adevaratului proprietar, de oarece justa cauza, în sensul art. 1897 c. civ., este titlul translativ de proprietate ce ar emanà dela un neproprietar.

Prin urmare, în acţiunea prin care Statul revendica dela obştea locuitorilor împroprietariţi pe moşia sa o bucata de pamant, pe motiv ca aceştia ar stapânì mai mult decât li se cuvine, conform legii rurale din 1864, locuitorii nu pot opune prescripţia de scurt timp, pe baza hotarîrei superarbitrului, care ar constituì un just titlu, de oarece pe deoparte nu este vorba de o dobandire de proprietate *a non domino*, iar de alta parte hotarîrea superarbitrului nu transfera însaşi proprietatea, ci determină parţile din moşie pe care urmeaza sa se facă împroprietarirea. (Cas. I, decizia No. 51, din 25 Ianuarie 1916; Jurispr. Rom. 1916, p. 302).

49 a). Termenul de justa cauză care erà întrebuinţat în legislaţia română şi de care se serveşte şi legiuitorul nostru, este identic cu acela de just titlu întrebuinţat de legea franceza pentru dobândirea proprietaţii prin prescripţie de zece ani.

b) Când posesorul crede că posedă în virtutea unui titlu şi acela nu există eroarea lui nu e suficientă pentru a-l duce la prescripţie, caci justa cauză este ceruta ca o condiţie distinctă pe lângă buna credinţa şi daca titlul putativ ar fi considerat ca suficient, totul s'ar reduce numai la buna credinţă, ceea ce ar fi contra dispoziţiei formale a legii care cere ambele condiţii. (Cas. II, 132 din 3 Iunie 1919. Dreptul 2 919).

50 Un act intitulat „act de stapânire" şi care emana de la un inginer hotarnic, nefiind un act translativ de proprietate, nu poate servì ca just titlu pentru prescripţia achizitivă de zece ani. (Trib. Dorohoi 191 din 2 Sept. 1921 Jur. Gen. 1923 No. 1372).

51. Un titlu absolut nul nu poate fi

de natură a conduce la prescripția de 10-20 ani, chiar dacă ar fi însoțit de bună credință. (Trib. Ilfov. s. II, 250 bis 31 Mai 1924. Jur. Gen. 1924 No. 1807).

52. a) Un titlu nul nu poate servì de bază uzucapiunei sau prescripției achizitive de 10 până la 20 ani.

b) Prin titlul nul, în sensul art. 1897 par. 2 codul civil, se înțelege orice act lipsit de formele legale, când aceste forme sunt cerute *„ad solemnitatem"*, de exemplu: o donațiune sau o convenție matrimoniala, neredactate în formă autentica, un testament olograf nedatat etc.

c) Prin titlu nul se mai înțelege ori ce act lovit de o nulitate absolută, adică acel act care nu a putut produce nici un efect, chiar de la nașterea lui, un asemenea act fiind considerat ca inexistent.

d) Instrăinarea unui bun al succesiunei, făcută de un copartaș în timpul indiviziunei, este lovită de o nulitate absoluta, de oarece de câte ori bunul înstrainat n-a căzut în lotul moștenitorului care l-a înstrainat, acest din urmă se consideră, în baza ficțiunei statornicită de art. 786 cod civil, că n'a fost nici odată proprietarul bunului înstrăinat.

e) Vânzarea lucrului altuia este nula în sensul de inexistență, pentru lipsa de cauză, cu toată controversa ce există asupra acestui punct.

Ca atare, o asemenea vânzare nu poate servi de baza prescripției de 10 până la 20 ani, statornicită de art. 1895 urm. codul civil. (Judec. ocol. Calafat 25 Sept. 1924. Justiția (Craiova) 12/1924. Jur. Gen. 1925 No. 121).

53. Nu numai vânzarea și schimbul lucrului altuia, dar și înzestrarea cu lucrul altuia sunt acte radicalmente nule, cari nu pot servì ca justă cauză în dovedirea prescripției de zece ani. (Judec. Ocol. II C.-Lung. 27 Febr. 1925 Dreptul 13/925).

54. Prin art. 1895 și 1897 c. civil, legea nu prevede condițiunea transcripției actelor translative de proprietate spre a puteà servì ca just titlu pentru prescripția decenala: formalitatea transcripției fiind stabilită în interesul terților, dobânditorii de la acelaș autor pentru a determina în caz de conflict între ei care anume are prioritatea, lipsa acestei formalitați nu poate vătăma și nici nu poate fi invocată de terțul proprietar cărui simplul act în sine, chiar transcris fiind nu-i este opozabil. (Cas. I, 444 din 17 Mart. 1924, Pand. Rom. 1925, I, 61; Cas. I, 158 din 22 Febr. 1913. Pand. Rom. 1925. I. 64).

55. Titlul pro-herede, după legea noastră, poate constituì un just titlu, care să duca la prescripția decenală, însă trebue unit cu buna credință; iar pentru că să existe buna credință la deținerea materiala a unui imobil, nu este suficient ca intențiunea de a posedà pentru sine sa fie ca un act intern de voință, ci trebue să fie manifestată prin acte cari sa formeze și în mintea publicului din localitate o astfel de credință. (Trib. Prahova s. III. 112 din 18 Febr. 1925, Sentința 5 1925).

56. A se vedeà: art. 644 notele 10. 15; art. 886 nota 1; art. 1858, cu notele respective, art. 1895 cu notele respective; art. 1898 nota 4.

Art. 1898. — Buna credință este credința posesorului că, cel dela care a dobândit imobilul aveà toate însușirile cerute de lege spre a-i puteà transmite proprietatea [1]).

Este destul ca bună credință să fi existat în momentul câștigărei imobilului [2]). (Civ. 960, 1855, 1899; Civ. Fr. 2268, 2269).

Text. fr. Art. 2268. — La bonne foi est toujours présumée, et c'est à celui qui allègue la mauvaise foi à la prouver.

Text. fr. Art. 2269. — Il sufit que la bonne foi ait existé au moment de l'acquisition.

Doctrină străină.

Baudry et Tissier, *Prescription*, 348 urm., 685 urm.;
Bufnoir, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 342, 428;
Colin et Capitant, ed. 2-a, I, p. 189, 907, 920, 931; II, p. 232;
Dalloz, *Rép.* Prescription civile, 913 urm.; *Suppl.* Prescription civile, 546 urm.;
Planiol, I, ed. 3-a, No. 2669.

1) Primul aliniat al art. 1898 Codul civil român nu are echivalentul său în Codul civil francez. Aliniatul II numai este inspirat de art. 2269 francez.

2) Acest al II-lea aliniat al art. 1898, român este asemănător art. 2269 francez.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 356; (III, part. I, ed. 2-a, p. 318; III, part. II, ed. 2-a, p. 5, 6, 464, 791, 792 t. şi n. 2; IV, part. I, ed. 2-a, p. 93, 208 n. 1, 414, 433, 505, 633, 710; X, p. 699, 700); *Observaţie* sub. C. Apel Douai, 9 Febr. 1913. Curier Jud. 67/1914;
CANTACUZINO MATEI, p. 131;
CERULEANU C., *Notă* sub Trib. Prahova s. III, 112 din 18 Febr. 1925. Sentinţa, 5 1925;
NACU, II, p. 851; III, p. 869, 870;
VELESCU AL., *Notă* sub. Cas. I, 444 din 17 Martie 1924. Pand. Rom. 1925-I-61.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudenţă.

1. Buna sau reaua credinţă, consistând în credinţa posesorului ca cel de la care a dobândit dreptul erà sau nu proprietar, este un ce cu totul personal acelui ce o invoacă sau contra carui se invoaca, şi dar pentru ca în contra cumparatorului sa se poata invoca reaua credinta, în care fostul posesor se afla prin intentarea actiunei, trebue cel putin ca el sa fi fost continuatorul persoanei cu titlu universal şi ţinut în aceasta calitate de toate obligatiunile personale ale acelui căruia i-a succedat ceea ce nu poate fi cazul unui cumparător. (Cas. I, 403 Dec. 14/81. B. p. 931).

2. Buna credinţă nu rezultă numai din sentimentul format de dobânditor asupra capacităţei celui ce înstrăinează, ci trebue să reese atât din credinta că acesta e proprietarul imobilului cât şi din împrejurarea lipsei de ori-ce viţiu al actului de transmisiune. Numai întrunirea acestor elemente poate autoriza pe cel ce invoacă prescriptiunea a susţine că a fost de bună credinţă, ca adică în momentul când a dobândit imobilul înstrainătorul aveà toate însusirile legale spre a-i transmite proprietatea. (Apel Buc. I, Nov. 9 86, *Dr.* 82/86).

3. Cestiunea d'a se şti dacă acela care se prevalează de prescripţiunea decenală era de bună sau rea credinţă în momentul achiziţiunei nu cost'tue de cât o cestiune de fapt, lăsată cu totul la apreciaţiunea suverană a judecatorului de fond; şi, ori-cari ar fi elementele din cari aceasta deduce şi constată acea bună sau rea credinta, ele nu cad sub cenzura curţei de casaţiune. (Cas. I, 285, Sept. 23 92, B. p. 771; Cas. I, 1 Ian. 10 92 B. p. 3; Cas. I, 451, Nov. 29 91, B. p. 1236).

4. Eredele, spre a puteà să se prevaleze de prescriptiunea de 10 ani trebue, pe lângă *justa cauză* şi posesiunea legală de 10 ani, sa probeze şi că în buna credinţă a considerat pe autorul sau de proprietar al imobilului aflat în succesiunea acestuia; fără acest element nici calitatea de erede, adică *justă cauză*, nici posesiunea de 10 ani nu-l pot conduce la prescriptiunea achisitivă. Ast-fel, daca autorul sau deţinea imobilul în virtutea unui act de vânzare nul, întru cât în el nu se cuprind de cât niste iscalituri prin punere de deget învederat că eredele care aveà cunoştinţa de nulitatea de forma a acestui titlu şi de nulitatea de fond, fiind că prin el se vindea în contra legii un pământ rural ştia că autorul sau nu devenise proprietar pe acel imobil şi prin urmare, calitatea de erede nu l'a putut conduce la usucapiunea prin o posesiune de 10 ani, fiindcă credinţa sa erà ca acela pe care îl moştenea nu erà proprietar al imobilului. (Apel Buc. I, 94, Ian 22/93. *Dr.* 9 93).

5. Esenţa posesiunei usucapti e este ca actul transmisiunei de stăpânire să fie însoţit de imediată posesiune de fapt, căci buna credinţă a dobânditorului se manifestă în mod natural prin acest simptom in cât îndata ce actul translativ nu este urmat imediat şi de posesiunea de fapt această desbinare suscită suspiciuni naturale în privinţa credinţei ce puteà să aibă însuşi dobânditorul despre actul său. (Trib. Suceava, Nov. 11 92, *Dr.* 1 93)

6. Pământul rural fiind transmisibil prin succesiune, urmează că acel ce poseda un asemenea pamant în calitate de mostenitor îl poate dobândi prin prescriptiune, dacă l-a posedat în această calitate cu bună credinţa. (Cas. I, 89 93 B p 362).

7 Posesiunea încetează de a fi de bună credinţa, când posesorul a avut cunoştinţa că acel dela care a dobândit nemişcătorul datora plata unui bes man. Prin urmare în asemenea caz, nu poate invoà prescriptiunea prevăzută

de art. 1895 Cod. civ. (Apel Buc. II. *Dr.* 48 900).

8 Posesorul poate fi de bună credinţă, chiar când titlul său ar fi nul, fie pentru un viţiu de forma, fie că nulitatea ar fi absolută sau relativa, aşa că eroarea de drept nu exclude buna credinţa. (Cas I, 318 904. B. p 830).

9. Imprejurarile şi elementele din cari judecătorii de fond îşi pot formà convingerea în privinţa bunei sau relei credinţe, constitue o chestiune de fapt nesupusă controlului Curţii de Casaţie. (Cas. I, 6 Iunie 1907, B. p. 1059).

10. Deşi după art. 1898 codul civil, este destul ca buna credinţă să fi existat în momentul câştigarii imobilului de acì însa nu rezultă că judecatorii nu-şi pot formà convingerea despre ex stenţa relei credinţe în momentul înstrainării unui imobil, şi din fapte post rioare acestei înstr inări, de oarece, în multe cazuri, tocmai din modul desfaşurarii unor asemenea fapte se poate învederà existenţa relei credinţe cu care s'a efectuat înstrainarea. (Cas. I, 6 Iunie 1907, B p. 1059).

11. Pentru constatarea bunei credinţe a terţiului achizitor, judecatorii fondului au cea mai întinsă putere de apreciere şi care nu poate fi supusa controlului Inaltei Curţi de Casaţie. (Cas. I, 24 Mai 1911, B. p. 665).

12. Posesiunea de bună credinţa nu poate fi schimbata în cea de rea credinţa numai prin simpla introducere a acţiunei în revendicare contra unui tutor, daca nu exista şi alte împrejurari cari sa coroboreze cu această acţiune, pentru ca chiar în urma introducerei acţiunei în revendicare, s'a putut înca pastrà convingerea ca reclamaţia pretinsului proprietar este neîntemeiata. (Judec. Ocol. Bujor Covurlui) 85 911. Curier Jud. 33 912).

13 Tribunalul comite exces de putere şi omisie esenţiala, când pentru a admite prescripţia invocata de una din parţi, deduce buna credinţă din aceea că din aratarile martorilor audiaţi în instanţa nu rezulta reaua credinţă a acelei părţi, fară să examineze şi sa se pronunţe şi asupra interogatorului luat acelei părţi, după cererea părţii adverse, interogator invocat pentru a probà reaua credinţa. (Cas. I, 22 din 14 Ian. 913. Jur. Rom. 12 913).

14. Este adevarat că donatarul, care poseda bunul daruit în virtutea actului de donaţiune, nu poate opune acţiunei în revocarea donaţiunei decât prescripţia extinctivă de 30 ani, conform art. 480 c. civ., însă atunci când donatarul a încetat din vieaţa şi bunul dăruit a ramas în succesiunea sa, moştenitorii donatarului încep în persoana lor o noua posesiune, conform art. 1859 c. civ., şi această posesiune este o posesiune utila care duce la prescripţie conform art. 1858, alin. 4 c. civ.

Prin urmare, într'un asemenea caz moştenitorii donatarului cari au gasit bunul dăruit în succesiunea autorului lor şi l-au stapanit 10 sau 20 ani cu buna credinţa, pot opune reclamantului care exercita acţiunea în revocarea donaţiunei, prescripţia achizitiva, bazata pe justa cauza care rezultă din calitatea de moştenitor. (Cas. I, decizia No. 423, din 22 Sept. 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 517).

15. Titlul pro-herede, după legea noastră, poate constituì un just titlu care să duca la prescripţia de cenala, însa trebue unit cu buna credinţa; iar pentru ca sa existe buna credinţa la deţinerea materiala a unui imobil, nu este suficient ca intenţiunea de a poseda pentru sine sa fie ca un act intern de voinţa, ci trebue sa fie manifestată prin acte care sa formeze şi în mintea publicului din localitate o astfel de credinţă. (Trib. Prahova s. III, 112 din 18 Febr. 1925, Sentinţa 5 1925).

16. A se vedeà: art. 487, nota 2; art. 1895, nota 4.

Art. 1899. — Justa cauză trebuie să fie totdeauna probată de cel ce invoacă prescripţiunea de zece până la douăzeci ani [1]).

Buna credinţă se presupune totdeauna şi sarcina probei cade asupra celui ce aleagă rea credinţă [2]). (Civ. 960, 1897, 1898; Civ. Fr. 2268).

Text. fr. Art. 2268. — La bonne foi est toujours présumée, et c'est à celui qui allègue la mauvaise foi à la prouver.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 552;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 684;

1) Primul aliniat al art. 1899 nu-şi are echivalentul său în Codul civil francez. Singur aliniatul II este luat din art. 2268 Codul civil francez.
2) Acest al II-lea aliniat al art. 1899 este asemănător art. 2268 Codul civil francez.

BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 341;
CAPITANT, *De la Cause des obligations*, p. 424;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 913 urm.; *Suppl.* Prescription civile, 546 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 220, 232; III, p. 175;
LAURENT, XXXII, 415;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2668.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 355; (III, part. I, ed. 2-a, p. 321 urm.; III, part. II, ed. 2-a, p. 330; IV, part. I, ed. 2-a, p. 773; V, p. 80, 174 n. 2; X, p. 699, 700); *Observaţie* sub. C. Apel Douai, 9 Febr. 1913. Curier Jud. 67/1914;
CANTACUZINO MATEI, p. 132, 604;
NACU, II, p. 851; III, p. 871.

Jurisprudenţă.

1. Buna credinţa este o prezumpţiune legala ce reese din combinaţiunea art. 960. 1202 şi 1899, şi acela care imputa adversarului sau reaua credinţa şi dolul lui îi incumbă dovedirea relei credinţe. (Apel Buc. II, *Dr.* 68/81; Cas. I, 134 82. B. p. 426).

2. Când este vorba de dobândirea dreptului de proprietate prin posesiunea de 10-12 ani, cu just titlu, buna credinţă se presupune totdeauna în favoarea celui ce invoacă şi probeaza justul titlu, iar sarcina probei, pentru dovedirea relei credinţe din partea posesorului, cade asupra aceluia ce alegă reaua credinţa. (Cas I. 308 900. B. p. 1010; Cas. I, 405/904, B. p. 1280).

3. Deşi buna credinţa a posesorului unui lucru este presupusă până la proba contrarie, totuşi pentru probarea relei credinţe, nu se poate cere vre-o notificare sau alta îndeplinire de formalitate, din partea aceluia care combate buna credinţa, în lipsa de o dispoziţie speciala a legei, caci stabilirea relei credinţe este o cestiune de fapt, care se poate constată şi prin alte mijloace legale, afară de proba scrisă. (Cas II, 481 905. B. p. 1681).

4. Buna credinţa totdeauna se presupune şi sarcina probei contrare cade asupra părţii adverse. (Cas. I, 637 din 10 Dec. 1920. Curier Jud. 21 921)

5. A se vedeà: art. 486, notele 5, 8; art. 1895, nota 4.

Art. 1900. — Acţiunea pentru nulitatea sau pentru stricarea unei convenţiuni, se prescrie prin zece ani, în toate cazurile când legea nu dispune altfel.

Această prescripţiune nu începe a curge, în caz de violenţă, decât din ziua când violenţa a încetat; în caz de eroare sau de dol din ziua când eroarea sau dolul s'a descoperit; pentru actele făcute de femei măritate neautorizate. din ziua desfacerei căsătoriei; în contra minorilor din ziua majorităţei, iar în respectul interdicţilor din ziua când s'a ridicat interdicţiunea. (Civ. 163, 167, 950, 961, 1015, 1091, 1167, 1190; Civ. Fr. 1304).

Text. fr. Art. 1304. — Dans tous les cas où l'action en nullité ou en rescision d'une convention n'est pas limitée à un moindre temps par une loi particulière, cette action dure dix ans.

Ce temps ne court, dans le cas de violence, que du jour où elle a cessé; dans le cas d'erreur ou de dol, du jour où ils ont été découverts; et pour les actes passés par les femmes mariées non autorisées, du jour de la dissolution du mariage.

Le temps ne court, à l'égard des actes faits par les interdits, que du jour où l'interdiction est levée; et à l'égard de ceux faits par les mineurs, que du jour de la majorité.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, I, p. 118, 119, 468; II, p. 338; IV, p. 144, 270-282; IV, ed. 5-a, p. 238, 447-465; V, p. 71, 249; VI, p. 130, 182; VII, p. 230; VIII, p. 25, 41, 51, 424, 425;

BAUDRY ET BARDE, *Tr. des oblig.*, I, 261, 276; III, 2024 urm.;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 319, 482, 637, 638, 650, 657, 665, 667, 704, 734;
CHAUVEAU ET CARRÉ, *quest.*, 1886;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 76, 81, 170, 525, 570, 582, 593, 618, 650; II, p. 61, 132, 352 urm., 436, 443, 451, 460, 492; ed. 1-a, III, p. 42, 568, 931;
DALLOZ *Rép.* Nullité, 2 urm.; Minorite-tutelle, 664 urm.; Obligations, 2848 urm., 2880, 2927 urm., 2988; *Suppl.* Minorité-tutelle, 619 urm.; Obligations, 1260 urm., 1313 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 105 bis, IV; 262 bis, I, II; 263, 263 bis, IX; 265 bis, I, III-V, VII, VIII;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 590; II, p. 399, 421;
DEMOLOMBE, VIII, 766; XIX, 555; XXV, 239-244; XXIX, 21-25, 48-50, 54-62, 63 bis, 64, 66-69, 71-74, 76, 79 bis, 83, 88-92, 118, 119, 122-128, 132-134, 136-138, 142, 143, 146-148, 151-155, 157, 158, 161, 162, 164-166;
HUC, VII, 229; VIII, 188, 191, 193-198, 200, 202, 203, 212;
LAROMBIÈRE, *Th. et prat. des oblig.*, V, art. 785, n° 5; art. 1304, n° 10-13, 22-31, 34-38, 44-46, 49, 55, 56, 58-62;
LAURENT, V, 374, 377; XVIII, 531-533, 553, 575-577; XIX, 1-5, 7, 8, 10-17, 20-38, 44, 45, 47-50, 55, 56;
MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 3129 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 762 urm.;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 343-4°; II, ed. 3-a, No. 635, 1282 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 42, 49, 177 n. 1, 178 n. 3, 185, 189, 190, 208, 219, 268 urm., 282-284, 290 n. 1, 407; (I, ed. 2-a, p. 798; II, ed. 2-a, p. 444, 803, 812, 813; III, part. I, ed. 2-a, p. 50, 63; III, part. II, ed. 2-a, p. 232, 271, 313, 320, 475, 476, 828 n. 4, 831, 845-848, 888, 891; IV, part. I, ed. 2-a, p. 69, 164, 206 n. 2, 207 nota, 225, 247, 255, 309, 312, 367, 413, 415 urm., 417, 698; IV, part. II, ed. 2-a, p. 138, 584, 588; V, p. 34, 35, 87 urm., 151 n. 3, 256 t. și n. 3, 257, 258, 283; VII, p. 1 n. 1, 2 nota, 49, 50, 51 n. 3, 54, 68 urm., 71 urm., 190, 208, 209; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 44, 62, 64, 83, 84, 101, 120, 421, 432 t. și n. 3, 433, 435, 485 nota, 637 t. și n. 3, 638 nota; X, p. 230 t. și n. 1 și 3, 231, 584); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 176, 406; *Observație* sub. Trib. civil Albi, 12 Ian. 1910. Dreptul 15/1910; *Observație* sub. C. Apel Galați s. I, 221 din 19 Nov. 909. Dreptul 33/1910; *„Despre prescrierea acțiunei în anulare sau în resciziune"*, Curier Jud. 18, 21, 22, 27/1901; *Nota* sub. C. Apel Rouen, 19 Mai 1922. Jurispr. Gen. 17 1923 t. 1243; *Observație* sub. Trib. civil Nantua (Ain), 9 Ian. 1923. Pand. Rom. 1924-III-123; *Notă* sub. Trib. Jonzac, Charente-Inférieure, 13 Dec. 1922. Jur. Gen. 1925 No. 39;
CANTACUZINO MATEI, p. 69, 70, 90, 93, 99, 234, 270, 271, 335, 415, 457, 507, 510, 637, 646, 711, 729;
CERBAN AL., *„O chestiune de drept civil"*. Dreptul 7/1901;
DUMITRESCU A. M., II, 584, 588, 744; III, p. 860;
GORUNEANU I. TULIUS, *Observație* sub. Trib. Prahova s. III, 381 din 13 Iulie 1923. Pand. Rom. 1924-III-30; *Notă* sub. Trib. Prahova s. III, 381 din 13 Iulie 1923. Jurispr. Gen. 1 924 No. 45;
IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 152;
MAXIM G. D., *Nota* sub. C. Apel Buc. s. III, 182 din 28 Mai 1924. Pand. Rom. 1924-II-146;
NACU, I, p. 334; II, p. 420, 473; III, p. 853, 871, 872;
ORĂNESCU C., *„Art. 1880 și 1900 c. civ."*. Curier Jud. 69/1906;
PROFIRIU GH. ION, *„Câteva cuvinte asupra art. 1900 c. civil"*. Curier Jud. 80/912;
SAVA V. AUREL, *Notă* sub. Judec. Ciochina, Ialomița, 118 din 22 Aug. 1924. Jur. Gen. 1924 No. 1610.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudență.

1. Se face o justă aplicațiune a art. 1895 și 1900, când se respinge cererea în simulațiune a unui act de vânzare, pe motiv că cumpăratorul având o posesiune liniștită asupra imobilului mai mult de 10 ani, bazată pe un just titlu transcris, pentru cumpărătoarea imobilului de la o altă persoană, iar nu de la primul cumpărator, al cărui act de cumpărare s'a declarat simulat. (Cas. I, 22 Ian. 23 82, B. p. 43).

2. Donatarul nu poate invocà prescripțiunea de 10 ani a art. 1900 contra unei acțiuni în nulitatea actului de donațiune nul pentru viții de formă, caci această prescripțiune a acțiunei în nulitate nu are loc de cât în privința contractelor cari, deși infectate de un vițiu ce le face anulabile, totuși sunt susceptibile de ratificare, întru cât nulitatea lor este relativă, putându-se invoca numai de către una din parți. Aceasta rezultă atât din natura acestor contracte, cât și din textul art. 1900, care vorbeşte numai de contractele anulabile pentru un vițiu al consimțimântului, sau acele făcute de persoane incapabile. Cât pentru contractele radicalmente nule, precum sunt cele ale caror forme solemne necesare perfecțiunei lor n'au fost observate, întru cât nulitatea lor e absoluta, putând fi invocată de ori-cine are interes a o face, acțiunea în nulitate este inprescriptibilă, și nu poate fi respinsă de cât în caz când contractul ar fi fost executat prin prescripțiunea achizitivă de 30 ani. (Trib. Iași, II, Febr. 27/82, *Dr.* 17 83).

3. Prescripțiunea estinctivă de 10 ani este fundată pe o presumpțiune de ratificare a convențiunei, care ar fi putut fi atacată pentru vițiu de consimțimânt, și a cărei anulare nu s'a cerut în termenul fixat de art. 1900. Și din conținutul art. 1900 rezulta că prescripțiunea ce el prevede nu se poate aplicà decât la contracte în sine iar nu și la actele destinate a constata existența lor, sau mai bine, zis, ea se aplică numai la acțiunea în nulitate a conventiunilor pentru un vițiu oare care al consimțimântului, iar nu și la instrumentul probatoriu al lor când el e atacat de nul. (Trib. Brăila, Mai 19/83, *Dr.* 55 83).

4. După art. 1890, acțiunile nu se prescriu de regulă, de cât prin trecerea de 30 ani. Iar dispozițiunile art. 1900, constituind o excepțiune la această regulă generală, aceste dispozițiuni sunt de strictă interpretațiune. Daca legiuitorul în acest articol a întrebuințat cuvintele de „în toate cazurile în cari legea nu dispune alt-fel", din aceste cuvinte rezultă numai că dispozițiunile lui se întind la toate cazurile de nulitate a unei convențiuni și nu sunt limitate numai la acele nulități enumerate în aliniatul II, acea enumerare fiind enunciativa iar nu limitativa. Din acești termeni nu rezultă însă că această prescripțiune excepțională s'ar puteà aplicà și acțiunilor pornite de persoane terții cari n'au figurat ca parți la încheer a conventiunei, a cărei nulitate o cer. Pentru a rezolvà această cestiune de a se ști, adica: daca este sau nu aplicabilă prescripțiunea art. 1900 persoanelor cari ne fiind parți în o convențiune, cer anularea ei, trebue să recurgem la rațiunea legei, adică la motivele cari au făcut pe legiuitor să stabilească excepțiunea prevăzută prin art. 1900 la regula generală stabilita prin art. 1890. Această rațiune a legei nu este alta de cât că legiuitorul a văzut în tăcerea părților contractante în timp de 10 ani, atunci când ele cunosc vițiul de care e afectată convențiunea lor, voința de a o menține, cu toate că e vițioasă, cu alte cuvinte o confirmațiune tacită a convențiunei anulabilă, or, ideea de confirmațiune nu poate fi aplicabila de cât acelor persoane cari au fost părți contractante, iar nici cum celor de al treilea cari, ne consimțind la convențiunea pe care o atacă, nu pot fi chemate a o confirmà; tăcerea lor față cu un act strain de dânșii, dar care le este poate prejudiciabil nu are un caracter special și diferit de tăcerea care serva de rațiune a legei, în privința prescripțiunei ordinare de 30 ani, și dar în privința lor trebue a se aplicà maxima de interpretare „*cessante legis ratione cessat lex ipsa*". Astfel, acțiunea revocatorie rezultând pentru cei de al treilea din art. 975, nu este supusa prescripțiunei de 10 ani, stabilită prin art. 1900, ci prescripțiunei de 30 ani, prevăzuta de art. 1890. Împrejurarea că în codul nostru civ. art. 1900 este pus în titlul despre prescripțiuni, pe când art. 1304 corespunzător din codul francez este pus în titlul despre convențiuni, nu are nici o importanță în privirea interpretărei sensului adevărat al acelui articol întru cât ea nu denotă intențiunea legiuitorului de a modificà în ceva sensul legei, ci numai tendința de a clasificà materia într'un mod mai corect. (Cas. I, 381/Dec. 9/86, B. p. 919).

5. Maxima romană *quae temporalia sunt ad agendum, perpetua sunt ad excipiendum*, cuprinsă în textul legii cap. V, § 6, din Digeste, *de dolo mali et metus exceptione*, prin care se dispune că acțiunea de dol durează 1 an, iar excep-

țiunea de dol e perpetuă, își are originea în antagonismul ce exista între dreptul roman și cel pretorian iar în legislațiunea noastră română nu poate aveà nici un fundament juridic. In adevăr, o persoana ce a încheiat o convențiune anulabilă poate cere anularea ei într'un termen fatal oare care și fara a așteptà, ca în dreptul roman, ca cealalta parte să ceară executarea convențiunei. Deci dar, neexistând vre-o cauză popritoare pentru exercițiul dreptului sau, nu e nici un motiv rațional care sa justifice deosebirea ce se voește a face între cererea de nulitate opusa pe cale de excepțiune de aceea ce se poate invocà pe cale de acțiune. Condițiunea sub care se propune a se subordona excepțiunea de nulitate în perpetuu, acea a neexecutarii convențiunei, adica ca o asemenea excepțiune nu se poate invocà de cât în ipoteza când convențiunea n'a fost executată, de asemenea nu se poate justificà în fața art. 971, care declară că în contractele ce au de obiect translațiunea proprietatei sau unui alt drept real, proprietatea sau dreptul se transmit prin efectul consimțimântului parților fara a fi trebuință de tradițiunea lucrului. In vedere însă de a se curma nesiguranța dreptului și a preveni deficultațile de apreciare ce s'ar naște când s'ar puteà invocà nulitatea unei convențiuni la o epoca prea departata de la facerea sa, legiuitorul a fixat un termen de 10 ani înauntrul carua numai să se poata exercita un asemenea drept. Apoi facând abstracțiune de controversa privitoare la cestiunea de a se ștì dacă excepțiunea de nulitate există în perpetuu în materie de convențiune e un punct constant ce nu poate fi supus discuțiunei, ca în ipoteza când o parte contractanta ia inițiativa pentru a cere nulitatea convențiunei pe temeiul violenței, ori și care ar fi forma sa ulterioară de procedare în exercițiul acțiunei sale, chiar dacă în apel ar deveni intimată din reclamanta ce a fost la prima instanța unde a câștigat, nu poate fi considerată de cât ca reclamantă în tot cursul instanței, și ca atare i se poate opune prescripțiunea de 10 ani prevăzuta de art. 1900. (Apel Buc. III, 120, Iun. 4/86 *Dr.* 57/86).

6. Art. 1900, așezat de legiuitor în titlul despre prescripțiuni și în secțiunea prescripțiunilor de 10 până la 20 ani, este destul de categoric când dispune că acțiunea pentru nulitatea sau stricarea unei convențiuni se prescrie prin 10 ani. A se susține ca legiuitorul a dispus numai pentru cazul când nulitatea se cere de către părțile contractante, este a se face o distincțiune acolo unde legiuitorul nu numai n'a distins, dar chiar a se violà un text precis de lege, de oare-ce art. 1900, continuând, zice: „această acțiune se prescrie prin 10 ani, în toate cazurile cand legea nu dispune altfel", și în nici o parte a legii nu găsim o prescripțiune specială a acțiunei pauliane. Argumentul că din alin'atul II, ar rezulta că aceasta prescripțiune nu e aplicabilă de cât în cazurile anume prevazute, nu poate fi admis, de oarece acest aliniat, pe lânga ca se ocupă numai cu determinarea epocei de când are să înceapa a curge prescripțiunea în anume cazuri, apoi aceste cazuri nu sunt limitative, căci mai sunt multe alte cazuri de nulitate, cari rezulta din chiar convențiunea parților, precum și din lipsa de formalitati cerute, carora această prescripțiune le este aplicabila și curgerea prescripțiunei va începe de la facerea actului când a luat naștere și acțiunea, conform principiului general stabilit de art. 1886. (Apel Buc. II, 91, Mai 12/86, *Dr.* 63/86).

7. Art. 1900 dupa care, acțiunea în nulitate se prescrie prin trecerea de 10 ani, se aplica numai pentru cazul când se cere nulitatea actelor pentru vițiu de formă sau când consimțimântul a fost smuls prin violența, dol sau eroare. Daca acțiunea are de obiect de a se califica actul de vânzare ca neexistent și facut în scopul de a frustrà pe fiică de dreptul consacrat prin legea actuala de a veni la succesiunea tatalui, în acest caz acțiunea nu poate fi supusa prescripțiunei prevazuta de art. 1900, ci aceleia de dreptul comun (art. 1890), aplicabila tuturor acțiunilor pentru care legiuitorul n'a fixat un termen special de prescripție. (Cas. I, 164, Mai 13/87, B. p. 419).

8. Dacă scopul acțiunei în nulitate, este desființarea unui fapt juridic care are existență, altul este scopul acțiunei în simulațiune, care nu tinde de cât la restabilirea adevarului, adica la desființarea unui act aparent. Prin urmare, acțiunea în simulațiune având alt obiect de cât acțiunea în nulitate, prescripțiunea acțiunei în simulațiune, care urmeaza a fi supusă prescripțiunei comune prevăzută de art. 1890, aplicabila tuturor acțiunilor pentru care legea n'a fixat un termen special de prescripțiune. (Apel Buc. III, 236, Nov. 29/86, *Dr.* 36/87).

9 Prescripțiunea art. 1900 nu poate fi admisa când e vorba de acțiunea în anularea unui testament, de oare ce art. 1900 vorbește numai despre convențiuni și donațiuni, iar nu de acte de ultima voință, care ramân sub imperiul prescripțiunei prevăzute de art. 1890. (Apel Craiova, II, 173, Dec. 19/86, *Dr.* 78/87).

10. Cererea de a se declara prescrisă acțiunea intentată de soție pentru anularea actului făcut de dânsa fară au-

torizarea soţului său, pe motiv că soţul său, care ca şi dânsa aveà dreptul să ceară anularea actului făcut fără autorizaţiunea maritală lasând să treacă 10 ani de la facerea actului fără să intenteze acţiunea în anulare, este presupus că a confirmat tacit actul făcut de soţie, şi această ratificaţiune validează actul şi faţă cu femeea, ceea ce face inadmisibilă acţiunea în anularea actului intentată de dânsa. Această cerere este neîntemeiată de oarece: 1) art. 1900 nu distinge, prescripţiunea de 10 ani nu curge în contra bărbatului, ca şi în contra femeii, de cât din ziua desfacerei căsătoriei; 2) presupunând că prescripţiunea acţiunei pentru nulitatea actelor facute de femee, fară consimţimântul bărbatului, curge în contra soţului cu începere din ziua în care actul a fost făcut de femee, şi s'ar fi îndeplinit în timpul căsătoriei, aceasta nu împedică pe femee, nu-i ridică dreptul de a intenta acţiunea în nulitate în cei 10 ani curgători de la desfacerea căsătoriei, căci femeea pe timpul duratei căsătoriei este considerată că se află în imposibilitate de a intentà acţiunea din cauza incapacităţei sale, şi în principiu prescripţiunea nu poate curge contra incapabilului. (Apel Buc. I, 75, Mai 16/88, *Dr.* 5/88).

11. Prin art. 1900, se prevăd numai acţiunile în nulitate sau rescisiune propriu zise şi numai între persoanele contractante, iar nu şi acţiunea revocatorie, care e personală creditorilor ca terţii fraudaţi şi cărora nu li se poate aplicà de cât prescripţiunea de 30 ani de la data actului. (Apel Buc. I, 100, Ian. 15/88. *Dr.* 56/88).

12. Deşi prin cuvintele din art. 1900: „în toate cazurile în cari legea nu dispune altfel", s'ar cuprinde anularea tuturor convenţiunilor şi pe motive în afară de articolul enumerat, dar aceasta este exact numai în ceea ce priveşte pe acei ce au participat la convenţiuni, iar nu şi pe cei al treilea ce n'au figurat, cari beneficiază de regula generala prevăzuta de art. 1890. Art. 1900 nu este de cât excepţiune la cele ce dispune art. 1890, motivata pe aceea că părţile au figurat într'o convenţiune, cunoscând viţiul de care poate fi atinsă, nu pot sta într'o tăcere îndelungată fără a periclità interesele vitale, de unde siguranţa ca ele cunoscând viţiile şi tacând 10 ani, le-au confirmat tacitamente, pe când cei de al treilea în totul, în necunoştinţă de convenţiune şi frauda ce a prezidat la întocmirea ei, nici nu le pot confirma, şi nici pot pierde drepturile lor de cât pe raţiunea fundamentală a art. 1890 (Cas. I, 338, Oct. 9/90. B. p. 1104).

13. Prescripţiunea acţiunei în nulitate nu este aplicabilă de cât la actele făcute de minor sau de tutorul său în timpul minorităţii cari conţin într'însele un viţiu de consimţimânt sau de incapacitate, care face ca acele acte să fie anulabile, iar nu şi la actele cari dacă nu sunt făcute după formele solemne prescrise de lege, se consideră ca nule şi neexistente, şi care nu pot să fie ratificate nici tacit prin nici o trecere de timp şi pentru care nu este nevoe de a fi atacate prin vre-o acţiune în nulitate, cum este formalitatea prescrisă de art. 695 pentru renunţări la succesiune. (Apel Craiova, I, Iun. 7/93, *Dr.* 48/93).

14. Dacă minorul devenit major, nu şi-a exercitat, în timp util, dreptul ce crede că ar fi avut în anularea tocmelii făcută de tutor în timpul epitropiei, din care ar fi rezultat un prejudiciu, el a perdut ori ce acţiune contra acelui care, contractând cu reprezentantul său legal, a căpătat drepturi de proprietate în averea sa, şi asupra cărora şi-ar fi consolidat aceste drepturi prin ajutorul prescripţiunei de 10 ani. (Apel Craiova, II, *Dr.* 30/93).

15. Termenul fixat de acest articol, pentru prescripţiunea specială prevăzută în el, nu se măreşte pentru că cel ce invoacă nulitatea ar fi domiciliat în circumscripţia unei alte Curţi de apel. (Trib. Putna, *Dr.* 80/95).

16. Acţiunea, ce minorul ajuns la majoritate intentă în contra cumpărătorului, pentru anularea contractului şi înstrăinarea unui imobil făcută de tutorul său fără paza formelor legale, nu poate fi prescrisă prin trecere de 10 ani, conform art. 1900 cod. civ., dacă se constată ca cumpărătorul n'a fost de buna credinţă. (Cas. I, 147/96, B. p. 660).

17. Prescripţiunea de 10 ani, prevăzută de acest articol, se aplică nu numai acţiunilor pentru anularea convenţiunilor încheiate de buna voie, dar şi actelor intervenite prin judecată, în care intră şi vânzarile silite. Această prescripţie e aplicabilă şi vânzărilor de imobile situate în Dobrogea şi efectuate de tribunalele otomane, înainte de anexarea acestei provincii la România. (Apel Galaţi II, *Dr.* 48/97).

18. Prescripţiunea este o confirmare tacită a convenţiunilor şi a tuturor actelor analoage de voinţă lovite de nulitate. Dacă partea, care puteà propune nulitatea şi aveà tot interesul a lucrà, a tacut 10 ani, trebue presupusă că a aprobat convenţiunea sau actul şi că renunţa la dreptul ce aveà de a cere nulitatea. (Trib. Bacau, *Dr.* 56/98).

19. Mijlocul de apărare întemeiat pe prescripţiune fiind de natura a schimbà soluţiunea procesului, în caz când s'ar dovedi nepronunţarea judecătorilor asupra lui, constitue o omisiune

esenţială care atrage casarea hotărîrei. (Cas. I, 173 98, B. p. 694).

20. Faptul că tutorul legal care a asistat la vânzarea bunului minorului, fie prin lipsă de apărare conştiincioasa, fie prin motivare necomplectă şi nesinceră a încuviinţarei vânzărei, fie, în fine, printr'o greşita procedare a autorităţilor judecatoreşti, nu a reprezentat bine pe minor, ajuns major, în raport cu cumpărătorul, nu constituesc decât cauze de nulităţi ale vânzarei nulıtăţi relative — şi care pot fi acoperite prin ratificare sau prescripţiunea din art. 1900 cod. civ. (Apel Iaşi II, *Dr.* 83/98).

21. Prescripţia de 10 ani se aplică atât la acţiunea în resciziune a actelor savârşite de minori cât şi la acţiunea în nulitate a actelor săvârşite de tutor, de oarece mandatul legal al tutorului fiind general şi universal, el are calitate de a reprezentà pe minor, chiar când îl reprezintă rău şi actele făcute de el nu pot fi considerate ca fară mandat şi prin urmare ca neavând fiinţa. (C. Apel Iaşi s. II, Dreptul 83/98).

22. Donatorul nu poate reparà prin confirmaţiune viţiile donaţiunei, nulă în privinţa formei, ea trebue refacuta cu formele legale. Moştenitorii donatorului însă, dupa moartea sa, pot ratificà sau executà voluntar o asemenea donaţiune lipsită de formele legale. Deci, faţă de moştenitorii donatorului, donaţiunea fiind numai anulabilă, iar nu nula, acţiunea în anulare se prescrie prin 10 ani iar nu prin 30. Prescripţia de 10 ani curge din ziua morţii donatorului. (Apel Craiova II, *Dr.* 43 99).

23. Confirmaţia fiind neadmisibilă în cazul unui pact succesoral şi prescripţia din art. 1900 din codul civil neaplicabilă, omisiunea ce o instanţa judecătorească ar face, nepronunţându-se asupra unui asemenea mijloc de apărare, este esenţială şi deci, atrage casarea hotărîrei. (Cas. I, 296/99, B. p. 971).

24. Nu este destul ca o parte sa invoace prescripţia pentru ca instanţa judecătorească să fie datoare a examinà toate felurile de prescripţii, care se afla în legile generale sau speciale în vigoare în ţara, ci partea trebue să probeze că se gaseşte în condiţiile cerute de lege pentru a prescrie, prin urmare să precizeze la care anume pescripţie se referă. (Cas. I, 75/900, B. p. 161).

25 Actele făcute de o persoană în stare de demenţă, înainte de promulgarea interdicţiei, nu sunt absolut nule şi inexistente, ci numai anulabile şi prin urmare supuse prescripţiunei de 10 ani, care pentru moştenitori curge din ziua morţii autorului lor. (Apel Buc. II, *Dr.* 35/901).

26. Statul, nefiind mandatar al Eforiei pe timpul celor patru ani, cât i-a administrat averea, conform legii din 1860, nu poate opune Eforiei prescripţia de 5 ani pentru suma rămasă asupra Statului din comptul acelei gestiuni, sumă ce aveà a fi restituită Eforiei conform legii din 1864, ci pentru această sumă erà aplicabilă prescripţia de 30 ani cerută de art. 1900 cod. civ. (Cas. I, 323 902, B. p. 943).

27. Prescripţia de 10 ani a acţiunei în nulitate nu poate fi aplicabilă decât acelor persoane care au fost părţi contractante; ea nu se aplică celor de al treilea, cari n'au luat parte la convenţiune. (Trib. Dolj, *Dr.* 31 903).

28 Nulitatea unei donaţiuni, pentru lipsă de acceptare din partea donatarului, poate fi acoperită în privinţa moştenitorilor donatorului în urma morţii acestuia, prin confirmarea lor expresa sau tacita. Prin urmare, în acest caz, este alicabilă prescripţia de 10 ani din art. 1900 cod. civ., căci această prescripţie nu este decât o confirmare tacită. (Cas. I, 496 903, B. p. 1348).

29. Acţiunea în nulitate prevăzută de art. 1713 din cod. civil este o acţiune în resciziune şi dar această acţiune nu are o durată mai mare de 10 ani şi deci după trecerea acestei date acţiunea este prescrisă. (Apel Buc. III, C. Jud. 55/904).

30 Vânzarea de imobile rurale catre un strain este nulă, şi asemenea nulitate se poate invocà de oricine şi nu se poate acoperì nici prin confirmarea actului, nici prin prescripţiune, cât timp există cauza nulităţei, adică interesul general. De îndata ce interesul general dispare, nulitatea nu mai poate protege decât un interes pur privat şi în atare caz, ea se poate acoperì şi prin confirmarea actului şi prin prescripţiunea prevazută de art. 1900 codul civil. (Apel Galaţi II, *Dr.* 45/904).

31. Legiuitorul, în scop de a protejà pe locuitorii săteni, ca şi cel dela 1864 şi 1879, a creiat doua categorii de pământuri şi a declarat inalienabile numai pe acelea vândute satenilor, potrivit art. 19 şi urmatorii din lege, lăsând sub aplicaţiunea dreptului comun al alienabilităţei pe cele vândute locuitorilor marginaşi, potrivit art. 13 şi următorii.

Prin urmare, din momentul ce instanţa de apel constată că o moşie scoasa în vânzare este situată în jurul oraşului şi că cumpărătorii sunt în majoritate mărginaşi, iar ceilalţi locuitori săteni sunt şi ei din o comuna aproape de oraş, această moşie intră în categoria celor alienabile, prevăzute de art. 13 şi următorii din lege şi, deci, asemenea loturi se pot prescrie prin

trecerea termenului de 10 ani dela majoritatea celor ce revendica. (Cas. I, 25 Mai 1912, B. p. 934).

32 Actele făcute de tutore fără a fi învestite cu formele legale cerute pentru acest fel de acte, sunt anulabile și numai aceste nulități se prescriu prin trecerea de 10 ani dela majorat, conform art. 1900 c. civ.; iar când unui act îi lipsește consimțimântul tutorului, apoi acestui act lipsindu-i una din condițiunile esențiale, consimțimântul, el este inexistent și ca atare nu poate fi validat prin recunoașterea tacită dedusă din neexercitarea acțiunei prevazută de art. 1900 cod. civil. (Trib. Tecuci, Oct. 1913; Dreptul 1914, p. 61).

33. Prescripțiunea dreptului minorului de a cere nulitate actului dotal pentru lipsa de consimțimânt al persoanelor chemate de lege să-l asiste la căsătorie, presupunând o confirmare tacita a actului din partea minorului, ea nu poate să curgă decât dela desfacerea căsatoriei, iar nu de la data ajungerei minorului la majoritate, și aceasta din cauza principiului imutabilităței convențiunilor matrimoniale care nu permite ca în timpul căsatoriei să se confirme o asemenea convenție nulă.

După desfacerea casatoriei încetând însa caracterul de imutabilitate a convențiunilor matrimoniale, confirmarea expresa fiind posibila, se poate concepe și o confirmare tacită a actului dotal nul, așa ca dela acea data poate sa înceapă a curge termenul prescripției de 10 ani.

Prin urmare, instanța de fond a făcut o greșită aplicare a art. 1231 și 1900 c. civ., când a decis că prescripția începe să curgă dela majoritate. (Cas. I, No. 573, 1914; Jurispr. Rom. 1915, p. 67, Curier Jud. 18/915, p. 143).

34 Daca acțiunea în anularea unei vânzări a fost intentată în termen util în contra cumpăratorului și daca acesta a transmis altuia imobilul pe când procesul eră pendinte, la acțiunea în revendicare intentată în contra noului cumparator, acesta nu poate opune prescripția extinctivă de 10 ani a acțiunei în nulitate, prescripție care s'ar fi împlinit după intentarea acțiunei în contra autorului său, deoarece acțiunea în nulitate fiind intentată în timp util în contra persoanei cu care a fost încheiat actul ea a conservat pe deplin reclamantului toate drepturile, atât față de primul cumpărător, cât și față de acei cari au dobândit drepturi dela dânsul și cari nu pot aveà mai multe drepturi decât autorul lor. (Cas. I, No. 599, 1915; Jurispr. Rom. 40 915, p. 129, Curier Jud. 3 916).

35. Prescripțiunea decenală din art. 1900 c. civil, are ca fundament prezumpțiunea de confirmare tacită, rezultând din inacțiunea conservată timp de zece ani de beneficiarul acțiunei în anulare. Această explicațiune se sprijină și pe art. 959 c. civ. care consacră confirmarea tacită a unei convențiuni vițiate de violență. Un act autentic de vânzare, nul ca forma face parte din categoria de acte numite în doctrină inexistente și ca atare nulitatea lui absoluta, nefiind susceptibilă de confirmare, nu poate fi supusă prevederilor art. 1900 c. civil.

De altfel acest articol se referă numai la „anularea convențiunilor", neputându-se extinde și la actele juridice unilaterale și la actele care servesc ca instrumente probatorii. Oricum ar fi, este greu sa se poată susține, că un înscris neexistent juridicește ca dovadă preconstituita, din momentul chiar al confecționărei lui, poate sa capete prin trecere de timp o forță probantă pe care n'a avut-o dela început. (Judecătoria ocolului rural Ciochina-Ialomița. Cartea de judecata civila No. 118 din 22 August 1924; Jur. Gen. 1924, No. 1610).

36 Prescripția din art. 1900 nu se aplică atunci când este vorba de anularea unui act ca inexistent. (Trib. Tecuci 182 din Octombrie 1924, Curier Jud. 19/925).

37. A se vedeà: art. 1167 nota 8; art. 1231 nota 11.

Art. 1901. — Verice acțiune a minorului contra tutorelui, relativă la faptele tutelei se prescrie prin zece ani, începând dela majoritatea sa. (Civ. 419, 434, 1900; Civ. Fr. 475).

Text. fr. Art. 475. Toute action du mineur contre son tuteur, relativement aux faits de la tutelle, se prescrit par dix ans, à compter de la majorité.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, I, p. 496-498; I, ed. 5-a, p. 764-767;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 523 urm., 533, 535; II, p. 132, 136, 900;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 664 urm.; *Suppl.* Prescription civile, 619 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, II, 239 bis, V;

DEMOLOMBE, VIII, 152, 154, 158-162, 170-173;
HUC, III, 464;
LAURENT, V, 184, 185, 187, 190;
MARCADÉ, art. 475;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 1981, 1982.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 49, 178 n. 3, 184, 280 urm.; (II, ed. 2-a, p. 505, 783, 793, 807 urm., 812, 813; IV, part. I, ed. 2-a, p. 122; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 548 urm.; X, p. 698); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 52;
CANTACUZINO MATEI, p. 510;
LIVIANU C. B., *„Prescripția acțiunei expupilului contra tutorului relativ la administrația tutelei"*. Curier Jud. 30/1902;
NACU, I, p. 571, 656.

Jurisprudență.

1. Art. 1901 cod. civil are în vedere prescripția acțiunilor minorului în contra tutorului sau, iar nu prescripția acțiunilor, ce dânsul deschide contra terților, pentru anularea contractelor sau convențiilor încheiate de aceștia cu tutorul sau. (Cas. I, 147/96, B. p. 660).

2. Acțiunea minorului ajuns la majoritate în contra tatălui, fostul său tutor, pentru o creanță dotala sau paraferuala a mamei sale, este supusă prescripției de drept comun de 30 ani, iar nu prescripției de 10 ani prevazută de art. 1901 cod. civil. Faptul că obligația soțului de a restitui moștenitorilor soției averea dotală sau parafernală devine exigibilă după un an de la desfacerea căsătoriei, adică în timpul administrațiunei tutelei, nu schimbă origina obligației de restituire, întrucât această obligație s'a născut dintr'un fapt anterior tutelei, iar nu dintr'un fapt de gestiune tutelară. (Cas. I, No. 71, 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 149. Dreptul 1914, p. 194).

Art. 1902. — După zece ani, arhitecții și întreprinzătorii de lucrări, sunt desărcinați de răspunderea la care sunt supuși pentru stricăciunea în tot sau în parte a construcțiunei prin vițiile de construire sau prin vițiile pământului. (Civ. 1483; Civ. Fr. 2270).

Text. fr. Art. 2270. — Après dix ans, l'architecte et les entrepreneurs sont déchargés de la garantie des gros ouvrages qu'ils ont faits ou dirigés.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 533;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 66, 703, 704, 711;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 136, 568 urm.;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 553 urm., 966 urm.; *Suppl.* Prescription civile, 812 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, V, p. 466;
GUILLOUARD, II, 872-874; *Louage*, II, 868, 873;
LAURENT, XXVI, 58, 59, 61;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1909 urm.;
TROPLONG, *Louage*, 1006 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 303 urm.; XI, p. 184, 285 urm.; (V, p. 434, 435, 507, 508, 570; X, p. 359).
CANTACUZINO MATEI, p. 505, 510, 665;
DUMITRESCU A. M., II, 377, 378;
HOZOC D., *Notă* sub. Cas. I, 709 din 11 Dec. 1915. Pand. Rom. 1925-I-50;
NACU, III, p. 873;
RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Cas. Fr., 28 Iunie 909. Dreptul 74/1915;
ȘTEFĂNESCU-PRIBOI C. D., *L'idée de faute et la responsabilité des choses inanimées.*

Secţiunea IV. — **Despre câteva prescripţiuni particulare.**

Art. 1903. — Acţiunea maestrilor şi institutorilor de ştiinţe sau de arte, pentru lecţiunile ce dau cu luna;

A ospătătorilor şi găzduitorilor, pentru nutrirea şi locuirea ce procură, şi a oamenilor cu ziua, pentru plata zilelor, a materiilor de dânşii procurate şi a simbriilor.

Se prescriu prin şease luni. (Civ. 1412, 1451, 1472, 1489, 1729, 1730 § 6, 1887 urm., 1905 urm., 1908 urm.; C. com. 939; Civ. Fr. 2271).

Text. fr. Art. 2271. — L'action des maîtres et instituteurs des sciences et arts, pour les leçons qu'ils donnent au mois;

Celle des hôteliers et traiteurs, à raison du logement et de la nourriture qu'ils fournissent;

Celle des ouvriers et gens de travail, pour le paiement de leurs journées, fournitures et salaires.

Se prescrivent par six mois.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 444, 445;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 714-718;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 133, 134, 141, 142, 563, 795;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 971 urm.; *Suppl.* Prescription civile, 567 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 379 bis;
LAURENT, XXXII, 503-505, 510;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 810, 811;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 644;
TROPLONG, *Prescription*, II, 945, 947, 970.

Doctrină românească

ALEXANDRESCO, XI, p. 42, 180, 287, 288, 290, 291 urm., 305, 306, 308, 311 t. şi n. 2, 315, 318, 320, 322, 326, 338, 404, 405, 414, 440, 446, 466; (I, ed. 2-a, p. 182; VII, p. 374, 375 urm., t. şi n. 1; X, p. 425, 428, 698); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 425 nota 8; *Observaţie* sub. Justiţia de Pace din Pont-l'Evêque, 8 Oct. 913. Curier Jud. 43/914;
CANTACUZINO MATEI, p. 506, 511, 604, 627;
NACU, III, p. 873, 876;
RAPAPORT M., *Notă* sub. Cas. Fr., 22 Oct. 1924. Jur Gen. 1925 No. 593.

Jurisprudenţă.

1. Serviciile aduse de o persoană, în calitatea speciala de advocat, pentru apararea proceselor, staruinţa depusa la diferite autoritaţi şi pentru redactarea osebitelor acte, nu pot fi asimilate cu ale lucratorilor cu ziua, cu ale salahorilor prevăzuţi de art. 1903, pentru care este aplicabilă prescripţiunea de 6 luni, de oare ce acele servicii aparţin calitaţii de advocat. (Cas. I, 185, Mai 5 78, B. p. 192).

2. Prescripţia prevazuta de art. 949 cod. com., care e bazata pe o prezumpţie legală de plata, nefiind din acelea de care se ocupă art. 1903 şi 1904 cod. civ., în contra ei nu se poate admite nici proba testimoniala nici chiar jurământul, prevăzut de art. 1906 cod. civ. (Apel Buc. II, *Dr.* 56 906).

3. Prescripţia de 6 luni prevăzută de art. 1903 din codul civil, pentru acţiunea ospatatorilor pentru alimente, înceteaza de a curge când s'a dat o chitanţa, pe temeiul căreia se reclamă suma datorita. (Cas. III, 341 din 27 Sept. 1911, B. p. 1165, Curier Jud. 1/912).

4. A se vedeà nota No. 1, de sub. art. 1904.

Art. 1904. — Acţiunea medicilor, a chirurgilor şi a apotecarilor, pentru vizite, operaţiuni şi medicamente;

A neguţătorilor, pentru marfele ce vând la particularii cari nu sunt neguţători;

A directorilor de pensionate, pentru preţul pensiunei şcolarilor lor, şi altor maeştri pentru preţul uceniciei;

A servitorilor care se tocmesc cu anul, pentru plata simbriei lor;

Se prescriu printr'un an. (Civ. 1183, 1472, 1729 § 3, 4 şi 5, 1887 urm., 1903, 1905 urm., 1908; C. com. 945, 946, 947; Civ. Fr. 2272).

Text. fr. Art. 2272. — L'action des médecins, chirurgiens et apothicaires, pour leurs visites, opérations et médicaments.

Celle des huissiers, pour le salaire des actes qu'ils signifient, et des commissions qu'ils exécutent;

Celle des marchands, pour les marchandises qu'ils vendent aux particuliers non marchands;

Celle des maîtres de pension, pour le prix de la pension de leurs élèves; et des autres maîtres, pour le prix de l'apprentissage;

Celle des domestiques qui se louent à l'année, pour le paiement de leur salaire;

Se prescrivent par un an.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 444;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 724, 725, 727, 731, 732;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 133, 134, 135, 141, 563, 794, 795, 798;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 992 urm.; *Suppl.* Prescription civile, 575 urm.;
LAURENT, XXXII, 500, 501, 503, 511;
MOURLON, ed. 7-a, III, 811 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 642-2°, 643;
TROPLONG, *Prescription*, II, 938, 945, 955.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 71, n. 4, 149, 290, 292, 293, 295, 296 urm., 308, 309 t. şi n. 1. 311 t. şi n. 2, 315, 318, 320, 322, 405, 413, 414, 417, 446; (I, ed. 2-a, p. 182; VII, p. 374, 375 urm., t. şi n. 1; IX, p. 269 n. 1; X, p. 390, 391, 395); *Droit ancien et moderne de la Roumanie* p. 425 nota 8; *Observaţie* sub. Justiţia de Pace din Pont-l'Evêque, 8 Oct. 913. Curier Jud. 43 914;
CANTACUZINO MATEI, p. 506, 511, 546, 604, 627;
DANIELOPOL G. D-R CĂPITAN, *Observaţie* sub. Trib. Bruxelles, 1 Mart. 912 Curier Jud. 25/914;
NACU, III, p. 874, 875, 876;
RAPAPORT M., *Notă* sub. Cas. Fr., 22 Oct. 1924. Jur. Gen. 1925 No. 593;
VITZU M., *Notă* sub. C. Apel Buc. s. III, 271 din 19 Nov. 1921. Pand. Rom. 1922-II-265.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudenţă.

1. Prescripţiunile de 6 luni şi 1 an nu se aplică de cât la servitorii propriu zişi, nu şi la acele persoane a căror servicii fiind de ordine intelectuală nu se pot asimilà cu serviciile manuale în privirea cărora numai legiuitorul a stabilit acele prescripţiuni de 6 luni şi 1 an; acţiunea acestor soiu de persoane nu se prescrie de cât prin trecere de 5 ani. (Cas. II, 106, Oct. 23 85, B. p. 788).

2. Pentru a fi aplicabil art. 1904 c.

civ., se cere ca condiţie specială o plată fixă şi periodică pe an şi presupune nişte servicii de servitor la stapân. (Cas. I, 113/Mai, 3/88, B. p. 433).

3. Când este vorba de executarea unui contract de furnituri, intervenit între părţi, iar nu de plată de obiecte, care obişnuit se cere dela comercianţi, nu pe temeiul unui contract scris, nu se aplică prescripţiunea din art. 1904 din Cod. civil, ci prescripţiunea prevăzută de art. 939, cod. comercial, (Cas. II, 309/97, B. p. 1490).

4. Acest articol nefăcând nici o distincţie între şcoalele publice ale Statului şi cele private, creanţa Statului, pentru plata taxei, ce se ia dela fiecare elev pentru întreţinerea, hrana şi învaţatura ce i se dă, este, întocmai ca şi creanţa oricărui director de pension, prescriptibilă prin un an de zile. (Cas. I, 208/902, B. p. 639).

5. Prescripţia de un an, prevăzuta de art. 1904 cod. civ., fiind întemeiată pe o prezumpţie de plată, nu este aplicabilă de câte ori debitorul recunoaşte ca a platit o parte din datorie, ramânând dator cu un rest; în acest caz se aplică prescripţia de 30 de ani. (Apel Buc. I, C. Jud. 62 903).

6. Prescripţiunea din art. 1904 din codul civil se aplica numai când datoria este întemeiată pe bună credinţă, iar nu şi când se constată printr'un titlu. (Cas. I, 19 Martie 1907, B. p. 403).

7. După art. 1904 din codul civil, acţiunea neguţătorilor pentru furniturile ce fac altor persoane cari nu sunt neguţatori se prescrie prin trecerea unui an, însă art. 1905 tot din codul civil adaugă că: prescripţiunea încetează de a mai curge când între părţi s'au încheiat socoteli sau când se va fi dat bilete sau adeverinţe. (Cas. III, 26 Martie 1907, B. p. 620).

8. Dupa art. 1904 din codul civil, acţiunile neguţătorilor pentru mărfurile ce vând la particulari se prescriu printr'un an.

Când instanţa de fond consideră ca acte întreruptive de prescripţie tratativele de plată, fără a se pronunţă asupra mijlocului de aparare tras din faptul că corespondenţa relativă la acele tratative a avut loc după ce prescripţia se îndeplinise, prin această procedare ea săvârşeşte o omisiune esenţială, caci mijlocul de apărare invocat erà de natură să schimbe soluţia procesului. (Cas. III, 450 din 15 Nov. 1911, B. p. 1527, Curier Jud. 22, 1912).

9. După art. 1904 codul civil, se prescriu printr'un an acţiunile neguţătorilor pentru mărfurile ce vând la particularii cari nu sunt neguţători, iar după art. 1905 din acelaş cod, prescripţia nu încetează de a curge decât când s'a încheiat socoteala sau s-a dat un bilet sau adeverinţă, ori s'a făcut cerere de judecată.

Când se constată că un neguţător a comandat o marfă la un alt neguţător, nu în scop de a o revinde în magazinul sau, întrucât el faceà un comerţ cu totul altul, ci ca simplu particular, în asemenea caz nefiind vorba de o furnitură de marfă dela neguţător la neguţător, se aplică prescripţia din art. 1904 c. civ. (Cas. III, 205/912, Curier Jud. 38 912).

10. Prescripţiunea de un an prevăzută de art. 1904 cod. civ., pentru plata mărfurilor nu este aplicabilă decât atunci când nu sunt consemnate într'un act scris şi ea încetează, potrivit art. urmator, odată ce a fost recunoscută într'un asemenea act. O asemenea prescripţiune prin urmare, nu este aplicabilă când datoriile pentru mărfuri sunt consemnate prin facturi — prezentate în instanţă, acestea fiind acte scrise, astfel în acest caz pentru plata acestor datorii are a se aplicà prescripţiunea ordinară comercială. (Cas. III, decizia No. 299 din 20 Oct. 1914. Jurispr. Rom. 1914, p. 551).

11. Conform art. 945 c. com. acţiunile derivând din acte, cari sunt comerciale chiar numai pentru una din parti, se prescriu pentru toate părţile contractante potrivit dispoziţiunilor legei comerciale.

Dupa art. 947 c. com. prescripţiunea ordinară în materie comercială este de zece ani în toate cazurile în cari prin acest codice sau prin alte legi nu s'a stabilit o prescripţie mai scurtă.

Dupa dispoziţiunile art. 1904 al. 2 c. civ. însă, acţiunile neguţătorilor pentru marfurile ce se vând la particulari, cari nu sunt negustori, se prescriu printr'un an.

Prin urmare, fiind vorba de o lege care dispune ca termenul de prescripţie să fie mai scurt decât cel prevăzut prin art. 947 c. com. în speţa este aplicabil, art. 1904 al. 2 c. civ. (Trib. Ilfov s. I, com., sent. din 9 Febr. 1923. Jur. Gen. 1923 No. 1191).

12. A se vedeà: art. 1208 nota 41.

Art. 1905. — Prescripţiunea, în cazurile mai sus arătate, se va împlinì, chiar dacă ar urmà serviciile, lucrările şi predările acolo menţionate.

Ea nu încetează de a curge de cât când s'a încheiat

socoteala, s'a dat un bilet sau adeverinţă, ori s'a format cerere în judecată. (Civ. 1203, 1865, 1903, 1904 urm., 1908; Pr. civ. 329; Civ. Fr. 2274).

Text. fr. Art. 2274. — La prescription, dans les cas ci-dessus, a lieu, quoiqu'il y ait eu continuation de furnitures, livraisons, services et travaux.

Elle ne cesse de courir que lorsqu'il y a eu compte arrêté, cédule ou obligation, ou citation en justice non périmée.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 446, 447;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 751, 756, 759;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 135, 136, 142;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 1036 urm.; *Suppl.* Prescription civile, 593 urm.;
LAURENT, XXXII, 418, 450;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 813 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 672 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 58 n. 1, 149, 294, 298, 306 urm., 315, 320, 343 urm., 414, 446 n. 1;
CANTACUZINO MATEI, p. 511, 604;
NACU, III, p. 876;
VITZU M., *Notă* sub. C. Apel Buc. s. III, 271 din 19 Nov. 1921. Pand. Rom. 1922-II-265.

Jurisprudenţă.

1. Dacă datoria pentru plata pensionului a fost recunoscută, prescriptiunea a fost întreruptă şi nu mai poate fi invocată cu succes. (Apel Buc. I, Oct. 27 85, *Dr.* 85 85).

2 Deşi după art. 1904 acţiunea servitorilor cari se tocmesc cu anul, pentru plata simbriei lor, se prescrie printr'un an, însă conform art. 1905 prescripţiunea de mai sus înceteaza de a curge când s'a încheiat socoteala sau s'a dat un bilet sau adeverinta. Când dar se constată că titlul reclamantului derivă din o chitanţă ce i s'a dat, aci fiind vorba de o creanta rezultând din sumele datorate creditorului în calitate de îngrijitor de moşie, în atare caz acţiunea nu e supusa de cât la prescripţia de 30 de ani prevazută de dreptul comun; iar nu la acea stabilită de art. 1904 şi 1907. (Cas. I, 320, Dec. 20 88, B. p. 1050).

3. Acţiunea ospătatorilor, hangiilor sau găzduitorilor pentru nutrirea şi locuirea ce procură se prescrie prin şease luni şi aceasta prescripţie scurta înceteaza de a mai curge, de câte ori s'a încheiat între părţi o socoteală sau s'a dat un bilet sau o adeverinta din partea debitorului, etc., în care caz ar trebui să se aplice prescripţia de 30 de ani, aşa că actul întreruptiv al prescripţiei produce o adevărata schimbare a naturei acestei prescripţii. (Trib. Ilfov C. Jud. 31 905).

4. Prescripţiunea de un an prevăzută de art. 1904 cod. civ., pentru plata marfurilor nu este aplicabilă decât atunci când nu sunt consemnate într'un act scris şi ea încetează, potrivit art. urmator odata ce a fost recunoscută într'un asemenea act. O asemenea prescripţiune prin urmare, nu este aplicabila când datoriile pentru marfuri sunt consemnate prin facturi — prezentate în instanţa acestea fiind acte scrise, astfel ca în acest caz pentru plata acestor datorii are a se aplică prescripţiunea ordinară comerciala. (Cas. III, No. 299, 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 551).

5. Potrivit art. 1904 c. civ. acţiunea medicilor pentru plata onorariului ce li se cuvine pentru vizitele făcute de dânşii bolnavilor se prescriu pentru un an.

In ce priveşte punctul de plecare al acestor prescripţii faţa cu redacţiunea art. 1905 c. civ. şi cu lipsa oricăror alte obiceiuri în România relative la modul în care să se achite aceste onorarii, rezultă că prescripţia începe a curge după fiecare vizită şi ca atare nu pot fi valorificate în justiţie de cât onorariile cuvenite pentru vizitele facute în ultimul an. (C. Apel Buc. s. III 271 din 19 Nov. 1921, Pand. Rom. 1922-II-265).

6. A se vedeà: art. 1904 nota 7.

Art. 1906. — Cu toate acestea, cei căror vor fi opuse aceste prescripţiúni, pot deferì, celor ce li se opun jurământ asupra cestiunei de a se şti dacă lucrul s'a plătit în adevăr.

Jurământul va puteà fi deferit văduvelor și moștenitorilor sau tutorilor acestor după urmă, când sunt minori, pentru ca să aibă a declarà dacă nu știu că lucrul este încă datorit. (Civ. 1208 urm., 1903 urm., 1908; Civ. Fr. 2275).

Text. fr. Art. 2275. — Néanmoins ceux auxquels ces prescriptions seront opposées, peuvent déférer le serment à ceux qui les opposent, sur la question de savoir si la chose a été réellement payée.

Le serment pourra être déféré aux veuves et héritiers, ou aux tuteurs de ces derniers, s'ils sont mineurs, pour qu'ils aient à déclarer s'ils ne savent pas que la chose soit due.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 447;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 743, 746, 748 urm.;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 134, 135, 233, 248;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 1036 urm.; *Suppl.* Prescription civile, 5220 urm.;
LAURENT, XXXII, 516-518 urm.;
LYON-CAEN ET RENAULT, IV, p. 451;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 816;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 693-698.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 58 n. 1, 149, 294, 298, 306 urm., 315, 320, 343 urm., 414, 446 n. 1; (VII, p. 372 urm.; IX, p. 269 n. 1); *Droit ancien et moderne de la Roumanie* p. 425, 428 nota 5; „*Despre jurământul de credulitate sau credibilitate*". Curier Jud. 56 1901; *Observație* sub. Trib. Namur, 4 Febr. 913. Curier Jud. 27 1914;
CANTACUZINO MATEI, p. 86, 512, 628;
NACU, II, p. 8J7; III, p. 877.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudență.

1. Din combinația art. 1906 cu articolele ce-l preced de sub rubrica „despre câte-va prescripțiuni particulare", rezultă ca legiuitorul a avut în vedere termenele cele mai scurte ale prescripțiunii unor creante datorite de o mica valoare, în care caz debitorele pârît invocând o asemenea prescripțiune, permite creditorului reclamant a deferì jurământul debitorului, văduvei lui, moștenitorilor sau tutorelui spre a declara dacă nu știu că lucrul este înca datorit. (Cas. I, 7/Ian. 12 76, B. p. 6).

2. Jurământul de credibilitate trebue respins când nu prezintă nici un interes spre soluțiunea chestiunei în litigiu, re fiind deferit asupra faptului persistenței sau stingerei unei obligațiuni precum se prescrie la art. 1906, ci asupra faptului nașterei unei obligațiuni de mandat. (Cas. I, 7. Ian. 12 76, B. p. 6).

3. Art. 1906 este relativ la prescripțiunile particulare cele mai scurte; el nu este aplicabil în specia unde nu e vorba de asari prescripțiuni. Deci, daca se deferă juramânt asupra faptului dacă partea are cunoștința de datoria parintelui său, admițându-se acest juramânt nu se violeaza art. 1209, de oarece faptul pentru care i se deferă acest jurământ este un fapt personal parții căreia se defera juramântul. (Cas I, 357, Dec. 15/79, B. p. 909).

4. Daca se deferă jurământ tutoarei asupra faptului dacă știe că debitorul a raspuns defunctului tată al minorilor o parte din datorie, judecătorul care respinge acest juramânt, pe motiv că trebue a fi dat pentru fapt personale, violeaza principiul că jurământul de credibilitate poate fi dat tutorilor și moștenitorilor. (Cas. I, 196, Mai 23 80, B. p. 249).

5. Juramântul decizoriu nu se poate da de cât asupra faptelor personale, Art. 1906 de și deroagă la acest principiu când e vorba de văduve, moștenitori și tutori, restrânge însă aplicațiunea acestor excepțiuni numai la acțiunile anume arătate în art. 1903 1904 și 1905. Astfel, juramântul decisoriu

deferit tutorelui asupra achitărei unei părţi din datoria ce o are catre minori ne având de obiect un fapt personal al tutorelui, este inadmisibil. (Apel Buc. III, 233, Nov. 25 86, *Dr.* 7 86).

6. In principiu tutorele ne putând transige, art. 1906, care permite a se da tutorului unor minori juramântul de credulitate nu se aplică în toate cazurile, ci numai în speciile despre care tratează secţiunea IV, capit. IV din codul civil cand se poate opune mica prescripţiune. Daca dar se deferă jurământ tutorelui asupra unei alte specii de cat cea prevazuta de acea secţiune, jurământul e nealmisibil. (Cas. I, 169 Mai 18 87, B. p. 428).

7. Jurământul decizoriu, defenit intimatului, dacă nu are cunoştinţă că a împrumutat pe mama sa în calitate de epitroapă legală şi daca intimatul n'a profitat de acea suma, prin faptul mergerei sale în străinatate unde cu aceşti bani a terminat studiul, e un juramânt de cunoştinţă personala a intimatului despre existenţa unor fapte ce-l priveà şi pe dânsul. Un atare juramânt e admisibil după art. 1209 combinat cu 1906 Curtea de apel care îl respinge pe motiv ca intimatul erà minor pe când s'a petrecut acele fapte, face o rea aplicare a art. 1209 si 1906, de oarece minoritatea sa din acel timp, nu exclude posibilitatea de a aveà cunoştinţa personală de faptele conţinute în juramântul ce i se deferea. (Cas. I, 6/Ian. 9/89, B. p. 8).

8. Admiterea juramântului de credulitate e recunoscută prin art. 1906. Şi dacă legiuitorul declară prin art. 1906 că cei cărora vor fi opuse prescripţiunile prevăzute prin art. 1903 urm. pot deferì celor ce se opun jurământul de credulitate dacă suma s'a platit, a ceasta dispoziţie e excepţionala în acest sens, că de vreme ce contra prescripţiilor împlinite nu se poate administra proba contrarie şi nu se poate deferi nici un juramânt din contra când e vorba de scurtele prescripţii prevăzute de art. 1903 urm. civ., acei carora se opune prescripţia pot deferì jurământul. De altminterelea nu se poate zice că juramântul de credulitate recunoscut n'ar puteà fi admis de cât în cazul art. 1906, ci din contra de câte ori se deferă jurământ dacă nu se ştie că suma sau lucrul reclamat se datoreşte, el trebue sa fie admis, ne fiind contrariu nici art. 1209. Asemenea jurământ în general, poate fi deferit văduvelor, moştenitorilor şi chiar şi tutorului, dacă nu e vorba de a transige asupra intereselor minorului. (Cas. I, 296 Iun. 25/91, B. p. 752).

9. Minorului emancipat i se poate, cu asistenţa curatorului şi cu îndeplinirea formelor prevăzute de art. 413 Cod. civ. a i se deferì sau referì jurământul de credulitate şi pentru ipoteze analoage celor prevăzute de art. 1906 Cod. civ. Juramântul de credulitate nu se poate deferì sau referi tutorilor, în alte ipoteze, decât cele prevazute în art. 1906 chiar daca s'au îndeplinit formele prevazute de art. 413 Cod. civ. (Trib. Dolj II, *Dr.* 12/95).

10. Juramântul de credulitate, prevăzut de art. 1906 din Codul civil deferindu-se pentru ca moştenitorii să aibă a declara daca ştiu sau nu despre datoria sumei sau lucrului, tocmai această raportare la ştiinţa sau cunoştinţa moştenitorilor asupra datoriei lucrului constitue o transacţie, şi partea care defera acest juramânt nu mai poate, după prestarea lor sa uzeze de alte probe. (Cas. I, 327 900, B. p. 1119).

11. Jurământul zis de credulitate prevăzut de art. 1906 este admisibil prin analogie şi în afara de mica prescripţie, în cazul când se deferă asupra faptului, dacă moştenitorii nu ştiu că autorul lor s'a folosit de un imobil şi datoreaza chiria. Acest juramânt constituind o tranzacţie ca şi cel decizoriu, partea care l-a propus nu mai poate să producă şi alte probe pentru dovedirea pretenţiunii sale. (Apel Galaţi II, *Dr.* 14/900).

12. A se vedeà: art. 1208 notele 31, 38, 39, 41; art. 1472 nota 4.

Art. 1907. — Veniturile renditelor perpetue sau pe vieaţă;

Prestaţiunile periodice ale pensiunilor alimentare, chiriile caselor şi arenzile bunurilor rurale;

Dobânzile sumelor împrumutate şi în genere tot ce se plăteşte cu anul sau la termene periodice mai scurte;

Se prescriu prin cinci ani. (Civ. 474, 523, 900, 1429, 1587 urm., 1639 urm., 1908; C. com. 941; Civ. Fr. 2277).

Text. fr. Art 2277. — Les arrérages de rentes perpétuelles et viagères;
Ceux des pensions alimentaires;
Les loyers des maisons, et le prix de ferme des biens ruraux;

Les intérêts des sommes prêtées, et généralement tout ce qui est payable par année, ou à des termes périodiques plus courts;

Se prescrivent par cinq ans.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 433, 434 urm.;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 769, 770, 773-776, 780, 783-785, 788;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 927; II, p. 132 urm., 139, 141, 677, 809, 1011; ed. 1-a, III, p. 441, 544, 566;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 1051 urm.; *Suppl.* Prescription civile, 609 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 385 bis, II;
LAURENT, XXXII, 432, 433. 435, 438 urm., 449-451 urm., 457;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 818 urm.;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2456; II, ed. 3-a, No. 637;

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 68 n. 1 şi 2, 150, 191, 206 n. 2, 207, 227, 291, 292, 295, 307, 312, 316 urm, 321 urm., 335 urm., 338; (I, ed. 2-a, p. 522; II, ed. 2-a. p. 805 n. 2; III, part. I, ed. 2-a, p. 306, 553; III, part. II, ed. 2-a, p. 105, 609, 630, 825; IV, part. II, ed. 2-a, p. 291 n. 1; VI, p. 534 t. şi n. 2; VII, p. 376 n. 3; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 253, 442, 605 t. şi n. 5; IX, p. 155, 243 n. 1, 590, 591, 602. 702 n. 1, 703; X, p. 97 t. şi n. 1, 156, 236, 239, 240, 257 n. 1, 265, 364, 417, 419, 426, 428, 743; *„Avem, sau nu, în dreptul actual, rente perpetue“*. Dreptul 76/909; *„Prescripţia cincinală prevazută de art. 1907 c. civ. este ea aplicabilă anuităţilor datorite creditului funciar?“* Curier Jud. 7/1901; *Observaţie* sub. Trib. Imperiului German, 6 Iulie 1900. Curier Jud. 10/903; *Observaţie* sub. Trib. Namur, 4 Febr. 1913. Curier Jud. 27/914; *Observaţie* sub. C. Apel Liège, 9 Ian. 913. Curier Jud. 27/914; *Observaţie* sub. C. Apel Lyon, 17 Febr. 911. Curier Jud. 30 1914; *Observaţie* sub. Trib. Iaşi s. I, 18 Iunie 1919. Tribuna Juridică 28-29/1919; *Observaţie* sub. Trib. civil Le Havre 4 Oct. 1920. Pand. Rom. 1923-III-139;
ALEXANDRESCU PAUL, *Notă* sub. Trib. Prahova s. III, 29 April. 1920. Pand. Rom. 1922-II-44;
CANTACUZINO MATEI, p. 506, 507, 510, 511;
DANIELOPOL G. DR. CAPITAN, *Observaţie* sub. C. Apel Liège, 9 Febr. 913. Curier Jud. 16/1914; *Observaţie* sub. Cas. Belg., 11 Mai 1913. Curier Jud. 16/1914;
MEITANI GEORGE, *„Despre rentele perpetue în codicele român“*. Dreptul 58 1902;
NACU, III, p. 863, 877, 878;
SION FLORIN, *„Consideraţiuni asupra existenţei rentelor perpetue în Dreptul român“*. Curier Jud. 62/1914;
STRELICESCU N. AL., *Notă* sub. Cas. I, 641 bis din 6 Nov. 1913. Pand. Rom. 1925 I-89;
VULTURESCU GR., *„Prescripţia cincinală se aplică ea la dobânzile Creditului funciar?“*. Dreptul 11/1900.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudenţă.

1. Art. 79 leg. compt. statului nu este aplicabil sumelor depuse la stat cu titlu de cauţionament, de oarece acel articol a fost făcut în vederea de a asigura statului o repede liberaţiune în privinţa datoriilor contractate de

dânsul, iar nici cum în privinţa banilor ce dânsul a deţinut sub titlul de garanţie. (Apel Buc. I Dec. 19/73, *Dr.* 4 74).

2. Prescripţiunea de 5 ani prevăzută de art. 79 din legea comptabilităţii generale a statului este excepţionala şi ca atare nu poate fi aplicată la alte cazuri diferite din cele anume arătate în zisa lege. Or, leginitorul, prin art. 79 din legea comptabilitaţii, preocupat de regularea veniturilor şi cheltuelelor statului a prevazut ca sunt prescrise şi stinse în folosul statului toate creanţele rămase nelichidate, neordonantate şi ne platite în termen de 5 ani, socotiti de la deschiderea exerciţiului. Or, pretenţiunea pentru venitul pământului calcat de stat nu formează contra statului o creanţa certa şi lichida, de oare ce cuantumul acelui venit e a se evaluà şi aprecià de către instantele de fond şi prin urmare nu se poate susţine ca niste atari pretenţiuni de despăgubiri intră în prescripţiunea excepţională prevăzută de art. 79 din legea comptabilitaţii. (Cas. I, 433, Dec. 10 77, B. p. 360).

3. Prescripţiunea de 5 ani prevăzută de art. 79 din legea comptabilitaţii şi al carei punct de plecare este anul deschiderii exerciţiului, presupune o creanţă budgetara care a facut obiectul unui exerciţiu şi prin urmare este inaplicabila la creante care n'au făcut obiectul unei preved ri budgetare. (Apel Buc. III, 731 Febr. 26 79, *Dr.* 29 79).

4. Prescripţiunea de 5 ani prescrisă prin articolul 79 legea comptabilitaţii priveşte pe acele creante ale particularilor contra statului, pentru a căror plata se cere o prealabilă lichidare şi o anume ordonantare. Intru cât priveşte creanţele particularilor asupra statului rezultând din împrumuturi ce acei particulari fac fiscului, nu poate fi vorba nici de lichidare nici de ordonantare, statul liberând în schimbul banilor primiţi de el in împrumut, un bon de tezaur supus prescripţiunei de drept comun privitoare la stingerea obligaţiunilor. (Cas. I, 290, Nov. 2 79, B. p. 766).

5. Prescripţiunea de 5 ani prevazuta în art. 79 legea comptabilităţii generale în favoarea Statului are aplicaţie numai la creanţele budgetare al caror punct de plecare pentru a prescrie începe a curge de la deschiderea exerciţiului; când însa este vorba de plata preţului rescumparărei clacei, care se depune de către satenii clacaşi în comitetul rural pe comptul proprietarului moşiei delimitate, Statul fiind considerat în virtutea legii rurale numai un simplu depositar, nu e loc a se opune prescripţiunea prevazuta în articolul citat. (Cas. I, 8, Ian. 12 83, B. p. 12; Cas. I, 367 din 15 Dec. 1882, B. p. 1179; Cas. I, 9 Ian. 12/80, B. p. 9).

6. Sub regimul legilor anterioare codului civil nou, nu era consacrată prescripţia de 5 ani încat priveşte dobânzile sumelor împrumutate şi tot ce se plăteşte cu anul sau la termene periodice, precum e consacrată prin art. 1907. Prin consecinţă dobânzile sumelor datorite de comitetul obligaţiunilor rurale nu se pot prescrie de cât prin trecerea de 30 ani, prescripţie consacrată prin codicile Caragea şi Calimach în general pentru toate obligaţiile. (Cas. I, 411, Dec. 8 80, B. p. 395).

7. Comitetul de lichidare în operaţiunile sale ne având nici un amestec cu acelea ale fiscului, el este cu totul independinte întru cât operaţiunile sale nu sunt prevăzute în budgetul Statului; prin urmare atribuţiunile sale fiind mărginite numai întru a conservà sumele încasate de la clăcaşi spre a le platì proprietarilor dobânzile datorite de dânsul nu se pot prescrie de cât prin trecerea de 30 ani, prescripţiune consacrată prin codicele Caragea şi Calimach în general pentru toate obligaţiunile. (Cas. I, 98, Mart. 11 81, B. p. 198).

8. Statul fiind un singur depozitar al fondurilor destinate pentru plata preţului răscumpararii clăcei şi varsate în casa de despagubiri, în comptul proprietarilor de moşii în drept de a fi despăgubiţi, nu poate invocà prescripţiunea în contra acelor proprietari, caci cel ce deţine într'un mod precar averea altuia nu poate sa prescrie nici o data. (Apel. Buc. III, 118, Apr. 16/82, *Dr.* 67 82).

9. Statul, conform întregei economii a legei rurale din 1864, nefiind de cât un depozitar al sumelor datorite de clăcaşi foştilor proprietari, comitetul de lichidare, care a primit acele sume pentru a le remite celor în drept nu poate invocà prescripţiunea de 5 ani pentru a fi aparat de plata cupoanelor obligaţiunilor rurale, de oare ce el nu face altceva de cât deţine în mod precar averea altuia. (Apel Buc. I, 256, Oct. 18 80, *Dr.* 14 81).

10. Prescripţiunea de 5 ani, prevăzută de art. 1907, are o aplicaţie numai la creanţele ce decurg din veniturile renditelor perpetue sau pe viaţa a prestaţiunilor periodice ale pensiunilor alimentare, chiriilor, arenzilor, dobânzi şi în general la tot ce se plăteşte cu anul sau la termene periodice mai scurte. Insă când este vorba de plata preţului rescumpărărei clăcei care se depune de catre sătenii clăcaşi în comitetul rural pe comptul proprietarului moşiei delimitate, Statul fiind constituit în virtutea legei rurale numai un simplu depozitar, nu e loc a se opune prescripţiunea prevazută în

art. 1907. (Cas. I, 203/Mai 25 83, B. p. 525; Cas. I, 36 Ian. 20 83, B. p. 62; Cas. I, 265, Sept. 20 82, B. p. 877).

11. Prescripţiunea prevăzută de art. 79 leg. comptab. generale a statului, nu este aplicabila de cât în privinţa creanţelor pentru cari s'a deschis un credit în bugetul statului. Când dar nu e vorba de o creanţă budgetară, ci de restituirea unor sume reţinute fără cauză, cari, conform art. 1890, urm. c. civ., se prescriu prin 30 ani, nu este aplicabil art. 79 din legea comptabilitaţei generale a statului. (Cas. I, 42, Febr. 2 90, B. p. 130; Cas. I, 285 Sept. 11/85, B. p. 643).

12. După legea comptabilităţei generale a statului din anul 1864 (art. 20) creanţele pentru achitarea cărora statul a deschis un credit conform budgetului, se prescriu, dacă ele n'au fost cerute de catre cel în drept de a şi le primi, într'un interval de 5 ani. (Cas. I, 287/Oct. 8 86, B. p. 753).

13. Legiuitorul a admis prescripţiunea cincenală în vederea unei raţiuni de ordine publică şi de interes general, spre a preveni o acumulaţiune de dobânzi ruinatoare pentru debitori, astfel ca ea este nu numai o simpla prescripţiune de plata, ci o adevarata liberaţiune, şi în care scop legea a întins-o la tot ce se plateşte cu anul sau la termene periodice mai scurte. Or, dobânzile moratorii. acordate de justiţie, maresc pe fiecare an sumele adjudecate şi ele nu se dobândesc de creditor de cât succesiv sau anual, treptat cu scadenţele. Iar calificaţiunea de daune-interese, ce s'ar puteà da acestor dobânzi moratorii, nu poate a le schimbà natura, pentru că în tot cazul aceste daune-interese maresc pe fiecare an sau la termene periodice capitalul. Deci dar dobânzile fie datorite în virtutea unei convenţiuni sau în virtutea unei hotarîri, sau a legii, natura lor este tot aceeaşi din punctul de vedere al prescripţiunei, caci toate maresc datoria principala şi ameninţa prin urmare a ruinà pe debitor, daca creditorul le lasa a se acumulà prin inacţiune sau neglijenţa. Astfel fiind, dobânzile legale şi judiciare se prescriu prin 5 ani ca şi dobânzile convenţionale, raţiunea fiind aceeaşi. Art. 1907 vorbind despre dobânzile sumelor împrumutate, n'o face de cât ca exemplu, şi exemplul nu este niciodata restrictiv, afară numai daca restricţiunea n'ar rezultà din principiu. Deşi prescripţiunea cincenală este o excepţiune, dar aceasta excepţiune formeaza ea însaşi o regulă în acest sens că art. 1907 zice că „tot ce se plateşte cu anul sau la termene periodice mai scurte". Astfel fiind, chiar textul legii stabileşte un principiu general şi ca atare aplicabil la toate dobânzile, or care ar fi sorgintea lor. (Apel Buc. III, 30, Aug. 9 91, *Dr.* 62 91; Trib. Ilfov, II, Mai 15 87, *Dr.* 47 87; Cas. II, 6 Ian. 14 92, B. p. 72).

14. Din exemplele ce dă art. 1907 şi din spiritul legii, reese că legiuitorul a admis prescripţiunea cincinală în vederea unor consideraţiuni de ordine publică şi de interes general, spre a preveni ruina debitorului ce ar puteà rezultà din marea acumulaţiune a dobânzilor, astfel ca ea este nu numai o simplă prezumpţiune de plată ci o adevarată liberaţiune. Astfel fiind, art. 1907 îmbraţişează, în generalitatea dispoziţiunei sale penale, tot ce se plăteşte cu anul sau la termene periodice mai scurte. Această prescripţiune fiind pedeapsa creditorului neglijent, evident este că nu se poate aplicà aceluia care de mai înainte şi-a preservat dreptul sau contra ei, schimbând natura prestaţiunei în momentul chiar al scadenţei. Aşà fiind, când din termenii unui contract de împrumut rezultă că parţile au convenit ca în caz de neplată la scadenţa dobânzile se vor capitalizà şi vor produce şi ele din ziua exigibilităţei alte dobânzi, şi când aceasta clauză s'ar considerà ca valabilă, nu se poate aplicà acestor dobânzi, capitalizate de mai înainte, prescripţiunea de 5 ani. (Apel Buc. III, 109, Iun. 6 91, *Dr.* 49/91; Apel Buc. III. 171, Oct. 14/91, *Dr.* 82 91).

15. Art. 1907 nu lamureşte cari sunt acei 5 ani şi când ei încep a curge. Insă ţinând seama de cauzele de întrerupere civilă, precum sunt definite şi regulate prin art. 1865. trebue sa zicem că pentru calcularea celor 5 ani trebue a admite ca punct de plecare cererea în judecată sau actul intreruptiv al prescripţiunei, conform art. 1865. Prin urmare, debitorul nu poate opune prescrpţiunea dobânzilor sau prestaţiilor periodice cuvenite pentru cei 5 ani înainte de cererea în judecata, ci pentru timpul înainte de acei 5 ani. (Cas. I, 378 Nov. 25 92, B. p. 999; Cas. I, 223 Iun. 18 93, B. p. 583).

16. Din dispoziţia finala a art. 1907 rezulta ca prescripţiunea de 5 ani se aplică nu numai la acele creanţe enumerate în al. I, II şi III ale art. 1907 ci la toate creanţele care însuşesc natura celor enumerate, adica la acele cari nu au de obiect capitaluri, ci prestaţii periodice cari sunt venituri. Prin stabilirea acestei prescripţiuni legiuitorul a voit a împiedecà ruina debitorului a carui datorie s'ar mari neîncetat prin acumularea prestaţiilor periodice, pe cari creditorul prin neglijenţă nu le-a reclamat. Astfel prescripţiunea de 5 ani are a se aplicà şi la pensiile datorite de Stat şi cari n'au fost reclamate 5 ani, pentru că ele sunt o creanţă care are de obiect o

prestaţie periodica şi determinata. (Cas. I, 378 Nov. 25 92, B. p. 999; Cas. I, 223 Iun. 18 93, B. p. 583).

17 Prescripţiunea de 5 ani prevăzută de art. 1907 este neaplicabilă în cazul când se cere restituirea unor reţineri de oare ce prin legea asupra comptabilităţei Statului, prevazându-se o anume specială prescripţiune, dânsa nu a putut fi abrogată posterior prin codul civil care edictà reguli generale asupra prescripţiunei. Daca prin art. 79 din legea comptabilităţii statului, se prevede ca sunt prescrise în folosul Statului toate creanţele rămase nelichidate, neordonantate şi neplatite în termen de 5 ani socotiţi de la deschiderea exerciţiului, nu mai puţin însă prin art. 80 al aceleeaş lege se decide ca o asemenea prescripţiune nu se va aplicà când cauza generatorie a neordonanţarei sau a neefectuărei plăţii a fost faptul chiar al administraţiei. Deci dacă creanta nu a fost plătită celui în drept din faptul administraţiei, prescripţiunea specială de 5 ani ne mai fiind aplicabilă, prescripţiunea generala de 30 de ani e singura ce s'ar puteà invocà. (Apel Buc. III, 50, Febr. 28 92, *Dr.* 24 92).

18. Prescripţiunea din art. 1907 fiind p deapsa neglijenţei creditorului, urmeaza ca ea nu poate fi invocată de debitor când creanţa nu s'a plătit la termenul prescris din fapta chiar a debitorului. Acest principiu este consfinţit de art. 80 din legea comptabilităţei generale a statului, când, dupa ce prevede în art. 79 ca sunt prescrise şi cu desavârşire stinse în folosul statului toate creanţele ramase nelichidate, neordonantate şi neplatite în termen de 5 ani socotiţi de la deschiderea exerciţiului, declara, în art. 80, inaplicabile aceste dispoziţiuni în cazul când creanţele nu s'au ordonanţat, sau plata lor nu s'a efectuat la termene prescrise din fapta chiar a administraţiunei. Deci daca partea a facut înlauntrul termenului de 5 ani, cererea de a i se plătì sumele datorite, şi ca ministerul a refuzat sau n'a voit a-i admite cererea, faptul neplatei fiind imputabil ministerului, acesta nu poate, conform art. 80, invocà, în favoarea sa, prescripţiunea de 5 ani. Din momentul dar ce art. 80 din legea comptabilitaţei generale a statului, priveşte acest fapt ca de natura a ridicà administraţiunei dreptul de a invocà prescripţiunea de 5 ani, şi aceasta nevoinţa sau refuz al administraţiunei, fiind un fapt permanent, urmează neaparat ca pentru tot timpul cât statul n'a voit sau i-a refuzat de a ordonanţà plata acelei sume să nu poată face a curge în favoarea sa termenul de 5 ani al prescripţiunei. Statul n'ar fi putut invocà, curgerea unei noui prescripţiuni de 5 ani, de cât dacă ar fi făcut să înceteze faptul de a împiedecà cursul în favoarea sa, adică ar fi ordonanţat plata acelei sume şi partea ar fi lăsat să treacă 5 ani, fără a reclamà plata sumei ordonanţate. (Cas. I, 29 Ian. 20/93, B. p. 24).

19 Deşi este inexact în drept a se pretinde că întreruperea prescripţiunei de 5 ani schimbă natura acestei prescripţiuni, transformând-o în prescripţiune de 30 ani, acest principiu nu este adevărat de cât atunci numai când faptul intreruptiv de prescripţiune conţine o novaţiune a creanţei. (Cas. I, 29/Ian. 20/93, B. p. 25).

20 Debitorul legatului unei rente viagere nu mai poate invocà prescripţiunea intereselor rentei în virtutea art. 1907 din codul civil, când dânsul a recunoscut şi s'a obligat a plătì ratele datorite, întru cât această recunoaştere şi obligaţiune de a plăti, transforma, pentru viitor, această datorie trecuta, într'o datorie ordinară, prescriptibilă numai prin 30 ani. (Apel Buc. III, *Dr.* 52/95).

21. Prescripţia de cinci ani nu se aplică decât la prestaţiuni, periodice, iar nu şi la o sumă de bani, datorită drept capital. Astfel că posesorul de rea credinţa nu poate invocà acea prescripţie, pentru sumele la care a fost condamnat să le platească anual, ca reprezentând fructele percepute pe nedrept. (Apel Galaţi II, *Dr.* 43/96).

22 Prescripţia de cinci ani nu este aplicabilă la restituirea fructelor percepute de posesorul de rea credinţa înainte de pronunţarea hotarîrei ce ordona restituirea lor, de oarece, până la pronunţarea unei asemenea hotarîri, cotitatea fructelor nu este determinată şi creditorul nu poseda un titlu, pe care sa-l poată executà, acţiunea în restituirea de fructe, fiind subordonată acţiunii în revendicare a fondului.

Prescripţia de 5 ani se aplica şi la restituirea fructelor percepute de un posesor de rea credinţa, cu începere însă dela hotarîrea definitivă, care determină cotitatea lor şi le transformă într'o condemnaţie pecuniară anuală; caci, dela acea dată, cotitatea creanţii fiind determinata şi creditorul având un titlu executoriu, creditorul devine culpabil de a nu fi urmărit veniturile sale periodice şi de a fi provocat, printr'o neglijenţa prelungită, ruina debitorului sau. (Cas. I, 188/96, B. p. 787).

23. Dobânzile sumelor împrumutate şi orice alte sume platibile la termene periodice se prescriu prin trecere de 5 ani, din momentul ce se datorase. (Cas. I, 308/96, B. p. 1230).

24. Datoriile provenite din chirie deşi se prescriu prin trecere de 5 ani, totuş o asemenea datorie, dacă a fost recunoscută de debitor prin un osebit înscris, ea constituind o nouă obliga-

ţiune, devine prescriptibilă după dreptul comun, prin urmare, nu mai poate fi vorba în asemenea caz de prescripţia de cinci ani. (Cas. I, 313/96, B. p. 1307; Cas. secţii unite 17 98, B. p. 1253).

25. Se prescriu prin cinci ani prestaţiunile periodice ale pensiunilor alimentare, şi deci această prescripţie cincinală nu poate fi invocată de primăria unui oraş, când un sergent de oraş îşi reclamă reţinerile ce i s'au făcut din leafă pentru pensiune de către primarie, pensiune ce nu poate avea, după ch'ar hotărîrea acelei primării. (Cas. I, 342/99, B. p. 1102).

26. Prescripţiunea cincinală, prevăzută de art. 1907 din cod. civ., se aplică şi la cupoanele de renta, dacă dela data exigibilităţii au trecut cinci ani, fara ca valoarea lor să fie reclamată. (Cas. I, 150/99, B. p. 470).

27. Titlurile emise la purtător, fie de Stat, fie de comune, reprezentând un împrumut, detentorul unui asemenea titlu trebue privit, prin efectul subrogaţiei, pentru suma cuprinsă în titlu, ca un împrumutator, şi, prin eş'rea la sorţi a titlului, capitalul conţinut în titlu devenind exigibil, condiţia deţinatorului este aceiaş ca a unui creditor a cărui creanţă a ajuns la termen, de unde urmează ca, conform dreptului comun, creanţa sa, adică titlul, nu poate fi prescrisa decât după trecere de 30 de ani dela data eşirei la sorţi. Numai cupoanele acestor titluri, ajunse la scadenţă, se prescriu prin trecere de cinci ani din ziua scadenţei, şi această prescripţie de cinci ani pentru cupoanele ajunse la scadenţa nu este decât consacrarea principiului de drept comun, prevazut în art. 1907 din codul civil, şi în virtutea caruia se declara prescrise prin cinci ani veniturile renditelor. (Cas. I, 47/901, B. p. 80).

28 Obligaţiunea impusă moştenitorului, de a da creştere şi întreţinere unui copil, neavând de obiect o prestaţiune periodică, prescripţiunea de cinci ani, prevăzută de art. 1907 codul civil, nu este aplicabilă în speţă. (Apel Buc. III, *Dr*. 48 901).

29 Dobânzile la capitalul dotal, datorite de barbat după disolvarea casatoriei, luate fie ca dobânzi moratorii legale, fie ca procente moratorii judiciare, sunt supuse prescripţiunei de 5 ani, prevăzuta de art. 1907 din codul civil. (Trib. Ilfov, *Dr*. 45/901).

30. Soţul, condamnat să restitue dota cu dobânda ei legala dela desfacerea căsatoriei, este de rea credinţă, când dela această data mai percepe cupoanele ataşate la fondul dotal, şi deci nu poate să invoace prescripţia cincinală, când soţia îl va urmări pentru plata dobânzilor. (Apel Buc. I, C. Jud. 35 901).

31. Prescripţia prevazuta de art. 1907 codul civil nu se aplică la dobânzile sumelor supuse la restituţie, când aceste sume au fost primite cu rea credinţă de catre acela căruia nu-i erau datorite. (Cas. I, 345/902, B. p. 1021).

32 Prescripţia din art. 1907 cod civ., după care se prescrie prin 5 ani tot ceeace se plateşte cu anul sau la termene periodice mai scurte, nu este fondată numai pe prezumpţia de plata, dar mai mult, pe consideraţia de ordine publică şi de interes general, de a împiedicà ruina debitorului prin acumularea prestaţiilor ce datoreşte, provenită din cauza neglijenţei creditorilor de a le reclamà la exigibilitatea lor. Prin urmare şi salariul lunar, care este o plată periodică, intră în prevederile art. 1907, şi se prescrie prin 5 ani, chiar în cazul când creditorul ar puteà dovedì ca i se datorează prestaţiile ce reclama şi chiar daca debitorul nu contesta datoria, astfel că în acest caz devine inutilă discuţia asupra refuzului debitorului de a prestà jurământul deferit şi asupra respingerii cererei de a i se face un interogator, de oarece acest mod de probaţie se refera la prescripţiile din art. 1903, 1904, iar nu şi la aceea din art. 1907. (Cas. I, 558 904, B. p. 1785).

33. Conform dispoziţiunilor ultime din art. 1907 codul civil, tot ce se plateşte cu anul sau la termene periodice mai scurte se prescrie prin cinci ani.

Astfel, ori de câte ori se cere o plată anuală pe mai mulţi ani, trecuţi, reprezentând folosinţa unui loc pe acei ani, partea nu poate fi condamnată la acea plata decât pentru cei din urmă cinci ani, datoria pentru ceilalţi ani anterori fiind prescrisa. (Cas. I, 31 Ianuarie 1907, B. p. 36).

34. Prescripţiunea de cinci ani, prevăzuta de art. 1907 codul civil, nu se poate aplicà de cât atunci când creanţa pentru restituirea fructelor este isvorîta dintr'un contract, iar nu şi în cazul când acea creanţa isvorăşte dintr'un quasi-delict comis printr'o posesiune de rea credinţa, în care caz restituirea de fructe este supusa prescripţiunei de 30 ani. (Apel Buc. II, *Dr*. 73 908, p. 599).

35. Daca datoria Statului erà o prestaţie plătibilă la un termen mai scurt de un an şi supusă prescripţiei prevăzută în art. 1907 codul civil, din aceasta nu rezulta însa ca şi datoria celui ce a încasat fără cauza atari prestaţii e şi ea periodică şi supusa prescripţiei din sus citatul articol. (Apel Craiova II, *Dr*. 59 909, p. 469).

36. Prescripţiunea de 5 ani prevăzută de art. 1907 din codul civil se aplică şi creanţelor având cauza lor în lege, cum sunt zecimile judeţene, aceleaşi raţiuni ale legei fiind şi pentru prescrip-

țiunea acestor creanțe ca și pentru cele convenționale, și anume că, pe de o parte, să se pedepsească neglijența creditorului care a stat în inacțiune, iar pe de alta, să se împiedece ruina debitorului, prin acumularea prestațiunilor periodice datorite, cari constituie mai mult o sarcină a veniturilor, iar nu a capitalului. (Cas. I, 842 din 2 Dec. 1911, B. p. 1577, Curier Judiciar 10 912).

37. Din dispozițiunile art. 474, 523, 550, 776, 1892 și 1907 c. civ., rezultă ca legiuitorul a consacrat în codicele român renta perpetuă cu acelaș caracter personal și mobiliar și prin esența ei rescumpărabilă ca și în legislațiunea franceză și italiana, care i-a servit de model, iar eliminarea art. 530 și 1909-1914 din codul Napoleon, care prevăd că această rentă se poate rescumpără și că prin convenția părților se poate interzice rescumpărarea — interdicțiune care pentru renta fonciară nu poate trece peste 30 ani, iar pentru celelalte rente peste 10 ani, — nu poate aveà semnificarea ca legiuitorul a schimbat acest caracter al rentei perpetue, deoarece alte texte, cum ar fi art. 776 c. civ., evidențiaza ca și în legislația română, renta perpetuă poate fi rescumpărată.

Prin urmare, Curtea de Apel nu a săvârșit nici o violare de lege când a decis că constituirea unei rente perpetue, fie cu titlu oneros sau gratuit, fie asupra Statului sau particularilor, nu este prohibită în legislația română. (Cas. II, No. 641 bis din 6 Nov. 1913; Jurispr. Rom. 1914, p. 65, Bul. p. 1962, Curier Jud. 1914, p. 55, Pand. Rom. 1925, I, 89).

38. Când se constată că la instanța de fond partea nu a invocat dispozițiile art. 1907 c. civ., în privința prescripției dobânzilor dotei datorite pe un timp mai lung de 5 ani și deci să se fi opus la plata lor din chiar momentul când a luat naștere obligația de restituire, Curtea de apel nu poate din oficiu sa invoace o astfel de prescripție și deci nu violează art. 1907 citat mai sus când acordă dobânzile astfel cum au fost cerute chiar dela data exigibilității dotei. (Cas. I, No. 247, 1916; Jurispr. Rom. 1918, p. 389).

39. Conform art. 1907 c. civ., se prescriu prin cinci ani dobânzile sumelor împrumutate și în genere tot ce se plătește cu anul sau la termene periodice mai scurte.

Motivele legiuitorului au fost pe deoparte, interesul general de a împiedecà ruina debitorului prin acumularea dobânzilor, iar pe de alta parte pedepsirea neglijenței creditorilor de a nu reclamà la exigibilitatea lor dobânzile ce li se datoresc. (C. Apel Buc. s. I, 24 din 5 Iunie 1920. Pand. Rom. 1922, III, 24).

40. A se vedeà: art. 1092 nota 10; art. 1890, nota 2; art. 1904, nota 1.

Art. 1908. — Prescripțiunile prezentei secțiuni curg în contra minorilor și interdicților, rămânând acestora recurs în contra tutorilor lor. (Civ. 342, 390, 421, 454, 998, 1876, 1903, 1904; Civ. Fr. 2278).

Text. fr. Art. 2278. — Les prescriptions dont il s'agit dans les articles de la présente section, courent contre les mineurs et les interdits; sauf leur recours, contre leurs tuteurs.

Doctrină străină.

BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 39, 424, 813;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 897; II, p. 140;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 386 bis;
MOURLON, ed. 7-a, III. p. 821;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 682.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 180, 236 n. 3, 308, 337 urm., 374, 375;
CANTACUZINO MATEI, p. 93, 511;
NACU, III, p. 884.

Art. 1909. — Lucrurile mișcătoare se prescriu prin faptul posesiunei lor, fără să fie trebuință de veri-o curgere de timp.

Cu toate acestea cel ce a pierdut sau cel cărui s'a furat un lucru, poate să-l revendice, în curs de trei ani din ziua

când l-a pierdut sau când i s'a furat, dela cel la care 'l găseşte rămânând acestuia recurs în contra celui dela care 'l are. (Civ. 472 urm., 485 urm., 972, 998, 1156, 1200, 1446, 1598, 1607, 1696, 1730, 1751, 1800, 1910; C. pen. 306 urm.; C. com. 58; Lege p. titlurile la purtător pierdute, distruse, furate, etc. 21 Ian. 1883; Decretul-lege 3380 din 13 Nov. 1918; Lege privitoare la duplicate pentru titlurile evacuate la Moscova din 15 Sept 1920; Civ. Fr. 2279).

Text. fr. Art. 2279. — En fait de meubles, la possession vaut titre.

Néanmoins celui qui a perdu ou auquel il a été volé une chose, peut la revendiquer pendant trois ans, à compter du jour de la perte ou du vol, contre celui dans les mains duquel il la trouve; sauf à celui-ci son recours contre celui duquel il la tient.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 144, 147, 151, 155-159;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 839, 849, 858, 861, 867, 869, 871, 879, 881, 885, 891, 893, 896-899;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 30, 63, 174, 192, 269, 274, 312, 343, 385, 411, 494, 619, 662, 701;
CAPITANT, *De la cause des obligations*, p. 423 urm.;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 10, 679, 711 nota 1, 770, 797, 859. 870, 884, 911 urm., 933, 942, 996. 1005; II, p. 61, 216, 241, 441, 489, 492, 639, 640, 764, 804, 806, 827, 887, 889; ed. 1-a, III, p. 156, 567, 771, 772, 773;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 264 urm., 542; *Suppl.* Prescription civile, 127 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 57 bis, III; VIII, 387 bis, 387 bis, III, XV, XVII;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 231, 467, 699; III, p. 288;
DEMOLOMBE, IX, 622; XXIV. 469; *Oblig.*, I, 475;
LAURENT, XXXII, 544, 553, 555, 559, 561, 575-577, 594, 595;
MOURLON, ed. 7 a, III, p. 821 urm.;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2459 urm., 2286, 2586, 2647, 2743, 2760;
SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 304, 329;
TROPLONG, *Prescription*, II, 1061, 1070.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 100, 101, 288, 343 urm.. 356 urm., 364 urm., 376 urm., 388, 399, 400, 401, 407, 424; (I, ed. 2-a, p. 133 n. 4; III, part. I, ed. 2-a, p. 127 n. 1, 188 n. 1, 213 n. 4, 219 n. 1, 245, 262, 264, 298, 337, 338, 384 n. 1, 395 n. 2, 411, 456 n. 4. 482, 552, 553, 576 urm; III, part. II, ed. 2-a, p. 22, 330, 464, 745, 746 t. şi n. 1, 801, 820, 838, 876, 904, 918, 919; IV, part. I, ed. 2-a, p. 253, 261 t. şi n. 4, 265, 279 t. şi n. 3, 280, 282, 284 n. 2, 286, 290, 312 n. 1, 413, 424, 433. 434, 472, 505 n. 2, 710, 721 nota, 742; IV, part. II, ed. 2-a, p. 345; V, p. 75, 89 n. 2, 174 n. 1, 175, 382, 383, 387; VI, p. 95, 96, 263 nota, 447, 449, 474 t. şi n. 2, 628 n. 4; VII, p. 164 n. 3, 187; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 274, 278, 279; IX, p. 5, 13 n. 4, 131 n. 2, 657, 672, 675; X, p. 236, 239, 257 n. 1, 265, 364, 365, 417, 419, 426, 452, 743 ; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 497, 498; *Observaţie* sub. C. Apel Douai, 18 Nov. 912. Curier Jud. 59 913; *Observaţie* sub. Cas. Fr. 16 Iulie 911. Curier Jud. 61 912; *Nota* sub. Trib. Paris, 12 Dec. 1923. Jurispr. Gen. 15/1924 No. 847; *Observaţie* sub. Trib. Prahova, 28 Iunie 1920. Pand Rom. 1924-III-134;
CANTACUZINO MATEI, p. 121, 122, 123, 125, 254, 378, 385, 461, 497, 505, 544, 549, 551, 553, 555, 558, 560, 561, 563, 649;
DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri Juridice*, vol. I, p. 638 urm.: „Prescripţia instantanee în materie mobiliara"; vol. IV, „Proprietatea hârtiei confidenţiale", p. 312 urm.;
DUMITRESCU A. M., II, 17, 23, 92, 334, 731, 819;
HOZOC D., *Notă* sub. Cas. I, 709 din 11 Dec. 1915. Pand. Rom. 1925-I-50;
ILIESCU B. AL., (ABIL), *Notă* sub. Jud. ocol. Calafat Dolj, 263 din 2 Sept. 919. Curier Jud. 14/919;
IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 287, 288, 301, 302;
MAXIM G. DIM., *„Legea titlurilor la purtător pierdute, furate, distruse"*. Dreptul 36 924;
NACU, I, p. 75; II, p. 428, 499, 609, 849; III, p. 879 urm.; *„Despre prescripţia lucrurilor mobili"*. Curier Jud. 54/903.

PLASTARA G., *„Asupra transfertului proprietăţii mobiliare"*. Dreptul 38/1907;
RĂDULESCU SILIU, *Observaţie* sub. Justiţia de pace din Mazamet, 28 Febr. 1913. Dreptul 34/914;
ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Notă* sub. Trib. Ilfov s. III, 474 din 27 Iunie 1921. Pand. Rom. 1922-II-154;
STĂNESCU P. ION, *Notă* sub. Cas. II, 126 din 31 Mart. 1924. Jur. Gen. 1925 No. 906;
VELESCU ALEX., *Notă* sub. Trib. Gorj s. II, 68 din 23 Sept. 1918. Curier Jud. 59-60/1920.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudenţă.

1. Art. 1909 acordă proprietarului lucrului pierdut sau furat dreptul de a-l revendicà de la cel ce-l deţine fără a face distincţiune în cazul când acesta este de bună sau rea credinţă şi fara a întoarce nimic în schimb, rămâind acestuia recurs în contra celui de la care l'a cumpărat. (Trib. Ilfov, IV, 145, Nov. 26/81, *Dr.* 49 82).

2. Tribunalul, sezisat de o cerere pentru plata preţului unor boi luaţi prin forţa, nu este ţinut a se pronunţà de odată şi asupra pretenţiunei ridicată de cel ce a luat acei boi, că acei boi i-au fost furaţi, pe cât timp revendicantul nu s'a conformat art. 1909 şi 1910. (Cas. I, 85 Mart. 8 82, B. p. 288)

3. Numai faptul posesiunei unui lucru nu este suficient pentru a-i legitimà dreptul la proprietatea sa, căci dacă numai simplul fapt al posesiunei conduce la prescripţiunea bunurilor mobile, totuş această prescripţiune nu este admisă ori de câte ori se stabileşte că posesiunea acelor mobile este precară sau ilicita. Astfel, cel ce deţine cu titlu precar de depozit nişte bonuri nu se poate pretinde proprietar al lor. (Apel Buc. II, 104, Apr. 6/83, *Dr.* 51 83).

4. Dispoziţiunile art. 1909, au a fi aplicate ori de câte ori este vorba de cereri pentru restituirea unor efecte furate, nu însă şi când e vorba de cereri pentru daune de către partea vătămată de la acela din a cărui culpă i s'a cauzat prejudiciu. In cât priveşte această din urmă parte, relativă la cererile de daune, partea vătămată este în drept, dupa art. 998, a le pretinde de la acel prin a cărui culpă i s'a cauzat prejudiciu. (Cas. I, 427 Dec. 9 83, B. p. 1179).

5. Art. 1909 a recunoscut celui furat o acţiune în revendicare, independent de constituirea păgubaşului ca parte civilă, care îşi păstreaza dreptul de a-şi revendicà bunurile ori unde le-ar găsì cu toate că s'a constituit parte civilă şi i s'au acordat despagubiri. (Apel Buc. III, Sept. 20 83, *Dr.* 73/83).

6. Inţelesul acestei dispoziţiuni este că dacă proprietarul nu poate revendicà, aceasta este din cauză că posesorul îi poate opune prescripţiunea; or, daca îi poate opune prescripţiunea, este că n'a câştigat posesiunea de la proprietar, căci altfel ar devenì proprietar, prin titlul care a intervenit între el şi vechiul proprietar, iar nu prin ajutorul prescripţiunei. De acì rezultă că atunci când proprietarul revendică un imobil şi constată dreptul sau, acela care pretinde ca i s'a transmis de dânsul proprietatea, nu poate invocà art. 1909 şi trebue să-şi dovedeasca titlul său. Pentru a determinà condiţiunile de admisibilitate ale prescripţiunei mobiliare trebue să ne referim atât la art. 1909 cât şi la art. 972 care este o aplicaţiune a art. 1909. Ar păreà a rezultà din art. 1909 că simpla posesiune e suficientă pentru a respinge acţiunea în revendicare a proprietarului unui imobil. Cu toate acestea prin faptul că e vorba de o prescripţiune, trebue mai întâi ca posesiunea să întrunească elementele cerute pentru posesiunea utilă spre a ajunge la prescripţiunea mobilelor, afară de cele relative la durata posesiunei, adică neîntreruperea şi continuitatea (art. 1847), de oarece prescripţiunea imobiliară are loc fără vre-o

curgere de timp; trebue dar ca posesiunea să fie pacinică, cu alte cuvinte să nu fie fundată prin acte de violența în contra adversarului (art. 1851) și sa fie cu titlu de proprietar (art. 1853). In al doilea rând, cum e vorba de o prescripțiune de favoare, adică mai mică de 30 ani, identică cu prescripțiunea de la 10 până la 20 ani a imobilelor, e natural ca sa se ceara just titlu și bună credință; și proba că se cer și aceste condițiuni e art. 972, căci acest articol decide că cel ce s'a obligat succesiv (fie el proprietar, fie simplu posesor) a da la două persoane un mobil, transferă proprietatea lui persoanei pusă în posesiune chiar când titlul acesteia este cu dată posterioară, numai posesiunea să fie de bună credință. Se puteà exige mai clar just titlu și bună credința? Asupra bunei credințe trebue observat că există diferența aceasta între prescripțiunea mobiliara și cea imobiliară de 10 și 20 ani. In cea din urmă e suficientă buna credința în momentul convențiunei care formeaza justul titlu, pe când în cea dintâi trebue sa existe în momentul punerei în posesiune (argument tras din cuvintele: numai posesiunea sa fie de bună credința). Dacă justul titlu e cerut pentru a se invocà art. 1909 e clar că ar fi inutil de a se susține că cel ce pretinde de a fi câștigat posesiunea de la adevăratul proprietar, poate beneficià de dispozițiunea art. 1909; în adevar la ce i-ar servì acel articol, căci el ar trebuì totuș să dovedească o justa cauză de achizițiune, și dacă va dovedì cum a câștigat mobilul de la adevaratul proprietar, va deveni proprietar prin acel titlu iar nu prin prescripțiune. Aceasta e chiar o probă mai mult că art. 1909 nu se aplică atunci când posesorul pretinde a i se fi transmis posesiunea de cel ce revendica. (Trib. Dolj II, Mai 4 93. *Dr.* 48 93).

7. Este de principiu că lucrurile mișcătoare se prescriu prin simplul fapt al posesiunei, fără să fie trebuința de vre-o curgere de timp (art. 1909). De unde urmează că acela care cu buna credință a dobândit și posedă un asemenea lucru nu poate fi supus acțiunei în revendicare din partea celui care pretinde că ar aveà un drept asupra lui de cât în cazurile excepționale și anume prevăzute de lege. (Cas. s. unite, 12 Oct. 10 94).

8. Atunci când posesorul ține lucrul mobil de la un autor al cărui titlu este supus la rezolutiune, la anulațiune sau rescisiune, el poate cu toate acestea invocà excepțiunea din art. 1909 dacă titlul precedentului posesor a fost rezolut, anulat sau rescindat. Așà fiind, deși creditorul gagist nu posedă cu titlul de proprietar, ci numai ca creditor privilegiat, cu toate acestea el are asupra gagiului său un drept real, care este un desmembrământ al proprietăței și art. 1909 garanteaza ori ce posesiune care implică un drept asupra lucrului; posesiunea gagistului nu e precară de cât numai fața cu debitorul care i-a remis gagiul, față însă cu cei de al treilea, atât unul cât și celălalt au o posesiune cu titlu de proprietar în sensul art. 1909, caci dreptul real constitue și el o proprietate, prin ur mare și unul și celalalt pot să se folosească de acest text de lege. (Apel Galați, I, No. 31/94, Curier Jud. 19/94).

9. Creditorul gagist, deși nu poseda cu titlu de proprietate, ci numai ca creditor privilegiat, cu toate acestea el are asupra gagiului său un drept real, care este un desmembrământ al proprietaței. Art. 1909 din codul civil garantând ori ce posesiune care implică un drept asupra lucrului, posesiunea gagistului nu este precară, de cât față cu debitorul care i-a remis gagiul, nu însă față și cu cei de al treilea, față de care creditorul gagist are asupra gagiului o posesiune cu titlu de proprietar în sensul art. 1909 din codul civil, căci dreptul real constitue și el o proprietate. (Apel Galați I, C. Jud. 19 94).

10. Constatarea judecătorului de fond, că posesiunea unor lucruri mișcătoare aparține cutarei persoane, constitue o chestiune de fapt lasată cu totul la apreciația sa suverană. In materie de lucruri mișcătoare, posesiunea lor valorează ca un titlu de proprietate și aflarea lor la domiciliul unei persoane, presupune că aparține ei. (Cas. I, 202 95, B. p. 578).

11. Lucrurile mișcătoare se prescriu prin faptul posesiunei, fàra să fie trebuința de vre-o curgere de timp. Astfel simpla posesiune a unor asemenea lucruri constitue un lucru de proprietate pentru posesor, așà că dânsul nu este ținut sa probeze cauza legitima a achizițiunei lor, chiar atunci când recunoaște că le-a dobândit dela acela ce i le reclamă și cu toate că acesta ar justificà că a fost vechiul lor proprietar. Numai în cazul când lucrurile mișcătoare au fost furate sau pierdute, proprietarul lor are dreptul de a le revendicà dela posesor în timp de trei ani. Când cel ce reclamă pretinde că a remis actualului posesor lucrurile mișcătoare ce reclamă cu condițiune de a i le restituì, cu alte cuvinte, când pretinde că posesiunea ce detentorul exercita este numai o posesiune precară, care, ca atare, nu-i constitue un titlu de proprietate, totuși, chiar în acest caz, nu este destul ca reclamantul sa dovedească că a fost odinioară proprietarul lucrurilor, ci cată să stabileasca că în adevăr remiterea

acelor lucruri a facut-o în mâna defendorului cu titlu precar, și să dovedească aceasta prin aplicarea principiilor generale care regulează materia probelor, adică prin proba literala, daca e în joc o valoare mai mare de 150 lei, și prin proba testimonială, prezumpțiuni, etc. când e vorba de o valoare inferioară acestei sume. (Cas. S. Unite, 2 95, B. p. 730).

12. Principiul, ca în privința mobilelor faptul singur al posesiunei valoreaza ca un titlu, nu poate fi invocat cu succes decât de acela care ar posedà pentru sine și în numele sau, iar nu și de acela care, reținând pentru altul, trebue să restitue. Deși prezumpțiunea este că oricine deține poseda pentru sine, aceasta prezumpțiune însă se poate combate prin orice mod de proba. (Apel Buc. III, C. Jud. 3 96).

13. Lucurile mișcatoare se prescriu prin faptul posesiunei, fără nici o curgere de timp, însă, pentru ca aceasta posesiune sa poata servì de baza prescripției instantanee, trebue neapărat să fie de bună credință și cu titlu de proprietar. (Cas. I, 62 901, B. p. 193).

14. Creditorul gagist nu se poate opune la urmarirea obiectului amanetat de catre ceilalți creditori ai debitorului. Aceștia conservă dreptul de a urmarì orice avere a debitorului lor, ramâind ca creditorul gagist sa exercite privilegiul sau asupra prețului bunului vândut la licitație și sa uzeze de dreptul sau de a reține lucrul, chiar în contra adjudecatarului, până la plata creanței. Prin urmare, un comisionar care este și el un creditor gagist și cu dreptul de retenție, nu se poate nici el bazà pe art. 1909 spre a se opune la urmarirea gagiului sau, neavând decât dreptul de a invocà privilegiul sau asupra prețului și de a reține productele urmarite, chiar fața de adjudecatar, până la completa achitare a sumelor ce-i datoreaza expeditorul. (Cas. I, 228 903, B. p. 650).

15. Din combinația art. 1858, 1899 și 1909 rezulta că posesorul lucrurilor mișcatoare este presupus a fi proprietarul lor și că cel ce le revendică este dator să dovedească contrariul. Astfel, dacă cu ocazia urmăririi unor lucruri mișcătoare, care se afla în posesia debitorului, se face contestație de o terța persoană, dânsa este obligată să dovedească că acele mobile sunt proprietatea sa, iar nu a debitorului urmărit. (Cas. I, 227 904, B. p. 746).

16. In materie de titluri la purtător, raportul juridic se stabilește de reclamant față de emitent prin simplul fapt al posesiunei titlului emis. (Cas. III, 31 Oct. 907, Bul. p. 1660).

17. Mobilele, fie chiar dotale, nu pot fi sustrase dela urmărirea proprietarului cât timp dânsul nu a fost încunoștiințat despre condiția lor juridică, mai ales că averea dotală mobiliara nu este inalienabilă. (Cas. II, 18 Sept. 1907, B. p. 1353).

18. O sentința prin care se stabilește în mod neîndoios prin prezumpțiuni de fapt un anume drept de proprietate, nu poate fi casată sub cuvânt că în unele din considerentele sentinței, greșit redactate, nu ar apăreà destul de clar lamurit acel drept de proprietate. (Cas. III, 22 Sept. 1908, B. p. 1552).

19. Potrivit dispozițiunilor art. 1909 codul civil, achizitorii obiectelor mobiliare nu sunt protejați de lege decât într'atât cât nici o circumstanță nu a fost de natură sa deștepte într'înșii banuiala asupra legitimației posesiunei persoanei care le-a transmis acele obiecte. (Apel Buc. II, *Dr.* 67 909, p. 532).

20. Posesorul unor mobile ce pretinde ca le deține cu titlu de donat'e de la adevaratul proprietar, este apărat, prin simplul fapt al posesiunei sale, de o prezumpție de titlu, care însa cedeaza înaintea probei contrara facută de proprietar, fie atacându-se faptul posesiunei, fie aratându-se orizina suspecta a posesiunei, lasând sa se creada într'o sustragere sau alt fapt delictuos. (Trib. Ilfov com. *Dr.* 78 911, p. 620).

21. Spre deosebire de ipoteza prevăzuta de art. 1909 alin. I c. civil, în care daca nu e contestata posesia unui lucru mobil, proprietarul ca sa poata isbutì în cererea lui de revendicare, trebue sa faca dovada pozitivă a faptelor de furt sau sustragere, în ipoteza raporturilor dintre posesorii succesivi, este suficient ca din împrejurari de fapt sa se arate alegațiunea posesorului pârât ca nefiind verosimila pentru ca prezumpția legată de faptul posesiunei sa cada. (Trib. Ilfov, com. *Dr.* 78 911, p. 620).

22. După art. 1909 și 1910 din codul civil, cel ce a pierdut sau i s'a furat un lucru mișcator poate să-l revendice în curs de 3 ani din ziua când l-a pierdut sau când i s'a furat dela acel la care se gasește, iar deținatorul poate cere sa i se restitue prețul ce l-a costat, numai în cazul când l-a cumpărat dela un bâlciu sau târg, dela o vânzare publică sau dela un negutător de asemenea lucruri.

Legea titlurilor la purtător din 1883 este o lege de protecțiune pentru proprietarul titlului furat, când furtul n'a fost descoperit și nu se știe nimic de soarta titlului, iar publicațiunile prevăzute de art. 1 și 2 din acea lege nu sunt prescrise decât în scopul de a conservà, față de debitor, drepturile celor ale căror titluri au fost furate, distruse sau pierdute, iar nu pentru exercitarea acțiunei în reven-

dicare, contra deţinătorilor cari în mod neregulat ar deveni posesorii unor asemenea titluri.

Astfel, daca un scris funciar rural, ce fusese furat, a fost constituit în gaj cuiva fara borderou şi de o persoană ce nu-i erà cunoscută, împrejurări din cari instanţa de fond îşi poate face convingerea că creditorul gagist cunoştea viciul posesiunei deţinătorului, în momentul depunerei în gaj a titlului, proprietarul acelui scris funciar rural poate sa-l revendice pe calea unei acţiuni principale, conform principiilor dreptului comun prevazute de art. 1909 din codul civil, fara a i se puteà opune lipsa publicaţiunilor prescrise de art. 1 şi 2 din legea titlurilor la purtator din 1883. (Cas. III, 247 din 4 Mai 1912, B. p. 1048, Curier Jud. 45, 1912).

23 In virtutea prescripţiunei instantanee a lucrurilor mobile prevazute de art. 1909 din codul civil, creditorul gagist ce are posesiunea lucrului amanetat, dobândind asupra lui de buna credinţa un drept real, urmeaza ca dansul sa fie preferat asupra acestui lucru, chiar şi adevaratului propr'etar care ar fi pierdut posesiunea. (Cas. II 237 din 30 Oct. 1912, B. p. 1757, Curier Jud. 13 914).

24. Art. 1909 c. civ., stabileşte o prezumpţie legala in favoarea posesorului de mobile, care însa este susceptibila de a fi combatuta prin proba contrarie.

Astfel fiind, când instanţa de fond constata în fapt, din facturile prezentate de soţia debitorului urmarit, ca mobilele urmarite de creditorul soţului sau aparţineau soţiei contestatoare, mai ales când acele facturi dobândise şi data certă, prin încetarea din viaţă a semnatarului lor, cu drept cuvânt acea instanţa anuleaza urmarirea creditorului.

Afară de aceasta, din moment ce este stabilit că contestatoarea locuià în acelaş imobil unde urmarirea se efectuase acest fapt presupuneà că posesiunea nu erà exclusivă a debitorului. (Cas. II, decizia civila No. 10, din 20 Ianuarie 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 218).

25. Creditorul gagist putând opune, în virtutea legei din 15 Iunie 1906 care a modificat art. 480 c. com., celor de al treilea, dreptul său asupra produselor solului puse în gaj, chiar dacă ele au rămas în posesiunea debitorului, din moment ce a intabulat actul său de gaj, acel ce dobândeşte asemenea lucruri, în urma intabulărei, nu se poate pune la adapostul prescripţiunei instantanee din art. 1909 c. civ., de oare ce el a putut să aibă cunoştinţă de existenţa gajului. Prin urmare, creditorul gagist poate urmări lucrurile ce-i fusese puse în gaj care se gaseau, fără drept, în posesiunea unui al treilea. (Cas. II, No. 102, 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 401).

26. Posesiunea lucrurilor mişcătoare, pentru a servì de bază prescripţiunei instantanee, prevăzută de art. 1909 c. civ., trebue să fie utilă, iar posesorul să aiba just titlu şi să fie de bună credinţa. (Apel Constanţa, No. 13, 1914; Dreptul 1915, p. 316).

27. Instanţa de fond este obligata să constate dacă creditorul gagist care a vândut nişte lemne ce-i fusese amanetate de cumparatorul lor constatat ar fi de rea credinţa, a fost şi el de rea credinţa, căci ar fi ştiut, atunci cand a sechestrat şi vândut acele lemne, că ele nu mai sunt în posesiunea debitorului sau prin rezilierea vânzarei acelor lemne, caci numai în asemenea caz efectele rezilierei contractului de vânzare s'ar fi putut resfrange asupra sa. Cand însa s'ar fi constatat ca creditorul gagist a fost de buna credinţa, el nu are să sufere consecinţele rezoluţiunii vânzar'', întrucât aceste consecinţe privesc numai pe cumpărătorul lemnelor constatat a fi de rea cr dinţa şi în aşà caz instanţa de fond face o omisiune esenţiala dacă nu se pronunţa asupra mijlocului de aparare invocat de creditorul gagist. (Cas. II, No. 164, 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 549).

28. Conform art. 1909 c. civ., faptul posesiunii de buna credinţă a unor lucruri mobile face dovada proprietaţi' celui ce le poseda; prin urmare celui de al treilea, care pretinde un drept de propi'etate asupra lor, îi incumbă sarcina de a dovedì retenţiunea sa.

Astfel fiind, un creditor care urmăreşte mobilele debitorului sau la alt domiciliu decât al acestuia, este dator sa faca dovada, ca mobilele sunt proprietatea debitorului său, sau să dovedească că ele au fost sustrase din domiciliul acestuia.

Violeaza aşà dar art. 1909 c. civ. Tribunalul, când impune sarcina de a dovedì proprietatea mobilelor posesorului lor, la domiciliul caruia se afla, iar nu creditorului urmăritor care-i contestă proprietatea. (Cas. Buc. II, decizia No. 9 din 19 Iunie 1918; Jurispr. Rom. 13-14 919, p. 636; Petre Popescu Jurispr. Cas. 1917-1918, No. 28).

29. Proprietarul originar al unui lucru mişcător nu poate aveà exerciţiul unei acţiuni reale pentru urmarirea lucrului său mişcător în mâinele unui terţiu posesor care a dobândit posesiunea lucrului cu titlu de proprietar şi cu bună credinţă dela un precarist căruia proprietarul i-a promis lucrul în mod voluntar, de oarece art. 1909 c. civ., stabileşte în favoarea terţiului posesor o prezumpţiune de proprietate,

care-i dă dreptul de a respinge acţiunea în revendicare a proprietarului.

Dacă însă terţiul a primit lucrul mişcator dela un detentor precar care şi-a însuşit lucrul dela proprietarul său, fără voia acestuia, acţiunea în revendicare este acordata proprietarului originar al lucrului mişcator. (Trib. Brăila I, No. 115, 1919; Trib. Jurid. 1919, p. 52).

30. Buna credinţă este o condiţie esenţiala a posesiunei cerută de art. 1909 c. civ., fără de care nu poate sa existe prescripţia instantanee, prevăzuta de acest text, cu titlu de proprietate pentru achizitorul unui bun mobiliar corporal. (Trib. Prahova s. I, 291 din 20 Iunie 1920, Dreptul 35 920., Tribuna Jur. 39-41/922., Al. Gănţoiu. Lucrări judecătoreşti 1922, pg. 56. In acelaş sens: Judecătoria ocol III, Bucureşti, 8 Iulie 1920. Dreptul 35 920).

31. a). Proprietarul originar al unui lucru mişcator poate obţine restituirea lucrului sau, care se afla în mâinile unui terţ posesor, fie printr'o acţiune mobiliară în revendicare, prevalânduse de titlul sau de proprietar al lucrului, fie printr'o acţiune personala în nulitatea înstrăinarii lucrului către terţul posesor, întemeiata nu pe proprietate, dar pe alte cauze isvorîte dintr'un contract, quasi contract, delict sau quasi delict în virtutea cărora posesorul ar fi ţinut la restituirea lucrului mişcător.

b). Pentru ca art. 1909 c. civ., să fie invocat se cere pe lânga buna credinţă a posesorului, ca posesiunea lucrului mişcator să fie cu titlu de proprietar. (Trib. Brăila s. I, 18 Sept. 1920. Dreptul 5 921).

32. Simpla posesiune a unor lucruri mobile constitue un titlu pentru cel ce poseda, fără a fi obligat a probà cauza legitima a achiziţiei lor iar acel ce pretinde ca aceste lucruri sunt ale sale, îi incumbă datoria de a dovedi aceasta. (Trib. Tecuci, 8 Iunie 1920, Dreptul 5 923).

33. In lipsa unui text de lege, fie penal, fie civil, sau macar de drept administrativ, care sa reglementeze soarta obiectelor pierdute, găsite pe stradă sau în locuri publice, cata a se tranşà dreptul găsitorului dupa principiile generale de drept.

Imprejurarea că revendicarea mobilelor se poate exercità timp de 30 ani în contra găsitorului sau în contra achizitorului de rea credinţă, iar numai timp de trei ani faţa de achizitorul de bună credinţă (art. 1909 c. civ.), nu poate îndreptăţì o autoritate publică să deţină obiectul depozitat şi declarat de găsitor nici timp de treizeci ani, nici timp de trei ani, cum prevăd oarecare regulamente din străinatate.

In speţa gasitorul, după declaraţiunea şi depozitul ce a facut, făcând şi publicaţiune în ziare despre lucrul găsit, la care înştiinţare după un interval de doi ani nu s'a prezentat nimeni spre a-şi valorificà dreptul asupra obiectului găsit, zisul găsitor s'a purtat ca un bun părinte de familie, şi nu este nici un motiv ca judecătorul unui cabinet de instrucţie să se opună la liberarea obiectului — suma de 136 mii lei în bancnote — în primirea găsitorului, sub luare de chitanţă.

Hotărînd astfel, nu se naşte nici un drept nou în persoana gasitorului, ci dânsul luând în pastrarea sa obiectul va raspunde de el în limitele prevăzute de codul civil. (Camera de punere sub acuzare Bucureşti, s. v., decizia 471 din 31 August 1923, Jur. Gen. 1923, No. 991).

34. Potrivit dispoziţiunilor art. 1909 din codul civil, lucrurile mobile se prescriu prin simpla posesiune, iar cel pus în posesiunea acestor lucruri este preferit şi rămâne proprietar chiar când titlul sau este cu data posterioară, sub singura rezervă ca posesiunea sa fie, conform art. 972 cod. civil de bună credinţă. (Cas. I, 1562 din 12 Iunie 1925. Cur'er Jud. 34 1925).

35. A se vedeà: art. 972, nota 1; art. 1206, nota 27; art. 1854, nota 2; art. 1910 cu notele respective.

Art. 1910. — Dacă posesorul actual al lucrului furat sau pierdut l-a cumpărat la bâlci sau la târg sau la o vindere publică, sau dela un neguţător care vinde asemenea lucruri, proprietarul original nu poate să ia lucrul înapoi decât întorcând posesorului preţul ce l'a costat. (Civ. 1909; Leg. 21 Ian. 83, art. 20; Civ. Fr. 2280).

Text. fr. Art. 2280. — Si le possesseur actuel de la chose volée ou perdue l'a achetée dans une foire ou dans un marché, ou dans une vente publique, ou d'un marchand vendant des choses pareilles, le propriétaire originaire ne peut se la faire rendre qu'en remboursant au possesseur le prix qu'elle lui a coûté.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 150, 154;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 906, 907, 910, 965;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 30, 330, 390, 443;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 711 nota 1, 859, 914, 917, 924; II, p. 764, 780, 782, 806;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 292 urm.; *Suppl.* Prescription civile, 180 urm.;
LAURENT, XXXII, 589, 591;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 827 urm.;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2486.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 100, 101, 288, 343 urm., 356 urm., 364 urm., 376 urm., 388, 399-401, 407, 424; (III, part. I, ed. 2-a, p. 279, 280; X, p. 423 n. 1); *Notă* sub. Trib. Paris 12 Dec. 1923. Jurispr. Gen. 15 1924 No. 847; *Notă* sub. Trib. La Rochelle, Charente-Inférieure, 9 Mart. 1920, Jur. Gen. 1925 No. 156;
CANTACUZINO MATEI, p. 121, 122. 123;
FILITTI D. ION, *„Despre restituirea unui obiect mişcător cumpărat de la un neguţător, care vinde obicinuit şi care se dovedeşte în urma a fi lucru de furat“*. Dreptul 39 1922;
MAXIM G. DIM., *„Legea titlurilor la purtător pierdute, furate, distruse“*. Dreptul 36 924;
NACU, III, p. 879 urm.;
PETIT EUGEN, *Notă* sub. Trib. com. Lyon, 25 Febr. 1924. Jur. Gen. 1925 No. 763.

Jurisprudenţă.

1. Comptuarul unei case de bancă unde s'a făcut vânzarea unui bon furat nu se consideră ca intrând în prevederile art. 1910. In adevar, în locurile prevăzute de art. 1910 vânzarile se fac public, aşà în cât poliţia şi păgubaşul poate sa vegheze şi furul să fie surprins; în comptuarul însă al unui bancher nici poliţia nici păgubaşul nu pot străbate şi furul nu se teme de nici o supraveghere. Nu asemenea vânzări dar a putut aveà în vedere legiuitorul când a facut art. 1910. (Trib. Ilfov. IV, 145, Nov. 26/81, *Dr.* 49 82).

2. Daca se constată că cel ce a cumpărat lucrul de furat nu erà de bună credinţa cu ocaziunea cumparărei acelui lucru şi că prin urmare faptul constitue un delict, nu e loc de a se aplica art. 1910 c. civ. (Cas. I, 360 86 Sept. 16/86, B. p. 726).

3. Proprietarul unor bonuri furate este în drept a le revendica de la cel la care se gasesc, fără a 'l despăgubi, daca acesta nu le-a cumpărat în condiţiunile art. 1910; îi rămâne însă dreptul de recurs contra celui de la care a cumpărat. (Apel Buc. II, 6 Martie 4/86, *Dr.* 36/86).

4. Daca curtea de apel constată că bancherul a cumpărat nişte cupoane de la un funcţionar din ministerul de finanţe şi dar nu de la un neguţător care vinde acele lucruri, că le-a cumpărat în comptuarul sau şi dar nici la un bâlciu sau târg sau la o vânzare publică; şi dar aceste cupoane fiind constatat că erau de furat şi cumpărătorul ne aflându-se în nici una din condiţiunile cerute de art. 1910, curtea n'a violat acest articol când, conform cu dispoziţiunile art. 1909, condamnă pe cumparator a restitui Statului acele cupoane. (Cas. II, 109 86 Oct. 22/86, B. p. 823).

5. Daca posesorul actual al lucrului de furat, nu a voit să beneficieze de dispoziţiile art. 1910. c. civ. şi nu s'a opus la darea înapoi a lucrului, proprietarului originar, până ce acesta nu i-ar fi restituit preţul plătit, nu mai poate venì cu acţiune contra vânzatorului de la care a cumparat lucrul şi să-i ceara acestuia restituirea preţului. (Trib. Ilfov. S. IV. 921 din 17 Nov. 1920. Dreptul 30/922, Dreptul 39/922).

6. Cu toate ca potrivit art. 1910 c. civ. daca posesorul actual al lucrului furat a cumparat acel lucru dela un neguţător care vinde asemenea lucruri, proprietarul originar nu poate sa ia lucrul înapoi, de cât întorcând posesorului preţul ce l-a costat, totuşi în caz când acesta ar fi restituit adevăratului proprietar lucrul cumpărat, fără a-i cere plata preţului plătit de dânsul, acest fapt nu-l poate face să peardă beneficiul acordat de art. 1337 şi 1341 c. civ., care obligă pe vânzător de a răspunde catre cumpărător de evicţiunea lucrului vândut şi deci nici dreptul de a acţiona în justiţie pe vânzătorul lucrului de furat, pentru a-i răspunde preţul ce i l-a plătit. (Trib. Ilfov S. II com., 124 din 17 Febr. 1922. Dreptul 30 922). Dreptul 39/922, Pand. Rom. 1923, III, 65).

7. Dacă posesorul actual al unui lucru de furat pe care l-a cumpărat dela un neguţător care vinde obicinuit asemenea lucruri, a fost deposedat prin o dispoziţie abuzivă a autorităţii, fără să fie în prealabil despăgubit de către proprietarul originar de preţul plătit, el nu poate aveà recurs în contra vânzătorului către dânsul, pentru că art.

1910 c. civ. aplicabil în specie nu prevede un asemenea recurs. (C. Apel Buc. S. II, 27 din 25 Aprilie 1923. Dreptul 21 923. Pand Rom. 1923, III, 121).

8. A se vedeà: art. 1909 cu notele respective.

Art. 1911. — Prescripțiunile începute la epoca publicărei acestui codice, se vor regulà după legile cele vechi [1]). (Civ. 1, 642, 1772, 1890 urm.; Pr. civ. 568; C. com. 966; Civ. Fr. 2281).

Text. fr. Art. 2281. — Les prescriptions commencées à l'époque de la publication du présent titre seront réglées conformément aux lois anciennes.

Néanmoins les prescriptions alors commencées, et pour lesquelles il faudrait encore, suivant les anciennes lois, plus de trente ans à compter de la même époque, seront accomplies par ce laps de trente ans.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5 a, p. 529 urm.;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 948-950;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 398;
DALLOZ, *Rép.* Prescription civile, 1111 urm.;
DEMOLOMBE, XII, 799;
LAURENT, XXXII, 612;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 831;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 263.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, I, ed. 2-a, p. 118; XI, p. 42, 43 t. și n. 1, 49, 224, 460, 473; (III, part. I, ed. 2-a, p. 815 n. 3); *Observație* sub. Trib. Bacau, 67 din 5 Febr. 1903. Curier Jud. 75 903;
CANTACUZINO MATEI, p. 136, 507;
NACU, I, p. 75; III, p. 857;
NEAGU D., *Observație* sub. Trib. Constanța, 316 bis, 20 Iunie 905. Curier Jud. 73 905;
RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Trib. Roman, 28 Nov. 1908, Dreptul 26 1909.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudență.

1. Acțiunea care a luat naștere sub regimul legei noui e supusa la prescripțiunea stabilită de legea nouă. (Cas. I, 124 Apr. 16 74, B. p. 84).

2. Aceasta dispozițiune este creată în profitul celor ce ar voi să o invoace, putând sau nu partea interesata a se folosì de efectele sale. (Apel Buc. III, Febr. 26 81, *Dr.* 38 81).

3. Prescripțiunei începută sub codul Caragea, cata a i se aplica regulele stabilite de acel cod. (Apel Buc. III, Oct. 9 85, *Dr.* 2 85).

4. O prescripțiune începută sub vechiul cod și întrerupta sub cel nou, se reguleaza dupa legea cea noua, caci art. 1911 dispune ca numai prescripțiunile începute la publicarea codului se reguleaza dupa legile vechi. (Trib. Covurlui, I, 163, Iun. 16 87, *Dr.* 9 87).

5. Daca exigibilitatea câștigurilor a luat nașterea sub imperiul codului Caragea, sub imperiul acelui codice începând a curge prescripția, după acea lege, conform art. 1911 c. civ., urmează a se regula prescripția. (Cas. I, 336 Sept. 18 91, B. p. 948).

6. Admiterea de catre judecătorul fondului a prescripțiunei invocata de una din părți, pe temeiul unei legi ce nu erà aplicabilă, nu poate da loc la casare, dacă cealaltă parte, contra căreia ea a fost ridicata, nu s'a pus pe terenul de a o combate din acest punct de vedere. (Cas. I, 104 95, B. p. 180).

7. Prescripțiunea începută sub regimul unei legi se reguleaza tot dupa această lege, deși înainte de împlinirea termenului ar fi intervenit o alta lege care să-l scurteze. (Apel Galați II C. Jud. 32 99).

1) Art. francez corespunzător 2281, adaugă: „*Néanmoins les prescriptions alors commencées, et pour lesquelles il faudrait encore, suivant les anciennes lois, plus de trente ans à compter de la même époque, seront accomplies par ce laps de trente ans*".

8. Dispoziţiunea art. 1911 Cod. civil, constitue o dispoziţie generală, ce este aplicabilă tuturor tranziţiilor de legislaţie în materie de prescripţie, iar nu numai tranziţiei dela 1865 la publicarea codului civil. Prin consecinţă, o persoană, ce a început să prescrie o proprietate în Dobrogea înainte de 1882, când prescripţiunea se regula conform legei otomane, dacă a continuat să prescrie şi în urma legei din 1882, după care modurile de dobândire a proprietăţii se regulează de Cod. civil, ea a dobândit dreptul de proprietate, prin prescripţie dacă a împlinit sub Codul civil prescripţia conform legei turceşti, aplicându-se deci legea veche, sub care a început prescripţia, conform art. 1911 Cod. civil (Trib. Constanţa C. Jud. 73/905).

9. Prescripţiunile începute înainte de punerea în aplicare a codului civil, trebue a se regula conform art. 1911 din codul civil, după legile cele vechi. (Cas. I, 15 Noembrie 1906 B. p. 1799).

10. După art. 1911 din codul civil, prescripţia începută sub codul Calimach, se regulează conform principiilor legei atunci în vigoare. (Trib. Roman. *Dr.* 26 909. p. 206).

11. Prescripţia începută sub codul Calimach, nu este suspendată prin minoritatea părţei intervenită sub legea actuală, întru cât se aplică legea veche, sub care a început prescripţia, iar nu legea nouă, sub care ea se îndeplineşte. (Trib. Roman, *Dr.* 26 909. p. 206).

12. In principiu, prescripţia nu constitue un drept câştigat decât numai atunci când ea este împlinită.

Prin urmare, dacă în cursul unei prescripţii intervine o lege nouă, care modifică timpul cerut pentru a prescrie, se aplică noua dispoziţiune afară numai când contrariul ar fi prevazut în mod formal prin noua lege. (Cas. III, 36 din 27 Ianuarie 1910, B. p. 136, Jurisprudenţa 7 910).

13. Potrivit art. 1911 din codul civil, prescripţia începută sub legea veche trebuie să se reguleze conform acelei legi.

Astfel, dacă dela data intentărei unei acţiuni sub imperiul Codului Caragea a trecut mai mult de 30 ani, fără ca prigonirea să fie terminată, ea fiind prescrisă conform Codului Caragea, sentinţa tribunalului rămasă definitivă după trecerea de 30 ani dela intentarea acţiunei, nu mai poate fi executată. (Cas. II, 31 din 3 Febr. 1912, B. p. 295, Curier Jud. 61/912);

14. Prescripţiunea începută sub codul Calimach urmează să fie în totul regulată de dispoziţiunile acelui cod şi deci să curgă şi în timpul minorităţii după cum prevede art. 1909 din acel cod, chiar dacă minoritatea s-a deschis sub actualul cod. Prin urmare, cu drept cuvânt instanţa de fond a declarat prescris dreptul de a cere complinirea legitimei când cererea a fost facută după 40 ani dela deschiderea succesiunei cât prevede art. 1951 codul Calimach pentru prescripţiunea acelui drept. (Cas. I, No. 564, 1914; Jurispr. Rom. 1915, p. 38).

Dispoziţiuni generale.

Art. 1912. — Codicii Domnilor Calimach şi Caragea, şi orice alte legi civile anterioare, ordonanţele Domneşti şi instrucţiunile ministeriale din ambe Principatele-Unite, sunt abrogate în tot ce nu este conform regulelor prescrise în prezentul Codice. (Pr. civ. 740).

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, I, ed. 5-a, § 29, p. 96-98;
BAUDRY ET FOURCADE, *Personnes*, I, 123;
BEUDANT, *Cours de dr. civ.*, I, 104, p. 110; 105, p. 112;
DEMOLOMBE, I, 35, 127, 130;
DURANTON, I, 107, 108;
HUC, I, 49;
LAURENT, *Principes*, I, 25; *Avant projet*, I, p. 200;
PLANIOL, I, 231;
SIREY, *Lois*, 1073 urm., 1090 urm.;
TROPLONG, *Prescription*, II, 708.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, I, ed. 2-a, p. 47 urm.; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 79 n. 1; VII, p. 119, 307, 354 n. 2); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 131, 139, 169; *Observaţie* sub. Cas. S. U., 11 din 16 Nov. 1900. Dreptul 82/1900; *Observaţie* sub. Cas. S. U., 11 din

16 Nov. 900. Curier Jud. 86/1900; *Observaţie* sub. C. Apel Iaşi s. I, 28 Martie 1901 Curier Jud. 70/1901; *Observaţie* sub C. Apel Iaşi s. I, 31 Ian. 903. Curier Jud. 40/1903;
CANTACUZINO MATEI, p. 24;
NACU, I, p. 110, 111, 301.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudenţă.

1. După constituţiune şi art. 1912 c. civ. sunt abrogate toate legile ale caror principii sunt ne conforme cu principiile legilor noui, şi prin urmare şi § 762—769 c. Calim. cari se bazează pe alte principii de cât acele ale legii noui. In adevăr, § 762—769 c. Calim. nu sunt decât rezumatul ideilor şi sentimentelor religioase care dominau la epoca confecţionării codului Calimach şi care favorizau instituţiunile pioase înmulţindu-le averile prin ademenirea tuturor de a intră în mănăstire şi prin stabilirea unui drept de succesiune pentru mănăstire în averea membrilor ei. In urma însă a progresului ştiinţific şi mai ales al economiei politice, aceste idei fiind recunoscute ca false legiuitorul nostru urmând pe cei străini, a fost silit a seculariza aceste averi moarte acumulate la mănăstiri în dublu scop, de a pune aceste averi în circulaţiune şi de a redă puterea temporală acelui cui se cuvine, adică statului. Această idee se manifestă mai bine din dispoziţiunile asupra succesiunilor care reflectează totdeauna starea vederilor economice a timpurilor în care ele sunt dictate. Şi tocmai pentru aceasta codicele nou civil n'a reprodus dispoziţiunile codului Calimach, căci n'a voit să mai menţină starea de lucruri de mai înainte, după care averile se acumulau în mănăstiri contra principiilor economiei sociale. A mai susţine că legea nouă ar fi menţinut dispoziţiunile relative la succesiuni ale codului Calimach este cu neputinţă mai ales după legea din 1863, căci cum se poate crede că în 1863 să se ia averea mănăstirilor şi la 1865 să se introducă tacitamente un drept de succesiune în favoarea mănăstirilor, când pe de altă parte se proscriu substituţiunile şi fideicomisele, care asemenea împedecau circulaţiunea bunurilor din mână în mână. Iar decretele organice pentru regularea schimei monachale intervenite de la 1864 încoace, departe de a trata acest punct care este exclusiv de domeniul legii civile, nu fac de cât a tolera voturile mănastirilor fără a regula şi averea călugărilor. (Apel Iaşi, II, Mai 16/75, *Dr.* 63/75).

2. Teoria că legile care regulează succesiunea călugărilor ar fi legi politice şi ca atare neabrogate de codul civil, nu este fundată pentru că legile relative la succesiune sunt legile civile, regulând unul din modurile civile de achisiţiune a proprietăţii, şi prin urmare pot şi sunt abrogate prin legi de succesiune posterioare. De asemenea ele nu sunt legi speciale care n'ar putea fi abrogate prin legi generale, căci prin legi speciale, în acest sens se înţeleg acele care sunt cu totul străine dreptului civil, cum sunt legile financiare, militare sau de administraţiune publică, iar aci e vorba de legi de succesiune care fac tocmai parte din legile ce compun codul civil, şi prin urmare susceptibile a fi abrogate prin noul cod civil. (Apel Iaşi, II, Mai 10/75, *Dr.* 63/75).

3. Existenţa bisericei ortodoxe şi funcţionarea ei în România a fost şi este recunoscută în dreptul public al României; dogmele, disciplina şi cultul acestei biserici au fost supuse şi sunt încă supuse normelor, a căror complexe este dreptul bisericesc, drept ce era recunoscut ca fiind în vigoare nu numai înainte de 1859 şi 1866 ci şi după aceşti ani, precum aceasta rezultă între altele din art. 2 şi 8 a legei pentru alegerea mitropoliţilor şi constituirea Sinodului din 19 Decembre 1872. Şi afară de acele părţi cari s'au abrogat în mod formal prin dreptul pozitiv al statului, în sfera dreptului public, a dreptului penal, a organisaţiunei judecătoreşti, sau a dreptului privat, dreptul bisericesc e obligatoriu pentru toţi, pentru cetăţeni, pentru funcţionari, pentru magistraţi, căci normele dreptului bisericesc, ca drept pozitiv al bisericei ortodoxe, sunt obligatorii ca şi ori ce alte norme de drept pozitiv, şi precum acestea şi acelea au a fi observate de instanţele judecătoreşti civile. Or, dreptul bisericesc conţine dispoziţii în privinţa dreptului de moştenire al monachilor şi episcopilor, cari sunt deosebite; în privinţa monahilor

se dispune că atunci când cineva intră în tagma monachală, toată averea ce o are e a mânăstirei, afară dacă a dispus de ea, sau dacă are copii; asemenea ori-ce avere dobândită de călugăr în urmă, se cuvine tot mânăstirei, precum aceasta rezultă din Nov., 123 cap. 38, Basilic., cart. IV, titl. I, cap. 9 şi ceea ce s'a consacrat anume şi prin § 7 a chrisovului din 1776 în care se zice: „Acei cari „vor îmbrăţişà odată viaţa monachală, „vor trebuì ca ei să curme mai întâi „veri ce încurcătură de daraveri vor fi „având în viaţa lor de mai înainte, să-şi „reguleze ca prin o diată de moarte „toate trebile lor, împărţindu-şi şi avu„tul său bătrânilor şi rudelor sale şi „altora ce ei vor găsì cu cale, iar cele „rămase lor să le închine la mănăstirea „unde îşi face metania şi unde va ră„mâneà pentru totdeauna neclintite, şi „nu numai că mănăstirea să poată fi „vre-o dată supărată, pentru asemenea „danii, din partea rudelor lui (fie ele „şi din cele mai aproape) dar nici chiar „el însuşi la caz de a se căi şi ar voì „să le ia înapoi să nu poată să fie a„scultat ca nişte lucruri cari au fost „odată închinate lui Dumnezeu". Dispoziţiile citate în privinţa monahilor în general, trebue să se aplice şi la episcopi, întru cât episcopii nu pot fi de cât din tagma monachicească, precum aceasta s'a consacrat prin canonul XII al sinodului al şeaselea ecumenic şi precum aceasta s'a observat continuu; în deosebi se prescrie în privinţa episcopilor, că episcopii sunt ţinuţi a arătà averea lor privată, când începe a administrà eparchia şi a o constatà în regula, ca să nu se confunde cu averea eparchiei; asemenea are să se constate şi averea dobândită în timpul episcopatului, prin moştenire de la rudele sale; numai de aceasta avere episcopul poate dispune prin testament, însă trebuind a da o porţiune şi bisericii, şi dacă nu s'a constatat averea avută, înnainte, sau dobândită în urmă, prin moştenire, sau dacă nu a dispus de ea prin testament, această avere e a eparchiei; şi ori ce avere dobândită în timpul episcopatului, sub alt titlu de cât acela de moştenire e a eparchiei, de care episcopul nu poate dispune prin acte nici între vii, nici după moarte (v. can. 40 apostolilor, can. 40 şi 89 a Sinodului din Cartagina, can. 11 şi 12 a Sinodului Ecumenic al 7-lea şi can. 24 din Antiochia; v. şi Şaguna compendiu de drept canonic §. §... 159, 160 şi 161). Deci din cele expuse rezultă că după dreptul bisericesc în vigoare o rudă, nu poate pretinde a moştenì *ab intestat* averea rămasă de la un episcop. Şi nu s'ar puteà negà aplicabilitatea dispoziţiunilor dreptului bisericesc, sub regimul codului Caragea, sub motiv că materia succesiunilor e de drept civil, organizată şi regulată prin codul Caragea, care nu ar cunoaşte nici o restricţie în privinţa călugărilor sau a episcopilor, căci fără a uità legătura strânsă, ce erà între biserică şi stat, codul Caragea nu a avut de scop decât a stabilì regulele dreptului privat fără însă a se ocupà de normele pozitive şi speciale ale bisericei, precum acestea rezultă din sorgintele dreptului bisericesc, sau din legiuirea lui Ipsilante din 1776; codul Caragea nu a abrogat în mod formal dispoziţiile în privinţa moştenirei averei mănăstirilor, sau episcopilor şi tăcerea codului Caragea nu constitue o abrogare, cât e vorba de un complex de dispoziţii speciale, şi de aceia şi sub codul Caragea acele dispoziţii ale dreptului bisericesc continuă a fi aplicabile şi aplicate de către instanţele judecătoreşti fără ca să se schimbe întru ceva şi caracterul acestor instanţe. Nici nu există contradicţie în canoanele bisericeşti, şi canonul 24 din Antiochia nu declară că dacă episcopul nu a dispus prin testament de averea sa fără distingere, or care rudă ar puteà a-l moştenì. De altmintrelea spre a ştì şi cunoaşte ceeace este dreptul bisericesc, nu avem a recurge la manualul de pravilă bisericească care e un extract şi care nu a putut înlăturà sorginţele dreptului bisericesc, precum sunt cuprinse în canoanele apostolilor a celor 7 sinoade ecumenice, a celor 12 sinoduri locale şi altele, precum şi în hrisovul lui Ipsilante. (Cas. secţ. unit. 2/Apr. 8 80, B. p. 301).

4. Dacă în principiu şi ca ideal, biserica caută să fie separata de Stat, întrebuinţând pentru a se menţine, apară şi propagă numai mijloace spirituale, astfel că fiecare confesiune să fie tratată ca o asociaţiune privată, liberă a-şi constituì raporturile sale interioare cum îi pare mai nemerit, neprimind nici un subsidiu de la Stat, rămâind supusă legilor generale, dacă zicem, din punctul de vedere al acestui ideal, canoanele bisericeşti nu trebue sa aibă autoritate de cât numai pentru regularea afacerilor spirituale, iar nu şi pentru regularea dreptului de familie, a dreptului de moştenire, a dreptului de proprietate, etc., care intră în sfera exclusivă a legilor civile, nu este mai puţin adevărat că teologia a stăpânit spiritele oamenilor de la secolul al V-lea până la secolul al XVI-lea. Biserica ortodoxa a răsăritului, departe de a fi spoliatoare ca ierarhia catolică, s'a identificat totdeauna cu Statul şi a recunoscut supremaţia lui; or, între biserică şi Stat formându-se astfel istoric legături de înrâurire reciprocă, aceste tradiţiuni au modificat idealul de mai sus, dând prin forţa lucrurilor naştere art. 21 din constituţiunea noastră din 1866 după care religiunea ortodoxă

a răsăritului este religiunea dominantă a Statului român, şi canoanele bisericeşti nu se pot abroga unilateral prin legi civile, ci numai de autoritatea sinodală care este compusă din elemente clericale şi din elementele laice (vezi art. 4 al decret. din 6 Decembrie 1864 pentru înfiinţarea unei autorităţi sinodale), compunere mixtă care este singura precauţiune luată de lege pentru a închezăşuì o conciliare succesivă a canoanelor bisericeşti cu ideile moderne, căci materialul istoric dat nu se poate îndreptà spre ideal de cât încetul cu încetul; şi dar în această stare a dreptului nu se poate zice că recunoscându-se canoanelor bisericeşti, cari au fost consfinţite în ceea ce priveşte proprietatea de mâna moartă prin ofisul Principelui Stirbei din 1851 nu se poate zice, repetăm, că recunoscându-se acestor canoane caracterul şi autoritatea de legi nu numai în ceea ce priveşte regularea afacerilor spirituale, dar şi în ceea ce priveşte regularea averilor călugăreşti, s'ar admite prin aceasta o idee contrară ordinei publice. Or, ofisul principelui Stirbei din 1851, înoitor hrisovului lui Ipsilante din 1776 şi hatişeriful din 1802 care sună ast-fel: „Se cuvine acelora ce o data a iubit vieaţa cea călugarească ca prin diata de moarte bine sa-şi rânduiască toate ale sale împarţind averea sa la parinţi şi la rudenii sau altor cui li s'ar păreà cu cuviinţa, iar rămaşiţele averii lor închinându-le mănastirei, între care se învrednicesc tunderii să ramâe de pururе nemişcate şi nu numai despre rudenii macar cât de aproape, să nu fie suparata mănăstirea într'unile ca acestea ci însuşi acela de va vrea sa le ia înapoi cele închinate să nu poată nici să se asculte de către dregatori cererea lui, fiind-ca cele ce s'au închinat lui Dumnezeu sunt de a pururea nedespartite". Şi acest ofis s'a aplicat continuu în ţara fară nici o împotrivire din partea divanului ţarei şi dar nu se poate susţine că n'a avut putere de lege; deosebit de aceasta, acest ofis nu era de cât o nouă sancţiune dată canoanelor bisericeşti cari şi fară de aceasta ar fi avut putere de lege, sancţiune necesară, nu din cauza incertitudinei dreptului, ci probabilmente din cauza abuzurilor ce s'au strecurat cu ocaziunea aplicărei dreptului. Şi pentru ca să pătrundem bine sensul acestui ofis, e neapărat să recurgem la elementul istoric de interpretare, adică să cautăm a ne da seamă de starea dreptului existând asupra acestei materii la epoca când s'a dat acel ofis; urmând ast-fel vedem mai întâiu că după Novella V, cap. 5, averea călugărului era de drept a mănăstirei, chiar dacă călugărul nu ar fi zis aceasta expres (*quamquam se eas (res) inferre non expresse dixerit);* mai apoi, după canonul al VII-lea şi al XIX-lea al sinodului al şaptelea ecumenic „Monahii nimic a lor propriu sunt datori a avea ci a le lor ale afiorisi mănăstirei dându-i-se voie pentru averile lor a testălui înaintea intrarii lor în mănăstire ca unii ce sunt morţi lumei, căci după ce se vor face monahi peste toate cele cuvenite lor, mănastirea are stăpânirea şi nimic pentru a lor a purta grije sau a testalui li se dă voe, ca afurisând averilor lor să rămâe a manastirei, după făgăduinţa dată de ei". Acestea fiind tradiţiunile dreptului asupra acestei materii e evident că ofisul de mai sus nu se poate înţelege în sens ca călugarii ramân proprietari ai averii lor dacă n'au dispus de această avere în folosul manastirei prin daruire expresa sau prin diată de moarte, ci din contră că averea calugarească este de drept a mănăstirei, chiar daca călugărul n'ar fi declarat aceasta expres; călugării nimic al lor propriu sunt datori a aveà, ci ale lor a le afiorisi manastirei; aceste averi trec imediat în proprietatea manăstirei, după fagaduinţa dată de ei, adică după fagaduinţa de saracie ce a trebuit să faca, ca sa dobândească darul călugăresc, aceea ce vrea să zică că făgăduinţa dată de ascultare, castitate saracie *(vota solemnia)* o dată prestată, mănăstirea devenea printr'aceasta chiar adică prin însuşi faptul călugăriei proprietara averii calugărului. (Cas. I, 347 Nov. 4 80, B. p. 353).

5. In principiu, legile de un interes general, ori cât de speciale ar fi drepturile şi privilegiile ce acordă, sunt abrogate prin legile speciale de un interes local, de oare ce fiecare din aceste legi putându-se aplica în certe locuri, prin urmare ne escluzându-se una prin alta, nu devin inconciliabile. (Apel Buc. I, 128, Mai 12 80, *Dr.* 21 81).

6. In principiu, acela care cumpără, ori care ar fi condiţiunea sa, e presupus a fi proprietarul lucrului cumpărat. In special o femeie măritată, ori care ar fi origina banilor cu cari se serveşte la plata preţului, fie dânşii procuraţi de barbatul ei în scop de a-i face o liberalitate sau procuraţi de un al treilea, nu mai puţin însă trebue a fi considerată ca adevărată proprietară a lucrului cumpărat. A voì să se consacre ca o presumpţiune legală legea lui Quintus Mucius prin care tot ce se dobândeà de femee era considerat a fi al bărbatului, e a creea o nouă dispoziţiune în legislaţiunea modernă, a introduce o presumpţiune de drept care nu e stabilită de codul civil între celelalte presumpţiuni prevăzute de art. 1200. Şi chiar dacă o asemenea dispoziţiune ar fi existat în codul Caragea şi în codul Calimach, dânsa ne fiind

reprodusă de codul civil din 1865, este virtualmente abrogată prin art. 1912 c. civ., care declară abrogate toate legile ce nu sunt conformate acestui cod. O asemenea soluțiune trebue cu atât mai mult adoptată cu cât se știe că presumțiunea Muciană erà aplicată cu multă circumspecțiune și cu mari temperamente în vechile legislațiuni ale diferitelor popoare. Principala excepțiune se făceà când bărbatul concura la actul de cumpărare al femeii, căci din el se deduceà o recunoaștere implicită a seriosității acestui act și că prețul a fost în adevăr plătit de femee. (Apel Buc. II. 96, Mai 5/85). *Dr.* 47/85).

7. Dreptul bisericesc în privința dreptului de moștenire al monachilor dispune că atunci când cineva intrà în tagma nonachală, toată averea ce o are este a manastirii afară numai dacă a dispus de ea sau are copii, asemenea ori ce avere dobândită în urmă se cuvine tot mânăstirei, precum aceasta rezultă din chrisovul din 1776; o asemenea dispozițiune a fost confirmata și prin împărătescul hatișerif din 1802 prin cel din 1827, prin ofisul domnesc din 1851 și prin art. 13 din regulamentul din 7 Iulie 1873 dat în puterea legei constitutive a sfântului Sinod. Iar dispozițiunile codului civil relative la succesiuni nu se pot aplicà calugărilor legați manăstirei, sub motiv ca materia succesiunilor e de ordine civila, caci legea civilă a avut de scop a reglementà dispozițiunile de drept privat, fara însă a se ocupa de regulele speciale ale bisericei, nu numai în ceea ce privește disciplina si dogmele sale, ci și chiar în ceea ce privește regularea drepturilor aparținând obrazelor călugărești. Și codul civil nu a abrogat în mod expres dispozițiunile în privința moștenirei averei monachilor; această tăcere nu se poate considera ca o abrogare a diferitelor dispozițiuni cu putere de lege ce s'au dat la diferite epoce în privința moștenirei averei calugărilor legați la diferite mănăstiri și de aceea sub codul actual aceste dispozițiuni trebuesc aplicate de instanțele judecătorești. Sub actualul cod, art. 13 din regulamentul legei din 1873 consfințește acest mod de a vedea și acest regulament, dat în puterea unei legi de scop general și în interpretarea și executarea acestei legi, este obligatoriu. Din momentul dar ce legea proclamă acest drept în persoana mănăstirei reprezentată conform legei sinodale, prin aceasta dă drept mănastirei, ast-fel reprezentată, de a sta în judecată și a-și produce drepturile sale. Deci aplicarea sigiliilor cerută de un pretins moștenitor nu se mai poate menține nici ca măsură conservatorie, atunci când este constatat că acea persoană nu are acea calitate și că mănăstirea este în drept a primi moștenirea. (Trib. Ilfov, I, 889, Iun. 24/87, *Dr.* 11/88).

8. Dreptul la o moștenire nedeschisă încă, nefiind un drept câștigat ci numai o expectativă și acest drept urmând a se regula după legea în vigoare în momentul deschiderii ei, copilul natural recunoscut sub legea veche, nu are nici un drept la moștenirea tatălui său natural, săvârșit din viață sub legea nouă; dispozițiile codului Calimach fiind în aceasta privință abrogate, ca contrarii legii actuale, prin art. 1912 Cod. civ. (Apel Iași I, *Dr.* 80 94).

9. Legea asupra moștenirilor, fiind în strânsa legătură cu organizarea socială a Statului, este o lege de ordine publica și se aplică fără deosebire la toate clasele societatei; nimeni nu se poate sustrage aplicărei ei în lipsa unei derogațiuni exprese. Astfel, Codul civil, care regulează moștenirile și care a abrogat orice alte dispozițiuni anterioare relative la moșteniri, nefăcând nici o deosebire între moștenirile rămase dela călugări și cele rămase dela celelalte persoane, se aplica și la moștenirile monachilor, și, deci pe călugari îi moștenesc rudele de sânge, iar nu mănastirea sau Statul. (Cas. S. Unite 11 900 B. p. 1310).

10. Validitatea obligațiilor la purtător sau înfațișător este cu atât mai admisibila în legea noastra, cu cât, dupa codul Calimach (art. 1842), ale carui dispozițiuni au ramas în vigoare, în tot ce nu sunt contrare regulelor codului actual (art. 1912 cod. civ.), sinetele la înfațișator erau valabile și de o practică obicinuită, fără a se face vre-o deosebire între datoriile decurgând din tocmeala împrumutului și constatate prin înscris și datoriile derivând din alte cauze, precum și acele neconstatate prin înscris; iar strămutarea lor se făcea prin singura lor tradare (art. 1842 cod. Calimach). Deși pentru existența unei convențiuni legea între alte condițiuni, cere și acordul voinței părților contractante, totuși nici o dispoziție a legei, cu excepțiune însă pentru acele care privesc ordinea publica și bunele moravuri, nerestrângând libertatea contractanților, cu privire la modul cum ei înțeleg a se obliga și a-și executa obligațiile lor, iar convențiile legal făcute având putere de lege între parțile contractante, în baza principiului libertăței convențiunilor (art. 969 § 1); de aici rezultă că obligațiile la purtător sau înfățișător pot în mod valid fi constituite și astăzi, fară arătarea numelui creditorului. (Apel Iași II, *Dr.* 69 901).

11. Inainte de promulgarea legii pentru autentificarea actelor (1 Sept. 1886) testamentul trebuia să fie autentificat

conform art. 860 și 861 cod civ. și fiindcă aceste texte nu arată modul cum judecătorul care instrumenta, trebuia să se asigure de identitatea testatorului, acest punct era lăsat la aprecierea judecătorului. Ordonanța domnească din 1856, care prevedea procedura de urmat în această privință, a fost abrogată prin art. 1912 Cod. civ. (Trib. Putna, *Dr.* 15/907).

12. Legătura de înrudire numită cuscrie există numai între unul din soți și rudelele celuilalt.

Ea nu se întinde însă între rudele ambilor soți, soluție admisă și în dreptul roman. Deși dreptul canonic și legiuirile noastre anterioare admiteau soluția contrară în privința rudelor ambilor soți, totuși aceste dispoziții au fost abrogate prin art. 1912 din codul civil. (Trib. Neamț. *Dr.* 37/908, pr. 299).

13. Nu există nici un text în legiuirea Caragea, prin care, — în cazurile când cineva dintr'o cauză de forță majoră se găsește în imposibilitate a prezentă actul original,—să nu permită a se face dovada actului, prin martori și nu este nici o rațiune ca în lipsă de text să se facă vre-o deosebire între acest caz excepțional și cazurile generale, când proba cu martori eră invariabil admisă după acea legiuire.

Prin urmare, Curtea de apel face o bună aplicare principiilor de drept relative la probă astfel cum au fost consacrate prin legiuirea Caragea combinată cu dispozițiile art. 1912 c. civ., când, după ce constată că partea se află într'un caz de forță majoră, că nu poate să prezinte actul de adopțiune original, se întemeiază pe o constatare a Ministerului de Interne din 1865 și pe recunoașterile făcute de partea adversă la prima instanță în privința adopției, și constată că din acele acte rezultă prezumpțiuni puternice că adopțiunea a avut loc și s'a făcut cu formele solemne cerute de legea Caragea. (Cas. I, decizia No. 209 din 3 Aprilie 1915. Jurisprudența Rom. 1915, p. 358).

14. Formele de îndeplinit pentru autentificarea unui testament anterior legii autentif. actelor din 1886 sunt numai acelea prevăzute de art. 860 și urm. c. civ., în care nu se prevedea modul cum are să se stabilească identitatea testatorului, astfel că acest punct era lăsat la aprecierea judecătorului care autentifică. Dacă art. 13 din legea autentificării din 1886 prescrie anumite mijloace, prin care judecătorul trebue să se asigure de identitatea testatorului, acel articol nu se poate aplică testamentelor autentificate anterior legii speciale din 1886, căci un asemenea efect retroactiv nu este prevăzut în mod formal în legea autentificărei. Deși ordonanța domnească din 1856 prevedeà procedura de urmat în privința stabilirei identității testatorului, însă acea ordonanță a fost abrogată prin art. 1912 c. civ. (Cas. I. No. 213, 1916; Jurispr. Rom. 1918, p. 390).

15. A se vedea: art. 811, nota 1; art. 1008, nota 13; art. 1211, nota 14; art. 1907, nota 17.

Art. 1913. — Acest Codice civil se va pune în lucrare la 1 Iulie, anul 1865 [1]).

Doctrină românească.

Alexandresco, I, ed. 2-a, p. 21 n. 1; (V, p. 306 n. 4); Nacu, I, p. 32.

Jurisprudență.

1. Legiuitorul, prin art. 1913, fixând data de 1 Iulie 1865, când are să fie pus în aplicare codicele civil, nu data promulgarei, ci data punerei sale în aplicare trebue să fie luată ca termen de plecare pentru determinarea nouilor sale principii abrogatorii și a efectelor ce dânsele aveau să exercite asupra legilor anterioare. (Apel Buc. II, 27 Febr. 10/83, *Dr.* 29/86).

2. Noul cod civil, decretat la 26 Noembre 1864 și promulgat la 4 Decembre 1864, stabilește, prin art. 1913, punerea sa în aplicare la data de 1 Iulie 1865. In urma codului civil și în contra dispozițiunilor sale din art. 1913, un decret Domnesc din 30 Iunie 1865, amână punerea în lucrare a acestei legi până la 1 Decembre 1865. Or, decretele domnești aveau putere de lege numai până la întrunirea adunărei elective (art. 18 din Statutul de la 2 Iulie 1864) și acele adunări întocmindu-se de fapt în cea d'întâiu Duminecă a lui Decembre, conform art. 17 din Convențiune și art. 18 din Statut, nu se poate recunoaște vre-un caracter de legalitate decretului prin care se amână punerea în lucrare a codului civil. (Apel Buc. I, 247, Nov. 23/90, *Dr.* 2/91).

3 Punerea în lucrare a codului civil, regulată prin art. 1913 la 1 Iulie 1865,

1) Decret *pentru amânarea punerei în lucrare a Codicelui civil* (publ. 2 Iulie 1865): *Art. 1.* „Punerea în lucrare a noului Codice Civil Alexandru Ion I, este amânată până la 1 Decemvrie viitor". (1865).

prin decretul din 30 Iunie, s'a amânat la 1 Decembre 1865. Corpurilor legiuitoare, alese conform statutului şi întrunite, s'a comunicat de minister necesitatea prorogărei punerei în aplicaţiune a codului civil, şi corpurile legiuitoare au luat cunoştinţă despre ea ca într'atâta; şi ţinând seama de textul art. 3 din modificările îndeplinitoare ale statutului, nu se poate zice că acest articol s'ar fi nesocotit şi dar codul civil este a se considera ca pus în aplicare în mod legal de la 1 Decembre 1865, când s'a prorogat punerea în aplicare, fiindcă art. 3 citat nu reclamă alt-ceva de cât ceea-ce s'a făcut. Dacă s'ar zice că art. 1913 face parte integrantă din codul civil, şi că prorogarea nu s'ar fi putut face printr'un simplu decret urmat de comunicare numai Corpurilor legiuitoare în modul precum s'a facut, precum de altmintrelea nici suspendarea altor părţi sau modificarea altor parţi din codul civil nu s'ar fi putut face printr'un simplu decret urmat de comunicarea corpurilor legiuitoare, la aceasta raspundem, că trebue a distinge între dispoziţiunile regulatoare ale materiei dreptului privat şi între faptul de punere în aplicare sau de promulgare a codului civil, a regula o materie de drept privat sau a suspenda aplicarea dispoziţiilor oare-care a unui cod civil, acestea chiar sub regimul statutului nu se putea face prin decret domnesc urmat de o comunicare a Corpurilor legiuitoare în sensul acelui articol 3; sub statut materiile dreptului privat nu puteau fi regulate de cât prin o lege, ceea-ce presupune concursul efectiv şi real al celor trei factori ai puterei legiuitoare, căci drepturile Domnului chiar sub regimul statutului, sunt şi continuă a fi regulate prin art. 15 seq. din convenţiune, şi Domnul n'avea dreptul prin decret a regula materia dreptului privat; că însă dreptul de a promulga legile, acesta este un atribut numai al Domnului, precum rezultă din art. 14 din convenţiune; dacă Domnul are dreptul a promulga, el are şi dreptul a proroga termenul punerei în aplicare a unei legi; prorogarea punerei în aplicare a codului civil se putea face conform art. 14 din convenţie, prin decret domnesc, fară să fi fost trebuinţă a mai îndeplinì forma art. 3 din modificările îndeplinitoare ale statutului. Ast-fel punerea în aplicare fiind prorogată prin decret, aceasta e legalmente şi dar până la 1 Decembre 1865 vechile coduri civile, codul Calimach şi codul Caragea continuă a fi în vigoare. (Cas. I, 153/Mart. 29/91, p. 332).

4. Codul civil şi procedura urmau a se pune în lucrare de o dată. Punerea în aplicare însă a codicelui civil a fost prorogată prin decret domnesc cu 6 luni, adică de la 1 Iulie până la 1 Decembre 1865, de oare-ce votarea procedurei civile în Senat nu se terminase de cât la 28 Iunie 1865, adică numai cu 2 zile înainte de intrarea în vigoare a noului codice civil, şi guvernul de atunci s'a văzut silit a proroga punerea în lucrare a nouilor codici peste 9 luni. Argumentele oportunităţei acestei prorogări au fost cercetate şi discutate de consiliul de miniştri, de domn, de Adunarea electivă şi de Corpul ponderator, şi au fost aprobate de toţi aceşti factori legislativi. Astfel fiind, în timpul de la 1 Iulie 1865 până la 1 Decembre 1865, această ţară a fost guvernată tot de vechea condică Caragea. Şi dacă puterea judecătorească ar declara prorogarea aplicărei noului codice ca ilegală, dânsa ar încălca în atributele puterei legiuitoare şi ar nesocotì principiul separaţiunei, puterilor, principiu fundamental pentru ori ce Stat modern bine organizat. Nu este nici juridic a se considerà decretul de prorogare al codicelui civil ca un act izolat şi arbitrar al puterei executive, de oare-ce el a fost aprobat, după serioase discuţiuni de ambele Corpuri legislative. (Cas. I, 406 bis, Oct. 28 91 B. p. 1114).

5. Deşi, prin art. 1913 din Codul civil, urma ca acest cod să fie pus în aplicare la 1 Iulie 1865, însă prin decretul domnesc dela 30 Iunie 1865 acest termen s'a prorogat până la 1 Decembre 1865, prorogare făcută legalmente, astfel că o succesiune, deschisă în timpul dela 1 Iulie 1865 până la 1 Decembre 1865, se regulează după legiuirea Caragea, în vigoare la acea epocă. (Cas. I, 126/97, B. p. 339 şi Cas. I 300 905, B. p. 830).

Art. 1914. — Fiica dotată înaintea promulgărei acestei legi, de voeşte a veni la o ereditate deschisă în urma promulgărei acestei legi, va fi obligată a raportà dota [1]). (Civ. 751 urm).

1) Codul Caragea, în Muntenia ca şi Codul Calimach în Moldova, cari au precedat Codului civil actual cuprindeau dispoziţiuni contra echităţei, în ceeace priveau succesiunile. Astfel Codul Caragea indepărta pe fete dela moştenire, atribuind-o numai băeţilor. Codul Calimach, avantagea pe fetele deja măritate pe care le dispensa de raportul dotelor primite. Iată principalele dispoziţiuni ale Codului Caragea şi Calimach în această privinţă:

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, I, § 30, p. 124, 125;
BAUDRY ET FOURCADE, *Des personnes*, I, 166;
DALLOZ, *Rép.* Successions, 1020, n° 2 şi 3;
DEMOLOMBE, XIX, 318;
GRENIER, *Donations*, III, 534, p. 654 urm.;
LAURENT, XII, 65;
PANDECTES FR., *Prescription*, 2766;
POTHIER, *Donations entre-vifs*, VIII, 220, p. 422 (ed. Bugnet);
SIREY, *Lois*, 912 urm.;
TROPLONG, *Prescription*, II, 958.

Codul Caragea, partea IV, Cap. 3, art. 17: „a) Când mortului nu-i trăeşte muierea, sau moartei bărbatul, şi au numai un copil, atunci moşteneşte copilul; b) când au numai feciori, moştenesc numai feciorii de o potrivă fiecare; c) când *au feciori şi fete numai feciorii moştenesc de o potrivă*, şi pe fete, de vor fi neînzestrate, datori sunt să le înzestreze şi să le căsătorească; d) când au fete neînzestrate şi înzestrate, numai cele neînzestrate moştenesc de o potrivă fiecare; e) când au numai fete înzestrate atunci moştenesc ele de o potrivă una cu alta; f) când, afară de copiii lor cei vii, au şi nepoţi de fiu, se cheamă şi aceştia la moştenire, şi moştenesc dimpreună cu unchii lor, partea ce se cădea să moştenească tatăl lor de trăia; g) când neavând feciori în viaţă, au nepoţi din feciori şi din fete, atunci nepoţii cei din feciori, depărtează pe nepoţi cei din fete (precum se cădea să depărteze şi feciorii de trăia, pe fete de trăia) şi moştenesc pe obrazul părinţilor lor, luând adică fiecare familie partea ce se cuvenea să ia tatăl lor de trăia; h) când au nepoţi din fete numai, aceea numai moştenesc de casă".—Pentru cazul când defunctului îi trăeşte soţia, a se vedeà nota de sub textul art. 684 C. civil.

Cod. Caragea part. IV, Cap. 3, art. 17, lit. K.

„Când mortului îi trăeşte muerea şi are copii cu dânsa, sau moartei îi trăeşte bărbatul şi are copii cu dânsul, atunci copiii, sufletul mortului sau al moartei, şi soţia cea vie, moştenesc de o potrivă averea, dupa cum mai jos se arată:

„Adică copiii îşi iau părţile lor, pe cari sunt stăpâni desăvârşiţi, luând asupra lor şi partea sufletului pentru cheltuelile îngropărei şi a pomenirilor mortului sau moartei; iar soţia cea vie are numai hrisis, adică folosul părţei sale.

Iar de se va întâmpla, în urma morţei unuia din părinţi peste 3 ani, să trăiască copiii, şi după acea vreme sa moară copilul, însa partea bărbătească mai înainte de al 14-lea an al vârstei sale, iar partea femeiască mai înainte de al 12-lea an al vârstei sale, atunci părintele ce va fi viu să ia a treia parte a sufletului în bani gata; iar de vor murì copiii înaintea împlinirei a 3 ani, după moartea unuia din obrazele părinţilor atunci obrazul dintre părinţi ce este viu, de va fi făcut cheltueli pentru îngropare şi pomeniri, sa arate socoteala către clironomi şi clironomii să-i plătească cât va fi cheltuit".

Codul Caragea, art. 18, litera C: „Când va muri copil, parte bărbătească mai înainte de al 14-lea an al vârstei sale, iar partea femeiască mai înainte de 12 ani ai vârstei sale, ori înaintea morţei unuia din părinţii sai, ori după moartea acelui parinte, şi alt copil nu va mai rămânea, atunci periusia acelui părinte, să se facă trei părţi, din care o parte sa o moştenească obrazul cel viu dintre părinţi, cu desăvârşită stăpânire, însă în bani gata, altă parte să o moştenească rudele cele de sus ale părintelui celui mort sau fraţii numai (de vor lipsi rudele de sus) iar cealaltă a treia parte să o moştenească sufletul copilului celui mort care parte să o ia tot acele rude ale parintelui celui mort pentru cheltuiala îngroparei şi a pomenirilor.

Iar când nu vor trai nici rude de sus, nici fraţi ai părintelui celui mort, atunci obrazul dintre părinţii care trăeşte, să moştenească pe părintele cel mort al copilului şi rudele de alăturea ale părintelui celui mort până la a patra spiţă, să aiba pronomion a răscumpăra, de vor voi numai căminul neamului lor, de va fi".

Codul Caragea, art. 23: „Când bărbatul cu muerea trăind 10 ani şi nefăcând copii, va muri unul din obraze şi nu va avea copii din altă casătorie mai dinainte, atunci obrazul cel viu moşteneşte fără de diată a şeasea parte din avutul lui, iar cealaltă avere, rudele lui.

Când barbatul cel mort n'are rude, nici de sus, nici de jos nici de alăturea, îl moşteneşte fără de diata soţia sa, şi pe soţie, de nu va avea rude de sus, de jos şi de alăturea, o moşteneşte fară diata soţul ei.

Codul Calimach, în § 916: „Când mortul va lăsa fii, adică pogorâtori din spiţa întâiu, născuţi din legiuită însoţire, atunci li se cuvine lor întreagă averea lui, *fără deosebire de parte bărbătească şi femeiască* ori că traind el, sau când după moartea lui s'au născut".

§ 917: „Dacă vor fi doi sau mai mulţi fii, împărţesc ei moştenirea în părţi de o potrivă după numărul lor, şi aceasta se zice în legi împarţială pe capete".

§ 1013: „Fiicele cele înzestrate de către părinţi nu pot cere sinisfora, dară nici sunt silite să pună la mijloc zestrurile".

Codul Calimach § 941: „Dacă murind unul din însoţiţi va lăsa copil nevârsnic, şi pe urmă va muri şi acesta, mai înainte de împlinirea vârstei de 14 ani, partea bărbătească şi de 12 ani partea femeiască: se imparte de o potrivă moştenirea rămasă de la mortul părinte între părintele ce trăeşte şi între suitorii mortului părinte, scoţându-se cheltuelile îngropărei şi cele pentru suflet după starea mortului şi câtimea averei. Iară murind copilul dupa zisa vârstă, îl moşteneşte singur părintele său ce a rămas în viaţă".

Codul Calimach § 957: „Văduva care având copii nu se va mai căsători, va lua din averea mortului ei bărbat parte cât un copil spre întrebuinţare numai; asemenea şi bărbatul care având copii nu se va mai însura, va lua din averea moartei sale soţii parte cât un copil spre întrebuinţare, şi ori şi care din suitori având copii şi ne mai însoţindu-se va lua din averea mortului său soţ parte cât un copil".

Codul Calimach § 958: „Însă dacă o femeie fiind bogată n'a adus zestre în casa bărbatului ei, nu va lua partea aceasta; asemenea şi bărbatul care fiind bogat n'a dat darul nuntesc femeei sale".

Codul Calimach § 959: „Femeea săracă având până la trei copii dela mortul ei bărbat, va lua o a patra parte din curată averea lui spre întrebuinţare; iar de va avea mai mulţi copii, va lua numai parte cât un copil după analogie spre întrebuinţare".

Codul Calimach § 960: „Dacă murind bărbatul a lăsat în urma lui copii dela femeia lui dintâiu atunci văduva saracă va lua din averea lui ori a patra parte sau după numărul copiilor analogistă parte cu deplină proprietate; iar dacă n'au rămas copii, ci alte rudenii, va lua ea a patra parte de a pururea cu deplină proprietate, asemenea va lua parte şi bărbatul sărac din averea moartei sale soţii".

Codul Calimach § 961: „Dacă nu vor fi copii nici alte rudenii, nici vre-un moştenitor din cei arătaţi în §§ 942—956, atuncea moşteneşte bărbatul pe femeie şi femeia pe bărbat dacă au vieţuit nedespărţiţi până la moartea unuia din ei".

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, I, ed. 2-a, p. 102 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 571 nota, 599, 600; IV, part. I, ed. 2-a, p. 566, 613, 655; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 184, 237 t. şi n. 1, 238, 239); *Droit ancien et moderne de la Roumanie,* p. 200 nota, 2, 205;
CANTACUZINO MATEI, p. 274;
NACU, I, p. 60, 61;
RĂDULESCU ANDREI, *Studii de drept civil,* vol. I, p. 181 urm.; Obligaţiunea impusa prin legiuirea Caragea de a înzestrà pe surori şi influenţa Codului civil asupra acestei obligaţiuni.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudenţă.

1. De vreme ce dreptul la moştenirea deschisă sub codul actual, al fetelor înzestrate sub codul Caragea, este dobândit prin art. 669, iară nu prin art. 1914, al cărui obiect este numai de a le supune la raportul dotei luată sub codicii anteriori când ele vin la succesiunea ascendentului înzestrator, este evident că şi nepoţii de fete înzestrate sub codul Caragea, sunt în drept, conform art. 669 combinat cu art. 664 şi 665, să vină la moştenirea ascendentului lor, deschisa sub actualul cod prin reprezentaţiune când concur cu unchiul lor. (Cas. I, 463 Dec. 20 72, B, p. 364).

2. Dreptul la succesiune se regulează dupe legea în vigoare la moartea lui *de cujus*, şi nimeni nu poate pretinde că are un drept dobândit asupra unei succesiuni, în puterea legii anterioare deschiderii ei. Prin urmare, fetele înzestrate care, dupe legea Caragea, când se aflau în faţa cu feciorii sau chiar fete neînzestrate, nu mai aveau nici o vocaţiune la succesiunea tatălui şi a mamei, sunt chemate la succesiunea lor de art. 669 c. civ., dacă au murit sub acest codice; căci dupa acest articol, fetele vin la succesiunea tatălui şi a mamei d'împreuna cu feciorii fără distincţiune de sunt sau nu înzestrate; însă dacă înzestrarea facută sub codicele actual, nu poate da naştere la dificultăţi între comoştenitorii ai aceluiaşi ascendinte, de oare-ce cazul când şi cum o dotă, ca şi ori-ce donaţiune poate fi revocabilă pentru moştenitorii donatorului, şi prin urmare raportabilă la masa succesiunei, este regulat de art. 750 şi urmatorii de la secţiunea despre raporturi, n'ar fi fost tot ast-fel şi pentru dotele date înainte de promulgarea codului nou, căci fetele înzestrate înainte, ar fi putut să pretindă să vie la succesiunea tatalui şi mamei donatori în temeiul art. 669, fără ca să raporteze dota, sub cuvânt că, dacă chiar donaţiunile făcute sub codul actual la un succesibil de către ascendentele sau nu sunt raportabile când ascendentele donator a manifestat în această privinţă voinţa sa (art. 751 *in fine*), cu atât mai puţin pot fi raportabile donaţiunile facute sub legea Caragea, cari nu se supuneau la nici un raport, donaţiunile între vii, declarându-le irevocabile (art. 6 de la daruri), căci voinţa donatorului despre dispensa raportului unei donaţiuni între vii facută sub o lege care nu le supunea raportului, ar trebuì să fie necesarmente presumată de oare-ce părţile urmează să se fi referit la acea lege, în privinţa efectelor irevocabile ale donaţiunii. Şi legiuitorul, prin art. 1914 c. civ., n'a voit de cât să preîntâmpine aceste conflicte ca trecerea de la o legislaţiune, ca aceea a lui Caragea, sub care donaţiunile între vii, şi prin urmare şi zestrele date, erau irevocabile şi neraportabile, sau ca acea a lui Calimach, sub care zestrele numai erau neraportabile (art. 1010, lit. g. şi art. 1013), putea să dea naştere, şi de aceea dând o soluţiune legislativă în privinţa zestrelor date sub legea Caragea sau Calimach, a dispus ca fiica dotata înaintea promulgarii codului civil de voeşte a venì la o ereditate deschisa în urma promulgării acelei legi, va fi obligată a raporta dota. Chiar din partea dispozitivă a acestui articol rezultă că el n'are de obiect a chema la moştenire fetele ce ar fi înzestrate sub codul Caragea, ele fiind deja chemate prin art. 669, ci de a obliga pe fetele măritate sub codul Caragea sau Calimach, când vin la succesiunea părinţilor, deschisă sub codul nou, la raportul dotei lor, la care nu erau supuse după acele legi, însa acordându-le facultatea de a reţine acele dote prin renunţarea la succesiune, ceea ce este permis prin art. 752 c. civ., şi pentru donaţiunile făcute sub codul nou ce din lipsă de dispensă sunt raportabile. Ast-fel fiind, rămâne a se şti, dacă prin art. 1914 legiuitorul a ordonat un raport *sui generis*, ca *collatio* din dreptul Roman vechiu, pentru emancipaţi, cari erau obligaţi să aducă la masa succesorală a părinţilor lor, când concur cu fraţii lor neemanci-

paţi, nu numai bunurile dăruite de tatăl lor, ci încă toată averea dăruită de alţii sau câştigată prin munca lor. Dacă o asemenea dispoziţiune avea atunci cuvântul de a fi, pentru că copii neemancipaţi ne având dreptul de a câştiga nimic pe socoteala lor, ci chiar produsul muncei lor făcând parte din avutul părintelui sub puterea cărui se află copiii emancipaţi, dacă nu aduceau la mijloc averea dobândită în urma emancipaţiunii când veneau împreună cu copiii neemancipaţi la succesiunea părintelui comun, care era mărită prin chiar munca copiilor neemancipaţi, s'ar fi împărtăşit de chiar averea acestora, ceea ce ar fi fost injust. Feciorii sub legea Caragea, aveau dreptul de a dobândi o avere a lor proprie, fie prin daruri chiar dela părinţii lor, fie prin munca lor; şi dară legiuitorul la 1865, n'avea nici un cuvânt plausibil ca să ordone, prin art. 1914, o asemenea aducere la mijloc *(collatio)* a dotei, chiar când înzestrarea n'ar fi făcută de *de cujus*, dacă legiuitorul ar fi voit să ordone o asemenea aducere la mijloc ar fi exprimat-o în termeni pozitivi; o astfel de aducere la mijloc *(collatio)* nu se poate presuma din termenii art. 1914, mai cu seamă când în acelaşi cod, la secţiunea despre raporturi, prin a raporta, legea n'a înţeles de cât a aduce înapoi la succesiunea de la care s'a luat (art. 757), ceea ce însuşi acest cuvânt o indică. Art. 1914 n'a avut de obiect de a remedia inconvenientele ce din pricina faptelor împlinite sub codul Caragea se pot ivi la succesiunile ce se deschid sub legea actuală; dacă interpretarea ce s'ar da art. 1914, despre aducerea la mijloc a dotei, chiar când ea ar fi dată, nu de către *de cujus*, ci de consortele său, ar avea o aparenţă de echitate pentru casul când înzestrătorul a dat fetelor toată averea sa ca dotă, iar succesiunea mamei se deschide sub codul actual, nu e tot ast-fel pentru casurile cele mai ordinare, când adică la moartea înzestrătorului, ivită sub codul Caragea, a rămas avere din care s'a împărţit băeţilor, fie şi chiar în părţi mai mici de acea ce s'a dat fetelor, căci atunci succesiunea mamei, deschisă sub codul nou, băeţii de şi ar obliga pe fete la punerea la mijloc a dotei luată din averea tatălui, ei n'ar fi obligaţi la aducerea parţii ce au luat din aceeaşi avere cu titlu de moştenire de la tatăl lor mort sub codul Caragea. Din toate acestea resultă în mod evident, că legiuitorul prin art. 1914 n'a tranşat de cât cestiunea raportabilităţii dotelor date sub codicii Calimach şi Caragea, în sensul unui raport ordinar, despre care se face vorba chiar în acel cod. (Cas. I, 463 Dec. 20/72, B. p. 360).

3. După art. 757 c. civ. nu poate fi cestiune de raport de cât numai la succesiunea donatorului. Şi chiar dacă s'ar admite ca prin obligaţiunea de a raportà, impusă de art. 1914, nu este vorba în acel articol de cât de un raport extraordinar, raportul zestrei, nu se poate admite de cât numai când s'ar constata că sub codul Caragea există între soţi şi soţie unitate de patrimoniu. Or a pretinde că sub codul Caragea există între soţi şi soţie o asemenea unitate de patrimoniu, este a se isbì de art. 12 şi urmatorii din codul Caragea, despre zestre, şi a susţine un principiu contrar ideii dominante de separaţiune de patrimoniu între soţi şi soţie, care idee a existat totdeauna în spiritul legiuitorului nostru şi moravurile noastre, de oarece chiar astăzi sub codul civil, luat după codul Napoleon nu s'au ales, din cele patru regime aflate sub acel cod ca regimul legal, de cât regimul dotal, iar nu cel de comunitatea bunurilor aflat în codul francez. Ast-fel fiind obligaţiunea fetelor, impusă de art. 1914, de a raporta dota, nu se poate pretinde de cât tot după dispoziţiunile generale ale art. 757. Art. 1914 ori cât de excepţional s'ar pretinde a fi, nu poate cuprinde într'însul excepţiuni contrarii principiilor generale de drept, de cât numai când acele excepţiuni ar fi fost prevăzute într'un mod categoric în acel articol. (Trib. Ilfov, I, *Dr.* 10/73).

4. Dacă art. 1914 nu face nici o distincţiune în privinţa părintelui care a constituit dota ce urmează a fi raportată, motivul este că o asemenea distincţiune era cu totul inutilă, fiind deja făcută de lege prin art. 757, care dispune ca raportul să se facă la succesiunea donatorului. Din tăcerea legiuitorului asupra modului de a se face raportul prevăzut de art. 1914 rezultă evident că în această privinţă legiuitorul s'a referit la regulile de drept comun relative la raport. (Apel. Buc. II, *Dr.* 10/73).

5. Prin art. 1914 legiuitorul a voit să previe procesele ce ar fi putut da naştere cestiunei de a se şti dacă zestrele constituite sub legea veche sunt sau nu supuse la raport. Această controversă posibilă nu este de loc resolvată prin art. 753, căci acel articol prevede fapte petrecute sub legea nouă, iar nu o zestre constituită sub legea nouă; de unde resultă că art. 1914 nu poate fi privit ca o superfluitate. (Apel Buc. II, *Dr.* 10/73).

6 Egalitatea care este baza constituţiunei noastre politice, este asemenea şi principiul fundamental asupra cărui se formează sistemul nostru succesoral. Ast-fel legile de moştenire fiind de ordine publică, raportul s'a părut legiuitorului nou atât de necesar în cât dânsul, prin art. 1914, obligă pe

femeea măritată, care n'avea un drept de moștenire sub legea Caragea, dar care a primit o donațiune sub formă de dotă· a raportà această dotă dacă voește a venì la o ereditate deschisă în urma promulgărei acestei legi. Această dispositiune, cuprinsă în art. 1914, nu este o excepțiune, ci o aplicațiune a principiului că, ori-cine voește a moșteni, trebue să rapoarte, afară numai dacă donatorele sau testatorele nu 'l a dispensat de această obligațiune. O asemenea dispensă nu poate fi presupusă că poate resulta numai din împrejurarea că legea, sub imperiul căreia s'a făcut donațiunea, nu impune donatarului moștenitor, care venea la succesiunea donatorului, sarcina raportului. (Cas. secț. unit., 2/Apr. 21/77, B, p. 442).

7. Art. 1914 fiind relativ numai la raportul dotelor ce au fost constituite înaintea promulgărei codului actual, nu poate fi întins și la raportul donațiunilor, pentru că el este special la dote, și, pe lângă aceasta, există o deosebire între natura zestrelor și a dotiunilor de sub codul Caragea, ast-fel că nici chiar prin analogie nu poate fi aplicabil și acestor din urmă. In adevăr, zestrea sub codul Caragea reprezentà dreptul personal ce aveau fetele la succesiunea tatalui; prin urmare, dacă codul actual permitea și fetelor înzestrate să vie la succesiunile deschise sub imperiul său, ar fi fost să permită acestora să vie de două ori la aceeași succesiune. Donațiunile nu erau în aceeași situațiune, și așa fiind nu li se poate aplica dispozițiunile legei noui relativ la zestre. (Trib. Brăila, Nov. 10/83 *Dr.* 10/84).

8. De și succesiunea s'a deschis sub imperiul noului codice civil, însă după art. 1914 c. civ., fata înzestrată sub legea Caragea, nu este obligată să rapoarte dota ce i s'a constituit la căsătorie, chiar dacă ar escede cotitatea disponibila, dacă nu voește să vie la moștenire de o potrivă cu cei-l-alți erezi reservatari. (Cas. I. 164/Mai 7/84 B. p. 394).

9. Dreptul la succesiune se regulează după legea în vigoare la moartea lui de cujus. Prin urmare fetele înzestrate sau chiar neînzestrate, care după codul Caragea, când se aflau față cu feciori nu aveau nici o vocațiune la succesiunea tatălui și a mamei, sunt chemate, după codul actual, la succesiunea lor de art. 669 c. civ., dacă ei au murit sub acest cod. Și egalitatea, care este basa constituțiunei noastre politice, este asemenea și principiul nostru fundamental asupra căruia se fundează sistemul nostru succesoral. Ast-fel fiind, legile de moștenire fiind de ordine publică, raportul s'a părut legiuitorului din 1865 atât de necesar în cât prin art. 1914 obligă pe femeea măritată, care nu avea un drept de moștenire sub codul Caragea, dar care a primit o donațiune sub formă de dotă, a raporta această dotă, dacă voește a veni la succesiunea ascendentului său înzestrător deschisă în urma promulgărei noui legi, sau a o reține dacă ar renunța la succesiune. Această dispozițiune cuprinsă în art. 1914 nu este o excepțiune ci o aplicațiune a principiului general că ori cine voește a moșteni trebue a raporta, afară numai dacă donatorul sau testatorul nu l'a dispensat de această obligațiune. Legiuitorul din 1865, spre a evita presumțiunea dispensei de raport a unei donațiuni dată sub formă de dotă unei fiice măritată sub codul Caragea, când dânsa ar veni la succesiunea tatălui sau a mamei donatoare deschisa sub codul nou, presumpțiune care s'ar fi putut induce din faptul că asemenea donațiuni făcute sub codul Caragea erau irevocabile și prin urmare neraportabile (art. 6 de la daruri), ca și cele făcute sub codul actual când ascendentul donator și-a manifestat în această privință voința (art. 751 c. civ.) a dat soluțiunea legislativă prevăzută în art. 1914 c. civ., adică supunând asemenea donațiuni la raport. (Trib. Ilfov. I, 160, Mart. 20/90. *Dr.* 28/90).

10. Art. 1914 c. civ. nu stabilește nici o presumpțiune în ce privește dotele constituite sub codul Caragea; el nu a avut în vedere de cât a regula pozițiunea fetelor înzestrate sub vechiul cod, supunându-le la raport în cazul când ar voi să vină la o succesiune deschisă în urma promulgărei codului civil actual. (Cas. I, 141 90. Apr. 26/90 B p. 430).

11. Fiica dotată sub codul Caragea poate face acte de moștenitoare și mai înainte de a raporta dota, de oare-ce art. 1914 este relativ la partagiu, când adică fiica dotată sub imperiul legei Caragea ar venì să concure la o împărțeală de moștenire deschisă sub noul cod civil să nu o poată face de cât raportând ceea ce a primit înainte. (Apel Buc. I, 22, Ian. 21 90, *Dr.* 14 90).

12 Sub imperiul codului Caragea, în vigoare în momentul puneri în aplicare a actualului cod civil se prevedeà că numai copiii de sex bărbătesc moșteneau când veneau în concurență cu surori, iar legiuitorul actual, introducând egalitatea fraților și a surorilor, a prevăzut, ca dispoziție tranzitorie în art. 1914, că fiica dotata înaintea promulgării acestei legi de voește a venì la o ereditate deschisă sub actuala lege, va fi obligată la raport, de unde rezultă ca o atare fiică care aveà un drept câștigat de a reține donatiunea, oricare ar fi fost cuantumul ei, legea îi dă facultatea de a renunțà la acest

drept, în care caz numai ar fi fost obligată la raport; că, prin urmare, trebuie din parte-i o manifestaţie clară şi prescrisă, nu că renunţă la succesiune ci din contră, că voeşte a o accepta, şi numai în acest caz poate fi obligată să raporteze dota.

Prin urmare, face o justă aplicaţiune a art. 1914 din codul civil, instanţa de fond, când decide că fiica dotată sub vechiul cod nu poate fi obligată să raporteze moşia dotală sau valoarea ei, întrucât dânsa nu şi-a manifestat dorinţa de a venì la succesiunea mamei sale. (Cas. I, 18 Noembrie 1910, B. p. 1533).

Sfârşitul volumului IV şi ultim.

TABLA MATERIILOR

CUPRINSE IN VOLUMUL IV.

(A se vedeà la sfârşitul acestui ultim volum, tabla detailată pentru întreaga materie cuprinsă în toate volumele).

CARTEA III.

Despre diferitele moduri prin cari se dobândeşte proprietatea.

(Urmare).
